PROCES-VERBAL DE LA REUNION DES COMITES NATIONAUX OLYMPIQUES
MINUTES OF THE MEETING OF NATIONAL OLYMPIC COMMITTEES
ACTA DE LA RÉUNION DE LOS COMITÉS NACIONALES OLÍMPICOS
ПРОТОКОЛ ВСТРЕЧИ НАЦИОНАЛЬНЫХ ОЛИМПИЙСКИХ КОМИТЕТОВ
VERBALE DEL CONVEGNO DEI COMITATI NAZIONALI OLIMPICI

Roma, 31/9, 1-2/10/1965

TIPOGRAFIA POLIGLOTTA VATICANA

COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ITALIEN

REUNION DES COMITES OLYMPIQUES EN ROME

30 septembre, 1er et 2 octobre 1965

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DES COMITES NATIONAUX OLYMPIQUES
MINUTES OF THE MEETING OF NATIONAL OLYMPIC COMMITTEES
ACTA DE LA RÉUNION DE LOS COMITÉS NACIONALES OLÍMPICOS
ПРОТОКОЛ ВСТРЕЧИ НАЦИОНАЛЬНЫХ ОЛИМПИЙСКИХ КОМИТЕТОВ
VERBALE DEL CONVEGNO DEI COMITATI NAZIONALI OLIMPICI

Roma, 31/9, 1-2/10/1965

PARTICIPANTS

M. Avery BRUNDAGE, Président du C.I.O.

ALLEMAGNE OCCIDENTALE	Max DANZ, Vice-Président C.O.A.O. Walter TRÖGER, Secrétaire Général C.O.A.O. Walter WÜLFING, Vice-Président C.O.A.O.
ALLEMAGNE ORIENTALE	Heinz SCHÖBEL, Président C.O.D.D.R. Helmut BEHRENDT, Secrétaire Général C.O.D.D.R. Dieter REHAHN, Membre C.O.D.D.R.
ALGERIE	Larbi SILABCENE, Vice-Président C.O.A.
AUSTRALIE	Hugh WEIR, Membre C.I.O., Vice-Président C.O.A.
AUTRICHE	Edgar FRIED, Secrétaire Gal Hon. C.O.A.
BELGIQUE	Raoul MOLLET, Président C.O.B.
BOLIVIE	Edmondo OLAGUIVEL IBANEZ
BRESIL	Sylvio DE MAGALHAES PADILHA, Membre C.I.O., Président C.O.B. Antonio DOS REIS CARNEIRO, Secrétaire Général C.O.B.
BULGARIE	Vladimir STOYTCHEV, Membre C.I.O., Président C.O.B. Dimitri HARALAMPIEV IVANOV
CANADA	James WORRALL, Président C.O.C. H. W. HOPFENER, Secrétaire Général C.O.C.
CEYLAN	M. le Ministre SUGATHADASA, Président C.O.C.
CONGO-BRAZZAVILLE	Jean-Claude GANGA, Secrétaire Général C.O.C.
COREE	Sang Beck LEE, Membre C.I.O., Président C.O.C. Walter JHUNG, Secrétaire Gal C.O.C. Tongiae CHO, Membre C.O.C. Wonkyung LEE, Membre C.O.C.
CUBA	Manuel GONZALES GUERRA, Président C.O.C. Fabio RUIZ VINAJERA, Membre C.O.C. Jorge GARCIA BANGO, Membre C.O.C.

DANEMARK	Ivar Emil VIND, Membre C.I.O. Gudmund SCHACK, Président C.O.D. Axel LUNDQVIST, Secrétaire Gal C.O.D.
DOMINICAINE (Rép.)	Juan Ulises GARCIA SALETA, Président C.O.R.D.
ESPAGNE	Juan Antonio SAMARANCH, Vice-Président C.O.E. Andrès Mercè VARELA
ETATS-UNIS	Douglas ROBY, Membre C.I.O. Kenneth L. WILSON, Président C.O.E.U.
ETHIOPIE	Ydnekatcheou TESSEMA, Directeur Général N.E.S.C.
FINLANDE	J. W. RANGELL, Membre C.I.O. et C.O.F. Erik von FRENCKELL, Membre C.I.O. et C.O.F. Akseli KASKELA, Président C.O.F. Ali KOSKIMAA, Vice-Président C.O.F. A. RUUSUVAARA, Secrétaire Général C.O.F.
FRANCE	Armand MASSARD, Vice-Président C.I.O., Président C.O.F. Comte de BEAUMONT, Membre C.I.O. Alain DANET, Secrétaire Général C.O.F.
GHANA	Djan OHENE, Président C.O.G.
GRANDE-BRETAGNE	K. Sandy DUNCAN, Secrétaire Général B.O.A.
GRECE	Pyrros LAPPAS, Secrétaire Général C.O.H. Epaminondas PETRALIAS, Membre C.O.H.
HAÏTI	Antoine C. COICOU, Président C.O.H.
HONGRIE	Gyula EGRI, Président C.O.H. Arpad CSANADI, Membre C.I.O. et C.O.H.
IRAK	HABIB
IRAN	Amir A. AMIN, Secrétaire Général C.O.I.
IRLANDE	The Lord KILLANIN, Membre C.I.O., Président O.C.I. Desmond O'SULLIVAN, Membre O.C.I.
ISRAËL	Shalom ZYSMAN, Président C.O.I. H. GLOVINSKY, Secrétaire Gal Hon. C.O.I.
ITALIE	Giulio ONESTI, Membre C.I.O., Président CONI Paolo THAON DI REVEL, Membre hon. C.I.O. Giorgio de STEFANI, Membre C.I.O. Adriano RODONI, Vice-Président CONI Beppe CROCE, Membre CONI Mario SAINI, Secrétaire Général CONI Marcello GARRONI, Vice-Secrétaire Général CONI Donato MARTUCCI, Membre CONI
JAMAÏQUE	Tony BRIDGE, Président C.O.J.

JAPON	Tsuneyoshi TAKEDA, Président C.O.J. Tetsuo OBA, Secrétaire Général C.O.J. Robert TSUYOSHI MIYAKAWA, Membre C.O.J.
KENYA	Reginald Stanley ALEXANDER, Membre C.I.O., Président C.O.K. J. M. KASYOKA, Membre C.O.K. Harbans SINGH, Membre C.O.K.
LIBAN	Gabriel GEMAYEL, Membre C.I.O., Président C.O.L.
LIBERIA	Frank O'ROBERTS
LIBYE	COOBAR, Membre C.O.L. S. SHARMIT, Président C.O.L.
LUXEMBOURG	Prosper LINK, Vice-Président C.O.L.
MALI	Henry CORENTHIN, Secrétaire Général C.O.M. COULIBALY, Membre C.O.M.
MALTE	Alfred P. BRIFFA, Président C.O.M.
MAROC	Mchich Alami ABDESLEM, Président C.O.M.
MEXIQUE	José de CLARK FLORES, Membre C.I.O., Président C.O.M. Eduardo HAY Javier OSTOS Manuel SEYDE
MONACO (Principauté)	Jacques DE MILLO, Vice-Président C.O.M. René SANGIORGIO, Secrétaire Général C.O.M.
MONGOLIE	TSENDORJE, Membre C.O.M.
NIGERIA	Oyebola S. JOLAOSO, Vice-Président C.O.N.
NORVEGE	Axel PROET HØST, Président C.O.N. J. Ch. SCHONHEYDER, Vice-Président C.O.N.
OUGANDA	H. M. SUNDERANI, Membre C.O.O.
PANAMA	S. Anibal ILLUECA, Président C.O.P.
PAYS-BAS	C. L. KERDEL, Vice-Président C.O.H. Ch. E. van der PLOEG, Secrétaire Hon. Trésorier
PEROU	Escardò Guillermo GRIFFITHS, Président C.O.P.
PHILIPPINES	Jorge VARGAS, Membre C.I.O.
POLOGNE	Wlodzimierz RECZEK, Membre C.I.O., Président C.O.P. WIECZOREK, Membre C.O.P.
PORTO RICO	Felicio M. TORREGROSSA, Président C.O.P.
PORTUGAL	Gaudencio Luiz DA SILVA COSTA, Membre C.O.P. WORM
R.A.U.	Hussein Omar GOHAR, Membre C.O.R.A.U. Rifat Mostafa IBRAHIM, Membre C.O.R.A.U.

English

ROUMANIE	Aurel Duma, Président C.O.R. Grigore Arjoca, Membre C.O.R.
SENEGAL	Amadou Barry, Président C.O.S. Demba Diop, Vice-Président C.O.S. Bachirou Cisse, Secrétaire Général C.O.S.
SUEDE	Per Stromback, Président C.O.S. Sten Svensson, Secrétaire Gal Hon. C.O.S.
SUISSE	Raymond Gafner, Président C.O.S. Jean Weymann, Secrétaire Général C.O.S.
TAÏWAN	Peter Chang, Membre C.O.T. Henry Usu, Membre C.O.T.
TCHAD	Ousmane Gam André Mahamat
TCHECOSLOVAQUIE	Frantisek Vodslon, Président C.O.T. Frantisek Kroutil, Secrétaire Gal C.O.T.
THAÏLANDE	Reuriel Luang Sukhum, Vice-Président C.O.T. Komarakul, Secrétaire Général C.O.T.
TUNISIE	Mohamed Mzali, Président C.O.T. Slah Eddirec Baly, Secrétaire Général C.O.T. Chenath
U.R.S.S.	Konstantin Andrianov, Président C.O.U.R.S.S. Igor Kasanskii, Vice-Président Vladimir Savvine, Secrétaire Général
VENEZUELA	Mme Flor Isava, Membre C.O.V.
YOUGOSLAVIE	Nebojsa Popovic, Secrétaire Général C.O.Y. Milan Ercegan, Membre C.O.Y.
ZAMBIE	George D'Arcy Crane, Président C.O.Z.

English

Introduction

Giulio Onesti

Président du Comité National Olympique Italien

Ouvrons les travaux auxquels prennent part les Comités Nationaux Olympiques de tous les Continents et de si nombreux pays. A l'occasion de cet événement sportif exceptionnel, le Gouvernement italien s'est fait représenté par l'Hon. Achille Corona, Ministre du Tourisme et des Spectacles, sportif qualifié et convaincu que j'ai l'honneur de vous présenter.

C'est grâce d'ailleurs à la constance de M. Corona qu'est entré en vigueur hier un décret octroyant au sport italien des moyens financiers supérieurs.

Une occasion aussi propice ne pouvait s'offrir pour exprimer notre profonde gratitude à un ami du sport, aussi fidèle et désintéressé.

Pour beaucoup d'entre vous, nous le savons, le voyage a été long et fatigant, mais l'amour du sport, le désir de se connaître davantage et de se retrouver sont là des sentiments qui nous permettent de supporter sacrifices et fatigues.

Grâce à vous, Rome revit aujourd'hui ses fastes olympiques, les sensations que le temps ne cesse d'estomper mais dont le cœur conserve le souvenir. Ici, les Comités Olympiques du monde entier sont en somme les citoyens d'honneur de Rome. C'est grâce à vous, aux Comités Olympiques que les Jeux de la XVIIe Olympiade eurent tant d'éclat et furent la source de joies ineffaçables.

L'idéal olympique dont nous nous réclamons pour discuter de questions importantes qui engagent notre vie commune et quotidienne, nous unit donc ici.

Nous sommes heureux que le Président du Comité International Olympique, M. Avery Brundage, honore de sa présence notre congrès. C'est un sportif de renom qui, entre autres, a toujours soutenu les Comités Olympiques et leur rôle important. C'est en grande partie à lui si cette réunion a lieu. Je vous invite donc à lui manifester votre gratitude par vos applaudissements.

(Applaudissements)



Avery Brundage

Président du Comité International Olympique

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

Dire « Mesdames », Messieurs, en cette circonstance est inaccoutumée au début d'un discours mais, en vérité, il y a parmi nous dans cette salle, pour la première fois je crois, des déléguées. Voici quelques années, nous avons eu également le plaisir de recevoir une dame en qualité de Présidente d'une Fédération Internationale Sportive. Cela prouve que l'olympisme a fait des pas de géant au cours des quinze siècles écoulés. Dans l'antiquité, il était interdit aux femmes de pénétrer dans les stades, mais aujourd'hui non seulement elles assistent et participent aux Jeux mais encore elles sont devenues dirigeantes. Attention, Messieurs, n'est-ce pas là un avertissement: serions-nous donc en passe de céder le pas!

Je suis un des « anciens » du Comité International Olympique: j'appartiens encore à la génération du XIXe s. Mais ne vous préoccupez pas pour autant: je ne suis ici qu'un hôte, et non pas un participant. Et, à vrai dire, je préfère l'être car les participants supportent de nombreuses responsabilités alors qu'ainsi je me sens très libre, et c'est là une sensation vraiment plaisante.

C'est pour moi un agréable plaisir que d'être au milieu de vous, comme dans une réunion de famille parce que les Comités Nationaux Olympiques ne sont pas seulement nos agents mais aussi nos enfants, et leur bien-être nous préoccupe.

Ils nous faut ensemble remercier le Président Onesti et ses collègues du CONI pour leur accueil. Rome est l'endroit rêvé pour une réunion de ce genre. Et ceux qui se trouvaient ici, il y a cinq ans, n'ont pas oublié de quelle façon splendide le CONI organisa les Jeux de la XVIIe Olympiade.

Nous n'ignorons pas la position éminente que le CONI occupe dans la vie italienne et les buts qu'il a atteint doivent servir d'exemple à tous les Comités Nationaux Olympiques.

Je me suis rendu en Afrique, il y a quelques semaines, à l'occasion des Premiers Jeux Africains et j'ai pu ainsi entrer en contact avec les représentants des Comités Nationaux Olympiques de récente création. Leur situation est différente. Les C.N.O. fondés depuis peu dans certains pays d'Asie et d'Afrique en voie de développement disposent de faibles ressources et n'ont pas la possibilité naturellement de collecter des fonds. Ils dépendent du gouvernement et cela provoque parfois des difficultés à cause du comportement des hommes politiques que du reste vous connaissez bien.

Toutefois, nous sommes en train d'affronter leurs problèmes et je leur ai dit que dans chaque partie du monde nous sommes tous passés par un stade identique. Et je tiens à souligner que le mouvement olympique qui représente certainement de nos jours la première force sociale du monde et la plus importante, s'est imposé sans aucune aide financière. Cette position s'explique par le fait qu'il a récolté les fruits d'un idéal élevé: idéal refusant les discriminations raciales, confessionnelles ou politiques dans le monde, les organisations commerciales ou les rivalités: mieux vaut travailler pour la paix et la fraternité entre les peuples.

Si le mouvement olympique s'est développé si rapidement, il le doit à ses principes fondamentaux. En effet, toutes les grandes religions du monde ont été divulguées par un homme doté d'un puissant idéal et pauvre. Ainsi les grandes révolutions sociales, intellectuelles et politiques sont le fait d'un homme ou d'un groupe de personnes animées d'un idéal élevé.

Mesdames, Messieurs, nous le possédons ce grand idéal. Nous devons persuader les gouvernements que leur devoir est de fournir des installations et des moniteurs à la jeunesse de leurs pays, sans intervenir dans les buts des organisations sportives. Aujourd'hui, par bonheur, la plupart des gouvernements plus éclairés ont adopté cette attitude. Le rôle des Comités Nationaux Olympiques ne doit pas se borner à la mise sur pied des équipes participantes aux Jeux Olympiques. Le Baron de Coubertin rénova les Jeux pour atteindre un but, sans rechercher une manifestation pure et simple: dans son intention, les Jeux représentaient la possibilité de réaliser un programme d'éducation physique et de compétitions sportives susceptible d'intéresser les pays du monde entier afin que la

jeunesse croisse plus robuste et plus saine et donne de meilleurs citoyens grâce aux principes moraux du mouvement olympique. Cela devait encourager l'intérêt pour les idéaux plus élevés du matérialisme, promouvoir l'amour de l'art, et former non seulement des champions mais aussi des hommes parfaits.

Bien sûr, de Coubertin entendait également faire établir des records entre les différents pays, mais sur le plan pacifique et sans aucune discrimination.

L'an dernier, à l'occasion des Jeux Olympiques de Tokyo, le Japon a réussi mieux que n'importe quel autre pays à appliquer ces principes. Le Comité National Olympique japonais et le Comité organisateur des Jeux de la XVIIIe Olympiade surent éveiller l'intérêt de toute la population: 95 millions de personnes collaborèrent à cette initiative comme si elle avait été la leur et ceux qui séjournèrent à Tokyo le constatèrent. Le résultat, c'est qu'actuellement le Japon est considéré le premier des pays olympiques du monde.

Et maintenant, Mesdames, Messieurs, puisque de nombreux délégués ont sollicité mon opinion sur les questions figurant à l'ordre du jour, je ferai plusieurs observations, espérons-le utiles.

Je veux souligner avant tout que le principe de l'indépendance des C.N.O. est fondamental et capital: ils ne peuvent agir en toute efficacité que s'ils sont indépendants. Et il nous faut lutter pour ce principe.

J'ai déjà dit quelque chose à propos du financement des C.N.O.: je déteste parler d'argent lorsqu'il s'agit du sport, et en effet après 50 ans d'expérience, je me méfie des organisations d'amateurs qui ont trop d'argent. Pourquoi? Parce que l'argent attire des personnes dont l'intention n'est pas de donner mais bien de prélever: la nuance est grande!

En ce qui concerne l'amateurisme, eh bien, c'est là une question pour laquelle les membres du C.I.O. se battent depuis plus de 50 ans: je vous fais donc tous mes meilleurs vœux pour sa discussion. Nous avons travaillé pour avoir un règlement d'amateurisme, et nous avons laissé aux Fédérations Internationales Sportives et aux Comités Nationaux Olympiques le soin d'appliquer ses dispositions. Il en est résulté une confusion invraisemblable parce qu'une vingtaine de Fédérations Internationales et 118 C.N.O. ont souvent des idées divergentes à leur sujet. A mon avis, les Fédérations Internationales ne réussiront jamais à se mettre d'accord sur une définition uniforme. D'autre part, l'amateurisme est une chose qui ne peut pas changer, même si l'on parle de l'évolution des conditions sociales: l'amateurisme est quelque chose de bien défini, tels le blanc et le noir. Ou l'on est amateur ou on ne l'est pas. Mon expérience dans ce domaine me dicte cette conclusion: l'idéal est que ce soit le C.I.O. à décider qui doit participer ou non aux Jeux Olympiques. Presque quotidiennement des lettres nous parviennent du monde entier sur cette question. J'ai invité le C.I.O. à préparer une charte indiquant qui nous voulons aux Jeux Olympiques et qui ne nous voulons pas, et excluant les ramifications de tout genre en marge de l'amateurisme.

Une chose demeure naturellement essentielle et la définition approuvée par vous la précise, à savoir que le participant aux Jeux Olympiques doit exercer une profession lui assurant une existence à l'abri de tout souci matériel.

N'oubliez pas que les Jeux Olympiques ne sont pas de simples championnats du monde, il s'agit d'un événement spécial et probablement ils réclament donc une réglementation à part.

On parle beaucoup actuellement de conditions sociales et de champions, mais notre rôle consiste non pas à former des champions mais des hommes. Selon les principes de la Grèce antique était homme l'individu préparé à affronter la vie. La tâche de résoudre les problèmes sociaux ne nous concerne pas: c'est une question qui regarde les gouvernements. Rappelez-vous que les Jeux Olympiques ne sont pas une manifestation en soi mais un instrument pour convaincre le monde que l'éducation physique et le sport compétitif représentent un moyen efficace pour acquérir le bien-être.

Pour ce qui est des Jeux Régionaux, c'est précisément le C.I.O. qui les a prévus et on s'attend donc qu'il donne des conseils et serve de guide dans ce secteur particulier. Si les Règles [illegible] sont bonnes pour les Jeux Olympiques, elles le seront également pour les Jeux Régionaux. La confusion régnerait si les différentes manifestations internationales reposaient sur des règles [illegible] et

des dispositions différentes. Et la situation deviendrait également chaotique si les organisations et les fédérations qui ne sont pas membres des Comités Nationaux Olympiques comme les Fédérations internationales étaient autorisées à participer à notre place, parce que tous les C.N.O. et les F.I.S. sont des organisations ouvertes, c'est-à-dire qu'elles sont ouvertes à tous ceux qui acceptent de suivre les normes et les réglements, et qui reconnaissent leurs dirigeants. Tous ont la faculté d'adhérer à ces organisations; par conséquent, ceux qui refusent d'y appartenir et d'accepter les responsabilités y relatives ne seront pas admises à partager leur activité.

Quant à l'augmentation du nombre d'officiels, le C.I.O. approuverra certainement le nombre d'officiels jugé indispensable pour s'occuper des équipes. Une réglementation avait été établie à ce propos parce qu'il arrivait souvent que des équipes de 5 athlètes étaient accompagnées de 25 dirigeants. C'était ridicule! Si vous jugez nécessaire de modifier cette réglementation, d'accord.

Naturellement, Mesdames, Messieurs, c'est à vous de décider si vous désirez organiser l'Europe à Rome. Si vous le voulez sincèrement, il faudra que ce soit une décision unanime parce que si moitié des Comités était pour et moitié contre, le résultat ne sera pas très convaincant. N'oubliez pas que vous avez la faculté de recourir à tout moment au Comité International Olympique et que chaque pétition sera jugée suivant son contenu et non pas selon le nombre de signatures. Vous avez de nombreux problèmes communs et des rencontres pourront être certes très utiles pour y apporter une solution, à condition que la politique soit bannie de ces réunions.

Pendant des années, les Fédérations Internationales ont discuté de la constitution d'une organisation au sommet. Certes, il ne servira à rien de créer une organisation si vous n'entendez pas assister à ses réunions et y participer d'une manière active, en prenant chacun vos responsabilités.

Mesdames, Messieurs, je désire remercier le Président Onesti et le Comité National Olympique Italien de leur invitation. Je fais mes meilleurs vœux pour que vos travaux soient couronnés de succès et je compte vous revoir à Madrid la semaine prochaine. Merci.

Hon. Achille Corona

Ministre Italien du Tourisme et des Spectacles

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Que le premier congrès des Comités Nationaux Olympiques du monde ait lieu à Rome où la torche olympique a déjà brûlé, est un événement auquel est sensible et qu'approuve le Gouvernement italien au nom duquel je vous exprime les salutations les plus cordiales.

J'ai le plaisir de saluer dans le même temps comme sportif tous les membres du Comité International Olympique et d'une façon particulièrement amicale son Président, M. Brundage, qui a bien voulu présider dans cette ville, au mois d'avril dernier, les cérémonies du CONI en l'honneur des athlètes qui se sont distingués le plus pour le prestige du sport italien.

Et permettez-moi aussi de saluer le Président du CONI, mon ami Onesti, animateur du sport italien et partisan convaincu de cette réunion.

Votre congrès, Mesdames et Messieurs, est d'une portée incalculable. Il marque une nouvelle étape du sport, franchie grâce à la volonté compacte et à l'engagement conscient des Comités Olympiques dont l'activité s'est développée et mérite par conséquent des débats démocratiques et à une plus vaste échelle.

Témoin des Jeux Olympiques de Rome et de Tokyo, il m'a été possible de comprendre combien il a fallu d'années de labeur et de passion pour permettre aux Comités Olympiques de préparer aux grandes compétitions quadriennales l'élite de la jeunesse du monde, entraînée sévèrement et animée de l'esprit de compétition le plus pur.

Grâce à cette expérience directe et vu ma qualité de Ministre dont les fonctions embrassent également d'autres branches de l'Administration liées aux activités sportives, je suis donc particulièrement heureux d'exprimer ma vive satisfaction pour l'événement actuel; il confirme la nécessité que les grands problèmes humains, et donc ceux du sport, soient amplement discutés dans le cadre de vastes assemblées.

Le domaine dans lequel, Messieurs, vous déployez votre activité est certes un des plus remarquables. Tout en cherchant à résoudre les problèmes qui vous intéressent, votre souci constant est de resserrer l'amitié et l'entente entre les peuples. Vous contribuez ainsi à consolider la coexistence pacifique entre les nations, gage également de la prospérité des activités sportives.

Et j'ajouterai — en tant que Ministre italien du Tourisme, d'une branche où notre pays se range parmi les premiers du monde — que, comme pour le tourisme, le sport suppose aussi la paix et l'élévation du niveau de vie des peuples.

Si elle donne satisfaction, la certitude de remplir cette tâche accroit dans le même temps le poids de nos responsabilités et des vôtres.

Le sport est un grand fait de la vie humaine et de la vie moderne qui élève le bien-être, la civilisation des peuples du monde. Les gouvernements s'en préoccupent donc pour le progrès de leurs collectivités. Ce souci, ajouterai-je, est partagé par le gouvernement et le parlement démocratique italien, et j'ai le plaisir de confirmer ici la nouvelle que vous a déjà donnée le Président Onesti, à savoir qu'hier le Gouvernement et le Parlement ont approuvé une loi qui met de nouveaux moyens financiers à la disposition du sport italien et de son organisation.

Que cette nouvelle soit un vœu en faveur du développement de l'activité sportive dans toutes les parties du monde. C'est précisément grâce aux mérites et aux traditions des Comités Olympiques de vieille date et à l'élan généreux des tout derniers que vous me permettrez, Mesdames et Messieurs, d'exprimer le souhait et la certitude que de votre premier congrès se dégagent des éléments positifs pour le succès et la gloire du sport, pour le renforcement nécessaire d'ententes pacifiques entre les hommes et donc entre les nations.

Mesdames et messieurs, au nom du Gouvernement italien je suis heureux de vous saluer ici, dans notre pays, et je vous souhaite le meilleur succès dans vos travaux.

Ladies and gentlemen, on behalf of the italian Government I am happy to greet you in our country and I wish to you the best succes in your works.

Meine Damen und Kerren, ich freue mich sehr im Namen der italienischen Regierung Sie in unserem Lande begruessen zu koennen, und wuensche Ihnen den besten Erfolg in Ihren Arbeiten.

(*Applaudissements*)

(*La séance est levée à 10h.50*)

Présentation et approbation de l'ordre du jour

Giulio Onesti

Président du Comité National Olympique Italien

Les Comités Nationaux Olympiques s'apprêtent à approfondir ensemble, pour la première fois, les problèmes pratiques du sport. Suggérée par le CONI et appuyée par un grand nombre de Comités à Tokyo, cette initiative répondait en effet à un désir très répandu. Tout le monde souhaitait une rencontre plus vaste, préparée et mise au point soigneusement, et avec la ferme intention d'agir.

Dès son retour de Tokyo, après les inoubliables journées des Jeux, le Comité Olympique italien se mit à l'œuvre dans l'intérêt général. Comme convenu, deux Bureaux — l'un pour la législation sportive, l'autre pour les installations — furent immédiatement constitués et sollicitèrent de la documentation que nombre d'entre vous avait déjà offerte. Ces deux Bureaux qui utilisent un matériel actuel et utile pour vous tous, sont maintenant fonctionnels et leur activité va se poursuivre.

Nous avons choisi ensuite pour notre réunion plusieurs arguments qui vous ont été transmis dans une lettre-circulaire.

Mis ainsi au courant de nos idées, les Comités Olympiques purent également étudier les relations portant sur chaque point de l'ordre du jour. Et compte tenu des propositions, des changements, des ajouts que nous adressèrent un grand nombre d'entre vous, les textes ont été revus et complétés.

Ce congrès qui est une assemblée de « pairs », possède donc l'autorité et le droit de reprendre chaque argument et de les synthétiser dans des résolutions. Elles seront présentées sous forme de recommandations à la Commission Exécutive du Comité International Olympique qui se réunira à Madrid le 4 octobre.

Pour la première fois dans l'histoire de notre mouvement, nous aurons à débattre des arguments et des idées déjà étudiés et approuvés partiellement ou totalement. A notre avis, cette procédure aidera beaucoup la Commission Exécutive du C.I.O. à réaliser un travail concret.

Voilà nos vœux, et moi qui connais par expérience la plupart d'entre vous et qui a eu le plaisir et l'honneur d'entrer en contact avec les dirigeants des Comités Olympiques récemment constitués, je suis sûr de pouvoir compter sur votre sens de la mesure et de la responsabilité pour que les travaux de ce congrès soient couronnés de succès.

Nous avons déjà dit et redit que notre position n'est ni antithétique ni polémique vis-à-vis du Comité International Olympique. Beaucoup d'entre nous sont à la fois Présidents de Comités Olympiques et membres du C.I.O. Certains ont le privilège, en qualité de nouveaux Présidents, d'être investis d'une fonction très lourde mais dans même le temps intéressante parce que diriger le sport c'est, pour tout homme moderne, exercer un rôle très dynamique et passionnant. Au nom des Présidents des Comités Olympiques déjà en fonction, je désire saluer les nouveaux et les assurer que nous les considérons tous comme nos égaux, et animés de désirs bienfaisants et pacifiques.

Nous travaillons pour le bien de la jeunesse et de nos pays, nous savons qu'elle représente le trésor le plus précieux qu'un Etat possède. Notre ardent désir est que cette jeunesse se rencontre et se mesure sur les terrains d'épreuves, et contribue à créer entre les peuples un climat d'estime et de sympathie.

Notre rôle, ici, est également de seconder et de défendre la cause de la paix et du progrès. C'est dans cet esprit que nous devons agir, que nous devons écouter les opinions de chacun d'entre nous et tirer profit de nos débats. Notre devoir est d'être réaliste bien sûr mais il consiste aussi à envisager l'avenir avec cet optimisme qui est le propre des sportifs.

Je suis certain que vous partagez tous cette conviction et je souhaite sincèrement que les résultats de cette réunion romaine nous soient grandement utiles.

Qu'on me pardonne maintenant la présomption de croire, unanime, un désir de la délégation italienne. Nous travaillons pour le bien de la jeunesse et nous aimons la paix. Mieux encore, nous voudrions que la paix règne normalement parmi les peuples. Malheureusement, ces jours-ci, la guerre ravage des pays anciens et civilisés avec lesquels nous entretenons des relations amicales et sincères. Cela nous trouble profondément parce que nous connaissons les horreurs de la guerre et parce que nous savons que la paix est indivisible. Notre devoir est d'invoquer le rétablissement de la paix. Nous ne disposons ni de forces effectives ni d'instruments de pression, mais notre cœur est droit et ouvert, et nous avons le courage d'exprimer nos opinions.

Par conséquent, si l'Assemblée est d'accord, je soumets à son vote la résolution suivante:

« Réunis à Rome en assemblée fraternelle, placée sous le signe du sport, les délégués de 71 Comités Nationaux Olympiques qui représentent des millions de jeunes athlètes, pensent avec angoisse aux peuples entraînés dans des conflits.

Ils demandent que les hautes instances internationales, les Etats, les collectivités plus influentes déploient tous leurs efforts pour mettre un terme à cette tragique aventure.

La vie, le progrès, le bonheur sont les biens auxquels aspire la jeunesse, et aucune question territoriale ou de prestige ne peut justifier leur suppression.

Le sport qui fait siens les espoirs de la jeunesse et leur donne un sens élevé, le sport qui enseigne aux hommes la fraternité et la compréhension, invoque avec toutes les personnes de bonne volonté l'arrêt des conflits et le rétablissement de la paix sur les terres ravagées par la douleur ».

Messieurs les Présidents, je viens de lire cette résolution en faveur d'une paix universelle, compte tenu de nos possibilités et de nos limites. Comme elle doit être approuvée à la majorité et, je l'espère, à l'unanimité, y a-t-il des voix contraires?

Alors, si tout le congrès approuve cette résolution, je vais la relire.

(*M. Onesti relit la résolution*)

Vous approuvez tous cette résolution? Merci, messieurs. Personne ne demande la parole à ce propos? Merci. Notre réunion ne pouvait pas mieux commencer.

La résolution est approuvée à l'unanimité

Alors, ouvrons notre congrès. Il faut avant tout élire un président. Je ne veux pas profiter de ma position personnelle, du fait que vous êtes mes hôtes, pour imposer mon nom. Donc, entre sportifs, parlons franchement: si des congressistes veulent soutenir un autre candidat, je les invite à le présenter. Merci.

(*Applaudissements*)

M. Giulio Onesti est élu président du congrès

PRESIDENT: Merci, messieurs. J'espère ne pas trop vous décevoir. Je commence par le premier point de l'ordre du jour, savoir: « Principe d'indépendance des Comités Nationaux Olympiques ». Je vous avise que la délégation du Kenya a demandé la parole après la lecture de la résolution ci-après:

Premier sujet: Indépendance des C.N.O.

« Ces derniers temps, de nombreux Etats ont accordé des crédits plus ou moins importants pour l'éducation physique et sportive de la jeunesse. Les Comités Nationaux Olympiques s'en félicitent et doivent inviter leurs gouvernements respectifs à faire davantage en faveur de cette activité, si précieuse pour la jeunesse.

Il arrive aussi que beaucoup de gouvernements financent régulièrement les sports amateurs. Les Comités Nationaux Olympiques jugent cette aide financière acceptable et utile mais ils doivent empêcher qu'elle ne soit subordonnée à la main-mise du pouvoir politique sur les sports olympiques.

Il faut que, tout en subventionnant les sports olympiques, les gouvernements laissent au sport son autonomie totale en ce qui concerne la direction technique et sportive. Les C.N.O. devront rendre compte des sommes employées et des initiatives adoptées pour promouvoir le sport olympique et de compétition.

Les C.N.O. doivent s'engager à éviter que le sport ne soit le prétexte d'une manifestation chauvine ou de prestige.

Les Comités Nationaux Olympiques demande par conséquent au Président du C.I.O., aux membres de sa Commission Exécutive et de son Comité de bien vouloir toujours les aider, si nécessaire, à se conformer à l'art. 25 des Règles Olympiques, au besoin à l'aide de visites ou de contacts sur place afin de consolider dans tous les pays l'atmosphère de tranquilité, de travail serein et d'esprit de compétition ».

PRESIDENT: Messieurs, le débat est ouvert sur le premier point de l'ordre du jour. Je donne la parole au représentant du Kenya.

Harbans Singh

Membre du Comité Olympique du Kenya

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, je remercie tout d'abord le Comité National Olympique Italien pour l'initiative de cette conférence et je désire ensuite vous dire que je suis convaincu que nous sommes tous venus à Rome non pas pour détruire mais bien pour relancer le mouvement olympique.

Le Comité Olympique du Kenya approuve pleinement l'art. 25 des Règles Olympiques sur l'indépendance des C.N.O. Au Kenya nous avons de la chance parce que l'intégration est déjà en route et parce que le gouvernement soutient et aide le sport. Je suis heureux de vous annoncer que les délégués du Kenya sont mandatés par leur gouvernement et par ceux qui encouragent le sport, et cela sans aucune ingérence politique.

A notre avis, l'intégration de toutes les races qui vivent, travaillent et discutent ensemble les problèmes du sport favorisera au maximum le développement du mouvement olympique.

Je suis heureux que le Président du Comité Olympique du Kenya, M. Alexander, soit parmi nous; le C.N.O. du Kenya lui doit beaucoup. Bien qu'il soit un membre du Parlement, une personnalité très influente chez nous, il a laissé de côté la politique et il se trouve ici pour défendre le sport, sans songer le moins du monde à nous influencer politiquement.

Je sais qu'aux Jeux Africains de Brazzaville les pays d'Afrique discutèrent le problème du sport et des éventuelles ingérences politiques. Je dois rappeler ici que l'homme a trois principes communs, à savoir: la politique, la religion et le commerce. Il existe aussi trois nécessités communes: tout homme, quel qu'il soit, *doit* se nourrir, tout homme *doit* dormir, tout homme *doit* s'habiller pour se couvrir. Et tous, politiciens, croyants et commerçants, doivent accepter ces trois principes.

Nous arrêtant sur cet aspect de la question, je dirai que tous les hommes ne s'intéressent pas à la politique, ne s'occupent pas de religion et ne sont pas tous des hommes d'affaires, mais à tous — qu'ils soient politiciens, croyants ou commerçants — le sport plaît.

Voilà pourquoi j'attribue une si grande importance à ce point: nous devons tous en convenir, donner notre appui au sport, et le soutenir de la façon la plus complète. Si, au contraire, nous tolérons des ingérences politiques dans le sport, les trois principes mentionnés plus haut — la politique, la religion, le commerce — deviendraient une menace ou, pour mieux dire, une maladie. Une maladie mortelle pour le mouvement olympique: et il faut la combattre et la détruire, non pas demain, mais sur le champ. Nous qui sommes ici pour soutenir le mouvement, nous devons extirper ce mal, très pernicieux, en ne permettant à aucun moment et en aucun cas d'ingérences politiques.

Je suis à même de vous citer un cas de telles ingérences très dangereuses. Il y a quelque temps, au Kenya, plusieurs firmes commerciales demandèrent au Comité Olympique l'autorisation d'utiliser le nom de nos meilleurs athlètes. Bien entendu, le but inavoué était le lancement d'une campagne publicitaire pour leurs produits. Cela représente un danger très sérieux et je me permets de mettre en garde les représentants de tous les pays présents et les invite à ne pas tolérer de faits semblables. Qu'ils ne consentent pas que les firmes distribuent les photographies de tel ou de tel athlète sous le prétexte de le faire connaître; en réalité, elles se font de la publicité et cherchent à vendre leurs produits.

Je crois que les Comités Nationaux Olympiques ont besoin de principes très élevés et que nous devons les appliquer strictement. Il est naturel que les gouvernements accordent des subventions, mais je suis fier de déclarer que si nous avons reçu des crédits de la part de notre gouvernement — ce fut le cas d'ailleurs lorsque nous nous rendîmes à Brazzaville — eh bien, c'est sans contre-partie politique. On nous a simplement dit: « Voici l'argent, allez et établissez les principes du mouvement olympique. Le gouvernement vous demande seulement de bien dépenser l'argent qu'on vous a donné ».

C'est la raison pour laquelle j'attribue une si grande importance à l'étroite et commune action tendant à encourager le mouvement olympique. Si nous acceptons une ingérence politique quelconque, nous finirons par nous trouver dans une position très dangereuse, et l'ingérence sera inévitable.

J'invite l'assemblée à faire en sorte que cette ingérence n'ait pas lieu, que ce danger soit écarté, tout en procédant de manière à savoir parfaitement ce que nous faisons. Si nous nous écartons de cette ligne de conduite, nous nous trouverons embourbés dans la politique. Si nous n'intervenons pas dans les affaires politiques, la politique devrait avoir une attitude identique à notre égard. Nous avons un long chemin à parcourir si nous marchons compacts. Le Kenya soutient fermement ce principe et si l'Etat, la religion et le commerce n'entravent pas le mouvement olympique, je suis convaincu que notre route nous portera loin. Merci, monsieur le Président.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Membre du Comité Olympique Portugais

Monsieur le Président, Messieurs les délégués, permettez-moi tout d'abord de remercier le Comité National Olympique Italien pour avoir organisé cette réunion qui aura, sans aucun doute, une grande répercussion sur l'avenir de l'olympisme dans le monde.

J'ai écouté attentivement l'exposé du délégué du Comité Olympique du Kenya et, en ma qualité de membre du Comité Olympique portugais, je suis très satisfait de sa clarté et de sa précision, et je l'en félicite. Merci.

English

Juan Ulises Garcia Saleta

Président du Comité Olympique de la République Dominicaine

Le Comité Olympique Dominicain a adhéré avec grand plaisir à cette première réunion des C.N.O. pour y soumettre ses problèmes et trouver des solutions efficaces s'inspirant des principes olympiques.

La République Dominicaine n'a pas la chance du Kenya; elle ne peut pas dire que le gouvernement aide le sport. Elle tente de développer les sports amateurs selon les sages directives que le général Clark voulut bien donner à l'issue de sa visite. Grâce à lui, nous avons établi un Plan officiel concernant l'organisation sportive.

Comme vous le savez, notre pays a traversé, au cours des dernières années, de nombreuses vicissitudes et pendant les quatre années écoulées le sport n'a pas bénéficié d'un centave pour son développement. Aussi grande est notre satisfaction de constater que 100.000 jeunes environ sont en train de constuire à eux seuls, dans le pays, des installations sportives. Partout des associations se créent et ces fondations ont relancé les fédérations nationales qui aident les jeunes à édifier et à perfectionner les structures, conformément aux statuts et aux règlements qui disciplinent notre activité sportive.

Je dois souligner toutefois qu'il est nécessaire de prendre une résolution ferme et précise sur les faits qui se vérifient — dans notre pays comme ailleurs — lorsqu'à la suite d'un brusque changement de gouvernement un nouveau Comité olympique est désigné. Il faut en effet s'assurer, avant de le reconnaître officiellement, s'il est né de l'initiative des nouveaux politiciens, ou bien s'il a été élu par les Fédérations sportives, comme il est de règle.

Le Comité Olympique dominicain n'a pas obtenu malheureusement les moyens financiers que tout gouvernement devrait octroyer pour le sain développement de la jeunesse afin que, mise à part toute discrimination politique, raciale et confessionnelle, il soit possible d'élever moralement, culturellement et physiquement notre peuple. Je promets de poursuivre la lutte, convaincu qu'avec le temps et votre appui moral nous réussirons à réaliser notre but, à savoir que les futurs gouvernements encouragent grâce à leurs subventions la construction d'installations sportives et l'organisation de Jeux nationaux, indispensables pour créer un essor sportif.

En nous présentant à ce congrès de Rome, nous désirons passer sous silence de quelle façon nous y sommes arrivés et comment nous avons pu y participer. Nous le mentionnons en passant parce que nous sommes fiers d'être parmi vous, certains que l'idéal du baron de Coubertin s'affirmera sans cesse.

Henry Corenthin

Secrétaire général du Comité Olympique Malien

Monsieur le Président, je suis le Secrétaire Général du Comité Olympique malien. Je voudrais vous faire part de quelques observations sur ce point de l'ordre du jour. Sur le principe de l'indépendance du Comité National Olympique, je pense que nous sommes tous d'accord. Seulement, je voudrais que nous puissions préciser ce que nous entendons par cette indépendance, quelle est sa nature objective, exacte.

Car il est dit que les Comités Nationaux Olympiques doivent solliciter, peuvent solliciter l'aide de leurs gouvernements pour promouvoir le développement du sport et de l'esprit olympique. Il n'en reste pas moins vrai que dans les faits chaque gouvernement devient de plus en plus responsable de sa politique de promotion de la jeunesse, dans tous les domaines, y compris le sport. C'est là une réalité.

Et le prestige des Jeux, s'il est réel, rejaillit sur le plan national, et plus encore sur le plan individuel.

Nous sommes obligés d'admettre aujourd'hui que les vainqueurs olympiques bénéficient d'un prestige certain. Ils sont des héros olympiques.

Que chaque gouvernement détermine un programme de développement des sports, car il est jugé par son peuple à travers les résultats obtenus également dans ce domaine. C'est du moins le cas de la plupart des pays.

Quelle tâche incombe alors au Comité National Olympique indépendant? C'est de faire en sorte que ce développement, cette saine émulation s'exerce dans le strict respect des Règles olympiques. Ainsi, à notre avis, l'indépendance des C.N.O. pourrait répondre à trois conditions essentielles.

La première, faire en sorte que tous les jeunes, de toute philosophie, de toute religion, de toutes les races puissent, dans un territoire déterminé s'adonner au sport et préparer les rencontres olympiques dans les meilleures conditions. Autrement dit, dans son pays, faire en sorte que ces règles soient respectées.

Deuxièmement, deuxième principe: veiller à ce que, conformément à notre mouvement, les seuls sportifs qui pratiquent le sport pour leur plaisir y soient conviés. Car, en fait, c'est l'esprit créé chez les jeunes qui devrait nous inviter à la méditation, de telle sorte qu'il soit permanent.

Enfin, la troisième condition: c'est de favoriser les rencontres entre jeunes patronnés par les Comités Nationaux Olympiques, quand les conditions ci-dessus définies sont respectées. L'une de ces conditions, par exemple, est d'obtenir de leur gouvernement les formalités de visa nécessaires pour les sportifs qui veulent s'y rendre.

A notre avis, les Comités Olympiques qui dans leurs pays agiraient constamment dans ce sens, en faisant respecter ces trois conditions essentielles, feraient preuve d'indépendance, car leur rôle est d'assurer l'universalité de l'esprit olympique. Dans le cas contraire, ils seraient dépendants. Et je ne dis même pas dépendants des gouvernements, mais dépendants de principes et d'idées non conformes à l'idéal olympique. Ils seraient indignes de faire partie de la famille olympique.

Milan Ercegan

Membre du Comité Olympique Yougoslave

Monsieur le Président, messieurs, je me sens dans l'obligation de remercier le Comité Olympique italien et son Président, M. Onesti, de l'initiative qu'ils ont prise en vue de l'organisation de cette réunion.

La proposition du Comité Olympique italien de considérer le problème du droit et du devoir d'indépendance des C.N.O. est, à notre avis, d'une extrême importance et elle doit être débattue et étudiée ici en profondeur. Toutefois, le Comité Olympique yougoslave estime que cette question doit être examinée sous tous ses aspects.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'envisager rapidement toutes les données du problème, à savoir le rôle, les droits et les devoirs des Comités Nationaux Olympiques.

La position d'avant-garde du mouvement olympique moderne dans le développement du sport de la culture physique dans le monde est bien connu. Je crois que notre désir commun est que le mouvement olympique demeure la force qui encourage la culture physique, la joie de vivre, le bien-être et la prospérité de l'humanité.

Afin de sauvegarder son rôle d'animateur, le mouvement olympique doit constamment évoluer. Si nous considérons le mouvement olympique sous cet angle, notre tâche et surtout celle du Comité International Olympique ne consiste pas seulement à veiller aux traditions et aux idées, elle est beaucoup plus vaste. Nous devons développer l'œuvre du baron de Coubertin afin qu'elle soit toujours jeune et vivante.

A notre avis, c'est cela qui devrait guider nos débats sur l'organisation, le rôle et la place du [illegible]. Nous savons tous que les C.N.O. représentent la base du mouvement olympique et qu'ils portent

English

en grande partie la charge de l'olympisme. Je ne crois pas exagérer si je dis qu'aujourd'hui la force du mouvement olympique dépend beaucoup de la force des Comités Nationaux Olympiques.

Nous n'ignorons pas non plus que ce sont les C.N.O. qui affrontent quotidiennement les réalités de la vie pratique du sport: c'est la raison pour laquelle ils comprennent mieux ses besoins.

Mais aujourd'hui ils participent très peu à la solution de ces problèmes et s'ils sont si difficiles à résoudre c'est que les C.N.O. ne sont pas invités à participer à leurs solutions.

La force et le rôle des Comités Nationaux Olympiques ne dépendent pas seulement, à notre avis, de l'indépendance et de la liberté de décision dont ils jouissent dans leurs pays, mais aussi du rôle qu'ils jouent dans la direction du mouvement olympique, c'est-à-dire de la place et des droits que leur confère le Comité International Olympique.

Il ne nous semble pas logique que le C.I.O. demande, d'une part, la liberté absolue pour les Comités Nationaux Olympiques dans leurs pays respectifs sans leur accorder, d'autre part, de droit sur le plan international.

Ne pourrions-nous pas suivre l'exemple des autres institutions internationales et aussi d'institutions sportives au sein desquelles tous les pays recherchent avec succès la solution de problèmes autrement plus compliqués et délicats que ne le sont parfois les nôtres?

Le Comité Olympique yougoslave estime que tant que la question des Comités Nationaux Olympiques ne sera pas envisagée dans son ensemble — c'est-à-dire tant que le Comité International Olympique ne leur accordera pas des droits sans leur imposer seulement des devoirs —, cette question restera insoluble: or, je ne sais pas si cela favorisera le mouvement olympique.

Les rapports qui existent actuellement entre le C.I.O. et les C.N.O. écartent de plus en plus le Comité International Olympique de la réalité, et le rendent inapte à solutionner les problèmes que la dite réalité propose sans cesse.

A notre avis, la famille olympique n'est pas seulement formée des membres du C.I.O., mais elle comprend aussi le C.I.O., les Comités Nationaux Olympiques et les Fédérations Internationales Sportives qui représentent un tout. Et elle doit jouir en son sein de droits égaux. Si le Comité International Olympique a vraiment à cœur le prestige des C.N.O., il doit nécessairement reconsidérer sa position à leur égard. Au fond, leur apport doit être identique à celui qu'ont toujours adopté les institutions internationales, tous les pays possédant les mêmes droits au sein du Comité International Olympique. Merci.

Axel Proet Høst

Président du Comité Olympique Norvégien

Monsieur le Président, après avoir examiné l'ordre du jour de ce congrès dès sa réception, nous ne fûmes pas sûr de son sens réel. On y parlait de l'indépendance des Comités Nationaux Olympiques et nous nous sommes demandés si, par ce terme, on se référait à leur indépendance vis-à-vis d'autres organisations sportives nationales ou du gouvernement, et si, enfin, il ne s'agissait pas, au contraire, de l'indépendance à l'égard du C.I.O. Dans ce dernier cas, la question revêt une extrême importance.

La Charte olympique définit la façon dont sont organisés les Comités Nationaux Olympiques. Si l'on entend établir un modèle variable en fonction de ce que chaque pays estime réalisable, le problème est suffisamment simple. Mais si l'on veut interpréter la Charte à la lettre, nous nous demandons si ce n'est pas le cas de l'adapter aux temps modernes.

Il est illogique que le C.I.O. — au sein duquel les C.N.O. ne possèdent ni voix ni représentants — s'arroge la faculté d'établir la manière dont chaque pays doit organiser son sport. S'il en est ainsi, je suis d'accord avec Gaston Meyer dans le Bulletin 91, à savoir que le moment est venu de proposer des modifications avant que l'organisation des Jeux Olympiques ne court le risque d'une faillite ou d'un changement complet.

Il serait nécessaire, à mon avis, de désigner un Comité chargé d'examiner à fond tous les problèmes, comme l'a justement proposé Meyer.

Beaucoup se demanderont si le C.I.O. sera d'accord: il n'y a aucun doute, d'autre part, que la décision appartienne aux C.N.O. Sans leur collaboration et celle des Fédérations Internationales Sportives, l'organisation des Jeux et le déroulement des épreuves sont impossibles.

Les C.N.O. ont accueilli avec plaisir la proposition du Comité National Olympique Italien de tenir cette réunion de Rome: c'est un premier signe du désir croissant des C.N.O. d'intervenir dans les décisions concernant l'organisation et la mise en place des Jeux Olympiques futurs.

Voici un exemple pratique de la nécessité qu'il y a à disposer de normes plus claires et précises. Toutes nos Fédérations sportives dépendent d'une seule organisation: la Fédération Sportive norvégienne. Depuis 1926, cette Fédération fait fonction également de Comité olympique norvégien, et elle s'est occupée de tous les problèmes inhérents aux Jeux Olympiques.

Cette année, à l'improviste, les représentants du Comité International Olympique en Norvège nous ont déclaré que notre organisation était illégale, et nous avons été invités à réorganiser le Comité olympique norvégien. Or, je ne vois aucun motif plausible pour nous accuser d'être une organisation illégale. Telle qu'elle est, notre organisation existe depuis 40 ans et comme elle a surtout organisé les Jeux Olympiques de 1952, j'estime que durant cette période on la considérait légale.

Selon moi, le C.I.O. n'aurait pas confié la responsabilité des Jeux Olympiques à une organisation illégale.

Ce cas m'engage néanmoins à établir cette norme: la Charte Olympique est un instrument utile pour les pays dépourvus d'organisation commune pour tous les sports, mais dans chaque pays, tout C.N.O. est indépendant et décide lui seul la forme qu'il doit donner à son organisation. Il faut seulement s'assurer que les principes fondamentaux qui garantissent fermement l'indépendance financière, confessionnelle, politique et commerciale, sont respectés. Il me semble évident que cela répond à l'époque libérale où nous vivons. Qu'on suive donc le conseil de Gaston Meyer avant qu'il ne soit trop tard.

PRESIDENT: Monsieur le représentant de la Norvège, c'est à titre personnel que je parle. Je saisis l'occasion pour vous remercier du fond du cœur au nom de l'Italie. En 1946, époque déjà lointaine, nous reçûmes — alors que nous étions un pays ex-ennemi — de votre Comité, qu'il nous semble douteux de ne pas considérer légitime, un accueil fraternel, tout en étant considérés comme des amis et libres. A 20 ans de distance, ce sont des paroles anachroniques mais en 1946, je me trouvais dans votre pays lorsque vous nous accueillîmes fraternellement en nous épargnant la moindre gêne.

Ce souvenir influence peut-être mon jugement, mais je n'ai pas oublié cet épisode et j'adresse mes félicitations personnelles à votre organisation en formulant à son égard mes vœux de prospérité.

La parole est au représentant de l'Allemagne de l'Est.

Heinz Schöbel

Président du Comité Olympique de la République Démocratique Allemande

Le Dr Heinz Schöbel, Président du Comité National Olympique de la République Démocratique allemande m'a prié de lire son discours. Le voici:

« Monsieur le Président, mesdames, messieurs, le Comité National Olympique de la République Démocratique allemande, apprécie beaucoup l'initiative du CONI qui a organisé ce congrès.

Notre Comité soutient fermement le principe de l'indépendance: comme nous avons été souvent en but à des discriminations, nous avons considéré avec intérêt et reconnaissance les mesures adoptées par le C.I.O. et la Fédération Internationale pour conserver au sport sa liberté et son indépendance.

Durant les 15 années de son existence, le souci constant de notre Comité a été de préserver

l'idéal olympique comme le prescrivent les Règles du C.I.O. Cet effort a été reconnu au cours de plusieurs réunions de C.I.O. et par le Président Avery Brundage en personne.

Malgré notre bon travail en faveur de l'olympisme, le C.I.O. n'a pas encore donné à notre Comité olympique les prérogatives dont jouissent ceux qu'il a reconnus.

A notre avis, un Comité olympique indépendant doit avoir librement le droit de former une équipe olympique sans subir d'ingérence ou de pressions extérieures. Tout Comité Olympique doit posséder le droit absolu de remplir lui-même ses propres tâches.

Dans notre cas, au contraire, le principe d'indépendance a été jusqu'ici limité parce que le Comité National Olympique de la République Fédérale d'Allemagne peut décider si nos athlètes participeront ou non aux Jeux Olympiques. La formation de l'« équipe olympique unifiée » souleva de longues polémiques et des difficultés insurmontables entre les deux Comités olympiques allemands. Les athlètes supportèrent nombre d'inconvénients et de contrariétés au cours des épreuves préolympiques et durant celles d'Innsbruck et de Tokyo.

C'est pourquoi notre Comité Olympique estime qu'il faille mettre un terme à cette situation intolérable. Je citerai seulement un exemple: celui du yachtman Demel, de la République Démocratique allemande, et de M. Kuweiter, de la République Fédérale d'Allemagne. A Tokyo, le Comité Olympique de l'Allemagne de l'Ouest viola l'accord souscrit avec notre Comité Olympique. Bien que M. Demel ait été régulièrement qualifié, on l'empêcha de disputer l'épreuve.

Le dernier exemple d'ingérence politique dans le sport est fourni par le gouvernement de l'Allemagne Occidentale qui a entrepris des démarches auprès des autorités de l'O.T.A.N. en vue de faire refuser le visa à M. Manfred Ewald, membre de notre Comité Olympique et de notre délégation à ce congrès.

Nous savons que le gouvernement italien avait délivré le visa à M. Ewald et que le CONI et son Président, M. Onesti, ont fait l'impossible à ce sujet.

M. Ewald est Président de l'Union des sports nationaux de notre pays et il a été assistant-chef de l'« équipe olympique unifiée » à Rome. L'an dernier, à Tokyo, il était le chef de mission de l'équipe olympique allemande. Nous regrettons vivement son absence à cette conférence.

Notre Comité Olympique sait également que le gouvernement de Bonn, enclin à s'ingérer politiquement dans les Jeux Olympiques, en arrive au point de donner des instructions à ses ambassadeurs les invitant à convaincre les membres du C.I.O. à voter contre la requête d'indépendance complète de notre C.N.O. Dans l'ordre du jour de la Session de Madrid figure la demande de notre Comité qui réclame la participation d'une équipe Indépendante du Comité National Olympique de la République de l'Est aux Jeux Olympiques de 1968. Cette requête est pleinement conforme avec les Règles Olympiques, en particulier avec l'art. 7 qui prescrit clairement que le Comité International Olympique n'est pas compétent pour décider la reconnaissance de gouvernements, il l'est pour reconnaître les C.N.O., et l'admission des équipes respectives aux Jeux Olympiques.

Ce qui s'est produit dans l'Allemagne divisée, notamment après 1960, prouve éloquemment qu'il était vain d'espérer que l'« équipe allemande unifiée » contribue à comprendre et à réunifier l'Allemagne. Le Président du C.I.O. lui-même a dû l'admettre avec regret à maintes occasions.

Comme vous le savez, l'Union Sportive de l'Allemagne Occidentale et son Comité Olympique rompirent les relations sportives pangermaniques avec nous en 1961 pour des motifs politiques. Depuis lors, la situation n'a fait qu'empirer, au point qu'actuellement il n'existe aucune base solide pour la formation d'une équipe olympique allemande commune. Bien au contraire, il faut admettre que les succès et l'esprit sportif atteignirent leur apogée au cours des championnats du monde et d'Europe où les athlètes des deux Allemagnes se mesurèrent avec des équipes Indépendantes. Les parties intéressées pourraient s'assurer qu'il n'y eut aucune ingérence politique.

Ce fut le cas, par exemple, des championnats d'Europe de boxe et des championnats du monde de pantathlon moderne de cette année, disputés dans la République Démocratique allemande. Il en fut de même du Tournoi européen de football juniores et de la Coupe Européenne « Bruno Zauli » pour équipes nationales qui se déroulèrent dans la République Fédérale d'Allemagne.

Il est donc prouvé clairement que la participation de deux équipes allemandes aux championnats internationaux est la solution la plus valable et sert parfaitement l'idéal olympique.

C'est pourquoi nous demandons, convaincus d'avoir choisi l'attitude la plus honnête, à tous les délégués des C.N.O. ici présents de recommander à la Session du C.I.O. à Madrid (comme l'a déjà fait la Fédération internationale en avril dernier, à Lausanne) la solution du problème allemand afin que soit satisfaite la requête du Comité National Olympique de la République Démocratique allemande qui demande une reconnaissance totale et l'indépendance complète conformément aux Règles Olympiques ». Merci.

PRESIDENT: Monsieur le représentant de l'Allemagne de l'Est, je regrette personnellement la situation qui vous cause à l'heure actuelle des difficultés mais l'argument ne figurant pas à l'ordre du jour ne nous concerne pas.

Néanmoins, tous les C.N.O. seront d'accord avec moi, je pense, pour demander au C.I.O., qui est l'organisme compétent, que la question allemande soit résolue à Madrid, compte tenu des Règles Olympiques.

La parole est au représentant de l'URSS.

Igor Kasanskii

Vice-Président du Comité Olympique de l'URSS

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, chers amis. Permettez-moi au nom du Comité Olympique de l'URSS de saluer chaleureusement les délégués des Comités Nationaux Olympiques et de déclarer notre profonde conviction que les résultats de cette réunion contribueront grandement au développement du mouvement olympique. Les C.N.O. ont affirmé maintes fois que des rencontres étaient indispensables pour l'échange d'informations et d'expériences mutuelles, et la mise au point de recommandations communes.

Cette possibilité nous est offerte aujourd'hui. C'est pourquoi nous exprimons au Comité Olympique italien et à son Président, Monsieur Giulio Onesti, notre profonde reconnaissance pour l'initiative prise et le travail exécuté en vue de sa réalisation.

Les relations sportives internationales offrent de vastes possibilités pour resserrer les liens fraternels entre les peuples et collaborer pacifiquement avec eux — comme l'a affirmé M. Onesti dans son discours d'ouverture —, et pour consolider la compréhension mutuelle et l'amitié entre la jeunesse et les peuples de notre planète. Tout cela suppose une grande responsabilité dans l'activité pratique des organisations sportives et des C.N.O., chargés de diriger leurs sports et de représenter les sportifs et les nations dans l'immense « forum » international de la force et de la beauté athlétique, constitué par les Jeux Olympiques où se rencontrent les représentants de la plupart des pays du monde, indépendamment de leurs opinions politiques, idéologiques ou confessionnelles. Mais participer au mouvement olympique et aux compétitions quadriennales ne signifie pas pour autant renoncer à ses propres convictions, opinions ou idées. La vie moderne nous oblige à vivre dans une atmosphère complexe et contradictoire, et nous ne pouvons pas ignorer les aspects qui représentent le progrès du monde dans tous les domaines de l'activité humaine, y compris celui du sport. Malheureusement, il existe dans de nombreux pays des organisations internationales aux tendances déterminées et à l'attitude essentiellement politique, qui placent le sport au service de leurs intérêts: intérêts qui n'ont rien à voir avec les tâches du sport mondial. Elles exploitent le sport pour leurs visées politiques et créent ainsi un des problèmes les plus difficiles du sport mondial moderne, à savoir l'ingérence politique dans la vie sportive; en d'autres termes, elles favorisent la pénétration des forces réactionnaires dans le mouvement sportif.

Il faut stigmatiser la grave discrimination politique dont sont coupables les forces réactionnaires

English

et, en particulier, l'O.T.A.N. qui ont mit tout en œuvre pour empêcher le Comité National Olympique de la République Démocratique allemande d'assister aujourd'hui à notre congrès.

Si nous tournons nos regards vers le continent américain, nous constatons çà et là des ingérences directes dans le sport. Pour ne faire qu'un exemple, les athlètes cubains ont été empêchés de participer cette année au championnat du monde de baseball qui se déroulait en Colombie. Les footballeurs du dit pays n'ont pas pu disputer le championnat de l'Amérique Latine. En ce moment, une nouvelle menace plane sur les athlètes cubains auxquels sera refusé, semble-t-il, le droit légitime de prendre part aux Jeux de l'Amérique Centrale et des Caraïbes.

A notre avis, il s'agit là aussi d'une discrimination évidente contre un pays dont les organisations sportives sont reconnues par la plupart des Fédérations internationales et par le C.I.O.

Vu cet état de choses, les organisations sportives internationales et le C.I.O., en particulier, devront adopter les mesures appropriées.

Dans son communiqué aux Comités Olympiques des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, le C.I.O. a déjà demandé que cessent les discriminations frappant les athlètes de la République Démocratique allemande et que leur soit délivré le visa d'entrée dans les pays de l'O.T.A.N. pour y participer aux compétitions internationales officielles. Durant la réunion des 24 Fédérations internationales, au mois d'avril de cette année, il a été à nouveau demandé que cesse tout acte discriminatoire dans le sport de la part des partisans de la guerre froide. Nous souhaitons en conséquence que les décisions que le C.I.O. devra prendre pour l'arrêt des discriminations vis-à-vis des athlètes de la République Démocratique allemande soient cohérentes avec les décisions précédentes.

Nous sommes enclins à penser que la prochaine Session de Madrid trouvera une solution à l'épineuse question de la participation indépendante des deux Comités Olympiques allemands aux Jeux Olympiques. Nous croyons également que le C.I.O. et les C.N.O. useront toute leur influence pour que les athlètes cubains disputent les Jeux de l'Amérique Centrale et des Caraïbes.

Je propose que notre réunion discute le problème de l'ingérence politique dans le sport. Le Comité Olympique de l'URSS est fermement convaincu que les Comités Nationaux Olympiques ne peuvent pas se dérober à l'engagement d'obtenir l'application du principe fondamental des Règles Olympiques, et recommande à chacun d'entre eux de donner à tous impartialement le droit de participer à des championnats mondiaux et continentaux.

Je saisis l'occasion qui m'est ainsi offerte pour me prononcer sur la question des Jeux Régionaux. Il me semble indispensable que les Règles du C.I.O. soient appliquées aux Jeux Régionaux. Ils jouissent d'un prestige mérité dans le cadre du sport mondial et occupent une place de choix dans le mouvement sportif. L'excellent déroulement des premiers Jeux Africains de cette année, à Brazzaville, est à citer en exemple.

Nous devons considérer avec plaisir les excellents résultats des athlètes du Continent africain pendant les dernières années et nous félicitons nos collègues des pays africains des progrès évidents qu'ils ont accomplis dans le domaine du sport. Et a pris corps ainsi l'idée du premier Président du C.I.O., Pierre de Coubertin, sur l'organisation des Jeux Régionaux en Afrique auxquels il pensait déjà en 1912. A propos des difficultés que rencontrait son projet des Jeux Africains, il écrivait dans ses mémoires olympiques: « Je suis convaincu qu'on reviendra à ce projet qui prévoit l'organisation biennale de Jeux sportifs sur le territoire de l'immense continent africain ».

Les progrès de la vie sociale ont confirmé l'exactitude de cette opinion. Désormais, la participation d'athlètes africains au mouvement sportif international s'élève chaque année.

Respecter le principe des Jeux Régionaux ne signifie pas pour autant impossibilité d'organiser d'autres manifestations sportives à l'échelon international que l'on pourrait appeler « compétitions à invitation », projetées par chaque pays et chaque organisation sportive. Elles encourageront certainement les contacts entre la jeunesse de nombreux pays et une croissante divulgation du sport dans le monde. Le Comité National Olympique de l'URSS lança en son temps un projet de résolution qu'il soumet maintenant aux C.N.O. Il déclare explicitement que les délégués des C.N.O., réunis à Rome en septembre 1965, approuvent les recommandations du C.I.O. et des Fédérations internationales du mois de février 1963, qui soulignaient la nécessité de n'organiser des compétitions officielles que dans les pays garantissant la délivrance des visas d'entrée à tous les participants et les officiels. Les délégués des C.N.O. approuvent en outre la résolution votée par les Fédérations internationales du 11 avril 1965 attirant l'attention sur le fait que toutes les Fédérations affiliées doivent avoir la possibilité, avec les droits et privilèges y relatifs, de participer aux Jeux Olympiques et Régionaux, aux championnats du monde et à tout autre championnat fixés par les organisations sportives internationales.

Les C.N.O. estiment indispensables, dans le déroulement de leur activité normale, d'adopter des mesures tendant à mettre à l'abri le sport des ingérences politiques.

Permettez-moi à nouveau de remercier le Comité National Olympique Italien et ses dirigeants pour leur cordial accueil à Rome dont l'histoire et la tradition sont si chères à toute l'humanité. Je vous remercie de votre attention.

Max Danz

Vice-Président du Comité Olympique de l'Allemagne Occidentale

Quelques mots au nom de l'Allemagne Occidentale. Le Comité National Olympique de l'Allemagne Occidentale proteste vivement contre la tentative de discuter un argument qui ne concerne pas cette réunion. Ce qu'a dit M. Schöbel, de l'Allemagne de l'Est, est en grande partie complètement faux. Conformément à une décision antérieure, le Comité International Olympique jugea nécessaire de former une équipe olympique unifiée: la prochaine Session de Madrid statuera s'il y a lieu ou non de la maintenir pour l'avenir, mais cette décision est du ressort absolu du C.I.O.

Le Président Brundage a demandé aux deux Comités Nationaux Olympiques allemands de s'accorder entre eux sur la formation éventuelle d'une équipe allemande commune, mais nous regrettons vivement que le Comité de l'Allemagne de l'Est se soit refusé jusqu'à présent à entamer des conversations avec nous sur ce sujet.

Pour ne pas préjuger la décision du C.I.O. et les débats de Madrid, nous nous opposons à que soit discuté ici ce problème. A notre avis, il reste bien d'autres choses à faire et nous ne devons pas en être empêchés par des débats sur des questions internes de l'Allemagne proposées ici par le représentant de l'Allemagne de l'Est et de son Comité Olympique. Monsieur Onesti conviendra qu'il ne faille pas insister sur ce problème durant ce congrès et que l'introduire signifierait s'écarter des buts de notre assemblée et de l'ordre du jour. Merci.

PRESIDENT: Qui désire encore prendre la parole sur l'argument relatif à l'indépendance des Comités olympiques?

Hussein Omar Gohar

Membre du Comité Olympique de la République Arabe Unie

Je suis le secrétaire du Comité National Olympique de la République Arabe Unie. Monsieur le Président, mesdames, messieurs. Permettez-moi de remercier le Comité National Olympique Italien pour son aimable accueil, pour l'organisation de cette réunion et la possibilité qui nous a été ainsi offerte de débattre des arguments d'importance vitale.

Nous sommes en principe d'accord sur l'indépendance des Comités Nationaux Olympiques mais, vu, d'une part, la confiance entière que nous avons les uns pour les autres et vu, d'autre part, l'attitude correcte du Comité International Olympique vis-à-vis des Comités Nationaux Olympiques

English

— si certains de ces C.N.O. violent les règles olympiques, le C.I.O. intervient pour sauvegarder les idéaux olympiques — nous proposons de supprimer au bas du premier point de l'ordre du jour les mots: « également par des visites sur place ». Merci.

PRESIDENT: Puisque personne ne demande la parole sur cet argument, nous vous soumettons donc la résolution y relative; je vous invite à l'écouter attentivement pour constater si elle interprète bien votre pensée et vos souhaits. Après sa lecture, vous serez libre de proposer des amendements:

« Après avoir écouté et débattu la relation sur le principe d'indépendance des Comités Nationaux Olympiques, les C.N.O. réunis en congrès à Rome, le 30 septembre 1965,

confirment

la pleine validité passée, présente et future du principe olympique d'indépendance et d'autonomie des C.N.O. à l'abri de toute influence politique, confessionnelle et commerciale;

invitent

les pouvoirs publics de tous les pays à promouvoir et à organiser avec ferveur l'éducation physique de la jeunesse, et à soutenir moralement et financièrement le mouvement sportif dont les C.N.O. sont les seuls responsables, même dans les rapports internationaux, chaque Etat conservant toutefois un droit de regard sur le bon emploi des sommes mises à disposition;

souhaitent

que le C.I.O. exerce toute forme de contrôle, au besoin moyennant la visite de ses membres, choisis par la Commission Exécutive, abstraction faite du pays d'origine, et en adoptant en cas de violations flagrantes des Règles Olympiques toutes les mesures requises pour rétablir le plein respect de l'indépendance de chaque Comité Olympique;

demandent

aux Fédérations Internationales Sportives de ne pas affilier de Fédération sportive nationale sans avoir auparavant obtenu l'avis favorable du C.N.O. compétent ».

Vous avez la liberté, bien entendu, de présenter des observations. Si vous n'en faites pas, je propose de suspendre la séance pendant 10 minutes, puis nous aborderons immédiatement la lecture du point 2 de l'ordre du jour.

Henry Corenthin

Secrétaire Général du Comité Olympique Malien

Je voudrais intervenir sur la méthode parce qu'elle s'achemine, me semble-t-il, sur ce qui est traditionnel au Comité International Olympique. Je préférerais, quant à moi, que les propositions de résolutions soient communiquées, et que nous réservions une séance pour les approuver, de telle sorte que ces propositions soient examinées par les délégations et qu'éventuellement nous puissions faire des modifications conséquentes.

PRESIDENT: C'est une proposition très avisée. D'ici quelques minutes, la résolution que je vous ai soumise vous sera distribuée et nous l'approuverons éventuellement demain. Si vous êtes d'accord sur cette procédure, nous pouvons suspendre la séance pendant 10 minutes et passer ensuite au point 2 de l'ordre du jour.

La parole est au représentant de la Pologne.

Wlodzimierz Reczek

Président du Comité Olympique Polonais

Monsieur le Président, mes chers collègues, excusez-moi, mais j'ai encore quelques observations à faire sur le rôle et la tâche qui incombent aux Comités Nationaux Olympiques. Je pense que ce sujet intéresse vivement tout le monde.

L'épanouissement de l'olympisme dans le monde, la création incessante de nouveaux C.N.O. montrent combien de nos jours le mouvement olympique est devenu un phénomène universel. Néanmoins, il y a lieu d'éviter de voir dans le mouvement olympique un fait isolé, circonscrit. Au sein du mouvement sportif, l'athlète qui participera aux Jeux se situe au sommet d'une pyramide dont la base est formée par l'éducation physique dans le sens le plus large de ce terme.

Je voudrais insister sur le fait qu'une éducation physique développée au maximum, assurant à la plupart des jeunes l'accès à la pratique des sports, constitue la base et la condition *sine qua non* de la promotion, du maintien et du développement d'une élite sportive et du mouvement olympique en général.

Un rôle important et vital incombe au mouvement olympique pour concourir à la coexistence, au rapprochement et à l'amitié de la jeunesse du monde entier. Il ne faut pas sous-estimer le service efficace et précieux que rend le mouvement olympique à la cause de la compréhension et du resserrement des liens entre les peuples.

A mon avis, le développement surprenant du mouvement olympique pendant les années écoulées, l'apparition d'un grand nombre de nouveaux Comités Nationaux Olympiques ont soulevé plusieurs problèmes sérieux, notamment leur formation et leur organisation formelle et matérielle, et les influences possibles qui s'exerceront sur leur développement et qui détermineront leur existence et le succès de leur activité.

Cette nouvelle situation ne devrait pas nous laisser indifférents. Sans vouloir faire une distinction entre les anciens et les nouveaux Comités, nous avons l'obligation morale, me semble-t-il, d'aider les nouveaux Comités, surtout ceux des pays en voie de développement. Leur fournir notre assistance n'est pas suffisant; il faut aussi leur garantir, dans la mesure de nos possibilités, une collaboration et une aide concrète conformément à leurs besoins et à leurs requêtes.

Enfin, l'accord unanime en faveur de la formation de nouveaux Comités olympiques devrait marcher de pair avec une coopération systématique de tous les C.N.O. Pour ce faire, la création d'un forum international est indispensable: il faciliterait non seulement le débat des problèmes fondamentaux relatifs à l'activité des Comités nationaux et l'échange permanent d'expériences, mais il représenterait aussi une excellente base de coopération entre le C.I.O. et les Fédérations Internationales Sportives.

Et j'en arrive à une dernière observation visant le problème de la discrimination dans le sport dont un exemple regrettable est fourni par l'absence, ici, de notre collègue Ewald. Cet animateur du mouvement olympique, bien connu dans son pays et dans le monde, n'est pas à nos côtés bien que nos amis italiens, et plus particulièrement notre éminent collègue, Onesti, aient tout fait pour éviter ce fâcheux incident et garantir, conformément aux Règles Olympiques, la participation totale de tous les C.N.O. et de leurs dirigeants à ce congrès.

En conclusion, j'estime que

1) il faut redoubler nos efforts contre toute tentative de discrimination dans le sport, et surtout de discrimination politique dont nous avons souffert souvent;

2) le congrès doit se prononcer sur cette mesure discriminatoire qui frappe un de [illegible]

3) cette affaire nous fournit une fois de plus la preuve éloquente que la reconnais[illegible]

tous les droits y relatifs, de l'indépendance par le C.I.O. du Comité Olympique de la République Démocratique allemande ne peut plus attendre. Je vous remercie de votre attention.

PRESIDENT: Merci, messieurs. Suivant le désir de plusieurs congressistes, et surtout de nos interprètes, la séance est suspendue pendant 10 minutes environ. Merci.

(*la séance est suspendue pendant 10 minutes*)

Deuxième sujet: Financement des C.N.O.

PRESIDENT: La seconde résolution, rédigée en 4 langues, sur l'indépendance des Comités Nationaux Olympiques va vous être distribuée. Vous ferez vos observations et, demain matin, nous l'approuverons.

Passons maintenant au 2e point de l'ordre du jour dont je vous lis la relation avant d'ouvrir les débats:

« Financement des Comités Nationaux Olympiques-Utilisation des revenus de la télévision.

A l'occasion des derniers Jeux Olympiques, les droits versés par la Radiodiffusion-Télévision ont représenté un revenu important.

A notre avis, ces recettes devraient être remises principalement au C.I.O. pour ses frais de fonctionnement et l'œuvre qu'il consacre au sport en général. C'est au C.I.O. qu'incombent en effet la responsabilité et la tutelle du sport olympique dans le monde entier, et le nombre, l'importance et le financement de ses tâches n'ont cessé de s'accroître.

En effet, les membres du C.I.O. doivent non seulement représenter le Comité International Olympique et l'olympisme dans leur propre pays, mais encore exercer des fonctions spécifiques au service du mouvement olympique.

Les C.N.O. estiment que les membres du C.I.O. pourraient agir comme des ambassadeurs de l'idéal olympique, sur investiture donnée chaque fois par la Commission Exécutive du C.I.O.

Les frais découlant de cette activité qui implique nécessairement des voyages, ne devront pas être supportés par les membres du Comité car ils consacrent déjà beaucoup de leur temps disponible au service de l'olympisme.

Au cas où les revenus du C.I.O. étaient supérieurs à ses dépenses ordinaires et extraordinaires de fonctionnement, il semble donc opportun que, compte tenu de ces exigences nouvelles, le Comité International Olympique en affecte une partie au Comité Organisateur et une autre aux Comités Olympiques participants.

En effet, l'organisation des Jeux comporte pour le Comité qui en est chargé des frais très élevés alors que, par sa concurrence, la télévision porte préjudice aux recettes et à l'affluence des touristes. En outre, les C.N.O. estiment, à juste titre, que le Comité Organisateur devrait inviter un plus grand nombre de représentants des Fédérations Internationales Sportives, à savoir le Président, le Secrétaire et deux techniciens au moins de chacune d'entre elles.

Les Comités Nationaux Olympiques sont, quant à eux, responsables de la participation effective des équipes nationales aux Jeux. Or, si certains C.N.O. reçoivent de leurs gouvernements des subventions ou des crédits fixes et si d'autres font appel à des souscriptions publiques, il en est, par contre, qui ne peuvent compter sur rien et sur personne, et se trouvent ainsi dans l'impossibilité matérielle de prendre part aux Jeux.

Or la réussite de la fête olympique est subordonnée à la présence des athlètes de tous les pays. C'est là le désir du C.I.O. et l'opinion des sportifs du monde entier. Aider les C.N.O. aux prises avec des difficultés financières qui les empêchent de participer aux Jeux est donc hautement souhaitable.

Le C.I.O. pourrait décider de financer cette aide en utilisant une partie des revenus des droits de télévision. Dans ce cas, l'Association des C.N.O. proposerait de répartir ce quota entre les Comités Olympiques les plus besogneux. Les C.N.O. n'ont nullement l'intention de disposer de ces fonds, mais, compte tenu de leurs expériences, ils soumettraient des propositions au C.I.O. qui prendra les décisions voulues ».

PRESIDENT: Messieurs, le débat est ouvert. La parole est au Général Stoytchev.

Général Vladimir Stoytchev

Président du Comité Olympique Bulgare

Monsieur le Président, messieurs. Laissez-moi exprimer à nouveau les remerciements qui ont été déjà adressés au CONI et à son président, M. Giulio Onesti, tant par le Président du C.I.O. que par les orateurs précédents. Merci également pour l'aimable invitation et nos félicitations pour cette excellente initiative. Nous sommes certains que cette réunion contribuera remarquablement à développer le sport en général, à relancer l'idéal olympique et à consolider l'entente internationale et la paix.

Permettez-moi ensuite d'attirer votre attention sur ma déclaration: les Jeux Olympiques doivent être organisés dans tous les continents, une fois dans un, une fois dans un autre. Ce principe a été jusqu'ici suivi par le C.I.O.: les Jeux se sont déroulés en Europe, en Australie, au Japon, et ils auront lieu maintenant au Mexique. Or les Comités Nationaux Olympiques situés hors du Continent où se disputent les Jeux se trouvent aux prises avec de graves difficultés en ce qui concerne souvent le déplacement des athlètes. A mon avis, il serait donc utile de constituer un Fonds avec les revenus des droits de télévision, confié au C.I.O. et destiné à aider les C.N.O. éloignés du siège des Jeux, ce qui simplifierait leurs problèmes financiers pour y participer. Merci.

Sten Svensson

Secrétaire Général du Comité Olympique Suédois

Monsieur le Président, Mesdames, messieurs, je suis le secrétaire du Comité Olympique suédois, mais je parle également au nom des pays nordiques: Danemark, Finlande, Norvège et Suède. Nous avons discuté le problème ensemble et nous sommes arrivés à la conclusion que le Comité International Olympique se trouverait embarrasser s'il devait désigner les nations méritant une aide financière pour leur permettre de prendre part aux Jeux. A notre avis, il existe une forme d'aide supérieure en faveur des C.N.O., aide dont bénéficieraient toutes les nations, riches ou pauvres. De Suède, nous avons demandé à l'assemblée où nous sommes en train de parler de nous indiquer combien coûtent les officiels, non pas les accompagnateurs des équipes, mais bien ceux qui sont indispensables au déroulement des épreuves. Pour de nombreux sports, comme le football, le hockey sur glace, les frais des accompagnateurs sont pris en charge par les organisations ou les Fédérations internationales. Pour les autres sports, cependant, c'est nous qui payons les accompagnateurs indispensables au déroulement des compétitions. Pour la lutte libre, par exemple, la Fédération internationale de cette spécialité a décidé que si trois lutteurs prennent part à l'épreuve il est obligatoire de déplacer un officiel; si sept sont engagés, il faut en désigner 2, etc. Il en est de même pour la boxe et la gymnastique. A mon avis, s'il y a suffisamment d'argent — plus qu'il n'en faut au C.I.O. —, il faudrait aider les organisations, particulièrement celles des petits pays. Une excellente solution serait de consentir aux nations la faculté de prendre tous les accompagnateurs nécessaires aux épreuves, sans support[illegible] relatifs, par l'intermédiaire des Fédérations internationales ou du Comité Organisateur. Merci.

English

Alfred P. Briffa

Président du Comité Olympique Maltais

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, laissez-moi remercier du fond du cœur le Président Onesti pour son activité inlassable et tous ceux qui travaillent dans les coulisses pour nous offrir l'accueil habituel et splendide. Après le spectacle grandiose des Jeux de Rome, en 1960, nous avons eu Naples et maintenant ce congrès qui, j'en suis sûr, obtiendra un succès aussi grand, si ce n'est supérieur.

Mes liens avec le Comité Olympique de Malte remontent à 20 ans et je suis actuellement le Président du Comité Olympique du plus petit, et peut-être du plus pauvre pays représenté ici. Je ne représente que 325.000 âmes qui vivent sur 25.900 m². Notre accession à l'indépendance date seulement d'un an: vous reconnaîtrez donc que nous sommes en train de traverser une période de transition et que cette résolution est d'une importance vitale pour nous. Sans aide, le Comité Olympique de Malte ne peut survivre. Nous ne possédons pas de richesses nationales: nous n'avons seulement que la bonne volonté et l'hospitalité à offrir aux touristes qui séjournent à Malte. Il est très difficile de collecter des fonds pour le sport, comme cela se fait probablement dans de nombreux pays. Il existe tant d'institutions de bienfaisance dans une île aussi petite; le samedi et le dimanche, de très nombreuses personnes font la quête. Lorsque moi, en tant que Président du Comité Olympique de Malte, je demande des moyens financiers pour le sport, je les obtiens au prix d'énormes difficultés parce que je m'adresse aux mêmes personnes que sollicitent toute l'année les institutions de bienfaisance. Je vous assure qu'à Malte l'esprit amateur est très élevé et ce serait vraiment dommage de ne pas aider la jeunesse maltaise à le conserver. Et je tiens à préciser que pour les Jeux auxquels nous avons participé à Rome, pour ceux de la Méditerranée à Beyrouth et à Naples, Malte était représentée par des athlètes qui payèrent eux-mêmes leur uniforme et plus de 50% des frais de nourriture et de logement; quant aux accompagnateurs, ils prirent entièrement à leur charge les frais de voyage, de nourriture et de logement.

J'ajoute également que je suis ici à mes frais car nous sommes démunis de fonds; tout ce que fait le Comité Olympique maltais est entièrement à notre charge. Il est possible de nous aider d'une manière concrète. Ce sont des pays comme Malte, animé d'un grand enthousiasme, mais physiquement très faible qui peuvent être aidés par cette résolution. Je l'approuve donc dans l'espoir que tous les grands pays comprendront le point de vue des plus petits. Merci.

PRESIDENT: Merci, monsieur le Président. Je saisis avec plaisir cette occasion pour vous féliciter personnellement de votre récente élection à la tête du Comité Olympique maltais.

La parole est au représentant de la Roumanie.

Aurel Duma

Président du Comité Olympique Roumain

Nous voulons remercier vivement M. Giulio Onesti ainsi que ses collaborateurs pour l'excellente organisation de ce congrès et leur accueil chaleureux.

Nous sommes naturellement très heureux de concourir à la bonne réussite de ce congrès et à la solution des problèmes figurant à l'ordre du jour.

Comme le point 1 de l'ordre du jour entend seulement réaffirmer les dispositions de l'art. 25 des Règles Olympiques – Règles sur lesquelles nous sommes tous d'accord – le Comité Olympique Roumain propose que le Congrès inclut également dans ce premier point les problèmes visant le rôle des C.N.O. dans le mouvement international olympique et la part qu'ils prennent à leur solution.

Le Comité Olympique roumain a étudié très attentivement les propositions relatives à l'emploi des revenus de la télévision. A notre avis, ce sont les C.N.O. et le Comité organisateur des Jeux

Olympiques qui doivent bénéficier de la plus grande partie des dites recettes car ils affrontent des problèmes financiers et matériels extrêmement importants pour la bonne réussite des Jeux.

Les Comités Nationaux Olympiques, vous ne l'ignorez pas, dépensent de grosses sommes pour l'entraînement des sportifs, l'équipement, les déplacements, le logement, la nourriture et les frais concernant les juges d'épreuves et les officiels; de son côté, le Comité organisateur prend à sa charge la préparation de l'infrastructure matérielle des Jeux dont les frais, au cours des dernières manifestations olympiques, n'ont pu être couverts par la vente des billets.

Voilà pourquoi nous estimons que les revenus des droits de télévision devraient être répartis en premier lieu entre les Comités Nationaux Olympiques et le Comité Organisateur, suivant le principe logique que les bénéfices sont à distribuer proportionnellement aux charges. C'est là notre opinion sur cet argument. Nous espérons que nos bonnes intentions seront comprises et qu'on en tiendra compte, par conséquent, durant la Session de Madrid.

PRESIDENT: Pour reprendre la citation *Cicero pro domo sua*, qu'on ne pense pas que je veuille plaider ma propre cause. Cette relation — accordez-moi la liberté d'avoir une opinion légèrement différente de la vôtre — se base sur le fait que les revenus des droits de télévision ne représentent pas une grosse somme. En tout cas, s'il était réparti entre tous les C.N.O., ce montant serait ridicule.

Vous qui êtes des hommes de sport, vous savez parfaitement combien coûtent la préparation d'une équipe ainsi que les frais de voyage et de séjour. Si nous croyons que les revenus des droits de télévision peuvent amortir ces frais, on se leurre bel et bien.

Ma personne mise à part, moi qui suis le dernier des membres du C.I.O., je vous affirme en toute conscience que, pour moi, le rôle du C.I.O. par l'intermédiaire de ses membres est d'importance capitale.

Nombre de Comités olympiques viennent d'être créés. Vous représentez, M. le Président du C.N.O. roumain, une grande nation olympique qui s'enorgueillit de beaux succès. Mais il y a autour de nous de petits C.N.O. qui ont besoin d'aide. Cette aide pour conserver leur indépendance, pour encourager les gouvernements à consentir des moyens financiers supérieurs en faveur du sport, ils ne peuvent l'obtenir que des membres compétents du C.I.O., dont je m'exclus, et qui peuvent être vraiment utiles et déterminants pour les aider.

Cette mise au point entend simplement justifier la relation présentée. Le congrès décidera, par sa résolution, s'il approuve ou non les idées qu'elle renferme.

La parole est à notre ami Fried, représentant de l'Autriche.

Edgar Fried

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Autrichien

Monsieur le Président, mes chers amis, je désire tout d'abord remercier M. Onesti, Président du CONI, pour son accueil et l'organisation de ce congrès. Et j'en viens immédiatement à l'ordre du jour.

Depuis 4 ans, les recettes de la télévision ne sont remises qu'en partie au C.I.O. Lorsqu'en 1960, pour la première fois, le Comité Organisateur des Jeux de Rome eut la générosité de les remettre au Comité International Olympique, celui-ci dut surmonter d'énormes difficultés pour les encaisser. Plus tard, les Comités organisateurs furent priés de lui remettre régulièrement ces fonds.

A l'époque de l'organisation des Jeux olympiques d'Innsbruck, on me demanda ce que je ferai des droits de la télévision: je répondis qu'en Autriche elles appartenaient au gouvernement et ne pouvaient pas être dévolues au C.I.O. Ensuite, à l'issue de pourparlers avec le Maire d'Innsbruck, celui-ci décida d'octroyer une partie des recettes au C.I.O. pour respecter l'accord. C'est pourquoi nos 30.000 francs suisses devaient représenter une espèce de taxe à verser au C.I.O.

Mais l'organisation des Jeux Olympiques, dois-je le souligner, est extrêmement coûteuse. Certes le montant des recettes de la télévision semble très élevé mais si on le compare aux dépenses consenties pour l'organisation des Jeux, il est insignifiant. Je puis d'ailleurs citer un exemple à propos de mise en place des Jeux Olympiques d'Innsbruck. Ils atteignirent 30 millions de dollars environ.

contre une recette de 1 million de dollars seulement représenté par les droits de la télévision. A vous donc de tirer les conclusions!

Ce n'est pas à moi de dire si la chose est juste ou non, mais remettre les revenus de ces droits au C.I.O. et aux Fédérations Internationales contraste avec nos Règles: elles disposent en effet que, en cas de profit, celui-ci doit être versé au Comité National Olympique du pays où se déroulent les Jeux. De toute façon, ces recettes doivent servir au développement du mouvement olympique. Or qui veille à son essor? Ne sont-ce pas nos Comités Nationaux Olympiques?

Mais ne donnez pas aux C.N.O. des espérances fallacieuses. En effet, si vous répartissez ces fonds entre tous les Comités Nationaux Olympiques, vous ne leur distribuerez que des miettes. Et si vous voulez les remettre aux pays qui ont besoin d'argent, sachez que tous les C.N.O. en ont besoin. Dans mon Comité, nous ne sommes pas tellement pauvres, mais nous devons recourir à des souscriptions pour engager nos équipes aux Jeux Olympiques.

Vous vous trouverez donc en but à des difficultés plus épineuses que celles d'aujourd'hui si vous distribuez cet argent à tous sans solutionner les problèmes de chacun. Que croyiez-vous? Que ce chiffre était astronomique? Je propose donc qu'il soit utilisé pour promouvoir le mouvement olympique; tout le monde sait que l'Académie Olympique vit des subventions du Comité Olympique hellène. Durant l'année, les étudiants sportifs et les fonctionnaires olympiques suivent des cours sur le mouvement olympique, sur la façon d'organiser les Jeux olympiques, etc. Si nous demandons au C.I.O. de destiner une partie des revenus des droits de la télévision au Comité Olympique hellène et si nous invitons les membres et les sportifs de Comités Olympiques en voie de développement à visiter Olympie pour voir et comprendre le sens du mouvement olympique, je suis certain que l'esprit olympique deviendrait une force agissante et le garant de notre mouvement. Merci.

Juan Antonio Samaranch

Vice-Président du Comité Olympique Espagnol

Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter le Président du CONI, Giulio Onesti, et ses collègues pour avoir eu l'excellente idée d'organiser ce congrès qui, s'il est important vu la portée de ses arguments, l'est bien davantage encore pour la raison suivante: le 4 octobre prochain, nous assisterons à Madrid à la Session du C.I.O. avec des idées claires et des critères communs. On gagnera ainsi non seulement beaucoup de temps mais on consolidera aussi notre unité d'action.

Je serai concis pour ne pas prolonger les débats. Je me réfère à l'argument que nous discutons, à savoir les revenus des droits de la télévision. Je partage le point de vue du CONI. Une partie de ces fonds doit servir à aider les C.N.O. les plus besogneux. Or ce sont, par exemple, les Fédérations Internationales qui en bénéficient, alors qu'elles en ont moins besoin que les Comités Olympiques. C'est pour cette raison que le Comité Olympique espagnol est d'accord, lui aussi, pour que les revenus des droits de la télévision soient partiellement octroyés aux C.N.O. plus nécessiteux.

Amadou Barry

Président du Comité Olympique du Sénégal

Monsieur le Président, messieurs les congressistes, le Sénégal de son côté adresse ses félicitations et ses remerciements au Comité National Olympique Italien pour l'initiative qu'il a eu de réunir les Comités Nationaux Olympiques afin de leur permettre de discuter des points qui leur sont communs dans le cadre des Règles du C.I.O.

Ceci dit, voici l'avis de la délégation du Sénégal sur le point 2 de l'ordre du jour. Comme on l'a dit, grands sont les sacrifices auxquels doivent faire face les Comités Olympiques. Pour certains, le défaut de moyens financiers les oblige à réduire l'importance de leur délégation ou même à ne pas

participer du tout à la fête quadriennale de la jeunesse sportive du monde, encore qu'ils soient en mesure d'aligner des participants valables. Ils ne le font pas, vous vous en doutez, de cœur gai mais à l'impossible nul n'est tenu. C'est un grand dommage pour l'olympisme.

Toute proposition en vue d'aider les Comités Olympiques, de quelque manière que ce soit, sera donc la bienvenue et le projet qui nous a été présenté aujourd'hui vient certainement à son heure. Il s'agit maintenant de faire des propositions concrètes au C.I.O. à la lumière des règles rappelées ci-après:

1) Les bénéfices nets découlant des Jeux sont versés au Comité National Olympique du pays où ils ont eu lieu, en vue de la diffusion du mouvement olympique et du développement du sport amateur.

2) L'art. 49 de notre charte stipule que les droits d'exploitation des transmissions en directe de la télévision des Jeux seront vendus par le Comité Organisateur, sous réserve de l'approbation du Comité International Olympique et les recettes réalisées par ces ventes seront réparties selon ses instructions.

Le projet qui nous est soumis, préconise la constitution d'un fonds pour aider les Comités régionaux olympiques qui trouvent dans les difficultés financières le plus grand obstacle à leur participation aux Jeux. A notre avis, si une partie des revenus de la télévision était mise à notre disposition, il serait malaisé, semble-t-il, de déterminer les Comités Nationaux Olympiques qui se trouveraient dans des difficultés financières. Il va à l'esprit que, dans la conjoncture actuelle, les Comités Nationaux des pays pauvres et sous-développés, et singulièrement des pays nouvellement indépendants, ont certainement par définition le plus besoin d'aide.

Est-ce que l'aide dont il est question serait uniquement donné à ces pays, ce qui serait logique, dans l'esprit de la proposition? Mais dans ce cas: sous quelle forme? D'après quel critère? C'est là, croyons-nous, où se trouve le nœud du problème, à supposer que le Comité International Olympique abonde en notre sens. Merci.

Jean-Claude Ganga

Secrétaire Général du Comité Olympique du Congo-Brazzaville

Monsieur le Président, plusieurs orateurs ont déjà pris la parole sur ce point et tout ce que j'allais dire en principe a été dit. Je vais faire comme tout le monde, premièrement vous remercier sincèrement de ce que vous avez bien voulu accepter d'organiser cette réunion, vous remercier aussi personnellement de ce que vous ayez accepter de venir à Brazzaville aux premiers Jeux Africains, où vous avez pris contact avec les responsables des Comités Olympiques de l'Afrique et où nous avons essayé de discuter les problèmes qui sont à l'ordre du jour de cette réunion.

Je veux aussi remercier les différents orateurs qui ont pris la parole et qui ont insisté sur le fait que les premiers Jeux Africains ont constitué un événement important dans le développement du sport en Afrique et dans la divulgation des principes olympiques en général dans le monde.

Ceci dit, Monsieur le Président, je crois pour ma part que, compte tenu du fait que le C.I.O. a le devoir de promouvoir l'esprit olympique dans tout le monde entier, il est important que si ce Comité International a l'occasion, a les ressources nécessaires pour aider les C.N.O. à divulguer l'esprit olympique dans leur pays, qu'il le fasse.

Il est également important que l'occasion soit donnée aux membres du C.I.O. de redevenir des ambassadeurs du mouvement olympique. Il est très important que dans les pays qu'on appelle communément en voie de développement, il y ait des membres du C.I.O. qui puissent se déplacer pour voir exactement les possibilités d'aide qui existent, non pas seulement sur le plan financier, mais peut-être aussi sur le plan moral et sur le plan technique, car il y a beaucoup de choses qu'on ne sait pas encore.

A Lausanne, il y a quelques mois, lorsque les Fédérations internationales discutaient de la répartition de ces revenus de télévision, j'eus l'occasion de prendre la parole pour expliquer ce qu'étaient les premiers Jeux Africains: je déclarai que les Fédérations Internationales n'auraient pas la possibilité de discuter sur les revenus de la télévision aux premiers Jeux Africains parce que nous avons été obligés de payer la télévision pour la prier de bien vouloir les transmettre.

Tout à l'heure, plusieurs orateurs ont insisté sur le fait qu'il serait difficile au C.I.O. de savoir exactement quels sont les pays nécessiteux, quels sont ceux qui méritent de l'aide. Je crois que sur ce point il est important que nous nous connaissions bien entre nous, entre nous représentants des Comités Olympiques. Souvent les gens croient qu'ils n'ont rien: hélas, ils ont beaucoup. Il y en a qui n'ont rien. Ne confondons pas celui qui est mal habillé avec celui qui est nu!

Il est important que nous comprenions que le mouvement olympique est basé sur l'amitié réciproque et que, dans la mesure du possible, s'il y a des C.N.O. qui peuvent en aider d'autres, il est indispensable qu'ils le fassent.

Il est également nécessaire que nous, que ceux qui n'ont rien le disent sans fausse honte afin que les autres puissent comprendre exactement quelle est la situation.

Sur ce point, je vais donner un exemple. Notre ami australien a dit tout à l'heure que tous les C.N.O. ont besoin d'argent — le CONI peut-être pas — et qu'il n'y avait pas, à son avis, de Comités qui en aient plus besoin que les autres. Et il a proposé, en conséquence, que ces sommes, si elles existent, soient consacrées au développement de l'Académie Olympique. Tout cela est bien beau, mais il faut vivre dans la réalité. Certes, il est important de faire survivre l'Académie Olympique mais qu'en fera-t-on s'il n'y a plus assez de participants aux Jeux Olympiques? Il faut qu'il y ait des participants et des sportifs aux Jeux Olympiques. On ne doit pas vivre seulement d'idéal mais aussi de réalités.

Je vais vous donner quelques chiffres. Les premiers Jeux Africains de Brazzaville ont rassemblé une trentaine de nations. Ils ont coûté à notre pays exactement un milliard de francs, soit 20 millions de NF ou 4 millions de dollars. Ce chiffre représente le 1/10 du Budget national du Congo-Brazzaville qui, je le répète, possède un million d'habitants. Les recettes ont atteint 10 millions de fr. cfa, soit 1/100 du budget général des Jeux Africains. Je crois qu'à cette allure-là, il sera bien difficile aux Jeux Africains de survivre. Il sera bien difficile au sport africain de survivre. Il sera bien difficile au mouvement olympique de survivre en Afrique. Je parle de l'Afrique, je m'en excuse, mais je peux parler de ce Continent que je connais bien et non pas des autres.

Je pense pour ma part que les recettes de la télévision doivent servir à aider le pays organisateur des Jeux Olympiques, et une partie doit revenir aux pays dont les Comités Olympiques sont en souffrance.

Comment va-t-on déterminer les pays dont les C.N.O. sont en souffrance? A notre avis, c'est bien simple. En ce qui nous concerne, nous avons un Comité pour les Jeux Africains. Si le C.I.O. décide de donner pour l'Afrique une certaine somme, ou bien un certain nombre de matériels, ou encore une certaine aide technique, il n'aura qu'à mettre cette aide à la disposition du Comité des Jeux Africains et ses membres décideront de leur répartition. C'est une solution.

Il en existe une autre. Le Comité International Olympique pourrait envoyer ses membres dans ces pays: il saura ainsi d'une façon précise les pays qui ont quelque chose et ceux qui ne possèdent rien. Merci.

PRESIDENT: Monsieur Ganga, mis à part votre intéressante communication, je désire signaler à nos collègues vos mérites. J'ai eu l'honneur d'organiser deux Jeux Olympiques: ceux de Cortina et ceux de Rome, et je sais ce que cela signifie. Nous avions une tradition: vous non. J'étais présent aux Jeux Africains et je me suis rendu compte de vos efforts. J'ai admiré un pays splendide et de magnifiques athlètes. Que ceux qui n'ont pas assisté aux Jeux de Brazzaville sachent et disent à leurs athlètes que dans quelques années au plus tard ils devront se mesurer avec des athlètes de classe, parfaitement entraînés et guidés par des dirigeants pleins de ferveur.

Je vous dirai franchement, M. le Président, que j'ai éprouvé une seule déception à Brazzaville: vu ma culture notoirement médiocre je me suis imaginé qu'en me rendant dans une région tropicale j'aurais dû supporter une température dépassant 35°. Or j'ai trouvé un hiver délicieux dont la température n'atteignit jamais 25°. Donc, cette déception mise à part, je vous félicite de tout ce que j'ai pu voir à Brazzaville.

La parole est au représentant de la République Dominicaine.

Juan Ulises Garcia Saleta

Président du Comité Olympique de la République Dominicaine

Monsieur le Président, messieurs les délégués, le Comité Olympique dominicain souhaite avec plaisir qu'une partie des revenus de la télévision soit répartie entre les Comités Olympiques des pays en voie de développement ne disposant que de faibles ressources pour leur tâche difficile. Personne n'ignore que le C.I.O. et les C.N.O. ont le devoir d'encourager et de développer l'idéal olympique, mais il faut penser aussi à l'emploi de ces recettes pour que leur investissement soit payant.

Le peu d'expérience d'un pays comme le mien qui a seulement quelques années d'histoire olympique, suffit à démontrer que le premier investissement doit porter sur l'organisation. Faute d'organisations propres au développement de l'amateurisme, faute d'argent pour les créer, aucun travail sérieux ne pourra être entrepris.

Vous le savez fort bien, un Comité National Olympique ne naît pas, il se crée. Il faut constituer des Fédérations, il faut parcourir les Etats et ses provinces pour constituer des associations, il faut travailler dur avant de fixer un congrès qui confère au Comité Olympique la force morale lui consentant d'agir sur tout le territoire et de promouvoir efficacement l'idéal olympique.

Il est nécessaire, indispensable d'aider financièrement les C.N.O. qui engagent leur dure bataille. Nous pouvons bien l'affirmer, vu la lutte que nous soutenons dans notre pays; nous qui, depuis 4 ans, ne recevons d'argent de personne. Mais, grâce à une certaine organisation, nous ne sommes pas demeurés paralysés et avons construit 130 installations sportives dans tout le pays.

Les enfants eux-mêmes — il vous sera loisible de le constater en personne — participent avec intérêt et enthousiasme à l'édification de leurs installations sportives. Ils fournissent la main-d'œuvre et nous sommes les techniciens. C'est ainsi que nous entendons l'idéal olympique. Le Mexique nous a aidé à former des moniteurs d'éducation physique et notre reconnaissance profonde va au général Clark, promoteur de cette assistance.

Les pays plus développés en matière d'olympisme doivent fournir leur aide, sans songer uniquement à remporter des succès aux Jeux Olympiques. Ils doivent assurer leur concours en offrant des possibilités aux pays voisins, aux pays qui entrent à peine dans le mouvement olympique, en les guidant dans la bonne voie, en instituant des bourses d'étude en faveur des jeunes qui désirent se spécialiser en éducation physique et dans l'organisation sportive.

L'argent ne doit pas servir uniquement à participer aux Jeux Olympiques. Cette conception est fausse. Avant tout, nous devons aider un pays à s'organiser, à le doter d'un plan relatif à l'investissement judicieux des aides octroyées et consentant la formation d'un Comité Olympique démocratique, d'un Comité fonctionnel au sein de la nation. Pour y arriver, il faut se déplacer, il faut de l'argent, quand on n'en a pas, pour parcourir toutes les provinces.

Je désire vivement que soit définitivement approuvée la proposition d'accorder une partie de ces fonds aux Comités qui commencent à peine leur activité et que nous connaissons tous. Ainsi, l'idéal du baron de Coubertin se répandra avec plus de vigueur. En effet, notre objectif ne se bornera pas seulement à la préparation des Jeux Olympiques, mais nous commencerons à relancer les Jeux nationaux qui sont la base principale du développement du sport. Alors, nous ne posséderons pas seulement le champion qui dispute les épreuves quadriennales, mais aussi l'athlète, expression [illegible]

stante de toute une jeunesse affiliée au mouvement olympique, d'une jeunesse en mesure de s'améliorer moralement, culturellement et physiquement.

Voilà notre but s'identifiant à ce projet. Ce fonds devra être tout d'abord utilisé en faveur des Comités qui se trouvent dans un stade initial. Ils appartiennent à des pays encore dépourvus d'un idéal olympique et dont les gouvernements n'ont pas encore bien saisis à quel point la pratique du sport influence la promotion de la jeunesse; certes s'ils le savaient, ils seraient les premiers à reconnaître que l'argent destiné à promouvoir le sport représente le meilleur investissement.

Nous devons nous organiser; nous devons implanter de solides structures olympiques, instituer des bourses d'étude et offrir aux moniteurs des stages dans les pays qui cheminent lentement vers l'acquisition de l'idéal olympique pour l'avenir brillant de l'olympisme.

K. Sandy Duncan

Secrétaire Général du Comité Olympique de Grande-Bretagne

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, vu le développement de la télévision en tant que moyen de diffusion, il me semble évident de reverser sur le mouvement olympique ses revenus accrus. Nous sommes tout à fait d'accord que les Comités Organisateurs en bénéficient d'une partie. Bien entendu, un quota devra être octroyé au C.I.O. pour lui permettre de réaliser sa grande tâche. Ceci étant établi, chacun d'entre nous est en train de suggérer les innombrables façons d'utiliser le modique reliquat: en faveur de l'Académie Olympique, des Jeux Africains, des C.N.O., etc.

A n'en pas douter, le problème est ardu. Il faut aider les C.N.O. aux prises avec des difficultés financières, sans oublier cependant que de nombreuses Fédérations internationales ont dû renoncer, cette année, à organiser des championnats du monde, tout en ayant eu des bilans nettement passifs, et que certaines d'entre elles sont très pauvres. Le C.I.O. doit, à juste titre, résoudre ce problème épineux.

Epaminondas Petralias

Membre du Comité Olympique Hellène

Monsieur le Président, messieurs, mon intervention n'en est pas une à proprement parler. Je veux simplement vous rappeler que la Grèce est en but chaque année à de grosses difficultés pour assurer le maintien et le développement de l'Académie Olympique Internationale. Ne l'oubliez pas si possible. Merci.

PRESIDENT: Le dernier orateur de ce soir est le représentant de la France. Je prie les autres de m'excuser mais nous devons lever la séance. Nous écouterons demain matin les représentants du Ghana, du Mali et de la République de Panama.

Armand Massard

Vice-Président du C.I.O., Président du Comité Olympique Français

Messieurs, je voudrais être très bref et rappeler à cette assemblée que le Comité International Olympique a déjà pensé à cette histoire d'aide sous initiative de mon collègue, M. Romanoff, de M. Andrianov et de moi-même. Nous avons créé la Commission d'aide. J'ai été en Afrique, j'ai visité 16 pays. J'ai été en Asie où j'en ai visité un certain nombre d'autres.

Je veux donc attirer votre attention sur le fait que le C.I.O. s'est déjà penché sur le problème. Et il s'y est tellement bien penché qu'un rapport a déjà été fait, très consciencieusement, je dois vous l'avouer. Mais les besoins financiers ont été tels que le C.I.O. s'est inquiété de voir que nous pourrions solliciter des fonds pour venir au secours des Comités Nationaux Olympiques qui n'auraient pas assez de moyens à leur disposition.

C'est en fonction de cette inquiétude et de contrôle des fonds que le C.I.O. n'a pas suivi, momentanément, la motion de mon collègue Andrianov et de moi-même, mais l'affaire est à l'étude, elle sera reprise, elle doit même revenir à l'ordre du jour à Madrid.

Je voulais donc simplement attirer l'attention de cette assemblée sur le fait que le C.I.O. s'est penché sur ce problème et que nous espérons tous que cette affaire si importante sera réglée dans les délais les plus rapides.

PRESIDENT: Avant de lever la séance, je désire faire une recommandation. Les orateurs inscrits étant nombreux, j'espère que vous accepterez de commencer les travaux un peu plus tôt, à 9h.30.

Les délégués désireux de présenter des amendements sont priés de venir 1/2 h. avant et de se rendre chez le Dr. Garroni, ici présent, chargé de les centraliser et de les coordonner avant de vous les soumettre.

(La séance est levée à 19h.15)

English

1er octobre 1965

PRESIDENT: La séance est ouverte. Ma déclaration préliminaire ne vous fera certainement pas plaisir. Il ne nous reste plus que la journée d'aujourd'hui et celle de demain pour clore nos travaux. Cette expérience pourra servir aux organisateurs des prochains congrès des C.N.O.; trois jours sont vraiment insuffisants. Les arguments affrontés, les interventions documentées réclament le double de temps. Je souhaite que nos prochaines réunions durent au moins une semaine.

Le point 5 de l'ordre du jour qui clôt nos travaux est celui qui soulèvera le plus de débats et d'interventions. Or, le congrès ne peut pas être étouffé. Il faut donc épuiser dans la journée les cinq premiers arguments. Je vous demande un sacrifice: la séance de ce matin devra être suivie d'une autre, dans l'après-midi avant la visite au Président de la République et, si nécessaire, nous tiendrons une séance de nuit.

Reprenant les débats, les délégués des pays suivants ont demandé la parole: Ghana, Mali, Panama, Maroc et Cuba.

Djan Ohene

Président du Comité Olympique du Ghana

Compte tenu des interventions précédentes, nous sommes tous d'accord, me semble-t-il, sur le fait que les revenus de la télévision doivent être répartis entre le C.I.O., le Comité Organisateur des Jeux et les C.N.O. récemment créés. On a tellement répété que les trois Comités doivent bénéficier de ces fonds qu'il m'apparaît superflu de revenir sur cette question.

Je propose donc l'établissement d'un projet concret, reposant sur les arguments illustrés, à savoir, si je n'ose pas trop, que la somme globale soit remise au C.I.O. qui remettra ensuite au Comité Organisateur des Jeux 30% environ des revenus nets de la télévision, en tant que contribution pour ses dépenses considérables.

Une fois d'accord sur ce principe, j'indique maintenant la manière suivant laquelle le C.I.O. devra utiliser la somme octroyée. Le Comité International Olympique ayant le devoir et la lourde responsabilité de promouvoir le mouvement olympique, je propose — comme on entend maintenir ses organismes — que le quota restant, 70% environ, soit utilisé par lui, à sa guise, pour le fonctionnement des institutions et la divulgation du mouvement olympique, surtout parmi les C.N.O. de récente création. Etant admis, en effet, qu'au C.I.O. incombent le rôle et la responsabilité de promouvoir le mouvement olympique dans le monde, on en arrive à la conclusion que, en aidant les C.N.O. récents, il remplira très efficacement sa tâche.

A ce propos, il est nécessaire que le C.I.O. aide particulièrement les régions où le mouvement olympique se trouve encore dans sa phase initiale. De cette façon, on résoudra plusieurs points essentiels des débats. Merci.

Henry Corenthin

Secrétaire Général du Comité Olympique du Mali

Monsieur le Président, nous avons traité hier de l'indépendance des Comités Nationaux Olympiques et, dans un de ces aspects, il est évident que cette indépendance est interférée des problèmes de financement. C'est pourquoi, toutes les fois que cela est possible, il est nécessaire que les fonds disponibles — les droits de télévision, par exemple — soient distribués, outre au Comité Organisateur qui demeure prioritaire, en parti au C.I.O. pour certaines de ses tâches et, pour une large part, aux C.N.O. en voie de développement, par l'intermédiaire éventuel des organismes continentaux qui connaissent mieux que le C.I.O. la situation exacte des Comités Nationaux Olympique de leur région.

Il ne vous échappera pas, M. le Président, que beaucoup de Comités Olympiques africains ne peuvent pas envoyer des délégués aux conférences olympiques, à fortiori des équipes représentantives aux Jeux. Et la plupart d'entre eux engagent ces équipes grâce à l'apport exclusif de leur Gouvernement. Pour peu que ces gouvernements se désintéressent du sport, l'idée olympique perd du terrain faute de moyens. L'occasion nous est ainsi offerte de formuler une proposition: les Comités Nationaux Olympiques doivent inviter le C.I.O. à remettre sur pied la Commission d'aides du C.I.O.

Au moment où des pays nouveaux accèdent à la scène olympique, alors que les Comités Nationaux Olympiques sont financés intégralement par leurs gouvernements et lorsqu'on parle beaucoup de l'indépendance des C.N.O., il convient de rétablir le fonctionnement de cette Commission de façon à canaliser l'aide internationale des nations favorisées pour promouvoir les sports olympiques dans les pays récemment admis dans la famille olympique.

L'intervention de M. Massard m'a quelque peu rassuré, mais une résolution de notre conférence serait un précieux appui à la mise en œuvre de cette disposition lors de la Session de Madrid du Comité International Olympique.

S. Aníbal Illueca

Président du Comité Olympique de Panama

Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter, vous et les membres du CONI pour la magnifique réalisation du 1er congrès de tous les C.N.O. du monde. En ma qualité de Président du Comité Olympique de Panama, de membre du Comité Exécutif de l'organisation de l'Amérique Centrale et des Caraïbes et de membre de la Commission exécutive de l'organisation sportive panaméricaine, je considère d'une extrême importance le thème qui nous est soumis tout en estimant qu'on ne peut pas le débattre en si peu de temps.

Je partage votre point de vue, M. le Président, à savoir que la prochaine réunion des C.N.O. doit durer au moins une semaine. Mais je propose, d'ores et déjà, — au moment de choisir les thèmes de l'ordre du jour — la formation éventuelle de groupes de travail chargés d'établir des relations et de les transmettre un certain temps à l'avance aux participants: une grande partie des travaux seront ainsi affrontés lorsque le congrès se réunira.

Le financement des Comités Nationaux Olympiques est un problème extrêmement important. Il ne s'agit pas simplement de décider que ces fonds soient utilisés par les Fédérations Internationales, le C.I.O. et le Comité Organisateur. Les Fédérations internationales doivent les employer pour divulguer davantage leurs règlements, pour mieux faire connaître les problèmes et les caractéristiques du sport de chaque Fédération nationale. Elles ne doivent pas se limiter à encaisser ces fonds de la même façon qu'elles perçoivent les cotisations des fédérations nationales en augmentation constante. Les Fédérations internationales, si j'ose dire — et c'est là l'impression qu'elles donnent en ce moment — se soucient surtout des cotisations et très peu du fonctionnement des Fédérations nationales. Il en est de même du C.I.O.

M. le Président, les membres du C.I.O. ont une lourde responsabilité. Ils doivent agir dans leurs pays comme des ambassadeurs; ils doivent promouvoir et divulguer le mouvement olympique, car c'est là la seule façon d'aider les C.N.O. Et ils doivent les aider parce que si, certes, la plupart des gouvernements subventionnent le sport, il n'en reste pas moins vrai que ces aides sont insuffisantes. En effet, si, en Afrique par exemple, plusieurs Comités Olympiques ont vu le jour par suite de l'accession à l'indépendance de nouvelles nations, il existe par contre en Amérique de nombreux pays qui, bien qu'indépendants depuis longtemps, se développent à un rythme si faible qu'on les appelle encore sous-développés.

Dans ma région, en Amérique Centrale, beaucoup de pays ne participent pas aux Jeux Régionaux, et encore moins aux Jeux Olympiques car leurs organisations sont inefficaces. Faut-il rappeler que nombre de ces pays ignore ou presque le mouvement olympique. Or, s'il en est ainsi, grave — je le répète — est la responsabilité des membres du C.I.O. qui devraient se rendre dans ces pays comme des ambassadeurs, conformément à notre proposition, afin que ces nations connaissent le mouvement olympique.

En effet, si nous sollicitions une aide financière en faveur des Comités Olympiques, il arrive souvent que les pouvoirs publics ou les dirigeants politiques ne se rendent pas compte de ce qu'est le mouvement olympique: or, je le répète, obtenir des fonds nécessaires est extrêmement difficile.

Une divulgation plus poussée, comme celle de l'organisation sportive panaméricaine, est indispensable. Par exemple, on pourrait publier le Bulletin du C.I.O. en espagnol et diffuser les techniques concernant la construction d'installations; l'édition de revues destinées à mieux faire connaître le sport en Amérique serait chose excellente. Ces moyens pourraient être adoptés en Afrique, en Asie, en Europe et dans toutes les régions du monde.

Mais ceci est insuffisant, M. le Président. Il faut établir des échanges d'informations; il serait par exemple intéressant de savoir si l'Italie ou d'autres pays ont résolu le problème relatif au financement du sport (la presse nous a appris ces jours-ci que le gouvernement italien venait d'accorder au sport 50% des encaisses nettes du « Totocalcio ») en citant lois et décrets.

Ces informations peuvent représenter une forme de collaboration et fournir des arguments aux autres C.N.O. et leur donner des idées car les gouvernements ne sont pas les seuls à devoir contribuer. Les entreprises privées comme les Comités Olympiques doivent promouvoir toutes les activités susceptibles d'être entreprises.

J'insiste donc sur l'utilité d'un échange d'informations sur les moyens financiers et sur d'autres sujets bien entendu. De même que le CONI a demandé des informations à tous les C.N.O. sur leurs installations sportives, nous pourrions à notre tour prié les organisations internationales s'occupant de la santé publique, de l'éducation, de la recherche scientifique, etc., de nous fournir des renseignements. Les dites organisations peuvent collaborer en encourageant les groupes d'étude, en octroyant des subventions ou des moyens financiers afin que des pays, comme ceux de l'Afrique et certains de l'Amérique ou d'autres régions du monde, puissent édifier les installations sportives dont ils ont besoin.

Ces Comités Olympiques ont néanmoins besoin de l'aide et de la collaboration des autres C.N.O. Si cette association parvient à se constituer, un labeur difficile nous attend, et grandes seront les responsabilités. Et je propose qu'on désigne des groupes de travail chargés d'étudier les problèmes qui nous sont communs et nous unissent.

Une solution sera trouvée à ces problèmes avec l'aide des collègues des C.N.O. et des amis du C.I.O. qui ne se contenteront pas de se rendre dans les villes où siègent les réunions comme s'ils effectuaient un voyage d'agrément mais suivront, au contraire, l'exemple du général Clark en Amérique, et cela afin que les C.N.O. n'aient pas la sensation d'être abandonnés et soient constamment tenus au courant par le Bulletin du C.I.O.

PRESIDENT: Je vous remercie, M. le Président. Permettez-moi de dire deux mots à propos de son intervention.

Il est nécessaire, tout d'abord, de restituer à cet argument sa portée exacte. Le Comité Olympique

italien fut le premier à verser au C.I.O. les revenus de la télévision, soit 55.000 dollars. La participation de l'Italie à chaque Jeux Olympiques revient à environ 300.000 dollars. Tels sont les chiffres.

Mais vous, M. le Président, avez traité de plusieurs problèmes. Si pour le premier nous faisons seulement une question de principe, très intéressantes par contre ont été vos considérations sur le but de cette réunion: c'est-à-dire l'entr'aide. Nous avons fait fraternellement tout ce que nous pouvions, nous petite nation disposant de faibles moyens, avec beaucoup d'affection et de cœur. Beaucoup d'autres pays se sont rendus compte de la façon dont nous nous sommes organisés grâce au « totocalcio ». Sachez que nous avons été prodigues avec tous. De nombreux pays sont dans une situation, je ne dis pas florissante, mais certainement discrète pour faire face aux nécessités financières du sport, précisément grâce aux pronostics.

Pour ce qui est des compétences, permettez-moi de ne pas en parler ici. Le travail que nous avons à peine ébauché pour que d'autres personnes plus compétentes le poursuivent, est du ressort, à mon avis, du C.I.O. Par exemple, la proposition d'un Bureau permanent de consultations et de renseignements pour la construction d'installations sportives. Dans ce domaine, des millions de dollars y ont été affectés. Tout architecte qualifié a l'occasion au cours de sa carrière de projeter mille immeubles mais une seule installation sportive. Il faut que l'argent soit dépensé de la meilleure manière possible.

En ce qui concerne aussi le Bureau permanent de consultations législatives relatives au propre Comité ou au propre gouvernement, ou réservé à d'autres fonctions, je souhaite que des collègues plus compétents que moi le proposent et l'obtiennent dans le cadre du C.I.O. qui doit toujours être fraternellement disposé vis-à-vis du mouvement sportif dont la sève est constituée par les C.N.O.

Pardonner-moi cette brève intervention. Je donne la parole au représentant du Maroc.

Mchich Alami Abdeslem

Président du Comité Olympique Marocain

M. le Président, je voudrais tout d'abord m'associer aux remerciements que les honorables délégués qui ont pris la parole avant moi vous ont adressés pour les initiatives que vous avez prises, pour nous donner cette occasion merveilleuse de nous retrouver ensemble afin de confronter nos idées sur les problèmes relatifs au mouvement olympique dans le monde.

J'exprime également mes remerciements au CONI pour l'effort qu'il a déployé pour l'organisation du congrès.

En ce qui concerne la question que nous débattons, je pense que nous avons vu tous que les fonds qui pourraient être dégagés à l'intention des Comités Nationaux Olympiques seraient des fonds — s'il fallait les répartir — qui ne seraient pas efficaces et qui ne donneraient pas, je pense, compte tenu de leur insuffisance, les résultats que nous pourrions escompter.

Ma proposition est la suivante: je pense que l'essentiel pour nous est de vulgariser partout dans le monde le mouvement olympique et qu'il faut orienter ces efforts vers les pays nouvellement admis au sein de la famille olympique, en vue de leur procurer des moyens pour que dans leurs pays un programme nettement étudié soit mis sur pied: programme inspiré éventuellement par les méthodes employées par les pays qui sont déjà à un stade avancé, pour que toutes les populations dans ces pays soient acquises à l'idéal olympique.

A mon avis, si chaque Comité s'oriente vers une vulgarisation dans son pays, des résultats seraient aisément dégagées à l'intérieur du pays et favoriseraient le mouvement olympique.

Merci, M. le Président.

Manuel Gonzales Guerra

Président du Comité Olympique Cubain

Monsieur le Président, messieurs les délégués, permettez-moi tout d'abord de saluer et de remercier le CONI et son président Onesti pour toutes leurs attentions et l'excellente idée de nous réunir tous ici.

Il est malaisé de parler après la brillante intervention de tant de délégués, en particulier de mon collègue de Panama. Nous nous apercevons que nous sommes en train de discuter sur de fausses bases.

Selon le Président Onesti, le CONI n'a encaissé que 55.000 dollars pour les les droits de la télévision, somme qui fut versée au C.I.O. Fractionnée pour répondre à tant de besoins, elle devient certes ridicule.

Nous demandons que, dans l'appel à la paix lancé par ce congrès, les Etats soient aussi invités à consacrer une partie des dépenses d'armement au sport. Nous proposons, en outre, que les C.N.O. indiquent au C.I.O. la meilleure manière de venir en aide aux Comités olympiques besogneux et d'en établir une liste. Merci.

Shalom Zysman

Président du Comité Olympique Israélien

Je suis le Président du Comité Olympique israélien et je désire faire une remarque. Le moment est venu, à mon avis, d'en finir avec l'argument n° 2. En effet, tant de congressistes en ont déjà parlé et si l'on continue, on ne fera que répéter les mêmes choses. Si les délégués ont des projets, des motions ou des résolutions qu'il les propose au Président. Je demande qu'on passe au point 3. Merci, Monsieur le Président.

PRESIDENT: Je suis également de cet avis. Nous avons préparé une résolution, en quatre langues, qui sera lue dans l'après-midi pour la soumettre à votre approbation. N'oubliez pas que vous devez encore voter la résolution n° 1, ce que nous ferons aussitôt après la lecture de la n° 2.

Compte tenu des débats, la résolution est ainsi conçue:

« Après avoir écouté et débattu une ample relation sur le financement des Comités Nationaux Olympiques, les C.N.O. réunis en congrès à Rome le 1er octobre 1965

décident

de proposer au C.I.O. que les revenus des droits de la télévision de tous les Jeux Olympiques soient répartis comme suit:

— le quota maximum au C.I.O. pour lui assurer toute l'indépendance souhaitable dans l'exercice de ses fonctions, y compris celle de contrôle sur l'application des Règles Olympiques, et pour renforcer un Secrétariat, doté de Bureaux organisés et davantage efficaces;

— un quota au Comité Organisateur des Jeux Olympiques pour lui consentir d'affronter les frais de déplacement d'un plus grand nombre de délégués techniques et d'officiels des Fédérations internationales intéressées à chaque Jeux;

— 25% aux C.N.O. qui se trouvent gênés pour participer aux Jeux Olympiques, sur demande adressée par eux au C.I.O. ».

Cette résolution sera votée après son débat.

Passons maintenant à l'approbation de la première résolution, qui en comprend trois. Nous souhaitons que, grâce à son excellent travail, le Secrétariat aura réussi à exprimer et à contenter l'opinion

de chacun d'entre vous. La première motion, lue hier, a subi des amendements à la demande des C.N.O. du Mali, de l'Ethiopie, de la Tchécoslovaquie et du Kenya. Je vous en donne lecture:

« Après avoir écouté et débattu la relation sur le principe d'indépendance des C.N.O., les Comités Nationaux Olympiques réunis en congrès à Rome, le 1er octobre 1965

confirment

la pleine validité passée, présente et future du principe olympique d'indépendance et d'autonomie des C.N.O. à l'abri de toute influence ou opinion politique, confessionnelle, sociale, raciale et commerciale;

invitent

les pouvoirs publics du monde entier à promouvoir et à organiser avec ferveur l'éducation physique de la jeunesse et à encourager moralement et financièrement le mouvement sportif dont les C.N.O. sont les seuls responsables, même dans les rapports internationaux, chaque Etat conservant toutefois un droit de regard sur le bon emploi des sommes allouées;

le C.I.O. à recourir sur demande des C.N.O., en cas de graves accusations formulées par les membres du C.I.O., des C.N.O. ou des F.I.S., à toute forme de contrôle, au besoin moyennant la visite de ses membres désignés par sa Commission Exécutive — abstraction faite de leur pays d'origine —, et en adoptant en cas de violations involontaires ou flagrantes des Règles Olympiques toutes les mesures propres à rétablir le respect absolu de l'indépendance de chaque C.N.O. ».

La première motion renfermant donc toutes nos considérations peut être jugée approuvée.

Premier sujet: Indépendance des C.N.O. (*suite*)

La résolution n° 1 est approuvée

Le Comité Olympique de l'URSS en a présenté une autre qui ne contraste pas avec la première mais la complète. La voici:

« Réunis en congrès à Rome, au mois de septembre 1965, les Comités Nationaux Olympiques constatent que le C.I.O. et les F.I.S. déploient actuellement tous leurs efforts pour mettre à l'abri le sport de toute ingérence politique et faire en sorte que tous les membres des F.I.S. jouissent de droits égaux pour participer aux compétitions officielles internationales.

« Le congrès des C.N.O. appuie les délibérations du C.I.O. et des F.I.S., adoptées en février 1963 et recommandant de n'organiser des compétitions officielles que dans les pays qui garantissent la délivrance de visas à tous les concurrents et officiels. Il appuie aussi la délibération approuvée, le 11 avril, par les Fédérations internationales qui attire l'attention de toutes les parties intéressées sur le principe général suivant: n'importe quelle Fédération membre doit avoir la possibilité, avec tous les privilèges et droits y relatifs, de participer aux Jeux Olympiques, championnats du monde ou autres championnats organisés par les Fédérations internationales, et aux réunions sportives olympiques dues à leur initiative.

« Les C.N.O. estiment tout cela indispensable pour faciliter la réalisation du principe précité ».

PRESIDENT: Messieurs, la première motion étant déjà approuvée, rien empêche, je crois, d'en faire autant pour celle-ci.

Je donne la parole à M. Mollet qui la demande.

Deuxième sujet: Financement des C.N.O. (*suite*)

Raoul Mollet

Président du Comité Olympique Belge

Monsieur le Président, me référant exclusivement au texte français de l'éventuelle résolution, je voudrais vous proposer deux petites modifications de forme et un ajout. Je vous propose d'ajouter le mot, au deuxième paragraphe, « l'éducation physique ..... », « et sportive ».

Deuxièmement, de modifier le mot « vérifier l'emploi », par le mot « contrôler l'emploi approprié des sommes », non plus « disponibles » mais « des sommes mises à la disposition des Comités Nationaux Olympiques ». En effet, il est possible que d'autres sommes soient disponibles et ne viennent pas du Gouvernement.

Je voudrais vous proposer d'insérer un nouveau paragraphe avant celui qui parle des formes de contrôle. En effet, il nous semble logique qu'avant de parler d'un contrôle quelconque il faut être au courant de la nature, de la constitution et du fonctionnement du Comité Olympique d'un pays. Or, nous savons tous ici que des formes extrêmement multiples de Comités Olympiques existent de par le monde. Il y a un intérêt évident à connaître ces formes et surtout à ce qu'elles s'unifient.

Je vous propose donc d'ajouter « ... souhaitent que tous les C.N.O. tendent à adopter des statuts identiques dans la mesure où le permettent les lois de leurs pays ».

PRESIDENT: Les congressistes approuvent, je crois, les propositions de M. Mollet. Faute donc d'autres remarques, la résolution va être complétée.

Je profite de l'occasion pour vous inviter à déposer les amendements éventuels à l'heure fixée, et ceci afin de faciliter la tâche du Secrétariat.

Henry Corenthin

Secrétaire Général du Comité Olympique du Mali

M. le Président, c'est pour une information. Je ne sais pas si c'est la traduction de l'italien en français, mais le terme « ordre du jour » ne me semble pas très approprié en français, peut-être. Il semble qu'il s'agisse de résolutions que la Conférence prenne. Alors, je préférerais que dans la formulation française, on dise « résolutions » plutôt que « ordre du jour ».

Pour notre part, nous considérons, comme le Président l'a dit, que les deux motions sont complémentaires et que les deux résolutions qui viennent d'être lues pourraient être adoptées par notre conférence en même temps.

PRESIDENT: Merci, M. Corenthin de votre remarque juste dont nous tiendrons compte sans faute. Passons maintenant à la troisième proposition, celle du Comité Olympique mexicain qui complète les deux premières:

« Les membres des C.N.O. d'Amérique participant au congrès des Comités Nationaux Olympiques, à Rome, désirent soumettre les propositions suivantes:

Attendu que:

1. le Comité Olympique mexicain a proposé, au cours de la réunion des Comités qui s'est déroulée à Athènes, au mois de juin 1961:

« Conformément aux Règles Olympiques, le C.I.O. compte sur les C.N.O. pour veiller au développement et à la protection du mouvement olympique ».

Vos déclarations officielles, M. le Président, se réfèrent souvent à ce rapport. Hier soir, pendant l'ouverture des travaux, vous avez déclaré que la formule d'engagement devait comporter trois signatures, à savoir celles de l'athlète, de la Fédération et du Comité National Olympique.

Dans les rapports entre les Fédérations et le C.I.O., il existe une scission qui doit disparaître.

Selon les Règles Olympiques, les C.N.O. doivent être composés, entre autres, de représentants nommés par chaque Fédération Nationale reconnue par la Fédération Internationale.

Mais, pour reconnaître les Fédérations nationales, les Fédérations internationales n'ont besoin ni d'y être autorisées ni de consulter le Comité Olympique qui connaît, mieux que n'importe quelle autre organisation étrangère, les mérites et les capacités que les représentants précités ont acquis dans le domaine sportif de leurs pays.

Il a été décidé que

le congrès invite instamment le C.I.O. à encourager sans réserves un accord entre les Fédérations Internationales Sportives et les Comités Nationaux Olympiques stipulant que tout C.N.O. ne reconnaîtra pas la Fédération nationale n'ayant pas été au préalable reconnue par sa Fédération internationale respective et, qu'à leur tour, les F.I.S. reconnaîtront seulement les membres de la Fédération nationale jouissant de la confiance totale du C.N.O.

2. cette réunion a approuvé la proposition à l'unanimité;

3. malgré cela, la réalisation pratique de cet accord n'a pas été atteinte.

Par conséquent, la détermination a été prise

1. de confirmer les résolutions votées à Athènes sur proposition du Mexique et soutenues par les C.N.O. d'Amérique;

2. d'inviter le C.I.O., selon la procédure en vigueur, à les approuver et à leur donner suite, sans délai, en vue d'obtenir l'accord souhaité avec les Fédérations Internationales ».

PRESIDENT: Je parle à titre personnel et vous ne douterez certainement pas de mon expérience. Cette proposition me semble parfaitement logique. Dans plusieurs pays, dont le nôtre, il existe des malaises parce que le sport possède également des Fédérations schismatiques indépendantes. Il est difficile pour la Fédération internationale d'en faire une différenciation, et il est indispensable que le Comité National Olympique approuve le principe que les Fédérations internationales doivent et peuvent reconnaître les Fédérations nationales reconnues par chaque C.N.O.

Cela simplie et facilite le travail des C.N.O. Vous partagez tous, je crois, le principe proposé en son temps par le Comité Olympique mexicain qui est soumis en ce moment à votre approbation. Vous êtes tous d'accord, n'est-ce pas?

Troisième sujet: l'Amateurisme

Les résolutions nos 2 et 3 sont approuvées

Messieurs les Présidents. Le point 3 de l'ordre du jour concerne l'amateurisme. C'est un sujet qui est débattu sans succès depuis 50 ans. Ne pas l'aborder, ne pas prendre une décision, c'est laisser le problème tel quel.

L'argument étant très délicat, je propose de nous détendre physiquement et moralement.

(*La séance est suspendue pendant 10 minutes*)

English

PRESIDENT: Messieurs, je lis la relation relative au point 3 de l'ordre du jour sur « *L'Amateurisme* ».

« L'idée d'amateurisme est ancrée, nous semble-t-il, à des préjudices et à des définitions qui reflètent la période où elles furent établies. En tout cas, l'application stricte des règles s'y rapportant contraindrait de nombreuses catégories sociales à renoncer au sport de compétition. Celui-ci porte, par excellence, à des résultats d'un niveau très élevé qui ne peuvent être obtenus sans un entraînement sévère incompatible avec les principes en vigueur.

Les vainqueurs — il est bon de le rappeler à ce propos — deviennent les athlètes de tous les peuples et ils sont populaires et célèbres non seulement dans leur pays mais aussi dans les terres les plus reculées.

Le sport représente un des meilleurs véhicules de la paix universelle et les champions militent très utilement en faveur de ce but suprême.

Les C.N.O. sont convaincus qu'il est indispensable de défendre le principe suivant lequel les Jeux Olympiques sont réservés seulement aux amateurs. Ils collaboreront étroitement avec le C.I.O. dont ils sont dans le fond les agents dans le monde pour que ce principe qui a fourni d'excellents résultats, soit maintenu et sauvegardé à l'avenir.

Mais, dans le même temps, les C.N.O. estiment que les Règles de l'amateurisme doivent être adaptées à notre époque. Il est inconcevable, en effet, qu'un athlète brigue une récompense olympique sans un entraînement approprié qui, la plupart du temps, l'engage bien au-de-là des limites fixées par les Règles Olympiques. De fait, la réglementation visant l'application de ces Règles prévoit toute une série de discriminations qui, si elles étaient observées, interdiraient probablement à n'importe quel athlète d'atteindre le niveau olympique. L'instrument est trop sévère pour que le C.I.O. prenne la responsabilité de s'en servir. Les C.N.O. estiment, quant à eux, qu'une définition claire, loyale et réaliste de l'amateurisme est préférable à une inobservance bienveillante ou coupable des Règles en vigueur.

Ils souhaitent donc que le problème de l'amateurisme soit affronté avec la ferme intention d'en résoudre les points les plus douteux. C'est pourquoi le C.I.O. doit établir et affirmer une nouvelle définition de l'amateurisme qui, par exemple, pourrait être la suivante (mais il en existe certainement de meilleures):

« Un amateur est celui qui s'adonne à la pratique du sport sans aucun but lucratif en marge de ses études ou de sa profession ».

Le C.I.O. pourra demander aux Fédérations Sportives Internationales de définir les Règles de l'amateurisme pour les sports qu'elles regissent, avec les normes d'application du principe d'admission aux Jeux. Dans un délai raisonnable, elles les transmettront au C.I.O. pour avis et ratification. C'est donc aux F.I.S. et aux C.N.O. qu'incombera le soin de veiller à l'application des Règles.

En conséquence, le C.I.O. doit être relevé d'un contrôle assidu et subtile dont il n'a pas les possibilités et qui porte préjudice à son activité.

Le rôle du C.I.O. devrait se borner à statuer sur les réclamations des athlètes contre les décisions des Fédérations internationales compétentes. Dans ces cas, il pourrait, s'il le juge opportun, restituer le dossier à la Fédération internationale en l'invitant à le réviser ».

Je donne la parole au représentant du Kenya qui s'est inscrit le premier.

Harbans Singh

Membre du Comité Olympique du Kenya

Monsieur le Président, mesdames, messieurs. Telle qu'elle se présente, la définition peut être différemment interprétée par les Fédérations internationales et par les C.N.O. Il en résultera le chaos et il me semble imprudent de nous écarter de la définition primitive de l'amateurisme, précisée par les Règles Olympiques.

Le Règles Olympiques dénotent une perspicacité et une prévoyance remarquables, et notre ferme conviction est qu'il faut les respecter telles qu'elles afin de prévenir des désordres, des transgressions et toute complication ultérieure.

La première, et la plus importante de ces Règles déclare que les Jeux sont réservés aux amateurs. Les Jeux ne sont pas une affaire commerciale et il est défendu à quiconque — promoteurs, organisateurs, entraîneurs, participants, individus ou nations — de s'en servir dans un but lucratif.

L'éclatante divulgation du mouvement olympique au cours des 70 ans écoulés — depuis leur rénovation par le baron de Coubertin — est dû uniquement à la validité des principes fondamentaux dont il fut doté. Malheureusement, ces principes qui expliquent la valeur universelle du mouvement olympique et son énorme succès, sont peu compris.

Il est malaisé de réaliser une telle entreprise. Au début, comme de nos jours, des difficultés et des problèmes y firent obstacle. L'émulation naturelle entre les sports ou les nations — certaines sont plus puissantes ou plus importantes que d'autres — aurait très bien pu maintes fois fausser les compétitions si des limites n'avaient été prévues. La constitution du C.I.O. résolut le problème: ses membres ne représentent ni un pays ni un sport, mais ils agissent d'une façon impersonnelle et impartiale au nom du mouvement olympique. Le Comité s'administre lui-même et choisit ses membres. Il fut créé par le baron de Coubertin qui lui enjoignit de préserver l'amateurisme intrinsèque des Jeux de toute influence commerciale — influence qui le discréditerait — et de toute intervention critique qui ne serait que nuisible.

Il faut empêcher que le professionnalisme envahisse les Jeux Olympiques. Or, on a proposé d'y accepter certains professionnels sous prétexte, entre autres, qu'autrefois les concurrents n'étaient pas tous amateurs. Si c'est vrai, la faute n'est pas du C.I.O.

A ce point, vous n'ignorez pas les Règles Olympiques. Tout concurrent doit souscrire une formule d'engagement où il déclare être amateur conformément aux Règles Olympiques, et qui doit être signée également par la Fédération nationale et le Comité National Olympique. Si certains professionnels ont participé aux Jeux, trois personnes au moins ont menti. S'il existe dans le monde des trompeurs, des délinquants et des malhonnêtes, est-ce là une raison pour supprimer les lois et revenir à la loi de la jungle? De nombreuses difficultés s'expliquent parce qu'on ne saisit pas tout à fait le sens du mot « amateur ». En fait, ce terme est complètement faussé par ceux qui appellent « amateur » un néophyte, un débutant, quiconque n'a pas la classe requise pour devenir professionnel.

L'amateurisme, on l'ignore, est une philosophie. C'est se consacrer sans réserves à l'accomplissement d'une tâche et non pas à la conquête d'un profit ou d'une récompense. C'est se consacrer comme les savants ou les chercheurs à la science et au progrès de l'humanité. C'est se consacrer comme les héros de tous les pays à l'exceptionnel développement du progrès social. C'est se consacrer comme les sculpteurs et les architectes anonymes à la construction de palais et de cathédrales, sans même signer ces chefs-d'œuvre. C'est se consacrer comme Henry Ford et Thomas Edison à des entreprises industrielles qu'ils auraient créées malgré tout même sans avoir conquis une fortune.

C'est une philosophie méconnue à notre époque matérialiste où la préférence de nombreux travailleurs va au jour de la paie et à l'horaire de débrayage. Dans le monde matérialiste où nous vivons, tout est fonction d'argent. Mais il existe dans la vie des sentiments comme la charité, le patriotisme, l'amour, l'amitié qu'on ne peut évaluer en monnaie. L'amateurisme est un de ces sentiments, et le monde serait une chose bien misérable s'il en était privé.

L'amateur possède une philosophie diamétralement opposée à celle du professionnel qui ne fait rien sans être payé. Le professionnalisme vise un but primordial qui est de vaincre, parce que la rémunération est proportionnée au nombre de victoires. L'amateur veut aussi la victoire, mais ce qui compte le plus pour lui c'est la façon de la remporter. Il cherche toujours à s'améliorer, à donner constamment le meilleur de lui-même dans les circonstances les plus importantes, mais il n'ira jamais sacrifier ses études ou sa profession à la victoire.

L'amateur sait que le sport est diversion, délassement, jeu et non pas labeur; son regard est tourné vers une ligne d'arrivée ardue. Les études et le travail représentent les buts principaux de son existence

English

ce: il n'entend pas appartenir à un groupe de phoques dressés pour divertir le public. Il concourt aux épreuves pour son plaisir. Il donne le meilleur de lui-même à tout moment et acquiert une précieuse expérience et une grande force d'âme. L'homme qui escalada le Matterhorn ou qui remporta le mille en quatre minutes ne s'attendait pas à recevoir une coupe pleine d'or après sa victoire: il ne domina pas la nature, il se vainquit lui-même et, par la suite, il éprouva une satisfaction inoubliable et une joie profonde.

La science, affirma quelqu'un, est une chose incompréhensible. Cette définition est peut-être applicable à l'amateurisme. Mais les savants savent ce qu'est la science, et les amateurs l'amateurisme.

La meilleure définition de l'amateurisme est la suivante: « L'amateurisme appartenant au domaine de l'esprit est malaisé à définir, c'est pourquoi il en existe de nombreuses définitions ». Chacun en a une personnelle, comme tout pays d'ailleurs. Mais la définition olympique est suffisamment claire et son meilleur interprète est le Comité International Olympique.

Merci, Monsieur le Président.

PRESIDENT: Monsieur le représentant du Kenya, il existe, je crois, un malentendu que j'entends éclaircir. Je vous félicite personnellement d'avoir évoqué un monde idéal en termes si élevés. Mais, si j'ose dire, vous êtes dans vos conclusions plus royaliste que le roi car de nombreux membres qualifiés du C.I.O. ne sont pas satisfaits des définitions actuelles.

Notre but — et j'adresse à ce propos un appel aux Présidents et aux membres des C.N.O. — est de chasser l'hypocrisie qui est à nos yeux le pire des maux. Nous sommes profondément convaincus de la nécessité que le concurrent des Jeux Olympiques soit amateur. Mais nous sommes fermement convaincus aussi que, lorsqu'on impose à un athlète de consacrer plusieurs heures par jour pour son entraînement, il n'a pas droit à une rétribution.

Nous voulons que les Jeux Olympiques soient ouverts à tous les hommes de la terre, sans s'occuper de leur situation économique. Seuls de rares patriciens peuvent concourir aux Jeux Olympiques en vivant de rentes et en n'administrant pas leurs biens. N'abandonnons donc pas cette participation aux personnes riches, et évidemment peu intelligentes dès l'instant qu'elles n'administrent pas leur patrimoine.

Pour nous, les concurrents des Jeux ne doivent pas représenter un phénomène singulier, mais un phénomène profondément social. Nous sommes en contact avec nos athlètes: ils sacrifient les plus belles années de leur jeunesse pour prendre part à une compétition qui donne du prestige à l'activité sportive du monde entier. Nous ne devons pas les enrichir mais les faire survivre.

Mon expérience personnelle me dit — et je souhaite que la plupart d'entre vous partage mon opinion — que l'amateur d'un sport comme le football est différent de l'amateur du yachting ou du golf.

Nous comprenons combien il est difficile au C.I.O., en but chaque fois à des critiques injustes, d'établir une définition concrète dépourvue d'hypocrisie. Au contraire, notre désir est de renverser complètement les rôles. Que les Fédérations Internationales qui sont chargées du contrôle des athlètes, définissent l'athlète amateur et qu'elles ne soient admises aux Jeux Olympiques lorsque seulement elles se seront mises d'accord sur cette définition.

Pour faciliter leur tâche, il est bon, à notre avis, que la Commission Exécutive du C.I.O. leur indique dans une lettre-circulaire les points intangibles qui ne peuvent supporter de dérogation pour être admis aux Jeux Olympiques. Que chacun, selon ses possibilités, suivant ses nécessités, expose réellement et non pas d'une façon hypocrite la situation de manière qu'on puisse la contrôler avec la conscience d'une exécution sans équivoques.

Voilà les idées maîtresses de la proposition et je souhaite vivement que le CONI qui en est l'auteur ne soit pas mal compris et qu'on n'imagine pas que nous voulions admettre des professionnels aux Jeux Olympiques. C'est précisément pour éviter cela que nous demandons des définitions plus concrètes et des possibilités de contrôle plus valables.

Excusez mon intervention mais j'espère qu'elle vous aura en partie fourni des éclaircissements.

Henry Corenthin

Secrétaire Général du Comité Olympique du Mali

Monsieur le Président, puisque ce problème est vieux comme l'idée olympique ou presque, il faut trouver des définitions explicitant qu'il s'agit exclusivement de jeunes qui font du sport pour leur plaisir, en marge de leurs préoccupations habituelles estudiantines ou professionnelles, et en aucun cas dans un but lucratif.

Il y a malgré tout un certain aspect qui choque et dont on ne parle guère, et cependant qui est la réalité d'aujourd'hui. Dans des pays qui passent pour être des pionniers de l'idée olympique, des pionniers de l'olympisme, on trouve des jeunes qui arrivent aux Jeux Olympiques, à cette grande manifestation de la jeunesse, avec l'idée d'être professionnels dès leurs dernières épreuves olympiques courues. Cela se dit aux Jeux mêmes, et ce n'est un secret pour personne.

L'esprit amateur est-il enraciné chez ces jeunes dans ces conditions? Non, ce sont malheureusement des professionnels en puissance, guidés par le gain, et cependant nous les applaudissons aux Jeux comme des dieux du stade.

A mon avis, il y a là matière à réflexion et je reste persuadé qu'il s'agit en définitive d'une tâche d'éducation qui revient justement aux Comités Nationaux Olympiques. Cela montre la place primordiale que doivent jouer les C.N.O. plus que tout autre pour sauvegarder l'esprit olympique dans le monde moderne.

C'est pourquoi il faut tenir compte du contexte moderne, sortir d'une sorte de conversations et faire prévaloir l'esprit amateur en face des sacrifices effectifs que consentent des athlètes pour s'imposer sur le plan international. Si de la progression du sport cet aspect demeure une de nos préoccupations, il faut aider les jeunes à ne pas se priver du sport faute de moyens. Il s'agit de faire en sorte qu'ils soient dédommagés justement des dépenses réelles pour la préparation sportive, justifiées et contrôlables.

C'est là, je pense, une solution qui tienne compte de la réalité de notre monde, de la place du sport dans la vie nationale et internationale, en sauvegardant l'esprit amateur qui demeure la pierre d'achoppement de l'olympisme.

Chaque Fédération Internationale directement, ou en tout cas par le canal d'un Comité exclusivement amateur, pourra définir les modalités pratiques dans le cadre de la définition générale ainsi proposée. L'art. 26 des Règles Olympiques doit être remanié en ce sens.

Le contrôle dans les Etats se fera alors au niveau de chaque nation dans la mesure où les responsables sont imprégnés de l'idéal olympique, de la grandeur morale, eu égard au rôle important et décisif que nous assumons.

Amadou Barry

Président du Comité Olympique du Sénégal

M. le Président, l'amateurisme est la règle d'or de l'olympisme. Sans lui, les Jeux Olympiques modernes perdraient leur signification. Il convient donc, c'est évident, de défendre ces principes de la dernière énergie.

L'art. 26 de la Charte précise — je cite: « Un amateur est celui qui s'adonne et s'est toujours adonné à la pratique du sport par goût et par diversion sans en tirer aucun profit matériel quel qu'il soit ».

Alors que la proposition qui nous est faite est ainsi libellée: « Est amateur celui qui pratique les sports athlétiques sans aucun but lucratif, en tant que complément d'une autre activité [illegible] ou de travail ».

Pour ma part, nous pensons que la formulation de l'art. 26 répond mieux à la fois à notre idéal et aux contingences actuelles. En effet, nous croyons qu'une activité complémentaire à une autre activité ne se traduise par des abus qui ne feraient tomber sinon dans le professionnalisme, du moins dans la catégorie des athlètes qui sont payés pour un emploi qui demande peu de travail et qui sont libres de s'entraîner et de concourir en tout temps.

De plus, l'art. 26 considère la situation de l'amateur dans le présent et dans le passé, tandis que la nouvelle formulation proposée ne parle que du présent.

Pour ces raisons, nous sommes pour le maintien de la règle actuelle, d'autant plus que le C.I.O. a le devoir de faire des exceptions à ces règles dans certains cas de sports ou d'individus à condition, bien entendu, que le principe base qui veut qu'un athlète ne puisse tirer profit du sport, ne soit pas abandonné.

Ce qu'il faut, à notre avis, c'est placer tout le monde sur le même pied d'égalité au départ. Ce qu'il faut, c'est ne plus tolérer que des athlètes se servent de bureaux gouvernementaux ou de l'armée, par exemple, comme façade pour s'adonner uniquement à la pratique du sport, moyennant salaire. Un principe, nous le savons, est un principe: il ne vaut que par les hommes qui l'appliquent. Aucune définition ne pourra en elle-même résoudre le problème. Il faut en résumer que tous ceux qui croient en l'olympisme jouent le jeu loyalement, sportivement, dans l'esprit de Pierre de Coubertin.

Les Fédérations Internationales et les Comités Nationaux Olympiques devront redoubler de vigilance sur ce point qui est l'élément fondamental de l'olympisme. Merci.

Raoul Mollet

Président du Comité Olympique Belge

M. le Président, nous sommes venus ici non pas pour faire une théorie sur l'amateurisme, mais pour essayer, je crois, de faire des progrès dans la recherche de solutions pratiques.

Le Comité Olympique belge a étudié avec grande attention votre proposition. Elle s'y rallie, mais nous voudrions également aller plus loin et faire des propositions pratiques.

Nous pensons qu'en effet un métier doit subvenir aux besoins normaux de l'athlète. Nous pensons aussi que la pratique du sport, et particulièrement à son échelon plus élevé, doit être accessible à tous, sans frais, mais ne peut rapporter aucun argent. Pour être accessible à tous, il faut, vous le savez aussi bien que moi, des entraînements longs. Nous sommes passés de l'entraînement journalier à l'entraînement parfois trois fois par jour. Il faut de nombreux déplacements pour les confrontations internationales. Il faut des soins. Et voici que s'annonce Mexico et une adaptation à l'altitude.

Pour ceux, et nous en sommes, qui désirent respecter les Règles Olympiques, on se butte à deux grandes difficultés: la première vient des Fédérations internationales, la deuxième vient du C.I.O. et de ses Règles.

Fédérations internationales. Nous avons fait une enquête et une étude extensive, et nous avons été très surpris de trouver dans les règles des différentes Fédérations internationales des contradictions énormes. Certaines d'entre elles ne respectent même pas les règles, n'admettent même pas les règles du C.I.O. D'autres permettent des choses que la Fédération voisine ne consent pas. Il y a là un point évidemment très important.

La deuxième source de difficultés vient des règles du C.I.O. Nous pensons que pour lutter contre l'hypocrisie qui fait, hélas, trop de ravages maintenant, il faut que le C.I.O. élargisse ses conceptions actuelles. Car les jeunes athlètes de nos pays occidentaux, lorsqu'ils s'en vont à l'étranger, lorsqu'ils se rencontrent dans les vestiaires — et c'est là que se fait le vrai sport, entre eux, et non pas chez les dirigeants —, comparent et jugent, et ils reviennent amers, parce qu'ils disent: « Les autres ont ce que nous n'avons pas ».

Nous avons en effet l'habitude, qui peut-être sera considérée par certains comme une faiblesse, de respecter les règles auxquelles nous avons souscrit. Nous approuvons le C.I.O. dans son combat pour garder une étique élevée au sport, mais nous lui demandons que dans sa sagesse il permette à tous de lutter à armes égales.

Pour cela, il faut modifier selon nous les règles autorisant le nombre de stages, les jours de stage et formuler d'une façon pratique les règles du salaire perdu. Sans cela, nous vivrons dans l'hypocrisie et les pays qui ont — comme je le disais — la faiblesse peut-être, mais l'honneur de respecter les règles deviendront probablement des pays qui n'auront plus que des victoires morales. Et, comme on dit en anglais, une victoire morale « is just like kissing your sister! ».

Sten Svensson

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Suédois

Monsieur le Président, les pays nordiques représentés ont examiné ensemble les propositions du CONI et bien que n'étant que 4 nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur l'argument. Le problème est précisément le suivant: sur 71 pays qui en discutent, multiples seront sans aucun doute les opinions. Néanmoins, un point est certain: nous désirons tous une définition de l'amateurisme capable d'être respectée.

Il est possible d'établir une définition acceptable pour tous, mais, à mon avis, la proposition italienne n'est pas l'unique et la juste: présentons donc le projet du CONI au C.I.O. pour qu'il prenne une décision à ce sujet. En effet, si j'ai bonne mémoire, le C.I.O. dispose d'une Commission spéciale pour l'amateurisme qui reçoit, je le suppose, de nombreuses propositions; elle en recevra une autre de cette assemblée. Je pense que si ce débat se prolonge, il n'aboutira à aucune conclusion. Merci.

PRESIDENT: Monsieur le Président, vos difficultés sont celles de tout le monde, vos préoccupations sont les nôtres. Nous ne faisons que déposer une proposition; nous reconnaissons et respectons la souveraineté du C.I.O. à ce propos. Notre désir est de faire des propositions, et il est bon que, compte tenu de votre expérience, vous présentiez des idées afin de les soumettre au C.I.O.

K. Sandy Duncan

Secrétaire Général du Comité Olympique Britannique

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, j'approuve personnellement la proposition du CONI Finalement, voici un peu d'air pur. Voici un peu de réalisme sur un sujet extrêmement délicat, si longtemps embourbé dans les idéalismes et les vieilles traditions. Le mouvement olympique réclame beaucoup de sacrifices et de fatigues, et l'amateurisme est sans aucun doute un des problèmes qui nous préoccupe le plus.

Si l'on considère avec recul le processus de formulation des Règles Olympiques en matière d'amateurisme, nous remarquons qu'au début et de longues années durant était considéré amateur olympique l'athlète qui se trouvait dans les conditions prévues par les règlements des Fédérations Internationales. Puis, tout fut placé dans une clause globale et, actuellement, notre Charte est ce livre — dont entre parenthèses les pages et les paragraphes ne sont pas numérotés — qui renferme les Règles du C.I.O. Ce sont des principes que nous reconnaissons bien entendu mais leur application se révèle très ardue pour les C.N.O.

Nous approuvons sans réserves, M. le Président, votre proposition. Nous devons demander à tout prix au C.I.O. de traiter directement avec chaque Fédération internationale. Des [illegible] sont toutefois conseillables de préférence à une tentative d'élaboration par écrit: cela, seul le C.I.O. peut le faire.

English

L'entreprise, je le sais, est ardue: ces pourparlers seront très épineux mais l'arguement est difficile en soi et il me semble que la meilleure façon de le résoudre est celui que je vous ai indiqué.

Maintenons enfin une espèce de définition globale, comme celle suggérée ici, sans employer toutefois le mot anglais « agonistic » dont le sens n'est pas tout à fait certain. Je l'ai demandé à nos collègues grecs — nombre de mots anglais dérivent de leur langue — et ils m'ont répondu qu'il signifie à peu près « compétitif ». De toute façon, cherchons à ne pas employer ce mot.

M. le Président, cela pourrait être à mon avis la meilleure solution de ce problème très délicat.

Wlodzimierz Reczek

Président du Comité Olympique Polonais

M. le Président, mes chers collègues, le problème de l'amateurisme intéresse et passionne vivement depuis des années le monde sportif. Il est temps que le C.I.O. donne de toute urgence une définition nouvelle, moderne et générale de l'amateurisme car à notre époque nous ne pouvons pas respecter de définition qui élimine d'avance de larges couches sociales de la pratique du sport ou conduise à l'hypocrisie.

A notre avis, la nouvelle définition doit tenir compte des conditions économiques et sociales du monde contemporain, des conditions spécifiquement diversifiées qui existent dans les différents sports et des exigences qu'imposent les sports actuels de haute compétition.

La définition de l'amateurisme doit imposer deux conditions essentielles, autrement dit: l'athlète s'adonne au sport d'une façon désintéressée, sans en tirer profit, et l'athlète pratique le sport en marge de son occupation professionnelle ou de ses études.

Ce sont là, de pair avec l'esprit de « fair play » dont il faut imposé plus énergiquement le respect aux athlètes, les fondements de la définition moderne de l'amateurisme olympique.

Le C.I.O. devrait aussi limiter son ingérence, dans l'application de la définition de l'amateurisme olympique, à la formulation de la définition générale, et en accord avec le C.I.O. les Fédérations Sportives Internationales devraient en donner l'interprétation détaillée, adaptée aux exigences des différents sports.

Nous pensons enfin que, sur ces bases, les décisions de la reconnaissance de l'amateurisme d'un athlète sélectionné pour les Jeux Olympiques devrait être entièrement soumise aux compétences des C.N.O.

C'est dans ce sens et dans cet esprit que nous voudrions soutenir les propositions faites à ce sujet par le CONI.

Ce faisant, nous soulignons néanmoins que nous partageons sans réserves les inquiétudes du C.I.O. à cause du danger du professionnalisme et de la corruption dans le sport. Toute l'histoire du sport, malheureusement, nous en donne des exemples et nous l'a confirmé à maintes reprises. Il est en quelque sorte inévitable que, dans les stades, à côté des athlètes, il y ait des spectateurs qui considèrent la manifestation sportive sous l'angle d'un spectacle intéressant, en faisant naître ainsi l'idée de prestations financières et de récompenses matérielles en faveur des athlètes. D'autres dangers existent: le chauvinisme national ou régional dans le sport ou encore la tendance dégradante de faire du sport un spectacle de cirque et d'imposer aux spectateurs le rôle d'observateurs passifs.

Nous sommes résolument contraires à ces tendances. A notre avis, le sport de haute compétition doit être un moyen puissant et valable de promotion de l'éducation physique, un élément précieux pour l'éducation de la jeunesse du monde entier et pour lui permettre de mieux se connaître et de resserrer ses liens.

Voilà les raisons pour lesquelles nous nous prononçons en faveur du respect obligatoire des règles de l'amateurisme sportif, mais conformes aux exigences du sport moderne et à notre époque. Je vous remercie.

Milan Ercegan

Président du Comité Olympique Yougoslave

M. le Président, chers collègues, le fait que la question de l'amateurisme, du professionnalisme, de la catégorie moyenne des champions sportifs et de leur situation économique et sociale soit si abondamment discutée partout — au sein du C.I.O., des F.I.S., du Conseil International de culture physique et du sport de l'UNESCO — démontre l'actualité de ce problème lié à l'ensemble du mouvement sportif moderne.

Je crois partager l'opinion de tous les délégués ici présents si je dis que le professionnalisme est une catégorie sportive dont nous nous défendons énergiquement car le sport professionnel n'est en aucun cas le sport que nous désirons offrir à la jeunesse. Naturellement, le problème que nous discutons aujourd'hui ne concerne pas le sport de masse qui est toujours et sera une base importante de l'amateurisme. La formule de sport de haute compétition prise largement en considération par le manifeste sur le sport en tant que problème social et pratique des champions sportifs, telle qu'elle est conçue par le CONI., vaut la peine d'être étudiée.

A notre avis, l'unique possibilité de trouver une solution efficace à ce problème serait d'inviter les Fédérations Internationales Sportives à mettre au point, de concert avec leurs Fédérations nationales respectives, le statut d'amateur pour certains sports.

C'est pourquoi le Comité National Olympique yougoslave, considérant le problème avec réalisme et l'exigence du sport moderne, soutient le projet du CONI présenté par son Président, M. Onesti. Merci.

Vladimir Stoytchev

Président du Comité Olympique Bulgare

M. le Président, le Comité Olympique bulgare est absolument de l'avis qu'il faut arriver à une modification des règles appliquées jusqu'à présent. Au nom de notre Comité, je déclare m'associer entièrement et de tout cœur aux déclarations du Président du Comité Olympique belge. Merci, M. le Président.

Jean Weymann

Secretaire Général du Comité Olympique Suisse

M. le Président, messieurs, le Comité Olympique suisse estime que la proposition présentée par le Comité Olympique italien est fort intéressante, mais il aimerait la voir complétée dans une résolution par les propositions précises formulées par notre collègue belge, qui nous paraissent excellentes. Nous comprenons fort bien les réserves de nos collègues du Mali et du Sénégal, mais nous sommes devant la réalité que le sport de haute compétition demande de l'athlète beaucoup de temps, et que ce temps est difficilement conciliable avec l'exercice d'une profession complète.

C'est pourquoi nous sommes persuadés qu'il ne s'agit pas du tout de permettre à un athlète de gagner de l'argent à travers le sport, mais qu'il s'agit de lui permettre de ne pas en perdre par la pratique du sport de haute compétition, et nous désirons également éviter toute hypocrisie.

C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à la proposition italienne complétée par les propositions qui ont été formulées par notre collègue belge.

PRESIDENT: Je vous remercie vivement, M. le Président.

Avant d'interrompre les travaux pour le déjeuner, je vais vous lire, comme je l'ai fait pour les précédentes, la résolution que nous avons préparée. Elle vous sera distribuée, vous aurez la possibilité de réfléchir, de proposer des amendements, et nous passerons finalement au vote. Elle est ainsi conçue:

« Après avoir écouté et débattu une relation complète sur l'amateurisme des athlètes affiliés aux Fédérations internationales de « standing » olympique, les C.N.O. réunis en congrès à Rome, le 1er octobre 1965

reconnaissent

que l'entraînement actuel et le déplacement à grandes distances pour participer aux épreuves plus importantes et, surtout, aux Jeux Olympiques, exigent bien plus de sacrifices et de temps qu'autrefois dans une mesure variable selon la discipline sportive;

estiment

que les Fédérations internationales doivent étudier une nouvelle définition pour le sport qu'elles régissent;

proposent donc au C.I.O.

1) d'adopter la formule générale suivante: « L'amateur est celui qui s'adonne à la pratique du sport sans un but lucratif en marge de ses études ou de sa profession;

2) que les Fédérations Internationales Sportives étudient et proposent au C.I.O., en vue de sa ratification, la définition du sport qu'elles régissent respectivement, rédigée en termes appropriés et compte tenu de leurs caractéristiques;

3) que l'application des règles et le contrôle de la qualité d'amateur soient délégués à chaque Fédération Internationale Sportive, étant entendu que le Comité National Olympique dont dépend l'athlète déféré en jugement a la faculté de faire appel à la Commission Exécutive du C.I.O. contre les décisions des Fédérations Internationales Sportives ».

(*La séance est levée à* 12h.20)

Deuxième sujet: Financement des C.N.O. (*suite*)

PRESIDENT: Je vais lire la résolution à soumettre au C.I.O. sur le « Financement des Comités Nationaux Olympiques ».

Ce document a été modifié compte tenu des amendements des C.N.O. de la Grèce, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Roumanie et du Mali. Il est ainsi conçu:

« Après avoir écouté et débattu une ample relation sur le financement des C.N.O., les Comités Nationaux Olympiques, réunis à Rome le 1er octobre 1965

décident

de proposer au C.I.O. que les revenus des droits de la télévision de toutes les transmissions olympiques soient réparties de la façon suivante:

— le quota maximum au C.I.O. pour lui assurer toute l'indépendance souhaitable dans l'exercice de ses fonctions, y compris celle de contrôle des Règles Olympiques, pour renforcer un Secrétariat, doté de Bureaux organisés et davantage efficaces, et aider l'Académie Olympique;

— un quota au Comité organisateur des Jeux Olympiques pour lui consentir d'affronter les frais de déplacement d'un plus grand nombre de délégués techniques et d'officiels (art. 37 et 38 des Règles Olympiques) des Fédérations internationales intéressées à chacun des Jeux;

— 25% aux C.N.O. qui se trouvent gênés pour participer aux Jeux Olympiques, sur demande adressée par eux au C.I.O.

invitent

le C.I.O. à faire fonctionner effectivement sa Commission d'aide afin de canaliser l'aide internationale pour la promotion des sports olympiques dans les pays récemment admis au sein de la famille olympique ».

Avez-vous des observations à faire? La résolution est donc approuvée.

La résolution est approuvée

L'élaboration d'un document synthétique sur le point 3 est malaisé. Je vous prie donc de patienter; dès qu'il sera prêt, je vous en donnerai lecture.

Quatrième sujet: Jeux Régionaux

En attendant, passons au point 4 de l'ordre du jour visant « Les Jeux Régionaux ».

« Si les Jeux Olympiques représentent le rassemblement sportif par excellence qui permet aux peuples de se rencontrer tous les quatre ans, les Comités Nationaux Olympiques attribuent néanmoins une importance exceptionnelle aux « Jeux Régionaux ». Malgré leur normalisation grâce aux mesures prises durant la 47e Session du C.I.O. (Helsinki, juillet 1952), les Jeux Régionaux ont provoqué des complications et des conflits d'une certaine gravité.

Les Comités Nationaux Olympiques souhaitent qu'ils se poursuivent et se développent, et ils aimeraient abattre les obstacles qui les ont entravés jusqu'ici.

En effet, les C.N.O. affirment que la divulgation du sport est un bien et qu'elle relève, [illegible] disposition précise du Comité International Olympique, de même qu'au désir des Fédérations internationales.

1. Les C.N.O. confirment la règle universelle de l'invitation à tous les pays du monde qui doit être absolument respectée pour les Jeux Olympiques; néanmoins les Jeux Régionaux peuvent être conditionnés à des invitations libres.

Par ailleurs, ils ont constaté que l'expression « Jeux Régionaux » a suscité parfois des polémiques. La délimitation régionale, qui est en elle-même conventionnelle, donne lieu automatiquement à des extensions ou à des exclusions territoriales, dictées par des raisons politiques et parfois contingentes, comme par exemple des rapports tendus entre deux Etats.

Si la dénomination « Jeux Régionaux » devait être la cause de conflits sans issue, il vaudrait peut-être mieux en adopter une autre, en accouplant par exemple au mot « Jeux » le nom de la ville qui les organise.

2. Les Comités Nationaux Olympiques se sont rendu compte que les controverses les plus graves sont nées à la suite de sanctions prises par les Fédérations internationales contre certaines nations coupables d'avoir eu des rapports avec des athlètes appartenant à des Fédérations nationales non affiliées à elles.

Les Fédérations internationales ont le droit et le devoir d'imposer les règles de leur compétence, mais elles ont également le désir d'affilier toutes les Fédérations sportives de n'importe quel pays, pourvu qu'elles respectent les règles techniques universellement acceptées. La pratique du sport doit être soutenue et encouragée avec l'espoir que les Fédérations sportives non encore reconnues à l'échelon international demandent et obtiennent tôt ou tard leur affiliation. Les Fédérations internationales qui infligent de lourdes sanctions aux Fédérations coupables d'avoir entretenu des rapports sportifs avec une Fédération non encore reconnue, risquent à tort de donner l'impression qu'elles exercent une discrimination politique, incompatible avec leurs fonctions d'organismes techniques internationaux.

C'est pourquoi les C.N.O. invitent les Fédérations internationales à aider et à tolérer pour le moment les Fédérations nationales non encore reconnues, en évitant de prendre des sanctions trop dures, comparables à des réprobations, et qui provoquent de vives réactions ou des scissions au sein de l'organisation sportive mondiale.

Un nouvelle organisation des Jeux Régionaux basés sur des « invitations libres » favoriserait de nombreuses initiatives ou placerait dans une situation désagréable certains Comités Olympiques susceptibles d'être ignorés systématiquement.

Le rôle de l'A.C.N.O. pourrait être de redresser et de composer des situations de ce genre. Cette association dont le projet de création figure au dernier point de l'ordre du jour, représentera par sa valeur et son autorité le « conseil d'administration » volontaire des C.N.O.

Les Comités Nationaux Olympiques estiment que ces propositions soumises au Comité International Olympique et aux Fédérations internationales pourront être utiles pour résoudre les problèmes qui ont entravé jusqu'à présent le déroulement des Jeux Régionaux ».

Harbans Singh

Président du Comité Olympique du Kenya

Monsieur le Président, je remercie encore le CONI non seulement pour l'organisation de ce congrès mais aussi parce qu'il a tout fait pour rendre agréable notre séjour à Rome. Vous nous avez accueilli magnifiquement et je suis sûr que tous les congressistes de retour chez eux exprimeront leur satisfaction et feront part de leurs excellentes impressions.

Nous sommes favorables aux Jeux Régionaux dans tous les Continents. Ils serviront à encourager les pays de la région et surtout les jeunes athlètes qui songent aux Jeux Olympiques.

Les Jeux Régionaux représenteront un excellent terrain d'entraînement pour nos athlètes et il est opportun que les membres du C.I.O. et des C.N.O. s'engagent à travailler ensemble pour soutenir les Jeux régionaux puisqu'ils fourniront à tous les pays l'occasion de se préparer et de tâter leurs forces dans la perspective des Jeux Olympiques.

A mon avis, c'est là un point très important. Comme nous sommes ici pour relancer le sport et le mouvement olympique, nous devrons le faire consciemment de manière à savoir que le but que nous visons est le juste. Nous sommes ici pour promouvoir le sport et le mouvement olympique, et il serait dommage de ne pas encourager les Jeux Régionaux, grâce auxquels nous pouvons constater les possibilités de tel ou tel pays, en sachant parfaitement que tous ceux qui désirent concourir aux Jeux Olympiques y participeront.

J'ajoute enfin que ce problème est d'une importance capitale et que notre devoir est de soutenir chaleureusement les Jeux Régionaux. Merci.

Peter Chang

Membre du Comité Olympique de Taïwan

Monsieur le Président, ma délégation s'associe à l'orateur précédent pour vous remercier de l'accueil généreux dont nous sommes l'objet et de l'organisation de ce congrès.

Nous avons étudié très attentivement le document qui nous a été distribué et nous pensons qu'il peut avoir des conséquences sérieuses et imprévues. Il est donc nécessaire de le discuter à fond avant de soumettre notre projet au C.I.O.

Dans n'importe quel domaine d'activité, il n'est pas recommandé d'adopter deux poids et deux mesures, surtout dans le sport. Hier après-midi, les délégués qui ont pris la parole sur le point 2 de l'ordre du jour se sont élevés contre toute discrimination politique, confessionnelle, raciale, etc. Or, nous sommes en train de proposer que les Comités Organisateurs des Jeux Régionaux aient la faculté d'inviter les pays qui bon leur semblent. Cela engendrera, on le comprend aisément, toute sorte de discrimination à laquelle nous nous opposons de toutes nos forces, avec vous tous, j'en suis sûr.

Par conséquent, au lieu de laisser le champ libre aux Comités organisateurs des Jeux Régionaux, comme le suggère le document que nous discutons, ma délégation propose de confirmer les recommandations du C.I.O. et des Fédérations internationales, adoptées au mois de février 1963, insistant sur la nécessité de n'organiser les Jeux Régionaux que dans les pays qui consentiront à tous les pays membres d'y participer.

Nous voulons aussi commenter brièvement la seconde partie de la proposition; elle tend à atténuer le réglementation des Fédérations internationales en vigueur qui interdit aux athlètes de fédérations affiliées de disputer des épreuves avec des concurrents de fédérations qui ne le sont pas. Eh bien, nous recommandons chaleureusement, nous aussi, aux Fédérations internationales d'aider les fédérations nationales non encore reconnues, mais nous sommes peu enclins à leur demander de supprimer les restrictions existantes, ce qui créerait une situation ambiguë dans les épreuves sportives internationales. Merci, monsieur le Président.

H. Glovinsky

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Israélien

Je parle au nom du Comité olympique d'Israël dont je suis le Secrétaire Général. Je remercie le CONI et son Président, M. Onesti, de leur accueil et pour ce congrès très utile. J'en suis ravi avec plaisir l'importance parce que, au cours des années écoulées, nous avons eu très peu de [illegible] notre disposition sans avoir jamais l'occasion de débattre nos problèmes.

English

Cette rencontre, j'en suis sûr, portera des fruits abondants et pèsera sur les débats de la Session du C.I.O. qui se tiendra à Madrid. J'espère que le C.I.O. tiendra compte des vœux exprimés ici par les C.N.O.

A propos des Jeux Régionaux, on a beaucoup parlé hier contre les discriminations qui, pour certains, sont politiques et pour d'autres nationales. Nous avons toujours eu affaire avec des problèmes de discrimination. Mais je suis de l'avis — si le C.I.O. ne patronne pas ces Jeux — de suggérer au C.I.O. et aux C.N.O. d'assurer leur appui aux F.I.S. qui luttent contre la discrimination dans le domaine du sport, dans toutes les rencontres sportives internationales. Et j'ajoute que les Fédérations Internationales sont les seules qui se battent contre la discrimination.

Or, dans la relation d'aujourd'hui, on nous propose d'entrebailler la porte pour éviter d'avoir affaire avec les Fédérations internationales. J'invite les membres des C.N.O. à ne pas modifier leur attitude à ce sujet, parce que les F.I.S. sont les seules à lutter pour trouver une solution équitable à ce problème — nous en savons quelque chose, nous qui pendant un certain temps avons dû subir des discriminations — et c'est précisément elles qui nous ont soutenu et défendu. Par conséquent si notre attitude correspond vraiment à nos propos d'hier vis-à-vis des discriminations, tous les peuples de la famille olympique renforceront certainement leur solidarité. Merci.

Henry Corenthin

Secrétaire Général du Comité Olympique du Mali

Monsieur le Président, les Jeux Régionaux qui facilitent les contacts entre les jeunes, ont donné ces derniers temps l'occasion aux organisations internationales de prendre des décisions pas toujours à la hauteur de la sérénité sportive requise. Il semble même qu'en se défendant de faire de la politique, ces organismes s'en sont inspirés pour prendre des mesures qui, somme toute, ne profitent pas au sport.

C'est pourquoi nous approuvons le travail intéressant du CONI pour que des jeux locaux soient conditionnés à des invitations libres, en prenant selon la circonstance un nom approprié — par exemple «Jeux de Rome» — lorsque ce pays décide d'organiser des rencontres avec d'autres pays, à partir des critères définis par ses soins.

Le Comité International Olympique et les Fédérations internationales ne doivent pas freiner ces rencontres. Ce n'est pas là leur rôle.

Nous souhaitons seulement, aux propositions qui nous ont été faites, une adjonction: c'est que les Jeux continentaux puissent être ainsi nommés toutes les fois que les invitations sont lancées à tous les pays du continent intéressé, à condition qu'ils soient en conformité avec les règlements olympiques.

Pour conclure et préciser ma pensée sur ce dernier point, je voudrais donner des exemples, étant donné que sur la première question nous nous rallions à toutes les considérations prévues dans le texte présenté par le Comité Olympique italien.

Il se peut très bien que nous décidions, supposons au Mali, d'inviter un groupe de pays. Nous pourrons dénommer cette rencontre «Jeux de Bangkok» à partir du moment où les invitations sont libres. Mais pour prendre le cas bien précis des Jeux de Bangkok, en 1969 par exemple, sur le plan du continent africain nous aurons à organiser des Jeux continentaux, des Jeux africains. Dès que les invitations sont lancées à tous les pays africains en règle avec le règlement olympique, nous pensons qu'il est normal de dénommer ces jeux: «Jeux Africains».

Voilà les précisions que nous voulions apporter au texte qui a été présenté par l'Italie.

Sur le principe, maintenant, de l'invitation universelle à tous les pays, qui doit être absolument respectée aux Jeux Olympiques, ceci est vrai, M. le Président, c'est une règle, mais nous voudrions ajouter: à condition que dans ces pays le Comité Olympique soit conforme à l'esprit olympique.

Frantisek Vodslon

Président du Comité Olympique Tchécoslovaque

Monsieur le Président, messieurs les délégués, le Président du Comité Olympique tchécoslovaque adresse lui aussi ses remerciements au CONI et à son éminent Président, M. Giulio Onesti, pour la convocation de ce congrès, l'accueil cordial et l'ambiance très favorable à nos débats et à nos travaux.

Nous félicitons nos amis italiens de l'organisation parfaite de cette réunion qui lui assurera un succès complet et permettra de franchir une nouvelle étape dans la vie de nos Comités Nationaux Olympiques.

En ce qui concerne les «Jeux Régionaux», la délégation tchécoslovaque partage totalement la deuxième partie de la proposition italienne invitant les Fédérations internationales à aider et à tolérer les Fédérations nationales non encore reconnues, et à ne pas frapper, de sanctions et de graves mesures, les relations sportives des Fédérations membres avec elles; ces sanctions pourraient provoquer — et nous en avons déjà eu les preuves — de leur part des réactions incompatibles avec la compréhension et l'amitié sportive internationale.

Cette proposition est très importante et sa réalisation pourra éviter beucoup de difficultés à l'avenir.

Quant à la première partie de la proposition («libérer les Jeux Régionaux de l'invitation obligatoire de tous les Comités Nationaux Olympiques sur le territoire en question ou de les conditionner à des invitations libres»), nous pensons que ceci pourrait s'appliquer aux jeux locaux qui ne sont pas limités à un territoire fixe et pour lesquels les invitations ne sont pas adressées aux Comités Nationaux Olympiques. Mais, à notre avis, les Jeux Régionaux proprement dits, les Jeux continentaux ou bien sub-continentaux — comme c'est le cas des Jeux asiatiques, américains, africains et de l'Amérique Centrale — doivent être ouverts à tous les C.N.O. dont la qualification olympique est certaine, et demeurer sous le patronage du Comité International Olympique car ils représentent un certain point, un degré, une «marche sur l'escalier des Jeux Olympiques» et permettent aux nouveaux C.N.O. d'expérimenter leurs athlètes qui ne sont pas encore en mesure de concourir aux Jeux Olympiques.

Le C.I.O. devrait donc préciser quels sont les Jeux qui dorénavant resteraient sous son patronage, avec l'invitation obligatoire.

Vous nous pardonnerez cette intervention, car la Tchécoslovaquie ne participe pas aux Jeux Régionaux, et c'est aux C.N.O. des autres Continents qu'incombe la tâche de se prononcer sur cette question. Merci.

Mme Flor Isava

Membre du Comité Olympique Vénézuellen

Je remercie le Président Onesti et le CONI de leur splendide accueil et de l'intelligente initiative qu'ils ont eue de convoquer ce congrès qui, sans aucun doute, marquera le début d'une ère nouvelle, gage d'une union plus étroite du sport international.

J'ai le plaisir également d'adresser mes remerciements à mes collègues pour l'accueil cordial qu'ils m'ont réservé et la gentillesse qu'ils ont témoignée aux dames figurant, les premières, parmi les délégués olympiques.

La première fois que se lève une voix féminine sera pour invoquer encore la bonne [illegible] de la compréhension, la paix et la fraternité auxquelles nous aspirons.

J'ai entendu, hier soir, de nombreuses interventions qui m'ont fourni une idée très exacte du

English

point 1 de l'ordre du jour, relatif à l'indépendance des Comités Nationaux Olympiques. Mais, présentées sous une forme ou une autre, elles se sont bornées à faire état de situations que nous connaissons, à recommander plusieurs solutions, mais sans préciser aucunement le mode et la manière d'y porter remède. Le moment est venu, je crois, d'en étudier les causes et les effets, sans se contenter d'en exposer les problèmes, car ce qui compte davantage c'est leur donner des solutions appropriées.

Le Vénézuéla est convaincu que le patronage du C.I.O. est indispensable aux Jeux Régionaux et approuve la stricte application des Règles Olympiques qui, si elles se sont révélées fonctionnelles vis-à-vis de l'organisation extrêmement difficile des Jeux Olympiques, devraient l'être à plus forte raison pour les Jeux Régionaux, à propos desquels nous partageons sans réserve l'exposé de la Tchécoslovaquie.

A notre avis, il ne convient pas de priver les Jeux Régionaux du patronage du C.I.O. Ce principe accepté, il faut envisager quel est le moindre mal lorsque se présentent les difficultés dont nous nous occupons et les critères que devraient suivre les pays en but à des problèmes de nature politique; bien qu'ils soient passés sous silence, ces problèmes sont une réalité latente dans le sport moderne.

Nous devons dire s'il convient de suspendre les Jeux durant un conflit lorsque le pays organisateur y est engagé — même s'il n'est frappé d'aucun veto — en le privant ainsi d'un plus grand nombre d'équipes concurrentes, ou si, au contraire, il faut préférer une sorte de pacte chevaleresque à un niveau sportif élevé suivant lequel les pays en désaccord se promettent, s'ils se trouvaient en minorité évidente, de ne pas faire de pressions pour leur participation, ce qui favoriserait ainsi celle des pays étrangers au conflit.

Le problème ainsi posé est plus correct et c'est sous cet angle qu'il faudrait le débattre en laissant de côté les formes de conciliation possibles mais vaines. Je vous remercie.

PRESIDENT: Messieurs les Présidents, permettez-moi avant de passer la parole au représentant de la Hongrie de vous donner une explication. Nous avons coutume d'être sincère: pourquoi a-t-on soumis à votre attention cette relation sur les Jeux Régionaux?

Soyons précis. Nous respectons sans réserve les Fédérations internationales que nous estimons indispensables au fonctionnement technique de n'importe quelle activité sportive. La preuve en est que nous désirons leur confier la délicate responsabilité de définir l'amateurisme.

Organes techniques et non pas organes politiques. Si la politique sportive doit exister, c'est le rôle du C.I.O. et de notre Association, c'est-à-dire des Comités Nationaux Olympiques.

J'ai entendu parler — et j'ai d'ailleurs assister à des discussions — des Jeux panafricains, désignés sous le nom de « Jeux Africains de Brazzaville » et on se demandait s'il était opportun ou non d'autoriser leur déroulement. J'ai eu l'occasion de le dire, et je le confirme, qu'ils ont remporté un succès éclatant. Il fallait insister à ce moment, et je félicite la Commission Exécutive du C.I.O., représentée ici par un de ses membres hautement qualifié, qui a autorisé, reconnu et patronné les Jeux de Brazzaville.

Messieurs, vous partagerez, j'en suis sûr, mes sentiments. Nous, sportifs, caressons un seul désir, à savoir que la jeunesse du monde entier se mesure sur les terrains d'épreuves et non pas sur les champs de bataille! Les gouvernements, dans certains cas dangereux, peuvent se dresser les uns contre les autres, mais nous, représentants des Comités Nationaux Olympiques, avons un seul but, à savoir que cette jeunesse se rencontre exclusivement sur les terrains de compétitions.

C'est la raison pour laquelle nous invitons les Fédérations internationales à ne pas brandir l'anathème mais à faire preuve de compréhension. Que les Fédérations précitées s'assurent que dans les compétitions les règlements sont respectés: tel est leur rôle. C'est, je le répète, au C.I.O. de décider et, si nous le voudrons, nous déciderons nous-mêmes au moment voulu.

Excusez cette interruption que j'ai jugée nécessaire pour vous fournir un éclaircissement utile. La parole est au représentant de la Hongrie.

Arpad Csanadi

Membre du Comité Olympique Hongrois

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, la délégation hongroise désire remercier avant tout nos amis italiens qui ont bien voulu accepter la lourde tâche de préparer cette réunion.

A propos des Jeux Régionaux, nous estimons que le Comité International Olympique doit continuer à leur accorder son patronage, et il serait peut-être bon de l'élargir. Il faudrait que soit accepté le principe suivant, à savoir que les Jeux Régionaux ne peuvent être organisés que dans les pays où l'entrée et la participation de tout sportif et de tout dirigeant sont garanties.

Cette résolution permettrait d'éliminer toute discrimination. Cette possibilité est à exploiter car il existe encore, hélas, des forces qui essayent d'envenimer l'atmosphère internationale et le climat d'amitié entre les peuples. Nous connaissons, par exemple, les difficultés de nos amis cubains pour prendre part aux Jeux des Caraïbes, et il me serait facile de poursuivre l'énumération des difficultés passées et présentes.

Compte tenu des décisions du C.I.O., nous devons lutter contre n'importe quelle espèce de discrimination; cela est possible pour les Jeux Régionaux si nous respectons scrupuleusement les décisions du C.I.O.; le cas échéant, le Comité International Olympique devrait prendre des sanctions sévères et courageuses.

Quant aux relations avec les Fédérations non affiliées, c'est là un problème qui regarde à notre avis les Fédérations internationales. Nous pouvons seulement exprimer notre opinion et nos désirs sur cette question. Il serait bon, peut-être, de faire un pas en avant sur ce plan aussi. Il est certain que l'intention de nos amis italiens est juste et qu'elle indique la voie à suivre. Nous invitons les Fédérations internationales à tenir compte des réalités. C'est d'ailleurs ce qu'elles ont fait puisque, prenant en considération la situation actuelle et les intérêts du sport, elles ont pris des mesures pour résoudre le problème connu sous le nom de « question allemande » qui troublait l'atmosphère internationale et, peut-on dire, également olympique.

Grâce à elles, tous les pays ont pu participer librement aux championnats placés sous leur contrôle.

Edgar Fried

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Autrichien

Monsieur le Président, mes chers amis, la plupart des choses que je vais vous dire ont déjà été dites, mais je désire préciser le sens des Jeux Régionaux. Prenons un exemple. Si, en Autriche, une organisation quelconque décide d'organiser un festival sportif, supposons les « Jeux de la Montagne » et si le Comité olympique autrichien n'est qu'un membre de cette organisation, ces Jeux sont structurés selon la formule de l'organisation en question, et il est possible d'envoyer des invitations aux pays qui veulent y participer.

Mais les choses changent d'aspect à un niveau plus élevé, si nous entendons, par exemple, appeler ce festival « Jeux de l'Europe Centrale ». Même dans ce cas, le patronage du C.I.O. fait défaut. On peut prendre les décisions que l'on veut si les pays invités sont d'accord, et la Fédération internationale est tenue à donner son consentement dès l'instant que ces épreuves sont des compétitions internationales.

Or, si on s'adresse au C.I.O. et qu'on lui demande son patronage, il est logique qu'on observe et qu'on applique ses Règles; dans ce cas seulement, le C.I.O. a la faculté d'accorder [illegible] à la manifestation.

Si ce principe était suivi, je crois qu'il n'y aurait pas de difficultés dans l'avenir et les [illegible] raient suffisamment claires. Merci, Monsieur le Président.

English

Hugh Weir

Vice-Président du Comité Olympique Australien

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai l'intention d'être bref parce que plusieurs orateurs ont déjà parlé sur cet argument. Je désire rappeler à l'Assemblée qu'on ne peut pas tenir deux pieds dans le même sabot. Si je le comprends bien, les propositions soulignent, d'une part, l'importance du C.I.O. et recommandent qu'aucune discrimination ne doit être admise aux Jeux Olympiques. Mais, d'autre part, elles envisagent la discrimination pour les Jeux Régionaux qui sont placés eux aussi sous le patronage du C.I.O. Or cela est inadmissible. On applique les Règles ou on ne les applique pas.

Puisque le C.I.O. est un organisme qui dirige et contrôle le mouvement olympique et auquel incombe le patronage des Jeux Régionaux, il est nécessaire que ses agents, c'est-à-dire les Comités Nationaux Olympiques, suivent des normes et des règles identiques. Deux sortes de règles, les unes pour les Jeux Olympiques, les autres pour les Jeux Régionaux sont inconcevables, à moins que le C.I.O. ne retire son patronage aux Jeux Régionaux, et c'est là une décision qui compromettrait les Comités nationaux intéressés.

Quant à la seconde partie de la résolution qui conseille aux Fédérations d'appliquer moins sévèrement les règles sur la position des Fédérations affiliées, en permettant ainsi aux pays membres de prendre part à des épreuves avec des pays non affiliés, elle est selon moi absolument illogique.

Le mouvement olympique comporte deux structures qui, ne l'oublions pas, ne peuvent fonctionner l'une sans l'autre, à savoir, d'une part, le C.I.O. et ses C.N.O. et, d'autre part, les Fédérations Internationales Sportives: sinon les Jeux Olympiques n'existeraient pas. C'est si vrai que toute décision du C.I.O. sur les Jeux Olympiques serait complètement inutile si les Fédérations internationales ne faisaient pas leur part ... car il n'y aurait pas de participants!

Les Fédérations internationales — il faut le comprendre et l'admettre toujours, quoique vous et moi en pensions, et quoiqu'on en dise — sont les organismes qui tiennent les sports sous leur contrôle. C'est leur plein droit. Par le truchement des Fédérations nationales, elles transmettent, contrôlent et appliquent leurs dispositions et leurs règles. Et on ne peut pas prétendre qu'une nation affiliée et même un pays non affilié obtiennent les droits et les privilèges d'un membre sans qu'elles respectent les règlements de l'organisation, en payant simplement leur cotisation.

Selon moi, la seconde partie de la résolution est superflue. Les Fédérations internationales, je le sais, pourront décider de faire participer des Fédérations et des pays qui ne sont pas membres, mais je vous invite à la logique en considérant ce problème. Le point 1 de l'ordre du jour nous rappelle que nous avons voté une proposition de vaste portée, c'est-à-dire éliminer toute limitation dans le sport et toute sorte de discrimination. C'est pourquoi le mouvement olympique restera absolument sous le patronage du C.I.O., même lorsque l'organisation, comme pour les Jeux Régionaux, dépendra d'un C.N.O. Nous devons donc être cohérents: toute discrimination devrait disparaître d'elle-même. Merci, Monsieur le Président.

Jean-Claude Ganga

Secrétaire Général du Comité Olympique du Congo-Brazzaville

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, plusieurs orateurs m'ont déjà précédé et je crois que l'essentiel de ce qui pouvait être dit l'a déjà été. Je prends la parole pour appuyer la déclaration de mon collègue du Mali et l'intervention de l'illustre Président du CONI, M. Onesti.

Nous sommes tous d'accord que les Jeux Régionaux sont nécessaires ou même indispensables pour la bonne préparation des Jeux Olympiques. Surtout lorsqu'il s'agit de continents comme l'Afrique, qui ont de rares compétitions et très peu l'occasion de pouvoir faire rencontrer leurs sportifs.

Nous venons d'entrer dans ce monde olympique, mais nous sommes en train de nous apercevoir, ne serait-ce qu'à travers ce que nous disons ici, qu'il y a plusieurs contradictions, même dans les règlements eux-mêmes, et surtout dans leur application.

Premièrement, nous ne faisons pas de politique. Les organismes internationaux, le Comité International Olympique, les Fédérations internationales ne font pas de politique. C'est une chose.

Deuxièmement. Les Jeux Régionaux sont sous le patronage du C.I.O. Ce qui est terrible, c'est que nous autres nous avons eu le malheur d'avoir organisé les premiers Jeux Africains à Brazzaville et nous nous sommes heurtés à deux contradictions. Nous avons obtenu l'autorisation du C.I.O., celle de certaines Fédérations internationales, mais quelques Fédérations nous ont interdit de les appeler « Jeux Africains », parce que certaines Fédérations, paraît-il, de ce continent n'avaient pas été invitées à nos Jeux.

Nous ne savions plus où donner de la tête parce que nous ne savions plus qui devait décider de l'autorisation d'organiser les Jeux Africains. Nous avons répondu à ces Fédérations: « mais nous ne sommes pas un championnat d'Afrique ». Si c'était un championnat d'Afrique, nous comprenons que la Fédération internationale d'athlétisme nous interdise de nous appeler « Championnat d'Afrique d'athlétisme » parce qu'elle n'est pas invitée. Mais nous sommes des Jeux sportifs et nous avons dix sports inscrits à notre programme. Alors on nous a conseillé de nous appeler « Jeux de Brazzaville », « Jeux de la Concorde », « Jeux de l'Amitié », bref de nous appeler tout, sauf « Jeux Africains ».

Il est important, je crois, qu'on appuie la déclaration du Président Onesti, en disant que les Fédérations internationales doivent limiter leur rôle à l'application des règlements sportifs techniques, c'est-à-dire qu'en football la Fédération verra si le terrain est réglementaire, si les joueurs sont bien bottés, s'ils mettent des chaussures réglementaires, si le ballon l'est aussi, et c'est tout. Je dis bien quand il s'agit de Jeux Régionaux. Et le problème des invitations doit aller au Comité International Olympique, au patronage du C.I.O.

Je voudrais, une fois encore, préciser ma pensée. Il faut absolument qu'on précise les attributions des Fédérations internationales dans les Jeux Régionaux. Dans les Championnats du monde ou dans les Championnats continentaux, il est important et essentiel que ce soient les Fédérations internationales qui décident qui doit être invité, puisque ce sont des championnats. Mais quand il s'agit de Jeux continentaux, de Jeux qui regroupent l'ensemble d'un continent, qu'il ne s'agit plus d'un seul sport, je crois que le principe de l'invitation même, le principe de qui doit être invité, doit échapper aux Fédérations internationales. Les Fédérations internationales doivent se limiter à venir contrôler si le bassin a bien 25m×20m, s'il a 3m de profondeur, etc. C'est un point très essentiel. Si non, nous tombons dans la confusion.

On dit que nous ne faisons pas de la politique. Or, le C.I.O. a interdit, a suspendu le Comité Olympique de l'Afrique du Sud quant à sa participation aux Jeux Olympiques. Une Fédération internationale nous a obligés à inviter l'Afrique du Sud à nos Jeux, sinon nous ne nous appellions pas « Jeux Africains ». Mais enfin, Brazzaville ne saurait être plus olympique que Tokyo! C'est quand même absurde qu'on essaie de nous faire faire ce que eux-mêmes n'ont pas pu faire à Tokyo. Et alors, on ne savait plus où donner de la tête.

Un autre point qui mérite d'être éclairci, c'est ceci: quand il s'agit de jeux amicaux, c'est-à-dire quand un pays décide d'organiser des Jeux pour quelques pays de sa région, là aussi je crois que ce pays a le droit d'inviter qui il veut et d'appeler ces jeux comme il l'entend, pourvu que ce soit dans le cadre des principes olympiques et qu'à ces jeux on applique les règles des Fédérations internationales. Je crois que là aussi il faudrait que ce soit éclairci, qu'on évite la confusion.

Il y a le problème des relations qui existent entre les Fédérations nationales affiliées aux Fédérations internationales et celles qui ne le sont pas. C'est très difficile de prendre position sur ce point, parce que le sport est avant tout fait pour apprendre aux jeunes à être disciplinés, et il est important que nous-mêmes, les dirigeants, le soyons.

Mais il n'est pas moins vrai qu'il peut arriver que deux pays sont limitrophes, qu'une guerre d'un

pays affilié n'ait pour partenaire immédiat qu'une équipe d'un pays non affilié. Il serait difficile dans ce cas de suspendre la Fédération affiliée parce qu'elle a joué contre la Fédération non affiliée. Je crois que les règlements des Fédérations internationales ne doivent pas être appliqués d'une manière systématique. Ils s'adressent à des hommes; je préfère qu'ils soient mieux adaptés, que les sanctions soient mieux adaptées à chaque circonstance.

Pour me résumer, je voudrais dire que pour nous il est important que l'on conserve les Jeux Continentaux, que ces Jeux puissent avoir toujours le patronage moral du C.I.O., que les problèmes qui risquent de surgir quant à la non invitation de tel ou tel pays ne soient réglés qu'avec le C.I.O., lui tout seul. Que dans le cas des Jeux Régionaux, des Jeux Continentaux, les Fédérations internationales ne limitent leurs attributions qu'à l'application stricte des règlements techniques.

Voilà, M. le Président, en gros, ce que je voulais dire, mais je crois que sur ce point il faudrait que nous fassions une résolution claire et nette, et qu'on fasse ressortir les confusions que j'ai étalées ici tout-à-l'heure. Je vous remercie.

Manuel Gonzales Guerra

Président du Comité Olympique Cubain

Monsieur le Président, mes chers amis, notre délégation a étudié à fond la proposition relative à l'argument que nous sommes en train de discuter. Notre Comité olympique a décidé de la rejeter car elle tolère, à son avis, le danger de la discrimination, danger que les Règles du C.I.O. écartent. Il est facile de prouver ce que nous disons. Nous n'ignorons pas les problèmes que pose aux Comités Nationaux Olympiques le refus, de la part de leurs gouvernements, des visas aux sportifs originaires de pays n'entretenant pas de relations diplomatiques. Dans certaines régions, le monde est en convulsion. Il existe des pays qui viennent à peine d'accéder à l'indépendance ou qui sont sur le point de l'obtenir par l'intermédiaire de leurs mouvements de libération. Tout cela crée des conditions nouvelles, engendre des relations politiques difficiles et si l'on ne réussissait pas à supprimer la concession obligatoire des visas ou des invitations, à chaque instant des problèmes d'ordre discriminatoire se présenteraient.

Par exemple, nos collègues de la République Démocratique allemande exigent la reconnaissance de leur Comité Olympique et la participation de leurs équipes aux Jeux Olympiques: nous pouvons aisément nous imaginer ce qui arriverait si les manifestations internationales étaient conditionnées à des invitations libres. Les autres nations qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec ces pays se trouveraient dans une situation identique.

Et pour parler de faits réels, disons que dans la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, les Fédérations nationales cubaines ont fait l'objet de discriminations en ce qui concerne le football, le judo et le baseball. Récemment, à propos des Jeux de l'Amérique Centrale et des Caraïbes prévus à Portorico en 1966, les autorités de ces pays ont déclaré publiquement qu'elles n'accorderaient pas de visas à nos sportifs. En outre, le Comité olympique de Portorico a annoncé qu'il n'inviterait pas les athlètes cubains aux Jeux. Les Règles Olympiques sont ainsi violées, comme le sont d'ailleurs les accords portant sur la délivrance des visas à tous les C.N.O. de la région; ces accords datent de l'époque où les Jeux de 1966 furent attribués à ces pays et quand les conditions et les relations politiques étaient identiques à celles d'aujourd'hui.

Par conséquent, si la discrimination est un problème qui nous préoccupe, occupons-nous en, non pas en théorie, mais d'une façon pratique et objective. Mettons en garde tous les C.N.O. contre cette discrimination qu'on entend appliquer à nos sportifs et à notre Comité National Olympique. Proposons que notre congrès transmette à Madrid une recommandation sur ce cas particulier afin que soient respectées les Règles Olympiques en vigueur. Merci beaucoup.

Hussein Omar Gohar

Membre du Comité Olympique de la République Arabe Unie

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, puisque le temps nous manque et qu'il est réservé à d'autres problèmes vitaux, j'expliquerai brièvement notre point de vue.

Nous sommes convaincus que le C.I.O. et les Fédérations internationales encourageront constamment la divulgation du sport et mettront tout en œuvre pour soutenir, coordonner et simplifier l'application des Règles Olympiques.

Nous approuvons le principe de la liberté complète des Jeux Régionaux, à condition que le C.I.O. et les Fédérations internationales s'occupent exclusivement de leurs aspects techniques, conformément aux Règles Olympiques. Nous laissons par conséquent aux C.N.O. participant aux Jeux Régionaux la liberté totale pour leur organisation. Merci.

Heinz Schöbel

Président du Comité Olympique de la République Démocratique Allemande

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, notre Comité olympique est de l'avis que la participation aux Jeux Régionaux ne doit pas être subordonnée au principe de « libres invitations ». Chaque C.N.O. se trouvant dans la zone des Jeux Régionaux devrait avoir le droit d'y participer.

Notre Comité estime, en outre, que tous les pays participants aux Jeux Régionaux doivent respecter les dispositions et les règles de la Charte olympique. Nous demandons que cela figure dans la proposition actuellement débattue. Merci.

C. L. Kerdel

Vice-Président du Comité Olympique des Pays-Bas

Je désire seulement déclarer que nous approuvons pleinement l'intervention du représentant du C.N.O. australien. Il ne faut pas permettre des Jeux Régionaux avec des règles différentes de celles des Fédérations internationales, ce qui serait tout à fait illogique. De cette manière, en effet, les Jeux Olympiques suivraient les règles des Fédérations internationales et les Jeux Régionaux ne les respecteraient pas complètement. Cela peut représenter la faillite des Jeux Régionaux et les Jeux Olympiques seraient eux aussi en danger. En danger permanent, car les Fédérations internationales ont de propres championnats mondiaux ou continentaux.

Enfin, il est opportun, à mon avis, que les Fédérations internationales accueillent dans leur cadre des organisations qui ne sont pas affiliées aux Fédérations. Il ne faut pas oublier que les Fédérations internationales qui bénéficient d'un demi siècle d'expérience, ont obtenu d'excellents résultats grâce à leurs règles, à leurs dispositions et à leur organisation. En tant que C.N.O. nous n'avons pas le droit de semer le désordre dans des arguments aussi importants. Merci, Monsieur le Président.

K. Sandy Duncan

Secrétaire Général du Comité Olympique Britannique

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, cet argument peut être traité brièvement et je désire simplement dire que nous, Anglais, approuvons avec force les observations intelligentes de délégué australien et celles de M. Avery Brundage prononcées au début de ce congrès, qui allaient dans le même sens et aux critères identiques. A notre avis, les Fédérations internationales doivent pouvoir s'occuper de leurs affaires comme bon leur semble; elles ont la faculté, le cas échéant, d'inviter des nations aux Fédérations nationales qui, bien que membres de l'organisation internationale, s'en tiennent

Antoine C. Coicou

Président du Comité Olympique Haïtien

Je tiens à déclarer, au sujet des Jeux Régionaux, que le Comité olympique haïtien ne décide pas en dernier ressort de la participation ou non de son pays à une compétition quelconque. Son rôle est de présenter les athlètes aux jeux sportifs après la sélection faite par la Fédération nationale. Si les autorités de mon pays décident que les athlètes haïtiens ne participeront pas aux épreuves qu'organise tel ou tel pays avec lequel les rapports sont tendus, notre Comité, par discipline patriotique, n'a qu'à se plier à ces décisions, contre lesquelles il n'a aucun moyen de défense d'ailleurs.

Cependant, si Haïti a décidé qu'on rencontre n'importe quel pays sur un terrain neutre, nos athlètes s'entraîneront et joueront avec « fair play », avec toute la volonté de vaincre, et ils accepteront également la défaite si l'adversaire est plus fort. Et c'est sans rancune et sans animosité qu'ils présenteront les félicitations d'usage au vainqueur plus chanceux. Car notre plus grand désir serait de donner l'accolade à toute la jeunesse du monde.

S. Anibal Illueca

Président du Comité Olympique de Panama

Ce débat touche, je crois, le point le plus important et le plus intéressant de notre congrès: les Jeux Régionaux. La motion proposée par le CONI équivaut à la disparition des Jeux patronnés et souhaités par le C.I.O. Comme je l'ai dit ce matin, je suis le vice-président de l'association sportive de l'Amérique Centrale et des Caraïbes. Ce sont les Jeux Régionaux les plus anciens du monde: ils se déroulèrent pour la première fois, en 1926, à Mexico, et l'an prochain nous en célébrerons le 10e anniversaire.

Dans notre région, ces Jeux ont toujours représenté pour nos athlètes un encouragement et un but important car ils leur permettent de se présenter en forme aux Jeux Olympiques. Naturellement, les Comités olympiques de notre région respectent fidèlement les Règles du C.I.O. En Amérique Centrale de même que dans tout Continent il existe toutefois des problèmes différents, spécialement en ce qui concerne la situation politique. Ces problèmes se sont déjà présentés pour les Jeux de la Méditerranée, ceux d'Israël et de la R.A.U.; pour les Jeux Africains, ceux de l'Afrique du Sud à propos des autres pays de ce Continent; pour les Jeux Asiatiques: ceux de la Chine continentale et de Formose. En somme, il existera toujours des problèmes de différente nature. L'important pour nous, comme l'a dit le Président du CONI, M. Onesti, c'est que nos athlètes, nos jeunes, se rencontrent sur les terrains de sport et non pas sur les champs de bataille.

En Amérique Centrale, une situation extrêmement difficile s'est créée au sujet de Cuba et elle est déplorable à tous points de vue. La réalité brutale est que, des 19 pays qui composent le groupe de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, trois ou quatre seulement entretiennent des rapports diplomatiques avec la République de Cuba.

Nos organismes régionaux de caractère politique, telle l'Organisation des Etats américains, se sont prononcés sur la situation politique des pays de l'Amérique Centrale. En tant que sportifs, nous déplorons cet état de choses et souhaitons que cette situation disparaisse à jamais. Les athlètes et les sportifs se tiennent à l'écart des questions politiques, confessionnelles ou raciales. L'unique différence qu'ils admettent est la classe, la forme qui permet au meilleur, au plus sage, au plus habile, au plus rapide de s'imposer. Veuille le ciel — selon le vœu de l'éminente déléguée du Comité olympique vénézuélien, Mme Flor Isava — que ces problèmes disparaissent non seulement de la région des Caraïbes mais encore en Afrique, en Méditerranée, en Asie. Veuille le ciel qu'on n'ait plus besoin de décision ou d'intervention du C.I.O., de pacte chevaleresque pour permettre aux athlètes du monde, sans exception, de se rencontrer et de se mesurer, par exemple aux Jeux Régionaux puisque nous en parlons. En effet, les athlètes ne s'intéressent pas aux problèmes ou aux idéologies de leur gouvernement ou encore à ceux des pouvoirs publics.

Ce qui nous préoccupe, c'est le sort des Jeux de l'Amérique Centrale et des Caraïbes. Porto Rico est en train d'accomplir des efforts pour bien organiser les Jeux de l'Amérique Centrale. La plupart des pays de cette zone se préparent, mais la situation est floue à cause des relations diplomatiques avec la République de Cuba.

A vrai dire, il ne s'agit pas tellement de relations diplomatiques mais bien de la situation particulière où se trouve le gouvernement de Porto Rico. Pour des raisons de sécurité, il considère dangereuse la présence des athlètes cubains qui, l'an prochain, devraient se rendre à San Juan de Porto Rico pour y participer aux épreuves, et dont il ne peut garantir la protection. De fait, 25.000-30.000 Cubains vivent à Porto Rico. Aux Etats-Unis, à 2 ou 3 heures d'avion, il y a 60.000 réfugiés. Il en est de même à New York et dans d'autres villes des Etats-Unis. Les autorités de Porto Rico sont inquiètes à tort ou à raison. En tout cas, le motif qu'elles invoquent pour empêcher la participation de Cuba est que la présence des athlètes cubains est susceptible de provoquer des remous: elles craignent ainsi de ne pas pouvoir contrôler la situation.

Ces motifs de sécurité, objectera-t-on, disparaîtraient grâce à l'utilisation de la force publique. Néanmoins, comme je viens de le dire, la situation présente dans la région des Caraïbes est identique à celle qui opposa Israël et la R.A.U., l'Afrique du Sud et les autres pays africains. Souhaitons que le C.I.O., et nous tous, réussissions à trouver la solution convenable pour que les athlètes participent aux Jeux de San Juan et à toute autre manifestation internationale, et qu'il en soit ainsi pour les Jeux Régionaux, car suivant le baron de Coubertin, ce qui importe aux Jeux c'est d'y concourir.

Nous devons suivre cette voie. Je souhaite de tout cœur que ce congrès trouve une solution pour que le groupe de l'Amérique Centrale se retrouve aux côtés de nos amis cubains aux Jeux Régionaux et à l'occasion de n'importe quelle autre compétition internationale car, en qualité de sportifs, les problèmes quels qu'ils soient ne nous concernent pas.

C'est une exhortation que je vous adresse, M. le Président, ainsi qu'aux congressistes. Je souhaite précisément que cette assemblée soumette au C.I.O. la solution qui s'impose afin que ces cas vraiment déplorables, qui nuisent au mouvement olympique dans son essence, ne se reproduisent plus. Merci beaucoup.

Oyebola S. Jolaoso

Vice-Président du Comité Olympique du Nigéria

Monsieur le Président, messieurs les délégués, je m'unis aux autres orateurs pour remercier le CONI de l'organisation de ce premier congrès et de l'accueil qu'il a bien voulu nous réserver depuis notre séjour à Rome.

De nombreux délégués ont parlé des Jeux Régionaux et dit beaucoup de choses. Je n'ai rien à y ajouter; je me limite donc à approuver les interventions des délégués de l'Australie et de la Grande-Bretagne sur les Fédérations internationales.

Personne ne l'ignore, le mouvement olympique repose sur trois organisations: le Comité International Olympique, les Comités Nationaux Olympiques et les Fédérations Internationales Sportives. Chacune d'entre elles a un rôle à remplir. C'est pourquoi mon Comité vous invite à ne pas empiéter sur leurs fonctions. Merci.

English

Henry Corenthin

Secrétaire Général du Comité Olympique du Mali

Monsieur le Président, je m'excuse de reprendre la parole à ce même propos, mais c'est parce qu'il m'a semblé que si nous discutons de ce point dans l'esprit sportif, la solution est facile.

En effet, il semble qu'il y ait plutôt une confusion dans la terminologie. Lorsque nous parlons de Jeux Régionaux, nous pourrions concevoir les Jeux Régionaux disputés dans une région nettement délimitée, et les Jeux Continentaux organisés sous l'égide du C.I.O. selon les règles des Fédérations internationales et en respectant les Règles Olympiques. Selon les résolutions mêmes que nous avons prises ce matin, ces Règles veulent, d'une part, que les visas soient accordés à tous les athlètes du pays dont les Comités Olympiques sont reconnus et, d'autre part, qu'il n'y ait aucune discrimination.

Ceci est une chose, et tout à l'heure nous avons donné un avis sur le problème des Jeux Africains

Mais l'autre aspect, c'est celui qui, au fond, en parlant de Jeux régionaux a fait l'objet de la proposition du Comité Olympique italien. Il s'agit de Jeux que je dirais amicaux, entre pays, sous l'égide du Comité National Olympique, qui décide d'organiser des jeux amicaux avec d'autres pays. C'est dans cet ordre de jeux, je pense, que les propositions faites par le Comité Olympique italien prennent tout leur sens.

A ce moment, il faut savoir si nous voulons mettre en œuvre un dispositif pour freiner les rencontres sportives entre jeunes. Je voudrais bien donner un exemple. Je sais que certains jeux ont fait l'objet de discussions, soit disant parce qu'ils n'étaient pas patronnés par le Comité International Olympique et ne respectaient pas les règlements des Fédérations internationales. A mon avis, de tels Jeux devraient se faire selon les règlements des Fédérations internationales, mais pas obligatoirement, dans l'esprit même de ce qui a été dit, dans des disciplines où toutes les Fédérations sont affiliées. En effet, des Fédérations peuvent vouloir s'affilier et il est important qu'on facilite ces rencontres.

Mais voici un exemple de jeux qui ne sont pas régionaux. Je sais qu'actuellement il y a encore les Jeux du Commonwealth: il me semble qu'il n'existe pas de région. Ce sont des liens qui unissent un certain nombre de pays. Mais, jusqu'à maintenant, ces Jeux n'ont pas fait l'objet de discussions au niveau d'aucune Fédération internationale, ni au niveau du Comité International Olympique.

Donc, à mon avis, ces jeux amicaux devraient rentrer dans cette catégorie de jeux, comme ceux que nous appelons actuellement les Jeux du Commonwealth. Des pays amis, qui veulent établir des relations entre eux et organisent des jeux. Etant donné que sur le premier problème, à savoir lorsque des jeux sont dénommés « Jeux Continentaux », « Jeux Africains », « Jeux Panaméricains », « Jeux Asiatiques », il est nécessaire que toutes les dispositions soient prises pour qu'aucune discrimination soit exercée.

Et il serait bon, reprenant en cela l'argumentation de mon ami du Congo-Brazzaville, qu'une résolution puisse définir que, dans le cadre des Jeux régionaux, une position identique soit prise au niveau des Fédérations et qu'une seule Fédération ne puisse pas mettre son veto. Voilà le sens de notre intervention et je crois qu'une résolution en ce sens permettrait de favoriser les rencontres entre les jeunesses sportives.

H. Glovinsky

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Israélien

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, à propos de Jeux régionaux ou autres, je dirais que « charité bien ordonnée commence par soi-même ». Tous ceux qui s'élèvent contre la discrimination devraient surtout se battre pour qu'elle disparaisse.

Je désire ajouter une autre considération. Nous qui sommes réunis ici n'avons certes pas à décider des destinées du monde. Nous pourrons discuter et parler jours et nuits sans que pour autant nous ne changions rien sur notre terre.

J'ai une proposition à faire, M. le Président: les Comités Nationaux Olympiques demandent au C.I.O. de se joindre à eux pour inviter les « grandes puissances » de l'Ouest et de l'Est à signer un traité plaçant le sport à l'écart de la lutte politique. Nous aurions dû le faire depuis longtemps et je pense que de nombreux pays approuveront cette idée. Si les « Grands » souscrivent ce traité, soyez sûrs, mesdames et messieurs, que les plus petits n'appliqueront aucune sorte de discrimination.

Me basant sur le proverbe « charité bien ordonnée commence par soi-même », il est utile à mon avis de proposer cette résolution. Merci.

PRESIDENT: Les interventions sur cet argument étant terminées, je désire vous donner une brève explication avant de compléter ensemble la résolution qui sera soumise à votre vote.

Que voulons-nous? Quel est le but de nos travaux? Notre désir est que les Jeux Régionaux rassemblent le plus grand nombre de concurrents. Voilà notre intention, amis de Cuba.

Connaissant de vieille date la haute sportivité des représentants de la Grande-Bretagne et de l'Australie, je suis sûr que sur ce point nous serons d'accord. Les Jeux Régionaux, jeux de l'amitié, doivent réunir le maximum de peuples. Seules des guerres malheureuses ou des vetos peuvent les empêcher.

Bien que j'ai fait une précision, j'ai l'impression que mes propos sur le bon fonctionnement des Fédérations internationales aient semblé irrespectueux. Pas du tout, Messieurs! Les exposés de nombreux Présidents de C.N.O. vous indiquent parfaitement combien est grande la casuistique de ces Jeux Régionaux. Ils existent, ils doivent exister et se développer.

Nous, Comités Nationaux Olympiques, n'avons qu'un seul désir, c'est d'être les conseillers du C.I.O., parce que c'est à lui qu'incombe le rôle de reconnaître les Jeux, de les promouvoir et de les divulguer. Après avoir entendu l'opinion des C.N.O., que le C.I.O. dont nous reconnaissons l'autorité suprême explique aux Fédérations internationales, à l'occasion d'entretiens, ce qu'on doit faire.

Telles sont tout simplement nos intentions, même si nous les avons mal exprimées.

Je lis donc la résolution proposée. Elle peut être débattue, à votre choix, en séance nocturne — mais beaucoup s'y opposent, je crois — ou demain matin, comme c'est l'opinion générale.

« Après avoir examiné la brève histoire des Jeux Régionaux, les Comités Nationaux Olympiques réunis à Rome, le 2 octobre 1965.

estiment

qu'elle doit subir une orientation nouvelle en vue de la relancer sans pour autant troubler l'harmonie du sport mondial;

demandent

que la règle de l'invitation universelle à tous les pays soit absolument respectée pour les Jeux Olympiques mais que la participation aux Jeux dits Régionaux ou autres puisse être, au contraire, subordonnée à des invitations libres, c'est-à-dire en laissant à leurs organisateurs la faculté d'inviter les Comités olympiques de leur choix, indépendamment de noms et de limites territoriales, en vue simplement de l'équilibre technique et sportif de chaque manifestation;

désirent

que les Comités Nationaux Olympiques coordonnent les initiatives des Jeux locaux dont ils harmoniseront et équilibreront les épreuves pour consentir aux peuples qui désirent ardemment ces Jeux de se rassembler sans obstacle;

souhaitent

que les Fédérations internationales aident et tolèrent momentanément, dans le cadre seulement des Jeux locaux ou de regroupement territorial, les Fédérations nationales non encore affiliées à la leur.

courager la divulgation de l'idéal sportif que de tels Jeux expriment au plus haut degré — le respect des normes techniques des Fédérations Internationales Sportives demeurant bien entendu de rigueur —;

invitent

le C.I.O. à étudier la question et à décider en conséquence pour que les Comités Nationaux Olympiques retrouvent leur harmonie et leur union que certains épisodes passés ont troublé ».

Cette résolution, rédigée en quatre langues, vous sera distribuée au plus tôt, pour que, après l'avoir examinée, amendée et coordonnée, vous l'approuviez ou non si possible dans la journée de demain.

Troisième sujet: l'Amateurisme (*suite*)

La résolution définitive de l'amateurisme est prête. Les représentants de la Belgique et du Mali ont bien voulu collaborer à sa rédaction. La voici:

« Après avoir écouté et débattu une relation exhaustive sur l'amateurisme des athlètes affiliés aux Fédérations Internationales de « standing » olympique, les Comités Nationaux Olympiques réunis à Rome, le 1er octobre 1965,

conviennent

que les nécessités actuelles d'entraînement et de déplacement à grandes distances pour les compétitions plus importantes et surtout pour les Jeux Olympiques, exigent bien plus de temps et de sacrifices qu'autrefois, dans une mesure variable selon le genre de sport;

estiment

que les Fédérations internationales doivent étudier une nouvelle formule pour le sport qu'elles régissent;

proposent donc au C.I.O.

1) d'adopter la formule générale suivante: « L'amateur est celui qui s'adonne à la pratique du sport sans un but lucratif, en marge de ses études ou de sa profession. Il peut être dédommagé uniquement des dépenses, justifiées et contrôlables, qui concernent son entraînement ».

2) que les Fédérations Internationales Sportives étudient et proposent au C.I.O., en vue de sa ratification, la formule du sport qu'elles régissent respectivement, rédigée en termes appropriés et compte tenu de leurs caractéristiques;

3) que l'application des règles et le contrôle de la qualité d'amateur soient délégués à chaque Fédération Internationale Sportive, à leur comité exclusivement amateur et aux C.N.O., étant entendu que l'athlète déféré en jugement a la faculté de faire appel à la Commission Exécutive du C.I.O. contre les décisions des Fédérations Internationales Sportives;

4) que les C.N.O. s'attellent à la tâche d'éducateur de la jeunesse pour sauvegarder l'esprit amateur moderne, fondement de l'olympisme;

souhaitent

a) qu'une action soit entreprise pour que les Fédérations internationales de « standing » olympique harmonisent leurs règles de qualification des athlètes en ce qui concerne l'amateurisme, selon les exigences de chaque sport;

b) que le C.I.O. étudie dans un esprit réaliste un élargissement des règles actuelles, en particulier celles qui concernent le salaire perdu et le nombre de jours de déplacement ».

J'espère que ces amendements vous auront satisfaits. En l'absence d'autres observations, cette résolution sera soumise au C.I.O., à Madrid.

Nous passerons maintenant au point 5 de l'ordre du jour concernant l'augmentation du nombre d'officiels, que vous partagez tous, par bonheur, et qui est aisé. Le voici:

Cinquième sujet: Augmentation du nombre d'officiels

« Nous avons constaté plus d'une fois, surtout à l'occasion des Jeux d'été, que le nombre d'officiels fixé par l'art. 36 des Règles Olympiques n'était plus du tout proportionné aux exigences réelles des équipes concurrentes.

Malgré l'art. 53 des dites Règles, les compétitions de certains sports ne se déroulent plus dans l'enceinte olympique mais à distance de dizaines ou de centaines de kilomètres, et en outre les hommes sont séparés des femmes. Dans ces cas, les officiels ne sont pas à même de s'acquitter de plusieurs tâches à la fois et ne peuvent pas se trouver partout.

Il faut donc que les athlètes de chaque sport aient leurs officiels, leurs médecins et leurs masseurs.

D'autre part, le niveau très élevé qu'ont atteint les compétitions olympiques et les performances auxquelles sont soumis les athlètes exigent que les concurrents soient assistés tant du point de vue technique que du point de vue sanitaire.

Les C.N.O. réunis à Rome estiment donc indispensable la révision de l'art. 36 des Règles Olympiques. Le nombre d'officiels qu'ils proposent est le suivant:

a) de 1 à 30 concurrents: 1 officiel pour 3 athlètes;
b) de 31 à 150 concurrents: 1 officiel pour 5 athlètes;
c) à partir de 151 concurrents: 1 officiel pour 7 athlètes;
d) 1 officiel-dame supplémentaire pour chaque sport féminin auquel on est engagé.

Outre les officiels précités, il faut considérer à part le Président, le Secrétaire Général du C.N.O. et le Chef de mission.

En ce qui concerne les autres services, nous proposons les modifications suivantes:

Médecins: 1 pour 50 concurrents ou fraction de 50, jusqu'à un maximum de 4 médecins;
Masseurs et infirmiers: 1 pour 25 concurrents jusqu'à 100 et 1 tous les 50 concurrents à partir de 101;
Mécaniciens (*cyclisme*): 1 pour les épreuves sur route et 1 pour les compétitions sur piste;
Cuisiniers: 1 tous les 100 concurrents, jusqu'à un maximum de 2;
Transport des embarcations: 1 batelier pour le canoë et 1 pour l'aviron.

Quant au reste de l'art. 36, il peut demeurer inchangé.

Les officiels précités devront être titulaires de la carte olympique et recevoir l'autorisation de loger au Village Olympique ou dans le Village Olympique réservé à leur sport lorsque celui-ci a été aménagé ailleurs.

Pour ce qui est de la presse, l'art. 48 établit que les journalistes peuvent être 1.000 au maximum, les photographes 150 et les reporters et techniciens de la radio et de la télévision 150.

Lex C.N.O. déclarent, compte tenu de leur expérience, que ces chiffres sont insuffisants. Les Jeux Olympiques représentent un événement exceptionnel auquel assistent certes quelques dizaines de milliers de spectateurs mais qui est suivi par des dizaines de millions de personnes grâce à la presse et à la télévision. Nous pouvons donc dire qu'après les athlètes les journalistes sont les principaux protagonistes des Jeux.

Les Comités Nationaux Olympiques proposent en conséquence que le nombre de [illegible] soit porté à 1.200; celui des reporters et des techniciens de la radiodiffusion et de la télévision [illegible] au moins. Par ailleurs, les C.N.O. affirment que les journalistes dûment accrédités et titulaires de [illegible]

English

carte olympique ont le droit d'assister aux Cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi qu'aux compétitions d'athlétisme. Ils ont droit également aux places non numérotées et les meilleures dans toutes les enceintes olympiques où un billet de presse spécial pour la tribune de presse proprement dite n'est pas prévu.

Cette procédure a été appliquée, à Rome, lors des Jeux de 1960, et ceci à la satisfaction générale de la presse ».

Harbans Singh

Membre du Comité Olympique du Kenya

Monsieur le Président, il me semble indispensable de vous exprimer à nouveau ma gratitude pour la splendide organisation de ce congrès.

Ceci dit, je trouve que la nouvelle résolution ignore le problème financier très grave pour les nations plus petites et plus pauvres. Les pays plus importants se trouvent avantagés au départ vis-à-vis de facteurs décisifs tels que l'entraînement, l'équipement, etc. Beaucoup de pays plus petits qui ont obtenu des résultats considérables aux Jeux Olympiques et se sont révélés pleins de promesses, ont dû souvent se préparer sans entraîneurs professionnels et avec des équipements désuets, parce que les modernes sont très compliqués et coûteux.

Après avoir considéré attentivement l'augmentation éventuelle du nombre d'officiels, notre point de vue est qu'elle ne convient pas aux pays plus petits qui, moins privilégiés que les autres, doivent affronter de nombreux problèmes pour collecter les fonds permettant à leurs athlètes de concourir aux Jeux.

Et, en général, ce sont les pays grands et riches qui soulèvent des objections sur l'amateurisme des sportifs participant aux Jeux Olympiques; les petits pays, au contraire, garantissent un amateurisme authentique et loyal. Il faut donc les encourager au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues parce qu'ils appliquent les principes fondamentaux du mouvement olympique.

Nous nous opposons catégoriquement à cette idée qui procurerait un avantage indu et injuste aux pays riches au détriment des plus petits. Notre expérience personnelle ne nous convainct pas qu'une augmentation du nombre d'officiels soit nécessaire; on a donc l'impression que les pays plus riches font pression simplement parce que, grâce à leur argent, ils veulent se trouver dans une position meilleure pour remporter les épreuves. Et cela n'est pas conforme à l'esprit olympique authentique.

Un autre aspect est encore à considérer. Grâce à un nombre d'officiels supérieur, les pays plus riches peuvent alimenter leur tendance déjà grande à susciter l'admiration, à créer une ambiance fastueuse et spectaculaire qui accroîtrait leur prestige. Et cela est également contraire aux principes s'inspirant de l'olympisme. Merci, M. le Président.

Sten Svensson

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Suédois

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, beaucoup d'entre nous sont très satisfaits, je suppose, que cet argument figure à l'ordre du jour. Pour les Jeux précédents, les secrétaires et les chefs de mission ont dû affronter un problème ardu pour trouver la manière de se faire accompagner des officiels indispensables aux Jeux. Ce débat est, à mon avis, excellent, malgré l'opinion contraire du délégué du Kenya. Je parle au nom des pays nordiques qui sollicitent davantage d'officiels. Par exemple, non pas seulement pour le canoé et l'aviron, mais aussi pour le yachting car les concurrents de ce sport ont besoin d'un batelier s'occupant de leurs embarcations.

Nous pensons en outre que si un seul concurrent est engagé pour un sport, il faut également

lui adjoindre un accompagnateur qui l'assiste. Je me rappelle, par expérience personnelle que nous avions en 1956, à Melbourne, un yatchman engagé mais sans assistant. Nous aurions mieux fait de le laisser chez lui!

Le règlement sur les officiels devrait donc être amendé comme suit: 1 officiel pour 3 athlètes mais, dans tous les cas, toujours 1 pour chaque sport.

Quant aux journalistes, les C.N.O. n'ont pas à s'en occuper. Le C.I.O., je le sais, a reconnu si et non l'organisation internationale des journalistes sportifs: par conséquent, c'est à lui et à l'organisation compétente — l'organisation des journalistes — qu'incombe de chiffrer le nombre de techniciens et de reporters de la radio et de la télévision, et de journalistes.

Etant journaliste de profession, je parle en toute connaissance de cause. Nombre de grands journaux, je ne l'ignore pas, n'ayant pas asser de billets pour effectuer un bon travail, sont prompts à les payer. Ce serait là, à mon avis, une chose excellente si les journaux et les agences de presse avaient le droit, comme les C.N.O., de réserver des billets pour leurs reportages. Merci.

Raoul Mollet

Président du Comité Olympique Belge

M. le Président, je me réfère à l'arr. 36. Nous trouvons que le nombre des officiels autorisés à loger au village olympique est devenu nettement insuffisant, en considérant le nombre et la diversité d'étage dévolus actuellement à ces officiels. En conséquence, nous demandons que ce nombre soit augmenté. Mais la méthode préconisée par le CONI d'augmenter purement et simplement les contingents prévus par l'art. 36, au par. a), b) et c), ne nous donne pas entière satisfaction.

C'est pourquoi nous voudrions vous proposer une nouvelle présentation de l'art. 36. Nous voudrions qu'il reflète mieux la présence indispensable aux Jeux de tous ceux qui entourent l'athlète, et que l'on distingue nettement le cadre administratif, le cadre technicien, le cadre médical et para-médical, et le cadre dirigeants fédéraux.

Je ne vais pas vous infliger le long projet, le projet que nous avons rédigé avec grand soin. Je vais me permettre de le remettre au Comité Organisateur. Je voudrais vous dire qu'il y a, à notre avis, un autre aspect important à ce que notre règle soit modifiée dans sa présentation: c'est que les règles, selon nous, ont un aspect éducatif par le fait qu'elles transmettent la philosophie des dirigeants à tous ceux qui vont les appliquer. L'augmentation totale pour toutes les délégations serait au maximum de 12 personnes, en comparaison avec les dispositions existantes.

Nous pensons qu'il est déterminant pour le moment, après l'expérience de Tokyo et en vue des nouveaux Jeux Olympiques qui sont à l'horizon, de prévoir une nouvelle présentation, et évidemment une augmentation concomitante du cadre des accompagnateurs. Merci beaucoup.

K. Sandy Duncan

Secrétaire Général du Comité Olympique Britannique

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, j'ai lu avec stupeur et préoccupation, dans le Bulletin du C.I.O., à propos de la session de Tokyo, qu'il n'était pas du tout question d'augmenter le nombre de médecins, de masseurs, d'accompagnateurs, etc. Dans la pratique, cela signifie que les équipes nombreuses subiront une réduction d'à peu près 30% de leurs effectifs. La chose est d'autre

English

tant plus grave qu'elle se produit à une époque où, à chacun des Jeux Olympiques, nous trouvons non pas un unique Village Olympique permettant d'assister les équipes sans de grosses difficultés, mais plusieurs villages-satellites.

C'est pourquoi nous accueillons chaleureusement la proposition du CONI. Tous les C.N.O., petits ou grands, ont pour strict devoir de fournir à leurs concurrents toute l'assistance voulue. Dépenser de l'argent pour des concurrents qui n'ont pas les officiels suffisants équivaut à le perdre et à le gaspiller.

Nous sommes donc entièrement d'accord. Un point cependant a été oublié: les palefreniers. Tout pays possédant une forte représentation n'ignore pas que les frais des accompagnateurs de l'équipe d'équitation atteignent des chiffres astronomiques. Il est absurde de transporter à des milliers de kilomètres de distance des chevaux de prix s'ils ne peuvent pas être bien soignés.

Nous souhaitons en outre que, dans la rubrique « assistance médicale », figurent également les vétérinaires. A part ces points moins importants, nous partageons complètement votre proposition et, bien entendu, nous appuyons aussi l'augmentation du nombre de journalistes dont le travail nous est précieux.

Max Danz

Vice-Président du Comité Olympique de l'Allemagne de l'Ouest

Monsieur le Président, tout responsable de l'organisation d'équipes olympiques connaît le problème du déplacement des chevaux et des embarcations.

Ma proposition concerne le transport des embarcations, à savoir 1 batelier pour le canoë, 1 pour l'aviron et 1 pour le yachting, mais pas plus de 2, ainsi qu'un palefrenier pour le transport des chevaux. Merci.

PRESIDENT: J'ai l'honneur de donner la parole à M. Massard, Vice-Président du Comité International Olympique.

Armand Massard

Vice-Président du C.I.O. et Président du Comité Olympique Français

M. le Président, je viens de le dire au journaliste qui m'a interviewé en passant, je ne tenais pas à parler aujourd'hui. Vous pensez bien que le Comité olympique français ne serait pas resté muet pour le grand effort que vous venez d'accomplir et pour les résultats que vous allez obtenir, en permettant cette confrontation de tous les C.N.O. et en faisant une liaison qui s'imposait et que vous avez réalisée merveilleusement.

Mais je suis un peu enchaîné par le titre que vous venez de me donner, de Vice-Président du Comité International Olympique; en effet, les résolutions que vous avez débattues sont déjà soumises — comme la dernière relative à l'augmentation du nombre d'officiels — au C.I.O. C'est précisément moi qui l'ait présentée à la session de Moscou, il y a longtemps; elle a été votée, puis rabattue à un congrès suivant et diminuée. Depuis la Commission Exécutive est saisie et des augmentations substantielles sont sollicitées sur tous les plans: officiels, médecins, journalistes, etc. Par conséquent, la motion est déjà introduite au Comité International Olympique.

Vous savez qu'il y a exactement 61 ans que je fréquente des Jeux Olympiques: cela ne me rajeunit pas! Il y a des dames ici, cela me gêne beaucoup de le leur dire. Je suis Vice-Président du C.I.O. depuis une douzaine d'années. C'est dire que je suis ici embarrassé pour jouer un peu le mentor, mais

ces confrontations que nous venons d'avoir sont extrêmement importantes et vraiment intéressantes; elles font aussi des liaisons qui pourront justement rebondir jusqu'au C.I.O. sans que chacun soit obligé d'écrire ou de se déplacer. Je reviendrai peut-être sur la question demain, parce que d'autres sont déjà remises au C.I.O. et en discussion déjà. Merci, M. le Président.

Edgar Fried

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Autrichien

Monsieur le Président, mes chers amis, les C.N.O. des pays plus petits n'ont pas intérêt, je crois, à augmenter le nombre d'officiels car c'est déjà un problème pour eux que de trouver les fonds nécessaires pour les équipes et les officiels. Mais ce problème a une autre donnée: il faut considérer la position du Comité organisateur. Le déplacement des officiels pose toujours de grosses difficultés parce qu'on doit se soucier non seulement du logement mais aussi du transport, etc.

Avec mon collègue belge, je propose donc de constater quels effets produiraient la modification de l'art. 36 en se basant sur la situation de Tokyo. En effet, compte tenu aussi des techniciens, on arrive à nombre d'officiels à peu près équivalent à celui des concurrents. Merci, M. le Président.

PRESIDENT: Excusez-moi, mais je tiens à préciser au représentant du C.N.O. autrichien, excellent organisateur des Jeux d'Innsbruck, que notre proposition d'augmenter le nombre d'officiels n'est pas obligatoire mais simplement facultative. Tous les C.N.O. savent qu'il existe des semi-officiels; l'entrée au Village Olympique leur est interdite, ils sont dépourvus de cartes olympiques et se trouvent donc dans une situation difficile pour accomplir leur tâche.

N'oublions pas la gigantesque manifestation des Jeux Olympiques. Elle dépend des athlètes qui, comme on l'a dit précédemment, ne peuvent exercer leur activité que s'ils sont accompagnés, soignés et protégés. Elle dépend ensuite des journalistes et de la télévision. Rendons-nous compte que le nombre de personnes qui suivent les Jeux Olympiques — manifestation qui fournit à l'olympisme une énorme publicité dans le monde — n'est plus circonscrit au chiffre ridicule de 100.000. Désormais, il existe des dizaines de millions de spectateurs. Le public des stades n'est qu'un décor supplémentaire des Jeux eux-mêmes.

Je donne la parole au représentant des Etats-Unis.

Kenneth L. Wilson

Président du Comité Olympique des Etats-Unis

Monsieur le Président, je vous remercie et vous félicite pour la magnifique organisation de ce congrès.

A mon avis, une de nos plus grandes responsabilités concerne le bien-être des athlètes. Comme ils se rendent aux Jeux Olympiques en plusieurs groupes et par échelon, avec les yachts, les chevaux, etc., nous devons affronter de grosses difficultés pour leur assurer toute l'assistance souhaitable, si le nombre d'officiels n'est pas augmenté. C'est une question qu'il faut considérer très sérieusement et très attentivement parce qu'elle est très importante pour les concurrents.

N'oublions pas non plus les journalistes car notre devoir est d'informer le monde d'1 nombre croissant de jeunes qui prennent part aux Jeux Olympiques; la presse et la télévision [illegible] utilement le plus valable pour divulguer notre idéal. Nous devons donc, à mon avis, en prendre la responsabilité personnelle. Merci.

Aurel Duma

Président du Comité Olympique Roumain

M.le Président, Mesdames, Messieurs, la délégation du Comité Olympique Roumain est d'accord sur l'augmentation du nombre d'officiels suggérée par le C.O.N.I. et son Président, M. Onesti.

Cela dit, nous demandons au congrès de bien vouloir recommander les propositions suivantes au Comité International Olympique:

1) Modifiant l'art. 35 des Règles Olympiques, le nombre maximum d'engagements ne devrait pas dépasser, pour les épreuves individuelles, deux concurrents par pays, sans remplaçants. Cette réduction permettrait aux athlètes de plusieurs pays de se qualifier pour les finales, ce qui stimulerait un entraînement plus poussé et permettrait aux concurrents de disputer les Jeux avec plus de mordant.

2) L'art. 38 devrait fixer que le Comité Organisateur des Jeux d'été et d'hiver supporte les frais de séjour des arbitres, juges, chronométreurs et du jury de chaque discipline. A l'avenir, les frais de déplacement des officiels techniques devraient être pris en charge par les Fédérations Internationales. Jusqu'à présent, on le sait, les officiels techniques et les jurys étaient désignés par les F.I.S. et leurs frais de séjour et de transport étaient à la charge des C.N.O.

Nous sommes convaincus que vous partagez notre proposition, compte tenu du fait que, même ainsi, les Comités Nationaux Olympiques sont contraints de faire des efforts financiers considérables pour les Jeux Olympiques.

En outre, si les officiels techniques et les jurys ne dépendront plus matériellement des C.N.O., ils rempliront leurs tâches avec plus d'indépendance et d'objectivité.

Juan Antonio Samaranch

Vice-Président du Comité Olympique Espagnol

Monsieur le Président, j'indiquerai les deux propositions du Comité Olympique espagnol après le débat de ce point concret.

Au sujet du nombre d'officiels et de journalistes, notre Comité a étudié attentivement la proposition du CONI et il est indispensable, je crois, de l'approuver. Je peux le décider ainsi au nom du Comité Olympique espagnol d'autant plus que personne ne peut considérer la position de l'Espagne intéressée car notre pays, pour l'instant tout au moins, n'a pas une forte délégation ou une puissance économique et sportive considérable. A notre avis, néanmoins, les concurrents doivent bénéficier du maximum d'assistance. De plus, comme l'a dit le Président du CONI, M. Onesti, approuver cette proposition n'est pas obligatoire, mais facultative: une dépense supplémentaire n'est pas requise aux pays qui n'entendent pas augmenter le nombre d'officiels.

Quant à l'augmentation du nombre de techniciens et de reporters de la radio et de la télévision, et du nombre de journalistes, elle me semble juste, d'autant plus, comme l'a dit le Président Onesti, que le nombre des personnes qui suivent les Jeux s'est centuplé. Des millions et des millions de personnes comptent désormais recevoir le plus grand nombre possible de nouvelles sur les Jeux Olympiques. Merci.

Jean-Claude Ganga

Secrétaire Général du Comité Olympique du Congo-Brazzaville

Je vous remercie, M. le Président. Les Jeux Olympiques constituent dans notre siècle un très grand événement puisqu'ils donnent l'occasion à des dizaines de milliers de jeunes de ce monde de se rencontrer. Nous discutons ici d'un point crucial, d'un point important, de la réussite de l'idéal même olympique.

Quant à nous, nous sommes un peu surpris, même effarés, par l'importance que prennent au fur et à mesure les Jeux Olympiques. Nous sommes entièrement d'accord avec les propositions qui sont faites, parce que l'athlète doit être assisté, on doit lui donner pendant les Jeux Olympiques toute l'assistance qu'il mérite. Mais je crois qu'on doit tenir compte aussi d'un principe: c'est que les Jeux Olympiques ne doivent pas être une sorte d'industrie, réservée uniquement aux grandes puissances.

Il est important aussi qu'on pense à l'organisation éventuelle de ces Jeux par de petits pays. Nous dirons que, pour nous en Afrique, il serait très difficile qu'un pays puisse organiser des Jeux avec 20.000 participants et 13.000 accompagnateurs. En tant qu'assemblée des Comités Nationaux Olympiques, nous avons le devoir d'étudier les possibilités d'aider au mieux le concurrent qui participe aux Jeux Olympiques, mais nous ne devons pas non plus perdre de vue que les Jeux appartiennent au monde entier, aux grands pays comme aux plus petits. Et il faut que les petits pays aient aussi l'occasion d'organiser des Jeux Olympiques.

Pour nous, il nous serait difficile de nous rallier à cette proposition d'augmentation du nombre d'athlètes, du nombre de journalistes, du nombre d'officiels parce que nous pensons que les Jeux Olympiques doivent rester aussi à la portée des petits pays. Je vous remercie, M. le Président.

PRESIDENT: Si personne d'entre vous ne désire prendre encore la parole sur cet argument, j'invite vivement les représentants des C.N.O. dont l'autorité, la tradition et l'importance sont incontestées de présenter, compte tenu de leur expérience, leurs suggestions dans la matinée de demain.

Avant de lever le séance de ce soir, les représentants de l'Espagne et du Portugal désirent soumettre à notre Assemblée certaines recommandations. Je donne donc la parole à M. Samaranch.

Propositions des C.N.O. de l'Espagne et du Portugal non inscrites à l'ordre du jour

Juan Antonio Samaranch

Vice-Président du Comité Olympique Espagnol

Monsieur le Président, mes chers collègues, la lecture des deux propositions espagnoles réclamerait trop de temps: je les résumerai donc.

L'Espagne vous les soumet pour qu'elles soient présentées, avec l'approbation de tous, à la Session du C.I.O. à Madrid. La première concerne le nombre maximum d'engagements aux Jeux Olympiques. Nous sommes demeurés surpris lorsque, dernièrement, le nombre de concurrents pour l'athlétisme et la natation a été porté à trois.

Les Jeux Olympiques n'étant pas un championnat du monde ou moins encore, mais un rassemblement de la jeunesse du monde entier, nous estimons que ce chiffre de trois devrait être ramené à [illegible]. Attendu que cette modification serait très draconienne et déplairait à plusieurs pays, l'Espagne propose donc qu'aux prochains Jeux du Mexique, le nombre demeure inchangé, mais que, [illegible] de 1972 le nombre d'engagement pour l'athlétisme et la natation devra être réduit à 2 [illegible].

Voilà la première proposition de l'Espagne et elle favorise, je crois, la plupart des pays qui suivent le mouvement olympique.

La seconde proposition est la suivante: beaucoup de concurrents se rendent aux Jeux, bercés par de grandes illusions et en reviennent aigris parce qu'ils ont été surclassés par des athlètes qui possèdent des disponibilités très supérieures et qui peuvent donc mieux se préparer. L'Espagne propose alors que les concurrents ayant atteint durant les Jeux les minimas requis par les Fédérations internationales pour leur engagement, reçoivent un diplôme attestant qu'ils ont obtenu les dits minimas.

Voilà les deux propositions de l'Espagne qui seront soumises à Madrid. Nous aimerions qu'elles figurent dans le calendrier préparé par le CONI pour être présentées ensemble.

Nous repartirons demain matin et espérons connaître votre opinion à leur sujet. Merci beaucoup.

PRESIDENT: J'ai suivi avec attention les propositions espagnoles. La première est évidemment du ressort des Fédérations internationales; de toute façon, si vous êtes d'accord, elle sera présentée à Madrid.

La seconde est une recommandation que j'appelerai sentimentale, et personnellement je la partage. Combien d'athlètes ont sacrifié de longues années de leur jeunesse, dans l'espoir d'obtenir un résultat aux Jeux Olympiques. Qu'il en reste au moins un souvenir. Le souvenir est généralement décerné aux tout premiers, à ceux qui réalisent les meilleures performances. Eh bien, donnons aussi aux autres un certificat d'honneur, cela coûte peu et encourage l'athlète à entreprendre une bonne propagande pour son activité.

La parole est au représentant portugais.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Membre du Comité Olympique Portugais

M. le Président, messieurs, au nom du Comité olympique portugais, je désire vous présenter une proposition pour qu'elle soit soumise à la Commission Exécutive du C.I.O. et que le Portugal juge d'une assez grande utilité. Etant donné que le nôtre est un petit pays, qui ne pourra certainement pas organiser des Jeux Olympiques, cette proposition ne nous intéresse pas directement. La voici:

« Vu l'impossibilité de satisfaire toutes les Fédérations internationales qui désirent voir leurs sports inclus dans le programme des Jeux Olympiques — et ceci à cause du nombre excessif de concurrents, incompatible avec les petites villes, et de la difficulté de réaliser un programme trop chargé dans le délai réglementaire, qui n'est pas d'ailleurs conseillable de prolonger —, nous proposons la formule suivante pour répondre aux désirs et aux préférences des pays organisateurs et de ceux du continent auquel ils appartiennent, à savoir 10 sports obligatoires et 12 facultatifs. Cette formule permettrait ainsi, grâce à son élasticité, de mieux harmoniser les sports les plus dignes d'être considérés obligatoires ».

Les sports obligatoires et facultatifs que nous avons choisis représente une sélection personnelle et ils peuvent absolument être changés. Il s'agit simplement d'un exemple. Notre désir serait, entre autres, que le pentathlon moderne figure parmi les sports obligatoires. Mais, je le répète, c'est là une indication qui servira au C.I.O.

Le choix des 10 sports obligatoires doit reposer sur les critères ci-après:

1) tradition olympique; 2) qualités intrinsèques; 3) pratique générale dans le monde de tel ou tel sport; 4) caractère individualiste comme point négatif. Il faudra tenir compte également de la contamination professionnelle.

J'ajoute à ceci une petite explication. A notre avis, cette proposition pourra être très utile au pays organisateur, surtout s'il s'agit d'un petit pays. Outre les sports que le C.I.O. considère obligatoires, il devra choisir de 5 à 8 sports facultatifs ou tous les 8 s'il le juge nécessaire. Autrement dit, le pays organisateur aura la faculté de choisir les sports facultatifs qui bon lui semblent.

PRESIDENT: Permettez-moi, M. le représentant du Portugal, de relever puisque cet argument ne figure pas à l'ordre du jour, qu'il est très malaisé de tenter une réduction aussi draconienne des Jeux, en en demandant son approbation ici. Nous transmettrons donc à Madrid votre recommandation et le C.I.O. délibèrera à son sujet.

Je vous invite, en passant, à vous faire une idée plus spontanée, moins colossale des Jeux Olympiques. Nous conservons le souvenir de la merveilleuse organisation des Jeux Olympiques de Tokyo: merveilleuse mais simple. J'ai eu l'honneur d'assister aux Jeux Olympiques de Londres, d'Helsinki et de Melbourne, et ce furent aussi d'excellents Jeux. Qu'aucun pays, petit ou grand soit-il, ne s'épouvante. Si le pays organisateur saura redonner leur vrai visage aux Jeux qui doivent être une manifestation sportive par excellence, il pourra compter sur notre affectueuse compréhension et sur notre concours.

La parole est au représentant de Malte.

Cinquième sujet: Augmentation du nombre d'officiels (*suite*)

Alfred P. Briffa

Président du Comité Olympique maltais

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, je désire parler encore de l'augmentation du nombre d'officiels, en espérant qu'il n'est pas trop tard. Les délégués de plusieurs petits pays ont affirmé qu'elle ne les concernait pas. Je ne suis pas d'accord parce que, compte tenu de l'expérience des Jeux précédents, il est indispensable d'avoir le nombre requis d'officiels, même si l'équipe n'est pas nombreuse. Parfois des groupes de concurrents sont logés à des kilomètres de distance les uns des autres; or une équipe n'est pas efficace si les officiels ne sont pas en nombre suffisant. Des équipes efficaces signifient des Jeux efficaces. Par conséquent, sans officiels, les Jeux seraient une faillite. Merci.

PRESIDENT: Messieurs les Présidents, avant de lever la séance permettez-moi non seulement de vous remercier mais aussi de vous féliciter vivement de vos interventions à la fois judicieuses et synthétiques qui ont permis aux travaux de bien se dérouler.

J'invite ceux qui entendent prêter leur concours pour compléter nos résolutions sur le point 4 et la relation du point 5 de l'ordre du jour de rester quelques minutes ou de venir demain matin avant la réunion de 9h.30. Merci.

(*La séance est levée à 18h.10*)

Quatrième sujet: Jeux Régionaux (*suite*)

PRESIDENT: Messieurs les Présidents, je m'excuse, au nom également du Secrétariat, de ce retard mais vous qui êtes des organisateurs, savez parfaitement combien il est malaisé de venir à bout d'un travail.

Les derniers amendements sur les « Jeux Régionaux » et sur les « Officiels » sont parvenus au Secrétariat il y a quelques minutes. Pour les coordonner, les reporter et rédiger la nouvelle résolution, nous avons dû perdre du temps, et je vous prie encore de m'excuser.

Passons immédiatement aux « Jeux Régionaux ». Je vous invite à suivre attentivement la lecture de la résolution y relative parce que nous l'avons transformée complètement à votre demande, en cherchant dans toute la mesure du possible à l'adapter au plus grand nombre d'exigences. Je la lis donc:

« Après avoir examiné la brève histoire des Jeux Régionaux, les Comités Nationaux Olympiques réunis à Rome, le 2 octobre 1965,

conviennent

que ceux-ci constituent un important moyen pour le développement de l'idéal et de la pratique olympique, et qu'ils méritent donc la plus grande attention de la part du C.I.O., des C.N.O. et des F.I.S.;

souhaitent

que leur règlement soit étudié plus à fond par le C.I.O. et les F.I.S. intéressées;

proposent

au C.I.O. les orientations de base suivantes:

1) Aux Jeux qui portent la dénomination d'une région géographiquement définie doivent être invités tous les Comités olympiques de la région, à condition d'observer les Règles Olympiques. Seulement dans ce cas, le C.I.O. et les F.I.S. devraient accorder leur patronage et leur reconnaissance;

2) Aux Jeux n'ayant pas un caractère de regroupement territorial et qui n'en portent donc pas la dénomination, les invitations peuvent être faites selon le libre choix des organisateurs, compte tenu des normes et des limites des Fédérations Internationales Sportives.

invitent donc

les Fédérations Internationales Sportives à faciliter, autant que possible, tous les Jeux de propagande sportive dans le but de concourir à la réalisation de rencontres bilatérales ou multilatérales, surtout dans les pays où les organisations sportives ont besoin d'aide, de conseils et d'une grande compréhension. La condition fondamentale est que ces rencontres aient toujours pour but la diffusion de l'idéal olympique ».

Messieurs les Présidents, nous avons fait l'impossible pour vous contenter. C'est à vous de dire si nous avons interprété comme il se doit vos opinions.

Y a-t-il des remarques sur cette résolution? Non? Nous pouvons donc sans crainte la considérer comme approuvée.

Gabriel Gemayel

Président du Comité Olympique Libanais

Monsieur le Président, vous avez dit que doivent participer aux Jeux Régionaux tous les pays de la même région, selon les règlements du Comité International Olympique. Je voudrais simplement ajouter: selon les règlements du C.I.O. mais aussi selon les règlements établis par chaque Comité international régional.

PRESIDENT: Monsieur le Président, lorsque nous disons « dans le plein respect des Règles Olympiques, nous disons tout. Cependant, compte tenu de votre observation, ce sera le sens que nous donnerons à notre exposé.

H. Glovinsky

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Israélien

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, le Président a eu la gentillesse de nous aviser que la résolution sur les « Jeux Régionaux » avait été refondue et présentée sous une forme différente. Je désire aimablement lui faire remarquer qu'avant d'approuver une résolution de cette importance, le texte écrit devrait être sous nos yeux. En effet, il est malaisé d'écouter « en simultanée » la résolution concernant un sujet aussi important que les Jeux Régionaux. Je vous prie donc de bien vouloir ajourner le débat ou l'approbation de la résolution en attendant que nous ayons un document écrit de manière à pouvoir l'examiner à fond. Merci.

PRESIDENT: Monsieur le Président, la résolution sera lue à nouveau en langue anglaise par le Dr Martucci que vous connaissez bien. Je tiens donc à tranquiliser le représentant du Comité olympique israélien; après la lecture du texte, il sera probablement satisfait.

(*Le Dr Martucci lit la résolution en anglais*)

J'espère ne pas avoir péché par présomption en déclarant que le nouveau texte vous satisferait, M. le Président du Comité olympique d'Israël.

C. L. Kerdel

Vice-Président du Comité Olympique des Pays-Bas

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom de la délégation hollandaise, j'approuve la proposition du représentant d'Israël. Il est indispensable en effet d'avoir sous les yeux le texte de la résolution. C'est d'ailleurs la procédure qui a été suivie jusqu'ici. Merci.

PRESIDENT: Nous acceptons votre remarque. Si nous avons lu simplement la résolution, c'est que nous avons été dans l'impossibilité matérielle de l'établir. Nous allons la passer à notre Secrétariat et, d'ici peu, elle vous sera remise comme nous l'avons fait jusqu'à présent. Nous reviendrons sur cet argument dès que nous en aurons le texte en plusieurs langues.

Cinquième sujet: Augmentation du nombre d'officiels (*suite*)

Messieurs les Présidents, l'avant-dernier point de l'ordre du jour est beaucoup plus facile: il s'agit de la proposition d'augmenter le nombre d'officiels. Le Dr Garroni a centralisé vos amendements et il vous les communiquera lui-même.

GARRONI: Messieurs les Présidents, sans relire le texte que j'ai entre les mains, je vous indiquerai simplement les ajouts ou les amendements.

La première page de la relation est ainsi complétée:

— « ou en plus un officiel pour chacun des sports où un C.N.O. est engagé aux Jeux Olympiques » (proposition suédoise);

— « en plus un officiel-dame pour chaque sport féminin où un C.N.O. est engagé » (autre proposition).

Dans la seconde page, à l'endroit où il est question des bateliers, il faut ajouter:

« en plus d'un batelier pour le canoë et d'un autre pour l'aviron, un batelier également pour le yachting; néanmoins, pour les trois sports, pas plus de deux bateliers; et encore un palefrenier en plus pour le transport des chevaux ».

Le Comité Olympique japonais recommande un nombre accru de médecins, ce qui figure d'ailleurs dans le document qui vous est présenté. A ce propos, des explications seront ajoutées au point que vous connaissez pour illustrer et compléter la proposition japonaise. Merci.

PRESIDENT: Vous êtes tous d'accord, je crois, sur les amendements proposés. Dès que le document sur les Jeux Régionaux sera prêt, nous y reviendrons.

Sixième sujet: Développement en commun des C.N.O.

A propos du dernier point de l'ordre du jour, c'est-à-dire le « Développement en commun des Comités Nationaux Olympiques », plusieurs représentants des C.N.O. jugent superflu de relire la relation qui s'y réfère puisqu'ils l'ont déjà entre leurs mains et demandent d'entamer les débats. Etes-vous d'accord? Oui. Je vous remercie. Se sont inscrits jusqu'à présent les C.N.O. des pays suivants: Ouganda, Ethiopie, Kenya, Pologne, Israël, Suède, Pays-Bas et Autriche.

« Les applications de la science facilitent et accélèrent de plus en plus les contacts entre les hommes de tous les coins du globe. Se rencontrer, c'est se connaître. Et si nous trouvons chez d'autres peuples des coutumes différentes et différents langages, leurs exigences, leurs sentiments et leurs besoins fondamentaux sont identiques aux nôtres.

Contre les forces qui ont toujours déployé leurs efforts pour empêcher aux hommes de se connaître directement, contre les préjugés sur les étrangers — représentés comme des ennemis à la fois barbares et intraitables —, des hommes de valeur ont combattu et poursuivent leur combat. Ils sont convaincus que la connaissance réciproque engendre finalement le respect et l'amour du prochain. Ils ne sont mûs ni par l'intérêt ni par l'ambition. Ces hommes sont des sportifs; ils ont créé le principe de l'hospitalité universelle en voyant dans tous les hommes leurs frères. Ils sont désarmés; ils ne répondent pas à la violence par la force; ils se servent au contraire de l'amour et de la générosité qui sont des forces puissantes et durables.

Si l'industrie de guerre a inventé au cours des siècles des armes de plus en plus terrifiantes, le cœur et la bonté se servent quant à eux des instruments spirituels, valables aujourd'hui comme hier. Si le droit des peuples a été reconnu après des siècles de refus obstiné, si le droit international ne

réussit pas encore à fonder une société pacifique de nations souveraines, il arrive souvent que le droit est subordonné à l'intérêt et que la bonne volonté succombe à la force du mal.

Une des tout dernières forces qui agit pour le bien et la paix de l'humanité est la force sportive. Se basant sur la bonté, l'amour et le principe de l'égalité entre tous les hommes, elle a réussi à obtenir de rapides succès. Les Jeux Olympiques en sont un témoignage incontestable. Mais l'idée du sport implique des connaissances et des contacts plus fréquents que ces rassemblements quadriennaux. Le sport est frère de la jeunesse, et les jeunes ont l'esprit ouvert et sans préjugés de catégorie, de caste ou de clan. Les jeunes veulent et savent apprendre. Le germe de la compréhension mutuelle et du respect d'autrui sera donc fécond dans leur âme. Ils comprendront que nous sommes tous égaux et que nous avons tous quelque chose à apprendre de notre frère, quelle que soit la région de la terre où il est né.

Dans tous les pays, il existe actuellement un Comité National Olympique, et un Comité olympique n'est pas une agence de voyages ou un Comité des Fêtes. Les C.N.O. ont un rôle important et unique. De concert avec les Fédérations et les Sociétés sportives, ils doivent faire en sorte que la jeunesse de leur pays apprenne et suive les règles du sport et aspire à la compétition amicale, sans merci mais loyale, avec les jeunes d'autres pays.

Plusieurs Comités Nationaux Olympiques, nous le savons, ne possèdent pas actuellement les moyens nécessaires pour aspirer à ces résultats. Certains ont besoin de conseils et d'exemples. Mais chaque C.N.O. représente, en tout cas, une force énorme au service de la paix universelle. Ce que les politiciens, les prophètes et les juristes n'ont pas su faire, nous cherchons à l'obtenir par le sport. C'est une tâche immense qui nous rend responsable en conscience de l'avenir des générations nouvelles et nous qui avons subi des guerres inutiles et sacrilèges, chercherons à les rendre plus heureuses et sereines.

Mais pour atteindre ce but, il faut d'abord créer l'union des Comités Nationaux Olympiques. Et si tout le monde sera d'accord, un projet de statut est déjà prêt. En réunissant ces unités homogènes, nous parviendrons à une somme de forces morales dont le monde devra peut-être un jour constater l'importance. C'est le Comité International Olympique qui grâce à l'inspiration du Baron Pierre de Coubertin a dicté les premières règles de la fraternité universelle parmi les sportifs. C'est lui qui a demandé que ses fils du monde entier soient nommés Comités Nationaux Olympiques. C'est lui encore qui a désiré que ces centrales d'une authentique religion du sport se rencontrent en reconnaissant leur amitié et leur fraternité.

C'est ainsi que, compte tenu des principes du C.I.O., nous allons discuter un ordre du jour et voter des résolutions qui seront soumises au C.I.O. sur des matières de son ressort exclusif. Par contre, nous chercherons à résoudre entre nous les questions des C.N.O. en ce qui concerne leur structure et leur fonctionnement, et pour ce qui est de l'information, afin de créer une forme d'assistance mutuelle.

Conscients de la grande influence que chacun d'entre nous exerce sur les jeunes — les dirigeants de demain —, nous avons estimé que le moment était venu d'agir ensemble, de discuter entre nous, de donner un espoir à une multitude d'hommes qui voient avec terreur la nouvelle menace de massacres et de guerres. La nature s'est servie de deux moyens pour empêcher l'unification des peuples, à savoir la différence des langues et des opinions politiques ou religieuses. C'est de là que dérivent l'inclination à la haine et les prétextes de guerre. Mais grâce aux progrès de la culture et au rapprochement des hommes, un accord sur les principes a plus de probabilités et l'on parvient à une union spécifique qui est assurée par l'équilibre des énergies humaines dans le cadre d'une plus active émulation.

C'est ce désir qui anime les sportifs. Avec un but si élevé, sans crainte que cette idée dépasse nos forces et nos possibilités, le Comité Olympique National Italien a pris une initiative concrète qui commencera à se réaliser à Rome.

Dans cette ville célèbre d'où sont partis si souvent des messages humains et universels, nous devrons nous aider mutuellement et contribuer à la compréhension réciproque et à la paix. Dans le

grandes entreprises, il a suffi de vouloir. Puisse le succès final nous donner une récompense encore plus précieuse!

Art. 1. L'Association des Comités Nationaux Olympiques (A.C.N.O. - N.O.C.A.) a pour but d'harmoniser et de relancer le mouvement olympique mondial qui a toujours respecté, dans son activité, les principes fondamentaux dont le Comité International Olympique a la tutelle.

Un autre de ses buts est de promouvoir une union plus étroite entre les Comités Nationaux Olympiques, l'échange d'informations sur leurs activités pratiques visant le développement du mouvement olympique et du sport international.

L'Association délibère sur toutes les questions présentant un intérêt commun pour les C.N.O. En ce qui concerne les questions relatives aux Règles Olympiques, elle ne peut que formuler des propositions et indiquer éventuellement les opinions des minoritaires qui seront soumises au Comité International Olympique qui décidera.

Art. 2. Tous les Comités Nationaux Olympiques peuvent adhérer à l'Association.

Art. 3. L'Association comprend les organes suivants:

— l'Assemblée des C.N.O.;

— le Président;

— le Comité de Coordination.

L'Assemblée comprend les Présidents des C.N.O., membres de l'Association, ou leurs délégués présents à chaque réunion. Le délégué doit être membre du Comité Olympique.

Elle décide de l'orientation générale de l'Association et nomme au début de chacun des Jeux Olympiques le Président, 2 Vice-Présidents et 10 membres du Comité de Coordination.

L'Assemblée siège une fois par an, immédiatement avant et, en principe, dans la ville où se déroule la Session d'été du C.I.O. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents, et statue à la majorité relative; tout C.N.O., membre de l'Association dispose d'une voix.

Les C.N.O. jouissent tous des mêmes droits et peuvent demander à l'Assemblée et au Comité de Coordination de discuter les problèmes relatifs au mouvement olympique qui les intéressent. Les propositions doivent être adressées au Secrétariat deux mois avant la réunion de l'Assemblée; le Secrétariat les transmettra, à son tour, aux C.N.O. un mois avant la session de l'Assemblée.

Art. 5. Le Président est élu à la majorité relative et demeure en exercice jusqu'à la fin des Jeux Olympiques qui ont suivi son élection.

Il représente l'Association auprès des organisations sportives internationales, dirige les travaux de l'Assemblée et du Comité de Coordination dans l'intervalle des sessions et fixe le calendrier des travaux, compte tenu des propositions présentées par les C.N.O. Il a la faculté de convoquer le Comité de Coordination en cas de problèmes importants et urgents.

Art. 6. Les deux vice-présidents sont élus à la majorité relative et leur mandat a une durée identique à celle du Président. Le plus âgé d'entre eux remplace le Président en cas de vacance. Dans cette circonstance, il invite l'Assemblée qui se réunit après cette vacance à renouveler tous les fonctions de l'Association.

Art. 7. Le Comité de Coordination comprend un Président, deux vice-présidents et 10 membres, à raison de deux membres par continent.

Les deux membres par continent sont élus à la majorité relative par les C.N.O. affiliés du dit continent et conservent leur mandat pendant l'intervalle olympique de quatre ans. Ils peuvent être remplacés en cas de vacance ou de démission dans les mêmes conditions au cours de l'Assemblée suivante.

Le Comité de Coordination présente ses recommandations sur les questions déjà débattues et les décisions qu'il prend dans des cas urgents doivent être ratifiées par l'Assemblée.

Art. 8. Un Bureau d'information est créé; son siège est à Rome et ses dépenses de fonctionnement seront prises en charge par le Comité Olympique National Italien.

Art. 9. Les langues officielles de l'A.C.N.O. sont le français, l'anglais, l'espagnol et le russe. En cas d'interprétation divergente sur ce document, seul le texte français fait foi ».

H. M. Sunderani

Membre du Comité Olympique de l'Ouganda

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, en tant que membre du Comité olympique de l'Ouganda, je désire féliciter le CONI et son président, M. Onesti, pour l'organisation de ce congrès historique qui aura, je crois, des répercussions sur l'organisation actuelle du C.I.O. Le projet d'association des C.N.O. est une idée splendide et influencera considérablement la politique future du Comité International Olympique. Même si ce projet ne l'engage pas, le C.I.O. ne peut absolument pas se permettre d'écarter des propositions avancées par un congrès de représentants des C.N.O. du monde entier.

Le temps est venu de regarder en face la réalité. Les C.N.O. ont déployé une activité exceptionnelle pour soutenir le mouvement olympique et allumé le flambeau ardent de l'olympisme. Malgré cela, ils n'ont pas de voix directe au sein du C.I.O. Vous tous qui participez à cette historique réunion savez parfaitement que les C.N.O. n'ont pas d'influence directe ou, pour mieux dire, un plus légitime rapport avec le C.I.O. Pourquoi ne pas suivre l'exemple d'autres organisations internationales et ne pas modifier les rapports existant entre le C.I.O. et les C.N.O. Car, actuellement, on est encore très loin de la réalité. De nombreux problèmes resteront insolubles tant qu'une coordination pratique ne sera pas réalisée avec le C.I.O.

Le premier jour de la conférence un des orateurs a dit que la Charte du C.I.O. était vieillotte: je partage pleinement son opinion. Les C.N.O. n'ont ni représentants au C.I.O. ni la faculté d'intervenir dans ses décisions. La Charte du C.I.O. ne peut pas satisfaire les aspirations de la seconde moitié du XXe s. Il est temps de procéder à des changements, d'en finir avec les contrastes. Aujourd'hui, le C.I.O. peut choisir ses membres parmi les personnes qu'il juge qualifiées et qui le représentent dans leur pays, sans être pour autant les délégués de leur gouvernement auprès du C.I.O. En outre, ils sont membres à vie, mesdames, messieurs! Aux Jeux de Tokyo, aux Jeux de Brazzaville, aux Jeux arabes du Caire, il m'est arrivé d'entendre de nombreux membres du C.N.O. se déclarer impuissants et frustrés vu leur impossibilité d'intervenir réellement au sein du C.I.O. Combien de temps encore durera cet état de choses? D'ailleurs, le Comité International Olympique ne peut exercer ses fonctions sans le concours des C.N.O.

Le moment est venu pour cette assemblée de faire pression sur le C.I.O. pour qu'il modifie ses statuts, pour que ne soient pas oubliés les principes fondamentaux de l'organisation olympique. J'approuve donc le projet d'association des C.N.O., même s'il subit quelques variantes. Le Comité de coordination des C.N.O. visé à l'art. 4 devrait être composé de 15 membres, trois pour chaque continent, au lieu de 10. Ils devraient élire le président et deux vice-présidents. Dans le même temps le C.I.O. devrait former une commission chargée d'étudier l'organisation actuelle du C.I.O. et de reviser ensuite ses statuts. Merci, M. le Président.

Ydnekatcheou Tessema

Président du Comité Olympique Ethiopien

Monsieur le Président, messieurs les délégués, en honneur du pays qui nous reçoit et au nom également des C.N.O. africains, j'aurai le plaisir de parler en italien. Le Comité National olympique éthiopien félicite sincèrement le CONI et en particulier son Président, Giulio Onesti, pour avoir eu l'idée de ce congrès des C.N.O., à la fois unique et magnifique qu'il a su réaliser avec effort et ténacité. Dès notre arrivée, nous avons soumis au président et à plusieurs délégués le point de vue éthiopien sur le projet d'association des C.N.O. qui nous avait été adressé.

A notre avis, la fondation de cette association revêt une importance capitale et nous [illegible]

English

nons qu'elle n'existe pas encore. L'association des C.N.O. représente dans nos mains une force puissante et marque peut-être la métamorphose de la structure et de l'administration du sport mondial. C'est pourquoi ce serait une preuve de légèreté et un acte d'ingratitude envers les organisateurs si nous nous quittions sans la fonder.

Pour réaliser ce projet, il faut donc

1) approuver le principe d'une association de ce genre;

2) adopter le Statut proposé par le CONI, après avoir modifié certains articles comme je l'indiquerai plus loin;

3) élire un président et onze membres continentaux, chargés d'établir pour le prochain congrès des statuts et des règlements conformes à l'Association.

C'est pourquoi le projet qui est soumis à notre attention ne peut avoir qu'un caractère transitoire, utile tout au plus à jeter les bases de l'association.

Voici les modifications dont je parlais:

Art. 1. Il faut définir exactement les buts de l'association; affirmer son indépendance totale vis-à-vis du C.I.O. Momentanément, le Statut ne doit pas s'engager à sauvegarder les principes spirituels existant. L'Association, en effet, doit être l'interprète de nos aspirations auprès du C.I.O. d'autant plus qu'elle admet, dans le dit article, ne pouvoir formuler que des propositions en laissant le soin de décider au C.I.O. Comme elle est créée pour réaliser, dans la mesure du possible, les aspirations des C.N.O., l'Association ne doit pas au départ adopter une attitude aussi passive lorsqu'elle aura obtenu le droit de faire valoir ses propositions auprès du C.I.O.

Art. 3. Au lieu de considérer la personne du Président comme le second organe de l'Association, il est plus raisonnable, pensons-nous, de le remplacer par un collège composé du Président et de vice-présidents.

Art. 4. « L'Assemblée comprend, prévoit cet article, les Présidents des C.N.O. ou de leurs délégués ». A notre avis, il serait préférable que l'Assemblée soit formée simplement de délégués des C.N.O. sans spécifier la qualité de président: il faut laisser aux Comités Nationaux Olympiques la liberté de choisir leurs délégués, en leur recommandant si possible de ne pas porter leur choix sur des membres du C.I.O. Et cela pour éviter que les dits membres qui sont les ambassadeurs du Comité International Olympique auprès des C.N.O., ne soient pas les interprètes convaincus des requêtes présentées au C.I.O.

Toujours à l'art. 4, nous proposons trois membres par continent pour le Comité de coordination, désignés par les délégués de chaque continent présents à la réunion. Dès sa 1ère séance, le Comité de coordination élira au scrutin secret le président et deux vice-présidents parmi les membres continentaux. Ainsi, un continent n'aura pas plus de trois membres. Si l'on adoptait au contraire la proposition du CONI un continent aurait la certitude mathématique de disposer de cinq membres, ce qui est trop.

En outre, au lieu de renouveler le Comité en entier tous les quatre ans, il est préférable de ne le faire qu'à moitié tous les deux ans. De cette façon, les travaux bénéficieront d'une certaine continuité et les nouveaux membres de l'expérience de ceux qui ont conservé leurs fonctions. Le Président et les deux vice-présidents ne devraient pas appartenir au même continent, et les deux vice-présidents devraient être de deux continents différents.

Art. 5. Selon cet article, le Président a le pouvoir de convoquer l'Assemblée à sa discrétion. Nous proposons que le texte soit modifié comme suit:

« L'Assemblée est convoquée lorsque, dans un délai de quinze jours à dater de l'envoi de la lettre recommandée du Président, la majorité des membres du Comité de coordination ne s'y opposent pas ».

En effet, accorder au Président le pouvoir, à lui seul, de convoquer une assemblée extraordinaire, sans même consulter ses proches collaborateurs, serait inhabituel et hasardeux.

Le même article prévoit que, en cas de démission ou d'empêchement du Président, la prochaine assemblée renouvelle totalement le Comité de coordination. Nous proposons qu'en cas de défection du Président, le vice-président le plus ancien assure l'intérim jusqu'à l'Assemblée successive, qui élira un autre Président, et lui uniquement.

Art. 7. Il devrait être ainsi complété: « deux membres d'un même C.N.O. ne peuvent faire partie du Comité de coordination » et « un seul membre du C.I.O. peut siéger au Comité de coordination ». Nous estimons, en effet, qu'un nombre considérable de membres du C.I.O. au sein de l'Association freinerait toutes les initiatives sur lesquelles le Comité International Olympique ne serait pas d'accord. Si ce n'était par crainte de perdre le concours d'hommes aussi compétents que le Président de notre congrès, nous n'aurions pas hésité à dire que les membres du C.I.O. devraient en être absolument exclus. Merci, M. le Président.

PRESIDENT: M. le Président du Comité Olympique éthiopien et cher ami, je vous remercie de votre communication exhaustive sur cet argument et, plus particulièrement d'un geste qui n'aura échappé à personne. En effet, bien qu'il connaisse quatre langues, le Président du C.N.O. éthiopien a choisi l'italien pour exprimer ses idées. Je le remercie encore. Sans entrer dans le fond des remarques de l'orateur précédent, je me permets d'inviter les suivants à déclarer simplement s'ils sont pour ou contre ce projet d'association. Je me rends compte que, faisant preuve d'une grande délicatesse, le représentant du Comité National olympique éthiopien ait préféré approfondir immédiatement le sujet, pour ne pas y revenir. Ne vous préoccupez pas. C'est un sujet délicat, il est bon de connaître à fond votre opinion, mais bornons-nous pour l'instant à savoir si nous voulons oui ou non fonder cette Association. Dans le cas affirmatif, nous discuterons alors de son Statut.

Harbans Singh

Membre du Comité Olympique du Kenya

Monsieur le Président, je désire exprimer ma gratitude au CONI pour l'organisation de ce congrès. Le Kenya a examiné très attentivement l'argument et nous entrevoyons à ce sujet plusieurs difficultés de caractère physique, financier et géographique. En théorie, il s'agit sans aucun doute d'une bonne idée, mais je vous invite à bien réfléchir et en conséquence à ne pas hâter vos conclusions. J'ai été très étonné d'entendre dire par certains de ceux qui au cours des années écoulées ont contribué activement à l'établissement d'un statut approprié, que ce statut est inefficace. Cela signifie annuler les efforts bénévoles de ces organisations. Si l'on veut protéger le mouvement olympique, il faut, à mon avis, respecter ce qui a été fait jusqu'à présent; nous pouvons seulement reviser et perfectionner, mais non pas méconnaître et détruire l'œuvre accomplie. Si nous agissons comme on nous l'a proposé hier, demain d'autres auront alors la faculté d'anéantir ce que nous avons fait; des éléments politiques seront peut-être enclins à cela, mais s'il y avait parmi nous des agents politiques nous nous trouverions certainement dans une situation très malheureuse.

En théorie, il s'agit sans aucun doute d'une bonne idée, mais je vous invite à bien réfléchir et, en conséquence, à ne pas hâter vos conclusions. J'ai été très étonné d'entendre dire par plusieurs de ceux qui au cours des années écoulées ont contribué activement à l'établissement d'un statut expérimenté, que ce statut est inefficace. Cela signifie annuler les efforts bénévoles de ces organisations. Si l'on veut protéger le mouvement olympique, il faut à mon avis respecter l'œuvre accomplie jusqu'à présent: nous pouvons seulement réformer et perfectionner, mais non pas méconnaître et détruire notre patrimoine. Si nous agissons comme on nous l'a proposé hier, alors demain d'autres auront la faculté d'anéantir ce que nous avons déjà fait; des éléments politiques seront peut-être enclins à cela, mais s'il y avait parmi nous des agents politiques nous nous trouverions certainement dans une situation très malheureuse.

Nous, Africains, nous nous sommes réunis à Brazzaville et avons discuté de problèmes bien plus importants et difficiles. Ce projet, M. le Président, est excellent, mais combien sont les pays africains représentés ici? Très peu. Alors que l'Afrique compte plus de 35 Etats, je me demande s'ils ont tous formulé leurs idées par écrit à ce sujet. Nous, du Kenya, pensons qu'il serait bon de se réunir ensemble pour discuter le problème et en trouver la solution la meilleure. Il se présentera des contrastes: qui sera le président de l'Afrique? Y aura-t-il cinq présidents? Chaque pays voudra avoir probablement deux représentants ce qui donne, à raison de 35 pays, 70 représentants du continent africain. L'Association sera alors immense et n'atteindra aucun but utile. A notre avis, l'idée est tout à fait excellente, mais ce n'est qu'après une étude approfondie qu'on pourra en reparler, à condition de respecter l'œuvre précédente.

M. le Président, je répète que nous avons considéré très attentivement l'argument proposé et que nous sommes arrivés à la conclusion qu'il s'agit d'un point délicat réclamant un examen des plus attentifs. Plusieurs opinions existent à ce sujet: selon l'une d'entre elles, les propositions laissent entendre que l'association peut devenir un danger pour le C.I.O. Un tel résultat serait désastreux. Nous conseillons d'abandonner pour l'instant ce problème pour permettre d'examiner et de discuter plus à fond tout le projet. Merci, M. le Président.

PRESIDENT: M. le représentant du Kenya, je vous prie de relire avec attention nos propositions. Et pour éviter toute interprétation erronée, je tiens à préciser que notre proposition n'est pas un projet de révolution. Nous proposons seulement, si vous croyez pouvoir l'accepter, une association provisoire dont l'unique objectif est de présenter d'une façon organique, en votre nom, des modifications au C.I.O. C'est tout.

Wlodzimierz Reczek

Président du Comité Olympique Polonais

M. le Président, je pense que nous sommes tous profondément persuadés que cette première conférence des Comités Nationaux Olympiques constituera non seulement un succès remarquable mais ouvrira aussi une nouvelle étape dans les activités des C.N.O. Le Comité Olympique polonais a toujours soutenu cette proposition visant à l'organisation d'une telle conférence, étant donné que le rôle que jouent actuellement les C.N.O. sur le plan international n'est absolument pas en rapport avec les charges qu'ils supportent dans le cadre du développement du mouvement olympique et le déroulement des Jeux Olympiques.

Il est, je pense, incontestable que c'est bien les C.N.O. qui constituent la base du mouvement olympique et favorisent considérablement la cause de l'olympisme dans le monde. Dans le même temps, nous avons dû toujours constater, et avec grand regret, que l'attention qu'on nous accorde sur le plan international, qu'on prête à nos suggestions, l'autorité dont nous jouissons sont insignifiantes, je dirais même nulles. Il serait néanmoins injuste de dire que nous n'avions jamais l'occasion de nous rencontrer et de soulever, même partiellement, les soucis et les problèmes qui nous préoccupent. Mais, jusqu'à présent, nos rencontres avec le Comité International Olympique n'ont en principe donné aucun résultat pratique. Tout cela nous donnait la sensation qu'on nous tenait en marge du mouvement olympique international et, très souvent, qu'on nous traitait tant soit peu en écoliers. Les expériences de ces dernières années ont prouvé largement, je pense, combien une telle position portait atteinte au sens même de l'existence des C.N.O. et les lacunes qui existent au sein de l'organisation actuelle sur le plan international. Pour être bien compris, je tiens pourtant à souligner que nous entendons respecter pleinement le C.I.O., la sagesse et l'autorité maintes fois prouvées de ses positions et de ses décisions. Mais ce respect que nous avons et que nous aurons toujours pour le C.I.O. implique une réciprocité basée sur une coopération effective, sérieuse et valable du C.I.O. avec les C.N.O. Notre attachement à l'idéal olympique, notre dévouement au mouvement olympique, les tâches qui nous incombent pour le maintenir et le développer, nous permettent, je pense, de proposer que des liens de coopération concrète soient établis entre le C.I.O. et les C.N.O. Qu'on nous donne des chances et des possibilités réelles de participer aux discussions des problèmes du mouvement olympique touchant aux activités des C.N.O. Nous voudrions pouvoir présenter et discuter sérieusement les soucis et les difficultés de nos activités, présenter des suggestions et des projets, convaincus non seulement qu'on nous écoutera mais qu'on en tiendra compte également dans les délibérations et les décisions du C.I.O.

Nous tenons en somme à ce qu'une place équitable soit attribuée aux C.N.O. sur le plan international et c'est dans ce sens et cet esprit que nous appuyons pleinement l'idée présentée par nos amis italiens pour ce qui a trait au projet d'association des C.N.O. appelés à coopérer avec le C.I.O. et à épauler le développement du mouvement olympique. A notre avis, la réalisation de ce projet permettra d'affermir l'autorité internationale des C.N.O. et d'occuper dans le monde la place qui leur revient.

Nous partageons enfin les opinions du Président Onesti sur la question, entre autres, de la composition du Comité de coordination qui est très délicate. Elle exige une étude plus poussée puisque suivant les principes démocratiques dont nous devrions nous inspirer, nous estimons qu'il serait quelque peu étrange d'attribuer un même nombre de places à un continent comme l'Australie et à un continent comme l'Europe. Merci, M. le Président.

H. Glovinsky

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Israélien

M. le Président, mesdames, messieurs, je regrette mais il ne m'est pas possible de répondre oui ou non, comme l'a suggéré M. Onesti parce que j'hésite encore sur l'attitude à prendre.

Voici mon opinion à propos de l'évolution indispensable du C.I.O.: adressons-nous à ses membres et faisons-le à nouveau à Madrid en leur demandant d'adopter de nouvelles règles: elles établiront le principe que les pays membres de la famille olympique ont le droit d'être nommés membres de l'organisation honoraire du C.I.O.

Je conçois très bien qu'un long délai est nécessaire mais on ne peut ignorer le droit de pays, qui ont pris part plusieurs fois aux Jeux Olympiques, d'être membres actifs du C.I.O. Si le Comité International Olympique adopte ces nouvelles règles, les membres de la famille olympique se sentiront sur un pied d'égalité avec ceux de la famille honoraire olympique. Et si cela se réalise, j'espère que l'association, d'ici 25 ans, n'aura plus raison d'être, du moment que tous les pays seront alors représentés par le C.I.O. Merci.

Sten Svensson

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Suédois

M. le Président, mesdames, messieurs, tout en appréciant l'initiative de l'Italie qui nous a rassemblé ici à Rome et la tâche ardue du Président et de ses collègues du CONI, nous voulons prier l'assemblée d'ajourner la discussion de ce problème et désigner un Comité d'étude.

Les raisons de notre requête sont les suivantes: tout d'abord, nous n'avons pas reçu le statut de cette association avant notre arrivée à Rome, ce qui nous a empêché d'en prendre connaissance. En second lieu, ce projet est d'une telle portée que les C.N.O. doivent l'étudier attentivement avant de l'appelle en outre aux congressistes que, selon des bruits qui circulent, les Fédérations internationales

ont l'intention de créer une espèce de comité ou de rouvrir l'ancien Bureau d'avant-guerre dont le siège était à Paris. S'il en était ainsi, il existerait trois types de Comités olympiques, à savoir, le C.I.O., l'Association des C.N.O. et une sorte de groupement des Fédérations internationales. Sommes-nous bien sûrs, comme l'assure notre Président, que notre Association n'entend pas être un organisme révolutionnaire et de lutte contre le C.I.O. De toute façon, il y aura trois organisations et si nous connaissons le présent, nous ignorons ce qui arrivera demain.

Un autre raison qui nous pousse à solliciter l'ajournement de cet argument, c'est que les C.N.O. ne sont pas tous du même type. Ici, en Italie, notre amphitryon, le CONI, est la plus haute autorité sportive. Dans d'autres — je l'ai su hier —, il en est autrement. Le Comité olympique mexicain, par exemple, est la plus grande autorité pour les questions relatives aux problèmes internationaux; le Comité olympique norvégien n'est pas membre de la Fédération, mais collabore étroitement avec la Fédération sportive norvégienne qui est la plus haute autorité sportive nationale. Dans d'autres pays — et c'est là l'erreur —, il existe plusieurs types de comités. Certains d'entre eux travaillent de concert avec la Fédération sportive; ils sont autonomes et élisent leurs membres sans dépendre des Fédérations sportives nationales. A mon avis, voilà des motifs très clairs qui conseillent de surseoir au projet d'une association groupant des organisations aussi disemblables.

Je le répète encore une fois: les Comités nationaux olympiques danois, finlandais, norvégien et suédois invitent l'assemblée à renvoyer le débat de cet argument.

C. L. Kerdel

Vice-Président du Comité Olympique des Pays-Bas

M. le Président, je désire avant tout remercier le CONI et vous-même pour l'énorme masse de travail que vous avez abattu pour élaborer ce sujet très important. Je serais très bref après les déclarations faites, au nom des pays scandinaves, par le délégué suédois et que ma délégation partage totalement.

Il est un fait que les C.N.O. veulent exercer davantage d'influence sur le mouvement olympique, sur le C.I.O., en vue justement de perfectionner tout le mouvement. Dans le fond, je pense que rien ne nous presse, après les 80 années d'existence du mouvement olympique. Nous voulons émuler le C.I.O. Nous désirons des améliorations décidées de concert avec le Comité International Olympique et les Fédérations sportives. Je partage de tout cœur la proposition de nos amis scandinaves d'ajourner le projet d'une association de C.N.O. en adoptant leurs motifs.

Avant d'en parler ici, discutons-en lors de la prochaine session de Madrid, puis les C.N.O. envisageront ce problème dans leur pays respectif, comme l'a dit notre ami Svensson. Cette proposition nous étant parvenue seulement mercredi soir, le temps nous a manqué pour en parler avec nos collègues du Comité.

Edgar Fried

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Autrichien

Cher président, chers amis, ce point de l'ordre du jour est d'une importance extrême pour l'avenir du mouvement olympique et il faut donc le débattre avec attention. Je désire, en premier lieu, souligner que cette association ne doit pas être un foyer de lutte contre le C.I.O. tout au contraire. Que notre intention soit de travailler de concert avec lui et l'aider à développer le mouvement olympique.

Puis-je revenir en arrière un instant? Autrefois, nous avons eu de rares réunions avec le C.I.O. et sa commission exécutive, et souvent les C.N.O. ne furent pas invités à ses sessions. Dernièrement,

de bons amis — je citerai seulement le Secrétaire du Comité olympique suisse — et moi-même avons écrit au Président du Comité International Olympique pour lui rappeler que les C.N.O. sont le mieux placés pour relancer le mouvement olympique. Et, finalement, il fut décidé que la Commission exécutive se réunirait deux fois avec nous, mais plus tard nous avons estimé que ce n'était pas suffisant. A présent, nous envisageons une réunion annuelle avec le C.I.O. Or, le fait est que la réunion avec la Commission exécutive est insuffisante par rapport à l'ordre du jour parce que — peut-être est-ce une information confidentielle, mais disons-là quand même — l'ordre du jour du C.I.O. concerne des sujets importants que nous ignorons.

Nous devons donc inviter le Président du C.I.O. à nous tenir plus au courant de son activité. Dans le cas surtout où les Présidents des C.N.O. ne sont pas membres du C.I.O. Il existe une différence considérable, vous le voyez, entre les pays ayant des membres au sein du C.I.O., ce qui leur permet d'assister à ses réunions, et ceux qui n'en ont pas. Le projet d'association particulière des C.N.O. est certes excellente mais si nos rapports avec le C.I.O. se resserrent davantage, — et c'est là notre souhait — sa création pourrait être inutile.

Instituons plutôt un Comité de coordination qui étudie la question de concert avec les C.N.O. et le C.I.O., et demandons au Comité International Olympique de fixer l'an prochain une session des C.N.O. jumelée à la réunion d'aujourd'hui: on y discutera alors s'il vaut la peine ou non de créer l'Association des C.N.O. Merci, M. le Président.

Henry Corenthin

Secrétaire Général du Comité Olympique du Mali

M. le Président, sur un problème d'une telle importance, je serai relativement bref car je me rallie aux avis exprimés par les délégués du Kenya, de l'Ethiopie et de la Pologne, entre autres, sur la base du principe posé par le CONI. Il était temps que des responsables des Comités Nationaux Olympiques, prenant conscience de leur responsabilité dans le mouvement, cherchent une formule qui leur permette de mieux penser aux problèmes olympiques, d'être associés aux décisions qui pourront être prises sur le développement de notre mouvement et, évidemment, nous pourrions évoquer les rencontres de la Commission Exécutive du C.I.O. avec les C.N.O. Mais, hélas, aux réunions auxquelles nous avons assisté à Baden-Baden et à Tokyo, nous en avons conservé un souvenir plutôt amer. Il semblait délibéré que le C.I.O. se renferme sur lui-même, s'appropriant l'idée olympique comme une chasse gardée, car à cette réunion il ne semble pas que les C.N.O. soient associés intimement aux travaux du C.I.O. C'est d'ailleurs une pure formalité. Alors que l'idée olympique ne peut avancer dans le monde moderne qu'avec l'appui constant, persévérant et sans défaillance des Comités Nationaux Olympiques. Evidemment, la réforme du Comité International Olympique devient une des tâches urgentes. Il faut que notre Association, sans être ni l'image ni la réplique du C.I.O., puisse agir dans son rôle et ses perspectives évolutives. En effet, nos assemblées générales nous permettrons d'utiles contacts, des échanges de vue profitables, et nos résolutions pourront être étudiées par le Comité International Olympique dont nous reconnaissons tous l'autorité; c'est si vrai que l'Association vient après comme complément indispensable du C.I.O. Appuyant d'ailleurs la proposition éthiopienne, nous résumons certains principes à accepter:

1. L'Association doit être créée;
2. Elle doit être représentative des C.N.O. et des continents qu'ils représentent, car cette solidarité horizontale doit être réelle. Dans ces conditions, il faut qu'il y ait à tous les niveaux, une répartition équitable des responsabilités entre les zones continentales;
3. Elle doit comprendre des organes tels que: le président avec son collège restreint, le Comité de coordination et enfin l'assemblée générale. Si nous voulons apporter dans le travail de notre Association l'action, je dis complémentaire indispensable et non pas contraire qui puisse aider le C.I.O.

dans sa tâche, nous proposons qu'un nombre assez limité de membres du C.I.O. soit délégué au Comité de coordination dans sa globalité, c'est-à-dire y compris le collège restreint.

C'était là nos propositions et je pense qu'après les différentes interventions, entre autres, celles des pays scandinaves, nous préférerions qu'une assemblée accepte le principe de la création de l'Association et mette une commission d'étude des statuts et des règlements en place pour définir le cadre d'une action conjugée avec celle du C.I.O.

Milan Ercegan

Membre du Comité Olympique Yougoslave

M. le Président, Messieurs, nous avons devant nous un projet, une proposition concrète: il s'agit d'une association des Comités Nationaux Olympiques. On parle ici d'une Association, d'une Fédération des Comités et on a envisagé pour sa création une conférence et même un congrès. Très probablement, la plupart des opinions exprimées ici ne représentent pas seulement les désirs des Comités Nationaux. Des pas décisifs ont été faits pour que les vœux, les requêtes et les propositions des C.N.O. aient leur poids: et il s'agit de propositions et de décisions définitives. Jusqu'à présent, on a beaucoup parlé et discuté, comme c'est le cas dans des réunions semblables, mais sans obtenir rien de positif de la part des dirigeants du mouvement olympique.

Les opinions sont partagées sur la création et l'existence de ces organismes représentatifs. Il faut considérer la question entre nous. Comment sommes-nous arrivés à l'idée d'une telle Association? Quel en est le but? Nous possédons déjà le C.I.O. et ses sessions avec les C.N.O.

Nous devons nous demander si les C.N.O. interviennent dans la solution de n'importe quel problème, et si leur opinion exerce une influence quelconque sur les décisions: comme, par exemple, celles qui figurent à l'ordre du jour.

Pourquoi sentons-nous le besoin de nous rencontrer deux fois en une semaine, d'abord à Rome et dans quelques jours à Madrid? C'est évident, parce que notre voix est très faible. Il faut que nous trouvions le mode et la manière de faire prendre en considération nos désirs et nos besoins. Disons-le franchement, c'est pour cette raison qu'il nous est nécessaire de nous réunir, de discuter, de chercher le chemin plus commode pour réaliser les désirs des Comités Nationaux Olympiques.

Comment s'appelle ce chemin, peu importe: fédération, association, conférence, congrès des C.N.O., etc. Pour nous, cette conférence est l'association projetée: et elle ne doit pas être envisagée en remplacement quelconque des sessions du C.I.O. et il ne s'agit pas simplement de discuter, sans pouvoir décider, comme cela se produit justement dans ces réunions.

L'Association devrait garantir l'avenir et octroyer aux C.N.O., vu leur qualité de membres de la famille olympique, le droit d'agir: c'est là un facteur indispensable pour le développement de l'association. Voilà la conférence, voilà l'association que nous souhaitons créer. Félicitons encore le Président Onesti pour son initiative, pour cette idée qui servira de plate-forme pour la réalisation des pouvoirs des C.N.O., cpmme cela a été réclamé il y a doure ans.

Ce chemin sera long, nous le savons. Je me permettrai d'ajouter quelques mots sur cet objectif encore lointain malheureusement. Nous ne voulons pas diminuer le rôle du C.I.O. quant à la direction des Jeux Olympiques. Mais nous estimons nécessaire d'attirer l'attention des intéressés sur le fait que le mouvement animé d'un aussi grand nombre d'organisations sportives nationales et internationales ne peut servir à l'idée du progrès et de la paix que si tous les intéressés, de toutes les parties du monde — c'est-à-dire le C.I.O., les représentants des Fédérations internationales sportives et les C.N.O. — ne prennent part à la solution des problèmes essentiels du mouvement même.

A notre avis, les Comités Nationaux Olympiques n'accompliront leur intégration sportive que le jour où ils prendront part à l'établissement du programme olympique, au choix du siège des Jeux.

Pour atteindre l'objectif que nous visons, il faut qu'on procède lors des réunions de notre Association, librement et unis, à un échange d'expériences et d'opinions sur les questions sportives internationales que le Comité International Olympique considère suivant les principes olympiques.

Parmi les arguments à envisager, il y en a un qui mérite de figurer à l'ordre du jour de la prochaine conférence, à savoir: les droits et les devoirs de Comités Nationaux Olympiques. De plus, il faudra établir ici un programme d'ensemble dont la réalisation échelonnée représenterait la lutte que notre Association doit poursuivre une année après l'autre. L'impossible devra être tenté pour que notre Association trouve la force voulue pour atteindre les objectifs fixés: car, en aucun cas, nous ne pourrons nous contenter de discussions et de propositions; il nous faudra arriver aux solutions approuvées par les C.N.O. sur qui repose le mouvement olympique: solutions, bien entendu, acceptées et jugées raisonnables par le C.I.O. Les solutions que nous trouverons, refléteront de fait la volonté de la majorité, c'est-à-dire de ceux qui participent aussi bien aux Jeux Olympiques qu'au développement du mouvement olympique international en tant que protagonistes principaux.

Voilà les motifs qui militent en faveur de la création d'une Association qui lutte pour garantir au sein du C.I.O. les pouvoirs et l'autorité des C.N.O. qui ont exprimé ici leurs idées et qui, durant ces trois jours, ont affronté de nombreux problèmes pour les solutionner définitivement. Merci.

Jean Weymann

Secrétaire Général du Comité Olympique Suisse

M. le Président, Mesdames, Messieurs, l'intérêt des débats que nous avons montrent sans conteste la nécessité de notre réunion. L'expérience doit absolument être poursuivie sous quelle forme? Tel est notre problème.

Nous ne devons pas oublier que le but que nous poursuivons est de renforcer et, surtout, d'équilibrer le mouvement olympique. De faire entendre au Comité International Olympique non seulement la voix des Fédérations internationales mais encore celle des Comités Nationaux Olympiques sous une forme concertée et élaborée. Pour atteindre ce but, nous devons de toute évidence au moins avoir une organisation semblable à celle des Fédérations internationales. Faut-il d'emblée aller plus loin? Tel est le problème qui se pose à nous. En effet, le projet que nous avons sous les yeux dépasse de beaucoup ce qu'elles font. Il me paraît même trop pesant pour un organisme qui en est à ses débuts et qui n'a pas de pouvoir de décision mais un simple caractère consultatif pour l'instant. D'autre part, une telle organisation réalisée d'emblée ne pourrait sans doute qu'inciter les Fédérations internationales à agir de même. Nous risquerions alors d'assister à la fin de l'olympisme, à la constitution de blocs rivaux, et de plus en plus figés dans leur organisation et dans leurs statuts, ce qui pourrait mettre en péril le mouvement lui-même. Dans ces conditions, le Comité national suisse estime que l'enthousiasme initial doit être maintenu, ne doit pas nous faire perdre notre lucidité et notre sens du réalisme. Nous proposons par conséquent que nous agissions par étapes successives: organisons-nous dès maintenant comme le font les Fédérations internationales, alors que jusqu'à maintenant cette organisation était pour nous inexistante. Décidons aujourd'hui de revenir à nouveau dans la ville où aura lieu la prochaine session des Comités Nationaux olympiques avec la Commission Exécutive du C.I.O., et préalablement à cette séance; désignons tout de suite, selon la proposition de nos amis suédois, un Comité d'étude chargé de rapporter à notre prochaine réunion. Ultérieurement, mais alors seulement, nous examinerons s'il convient réellement et s'il est vraiment dans l'intérêt du mouvement olympique de nous doter d'une organisation plus formelle et plus ample avec statut, comité et secrétariat permanent. Quant à la présidence de notre prochaine session, le Comité olympique suisse serait heureux de le voir confier aujourd'hui, par acclamations à celui qui a si remarquablement dirigé nos débats, le président du Comité National Olympique Dr. Onesti. C'est dans un tel sens que le Comité olympique suisse désire qu'une résolution soit proposée par cette assemblée. Je vous remercie.

(*applaudissements*)

K. Sandy Duncan

Secrétaire Général du Comité Olympique Britannique

M. le Président, mesdames, messieurs: voici un problème très délicat. Nos amis scandinaves et hollandais préfèrent gagner du temps pour mieux examiner la question. Je suis entièrement d'accord avec eux. Il serait bon aussi, comme l'a déclaré notre ami suisse, de bien réfléchir sur ce projet et de constituer un Comité d'étude. Entre nous soit dit, M. le Président, ce projet et l'ordre du jour ne nous ont été communiqués qu'il y a quelques jours à peine. Personnellement, je me sens incapable d'exprimer une opinion précise tant que mon Comité n'aura pas délibéré surce projet. Dans le fond, je vous avoue que l'Association envisagée ne me semble une initiative ni réalisable ni souhaitable, et peu sage. En tout cas, il s'agit d'un argument important qui mérite d'être approfondi.

De toute façon, de nombreux C.N.O., dont le mien, considèrent comme un grand privilège le droit d'avoir des rapports et de traiter directement avec le C.I.O. Merci.

Gaudencio Luis Da Silva Costa

Membre du Comité Olympique Portugais

M. le Président, quand j'ai eu l'honneur de prendre la parole pour la première fois devant cette assemblée, je vous ai exprimé ma gratitude et mes remerciements au CONI pour le travail que vous aviez fait. Mais après ces deux ou trois séances, je m'en rends compte bien davantage encore. Veuillez donc accepter un fois encore les remerciements de ma délégation.

Nous acceptons en principe le projet d'association parce que nous sommes certains, comme l'article 1er l'énonce, qu'il s'agit de créer une association dont l'un des buts est de resserrer les liens entre les Comités Nationaux Olympiques, et cela sans affaiblir aucunement l'autorité du C.I.O. Mais vu les applaudissements qui ont souligné la résolution du Comité national suisse, je m'y rallie. Je vous félicite de votre nomination comme Président du Comité d'étude, certain que, grâce à vous et à vos collaborateurs, nous aurons la possibilité lors de la prochaine session du C.I.O. d'examiner attentivement et dans tous ses détails les Statuts que vous aurez mis au point.

Aurel Duma

Président du Comité Olympique Roumain

M. le Président, mesdames, messieurs, au nom du Comité Olympique roumain, je désire exprimer notre opinion sur le rôle et l'importance des Comités Nationaux Olympiques dans le mouvement olympique; je saisis également cette occasion pour féliciter le Président Onesti et le CONI de leur initiative de fonder une association des C.N.O. C'est là un pas en avant pour le mouvement olympique mondial. En vérité, par leur apport à l'organisation des Jeux Olympiques, les Comités Nationaux Olympiques jouent un rôle indispensable: ils se consacrent à la tutelle et au développement du mouvement olympique, à la divulgation de la culture physique et du sport amateur, à l'union plus étroite entre les milieux sportifs de tous les pays. Leur activité au service de la paix universelle est donc des plus précieuses.

Grâce au développeelent du sport dans le monde entier et aux efforts des C.N.O., 94 pays contre les 56 à 59 des cinq derniers Jeux, ont pris part aux Jeux de Tokyo. Seuls les C.N.O. peuvent engager les concurrents. Leur but est de promouvoir le mouvement olympique et le sport amateur, et de faire respecter les Règles du C.I.O. Ils organisent et contrôlent la représentation de leur pays aux Jeux Olympiques et s'occupent de l'équipement, du déplacement et du séjour des délégations officielles. Sans sous-estimer le moins du monde le rôle coordinateur et les initiatives du C.I.O. dans l'organisation des Jeux Olympiques, il n'en reste pas moins vrai que les C.N.O. en supportent les principales difficultés et les responsabilités. Or, actuellement, les C.N.O. sans lesquels les Jeux Olympiques ne pourraient avoir lieu jouent un rôle secondaire dans la direction du mouvement olympique. Ils sont non seulement privés du droit de vote, mais encore on ne les consulte pas pour établir le programme des Jeux, choisir la ville où ils se dérouleront, pour modifier les règles du C.I.O., répartir les revenus des Jeux, déterminer la réglementation des concurrents, l'amateurisme, la durée de leur séjour, etc. Cet état de choses freine le développement du mouvement olympique et contrevient à l'esprit démocratique qui est l'objectif de notre société contemporaine.

On ne peut faire à moins de constater que, même par rapport aux Fédérations internationales, par discipline sportive, les C.N.O. jouent dans le mouvement olympique et sportif international un rôle secondaire. Personne n'ignore qu'au congrès d'une Fédération internationale, les Fédérations nationales ont le droit d'exprimer sans réserve leur pensée et de décider par vote la politique et l'activité des Fédérations internationales ainsi que les problèmes du sport qu'ils régissent.

Vous serez tous d'accord avec moi, chers collègues, pour constater que les réglementations et les relations entre le C.I.O. et les C.N.O. ne correspondent plus à la situation actuelle, compte tenu en effet du développement du sport et des 118 pays intéressés aux Jeux. A n'en pas douter, l'amélioration des Jeux est subordonnée essentiellement au respect des principes du mouvement olympique, et au changement radical des bases de collaboration entre le C.I.O. et les C.N.O. Voilà pourquoi nous approuvons également l'institution d'un Comité d'étude qui s'occupe des tâches précitées sous la conduite de notre collègue Giulio Onesti. Mais dans le même temps, nous vous proposons qu'une autre réunion adopte une résolution recommandant au C.I.O. d'inscrire dans le calendrier de sa prochaine session la modification de la Charte; elle consisterait à reconnaître le rôle important des C.N.O. dans le mouvement olympique et à modifier les rapports actuels entre le Bureau et les C.N.O. A notre avis, ces rapports ne correspondent pas aux principes qu'il faut respecter dans les relations internationales. Il est indéniable que le mouvement olympique ne pourrait qu'y gagner si le C.I.O. poussait les C.N.O. à résoudre les principaux problèmes qui intéressent le mouvement olympique.

Cela pourrait être en premier lieu réalisable si le choix de la ville qui organisera les Jeux et l'élaboration de leur programme se faisaient d'un commun accord avec le C.I.O., les C.N.O. et les F.I.S. D'autre part, pour résoudre les problèmes plus importants, il serait juste à notre avis que le C.I.O. constitue une Commission comprenant les membres du C.I.O. et les représentants des C.N.O. Sa tâche serait d'étudier les problèmes respectifs, de les transmettre aux personnes intéressées, de centraliser les opinions et de dresser des conclusions qui seront soumises au C.I.O. et aux Comités Nationaux Olympiques.

Tenant compte des nombreuses propositions faites ici au sujet du statut de l'association, des C.N.O. et des problèmes que pose notre nouvelle association, nous sommes d'accord sur les propositions des autres délégués et sollicitons la constitution d'une commission de cinq à sept représentants des C.N.O. de différents pays; utilisant les débats de ce congrès, elle étudiera à nouveau le statut de l'association, le diffusera parmi tous les C.N.O.; elle réunira leurs conclusions qu'elle présentera au prochain congrès. Avec tous les C.N.O. nous exprimons notre conviction que nous donnerons des bases solides, durables à la future association des C.N.O. C'est dans l'espoir que ces vœux seront interprétés comme l'expression de notre désir sincère de contribuer à la consolidation du mouvement olympique, que je vous remercie.

Juan Antonio Samaranch

Vice-Président du Comité Olympique Espagnol

M. le Président, messieurs, je ferai mon possible pour que le point de vue du Comité national olympique espagnol vous soit exposé brièvement. En principe, nous sommes d'accord sur le projet d'association des C.N.O. Le sport peut en tirer de grands avantages surtout si nos réunions se déroulent périodiquement: elles nous aideront beaucoup à résoudre nos problèmes.

PRESIDENT: Messieurs, le moment est peut-être venu de nous accorder une pause. Si cela ne vous dérange pas, je suspends la séance un quart d'heure pour prendre un café ensemble.

(*la séance est suspendue* 15')

Messieurs les Présidents, je m'excuse encore pour le retard avec lequel nous reprenons nos travaux. En tout cas, nous ne sommes pas demeurés oisifs, croyez-le et, grâce aux entretiens que nous avons eus avec beaucoup d'entre vous, nos débats sur le dernier point seront plus aisés.

Quatrième sujet: Jeux Régionaux *(suite)*

Avant de passer à nouveau la parole à Samaranch, je vous lis à nouveau la résolution sur les Jeux Régionaux puisqu'elle vous a été redistribuée.

« Après avoir examiné la brève histoire des Jeux régionaux, territoriaux ou de regroupement, les Comités Nationaux Olympiques réunis à Rome, le 2 octobre 1965

conviennent

que ceux-ci constituent un important moyen pour le développement de l'idéal et de la pratique olympique, et qu'ils méritent donc la plus grande attention de la part du C.I.O., des C.N.O. et des F.I.S.;

souhaitent

que leur règlement soit étudié plus à fond par le C.I.O. et les F.I.S. intéressées;

proposent

au C.I.O. les orientations de base suivantes:

1) Aux Jeux qui portent la dénomination d'une région géographiquement définie doivent être invités tous les Comités olympiques de la région, à condition d'observer les Règles olympiques. Dans ce cas seulement, le C.I.O. et les F.I.S. devraient accorder leur patronage et leur reconnaissance;

2) Aux Jeux qui n'ont pas un caractère de regroupement territorial et n'en portent donc pas la dénomination, les invitations peuvent être faites selon le libre choix des organisateurs, compte tenu des normes et des limites des Fédérations Internationales Sportives.

invitent donc

les Fédérations Internationales Sportives à faciliter, autant que possible, tous les Jeux de propagande sportive dans le but de concourir à la réalisation de rencontres bilatérales ou multilatérales, surtout dans les pays où les organisations sportives ont besoin d'aide, de conseils et d'une grande compréhension. La condition fondamentale est que ces rencontres n'aient que pour seul et unique but la diffusion de l'idéal olympique ».

Je crois que vos vœux ont bien été interprétés. Nous pouvons donc reprendre le débat sur le dernier point de l'ordre du jour.

Messieurs les Présidents, vous m'avez placé très gentiment à la tête de cette assemblée. Je me rends parfaitement compte que j'ai dirigé nos travaux d'une façon inhabituelle: j'ai été parfois un peu cassant et, dans certaines circonstances, j'ai forcé la main pour accélérer les conclusions. J'en suis confus. Mais ne perdons pas de vue le but fondamental: tout le monde sportif — et peut-être n'est-il pas le seul — nous regarde. Nous avons donc le devoir de prendre des décisions. A ce propos, avant de poursuivre les débats, laissez-moi vous remercier du fond du cœur de votre concours, de vos interventions judicieuses et de la bienveillance que vous m'avez témoignée.

La parole est au représentant de l'Espagne, M. Samaranch, auquel je renouvelle mes excuses au nom de la traductrice qui vous avez interrompu.

Sixième sujet: Développement en commun des C.N.O. *(suite)*

Juan Antonio Samaranch

Vice-Président du Comité Olympique Espagnol

M. le Président, messieurs les délégués, je vous communiquerai très brièvement l'opinion du Comité olympique espagnol. Il est d'accord en principe sur le projet d'association des C.N.O. En effet, si elle est bien guidée, elle servira grandement le sport, en général, et l'olympisme en particulier. Elle facilitera également les travaux des réunions communes des C.N.O. et de la Commission Exécutive du C.I.O.; au printemps prochain, nous pourrons ainsi participer à cette assemblée avec une unité de vues, sans discuter inutilement entre nous.

Toutefois, des interprétations de certains collègues, j'en déduis qu'on veuille donner à cette association des C.N.O. une portée que ne prévoyait pas le document du CONI qui nous fut transmis. J'attire donc l'attention de cette honorable assemblée qui groupe 72 C.N.O., sur la communication de notre collègue des Philippines présentée ce matin. Avec 188 C.N.O. affiliés et reconnus par le C.I.O., cela est à notre avis un moment historique pour le sport mondial et nous devons en profiter au maximum.

Le Comité Olympique espagnol ne veut pas que de ce congrès naisse une association des C.N.O. rivale du C.I.O. Notre œuvre doit être une œuvre d'union. Il faut créer une organisation parallèle et en collaboration avec le C.I.O. pour travailler en faveur de l'idéal olympique et du sport. Il serait injuste de ne pas mentionner en ce moment le succès universel des Jeux Olympiques qui représentent la propagande par excellence pour la divulgation du sport: or ce succès est l'œuvre du C.I.O. en collaboration avec les C.N.O.

Nous devons suivre cette voie et ne pas nous en écarter. C'est pourquoi le C.N.O. espagnol présente la proposition suivante qui coïncide avec celle de plusieurs C.N.O. qui m'ont précédé. Elle recommande

1. d'approuver en principe le projet d'association des C.N.O.;
2. de renvoyer à une autre réunion l'approbation définitive de son Statut;
3. d'instituer une commission d'étude, présidée par l'éminent président M. Onesti et chargée d'établir les travaux définitifs qui seront soumis à la prochaine assemblée.

C'est là selon le Comité national olympique espagnol le comportement le plus sensé pour que notre devoir primordial est d'unir ceux qui travaillent à un idéal commun: le sport et l'olympisme.

Raoul Mollet

Président du Comité Olympique Belge

M. le Président, messieurs, nous croyons avoir perçu dans les exposés une tendance seule synthétisée par le Pologne qui a clairement démontré les raisons d'une certaine impatience des C.N.O. et leur désir d'avoir une place équitable dans le mouvement olympique. Seuls les exposés de la Suède et de la Suisse indiquent un sentiment très raisonnable de prudence et un désir d'étude approfondie, bien qu'elles soient favorables, semble-t-il, au principe d'une action. Pouvons-nous essayer de vous présenter un raisonnement qui aboutit à une proposition?

Tout d'abord, nous reconnaissons pleinement l'autorité et l'œuvre du C.I.O. Le succès des Jeux et du mouvement olympique constitue pour nous un crédit remarquable. La scène du C.I.O., le mode de recrutement de ses membres, peuvent parfois étonner mais sont une puissante garantie contre les pressions de l'extérieur, les coalitions possibles, les interférences de toute sorte. Elle doit être maintenue.

Deuxièmement, le sport moderne a pris des dimensions extraordinaires, il est devenu tantôt un fait social, tantôt une science, tantôt une politique de loisirs. Il nécessite des études constantes qui se transforment au sein de notre mouvement en vigoureuses impulsions. Ces impulsions doivent venir du C.I.O. bien sûr, mais aussi des C.N.O. Notre question doit être: qui peut mieux le faire? Notre réponse doit être le C.I.O. et les Comités Nationaux Olympiques. Mais pour le faire, pour aider efficacement, il nous faut à nous, Comités Nationaux Olympiques, une structure. Le CONI nous en avait proposé une. Surtout retenons-en le principe. Disons oui à ce principe. Nous sommes ici en constituante. Et le oui à ce principe de notre association au service du C.I.O. sera pour cette session à Madrid, la manifestation de l'importante prise de conscience des C.N.O. Pour le reste, adoptons l'excellente proposition de M. le Président du Comité olympique suisse; elle est parfaite. Et que cette prise de conscience soit le début d'une nouvelle étape. Nous devons aller à Madrid avec un oui de principe. Je propose à M. le Président de demander à cette assemblée que par main levée elle manifeste son opinion sur deux motions;

1. le oui de principe;
2. la procédure proposée précédemment par M. le Président du Comité olympique suisse. Merci, M. le Président.

Hugh Weir

Vice-Président du Comité Olympique Australien

M. le Président, mesdames, messieurs, comme pour de nombreux délégués, ce document très important ne nous pas été communiqué avant notre arrivée à Rome et je me trouve exactement dans leurs conditions. N'ayant donc pas eu la possibilité d'en parler avec mon Comité olympique, il m'est impossible de fournir un point de vue.

Les C.N.O. ont été ensuite invités à se déclarer simplement pour ou contre ce projet d'association. Comme je n'ai pas pu, ainsi que je viens de le dire, consulter mon Comité, je n'exposerai que mon opinion personnelle qui coïncidera, je crois, avec la vôtre et celle de mon Comité. Je m'oppose absolument à la proposition telle qu'elle a été présentée. De toute façon, avec la Suède, la Suisse et d'autres pays, je conseille d'ajourner ce débat pour étudier la question plus à fond.

C'est là la décision la plus sage à prendre vu qu'il s'agit d'un problème d'une portée considérable. Il faudrait établir les nécessités réelles d'une telle organisation. Il est préférable de surseoir pour l'instant.

Songeons que, pendant 70 ans environ, le mouvement olympique et les Jeux Olympiques ont vécu une existence tranquille, harmonieuse et profitable. Depuis les premiers jeux très simples d'Athènes, en 1896, aux jeux splendides de Rome, en 1960, et aux jeux éclatants de Tokyo, en 1964, le mouvement olympique a obtenu un succès retentissant, succès prouvé par tous ceux qui ont organisé des jeux et des épreuves. Je me demande donc en quoi on a bien pu se tromper? Qu'y a-t-il d'erroné dans notre mouvement, tel qu'il est constitué aujourd'hui?

La tendance générale est, me semble-t-il, de participer plus intensément à la direction du mouvement olympique. Conformément aux principes démocratiques, n'oubliez pas que si plusieurs pays sont représentés ici, beaucoup d'autres sont absents.

Par conséquent, réunir les délégués de 117 C.N.O. signifiera convoquer une assemblée bien plus nombreuse que celle d'aujourd'hui. Or un groupe aussi dense, composé de tant d'éléments, peut créer d'autres difficultés en prenant des décisions.

Lorsqu'il y a quelques instants je vous ai fait part de mes doutes sur la nécessité d'une telle association, je désirais vous indiquer les dangers qui y sont liés. D'excellentes raisons militent cependant en faveur de cette fondation et j'estime qu'on doive les étudier et les analyser avec soin pour se rendre compte si elles sont justes ou non. Le danger de ce projet est le suivant: vous fonderez un groupement de C.N.O. comme un organisme compétent qui, on le suppose, exprime une volonté commune, mais j'ose affirmer qu'il pourrait y avoir des opinions très divergentes.

D'autre part, nous pourrons nous trouver face à une organisation similaire, celle des Fédérations Internationales Sportives. De plus, le C.I.O. est toujours là. Supposons maintenant que les trois organismes aient des opinions complètement différentes. Une entente sera alors difficile. Qu'arrivera-t-il? La rivalité entrera en jeu et si vous n'y prenez pas garde, vous pourrez briser le magnifique mouvement olympique rénové il y a 70 ans et parvenu jusqu'à nos jours avec éclat et vigueur.

C'est ce qui se produira effectivement si vous ne faites pas attention. Il serait bon, je pense, de songer à cette éventualité. La chose la meilleure que je puisse faire pour l'instant est donc de m'opposer à ce projet, tout en reconnaissant qu'il mérite un examen attentif, et j'approuve l'orateur qui esime que cette proposition doit être ajournée. Merci.

Sang Beck Lee

Président du Comité Olympique Coréen

M. le Président, messieurs les délégués, cet argument mérite le maximum d'attention.

J'ai aussi une proposition relative au financement du voyage des délégués assistant aux réunions de cette association. Ses buts peuvent être nombreux, et elle pourra affronter et résoudre d'innombrables problèmes particulièrement sentis par les nations encore en voie de développement.

Il est en tout cas évident que le rôle principal des C.N.O. est d'établir avec le C.I.O. les programmes relatifs aux Jeux Olympiques; dans le même temps, il serait utile et intéressant que les C.N.O. se réunissent de temps à autre pour discuter entre eux de leurs problèmes en collaboration étroite avec le C.I.O.: celle-ci est souhaitable et indispensable, mais sans exercer de pression sur le C.I.O. Merci.

Tsuneyoshi Takeda

Président du Comité Olympique Japonais

Je désire avant tout remercier nos amis italiens, le Président Onesti, le Secrétaire général du CONI pour avoir organisé ce congrès de Rome, à la fois historique et important.

Notre expérience des Jeux de Tokyo nous enseigne que le CONI a dû abattre une énorme besogne pour mettre sur pied cette inoubliable rencontre.

Mais j'en viens maintenant au projet d'association des C.N.O. Compte tenu de nos liens solides avec le mouvement olympique et de notre expérience récente, nous partageons pleinement les opinions de plusieurs de nos amis qui soulignent la montée en flèche du mouvement olympique dans le monde, essor qui se consoliderait si une étroite collaboration unissait les Comités Nationaux Olympiques, le C.I.O. et les Fédérations Internationales Sportives.

Nous admettons qu'il est important de créer une association des C.N.O. dont l'un des buts sera de résoudre les problèmes que le mouvement olympique doit affronter, mais sans pour autant nous hâter. Lorsqu'elle sera créée, l'association devra être mise à même de fonctionner comme un organisme normal: cela réclamera beaucoup de temps, d'énergie et parfois quelques sacrifices.

Mais, à mon avis, il faut en premier lieu étudier ce problème très soigneusement. Nous approuvons la motion de notre ami suisse et proposons la création dans les plus brefs délais d'un Comité d'Etude. Merci.

Igor Kasanskii

Vice-Président du Comité Olympique de l'U.R.S.S.

M. le Président, messieurs, nous sommes en train de discuter une question très importante. Il s'agit de la possibilité de rencontres plus fréquentes entre les C.N.O., d'échanges d'informations et d'expériences, fruits de notre activité respective, pour contribuer au développement plus grand de l'olympisme dans le monde.

Au sujet de notre congrès, je suppose que votre opinion et la mienne sont identiques: il a été organisé d'une façon impeccable et portera ses fruits.

Nous avons débattu ensemble plusieurs problèmes, savoir:

1. l'indépendance des C.N.O.;
2. l'ingérence de la politique dans le sport;
3. l'amateurisme;
4. les Jeux régionaux et olympiques;
5. le nombre d'officiels;

Notre accord a été unanime sur toutes ces questions. Nous viendrons avec vous à Madrid et, ensemble, nous soumettrons au C.I.O. nos problèmes. C'est notre opinion. Nous demandons maintenant que nos propositions soient acceptées et étudiées parce que leur but est de resserrer les liens déjà étroits entre le C.I.O. et les C.N.O. sur lesquels repose le mouvement olympique mondial.

Un vaste débat nous occupe à présent au sujet d'un projet d'association entre les C.N.O., à l'exemple de celle des Fédérations Internationales Sportives, présidée par le Colonel Russell. Elles discutent les problèmes techniques et sportifs que pose l'organisation de certaines manifestations internationales et surtout des Jeux Olympiques, et décident parfaitement. Il est donc logique que les C.N.O. aient eux aussi leur association qui tiendrait régulièrement une session chaque année.

Nous sommes convaincus que personne ne songe aucunement à fonder cette association en vue d'une scission avec le C.I.O. Bien au contraire, il s'agit de resserrer nos liens avec lui.

Autrefois, nous nous réunissions sans même connaître souvent l'ordre du jour et sans pouvoir, faute de temps, exposer notre point de vue, et formuler des propositions, et deux ou trois heures après la réunion prenait fin. Une chose semblable ne se produira plus désormais.

Nous disposons de résolutions, de documents que les membres du C.I.O. peuvent étudier et approuver. Le Comité olympique de l'U.R.S.S. estime donc qu'il doit appuyer dans ses grandes lignes le projet d'association de nos amis italiens. Bien que nous ne soyons pas encore prêts à approuver le Statut, nous ne sommes pas contraires pour autant à l'institution immédiate d'un Comité d'étude ayant à sa tête le Président Onesti. Compte tenu de nos débats sur ce point de l'ordre du jour, le dit Comité élaborera une proposition plus détaillée afin que l'association puisse agir avec profit. Je vous remercie de votre attention.

Récapitulation de M. Armand Massard sur tous les sujets

Armand Massard

Vice-Président du C.I.O., Président du Comité Olympique Français

M. le Président, Messieurs les délégués, j'ai déjà dit hier, en quelques mots, que le Comité olympique français tenait à s'associer au crédit d'éloges illimitées qui ont été distribuées ici au Président du Comité olympique italien et à M. Garroni.

Hier, j'ai été frappé par la série de discours fort intéressants et qui aura certainement sa répercussion auprès du Comité International Olympique. J'ai été frappé par des discours très pertinents, beaucoup trop éloquents, et les derniers discours de nos collègues, les présidents des Fédérations de Suisse et de Belgique, et de Roumanie aussi et de Pologne m'ont étonné par certains côtés. C'est que l'on mêle un peu trop l'influence des Fédérations internationales et des Comités Nationaux Olympiques. Pour le C.I.O. — et je me suis déjà élevé contre cette équivalence qui n'existe pas — les Comités Nationaux Olympiques sont ses enfants, et les Fédérations Internationales Sportives des adultérins qui sont venus se réveiller et se sont mis d'accord seulement sur un point: c'est pour venir demander de l'argent, qu'ils ont obtenu d'ailleurs au détriment des C.N.O. Là dessus, je me suis bagarré déjà. Et grand sera l'appui que va nous apporter ce groupement formidable que le Président Onesti a réussi dans des conditions que personne peut-être n'aurait pu réaliser ailleurs qu'à Rome. Bien, ces conditions vont certainement aider à modifier la destination de notre vieux C.I.O. qui a besoin d'être soutenu et d'être informé des décisions atteintes et prises plus récemment. Ces pays sont d'ailleurs peu au courant aussi de ce qui se passe au C.I.O., et c'est une mauvaise organisation de chez nous — je parle du C.I.O. —, car beaucoup de ces questions qui sont souvent résolues, sont résolues au Comité International Olympique. Je les examinerai à nouveau en gros.

Au sujet de l'indépendance des C.N.O., nous nous battons pour l'obtenir et je crois que cette fois-ci — grâce à l'unanimité qui s'est révélée dans une assemblée aussi importante que celle qui s'est réunie ici — cette union va jouer un rôle important, et vraiment les C.N.O. qui sont en voie de développement ou menacés d'être jugulés, seront sauvés par cet appoint. C'est très important, et je veux le souligner.

Une autre question: le financement des C.N.O. Elle marche de pair avec l'autre. De fait, nous nous adressons au C.I.O. en lui faisant remarquer qu'il a donné de l'argent aux Fédérations Internationales Sportives — au cours de la dernière réunion des F.I.S. avec la Commission Exécutive, celles-ci ont d'ailleurs trouvé que l'appoint donné par les fonds n'était pas suffisant et elles ont manifesté des exigences supplémentaires. J'ai dit alors que les F.I.S. n'ont pas de gros besoins alors que les C.N.O. qui réalisent les Jeux Olympiques en ont d'énormes, surtout les nouveaux Comités qui sont en voie de formation. Sur ce point, je suis donc complètement d'accord, et je vais vous apporter encore un renfort pour soutenir cette question du financement qui soutiendrait les Comités olympiques en voie de développement et pour lequels mon collègue, le Comte de Beaumont, s'était préoccupé dans une œuvre de soutien.

Quant à l'organisation du sport amateur, je ne vous en dirai pas un mot parce qu'il y a trop longtemps qu'on en parle, depuis des siècles! Et peut-être aurez-vous trouvé une formule qui convient. Nous étions arrivés simplement à demander que l'on ne soit pas aussi strict que le C.I.O. veut l'être, parce qu'il faut tenir compte de l'évolution des temps, et les athlètes qui ont un métier — nous ne pouvons pas parler d'un métier d'avenir car on ne sait jamais s'il l'est vraiment — doivent être aidés et soutenus pour faire du sport. Du moment qu'ils conservent leur métier c'est qu'ils ont autre chose d'autre dans la vie que d'être des professionnels du sport. C'est donc élargir très largement le problème — et vous l'avez compris — et ce fait permettra beaucoup de trouver une solution.

A propos des Jeux Régionaux, j'ai peur que nous allons discuter un peu longuement et à coté

car c'est une question qui est déjà à l'étude. Face au gigantisme des Jeux Olympiques, ils évoluent dans les sens des Jeux continentaux qui représenteraient une sorte d'éliminatoire pour les Jeux Olympiques. Dans ce cas, ils prennent un caractère totalement différent, un sens très éloigné qui ne serait plus du tout de même nature. La discussion qui a été soulevée à cet égard est un peu prématurée car je crois, en effet, que le gigantisme olympique nous obligera d'ailleurs ou à réduire le nombre des concurrents ou bien le nombre des Fédérations, ou encore celui des sports. En bien, dans ce cas, on pourrait commencer par demander des éliminatoires à des Jeux Continentaux.

En ce qui concerne les accompagnateurs olympiques, j'avais été le rapporteur avec mon collègue suédois, Bori Klun, d'une motion qui avait été adoptée à l'unanimité par le C.I.O. et qui a été révoquée au congrès de Moscou. On a été ainsi contraint de réduire le nombre des accompagnateurs officiels d'une façon exagérée, des médecins, des entraîneurs, etc. Selon vous, par exemple, combien de médecins devrait avoir une équipe comprenant moins de 30 concurrents? Or les médecins ont un rôle important dans les Jeux Olympiques au stade actuel du sport et compte tenu de son développement. Et nous demandions un supplémentaire par trente concurrents. Pour les infirmiers, nous en sollicitions un pour vingt concurrents. C'est dire que nous sommes de loin supérieurs aux requêtes du délégué portugais.

Je vous dis cela pour vous faire remarquer que ces problèmes ne nous ont pas échappé et que le C.I.O. doit tenir compte naturellement de cette assemblée qui a réuni tant de Comités Nationaux Olympiques qui n'avaient pas eu jusqu'à présent l'occasion de lui manifester avec autant de solidarité leur désirs. Peut-être qu'ils auront maintenant, face au C.I.O., beaucoup plus d'importance et beaucoup plus d'intérêt.

Par conséquent, je félicite le Président Onesti, secondé par M. Garroni qui a déjà pensé aux Jeux de Rome avec son président. Il vient de créer ici une œuvre considérable, je dirais même une force montante pour employer un mot à la mode. Mais mon vœu est que cette force montante soulève et aide le Comité International Olympique, et ne l'ébranle pas comme il serait à redouter. Merci, M. le Président.

Sixième sujet: Développement en commun des C.N.O. (*suite*)

PRESIDENT: Les représentants des pays suivants: Canada, Iran, Vénézuéla, Mongolie, Nigeria, Maroc, Portugal, Pays-Bas, Irlande, Congo-Brazzaville, Jamaïque et Etats-Unis se sont inscrits pour prendre la parole.

Je voudrais vous faire, Messieurs une proposition. Nombre d'entre vous ont manifesté l'intention de terminer les travaux, si possible, dans la matinée. Voulez-vous que nous les poursuivions? Etes-vous d'accord? Bon, je vous fais une autre proposition. Nos débats portent encore sur des projets qu'on nous a présentés, mais j'ai une idée à vous soumettre, sans vouloir pour autant couper la parole aux autres orateurs.

Grâce à nos travaux diligents, l'unanimité s'est faite sur deux des points les plus difficiles. Cet accord général sur des arguments tant de fois sur le tapis mais jamais résolus est remarquable, si l'on pense qu'elle a été réalisée parmi les représentants de 70 nations, originaires de cinq Continents. Voyons si nous pouvons l'obtenir sur le dernier point de l'ordre du jour. Je vous propose une nouvelle solution. Je vous la lis:

« Etant donné que l'Assemblée est favorable au projet d'une Association des Comités Nationaux Olympiques en vue de collaborer loyalement et efficacement avec le Comité International Olympique conformément à ses règles, il est décidé de créer un Comité d'étude chargé d'élaborer le statut de la dite Association. Il sera soumis à tous les C.N.O. en vue de son débat et de son approbation au cours de la prochaine réunion de l'Assemblée ».

H. W. Hoppener

Secrétaire Général du Comité Olympique Canadien

M. le Président, m'associant aux nombreux orateurs, je vous exprime ma gratitude pour votre travail et remercie le CONI pour cette conférence et son hospitalité. Mais plus significatif encore que l'accueil dont nous sommes objet — hospitalité traditionnelle dans votre pays — est le fait que vous avez fourni le premier programme de libres débats et d'échanges de vues à tous les C.N.O. du monde entier.

Avec le représentant de l'U.R.S.S., je reconnais que ce congrès nous a permis pour la première fois d'examiner la plupart des problèmes discutés aujourd'hui. Nous sommes également de l'avis que les C.N.O. et le C.I.O. doivent collaborer étroitement, se comprendre et avoir une identité de vues commune.

Nous pensons également que de nombreux pays importants doivent être représentés au sein du C.I.O. Le projet d'association des C.N.O. est étroitement lié au développement du mouvement olympique et à son histoire. Aussi est-ce pourquoi il faut étudier très attentivement la recommandation, quant à ses principes et à sa portée future.

Plusieurs orateurs ont mis en cause les idéaux du mouvement olympique. N'oublions pas que nous sommes des sportifs et non pas des politiciens. Notre rôle est de promouvoir l'amateurisme dans tous les pays du monde et de nous rassembler à l'occasion des Jeux Olympiques. En outre, je partage l'objection des représentants de la Grande-Bretagne et de l'Australie. En effet, avant d'arriver à Rome, nous n'étions pas au courant de la résolution en question.

D'autres orateurs ont invoqué les principes démocratiques. Comme le Comité olympique canadien les respecte, je n'ai donc pas les pouvoirs, en tant que président, d'approuver ou de rejeter le projet sans l'avoir auparavant soumis aux délibérations de mon Comité.

A propos de réunions continentales, ou de représentants de groupe dans l'Association dont nous parlons, je tiens à préciser que le Comité olympique canadien a toujours collaboré — et il continuera à le faire — avec les C.N.O. pour examiner en commun les différents points de vue. Il admet les échanges d'expériences et d'opinions. Mais nous devons souligner une chose: il est nécessaire de continuer à avoir un point de vue indépendant. C'est la raison pour laquelle mon Comité maintiendra toujours des contacts étroits avec le C.I.O. et les F.I.S.

Vu l'importance de la matière, j'appuie la proposition de plusieurs pays, surtout celle de la délégation suisse qui est de suspendre les débats tant qu'un examen approfondi ne sera pas effectué.

En conclusion, nous approuvons l'évolution du mouvement olympique mais non pas sa « révolution », et si cette association doit voir le jour, il faut avant tout savoir avec précision dans quelle direction nous marchons.

PRESIDENT: Excuses-moi, messieurs. Les représentants des Comités Nationaux olympiques du Portugal et de la Tunisie ayant à présenter une résolution sont donc prioritaires. La parole est au représentant du Portugal.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Membre du Comité Olympique Portugais

M. le Président, messieurs, je désire présenter une motion. Comme le projet d'une association des C.N.O. a été déjà débattu par de nombreux délégués et vu les propositions suisse et [illegible] qui résument l'opinion générale, je demande aux orateurs inscrits de ne pas prendre la parole et de passer immédiatement au vote. Je vous invite à voter la motion espagnole reposant sur ces trois points.

1) accepter le principe d'une association; 2) confier à un Comité d'étude l'élaboration des Statuts de manière à les présenter lors d'une prochaine réunion; 3) placer à la tête de ce Comité M. Onesti. Et j'ajoute que M. Onesti choisisse lui-même les membres de son Comité pour les faire approuver par l'Assemblée.

(applaudissements)

PRESIDENT: Messieurs, ces applaudissements sont significatifs. La plupart d'entre vous désirent arriver à une conclusion et, démocratiquement, je ne veux ôter la parole à personne. Je soumets à votre approbation la résolution que je relis:

« Etant donné que l'Assemblée est favorable au projet d'une association des Comités Nationaux Olympiques en vue de collaborer loyalement et efficacement avec le Comité International Olympique conformément à ses règles, il est décidé de créer un Comité d'étude chargé d'élaborer le statut de la dite association. Il sera soumis à tous les C.N.O. en vue de son débat et de son approbation au cours de la prochaine réunion de l'Assemblée ».

Comte de Beaumont

Membre du Comité Olympique Français et du C.I.O.

Cette proposition est faite pour aider le C.I.O.

PRESIDENT: Comte de Beaumont, je relis simplement les premières lignes: « Etant donné que l'Assemblée est favorable au projet d'une association des Comités Nationaux Olympiques en vue de collaborer loyalement et efficacement avec le C.I.O. ... », etc.

Y a-t-il d'autres remarques à ce sujet? *(applaudissements)*.

Alors, messieurs, la résolution est approuvée à l'unanimité. Je vous remercie profondément de la constitution de ce Comité d'étude, mais comme il doit avoir un président, c'est à vous à le désigner. La parole est au délégué irlandais.

The Lord Killanin

Président du Comité Olympique Irlandais

Je désire féliciter le Président Onesti. A mon avis, c'est la personne la plus indiquée pour former ce comité dès qu'il sera approuvé. Mais comme d'autres délégués l'ont déjà souligné, nous nous trouvons face à de nombreux problèmes sur lesquels nous n'avons pas pu consulter nos C.N.O. respectifs. Je proposerai donc de confier au CONI l'organisation, la coordination et les études en collaboration avec d'autres C.N.O.

Epaminondas Petralias

Membre du Comité Olympique Hellène

Je veux dire simplement que la personne la plus qualifiée pour être nommée président est bien M. Onesti. Mais on m'a déjà précédé, alors je viens en retard. C'est ce que je voulais vous dire.

Sten Svensson

Secrétaire Général honoraire du Comité Olympique Suédois

M. le Président, en termes parlementaires on dirait qu'en conclusion des débats la question est ajournée; elle sera donc affrontée plus tard.

Jean-Claude Ganga

Secrétaire Général du Comité Olympique du Congo-Brazzaville

M. le Président, compte tenu de toutes les interventions qui ont eu lieu tout à l'heure, et de l'approbation unanime de l'assemblée, quant à la création de ce comité de coordination, je voudrais premièrement vous féliciter de votre élection à la présidence de ce comité et l'Assemblée pourrait vous faire confiance, je crois, pour que vous proposiez une liste de quelques membres; ces personnes pourraient faire partie du dit comité qui va travailler avec vous pour les statuts de notre association en vue de les présenter au cours de la prochaine assemblée des Comités Nationaux Olympiques. Je vous remercie.

PRESIDENT: Messieurs les Présidents, je vous remercie infiniment de votre confiance et de votre estime qu'il me semble ne pas tant mériter. Je souhaite seulement que notre façon de travailler ne vous fasse pas regretter votre choix. Bien que je sois disposé — et depuis des années — à donner tout mon temps et mes modestes qualités à des causes aussi grandioses, n'oubliez pas que j'aurais besoin de la collaboration de vous tous mais plus particulièrement du concours de plusieurs d'entre vous. Je demande donc aux délégués que je vais nommer — leurs noms seront soumis à l'assemblée — s'ils sont disposés à entrer dans le comité d'étude à la tête duquel vous m'avez gentiment placé afin que nous puissions nous mettre au travail ensemble. Nous avons écouté des interventions pertinentes, des propositions variées. J'espère que les autres délégués ne se vexeront pas de mon choix. Mais ne croyez pas que cette désignation représente une sélection car chacun d'entre vous serait à la hauteur de fournir un concours actif. Les nombre de membres étant nécessairement restreint, je me permets de proposer à l'assemblée pour former le Comité d'étude les personnes suivantes, lues dans l'ordre alphabétique:

M. Konstantin Andrianov (U.R.S.S.)
Général José de Clark Flores (Mexique)
H. Corenthin (Mali)
K. Sandy Duncan (Grande-Bretagne)
Jean-Claude Ganga (Congo-Brazzaville)
Gabriel Gemayel (Liban)
Tsuneyoshi Takeda (Japon)
Hugh Weir (Australie)
Jean Weymann (Suisse)
Kenneth L. Wilson (Etats-Unis)

A vous de dire si ces personnes peuvent collaborer avec efficacité.

(applaudissements)

Armand Massard

Vice-Président du C.I.O., Président du Comité Olympique Français

M. le Président, j'admire le choix que vous avez fait, mais j'aurais voulu exclure les membres du C.I.O. de cette commission.

PRESIDENT: M. le Président du Comité olympique français et vice-président du C.I.O., dans les précédentes résolutions nous nous sommes élevés contre les préjugés de caractère racial ou confessionnel, et nous ne saisissons pas pourquoi les membres du C.I.O. sont une race à part et ineligible: notre intention est de collaborer avec le C.I.O. et si l'assemblée est d'accord nous serions heureux et honorés que des membres du C.I.O. collaborent avec nous. Merci infiniment.

(*applaudissements*)

MM. les Présidents, laissez-moi vous remercier au nom des membres de la Commission à peine désignée. Je leur demande pardon si je me suis permis d'indiquer leur nom, mais ils représentent des mondes et des idéologies qu'il est bon de mettre à nos côtés pour étudier ensemble la solution des nos problèmes. Je vous remercie. Au revoir et... bon appétit. Merci de tout cœur.

(*applaudissements*)

(*La séance est levée à 14h.30*)

ITALIAN NATIONAL OLYMPIC COMMITTEE

MEETING OF OLYMPIC COMMITTEES IN ROME

30th September, 1st and 2nd October 1965

PARTICIPANTS

Mr. AVERY BRUNDAGE, President of the I.O.C.

ALGERIA	Larbi SILABCENE, Vice-President A.O.C.
AUSTRALIA	Hugh WEIR, Member I.O.C., Vice-President A.O.C.
AUSTRIA	Edgar FRIED, Hon. Secretary-Gen. A.O.C.
BELGIUM	Raoul MOLLET, President B.O.C.
BOLIVIA	Edmondo OLAGUIVEL IBANEZ
BRAZIL	Sylvio DE MAGALHAES PADILHA, Member I.O.C. – President B.O.C. Antonio DOS REIS CARNEIRO, Secretary-Gen. B.O.C.
BULGARIA	Vladimir STOYTCHEV, Member I.O.C. – President B.O.C. Dimitre HARALAMPIEV IVANOV
CANADA	James WORRALL, President C.O.C. H. W. HOPPENER, Secretary-Gen. C.O.C.
CEYLON	Minister SUGATHADASA, President C.O.C.
CHAD	Ousmane GAM André MAHAMAT
CONGO	Jean Claude GANGA, Secretary-Gen. C.O.C.
CUBA	Manuel GONZALES GUERRA, President C.O.C. Fabio RUIZ VINAJERA, Member C.O.C. Jorge GARCIA BANGO, Member C.O.C.
CZECHOSLOVAKIA	Frantisek VODSLON, President C.O.C. Frantisek KROUTH, Secretary-Gen. C.O.C.
DENMARK	Ivar Emil VIND, Member of the I.O.C. Gudmund SCHACK, President D.O.C. Axel LUNDQVIST, Secretary-Gen. D.O.C.
DOMINICAN REP.	Juan Ulises GARCIA SALETA, President D.R.O.C.
ETHIOPIA	Ydnekatcheou TESSEMA, Director-Gen. N.E.S.C.

FINLAND	J. W. Rangell, Member I.O.C., Member F.O.C. Erik von Frenckell, Member I.O.C., Member F.O.C. Akseli Kaskela, President F.O.C. Ali Koskimaa, Vice-President F.O.C. A. Ruusuvaara, Secretary-Gen. F.O.C.
FRANCE	Armand Massard, Vice-President I.O.C., President F.O.C. Conte de Beaumont, Member I.O.C. Alain Danet, Secretary-Gen. F.O.C.
GERMANY, EAST	Heinz Schobel, President D.D.R.O.C. Helmut Behrendt, Secretary-Gen. D.D.R.O.C. Dieter Rehahn, Member D.D.R.O.C.
GERMANY, WEST	Max Danz, Vice-President W.G.O.C. Walter Troger, Secretary-Gen. W.G.O.C. Walter Wulfing, Vice-President W.G.O.C.
GHANA	Djan Ohene, President G.O.C.
GREAT BRITAIN	K. Sandy Duncan, Secretary-Gen. B.O.C.
GREECE	Pyrros Lappas, Secretary-Gen. G.O.C. Epaminondas Petralias, Member G.O.C.
HAITI	Antonio C. Coicou, President H.O.C.
HUNGARY	Gyula Egri, President H.O.C. Arpad Csanadi, Member I.O.C., Member H.O.C.
IRAK	Habib
IRAN	Amir A. Amin, Secretary- Gen. I.N.O.C.
IRELAND	The Lord Killanin, Member I.O.C., President I.N.O.C. Desmond O'Sullivan, Member I.N.O.C.
ISRAEL	Shalom Zysman, President I.N.O.C. H. Glovinsky, hon. Secretary-Gen. I.N.O.C.
ITALY	Giulio Onesti, Member I.O.C., President I.N.O.C. Paolo Thaon di Revel, hon. Member I.O.C. Giorgio de Stefani, Member I.O.C. Adriano Rodoni, Vice-President I.N.O.C. Beppe Croce, Member I.N.O.C. Mario Saini, Secretary-Gen. I.N.O.C. Marcello Garroni, Vice Secretary-Gen. I.N.O.C. Donato Martucci, Member I.N.O.C.
JAMAICA	Tony Bridge, President J.O.C.
JAPAN	Tsuneyoshi Takeda, President J.O.C. Tetsuo Oba, Secretary-Gen. J.O.C. Robert Tsuyoshi Miyakawa, Member J.O.C.
KENYA	Reginald Stanley Alexander, Member I.O.C., President K.O.C. J. M. Kasyoka, Member K.O.C. Harbans Singh, Member K.O.C.

KOREA	Sang Beck Lee, Member I.O.C., President K.O.C. Walter Jhung, Secretary-Gen. K.O.C. Tongjae Cho, Member K.O.C. Wonkyung Lee, Member K.O.C.
LEBANON	Gabriel Gemayel, Member I.O.C., President L.O.C.
LIBERIA	Frank O'Roberts
LIBYA	Coobar, Member L.O.C. S. Sharmit, President L.O.C.
LUXEMBURG	Prosper Link, Vice-President L.O.C.
MALI	Henry Corenthin, Secretary-Gen. M.O.C. Coulibaly, Member M.O.C.
MALTA	Alfred P. Briffa, President M.O.C.
MEXICO	José de Clark Flores, Member I.O.C., President M.O.C. Eduard Hay Javier Ostos Manuel Seyde
MONACO	Jacques De Millo, Vice-President M.O.C. René Sangiorgio, Secretary-Gen. M.O.C.
MONGOLIA	Tsendorje, Member M.O.C.
MOROCCO	Mchich Alami Abdeslem, President M.O.C.
NETHERLANDS	C. L. Kerdel, President N.O.C. Ch. E. van der Ploeg, hon. Secretary Treasurer
NIGERIA	Oyebola S. Jolaoso, Vice-President N.O.C.
NORWAY	Axel Probt Host, President N.O.C. J. Ch. Schonheyder, Vice-President N.O.C.
PANAMA	S. Anibal Illueca, President P.O.C.
PERU	Escadò Guillermo Griffiths, President P.O.C.
PHILIPPINES	Jorge Vargas, Member I.O.C.
POLAND	Wlodzimierz Reczek, Member I.O.C., President P.O.C. Wieczorek, Member P.O.C.
PORTUGAL	Gaudencio Luiz Da Silva Costa, Member P.O.C.
PUERTO RICO	Felicio M. Torregrossa, President P.O.C.
RUMANIA	Aurel DUMA, President R.O.C. Grigore Arjoca, Member R.O.C.
SENEGAL	Amadou Barry, President S.O.C. Demba Diop, Vice-President S.O.C. Bachirou Cisse, Secretary-Gen. S.O.C.
SPAIN	Juan Antonio Samaranch, Vice-President S.O.C. Andrès Mercé Varela

SWEDEN	Per STROMBACK, President S.O.C. Sten SVENSSON, hon. Secretary-Gen. S.O.C.
SWITZERLAND	Raymond GAFNER, President S.O.C. Jean WEYMANN, Secretary-Gen. S.O.C.
TAIWAN	Peter CHANG, Member T.O.C. Henry HSU, Member T.O.C.
THAILAND	Reuriel LUANG SUKHUM, Vice-President T.O.C. KOMARAKUL, Secretary-Gen. T.O.C.
TUNISIA	Mohamed MZALI, President T.O.C. Slah Eddine BALY, Secretary-Gen. T.O.C. CHENATH
U.A.R.	Hussein Omar GOHAR, Member U.A.R.O.C. Rifat Mostafa IBRAHIM, Member U.A.R.O.C.
UGANDA	H. M. SUNDARANI, Member U.O.C.
U.S.A.	Douglas ROBY, Member I.O.C. Kenneth L. WILSON, President U.S.O.C.
U.S.S.R.	Konstantin ANDRIANOV, President U.S.S.R.O.C. Igor KASANSKII, Vice-President U.S.S.R.O.C. Vladimir SAVVINE, Secretary-Gen. U.S.S.R.O.C.
VENEZUELA	Mrs FLOR ISAVA, Member V.O.C.
YUGOSLAVIA	Nebojsa POPOVIC, Secretary-Gen. Y.O.C. Milan ERCEGAN, Member Y.O.C.
ZAMBIA	George D'Arcy CRANE, President Z.O.C.

Introduction

Giulio Onesti

President of the Italian National Olympic Committee

We are about to start the works in which are participating the National Olympic Committees from all continents and from many countries. To such a sports event of this magnitude, the Italian Government has also wished to send its greetings, which will be given to you by the Hon. Achille Corona, Minister for Tourism and Entertainment, an authoritative and sincere friend of sport, whom I have the honour of introducing to you.

I am also pleased to be able to announce that only yesterday, thanks above all to the constant help given by the Hon. Corona, a legislative procedure was passed whereby Italian sport will benefit by a sensible increase in funds.

There is no more befitting occasion than today which permits us to greet the Minister and to thank him for his actions as a real and disinterested friend of sport.

We all know how long and difficult the journey has been for many of you, but the passion for sport, the desire to know each other better and to meet again are all sentiments which also ease sacrifices and tiredness.

Rome re-lives today, thanks to your presence, its Olympic days, sensations which time continues to take farther away, but which ever remains in our heart. I would like to be able to say that here in Rome the Olympic Committees have almost an honorary citizenship. It was thanks to you, to our fellow brother Olympic Committees, that the Rome Olympiad enjoyed such splendour and such unforgettable joy.

We are here united by the Olympic idea, which inspires us all, to discuss important questions of our common and everyday life.

We are pleased that our meeting has been honoured by the presence of the President of the International Olympic Committee, Mr. Avery Brundage. He is an eminent sportsman whom you all know and who, amongst other things, has always sustained the Olympic Committees and their importance. It is due to him in great part that we are able to celebrate the present Meeting of Delegates of Olympic Committees. This is why I invite you to greet him with an applause of thanks.

(*Applause*)

Avery Brundage

President of the International Olympic Committee

Mr. Chairman, Mr. Minister, Ladies and Gentlemen: to say "Ladies and Gentlemen" on this occasion is just not a figure of speech, because, for the first time, I think, we have lady delegates in this room. A few years ago, we had the pleasure of receiving a lady as head of an International Federation. This indicates that we have made progress in Olympism which goes back some 2,500 years. In those days, women were not even admitted to stadiums as spectators. Today, not only do we have them as spectators and participants, but as officials as well. Gentlemen, beware, you see the writing on the wall; maybe we are on the way out!

Ladies and Gentlemen, I am one of those old fogies of the International Olympic Committee who are said to be still dwelling in the 19th century. But do not worry, I am here as a guest and not as a participant. A guest I am very happy to be, because a participant has many responsibilities. As a guest I feel free and that is a very nice feeling.

It is a real pleasure to be here, at such a family reunion because the National Olympic Committees are not only our agents but also our children and we are very much interested in their welfare. Of course, we hope they behave!

Everyone should thank President Onesti and his colleagues of the CONI for their hospitality. There could be no better place than Rome for such a meeting. All of us who were here five years ago, well remember the magnificent way in which they staged the Games of the XVII Olympiad.

We know the important position that the CONI occupies in the life of Italy, and their accomplishments should well serve as an example to all National Olympic Committees.

But, Ladies and Gentlemen, I was a few weeks ago in Africa, attending the first African Games, and there I had the opportunity of meeting representatives of some of our newer Olympic Committees. The situation there is not quite the same. These recently organized National Olympic Committees in the newly developed countries in Africa and Asia have very little resources and of course have no opportunity of raising funds from the public. They have to rely on the Government and that, of course, sometimes presents difficulties, because we all know the way of politicians.

However, they are facing their problems and I have assured them that we have all had to face similar problems, in all parts of the world. But I call attention to the fact that the Olympic movement is where it is today as perhaps the greatest social force in the world, without any money. It is there because its roots come from a great ideal, an ideal that does not permit discrimination between races, religions or politics of the world, and that there should be no commercial organization or rivality, and that we should work for peace and international friendship.

If the Olympic movement has grown rapidly, it is because of these fundamental principles, and, in fact, all the great religions in the world were started by one man who had a great ideal but no money. At the same time, all the greatest revolutions, whether they be social, intellectual or political, were started by one man or a group of persons who had a great idea.

Now we, gentlemen, have a great ideal. We must persuade Governments in our various countries that it is their duty to provide facilities and instructors for the youth of their country, and not interfere in the aims of sports organizations. Today, fortunately, most enlightened Governments are taking up that attitude.

The duty of National Olympic Committees covers a great deal more responsibility than just organizing teams to participate in Olympic Games. The Olympic Games were given to us by baron de Coubertin as a tool to reach an objective and not a simple project for its own sake; a tool to interest all the countries of the world in a programme of physical education and comparative sport, so as to build stronger and healthier boys and girls, to make better citizens through the moral principles of the Olympic movement, good sportsmanship, to develop interest in other than materialism, to promote an interest in art and to develop the perfect man rather than just the champion. Naturally, the aim of de Coubertin was also that of creating records between countries, in a peaceful way and without discrimination.

In no place has that been done better than last year in Japan, where the National Olympic Committee and the Organizing Committee succeeded in interesting the entire population of their country. 95 million people co-operated in this initiative as though it was their own, and those of you who were there know this very well. This, as I said in Tokyo, makes Japan at this moment the number one Olympic country in the world.

Now, ladies and gentlemen, I have been asked by many delegates about the matters on the agenda here, and I will give you a few observations I have made, trusting they will be helpful.

In the first place, the principle of independence of National Olympic Committees is fundamental and basic. National Olympic Committees cannot operate properly unless they are independent. That is a principle we must all fight for.

On the financing of National Olympic Committees, I have already said something; I deplore the talk of money in sport and, in fact, after 50 years of experience, I am just a little suspicious of any amateur organization that has too much money. Why? Because it attracts people who want to get and not people who want to give, and that is a big difference.

On the subject of amateurism, we of the International Olympic Committee have struggled with this problem for 50 years or more, and I wish you well in your discussion on it. We have operated on the basis of having an amateur rule and we have left it to the International Federations and the National Olympic Committees to enforce these rules. The result has been considerable confusion because some 20 International Federations and 118 National Olympic Committees sometimes have different ideas on the subject. I am sure the International Federations will never agree to a uniform definition. On the other hand, amateurism is something that does not change, even if we talk about changes in social conditions. Amateurism is like black and white, its either black or its white. Either one is an amateur or one is not. Because of my experience on the subject, I have come to the conclusion that the best thing is for the International Olympic Committee to decide as to who is eligible to participate in Olympic Games and who is not. Practically every day we have this question put to us from different parts of the world, and I am recommending to the International Olympic Committee to produce an eligibility code that will decide whom we want in the Olympic Games and whom we do not, and which excludes ramifications of any kind besides amateurism.

One thing of course is essential, and this is mentioned in the definition that is enforced by you, and that is that the participant in Olympic Games must have an occupation that guarantees financial tranquillity for his future livelihood.

You must remember that the Olympic Games are not just a simple world championship, the Olympic Games are something special and they perhaps require different regulations.

Now there is a lot of talk about social conditions and of champions; but it is not our job to produce champions; our job is to produce men. According to the ancient Greeks, man was the individual prepared to face life. It is not our problem to cure social problems, that is one for Governments. Thus remember that the Olympiads are not a project in themselves, but a tool to convince the world that physical training and competitive sport are efficient means for goodness.

As to Regional Games, the International Olympic Committee is responsible for suggesting these events and it is therefore thought that it would be up to the International Olympic Committee to furnish advice and guidance on them. If the Olympic regulations are good for Olympic Games, they should also be good for Regional Games. It would be chaotic if these various international events were operated on different rules and regulations. It would equally be chaotic if organizations or federations that are not members of National Olympic Committees or International Federations are permitted to participate instead of us, because all National Olympic Committees and International Federations are open organizations. They are open to anyone who agrees to follow their rules and regulations and who accepts their leadership. Anyone can join these organizations and thus fore

those who choose not to join and accept the responsibilities of membership should not be allowed to participate in their activities.

As to the proposal for the increase in the number of accompanying personnel, the International Olympic Committee will certainly approve the total considered necessary to handle teams. The reason we had that rule was that, previously, we had teams of 5 athletes with accompanying personnel amounting to as much as 25 persons. This is somewhat ridiculous and that's why we adopted the rule. If the rule has to be amended, very good.

Of course, ladies and gentlemen, it is up to you to decide whether you wish to organize Europe in Rome. I think if you do wish to do so, it should be on a unanimous decision, because if half of the Committees are for and half against, the result would not be very productive. You must remember that anyone can petition the International Olympic Committee at any time, and that petition will be judged on its merits and not just on the number of signatures. You have many problems in common and perhaps meetings would be very helpful in solving those problems. Naturally, any organization of this kind must be kept free from politics.

The International Federations have talked about forming a similar organization for years, but because many of those Federations would not yield their sovereignty, they have never got down to it. Of course, it would be useless forming an organization unless you intend to attend meetings and actively participate, each one accepting his own responsibility.

Ladies and Gentlemen, I want to thank President Onesti and the Italian Olympic Committee for having invited me here. I wish you well in your deliberations and I hope to see you all in Madrid next week.

Thank you very much.

(Applause)

The Hon. Achille Corona

Italian Minister for Tourism and Entertainment

Mr. President, Ladies and Gentlemen: that the first Congress of National Olympic Committees should take place in Rome, where the Olympic flame has already shone, is an event that has not escaped the sensivity and appreciation of the Italian Government, in the name of whom I wish to extend, Ladies and Gentlemen, its most cordial welcome.

I am also pleased for the occasion to send my greetings as a sportsman to all the members of the International Olympic Committee, and in a particularly friendly way to its President, Mr. Brundage, who had the kind courtesy, in this same city last April, of presiding over the ceremony arranged by the CONI in honour of athletes who had principally distinguished themselves in contributing to the prestige of Italian sport.

Will you also allow me to extend this greeting to the President of the CONI, my friend Avv. Onesti, who is the animator of Italian sport and who is such a fervid supporter of the initiative for which you are here gathered.

This Congress of yours, Ladies and Gentlemen, has particular significance. It has the value of a new step forwards in favour of sport, achieved by common will and the responsible undertakings of the Olympic Committees, protagonists of an activity of ever increasing dimensions and merit and therefore of vaster and democratic debates.

As a witness of the Olympic Games of Rome and Tokyo, I was able to meditate over the years of fatigue and passion that permitted the Olympic Committees to bring to the great quadriennal competitions the cream of world youth, animated with sentiments of most loyal competition.

It is because of such direct experience and because of my own quality as a responsible governor, and over and above this, also of other sectors of administration so connected with sports activity, that I am therefore particularly pleased to express my heartiest complacency for today's event, which again proves the necessity that the great problems of the life of man, and therefore that of sport, be debated upon in the fullest manner in the more vast meetings.

The field in which, Gentlemen, you conduct your fatigues is certainly one of the most attractive. In the search of solutions to problems that interest you, you are constantly keeping in mind the necessity of developing relationships of friendship and comprehension between one country and another. You are thus contributing to a strengthening of pacific cohabitation of peoples, of that unvarying condition, which is also the basis of prosperity of sports activity.

Permit me to add, as Minister of Italian Tourism, a sector of activity that shows our country to be placed amongst the first in the world, that in the same way as tourism, sport also intends peace and the spreading of welfare amongst mankind.

Having the consciousness of having achieved this duty gives satisfaction, but at the same time increases the weight of both your and our responsibilities.

Sport is a great factor in human life and modern life, which improves the condition, the civil custom of all the people in the world. It therefore needs the care and thoughts of Governments to enable progress of their own national collectivities. This undertaking, permit me to add, is held present by the Italian democratic Government and Parliament, and I am pleased to confirm the announcement already made here by President Onesti, that in fact yesterday both Government and Parliament approved a law which will place new financial means at the disposal of Italian sport and the organization that runs it.

May this news be taken as a good omen for an ever increasing potentiation of sports activity throughout the world. It is because of the merits and traditions of the Olympic Committees of long standing and the generous anxiety of those of more recent institution that, Ladies and Gentlemen, I wish to express the hope, which is also a certainty, that this first meeting of yours produces positive and new factors for the success and glory of sport, satisfies the requirements of the ever necessary peaceful understanding amongst mankind and, therefore, amongst nations.

Mesdames et Messieurs, au nom du Gouvernment italien je suis heureux de vous saluer ici, dans notre pays, et je vous souhaite le meilleur succès dans vos travaux.

Ladies and Gentlemen, on behalf of the Italian Government, I am happy to greet you in our country and I wish you the best success in your works.

Meine Damen und Herren, ich frue mich sehr in namen der italienischen Regierung Sie in unserem Lande begruessen zu koennen, und wuensche Ihnen den besten Erfolg in Ihren Arbeiten.

(Applause)

The meeting is suspended at 10.50 *hrs.*

Presentation and Approval of the Agenda

Giulio Onesti

President of the Italian National Olympic Committee

For the first time, the National Olympic Committees are about to discuss, in rather more detail, problems regarding sport. The initiative suggested by the Italian Olympic Committee, and favoured by such a vast number of other Committees, in Tokyo, turned out to be, in fact, an initiative widely accepted. It was a desire common amongst us all to have a meeting with more time at our disposal, prepared and agreed upon with a sense of responsibility and anxiousness to operate.

Immediately after returning from those unforgettable days in Tokyo, the Italian Olympic Committee started work in the general interests of all. In the time being, following up what had been suggested, the two Offices were immediately set up, one for sports legislation and the other for sports venues. Requests were made for contributions of documentation and experience, to which many of you co-operated in exchange. The two Offices that deal with present material which can be of use to you, are now able to function and to undertake an activity which will continue for the future.

We shall later select a series of arguments to be proposed to our meeting, and these are listed in a circular letter sent out to all of you.

Our fellow Olympic Committees, informed of our ideas, had the opportunity of also examining the suggestions in respect of the individual points forming the agenda. On the basis of other suggestions, modifications and other additions which many of you kindly sent us, the texts have been brought up-to-date accordingly.

Now, this Assembly, which is one based on equality, naturally has the authority and the right to review each single argument and to summarize them in agendas. Such agendas should be brought up as recommendations during the meeting of 4th October, which we shall have in Madrid, with the Executive Board of the International Olympic Committee.

For the first time in the story of our movement, we shall be discussing in a meeting hall arguments or concepts already thought about or favoured by consensus of the majority, or unanimously. We believe that this will be of great help to the Executive Board of the International Olympic Committee itself as well as to achieve concrete work.

This is what we have projected, and I who from experience know many of you and who during recent times have had the pleasure and the honour of also meeting up with officials of recently constituted Olympic Committees, know that I can call on our sense of measure and responsibility so that this meeting turns out to be a success.

We have already said and confirmed that our position is neither similar nor against the International Olympic Committee. Many of us are at the same time Presidents of Olympic Committees and members of the International Olympic Committee. Others have the privilege of being new Presidents and invested with very binding functions, but at the same time pleased because directing sport is a really exciting duty for every modern man. To the new Presidents of Olympic Committees I wish to give the greetings of the older ones as well as the assurance that we all consider ourselves equal, all animated by a common beneficial and pacific spirit.

We work for the good of youth and our individual countries, we know that youth is the most precious treasure that any State possesses. We firmly desire that this youth meets and recognizes each other on competition fields and contributes to reciprocal esteem and understanding amongst peoples.

We here also have the responsibility of supporting and helping the cause of peace and progress. It is with this spirit of responsibility that we must operate, listen to one another and possibly learn

from one another. Our duty is to have our feet on the ground but also to look to the future with that optimism that is typical of men of sport.

I am certain that each one of you has come with a similar conviction and I sincerely hope that the results of this Roman meeting will be of the greatest use to all of us.

Now please forgive my presumption of considering the desire of the Italian delegation as being unanimous. We work for the good of youth and we love peace, in fact we would like peace to be the normal state of life of peoples. Unfortunately, instead, during these very days war is upheaving ancient and civil countries, with whom we have relationships of fraternal and sincere friendship. We are profoundly disturbed because we know the horrors of war and because we know that peace can cannot be divided up. We do not possess material strength nor instruments of pressure, but we do possess a sincere and open heart and we have the courage to express our feelings.

Therefore, if this Assembly is in agreement, I take the liberty of submitting to your approval the following order of the day:

"The delegates of 71 National Olympic Committees, that represent millions of young athletes, in meeting in Rome for a fraternal encounter celebrated in the name of sport, turn their anguished thoughts towards the peoples being upheaved by conflicts.

They therefore ask that the major International Authorities, Governments and the more influential communities undertake every possible action and effort to bring this tragic adventure to an end.

Youth longs for life, progress and joy, and no question of boundary or prestige can justify the suppression of such rights.

Sport which is the expectation of youth and which it exalts on rules of behaviour, sport which induces fraternity and comprehension amongst mankind, invokes, in agreement with all persons of goodwill, the suspension of conflicts and the return of life to areas devastated by grief".

Presidents, I have read this order of the day which favours, to the extent of our limits and possibilities, universal peace. As the order of the day must be approved by the majority, and I hope totally, of the congressists, are there any of you gentlemen who are contrary to this order of the day? Please raise your hand.

Therefore, if the whole Congress is in favour of this order of the day, I will, if you think fit, re-read it.

(*He re-reads the order of the day*)

I hope all of you agree with this order of the day? Thank you, Gentlemen. Is there anyone who wishes to speak on the subject? Thank you, Gentlemen; I do not think our meeting could have started in a better way.

The order of the day is approved unanimously

Let us now begin our Congress. The start of a Congress calls for a Chairman of the Meeting. I do not wish to take advantage of my personal position, as host to you welcome guests, to impose my presence. Therefore, as sportsmen, let us be frank. If there is any one of you who wishes to propose another nomination as Chairman, please do so. I thank you.

(*Applause*)

Giulio Onesti is designated Chairman of the meeting

Thank you, Gentlemen; I hope I will not let you down. Let us start with the first argument on the agenda: "Principles of independence of National Olympic Committees".

I must warn you that the delegation from Kenya have already asked to be put down to say their word, immediately after outlining the report itself. Let us read this report together:

First Subject: Independence of N.O.Cs.

" Principle of independence of National Olympic Committees. In recent times, many States have begun to assign small or large sums from State funds in favour of physical education for youth. The National Olympic Committees are pleased that this is happening and it is as well that they encourage Governments of their respective countries to do even more in favour of this activity which is precious to youth.

It also happens that many Governments constantly and repeatedly finance amateur sports. The National Olympic Committees are of the opinion that such economic assistance is both acceptable and propitious, but they must actively operate in order that economic assistance is not made conditional to Olympic sport being made to depend from political power. It is necessary that Governments, even though they finance Olympic sports, allow sport to be completely autonomous for its technical-sports management. It would be a duty towards such Governments to account for the sums spent and the initiatives taken for the promotion of the Olympic and agonistic sectors.

National Olympic Committees must make it an engagement on their part to avoid that sport becomes a Chauvinistic event or a pretext for prestige.

The National Olympic Committees therefore ask the President, the Executive Board and all members of the International Olympic Committee to always be ready to help them, if necessary, to absolve the association duties laid down in art. 25 of the Olympic Regultions, also by visits on the spot, so as to bring about and increase an atmosphere of tranquillity, of serene work and sports spirit in all countries ".

Gentlemen, the discussion is open on this first point of the agenda. Word to the Kenya representative.

Harbans Singh

Member of the Olympic Committee of Kenya

Mr. President, Ladies and Gentlemen: First of all, I would like to take the opportunity of thanking the Italian Olympic Committee for having taken the strain of arranging this Conference.

Secondly, I am sure that every member who came here today, came to Rome to build and not to destroy the Olympic movement.

Mr. President, the Kenya Olympic Association is entirely in agreement with art. 25 of the Olympic movement insofar as independence is concerned. In Kenya, we are fortunate because integration is already in force and the Government is behind us and helps sport. I am glad to say that the delegates from Kenya have a mandate from the Government and from all who support sport, without any political interference.

Mr. President, to achieve this objective, we in Kenya do feel that the integration of all races who work together, play together, talk together and discuss together problems regarding sport would take us a long way ahead insofar as the Olympic Movement is concerned.

I would like to say that the Chairman of the Kenya Olympic Committee, who is here with us today, has done a great deal for the Kenya Olympic Association. Notwithstanding that he is a member of Parliament, a very influential personality in Kenya, he has forgotten his politics and is here to support sport with no politics in mind to this end.

I know, Mr. President, that at the African Games in Brazzaville, the African countries made and discussed this problem of sport and possible political interference. I must say here that there are three principles in common: politics, religion and commercial enterprise. There are also three necessities in common: everyone, it doesn't matter who, must eat; everyone, it doesn't matter who, must sleep; everyone, it doesn't matter who, must have clothes.

Now, whether you are a politician, a man of religion or a man of commercial enterprise, you have to fit in insofar as these three principles are concerned.

Bearing in mind this aspect, I would say that not everyone is interested in politics, not everyone is involed in religion and not everyone is a business man, but, whether you are a politician, a religious man or a commercial magnate, you must enjoy sport.

This is why I attach so much importance to this aspect. Everybody fits in as far as sport is concerned and we must back it and support it to the hilt. Once we start allowing politics to become involved, I can see the three items I have just mentioned, politics, religion or commercial enterprise, becoming a menace, or to group them into one word, a disease.

This can be a disease mortal to the Olympic movement, and it must be destroyed and eradicated, not to-morrow, but at this very moment. Those of us who are here to support the movement must eradicate this disease by not allowing at any time political interference.

I can see one interference, and a very dangerous one. In Kenya, some time ago, we had commercial firms who wrote to the Kenya Olympic Association applying to use the names of some of our best athletes for publicity purposes. Their intention was obvious, they wanted to publicise their own products. This can be very dangerous and I would like to warn every member of every country here present that they must be careful not to allow this. Do not permit commercial firms to distribute photographs of any athlete under the excuse that he may be known better; in reality it is a publicity gimmick to sell their own products. I think this is a very dangerous step.

Mr. President, I think that National Olympic Committees require very high principles and that one must abide strictly to such principles. It is a natural thing for Governments to give their financial support and I am proud to say that we in Kenya have received funds from the Government, and also when we went to Brazzaville, but with no strings attached. All we were told was: " Here is the money, go and make good use of it to establish the principles of the Olympic movement ". All the Government wanted was to see that we spent what was given us wisely.

That is the reason why I attach so much importance to our common action and support of the Olympic movement. If we allow any political interference, we shall end up in a very dangerous position, and interference will then be inevitable.

I would like to appeal to this Congress, Mr. President, so that we do not allow, that we keep away from the peril, and that we go forward knowing perfectly well what we are doing. If we deviate from this principle, we shall find ourselves dragged into politics and politics should never ever interfere with our movement. We have a long way to go, if we all go together. Kenya completely supports this resolution and, if Government, Religion and Commerce do not interfere with the movement, I am sure that we have a long way to go.

Thank you, Mr. President.

CHAIRMAN: Do other of you gentlemen wish to have the word on this first point? Please raise your hand.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Member of the Portuguese Olympic Committee

Mr. President, delegates: Allow me first of all to thank the Italian National Olympic Committee for having organized this meeting, which without doubt is of great importance for Olympism throughout the world.

I have very carefully followed the words of the delegate of the Olympic Committee of Kenya, and in my capacity as member of the Portuguese Olympic Committee, I am very pleased to have heard his clear and precise words. I congratulate the Kenya delegate for what he said.

Thank you.

Juan Ulises Garcia Saleta

President of the Olympic Committee of the Dominican Republic

The Olympic Committee of the Dominican Republic has gladly accepted to take part in this first meeting of National Olympic Committees convened to discuss common problems and to arrive at efficient solutions which will certainly be based on Olympic principles.

The Dominican Republic is certainly not as fortunate as Kenya, for they do not receive government support for sport. The Dominican Republic is fighting for the development of amateur sport in accordance with the wise advice given us by General Clark, in occasion of his visit to us. It was because of his interest that we succeeded in launching a national plan for the organization of sport.

As you well know, our country has, during these last years, had to face many difficult situations, and sport has not received a single penny for its development for the last four years. It is for this reason that our satisfaction is so great because it is of note that more than one hundred thousand youngsters throughout the country are building their sports venues on their own. Associations are being organized everywhere, and this has given great incentive to the National Federations, that are with maximum interest helping these young persons to build and perfection the venues, always respecting the statutes and regulations that govern our sports activity.

However, it is our duty to lay stress, at this meeting, on the necessity of taking a firm and precise stand over facts that happen, in both our country and elsewhere, when, owing to a sudden change in Government, a new Olympic Committee is also elected. It would be necessary, if fact, that before giving official recognition to such a new Committee, it be ascertained whether it came into being through political initiatives, or whether it was nominated by the Sports Federations, as should be the case.

The Dominican Olympic Committee, unfortunately, has never received the help that any government should tend for the healthy development of youth, in order that, without any discrimination of either a political, racial or religious nature, it would make it possible to strengthen our people morally, culturally and physically. I promise to continue to fight, convinced that, in time and with your moral support, we shall succeed in obtaining what we want; that future Governments, that is, will favour us with their financial aid for the construction of sports venues and the organization of national Games, which are indispensable to winning over sports mentality.

In being present at this Rome Congress, we do not wish to mention neither how we got here nor how we were able to participate. We can only say that we are proud to be amongst you and we are convinced that each day will see us getting closer to the ideal of de Coubertin.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

Mr. President: I am the Secretary-General of the Olympic Committee of Mali.

Mr. President, I would like to make some observations on this point of the agenda. Insofar as the principle of independence of National Olympic Committees is concerned, I think we are all in agreement. However, I would like us to be able to be more precise as to what we mean by independence, what is its exact and objective nature.

It is said, in fact, that the National Olympic Committees can, and must, ask for help from their Governments to promote and develop sport and the Olympic spirit. It is no less true that, in practise, each Government becomes more and more responsible for its policy of educating youth in every way, including sport. This is a reality. And the prestige of the Games, should it be so, reflects on

the national plan and even more so on the individual plan. Today we are obliged to admit that Olympic winners benefit from a sure prestige. They are Olympic heroes.

Every Government prepares a plan for the development of sport, because the people judge it by the results that are obtained. This at least is the case for the greater part of countries.

What is, therefore, the duty of an independent National Olympic Committee? It is to act in a way that this development, this healthy emulation, be exercised in complete respect of the Olympic regulations. It is only in this manner, according to us, that the independence of National Olympic Committees could be the answer to three essential conditions.

The first, to ensure that all young persons of whatsoever ideology, religion, race are able in a given nation to practise sport and prepare themselves for Olympic undertakings in the best conditions possible. In other words, act in such a way as to make the rules respected in the respective country.

Second principle; see that, in accordance with the ideals of our movement, participants in Games be only sportsmen who undertake competitive activities for their own pleasure. Because, in effect, the idea of amateurism created in young persons should be ensured that it is permanent and not just temporary.

The third principle is that of favouring, under the patronage of National Olympic Committees, encounters among young people, when the above conditions are respected. One of these conditions, for example, calls for obtaining from Governments assurance that the formalities of " visas " for sports-men be eased.

In our opinion, the Olympic Committees who act constantly in this sense in their countries, making these three essential conditions respected, would prove their independence, as it is their duty to guarantee the universality of the Olympic spirit. If to the contrary, independence does not exist. I do not necessarily mean that these Committees would be dependent on their Governments, but dependent on principles and ideas not in conformity with the Olympic ideal. They would not be worthy of belonging to the Olympic family.

Milan Ercegan

Member of the Yugoslav Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: I wish, first of all, to thank the Italian National Olympic Committee and its President, Mr. Onesti, for having taken the initiative of organizing this meeting.

The proposal of the Italian National Olympic Committee to study the problem on the right and duty of National Olympic Committees being independent is, in our opinion, most important, and it should be discussed and studied here in detail. The Yugoslav Olympic Committee, however, maintains that the question should be studied from all angles.

Allow me, Mr. President, to rapidly go over the problem as a whole, namely the rights and duties of National Olympic Committees.

We all know the vanguard role that the modern Olympic movement plays in the development of sport and physical culture throughout the world. And we all hope that the Olympic movement will be, also in the future, the force that promotes and favours physical culture, the joy of living, welfare and prosperity.

In order to safeguard its progressive position, the Olympic movement must evolve. If we consider the movement from this point of view, our duty, and above all that of the International Olympic Committee, is not only that of vigilance over ideas and traditions, but should be much vaster. We must develop the work of de Coubertin so that it always remains young and vivid.

This is what should guide us in our discussions on the organization, on the role and posi[illegible]

the International Olympic Committee. We are aware that all the National Olympic Committees constitute the basis of the International Olympic movement and that they carry the major weight of Olympism. I do not think that I am exaggerating if I say that today the strength of the Olympic movement depends very much on the strength of the National Olympic Committees.

We equally know that it is the Olympic Committees who daily face the realities of the practical life of sport, and it is for this reason that they understand the requirements better.

However, the situation today is that Olympic Committees participate very little towards the solutions to these problems. If certain Olympic problems are at present difficult to solve, I believe that this is due to the fact that National Olympic Committees are not called upon to take part in finding a solution to them.

The force and importance of National Olympic Committees does not only depend, I think, on, in the same measure, on the role they have to play with regard to the international Olympic movement, that is to say, the rights and place conferred upon them by the International Olympic Committee.

It does not appear logical to us that whilst the International Olympic Committe calls for absolute liberty of National Olympic Committees in their own countries on the one hand, it does not give them any rights on the international plan on the other.

The Yugoslav Olympic Committee maintains that until the problem of National Olympic Committees is not taken into consideration as a whole, that is to say until the International Olympic Committee confers upon them rights and not only duties, this problem will remain unsolved, and I do not think that this will favour the Olympic movement.

The relationships that exist today between the International Olympic Committee and National Olympic Committees keeps the International Olympic Committee more and more away from reality, and renders them inefficient to find solutions to problems that this reality incessantly calls for.

We feel that the Olympic family is not only made up by the members of the I.O.C., but include, other than the I.O.C., all the National Olympic Committees and International Federations to make up a whole. This Olympic family must be filled with the spirit of an equality of rights.

If the International Olympic Committee really holds the prestige of National Olympic Committees at heart, it should, in our opinion, revise its position vis-a-vis the individual Committees. The relationship should be the same as that adopted by most international institutions, all countries having the same rights within the International Olympic Committee.

Thank you.

Axel Proet Host

President of the Norwegian Olympic Committee

Mr. President: when we first received the agenda for this meeting and saw this question had been proposed, we were not quite sure what the meaning really was. The point was over the independence of National Olympic Committees, and we asked ourselves whether, by such a term, it was viewed in connection with a country's other sports organizations, or the Government, or if it is in connection with the International Olympic Committee. This last point is a very important one too.

The Olympic charter lays down the manner as to how National Olympic Committees are to be organized. If the intention is to establish a standard which can be modified as each country considers practical, the matter would be simple, but if the charter is intended to be interpreted literally, one may ask whether the charter should not be modified in line with modern times.

It does not seem logical that the International Olympic Committee, in which National Olympic Committees have neither influence or representation, should be able to dictate how each country is to organize its sport. Should this be the case, I quite agree with Mr. Gaston Meyer in bulletin

nº 91, namely that the time has come to propose a change before we risk failure or a complete change in the organization of Olympic Games.

I think it would be right to have a Committee appointed, as mentioned by Mr. Meyer, to look into these matters. One may ask whether the International Olympic Committee will agree, but on the other hand there is of course no doubt that the decision rests with National Olympic Committees. Without the cooperation of National Olympic Committees and the International Federations, no Olympic Games could either be organized or carried out.

I think the National Olympic Committees were very pleased to receive the proposal from the Italian Olympic Committee to hold this meeting here in Rome. I regard this as the first sign of a growing desire for National Olympic Committees to have some influence on the decisions which affect the question of a future organization and arrangement of Olympic Games.

I shall give a practical example of the need for clearer and more precise lines. In Norway we have the pleasure of having a common organization for all sports. All the various sports Federations are joined together in one single organization, the Norwegian Sport Federation. Ever since 1926, this Federation has also acted as Norway's Olympic Committee and has handled all matters regarding Olympic Games.

Now, this year, we are suddenly informed by the International Olympic Committee's representative in Norway, that we are unlawfully organized, and that we were told to set up a new organizational form for Norway's Olympic Committee. Now, I can see no valid motive for being accused of being an unlawful organization. We have had our organization in the same form for 40 years, and having organized the Olympic Games in 1952, I presume that during that period our organization was considered legal.

The International Olympic Committee would not, I think, have left the responsibility of organizing Olympic Games to an unlawful organization.

The case I have mentioned shows the necessity for a change in the charter, which is of a standard that can be of assistance to countries not having any single common sports organization. Each country and each national Olympic Committee is independent and should decide for itself what form of organization it should have. One should only ensure that only the basic principles are not neglected, that is independence from economic, political, religious and commercial interventions. I think it is evident that this is in accordance with the democratic times in which we live.

I hope it will be possible to follow Mr. Gaston Meyer's advice before it is too late.

Thank you.

CHAIRMAN: Mr. Representative from Norway, it is only on a personal basis that I talk. I wish to take advantage of the occasion to thank you sincerely in the name of Italy. In long away 1946, we as an ex-enemy country, received from your Committee, which we doubt very much is illegitimate, fraternal welcome, and we became free and friends of you all. There appears to be anachronism after 20 years, but I was there, in 1946, when you welcomed us in such a friendly way without any sign of inconvenience.

This memory may influence my judgement, but I cannot forget this episode, and I wish to personally congratulate your organization and wish it all the best.

The word now goes to the representative of East Germany.

Heinz Schöbel

President of the German Democratic Republic Olympic Committee

(Read by the official interpreter):

I have been asked by Dr. Heinz Schöbel, President of the National Olympic Committee of the German Democratic Republic, to read out his speech:

" Mr. President, ladies and gentlemen: the National Olympic Committee of the German De-

mocratic Republic greatly appreciates the initiative taken by the Italian National Olympic Committee for organizing this conference.

Our Committee fully supports the principle of independence, because we ourselves have often been directly affected by discrimination. We have watched with great interest and gratitude the measures taken by the I.O.C. and the International Federations to keep sport free and independent.

During the fifteen years of its existence, the Olympic Committee of the German Democratic Republic has always done its very best to promote the Olympic ideal as laid down in the regulations of the International Olympic Committee. This has been recognized in various meetings of the I.O.C. and by the President of the I.O.C. himself, Mr. Avery Brundage.

Despite this good Olympic work, however, the International Committee has not up to now given our Olympic Committee the same status as that of all other Olympic Committees recognised by it.

It is our opinion that an independent National Olympic Committee must have the right to form an Olympic team of its own, free from any interference or forces which are outside of its territory. Each Olympic Committee should have exclusive rights in managing its own affairs.

In our case, on the other hand, the principle of independence has been restricted up to now because the N.O.C. of the Federal Republic of Germany can decide on the participation or not of our athletes in Olympic Games.

In forming the so-called " Joint Olympic Team " for 1964, there were many quarrels and unsurmountable difficulties between the two German Olympic Committees. In the three pre-Olympic trials and in the competitions in Innsbruck and Tokyo there were many inconveniences and hardships for the athletes.

Our Olympic Committee has therefore come to the conclusion that an end must be put to this intollerable state of affairs. I wish to give you one example: the case of our yachtsman, Mr. Demmel and that of the German Federal Republic, Mr. Kuweiter. In Tokyo, the West German Olympic Committee violated the agreement made with our Olympic Committee. Even if our yachtsman, Mr. Demmel, regularly qualified himself for the event, he was prevented from competing in Tokyo.

A most recent example of political interference in sport is that the Government of West Germany put pressure on the NATO authorities not to concede a " visa " to Mr. Manfred Ewald, a member of our Olympic Committee and of our delegation to this congress.

We know that the Italian Government granted a " visa " to Mr. Ewald and that the Italian National Olympic Committee and its President, Avvocato Onesti, made great efforts in this respect.

Mr. Ewald is the President of the National Sports Union of our country and was assistant Head of Mission of the so-called " joint Olympic team " in Rome. In Tokyo, last year, Mr. Ewald was Head of Mission of the German Olympic teams. It is to be deeply regretted that he cannot be here at this Conference.

Our Olympic Committee is also informed that the West German Government in Bonn, in its political interference in Olympic Games, has gone as far as to instruct its Ambassadors abroad to influence the members of the International Olympic Committee to vote against the application by our National Olympic Committee for full independence. The request of our Committee is on the agenda of the Madrid session, and it is an application for the participation of an independent team of the German Democratic Republic in the 1968 Olympic Games. This application has been made in full conformity with art. 7, which clearly states that the International Olympic Committee does not decide on the recognition of Governments, but of National Olympic Committees, and the admission of their teams to Olympic Games.

What has happened in divided Germany, especially after 1960, has unmistakably shown that the hopes for the so-called " joint German teams " to contribute to the understanding and re-unification of Germany have not been fulfilled at all. Even Mr. Brundage, President of the I.O.C., has admitted this with regret on more than one occasion.

As you know, the West Germany Sports Union and its Olympic Committee broke off inter-

German sports relations with us in 1961 for political reasons. The situation, since then, has deteriorated so much that nowadays there is no real foundation for a combined German Olympic team. On the contrary, one must admit that fair play and sportsmanship were at their best in all world and European championships where athletes from the two Germanies competed with independent teams. All interested parties could well ascertain that there was no political interference whatsoever.

This was the case this year at the European boxing championships and the world Modern Pentathlon championships which were both held in the German Democratic Republic. The same can be said about the European junior football tournament and the " Bruno Zauli " European Cup for national athletic teams which took place in the German Federal Republic.

It was therefore demonstrated to the whole world that the participation of two German teams in international championships is the best solution and best serves the Olympic ideal.

We therefore ask all N.O.C. delegates here present to recommend to the I.O.C. session in Madrid, as was done by the International Federation last April in Lausanne, to decide the German problem and the application of the German Democratic Republic National Olympic Committee for full recognition and independence in accordance with the Olympic regulations.

Thank you very much.

CHAIRMAN: Mr. representative of East Germany, I am personally grieved about the situation that at present is causing you difficulties, but the argument is not of our business, and it is not on the agenda.

I think, however, that all National Olympic Committees agree with me in pressing the competent organization, the International Olympic Committee, to finding a solution to the German problem in Madrid in accordance with the Olympic regulations. Thank you.

The word now goes to the representative of the Soviet Union.

Igor Kasanskii

Vice-President of the U.S.S.R. Olympic Committee

Mr. President, Ladies, Gentlemen, dear friends: Allow me, in the name of the Olympic Committee of the Soviet Union, to warmly greet the delegates of this Congress of National Olympic Committees, and to express our firm conviction that the results of the Congress of the national Olympic organizations will be an important contribution to the development of the modern Olympic movement. The N.O.Cs have stated on more than one occasion that it is indispensable to have the possibility of being able to meet, so as to be able to exchange information and reciprocal experiences and to work out recommendations in common.

Today we have this possibility, and it is for this reason that we express our deepest thanks to the Italian National Olympic Committee and to its President, Mr. Giulio Onesti, for the initiative taken and the preparation and development of this present Meeting.

The international sports relationships open up great possibilities for a pacific co-operation and fraternization amongst peoples and, as Mr. Onesti has already said in his opening speech, the bettering of reciprocal understanding and a strengthening of friendship amongst the youth and populations throughout our planet. All this involves a great responsibility in the practical activity of sports organizations and of N.O.Cs, called upon to guide sport in their countries, and to represent sportsmen and nations in the great " Forum " of athletic strength and beauty as are the Olympic Games where representatives from nearly all the countries in the world meet, irrespective of their political convictions, their ideologies and their religion.

At the same time, participation in the Olympic movement and in the quadriennal competition does not necessarily mean having to give up one's convictions, opinions or ideas. We live under complex and contradictory conditions of modern life and we cannot shut an eye to the aspects that

represent the progress of the world in all fields of human activity, also including that of sport. Unfortunately, in many countries there exist international organizations having determined tendencies towards essentially political lines, and who place sport at the service of their interests which have nothing in common with the duties of world sport. They exploit sport for their own political scopes, thus creating one of the most difficult problems of modern world sport. In other words, political interference in sports life permits penetration of reactionary forces into the sports movement.

I plead against the episode of grave political discrimination that took place today for the delegation of the German Democratic Republic on the part of reactionary forces, and in particular the NATO, which did everything possible to prevent the National Olympic Committee of the German Democratic Republic from taking part in our present meeting.

If we cast an eye on the American continent, we can see direct interference in sport time and again. To give you an example, the Cuban athletes were deprived of their right to participate this year in the world baseball championship that took place in Columbia. The footballers from the same country were not able to participate in the championship of Latin America. At the present moment, a further menace is threatening the athletes from Cuba, to whom it would appear will be denied their legitimate right of taking part in the Games of Central America and the Caribbean.

Because such situation have arisen, the international sports organizations, and in particular the I.O.C., must take appropriate steps.

In one of its communications addressed to the Olympic Committees of the United States of America, Great Britain and France, the I.O.C. has already requested that a stop be put to discriminations against the athletes of the German Democratic Republic, and that permission of entry into the countries of the NATO be granted to them in order to participate in official international competitions. In April of this year, at the meeting of the 21 International Federations, it was again requested that a stop be put to discriminatory actions by supporters of the cold war in sport. We hope, of consequence, that the measures that the I.O.C. will have to take, for a cessation of discriminations against the G.D.R., will be coherent with the preceding decisions.

We are prepared to believe that in the coming Session of Madrid, there will be a decision on the important question of independent participation of the two German Olympic Committees in Olympic Games. We are also convinced that the I.O.C. and the National Olympic Committees will bring their influence to bear to allow the participation of the Cuban athletes in the Central America and Carribbean Games.

I propose that in our meeting we face the question of political interference in sport. The USSR Olympic Committee is firmly convinced that the National Olympic Committees cannot break away from the duty of obtaining the application of the fundamental principles of the Olympic Charter, and it advises each of the national organizations to recognize on an equal basis the right of all to participate in world and continental championships.

Taking advantage of the occasion, I wish to say a few words on the subject of Regional Games. It seems indispensable to us that for Regional Games the regulations of the I.O.C. be in force. Regional Games enjoy a a well-deserved prestige within world sport and occupy an important position in the sports movement. The happy outcome of the first African Games held this year in the Congo, at Brazzaville, might serve as an example.

We cannot but appreciate very highly the good results obtained by the athletes from the African continent during recent years, and we wish to congratulate our colleagues from the African countries for the evident progress obtained in the field of sport. Effect has thus taken place of the idea of the first President of the I.O.C., Pierre de Coubertin, on the organization of Regional Games in Africa, that he had proposed for the first time way back in 1912. On the subject of the difficulties that his project of organizing the African Games was faced with, de Coubertin wrote the following in his Olympic memoirs: " I am convinced that we shall return back to this project, which foresees the organization, every two years, of sports competitions in the whole of the territory of that immense African continent ".

The progress of social life has confirmed the exactness of those words. By now, the participation of African athletes in the international sports movement is becoming more important every year.

To have had faith in the principle of organizing Regional Games does not necessarily mean the impossibility of holding other competitive events of an international nature that could be called " competitions by invitation ", organized by individual nations and sports organizations. They would undoubtedly favour the enlargement of contacts between the youth of many countries and a greater spreading of sport throughout the world. The National Olympic Committee of the USSR at one time launched a resolution project, which they would now like to submit to N.O.Cs. In it, it is explicitly declared that the delegates of N.O.Cs, gathered in Rome in September 1965, give their full support to the recommendations made by the I.O.C. and the International Federations in February 1963, in which it was specified that it is necessary to organize official competitions only in countries that guarantee visas to all participants and accompanying officials. They furthermore give their support to the resolutions made by the International Federations on 11th April 1965, which calls attention to the fact that all affiliated Federations must have the possibility, with respective rights and privileges, of particpating in Olympic and Regional Games, in world championships and other championships set by international sports organizations.

The N.O.Cs maintain that it is indispensable, in the course of their practical activities, to take measures that they deem fit to avoid political interference in sport.

Allow me once again to thank the Italian National Olympic Committee and its officials for the cordial hospitality afforded us in Rome, a city whose history and traditions are so dear to the whole of humanity.

I thank you for your attention.

Max Danz

Vice-President of the Olympic Committee of West Germany

Just a short statement on behalf of West Germany. The National Olympic Committee of West Germany protests very strongly against the attempt to bring up a discussion which doesn't belong here. Much of what Mr. Schobel from East Germany said was entirely wrong. The International Olympic Committee has created a joint Olympic team, in a former decision, and at its forthcoming Congress in Madrid it will re-examine the question as to whether this joint team is to continue in the future. But the competence over such a decision rests entirely with the I.O.C. only.

President Brundage has asked the two German National Olympic Committees to come to an agreement amongst themselves on the question of the possible formation of a joint German team, but we very much regret that so far the East German Committee has refused to have talks with us on this subject.

In order not to prejudice the decision of the I.O.C. and the discussions to be held in Madrid, we protest very strongly against a debate on this question at this Congress. We believe that we have a lot of other matters to settle and we should not allow ourselves to be embarassed by internal German problems as submitted by the representative of East Germany and their Olympic Committee here. Mr. Onesti will surely agree that this is not a question to be dealt with here today and to insist would be an abuse of our discussions and the agenda.

Thank you.

The Chairman: Are there any other of you gentlemen who wish to say a word on the subject of " Independence of Olympic Committees "?

Hussein Omar Gohar

Member of the Olympic Committee of the U.A.R.

I am the secretary of the United Arab Republic Olympic Committee. Mr. Chairman, ladies and gentlemen, allow me first to thank the Italian National Olympic Committee for the kind hospitality and for having arranged this meeting as well as for having given us this opportunity to discuss these very important subjects.

With regard to the independence of National Olympic Committees, we agree with the principle of such independence, but because of the confidence we have in each other and because of the trust placed in National Olympic Committees by the International Olympic Committee, if any National Olympic Committee violates the Olympic code, the International Olympic Committee interferes to safeguard the Olympic aspect. We therefore suggest and propose the deletion of the phrase that is written underneath the paper on the first subject, which says: " ... also by visits on the spot ".

Thank you very much.

THE CHAIRMAN: As none other of you gentlemen has asked to say a word on this subject, we would like to propose a conclusive order of the day which I would ask you to listen to carefully, to see whether it interprets your ideas and wishes. I will read it through once, and then you yourselves can propose any variations should it be considered necessary.

Order of the day to be presented in Madrid in the name of Olympic Committees:

" The National Olympic Committees, gathered in the Meeting in Rome on 30th September 1965, having listened to and discussed a report on the principle of independence of National Olympic Committees,

confirm

the past, present and future complete validity of the Olympic principle of independence and autonomy of National Olympic Committees from any political, religious and commercial influence;

invite

the Public Authorities in each country to promote and organize, with a feeling of love, the physical education of the youth of the world, as well as to morally and financially help the competitive movement for which the N.O.Cs are solely responsible and also in international relationships, on the understanding however that they have the right in each State to verify the proper use of sums made available;

vote

that the International Olympic Committee puts into effects a form of control, also by means of visits by its own members, selected from the Executive Board and irrespective of their country of origin, and adopting, in the case of ascertained violations of the Olympic Regulations, every possible sanction to re-establish full respect of the independence of each Olympic Committee;

ask

the International Sports Federations not to affiliate a National Sports Federation without having first obtained favourable opinion from the relative National Olympic Committee ".

I do not know whether this order of the day interprets your wishes. Should there be any exception, you may naturally raise it. Should there not be any, we shall suspend the meeting for ten minutes and then resume, immediately afterwards by reading the second point on the agenda.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

I would like to intervene on the method of work because it appears to me not to be in line with what is traditional with the International Olympic Committee. I personally would prefer that proposals for the orders of the day be communicated in advance and that we then have a session to approve them. In this manner, delegates would be able to examine them and then later, if necessary, propose amendments.

THE CHAIRMAN: I think the proposal is most wise. I will therefore in a few minutes distribute the order of the day that I have proposed and we could then go on to approve it in tomorrow's session.

If you all agree to this, we could suspend the meeting for ten minutes and then go on to the second point on the agenda.

The word to the Polish representative.

Wlodzimierz Reczek

President of the Polish Olympic Committee

Mr. Chairman, dear colleagues: please forgive me, I must make a few comments on the role and duties expected of National Olympic Committees. I think this argument should be of great interest to all of you.

The expansion of the Olympic movement throughout the world and the progressive creation of new National Olympic Committees, shows how in these days the Olympic movement is becoming a universal phenomenon. However, one must not consider the Olympic movement to be an isolated factor, enclosed within itself. Within the whole of the sports movement, the athlete destined to participate in Games is at the apex of a pyramid whose base is formed by physical education in the widest sense of the word.

I wish to insist on the fact that a larger development of physical education, which ensures introduction to sport to the greater majority of young persons, constitutes the base and the sine qua non condition of the creation, the preservation and the development of a sports élite, and the Olympic movement in general.

An important and vital duty is expected of the Olympic movement as a contribution towards the union, the drawing closer of and the friendship amongst the youth of the whole world. We must not under-estimate the efficient and precious service that the Olympic movement renders to the cause of understanding and pacific reunion of peoples.

I am aware that the so active development of the Olympic movement in these recent years and the constitution of such a great number of new National Olympic Committees has given rise to some serious problems; for instance, the institution, formal and practical organization of these new Committees which will influence their future and which will determine their existence and the success of their activities.

This newly created situation must not allow us to be indifferent. Without wishing to draw a dividing line between old and new Committees, I do feel that we have a moral obligation to help the new Olympic Committees, above all those from countries in the course of development. We should not only assure them of our assistance, but also give them, as far as possible, concrete help and cooperation for their needs and their requests.

Finally, I am of the opinion that any friendly understanding to facilitate the formation of new Olympic Committees should run in line with systematic co-operation on the part of all Olympic Committees. In order to do so, it is necessary to institute an international forum, not only to facilitate the discussion of fundamental problems concerning the activity of National Committees and the continuous exchange of experiences, but also to create a valid foothold of co-operation with the International Olympic Committee and the International Sports Federations.

I have one other observation to make. It concerns the problem of discrimination in sport, a sad example of which is the absence amongst us of our colleague Ewald. This animator of the Olympic movement, well known in both his country and throughout the world, is not with us, even though our Italian friends and in particular our eminent colleague, Mr. Onesti, did everything possible to remedy this unfortunate incident, so as to ensure the participation without any exception, in accordance with the Olympic regulations, of all National Olympic Committees and their officials.

What are the conclusions?

1. I think it is necessary to intensify our efforts against any form of discrimination in sport, particularly that which concerns political discrimination, one which seems to affect us more than often;

2. I think it opportune to propose that this meeting makes it known of this discriminatory measure that has affected one of our colleagues;

3. I think that this matter has more than ever given us the proof as to how urgent and evident it is for recognition, with full rights, of the independence of the German Democratic Republic Olympic Committee on the part of the International Olympic Committee.

I thank you for your attention.

THE CHAIRMAN: Thank you, gentlemen. The session, in the name of certain members gathered here and particularly by the simultaneous interpreters, will be suspended for ten minutes.

Thank you.

The meeting is suspended for 10 minutes.

Second Subject: Financing of N.O.Cs.

THE CHAIRMAN: As in the meantime you will receive the order of the day on the independence of Olympic Committees written in four languages, you will be able to make any necessary observations and we can then, to-morrow morning, pass on to the necessary approval of such.

Let us know go on to the second point. I will read the report before opening the discussion.

" Financing of National Olympic Committees and the use of television proceeds. During the last Olympic Games there has been a noteworthy income due to the payment of broadcasting rights from radio and television. According to us, these sums should go principally to the International Olympic Committee, for its institutional requirements and for the work that it dedicates to sport in general. The International Olympic Committee has in fact the responsibility of attending to Olympic sport throughout the world, and therefore its duties have become evermore numerous, dutiful and costly.

(The order of the day for the purpose of the minutes is read: " The members of the Olympic Committee...").

Members of this meeting, the discussion is now open. The word goes to gen. Stoytchev.

General Vladimir Stoytchev

President of the Bulgarian Olympic Committee

Mr. Chairman, gentlemen: allow me to renew the thanks that have been already expressed to the Italian National Olympic Committee and to its President, Mr. Giulio Onesti, both on the parts of the President of the International Olympic Committee as well as on the part of all participants at this meeting who have up to now spoken. Our thanks go for the kind invitation, and our congratulations for the happy initiative. In fact, we are certain that this meeting will give an important contribution to the development of sport in general, to the expansion of the Olympic ideal and a considerable support to the affirmation of international understanding and peace.

Allow me to call your attention to what I am about to say. The Olympic Games must be organized in all Continents, once in every Continent, and then on to the next. This principle has up to now been followed by the International Olympic Committee. We have had Games in Europe, in Australia, in Japan. Now we shall have them in Mexico. I would like to draw your attention to the fact that the Olympic Committees far away from the Continent in which the Games will be held are encountering many difficulties, particularly for that which concerns the transfer of athletes. I therefore feel that it would be necessary to use television proceeds as a fund at the disposal of the International Olympic Committee to help those National Olympic Committees far away from the site of the Games, thereby simplifying their economical problems for participation in such competitions.

Thank you.

Sten Svensson

Secretary-General of the Swedish Olympic Committee

Mr. Chairman: ladies and gentlemen: I am the Secretary of the Swedish Olympic Committee but I also speak on behalf of the Nordic countries, Denmark, Finland, Norway and Sweden. We have discussed this question together and we are of the opinion that it will be a very delicate problem for the International Olympic Committee to ascertain what Nations should receive help, financial help from the I.O.C. in order that they may take part in the Games. We think, however, that there is another way to help National Olympic Committees and all nations whether they be rich or poor. We have from Sweden sent a request to this meeting, where we are now speaking, to know something about the cost of accompanying officials. Not the accompanying officials, we mean, for teams, but the officials required for the competition procedure. For many sports, such as football, ice hockey and others, the expenses for accompanying officials are either paid for by the organizers or by the International Federations. For other sports, on the other hand, we have to pay the necessary expense for officials required to run the competitions. I gave one example; in wrestling, the International Wrestling Federation has decided that, when three wrestlers are sent, one referee is required, if seven wrestlers are sent, two referees are required and so on. It is the same thing for boxing and gymnastics. I think that, if there is enough money, more than required by the I.O.C., one should help the organizations, particularly those from small countries. A good solution would be to give nations the right of sending officials required for competitions not at their expense but through International Federations and the organizing Committee.

Thank you.

Alfred Briffa

President of the Maltese Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: may I most heartily thank President Avv. Onesti for his very hard work as well as those behind him for the usual wonderful hospitality. After the great show in Rome, we had Naples, and after Naples we now have this meeting which I am sure will have as great, if not greater, success.

My connection with the Malta Olympic Committee goes back twenty years, and I am now the President of the smallest and possibly the poorest country represented here. I represent only 325.000 people living in only 100 square miles. We are newly independent, for one year only, and you can understand that we are passing through a period of transition which means a lot to us. Without help, the Malta Olympic Committee cannot survive. We have no national wealth, we only have good hearts and hospitality to offer to tourists who come to Malta. The collection of money for sports events is indeed very difficult in the same way that it probably is in many other bigger countries. There are so many charities in such a small island, and every Saturday and every Sunday everybody appeals for money. When I, as President of the Malta Olympic Committee, try to get funds for sport, I find it very difficult, because I appeal to the same people who are appealed to throughout the year by all charities. I can assure you that the spirit of amateurism is indeed strong in Malta and it would be a great pity if we cannot help the youth of Malta to carry on with this amateur spirit. I can only say that for the Games we attended in Rome, and before that the Mediterranean Games in Beirut and Naples, Malta was represented by our youth who paid for their uniforms and more than half their fares. The officials who went to such Games paid the whole amount of their journey from their own pockets. I would also like to say that I am here today at my own expense, as we do not possess any funds at all and that everything done by the Olympic Committee of Malta is paid for out of their own pockets. I know that it is possible for us to receive lots of help. It is countries like Malta, where the flesh is willing but the spirit weak, that can be helped by this motion and I therefore support it and hope that all the bigger countries will understand the point of view of the smaller countries and support it as well.

Thank you very much.

THE CHAIRMAN: Thank you, President, I am happy to take this opportunity to personally congratulate you for your recent election as President of the Olympic Committee of Malta.

The word now goes to the representative from Rumania.

Aurel Duma

President of the Rumanian Olympic Committee

We wish to extend our heartfelt thanks to Mr. Onesti and his collaborators for their efforts in producing such a good organization of this meeting and for the warm hospitality they have extended.

The Rumanian Olympic Committee has very carefully studied the proposals regarding the use of proceeds from television rights in occasion of Olympic Games. In our opinion, it should be the National Olympic Committees and the Organizing Committee of Olympic Games who should benefit from the greater part of sums received as a result of rights from television in Olympic Games, bearing in mind that it is the National Olympic Committees and the Organizing Committee who bear the most important financial and material efforts for a happy success of the Games.

As you well know, National Olympic Committees spend vast sums for the preparation of athletes, equipment, transportation, board and lodging, expenses for referees and officials, whilst the

Organizing Committee, in preparing the material base of the Games, has, when taking the preparation of recent editions of the Games, faced expenses which could never have been covered by the sale of tickets.

That is why we feel that the proceeds obtained from television organizations should first of all be split up amongst the National Olympic Committees and the Organizing Committee on the basis that in relation to duties, profits should be shared accordingly. This is, Mr. President and gentlemen delegates, our opinion on the subject under discussion, and we very much hope that our good intentions are understood and that it will be decided to bring them up at the meeting.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Mr. President, I would not like my words to be misunderstood, as one says says in Latin " Cicero pro domo sua ". The report we have prepared, and kindly allow me in a democratic way to have some slight ideological differences on what you have said, depend on the fact that these television rights do not amount to great sums. However, they would constitute ridiculous sums if divided up amongst all Olympic Committees.

I speak to you, men of sport. You know how much it costs to prepare a team, the expenses of travel and sojourn. If we believe that these television rights can cover such costs, we are really deceiving ourselves.

Excluding my modest self, the last of the members of the International Olympic Committee, I can without hesitation say that the functions of the International Olympic Committee, through its members, I consider to be of prime importance.

Many Olympic Committees are of recent constitution. You, Roumanian delegate, represent a great Olympic nation, with great competitive successes. But if we look around, there are new, small Olympic Committees who are in need of help. This help for their independence, to stimulate States to give major contributions to sport, can only be had from authoritative members of the I.O.C., and I exclude myself from this category, and who can be really useful in a determining way to help them.

I say this only to justify the subject raised. It will then be up to the Council to decide, with an order of the day, whether the ideas exposed should be approved or not.

The word to the representative from Austria, our friend Fried.

Edgar Fried

Honorary Secretary-General of the Austrian Olympic Committee

Mr. President, dear friends: May I thank, as a start, Avvocato Onesti, President of the C.O.N.I., for the kind hospitality afforded us and for having arranged this meeting. I now come to the agenda.

First of all I would like to say that it was only four years ago that proceeds from television only go in part to the I.O.C. When, in 1960, for the first time, the Organizing Committee of the Rome Games was so generous as to concede television proceeds to the I.O.C., this latter had difficulties in obtaining them. Later there were requests made to Organizing Committees to give this income on a regular basis to the I.O.C.

When we organized the Olympic Games of Innsbruck, I was asked what we could have done with proceeds from television. I explained that proceeds from television, in Austria, belonged to the Government and could not be given to the I.O.C. We had, later, to negotiate with the Mayor of Innsbruck, who finally agreed, to concede a part to the I.O.C. as a result of this agreement. This meant that our 30,000 Swiss francs meant a form of fee to be paid to the I.O.C.

I must, therefore, say that the organization of Olympic Games is a costly matter and that amongst coming from television proceeds may also seem to be high. But in relation to required expens

organizing Games, such proceeds are meaningless. As an example, I can quote the costs sustained for the Olympic Games of Innsbruck. These were about 30 million dollars whereas television proceeds amounted to only 1 million dollars. You may draw your own conclusions from this.

I am not in a position to say whether this is right or wrong. I can only say that to concede television proceeds to the I.O.C. and to International Federations is not in accordance with our rules, which lay down that, should there be a profit, these should go to the National Olympic Committee of the country where the Games are held. However, such sums should be used to the benefit of the Olympic movement; but who promotes the Olympic movement? Our National Olympic Committees.

But do not give them false hopes. Because, should you distribute these proceeds amongst all National Olympic Committees, it would mean a matter of pennies, and should you want to distribute them to those countries who are more in need, remember that all National Olympic Committees are in need. Our Committee is not poor, but we need to have recourse to subscriptions in order to send our teams to Olympic Games.

We would, of consequence, find ourselves having to face more difficult problems than we have now, leaving common problems unsolved. What did you really believe, that these sums were really astronomical? My proposal is that, because of this, use should be made of these sums to sustain the Olympic movement. Throughout the whole year, we have sports students and Olympic officials who are instructed on the significance of the Olympic movement and how to organize Olympic meetings and so on. Should we ask the I.O.C. to apportion a part of television proceeds to the Greek Olympic Committee, and should we invite officials and sportsmen from undeveloped countries to come to Olympia to see and understand what the Olympic movement really means, I feel that we shall have achieved our ideal.

Thank you, gentlemen.

Juan Antonio Samaranch

Vice-President of the Spanish Olympic Committee

Allow me first of all to congratulate the Italian National Olympic Committee and its President, Giulio Onesti, for the happy idea of having organized this meeting, a meeting which is not only important for the subjects we have to discuss but more so because on the 4th October, we shall be going to Madrid for the meeting of the I.O.C. with clearer and more concise ideas. This fact is significant, not only because we shall gain time, but also because we shall be able to reinforce our unity of action.

I shall be concrete and brief so as not to prolong discussions, and I refer to the subject that we are now discussing, that of television proceeds. I agree with the point of view of the Italian National Olympic Committee. A part of television proceeds should be used to help the more needy National Olympic Committees. To the contrary, these proceeds go to the benefit of, as an example, International Federations, who are less needy than Olympic Committees. It is for this reason, therefore, that the Spanish Olympic Committee agrees with the proposal that a portion of television proceeds should be devolved to Olympic Committees that have the greater necessity for such.

Many thanks.

Amadou Barry

President of the Olympic Committee of Senegal

Mr. President, members of the Congress: the Senegal also wishes to congratulate and thank the Italian National Olympic Committee for its initiative in organizing a meeting of National Olympic Committees to discuss their common problems within the ambit of the I.O.C. regulations.

Having said this, I go on to express the opinion of the Senegalese delegation on point 2 of the agenda. As has been said, the sacrifices that Olympic Committees have to sustain are great. Some are obliged, because of the lack of funds, to have to reduce the importance of their delegations, or in fact renounce their participation with athletes in the four-year festivities of world sports youth, notwithstanding their possibility of being able to provide valid athletes. You can imagine that this does not happen with a happy heart but there is nothing to be done against impossibility. This is a very bad thing for Olympism.

Whatsoever can be done to help Olympic Committees, in any manner, would be welcome. The project that has now been presented is therefore without any doubt most opportune. It is now a question of submitting concrete proposals to the I.O.C. on the basis of points that I would like to formulate:

1. Net profits coming from Games should be allocated to the Olympic Committee of the country where they are held in order that the Olympic movement and the development of amateurism be more widespread;

2. Article 49 of our Code lays down that the right of television transmission of Games be given to the Organizing Committee, under approval of the I.O.C., whilst proceeds should be devolved in accordance with instructions given by the I.O.C.;

The project that has been suggested outlines a hope that a fund may be constituted so as to help those National Olympic Committees that face financial difficulties to participate, as their major obstacle, in Games. In my opinion, should a part of such television proceeds be placed at our disposal, it would not be an easy thing to establish which Olympic Committee is finding itself in financial difficulty. It would appear clear that, under the present austerity regime, it is a question of Olympic Committee from poor and undeveloped countries and, in particular, recently independent countries that require because of their nature more help.

Now, is the aid you are talking about to be offered to these countries only, which would be logical in terms of the proposal? And based on what criterion? This is what I believe to be the nutshell of the question, naturally provided the International Olympic Committee accepts the proposal in this sense.

Thank you.

Jean Claude Ganga

Secretary-General of the Congo Brazzaville Olympic Committee

Mr. President: many speakers have already talked about this point and much of what I wanted to say has already been said. I would like to say what others have said and that is to thank you sincerely for having organized this meeting. I would also like to thank you personally for having accepted to come to Brazzaville in occasion of the first African Games, during which you contacted responsible members of the African Olympic Committees and where we discussed together the problems on the agenda of this meeting.

I would also like to thank all the speakers who outlined that the first African Games constituted an important event for the development of sport in Africa and the expansion of Olympic principles throughout the world.

Mr. President; for that which concerns the question of finance, many speakers have said their word. In my opinion, I think it right that, the International Olympic Committee having the right and for that the duty of activating the Olympic spirit throughout the world, should such Committee should be in possession of the necessary funds to assist National Olympic Committees to spread the Olympic spirit within countries, it should help them. It is important that members of the International Olympic Committees be given the possibility of returning back to be the ambassadors of the

Olympic movement and that, in countries that might be defined as being in the course of development, it be members of the International Olympic Committee to visit places to ascertain exactly whether not only financial requirements, but also moral and technical necessities exist. Many things are still ignored.

When, some months ago, I went to Lausanne, and the International Federations were discussing the question of apportioning television proceeds, I had the occasion of being able to speak to explain what the first African Games would be. I said that the International Federations could not discuss the question of television rights for the first African Games, owing to the fact that we ourselves were obliged to pay television so as to obtain transmission of the Games.

Today, many speakers have said that it would be difficult for the International Olympic Committee to ascertain exactly those countries in need, those worthy of help. I think that, on this point, it is important to know each other, amongst ourselves as representatives of Olympic Committees. Many, very often, believe that they have nothing whereas they have plenty. There are those that have nothing. Let us not confuse those who are badly dressed and those that are completely naked.

We must understand that the Olympic movement is based on reciprocal friendship, and that, where possible, if there are national Olympic Committees that can help others it is opportune that they do so.

We ourselves, really poor, can say without any false shame that we have nothing so that others can appreciate the situation exactly.

On this point, I will give you a small example. Our Austrian friend a short while ago said that all Olympic Committees are in need of funds, perhaps not the CONI, and that there is no one who needs more than the other. He therefore proposed that such sums, should they exist, be destined to the development of the Olympic Academy. It is a wonderful thing to say, but I think one must be acquainted with the realities of this world.

It is naturally important to keep the Olympic Academy alive, but what would be the destiny of the Academy if there were no longer any participants in Olympic Games? It is necessary to have participants in Olympic Games, it is necessary to have athletes for the Olympiads. One cannot only live on ideals, we must also live in reality.

I will give you some other figures. The first African Games that took place in Brazzaville showed a gathering of some thirty countries. Some 3,000 athletes participated in these Games. It cost our country nearly a miliard of francs, that is 20 million new francs, or four million dollars. This sum represents one tenth of the national budget of Brazzaville Congo. Brazzaville Congo is a nation of one million inhabitants. The cash intake was of 10 million francs, equivalent to one hundredth of the general budget for the African Games. At this rate, it will be difficult for the African Games to exist. It will be difficult for the Olympic movement to exist in Africa. Please forgive me if I speak of Africa, but I can only speak of the continent I know and not of any other.

As far as I am concerned, I feel that proceeds from television should serve to help the organizing country of Olympic Games, and in part those countries whose Olympic Committees are in trouble. How can we identify those countries whose Olympic Committees are in need of help? I think it is easy. There exists, for that which concerns us, a Committee for the African Games. If the International Olympic Committee decides to allocate a certain sum for Africa, or a certain amount of material, or certain technical help, it would only be a question of placing this help at the disposal of the Committee for African Games.

It would be up to the members of the African Games to distribute this help amongst themselves, in the measure considered most correct. This is a solution.

There is another solution. As the International Olympic Committee is not an abstract organization, but is made up of members of this International Olympic Committee, it would be sufficient for such persons to visit countries and thus acquaint themselves of which countries need something and which do not.

I thank you very much.

THE CHAIRMAN: Mr. Ganga, without entering into the merits of the interesting points you have raised, I wish to point out to all colleagues how worthy you are. I had the honour of organizing two Olympiads, those of Cortina and those of Rome. I therefore know what it means to organize Games. We had a tradition and you did not. I was present at the African Games and I appreciated the efforts that were made. I saw a wonderful country and some magnificent athletes. To all those who were not present at the Brazzaville Games should know, and should tell their athletes, that in the course of only a few years they will have to meet with highly qualified athletes, prepared to perfection, directed by enthusiastic officials.

I will be frank, Mr. President, that the only disappointment I had in Brazzaville, owing to my lack of culture, was that I thought that going to a tropical area, I would have found a hot climate. It was my only disappointment. I left Italy in a temperature of over 35° and found a wonderful winter that did not exceed 25°. Therefore, apart from this only disappointment, I wish to congratulate you for all that I was able to see in Brazzaville.

The word now goes to the representative from San Domingo.

Juan Ulises Garcia Saleta

President of the Olympic Committee of the Dominican Republic

Mr. President, delegates: The Dominican Olympic Committee favourably views the fact that a part of television proceeds be divided up amongst the Olympic Committees of under developped countries, those who have poor resources for their difficult work. We all know that the International Olympic Committee and National Olympic Committees have the duty of sustaining and developping the Olympic idea. But we must also think about the use of such proceeds in order that their investment be a positive one.

The short experience of a country such as mine, which has only a few years of Olympic history, shows that the primary investment should be that of an organizational nature. If we do not possess suitable organizations for the expansion of amateur sport, and if we do not have funds to set them up, we will not be doing serious work.

As you will know, a national Olympic Committee is not born, it is created. Federations must be created, one must travel through states and provinces to form associations, a vast amount of work has to be faced in order to arrive at a congress that gives the Olympic Committee moral strength to operate throughout the territory of the country, to promote the Olympic idea in an efficient way.

It is necessary, in fact indispensable, to give economic assistance to Olympic Committees who are starting their hard fight. We can say this ourselves for the fight that we are facing in our country. We, who for four years have received no funds from anyone. But, being able to rely on a certain organization, we have not remained stagnant and we have contructed 120 sports venues throughout the nation.

Even our children, and you yourselves have been able to note this, contribute to the construction of their sports venues with interest and enthusiasm. They are the workers, we are the technicians. This is what we intend to be the Olympic idea. From Mexico we have received help for the formation of physical education instructors. Our grateful thanks go to General Clark, who was the promoter of this help.

The more developped countries in Olympism must give their help and should not only think of their successes in Olympic Games. They must offer their cooperation, offer possibilities to neighbouring countries, to countries who are just starting their Olympic work, guiding them in the right direction, providing them with scholarships for youngsters who intend specializing themselves in physical education and in sport organization.

Funds should not be used exclusively to participate in an Olympiad. To act this way I feel is

not right. First of all we must help a country to organize itself, we must create for it a system whereby a democratic Olympic Committee is formed, an Olympic Committee that functions throughout the nation. To achieve this one must travel and one requires funds, when one does not have them, to move around the state and throughout all provinces.

I would very much like to see that we arrive at a conclusion, to a resolution, and that it be definitely approved to allocate a part of these funds to those Committees who are now starting their work and which all know. In this manner, the ideal of de Coubertin will have its maximum delopment. This will mean then that we will not only limit ourselves to training in view of Olympic Games, but we will start to give life to those national Games, which are the basic principle for the development of sport. This will also mean that we will not only have the champion who competes every four years, but the athlete who will represent the constant expression of a youth affiliated to the Olympic movement, a youth that in this manner will improve morally, culturally and physically.

This must be our target, and organized in accordance with this project. Funds must primarily be used in favour of Committees who are starting their work. These Committees belong to countries who have not up to now had Olympic knowledge, and whose Governments have not yet well understood how the practise of sport influences the development of youth. Certainly, if they realized this, they would be the first to agree that funds destined to sustain Committees are the best investment.

We must organize ourselves, construct strong Olympic structures, offer scholarships and send instructors to those countries who are slowly starting along the road of formation of an Olympic consciousness, for the great future of Olympism.

K. Sandy Duncan

Secretary-General of the British Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: With the development of television as a mass medium, it is clear that the increased television fee should be put to the best use of the Olympic movement. We would entirely agree with some of it being used by the Organizing Committee. Certainly some of it by the International Olympic Committee to carry out its great work. After that we are all beginning to think of many new ideas as to how this little extra bit can be spent. The Olympic Academy, the African Games, National Olympic Committees and many other things. I think that it is a very difficult problem. Undoubtedly the National Olympic Committees in financial difficulties should be assisted, but we must not also forget, and we must remember that many international Federations have been obliged to give up world championships this year and suffer losses, and some of them are equally poor. I really think that the International Olympic Committee must solve this problem, and it will be very hard indeed.

Epaminondas Petralias

Member of the Greek Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: I do not wish this to be an intervention. I would only like to remind you, in such a qualified meeting, that Greece every year faces serious difficulties to maintain and develop the International Olympic Academy. If possible, please do not forget this. Thanks.

THE CHAIRMAN: The last speaker this evening will be the representative from France. Will the other speakers forgive me but we must suspend the meeting. We will therefore commence tomorrow morning with the representatives of Ghana, Mali and the Republic of Panama.

The word to the French representative.

Armand Massard

Vice-President of the I.O.C. – President of the French Olympic Committee

Gentlemen: I wish to be very brief and remind this assembly that the International Olympic Committee has already faced this problem of help on the initiative of my colleague Romanoff, Mr. Andrianov and myself personally. We have created the Committee for help and assistance. I went to Africa and visited sixteen countries. I went to Asia, and also visited a certain number of countries there.

I wish therefore to draw your attention to the fact that the International Olympic Committee is already dealing with the question. It took it so much at heart that a report, very carefully prepared, has already been submitted. The financial requirements, however, have turned out to be so serious and numerous that the International Committee is dealing with the study of the manner to raise funds in favour of National Olympic Committees who do not have sufficient means at their disposal.

It is because of these worries and this research that the International Olympic Committee has not yet been able to follow on the motion of my colleague Andrianov and mine. But the question is under study, it will be faced again and it will even be on the agenda at Madrid.

I would therefore just simply ask this Assembly to bear in mind that the International Committee has interested itself in this problem, and we all hope that such an important matter will be resolved in the shortest time possible.

THE CHAIRMAN: Thank you gentlemen. Before I close this session, I would like to make a recommendation. As you see, the interventions are many, and I therefore hope that you will agree to start tomorrow morning a little earlier, at 9.30.

I would then advise those who have proposals to make on variations of the order of the day, to come half an hour earlier, to Dr. Garroni here present, who is encharged with collecting these variations, coordinate them so that they may be submitted to you gentlemen.

The Session is suspended at 19.15 hrs

THE CHAIRMAN: The meeting is open. It is my duty to make a declaration that will certainly be unpleasant to you. We only have, unfortunately, today and tomorrow at our disposal for the works of our congress. This will be of use to future organizers of meetings of Olympic Committees. Three days are completely insufficient. The arguments that have to be discussed and the seriousness of those who take part, make it necessary to have at least double the time. I hope that the next Congresses will last at least one week.

In order to conclude our works, it is evident that the last subject on the agenda, point six, is that which requires major discussion for clarification and cannot be that to strangle the Conference. I therefore ask your understanding that after the meeting of this morning, we have another, this afternoon immediately, before the visit to the President of the Republic and, if necessary, continue our work during the night.

Resuming the discussions, for the moment, the representatives of the following countries have asked to talk on the second point: Ghana, Mali, Panama, Morocco and Cuba.

The word goes to the representative from Ghana.

Djan Ohene

President of the Ghana Olympic Committee

Mr. Chairman, it seems from the speeches already made that we are all in agreement that funds accruing from television should go to the benefit of the I.O.C., the organizing country, and to the Olympic Associations that have newly been formed. So much has been said, that personally, I feel it superfluous to discuss the need for these three organizations to benefit from these funds.

I would like to suggest that now some attempt should be made to get a positive recommendation based upon the arguments so far made. In this connection I would humbly suggest that in the first essence the whole amount should be for the I.O.C., and then, as a gesture of appreciation, for its efforts, the organizing committee should be allocated about 30% of the total amount of the net accrual from televison. Having done this, I would now like to be definite about how the I.O.C. should use the balance. I would like to suggest that since the diffusion of the Olympic movement is an important duty or a responsibility of the I.O.C., and since the institutions of the I.O.C. must be maintained, an allowance of 70% should used at the discretion of the I.O.C. towards the maintainance of such institutions and also towards the effective spreading of the Olympic movement. I also refer particularly to Olympic Committees of recent constitution. Since it is accepted that the I.O.C.

is under obligation to see that the Olympic movement spreads throughout the world, it is logical that by helping the newly organized Olympic Committees, the I.O.C. will be performing its duty. It might perhaps be useful for the I.O.C. to make a special grant to aid regions where the movement is in its infancy. I am sure that with this we have covered three essential points so far suggested in the course of our debate.

Thank you.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

Mr. President: Yesterday we talked about the independence of National Olympic Committees and we saw that the problem of independence, under one of its aspects, interferes with the problem of finance. It is for this reason that each time the case presents itself, the available funds, such as those of television proceeds, should be distributed, other than to the organizing Committee as principle beneficiary, in part to the I.O.C. for certain of its duties, and in greater part to National Olympic Committees in the course of development, through the means, eventually, of continental organizations who better know than the I.O.C. the exact situation of National Olympic Committees in their area of influence.

You cannot fail to understand, Mr. President, the fact that many African Olympic Committees are not able to send delegates to Olympic Conferences, and not to say the least, Olympic representatives to Games. And when they succeed, it is only due to economic help on the part of their Governments. But whenever these Governments no longer take interest in sport, the Olympic ideal is extinguished for lack of means. It is therefore, the occasion for us to formulate a proposal. The National Olympic Committees must ask the I.O.C. to once more set up the Assistance Committee of the I.O.C.

From the moment that new countries appear on the Olympic scene, and that National Committees become financed by their Governments, continuing to speak about the independence of National Olympic Committees, it is necessary that the Commission in question be re-established so as to direct international help of the more fortunate nations towards the development of Olympic sport in countries of recent admission to the Olympic family.

What Mr. Massard has said is re-assuring. But an explicit resolution at this Conference could constitute a firm point to actuate such decisions during the Madrid Session of the International Olympic Committee.

S. Anibal Illueca

President of the Olympic Committee of Panama

Mr. President: I would like, first of all, to congratulate both you and the members of the CONI for the excellent organization of the first Congress of all National Olympic Committees of the world. As President of the Olympic Committee of Panama, as member of the Executive Board of the Central America and Caribbean organization and as member of the Pan-American sports organization Board, I consider of the utmost importance the subject under discussion, but I also consider that it is impossible to deal with it in such a short time.

I agree, Mr. President, with your point of view, and that is that the next meetings of Olympic Committees should last at least one week. May I suggest, however, that from now onwards, in preparing the subjects to be discussed or the agenda of work, one should possibly designate [illegible]

that could face study of the points under discussion, and that information be given ahead of time in order that, when these subjects be put to the next congress, the greater part of work has already been fulfilled.

This problem of the financing of National Olympic Committees is of great importance. It is not however the simple question of establishing whether these funds be used in part by International Federations, in part by the I.O.C. and in part by the Organizing Committee. The International Federations should distribute them for a better spreading of their regulations for a more valid understanding of the problems and of the technical aspects of each sport with relation to each National Federation. They should not limit themselves to receiving these funds in the same way that they do by receiving subscriptions from National Federations which are on the increase day by day. I would like to say that the International Federations, and that at least is the impression that they give in America, only seem to worry about receiving subscriptions and not worry very much about the functioning of each National Federation. I think the International Olympic Committee acts in the same way.

Mr. President, I am sure that the members of the I.O.C. have a heavy responsibility. They must act, in their countries, as ambassadors. They must expand and extend the Olympic movement, because it is only in that way that they can help National Olympic Committees. And they also help them, because if it is true that Governments, in the greater part of countries, provide contributions for sport, it is not necessarily so that these funds are sufficient and in fact some times are non-existent. In fact, if for example in Africa there have been constituted a series of Olympic Committees as the result of the formation of new Nations, in America there are many countries that, even though they have for some time obtained independence, they still have a lack of development and can still be considered as being undeveloped.

In my region, a region of Central America, there are many countries that do not participate in regional Games, and not even in Olympic Games, as they cannot rely on efficient organizations. I do not know if it is the case of reminding one of this, but, in many of these countries the Olympic movement is almost unknown. Should this be the case, I repeat, it is a grave responsibility of the Members of the I.O.C. who should interest themselves to visit such countries as ambassadors, such as is suggested by the project presented by us, in order that such countries come to understand the Olympic movement.

That is why, if we ask the State to provide funds for Olympic Committees, it often happens that the Governments or the political powers do not understand, and cannot know, what the Olympic movement means, and that is why there exists, I repeat, great difficulty in obtaining these necessary funds.

There should be greater publicity, such as the present Pan-American sports organization is doing. The publication for example in Spanish of the I.O.C. Bulletin, the publication of instructions for the building of venues, and other publications created to provide a wider knowledge of sport in America. The same could be done for Africa, Asia, Europe and for all regions in the world.

But this is not sufficient, Mr. President, I think that it is necessary for an exchange of information under all aspects. To know whether Italy has resolved the problem of the financing of sport, and we have heard through the Press that in these days the Government has conceded in favour of sport 50% of the net proceeds coming in from football pools. In the same way as it is for Italy, it should be for other countries, whereby knowledge be communicated on laws and decrees in order to know whether help has been obtained for sport and whether assistance is assured.

Such information can always be of help, it can help as cooperation, it can provide arguments to other National Olympic Committees and it can give them ideas, because I do not think that Governments only should be contributors. Even private enterprise, even Olympic Committees themselves should be able to arrive at achieving the activities that are possible.

I insist, therefore, Mr. President, on the usefulness of an exchange of information on the subject of finance. But we can also talk of many other things. In the same way that the CONI asked information of all National Olympic Committees on their sports venues, we could ask news from International Organizations who attend to public health, education and scientific information or any other thing that is of interest to them. These International Organizations are in a position to help, help study groups, provide funds and means so that countries such as those of Africa, some from America and from other parts of the world can achieve the sports venues they require.

It is those Olympic Committees who require the help and the cooperation of all the other Committees. If this association can be constituted, great work is necessary. Responsibility will be great, and I suggest that as from now the work groups be formed and designated, who will be able to study all the aspects of problems in common that are drawing close.

We shall be able to resolve these problems with the help of colleagues of N.O.Cs. and our friends of the I.O.C. who do not limit themselves to pleasure trips in countries where meetings are held, but do what to-day is frequently done in America by General Clark. This because Olympic Committees do not feel abandoned and are constantly informed by the I.O.C. through its Bulletin.

Many thanks.

THE CHAIRMAN: Thank you, Mr. President. Kindly allow me to say two words of comment on what the President of Panama said.

First of all, it is necessary to straighten out the subject on the agenda. We were, in Italy, the first Olympic Committee to hand over television proceeds to the International Olympic Committee. The sum in question was 55,000 dollars. The cost of transfer for Italy's participation in each Olympiad averages around 300,000 dollars. These are the figures.

But, Mr. President, you faced many problems. If, as first, this being only a question of principle, your considerations on the motives of this meeting were very interesting; that is mutual help. We, fraternally, have done what we could, a small nation with little means but with an open heart. Many nations in the world have been able to see how we are organized as a result of the football pools. Remember that we have been generous to all. Many countries, even those not rich, but in a healthy condition with regard to their economics for sport owe this to football pools.

For that which concerns responsibility, allow me to talk about this at another moment. The work that we have only just begun, in order that other more authoritative persons can continue, I believe is a duty of the International Olympic Committee. For example, the proposal for a permanent office that will constitute a consultant organization for all constructions of sports venues. In this field, many million of dollars have been spent. Every qualified architect has the occasion, during the course of his career, to project a thousand houses and one only venue. It is necessary that money be spent in the best way possible.

Also in respect of that concerning a permanent office for legislative consultancy within each individual Committee, each Government, and for other functions, I hope that more authoritative colleagues than myself will propose obtaining this through the International Olympic Committee, which should always be ready to help the essential life of the sports movement through National Olympic Committees.

Please forgive me for this short interjection. The word goes to the representative from Morocco.

Mchic Alami Abdeslem

President of the Olympic Committee of Morocco

Mr. President: I would like first of all to associate myself with the thanks that other colleagues have already offered. Thank you for the initiative that you have taken, for this wonderful occasion to meet and to discuss our ideas on the problems of the Olympic movement throughout the world.

I express my thanks to the CONI and for the fatigue that it has suffered for having organized this Congress.

Insofar as the point under discussion, we have all seen that the funds eventually placed at the disposal of National Olympic Committees, should they be divided up amongst all, would not be efficacious, and because of this insufficiency would not give the results hoped for.

My proposal is this. It is essential to us to spread the Olympic movement throughout the world and it is therefore necessary to direct our efforts towards countries recently admitted to the Olympic family. It is necessary to find means for them to develop a precise program, eventually inspired by the methods adopted by more advanced countries, in order that all the populations of these countries be won over by the Olympic idea.

I believe that if every Committee commits itself to the diffusion of the Olympic idea in its country, it would not take much within the country itself to find the appropriate means to spread the Olympic movement.

Thank you.

Manuel Gonzales Guerra

President of the Cuban Olympic Committee

Mr. President, member delegates: kindly allow me, before entering into the discussion, to greet and thank the CONI and its President Onesti for all their kindness and for the happy idea of making us meet together here.

It is very difficult to discuss the point in question further, particularly as many delegates have already done so brilliantly, and principally the colleague from Panama. We are aware that we are discussing matters which are not based on reality.

President Onesti explained that the CONI only obtained the sum of 55,000 dollars from television rights and that these were turned over to the I.O.C. This amount, naturally, divided up amongst the many requirements amounts to nothing.

We propose that, within the call for peace that we have made at this meeting, an appeal be made to Governments so that a part of which is being spent for causes of war be used in favour of sport. Furthermore, we propose that all National Olympic Committees indicate to the International Olympic Committee the most oppotune way to help Olympic Committees in difficulty. Again, it should be indicated what Olympic Committees are in need of help.

This is our proposal. Thank you.

Shalom Zysman

President of the Israeli Olympic Committee

I am the President of the Olympic Committee of Israel, Shalom Zysman, and I wish to point out a fact, Mr. President. I think that we have reached the moment of concluding our debate on point number 2, and as many congressists have already illustrated, to continue would only mean a repetition of the same concepts. If the Delegates have ideas, proposals or resolutions, these just be submitted to the Chairman. I ask that we go on to point 3.

Thank you, Mr. President.

THE CHAIRMAN: Member delegates, I also think that this subject has been discussed sufficiently. We have prepared a conclusive order of the day. It will be read, distributed in four languages, studied by you and in the afternoon I will submit it for approval. Meanwhile, remember that we must still approve the order of the day on point 1. This we shall do immediately after the reading of the order of the day on point 2 which will be distributed to you.

The order of the day, having listened to your opinions, has been made out as follows:

" The National Olympic Committees, in their meeting in Rome on 1st October 1965, having listened and discussed a detailed report on the financing of National Olympic Committees

decide

to propose to the I.O.C. that proceeds coming from television rights of Olympic Broadcasts be devolved as follows:

— in the greatest measure possible to the I.O.C. to allow it major autonomy in the carrying out of its duties and also control for respect of the Olympic Regulations, as well as the re-inforcement of a secretariat with organized and efficient offices;

— for a further allocation to the Organising Committee of each Olympic Games; in order to allow it to also be able to face the expenses of travel of a major number of operative members of respective International Federations at each Olympic Games;

— to the measure of 25% to National Olympic Committees who find themselves in difficulty to participate in Olympic Games, in accordance with proposals submitted to the I.O.C. by said Olympic Committees ".

We shall pass on to approve this order of the day, after a discussion, as soon as you have had the time of examining it and consulting amongst yourselves.

We shall now pass on to the approval of the first order of the day. The orders of the day are three. We think that the good work of the Secretariat has been successful to express and satisfy all of your opinions. To the first order of the day that was read to you yesterday, there have been some additions made on the suggestion of the Olympic Committees of Mali, Ethiopia, Czechoslovakia, again by Ethiopia in the last part, and by Kenya. I will now read the first order of the day:

" The National Olympic Committees, in their meeting in Rome on 1st October 1965, having listened to and discussed a report on the principle of independence of National Olympic Committees

confirm

the complete past, present and future validity of the Olympic principle concerning the independence and autonomy of National Olympic Committees from every influence or consideration of any political, religious, social, racial or commercial nature,

invite

the Public Administrations in each country to promote and organize, with a sense of respect, the physical education of youth of the world, as well as to help in both a moral and financial sense, competitive sport and particularly the Olympic movement, for which National Olympic Committees have primary responsibility, also in international fields, on the understanding that in each case every State has the right of verifying the use of sums made available.

In order that the International Olympic Committee may exercise every form of control as a result of requests from National Olympic Committees, regarding serious accusations on the part of members of the International Olympic Committee or from National Olympic Committees, from International Sports Federations, even if made by visits of appropriate members belonging to the Executive Board, and independent from their country of origin, it should be able to take every possible action to re-establish full respect for the independence of every National Olympic Committee ".

These are all the points that you have considered opportune to bring out on the order of the day. I therefore feel that I can announce that they are approved.

First Subject: Independence of N.O.Cs. (*cont.*)

Order of the day n. 1 is approved

A further order of the day has been presented by the Olympic Committee of the Soviet Union, which is not the same as that previously stated, but I stand to repeat and state what it consists of:

" During the Rome meeting held in September 1965 the National Olympic Committees understand the efforts made by the International Olympic Committee and the International Sports Federations to avoid political interference in sport, in order that all members of the International Sports Federations have equal rights to participate in official International Sports Competitions.

The meeting of National Olympic Committees uphold the decisions of the International Olympic Committee and International Federations, made in February 1963, which underline the necessity of organizing official competitions only in the months which ensure visits on the part of all competitors and officials, as well as the deliberations taken, approved on the 11th April by the International Federations, that call attention to the fact of the main principle that all member Federations must have the possibility, all direct privileges to participate in Olympic Games, in World Championships and other championships organized by the International Federations, or Olympic meetings, or those of International Sports Federations.

The National Olympic Committees must consider what has been said as necessary to realise the principle in question ".

Gentlemen, having approved the first order of the day, I do not think it is difficult to approve this added suggestion.

Mr. Mollet, having requested a word, will now state what he requires.

Second Subject: Financing (*cont.*)

Raoul Mollet

President of the Belgian Olympic Committee

Mr. Chairman, referring myself exclusively to the French text of the order of the day, I would like to propose two small formal modifications and one addition.

In the second paragraph, that where it says " physical education ", I propose adding " also of a sports nature ".

I also feel it opportune modifying the words " ascertaining the use of " with the expression " controlling the appropriate use of the sums of ", rather than " available and placed at the disposal of National Olympic Committees ". It is in fact possible that other sums can be available and which do not come from any Government.

I would also like to suggest the insertion of another paragraph in front of that which deals with control. Logic calls for, before talking of control, knowing the constitutional bases and functioning of an Olympic Committee of a country. Now we all know that there exist all forms of a varied nature of Olympic Committees in the world. It is therefore of interest that we know these forms so that we may unify them.

I therefore propose that we add: " ... we hope that all Olympic Committees tend to adopt uniform statutes, in the measure that is allowed them by the laws of their country ". Thank you.

The President: I think that all members of this Congress are in agreement with the suggestions made by Mr. Mollet. I do not think that there are any observations to make, and if there are none, the order of the day should be integrated accordingly.

I would kindly ask you to submit any eventual modifications to the orders of the day within the established time, so as to facilitate the work of the secretariat. Thank you gentlemen.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

Mr. Chairman: This is purely informative. I do not know whether the translation from Italian to French is wrong, but I think that the term " order of the day ", in French is not appropriate. I think that it is a question of resolutions taken by the Conference. It would therefore be preferable, in French, to use the term " resolutions " rather than " orders of the day ".

We therefore feel, as the President has already said, that the two motions be complementary; the two resolutions that have already been read can therefore be made part in the same way by our meeting.

The Chairman: Thank you, in the name of France, for an excellent interpretation which we shall without doubt use.

Let us now pass on to the third proposal. It is that of the Mexican Olympic Committee which coordinates the first two:

" During the meeting of National Olympic Committees, the members of the Olympic Committees of America wish to make the following proposals:

On the understanding that:

1. During the meeting of the Committees that took place in Athens in June 1961, the Mexican Olympic Committee proposed that:

" According to the Olympic Regulations, the International Olympic Committee relies on National Olympic Committees of each country to attend to the propaganda and organization of the Olympic Movement ".

In your official declaration, Mr. President, you have made many references to this comparison. Yesterday evening, during the opening of our work, you declared that in the entry forms three signatures were necessary: *a*) the signature of the athlete; *b*) the signature of the Federation; and lastly, *c*) the signature of the National Olympic Committee.

There is a relationship between Federations and the Olympic Committee which needs to be adjusted. In accordance with Olympic Regulations, National Olympic Federations must have representatives from their National Federations recognised by the International Federation.

On the other hand, recognition of their authenticity by an International Federation is not asked for, neither is it asked to consult with the Olympic Committee that knows more than any foreign organization what the merit and the requisites its delegates have obtained in sport in respective countries.

Therefore:

it is decided

that this organization of National Olympic Committees insist that the International Olympic Committee firmly insist upon a common agreement between International Sports Federations and National Olympic Committees in order that each National Olympic Committee does not recognise any National Sports Federation that has not previously been recognised by the respective Inter-

tional Federation, and that, International Sports Federations only recognise as a member of any National Sports Federation that which receives full faith from the National Olympic Committee.

2. That this meeting has approved this proposal unanimously.

3. That unless this project is put into effect we shall not reach what we require.

I would therefore ask you to be kind enough to adopt the following consideration:

1) we confirm the resolutions adopted in Athens, on the proposal made by Mexico, and encouraged and upheld by the Olympic Committees of America;

2) we urgently request the International Olympic Committee, in accordance with normal customs, to attend to approval and practical application of what we ask in order to obtain agreement with International Federations".

Gentlemen, I speak from a personal point of view. My experience is certainly known by you and I would like to make a logical proposal. In any country, and that applies to ours also, there are situations of indecision, also because sport possesses Federations of various autonomous qualifications. It is difficult for International Federations to make a differentiation and it would be a good thing that the National Olympic Committee sanctions the principle that International Federations should and can recognise National Federations of every recognised Olympic Committee.

This would facilitate our work as National Olympic Committees. I think that all of you agree with this principle proposed some time back by the Mexican Olympic Committee and I now put this to your approval.

Are you all in agreement, gentlemen?

Third Subject: Amateurism

Orders of the day 2 and 3 are approved

Presidents: the third point on the agenda deals with amateurism. It is a subject that has been discussed, without result, for over fifty years. Not to discuss it and not to reach any conclusion over it leaves the problem unsolved.

As the subject is such a delicate one, I would suggest, for physical and moral support, that we suspend our meeting for ten minutes.

(The meeting is suspended for ten minutes)

THE CHAIRMAN: Gentlemen, let us now pass on to the third point of the agenda. I will read the report before we pass on to the debate.

Amateurism. The concept of amateurism seems to us to be anchored to a series of prejudices and definitions that go back to the time in which they were formulated. In any case, the rigid application of the said regulations seem to exclude the exercising of competitive sport amongst many social groups.

Results from competitive sport that are of a qualitative nature cannot be reached without serious preparation, and this is something which is contrary to the present principles in force.

It should be well to remember in this respect that the great winners in Games become universal athletes, they enjoy esteem and recognition even in the more distant lands from where they are born.

Sport is one of the most efficient instruments of peace in the world, and the champions of sport are most useful to achieve this scope.

The National Olympic Committees are deeply convinced of the necessity of defending the concept that Olympic Games be reserved to amateur athletes only, and will strictly collaborate with the International Olympic Committee, as is their practise as their agents in every country, to ensure that this principle, which has given excellent results, be defended at all times in the future.

The National Olympic Committees are however of the opinion that the regulations on amateurism be oriented on present day reality. In fact, it is impossible for any athlete to hope for any Olympic title without appropriate preparation, which very often is beyond the limits established by the Olympic regulations. It is a fact that application of article 26 of the Olympic regulations that lists a series of discriminations, should these be strictly observed, would probably prevent any athlete from reaching Olympic standards. The law is too severe and the International Olympic Committee cannot assume the responsibility of enforcing it.

The National Olympic Committees, on their part, feel that a clear, loyal and realistic definition of amateurism be preferable to either a possible or guilty non-observance of the regulations in force.

The National Olympic Committees therefore hope that the problem of amateurism be faced with a clear view of resolving the more equivocal points of view. They therefore propose that a new definition be submitted and confirmed by the International Olympic Committee and that this, for example be, though there may be a hundred better, the following:

" An amateur in one who practises competitive sport not for financial gain, but complementary to any other activity of study or work ".

The International Olympic Committee could ask every recognized International Federation for a ruling on amateurism for its respective sport, with a ruling to be applied on the principle of being admitted to Games. Within a reasonable period of time, the International Sports Federations could submit their rulings on amateurism to the International Olympic Committee. Therefore, the control of the application of rulings should become the responsibility of the International Federations and National Olympic Committees.

The International Olympic Committee should therefore be absolved from a duty of continuous and delicate control of this nature which is beyond its possibilities and which prejudices its work.

The International Olympic Committee should limit itself to judging claims made by athletes against decisions made by the interested International Federations. In such circumstances, the International Olympic Committee, should it consider it opportune, is able to remit the case for consideration to the International Federation, asking it to reconsider its decision ".

The first speaker who has asked to talk on this subject is the representative from the Olympic Committee of Kenya.

Harbans Singh

Member of the Olympic Committee of Kenya

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: the definition as suggested by the subject under discussion is bound to be interpreted differently by each International Federation and each National Olympic Committee. The result is going to be chaotic and we see no wisdom in wishing to depart from the original definition of an amateur as embodied in the regulations.

The rules and regulations have been arrived at with great study and fore-thought and we strongly feel that these should be adhered to, in order to avoid any confusion, corruption or further complication.

The first and most important of these rules, for good reasons, establishes that Games are for

amateurs. Games are in no way a commercial enterprise, and no one, be they promoters, organizers, coachers, participants, individuals or nations can be permitted to make use of them for profit.

The amazing success of the Olympic movement in the short period of 70 years since the Games were revived by Baron de Coubertin is certainly due to the soundness of the fundamental principles with which he equipped them. Unfortunately, the fundamental principles of the Olympic movement, which account for its universal appeal and success, are understood by very few persons. To administer a project of this kind is by no means a simple task. Difficulties and problems exist same as they did in the beginning. The natural rivalry of sports or of nations, with some being stronger or perhaps more important than others, may well have meant the ruination of Games on many occasions had this not been restrained. The solution was found in the International Olympic Committee which is composed of individuals who do not either represent any country or any sport but do impartially and impersonally represent the Olympic movement. The Committee is self-contained and chooses its own members. It was first constituted by Baron de Coubertin who entrusted it to enforce Olympic regulations and to preserve the pure amateur spirit of the Games, free from any commercial influence which would cause disapproval or from any critical intrusion which would quite obviously be disastrous.

Professionalism should not be allowed to seep into Olympic Games. On the other hand, there has been a proposal that Olympic Games be made open to professional athletes. One reason advanced is that not all competitors have been amateurs. Should this be the case, it is certainly not the fault of the International Olympic Committee. By this time, everyone should know the Olympic regulations. Every competitor in Olympic Games must sign an entry form testifying that he is an amateur according to the regulations, and this must be certified by his national federation and by his national Olympic Committee. If any non-amateur has participated in Olympic Games, at least three people have lied. Because there is cheating, crime and dishonesty in the world, should we abolish all laws and return to the jungle? Perhaps much of the difficulty arises from the fact that an amateur is not generally understood. In fact, it is widely misunderstood by those who classify an amateur as a neophyte, a beginner, someone not good enough to be a professional. The sad thing that is not realised is that amateurism is a philosophy of life, a consecration and devotion to the actual task at hand rather than the payment involved or the reward. It is the same devotion that has led scholars and scientists to the acquisition of knowledge and to the advancement of civilization. It is the same devotion that has made great patriotic leaders in all countries produce great social progress. It is the same devotion that has provoked unknown sculptors and architects to create great buildings and cathedrals in the world without even having signed their work. It is the same devotion that guided Henry Ford and Thomas Edison towards their achievements in the industrial field, which they would have accomplished even if they had never made a fortune. It is a philosophy of life so necessary in these materialistic times when most workers only think of pay-day and time to leave work. This of course is the same conception. In the world we live in today, everything seems to be measured in the term of dollars. But there are certain qualities in life like charity, patriotism, love and friendship that are not measured in dollars. Amateurism is one of these and the world would be a sorry place without it.

The amateur has an entirely different philosophy from the professional athlete who does nothing unless he is paid. Professional sport is a vocation where the main objective is to win, because the more one wins, the more and better one is paid. The amateur also wants to win, but it is in the manner that he wins that is most important to him. He always wants to improve and he always wants to do his best under the circumstances that prevail, but he does not wish to sacrifice his education or his vocation just for the sake of a hollow victory. The amateur sportsmen knows that sport is a recreation, play, fun and not work where his eyes are fixed on a given target. The main scope of his life is his education or his vocation. He does not want to be a part of trained seals for the amusement of the public. He plays for his own entertainment. He always does his best under every circumstance and he acquires a vast amount of valuable experience and quality. The man who

climbed the Matterhorn or who ran the 4-minute mile did not expect to find a pot of gold when he arrived. He conquered himself and not nature and has the great never to be forgotten satisfaction and pleasure that follows. Someone once defined science as being something that one cannot understand. Perhaps the same can be said of amateurism. But scientists know what science is and amateurs know what amateurism is. The best definition is that amateurism is a thing of the spirit and, as such, not easy to define, with the result that there can be many definitions. Each person and each country unto his own. The Olympic definition, however, is quite clear and the best exponent is the International Olympic Committee.

Thank you, Mr. Chairman.

THE CHAIRMAN: Mr. representative from Kenya, I think that there is some kind of misunderstanding and I would like to clear this. Personally, I would like to congratulate you for the noble expressions of such an ideal world that you made.

I must say, however, that your conclusions are, as one might term, more realistic than true because many authoritative members of the International Olympic Committee are not happy with the present definition.

We propose, and it is for this reason that I call upon colleague Presidents and members of Olympic Committees, to eliminate hypocricy which we consider to be the worst ill. We are all firmly convinced that it is necessary for an athlete who is an amateur to be able to participate in Olympic Games; but we are also convinced that when one expects an athlete to have many hours of athletic preparation each day, this does not allow the said athlete to be able to also have some form of remunerative occupation.

We desire that all men on this earth be able to participate in Olympic Games, without any differentiation of each one's financial possibilities. There are only a very few fortunate ones who can participate in Olympiads by living on income without having to safeguard it. Let us not make this participation a prerogative of rich persons, and evidently not intelligent if they do not safeguard their patrimony.

We must not only come across singular phenomenas of athletes who participate in Olympiads but those of a social nature. We are in contact with our athletes. They sacrifice the best years of their youth for competitive action which gives prestige to sports activity throughout the world. We must not make them rich, we must allow them to live.

We believe, from experience, and I trust that many of you share this opinion, that an amateur of a sports activity such as football is different from an amateur in yachting or in golf.

We understand the difficulty of finding a concrete definition with no alternative on the part of the International Olympic Committee which is unjustly criticised on every occasion. We want to completely reverse the situation. We want the International Federations to define an amateur athlete, and it is only when such a definition satisfies the International Federations who have control over athletes, that those International Federations be admitted to Olympiads.

In order to facilitate the duty of the International Federations, it would be as well for the Executive Board of the International Olympic Committee, in our opinion, to send out a circular letter outlining fixed points, from which there is no outlet in order to be admitted to Olympiads. Each one, according to his capacities, according to his requirements should give a sincere and honest expression of the situation so that conscientious control can be exercised without equivocation.

These are the informatory concepts of the proposal. I sincerely hope that the Italian Olympic Committee, by proposing such is not misunderstood, and that one does not believe that we want to admit professionals to Olympiads. It is for this very reason to avoid this that we have advanced proposals for more concrete definitions and the possibility of more valid control.

Forgive this intervention of mine which I hope, if only in part, clarifies the situation.

Who next of you gentlemen wishes to speak on the subject?

The representative from Mali. Please proceed.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

Mr. President: With regard to this problem, which is as old as that of the Olympic idea or almost, it is necessary to find a definition whereby it is specifically declared that it is a question of youngsters exclusively dedicated to sport for their pleasure, within their normal occupations of study or of profession, but in no case for the purpose of financial gain.

There is, however, an aspect of the question which is annoying, which one does not talk about, but which nevertheless is a present day reality. Certain athletes from countries that can be considered to be the pioneers of the Olympic ideal come to Olympic Games, this great event of youth, with the idea of becoming professionals no sooner have they terminated their last Olympic event. They say so during the Games themselves, and there is no secret about it. Under such circumstances, has the spirit of amateurism placed its roots in such youth? No. They are, unfortunately potential professionals. And yet we applaud them, during the Games, in the same way as in stadiums.

All this leads one to believe, and I am convinced of this, that it is a question of an educational duty belonging to National Olympic Committees alone. This shows the role of a front line nature that National Olympic Committees must have to safeguard, above all, the Olympic spirit in the modern world.

It is for this reason that we must take into account modern situations, come away from that rigidity and maintain the amateur spirit against effective sacrifices sustained by athletes to excell in international fields. If it is due to the progress of sport that our worries come from, we must help youngsters not to abandon sport because of the lack of means. One should do the necessary to see that they are repaid, in the right measure, expenses faced for sports preparation, expenses that can be justified and checked.

This, in my opinion, is a solution that would be in line with the present day reality, the importance of sport in national and international life, whereas at the same time it preserves the amateur spirit which is the unreplaceable basis of Olympism.

Each International Federation, either directly or through an exclusively amateur Committee, could determine the practical outline on the basis of a general definition as I have stated.

Article 26 of the Olympic regulations should be reviewed in this sense. Control could then be effected, within each nation, whereby the responsible persons would be understood by the Olympic ideal, their moral dignity, and bearing in mind the important and decisive role they are playing.

Amadou Barry

President of the Olympic Committee of Senegal

Mr. President: Amateurism is the golden rule of Olympism. Without it the modern Olympic Games would lose their significance. It is therefore evident that it would be convenient to defend this principle up to the hilt.

Article 26 of the Charter states: " An amateur is one who dedicates, and who will always dedicate himself to the practise of sport by inclination, for pleasure and without making any material gain of any nature ".

The proposal that has been made is instead made up as follows: " An amateur is one who practises athletic sport without any economical objective, as it is complementary to another activity of study or of work ".

As far as I am concerned, I feel that art. 26 corresponds more to our ideal and to present day facts.

Practically, we feel that when one activity is complementary to another, it can lead to abuses, which if they do not lead to professionalism, could at least mean that any athlete could be employed with a minimum amount of work involved so that he be free to train and take part in competitions at any moment.

Moreover, Art. 26 takes into consideration an amateur of both the past and the present, whereas the new proposal only takes the present into account.

It is for these reasons that we are in favour of continuing with the present regulations, more so because the I.O.C. has the power of making exceptions to the ruling in the case of certain sports or certain individuals in order that, let it be understood, the basic principle is respected, namely, that the athlete does not make any material profit from sport.

In our opinion, it is essential that all, from the begining be placed on the same basis of equality. Therefore, one should no longer tolerate that athletes can make use of governmental offices or the armed forces, in other words the same as any professional conveniently acts, to then dedicate himself exclusively to sport for the compensation he receives.

A principle, we all know, is a principle. It only applies to those persons who effectively respect them. No definition can in itself resolve this problem. One should therefore presume that those who believe in Olympism will behave loyally, in the spirit of Pierre de Coubertin.

The International Federations and the National Olympic Committees should double their efforts in this respect, which is the fundamental basis of Olympism.

Thank you.

Raoul Mollet

President of the Belgian Olympic Committee

Mr. President: I do not think that we came here to work out theories on amateurism but, I believe, to endeavour to progress in the search for practical solutions.

The Belgian Olympic Committee has very carefully studied your proposal, and we agree with it; but we would like to go further and make some practical proposals.

We feel that a profession is necessary to an athlete so that he can attend to his normal necessities. We also feel that the practise of sport, particularly at a high level, must be accessible to all, without expense, but that it should not be subject to any financial gain. In order that sport at a high level be open to all, it is necessary, and you all know as well as myself, that there be long training. We have reached the stage where as opposed to a daily training, training three times a day is required. It is now necessary for many extensive travels to participate in international meetings. Medical attention is necessary. Now that the Games of Mexico have been announced, there is a necessity of a period of time to adapt oneself to the altitude.

Those who, and we are amongst them, intend respecting the Olympic regulations, are faced with two great difficulties. On the one hand from the International Federations, and on the other the I.O.C., with their rules.

The International Federations. We have made careful studies and enquiries, and we have found, to our great surprise, that there are enormous contradictions between the rules of the different Federations. Some Federations do not even respect the rules, they do not even recognize the I.O.C. regulations. Some consent to what others do not admit. This is the really important point.

The second source of difficulty comes from the regulations of the I.O.C. We believe that in order to fight against hypocricy which, alas, is so current today, it is necessary that the I.O.C. widens its present conceptions. The young athletes from our western countries, when they go abroad and when they meet other athletes in the dressing rooms, that is where real sport is made, amongst friends and not officials, these young athletes compare themselves and judge, then to return bitter because they say " Others have what we do not ".

We have, in fact, the habit, which might even be considered the weakness, to respect the regulations we have subscribed to. We approve the I.O.C. in its fight to preserve the noble ethics of sport, but we ask it, in all its wisdom, to also allow all to fight with arms of an equal value.

That is why, according to us, a modification of the regulations is required, authorizing the number of stages, and the long duration of such, of training to be compensated in a practical way by the loss of earnings. Without this, we shall live in hypocricy, and those countries that, as I said, are weak perhaps but which respect the regulations, will probably become the countries that only have moral victories. And, as the English saying goes, a moral victory is just like " kissing your sister ".

Sten Svensson

Honorary Secretary-General of the Swedish Olympic Committee

Mr. Chairman: All the nordic countries represented here have discussed the proposal of the Italian Olympic Committee. We are only four nations and yet we have not been able to reach an agreement on the subject. I think this is the problem; if we are 71 nations here to discuss the subject, there will be many different points of view. I think, however, that we can all agree on one point, and that is that all of us want to have a definition of an amateur that we can all respect.

It is possible to formulate a definition that will be accepted by all, but I do not think that this solution will be arrived at here. I am convinced that the Italian proposal is the only and right one. We therefore propose that the draft of the Italian Olympic Committee be submitted to the I.O.C. so that it can decide on the matter. Unless I am not well informed, in fact, the I.O.C. has a special Committee for amateurism. I presume it receives many proposals. It will receive another from this assembly. I do not think that a long debate, here, will bring about any concrete result.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Very good, Mr. President. Your difficulties are the difficulties of the whole world, your worry is ours. We are only proposers, we recognize and respect the sovereignty of the International Olympic Committee over this. We do not wish to do anything else other than propose, and it is as well that your experience brings forward ideas so that they may be submitted to the International Olympic Committee.

The word to the representative of the Olympic Committee of Great Britain.

K. Sandy Duncan

Secretary-General of the British Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: I personally greatly welcome the suggestion put forward by the Italian Olympic Committee. In my opinion, it is just like a breath of fresh air. Here at last is a bit of realism on an extremely difficult subject, so fully charged with emotion and old traditions. The Olympic movement is subject to many stresses and strains and this undoubtedly is one of the major ones.

If we look back, Mr. President, into the past, we shall see that initially and for many years, the definition of an Olympic amateur was one as foreseen by the rules of the International Federations. Then an overall clause was put on top of that and now, Mr. President, we have this book; incidentally none of the pages or the paragraphs are numbered, that contains the eligibility rules of the International Olympic Committee. We naturally agree with the principals, but their application makes it extremely difficult for National Olympic Committees to impose.

We entirely agree, Sir, with your proposal. Let us by all means ask the International Olympic Committee to negotiate direct with each International Federation. I suggest negotiations rather than an attempt to put it down on paper. Only the International Olympic Committee can do this.

I know how difficult the task will be. I know that these negotiations would be extremely difficult, but the subject is a difficult one and this to my mind seems to be the best solution.

On top of that, let us have some sort of overriding clause such as suggested here. Without, however, the English word " agonistic ", which I am not at all sure what it means. I have asked our Greek colleagues here. Much of our language comes from them and they tell me that it appears to mean " competitive ". At any rate, let us try to avoid the use of a similar word.

Mr. President, in my opinion, this could be an admirable solution to this most delicate problem.

Wlodzimierz Reczek

President of the Polish Olympic Committee

Mr. President, dear colleagues: the problem of amateurism interests and impassions the whole of world sport, and for a number of years. The time has now come for the I.O.C. to urgently provide a new, modern and general definition on amateurism, because during our times we cannot respect any definition that practically automatically eliminates large social stratas from the practise of sport, or leads to hyprocrisy.

In the new definition, it is necessary, in our opinion, to value the economical and social conditions of the contemporary world. It is necessary to take into account the specific different situations that exist between the various sports, and the actual requirements for sport at a high level.

The definition of amateurism, in our opinion, must impose two essential conditions: that the athlete dedicates himself to sport in a disinterested manner, without material gain, and that the athlete practises sport in a manner which is complementary to his professional or study activities.

These are, to me, together with the spirit of fair play, the respect for which should be imposed upon athletes with more energy, the bases for a modern definition of Olympic amateurism. We think that also the International Olympic Committee should limit its work, in applying the ruling on Olympic amateurism, to formulating the general ruling, whilst it should be the duty of the International Federations to give, in full agreement with the I.O.C., detailed interpretations adapted to the requirements of the various sports.

Lastly we feel that, on these bases, the recognition of the quality as an amateur of an athlete selected for the Olympiads, should be the exclusive competence of National Olympic Committees.

It is in this sense and with this spirit, that we would like the proposal made by the Italian National Olympic Committee to be put forward.

We also, however, underline that we agree with the worries of the International Olympic Committee on the danger of professionalism and corruption in sport. Throughout the history of sport, unfortunately, there have been many examples and confirmations. It is, in a certain sense, unavoidable that in stadiums, in contact with athletes, there are spectators that consider sports events as an interesting spectacle, that gives rise to a concept of obtaining protagonists on a financial basis, with the idea of giving material recompense to them.

At the same time, there are other dangers: national or regional prestige in sport, or even the tendency of degrading sport to become a so-called circus event, with spectators becoming fanatic observers.

We wish to firmly oppose any such tendencies. We feel that sport at a high level should be the

strong and efficient means to spread the development of physical education, a precious factor for the bettering of youth, for a deeper understanding and the drawing together of world youth. These are the reasons that induce us to be in favour of the respect for the ruling on sports amateurism, but a ruling that takes into account the requirements of the modern world, that are formulated for our present times.

Thank you.

Milan Ercegan

President of the Yugoslav Olympic Committee

Mr. President, dear colleagues: the fact that the question of amateurism, professionalism, and the intermediate category of sports champions, and their economic and social position, is today discussed to a great extent everywhere, by the International Olympic Committee, by the International Sports Federations, by the International Physical Culture and Sports Council of UNESCO, is a proof of the actuality of this problem, tied to the whole of the modern sports movement.

I think that all the delegates here present will share my opinion when I say that professionalism is a sports category against which we defend ourselves with energy, because professional sport can in no way be considered the sport that we wish to offer to youth. Naturally, the subject we are discussing today does not concern the sport of masses, which is, and always will be, the essential basis for amateurism.

The formula for highly competitive sport, taken largely in consideration by the manifest on sport as being both a social and practical problem of sports champions, in the way conceived by the Italian National Olympic Committee, is worth studying.

In our opinion, the only way that can lead to an efficient solution to this problem would be to give the responsibility to the International Federations, who should, in agreement with the respective National Federations, decide on the status of the amateur in the various sports.

That is why the Yugoslav Olympic Committee, taking the problem realistically and taking into consideration the requirements of modern sport, sustains the project of the CONI, as outlined by its President, Mr. Onesti.

Thank you.

Vladimir Stoytchev

President of the Bulgarian Olympic Committee

Mr. President: the Bulgarian Olympic Committee thinks that it is absolutely necessary to arrive at a modification of the regulations that have been applied up to now. In the name of this Committee, I am in full-hearted and complete agreement with what was said by the President of the Belgian Olympic Committee.

Thank you.

Jean Weymann

Secretary-General of the Swiss Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: the Swiss Olympic Committee thinks that the proposals advanced by the Italian Olympic Committee are most interesting, but it would like to see added, in the resolution, the precious suggestions made by our Belgian colleague, which we feel are excellent. We perfectly understand the reserves made by our colleagues from Senegal and Mali, but we are having

to face the reality that highly competitive sport requires a lot of time on the part of the athlete, and this time can hardly be reconciled with the complete exercising of a profession.

That is why we are convinced that we must certainly not allow an athlete to make money out of sport, but we must not allow him to be out of pocket because he practises highly competitive sport, and, above all, we want to avoid every form of hypocrisy.

We are therefore in favour of the Italian proposal, with incorporation of the suggestions made by our Belgian colleague.

THE CHAIRMAN: Thank you very much, Mr. President.

If you will allow me, gentlemen, before suspending work for lunch, I will read out to you, as was done for the preceding point 2, the order of the day prepared by us. It will be distributed to you, you will have time to think it over, to propose amendments and we will then put it to the vote.

The order of the day has been made out as follows:

" The National Olympic Committees convened in a meeting in Rome on 1st October 1965, having heard and discussed a long report on amateurism of athletes affiliated to International Federations of Olympic rank;

agree that the present requirements of training, as well as the necessity of distant transfers for the most important events and above all for the Olympic Games, require a greater amount of time and sacrifice than in the past, time and sacrifice that can differ in accordance with each sport;

feel that it is necessary to study a new formula in general, defined for each sport by each International Federation;

and therefore *propose* to the I.O.C. that:

1) they adopt the following general formula: " An amateur is one who practises sport not for material gain, but complementary to other activities of study or work ";

2) each International Sports Federation of Olympic rank studies and proposes to the I.O.C., for ratification in its own terms, the definition of an amateur for its sport, adapted to the characteristics of its respective sport;

3) that of consequence, the application of the regulations and the control of the status of an amateur be the responsibility of each International Sports Federation, subject to appeal to the Executive Board of the I.O.C. against decisions of I.S.Fs by the National Olympic Committee of such athlete under judgement ".

The meeting is suspended at 12.30 hrs.

Second Subject: Financing (*cont.*)

THE CHAIRMAN: As stated beforehand, I will read the resolution to be submitted to the International Olympic Committee on the second point: Financing of National Olympic Committees.

The text prepared by us has been integrated by suggestions of the Olympic Committees of Greece, Austria, Great Britain, Rumania and Mali. The text reads:

" The National Olympic Committees, at a meeting in Rome on 1st October 1965, having heard and discussed a long report on the financing of National Olympic Committees;

decide

to propose to the International Olympic Committee that the proceeds from rights for all Olympic transmissions be devolved in the greatest measure possible to the International Olympic Committee so as to allow it greater autonomy in the excercising of its functions, also for control over respecting the Olympic regulations, as well as to the strengthening of a secretariat with organized and ever efficient offices, and to help the Olympic Academy. Another quota to go to the Organizing Committee of the individual Olympic Games, to also allow it to face the transfer expenses of a greater number of operative members (paras. 37 and 38 of the Olympic regulations) of interested International Federations to each edition of the Games; 25% to National Olympic Committees who find themselves in difficulty to participate in Olympic Games, upon proposal to the International Olympic Committee by such National Olympic Committees themselves.

The National Olympic Committees invite the International Olympic Committee to put into effective operation the Assistance Commission of the International Olympic Committee, so as to direct international help for the development of Olympic sport in countries recently admitted to the Olympic family ».

We have tried to incorporate all your suggestions. Can we therefore approve this second resolution? Are there any comments?

The resolution is approved

Let us now pass on to the fourth point on the agenda. It is a little difficult to set out a summarized text for the third point. Please be patient, as soon as it is ready, I will read it out.

Fourth Subject: Regional Games

We therefore come to the discussion on the fourth point on the agenda: « Regional Games ».

The main occasion for a sports meeting among all peoples is during the four-year Olympic Games. In second place, the National Olympic Committees attribute great importance to Games that are so-called regional. Notwithstanding that these have been normalized as a result of measures approved at the 47th Session of the I.O.C. (Helsinki, July 1952), Regional Games have given cause to noteworthy complications and conflicts.

This worries the National Olympic Committees, who, having an interest in the development and the keeping up of such Games, would like to engage themselves to remove or eliminate the difficulties and obstacles that have been created up to now.

In fact, the National Olympic Committees sustain that the diffusion of the practise of sport is a good thing, and that it corresponds to a precise ruling of the International Olympic Committee, as well as to a desire on the part of International Federations.

1. The National Olympic Committees re-affirm that the ruling of worldwide invitation to all countries must absolutely be respected for Olympic Games, but that Regional Games can instead be subject to free invitations. Again, it has been noted that the expression " Regional Games " is sometimes open to criticism. Regional boundries, which are in themselves conventional, determine automatism in extensions or exclusions of a territorial nature imposed by political motives, also contingent such as, for example, the situation of serious tension between States.

In case the term " Regional Games " should give rise to unsurmountable disagreements, one could adopt another terminology, by adding, for example, to the word " Games " the genitive of the city that organizes them.

2. The National Olympic Committees have been able to note that the major contrasts that have taken place have been caused by the condemnations that the International Federations have made against certain nations guilty of having relations with athletes of National Federations not affiliated to International Federations.

The International Federations have the right and the duty of imposing their own rules, but also have the desire to embrace all sports Federations, from whatsoever country, provided that they respect the technical rulings accepted universally.

The practice of sport must be encouraged and helped, with the hope that the Sports Federations not yet recognized in International fields can ask and obtain, at some time, affiliation.

The International Federations, should they apply serious sanctions against any Federation guilty of having sports relationships with a Federation as yet unrecognized, can be said to give a wrong decision of exercising a political discrimination which does not come within their duties as international technical organizations.

The National Olympic Committees therefore ask that the International Federations help and tolerate for the moment such National Federations that have not been recognized, that they try to avoid sanctions of serious nature, equivalent to a real form of anathema, which provokes vivid reaction and a breaking up of the world sports organization.

A new set-up with the application of free invitations for local Games could mean the birth of a great number of initiatives, by this creating an unpleasant situation for many Olympic Committees who might be systematically ignored. To correct and harmonize situations of this kind, the Association of National Olympic Committees, which is the next point on the agenda, could deal with for its voluntary actions as being representative of all National Olympic Committees.

In accordance with the opinion of the National Olympic Committees, these proposals brought to the study of the International Olympic Committee, and International Federations could be the means for a solution of the problems that have up to now obstructed and made difficult the running of Regional Games ».

Presidents, the discussion is open. Who wishes to speak first on this subject?

Harbans Singh

Member of the Kenya Olympic Committee

Mr. Chairman: I would like once again to express my sincere thanks for the arrangements made by your Committee for this conference. Not only this conference but also for our pleasant stay here. This is a welcome, and I am sure that every member present here will return back to his country with this expression which will be passed on to his fellow countrymen.

We are in agreement with the idea of Regional Games taking place in different parts of the world. This not only gives an encouragement to the countries of every Region involved, but also encourages youth and future athletes for the four-yearly competitions which are the Olympic Games.

Mr. Chairman, the Regional Games will be excellent training for our athletes, and it is opportune

to say that the members of the I.O.C. and National Olympic Committees should work closely together to substain such Regional Games, as these will be the place where all countries will prepare themselves, and train their forces, in view of Olympic Games.

Mr. Chairman, I think this is a very vital point as we are here to support sport and the Olympic movement. We must not divert our attention from this as we know that what we do is right. We are here to promote sport and the Olympic movement and it would be a pity not to encourage Regional Games, from where we shall all be knowing one country and another, knowing exactly from one Region what the possibilities are for each to compete in Olympic Games.

I would like to say, that without wasting time on this issue, which is of vital importance, that we should all heartily support the Regional Games.

Thank you.

Peter Chang

Member of the Olympic Committee of Taiwan

First of all, Mr. Chairman, my delegation wishes to associate itself with the previous speaker to express our deep appreciation for the generous hospitality extended to all of us and for organizing this Conference.

With regard to the item under discussion, we have very carefully studied the document distributed for this purpose, and we think it certainly contains many serious and far reaching considerations. We therefore believe that this subject should be thorougly discussed before we submit our proposal to the I.O.C.

We feel that it is not desirable for any field of activity, particularly the field of sport, to adopt double standards. When item 1 of the agenda was discussed yesterday afternoon, all the delegates who spoke put forward a strong feeling against discrimination of any kind, be it political, religious or otherwise. Now we propose to permit the organizing Committee of Regional Games to have on option of deciding which countries to invite and which not. We imagine that this can easily give rise to discriminations of every kind. This is a situation which I am sure all of us will strongly oppose.

So, instead of giving a free hand to organizing Committees of Regional Games, as proposed in the document before us, my delegation proposes that we should confirm our support to the recommendations of the I.O.C. and the International Federations, adopted in February 1963, which point out the necessity to organize a Regional competition only in countries which will guarantee participation by all member countries.

We would like to comment briefly on the second part of the proposal, which aims at relaxing the existing regulations of International Federations, not permitting the athletes of affiliated associations to compete with athletes of non-affiliated associations. Well, we warmly support the idea of asking the International Federations to help those National Associations which have not yet been recognized, but we strongly feel that we should not ask the International Federations to annul the existing restrictions, thereby creating an ambiguous situation in International Sports competitions.

Thank you, Mr. Chairman.

H. Glovinsky

Honorary Secretary-General of the Israel Olympic Committee

I speak in the name of the Israel Olympic Committee, of which I am the Secretary-General. I would like to join in thanking the Italian Olympic Committee and its President, Mr. Onesti, for the kind hospitality and the initiative for convening this meeting. It is with great pleasure that we

stress its importance, as in all the years that have gone by, we have only had a few available hours and no opportunity of discussing problems or subjects that interest all of us.

I think this meeting will bear fruit and will have its impression on the discussions we shall have with the I.O.C. at our next meeting. I hope the I.O.C. will take into consideration the attitudes expressed here by National Olympic Committees.

Let me come to the point: Regional Games. Yesterday we talked a lot about discrimination, some called it political, some called it national. We always have problems about discrimination. But I would suggest, that should the I.O.C. not take over patronage of such Games, the I.O.C. and National Olympic Committees should support the International Sports Federations who fight against discrimination in the field of sport in all international sports meetings. I must say that the International Sports Federations have been the only ones to fight against discrimination and to try and prevent it.

Yet, in the proposal we have today, someone wants to open the door to avoid having anything to do with the International Sports Federations. I would ask members of National Olympic Committees not to change their attitude about this, because the only ones who fight — and we have enough experience in this field as we have been discriminated for quite a certain time — are the International Sports Federations who have been behind us.

Therefore, we rely on what was said yesterday as to the attitude to be taken with regard to discrimination, and, should this be the case, I am sure that we shall have more friendship between all our nations of the Olympic family.

Thank you.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

Mr. President: the Regional Games, that facilitate contacts among the young have, in these recent times, led to the International organizations taking decisions which are not always based on the requirements of sports serenity. It would appear, to the contrary, that, even though they declare not to be involved in politics, these organizations are inspired to adopt measures which in effect do not favour sport.

It is for this reason that we approve the interesting proposal of the Italian National Olympic Committee whereby local Games be organized on free invitations, adopting, on each occasion, a determining name, for example " Rome Games " when a country decides to organize encounters with other countries on the basis of criteria it decides upon.

The International Olympic Commitee and the International Federations must not obstruct these meetings. It is not their duty. We only want, upon the proposals made, that it be added that the continental Games assume this name every time the invitations are issued to all the countries of the continent in question, provided they are regulated by the Olympic regulations.

I conclude by making clear my thoughts on this point: I only wish to propose some examples, as for that which concerns the first part we associate ourselves with all the considerations expressed in the text presented by the Italian Olympic Committee.

Let us presume, therefore, that Mali decides to invite a certain group of countries. We could call this event " Bangkok Games " because the invitations are free. But let us take a very precise case: in 1969, for example, there should be organized the continental Games for the African continent. If the invitations are sent to all the African countries in order with the Olympic regulations, we feel that it would be logical to call them the " African Games ". This is the precise point we wish added to the text presented by Italy.

For that which concerns the worldwide invitation sent out to all countries, which must be absolutely respected for the Olympic Games, it is true, Mr. President, that it is a question of a ruling. But we would like to add: on the condition that in each country the Olympic Committee is uniformed to the Olympic spirit.

Thank you.

Frantisek Vodslon

President of the Czechoslovakian Olympic Committee

Mr. President, member delegates: the President of the Czechoslovakian Committee wishes to add his thanks to those of previous speakers to the Italian National Olympic Committee and to its eminent President, Avvocato Onesti, for the initiative of having convened this Conference, for the cordial hospitality, and for having created the most favourable conditions for our discussions and work.

We congratulate our Italian friends for the perfect organization of the Conference, which will obtain complete success and will be of help to add yet another stone to the life of our National Olympic Committees throughout the world.

Insofar as the subject " Regional Games " is concerned, the Czechoslovakian delegation is in complete agreement with the second part of the Italian proposal whereby the International Federations are requested to help and tolerate the National Federations not as yet recognized and not to adopt sanctions or serious measures on sports relations between affiliated Federations and those who are not yet so. In fact, such sanctions could provoke, and we have already proof of this, contrary reactions within themselves to comprehension and to friendship of an international sports nature.

This proposal will be most important, should such difficulties be prevented for the future.

For that which concerns the first part of the proposal, namely that Regional Games be absolved from an obligatory invitation to all National Olympic Committees of the territory in question or make them subject to " free invitations ", we feel that this could be put into effect for local Games not circumscribed by any given area or territory and where invitations are not issued to National Olympic Committees.

But, we maintain that real and proper Regional Games, continental and sub-continental Games, such as the case of the Asian, African, American and Central America Games should be open to all National Olympic Committees whose Olympic qualification raises no doubt and must remain under the patronage of the International Olympic Committee; because these Games represent a pre-established point, and intermediate goal, a step up the ladder of the Olympiads and permit newly established National Olympic Committees to experiment their athletes who would not yet be in a position to participate in Olympic Games.

The International Olympic Committee should therefore establish what Games from now onwards will be under their patronage, and with obligatory invitations.

Please forgive us for this intervention, Gentlemen; Czechoslovakia in fact does not participate in Regional Games and this argument should above all be dealt with by the Olympic Committees from other continents.

Thank you.

Mrs. Flora Isava

Member of the Venezuelan Olympic Committee

I wish to thank Avvocato Onesti and the CONI for the exquisite hospitality they have afforded us, and for the opportuneness of this Meeting which without doubt marks the start of a new step towards better understanding amongst international sport.

I am also pleased to personally thank my colleagues for the greeting given me and for the really kind manner in which the first lady to be admitted in the ranks of Olympic delegates has been treated.

The first time a female voice has been heard will be to invoke again goodwill and understanding so as to reach peace and fraternity that we all hope for.

Yesterday evening I listened to many voices which gave me a clear picture on the first point of the agenda, regarding the independence of National Olympic Committees. On the present argument, however, your interventions, presented in one form or the other, have been limited to illustrating situations we are all aware of, to recommending various means of resolving them, but in no case has any indication been given of the means and methods for remedy. I believe this to be the right moment to study the causes and effects, and not purely to outline the situation but, and this is what counts more, to find functional solutions to these problems.

Venezuela believes in the importance of the patronage of the I.O.C. over Regional Games, and in the precise application of its regulations which, if they have been found functional in the heavy organization of Olympic Games, should be more so in the case of Regional Games, in respect of which we absolutely agree with the exposé made by Czechoslovakia.

In our opinion, it is not convenient to withdraw Regional Games from the patronage of the International Olympic Committee. Accepting this principle, we will have to discuss what is the least worst ill when difficulties that we are dealing with arise and what criteria should be followed by countries that find themselves involved with problems of a political nature; problems which, however much may be kept quiet, are a latent reality of present sport.

We must establish whether it is convenient to suspend Games during a conflict, when the organizing country is involved in it, even though no veto has been applied, thus depriving it of the participation of the greater number of teams, or whether instead it be more useful to reach some form of chivalrous pact at a high sports level whereby the countries in contrast promise one another, when they form an evident minority, not to press for their participation and thus favour the participation of the majority not involved in the conflict.

This would be the most correct way of tackling the problem, the way I would like discussed in a real way, putting aside any possible but inoperative conciliatory alternatives.

Many thanks.

THE CHAIRMAN: Presidents, kindly allow me, before giving the word to the representative from Hungary, to give you some clarifications. It is our custom to be extremely sincere: why has the study on Regional Games been brought to your attention?

Let one thing be clear: we have the maximum respect for the International Federations, whom we feel are indispensable for the technical functioning of any sports activity. In order to sustain what I have said, there is proof that we have established in the preceding point. We have such esteem for the International Federations that we wish to give them the delicate duty of giving a particular definition of amateurism.

Technical organizations, not political organizations. If there have to be sports politics, this has to be done by the International Olympic Committee and by the Association of us National Olympic Committees.

I had news, of, and was present at, discussions that were raised over the opportunity of authorizing Pan-African Games. It was agreed to call them " The African Games of Brazzaville ". I have had occasion to say, and repeat again today, that they were a great success. It was necessary to insist at that moment and I wish to congratulate the Executive Board of the International Olympic Committee, here authoritatively represented, for having authorized, recognized and patronized the Games of Brazzaville.

Gentlemen, you all have my very same sentiments. We sportsmen all have the one great desire; that the youth of the whole world meet on competition fields and not on battle-fields. Governments, under certain difficulties, can arm themselves one against the other. We, representatives

of National Olympic Committees, have one only objective, that this youth meets on competition fields only.

That is why we ask the International Federations for a form of comprehension and not anathema. The International Federations ensure that the sports regulations are respected during sports competitions. Let them limit themselves to this. It will be, as I repeat, the International Olympic Committee to decide and, if we wish, we will decide our very selves at the opportune moment.

Please forgive this interruption which was necessary for a proper clarification. The word to the Hungarian representative.

Arpad Csanadi

Member of the Hungarian Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: I wish first of all to thank our Italian friends on behalf of the Hungarian delegation for having taken on the difficulty of preparing this meeting.

Insofar as Regional Games are concerned, the Hungarian delegation maintains that it is necessary to keep the patronage of the International Olympic Committee. More so, it might be better to amplify it. We must ensure the principle that Regional Games cannot be organized in nations where there is no guarantee of entry and participation of all countries.

This resolution would offer possibility of eliminating any political or other discrimination. This possibility should be exploited because unfortunately there still exist forces that endeavour to disturb the international atmosphere, an atmosphere of worldwide friendship. We know, for example, the difficulties encountered by our Cuban friends to participate in the Caribbean Games, and I could continue to quote both past and present contrasts.

We must, by basing ourselves on the decisions of the I.O.C., fight against every kind of discrimination, and for Regional Games we can only do so by strictly respecting the deliberations made by the I.O.C. - I go further to say that the I.O.C. itself should apply severe and courageous sanctions.

For that which concerns contacts with non-affiliated Federations, we believe that the question be one to be dealt with by the International Federations. We can only express our opinion on the argument, our wishes. It should be possible to go ahead also on this basis.

The intention of our Italian friends is certainly right, and is a guide as to what is to be done. The International Federations want to take this reality into account. This is proved by the fact that, by assessing the present situation and the interests of sport, they have taken measures to resolve the well-known problem of the " German question " which troubled the international atmosphere as well as the Olympic one. It was in that way that the Federations made it possible for free participation, without limits, of all countries in the Championships under their control.

Edgar Fried

Honorary Secretary-General of the Austrian Olympic Committee

Mr. Chairman, dear friends: many of the things I am about to say have already been said, but I wish to be more precise on the meaning of Regional Games. Let us take an example; if, in Austria, any whatsoever organization decides to organize a sports festival, under the name, say, of " Mountain Games ", and if the Austrian Olympic Committee is but a member of that organization, the " Mountain Games " are based on the ideas of the organization in question, and it is possible to send invitations to those countries that wish to participate.

There is, however, a completely different aspect when one reaches a higher level. Thus, if we want to call this festival, for example, " Central European Games ", a different problem has to be faced. Neither in this case is there any patronage of the I.O.C. One can take whatsoever decisions one wants, if the invited countries are in agreement, and the International Federation must give its permission, because these events are international sports competitions.

But if one turns to the I.O.C. and asks it for its patronage, then it becomes logical that the Olympic regulations must be observed and applied; and only in this case is the I.O.C. in a condition to patronize the event.

If one were to follow this principle, I believe there would be no difficulties for the future, and everything would be sufficiently clear.

Thank you Mr. Chairman.

Hugh Weir

Vice President of the Australian Olympic Committee

Mr. President, Ladies and gentlemen, I propose to be very brief in the remarks I am going to make because quite a number of speakers have spoken before on this subject. All I have to say is this: to remind the assembled company that you cannot have it both ways. The proposal, as I understand it, stresses the importance of the I.O.C. insisting on no shadow of discrimination being observed in respect of the Olympic Games. But on the other hand it suggests that discrimination be allowed in regard of the Regional Games under the patronage of the I.O.C. Now I suggest that that cannot work. Either you observe the rules or you don't.

And the I.O.C. as a governing body, a controling body of the Olympic movement, with granted patronage to the Regional Games, expects its agents, which are we National Olympic Committees, to carry out the same rules and regulations. And you cannot have one thing for the Olympic Games and an entirely different sort of regulation in respect of Regional Games. Unless the International Olympic Committee declines to grant it's patronage to the Regional Games.

I suggest that in that case it would also involve the National Olympic Committees concerned.

As for the second part of the resolution, suggesting that we should endeavour to influence the International Federations to relax their rules in respect of membership by allowing member countries to compete against non-member countries, to me that is quite illogical.

The Olympic movement is made up of two parties, and this must always be remembered, because one could not function without the other. The International Olympic Committee and it's National Olympic Committees on the one hand, and the International sporting Federations on the other hand; otherwise you would not have any Olympic Games at all. That is there for the I.O.C. on one hand and whatever they might do in regard to Olympic Games would be quite useless unless the sporting Federations play their part too, because it would have no competitives.

The International Federations are, — we must understand and recognise always in despect of what you and I and anybody might think — they are the governing bodies of the sports controlled by them. That is their whole right. Through the National Federations they govern and control and exercise their regulations and their rules. And you cannot expect a member nation, a non-member nation rather, to be given the right and privileges of membership without contributing to the rules and regulations of the organisation and all that, paying it's just dues.

So to me the second part of this resolution will not get passed, for I am sure that the International Federations will agree to the participation of non-member countries or non-member nations, but I do ask you to regard this question on the basis that you must be consistent. If, as we learn from item one on the agenda today, we have passed a very far reaching resolution in regard to non interference with sport of any restriction, and no discrimination of any kind, so that surely the whole of the Olympic movement will be from the patronate of the I.O.C., also when the organisation, such as for Regional Games, depends from a National Olympic Committee. We must be consistent on this, and automatically there would be no discrimination any longer.

Thank you, Mr. President.

Jean Claude Ganga

Secretary-General of the Congo Brazzaville Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: many speakers have already preceded me and I think the essential things have already been said. I speak above all to support the declaration made by my colleague from Mali and the intervention made by the illustrious President of the CONI, Mr. Onesti. We are all in agreement that Regional Games are necessary, in fact indispensable for a good preparation for Olympic Games. This especially with regard to continents like Africa, who have few competitions and rare occasions for encounters for their athletes.

We have only just entered this Olympic world. But we are beginning to be aware, only from what is being said in this meeting, that there are many contradictions, within the same rulings, but above all in the application of the regulations.

Firstly, we do not enter into politics. The International Organisations, the International Olympic Committee, the International Federations do not enter into politics. This is a basic point.

Secondly, the Regional Games are under the patronage of the International Olympic Committee. But there are grave difficulties. We have had the heavy burden of organizing the first African Games at Brazzaville and we came up against two contradictions. First: we obtained the permission of the International Olympic Committee and that of certain International Federations but, second contradiction to that of the first, others refused to let us call them " African Games " because, apparently, certain African federations had not been invited to the Games.

We no longer we able to know what to do, because we did not know who could authorize us to organize the African Games. We answered those Federations " This is not an African championship ". Had it been a question of a African athletics championship, we would have understood that the International Athletics Federation refuse to allow us to call them " African Athletics Championships " because certain Federations had not been invited. But it was a question of sports Games, we had ten sports on the programme. We were then advised to call them the " Brazzaville Games ", " Games of Concord ", " Games of Friendship ", any kind of name in fact other than " African Games ".

I feel it is important to support the declaration made by President Onesti, proposing that the International Federations limit themselves to seeing that application of the technical regulations is respected: for football, for example, the federation should ensure that the field is regular, that the players are dressed as laid down, that the ball is in accordance with the ruling. This, when it is a question of Regional Games. The problem of invitations should be dealt with by the International Olympic Committee, under the patronage of the same I.O.C.

May I make my thoughts clearer. The attributions of the International Federations in Regional Games must absolutely be defined. In world championships or in continental championships, it is necessary and essential that the International Federations decide on the invitations, because it is a question of championships. But when it is the case of Regional Games, of Games that collect together athletes from an entire continent and not only of a single sport, I think that the very principle of the invitation, establishing who is to be invited and who not, does not concern the International Federations. The International Federations should limit themselves to technical control, in other words ensure that the swimming pool measures 25×20 metres, that it has a depth of 3 metres and so on. It is an absolutely essential point, otherwise we fall into chaos.

It is said that we do not enter into politics. Now the International Olympic Committee has suspended, has banished the South African Olympic Committee for that which concerns its participation in Olympic Games. One International Federation, on the other hand, forced us to invite South Africa to our Games, as otherwise we could not have called them " African Games ". In short, Brazzaville should have been more Olympic than Tokyo! It is absurd that they should have tried to make us do what was not able to have been done in Tokyo. I did not know, really, what way to turn.

A further point that would be worthwhile clarifying is the following: when a country decides to organize Games for certain nations in its region, friendly Games that is, I am of the opinion that also in this case that country has the right to invite whom she wants and to call those Games as she pleases, provided that the International Federations regulations are applied. I think that one should clarify this point also so as to avoid confusion.

There is then the problem of the existing relations between National Federations affiliated to International Federations and the non-affiliated National Federations. It is very difficult to take a stand on this point, because sport has above all the duty of teaching discipline to youth, and it is indispensable that we ourselves, we officials, be disciplined.

It does happen, however, that in two neighbouring countries the team of an affiliated nation has, as a direct adversary, only the team of a non-affiliated nation. It would be absurd, in this case, to suspend the affiliated Federation for having competed against the non-affiliated Federation. I believe that the regulations of the International Federations should not be applied in a systematic way; they are addressed to men, and should be adapted better; even sanctions should always depend on the circumstances.

I conclude, Mr. President, repeating the importance, particularly for us, of continental Games, of the necessity that these Games take place under the patronage of the International Olympic Committee, and that the problem of invitations be regulated exclusively by the International Olympic Committee. In the case of Regional Games, continental Games, the International Federations should limit their duty to that of strictly applying the technical regulations.

This, Mr. President, is what I wanted to say. But I think that on this point we shall have to work out a clear and precise resolution, one which will bring out the contradictions I have pointed out.

Thank you.

Manuel Gonzales Guerra

President of the Cuban Olympic Committee

Mr. President, friends: Our delegation has carefully studied the proposals submitted to this meeting on the subject we are now discussing. Our Olympic Committee have reached the conclusion of disapproving this proposal, maintaining that it tolerates the danger of discrimination, a danger eliminated by the basis of the I.O.C. regulations. It is quite easy to verify what we say. We all know the problems that have to be faced by National Olympic Committees, when the Governments of their countries refuse to grant visas to sportsmen from countries who do not have diplomatic relations with them. In certain geographic areas, one lives in a troubled world. There are countries who have only just obtained their independence, or are in the course of obtaining it as a result of their actions of liberation. All this creates new conditions, produces difficult political relations, and should we proceed to eliminate the obligation of concession of visas or invitations, at every moment problems of a discriminatory nature would present themselves.

For example, the colleagues of the German Democratic Republic are pressing for recognition of their National Olympic Committee and the participation of their own team in Olympic Games. It is very easy to imagine what would happen if international events were made conditional to free invitations. The same situation would arise with those countries who do not have diplomatic relations with other nations.

Basing my speech on real facts, we can say that, in the Central American and Caribbean region, the Cuban National Federations have suffered discriminations in football, judo and baseball. Recently, on the subject of the forthcoming Central American and Caribbean Games which should take place in Puerto Rico in 1966, the Government of that country publically stated that they would

not have granted visas to our sportsmen. Furthermore, the Olympic Committee of Puerto Rico declared that it would not invite Cuban athletes to the Games. In this manner, there is a violation of not only the Olympic regulations, but also of the agreements to extend visas to all the National Olympic Committees of the region, agreements that were made when the 1966 Games were assigned to that country, whilst the present conditions and political relations already existed.

Therefore, if we are worried about discriminations, it is not on a theoretical or subjective basis, but in reality because of a concrete fact which is completely objective. We wish to warn all National Olympic Committees against these discriminations that one means to apply against our sportsmen and our National Olympic Committee. We propose that the present meeting sends a recommendation to Madrid on this particular case, so that the existing Olympic regulations are respected.

Many thanks.

Hussein Omar Gohar

Member of the Olympic Committee of the United Arab Republic

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: As we have little time at our disposal, also to be used to discuss other vital problems, I would like to express our point of view very briefly.

We are convinced that both the I.O.C. and the International Federations operate constantly to favour the diffusion of sport in an ever wider manner, and also to sustain, co-ordinate and simplify the application of the Olympic regulations.

We agree on the principle of complete liberty for regional meetings, provided that the supervision of the I.O.C. and the International Federations is strictly limited to technical aspects, in conformity with the Olympic code. Let us leave it, therefore, to the National Olympic Committees participating in the various Regional Games to have full authority to organize their Games.

Thank you.

Heinz Schöebel

President of the German Democratic Republic Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: our National Olympic Committee is of the opinion that participation in Regional Games should not be subject to the principle of free invitations. Every National Olympic Committee included within the area of the Regional Games should have the right to participate in these Games.

Furthermore, our Committee is of the opinion that there should be an obligation on the part of the countries participating in Regional Games to respect the rules and regulations laid down in the Olympic charter.

We request that this should be included in the proposal now being discussed.

Thank you.

C. L. Kerdel

Vice-President of the Olympic Committee of Holland

I just wish to underline the words of the Australian representative and with which the Dutch Olympic Committee is in full agreement. One should not permit, ladies and gentlemen, Regional Games with rules that do not coincide with those of the International Federations. It would be completely illogical, because we would then have Olympic Games following the rules of International Federations and Regional Games not observing them completely. This might mean the end of Regional Games and even the Olympic Games would be in danger. Constant danger, because the International Federations have their own world championships or continental championships.

Furthermore, I do not think it is fair to ask International Federations to accept organizations that are not members of the Federations. We must not forget that the International Federations, with the experience of half a century, have obtained excellent results with their own rules, their own regulations and their own organization. We, as National Olympic Committees, do not have the right to create confusion over such important matters.

Thank you, Mr. President.

K. Sandy Duncan

Secretary-General of the British Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: one can speak very briefly on the subject in discussion. I simply wish to say that we from Great Britain are in entire agreement with the excellent remarks made by the Australian delegate, as well as those made by Mr. Avery Brundage in his opening remarks of this session, as they both run on the same lines. We feel that International Federations must have control over their own affairs; they have the right, when necessary, to impose sanctions against those National Federations who, being able to join them, will not do so.

Antoine C. Coicou

President of the Olympic Committee of Haiti

On the subject of Regional Games, I wish to inform you that, in Haiti, the Olympic Committee is not the organization that decides, ultimately, on the participation or otherwise of its country in any competition whatsoever. Its duty is to present its athletes to sports Games after the selection has been made by the National Federations. If the Government authorities decide that our athletes should not participate in competitions in countries where our diplomatic relations are tense, the Olympic Committee of Haiti, for reasons of patriotism, cannot but accept these decisions and against which, furthermore, there is little it can do.

However, if Haiti decides to meet on neutral ground against any other country, the Haitian athletes will seriously train and participate with all possible fair play and with every intention of winning. They will also accept defeat in a sporting way if the adversary is stronger and it will be without rancour or animosity that they will congratulate the more fortunate winner. Our greatest wish is that of being able to meet and fraternize with the youth from all over the world.

S. Anibal Illueca

President of the Olympic Committee of Panama

Mr. President: I think we have reached the most important and interesting point of this congress, namely the Regional Games. The motion proposed by the CONI means the end of these Games patronized and wanted by the I.O.C. As I said this morning, I am vice-President of the Central America and Carribbean sports association, who has the responsibility of organizing the C.A.C.S. American Games. These are the most ancient Regional Games in the world. They started in 1926 in the City of Mexico and will next year celebrate their tenth anniversary.

In our region, we have always considered these Games as an incentive and a target of importance to our athletes, because of being able to be well-prepared for the Olympic Games. Naturally, the Olympic Committees of our region consider themselves respectful and faithful executors of the I.O.C. regulations. In the central-American regions, however, as in others of every continent, problems of every kind arise, particularly in that concerning the political situation. Problems have already arisen over the Mediterranean Games; that of Israel and the United Arab Republic; problems over the Asian Games, that of continental China and the China of Formosa; problems over the African Games, that of South Africa and other countries of that continent. To sum up, there will always be problems of various kinds. What is important to us, as said by the President of the CONI, Mr. Onesti, is that our athletes, our youth, meet on sports fields and not on battlefields.

In the central-American regions, a very difficult situation came about, deplorable in every aspect, with regard to Cuba. It is an undeniable fact that, of the nineteen countries that make up the Central America and Caribbean nucleus, only three or four have diplomatic relations with the Republic of Cuba.

Our regional organizations of a political nature, same as the organization of the American States, made reference to the political situation of the countries of Central America. As sportsmen we deplore what happened, and we hope that this will not happen again, neither now nor for the future. Athletes and sportsmen are not interested in political tendencies, religions, race or any other. The only differences they recognize are those appertaining to ability, competence, the best preparation on sports fields, whereby domination is obtained by the best, the wisest, the most able, the most rapid. Therefore, as was happily expressed by the most worthy representative of the Venezuelan Olympic Committee, Mrs. Flor Isava, may it be the will of God that these problems be eliminated not only in the Caribbean regions, but also in Africa, in the Mediterranean, in Asia. May it be the will of God that there be no need for any decree or intervention of the I.O.C., of any chivalrous pact, to enable athletes of all countries, no one excluded, to meet and to compete against one another, in this case in Regional Games. This is because athletes are not interested in the problems or the ideologies of their own governments, as well as those who possess public powers.

In our case, we are worried about the fate of the Latin American and Caribbean Games. Puerto Rico is sustaining enormous efforts to present a worthy new edition of the central-American Games. The greater part of the countries of the area are preparing themselves. A difficult situation, however, presents itself because of the diplomatic relations with the Republic of Cuba.

To be exact, more than a question of diplomatic relations, one should refer to a most particular situation that involves the government of Puerto Rico, which, for reasons of internal security, considers the presence of Cuban athletes dangerous, who next year should compete in the city of San Juan of Puerto Rico, and where their personal security cannot be guaranteed. In fact, in San Juan, there are some twenty five or thirty thousand Cuban exiles. In Miami, some two or three hours flying distance away, there are a further sixty thousand refugees. The same is said of New York and other cities of the United States. The authorities of Puerto Rico are afraid, more or less correctly. This, in any case, is the reason that leads to avoiding the participation of Cuba, and namely that the presence of Cuban athletes might create situations that the government of Puerto Rico would not be able to keep under control.

One might object to such reasons of security and that they could be resolved by the intervention of the armed forces. However, as I said a moment ago, I am of the opinion that the present situation in the Caribbean region is the same as that which happened between Israel and the United Arab Republic, between South Africa and the other African countries. Let us hope that the the I.O.C., as well as ourselves who form part of the Meeting, will succeed in finding the most appropriate formula, the right solution so that the Cuban athletes can participate in the San Juan Games and in any other international event. May the same happen for all the other Regional Games because, as de Coubertin said, the important thing, in Games, is to participate.

We must follow this road, Mr. President. I hope from the bottom of my heart that this meeting

will come out with a clarifying idea, because in Regional Games, as well as in any other international competition, we from the central-American area can meet up again, shoulder to shoulder, with our Cuban friends. This because, as sportsmen we are not in any way concerned with political problems of any kind.

Mr. President, this is an exhortation I am putting to you and to the members of the Congress. I would very much like that here would come out the formula to be proposed to the I.O.C., so that these truly deplorable cases, that attack the Olympic movement in its pure essence, do not ever happen again.

Many thanks.

Oyebola S. Iolaoso

Vice-President of the Olympic Committee of Nigeria

Mr. President, delegates: I wish to associate myself with the other speakers in thanking the Italian National Olympic Committee for having organized this first Congress of the National Olympic Committees and for the hospitality afforded us since we arrived.

Many delegates have spoken about the Regional Games, and they have said many things. I do not think I can add anything new. I limit myself, therefore, to supporting what the delegates of Australia and Great Britain have said about the International Federations.

As we all know, the Olympic movement is carried out by three organizations, the International Olympic Committee, the National Olympic Committees and the International Federations. These three organizations have their own duties to perform and my Committee advises this meeting to be careful not to interfere with the said duties of these organizations.

Thank you.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

Mr. President: I am sorry if I once again take up the discussion on this subject, but I believe that if we face the discussion with sports spirit, it would be easier to find a solution.

I believe, in fact, that there is a certain amount of confusion over the terminology. Talking of Regional Games, one should distinguish between those concerning a region which is completely defined, and continental Games which are run under the sponsorship of the I.O.C. and in accordance with the rules of International Federations. Continental Games require the respect of Olympic regulations; in accordance with the resolutions we have made this very morning, visas must be granted to all athletes belonging to recognized Olympic Committees, and there must be no discrimination. This is therefore another argument, and we have already expressed our opinion on the problem of the African Games.

But there is another aspect, and this really is the object of the proposal of the Italian Olympic Committee, on the subject of regional Games. It is a question of Games that I would call friendly, amongst countries under the flag of a National Olympic Committee; a National Olympic Committee that decides to organize friendly Games with other countries. I think that, for these types of Games, the proposal of the Italian Olympic Committee has its validity.

It is a question of knowing, in conclusion, whether one intends putting into operation a mechanism to render difficult sports meetings between youth. I will give you an example. I know that certain Games have been the object of discussion or why they did not come under the patronage of

the International Olympic Committee, or why they did not respect the regulations of International Federations. I think that such Games should be held in accordance with the regulations of the International Federations, but this should not constitute a sine qua non condition, in sports where not all Federations are affiliated, because those Federations might have the intention of becoming affiliated, and it is important that we help them.

Here we come to an example of non regional Games. There still exist, to mention one case, the Commonwealth Games. In this case it is not a question, evidently, of a region, but a link that unites a certain number of countries. Up to now, these Games have not been the cause for discussion, neither on the part of International Federations nor on the part of the International Olympic Committee.

In my opinion, therefore, regional Games of a non-continental nature should fall within this category, such as the valid example of the Commonwealth Games; friendly countries, countries that want to establish cordial relationship between themselves, and who organize Games.

On the first problem, continental Games such as the African ones, American ones and so on, one must take every action necessary to avoid any form of discrimination. And, going back to what the delegate of Congo Brazzaville pointed out, it would be opportune to make a resolution that establishes that, within the framework of regional Games, all international Federations should take up the same position, and that no one single Federation can impose its veto.

This is the significant fact of our intervention. I believe that a resolution in this sense would facilitate meetings amongst sports youth.

H. Glovinsky

Honorary Secretary-General of the Israel Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: Just one minute! Talking of Regional Games or any other Games, I would say that charity begins at home. All those who complain about discrimination should first of all fight to avoid any form of discrimination in their own countries.

I must add another consideration. We here together are certainly not going to decide the fate of the world. We can discuss and talk for days and days, but we will not be able to change anything that happens in the World.

I have a proposal to make, Mr. President. The National Olympic Committees ask the International Olympic Committee to unite with them in asking the " great powers " of west and east to sign a pact whereby sport is left out of political combats. I think this should have been done a long time ago, and that many countries support this idea. Once a pact has been reached between the " great ", believe me, gentlemen, that the smaller one will not take up any form of discrimination.

Basing myself on this concept that charity begins at home, I think it useful to ask and propose this motion.

Thank you, Mr. President.

The Chairman: As no one else has asked to speak on this subject, I would like to make a brief clarifying summary before proposing the order of the day, which will be integrated with your help, and which will be put to you for approval or otherwise.

What do we propose, as a lead to our work? We want that, in regional Games, there be the greatest number humanly possible of participants. This is our intention, friends from Cuba.

I am sure, knowing, not for years, but going way back, the great sportsmanship of the representatives of Great Britain and Australia that, on this point, they will agree. Regional Games, Games of friendship, must embrace the greatest number of peoples possible. Only unfortunate limitations because of war, or unsurmountable vetoes, can create an obstacle.

Even though I made an observation, I think that some of you feel my words on the functionality of International Federations to be disrespectful. This is not so, gentlemen! You fully appreciate, from what has been said by many Presidents of Olympic Committees, what a dilemma exists over these regional Games. The Games exist, they must exist and they must be developed.

We Olympic Committees desire one single thing. To be the consultants for the International Olympic Committee, because it is delegated with the duty of recognizing regional Games, to support them and propagate them. The International Olympic Committee, whose supreme authority we recognize, having had the opinion of Olympic Committees, explains, by means of talks, to the International Federations what is to be done.

This is only what we intend, even if we have not succeeded in outlining our intentions in a satisfactory manner.

I will therefore read the proposed order of the day. The solution, which I leave to you, could be discussed either this evening, but I think many will not be in favour of this, or perhaps better tomorrow morning, which I think is more the wish of all.

" The National Olympic Committees, meeting in a congress in Rome, having examined the brief history of Regional Games,

maintain

that they must undergo a modification in set-up so as to allow further development of them, without disturbing the harmony of world sport.

Vote

that the ruling of universal invitations to all countries must absolutely be respected in the case of Olympic Games, but that the so-called regional Games, or those of another kind, be instead subject to free invitations, in the sense that the organizer can be free to invite the Olympic Committees he wants, independent of names or territorial limits, also to keep up technical-sports balance of each event.

Bind

the Olympic Committees to co-ordinate the initiatives of local Games, harmonizing and keeping a balance of the competitive nature, so as to answer the call of youth of all peoples to meet with one another, going against all obstructions.

Vote

furthermore, that the International Federations help and also tolerate, for the moment, but limited to local or group Games, the National Federations not yet affiliated, so as to facilitate the work of spreading the sports idea that such Games express in the most efficient way. Subject to the natural respect of technical regulations of the said International Federations

Invite

the International Olympic Committee to study the question and consequently take action to bring about a return throughout the world of harmony and understanding between Olympic Committees, that certain episodes in the past have disturbed ".

This deliberation will be passed to you in the four languages as soon as is possible, so that you may examine it, modify it, co-ordinate it and then to submit it for your approval or otherwise, possibly tomorrow.

Third Subject: Amateurism (*cont.*)

We have here the final text on the subject of amateurism. Collaboration in setting out the text of the deliberation was had from the representatives of Belgium and Mali who kindly volunteered to do so. The conclusion is the following and I submit it to you for approval or for refusal:

" Resolution to be submitted to the International Olympic Committee. Amateurism.

The National Olympic Committees, meeting in a Congress in Rome on 1st October 1965, having listened to and discussed a long report on amateurism of athletes affiliated to International Federations of Olympic rank,

agree

that present day engagements of training as well as the necessity of distant transfers for major events and above all for Olympic Games, requires much more time and sacrifice than in the past, time and sacrifice which differs in accordance with each sport.

maintain

that a new general formula be studied, defined, sport by sport, by each International Federation. They therefore

propose

to the International Olympic Committee the following:

1) adoption of the following general formula: An amateur is one who practises sport not for material gain but complementary to other activities of study and work. He can only be reimbursed expenses in connection with his preparation, expenses that are justified and that can be controlled;

2) that each International Sports Federation of Olympic rank studies and proposes to the International Olympic Committee, for ratification in its own terms, adapted to the characteristics of its individual sport, the definition of an amateur for its own sport;

3) that of consequence, the application of the rules and the control of status of amateur be entrusted to each International Sports Federation, to their exclusively amateur Committee and to National Olympic Committees, subject to recourse to the Executive Board of the International Olympic Committee against decisions of International Sports Federations on the part of the Olympic Committee to whom the athlete belongs and who is under judgement;

4) that National Olympic Committees assume the responsibility of the education of youth to safeguard the modern amateur spirit, the pedestal of Olympism.

The Olympic Committees hope

a) that an initiative be taken so that International Olympic Federations unify the rules of qualification of athletes with regard to amateurism in accordance with the requirements of each sport;

b) that the International Olympic Committee studies, in a realistic way, an amplification of the present rules, particularly for that concerning unpaid salaries and the number of days of transfer ".

We believe, with these additions, to have interpreted the desire of the greater majority of you. If there are no observations, this deliberation will be proposed to the International Olympic Committee in Madrid.

Let us now pass on to the fifth point on the agenda. A point, fortunately, agreed to by all, and rather easy.

Fifth Subject: Increase in accompanying personnel

" Proposal for the increase of accompanying personnel. It has repeatedly been noted, especially in Summer Games, that the number of accompanying personnel as established by rule 36 has become inadequate to the effective requirements of participating teams. In fact, in practise, notwithstanding what is laid down by art. 53 of the Olympic regulations, the events of certain sports do not take place within the Olympic circuit, but at distances of tens or hundreds of kilometers away. One must furthermore take into account the separation of males from females. Accompanying personnel, in these cases cannot undertake more than one duty at a time and cannot be everywhere.

It is therefore necessary that the athletes of each sport have their own officials, their own technicians, their own doctors and assistants. On the other hand, the high competitive level reached in Olympic competitions, the engagements imposed upon athletes, necessitates that they have continuous assistance, both from a technical point of view as well as from a hygiene and medical angle.

The National Olympic Committees convened in Rome feel a revision of art. 36 opportune. The increases might be contained within the following limits:

a) from 1 to 30 competitors, one accompanier for each three athletes; from 31 to 150 competitors, one every five; from 151 onwards, one every seven. One supplementary accompanier for each female sport in which one particpates.

Of the said accompaniers, the following are not included: the President, the Secretary-General of the National Olympic Committee and the Head of Mission.

Insofar as other services are concerned, the following modifications are proposed:

Doctors: one doctor for every fifty athletes, or fraction of fifty, with a maximum of 4 doctors.

Masseurs and nurses: one for every 25 athletes up to 100 athletes, and one for every 50 from 101 upwards.

Mechanics: for cycling: one for road events and one for track events.

Cooks: for for every 100 athletes, with a maximum of two.

Transport of craft: one for canoeing and one for rowing.

All the rest of art. 36 remains unvaried. All the above-mentioned accompaniers must possess the regular Olympic card and be authorized to be lodged in the Olympic Village or in the Olympic Village of their sport, when this is foreseen to be separate.

With regard to the Press, art. 48 establishes that journalists can be a maximum of 1000 in nuber, plus 150 photographers and 150 for radio and television.

The National Olympic Committee maintain to be able to say, from direct experience, that these figures are insufficient. The Olympic Games are great events and are not followed by the few tens of thousands in the stadia alone. They are followed by tens of millions of persons, through journalistic services and radio and television. It can be that the journalists are, after the athletes, the main protagonists of the Games.

The National Olympic Committees propose therefore that the number of journalists be increased to 1,200, radio and television commentators to 300 and photographers to at least 200.

They furthermore maintain that regularly accredited journalists, bearers of the Olympic Card, can have access not only in the Press enclosures reserved for each sport, but also have the right to assist at the Opening and Closing ceremonies and athletics events. They furthermore can have access to the best non-numbered seats in each venue when not in possession of the special ticker for the Press stand proper.

This arrangement was followed in Rome, in 1960, and had great success with the Press ".

The word goes to you, Presidents, for eventual observations on this proposal of modification.

Harbans Singh

Member of the Kenya Olympic Committee

Mr. Chairman: I once again feel that, anyone who starts speaking, should express his gratitude for the wonderful organization of this convention.

To start the argument, I must say that, in formulating the proposal, no consideration has been given to the problem of finance, which is a serious one for the smaller and less rich countries. Already the bigger and richer countries enjoy a greater advantage in decisive factors such as training, equipment and so on. The many smaller countries that have shown great promise for the future have very often had to do without professional coaches, and the latest type of equipment which has become both elaborate and expensive.

Therefore, after having given careful consideration to the proposal for the increase of accompanying personnel, we have come to the conclusion that it is not in the interest of the smaller countries. The less privileged countries have to face many problems for the raising of funds to enable their sportsmen to participate in Olympic Games.

We note that in general it is the richer and bigger countries that have difficulties over questions regarding the status of an amateur of athletes taking part in Olympics. The smaller countries are the ones that can be depended upon for complete amateurism. Therefore such countries should be encouraged rather than hindered because they are the ones that follow the fundamental Olympic principles.

We strongly oppose the idea whereby the rich countries can have an unfair advantage over the smaller ones. From the direct experience we have, we are not convinced that an increase in the number of officials is necessary, and it would seem that the bigger countries are pressing for it almost in order to be in a better position, with the help of their money, to win the competitions. This is not in keeping with the true Olympic spirit.

There is another aspect to consider, Sir. With a larger number of accompanying officials and so on, the more fortunate countries can add to their existing capacity for creating personal glamour, pomp and show. This again is not in line with the true spirit of Olympiads.

Thank you, Mr. Chairman.

Sten Svensson

Honorary Secretary-General of the Swedish Olympic Committee

Mr. Chairman; ladies and gentlemen: I think a lot of us are glad that this question has been put on the agenda. It has really been a problem, during the recent Olympic Games, for the Olympic Secretaries and for the Heads of Missions to find out how they should bring necessary accompanying personnel with them during such Games.

I think the discussion is most opportune, notwithstanding what the Representative of Kenya has said. I speak on the behalf of the Nordic countries who only ask for more accompanying officials; for example, also one official for sailing, and not only for canoeing and rowing. I think that sailors also must have a man who can take care of their boats.

We are of the opinion that if you send only one athlete to the Games, he at least requires one person to assist him. My own personal experience reminds me that in 1956, at Melbourne, we had one sailor, but no one to assist him. We could have done much better by staying at home.

The amendment on the subject of accompanying personnel should, therefore be the following, having the right to send one for every three athletes, but at least one for each sport.

As far as journalists are concerned, we are of the opinion that it would be a good thing if National Olympic Committees keep away from this. I know that the International Olympic Committee has more or less recognised the International Sports Journalistic Organization. I therefore think that it is the duty of the I.O.C. and the competent organization and by that I mean the Journalistic Organization to discuss the number of commentators and journalists.

As I am a journalist by profession, I have something special to say in this connection. I know that a lot of papers, who cannot have what is required for good work, are ready to pay for tickets. I think it would be a good thing if newspapers and agencies could have the right, the same as applies to National Olympic Committees, to reserve themselves the right of having tickets for their work.

Thank you.

Raoul Mollet

President of the Belgian Olympic Committee

Mr. Chairman, I wish to bring the discussion on art. 36. We feel that the number of authorized officials allowed in the Olympic Village has become completely insufficient in view of the number of athletes and logistical complications. Of consequence, we ask that this number be augmented. But the proposal made by the CONI, namely to only augment the contingents foreseen by art. 36 in paragraphs *a*), *b*) and *c*) do not satisfy us completely.

It is for this reason that we would like to propose a new definition of art. 36. We would like it to embrace the necessity that, during Games, the personnel who help and guide athletes be completely distinguished from an administrative category, be it technical or medical, and that it be away from federal officials.

I would not like to read out the long project that we have carefully prepared. I would like to hand it over to the Organizing Committee. According to us, there is another important motive so that this ruling be modified in its presentation; and that is that it should have an educative aspect for the fact that it should transmit the feeling of the officials who apply it. The total increase for every delegation should as a maximum be twelve persons in accordance with present rulings.

We therefore feel it important to determine that, after the experience of Tokyo and in view of the new Olympiads which are in view, a new formulation of the regulations be made or, consequently, that accompanying officials be increased in number.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Thank you. We count on your co-operation for the report we are preparing and which will be defined tomorrow.

K. Sandy Duncan

Secretary-General of the British Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: it was with great amazement that I read in the I.O.C. bulletin, reporting on their meeting in Tokyo, that the number of accompanying officials was to be drastically cut. There were to be no extra doctors, masseurs, grooms or anyone else. In fact this meant that, for the larger teams, a cut of nearly 30% of their numbers. What is serious is that this is happening at a time when, in each Olympiad, we do not only find one Olympic Village where we can look after all our teams, but with many sub-villages as well.

That is why we greatly welcome this proposal made by the CONI. It is the duty of all National Olympic Committees, whether large or small, to see that their athletes are well looked after as regards

We are, therefore, in full agreement. We do note, however, that one point has been left out, and that is grooms for horses. Anyone who has large teams in number well knows that the expense for team officials in equestrian competitions can be astronomical. But it is no good taking valuable horses many thousands of miles unless they are well looked after.

We would also like to see that under the term of "medical assistance" there be included a medical assistant for horses, namely a veterinary official. Apart from these minor points, Mr. Chairman, we fully agree with the proposal and, of course, with the increase of journalists which are so badly needed.

THE CHAIRMAN: Thank you for your excellent advice. The word now goes to the representative from West Germany.

Max Danz

Vice-President of the West German Olympic Committee

Mr. President: whosoever has had the responsibility of organizing Olympic teams, knows about the problems of transportation of horses and yachting equipment.

The proposal I make concerns the transport of craft. One for canoeing, one for rowing and one for yachting, but no more than a total of two. I would also propose a further one for the transport of horses.

Thank you.

THE CHAIRMAN: I have the honour of giving the word to the Vice-President of the International Olympic Committee, Mr. Massard.

Armand Massard

Vice-President of the I.O.C. and President of the French O.C.

Mr. President: I did not want, and I said this a moment ago to a journalist who interviewed me, I did not want to speak today. On the other hand, the French Olympic Committee would not have remained silent over the great effort you have made, and the results you will obtain, for having arranged a meeting of all National Olympic Committees and having thus ensured a liaison that was necessary and which you have achieved admirably.

However, I am somewhat bound by my title which you have just mentioned, as Vice-President of the International Olympic Committee. In fact, the proposals you have just made have already been submitted to the I.O.C., such as, for example, the last one, in respect of the increase in the number of officials. I myself, a long time ago, put it forward at the Moscow session. It was voted for, and was repeated at a following Congress. From then onwards, the Executive Board has dealt with the subject, and requests have been made for substantial increases in all sectors: officials, doctors, journalists and so on. Consequently, I repeat, the motion is in the hands of the International Olympic Committee.

You know that it is exactly 61 years that I have frequented Olympic Games. This does not make me any younger! There are ladies present, and it bothers me to have to confess it. I have been vice-President of the International Olympic Committee for some twelve years. That is to say that I feel a little embarassed to act as a mentor. Conventions such as this of Rome are in any case important and really interesting, and serve as a link with the I.O.C. without the representatives having to write or travel.

I may return to the subject tomorrow, because there are other requests that have been submitted to the I.O.C. and which are already under discussion.

Thank you.

Edgar Fried

Honorary Secretary-General of the Austrian Olympic Committee

Mr. President, dear friends: I think that the National Olympic Committees of minor countries are not interested in increasing the number of accompaniers because, for them, it is already difficult to find the finance for a team and the number of accompanying officials already allowed. But this problem has another aspect. One must consider the organizing Committee. There are many difficulties to resolve, looking after accompanying personnel because it is not only a question of lodging but also of transportation and other things.

I would therefore say that I approve the proposal made by our Belgian colleague who suggests checking what effect this changing of the rules would have, considering the situation of Tokyo. In fact, if we consider all the technical officials as well, we shall have the same number of officials as we do participants.

Thank you, Mr. President.

THE CHAIRMAN: Please forgive me, but I wish to inform the representative of the Austrian Olympic Committee, excellent organizer of the Innsbruck Games, that the proposal made by us, to increase the number of accompanying officials, does in no way constitute an obligation but only a possibility. All Olympic Committees know that accompanying personnel are also fluid; they cannot enter the Olympic Village, they do not have cards, and they find it difficult to perform their duties.

Let us bear in mind the great event of the Olympic Games. Its life comes from the athletes who, however, as has been said previously, cannot undertake their activity unless accompanied, looked after and protected. Its life is also due to journalists and television. Gentlemen, let us understand that the number of followers of the Olympic Games, an event of the greatest publicity for our activity throughout the world, is not limited to that small and insignificant number of one hundred thousand persons. Today we have tens of millions of spectators, the public that witnesses direct from the stadia only represents the actual picture of the Olympiad.

The word now goes to the representative of the United States Olympic Committee.

Kenneth L. Wilson

President of the United States Olympic Committee

Mr. President: first of all I want to congratulate and thank you and your wonderful organization for the splendid way you have planned this meeting.

Now, coming to the proposal, in my humble opinion, I think our greatest responsibility is to attend to the welfare of athletes. As we go to Olympic Games divided up into various groups, with yachtsmen and equestrian teams, we have to face a great amount of difficulty in providing [illegible] the best assistance, unless we increase the number of persons to accompany them. I [illegible] should very seriously consider this point, because it is important to the athletes.

We must also remember the journalists, because it is our duty to let the world know of the increasing numbers of youngsters who participate in Olympic Games and each successive edition. The press, radio and television are the most valid means for the spreading of our ideal. I think, therefore, that we must face this direct responsibility.

Thank you.

Aurel Duma

President of the Rumanian Olympic Committee

Mr. President; ladies and gentlemen: the delegation of the Rumanian Olympic Committee is in agreement with the proposal made by the CONI on the increase in numbers of officials. The increases suggested by the CONI and President Onesti justify the adoption of this proposal.

But, in addition to this, we suggest to the assembly to recommend the following to the International Olympic Committee: "Art. 35 of the Olympic Regulations lays down that the number of entries to Olympic Games, both summer and winter, must not exceed, for individual events, three competitors per nation, without reserves". The Rumanian Olympic Committee proposes that this ruling be modified in the sense that, for summer and winter Olympic Games, in individual events, each nation can only enter a maximum of two competitors, without reserves.

The reduction in the number of competitors from three to two per nation, in individual events, would make it possible for athletes from many nations to qualify for the finals of those events. This would serve as a stimulant and would create interest for a better preparation and to participate with greater passion in Olympic Games.

Thank you.

THE CHAIRMAN: The representative from Spain, Mr. Samaranch, wishes to make two proposals to be submitted to your attention. I would ask Mr. Samaranch to outline them himself personally.

Juan Antonio Samaranch

Vice-President of the Spanish Olympic Committee

Mr. President: if you will allow me, I will present the two proposals of the Spanish Olympic Committee after the discussion on this concrete point. Now I will go back to the argument, and namely the increase in number of accompanying officials and journalists.

With regard to the number of accompaniers, the Spanish Olympic Committee has carefully studied the CONI proposal, and thinks it necessary to approve it. I can decide, in this sense, in the name of the Spanish Olympic Committee, because our country, at least for the moment, is not one to have a large representation nor any noteworthy economical or sports strength. We nevertheless feel that athletes must have the best possible assistance. Furthermore, as the President of the CONI, Mr Onesti, has said, it is a matter which is purely voluntary and without obligation. It is not a question of asking extra expense from those countries who do not intend increasing the number of their accompanying personnel.

With regard to the increase in the number of journalists and radio and television personnel, it would appear natural that these numbers be increased, because today, as Avv. Onesti has said, the number persons who follow Games are multiplying. There are millions and millions of persons throughout the world who hope to receive the greatest amount of news possible on Olympiads.

Thank you.

Jean Claude Ganga

Secretary-General of the Congo Brazzaville Olympic Committee

I thank you, Mr. President. The Olympic Games are a very great event in our century, as they make it an opportunity for thousands of young persons from all over the world to meet one another. We are discussing a crucial point, an important point for the success of the Olympic ideal.

For that which concerns us, we are surprised, I would say amazed over the importance that Olympic Games are assuming. We are in complete agreement with the proposal made, because the athlete must be assisted, and needs all the care he merits. But I think we must also bear in mind this principle: the Olympic Games must not be a sort of industry, reserved solely for the great powers.

It is important to think of the possibility that these Games be organized by small countries. For us, in Africa, it would be difficult indeed to find a country capable of organizing Games with 20,000 participants and 13,000 accompanying officials. In our quality as an Assembly of National Olympic Committees, we must study the possibility of helping in the best way possible the athletes who participate in Games, but we should not, at the same time, forget that the Olympic Games belong to the whole world; they belong to both the big and the small countries. It is necessary that the small countries also have a possibility of organizing Olympiads.

For us, it is really difficult to agree with the proposal of increasing the number of athletes, journalists, officials and so on because we feel that the Olympic Games must also remain within the reach of the small countries.

Thank you, Mr. President.

THE CHAIRMAN: If none other of you gentlemen wish to speak on this subject, I warmly beg the representatives from Olympic Committees of greater authority, tradition and power than our own, in view of their experience, to give suggestions to submit to the assembly tomorrow.

Before suspending this evening's meeting for resumption tomorrow morning, the representatives from Spain and Portugal ask to submit certain recommendations to this Assembly which they will outline themselves.

The word goes to the representative from Spain, Mr. Samaranch.

Proposals of the N.O.Cs. of Spain and Portugal not on the agenda

Juan Antonio Samaranch

Vice-President of the Spanish Olympic Committee

Mr. President, colleagues: the proposals from Spain, which are two in number, would take some time for you to read at this present moment. Therefore, to be practical, I will summarize them briefly.

What has induced Spain to put these proposals to you is that they might be presented, in the meeting of the I.O.C. that will take place on 4th October in Madrid in a united form with the support all. The first regards the number of athletes that can be entered in Olympic Games. We were surprised when, lately, we saw the number of athletes being raised to three for athletics and swimming.

We feel that, as the Olympic Games are neither a world championship nor even less, but a meeting of the youth from all over the world, this number of three should be reduced to one. But, considering that this solution would be very drastic and not liked by some countries, Spain's proposal is that for the next Games, those of Mexico, this should not happen. But for those of 1972, in Munich and swimming, it will be necessary to reduce the number of athletes to two. This, gentlemen, is the

proposal from Spain, and I think it favours the greater part of countries who actuate the Olympic movement.

Now allow me to pass on to the second proposal made by my country to the I.O.C. Many athletes go to Games full of illusions and return disappointed, because they have seen themselves being beaten by athletes who have greater availabilities and can permit themselves a more careful preparation. The proposal from Spain is that, for athletes who participate in Games and who reach the minimum standards called for by the International Federations in order to be allowed entry, they be given a diploma, the diploma for having reached the minimum standards called for by the Federation.

These are the two proposals made by Spain which will be submitted in Madrid. What we would like is that they be inserted into the agenda prepared by the CONI, so that they can be presented as being unified.

Tomorrow we continue and I would be pleased to have your opinion on the matter.

Many thanks.

THE CHAIRMAN: I carefully listened to the proposals made by Mr. Samaranch for Spain. The first is obviously a responsibility of the International Federations. However, if you agree, we shall take it to Madrid.

The second is a recommendation, shall we say a romantic one, and personally I agree with the opinion of Spain's representative. How many athletes have sacrificed long years of their life, in the hopes of obtaining a result in Olympiads! Let them at least have a souvenir. Usually, the souvenir goes to the very top ones, those who obtain the best results. But let us also give an attestation of merit to the others. It costs little and gives an incentive to the athlete to make propaganda over his activity.

The word now goes to the representative from Portugal, whom I ask to outline his proposal.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Member of the Portuguese Olympic Committee

Mr. President, congressists: in the name of the Portuguese Olympic Committee, I wish to propose an idea to be taken up for study by the Executive Board of the I.O.C. It is a proposal that we Portuguese think might be useful. I do not wish to deviate, but I would like to tell you that this proposal, Portugal being a small country that could certainly not organize Olympic Games, does not concern us directly. It is, perhaps, a suggestion that I would like accepted as a recommendation to the I.O.C. I will read it:

" In the impossibility of being able to satisfy all the International Federations who would like to see all their sports inserted into the programme of the Olympic Games, be it because of the excessive number of competitors, incompatible with the small cities, be it because of the difficulty to complete too intense a programme within the established time, which, on the other hand it would not be advisable to prolong, but having to do everything possible to satisfy the desires and preferences of organizing countries and those of the continent to which they belong, we propose the following formula which would harmonize better, because of its elasticity, the sports more worthy to be considered obligatory, fixing them to be ten in number, and leaving the others to be optional, and being twelve in number ".

Naturally, the choice between obligatory sports and optional sports is absolutely personal and can be changed.

This is more of an example than anything else. I, to quote one case, would like the modern pentathlon to be one of the obligatory sports, but this is only an indication that I give for submission to the I.O.C.

The criterium for designating obligatory sports could be based on the following motives:

1) Olympic tradition; 2) intrinsical quality; 3) universality of practise of that sport in the world; 4) individualistic nature as a negative point. One will have to bear in mind professional contamination.

I would like to add a short explanation. I believe this proposal would be very useful for the organizing country, expecially of it is a small country. It could choose, in addition to the sports the I.O.C. considers obligatory, some 5 to 8 optional sports, or even all, if it considers it opportune. There would be the possibility thereby, for the organizing country, to choose the optional sports that it considers more favourable.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Forgive me, representative from Portugal. You will allow me to point out, as this argument is not on the agenda, that it would be arduous to bring about such a drastic reduction of the Games, asking for its approval in an assembly. We will transmit, therefore, your recommendation to Madrid, so that the International Olympic Committee may examine it.

I take this opportunity to ask you all for more spontaneous concepts, less colossal, of Olympic Games. We still have in our minds a picture of the wonderful organization of the Tokyo Olympiad, wonderful and yet simple. I had the honour of participating in the Olympiads of London, Helsinki and Melbourne. They were also excellent Olympiads. No country, big or small, should be worried. If the organizing country knows how to give an Olympiad that particular sports factor, it will find in us all comprehension and co-operation.

The representative from Malta asks to speak. Kindly do so.

Fifth Subject: Increase in accompanying personnel (*cont.*)

Alfred P. Britta

President of the Maltese Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: I am still on the subject of the increase in number of officials. I hope I am not too late. I have heard some of the delegates from the smaller countries say that the increase does not affect the smaller countries. I am afraid I cannot agree, because from experience in previous Games, I have found that even though you may have a small team, it is necessary to have the requisite number of officials. Teams are now miles away from each other, and unless you have sufficient officials, you cannot have an efficient team. Efficient teams produce efficient Games, so that, without accompanying officials, Games would be a failure.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Presidents, before suspending the meeting, kindly allow me not only to thank you but also to congratulate you over the care taken and shortness of your interventions, all of which has contributed to an efficient procedure of work.

I would ask those who wish to help in integrating the orders of the day proposed by us on point 4 and the report on point 5, to remain back a few minutes, or to come tomorrow morning before the meeting at 9.30.

Thank you, gentlemen.

The meeting is suspended at 18.10 hrs.

2nd October 1965

Fourth Subject: Regional Games (*cont.*)

THE CHAIRMAN: Presidents: May I ask you to forgive us for this delay, not only in my name but also in the name of the secretariat. You who are organizers know exactly how difficult it is to co-ordinate work.

The last proposals for variations on the two subjects of yesterday, " Regional Games " and " Accompanying Officials " only reached the Secretariat a few moments ago. For co-ordination purposes, new setting out with variations, time has been necessary and so I ask you to forgive us.

Let us immediately get down to the subject of Regional Games. I would ask you to carefully follow the order of the day, because we have completely transformed it, as a result of your suggestions, from what it was yesterday. We have tried to make it represent, as far as possible, what the greater number asked for. I will therefore read it out slowly.

" Proposal of a resolution on the subject of Regional Games.

The National Olympic Committees, meeting in a convention in Rome, having examined the brief history of territorial, local and group Games, agree that these represent an important stepping-stone for the development of the Olympic ideal and practise and therefore warrant most careful attention on the part of the International Olympic Committee, National Olympic Committees and International Sports Federations. They vote that rulings in respect thereof be once again carefully studied by the International Olympic Committee and by the International Sports Federations that are concerned with them. They propose the following main considerations to the International Olympic Committee:

1. Where Games that include the denomination of a geographically defined region, invitations must be sent to all Olympic Committees of that region, provided these be completely in line with the Olympic laws. Only in such case will the International Olympic Committee and International Sports Federations grant their recognition and patronage.

2. In the case of Games that do not have the nature of territorial grouping, and therefore no denomination, it is possible to send out free invitations at the choice of the organizers, in accordance with the limitations and rulings of International Sports Federations.

Consequently, they invite International Sports Federations to facilitate in every way possible all Games of a sports propaganda nature, in order to help the promotion of bi-lateral and multi-lateral meetings, particularly in countries where sports organizations are in need of help, advice and comprehension. The fundamental condition is that these meetings have as final and only scope the development of the Olympic ideal ".

Presidents, we have done everything we have been able to do to meet with your requests. It is up to you to say whether we have rightly interpreted your suggestions.

Are there any comments to make on this order of the day? Can we approve it.

Sorry: the word goes to the representative from Lebanon.

Gabriel Gemayel

President of the Lebanese Olympic Committee

Mr. President: you have said that all the countries of a same region must participate in Regional Games, in accordance with the regulations of the International Olympic Committee. I would only like added " in accordance with the regulations of the International Olympic Committee, but, at the same time, in accordance with the regulations established by each International Regional Committee "

THE CHAIRMAN: Mr. President: when we say " in full respect of the Olympic Regulations ", that term embraces everything. However, that will be, as a result of your request, the interpretation we shall give to our report.

Yes, sir. Israel has asked to speak.

H. Glovinsky

Secretary-General of the Israel Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: the Chairman was kind enough to tell us that the resolution on the subject of Regional Games has been re-written and reformulated. I would kindly ask the President that in order to approve such an important resolution, we should have the written formulation to hand. It is very difficult to listen to a translation of a resolution which deals with such an important subject as that of Regional Games. I would, therefore, ask that we postpone the discussion and approval until we have a written or taped resolution that we can examine and study with care.

Thank you very much.

THE CHAIRMAN: Mr. President, if you will allow me, the resolution will again be read in English by Dr. Martucci, whom you well know. Can I therefore ease the representative of the Israel Olympic Committee and that, once the text has been re-read, he will be satisfied.

Dr. MARTUCCI reads the text of the resolution in English.

THE CHAIRMAN: I hope that I will not be wrong in assuming that you are now satisfied, Mr. President of the Israel Olympic Committee, with the new draft of the text. Yes! the word to you, representative from Holland. Please speak.

C. L. Kerdel

Vice-President of the Netherlands Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: In the name of the Netherlands delegation, I would like to support the proposal made by the Israel representative. We feel that the written text of the resolution should be before us. Up to now, we have always had a written text in front of us, and we therefore think it necessary, in agreement with the representative of Israel, that we should have the exact wording to read.

Thank you.

THE CHAIRMAN: We certainly accept your suggestion. If we have only read the text, it was because it was impossible at this moment to have it written out. We will now pass the resolution to our offices, and very shortly it will be at your disposal, in the same way as the other resolutions that came before it.

Let us now proceed further, we shall return to this subject as soon as the text, in the various languages, is in your hands.

Fifth Subject: Increase in accompanying personnel (*cont.*)

Presidents, I think the penultimate point is the easiest; it is the proposal to increase the number of accompanying officials, to have the possibility of increasing the number of accompanying persons.

We have received and accepted all the suggestions that have been made. Dr. Garroni has personally collected them together and, therefore, as he himself has taken down the notes, he will now communicate them to you.

GARRONI: Presidents, without reading out the whole text you now have in your hands, allow me to inform you of the additions and variations only.

In the first page of the report, a Swedish proposal should be added, which says: " or an additional official for each sport in which an Olympic Committee has entered for the Olympic Games ".

In the second page, where one talks of service personnel for craft, the following should be added, " other than a man for canoeing and a man for rowing, also a man for yachting; but, for all three sports, no more than a total of two persons, and again, a additional person for the transport of horses ".

The Japanese Olympic Committee recommends an increase in the number of doctors. The increase in the number of doctors has already been included in the text now in your hands. The explanation on the increase in the number of doctors will be added at the point you know, in order to illustrate and complete the Japanese proposal.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Presidents, as we have collected together all the modifications that have been proposed, I think you are all in agreement on this point. We shall then go back, as soon as the texts are ready, to the subject of Regional Games.

Sixth Subject: Development in common of N.O.Cs.

I am here to propose something to you on the last paragraph of the agenda: " Development in common of National Olympic Committees ". The proposal comes from representatives from various nations, who say that, having the report in their hands, a rather lengthy one, feel that it would be too much to re-read it and would like to pass on to the discussion immediately. Therefore this is what I propose: if you wish it, I will read out in full all seven pages of the text, otherwise we can immediately pass on to the discussion, as there are many speakers who have applied to discuss this problem.

Do you find any difficulty in passing on to the discussion right away? Is that in order? Thank you.

I therefore give the word to the first speaker. Up to now, entered for the discussion are the representatives from Uganda, Ethiopia, Kenya, Poland, Israel, Sweden, the Netherlands and Austria. They are only the first speakers; the others are putting their names down.

The word to the representative of the Uganda Olympic Committee.

H. M. Sunderani

Member of the Uganda Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: as a member of the Uganda Olympic Committee, I wish to congratulate you Mr. President and the Italian Olympic Committee for having organized this historic meeting which, I think, is going to have some repercussions on the present set-up of the I.O.C. The initiative to form an Association of National Olympic Committees is a splendid idea

and it will have great influence of the future policy of the I.O.C. Even though the proposal put forth concerning the intended Association of National Olympic Committees will not be binding to the I.O.C., it will certainly carry considerable weight. The I.O.C. cannot possibly afford to throw out various proposals put forward by a body representing National Olympic Committees from all over the world.

It is time, Mr. Chairman, ladies and gentlemen, that we face reality. The National Olympic Committees have been doing a tremendous job to keep the Olympic movement alive and to keep the torch of Olympic philosophy burning. Yet the National Olympic Committees have no direct say in the I.O.C. All of you, ladies and gentlemen, know very well that National Olympic Committees have no direct inference over, or should I say, more legitimate contact with the I.O.C. Why should we not follow the example of other international bodies to vary the relationship between the International Olympic Committee and National Olympic Committees because now it is far from reality. Until we do something to bring about practical co-ordination with the I.O.C., many problems will remain unsolved.

It was said by one of the speakers on the first day of this Conference, that the I.O.C. Charter is out of date. I fully support his view. The National Olympic Committees have no representation on the I.O.C. nor can they influence decisions taken by the I.O.C. The present I.O.C. Charter cannot satisfy the demands and aspirations of the second half of this twentieth century. The time has come for a change, to stop conflicts. Today, the International Olympic Committee can select such persons at it considers qualified to be members, and they represent the I.O.C. in their countries and they are not delegates from their countries to the I.O.C. And they remain members for life. For life, ladies and gentlemen. I have met many members of National Olympic Committees during the Tokyo Games, the Brazzaville Games and the Arab Games in Cairo who have expressed their frustration because they have no say in the I.O.C. How long is this state of affairs going to last? We all agree that without the co-operation of National Olympic Committees the I.O.C. cannot function. It is time that positive action be taken by this meeting to bring about pressure on the I.O.C. to change its constitution, provided the basis principles are not forgotten. I therefore support the proposed formation of the Association of National Olympic Committees with some modifications of course.

The co-ordinating Committee of National Olympic Committees proposed in art. 4 of the agenda, should consist of 15 members, three from each continent, instead of 10 members. It should be left to these fifteen members of the co-ordinating Committee to elect the President and the two vice-Presidents. At the same time, a commission should be appointed by the I.O.C. to study the present set-up of the International Olympic Committee and then to make recommendations for the reform of the Olympic Charter.

Thank you, Mr. President.

Idnekatcheou Tessema

President of the Olympic Committee of Ethiopia

Mr. President, delegates: in honour of the country that is our host, I take the liberty of making my speech in Italian, also in the name of the African National Olympic Committees. In the first place, I wish, in the name of the Ethiopian Olympic Committee, to congratulate the CONI and in particular its President, avv. Giulio Onesti, for the effort that has been made and the tenacity shown in order to bring about this wonderful and only meeting of National Olympic Committees. Ever since the first days of our arrival, we submitted to the President and certain other delegates the Ethiopian proposal for the creation of the Association of National Olympic Committees and the project for the ruling that was sent to us. In our humble opinion, the creation of this Association is of fundamental importance, and we are amazed at the thought that such an institution has not

existed up to now. The Association of National Olympic Committees will be a tremendous weapon in our hands, and its foundation could be the sign of the metamorphosis in the organizational and administrative structure of world sport. That is why, on this single occasion that is offered to us, it would be a great shame and a sign of ingratitude towards the organizers if we left this hall without having proceded towards the creation of this Association.

To achieve this project, we propose three points that we present in this order:

1. Approve the principle of the constitution of the Association.

2. Adopt the regulations proposed by the CONI, with certain modifications to certain articles that we shall present later.

3. Election of the President and the eleven continental members, who, before the Congress of next year, should elaborate and set out the statutes and the regulations more suitable to the institution.

Therefore, we must honestly admit that the proposal put to us cannot be of a provisional nature, but useful for the creation of the Association. Here are the modifications we propose to the provisional statute.

Art. 1. Define the scope of the Association exactly, and establish its complete independence in respect of the International Olympic Committee. Not to bind ourselves in the Statutes, at least for the moment, to safeguard existing spiritual principles, because the Association must be the interpreter of our aspirations to the International Olympic Committee. Furthermore, in the same article, the Association admits that it can only formulate proposals, leaving final decisions to the I.O.C. The Association, however, having been created to endeavour to obtain the desires of National Olympic Committees, once having obtained the right to having its proposals valued by the I.O.C., should not from the start adopt such a passive attitude.

Art. 3. Instead of considering the President as a second string of the Association, we feel it more reasonable to substitute him by a board consisting of the President and the vice-Presidents.

Art. 4. The regulations specify that the Assembly is made up of the Presidents of National Olympic Committees or their delegates. According to us, it would be better if the Assembly were made up of delegates from National Olympic Committees, without specifying the appointment of President. National Olympic Committees should be allowed to choose their own delegates, with the recommendation that National Olympic Committees be possibly represented by persons not belonging to the International Olympic Committee. This because, by acting as recognised ambassadors of the International Olympic Committees with National Olympic Committees, would mean that they could not act as convinced interpreters, at the same time, of requests made by National Olympic Committees to the I.O.C.

In the same art. 4, regarding members of the Co-ordination Committee, we propose three members per continent, elected by delegates of each continent present at the meeting. The Co-ordination Committee, in its first sitting, will elect by secret vote the President and the two vice-Presidents amongst the continental members. In this manner, a continent could not have more than three members, whilst, if you adopt the CONI proposal, a continent could have the mathematical possibility of having five members, namely too many.

Furthermore, instead of renewing the whole Committee every four years, it is advisable to adopt a renewal of half every two years, so as to ensure a continuation of work, and to permit the newly elected to benefit from the experience of older members still in appointment. The President and the two vice-Presidents should not belong to the same continent, and the two vice-Presidents should belong to two different continents.

Art. 5. The regulation proposed allows the President the right to convene the Assembly at his own discretion. We propose that the text be modified as follows:

" The President can convene the Assembly when, having consulted by registered letter, the majority of the members of the Co-ordination Committee have not made any opposition within fifteen days that follow the date of such letter ", because it does not follow and would be somewhat dangerous to allow the President alone to have the power to convene a special Assembly, without even consulting his direct collaborators.

The same article envisages that, in the case of resignation or impediment on the part of the President, the following assembly should proceed to a complete renewal of the Co-ordination Committee. We propose that, in the case of defection on the part of the President, the senior vice-President covers the appointment up to the next Congress, which will then elect another President, but only the President.

To art. 7 should be added: " two members of the same National Olympic Committee cannot be part of the Co-ordination Committee " and " only one member of the International Olympic Committee can form part of the Co-ordination Committee ", because we feel that a strong presence of members of the International Olympic Committee within the Association would slow down all initiatives that do not agree with the ideas of the I.O.C. Were it not for the fear of losing such competent men such as the Chairman of this meeting, we would have said that members of the I.O.C. should absolutely not be admitted.

Thank you, Mr. President.

THE CHAIRMAN: Mr. President of the Ethiopian Olympic Committee and dear friend, I thank you for the careful study made on this subject. But, particularly, I thank you for an act that will not have escaped the whole Assembly. Namely, that the President of the Olympic Committee of Ethiopia, even though knowing four languages, chose the Italian language to express his ideas. I thank you.

Allow me however, without wishing to enter into the merits of your requests, to kindly ask speakers that are to follow to limit their talk to being either in favour of or against the composition of the Association. I fully understand that, in the delicate way put, the representative of the Ethiopian Olympic Committee preferred to make a complete speech so as not to return on the subject. Do not worry, it is a delicate subject, it would be as well to have your reactions, but we are only starting to discuss whether or not we should create this Association.

Later there will be more speakers asking to be able to express their views, but only as to whether this Association should be created, to discuss the terminology and the concepts that should form the base of what we have in mind. Thank you, Mr. President. I give the word to the Olympic representative from Kenya.

Harbans Singh

Member of the Kenya Olympic Committee

Mr. President: I would like to express my gratitude to the Italian Olympic Committee for the whole organization. I would like to add a few words. Kenya has carefully considered this item and we have foreseen some physical, financial and geographical difficulties. In principle it is a good idea. But I would like to say that you must not rush over things because everything must be thought over with care. I was surprised to hear that many who have done a lot of work during the past years to produce a Charter now challenge that this Charter is inefficient. I believe that, if you want to protect the Olympic movement, we should respect what has been done until now, and that all we can do is to reform and perfect, but not destroy what has already been done. If we act in the way proposed yesterday, tomorrow someone will come along to destroy what we have done. Political elements possibly will be open to it, and then we shall find ourselves amongst politicians and this, I think would be a most unhappy affair.

We in Africa, met in Brazzaville and we discussed one of the major issues and difficulties. This idea, Mr. President, is a good one, but how many African countries are represented [illegible]

Very few. There are over 35 countries in Africa and regretfully I do not know whether they put their views in writing over this subject. We in Kenya think that we should all meet to discuss the problem, and see what the best answer could be. There will be contrasts; who will be the President for Africa? Will there be five Presidents? Every country will probably want two representatives. Now, if you have 35 countries and you double this number, you will have 70 representatives from Africa. The Association will therefore become immense and would not achieve any purpose whatsoever. I would like to say that this idea is a good one, but it needs thorough study, and only then can we return to it, provided we respect what has been done.

Mr. President, I repeat that we have carefully studied the proposal and we have come to the conclusion that the issue is delicate and requires more going into. There are many things in favour of this. One of these is that the proposal contains the view that the Association can be of danger to the I.O.C. Such a result would be a disaster. Therefore, we suggest that this subject be put aside for the time being in order that it can be reconsidered and more thoroughly discussed.

Thank you, Mr. President.

THE CHAIRMAN: Mr. representative from the Kenya Olympic Committee, I would ask you to re-read with care the proposal we have made. In the case that there is any misunderstanding, let us clear it up here and now. Ours is not a revolutionary proposal. We only propose, if you think you can accept this, a provisional association that has one only scope, to propose organic modifications, in your name, to the International Committee. There is no other objective.

The word goes to the representative from Poland.

Włodzimierz Reczek

President of the Polish Olympic Committee

Mr. President: we are all firmly convinced that this first conference of National Olympic Committees will not only be a great success but will also represent an important step for the activity of National Olympic Committees.

The Polish Olympic Committee has always sustained the proposal regarding the organising of this conference, because the role that National Olympic Committees are now asked to play in the international field is not in proportion to the responsibilities that they sustain for the development of the Olympic movement and during Olympic Games.

The National Olympic Committees undoubtedly constitute the basis of the Olympic movement, and they contribute in the largest way to the cause of Olympism in the world. But, at the same time, we have been able to note, with regret, that the attention given to us at an international level, that is given us on proposals and suggestions concerning Olympic problems, as well the authority that we could have obtained, is really minimum, not to say inexistent. It would, however, be unjust to say that we have never had the occasion to meet each other and to examine, at least in part, the worries and problems we are faced with. But, up to now, our meetings with the International Olympic Committee have not, in principle, produced any practical results.

All this gave us the impression that we were right on the corner of the Olympic movement; very often we felt that we were treated like school children. The experience of these last years has shown up how damaging such a position can be for the existence itself of a National Olympic Committee, and how many complaints there now exist in the present international organization of the Olympic movement.

In order not to be misunderstood, I wish to underline the fact that we wish to fully respect the International Olympic Committee, the wisdom and authority that has more than once been proven by its position and decisions. But all the respect that we show and wish to allow the I.O.C. calls for and implicates reciprocity, based on effective, serious and authoritative collaboration by the International Olympic Committee with National Olympic Committees.

Our attachment to Olympic ideals, our devotion to the Olympic movement, and the duties derived therefrom for their maintainance and development, allows us to propose that concrete collaboration links be established between the International Olympic Committee and National Olympic Committees. We want to have probabilities and possibilities, real ones, to be able to participate in discussions of problems of the Olympic movement regarding National Olympic Committees. We would like to put forward and seriously discuss the worries and difficulties of our activity, propose suggestions and projects, ensuring that not only will we be listened to, but that also they will be taken into account in the deliberations and decisions taken by the International Olympic Committee.

We in fact want that the correct role is attributed to National Olympic Committees, and it is in this sense and with this spirit that we fully support the idea submitted by our Italian friends for the creation of an Association of National Olympic Committees set up to collaborate with the International Olympic Committee. We feel that this proposal indicates noteworthy progress for the international authority of National Olympic Committees, and will allow them to play the part in international fields that is due to them.

Lastly, we agree with the opinion of President Onesti over the composition of the Co-ordinating Committee. It is a very delicate subject, which, in our opinion, requires deeper study, because, with all due respect to democratic principles, we feel it doubtful that one should attribute the same number of seats to a continent such as Australia as to that of a continent such as Europe.

H. Glovinsky

Honorary Secretary-General of the Olympic Committee of Israel

Mr. President, ladies and gentlemen: I am sorry not to be able to say either " yes " or " no " to what has been suggested by Mr. Onesti. We cannot do so, because the attitude to take is not yet clear.

With regard to the development of the International Olympic Committee, I have one suggestion to make. Let us appeal to the members of the I.O.C., let us continue to do so in Madrid, to ask them to issue a new ruling. This new ruling should sanction the principle that member countries of the Olympic family have the right to be nominated members of the honorary organization of the I.O.C.

I fully understand that considerable time will be necessary, but one cannot ignore the rights of countries that have participated twice, three times, four times in Olympiads to be active members of the I.O.C. If this ruling is established by the I.O.C., the members of the Olympic family will feel equal to the honorary Olympic family. If this happens, I hope that the Association, in twenty five years time, will no longer have any reason to exist, because then every country will be represented by the I.O.C.

Thank you.

Sten Svensson

Honorary Secretary-General of the Swedish Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: Although we very much appreciate the Italian initiative to gather us all in Rome, and the heavy work made by the President and his colleagues from the Italian Committee, we would like to ask the Assembley to postpone the discussion of the problem, and, if so decided, to elect a Committee of study.

The reasons for this request are the following: firstly, we did not receive the statutes of the Association before we came to Rome and we have not, therefore, had the possibility of study[illegible]. Secondly, we are of the opinion that this is a project of such dimensions that it should receive care-

ful valuation from the National Olympic Committees of every country. I also want to remind the Assembly of the information that went around over the intention of the International Federations wanting to create a form of Committee or to revive their old Bureau that existed before the war and which had its headquarters in Paris. Should this happen, we shall find ourselves with three types of Olympic Committees; the International Olympic Committee, the Association of National Olympic Committees and some associative form of the International Federations. We are absolutely certain, as our President told us, that we do not intend having a revolutionary organization or one that will fight the I.O.C., but we shall nevertheless have three organizations. We know what it is today, but we do not know what will happen tomorrow.

Another reason for asking a postponement comes from the fact that the Olympic Committees of the various nations do not have the same standing. Here in Italy, our host nation, the C.O.N.I. is the highest authority in sport. In other countries, as we learnt yesterday, it is not the same. For example, in Mexico, the National Olympic Committee is the highest authority for matters regarding international problems; in Norway, the Olympic Committee is not a member of the Federation, but cooperates strictly with the Norwegian Sports Federation which is the highest national sports authority. In other countries, and this is the mistake, there are various types of Committees. Some of them collaborate with the Sports Federation; they are free to elect their own members without asking the National Sports Federation. I think that this clearly indicates that it is not opportune to create an Association of such different organizations.

I repeat once more; the Olympic Committees of Denmark, Finland, Norway and Sweden ask the conference to postpone the question.

C. L. Kerdel

Vice-President of the Netherlands Olympic Committee

Mr. President: first of all, I want to thank both you and the CONI for the tremendous work you have done over this important subject. I wish to be very short after what the Swedish delegate has said in the name of the Scandinavian countries. The Netherlands delegation is in complete agreement with the person who spoke before us.

The fact is that the National Olympic Committees want to have major influence over the Olympic movement, major influence over the I.O.C., just to improve the whole thing. But I do not think that there is any terrible hurry, after eighty years of Olympic movement. We do not want to compete against the I.O.C. We only want improvements and perfections to be arrived at with the I.O.C., together with the Sports Federations. I wholeheartedly approve the proposal of our Scandinavian friends to postpone the foundation of an Association of National Olympic Committees, basing myself on the same grounds as that of the Swedish delegate.

First of all, let us discuss the matter here, then discuss it again next week in Madrid, and then, discuss it further with our Olympic Committees at home, as our friend Svensson has suggested, because as we only received the proposal on Wednesday evening, we have not been able to discuss it with our colleagues at home.

Thank you, Mr. President.

Edgar Fried

Honorary Secretary-General of the Austrian Olympic Committee

Dear President, friends: Here is a point on our agenda which is really of the utmost importance for the future of the Olympic movement. We must think it over very carefully. First of all, I want to say that this Association should not be one to fight against the I.O.C. It should be to the contrary. Our intention should be that of working together with the I.O.C. and to make it easier for it to foster the Olympic movement.

May I go back to the past for a moment. In the past, we have had very few and rare meetings with the I.O.C. and the Executive Board. Very often the Olympic Committees were not invited to meetings of the I.O.C. Lately, many good friends, amongst whom I only remember the Secretary of the Swiss Olympic Committee, and I myself, wrote to the President of the I.O.C. to remind him that the National Olympic Committees were the most important organizations for reinforcement of the Olympic movement. It was then decided finally that we should meet twice. Then we said that it would not be sufficient to have a meeting every two years, and now we have a project for a yearly meeting with the Olympic Committee. But there is one point; the meeting we have with the Executive Board is not sufficient with regard to the agenda, because, and this perhaps is confidential but let us say it, the agenda of the I.O.C. deals with many important points that we do not know about.

We must, therefore, ask the President of the I.O.C. to give us more information on the activities of that organization. Especially in the case where Presidents of National Olympic Committees are not members of the I.O.C. There is a great difference, you see, between countries that have members in the I.O.C., and can attend meetings of the I.O.C., and those that do not. I would say, therefore, that the idea of having a special organization of National Olympic Committees is a good one. But, if our relationships with the I.O.C. become closer, and we all hope for this, the creation of a new organization may no longer be necessary.

My proposal is to nominate a Committee of co-ordination that can study the question together with the National Olympic Committees and the I.O.C. I would also propose that the I.O.C. be asked to hold, next year, a meeting of National Olympic Committees such as that of today. We would then be able to discuss whether or not to create the Association of National Olympic Committees.

Thank you, Mr. President.

Henry Corenthin

Secretary-General of the Olympic Committee of Mali

Mr. President: on a problem of such importance I will be relatively brief, because I agree with the opinions expressed by the delegates from Kenya, Ethiopia and Poland, amongst others, on the basis of the principle proposed by the Italian National Olympic Committee. It was time that responsible persons of National Olympic Committees, bearing in mind their responsibilities within the movement, should seek a formula that will permit them to deal with Olympic problems in a better way, to agree on decisions to be taken for the development of our movement.

At this point, we could remember the meetings held by the Executive Board of the I.O.C. with the National Olympic Committees. But, alas, from the meetings that we were allowed to attend at Baden Baden and in Tokyo, we have kept a really sad feeling and bitter memory. It would appear that the I.O.C. wants to keep itself thoroughly closed in, reserving for itself the Olympic idea, just like a game reserve. The Olympic Committees have the impression of not being associated with the work of the International Olympic Committee, and that their presence is purely and simply formal. The Olympic idea, on the other hand, cannot progress in the modern world without the constant, insistent and wholehearted help of the National Olympic Committees.

Therefore, a reform of the International Olympic Committee appears to be one of the most urgent tasks. It is necessary that our Association, without either wishing to be a copy or a double of the I.O.C., can act with its own role and with its prospective evolution, in order that our general Assemblies can allow us to profit from contacts and reciprocal points of view. Our resolutions should then be studied by the I.O.C., whose authority we recognize, as our Association comes as an indispensable complementary organization of the I.O.C.

Therefore, supporting the Ethiopian proposal, we summarize certain principles:

1) The Association must be created;

2) It must represent the National Olympic Committees and the continents to which they belong, because solidarity must be real, and it is necessary that there exists an equal sub-division of responsibilities at all levels amongst continental areas;

3) It must include the following divisions: the President, with his restricted board, the Co-ordination Committee, and lastly, the general Assembly.

In order that the action of our Association be complementary to, and not against, that of the I.O.C., we propose that a limited number of members of the I.O.C. be part of the Co-ordination Committee and in all the other sections of the Association, including that of the restricted board.

These are our proposals, and, after many interventions, including that of the Scandinavian countries, we believe that the Assembly wishes to accept the principle of having an Association, and to set up a Committee of study for the statutes and regulations, to create the framework for interlaced action with the International Olympic Committee.

Milan Ercegan

Member of the Yugoslav Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: You have before you a project, a concrete proposal. It is a question of an Association of National Olympic Committees. We talk here, amongst ourselves, of an association, of a federation of Committees, and we have talked about, so as to create it, of a conference, in fact a new congress. Very likely, the greater part of opinions expressed here do not only represent the wishes of the National Committees. Steps have been taken so that the wishes, the requests and the proposals of National Olympic Committees should be taken into account, and it is a question of definite suggestions and decisions. Up to now, we have talked about and greatly discussed, in similar meetings, matters without reaching any positive solution for those who support the Olympic movement.

There are varied opinions, for and against, the creation and the existance of these representative organizations. We must consider the question amongst ourselves. Why have we come to the idea of having such an Association? What is the scope of such an Association? We already have the I.O.C. and its conferences with National Olympic Committees.

We must therefore ask ourselves whether the National Olympic Committees participate in the solution to any problem, if their opinion in some way influences the decisions; such as, for example, that one on the agenda.

Why do we feel the need to meet twice in a week, first in Rome and a few days later in Madrid? It is clear. It is because we have little standing. We must find the way so that our wishes and our requirements, slowly, be taken into consideration and satisfied. Let us be frank, that is why we need to meet, to discuss, to find the most efficient way to satisfy the needs of National Olympic Committees.

What the way is called is of no importance; be it Federation, Association, Conference, Congress of National Olympic Committees. According to us, this conference is already the Association proposed, and it should not be taken as being something substituting the meetings of the International Olympic Committee, and, as happens in such meetings, one should not only discuss without being able to decide.

The Association must guarantee the future, and give National Olympic Committees, as members of the Olympic family, the right to act. This is the main factor for the development of the Association. This is the Conference, the Association that we require. I renew my congratulations to Mr. Onesti for this idea, which will serve as a stepping stone for achieving of powers of National Olympic Committees in the terms expressed by the request submitted twelve years ago.

We know the road is a long one. However, I would like to say a few more words on this far away target. We do not want do diminish the role of the I.O.C. in the direction of Olympic Games, but we feel it necessary to attract the attention of the interested party to the fact that the movement animated by such a large number of national and international sports organizations cannot serve the idea of human progress and peace unless participation in the search for a solution to essential problems of the movement itself is not carried out by all interested parties, from all parts of the world. That is to say, the I.O.C., the representatives of International Sports Federations and National Olympic Committees.

In our opinion, the sports integration of National Olympic Committees will take place when these take part in working out the Olympic programme and the choice of the site for Games.

To reach this objective that we propose, we must, in meetings of our association, free and united, exchange experiences and ideas on international sports matters which the International Olympic Committee must consider on the basis of the Olympic doctrine.

Amongst arguments to be faced, there is one that merits being put on the agenda of the next conference. The duties and rights of National Olympic Committees. Furthermore, we should here establish a programme of orientation to be set in progressive phases, the finality of which would be the scope that our association should follow year after year. We must do everything possible so that our association can find necessary strength to achieve the required position, because in no instance should we content ourselves with discussions and proposals, but reach solutions approved by National Olympic Committees, on whose shoulders lies the Olympic movement. Solutions, naturally, accepted and found right by the I.O.C. The solutions that we arrive at in fact will represent the will of the majority, namely, those who participate in both the Olympic Games as well as the development of the International Olympic movement as main protagonists.

These are the reasons why we must create an Association that fights to guarantee, within the I.O.C., the powers and rights of National Olympic Committees who here have expressed their ideas, and who in three days have faced many problems to bring them to some definite solution.

Thank you.

Jean Weymann

Secretary-General of the Swiss Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: the interesting part of the discussions certainly demonstrate without doubt that our association is necessary. The experiment must absolutely be made; but under what form? This is the problem.

We cannot forget that the objective we are following is to reinforce and, above all, to equilibrate the Olympic movement, to make an understanding whereby the International Olympic Committee not only listens to what International Federations have to say, but also what National Olympic Committees say, under a prepared and concrete form. To reach this objective, it is clear, that we must have an organization which is similar to that of International Federations.

Is it necessary that we should go further all at once? This is the question that we face. In fact, the project we are discussing well exceeds the limits of action of International Federations. I feel that it is a little heavy for an organization at its start, and which for the moment has no voting powers, but only has a simple consultative nature.

On the other hand, a similar organization, thus immediately created, would not only but induce International Federations to act in the same way. We are running the risk of being witness to the end of Olympism, of seeing the creation of rival blocks, always more rigid in their organizations and their statutes. All this would put the movement in danger.

Under these conditions, the Swiss Olympic Committee believes that the initial enthusiasm should

be withheld, and that one should not lose sense of reality and clarity. We therefore propose that we should act step by step, and that as a first target we should be able to organize ourselves, as from now, on the same level as that of the International Federations; something that, up to now, has never existed for us.

Let us today decide to meet again in the city where the next meeting of National Olympic Committees with the Executive Board of the I.O.C. will take place; let us meet before that meeting; let us today designate a President who will be responsible for organizing our next reunion in liaison with the city that will act as our host, and fix the agenda after having consulted the National Olympic Committees. Let us today designate, in accordance with the proposals of our Swedish friends, a Committee of study and charged with preparing the ground and the programme for our next meeting. Only than can we examine if it is really convenient, if it is really in the interests of the Olympic movement, that such an organization will provide a more formal and ample Committee with a permanent Secretariat, with its own statutes. Insofar as chairmanship of our next session, the Swiss Olympic Committee would be pleased to see that it be attributed to the person who has today conducted with such capacity all our discussions. The President of the Italian National Committee, Mr. Onesti. The Swiss Olympic Committee would like, in this sense, that the Assembly adopts a resolution.

Thank you.

(*Applause*)

K. Sandy Duncan

Secretary-General of the British Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: we have certainly thought about this important matter. Our Scandinavian and Dutch friends have thought it necessary for more time to examine the question. I am in complete agreement with them. Our Swiss friend has said that we must study, carefully examine with more time, and with this I fully agree. Also this may be necessary.

After all, Mr. President, we only received this recommendation and this agenda only a few days ago. I, for one, am not in the position to make or express any definite opinion until it is considered by my council. I personally confess that I am not very convinced of the practicability or desirability, and even that it be wise to create an Association of National Olympic Committees. It is however an important principle and must be considered further.

However, Mr. President, many National Olympic Committees, and without doubt that of my country, consider it to be a great privilege to have the right and to negotiate directly with the International Olympic Committee.

Thank you.

Gaudencio Luis Da Silva Costa

Member of the Portuguese Olympic Committee

Mr. President: in occasion of my preceding talk, I thanked both you and the CONI for all your efforts. But after these two or three sittings, I have been more able to realise the undertaking and the value of what has been done. Will you please accept the thanks of the Portuguese Delegation for the excellent work.

Insofar as your proposal is concerned, we accept it in principle, because we are sure, as has been outlined in the previous point, that the creation of an Association which will have the objective of creating more direct links between National Olympic Committees, without diminishing in any way the authority of the I.O.C., is a good thing. But as we have noted, as a result of the applause, the proposal of the Swiss Delegate has obtained the majority of notes, I also agree with that proposal.

I am in perfect agreement, that is, and I wish to congratulate you for your nomination as President of the Committee for study, and I am pleased that this study is being done by you and your collaborators, so that, at our next meeting, in the city where the I.O.C. will meet, we shall all have the possibility of carefully examining the work done for a more detailed working out of the statute.

Thank you.

Aurel Duma

President of the Rumanian Olympic Committee

Mr. President, ladies and gentlemen: in the name of the Rumanian Olympic Committee, I wish to express our opinion on the role played and the importance of the duties undertaken by National Olympic Committees in the Olympic movement, and I take this opportunity to congratulate President Onesti and the CONI for taking the initiative to create an Association of National Olympic Committees. This is indeed a step forward for the world Olympic movement.

In point of fact, the National Olympic Committees, for the support they offer to the organization of Olympiads, have a vital and indispensable function. Their activities are entirely devoted to the development of the Olympic movement, to the expansion of physical culture and amateur sport in ever growing spheres of populations, opening up horizons and strengthening links in sport circles of all countries and doing precious work to the service of universal peace.

Thanks to the development of sport throughout the world, and the efforts of National Olympic Committees, athletes from 94 countries took part in the Tokyo Olympiad, whereas, as is known, only five editions earlier, the Olympic Games had united athletes of 56 or 59 nations.

Only National Olympic Committees have the competence of entering athletes in Olympic Games. Their scope is to develop the Olympic movement and amateur sport, as well as to see that the I.O.C. regulations are respected. Equally, the National Olympic Committees organize and control the representation of their countries at Olympic Games, and they look after the equipping, transport and stay of the delegations participating in Olympiads.

Without wishing to under-estimate in any way the role of co-ordination played and the initiatives taken by the I.O.C. in the organization of Olympic Games, one can really say that the greater difficulties and responsibilities, in their realization, falls on the National Olympic Committees.

Actually, however, the Olympic Committees, without which Olympiads could not take place, play a really secondary part in the direction of the Olympic movement. Not only are they deprived of the right to vote, but they are not even consulted over the elaboration of the Olympic programme, over the site of the city where the Games are to be held and when modifications are made to the I.O.C. regulations. They are not consulted on the division of proceeds coming in from Olympic Games, nor when a ruling is established in respect of athletes participating in Olympic Games: amateurism, duration of combined training and so on.

This situation represents a noteworthy slowing down in the development of the Olympic movement, and an open breach of democratic rulings, which in present day society is promoted ever more as being an objective requirement.

It is impossible not to note that, also in respect to International Federations, for sports discipline, National Olympic Committees play a minor role in the Olympic movement and international sport. We all know that at the Congress of an International Federation, the National Federations have an unlimited right to express their opinions and to decide by vote on the policy and activity of the International Federation, as well as the problems of each individual sport.

I think that you all agree, dear colleagues, that with regard to the regulations and the relationships between the I.O.C. and National Olympic Committees, that those established some years ago do not any longer correspond to the present situation, with the present sports development and with 118 countries interested in Olympic Games.

One of the essential conditions for the bettering of the Games and respect for the principles of the Olympic movement, now evident, is a change and a radical perfection of the basis of collaboration between the I.O.C. and National Olympic Committees. This is why we agree on the constitution of an Association of National Olympic Committees, which proposes to fight to strengthen the role played by National Olympic Committees in the world Olympic movement. We also agree to the formation of a Co-ordination Committee of the Association, that takes on the duties and above-mentioned attributions under the guide of our colleague, Mr. Giulio Onesti. But we would also like to propose to you that, in a next meeting, we adopt a resolution whereby one recommends the I.O.C. to have on their agenda for their first session, the modification of the Charter, in the sense that recognition is given to the important part played by National Olympic Committees in regard to the Olympic movement, and to change the relationships now existing between the Office and National Olympic Committees, relationships which, in our opinion, do not correspond with the principles that must today be respected in international relations.

One cannot deny that, if the I.O.C. listened to National Olympic Committees when dealing with problems to resolve concerning the Olympic movement, the fact would result to be of advantage to the Olympic movement itself.

This could be obtained, first of all, by the common agreement between the I.O.C. and National Olympic Committees over the choice of the organizing city for the Games. Furthermore, in order to resolve more important problems, it would be right that the I.O.C. set up a Committee in which there should be both members of the I.O.C. as well as responsible members of National Olympic Committees. The duties of this Committee would be to study the respective problems, collect opinions and elaborate the various points of view to be submitted to the I.O.C. and National Olympic Committees.

Taking into account the numerous proposals made in this meeting on the subject of the statute of the Association of National Olympic Committees, and the problems that arise over creating this new organization, we associate ourselves with the proposal made here by other colleagues, and we also propose a Committee formed by five to seven representatives of National Olympic Committees of various countries. This Committee, bearing in mind the discussions that have taken place today, will re-study the project for a statute of the Association and will communicate the formula to all National Olympic Committees, to enable them to study it carefully. It will then collect suggestions which will later be submitted for approval, and, having perfected it, the statute will be discussed at the next meeting.

In this manner, with the contribution of all National Olympic Committees, we shall succeed in laying down really solid bases, on which we shall work during the next meeting of National Olympic Committees.

I hope our proposals will be interpreted as being the expression of our sincere desire to contribute to the strengthening of the Olympic movement.

Thank you.

Juan Antonio Samaranch

Vice-President of the Spanish Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: I will do everything possible so that the opinion of the Spanish Olympic Committee can be expressed in the briefest way possible. In principle, we are in agreement with the idea of creating this Association of National Olympic Committees. From it can be derived nothing but good for sport, especially if these meetings are held periodically they will be of great help towards the solving of our problems.

THE CHAIRMAN: Gentlemen, I think the time has come for a break. If you don't mind, let us adjourn for fifteen minutes for a coffee.

(Adjournment for 15 minutes)

THE CHAIRMAN: Presidents: I would like to renew my excuses for the delay in continuing our work. However, we can assure you that we have not been idle, and I feel that the work of co-ordination we have achieved by talking to many of you will facilitate the work of the congress on this last point, I hope to the satisfaction of all.

Fourth Subject: Regional Games (*cont.*)

Before going on to Mr. Samaranch's speech once again, now that you have the text of the deliberation on Regional Games in your possession, I would like to read it again.

" The National Olympic Committees in a meeting in Rome, having examined the brief history of Regional Games, be they territorial, local or grouped, agree that they constitute an important basis of the right, the ideal and practise of Olympism, and therefore merit careful attention on the part of the International Olympic Committee, National Olympic Committees and the International Sports Federations. They vote that their ruling be once again deeply studied by the International Olympic Committee and International Sports Federations interested therein. They propose the following concepts to the International Olympic Committee:

1) In Games that comprise the denomination of any defined geographical region, invitations should be sent out to all Olympic Committees of that region, provided that these be in complete order with Olympic regulations. It is only in this respect that the International Olympic Committee and the International Sports Federations should concede their patronage and recognition to them.

2) In Games that do not have the nature of any territorial grouping, and therefore no denomination, it will be possible to issue free invitations at the choice of the organizers, in accordance with the limitations and regulations of the International Sports Federations.

They consequently invite the International Sports Federations to facilitate in every way possible these Games of a sports propaganda nature, with the only scope of helping the taking place of bilateral or multi-lateral meetings, mainly in countries where the sports organizations are in need of help, advice and understanding.

The fundamental condition is that these meetings have the one and only scope of developing the Olympic ideal ".

I think we have thus satisfied the desires of all. We can now return to the discussion on the last point on the agenda.

Sixth Subject: Development in common of N.O.Cs. (*cont.*)

Presidents: You have very kindly nominated me Chairman of the Assembly. I know myself only too well not to realize that I have run this meeting in a way that I am not used to. I have sometimes been a little hard, and sometimes hurried matters so as to arrive at a rapid conclusion. I am really sorry about this. But let us not lose sight of the fundamental scope; the whole of the sports world is following us, and perhaps not only the sports world, and we must come out with some form of conclusion. In this respect, before going onto the discussion of the last point on the agenda,

I wish to thank you wholeheartedly for your co-operation, for the detailed interventions and for your understanding towards myself.

The word now goes to the representative from Spain, Mr. Samaranch, whom I would like to ask forgiveness for having interrupted, also in the name of the translator. Please continue, Mr. Samaranch.

Juan Antonio Samaranch

Vice-President of the Spanish Olympic Committee

Mr. President, delegates: I would briefly like to give you the opinion of the Spanish Olympic Committee. This opinion is favourable, in principle, to the formation of an Association of National Olympic Committees. If it is well orientated, we think that it can do a lot of good to sport in general, and to Olympism in particular. It should also considerably help the work of the meetings that National Olympic Committees hold in common with the Executive Board of the I.O.C., and next spring we should be able to come to this assembly with uniform ideas, without losing time in discussions amongst ourselves.

However, from an interpretation given by certain colleagues, I feel that we want to give this Association of National Olympic Committees something that was not foreseen by the proposal that the CONI sent us at the time. I would like to call the attention of this assembly, that has 72 National Olympic Committees meeting together, on what was said by our Philippine colleague. With 118 National Olympic Committees, affiliated and recognized by the I.O.C., this is, in our view, a historic moment for world sport, and we must take advantage of it in the best way possible.

The Spanish Olympic Committee does not want that this meeting gives way to the creation of an Association of Olympic Committees that opposes the I.O.C. Ours must be a work of union. We must build an organization that is parallel and in collaboration with the I.O.C. to work in favour of the Olympic idea and of sport. It would not be right not to remember, at this moment, the universal success of Olympic Games, that represent the greatest propaganda for the spreading of sport. This success derives from the work of the I.O.C. in collaboration with National Olympic Committees.

We must follow this road, and not deviate from it. It is for this reason that the Spanish Olympic Committee makes the following proposal, that coincides with those of certain Olympic Committees who have preceded me in expressing themselves: —

1) Approve, in principle, the idea of the creation of an Association of National Olympic Committees;

2) Postpone the approval of a definite statute to a next meeting;

3) Encharge a Committee of study, under the chairmanship of distinguished President Giulio Onesti, to set out the final work to be submitted to our next assembly.

The Spanish Olympic Committee feels that this would be the most reasonable thing, because our main duty is to reach unionship of those who work for the same ideal, sport and Olympism.

Raoul Mollet

President of the Belgian Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: We believe that we must support, amongst the many points of view, that expressed by Poland, which clearly showed certain impatience on the part of National Olympic Committees, and their desire to play an adequate part in the Olympic movement. The disagreements were very well illustrated by Sweden and Switzerland, who, although showing themselves to be in

favour, as far as I can make out, of the principle of our action, advise reasonable caution and detailed study.

I would like to try out a reasoning that leads to a concrete proposal. First of all, we fully recognize the authority and the work of the I.O.C. The success of the Games and the Olympic movement are of great credit. The system of recruiting members may at times amaze us, but at the same time it is a guarantee against external pressure, possible coalitions, and interventions of every nature. This must therefore not be changed.

Secondly: modern sport has taken on vast dimensions. It has become a social factor, a science, a policy of free time. It requires constant study that can turn, within our movement, into vigorous impulses. These impulses must come from the I.O.C., naturally, but also from National Olympic Committees.

We must ask ourselves who can do better? Our answer must be the I.O.C. and the National Olympic Committees. But to act, to be more efficient, we National Olympic Committees require a structure.

The CONI has proposed one. Let us above all keep the principle in mind. Let us say " yes " to this principle. We are here in the capacity of constituent members, and the " yes " we say in this meeting, on the principle of our Association being to the service of the I.O.C. will testify in Madrid the understanding we have reached on the importance of National Olympic Committees.

For the rest, we accept the excellent proposal made by the President of the Swiss Olympic Committee. It is perfect. Let this understanding be the start of a new objective. We must go to Madrid with a " yes " in principle.

I would ask the President to put to this Assembly, on approval by a raising of hands, his opinion on two proposals: —

1) " Yes " in principle;

2) the procedure previously proposed by the President of the Swiss Olympic Committee.

Thank you.

Hugh Weir

Vice-President of the Australian Olympic Committee

Mr. Chairman, ladies and gentlemen: Like many other delegates I have heard today, we also did not receive any notification of this very important item on the agenda before we arrived in Rome. I find myself in exactly the same position as others. I have therefore not had the opportunity of discussing this matter with my Olympic Committee. Consequently, I cannot express any view on their behalf.

With a later remark, delegates were requested to state, when speaking on the subject, whether they were in favour or not with the proposal. Not having had the possibility of discussing the subject with my Committee, I can only give my personal opinion, which I think will coincide with yours and with our Committee's. I completely oppose the proposal, at least at the level that it has been put. However, I do agree with certain speakers, namely those of Sweden, Switzerland and other countries in suggesting that this matter should be put to a more detailed study.

I think that this is the most wise decision to take, because the problem is a far reaching one. It would be good to know if there is any real necessity for such an organization and how it is to be formed. My advice is that for the moment it should not be pursued.

I would like to remind you that, for nearly seventy years, the Olympic movement has had a quiet life, a harmonious and productive one. From the primitive stages of the first Olympic Games in Athens in 1896 up until the magnificent Games in Rome of 1960, and then on to the very magnificent Games in Tokyo in 1964, there has been a tremendous success in the development of the Olympic movement demonstrated by those who have organized Games. I just wonder what is wrong with them? What is wrong with the movement such as it is today?

Español

There seems to be a feeling that one should have more hearing in the government of the Olympic movement. I do not know but perhaps this is the democratic feeling. Let us not, however, not forget that in this hall there are a number of delegates from various countries, but there are a number that are not present.

Therefore, having delegates from 117 National Olympic Committees will mean having a greater assembly than that of today, and I would like to say that having such a large group of persons could create further difficulties in coming to decisions.

When, a few moments ago, I said that I doubted the necessity for such a new organization, I would like to outline the dangers that might be involved. There could be some very good reasons for forming such an Association of Olympic Committees, and I think that it should be studied and carefully analysed, in order to ascertain whether or not it will be to the good. The danger of the idea is that you want to form an organization of National Olympic Committees as a competent body that we presume will speak as though voicing one only concept. I can dare say that there may be many different views.

On the other hand, you may find yourselves having to face a similar organization formed by the cohesion of the International Sports Federations. In addition, you will always have the I.O.C. Now, I envisage the possibility of the three bodies having three different points of view. It would be very difficult to reconcile them. What would then happen? You would be facing a fight betweeen three bodies, and if you were not careful, gentlemen, with that situation developing, this magnificent Olympic movement, which started in the eighties, and which until today, has continued with such magnificence will break into pieces.

I am only suggesting what could happen, but you must be careful and give consideration to his possibility.

Now, Mr. President, ladies and gentlemen, the best idea I can give is that, for the moment, I am opposed to the idea, but, at the same time, I think it deserves careful study and I support the speaker who advocated the idea of postponing it to a later stage.

Thank you, Mr. President.

THE CHAIRMAN: Should there be any others of you who wish to express their opinion, before we ourselves make a further proposal, please put yourselves down to speak. So far we have entered, in order, Korea and Japan. Please hand over to the ushers the names of those who wish to put themselves on the list.

I give the word to the representative of the Olympic Committee of Korea. To you.

Sang Beck Lee

President of the Korean Olympic Committee

Mr. President, delegates: I would like to advise maximum attention and care in considering the problem in question. I also have a proposal in connection with the financing of journeys of delegates to meetings of this Association.

In our opinion, such an organization could fulfill many purposes, it could face and resolve problems, particularly those of nations in the course of development.

It is however evident that the main function of National Olympic Committees is to collaborate with the I.O.C. in formulating programmes relative to Olympic Games; at the same time, it might be useful and interesting for National Olympic Committees to meet now and again to discuss our problems amongst ourselves.

This should be done in strict collaboration with the I.O.C., such collaboration is desirable and necessary, but one must not put any pressure on the I.O.C.

Thank you.

Tsuneyoshi Takeda

President of the Japanese Olympic Committee

Before making my comments on the proposal to create any Association of Olympic Committees, I would like to take this opportunity to thank our Italian friends, President Onesti and the Secretary-General of the CONI for organizing this historic and important conference in Rome.

We know, from our experience during the Olympic Games last year in Tokyo, how much work they have had to do to organize this memorable meeting.

Let now come to the proposal of creating the Association of National Olympic Committees. Basing ourselves on our solid link with the Olympic movement, and our experience in organizing the Tokyo Olympic Games last year, we must fully agree with the opinions expressed here by our many friends, who underline the continuing progress of the diffusion of the Olympic movement all over the world, progress which would be all the more felt if one could set up close collaboration between National Olympic Committees, the I.O.C. and the International Sports Federations.

We also recognize the importance of creating an organization of National Committees, with the duty of resolving the problems the Olympic movement has to face. But we believe that we must not be in a hurry to create such an important organization. Once a similar organization has been instituted, we must put it in a position to function as a regular organ, and this requires a lot of time, a lot of energy and sometime sacrifices as well.

I think it is necessary to study this problem very carefully first. We wish to support the motion of our Swiss friend, and propose the creation, as soon as possible, of a Committee of study.

Thank you.

THE CHAIRMAN: Thank you, Mr. President. The word goes to the President of the U.S.S.R. Olympic Committee.

Igor Kasanskii

Vice-President of the U.S.S.R. Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: We are discussing a problem of great importance. It is a question of the possibility of more frequent meetings amongst National Olympic Committees, the exchange of information and experiences that come from our respective work, to contribute to a major development of the Olympic movement throughout the world.

Insofar as the present meeting is concerned, I think that both your opinion and ours is the same. It is organized in an excellent manner and will produce excellent results.

We have discussed many problems together:

1. Independence of Olympic Committees;
2. Political interference in sport;
3. Amateurism;
4. Regional and Olympic Games;
5. Number of accompanying officials with Olympic teams.

We have found opinions in agreement on all of them. We shall come with you to Madrid, and together we shall submit these problems to the I.O.C. This is our opinion. We now ask you to hear our proposals, and that they be studied and accepted, because they have the scope of strengthening even more the relationships between the I.O.C. and the National Olympic Committees which are the base of the Olympic movement throughout the world.

We are now in the process of an ample discussion as to whether or not we constitute an association of National Olympic Committees, on the example of the International Sports Federations.

that have created their Association under the chairmanship of Col. Russell. They discuss and happily decide on questions concerning the technical-sports angle of the organization of various international events, and above all, the Olympic Games. I therefore think that, by analogy, it is completely logical that also amongst ourselves there be created an Association of National Olympic Committees, that could, systematically, once a year, convene a meeting to discuss all the more difficult problems that continuously present themselves.

We think, and believe that we are all of this opinion, that in no way does the creation of this Association aim to a breaking away from the I.O.C. On the contrary, it is meant to strengthen our ties with the I.O.C.

In the past, we used to meet very often without even knowing the agenda, and without having, for lack of time, the possibility of formulating proposals and to expose the various opinions. And, after two or three hours, the meeting would break up. Now, a similar thing will not happen again.

We have resolutions, documents that the members of the I.O.C. can study, ponder over and approve. Therefore, the opinion of the U.S.S.R. Olympic Committee is, in principle, in agreement with the proposal of our Italian friends to create an Association. If at this moment we are not yet ready to approve its statute, we having nothing against the immediate creation of a Committee, headed by President Onesti, which, taking into account the exchange of opinions during the present conference, can elaborate a more detailed proposal so that this organization can act to the good of all.

Thank you for your attention.

Summary by Mr. Armand Massard on all the subjects discussed

Armand Massard

President of the French Olympic Committee

Mr. President, delegates: I already said yesterday very briefly, that the French Olympic Committee wishes to associate itself to the chorus of unlimited praises addressed here to the President of the Italian Olympic Committee, Mr. Giulio Onesti, and to Mr. Garroni.

I was struck, yesterday, by the whole series of very appropriate speeches made, perhaps a little too eloquent. Also the last speeches made by our colleague Presidents of the Swiss, Belgian, Rumanian and Polish Committees struck me, as well as certain other things, and that is that rather too much stress is made on the influence of International Federations and National Olympic Committees.

For the International Olympic Committee, and I have already said my word against the equality that does not exist, the National Olympic Committees are the legitimate sons of the I.O.C., and the International Sports Federations are the adulterine sons that have come to make themselves recognized and have agreed amongst themselves on one only point, to ask for money, which they obtained, but, to the detriment of National Olympic Committees.

I have already fought on this point. Great will be the support that will also come from this strong group that President Onesti has succeeded in forming, and which could only have been realized in Rome. Very well; these conditions will be of sure help to modify the destiny of our old I.O.C., which needs to be supported, and to be informed of the decisions concorded and arrived at recently.

Many countries, however, know little about what happens in the I.O.C. It is our fault, I speak of the I.O.C., for not having made known the fact that many of the questions that have been discussed here in Rome have already been taken into consideration by the International Olympic Committee and are on the way to be solved, I would even say rapidly.

I will re-examine them summarily. The independence of National Olympic Committees, over which we are fighting, thanks to the unanimous intervention that came out of this meeting, will surely come about, and this time the National Olympic Committees that are in the course of development and who are menaced of being suffocated, will without doubt be made safe. This is most important and I want to underline this.

Second question. The financing of National Olympic Committees. That goes parallel with the other. In fact, we apply to the I.O.C., pointing out that they have given contributions in money to the International Sports Federations (the last meeting of the Executive Board with the International Federations showed that, however, these contributions were insufficient, the Federations have brought up other requirements), and that at this moment the International Federations do not have impellent necessities, whereas the National Olympic Committees, who realize Olympiads, have very great necessities, especially the new Committees in the course of formation. I also agree on this point, and I am also ready to strengthen your point, sustaining the absolute necessity of financing Olympic Committees in the course of development, over which my French colleague with the I.O.C., Count de Beaumont, has pressed with continuous supported action.

Insofar as the orientation on amateur sport is concerned, I have not opened my mouth, because it has been spoken about for such a long time, for centuries, from Olympiad to Olympiad. We limited ourselves to asking not to be so faithful as the I.O.C. maintains, because we must follow the evolution of time, and athletes who have a job, we cannot talk of a profession for the future, because one never know whether a profession turns out to be the right one for the future, those that have a job, I was saying, must be supported and helped so that they can undertake sport. From the moment that they keep their jobs, means to say that in life they are something different from professional sportsmen. This is equivalent to an amplification of the problem, and you have understood this, and you agree that this fact would be of great help to arrive at a definite resolution.

With regard to Regional Games, I am afraid that we are going to have a long discussion, and perhaps out of line, because it is a problem that is already under study. Talking of regional Games, as opposed to the greatness of Olympiads, these are taking on the aspect of continental Games, and represent a form of elimination rounds for Olympic Games. In this case, they would represent an entirely different nature, something far away from what was originally intended. The discussion that came about on this subject seems to me to be premature, because I do believe that the gigantic Olympic ones will induce one to reduce the number of athletes, or those of Federations, or those of sports. The day that this will be arrived at will mean that we can officially attribute to continental Games the function of being Olympic elimination rounds.

Talking of official accompanying personnel, I was, some time back, the promoter together with our Swedish colleague, Bori Klun, of a motion adopted unanimously by the I.O.C. and later revocated in occasion of the Moscow congress. We were forced, therefore, to reduce the number of accompanying officials, doctors and trainers.

We ask you, for example, how many doctors should there be for a team made up of less than thirty athletes? Because doctors play an important part in Olympic Games, with the present standard in sport and the development there has been. We asked for an extra doctor for every thirty competitors. We also asked for an additional nurse for every twenty athletes. We are, therefore, ahead of the requests made here.

I am telling you this to show that these problems have not escaped us, and that the International Committee must bear in mind this assembly that has united so many National Olympic Committees, who so far have not had the opportunity of expressing to the I.O.C., with such compactness, their own desires. Perhaps now, with regard to the International Olympic Committee, they will be more important, and will be listened to with greater interest.

Consequently, I congratulate President Onesti, with the help of Mr. Garroni, who has already worked with his President for the Rome Games, because, here, significant work has been done, and that a growing strength has been sown, to use a modern term. But may it be a growing strength to support and help the International Committee, and not to shake it up and make it crumble as one might think.

Thank you Mr. President.

Sixth Subject: Development in common of N.O.Cs. (*cont.*)

THE CHAIRMAN: So far, requests to speak have been received from the representatives of Canada, Iran, Venezuela, Mongolia, Nigeria, Morocco, Portugal, Netherlands, Ireland, Congo Brazzaville, Jamaica and the United States.

Gentlemen, I would like to propose one thing. Many of you have expressed the intention, if possible, to complete our work during the morning. If you do not mind, we could continue the work. Are you in favour of continuing? Then I would like to make another proposal, gentlemen. We are still discussing projects that have been put forward, and I would like to propose another idea. This is not to prevent other speakers from saying what they want to say, but to submit to you other ideas.

Gentlemen, with effective work we have reached, on extremely difficult points, unanimous agreement. To have reached agreement amongst representatives from 70 nations, from five continents, on arguments that had for so long been faced and never resolved, is a great success. Let us see whether we cannot reach the same agreement on this last point on the agenda. I am here to propose a new solution. I will now read it.

" Accepting the fact that the opinion of the assembly is in favour of creating an associative organization amongst National Olympic Committees for a loyal and effective collaboration with the International Olympic Committee, in accordance with its regulations, it is established that a nomination be made for a Committee of co-ordination and study to set out the organizational ruling for such an Association. The ruling will be submitted for examination by all National Olympic Committees, and will be discussed and approved during the next assembly ".

The word to the representative of the Canadian Olympic Committee.

H. W. Hoppener

Secretary-General of the Canadian Olympic Committee

Mr. President: After so many speakers have expressed their appreciation of your work here, I also want to thank the Italian Olympic Committee for having organized this conference and for their hospitality. But perhaps more significant than the hospitality we have enjoyed, which is traditional to this country, is the fact that you have provided us, the National Olympic Committees of the world, with the first programme for free discussion and exchange of ideas.

I agree with the representative from the U.S.S.R. in recognizing that this conference has given us, for the first time, the opportunity to study many of the problems discussed today. We agree that closer co-operation is necessary between the I.O.C. and National Olympic Committees, greater comprehension and liaison.

We also agree that the I.O.C. must consider extending representation to many important countries that are not yet now represented within its circuit. In my opinion, the first proposal for an Association of National Olympic Committees is directly related with the development of the Olympic movement and its history. It is for this reason that we think that the recommendation must be studied very carefully both in principle and with regard to its future potential development.

Reference has been made by many speakers to the ideals of the Olympic movement. Let us not forget, ladies and gentlement, that we are world sportsmen, not politicians. We are only concerned with the promotion of amateur sport in all countries of the world, and the opportunity of meeting at Olympic Games. I must also agree with the point raised by the representatives from Great Britain and Australia with regard to this motion. This specific resolution was not available to us before we arrived in Rome.

Other speakers have mentioned the principles of democracy. The Canadian Olympic Committee operates on the principle of democracy and I, as its president, have no authority to approve or disapprove this recommendation now, without it having been submitted to my Olympic Committee for discussion and decision.

Another point with regard to this suggestion of continental meetings, or group representation as per the proposed Association. The Canadian Olympic Olympic has always and will always continue to co-operate and discuss feelings with other National Olympic Committees and agrees with exchanging experiences. But there is one thing we must point out, we insist that it is necessary to have an independent viewpoint. This is the reason why I think my Committee will always insist on keeping open direct lines of communication with the International Olympic Committee and the International Sports Federations.

Because of the importance of the matter, I shall support the suggestion moved by several countries and particularly on the basis of the proposal of the Swiss delegation, that the matter and its decision be deferred until further study has been made.

Summing up, 1) we support evolution in the Olympic movement and not revolution; 2) if we have to form an organization, then we must absolutely be certain to know in what direction we are going.

THE CHAIRMAN: Excuse me, gentlemen: the representatives of the Olympic Committees of Portugal and Tunisia present a motion, and therefore have the right of precedence. The word to the representative from Portugal.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Member of the Portuguese Olympic Committee

Mr. President, gentlemen: I would like to submit a motion. As the question of an Association of National Olympic Committees has already been discussed by many persons here present, who have let us know their opinions, and as the Swiss and Spanish proposal is a sufficiently precise summary of what all have said, I believe, I would ask those who still have the right to speak to abstain from doing so, and to pass on to votation. Vote for, therefore, the Spanish motion, which is more or less as follows: 1) principle of the Association; 2) place in the hands of a Committee the study of its statutes, which can be presented during the course a next meeting; 3) that Mr. Onesti be the chairman of such a Committee and, I add, that it be Mr. Onesti, in my opinion, to nomi nate and designate, for approval of the Assembly, the members of his Committee.

(*Applause*)

THE CHAIRMAN: Gentlemen, the applause is significant. The intention of many is to be restricted. I do not want, democratically, to disallow anyone from speaking. I propose approval of what is the result you have yourselves made. I would now like to put up for approval, or otherwise, the order of the day that I will now read out. The assembly must therefore decide whether it is in favour of this order of the day:

" Accepting the fact that the opinion of the assembly is in favour of creating an associative organization amongst National Olympic Committees for a loyal and effective collaboration with the International Olympic Committee, in accordance with its regulations, it is established that a nomination be made for a Committee of co-ordination and study to set out the organizational ruling for such an Association. The ruling will be submitted for examination by all National Olympic Committees, and will be discussed and approved at the next assembly ".

Count De Beaumont

Member of the French Olympic Committee and of the I.O.C.

Is this proposal made to help the I.O.C.?

THE CHAIRMAN: Count de Beaumont: I will only read out the first lines. The proposal is this:

" Accepting the fact that the opinion of the assembly is in favour of creating an associative organization amongst National Olympic Committees for a loyal and effective collaboration with the International Olympic Committee... " and then what follows.

Are there any other comments to make on this proposal?

(*Applause*)

Then, gentlemen, it has been unanimously approved, and I thank you for having constituted the Committee of co-ordination and study. Only one thing, this Committee must have a Chairman. It is therefore up to the Assembly to propose the name of the Chairman of the Committee of co-ordination and study.

Word to the Irish delegate.

The Lord Killanin

President of the Irish Olympic Committee

I would like to congratulate President Onesti and I know he is the most indicated person to make up this Committee. But as many other persons have said before, we all have a number of problems over which we have not been able to consult our Olympic Committees. I propose, therefore, that the organization, study and co-ordination be entrusted to the CONI, in co-operation with other National Olympic Committees.

Epaminondas Petralias

Member of the Greek Olympic Committee

Just one moment. I wanted to say that the most qualified person to be elected Chairman is Mr. Onesti, but I was preceded and I was late. That was all I wanted to say.

Sten Svensson

Honorary Secretary-General of the Swedish Olympic Committee

Mr. President: In parliamentary terms, as far as I know, one could say that the result of the discussion is the postponement of the question, to be discussed later.

THE CHAIRMAN: Are there any other speakers? Would Mr. Ganga of the Congo- Brazzaville please speak.

Jean Claude Ganga

Secretary-General of the Congo Brazzaville Olympic Committee

Mr. President: Bearing in mind the number of interventions that have been registered and the unanimous approval by the Assembly for the creation of this Committee of co-ordination, may I first of all congratulate you for your election as Chairman of this Committee. I now feel that the Assembly would like to entrust you with proposing the list of members of the Committee to work with you for the setting out of the statutes, which will be presented at the next meeting of National Olympic Committees.

THE CHAIRMAN: Presidents: I thank you very much for the faith and esteem shown that I do not believe to be so merited. I only hope that the forthcoming work will not lead you to believe otherwise. However much I may be disposed to, and for years, place my activity and my limited capacity to the realization of such great things, I hope you will bear in mind that, on this last point, I will need the co-operation of you all, but particular co-operation from some of you. I am here to ask a certain number of persons, whom I will submit to the judgement of this assembly, if they are prepared to be part of this Committee that you have so kindly asked me to preside over, so that we may undertake the work together. I would not like you to think that my choice be considered to be without regard to others. We have listened to intelligent talks, to various proposals. I ask you not to think that this designation be made to valuate the nominations, because all of you would be able to provide effective collaboration. But because the number must of necessity be restricted, I would like to propose to the Assembly, that for this Committee of study, the following persons be nominated, in alphabetical order:

Mr. Andrianov of the Soviet Union; General Clark of Mexico; Mr. Corenthin of Mali; Mr. Duncan of Great Britain; Mr. Ganga of Congo-Brazzaville; Mr. Gemayel of Lebanon; Mr. Takeda of Japan; Mr. Weir of Australia; Mr. Weymann of Switzerland and Mr. Wilson of the United States of America.

It is up to you to decide whether these persons can factively collaborate. Say whether you are in favour of them or not.

(*Applause*)

Please, France to you.

Armand Massard

President of the French Olympic Committee

Mr. President: I appreciate the choice you have made, but personally I would have liked this Committee to have had members that were not members of the I.O.C.

THE CHAIRMAN: Mr. President of the French Olympic Committee and Vice-President of the I.O.C., in the preceding paragraphs of the order of the day, we have fought against discrimination of race and religion, and we do not see why the members of the I.O.C. should be a race apart, and therefore not elegible. Our intention is to collaborate with the International Olympic Committee, and, if the assembly is in favour, we are pleased and honoured to have members of the I.O.C. to also collaborate with us.

Many thanks.

(*Applause*)

Presidents, allow me to thank you in the name of the consultant Committee you have just nominated. I will ask you to forgive me if I took the liberty to nominate them, but they do represent worlds and ideologies that would be good to put together to study the solution to the problem. I thank you all. Until we meet again, good health, until we meet again, I hope this evening.

Please forgive me, this is an order of the day. We meet for dinner tonight...

(Applause)

The meeting is closed at 13.40 hrs.

COMITE OLIMPICO NACIONAL ITALIANO

CONVENIO DE LOS COMITES OLIMPICOS EN ROMA

30 de setiembre, 1 y 2 de octubre de 1965

Español

Англо-русский

PARTICIPANTES

Mr. AVERY BRUNDAGE, Presidente del C.I.O.

ARGELIA	Larbi SILABCENE, Vicepresidente del C.O.A.
AUSTRALIA	Hugh WEIR, Miembro C.I.O. – Vicepresidente C.O.A.
AUSTRIA	Edgard FRIED, Secretario Gen. Hon. del C.O.A.
BELGICA	Raoul MOLLET, Presidente C.O.B.
BOLIVIA	Edmundo OLAGUIVEL IBAÑEZ
BRASIL	Sylvio DE MAGALHAES PADILHA, Miembro C.I.O. – Presidente C.O.B. Antonio DOS REIS CARNEIRO, Secretario General C.O.B.
BULGARIA	Vladimir STOYTCHEV, Miembro C.I.O. – Presidente C.O.B. Dimitre HARALAMPIEV IVANOV
CANADA	James WORRALL, Presidente C.O.C. H. W. HOPPENER, Secretario Gen. C.O.C.
CHECOESLOVAQUIA	Frantisek VODSLON, Presidente C.O.C. Frantisek KROUTIL, Secretario Gen. C.O.C.
CEYLON	Ministro SUGATHADASA, Presidente C.O.C.
CONGO	Jean Claude GANGA, Secretario Gen. C.O.C.
COREA	Sang Beck LEE, Miembro C.I.O. – Presidente C.O.C. Walter JHUNG, Secretario Gen. C.O.C. Tongjae CHO, Miembro C.O.C. Wonkyung LEE, Miembro C.O.C.
CUBA	Manuel GONZALES GUERRA, Presidente C.O.C. Fabio RUIZ VINAJERA, Miembro C.O.C. Jorge GARCIA BANGO, Miembro C.O.C.
DINAMARCA	Ivar Emil VIND, Miembro C.I.O. Gudmund SCHACK, Presidente C.O.D. Axel LUNDQVIST, Secretario Gen. C.O.D.

REP. DOMINICANA	Juan Ulises Garcia Saleta, Presidente C.O.R.D.
ETIOPIA	Ydnekatcheou Tessema, Director General N.E.S.C.
FILIPINAS	Jorge Vargas, Miembro C.I.O.
FINLANDIA	J. W. Rangell, Miembro C.I.O. – Miembro C.O.F. Erik von Frenckell, Miembro C.I.O. Miembro C.O.F. Akseli Kaskela, Presidente C.O.F. Ali Koskimaa, Vicepresidente C.O.F. A. Ruusuvaara, Secretario General C.O.F.
FRANCIA	Armand Massard, Vicepresidente C.I.O. – Presidente C.O.F. Conde de Beaumont, Miembro C.I.O. Alain Danet, Secretario General C.O.F.
ALEMANIA OCC.	Max Danz, Vicepresidente C.O.A.O. Walter Troger, Secretario Gen. C.O.A.O. Walter Wulfing, Vicepresidente C.O.A.O.
ALEMANIA ORIENTAL	Heinz Schoebel, Presidente C.O.R.D.A. Helmut Behrendt, Secretario Gen. C.O.R.D.A. Dieter Rehahn, Miembro C.O.R.D.A.
GHANA	Djan Ohene, Presidente C.O.G.
JAMAICA	Tony Bridge, Presidente C.O.J.
JAPON	Tsuneyoshi Takeda, Presidente C.O.J. Tetsuo Oba, Secretario General C.O.J. Robert Tsutyoshi Miyakawa, Miembro C.O.J.
GRAN BRETAÑA	K. Sandy Duncan, Secretario General
GRECIA	Pyrros Lappas, Secretario General C.O.G. Epaminondas Petralias, Miembro C.O.G.
HAITI	Antonio C. Coicou, Presidente C.O.H.
IRAK	Habib
IRAN	Amir A Amin, Secretario General C.O.I.
IRLANDA	The Lord Killanin, Miembro C.I.O. – Presidente C.O.I. Desmond O'Sullivan, Miembro C.O.I.
ISRAEL	Shalom Zysman, Presidente C.O.I. H. Glovinsky, Secretario General Hon. C.O.I.
ITALIA	Giulio Onesti, Miembro C.I.O. – Presidente CONI Paolo Thaon Di Revel, Miembro Hon. C.I.O. Giorgio de Stefani, Miembro C.I.O. Adriano Rodoni, Vicepresidente CONI Beppe Croce, Miembro CONI Mario Saini, Secretario General CONI Marcello Garroni, Vice-Secretario General CONI Donato Martucci, Miembro CONI

YUGOESLAVIA	Nebojsa Popovic, Secretario General C.O.Y. Milan Ercegan, Miembro C.O.Y.
KENYA	Reginald Stanley Alexander, Miembro C.I.O. – Presidente C.O.K. J. M. Kasyoka, Miembro C.O.K. Harbans Singh, Miembro C.O.K.
LIBANO	Gabriel Gemayel, Miembro C.I.O. – Presidente C.O.L.
LIBERIA	Frank O'Roberts
LIBIA	Coobar, Miembro C.O.L. S. Sharmit, Presidente C.O.L.
LUXEMBURGO	Prosper Link, Vicepresidente C.O.L.
MALI	Henry Corenthin, Secretario General C.O.M. Coulibaly, Miembro C.O.M.
MALTA	Alfred P. Briffa, Presidente C.O.M.
MARRUECOS	Mchich Alami Abdeslem, Presidente C.O.M.
MEXICO	José de Clark Flores, Miembro C.I.O. – Presidente C.O.M. Eduardo Hay Javier Ostos Manuel Seyde
MONACO	Jacques De Millo, Vicepresidente C.O.M. René Sangiorgio, Secretario General C.O.M.
MONGOLIA	Tsendorje, Miembro C.O.M.
NIGERIA	Oyebola S. Iolaoso, Vicepresidente C.O.N.
NORUEGA	Axel Proet Host, Presidente C.O.N. J. Ch. Schonheyder, Vicepresidente C.O.N.
PAISES BAJOS	C. L. Kerdel, Vicepresidente C.O.P.B. Ch. E. van der Ploeg, Secretario Hon. Tesorero
PANAMA	S. Aníbal Illueca, Presidente C.O.P.
PERU	Escardó Guillermo Griffiths, Presidente C.O.P.
POLONIA	Wlodrimierz Reczek, Miembro C.I.O. — Presidente C.O.P. Wieczorek, Miembro C.O.P.
PORTUGAL	Gaudencio Luiz Da Silva Costa, Miembro C.O.P.
PUERTO RICO	Felicio M. Torregrossa, Presidente C.O.P.R.
R.A.U.	Hussein Omar Gohar, Miembro C.O.R.A.U. Rifat Mostafa Ibrahim, Miembro C.O.R.A.U.
RUMANIA	Aurel Duma, Presidente C.O.R. Grigore Arjoca, Miembro C.O.R.
SENEGAL	Amadou Barry, Presidente C.O.S. Demba Diop, Vicepresidente C.O.S. Bachirou Cisse, Secretario General C.O.S.

ESPAÑA	Juan Antonio SAMARANCH, Vicepresidente C.O.E. Andrés Mercé VARELA
ESTADOS UNIDOS	Douglas ROBY, Miembro C.I.O. Kenneth L. WILSON, Presidente C.O.E.U.
SUECIA	Per STROMBACK, Presidente C.O.S. Sten SVENSSON, Secretario Gen. Hon. C.O.S.
SUIZA	Raymond GAFNER, Presidente C.O.S. Jean WEYMANN, Secretario General C.O.S.
TAIWAN	Peter CHANG, Miembro C.O.T. Henry HSU, Miembro C.O.T.
TCHAD	Ousmane GAM André MAHAMAT
TAILANDIA	Reuriel LUANG SUKHUM, Vicepresidente C.O.T. KOMARAKUL, Secretario General C.O.T.
TUNEZ	Mohamed MZALI, Presidente C.O.T. Slah Eddirec BALY, Secretario General C.O.T. CHENATH
UGANDA	H. M. SUNDERANI, Miembro C.O.U.
HUNGRIA	Gyula EGRI, Presidente C.O.H. Arpad CSANADI, Miembro C.I.O. – Miembro C.O.H.
U.R.S.S.	Konstantin ANDRIANOV, Presidente C.O.U.R.S.S. Igor KASANSKII, Vicepresidente Vladimir SAVVINE, Secretario General
VENEZUELA	Señra Flor ISAVA, Miembro C.O.V.
ZAMBIA	George D'ARCY CRANE, Presidente C.O.Z.

30 de setiembre de 1965

Introducción

Giulio Onesti

Presidente del Comité Olímpico Nacional Italiano

Iniciamos los trabajos en los que participan los Comités Olímpicos Nacionales de todos los continentes y de tantos países. También el Gobierno Italiano ha querido enviar su saludo a este acontecimiento deportivo de tanta importancia, saludo que les será dirigido por Achille Corona, Ministro del Turismo y del Espectáculo, un sincero amigo del deporte, que tengo el honor de presentarles.

Tengo también el placer de poder anunciar que, justamente ayer, sobre todo gracias al constante apoyo del Ministro Corona, se ha perfeccionado una medida legislativa que concede al deporte italiano un notable aumento de medios financieros.

En consecuencia, el día de hoy es más fausto que nunca, puesto que podemos agradecer y saludar al Ministro, un verdadero y desinteresado protector del deporte.

Sabemos muy bien que, para muchos de entre ustedes, el viaje ha sido largo y difícil: pero la pasión por el deporte, el deseo de conocernos mejor y volvernos a encontrar, son sentimientos que nos hacen soportar hasta sacrificios y fatigas.

Gracias a la presencia de todos ustedes, hoy Roma revive sus jornadas olímpicas, las sensaciones que el tiempo aleja siempre más, pero que el corazón conserva constantemente presentes. Quisiera poder decir que, aquí en Roma, los comités olímpicos de todos los rincones del mundo tienen su ciudadanía honoraria. Fue gracias a ustedes, a los comités olímpicos hermanos, que las olimpíadas de Roma conocieron tanto fulgor y tantas inolvidables alegrías.

Nos encontramos aquí reunidos por la idea olímpica, que nos inspira a todos, para discutir sobre importantes problemas de nuestra vida común y cotidiana.

Estamos felices de tener el honor de la presencia del Comité Internacional Olímpico, en la Persona de su Presidente, el señor Avery Brundage; todos ustedes conocen a este prominente deportista, que ha siempre apoyado a los Comités Olímpicos y a su importancia. Le debemos a él, en gran parte, la celebración de este Convenio de los Comités Olímpicos Nacionales. Es por esto que les invito a dirigirle un grato aplauso.

(*Aplausos*)

Avery Brundage

Presidente del Comité Olímpico Internacional

Señor Presidente, Señor Ministro, señoras y señores: en esta ocasión, decir « señoras » y señores no es la manera de siempre para abrir un discurso, pero esta vez tenemos realmente entre nosotros, en esta sala, y creo por primera vez, a delegados señoras. Hace pocos años, tuvimos también el honor y el placer de recibir a una señora como Presidente de una Federación Deportiva Internacional. Esto demuestra los notables progresos que hemos hecho en el olimpismo, desde hace quince siglos hasta nuestros días. En ese entonces, las mujeres no podían entrar en los estadios ni como espectadoras. Ahora, no sólo son espectadoras y participantes en el deporte, sino que son también dirigentes. Con cuidado, señores, que esto podría ser una advertencia: ¡quizás, estemos por ceder el paso!

Yo formo parte de la « vieja guardia » del Comité Olímpico Internacional: es decir, pertenezco a la generación que aún está vinculada con el siglo XIX. Pero esto no debe preocuparles: he venido aquí en calidad de huésped, no de participante. Y estoy feliz de ser simplemente un huésped, puesto que los participantes tienen grandes responsabilidades, mientras que yo, como huésped, me siento bastante libre: ¡es una buena sensación!

Para mí, es un gran placer encontrarme entre ustedes, como en una reunión de familia, porque los Comités Nacionales Olímpicos no sólo son nuestros agentes, sino también nuestros hijos, y nosotros nos interesamos mucho por su bienestar.

Todos deberían agradecer al Presidente Onesti y a sus colegas del CONI por su hospitalidad. No hay un lugar mejor que Roma para una reunión como la que celebramos hoy. Y aquellos de entre ustedes que estaban aquí hace cinco años recordarán claramente la manera maravillosa en la que el CONI organizó los Juegos de las XVII Olimpíadas.

Conocemos muy bien la notable posición que ocupa el CONI en la vida de Italia: y las metas que ha alcanzado deben servir de ejemplos para todos los Comités Nacionales Olímpicos del mundo.

Pero, señoras y señores, hace algunas semanas estuve en Africa, en ocasión de los primeros Juegos Africanos, y allí tuve la oportunidad de conocer a algunos representantes de los más recientes Comités Nacionales Olímpicos. Para ellos, la situación no es del todo igual. Los C.N.O. que se han formado sólo hace poco tiempo, en los países en vías de desarrollo de Africa y de Asia, tienen muy pocos recursos, y, naturalmente, no pueden obtener fondos del público. Dependen de sus Gobiernos, y esto, obviamente, a veces presenta dificultades a causa del modo de actuar — que ustedes conocen muy bien — de los hombres políticos.

Sin embargo, nos estamos ocupando de sus problemas, y yo les he dicho que todos nosotros, en todos los lugares del mundo, hemos pasado a través de una fase parecida. Quisiera señalar que el movimiento olímpico, que hoy probablemente representa a la mayor fuerza social del mundo, y la más importante, ha alcanzado la posición que tiene sin ninguna ayuda en dinero. Se encuentra en esta posición porque ha recogido los frutos de un gran ideal: el ideal que no deben existir discriminaciones de raza, religión, o fuerzas políticas en el mundo, ni deben existir organizaciones ni rivalidades comerciales, sino que hay que trabajar por la paz y la hermandad entre los pueblos.

Si el movimiento olímpico se ha desarrollado rápidamente, se lo debe a sus principios fundamentales: y, en efecto, todas las grandes religiones del mundo han sido divulgadas por un hombre que tenía grandes ideales y que no poseía riquezas. De la misma manera, las grandes revoluciones sociales, intelectuales y políticas han sido ideadas por un hombre o un grupo de hombres que poseían un gran ideal.

Nosotros, señores, tenemos el gran ideal. Debemos persuadir a los Gobiernos que es deber de ellos proporcionarnos instalaciones e instructores para los jóvenes de sus propios países, sin interferencia en los fines de las organizaciones deportivas. Afortunadamente, hoy la mayor parte de los Gobiernos más iluminados están siguiendo esta línea de conducta. La tarea de los Comités Nacionales Olímpicos debe ir más allá de la simple organización de los equipos participantes en los Juegos Olímpicos. Los Juegos fueron ideados por el Barón de Coubertin como medio para alcanzar un objetivo, y no como una manifestación fin a sí misma; un medio para desarrollar un programa de educación física y de deporte agonista que debía interesar a todos los países del mundo, para que los jóvenes crecieran más fuertes y más sanos, y para dar ciudadanos mejores a través de los principios morales del movimiento olímpico. Esto debía crear un interés por ideales más elevados del materialismo, promover el amor por el arte, y formar hombres perfectos, no sólamente campeones.

Naturalmente, el objetivo de de Coubertin aspiraba también a permitir de alcanzar récords entre los varios países, pero sobre el plano pacífico y sin ninguna discriminación.

El año pasado, en ocasión de los Juegos Olímpicos de Tokio, Japón, mejor que cualquier otro país en el mundo, consiguió actuar estos principios. El C.N.O. y el Comité Organizador de los Juegos de las XVIII Olimpiadas han conseguido despertar el interés de toda la población de su país: noventaicinco millones de personas han colaborado para esta iniciativa, como si hubiera sido de ellos mismos, y de esto son testigos todos aquéllos que estuvieron en Tokio. Todo esto ha contribuído al hecho que actualmente el Japón es considerado el número uno entre los países olímpicos del mundo.

Ahora, señoras y señores, puesto que muchos delegados me han pedido mi parecer sobre los puntos en el orden del día, haré algunas observaciones que pienso puedan serles útiles.

Ante todo, quisiera señalar que el principio de independencia de los C.N.O. es fundamental. Los C.N.O. no pueden actuar con plena eficacia si no son independientes. Este es el principio por el que debemos luchar.

Acerca del modo de financiación de los C.N.O., ya me he expresado en varias ocasiones: detesto hablar de dinero cuando se trata del deporte; en efecto, después de cincuenta años de experiencia, siento siempre muchas sospechas frente a las organizaciones de aficionados que poseen demasiado dinero. ¿Por qué? Porque el dinero atrae a gente que quiere tomar, y no a gente que quiere dar: y entre éstos hay gran diferencia.

En lo que se refiere al problema de los aficionados, y bien, nosotros, del C.I.O., hemos luchado por esto por cincuenta años, y quizás más, y por lo tanto, respecto de las discusiones en este sector, les hago mis mejores augurios. Nosotros hemos trabajado para tener un reglamento para los aficionados, y hemos dejado que las Federaciones Internacionales y los Comités Nacionales Olímpicos pusieran esas normas en vigencia. Como resultado, hemos obtenido sólo una gran confusión, puesto que unas veinte Federaciones Internacionales y cientodieciocho C.N.O. tienen, muy a menudo, ideas distintas en mérito. Estoy seguro que las Federaciones Internacionales nunca llegarán a un acuerdo sobre una definición uniforme. Por otra parte, el aficionado es algo que no puede cambiar, aun si se habla de cambios en las condiciones sociales: el aficionado es algo muy bien definido, como el blanco y el negro. O se es aficionado, o no se es aficionado. A través de mi experiencia en este campo, he llegado a la siguiente conclusión: lo mejor es que sea el Comité Internacional Olímpico quien decida quien puede y quien no puede participar en los Juegos Olímpicos. Casi todos los días llegan cartas de todas partes del mundo, que se refieren al problema. Estoy aconsejando al C.I.O. que redacte un código que determine a quién queremos en los Juegos Olímpicos, y a quién no, y que excluya ramificaciones de cualquier clase que no traten del problema de los aficionados.

Naturalmente, hay una cosa que queda siempre esencial, y que está indicada también en la definición sancionada por ustedes: es decir, que el participante en los Juegos Olímpicos debe desarrollar una actividad que le garantice la tranquilidad financiera para su vida futura.

Todos deben recordar que los Juegos Olímpicos no son simples y puros campeonatos mundiales: los Juegos Olímpicos son algo especial, y en consecuencia, probablemente requieren un reglamento distinto.

De esta manera, se habla mucho de condiciones sociales y de campeones, pero nuestra tarea no es proporcionar campeones: nuestra tarea es formar hombres. De acuerdo con los cánones de la antigua Grecia, era hombre el individuo preparado a afrontar la vida. La tarea de ocuparse de los

blemas sociales no es nuestra; éste es un problema de los Gobiernos. De la misma manera, recuerden siempre que las Olimpíadas no son una manifestación fin a sí misma, sino que son un instrumento para convencer al mundo que la educación física y el deporte agonista son un medio eficaz para alcanzar el bienestar.

En cuanto a los Juegos Regionales, ha sido justamente el C.I.O. que ha ideado este tipo de competencia, y por lo tanto nos esperamos que sea el mismo C.I.O. quien nos dé consejos y guía en este particular sector. Si el reglamento olímpico es bueno para los Juegos Olímpicos, lo será también para los Juegos Regionales. Si las varias manifestaciones internacionales fueran conducidas de acuerdo con reglamentos y normas distintas, se crearía el caos. También sería caótico si las organizaciones y las Federaciones no miembros de los Comités Nacionales Olímpicos, en calidad de Federaciones Internacionales, estuvieran autorizadas a participar en lugar nuestro, porque todos los C.N.O. y todas las F.D.I. son organizaciones abiertas. Es decir, están abiertas para todos aquéllos que acepten seguir las normas y los reglamentos, y que reconozcan a sus dirigentes. Todos pueden formar parte de estas organizaciones, y por lo tanto, los que se rehusan de pertenecerles y de aceptar las responsabilidades inherentes no estarán autorizados a participar en sus actividades.

En lo que concierne la propuesta de aumentar el número de los acompañantes, estoy seguro que el Comité Internacional Olímpico aprobará el número global que será considerado necesario para cada equipo. Se había establecido una regla al respecto, porque sucedía a menudo que equipos compuestos por cinco atletas eran acompañados por veinticinco dirigentes. Lo que era bastante ridículo. Si ustedes piensan que sea necesario revisar ese reglamento, yo estoy de acuerdo.

Naturalmente, señoras y señores, son ustedes los que deben decidir si quieren organizar a Europa aquí en Roma. Pienso que si realmente lo desean, deberá ser una decisión unánime, porque si la mitad de los delegados estará en favor, y la otra mitad contra, el resultado no será muy productivo. Recuerden que todos pueden recurrir, en cualquier momento, al Comité Internacional Olímpico, y que toda petición será juzgada en base a su valor, y no en base al número de las firmas. Ustedes tienen muchos problemas en común, y creo que los encuentros puedan ser muy útiles para alcanzar buenas soluciones. Naturalmente, siempre que esas reuniones se abstengan de la política.

Las Federaciones Internacionales han discutido por muchos años sobre la constitución de una organización al vértice. Naturalmente, es inútil crear una organización si no hay intenciones de tomar parte en las reuniones y de participar de manera activa, cada uno aceptando sus propias responsabilidades.

Señoras y señores, deseo agradecer al Presidente Onesti y al Comité Olímpico Italiano por haberme invitado aquí. Les dejo mis mejores deseos y augurios para que sus trabajos sean coronados por el éxito. Espero volverles a ver en Madrid, la semana próxima.

Gracias.

Hon. Achille Corona

Ministro Italiano para el Turismo y el Espectáculo

Señor Presidente, señoras y señores: que el primer Congreso de los Comités Olímpicos del mundo se celebre en Roma, donde ya ha brillado la llama olímpica, es un acontecimiento que toca la sensibilidad del Gobierno italiano, en nombre del cual quiero expresarles, señoras y señores, la más cordial bienvenida.

Al mismo tiempo, me place tener la oportunidad de dar mi saludo de deportista a todos los componentes del Comité Internacional Olímpico, y de manera particularmente amistosa a su presidente, señor Avery Brundage, quien tuvo la amabilidad de presenciar, en esta misma ciudad, el pasado abril, las ceremonias preparadas por el CONI en honor de los atletas que se habían distinguido mayormente por su contribución al prestigio del deporte italiano.

También me permitirán extender este saludo al Presidente del CONI, mi amigo el abogado Onesti, animador del deporte italiano, y ferviente protector de la iniciativa que les ha reunido aquí.

Este Congreso, señoras y señores, tiene un significado de singular alcance. Tiene el valor de una nueva etapa para el deporte, alcanzada por la voluntad unánime y el empeño responsable de los Comités Olímpicos, protagonistas de una actividad de dimensiones siempre más amplias, que por lo tanto merece debates siempre más vastos y democráticos.

Habiendo presenciado los Juegos Olímpicos de Roma y de Tokio, tuve la oportunidad de meditar sobre los años de fatigas y de pasión que han permitido que los Comités Olímpicos llevaran a las grandes competencias cuadrienales la flor de la juventud mundial, adiestrada en las disciplinas más severas, animada por el sentimiento del agonismo más leal.

Por esta experiencia directa, y por mi misma calidad de responsable del gobierno, no sólo de éste, pero también de otros sectores de administración, vinculados con las actividades deportivas, constituye para mí un gran placer expresar mis mejores felicitaciones por el acontecimiento de hoy. Este constituye una prueba más de la necesidad que los grandes problemas de la vida de los hombres, y en consecuencia también los del deporte, encuentren el máximo debate en las mayores asambleas.

El campo en el que, señores, ustedes desarrollan su trabajo, es ciertamente uno de los más sugestivos. En la búsqueda de soluciones para los problemas que les interesan, ustedes siempre tienen en cuenta la necesidad del desarrollo de relaciones de amistad y de comprensión entre un país y el otro. De esta manera, contribuyen al refuerzo de la convivencia pacífica entre los pueblos, es decir, de la condición insostituible que está en la base de la prosperidad de las actividades deportivas.

Como Ministro del turismo italiano, permítanme agregar que, así como para el turismo, un sector de actividad que ve a nuestro país entre los primeros lugares del mundo, también el deporte presupone la paz y la difusión del bienestar entre los pueblos.

La conciencia de absolver esta tarea, si da satisfacción, al mismo tiempo acrecenta el peso de nuestras y sus responsabilidades.

El deporte es un gran hecho de la vida del hombre y de la vida moderna, que eleva las condiciones y las costumbres civilizadas de los pueblos del mundo. Por lo tanto, los cuidados y la preocupación de los Gobiernos por el progreso de sus colectividades nacionales están dedicados al deporte. Este empeño, permítanme que agregue, es tomado también por el Gobierno y el Parlamento democráticos italianos, y es una alegría para mí confirmar aquí el anuncio ya hecho por el Presidente Onesti, que justamente ayer el Gobierno y el Parlamento han aprobado una ley que pone más medios a disposición del deporte italiano y de su organización.

Valga esta noticia como auspicio de un fomento siempre mayor de las actividades deportivas en todos los rincones del mundo. Y justamente por los méritos y las tradiciones de los Comités Olímpicos de antigua institución y el ansia generosa de los de fecha más reciente, consiénteme, señoras y señores, que exprese el augurio, que es también certeza, que de esta primera asamblea surjan nuevos factores positivos para el éxito y la gloria del deporte, para la exaltación de la necesidad de acuerdos siempre más pacíficos entre los hombres y entre las naciones.

Mesdames et messieurs, au nom du Gouvernement italien je suis heureux de vous saluer ici, dans notre pays, et je vous souhaite le meilleur succès dans vos travaux.

Ladies and gentlemen, on behalf of the Italian Government I am happy to greet you in our Country, and I wish to you the best success in your works.

Meine Damen und Herren, ich freue mich sehr im Namen der Italienischen Regierung Sie in unserem Lande begrüssen zu können, und wünsche Ihnen den besten Erfolg in Ihren Arbeiten.

(*Aplausos*)

(*La sesión es suspendida a las 10:50 hs.*).

Presentación y aprobación del orden del día

Giulio Onesti

Presidente del Comité Olímpico Nacional Italiano

Por primera vez, los Comités Olímpicos Nacionales se preparan a discutir con cierta amplitud los problemas prácticos atinentes al deporte. La iniciativa sugerida por el Comité Olímpico Italiano, y sufragada por una tan vasta adhesión de otros Comités, en Tokio, llevaba a efecto una idea muy difusa. El deseo de un encuentro más completo, preparado y acordado con sentido de responsabilidad y ansiedad de obrar, era común a todos nosotros.

No apenas todos hubieron regresado de las inolvidables jornadas de Tokio, el Comité Olímpico Italiano se puso a trabajar en el interés de todos. De acuerdo con lo que se había sugerido, se crearon muy pronto las dos oficinas para la legislación del deporte y para las construcciones deportivas. Se solicitaron contribuciones de documentos y experiencias, que muchos de entre ustedes ya nos han ofrecido. Las dos oficinas, que se ocupan de materias de actualidad y utilidad para todos ustedes, han sido puestas en condiciones de funcionar y de iniciar una actividad que continuará en el futuro.

Sucesivamente, elegimos una serie de argumentos a someter a examen durante esta reunión, e hicimos una lista de ellos, lista que enviamos por carta circular a todos ustedes.

Los Comités Olímpicos hermanos, informados sobre nuestras ideas, pudieron también examinar los informes relativos a cada punto del orden del día. En base a las sugerencias, las modificaciones y añadiduras que muchos de entre ustedes muy amablemente nos enviaron, los textos fueron puestos al día y adaptados.

Ahora, esta Asamblea, que es una Asamblea entre iguales, posee naturalmente la autoridad y el derecho de revisar cada argumento y de sintetizarlo en un orden del día. Estas deliberaciones serán llevadas como recomendaciones a la reunión del 4 de octubre en Madrid, con el Ejecutivo del Comité Internacional Olímpico.

Por primera vez en la historia de nuestro movimiento, llevaremos al aula de la discusión a argumentos y conceptos ya meditados y sufragados por la aprobación de la mayoría, o de la totalidad. Opinamos que esto servirá muchísimo para ayudar al Ejecutivo del Comité Internacional Olímpico mismo, así como para realizar un trabajo concreto.

Estas son las esperanzas; y yo, que conozco por experiencia a muchísimos de entre ustedes, y que en los últimos tiempos he tenido el placer y el honor de conocer también a los dirigentes de los Comités Olímpicos creados recientemente, sé que puedo apelar al sentido común de la medida y de la responsabilidad para que esta reunión alcance sus objetivos.

Ya hemos dicho y confirmado que nuestra posición no es ni antitética ni polémica, frente al Comité Internacional Olímpico. Entre nosotros, hay muchos que son al mismo tiempo Presidentes de Comités Olímpicos y miembros del Comité Internacional Olímpico. Hay otros que tienen el privilegio de ser nuevos Presidentes, investidos de una función muy difícil, pero al mismo tiempo feliz, porque la dirección del deporte es un cargo realmente apasionante para todo hombre moderno. A los nuevos Presidentes de los Comités Olímpicos, deseo dar el saludo de los más ancianos y la seguridad que nosotros nos consideramos todos iguales, todos animados por un común espíritu benéfico y pacífico.

Trabajamos por el bien de la juventud y de cada uno de nuestros países, y sabemos que la juventud es el bien más precioso que pueda poseer un Estado. Deseamos ardientemente que esta juventud se encuentre entre sí, y se reconozca sobre los campos de competencia, contribuyendo en la creación de estima y simpatía recíproca entre los pueblos.

Tenemos también la responsabilidad de apoyar y ayudar a la causa de la paz y del progreso. Es

con este espíritu de responsabilidad que debemos obrar, escucharnos entre nosotros, y posiblemente aprender el uno del otro. Nuestro deber es mantener nuestros pies sobre el terreno, pero mirar al mismo tiempo hacia el futuro, con el optimismo típico de los hombres de deporte.

Estoy seguro que cada uno de ustedes ha traído aquí esta convicción, y hago un sincero auspicio para que los resultados de esta reunión romana puedan ser de gran utilidad para todos nosotros.

Ahora, perdónenme la presunción de considerar unánime un deseo de la delegación italiana: nosotros trabajamos por el bien de la juventud, y amamos la paz; aún más, quisiéramos que la paz fuese el estado normal de vida de los pueblos. Desafortunadamente, en cambio, y justamente en estos días, la guerra transtorna a países antiguos y civilizados, con los que tenemos relaciones de fraterna y sincera amistad. Esto nos turba profundamente, porque conocemos los horrores de la guerra y porque sabemos que la paz es indivisible. Tenemos el deber de invocar la vuelta a la paz. No tenemos fuerzas materiales ni instrumentos de presión, pero tenemos un corazón sincero y abierto, y tenemos el coraje de expresar nuestros sentimientos.

Por lo tanto, si esta Asamblea está de acuerdo, me permito someter a su aprobación la siguiente propuesta:

« Los delegados de 71 Comités Olímpicos Nacionales, que representan a millones de jóvenes atletas, reuniéndose en Roma para un fraterno encuentro celebrado en nombre del deporte, dirigen sus mentes angustiadas hacia los pueblos turbados por los conflictos.

En consecuencia, piden de las máximas autoridades internacionales, de los Gobiernos, de las colectividades más influyentes, que cumplan con todo posible esfuerzo para poner término a esta trágica aventura.

La juventud aspira a la vida, al progreso y a la alegría, y ninguna cuestión de límites o de prestigio puede justificar la supresión de esos derechos.

El deporte, que acoge y eleva como reglas de conducta a todas las esperanzas de la juventud, el deporte, que aspira a la hermandad y a la comprensión entre los hombres, invoca, de acuerdo con todos los hombres de buena voluntad, la suspensión de los conflictos y el retorno de la vida sobre las tierras aradas por el dolor ».

Señores presidentes, he leído esta propuesta, favorable — dentro de nuestros límites y nuestras posibilidades — para la paz universal. Puesto que la propuesta debe ser aprobada por la mayoría, y espero por la totalidad, de los congresistas, ¿hay entre ustedes, señores, alguien que sea contrario a la propuesta misma? Por favor, quien se opone levante la mano.

Entonces, si todo el Congreso es favorable a esta propuesta, en caso que lo crean necesario, lo vuelvo a leer.

(*Vuelve a leer el texto de la propuesta*)

¿Están todos de acuerdo con esta propuesta? Gracias. ¿No hay nadie que quiera tomar la palabra al respecto? Gracias, señores; creo que nuestra reunión no habría podido comenzar de mejor manera.

La propuesta es aprobada unánimemente

Entonces comencemos con nuestro Convenio. Ante todo, habrá que designar a un presidente de la Asamblea. No deseo aprovechar de mi situación personal, del hecho que los recibo como huéspedes, para imponer mi nombre. Por lo tanto, hablemos francamente, entre deportistas, y si los congresistas hay alguien que desea proponer otro nombre para la presidencia del Congreso, están invitados a hacerlo. Muchas gracias.

(*Aplausos*)

Giulio Onesti es designado presidente de la Asamblea

Gracias, señores. Espero no desilusionarlos demasiado.

Comencemos con el primer argumento del orden del día: « Principios de independencia de los Comités Nacionales Olímpicos ».

Debo indicar que la delegación de Kenia ya ha pedido inscripción para tomar la palabra, inmediatamente después de haber leído el informe. Leámoslo juntos:

Primer argumento: Independencia de los C.N.O.

« Principio de independencia de los Comités Olímpicos Nacionales. En los últimos tiempos, muchos Estados han comenzado a destinar pequeñas o grandes sumas de presupuesto en favor de la educación físico-deportiva de la juventud. Los Comités Nacionales Olímpicos ven con placer esta tendencia, y sería bien solicitar a los Gobiernos de nuestros respectivos países que hicieran siempre más en favor de esta actividad, preciosa para la juventud.

Sucede también que muchos Gobiernos financian de manera constante y diuturna a los deportes de aficionados. Los Comités Nacionales Olímpicos opinan que esta ayuda económica es aceptable y propicia, pero deben obrar vivamente para que la ayuda económica no sea condicionada a una dependencia de los deportes olímpicos del poder político.

Es necesario que los Gobiernos, si bien financian a los deportes olímpicos, dejen al deporte la autonomía de gestión técnico-deportiva más absoluta. A ellos se deberá rendir cuenta de las sumas empleadas y de las iniciativas tomadas para la promoción en el sector agonístico y olímpico de los Comités Nacionales Olímpicos.

Los Comités Nacionales Olímpicos deben empeñarse a evitar que el deporte se convierta en una manifestación chauvinística o en un pretexto para afirmaciones de prestigio.

Por lo tanto, los Comités Nacionales Olímpicos requieren del Presidente, de los miembros de la Comisión Ejecutiva, de todos los componentes del Comité Internacional Olímpico, que les ayuden siempre, en caso necesario, a absolver sus deberes de asociación, previstos por el artículo 25 de los reglamentos olímpicos, también por medio de visitas y contactos *in loco*, con el fin de aumentar, en todos los países, una atmósfera de tranquilidad, de sereno trabajo, y de espíritu agonista ».

Señores, se abre la discusión sobre el primer item del orden del día. Cedo la palabra al representante de Kenia.

Harbans Singh

Miembro del Comité Olímpico de Kenia

Señor Presidente, señoras y señores: en primer lugar, quisiera agradecer al Comité Olímpico Nacional Italiano por haber tomado la iniciativa de organizar a esta conferencia.

En segundo lugar, estoy seguro que cada uno de nosotros, llegado a Roma, ha venido aquí para construir, y no para destruir la acción del movimiento olímpico.

Señor Presidente, la Asociación Olímpica de Kenia está perfectamente de acuerdo con el artículo 25 del movimiento olímpico, que se refiere a la independencia de las organizaciones deportivas. En Kenia nosotros somos muy afortunados, puesto que la integración ya se está llevando a

cabo, y el Gobierno apoya y ayuda al deporte. Estoy feliz de anunciarle que los delegados de Kenia tienen el mandato de su gobierno y de todos los que apoyan al deporte, y esto sin ninguna ingerencia política.

Señor Presidente: siempre aspirando a este objetivo, nosotros de Kenia pensamos que la integración de todas las razas que viven juntas, trabajan juntas, discuten juntas los problemas relativos al deporte, nos llevará muy lejos en el desarrollo del movimiento olímpico.

Me hace muy feliz el hecho que el presidente del Comité Olímpico de Kenia, el señor Alexander, esté aquí entre nosotros; él ha hecho muchísimo por la Asociación Olímpica de Kenia; me place también decir que, si bien él sea un miembro del Parlamento, una personalidad muy influyente en Kenia, está aquí con nosotros, habiendo dejado de lado su política, y está aquí para apoyar al deporte, sin pensar en lo más mínimo en influenciarnos políticamente.

Señor Presidente, sé que, durante los Juegos Africanos de Brazzaville, los países africanos presentaron y discutieron el problema del deporte y de eventuales interferencias políticas. Aquí debo recordar que el hombre tiene en común tres principios: política, religión, iniciativa comercial. Existen también tres necesidades comunes: cada hombre — quienquiera que sea — *debe* alimentarse, cada hombre *debe* dormir, cada hombre *debe* tener ropa para cubrirse. Ahora bien, todos, los políticos, los religiosos, o los comerciantes, deben estar de acuerdo sobre estos tres principios.

Deteniéndonos sobre este aspecto de la cuestión, diré que no todos los hombres se interesan de política, no todos se ocupan de religión, no todos son hombres de negocios: pero a todos, que sean políticos, religiosos, o comerciantes, les gusta el deporte.

He aquí porque le doy tanta importancia a este punto: todos debemos convenir con ello, dar nuestro apoyo al deporte, y sostenerlo de la manera más completa. Viceversa, si permitimos que hayan ingerencias políticas en el deporte, las tres entidades recién mencionadas — la política, la religión, el comercio — se convertirían en una amenaza, o, mejor dicho, en una enfermedad. Una enfermedad mortal para el movimiento olímpico: y debemos derrotarla y desarraigarla, no mañana, sino hoy mismo. Nosotros, que nos encontramos aquí para sostener al movimiento, debemos extirpar a este engañoso mal, sin permitir que hayan, en ningún momento ni en ningún caso, interferencias políticas.

Les puedo indicar una de estas ingerencias, y una muy peligrosa. En Kenia — hace algún tiempo — algunas firmas comerciales escribieron a la Asociación Olímpica, pidiendo permiso para utilizar los nombres de algunos de nuestros mejores atletas. Naturalmente, el objetivo, no confesado, era la publicidad para sus productos. Esto podría haber sido muy peligroso, y yo me permito advertirles a los representantes de cada país, de todos los países presentes, que tengan mucho cuidado, y que no lo permitan. Que no permitan que los firmas comerciales distribuyan fotografías de este o de aquel atleta, con el pretexto de hacerlo conocer: en realidad, estas firmas se hacen publicidad, y tratan de vender sus productos. Yo sinceramente pienso que esto es muy peligroso.

Señor Presidente, creo que los Comités Olímpicos Nacionales necesitan principios muy elevados, y que se deben atener a estos principios. Es natural que los Gobiernos den su asistencia financiera: pero tengo el orgullo de declarar que nosotros, en Kenia, si hemos recibido dinero del Gobierno, recibimos dinero también cuando fuimos a Brazzaville, pero siempre sin la contrapartida de cualquier obligación política. Todo lo que oímos decir fue lo siguiente: « He aquí el dinero, vayan, y establezcan los principios del movimiento olímpico ». Todo lo que desea el Gobierno es vernos gastar el dinero con sabiduría.

Es ésta la razón por la que le atribuyo tanta importancia a nuestra acción común y concorde en favor del movimiento olímpico. Si nosotros permitiéramos cualquier interferencia política, terminaríamos por encontrarnos en una posición muy peligrosa: y la interferencia será inevitable.

Señor Presidente, quisiera rogar a esta asamblea que se esfuerce para que ello no ocurra, para alejar al peligro, y para proceder de manera que se sepa perfectamente lo que hacemos. Si nos alejáramos de esta línea, nos encontraríamos arrastrados dentro de la política. Nosotros no queremos asuntos políticos, y la política no debería interferir con nuestro movimiento. Gracias.

do-pyccka

un largo camino que recorrer, si caminamos todos juntos. Kenia sostiene resueltamente este concepto, y, si el gobierno, la religión, y el comercio, no obstaculizarán a este movimiento, yo estoy seguro que nuestro camino nos llevará muy lejos.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: ¿ Hay alguien más, entre ustedes, que desea tomar la palabra sobre este primer punto? Por favor, levante la mano quien desea intervenir en la discusión.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Miembro del Comité Olímpico Portugués

Señor Presidente, señores delegados: ante todo, permítanme que agradezca al Comité Olímpico Nacional Italiano por haber organizado esta reunión, que sin duda alguna será de gran importancia para el porvenir del olimpismo en el mundo.

He prestado mucha atención a las palabras del señor delegado del Comité Olímpico de Kenia, y, en mi calidad de miembro del Comité Olímpico Portugués, me alegro de haber escuchado sus claras y precisas palabras. Deseo felicitar al delegado de Kenia por haberlas pronunciado.

Gracias.

Juan Ulises García Saleta

Presidente del Comité Olímpico de la República Dominicana

El Comité Olímpico Dominicano ve con satisfacción esta primera asamblea de comités olímpicos nacionales para discutir sus problemas y llegar a resoluciones sanas que estarán seguramente siempre basadas en los principios olímpicos. La República Dominicana no tiene la suerte de Kenia de poder decir que su país tiene un gobierno que ayuda los deportes. La República Dominicana viene luchando para desarrollar los deportes aficionados con la orientación sabia que le ha brindado el general Clark Flores, quien nos visitó y con su asesoramiento nos ayudó a hacer un campamento nacional para nosotros organizar los deportes. Como ustedes han podido ver, mi país últimamente ha estado muy necesitado, y nosotros no hemos recibido por el espacio de cuatro años un sólo centavo para el desarrollo deportivo. Pero lo que más da satisfacción es que mientras esto sucede, más de cien mil jóvenes en todo el país construyen ellos sus instalaciones deportivas. Están organizados en asociaciones, fortaleciendo así sus federaciones nacionales, y con un interés máximo ayudan ellos a construir sus instalaciones y a perfeccionadas y a respetar los estatutos y reglamentos que rigen nuestra máxima autoridad olímpica.

Nosotros queremos apoyar y recalcar en esta gran sesión de que debemos tomar una resolución firme y precisa para cuando nosotros veamos que por un cambio de gobierno brusco haya, sea en el país que fuera, un nuevo comité olímpico, antes de que se le dé reconocimiento a este nuevo comité olímpico, de hacerse una investigación sana de que si realmente los políticos son los precursores del nuevo comité o han sido las federaciones nacionales las que lo han elegido como debe ser. El Comité Olímpico Dominicano, a pesar de no haber recibido esa ayuda que debe darle cualquier gobierno del mundo para que la juventud se desarrolle, para que nosotros en cada país, sin discriminación política y racial o religiosa, podamos elevar moral, cultural y físicamente a nuestros pueblos, promete seguir luchando hasta convencer que llegaremos con el tiempo, con la ayuda moral de ustedes, a que los futuros gobiernos puedan ayudar con sus apuntaciones económicas a las construcciones e instalaciones deportivas y a futuras preparaciones de juegos nacionales, que deben ser imprescindibles en cada país. Al presentar nosotros a este congreso de Roma, no vamos a hacer mención de cómo hemos llegado o cómo hemos podido asistir, pero sí lo decimos, que estamos orgullosos de estar juntos con ustedes, porque estamos seguros de fortalecer cada día más el ideal de de Coubertin.

Gracias.

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico del Mali

Señor Presidente: tomo la palabra en calidad de Secretario General del Comité Olímpico del Mali.

Señor Presidente, quisiera exponer algunas observaciones sobre este punto del orden del día. En lo que se refiere al principio de independencia de los Comités Nacionales Olímpicos, pienso que todos estemos de acuerdo. Pero quisiera que se precisara, objetivamente y de modo exacto, qué es lo que entendemos por independencia.

En efecto, se afirma que los C.N.O. pueden y deben pedir ayudas de sus Gobiernos para promover el desarrollo del deporte y del espíritu olímpico. Por lo tanto, y en práctica, sucede que todo gobierno ve crecer continuamente su responsabilidad en la política de educación de la juventud en todos los campos, incluso el deporte. Esta es una realidad. Y el prestigio de los juegos, si es efectivo, redunda sobre el plano nacional, y aún más sobre el plano individual. Hoy nos vemos forzados a admitir que los vencedores olímpicos benefician de un prestigio seguro. Son los héroes olímpicos.

Cada gobierno predispone un plan de desarrollo del deporte, puesto que es jugado por el pueblo en base a los resultados que obtiene también en ese campo. Por lo menos, esto se verifica en la mayor parte de los países.

Entonces, ¿qué deberes tiene un Comité Olímpico Nacional independiente? Tratar de que este desarrollo, esta sana emulación, sean actuados dentro del respeto más estricto de los reglamentos olímpicos. Es nuestra opinión que sólo de esta manera la independencia de los Comités Nacionales Olímpicos podría responder a tres condiciones esenciales.

La primera es de tratar que todos los jóvenes, de cualquier ideología, religión, raza, puedan, en una determinada nación, dedicarse al deporte y prepararse para las olimpiadas en las mejores condiciones posibles. En otras palabras, hacer que estas reglas sean respetadas en cada país.

Segundo principio: vigilar para que, conforme a los ideales de nuestro movimiento, participen en las Olimpiadas sólo aquellos deportistas que desarrollen actividades agonistas por propia diversión. Porque, en efecto, la idea del aficionado inspirada en los jóvenes debería vernos substancialmente empeñados en hacer de manera que quede íntegra, y no sólamente temporánea.

Finalmente, el tercer principio a favorecer, con el patrocinio de los Comités Nacionales Olímpicos, los encuentros entre los jóvenes, cuando se respeten las antedichas condiciones. Por ejemplo, de estas condiciones deriva la necesidad de obtener de los gobiernos que se aseguren las formalidades de «visados» para los deportistas.

En nuestra opinión, los Comités Olímpicos que en su país actuaran en este sentido, haciendo respetar estas tres condiciones esenciales, darían prueba de independencia, puesto que su deber es garantizar la universalidad del espíritu olímpico. En caso contrario, la independencia no existiría. Y no llego a decir que esos Comités serían dependientes de los Gobiernos: pero serían deudores de principios e ideas no conformes con el ideal olímpico. Y por lo tanto, serían indignos de formar parte de la familia olímpica.

Milan Ercegan

Miembro del Comité Olímpico Yugoslavo

Señor Presidente, señores: ante todo, desearía agradecer al Comité Olímpico Nacional Italiano y a su presidente, señor Onesti, por haber tomado la iniciativa de organizar esta reunión.

La propuesta del Comité Olímpico Nacional Italiano de reflexionar sobre el problema del derecho y del deber de independencia de los Comités Nacionales Olímpicos, en nuestra opinión, es muy importante, y nosotros deberíamos discutirla y estudiarla profundamente. El Comité Olímpico Yugoeslavo opina que la cuestión, sin embargo, deba ser estudiada en todas sus partes.

Permítame, señor Presidente, que encuadre rápidamente todo el problema: es decir, el peso sea de los derechos como de los deberes de los Comités Nacionales Olímpicos.

Todos conocemos la posición de vanguardia del movimiento olímpico moderno sobre el desarrollo del deporte y de la cultura física en el mundo. Y todos deseamos que el movimiento olímpico sea, también en el futuro, la fuerza que promueve y favorece a la cultura física, a la alegría de vivir, al bienestar y a la prosperidad.

Para mantener esta posición progresista, el movimiento olímpico debe evolucionar. Si consideramos al movimiento desde este punto de vista, nuestra tarea, y sobre todo la del Comité Internacional Olímpico, no es sólamente vigilar sobre las ideas y las tradiciones, sino que debe ser mucho más vasta. Nosotros debemos desarrollar la obra de de Coubertin para que permanezca siempre joven y vital.

Esto es lo que debería guiarnos en nuestras discusiones sobre la organización, el papel y la posición del Comité Internacional Olímpico. Nos damos cuenta que todos los Comités Nacionales Olímpicos constituyen la base del movimiento olímpico internacional, y que soportan el peso mayor del olimpismo. No creo exagerar afirmando que hoy la fuerza del movimiento olímpico depende mucho de la fuerza de los Comités Nacionales Olímpicos.

Además, todos nosotros sabemos que son los Comités Nacionales Olímpicos los que afrontan cotidianamente la realidad de la vida práctica del deporte: y es por esta razón que ellos comprenden mejor sus necesidades. Sin embargo, los Comités Olímpicos participan de una manera muy relativa en la solución de estos problemas. Si actualmente hay cuestiones olímpicas de difícil solución, es debido, en mi opinión, al hecho que los Comités Nacionales Olímpicos no están llamados a participar en la búsqueda de sus soluciones.

La fuerza y la importancia de los Comités Nacionales Olímpicos, yo creo, no dependen exclusivamente de la independencia y de la libertad de las decisiones que pueden tomar en el ámbito de su propio país, sino que también dependen, en la misma medida, del rol que tienen frente al movimiento internacional olímpico, es decir, de la posición y de los derechos que les son conferidos por el Comité Internacional Olímpico. Nos parece ilógico que el Comité Internacional Olímpico exija por un lado la libertad absoluta de los Comités Nacionales Olímpicos en sus respectivos países, y por el otro no les dé ningún derecho sobre el plano internacional.

¿No les parece que sería el caso de basarnos sobre la experiencia de otras instituciones internacionales, también de carácter deportivo, en seno a las cuales todos los países participan con carácter de igualdad en la solución de cuestiones mucho más complicadas y delicadas de lo que son las nuestras a veces?

El Comité Olímpico Yugoeslavo opina que, hasta que el problema de los Comités Nacionales Olímpicos no sea tomado en consideración en su conjunto, es decir, hasta que el Comité Internacional Olímpico no haya conferido no sólo deberes, sino también derechos, este problema quedará sin solución. Y yo no sé si esto favorecerá al movimiento olímpico.

Las relaciones existentes hoy entre el Comité Internacional Olímpico y los Comités Nacionales Olímpicos, alejan siempre más al Comité Internacional Olímpico de la realidad, y lo hacen incapaz de solucionar los problemas propuestos incesantemente por esta realidad.

Nosotros opinamos que la familia olímpica no está formada sólamente por los miembros del C.I.O. sino que se compone, además que del C.I.O., también de todos los Comités Nacionales Olímpicos y de las Federaciones Internacionales, que constituyen un único conjunto. Esta familia olímpica debe estar uniformada con un espíritu de igualdad en los derechos.

Si el Comité Internacional Olímpico está verdaderamente interesado en el prestigio de los Comités Nacionales Olímpicos, nos parece que deberá revisar absolutamente su posición frente a los Comités. La presencia de un Comité Nacional en seno al Comité Internacional Olímpico debe ser similar a la que es garantizada en casi todas las instituciones internacionales, donde todos los países tienen los mismos derechos.

Gracias.

Axel Proet Host

Presidente del Comité Olímpico Noruego

Señor Presidente: cuando nos fue comunicado el orden de día de esta conferencia, y tomamos en consideración este argumento, no nos sentimos muy seguros sobre su significado real. Se hablaba de independencia de los Comités Nacionales Olímpicos, y nosotros nos preguntamos si, con estos términos, el orden del día se refería a la independencia de otras organizaciones deportivas del país, o la independencia del gobierno, o la independencia del Comité Olímpico Internacional. En este último caso, la cuestión tomaría una extremada importancia.

La Carta Olímpica define la manera en que deben ser organizados los Comités Nacionales Olímpicos. Si queremos determinar un modelo que pueda ser variado de acuerdo con lo que cada país considera posible, el problema es lo suficientemente sencillo; pero si queremos interpretar la Carta a la letra, quizás sería aconsejable adecuar la Carta a los tiempos modernos.

No nos parece lógico que el Comité Olímpico Internacional — en el cual los Comités Olímpicos Nacionales no tienen ni voz ni representación — se atribuya la facultad de establecer la manera con que cada país deberá organizar su deporte. Si el punto es éste, estoy de acuerdo con Gaston Meyer sobre el comunicado 91: es decir, que ha llegado el momento de proponer algunas modificaciones, antes de correr el riesgo de un fracaso o de una completa revolución en la organización de los Juegos Olímpicos.

Yo creo que sería oportuno designar a un Comité y asignarle la tarea de examinar a fondo todos estos problemas, como justamente lo ha propuesto Meyer.

Muchos se preguntarán si el Comité Olímpico Internacional estará de acuerdo con esto; por otra parte, no hay duda que la decisión debe ser tomada por los Comités Olímpicos Nacionales. Sin la colaboración de los Comités Olímpicos Nacionales y de las Federaciones Internacionales, no se podrían ni organizar ni disputar los Juegos Olímpicos.

Opino que los Comités Olímpicos Nacionales hayan acogido con placer la propuesta del Comité Olímpico Italiano de celebrar esta reunión en Roma: es un primer signo del creciente deseo de los Comités Olímpicos Nacionales de tener alguna influencia sobre las decisiones relativas a la organización y al reglamento de los futuros Juegos Olímpicos.

Les daré un ejemplo de la necesidad de tener normas más claras y precisas. En Noruega, tenemos una organización común para todos los deportes. Todas la Federaciones Deportivas dependen de una sola organización: la Federación Deportiva Noruega. Desde 1926, esta Federación actúa también como Comité Olímpico de Noruega, y ha tratado con todos los problemas relacionados con los Juegos Olímpicos.

Este año, de improviso, los representantes del Comité Olímpico Internacional en Noruega nos han explicado que nuestra organización es ilegal; y nos hemos visto invitados a establecer una nueva forma de organización para el Comité Olímpico Noruego. Ahora bien, yo no veo que exista un motivo válido para acusarnos de organización ilegal. Hemos tenido la misma forma de organización

por cuarenta años, y además, puesto que hemos organizado los Juegos Olímpicos de 1952, creo que en ese período nuestra organización era considerada legal.

Pienso que el Comité Olímpico Internacional no habría dejado la responsabilidad de los Juegos Olímpicos a un organismo ilegal.

De todas maneras, el caso citado me lleva a opinar que es necesario establecer esta norma: la Carta Olímpica es un modelo útil para los países que no tienen una organización común para todos los deportes, pero cada país, cada Comité Olímpico Nacional, es independiente y decide de por sí solo qué forma dar a su organización. Habrá que tener cuidado sólo en que no se dejen de lado los principios fundamentales, que en sí mismos son la garantía más válida para la independencia económica, religiosa, política y comercial. Me parece evidente que esto sea adecuado a los tiempos de democracia en que vivimos.

Espero que sea posible seguir el consejo de Gaston Meyer, antes que sea demasiado tarde.

Gracias.

PRESIDENTE: Señor representante de Noruega: le hablo sólo personalmente. Aprovecho de esta ocasión para agradecerle profundamente en nombre de Italia. En el lejano 1946, nosotros, país exenemigo, recibimos una fraternal acogida de su Comité, que nos parece dudoso no considerar legítimo, y entre todos ustedes fuimos considerados amigos y libres. Son charlas anacronistas, a veinte años de distancia, pero en 1946 yo estaba allí, cuando nos acogieron tan fraternamente, evitándonos la más mínima sombra de incomodidad.

Este recuerdo quizás ofusque mi juicio: pero no puedo olvidar ese episodio, para felicitar personalmente a su organización, y desearle todo el bien posible.

Cedo la palabra al representante de Alemania Oriental.

Heinz Schöbel

Presidente del Comité Olímpico de la República Democrática Alemana

Habla el intérprete oficial:

El doctor Heinz Schöbel, Presidente del Comité Olímpico Nacional de la República Democrática Alemana me ha rogado que lea su discurso.

« Señor Presidente, señoras y señores: el Comité Olímpico Nacional de la República Democrática Alemana aprecia muchísimo la iniciativa tomada por el Comité Olímpico Nacional Italiano de organizar este convenio.

Nuestro Comité sostiene en pleno el principio de la independencia; puesto que nosotros muy a menudo nos vemos objeto de discriminaciones, hemos observado con gran interés y gratitud las medidas tomadas por el C.I.O. y por la Federación Internacional para mantener al deporte libre e independiente.

Durante los quince años de su existencia, el Comité Olímpico de la República Democrática Alemana ha dirigido constantemente sus esfuerzos mayores para promover el ideal olímpico, como lo prescriben las normas del Comité Olímpico Internacional. Esto ha sido reconocido durante varias reuniones del C.I.O., y por el mismo presidente del C.I.O., Avery Brundage.

No obstante este buen trabajo olímpico que hemos hecho, hasta ahora el Comité Olímpico Internacional no ha concedido a nuestro Comité Olímpico las mismas prerogativas de que gozan todos los Comités Olímpicos reconocidos por el Internacional.

En nuestra opinión, un Comité Olímpico Nacional independiente debe tener el derecho de formar su propio equipo olímpico, libre de cualquier interferencia o fuerza fuera de su territorio. Cada Comité Olímpico debe tener el derecho exclusivo de ocuparse de sus propias tareas.

En cambio, en nuestro caso, el principio de independencia hasta ahora fue limitado, porque el

C.N.O. de la República Federal Alemana tiene la facultad de decidir si nuestros atletas pueden o no participar en los Juegos Olímpicos. Formando el llamado « equipo olímpico unido » para 1964, surgieron muchas discusiones e insuperables dificultades entre los dos Comités Olímpicos Alemanes. En las pruebas preolímpicas y en las competencias de Innsbruck y Tokio se verificaron muchísimos inconvenientes y no pocas contrariedades para los atletas.

En consecuencia, nuestro Comité Olímpico ha llegado a la conclusión que es menester poner fin a este intolerable estado de cosas. Deseo sólamente darles un ejemplo: el caso del yatchman Dehmel, de la República Democrática Alemana, y del señor Kuweiter, de la República Federal de Alemania. En Tokio, el Comité Olímpico de Alemania Occidental violó el acuerdo tomado con nuestro Comité Olímpico. Aunque nuestro yatchman, el señor Dehmel, estaba regularmente calificado para la prueba, se le impidió competir en Tokio.

El ejemplo más reciente de interferencia política en el deporte es el hecho que el Gobierno de Alemania Occidental ha hecho presiones ante las autoridades de la NATO para que no se concediera el visado al señor Manfred Ewald, miembro de nuestro Comité Olímpico y de nuestra delegación en este Congreso.

Sabemos que el gobierno italiano había concedido su visado para el señor Ewald, y que el Comité Olímpico Nacional Italiano y su presidente, el abogado Onesti, trataron de hacer todo lo posible al respecto.

El señor Ewald es presidente de la Unión de Deportes Nacionales de nuestro país, y ha sido asistente jefe de misión del llamado « equipo olímpico unido » en Roma. El año pasado, en Tokio, el señor Ewald fue jefe de misión del equipo olímpico alemán. Es una verdadera lástima que él no pueda estar presente en esta reunión.

También se ha informado a nuestro Comité Olímpico que el gobierno alemán occidental de Bonn, con sus tendencias a la interferencia política en los Juegos Olímpicos, llega al punto de dar instrucciones a los embajadores en el exterior para que convenzan a los miembros del Comité Olímpico Internacional que voten contra el pedido de completa independencia de nuestro Comité Olímpico Nacional. En el orden del día de la sesión de Madrid figura la demanda de nuestro Comité, que solicita la participación de un equipo independiente del Comité Olímpico de la República Democrática Alemana para los Juegos Olímpicos de 1968. Esta demanda ha sido presentada de total acuerdo con la Carta Olímpica, y en particular con el Artículo 7, que establece claramente que el Comité Olímpico Internacional no tiene competencias para decidir el reconocimiento de Gobiernos, sino de Comités Olímpicos Nacionales, y de la admisión de los equipos respectivos para los Juegos Olímpicos.

Lo que ha sucedido en la Alemania dividida, particularmente después de 1960, demuestra sin posibilidad de equívoco lo vano de las esperanzas que el llamado « equipo alemán unido » diese su contribución para la comprensión y reunificación de Alemania. El presidente mismo del C.I.O. tuvo que admitirlo con pesar en más de una ocasión.

Como ustedes saben, la Unión Deportiva de Alemania Occidental y su Comité Olímpico rompieron las relaciones deportivas pangermánicas con nosotros en 1961, por razones políticas. Desde entonces, la situación ha ido empeorando, hasta el punto que hoy no existe ninguna base real para la formación de un equipo olímpico alemán unido. Por el contrario, debemos admitir que los éxitos agonísticos y el espíritu deportivo alcanzaron sus mejores resultados en todos los campeonatos —mundiales y europeos —en que los atletas de las dos Alemanias jugaron con equipos independientes. Todas las partes interesadas podrían verificar que no hubo ningún tipo de interferencia política.

Por ejemplo, tenemos el caso de los Campeonatos Europeos de boxeo, y de los campeonatos mundiales de pentathlon moderno de este año, ambos disputados en la República Democrática Alemana. Lo mismo podemos decir del torneo europeo de fútbol para juniores, y para la Copa Europa « Bruno Zauli » para equipos atléticos Nacionales, que se desarrollaron en la República Federal Alemana.

Por lo tanto, todos pueden ver que la participación de dos equipos alemanes en los campeonatos internacionales es la solución más válida, y sirve al ideal olímpico de la mejor manera posible.

En consecuencia — convencidos de haber tomado la actitud más honesta — requerimos de todos los delegados de los C.N.O. presentes aquí que recomienden a la sesión del C.I.O. de Madrid (como ya fue hecho por la Federación Internacional en Lausanne, en abril) la resolución del problema alemán, satisfaciendo así el pedido del Comité Olímpico Nacional de la República Democrática Alemana, es decir, un pleno reconocimiento y una independencia completa, de acuerdo con los principios de los reglamentos olímpicos.

Gracias.

PRESIDENTE: Señor representante de Alemania oriental: personalmente, lamento la situación que presenta tantas dificultades por el momento; pero este argumento no nos concierne, y no figura en el orden del día.

Sin embargo, yo creo que todos los Comités Olímpicos Nacionales estarán de acuerdo conmigo en solicitar al organismo competente, el Comité Internacional Olímpico, para que la cuestión alemana sea resuelta en Madrid de acuerdo con los reglamentos olímpicos. Gracias.

La palabra al representante de la Unión Soviética.

Igor Kasanskii

Vice Presidente del Comité Olímpico de la U.R.S.S.

Señor Presidente, señoras y señores, amigos: en nombre del Comité Olímpico de la Unión Soviética, permítanme saludar calurosamente a los delegados del Convenio de los C.N.O., y expresar nuestra más profunda convicción que los resultados del Convenio de las organizaciones olímpicas nacionales darán una contribución importante para el desarrollo del movimiento olímpico moderno. Más de una vez, los C.N.O. han declarado que es indispensable tener la posibilidad de encontrarnos, con el fin de intercambiar informaciones y experiencias recíprocamente, así como para elaborar recomendaciones en común.

Hoy, nosotros tenemos esta oportunidad, y por esto queremos expresar al Comité Olímpico Italiano y a su presidente, señor Giulio Onesti, nuestra profunda gratitud por la iniciativa tomada, y por el trabajo afrontado para la preparación y el desarrollo de este convenio.

Las relaciones deportivas internacionales abren amplias posibilidades para una pacífica colaboración y para la hermandad entre los pueblos, como ya lo ha expresado el señor Onesti en su discurso introductorio, para el mejoramiento de la comprensión recíproca y para reforzar la amistad entre la juventud y los pueblos de todo nuestro planeta. Todo esto implica una gran responsabilidad en la actividad práctica de las organizaciones deportivas y de los C.N.O., llamados a guiar al deporte en sus propios países, y a representar a los deportistas y a las naciones en el gran foro internacional de la fuerza y de la belleza atlética que constituyen los Juegos Olímpicos, en los que se encuentran los representantes de casi todos los países del mundo, independientemente de sus convicciones políticas, ideológicas y religiosas.

Al mismo tiempo, la participación en el movimiento olímpico y en las competencias cuadrienales no significa una renuncia a sus propios convencimientos, opiniones e ideas. Nosotros vivimos en las condiciones complejas y contradictorias de la vida moderna, y no podemos cerrar los ojos ante los aspectos que representan el progreso del mundo en todos los campos de la actividad humana, incluso el del deporte. Desgraciadamente, en muchos países existen organizaciones internacionales con determinadas tendencias y con una línea esencialmente política, que ponen al deporte al servicio de sus intereses, que no tienen nada que ver con los deberes del deporte mundial. Explotan al deporte para sus propios fines políticos, y de esta manera hacen surgir uno de los problemas más difíciles de resolver para el deporte mundial moderno. Es decir, la interferencia política en la vida deportiva. En otras palabras, permiten la penetración de las fuerzas reaccionarias en el movimiento deportivo.

Debemos deprecar el episodio de grave discriminación política que se ha verificado hoy para la delegación de la República Democrática Alemana de parte de las fuerzas reaccionarias, y en particular de la NATO, que han hecho todo lo posible para impedir que el Comité Olímpico Nacional de la República Democrática Alemana tomara parte en nuestra reunión de hoy.

Si miramos hacia el continente americano, vemos en varios puntos que hay interferencias directas en el deporte. Para hacer un ejemplo, los atletas cubanos han sido privados del derecho de participar, este año, en el campeonato mundial de baseball, que se realizó en Colombia. Los jugadores de fútbol de ese mismo país no pudieron participar en el campeonato de la América Latina. En este momento, se está preparando otra amenaza para los jugadores cubanos, puesto que parece que se les negará el legítimo derecho de participar en los Juegos de la América Central y del Caribe.

En nuestra opinión, tambien ésta es una evidente discriminación contra un país, cuyas organizaciones deportivas están reconocidas por la mayor parte de las Federaciones Internacionales y por el C.I.O.

Considerando estas condiciones que se han venido creando, es necesario que las organizaciones deportivas, y en particular el C.I.O., tomen las oportunas medidas.

El C.I.O., en un comunicado enviado a los Comités Olímpicos de los Estados Unidos de América, de Gran Bretaña y de Francia, ya ha requerido que se dé un fin a las discriminaciones contra los atletas de la República Democrática Alemana, y que se les conceda el permiso de ingresar entre los países de la NATO para su participación en las competencias oficiales internacionales. En abril de este año, durante la reunión de las 24 Federaciones Internacionales, se ha hecho un nuevo pedido para que cesen todas las acciones discriminatorias de los que apoyan a la guerra fría en el deporte. En consecuencia, esperamos que las medidas que deberá tomar el C.I.O., para el cese de las discriminaciones contra los atletas de la R.D.A. sean coherentes con sus decisiones precedentes.

Nosotros estamos dispuestos a creer que, durante la próxima sesión de Madrid se tomará una decisión sobre la importante cuestión de la participación independiente de los dos Comités Olímpicos Alemanes en los Juegos Olímpicos. Además, estamos convencidos que el C.I.O. y los Comités Olímpicos Nacionales usarán toda su influencia para consentir la participación de los atletas de Cuba en los Juegos de la América Central y del Caribe.

Propongo que durante nuestra reunión discutamos el problema de la interferencia política en el deporte. El Comité Olímpico de la U.R.S.S. está firmemente convencido de que los Comités Olímpicos Nacionales no pueden ignorar su empeño para obtener la aplicación del principio fundamental de la Carta Olímpica, y recomienda que cada una de las organizaciones nacionales reconozca en igual medida para todos el derecho a participar en campeonatos mundiales y continentales.

Quiero aprovechar de esta ocasión para hablar de la cuestión de los Juegos regionales. Nos parece indispensable que, en lo que se refiere a los juegos regionales, se observe el reglamento del C.I.O. Los Juegos Regionales gozan de merecido prestigio en el ámbito del deporte mundial, y ocupan un lugar importante en el movimiento deportivo. Podría servir como ejemplo el exitoso desenvolvimiento de los primeros Juegos Africanos, celebrados este año en el Congo, y exactamente en Brazzaville.

No podemos sino apreciar con vivo placer los buenos resultados alcanzados por los atletas del continente africano durante los últimos años, y deseamos felicitar a nuestros colegas de los países africanos por los evidentes progresos cumplidos en campo deportivo. De esta manera, se ha realizado la idea del primer presidente del C.I.O., Pierre de Coubertin, sobre la organización de los Juegos regionales en Africa, que él ya había propuesto, por la primera vez, en 1912. A propósito de las dificultades que encontraba su proyecto de organizar a los Juegos Africanos, de Coubertin escribió en sus memorias olímpicas: « Estoy convencido que se volverá a hablar de este proyecto, que prevé la organización, cada dos años, de juegos deportivos en todo el territorio del inmenso continente africano ».

El progreso de la vida ha confirmado la exactitud de estas palabras. Ahora, la participación de atletas africanos en el movimiento deportivo internacional cada año toma mayor importancia

по-русски

Haber respetado el principio de organizar Juegos Regionales no implica la imposibilidad de efectuar otras manifestaciones agonísticas internacionales, que podrían llamarse « competencias bajo invitación », organizadas por un determinado país u organización deportiva. Sin duda, éstas favorecerían la ampliación de los contactos entre los jóvenes de muchos países y una mayor divulgación del deporte en todo el mundo. El Comité Olímpico Nacional de la U.R.S.S., hace tiempo, aprobó un proyecto de resolución, que somete ahora a los C.N.O. En él se declara explícitamente que los delegados de los C.N.O., reunidos en Roma en setiembre de 1965, ofrecen su apoyo a las recomendaciones hechas por el C.I.O. y por las Federaciones Internacionales en febrero de 1963, en las que se subrayaba la necesidad de organizar competencias oficiales únicamente en aquellos países que garantizaran sus visados para todos los participantes y dirigentes acompañantes.

Además, apoyan la resolución tomada por las Federaciones Internacionales con fecha 11/4/1965, que llama la atención sobre el hecho que todas las Federaciones afiliadas deben tener la posibilidad, con sus relativos derechos y privilegios, de participar en los Juegos Olímpicos y Regionales, en los campeonatos mundiales y en los otros campeonatos organizados por organizaciones deportivas internacionales.

Los C.N.O. opinan que es indispensable, en el desarrollo de sus actividades prácticas, que se tomen medidas válidas para evitar interferencias políticas en el deporte.

Permítanme que agradezca nuevamente al Comité Olímpico Nacional Italiano y a sus dirigentes por la cordial hospitalidad que nos han ofrecido en Roma, cuya historia y tradiciones son tan preciosas para toda la humanidad.

Les agradezco mucho por la atención prestada.

Max Danz

Vice Presidente del Comité Olímpico de Alemania Occidental

Deseo decir sólo pocas palabras en nombre de Alemania Occidental. El Comité Olímpico Nacional de Alemania Occidental protesta vivamente contra la tentativa de poner en discusión un argumento que no es pertinente a esta sesión. Mucho de lo que ha dicho el señor Schöbel, de Alemania Oriental es absolutamente falso. El Comité Olímpico Internacional consideró oportuno — con una previa decisión — formar un equipo olímpico unido; durante la próxima conferencia de Madrid se volverá a proponer la cuestión si se deberá mantener también para el futuro este equipo unido; pero esta decisión es absolutamente de competencia del C.I.O.

El Presidente Brundage ha requerido de los dos Comités Olímpicos Nacionales Alemanes que llegaran a un acuerdo entre sí sobre el problema de la eventual formación de un equipo alemán unido; deploramos vivamente el hecho que el Comité de Alemania Oriental, hasta ahora, se haya rehusado a iniciar discusiones con nosotros sobre este argumento.

Para no perjudicar la decisión del C.I.O. ni las decisiones y discusiones de Madrid, nos oponemos a un debate sobre este problema durante el Congreso de hoy. Opinamos que hay muchísimas otras cosas que hacer, y no deberíamos encontrarnos impedidos, en nuestras discusiones, por debates sobre los problemas internos alemanes, que han sido propuestos en esta sede por el representante de Alemania Oriental y por su Comité Olímpico. El señor Onesti ciertamente estará de acuerso conmigo en que no se debe insistir sobre este problema durante esta reunión, y que una insistencia significaría una evasión de los deberes de nuestra Asamblea y del orden del día.

Gracias.

PRESIDENTE: ¿Hay alguien más, entre ustedes, señores, que desea tomar la palabra sobre el argumento « independencia de los Comités Olímpicos?

Hussein Omar Gohar

Miembro del Comité Olímpico de la R.A.U.

Soy el secretario del Comité Olímpico de la República Arabe Unida. Señor Presidente, señoras y señores, permítanme que agradezca al Comité Olímpico Nacional Italiano por su amable hospitalidad, por la organización de este Convenio, y por la posibilidad que nos ha ofrecido para discutir argumentos de importancia vital.

Con referencia al problema de la independencia de los Comités Olímpicos Nacionales, en línea de principio estamos de acuerdo con esta independencia: pero, considerando la total confianza que tenemos el uno por el otro, considerando la lealtad del Comité Olímpico Internacional para con los Comités Olímpicos Nacionales — si alguno de estos Comités Olímpicos Nacionales violara el código olímpico, el Comité Olímpico Internacional intervendría para salvaguardar los ideales olímpicos —, sugerimos y proponemos que se suprima la frase escrita al pie de la página, en el primer párrafo, que dice « ... también con visitas in *loco* ».

Gracias.

PRESIDENTE: Puesto que nadie más ha pedido la palabra sobre el argumento, nos permitimos proponer la resolución conclusiva, que les ruego escuchar con atención, para constatar si interpreta sus ideas y deseos. Lo leeré una vez, y después, si les parecerá necesario, ustedes podrán proponer variaciones.

Resolución a ser presentada en Madrid en nombre de los Comités Olímpicos:

« Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Convenio en Roma el 30 de setiembre de 1965, habiendo escuchado y discutido un informe sobre el principio de independencia de los Comités Olímpicos,

confirman

la plena validez, pasada, presente y futura, del principio olímpico sobre la independencia y autonomía de los Comités Nacionales Olímpicos de toda influencia política, confesional y comercial;

invitan

a las autoridades públicas de todos los países a promover y organizar con sentimientos de amor a la educación física de la juventud del mundo, además que a ayudar moralmente y financieramente al movimiento agonista del que los únicos responsables son los C.N.O., también en las relaciones internacionales, siempre respetando el derecho de cada estado de verificar el empleo útil de las sumas disponibles;

hacen votos

para que el Comité Internacional Olímpico actúe toda forma de control, también por medio de visitas de parte de sus miembros, elegidos por el Ejecutivo prescindiendo del país de origen, y adoptando, en caso de violaciones patentes de las Reglas Olímpicas, todas las medidas posibles para reestablecer el pleno respeto de la independencia de cada Comité Olímpico;

requieren

de las Federaciones Deportivas Internacionales que no se afilien a ninguna Federación deportiva nacional antes de haber obtenido la opinión favorable del Comité Nacional Olímpico competente ».

No sé si esta resolución ha interpretado exactamente sus deseos. Si hubiera una excepción, les ruego que lo señalen. Si no hubieran excepciones, suspenderíamos la reunión por diez minutos para volver al trabajo inmediatamente después, con la lectura del segundo punto del orden del día.

rio-русски

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico del Mali

Quisiera intervenir sobre el método de los trabajos, puesto que me parece que este método recalca al tradicional del Comité Internacional Olímpico. Yo preferiría que las propuestas de resolución fuesen previamente comunicadas, y que nos reserváramos una reunión para su aprobación. De esta manera, las propuestas podrían ser examinadas atentamente por cada delegación, y sería posible entonces, en caso necesario, modificarlas.

PRESIDENTE: Me parece una propuesta muy justa. Por lo tanto, me permitiría distribuir, dentro de algunos minutos, la resolución que he presentado, para pasar a su aprobación durante el día de mañana.

Si todos están de acuerdo sobre este programa, podemos suspender la sesión por diez minutos, y pasar después al segundo punto del orden del día.

Cedo la palabra al representante polaco.

Wlodzimierz Reczek

Presidente del Comité Olímpico Polaco

Señor Presidente, estimados colegas: les ruego que me perdonen, per debo hacer algunas observaciones sobre el papel y sobre los deberes de los Comités Nacionales Olímpicos. Opino que este argumento les interesa vivamente a todos.

La expansión del movimiento olímpico en el mundo, la creación progresiva de nuevos Comités Nacionales Olímpicos, demuestran en qué fenómeno universal se ha convertido el movimiento olímpico en nuestros días. Sin embargo, no se debe considerar al movimiento olímpico como un hecho aislado, cerrado en sí mismo. En el conjunto del movimiento deportivo, el atleta destinado a participar en los Juegos se encuentra en el vértice de una pirámide cuya base está formada por la educación física en su sentido más extenso.

Quisiera insistir sobre el hecho que una educación física desarrollada ampliamente, que asegure a la mayoría de los jóvenes el ingreso en la práctica del deporte, constituye la base y la condición *sine qua non* de la creación, de la conservación y del desarrollo de una élite deportiva y del movimiento olímpico en general.

El movimiento olímpico tiene una tarea importante y vital en su contribución para la coexistencia, el acercamiento y la amistad de los jóvenes del mundo entero. No hay que subestimar el servicio eficaz y precioso que presta el movimiento olímpico a la causa de la comprensión y el acuerdo pacífico entre los pueblos.

Me doy cuenta perfectamente que el desarrollo tan férvido que ha tenido el movimiento olímpico en estos últimos años, y que la constitución de un número tan enorme de nuevos Comités Nacionales Olímpicos, ha hecho surgir varios serios problemas: por ejemplo, la institución, la organización formal y material de estos nuevos Comités, y las posibles influencias sobre su desarrollo, influencias que determinarán su existencia y el éxito de sus actividades.

Esta nueva situación no debería dejarnos indiferentes. Sin querer trazar una línea divisoria entre nuevos y viejos Comités, sin embargo me parece que nosotros tenemos la obligación moral de ayudar a los nuevos Comités Olímpicos, y sobre todos a los de los países en vías de desarrollo. No sólo debemos asegurarles nuestra asistencia, sino que también, en el marco de sus necesidades y demandas, y dentro de nuestras posibilidades, deberíamos proporcionarles una colaboración y una ayuda concretas.

Finalmente, el acuerdo unánime para apoyar la formación de nuevos Comités Olímpicos debería ser acompañado por una sistemática colaboración de todos los Comités Olímpicos.

Para esto, es necesario instituir un foro internacional, no sólo para facilitar la discusión de los problemas fundamentales relativos a las actividades de los Comités Nacionales, y el continuo intercambio de experiencias, sino también para crear una plataforma válida para la cooperación con el Comité Internacional Olímpico y con las Federaciones Deportivas Internacionales.

Tendría otra observación que hacer. Se refiere al problema de la discriminación en el deporte, un ejemplo doloroso de la que lo constituye la ausencia de nuestro colega Ewald entre nosotros. Este animador del movimiento olímpico, tan conocido en su país y en el mundo entero, no está a nuestro lado, si bien nuestros amigos italianos, y en particular nuestro eminente colega Onesti, se han esforzado para remediar este desagradable incidente, con el fin de asegurar a la Conferencia, en conformidad con los reglamentos olímpicos, la completa participación de todos los Comités Nacionales Olímpicos y de sus dirigentes.

¿Cuáles son nuestras conclusiones?

1) opino que es necesario hacer que nuestra acción contra toda forma de discriminación en el deporte sea eficaz, particularmente en lo que se refiere a la discriminación política, a la que nos vemos expuestos la mayoría de las veces;

2) creo que sea oportuno proponer que la conferencia tome una decisión sobre esta medida discriminatoria que ha lesionado a uno de nuestros colegas;

3) pienso que todo este asunto nos ha ofrecido, una vez más, la clara prueba de la urgencia y de lo indispensable de reconocer, con plenos derechos, la independencia del Comité Olímpico de la República Democrática Alemana de parte del Comité Internacional Olímpico.

Les agradezco por su atención.

PRESIDENTE: Gracias, señores. En nombre de algunos congresistas, y sobre todo en nombre de nuestras intérpretes en simultánea, suspendemos la reunión por diez minutos.

Gracias.

La sesión es suspendida por diez minutos.

Segundo argumento: Financiación de los C.N.O.

PRESIDENTE: Se distribuirá ahora el texto de la resolución sobre la independencia de los Comités Olímpicos en los cuatro idiomas. Podrán hacer sus observaciones, y mañana por la mañana pasaremos a la aprobación de dicha resolución.

Pasemos entonces al segundo punto. Antes de iniciar la discusión, voy a dar lectura al informe.

« Financiación de los Comités Nacionales Olímpicos y utilización de las entradas de la televisión. Durante los últimos Juegos Olímpicos, se obtuvieron importantes entradas financieras debidas al pago de los derechos de transmisión de parte de la radiodifusión. Es nuestra opinión que estas sumas deberían ir en su mayor parte al Comité Internacional Olímpico, por sus necesidades de instituto y por la obra que dedica al deporte en general. En efecto, el Comité Internacional Olímpico tiene la responsabilidad de tutelar al deporte olímpico en todo el mundo, y por lo tanto sus tareas se han convertido en siempre más numerosas, difíciles y costosas.

(Da lectura al orden del día de las actas: « Los miembros del Comité Olímpico...»

Señores congresistas, abrimos la discusión. Cedo la palabra al señor Stoytchev.

do-pycka

General Vladimir Stoytchev

Presidente del Comité Olímpico Búlgaro

Señor Presidente, señores: permítanme que renueve los agradecimientos que ya han sido expresados al Comité Olímpico Nacional Italiano y a su presidente señor Giulio Onesti, sea de parte del Presidente del Comité Internacional Olímpico como de parte de todos los representantes presentes en este Congreso que han tomado la palabra hasta este momento. Nuestros agradecimientos por la cordial invitación y nuestras felicitaciones por la feliz iniciativa. En efecto, estamos seguros que esta reunión contribuirá muchísimo para el desarrollo del deporte en general, para la expansión del ideal olímpico, y dará un considerable aporte a la afirmación y al afianzamiento de la comprensión internacional y de la paz.

Además, permítanme que llame la atención de todos ustedes sobre lo que voy a decir: los Juegos Olímpicos deben ser organizados en todos los continentes, una vez en uno, la vez sucesiva en otro. Hasta ahora, este principio ha sido seguido por el Comité Internacional Olímpico: hemos visto a los Juegos desarrollarse en Europa, en Australia, en Japón. La próxima vez, se verificarán en México. Quisiera llamar la atención sobre el hecho que los Comités Olímpicos lejanos del Continente en que se celebran los Juegos encuentran grandes dificultades, especialmente en lo que se refiere al translado de los atletas. Por lo tanto, yo opino que sería útil emplear las entradas de la televisión para constituir un fondo a disposición del Comité Internacional Olímpico, para ayudar a los Comités Nacionales Olímpicos que tienen sus sedes lejos de la de los Juegos, simplificando así sus problemas económicos en vista de su participación en las Olimpíadas.

Gracias.

Sten Svensson

Secretario General del Comité Olímpico Sueco

Señor Presidente, señoras y señores, soy el Secretario del Comité Olímpico Sueco, pero hablo también en nombre de los Países Nórdicos: Dinamarca, Finlandia, Noruega, Suecia. Hemos discutido este problema juntos, y hemos llegado a la conclusión que el Comité Olímpico Internacional se encontraría frente a una situación bastante delicada, si tuviera que decidir cuáles deben ser las naciones a ser ayudadas financieramente, de manera que puedan participar en los Juegos. Por lo tanto, nosotros pensamos que debe existir una manera mejor para proporcionar ayuda a los Comités Nacionales, una ayuda que irá a todas las naciones, que sean pobres o ricas. Desde Suecia hemos dirigido un pedido a esta Asamblea, en la que estamos hablando, para conocer el costo de los acompañantes oficiales. Es decir, no los acompañantes de los equipos, sino los que son necesarios para que se desarrollen las competencias. Para muchos tipos de deporte, como el fútbol, por ejemplo, o el hockey sobre hielo, u otros, los gastos de los acompañantes son sostenidos, o por las organizaciones o por las Federaciones Internacionales. Sin embargo, para otros deportes, somos nosotros quienes pagamos los gastos de los acompañantes necesarios para el desarrollo de las competencias. Por ejemplo: para la lucha libre, la Federación Internacional de Lucha Libre ha decidido que, participando tres luchadores, es obligatorio enviar también a un oficial de competencia; si participan siete luchadores, habrá que enviar a dos oficiales de competencia, etc. Lo mismo sucede para el boxeo y la gimnasia. Yo creo que, si hay bastante dinero — más de lo que precisa el C.I.O. — deberíamos ayudar a las organizaciones, y particularmente a las de los países pequeños. Sería una óptima solución conceder a las naciones el derecho de enviar a todos los acompañantes necesarios para las competencias, sin que tengan que cargarse con los costos económicos, directamente trámite las Federaciones Internacionales y el Comité Organizador.

Gracias.

Alfred Briffa

Presidente del Comité Olímpico Maltés

Señor Presidente, señoras y señores: déjenme agradecer, desde lo más profundo de mi corazón, al presidente Abogado Onesti por su cansador trabajo, así como también a todos los que trabajan detrás de los bastidores, por la espléndida hospitalidad que nos han siempre brindado. Después del gran espectáculo de Roma 1960, tuvimos a Nápoles, y después de Nápoles tenemos ahora este Convenio que, estoy seguro, obtendrá un éxito igual, si no mayor.

Mis vínculos con el Comité Olímpico de Malta resalen a hace veinte años, y ahora me he convertido en el presidente del Comité Olímpico del más pequeño, y quizás del más pobre país representado aquí. Represento sólamente a 325.000 almas, que viven sobre 100 millas cuadradas (25.900 metros cuadrados). Hemos recién obtenido nuestra independencia, desde hace sólo un año: por lo tanto, podrán darse cuenta que estamos pasando por un período de transición, y que esta moción es extremadamente importante para nosotros. Sin ayuda, el Comité Olímpico de Malta no puede sobrevivir. No poseemos riquezas nacionales: tenemos sólo buena voluntad y hospitalidad que ofrecer a los turistas que llegan a Malta. Es muy difícil recoger fondos en favor del deporte, como probablemente sucede también en países mucho mayores. Hay muchas instituciones de beneficiencia, en una isla tan pequeña: todos los sábados y los domingos, hay muchísima gente por las calles que anda pidiendo dinero. Cuando yo, como Presidente del Comité Olímpico de Malta, pido medios para ocuparme del deporte, los obtengo con enormes dificultades, puesto que me dirijo a las mismas personas a cuyas puertas acuden durante todo el año los institutos de beneficiencia. Puedo asegurarles que en Malta el espíritu del aficionado es muy fuerte: y sería una verdadera lástima si no pudiéramos ayudar a la juventud maltesa a conservar este espíritu. Puedo sólo decirles que, durante los Juegos a los que asistimos en Roma, los Juegos del Mediterráneo en Beirut y en Nápoles, Malta estaba representada por jóvenes que pagaron por su cuenta sus uniformes y más de la mitad de su sustento y alojamiento, mientras que los acompañantes se cargaron por entero con los gastos de viaje, sustento y alojamiento.

Deseo agregar también que hoy yo estoy aquí por mis propios medios, puesto que no poseemos fondos, y que todo lo que hace el Comité Olímpico de Malta proviene de nuestros propios bolsillos. Es posible ayudarnos de manera concreta. Son los países como Malta, espiritualmente llenos de entusiasmo, pero físicamente muy débiles, que pueden ser ayudados por esta moción, y por lo tanto la subrayo y la apoyo, con la esperanza que todos los grandes países comprendan el punto de vista de los países más pequeños.

Gracias.

PRESIDENTE: Gracias, señor Presidente. Estoy feliz de tener la oportunidad de felicitarle personalmente a usted por su reciente elección como Presidente del Comité Olímpico de Malta.

Cedo la palabra al representante de Rumania.

Aurel Duma

Presidente del Comité Olímpico Rumeno

Deseamos agradecer vivamente al señor Giulio Onesti y a sus colaboradores por los esfuerzos cumplidos para la perfecta organización de esta asamblea, y por la calurosa hospitalidad que se nos ha ofrecido.

El Comité Olímpico Rumeno ha estudiado con extremada atención las propuestas relativas al uso de las sumas recibidas de la televisión en ocasión de los Juegos Olímpicos. En nuestra opinión, son los Comités Nacionales Olímpicos y el Comité Organizador de los Juegos quienes deben recibir

la mayor parte de las sumas obtenidas por la cesión de los derechos a la televisión, puesto que son justamente los Comités Nacionales Olímpicos y el Comité Organizador los que soportan los esfuerzos materiales y financieros mayores para el éxito de los Juegos.

Como ustedes bien saben, los Comités Nacionales Olímpicos gastan sumas notables para la preparación de los atletas, para las dotaciones, los transportes, el alojamiento y el sustento, además que para los árbitros y los oficiales de competencia, mientras que el Comité Organizador soporta el peso económico relativo a la preparación de la base material para las Olimpiadas, una preparación que, en las últimas ediciones de los Juegos, ha causado gastos que absolutamente no podían ser cubiertos por la simple venta de los billetes.

Estas son las razones por las que nosotros opinamos que las sumas recibidas de las sociedades televisoras deberían ante todo ser subdivididas entre los Comités Nacionales Olímpicos y el Comité Organizador, de acuerdo con el principio, lógico, que los beneficios deben ser distribuídos proporcionadamente a los gastos. Señor Presidente, señores delegados: ésta es nuestra opinión sobre el argumento en discusión. Espresamos la esperanza que nuestras buenas intenciones hayan sido comprendidas, y que por consiguiente sean tomadas en consideración durante la reunión de Madrid.

PRESIDENTE: Señor Presidente: no querría que mis palabras fueran interpretadas, como se dice en latín, con el significado de « Cicero pro domo sua ». El informe que hemos preparado (y permítame que, democráticamente, tenga algunas diferencias de ideas respecto de lo que usted ha expresado) ha tenido como base el hecho que estos derechos de la televisión no constituyen una gran suma. De todas maneras, se convertirían en sumas risibles, si fueran repartidos entre todos los Comités Olímpicos.

Yo les estoy hablando a ustedes, hombres de deporte: ustedes saben lo que cuesta la preparación de un equipo, qué gastos hay que afrontar para el viaje y las estadías. Si calculáramos que los derechos de la televisión son suficientes para cubrir estos gastos, nos haríamos ilusiones eufóricas.

Excluyendo mi modesta persona, último entre los miembros del Comité Internacional Olímpico, les diré con toda sinceridad que considero la función del Comité Internacional Olímpico, a través de sus miembros, de la máxima utilidad.

Muchos Comités Olímpicos han sido creados recientemente. Usted representa, señor delegado rumeno, a una gran nación olímpica, que tiene el orgullo de haber obtenido notables éxitos agonistas. Pero si nosotros damos una mirada a nuestro alrededor, vemos que hay Comités Olímpicos nuevos, pequeños, que necesitan ayuda. Esta ayuda, para que conserven su independencia, para estimular a los Gobiernos a conceder mayores contribuciones para el deporte, no pueden recibirla sino de los miembros del C.I.O., entre cuya autoridad yo me excluyo, que pueden ser realmente útiles y determinantes en ayudarlos.

Yo digo esto sólo para justificar el informe que hemos presentado. Le tocará después al Consejo, por medio de su resolución, aprobar o no las ideas contenidas en dicho informe.

La palabra al representante de Austria, nuestro amigo Fried.

Edgar Fried

Secretario General honorario del Comité Olímpico Austriaco

Señor presidente, queridos amigos: en primer lugar, deseo agradecer al abogado Onesti, Presidente del CONI, por la hospitalidad que se nos ha ofrecido y por la organización de este Convenio; y paso inmediatamente al orden del día.

Ante todo, debo decir que, desde hace cuantro años, las entradas provenientes de la televisión van al C.I.O. sólo en parte. En 1960, cuando, por primera vez, el Comité Organizador de los Juegos de Roma fue tan generoso que concedió las entradas de la televisión al C.I.O., éste se encontró en grandes dificultades para obtener estas entradas. Más tarde, se requirió de los Comités Organizadores que regularmente asignaran estos fondos al C.I.O.

Cuando organizamos los Juegos Olímpicos de Innsbruck, nos preguntaron qué hicimos con las entradas de la televisión; yo expliqué que, en Austria, las entradas de la televisión son correspondidas al Gobierno, y que, por lo tanto, no podían ser concedidas al C.I.O. Más adelante, tuvimos algunas tratativas con el alcalde de Innsbruck, y él consintió, finalmente, en conceder una parte de las entradas al C.I.O., para cumplir con el acuerdo. Por lo tanto, nuestros 30.000 francos suizos representaron una especie de impuesto a pagar al C.I.O.

Sin embargo, debo señalar que la organización de los Juegos Olímpicos es tremendamente costosa; las cifras de las entradas de la televisión — consideradas de por sí solas — pueden parecer bastante elevadas. Pero si las comparamos con los gastos necesarios para la organización de los Juegos, se convierten en cifras irrisorias. Por ejemplo, puedo decirles que los gastos afrontados para los Juegos Olímpicos de Innsbruck fueron de unos 30 millones de dólares: y de la televisión recibimos sólo un millón de dólares. De aquí, pueden ustedes llegar a sus conclusiones.

No soy yo quién debe decir si la cuestión es justa o no: pero el dar las entradas de la televisión al C.I.O. y a las Federaciones Internacionales contrasta con nuestras reglas, puesto que disponen que, si hay ganancia alguna, ésta deberá ir al Comité Olímpico Nacional del país en el que se desarrollan los Juegos. De todos modos, estas entradas deben ser utilizadas para incrementar al movimiento olímpico: y ¿quién promueve al movimiento olímpico? Nuestros Comités Olímpicos Nacionales.

Pero no hay que dar a los Comités Olímpicos Nacionales esperanzas ilusorias. Porque, si habrá que distribuir esas entradas entre todos los Comités Olímpicos Nacionales, cada uno de ellos no recibirá sino algunas monedas; o, si habrá que distribuirlas entre los países que necesitan dinero, hay que todos los Comités Olímpicos Nacionales precisan dinero. En mi Comité, no somos tan pobres: sin embargo, debemos apelar a subscripciones en dinero para poder mandar a nuestros equipos a los Juegos Olímpicos.

Por lo tanto, si distribuyéramos este dinero entre todos, nos encontraríamos frente a dificultades mayores que las de hoy, y no resolveríamos los problemas de nadie. ¿Qué pensaban? ¿Que se trataba de cifras astronómicas? Por lo tanto, mi propuesta es que estas sumas sean utilizadas para sostener al movimiento olímpico. Aquí, todos, sabemos que la Academia Olímpica es regida por los subsidios del Comité Olímpico Helénico. Durante todo el año, estudiantes deportivos y funcionarios olímpicos son instruídos sobre el significado del movimiento olímpico, sobre la manera de organizar encuentros olímpicos, etc.: si nosotros requiriéramos del C.I.O. que pasara una parte de las entradas de la televisión al Comité Olímpico Helénico, y si invitáramos a miembros o deportistas de Comités Olímpicos subdesarrollados a visitar Olimpia, para que vieran y comprendieran qué significa el movimiento olímpico, yo creo que el espíritu olímpico se convertiría en una acción operante para sostén de nuestro movimiento.

Gracias, señores.

Juan Antonio Samaranch

Vicepresidente del Comité Olímpico Español

En primer lugar, quiero agradecer, como mis colegas, al Comité Olímpico Nacional Italiano y a su presidente Giulio Onesti, por la feliz idea de organizar esta reunión, que, para mí, y por encima de la importancia de los temas que estamos discutiendo, es mucho más importante: después de esta reunión, podremos ir a Madrid, el día 4, para reunirnos con el Comité Olímpico Internacional, con una unidad de criterios. Y esta unidad de criterios es importantísima, ya que nos va a ahorrar mucho tiempo y además nos dará la fuerza de nuestra unidad. Quiero ser concreto y corto, para no alargar demasiado estas discusiones; y quiero referirme en este momento al tema que estamos discutiendo, que es la televisión: los ingresos de la televisión. Yo estoy de acuerdo con el tema presentado por el Comité Olímpico Nacional Italiano: los ingresos que se perciben por televisión, una parte se dedica

deben revertir a los Comités Olímpicos Nacionales para ayudar a los más necesitados. Hay que recordar que de estos ingresos de la televisión participan por ejemplo las Federaciones Internacionales, que tienen muchos menos gastos que los Comités Olímpicos Nacionales. Y es por ello, que concretando y para acabar, el Comité Olímpico Español se adhiere a esta propuesta, para que una parte de los ingresos de la televisión sea destinada a los Comités Olímpicos Nacionales más necesitados.

Amadou Barry

Presidente del Comité Olímpico de Senegal

Señor Presidente, señores congresistas: también Senegal felicita y agradece al Comité Olímpico Nacional Italiano por haber tomado la iniciativa de reunir a los Comités Nacionales Olímpicos, con el fin de discutir los criterios comunes en el ámbito de los reglamentos del C.I.O.

Pasaré ahora a exponer la opinión de la delegación de Senegal sobre el segundo punto de orden del día. Como ya ha sido dicho, los sacrificios que deben afrontar los Comités Olímpicos son grandes. A causa de la escasez de medios financieros, algunos de entre ellos se ven forzados a reducir la importancia de su delegación, o hasta a renunciar al festival cuadrienal de la juventud deportista mundial, aún si capaces de alinear a atletas válidos. Pueden imaginar que no lo hacen sin sentirlo: pero no se puede hacer nada contra lo imposible. Esto constituye un grave daño para el olimpismo.

En consecuencia de ello, cualquier propuesta que pueda ayudar a los Comités Olímpicos, de cualquier forma, será bienvenida: y no hay duda alguna que el proyecto presentado hoy es muy oportuno. Ahora, se trata de hacer propuestas concretas al C.I.O., en base a las normas siguientes, que me permito formularles:

1) los beneficios netos derivantes de los Juegos deberán ser entregados al Comité Olímpico del país en el que se desarrollan, para la difusión del movimiento olímpico y para el desarrollo del aficionado;

2) el Artículo 49 de nuestro Estatuto establece que el derecho de transmisión por televisión de los Juegos deberá ser cedido por el Comité Organizador, salvo aprobación del C.I.O., mientras que los ingresos deberán ser repartidos de acuerdo con las instrucciones del C.I.O. mismo.

El proyecto que nos ha sido propuesto auspicia la constitución de un fondo para ayudar a los Comités Nacionales Olímpicos que encuentran en las dificultades financieras su máximo obstáculo para la participación en los Juegos. Es mi parecer que si una parte de los ingresos de la televisión fuese puesta a nuestra disposición, no sería fácil ver exactamente cuáles son los Comités Olímpicos que se encuentran en dificultades financieras. Me parece claro que, considerando la situación económica actual, los Comités Olímpicos de los países pobres y subdesarrollados, y en particular de los países de reciente independencia, son los que, por su propia naturaleza, precisan más ayudas.

Ahora, la ayuda de la que estamos hablando sería ofrecida sólo a estos países, como podríamos deducir lógicamente por el espíritu de la propuesta. Y en este caso, ¿bajo qué forma? ¿De acuerdo con qué criterios?

Creo que éste sea el punto base del problema, siempre suponiendo que el Comité Internacional Olímpico aceptara nuestra propuesta. Gracias.

Jean Claude Ganga

Secretario General del Comité Olímpico del Congo (Brazzaville)

Señor Presidente: ya muchos oradores han tomado la palabra sobre este tema, y todo lo que yo deseaba decir ya ha sido dicho. Haré como los demás, y en primer lugar le agradeceré sinceramente el haber organizado esta reunión. También quiero agradecerle personalmente por haber aceptado

nuestra invitación para venir a Brazzaville, para los Primeros Juegos Africanos, durante los que se ha puesto en contacto con los responsables de los Comités Olímpicos Africanos, y hemos discutido juntos sobre los problemas que serían presentados en el orden del día de esta reunión.

También deseo agradecer a todos los oradores que han señalado que los primeros Juegos Africanos constituyeron un acontecimiento importante para el desarrollo del deporte en Africa y para la expansión de los principios olímpicos en el mundo.

Señor Presidente: en lo que se refiere al problema de las financiaciones, ya muchos oradores han tomado la palabra. En cuanto a mí, opino que sea justo que, puesto que el Comité Internacional olímpico tiene el derecho, y el deber, de suscitar al espíritu olímpico en todo el mundo, si posee los fondos necesarios para ayudar a los Comités Nacionales Olímpicos a divulgar el espíritu olímpico en sus países, que los ayude. Es importante que los miembros del Comité Internacional Olímpico tengan la posibilidad de volver a ser los embajadores del movimiento olímpico, y que, en los llamados países en vías de desarrollo haya miembros del Comité Internacional Olímpico con la posibilidad de viajar para que se den cuenta perfectamente de las necesidades, no sólo financieras, sino también morales y técnicas: hay muchas cosas que aún se ignoran.

Hace algunos meses, cuando fui a Lausana, donde las Federaciones Internacionales estaban discutiendo el problema de la repartición de los ingresos de la televisión, tuve la oportunidad de tomar la palabra, para explicar qué eran los primeros Juegos Africanos. Y bien: yo dije que las Federaciones Internacionales no podían discutir sobre los derechos de la televisión para los primeros Juegos Africanos, puesto que nos había tocado a nosotros pagarle a la televisión para que los transmitiera.

Hoy, muchos oradores han afirmado que sería difícil para el Comité Internacional Olímpico identificar con exactitud a los países necesitados, a los que merecen ayuda. Yo opino que, sobre este punto, sea importante que nos conozcamos entre nosotros, representantes de Comités Olímpicos. A menudo, hay muchos que creen que no tienen nada; en cambio, tienen mucho. Hay algunos que verdaderamente no tienen nada. No debemos confundirnos entre quien está mal vestido y quien está totalmente desnudo.

Debemos darnos cuenta que el movimiento olímpico se basa sobre la amistad recíproca, y que, en la medida de lo posible, si es que hay Comités Nacionales Olímpicos que pueden ayudar a los otros, sería oportuno que lo hiciéran.

Nosotros, realmente pobres, debemos decir sin falsas vergüenzas que no tenemos nada, para que así los demás comprendan exactamente cuál es la situación.

Sobre este punto, deseo darles un breve ejemplo. Nuestro amigo austriaco dijo, hace algunos minutos, que todos los Comités Olímpicos necesitan dinero — quizás no el CONI — y que no hay quien tenga más necesidades que otro. En consecuencia, él propuso que estas sumas, en caso que existan, sean destinadas al desarrollo de la Academia Olímpica. Esto es muy bello: pero debemos también tenernos en contacto con la realidad de nuestro mundo. Naturalmente, es importante que permitamos que la Academia Olímpica sobreviva: pero, ¿qué sería de la Academia si ya no hubiera participantes en los Juegos Olímpicos? Se necesitan participantes para los Juegos Olímpicos, precisamos atletas para las Olimpiadas. No se debe vivir sólo de ideales: hay que vivir también en la realidad.

Daré algunas cifras. Los primeros Juegos Africanos, que se celebraron en Brazzaville, han visto a unos treinta países reunidos. En ellos participaron unos 3.000 atletas. Costaron a nuestro país mil millones de francos, es decir, 20 millones de francos nuevos, lo que equivale a 4 millones de dólares. Esta cifra representa a un décimo del presupuesto nacional del Congo Brazzaville. El Congo Brazzaville es una nación constituida por un millón de habitantes. Los ingresos fueron de 10 millones de francos, es decir, un centésimo del balance general de los Juegos Africanos. Si seguimos así, será muy difícil que los Juegos Africanos sobrevivan. Será difícil que el movimiento olímpico sobreviva en Africa. Hablo de Africa, perdónenme: pero estoy hablando de un continente que conozco, a diferencia de los otros.

Por mi parte, opino que las entradas de la televisión deberían servir para ayudar al país organizador de los Juegos Olímpicos, y, en parte, a los países cuyos Comités Olímpicos se encuentran

dificultades financieras. ¿Cómo individuar a los países cuyos Comités Olímpicos precisan ayuda? Me parece muy sencillo. Para nosotros, existe un Comité para los Juegos Africanos. Si el Comité Olímpico Internacional decidiera otorgar una cierta suma, o una dada cantidad de material, o ayuda técnica, para Africa, será suficiente poner esta ayuda a disposición del Comité para los Juegos Africanos: y los miembros de los Juegos Africanos se la distribuirán entre ellos, en las medidas que considerarán justas. Me parece que ésta podría ser una solución.

Otra solución: puesto que el Comité Internacional Olímpico no es un órgano abstracto, sino que está formado por personas que son miembros de este Comité Internacional Olímpico, bastará que estas personas visitaran a los varios países: de esta manera podrían darse cuenta efectivamente de cuáles son los países que tienen algo, y cuáles los que no tienen nada.

Gracias.

PRESIDENTE: Señor Ganga, sin discutir sobre el mérito de los interesantes problemas que usted ha expuesto, deseo señalar a todos nuestros colegas sus propios méritos. Yo tuve el cargo de la organización de dos Olimpiadas: las de Cortina y las de Roma, y sé qué significa organizar juegos. Nosotros teníamos una tradición; usted no. Yo presencié los Juegos Africanos, y he conocido sus esfuerzos. He visto un hermoso país y a magníficos atletas. Todos los que no hayan estado presentes durante los Juegos de Brazzaville deben saber, y deben decirlo a sus atletas, que en el período de sólo pocos años se deberán encontrar con atletas altamente calificados, preparados perfectamente, y dirigidos por autoridades apasionadas.

Le diré francamente, señor Presidente, que yo tuve una sóla desilusión en Brazzaville: mi notoriamente escasa cultura me había hecho pensar que, yendo a una zona tropical, yo habría encontrado una estación calurosa. Fue mi única desilusión: dejé a Italia con una temperatura que superaba los 35º, y me encontré con un delicioso invierno que nunca superó los 25º. Por lo tanto, a parte esta única desilusión, deseo felicitarle por todo lo que he podido ver en Brazzaville.

Cedo la palabra al representante de Santo Domingo.

Juan Ulises García Saleta

Presidente del Comité Olímpico de la República Dominicana

Señor Presidente, señores delegados: el Comité Olímpico dominicano ve con simpatía el hecho que una parte de los recaudos que se hacen a través de la televisión sea repartida a esos comités olímpicos de los países subdesarrollados que cuentan con pocos recursos para el desarrollo. Todos sabemos que el Comité Olímpico Internacional y los Comités Nacionales Olímpicos tienen el deber de proteger y desarrollar al ideal olímpico. Pero deben ustedes pensar cómo invertir ese dinero para que la inversión sea positiva. La poca experiencia de los países como el mío, por ejemplo, que tiene pocos años de historia olímpica, nos demuestra que el dinero que se ha de invertir ante todo debe ser para la organización. Si no poseemos organizaciones que puedan desarrollar al deporte aficionado, no haremos nada con sumas que no se van a aplicar seriamente. Como es sabido por todos, un Comité Olímpico Nacional no nace: se crea. Hay que crear Federaciones, hay que viajar a los estados o a las provincias para formar las asociaciones, hay que hacer un sinnúmero de trabajo para llegar a un congreso donde se vea un comité Olímpico que tenga fuerza moral en todo el territorio de su país, para promover con eficacia al ideal olímpico. Es necesario, indispensable, dar un apoyo económico a los Comités Olímpicos que inician su dura batalla. Y nosotros podemos decirlo, por la lucha que estamos sosteniendo en nuestro país: nosotros, que desde hace cuatro años no recibimos dinero de nadie. Pero, como tenemos una organización, no nos hemos quedado paralizados, y hemos construido 120 instalaciones deportivas en todo el país.

Los propios niños, — quisiera que ustedes pudieran presenciarlo — contribuyen construyendo

con interés y entusiasmo sus instalaciones deportivas. Ellos son los braceros, y nosotros somos los técnicos. Y es así que nosotros vemos al ideal olímpico. Nosotros hemos recibido ayuda de Méjico, para la formación de profesores de educación física. Se lo agradecemos profundamente al general Clark, que ha sido quien promovió esta ayuda.

Los otros países más desarrollados en el olimpismo, deben prestar su cooperación, y no sólamente esperar que haya recaudación en juegos olímpicos. Deben prestar su colaboración, dándoles posibilidades a sus países vecinos, a esos países que inician una labor olímpica, facilitándoles directores, facilitándoles becas para que jóvenes vayan a capacitarse en la educación física y en la organización del deporte.

El dinero no debe ser invertido exclusivamente para participar en una olimpiada. Hacer así, no me parece correcto. Ante todo, debemos ayudar a un país a organizarse, debemos crear en él un sistema que pueda asimilar la ayuda recibida, un sistema para que se forme un Comité Olímpico democrático, un Comité Olímpico funcional en todo el ámbito de la nación. Para llegar a esto, es necesario viajar, y se necesita dinero, cuando no lo hay, para moverse y transladarse a esos estados, a esas provincias.

Ojalá que nosotros podamos llegar a una conlusión, a una resolución, y que se apruebe definitivamente que parte de ese dinero vaya a parar a esos comités olímpicos que inician su labor, que todos conocemos. Porque de esta manera el ideal de de Coubertin va a ser ampliamente desarrollado. Porque, entonces, nosotros no nos limitaremos a preparar a atletas para los Juegos Olímpicos, sino que comenzaremos también a dar vida a Juegos Regionales o nacionales, que son la base principal para el desarrollo del deporte. Porque, entonces, no tendremos sólamente al campeón que vaya a competir cada cuatro años, sino que tendremos al atleta que será la constante expresión de toda una juventud afiliada al movimiento olímpico, de una juventud que de esa manera podrá mejorar moral, cultural y físicamente.

Esta debe ser nuestra meta, planteada de acuerdo con este proyecto. En primer lugar, el dinero deberá ser utilizado en favor de los Comités que están al principio de su trabajo. Estos Comités pertenecen a países que hasta ahora no tienen conciencia olímpica, cuyos gobiernos todavía no han asimilado lo positivo al desarrollar al deporte para el desarrollo de la juventud. Si lo hacemos así, le sacaremos gran provecho al dinero que se vaya a invertir en ayudar a esos comités.

Debemos organizarlos, preparar sus organizaciones olímpicas fuertes, darles facilidades en becas y mandarles instructores a esos pueblos, para que ellos vayan caminando poco a poco y creando una conciencia olímpica en cada país, para el gran futuro que le espera al olimpismo.

K. Sandy Duncan

Secretario General del Comité Olímpico Británico

Señor presidente, señoras y señores: con el desarrollo de la televisión como medio de difusión, me parece claro que el mayor ingreso de la televisión debe ser destinado al movimiento olímpico. Nosotros estaríamos perfectamente de acuerdo, si los Comités Organizadores obtuvieran una parte. Naturalmente, una parte debería destinarse al Comité Olímpico Internacional, para la realización de su gran tarea. Una vez establecido esto, ahora todos estamos sugiriendo numerosos nuevos proyectos sobre la manera de usar la pequeña cifra restante: para la Academia Olímpica, para los Juegos Africanos, para los Comités Olímpicos Nacionales, y para muchas otras cosas.

Creo que nos encontramos frente a un problema muy difícil. Sin duda hay que asistir a los Comités olímpicos Nacionales en dificultades monetarias: pero tampoco debemos olvidar — y hay que tomar esto en gran consideración — que, este año, muchas Federaciones Internacionales se han visto forzadas a renunciar a la organización de campeonatos mundiales, y han tenido balances claramente pasivos, y hay muchas que son muy pobres. Yo creo que el Comité Olímpico Internacional debe resolver este problema, tan lleno de dificultades.

Epamindas Petraliar

Miembro del Comité Olímpico Griego

Señor Presidente, señores: la mía no va a ser una intervención propiamente dicha. Deseo sólamente recordarles, en esta sede tan altamente calificada, que, todos los años, Grecia afronta graves dificultades para mantener y desarrollar la Academia Olímpica Internacional. Si es posible, desearía que no lo olvidaran.

Gracias.

PRESIDENTE: El último orador de esta tarde será el representante de Francia. Ruego a los otros oradores que me perdonen, pero debemos interrumpir nuestra sesión. Por lo tanto, mañana por la mañana comenzarán los representantes de Ghana, Mali, y de la República de Panamá.

Cedo la palabra al representante francés.

Armand Massard

Vicepresidente del C.I.O. – Presidente del Comité Olímpico Francés

Señores: querría ser muy breve, y recordar a esta Asamblea que el Comité Internacional Olímpico ya ha afrontado este problema de las ayudas, por iniciativa de mi colega Romanoff, del señor Andrianov, y mía personal. Hemos creado una comisión para la asistencia. He estado en Africa, donde he visitado a dieciséis países. He estado en Asia, y también allí he visitado a varios países.

Por lo tanto, deseo llamar su atención sobre el hecho que el Comité Internacional Olímpico ya se ha ocupado de la cuestión. Y lo ha hecho tan seriamente que ya se ha presentado un informe, preparado escrupulosamente, debo decirlo. Pero las necesidades financieras han resultado ser tan graves y tan numerosas que el Comité Internacional se ha preocupado de estudiar la manera de solicitar fondos en favor de los Comités Nacionales Olímpicos que no poseen suficientes medios a disposición.

Es justamente a causa de esta preocupación y de estas investigaciones que el Comité Internacional Olímpico, hasta ahora, no ha seguido la moción de mi colega Andrianov y mía propia: pero la cuestión está siendo estudiada, será afrontada nuevamente, y ciertamente volverá al orden del día de la reunión de Madrid.

Por lo tanto, ruego a esta Asamblea que tenga en cuenta que el Comité Internacional se ha interesado en este problema; y todos esperamos que una cuestión de tanta importancia pueda ser resuelta lo más pronto posible.

PRESIDENTE: Gracias, señores. Antes de levantar la sesión, quiero hacerles una recomendación. Como ustedes pudieron notar, las intervenciones son numerosas; en consecuencia, espero en que todos estarán de acuerdo en comenzar nuestros trabajos, mañana por mañana, un poquito antes, es decir a las 9:30.

Además, para todos aquéllos que tengan propuestas que hacer sobre variaciones a la resolución a tomar, les ruegos que vengan una media hora antes, y que se dirijan al doctor Garroni, presente aquí, quien tiene la tarea de colectar las variaciones, coordinarlas, para después someterlas a la aprobación de todos ustedes.

Se levanta la Sesión a las 19:15.

PRESIDENTE: Declaramos abierta la reunión. Es mi deber hacer una declaración que no es muy placentera: desgraciadamente, para los trabajos de este Congreso, tendremos a nuestra disposición exclusivamente el día de hoy y el de mañana. Esto podrá ser útil para los organizadores de las próximas reuniones de los Comités Olímpicos: tres días son absolutamente insuficientes. Los argumentos tratados, la seriedad de las intervenciones, requieren por lo menos el doble de este tiempo. Espero que los próximos congresos puedan extenderse hasta por lo menos una semana.

Para concluir con nuestro trabajo, me parece evidente que el último argumento del orden del día, el punto 6), es el que requerirá mayores discusiones y aclaraciones: por otra parte, no podemos estrangular a la Conferencia. Por lo tanto, es necesario que durante el día de hoy resolvamos los primeros cinco argumentos. En consecuencia, les pido que hagan un sacrificio: después de la reunión de esta mañana, tendremos que tener otra, inmediata, durante la tarde, antes de la visita al Presidente de la República; y, si fuera necesario, proseguiremos con nuestro trabajo durante la noche.

Volviendo a nuestras discusiones, por ahora están inscritos para hablar sobre el segundo punto los representantes de la siguientes naciones: Ghana, Mali, Panamá, Marruecos y Cuba.

Cedo la palabra al representante de Ghana.

Djan Ohene

Presidente del Comité Olímpico de Ghana

Señor Presidente: habiendo escuchado lo que se ha dicho hasta ahora, me parece que todos estamos de acuerdo sobre el hecho que los ingresos de la televisión deben ir en beneficio del C.I.O., del país organizador, y de las asociaciones olímpicas formadas recientemente. Ya hemos hablado tanto de esto, que personalmente me parece superfluo discutir sobre la oportunidad o no que estas tres organizaciones gocen de esos fondos.

Por lo tanto, quisiera alentar la formulación de un proyecto concreto, basado sobre los argumentos expuestos. Para este fin, propondría, si no es pedir demasiado, que toda la suma sea entregada al C.I.O., quien, sucesivamente, debería destinar al Comité Organizador de los Juegos aproximadamente un treinta por ciento de los ingresos netos de la televisión, como contribución a sus notables gastos.

Una vez de acuerdo sobre esto, yo ahora podría sugerir la manera en que debería usar el C.I.O. la cifra que le fuere asignada. Puesto que para el C.I.O. es un deber, o una importante responsabilidad, difundir el movimiento olímpico, y puesto que deseamos mantener a los órganos del C.I.O. propongo que la cuota restante, es decir el setenta por ciento, sea empleada por el C.I.O. a este

pia discreción, sea para mantener a las instituciones, sea para obrar una eficaz difusión del movimiento olímpico, dirigida particularmente a los Comités Olímpicos constituídos recientemente. En efecto, habiendo admitido y aceptado las obligaciones y la responsabilidades del C.I.O. para la difusión del movimiento olímpico en todo el mundo, se llega a la conclusión que, ayudando a los Comités Olímpicos creados recientemente, el C.I.O. habrá cumplido con su deber de la manera más eficaz.

A propósito de esto, sería oportuno que el C.I.O. diera una ayuda particular a las regiones donde el movimiento olímpico se encuentra aún en su fase inicial. Se responderá así a algunos puntos esenciales que han sido sugeridos hasta ahora durante nuestros debates.

Gracias.

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico del Malí

Señor Presidente, ayer hablamos sobre la independencia de los Comités Nacionales Olímpicos, y vimos que el problema de la independencia, en uno de sus aspectos, interfería con el problema de las financiaciones. Por esta razón, cada vez que la oportunidad se presenta, los fondos disponibles (como por ejemplo los ingresos de la televisión) deberían ser repartidos de la siguiente manera: una parte al Comité Organizador, principal beneficiario; una parte al C.I.O., para algunas determinadas tareas suyas propias, y una gran parte entre los Comités Nacionales Olímpicos en vías de desarrollo, eventualmente trámite organismos continentales que conocen mejor que el C.I.O. la exacta situación de los Comités Nacionales Olímpicos de su zona de influencia.

Señor Presidente: estoy convencido que usted sabe que muchos Comités Olímpicos Africanos no pueden enviar delegados a la conferencias olímpicas, ni, tanto menos, representantes nacionales olímpicos a los Juegos. Y cuando consiguen hacerlo, esto sucede exclusivamente gracias a la intervención económica de sus Gobiernos. Pero si estos Gobiernos apenas se desinteresan en el deporte, los ideales olímpicos se apagan por falta de medios. Por lo tanto, ésta es para nosotros la ocasión para formular una propuesta: los Comités Nacionales Olímpicos deben invitar al C.I.O. para que vuelva a poner en función a la Comisión de Ayudas del C.I.O.

Considerando que hay nuevos países que se asoman a la escena olímpica, y que los Comités Nacionales Olímpicos son financiados íntegramente por sus gobiernos, y puesto que de todos modos seguimos hablando de independencia de los Comités Nacionales Olímpicos, es necesario volver a establecer el funcionamiento de esta Comisión, con el fin de dirigir la asistencia internacional de parte de las naciones más afortunadas hacia el desarrollo del deporte olímpico en los países que han sido admitidos en la familia olímpica recientemente.

La intervención de Massard me ha tranquilizado un poco: pero una explícita resolución de parte de esta conferencia podrá constituir un punto fundamental para actuar esta disposición ya en la sesión de Madrid del Comité Internacional Olímpico.

S. Aníbal Illueca

Presidente del Comité Olímpico de Panamá

Señor Presidente: en primer lugar quiero felicitar a usted y a los miembros del CONI por esta magnífica presentación del primer congreso de los Comités Olímpicos Nacionales del mundo. Como presidente del Comité Olímpico de Panamá, como miembro del Comité Ejecutivo de la organización deportiva centroamericana y del Caribe, como miembro de la Comisión Ejecutiva de la Organización Deportiva panamericana, considero que este tema es de suma importancia, pero que es imposible tratarlo en tan poco tiempo. Comparto, señor Presidente, su punto de vista de que la próxima reunión de Comités Olímpicos deberá tomar por lo menos una semana. Pero sugiero desde ahora que cuando se prepare el temario o la agenda, de ser posible se designen grupos de trabajo que preparen o hagan los estudios pertinentes, se circulen con la debida anticipación, y cuando lleguemos al próximo congreso la mayor parte del trabajo se haya adelantado. Este problema de la financiación de los Comités Olímpicos Nacionales reviste suma importancia. No se trata hoy simplemente, o no basta, que se usen los fondos provenientes de la televisión, fondos que, según entiendo, parte va a las federaciones Internacionales, parte va al Comité Olímpico Internacional, y parte al Comité organizador. Las Federaciones Internacionales deberían usar esos fondos en una mayor divulgación de sus reglamentos, en una mayor divulgación de la parte o el aspecto técnico de su deporte en relación con cada Federación Nacional. Y no conformarse en recibir esos fondos así como las cuotas de las Federaciones Nacionales que, día a día, son aumentadas. Y diría yo que las Federaciones Internacionales, o por lo menos existe la impresión en América, de que las Federaciones Internacionales están interesadas sólamente en percibir las cuotas, y muy poco sobre la marcha de cada Federación Nacional; así mismo, el Comité Olímpico Internacional. Señor Presidente, creo que sus miembros tienen una gran responsabilidad. Ellos, en su circuito, sí deben actuar como embajadores, sí, deben divulgar o propagar al movimiento olímpico, porque eso ayuda a los Comités Olímpicos Nacionales. Y los ayuda porque, si bien es justo que los gobiernos son los que proporcionan los fondos en la mayoría de los países, ocurre con frecuencia que esa ayuda, en algunas ocasiones es mínima, en otras no se da; y si bien es cierto que en el África se han constituído una serie de Comités Olímpicos Nacionales como resultado de la formación de nuevas naciones, también es cierto que en América tenemos muchos países que sí obtuvieron su independencia hace ya algún tiempo, todavía están en el proceso de desarrollo, hasta se les califica de subdesarrollados, y en mi región, la región de Centroamérica, hay países que no participan en juegos regionales, y, por supuesto, tampoco en juegos olímpicos, por limitaciones de muchas clases. No creo necesario mencionarlos, pero en muchos de esos países se desconoce prácticamente el movimiento olímpico, y si es, repito, grave la responsabilidad de los miembros del Comité Olímpico Internacional de interesarse en visitar a esos países como embajadores, tal como se sugiere en el proyecto presentado a nosotros, para que hagan conocer ese movimiento olímpico. Porque si nosotros a los Comités Olímpicos les pedimos dinero o fondos al estado o al gobierno, con frecuencia ocurre que los gobernantes o los dirigentes políticos no realizan, no tienen conciencia de lo que el movimiento olímpico representa, y existen, repito, grandes dificultades para obtener los fondos necesarios.

Si hay una mayor divulgación, así como lo hace actualmente la organización deportiva Panamericana, de publicar en español el boletín del Comité Olímpico Internacional, y así como se realizan y planean y se van a ejecutar otras publicaciones encaminadas a una mayor divulgación en la América, creo que lo mismo se puede hacer en el Africa, en Asia, en Europa, y en todas las regiones del mundo.

Pero eso no basta, señor Presidente; yo creo que se requiere un intercambio de información en todos los aspectos, saber si Italia ha resuelto el problema de la ayuda al deporte, como hemos visto publicado en la prensa, que la participación en el juego del Totocalcio va a ser del 50% para el CONI. Y así como Italia, y como en otros países, a través de leyes y decretos, se ha logrado una ayuda al deporte, puede haber una asistencia, pueda haber una cooperación, pueda haber un asesoramiento a los otros comités olímpicos, para darles ideas, porque no creo que sólo el Estado deba contribuir. También las empresas privadas, también el propio Comité, deben realizar todas las actividades que les sean posibles.

Pero repito, señor Presidente, que un apropiado intercambio de información sobre este aspecto de la financiación sería muy útil, y además podríamos hablar de otras cosas. Así como el CONI le ha pedido informaciones a todos los Comités Olímpicos sobre sus instalaciones deportivas, creo que podríamos interesar a organismos internacionales que cooperan en lo relacionado con la salud pública, con la educación, en investigaciones de tipo científico, y de todo otro orden. Que nosotros

nismos internacionales también cooperen, facilitando grupos de estudios, facilitando el dinero, proporcionando la financiación para aquellos países que, como los del Africa, algunos de América y de otras partes del mundo, no cuentan con las instalaciones apropiadas, para que puedan construirlas. Pero los miembros de estos Comités Olímpicos necesitamos la ayuda y la cooperación de todos los otros comités olímpicos. Y si estas asociaciones llegan a constituirse, señor Presidente, tendremos un enorme trabajo por delante. Habría una enorme responsabilidad, y sugiero desde ahora que se constituyan, se designen oportunamente grupos de trabajo para que estudien todos los aspectos de estos problemas, que nos son comunes, y podamos luego, con el asesoramiento de los compañeros de Comités Olímpicos de Países vecinos, con el asesoramiento de los compañeros del Comité Olímpico Internacional, que no se concreten sólamente con viajar a la ciudad donde se va a celebrar la próxima reunión de su organismo, sino que, tal como la hace con frecuencia en América el general Clark Flores, también lo hagan otros miembros del CONI, a fin que los Comités Olímpicos no se sientan prácticamente abandonados, sabiendo lo que saben sólo a través del boletín del Comité Internacional Olímpicos.

Muchas gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Gracias a usted, señor Presidente. Quisiera decir dos palabras de comentario sobre lo que dijo el Presidente del Comité del Panamá.

Ante todo, es necesario encuadrar bien el argumento que figura en el orden del día. En Italia, nosotros fuimos el primer Comité Olímpico que pagó las entradas de la televisión al Comité Internacional Olímpico. La suma amontaba a 55.000 dólares. Los costos de viaje para la participación de Italia en cada Olimpiada oscilan alrededor de los 300.000 dólares. Estas son las cifras.

Pero usted, señor Presidente, ha afrontado varios problemas. Si nosotros, para el primero, nos ocupamos sólo de una cuestión de principio, sus consideraciones sobre el motivo de esta reunión han sido muy interesantes: es decir, estamos aquí para ayudarnos mutuamente. Fraternalmente, nosotros hemos hecho todo lo que podíamos, como pequeña nación con pocos medios, con mucho afecto y mucho corazón. Muchas naciones en el mundo pueden ver cómo estamos organizados a través del Totocalcio. Ustedes saben que hemos sido generosos con todos. Muchos países se encuentran en una situación, si no floreciente, por lo menos de decorosa conducción, por lo que se refiere a las posibilidades económicas deportivas, justamente gracias al Totocalcio.

En lo que se refiere a las competencias, permítanme que hable de ello en otras sedes. El trabajo que nosotros hemos sólo comenzado, para que otros lo prosigan con mayor autoridad, yo creo sea tarea del Comité Internacional Olímpico. Por ejemplo, la propuesta sobre una oficina permanente que constituya un órgano de asesoramiento para todas las construcciones de instalaciones deportivas. En este campo, en el mundo se gastan millones de dólares. Cada arquitecto calificado, durante su carrera, tiene la oportunidad de proyectar mil edificios y una sola instalación. Es necesario que el dinero sea gastado de la mejor manera posible.

También en lo que se refiere a una oficina permanente para el asesoramiento legislativo frente al propio Comité, a los propios Gobiernos, y para otras funciones, yo espero que esto sea propuesto y obtenido por colegas más acreditados que yo frente al Comité Internacional Olímpico, que siempre debe mirar fraternalmente hacia la linfa vital del movimiento olímpico: los Comités Olímpicos Nacionales.

Perdonen este breve paréntesis. Cedo la palabra al representante de Marruecos.

Mchic Alami Abdeslem

Presidente del Comité Olímpico de Marruecos

Señor Presidente: ante todo querría asociarme a los agradecimientos que los honorables colegas que me han precedido le han expresado. Gracias por las iniciativas tomadas, gracias por esta maravillosa oportunidad de encontrarnos, para comparar nuestras ideas sobre los problemas del movimiento olímpico en el mundo.

También quiero agradecer al CONI por los esfuerzos sostenidos con el fin de organizar este Congreso.

Por lo que se refiere a la cuestión que estamos discutiendo, todos hemos visto que los fondos que serían puestos a disposición de los Comités Nacionales Olímpicos, si fueran subdivididos entre todos, no tendrían ningún valor, y no podrían llevar a los resultados deseados.

Yo propongo lo siguiente: para nosotros, lo esencial es difundir en todo el mundo el movimiento olímpico; por lo tanto, es necesario orientar nuestros esfuerzos hacia aquellos países que han entrado recientemente en la familia olímpica. Es necesario darles los medios para desarrollar un programa bien definido, eventualmente inspirado en los métodos de los países más avanzados, para que todas las poblaciones de estos países sean conquistadas por el ideal olímpico.

Opino que, si cada Comité se empeñase en divulgar el ideal olímpico en su propio país, los medios idóneos para favorecer al movimiento olímpico serían encontrados muy pronto en el interior del país mismo.

Gracias.

Manuel Gonzáles Guerra

Presidente del Comité Olímpico Cubano

Señor Presidente, señores delegados: permítanme antes de entrar en el punto, de saludar y agradecer al CONI y a su Presidente, Onesti, todas las gentilezas y la idea feliz de tenernos aquí con ustedes. Es difícil hablar sobre el punto dos después de que tantos colegas lo han hecho brillantemente, especialmente el colega de Panamá. Nosotros entendemos que estamos discutiendo sobre bases no reales. Dijo el Presidente Onesti que sólo se habían recibido 55.000 dólares por el CONI de los derechos de la televisión. Esa cantidad repartida en tanta necesidad es insuficiente. Nosotros proponemos que, juntamente con el llamado de paz que se hizo aquí, se haga un llamado a los gobiernos para que se invierta una parte de lo que utilizamos en artículos de guerra en el deporte. Y además, que todos los Comités Olímpicos Nacionales digamos al C.I.O. en qué podemos ayudar a los otros Comités Olímpicos Nacionales, los que necesitan ayuda. Esa es nuestra propuesta.

Muchas gracias, señores.

Shalom Zysman

Presidente del Comité Olímpico de Israel

Soy el Presidente del Comité Olímpico de Israel, Shalom Zysman, y deseo hacer una observación, señor Presidente. Yo creo que ha llegado el momento de concluir nuestro debate sobre el argumento número 2, puesto que ya tantos participantes lo han ilustrado, y si seguimos así no haríamos sino seguir repitiendo los mismos conceptos. Si los delegados tienen conceptos, mociones o resoluciones, que las propongan al Presidente. Pido que pasemos a discutir el punto tres.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Señores delegados, yo también opino que este argumento haya sido ilustrado suficientemente. Me he permitido de preparar al respecto una resolución. Esta será leída, después en los cuatro idiomas, ustedes podrán estudiarla, y en la tarde pasaremos a la aprobación. Entretanto, recuerden, aún debemos aprobar la resolución sobre el punto 1. Lo haremos inmediatamente después de dar lectura a la resolución n. 2.

Habiendo escuchado vuestras opiniones, la resolución es concebida de la siguiente manera:

« Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Convenio en Roma el 1º de octubre de 1965, y habiendo escuchado y discutido un amplio informe sobre la financiación de los Comités Nacionales Olímpicos,

deciden

— proponer al C.I.O. que los ingresos de los derechos de la televisión para todas las transmisiones olímpicas sean repartidos:

— en la máxima medida posible al C.I.O., para consentirle mayor autonomía en el ejercicio de sus funciones, también de control sobre el respeto de los Reglamentos Olímpicos, así como para reforzar una Secretaría con oficinas organizadas y siempre eficientes;

— otra parte al Comité organizador de los Juegos Olímpicos, para permitirle de afrontar también los gastos de viaje y estadía de un número mayor de miembros operativos de las Federaciones Internacionales interesadas en cada edición de los Juegos;

— el 25% a los Comités Olímpicos que se encuentran en dificultades para su participación en los Juegos Olímpicos, de acuerdo con propuestas de los Comités Nacionales Olímpicos al C.I.O. ».

Prevía discusión, pasaremos a la aprobación de esta resolución no apenas todos habrán tenido el tiempo de examinarla y consultarse.

Pasemos ahora a la aprobación de la primera resolución. Las resoluciones son tres. Creemos que la apreciable obra de la secretaría haya conseguido expresar y satisfacer la opinión de todos ustedes. Bajo sugerencias de los Comités Olímpicos de Mali, de Etiopía, de Checoeslovaquia, de nuevo de Etiopía en la última parte, y de Kenia, se han hecho integraciones a la resolución que leímos ayer. Paso a su lectura:

« Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Convenio en Roma el 1º de octubre de 1965, y habiendo escuchado y discutido un informe sobre el principio de independencia de los Comités Nacionales Olímpicos,

confirman

la plena validez, pasada, presente y futura del principio olímpico sobre la independencia y la autonomía de los Comités Nacionales Olímpicos contra toda influencia o consideración política, confesional, social, racial y comercial.

Invitan

a las autoridades públicas de todos los países que organicen y promuevan con amor la educación física de la juventud del mundo, y que ayuden moralmente y financieramente al movimiento agonista, sobre todo olímpico, de lo que los primeros responsables son los Comités Nacionales Olímpicos, también en las relaciones internacionales, siempre firme el derecho de cada estado, naturalmente, de verificar el empleo útil de las sumas disponibles.

A fin de que el Comité Internacional Olímpico actúe toda forma de control, tras demanda de los Comités Nacionales Olímpicos, sobre graves acusaciones provenientes de miembros del Comité Internacional Olímpico o de los Comités Olímpicos Nacionales, de las Federaciones Deportivas Internacionales, también por medio de visitas de miembros propios, elegidos por el Ejecutivo, prescindiendo del país de proveniencia y adoptando en caso de confirmarse involuntarias o deliberadas violaciones de los reglamentos olímpicos, todas las medidas necesarias para volver a establecer el pleno respeto de la independencia de cada Comité Olímpico ».

Estas son todas las consideraciones que ustedes han considerado necesarias para la primera resolución. Por lo tanto, opino que puedo darla por aprobada.

Primer argumento: Independencia de los C.N.O. (cont.)

Se aprueba la resolución n. 1

El Comité Olímpico de la Unión Soviética ha presentado otra resolución, que no contrasta con la primera, sino que la integra y la refuerza. Procedo a su lectura:

« Durante el Convenio de Roma de setiembre de 1965, los Comités Nacionales Olímpicos reconocen los esfuerzos que el Comité Olímpico Internacional y las Federaciones Deportivas Internacionales están haciendo para evitar interferencias políticas en el deporte, de manera de dar a todos los miembros de las Federaciones Deportivas Internacionales iguales derechos para su participación en las competencias oficiales internacionales.

El Convenio de los Comités Olímpicos Nacionales apoya las deliberaciones del Comité Olímpico Internacional y de las Federaciones Internacionales, adoptadas en febrero de 1963, que señalan la necesidad de organizar competencias oficiales sólo en aquellos países que garanticen visados para todos los participantes y dirigentes, además de la deliberación, aprobada el 11 de abril por las Federaciones Internacionales, que llama la atención de todos los interesados sobre el principio general que todas las Federaciones afiliadas deben tener la posibilidad, con todos los privilegios y derechos, de participar en los Juegos Olímpicos, en los Campeonatos Mundiales y en otros Campeonatos organizados por las Federaciones Internacionales, o convenios deportivos olímpicos y de las Federaciones Deportivas Internacionales.

Los Comités Olímpicos Nacionales consideran lo dicho necesario para facilitar la realización del principio mencionado ».

Señores: habiendo aprobado la primera resolución, no creo que se presenten dificultades para aprobar esta otra propuesta.

Ha pedido la palabra el señor Mollet.

Segundo argumento: Financiación (cont.)

Raoul Mollet

Presidente del Comité Olímpico Belga

Señor Presidente: habiendo considerado sólo el texto francés de la resolución, querría proponer dos pequeñas modificaciones y algo más que agregar.

En el segundo párrafo, donde dice « la educación física », yo propongo que se agregue « y deportiva ».

Además, creo oportuno modificar las palabras « verificar el empleo » con la expresión « controlar el empleo de las sumas », y, mejor que « disponibles », « puestas a disposición de los Comités Nacionales Olímpicos ». Efectivamente, es posible que esas sumas sean disponibles, pero que no provengan del gobierno.

Además, quisiera que se insertara otro párrafo antes del que trata de las normas de control. Es lógico que, antes de hablar de control, se conozcan las normas y las formas de la constitución y del funcionamiento del Comité Olímpico de un país. Ahora bien, todos sabemos que en el mundo existen muchas formas distintas de Comités Olímpicos. Por lo tanto, es interesante conocer estas formas, para poderlas unificar.

En consecuencia, propongo que agreguemos: « ... y esperan que todos los Comités Nacionales Olímpicos tiendan a adoptar estatutos idénticos, en la medida en que lo permitan las leyes de sus respectivos países ».

Gracias.

PRESIDENTE: Creo que todos los congresistas están de acuerdo sobre las propuestas del señor Mollet, y creo que no haya observaciones a hacer: si es así, integraremos sin falta nuestra resolución.

Aprovechando de esta ocasión, les ruego que pasen sus modificaciones para las resoluciones a la hora establecida, para facilitar la tarea de la secretaría.

Gracias señores.

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico del Mali

Señor Presidente: quisiera una información. No sé si depende de la traducción del italiano en francés, pero el término « orden del día », en francés, no me parece muy apropiado. Me parece que se trata de resoluciones adoptadas por la Conferencia. Entonces, sería preferible que, en la formulación francesa, se dijera « resolución », y no « orden del día ».

Por otra parte, opinamos, como lo dijo el Presidente, que las dos mociones son complementarias: en consecuencia, las dos resoluciones que hemos leído ahora podrían ser adoptadas contemporáneamente por nuestra conferencia.

PRESIDENTE: Gracias, en nombre de Francia, por una excelente interpretación, que adoptaremos sin falta.

Pasemos ahora a la tercera propuesta. Se trata de la del Comité Olímpico Mejicano, que integra a las dos primeras:

« Durante la reunión de los Comités Olímpicos Nacionales », los miembros de los Comités Olímpicos de América desean presentar las siguientes propuestas:

considerando que:

1. durante la reunión de los Comités, que tuvo lugar en Atenas, en junio de 1961, el Comité Olímpico Mejicano propuso:

« De acuerdo con los Reglamentos Olímpicos, el Comité Olímpico Internacional confía con que los Comités Olímpicos Nacionales de cada país se ocupen de la propaganda y de la organización del movimiento olímpico ».

En sus declaraciones oficiales, señor Presidente, usted se ha referido repetidas veces a este informe. Ayer por la tarde, durante la apertura de los trabajos, usted declaró que en los formularios de subscripción se necesitan tres firmas: 1°, la firma del atleta, 2°, la firma de la Federación, y tercero la firma del Comité Olímpico Nacional.

En las relaciones entre las Federaciones y el Comité Olímpico existe una división que debería ser abolida. De acuerdo con los Reglamentos Olímpicos, los Comités Olímpicos Nacionales deben tener representantes de sus Federaciones Nacionales reconocidos por la Federación Internacional.

Sin embargo, las Federaciones Internacionales no están obligadas a tener autorización para su reconocimiento, ni a consultar al Comité Olímpico, que conoce, mejor que cualquier otra organización extranjera, los méritos y los requisitos que han adquirido estos delegados en el campo deportivo de sus respectivos países.

En consecuencia:

se ha decidido

que esta organización de los Comités Olímpicos Nacionales insista enérgicamente para que el Comité Olímpico Internacional apoye con firmeza un acuerdo en común entre las Federaciones Deportivas Internacionales y los Comités Olímpicos Nacionales, de manera que cada Comité Olímpico Nacional no reconozca a cualquier Federación deportiva nacional que precedentemente ho haya sido reconocida por su respectiva Federación Internacional, y que, a su vez, las Federaciones Deportivas Internacionales deban reconocer sólamente al miembro de la Federación Nacional que goce de la plena confianza de la Federación Nacional Olímpica.

2. Esta reunión ha aprobado esta propuesta a la unanimidad.

3. No obstante esto, aún no se ha alcanzado la realización práctica de ese acuerdo.

En consecuencia, requerimos que cortésmente se adopten las siguientes decisiones:

1) se confirman las resoluciones adoptadas en Atenas, bajo propuesta de Méjico, que han sido alentadas y apoyadas por los Comités Olímpicos de las Américas.

2). se ruega con urgencia al Comité Olímpico Internacional, de acuerdo con los procedimientos de uso, que pase a su aprobación y actuación práctica, con el fin de obtener el requerido acuerdo con las Federaciones Internacionales ».

Señores, les hablo personalmente. Mi experiencia, ciertamente, está condividida con ustedes: me parece que se trata de una propuesta de gran lógica. En algún país, y sin excluir al nuestro, se verifican perturbaciones, porque también el deporte tiene Federaciones autónomas cismáticas. Para la Federación Internacional es difícil hacer una diferenciación, y sería bueno que el Comité Olímpico Nacional sancionara el principio que las Federaciones Internacionales deben y pueden reconocer a las Federaciones Nacionales reconocidas por cada Comité Olímpico.

Esto simplificaría y facilitaría nuestra tarea de Comités Olímpicos Nacionales. Yo creo que todos ustedes estarán de acuerdo con este principio, propuesto ya hace tiempo por el Comité Olímpico Mejicano, y sometido en este momento a la aprobación de todos ustedes.

¿Estamos todos de acuerdo, señores?

Tercer argumento: Aficionados

Se aprueban las resoluciones números 2 y 3

Señores Presidentes: el tercer punto en el orden del día se refiere al deporte aficionado. Se trata de un argumento que se está debatiendo inútilmente desde hace cincuenta años. No discutirlo, no llegar a una cualquiera conclusión, dejaría al problema sin resolución.

Puesto que el argumento es muy delicado, propongo, para descanso físico y moral, que interrumpamos nuestra sesión por diez minutos.

(*La sesión es suspendida por diez minutos*).

PRESIDENTE: Señores, pasemos al tercer punto del orden del día. Voy a dar lectura al informe, antes de abrir la discusión.

Aficionados. Nos parece que el concepto del aficionado esté aún anclado a una serie de prejuicios y a definiciones que resienten de la época en que fueron formuladas. De todas maneras, la aplicación rígida de las normas relativas prohibiría el ejercicio del deporte agonista a numerosos grupos sociales.

Los resultados agonistas que tienden a una excelencia de calidad no pueden ser alcanzados sin una seria preparación, inconciliable con los principios vigentes.

En este contexto, sería bueno recordar que los grandes atletas vencedores de los Juegos se convierten en atletas de todos los pueblos, y gozan de estima y agradecimiento hasta en las tierras lejanas y extrañas a las de su nacimiento.

El deporte es uno de los vehículos más eficaces de la paz universal, y los campeones del deporte sirven con la máxima utilidad este fin supremo.

Los Comités Nacionales Olímpicos están profundamente convencidos de la necesidad de defender el concepto de reservar los Juegos Olímpicos sólo para los atletas aficionados, y colaborarán estrechamente con el Comité Internacional Olímpico, cuyos agentes son, en práctica, en todos los países, para que este principio, que ha dado óptimos resultados, sea custodiado y defendido para el porvenir.

Sin embargo, los Comités Nacionales Olímpicos están convencidos que los reglamentos para el aficionado deben ser adecuados a la realidad de hoy. En efecto, es imposible que un atleta pueda aspirar al título olímpico sin una adecuada preparación, que muy a menudo lo ocupa mucho más allá de los límites previstos actualmente por los reglamentos olímpicos. En efecto, el reglamento de aplicación del artículo 26 de las normas olímpicas lista toda una serie de discriminaciones que, si fueran observadas, probablemente impedirían que cualquier atleta alcanzara los niveles olímpicos. El instrumento es demasiado severo, para que el Comité Olímpico Internacional pueda tomarse la responsabilidad de emplearlo.

Por su parte, los Comités Nacionales Olímpicos opinan que una definición clara, leal y realista del aficionado sea preferible frente a una benévola o culpable inobservancia de las reglas vigentes.

Por lo tanto, los Comités Nacionales Olímpicos se auspician que el problema del aficionado sea afrontado con la clara voluntad de resolver sus puntos más equívocos. En consecuencia, proponen que el Comité Olímpico Internacional presente y afirme una nueva definición del aficionado, que, por ejemplo (pero podría haber miles mejores), podría ser la siguiente:

« Es aficionado aquél que practica el deporte agonista sin fines de lucro, sino como complemento de otras actividades de estudio o de trabajo ».

El Comité Internacional Olímpico podrá requerir de cada Federación Internacional reconocida la formación de las normas para el aficionado relativas a su deporte de competencia, juntamente con las normas de aplicación del principio de admisión a los Juegos. Dentro de un período de tiempo razonable, las Federaciones Deportivas Internacionales enviarán al Comité Internacional Olímpico, para su juicio y ratificación, sus propias disposiciones relativas al aficionado. Y por lo tanto, el control sobre la aplicación de las normas deberá convertirse en algo de competencia de las Federaciones Internacionales y de los Comités Nacionales Olímpicos.

Por lo tanto, el Comité Internacional Olímpico deberá ser librado del encargo de un control asiduo y cuidadoso, que no es permitido por sus posibilidades y que perjudica su trabajo.

El Comité Internacional Olímpico debería limitarse a juzgar sobre los reclamos presentados por los atletas contra las decisiones de la competente Federación Internacional. En estas circunstancias, el Comité Internacional Olímpico, si lo considerará oportuno, podrá pasar el caso a la Federación Internacional, invitándola a volver a examinarlo ».

El primer congresista que ha pedido hablar sobre este argumento es el representante del Comité Olímpico de Kenia, a quien cedo la palabra.

Harbans Singh

Miembro del Comité Olímpico de Kenia

Señor Presidente, señoras y señores: como formulada en este punto, la definición se presta a ser interpretada en diferentes maneras por las Federaciones Internacionales y por los Comités Olímpicos Nacionales. El resultado de esto será sólo el caos, y no me parece muy sabio alejarse de la definición original del aficionado, así como está formulada en las normas olímpicas.

Las normas y los reglamentos fueron expresados con gran perspicacia y con una notable visión del futuro, y nosotros estamos convencidos firmemente que es necesario respetarlos así como están, para evitar desórdenes, violaciones, y otras posibles complicaciones.

La primera, y la más importante, de esas normas, establece que los Juegos deben ser reservados a los aficionados. Los juegos no son un comercio, y nadie — ni promotores, ni organizadores, ni entrenadores, ni participantes, ni individuos, ni naciones — puede servirse de ellos con fines de lucro.

El clamoroso éxito del movimiento olímpico, en el breve período de 70 años — desde cuando el barón de Coubertin lo hizo revivir —, es debido por entero a la validez de los principios fundamentales que le fueron atribuidos. Desafortunadamente, los principios fundamentales del movimiento olímpico, que explican su valor universal y su enorme éxito, son comprendidos por muy pocas personas.

No es una tarea fácil realizar una empresa de este tipo. Como sucedió al principio, hoy también hay dificultades y problemas. La natural emulación entre los deportes o entre las naciones — algunas más fuertes, o más importantes que otras — habría podido muy fácilmente falsear la competencia en muchas ocasiones, si no se hubieran determinado limitaciones. El problema fue resuelto por medio de la constitución del Comité Olímpico Internacional, compuesto por personas que no representan ni a un país ni a un deporte, sino que actúan imparcialmente en nombre del movimiento olímpico. El Comité se autogobierna, y elige a sus propios miembros. Fue constituido por el barón de Coubertin, quien le confió la tarea de preservar contra toda ingerencia comercial al claro espíritu aficionado de los Juegos: estas ingerencias lo descreditarían, de la misma manera como cualquiera intrusión crítica no podría ser sino dañina.

No debemos permitir que el profesionismo se insinúe en los Juegos Olímpicos. En cambio, se ha propuesto admitir a las Olimpiadas a atletas profesionales. Uno de los motivos aducidos fue que, en el pasado, no todos los participantes fueron aficionados; si así ha sido, esto ciertamente no sucedió por culpa del Comité Olímpico Internacional.

Ahora, todos conocemos los reglamentos olímpicos. Cada participante en los Juegos debe firmar un formulario en el que declare ser aficionado de acuerdo con las normas relativas; esta declaración deberá ser certificada por su Federación Nacional y por su Comité Olímpico Nacional. Si jamás ha sucedido que un atleta no aficionado haya participado en los juegos Olímpicos, entonces tenemos a tres personas, por lo menos, que han mentido. Puesto que en el mundo existen engaños, delitos y falta de honradez, ¿es que debemos permitir que por esto se abroguen todas las leyes, para volver a la jungla? Evidentemente, muchas dificultades derivan del hecho que el significado de la palabra « aficionado » no es comprendido claramente. En efecto, el término es totalmente mal comprendido por aquéllos que definen como « aficionado » a un neófito, a un principiante, a alguien que no es bastante bueno para ser un profesional.

No se comprende que el aficionado constituye una filosofía de la vida, que se consagra, que se dedica a la tarea de realizar algo más que no una ganancia o un premio. Es la misma devoción que ha guiado a los estudiosos y a los hombres de ciencia en su búsqueda del saber y del progreso de la humanidad y de la civilización. Se trata de la misma devoción de los grandes patriotas de todos los países, que ha producido enormes progresos sociales. Es la misma devoción que ha alentado a los escultores y a los arquitectos desconocidos para crear palacios y catedrales en el mundo, sin firmar siquiera sus obras. Es la misma devoción que ha guiado a Henry Ford y a Thomas Edison en sus empresas en el mundo de la industria, empresas que habrían cumplido aun sin haber conquistado una fortuna.

Es una filosofía de vida que es sentida muy poco en esta época nuestra, materialista, en la que todo lo que muchos trabajadores aman es el día del sueldo y el horario de cierre. En este mundo materialista en que vivimos, todo se mide en dinero. Pero en la vida existen sentimientos, como la caridad, el patriotismo, el amor, la amistad: sentimientos que no se pueden medir en moneda. Uno de estos sentimientos es el del aficionado, y el mundo sería algo muy pobre, muy mísero, si no lo poseyera.

El aficionado tiene una filosofía completamente distinta de la del atleta profesional, que no busca nada si no lo pagan. El profesionalismo es un trabajo cuyo fin principal es ganar, puesto que quien más gana es pagado mejor. También el aficionado quiere vencer, pero, para él, lo que más cuenta es el modo cómo se conquista la victoria. El quiere mejorar constantemente, quiere dar constantemente

lo mejor de sí mismo, en las circunstancias más importantes, pero no desea sacrificar a su educación o a su vocación, por una simple victoria.

El deportista aficionado sabe que el deporte es recreo, juego, diversión: no es trabajo. Sus ojos están dirigidos a una difícil meta. El fin principal de su vida está constituído por el estudio y el trabajo: no quiere formar parte de un escuadrón de focas amaestradas para divertir al público. Participa en las competencias por diversión propria. Da lo mejor de sí mismo en todas las circunstancias, adquiere muchas preciosas experiencias y fuerza moral. El hombre que conquistó al Matterhorn, o el que consiguió correr una milla en cuatro minutos, no se esperaban una copa llena de oro a su llegada; no habían vencido a la naturaleza; se habían vencido a sí mismos, y después, sintieron una inolvidable satisfacción y una gran alegría.

Hubo una vez alguien quien definió a la ciencia como algo que no se puede comprender. Quizás esta definición pueda ser considerada válida también para el aficionado. Pero los hombres de ciencia saben lo que es la ciencia, y los aficionados saben qué significa ser aficionado. Su mejor definición es la siguiente: «el ser aficionado — puesto que pertenece al mundo del espíritu — no es una cosa fácil de definir; y de esto deriva que existen del aficionado muchas y varias definiciones ». Cada uno tiene su propia definición, y también cada país la tiene. Sin embargo, la definición olímpica es suficientemente clara, y su mejor intérprete es el Comité Olímpico Internacional.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Señor representante de Kenia: creo que haya surgido un pequeño malentendido que deseo aclarar. Personalmente, deseo felicitarle por las nobles expresiones, de un mundo ideal, que usted ha señalado.

Sin embargo, debo decir que sus conclusiones son, como suele decirse, más realistas que el rey; porque muchos miembros competentes del Comité Internacional Olímpico no están satisfechos con las definiciones actuales.

Nosotros nos proponemos — y para esto apelo a los colegas Presidentes y componentes de los Comités Olímpicos — extirpar a la hipocrisía, que consideramos ser el peor mal. Nosotros estamos profundamente convencidos de la necesidad que el atleta que participe en las Olimpiadas sea aficionado; pero también estamos convencidos que, cuando se requiere de un atleta una preparación de muchas horas diarias, esto no le permite al atleta tener un trabajo bien remunerado.

Nosotros deseamos que todos los hombres de la tierra puedan participar en las Olimpiadas, sin hacer diferenciaciones relativas a las posibilidades económicas de cada uno de ellos. Hay sólo pocos afortunados que pueden participar en las Olimpiadas viviendo de renta y sin administrar sus bienes. No debemos dejar que esta participación esté reservada a personas ricas, y evidentemente poco inteligentes, puesto que no administran sus haberes.

En los atletas que participan de las Olimpiadas, debemos ver no a un fenómeno único, sino a un fenómeno profundamente social. Nosotros estamos siempre en contacto con nuestros atletas: ellos sacrifican los años mejores de su juventud para una exhibición agonística que da prestigio a la actividad deportiva de todo el mundo. No debemos enriquecerlos: debemos permitirles que sobrevivan.

Por experiencia directa — y espero que muchos de entre ustedes estén de acuerdo conmigo — nosotros pensamos que el aficionado de una actividad deportiva como el fútbol es also distinto del aficionado de la vela o del golf.

Nosotros nos damos cuenta de la dificultad de dar una definición concreta y no hipócrita del Comité Internacional Olímpico, que es siempre criticado injustamente. Al contrario: nosotros deseamos cambiar radicalmente la situación. Que sean las Federaciones Internacionales las que definan al atleta aficionado; y sólo cuando esta definición pueda satisfacer a las Federaciones Internacionales, que tienen el control de los atletas, sólo entonces estas Federaciones Internacionales podrán ser admitidas a las Olimpiadas.

Para facilitar la tarea de las Federaciones Internacionales, sería aconsejable que el Comité Ejecutivo del Comité Olímpico Internacional, en nuestra opinión, envíe una carta circular sugiriendo

algunos puntos fijos, de los que nadie se pueda apartar para ser admitido a las Olimpiadas. En la medida de sus capacidades, y de acuerdo con sus exigencias, cada uno debería dar una formulación concreta y no hipócrita de la situación, de manera que pueda ser controlada con la conciencia de una actuación sin posibilidad de equívocos.

Estos son los conceptos informadores de la propuesta. Espero vivamente que el Comité Olímpico Italiano, quien la propuso, no sea mal comprendido, y que no se piense que nosotros queremos admitir a las Olimpiadas a atletas profesionales. Justamente con el fin de evitar esto, nosotros presentamos la propuesta de tener definiciones más concretas, y posibilidades de control más válido.

Les ruego que me perdonen por esta intervención, pero espero sinceramente que haya aclarado las ideas, por lo menos en parte.

¿Quién de entre ustedes, señores, desea tomar la palabra al respecto? El representante de Mali.

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico de Mali

Señor Presidente: respecto de este problema, que es tan viejo como la idea olímpica, o casi, es necesario encontrar definiciones en las que se declare de manera explícita que se trata exclusivamente de jóvenes que se dedican al deporte por su propio gusto, al margen de sus habituales tareas de estudio o de trabajo, y en ningún caso con fines de lucro.

Sin embargo, hay un aspecto de la cuestión que molesta, y del que no se habla, pero que queda siempre vinculado con la realidad de hoy.

En algunos países que son considerados los pioneros del ideal olímpico, algunos atletas llegan a los Juegos Olímpicos, a esta gran manifestación de la juventud, con la idea de convertirse en profesionales, apenas terminada la última prueba olímpica. Lo dicen durante los Juegos mismos, y no es un secreto para nadie.

En estas condiciones, ¿es que el espíritu del aficionado se ha arraigado en estos jóvenes? No. Desafortunadamente, son potenciales profesionales; y sin embargo, nosotros los aplaudimos, durante los Juegos, como si fueran dioses del estadio.

Todo esto lleva a pensar, y yo estoy convencido que se trata, en definitiva, de una tarea educativa de competencia exclusiva de los Comités Nacionales Olímpicos. Esto demuestra el rol de primer plano que deben tener los Comités Nacionales Olímpicos para salvaguardar sobre todo el espíritu olímpico en el mundo moderno.

Es por esto que debemos tener en cuenta la situación moderna, debemos salir de la inmovilización, y debemos hacer prevalecer al espíritu del aficionado frente a los efectivos sacrificios que afrontan los atletas para exceler en campo internacional. Si del progreso del deporte deriva esta preocupación nuestra, hay que ayudar a los jóvenes a no abandonar al deporte por falta de medios. Debemos actuar de manera que ellos sean pagados en la justa medida por los gastos reales afrontados para su preparación deportiva, gastos justificados y controlables.

En mi opinión, esta sería una solución que tomaría en cuenta la realidad de nuestro mundo, la importancia del deporte en la vida nacional e internacional. Al mismo tiempo, conservaríamos al espíritu del aficionado, que queda siempre la base insostituible del olimpismo.

Cada Federación Internacional, por via directa o trámite un Comité exclusivamente de aficionados, podrá determinar las modalidades prácticas en el marco de una definición general enunciada de esta manera.

El artículo 26 de los Reglamentos Olímpicos deberá ser revisado en este sentido. Entonces el control será practicado, en el ámbito de cada nación, dentro de la medida en que los respectivos comprenderán al ideal olímpico, la dignidad moral, y teniendo en cuenta el importante y [illegible] papel que nos estamos asumiendo.

Amadou Barry

Presidente del Comité Olímpico de Sénegal

Señor Presidente: el espíritu aficionado es la regla áurea del olimpismo. Sin él, los Juegos Olímpicos modernos perderían su significado. Por lo tanto, conviene — y es evidente — defender hasta lo último estos principios.

El artículo 26 de la Carta indica: « Es aficionado aquél que se dedica, y siempre se ha dedicado, a la práctica del deporte por inclinación, por recreo, sin obtener de él ningún provecho material, cualquiera que sea ».

En cambio, la propuesta presentada es concebida de esta manera:

« Es aficionado aquél que practica los deportes atléticos sin ningún fin lucrativo, y como complemento de otras actividades de estudio o de trabajo ».

Yo opino que la formulación del artículo 26 corresponde más exactamente sea a nuestro ideal, sea con las exigencias actuales.

Efectivamente, tememos que una actividad complementaria de otra pueda traducirse en abusos que llevarían, si no al profesionalismo, por lo menos al carácter de no aficionado, es decir, a una categoría de atletas pagados por un empleo que requiere poco trabajo, y que de esta manera podrían estar libres para entrenarse y para participar en competencias en cualquier momento.

Por estas razones, nosotros favorecemos que se mantenga la regla actual: tanto más, en cuanto que el C.I.O. tiene los poderes de hacer excepciones para estas reglas, en el caso de ciertos determinados deportes o individuos, siempre que, naturalmente, quede respetado el principio fundamental: es decir, que el atleta no debe derivar ningún provecho del deporte.

En nuestra opinión, lo esencial es poner a todos, desde el principio, sobre el mismo plano de igualdad. Por lo tanto, ya no podemos tolerar que los atletas se sirvan de las oficinas gubernamentales o de las fuerzas armadas, por ejemplo, como de una profesión cómoda, para dedicarse exclusivamente, en cambio, a la práctica del deporte bajo pago.

Un principio, y esto lo sabemos todos, es un principio. Vale sólamente para los hombres que lo aplican efectivamente. Ninguna definición podrá resolver de por sí misma este problema. En consecuencia, habrá que presuponer que los que creen en el olimpismo se portan lealmente, deportivamente, con el espíritu de Pierre de Coubertin.

Las Federaciones Internacionales y los Comités Nacionales Olímpicos deberán doblar su vigilancia sobre este punto, elemento esencial del olimpismo.

Gracias.

Raoul Mollet

Presidente del Comité Olímpico Belga

Señor Presidente: yo creo que hemos venido aquí no para teorizar sobre el aficionado, sino que para tratar de obtener progresos en nuestra búsqueda de soluciones prácticas.

El Comité Olímpico Belga ha estudiado la propuesta hecha por ustedes con gran atención, y se asocia a ella: pero nosotros querríamos ir aún más allá, y hacer algunas propuestas prácticas.

Opinamos que una profesión es necesaria para que un atleta pueda afrontar sus normales necesidades. Además, pensamos que la práctica del deporte, particularmente de nivel elevado, debe ser accesible para todos, sin gastos: pero no debe llevar a ninguna ganancia. Para que el deporte de alto nivel sea accesible para todos, son necesarios — y todos ustedes lo saben tan bien como yo — largos entrenamientos. Hemos pasado de un entrenamiento cotidiano a un entrenamiento tres veces por día. Se necesitan muchos fondos para las competencias internacionales. Se necesitan muchos cuidados. Y ahora, que se anuncian los Juegos de Méjico, es necesario también un período de ambientación a la altura.

Para aquéllos — y nosotros entre ellos — que quieren respetar los reglamentos olímpicos, se presentan dos grandes dificultades: la primera deriva de las Federaciones Internacionales, y la segunda del C.I.O. y de sus reglamentos.

Veamos las Federaciones Internacionales. Hemos hecho una encuesta y un estudio muy completo, y nos hemos sorprendido cuando encontramos enormes contradicciones en los reglamentos de las Federaciones Internacionales. Algunas Federaciones no respetan ni siquiera las reglas, ni reconocen las normas del C.I.O. Algunas permiten cosas que otras ni admiten. Se trata de un punto realmente delicado.

La segunda fuente de dificultades proviene del C.I.O. Para luchar contra la hipocrisía — que, desgraciadamente, procura demasiados daños — es necesario que el C.I.O. extienda sus actuales conceptos. Los jóvenes atletas de nuestros países occidentales, cuando van al exterior, y se encuentran con los otros en los vestuarios — y es allí que se conoce al verdadero deporte, entre atletas, y no entre dirigentes — hacen comparaciones, juzgan, y vuelven a sus casas llenos de amargura, porque dicen: « Los otros tienen cosas que nosotros no tenemos ».

En efecto, tenemos la costumbre, que quizás pueda ser considerada debilidad, de respetar las reglas que hemos firmado. Nosotros aprobamos al C.I.O. en su lucha para conservar una noble ética para el deporte: pero le pedimos que, con su sabiduría, permita que todos luchen con las mismas armas.

Es por esto, en nuestra opinión, que es necesario modificar las reglas, autorizando que se haga un gran número de entrenamientos colegiales, con duración prolongada, y formulando de manera práctica la regla de la falta de ganancia. Sin esto, viviremos en la hipocrisía, y los países que tienen — como yo decía — quizás la debilidad, pero también el honor, de respetar las reglas, probablemente se convertirán en países cuyas victorias serán exclusivamente morales. Y, como se dice en inglés, una victoria moral « is just kissing your sister ».

Sten Svensson

Secretario General honorario del Comité Olímpico Sueco

Señor Presidente: todas las naciones nórdicas aquí representadas han discutido la propuesta del Comité Olímpico Italiano. Somos sólo cuatro países: sin embargo, no hemos conseguido llegar a un acuerdo sobre el argumento. El problema es éste: puesto que hay 71 países que están discutiendo sobre el asunto, habrá sin duda una multitud de diferentes puntos de vista. No obstante ello, yo creo que será posible encontrar acuerdo sobre un punto: es decir, que todos deseamos una definición del aficionado que se pueda respetar.

Es posible formular una definición que sea aceptada por todos: pero no creo que la solución pueda ser encontrada aquí. Estoy convencido que la única y justa propuesta sea la italiana: entonces, proponemos que se presente el proyecto del Comité Olímpico Italiano al C.I.O., para que este último tome una decisión al respecto. En efecto, si no me equivoco, el C.I.O. tiene una Comisión especial sobre el aficionado; supongo que esta comisión recibirá múltiples propuestas: entonces, recibirá otra de esta Asamblea. Yo opino que, aquí, un prolongado debate sobre el argumento no nos llevaría a ningún resultado.

Gracias.

PRESIDENTE: Muy bien, señor. Las dificultades que tienen ustedes son las mismas que tiene todo el mundo, sus preocupaciones son también las nuestras. Nosotros no hicimos sino una propuesta: reconocemos y respetamos la soberanía del Comité Internacional Olímpico al respecto. Nosotros sólo deseamos hacer propuestas, nada más; y es muy bueno que sus varias expresiones formulen ideas, para que éstas puedan ser presentadas frente al Comité Internacional Olímpico.

Cedo la palabra al representante del Comité Olímpico de Gran Bretaña.

K. Sandy Duncan

Secretario General del Comité Olímpico Británico

Señor Presidente, señoras y señores: personalmente, yo apruebo la propuesta del Comité Olímpico Italiano. Para nosotros, esta propuesta llega como un solplo de aire fresco. Por fin, vemos un poco de realismo sobre un argumento extremadamente delicado, que ha sido paralizado por tan largo tiempo por los idealismos y las viejas tradiciones. El movimiento olímpico requiere muchos sacrificios y muchas fatigas, y el problema del aficionado es sin duda uno de los que nos preocupan mayormente.

Señor Presidente: si volvemos atrás con la memoria, y recordamos el proceso de formulación de las normas olímpicas sobre el aficionado, notamos que inicialmente, y por muchos largos años, se definió aficionado olímpico al atleta que se encontraba en las condiciones previstas por los reglamentos de las Federaciones Internacionales. Más tarde, todo fue encerrado en una cláusula global, y ahora, señor Presidente, tenemos como código a este libro — y entre paréntesis, ni las páginas ni los párrafos están numerados — que contiene las normas de definición del Comité Internacional Olímpico. Obviamente, son principios sobre los que nosotros estamos de acuerdo: pero su aplicación se revela extremadamente difícil para los Comités Olímpicos Nacionales.

Estamos totalmente de acuerdo, señor Presidente, sobre su propuesta. Debemos requerir a toda costa que el Comité Olímpico Internacional trate directamente con cada una de las Federaciones Internacionales. Sin embargo, yo aconsejaría tratativas, antes que una tentativa de formulación por escrito: esto puede hacerlo sólo el Comité Olímpico Internacional.

Yo sé perfectamente que la empresa será ardua. Sé que las tratativas resultarán extremadamente difíciles: pero es el argumento en sí que es difícil, y creo que la mejor manera de tratar de resolverlo es la que he expuesto ahora.

Para terminar, conservemos una especie de definición total, global, como la que se ha sugerido aquí. Sin usar, sin embargo, la palabra inglesa « agonistic », sobre cuyo significado no estoy muy seguro. He consultado a nuestros colegas griegos — muchas palabras de nuestro idioma derivan del griego — y me contestaron que significa, aproximadamente, « competitivo ». De todas maneras, tratemos de evitar esa palabra.

Señor Presidente, en mi opinión, ésta podría ser la mejor solución para este problema tan delicado.

Wlodzimierz Reczek

Presidente del Comité Olímpico Polaco

Señor Presidente, estimados colegas: el problema del aficionado interesa y apasiona, desde hace muchos años, a todo el mundo deportivo. Para el C.I.O., ha llegado la hora de proporcionar, urgentemente, una nueva, moderna y general definición del aficionado, puesto que, en nuestros tiempos, no podemos respetar a ninguna definición que elimine prácticamente, a priori, a amplias partes de la sociedad de la práctica del deporte, o que pueda conducir a la hipocrisía.

En nuestra opinión, en la nueva definición habría que evaluar las condiciones económicas y sociales del mundo contemporáneo; es necesario tener en cuenta las situaciones específicamente distintas que existen entre los varios deportes, y las actuales exigencias de los deportes de elevado nivel.

La definición del aficionado, es nuestro parecer, debería imponer dos condiciones esenciales: que el atleta se dedique al deporte de manera desinteresada, sin fines de lucro, y que el atleta practique su deporte complementariamente con sus actividades profesionales o de estudio.

Me parece que éstas son, justamente con el espíritu de fair play, cuyo respeto debe ser impuesto más enérgicamente sobre los atletas, las bases para una definición moderna del aficionado olímpico. Opinamos que también el Comité Internacional Olímpico debería limitar su obra, en la aplicación

de las reglas para el aficionado olímpico, a la formulación de la norma general, y debería ser tarea de las Federaciones Deportivas Internacionales, de acuerdo con el C.I.O., darle su propia interpretación en detalle, de acuerdo con las exigencias de cada deporte.

Además, opinamos que, sobre estas bases, el reconocimiento de la calidad de aficionado de un atleta seleccionado para las Olimpíadas debería ser de competencia exclusiva de los Comités Nacionales Olímpicos.

En este sentido, y con este espíritu, nosotros querríamos que se presentaran las propuestas hechas al respecto por el Comité Olímpico Nacional Italiano.

Sin embargo, deseamos señalar que condividimos las preocupaciones del Comité Internacional Olímpico sobre el peligro del profesionalismo y de la corrupción en el deporte. Desafortunadamente, toda la historia del deporte nos da numerosos ejemplos y refrendos de esto. En un cierto sentido, es inevitable que en los estadios, junto con los atletas, haya espectadores que observan la manifestación deportiva como un espectáculo interesante, llevando así al nacimiento del concepto de servicios sobre bases financieras, con la idea de recompensas materiales para los atletas.

Y contemporáneamente, surgen otros peligros: el particularismo nacional y regional en el deporte, o la tendencia a degradar al deporte al rol de espectáculo circense, y a los espectadores al de observadores pasivos.

Nosotros estamos decididos a oponernos con resolución a todas estas tendencias. Opinamos que el deporte de alta competencia deba ser un medio vigoroso y eficaz para difundir el desarrollo de la educación física, un factor precioso para el mejoramiento de los jóvenes, para un conocimiento más profundo, y para un acercamiento de la juventud de todo el mundo. Estas son las razones por las que nos pronunciamos en favor del respeto obligatorio de las normas sobre el aficionado deportivo, normas que, sin embargo, deberán reflejar las exigencias del mundo moderno, y deberán ser formuladas de acuerdo con nuestros tiempos.

Gracias.

Milan Ercegan

Presidente del Comité Olímpico Yugoslavo

Señor Presidente, estimados colegas: el hecho que la cuestión del aficionado, del profesional, y de la categoría intermedia de los campeones deportivos, y de su posición económica y social, sea discutido hoy muchísimo, en todos los círculos, en el Comité Internacional Olímpico, en las Federaciones Deportivas Internacionales, en el Consejo Internacional de Cultura Física y Deportes de la UNESCO, demuestra lo actual que es este problema, vinculado a la complejidad del movimiento deportivo moderno.

Creo condividir la opinión de todos los delegados presentes en esta sala, si digo que la categoría de los profesionales es una categoría deportiva de la que nos defendemos con vigor: porque el deporte profesional, en ningún caso, puede ser considerado el tipo de deporte que deseamos ofrecer a la juventud. Naturalmente, el problema que estamos discutiendo hoy no se refiere al deporte de masa, que es y será siempre una base esencial para los aficionados.

La fórmula del deporte de alta competencia, tomada en consideración extensamente por el manifiesto sobre el deporte como problema social y práctico de los campeones deportivos, como concebida por el Comité Olímpico Nacional Italiano, vale la pena de ser estudiada.

En nuestra opinión, el único camino para llegar a una solución eficaz de este problema sería ponerlo en las manos y la responsabilidad de las Federaciones Internacionales, que deberían, de acuerdo con sus respectivas Federaciones Nacionales, decidir sobre el *status* del aficionado en los varios deportes.

Por esta razón, el Comité Olímpico Yugoeslavo, observando el problema realísticamente y tomando en consideración las exigencias del deporte moderno, apoya el proyecto del CONI, como ha sido presentado por su Presidente, el señor Onesti.

Gracias.

Vladimir Stoytchev

Presidente del Comité Olímpico Búlgaro

Señor Presidente: el Comité Olímpico Búlgaro opina que sea absolutamente necesario llegar a una modificación de las reglas aplicadas hasta ahora. En nombre de este Comité, me asocio totalmente y de todo corazón a lo que ha expresado el Presidente del Comité Olímpico Belga. Gracias.

Jean Weimann

Secretario General del Comité Olímpico Suizo

Señor Presidente, señores: el Comité Olímpico Suizo considera la propuesta presentada por el Comité Olímpico Italiano de extremada importancia y de gran interés, pero desearíamos que, en la resolución final, fuera integrada con las exactas sugerencias hechas por nuestro colega belga, ideas que nos parecen excelentes. Comprendemos perfectamente las reservas hechas por nuestros colegas de Senegal y de Mali, pero nos encontramos frente a la realidad que el deporte de alta competencia requiere del atleta una gran cantidad de tiempo, y que esto se concilia muy difícilmente con el completo ejercicio de una profesión.

Por esta razón, estamos persuadidos que, ciertamente, no debemos permitir que un atleta obtenga ganancias del deporte, pero, al mismo tiempo, hay que permitirle que, practicando el deporte de alta competencia, no deba perder dinero propio; y, sobre todo, deseamos evitar toda hipocresía.

En consecuencia, apoyamos la propuesta italiana, integrada por lo sugerido por nuestro colega belga.

PRESIDENTE: Muchas gracias, señor.

Si ustedes lo permiten, entonces, señores, antes de interrumpir nuestra sesión para el almuerzo, les voy a leer, como lo hice con el punto número dos, la resolución que hemos preparado. Les será distribuída, tendrán todo el tiempo para reflexionar sobre ella, de proponer enmiendas, etc., después de lo que pasaremos a su votación.

La resolución fue concebida de la siguiente manera:

« Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Convenio en Roma el 1º de octubre de 1965, habiendo escuchado y discutido un completo informe sobre el carácter de aficionado de los atletas afiliados a las Federaciones Internacionales de rango olímpico;

convienen con que las exigencias actuales de entrenamiento, además de la necesidad de largos viajes para las competencias de mayor importancia y sobre todo para los Juegos Olímpicos, requieren tiempo y sacrificios mucho mayores de los originales, tiempo y sacrificios que presentan diferencias deporte por deporte;

opinan que sea necesario estudiar una nueva fórmula general, que pueda ser definida, deporte por deporte, por cada una de las Federaciones Internacionales;

y, en consecuencia, *proponen* al C.I.O.:

1) que se adopte la siguiente fórmula general: « Es aficionado aquél que practica el deporte sin fines de lucro, sino como complemento de otras actividades de estudio o de trabajo »;

2) que cada Federación Deportiva Internacional de rango olímpico estudie y proponga al C.I.O., para su ratificación en términos propios, adecuados a las características de cada deporte, la definición para el aficionado de su deporte de competencia;

3) que, en consecuencia, la aplicación de las reglas y el control del *status* de aficionado sean confiados a cada Federación Deportiva Internacional, salvo recurso a la Comisión Ejecutiva del C.I.O. contra las decisiones de la F.D.I. de parte del Comité Olímpico al que pertenezca el atleta sometido a juicio ».

Se levanta la Sesión a las 12:30 hs.

Segundo argumento: Financiación *(cont.)*

PRESIDENTE: Como lo habíamos anunciado, voy a dar lectura a la resolución que deberá ser presentada al Comité Internacional Olímpico sobre el segundo punto: financiación de los Comités Nacionales Olímpicos.

El texto que hemos preparado ha sido integrado con las sugerencias de los Comités Olímpicos de Grecia, de Austria, de Gran Bretaña, de Rumania y del Mali. El texto es el siguiente:

« Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Roma el 1º de octubre de 1965, habiendo escuchado y discutido un amplio informe sobre la financiación de los Comités Nacionales Olímpicos,

deciden

proponer al Comité Internacional Olímpico que los ingresos de los derechos derivantes de todas las transmisiones olímpicas sean repartidos, en la máxima medida posible, al Comité Internacional Olímpico, para permitirle una mayor autonomía en el ejercicio de sus funciones, también de control sobre el respeto de los reglamentos olímpicos, además de reforzar una secretaría con oficinas organizadas y siempre eficientes, y ayudar también a la Academia Olímpica. Otra parte sea dada al Comité organizador de los Juegos Olímpicos respectivos, para permitirle también que afronte los gastos de viaje de un número mayor de miembros operativos (párrafos 37 y 38 de los reglamentos olímpicos) de las Federaciones Internacionales interesadas en cada edición de los Juegos; el 25% sea distribuído entre aquellos Comités Nacionales Olímpicos que se encuentren en dificultades para participar en los Juegos Olímpicos, de acuerdo con propuestas hechas por los Comités Nacionales Olímpicos mismos al Comité Internacional Olímpico.

Los Comités Nacionales Olímpicos invitan al Comité Internacional Olímpico a hacer funcionar efectivamente a la Comisión de asistencia del Comité Internacional Olímpico, con el fin de dirigir la ayuda internacional al desarrollo de los deportes olímpicos en los países admitidos sólo recientemente en la familia olímpica ».

Hemos tratado de satisfacer todas las sugerencias. Creo, por lo tanto, que podemos dar esta segunda resolución como aprobada. ¿Hay alguna observación?

La resolución es aprobada

Pasemos entonces al cuarto punto del orden del día. Es un poco difícil redactar un texto sintético para el tercer punto. Les ruego que tengan un poco de paciencia: no apenas estará listo, le daremos lectura.

Cuarto argumento: Juegos Regionales

Pasemos, por lo tanto, a discutir el cuarto punto del orden del día: « Los Juegos Regionales ».

La máxima ocasión de encuentro deportivo entre los pueblos se realiza durante los Juegos Olímpicos cuadrienales. En segundo lugar, los Comités Nacionales Olímpicos atribuyen una notable importancia a los llamados Juegos Regionales. Si bien han sido reglamentados a través de una serie de medidas aprobadas en la 47ª sesión del C.I.O. (Helsinki, julio de 1952), los Juegos regionales han dado lugar a notables complicaciones y conflictos.

Esta situación preocupa a los Comités Nacionales Olímpicos, que, puesto que están interesados en mantener y desarrollar estos Juegos, querrían tratar de eliminar las dificultades y los obstáculos que se han creado hasta hoy.

En efecto, los Comités Nacionales Olímpicos sostienen que la difusión de la práctica del deporte es un bien, y que responde a una clara disposición del Comité Olímpico Internacional, además de responder al deseo de las Federaciones Internacionales mismas.

1. Los Comités Nacionales Olímpicos ratifican que la norma de la invitación universal para todos los países debe ser absolutamente respetada en los Juegos Olímpicos, pero, en cambio, los Juegos Regionales pueden estar condicionados a invitación libre. Sin embargo, se ha constatado que la expresión «Juegos Regionales», a veces ha llevado a polémicas. Las delimitaciones regionales, ya de por sí convencionales, determinan automatismos de extensiones y exclusiones territoriales impuestas por razones políticas aun contingentes, como por ejemplo, la situación de gran tensión entre los estados.

En aquellos casos en que la frase «Juegos Regionales» provocara conflictos no sanables, se podría adoptar otra terminología; por ejemplo, después de la palabra «Juegos» se podría hacer seguir el nombre de la ciudad que los convoca.

2. Los Comités Nacionales Olímpicos han podido constatar que los contrastes mayores han sido determinados por las condenas que han emitido las Federaciones Internacionales contra ciertas naciones culpables de haber tenido relaciones con atletas de Federaciones Nacionales no afiliadas a las Federaciones Internacionales.

Las Federaciones Internacionales tienen el derecho y el deber de imponer los reglamentos que les conciernen, pero albergan también el deseo de acoger entre ellas a todas las Federaciones Deportivas, de cualquier país, siempre que éstas respeten las normas técnicas aceptadas universalmente.

La práctica del deporte debe ser alentada y ayudada, con la esperanza que las Federaciones deportivas aún no reconocidas en el ámbito internacional puedan requerir y obtener, tarde o temprano, su afiliación.

En el caso que las Federaciones Internacionales hagan caer graves sanciones sobre una Federación culpable de haber tenido relaciones deportivas con una Federación aún no reconocida, podrán dar la sensación errónea de ejercer una discriminación política que no tiene nada que ver con sus funciones de órganos técnicos internacionales.

Los Comités Nacionales Olímpicos, por lo tanto, piden que las Federaciones Internacionales ayuden y toleren, por el momento, a las Federaciones Nacionales aún no reconocidas, tratando de evitar la toma de medidas muy duras, equivalentes a verdaderos anatemas, que provocan vivas reacciones y fracturas dentro de la organización deportiva mundial.

Por medio de un nuevo reglamento, de invitación libre, para los Juegos locales, se podría llegar a ver florecer muchísimas iniciativas, y una situación desagradable para algunos Comités Olímpicos, que podrían ser sistemáticamente ignorados. Para corregir y armonizar las situaciones de este tipo, se podría apelar a la Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales, sobre la que hablaremos en nuestro próximo punto del orden del día, considerando su valor y poder voluntario: autogobierno de los Comités Nacionales Olímpicos.

De acuerdo con los Comités Nacionales Olímpicos, estas propuestas, presentadas para su estudio ante el Comité Olímpico Internacional y ante las Federaciones Internacionales, podrán ser una gran ayuda para la solución de los problemas que, hasta este momento, han obstaculizado y dificultado el desarrollo de los Juegos Regionales».

Señores Presidentes, abrimos la discusión. ¿Quién desea tomar la palabra sobre este argumento?

Harbans Singh

Miembro del Comité Olímpico de Kenia

Señor Presidente: deseo expresar, una vez más, mis más sinceros agradecimientos, por la organización de este Convenio, a su Comité. Y le agradezco no sólo por la organización de la Conferencia, sino también porque ustedes han hecho lo máximo para que nuestra estadía en Roma fuese agradable y feliz. Nos han reservado un calurosa acogida, y estoy seguro que todos los miembros presentes, de vuelta en sus propios países, manifestarán su satisfacción, expresando por doquiera sus positivas impresiones.

Nosotros favorecemos la idea de los Juegos Regionales en las diversas partes del mundo. Ellos servirán para alentar y excitar a los varios países de la Región, y sobre todo a los atletas jóvenes, aún principiantes en la experiencia cuadrienal proyectada para los Juegos Olímpicos.

Señor Presidente: los Juegos Regionales serán un óptimo campo de entrenamiento para nuestros atletas, y sería oportuno formular el compromiso que los miembros del C.I.O. y los miembros de los Comités Nacionales trabajarán juntos para sostener a los Juegos Regionales, puesto que ésos serán los que permitirán que todos los países se preparen y prueben sus propias fuerzas en vista de las Olimpiadas.

Señor Presidente: opino que estamos tratando una cuestión importantísima; puesto que estamos aquí para alentar al deporte y al movimiento olímpico, deberíamos hacerlo con plena conciencia, para estar seguros que la dirección que seguimos y hacia la que tendemos es la dirección justa. Estamos aquí para fomentar al deporte y al movimiento olímpico, señor Presidente, y sería una lástima no alentar a los Juegos Regionales, por medio de los que todos podemos darnos cuenta de las posibilidades que tiene ése o ese otro país, sabiendo perfectamente que todos los que aspiran a participar en los Juegos Olímpicos lo harán.

Sin hablar más innecesariamente sobre este problema, deseo agregar que se trata de algo de importancia vital, y que todos deberíamos calurosamente apoyar a los Juegos Regionales.

Gracias.

Peter Chang

Miembro del Comité Olímpico de Taiwan

En primer lugar, señor Presidente, mi delegación desea asociarse al precedente orador, para expresar sus sinceros agradecimientos por la generosa hospitalidad que nos ha sido ofrecida y por la organización de este Convenio.

Pasando al argumento en discusión, nosotros hemos estudiado muy atentamente el documento que nos ha sido distribuido, y opinamos que puede producir consecuencias muy serias y de vasto alcance. Por lo tanto, creemos que sea necesario estudiar y discutir este argumento bien a fondo, antes de someter nuestro proyecto al C.I.O.

Creemos que no exista ningún campo de actividad en el que se pueda auspiciar la adopción de un metro de evaluación doble: además, y en particular, esto debe regir en el campo del deporte. Cuando, ayer por la tarde, en esta sala discutimos el artículo 1 del orden de día, todos los delegados que tomaron la palabra se declararon contrarios a cualquier tipo de discriminación, que fuere política, religiosa, o de otra naturaleza. En cambio, ahora estamos proponiendo que los Comités Organizadores de los Juegos Regionales tengan el derecho de elegir a qué país invitar, y a qué país no invitar. Es fácil intuir que esto dará origen a toda clase de discriminaciones: y ésta es una situación a la que nos oponemos con todas nuestras fuerzas, todos nosotros, estoy seguro.

Por lo tanto, en cambio de dar vía libre a los Comités Organizadores de los Juegos Regionales, como lo propone el documento que estamos discutiendo, mi delegación propone que se confirme nuestro apoyo a las recomendaciones del C.I.O. y de las Federaciones Internacionales — adoptadas en febrero del 1963 — que establecen la necesidad de organizar Juegos Regionales sólamente en aquellos países que garanticen la participación de todos los países miembros.

También quisiéramos brevemente comentar la segunda parte de la propuesta, que tiende a mirigar el reglamento de las Federaciones Internacionales actualmente en vigor: este reglamento, prohibe que atletas de asociaciones afiliadas compitan con atletas de federaciones no afiliadas. Y bien, creo

tros calurosamente apoyamos que se recomiende a las Federaciones Internacionales que ayuden a las asociaciones nacionales aún no reconocidas, pero no querríamos requerir de las Federaciones Internacionales que anularan las restricciones existentes, puesto que de esta manera se crearía una situación ambigua en las Competencias deportivas internacionales.

Gracias, señor Presidente.

H. Glovinsky

Secretario General del Comité Olímpico Israelita

Les hablo en nombre del Comité Olímpico Israelita, del que soy secretario general. Deseo asociarme a los agradecimientos al Comité Olímpico Italiano y a su Presidente, abogado Onesti, por su hospitalidad, y por la útil iniciativa de convocar esta conferencia. Es para mí un gran placer subrayar su importancia, porque en los años pasados nosotros no hemos tenido a nuestra disposición sino unas pocas horas, y siempre nos faltó la ocasión de discutir problemas y argumentos de interés común.

Creo que este encuentro será muy fructífero, y que dejará su horma durante las discusiones con el C.I.O., que se desarrollarán en el próximo convenio de Madrid: confío que el C.I.O. querrá tomar en consideración los pareceres expresados en esta sede por los miembros de los Comités Olímpicos Nacionales.

Pero pasemos a nuestro problema: los Juegos Regionales. Ayer se habló mucho contra la discriminación. Alguien la definió política; otros la definieron nacional. Nosotros siempre hemos tenido que afrontar problemas de discriminación. Pero yo opino, si el C.I.O. no se asume el patrocinio de esos juegos, que habría que sugerir al C.I.O. mismo y a los Comités Olímpicos Nacionales que apoyen a las Federaciones Deportivas Internacionales que luchan contra la discriminación en el campo del deporte, en todos los encuentros deportivos internacionales. Debo agregar que las Federaciones Deportivas Internacionales son las únicas que luchan para evitar las discriminaciones.

Sin embargo, en el informe de hoy, hay quien propone que se abra un rayo de luz para evitar tener que ver con las Federaciones Internacionales. Quisiera rogar a los miembros de los Comités Olímpicos Nacionales que no modifiquen su actitud al respecto, porque las únicas que luchan por una justa solución del problema son las Federaciones Deportivas Internacionales — y nosotros sabemos algo de esto, puesto que, por un cierto período, fuimos sometidos a discriminaciones — y fueron justamente las Federaciones Internacionales las que nos apoyaron y defendieron. Por lo tanto, si nosotros respetamos lo que dijimos ayer sobre la actitud que hay que tomar frente a la discriminación, yo estoy seguro que obtendremos una mayor unidad entre todos los pueblos de la familia olímpica.

Gracias.

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico de Mali

Señor Presidente: los Juegos Regionales, que facilitan los contactos entre los jóvenes, en estos últimos tiempos han llevado a las organizaciones Internacionales a tomar decisiones no siempre concordes con la necesaria serenidad deportiva. Al contrario: parecería casi que, aun declarándose fuera de la política, estos organismos se hubieran inspirado justamente en la política para adoptar medidas que, en fin de cuentas, no favorecen al deporte.

Es por esta razón que nosotros aprobamos la interesante propuesta del Comité Olímpico Nacional Italiano para que los Juegos locales se realicen con invitaciones libres, tomando, de vez en vez, un determinado nombre — «Juegos de Roma», por ejemplo — cuando un país decida organizar encuentros con otros países, de acuerdo con criterios que él mismo podrá definir.

El Comité Internacional Olímpico y las Federaciones Internacionales no deben obstaculizar estos encuentros. No es tarea de ellos. Lo único que quisiéramos es que se agregara a las propuestas formuladas que los Juegos continentales podrán tomar ese nombre cuando las invitaciones estarán dirigidas a todos los países del continente interesado, siempre que estos últimos estén regulados por las normas olímpicas.

Quiero concluir indicando claramente mis ideas sobre este punto: quisiera sólo proponer algunos ejemplos, puesto que, en lo que se refiere a la primera parte, nos asociamos a todas las consideraciones expresadas en el texto presentado por el Comité Olímpico Italiano.

Entonces: supongamos, por ejemplo, que en Mali se decida invitar a un dado número o grupo de países. Podríamos llamar a esta manifestación «Juegos de Bamako», puesto que se trata de invitaciones libres. Pero tomemos un caso exacto: en 1969, por ejemplo, se deberán organizar en el continente africano los Juegos continentales. Si las invitaciones serán distribuídas entre todos los países africanos que respetan las normas olímpicas, nos parecería lógico llamarlos «Juegos Africanos». Esto es lo que nosotros queríamos aportar al texto presentado por Italia.

En cuanto a la invitación universal, dirigida a todos los países, que debe ser respetado absolutamente en los Juegos olímpicos, es cierto, señor Presidente, se trata de una regla. Pero querríamos agregar: con la condición que, en cada país, el Comité Olímpico esté uniformado con el espíritu olímpico.

Gracias.

Frantisek Vodslon

Presidente del Comité Olímpico Checo

Señor Presidente, señores delegados: el presidente del Comité Olímpico Checo agrega sus agradecimientos al Comité Olímpico Nacional Italiano y a su eminente presidente, abogado Onesti, a los ya expresados por los oradores que lo han precedido, por la iniciativa de haber convocado esta conferencia, por la cordial hospitalidad, y por haber creado las condiciones más favorables para la discusión y el trabajo.

Deseamos felicitar a nuestros amigos italianos por la perfecta organización de la Conferencia, que tendrá pleno éxito y que nos ayudará a recorrer una nueva etapa en la vida de nuestros Comités Nacionales Olímpicos en el mundo.

En lo que se refiere al capítulo «Juegos Regionales», la delegación checa está perfectamente de acuerdo sobre la segunda parte de la propuesta italiana, en la que se invitan a las Federaciones Internacionales a ayudar y tolerar a las Federaciones Nacionales aún no reconocidas, y a no imponer sanciones o medidas graves contra las relaciones deportivas de las Federaciones afiliadas con las que aún no lo están. En efecto, estas sanciones podrían provocar — y ya hemos tenido pruebas de ello — reacciones contrarias, en esas federaciones, a la comprensión y a la amistad deportiva internacional.

Esta propuesta será muy importante, si su realización podrá evitar este tipo de dificultades en el futuro.

En cuanto a la primera parte de la propuesta: liberar a los Juegos regionales de la invitación obligatoria de todos los Comités Nacionales Olímpicos del territorio en cuestión, o condicionarlos a «libres invitaciones»; en nuestra opinión, esto se podría realizar para los Juegos locales, no

tados por un territorio exacto, y en los que las invitaciones no sean hechas a los Comités Nacionales Olímpicos.

Pero opinamos que los Juegos Regionales propiamente dichos, los Juegos continentales o subcontinentales, como en el caso de los juegos asiáticos, africanos, americanos o centroamericanos, deben estar abiertos a todos los Comités Nacionales Olímpicos cuya calificación olímpica no sea dudosa, y que deben quedar bajo el patrocinio del Comité Internacional Olímpico. Porque estos juegos representan un punto preestablecido, una meta intermedia, un escalón más del ascenso hacia las Olimpiadas, y dan a los Comités Olímpicos Nacionales de nueva institución la posibilidad de experimentar a sus atletas, que puedan no estar aún preparados para participar en los Juegos Olímpicos.

En consecuencia, el Comité Internacional Olímpico debería indicar claramente qué Juegos, de ahora en adelante, están bajo su patrocinio y requieren invitaciones obligatorias.

Espero que nos perdonarán por esta intervención, señores: en efecto, Checoeslovaquia no participa en Juegos regionales, y deberían ser los Comités Olímpicos de otros continentes los que deberían pronunciarse en primer lugar sobre este argumento.

Gracias.

Señora Flor Isava

Miembro del Comité Olímpico Venezolano

Deseo agradecer al señor Onesti y al CONI la exquisita hospitalidad que se nos ha brindado, así como la oportunidad de habernos reunido en esta asamblea que, sin lugar a dudas, ha iniciado un nuevo camino hacia un mejor entendimiento en el deporte internacional. También deseo agradecer personalmente a mis colegas por la cordial acogida que me han tributado; como he sido informada, soy la primera mujer en formar filas dentro de los delegados olímpicos. Desearía que, por primera vez, la voz femenina se elevara para evocar una vez más la comprensión y la buena voluntad, única manera de obtener la paz y la confraternidad a que aspiramos.

Ayer por la tarde, escuché varias exposiciones, y, para ser más precisa, diez, referentes al punto 1 del orden del día sobre la independencia de los Comités Nacionales Olímpicos. Todas esas exposiciones, en una u otra forma, se limitaron a señalar situaciones que todos conocemos, recomendando se tomen medidas para solucionarlas; pero en ningún caso se precisó cuáles podían ser esas medidas ni la forma de tomarlas.

Creo que el momento es más que propicio para estudiar las causas, los efectos, y no sólo exponer la situación; y, lo que es más importante, dar soluciones funcionales a dichas situaciones. Venezuela cree en la importancia del patronato del Comité Olímpico Internacional en los Juegos regionales, y del fiel cumplimiento de sus reglamentos, ya que, si han sido funcionales en organizaciones de tal magnitud como los Juegos Olímpicos, deben serlo con mayor razón en la organización de los juegos regionales. En esto, apoyamos completamente la exposición hecha por Checoeslovaquia.

Siendo nuestro criterio el no estimar conveniente desligar los Juegos Regionales del patronato del Comité Olímpico Internacional, y aceptando este principio, quedaría por discutir cuál de los males es el menor, cuando se presentan los *impasses* que ocupan nuestra atención actual, y cuál sería el criterio que deben adoptar los países afrontados con estos problemas políticos que, aunque no se quiera, son una realidad latente dentro del actual deporte. Si conviene la supresión de los Juegos en conflicto, por no encontrarse un país organizador que carezca de algún veto, afectando de este modo a numerosos equipos en sus aspiraciones ejecutivas, o establecer una especie de pacto de caballeros de alto nivel deportivo, en el cual el o los países afectados se comprometen, si están en una minoría notoria, a no forzar su derecho de participar, para, de este modo, favorecer a la mayoría, que hay que considerar inocente en este conflicto.

He aquí el planteamiento de la médula del problema, que yo desearía vivamente se discutiera, en una forma real, dejando de lado posibles pero inoperantes formas conciliatorias.

Muchas gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Señores Presidentes, antes de ceder la palabra al representante de Hungría, permítanme que haga algunas aclaraciones. Nuestra costumbre es ser extremadamente sinceros: ¿por qué hemos presentado a su atención este estudio de los Juegos Regionales?

Que quede bien claro: nosotros tenemos el máximo respeto por las Federaciones Internacionales, que consideramos indispensables para el funcionamiento técnico de todas las actividades deportivas. Y para apoyar lo que estoy afirmando, tengo la prueba con lo que hemos establecido en el punto precedente: estimamos tanto a las Federaciones Internacionales que deseamos confiarles la tarea, indudablemente delicada, de una definición particular del aficionado.

Organos técnicos, no órganos políticos. Si es que debe haber una política deportiva, ésta debe ser hecha por el Comité Internacional Olímpico y por nuestra Asociación, la Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos.

He sabido y he asistido a discusiones que surgieron sobre la oportunidad o no de autorizar que se efectuaran Juegos Panafricanos. Se llegó al acuerdo de llamarlos «Juegos Africanos de Brazzaville». He tenido ya la ocasión de decir, y lo repito hoy, que estos Juegos fueron un grandioso éxito. Había que insistir entonces: y quiero felicitarme con el Ejecutivo, representado aquí por tanta autoridad, del Comité Internacional Olímpico, que autorizó, reconoció, y patrocinó los Juegos de Brazzaville.

Señores, todos ustedes comparten mis sentimientos. Nosotros, los deportistas, albergamos un sólo deseo: que la juventud de todo el mundo se encuentre en los campos de la competencia, y no en los campos de batalla. En algunas situaciones, los gobiernos pueden estar armados los unos contra los otros: nosotros, los representantes de los Comités Olímpicos Nacionales, tenemos una sóla finalidad: es decir, que estos jóvenes se encuentren exlusivamente sobre los campos de competencia.

Es por esta razón que nosotros pedimos a las Federaciones Internacionales una forma de comprensión, y no de anatema. Que las Federaciones Internacionales se aseguren que en los encuentros deportivos sean respetadas las normas deportivas. Que su atención se limite a esto. Quiero repetirlo: será el Comité Internacional Olímpico quien tendrá que decidir, y, si así lo deseáremos, nosotros mismos decidiremos lo que habrá que hacer, en el momento oportuno.

Perdonen por esta interrupción, necesaria para una aclaración debida. Cedo la palabra al representante húngaro.

Arpad Csanadi

Miembro del Comité Olímpico Húngaro

Señor Presidente, señoras, señores: en primer lugar, quiero agradecer a nuestros amigos italianos de parte de la delegación húngara, por haberse cargado con el difícil deber de preparar esta reunión.

Por lo que se refiere a los Juegos Regionales, la delegación húngara opina que es necesario conservar el patrocinio del Comité Internacional Olímpico. Aún más, quizás sería necesario ampliarlo. Es necesario hacer valer el principio que los Juegos Regionales no pueden ser organizados por naciones en las que no se garanticen el ingreso y la participación de todos los países.

Esta resolución ofrecería la posibilidad de eliminar toda discriminación política o de otro tipo. Hay que aprovechar de esta posibilidad, porque, desafortunadamente, aún existen fuerzas [illegible] tan de turbar la atmósfera internacional, atmósfera de amistad universal. Por ejemplo, todos conocemos las dificultades que tienen que afrontar nuestros amigos cubanos para poder participar en los Juegos del Caribe... y podría seguir con una larga lista de conflictos, pasados y presentes.

Apoyándonos sobre las decisiones del C.I.O., debemos luchar contra toda forma de discriminación, y para los Juegos regionales podemos hacerlo sólo respetando estrictamente las deliberaciones del C.I.O. Y digo más: el C.I.O. mismo, en caso necesario, debería aplicar severas y valientes sanciones.

En lo que se refiere a los contactos con las Federaciones no afiliadas, creemos que el problema es de competencia de las Federaciones Internacionales. Nosotros sólo podemos expresar nuestra opinión sobre el argumento, o nuestros deseos. También en este campo podremos progresar.

Sin lugar a dudas, la intención de nuestros amigos italianos es justa, y nos muestra un camino a seguir. Las Federaciones Internacionales desean tomar en cuenta estas realidades. Esto está demostrado por el hecho que, evaluando la situación actual y los intereses del deporte, han adoptado medidas para resolver el problema, tan conocido, llamado la «cuestión alemana», que turbaba la atmósfera internacional así como la olímpica. De esta manera, las Federaciones han hecho posible la participación libre, sin limitaciones, de todos los países en los Campeonatos que están bajo su control.

Edgard Fried

Secretario General Honorario del Comité Olímpico Austriaco

Señor Presidente, estimados amigos: mucho de lo que diré ahora ya ha sido dicho, pero quisiera precisar más claramente el significado de los Juegos Regionales. Pongamos un ejemplo: en Austria, si una organización cualquiera decidiera organizar un festival del deporte, con el nombre — digamos — de «Juegos de la Montaña», y si el Comité Olímpico Austriaco es sólamente un miembro de esta organización, los «Juegos de la Montaña» se estructuran de acuerdo con las ideas de la organización en cuestión, y es posible enviar las invitaciones a los países que quieren participar.

Pero, cuando se alcanza un nivel más elevado, las cosas cambian. Así, por ejemplo, si queremos dar al festival el nombre de «Juegos de la Europa Central», nos encontramos frente a un problema distinto. Tampoco en este caso tenemos el patronato del C.I.O. Se pueden tomar las decisiones que se quieran, si los países invitados están de acuerdo, y la Federación Internacional debe dar su permiso, puesto que se trata de competencias deportivas internacionales.

Pero si se recurre al C.I.O., pidiéndole que tome el patronato, entonces es lógico que se deban observar y aplicar las normas olímpicas: y sólo en este caso el C.I.O. puede tomar el patrocinio de la manifestación.

Si este principio fuere observado, creo que no habrían dificultades para el futuro, y las cosas serían claras. Gracias señor Presidente.

Hugh Weir

Vicepresidente del Comité Olímpico Australiano

Señor Presidente, señoras y señores: me propongo ser muy breve en mis consideraciones, porque ya muchos oradores han hablado sobre este argumento. Lo que debo decir es lo siguiente: recordar a la Asamblea que no podemos tener el pie sobre dos estribos. La propuesta — como la interpreto yo — subraya la importancia del C.I.O., recomendando que no se admita en los Juegos Olímpicos la menor sombra de discriminación. Pero, por otra parte, sugiere que se permita la discriminación para los Juegos Regionales, que sin embargo están bajo el patrocinio del C.I.O. Ahora bien, yo afirmo que esto no es admisible. Las normas, o se observan o no se observan.

Puesto que el C.I.O. es un organismo que dirige y controla al movimiento olímpico, y tiene el patronato de los Juegos Regionales, es necesario que sus agentes — es decir, los Comités Olímpicos

Nacionales — sigan las mismas normas y las mismas reglas. No es admisible que haya una norma para los Juegos Olímpicos y un tipo de reglas completamente distintas para los Juegos Regionales: a menos que el Comité Olímpico Internacional no renuncie a acordar su patronato sobre los Juegos Regionales. Sin embargo, pienso que en este caso se encontrarían implicados también los Comités Olímpicos Nacionales interesados.

Considerando ahora la segunda parte de la resolución, que aconseja a las Federaciones que apliquen menos rígidamente las normas sobre la posición de las federaciones afiliadas, permitiendo que países miembros compitan con países no miembros... en mi opinión, se trata de algo absolutamente ilógico.

El movimiento olímpico está constituído por dos partes — y esto debemos recordarlo siempre, puesto que una no puede funcionar sin la otra — que son las siguientes: por una parte, tenemos al Comité Olímpico Internacional y a sus Comités Olímpicos Nacionales, por la otra, a las Federaciones Deportivas Internacionales; si las cosas no fueran así, no existirían los Juegos Olímpicos. Y tan cierto es esto que, cualquier cosa decida el C.I.O. para las Olimpíadas, sería totalmente inútil si las Federaciones Deportivas Internacionales no hicieran su parte: no habría participantes...

Las Federaciones Internacionales — y esto debemos comprenderlo y reconocerlo siempre, cualquier cosa que podamos pensar nosotros, yo, ustedes o cualquier otro — son los órganos que dirigen a los deportes que están bajo su control. Es su pleno derecho. A través de las Federaciones Nacionales, ellas imparten, controlan y aplican sus normas y sus reglas; y no se puede pretender que se conceda el derecho y el privilegio de miembro a una nación afiliada, o hasta a una no afiliada, sin que ésta respete las normas y los reglamentos de la organización, pagando su contribución.

En consecuencia, y en mi opinión, la segunda parte de la resolución no tiene razón de ser. Estoy convencido que las Federaciones Internacionales podrán decidir la participación de federaciones y países no miembros, pero les ruego que sean lógicos en su consideración del problema. Como se observa en el artículo 1 del orden del día, hemos firmado una propuesta de amplio alcance: eliminar toda limitación en el deporte y todo tipo de discriminación; por lo tanto, todo el movimiento olímpico se encontrará sin duda bajo el patronato del C.I.O., también cuando la organización, como en los Juegos Regionales, dependerá de un Comité Olímpico Nacional. Por esto, debemos ser coherentes: automáticamente, no debería haber ya ninguna discriminación.

Gracias, señor Presidente.

Jean Claude Ganga

Secretario General del Comité Olímpico del Congo Brazzaville

Señor Presidente, señoras, señores: ya muchos oradores me han precedido, y creo que lo esencial ya ha sido dicho. Tomo la palabra sobre todo para apoyar la declaración de mi colega del Mali y la intervención del ilustre Presidente del CONI, el señor Onesti. Todos estamos de acuerdo en que los Juegos Regionales son necesarios, indispensables para una buena preparación en vista de los Juegos Olímpicos. Particularmente si se trata de continentes como el Africa, que tienen pocas competencias y pocas ocasiones de permitir a sus atletas que se encuentren.

Nosotros hemos entrado en este mundo olímpico hace muy poco. Pero ya nos estamos dando cuenta, y sólo por lo que se está diciendo en esta reunión, que existen muchas contradicciones, en las normas mismas, pero sobre todo en la aplicación de los reglamentos.

En primer lugar, nosotros no nos ocupamos de política. Los organismos internacionales, el Comité Internacional Olímpico, las Federaciones Internacionales, no se ocupan de política. Este es un punto fundamental.

En segundo lugar, los Juegos regionales se encuentran bajo el patrocinio del Comité Olímpico

Internacional; pero hay graves dificultades. Nosotros tuvimos la grave carga de organizar los primeros Juegos Africanos en Brazzaville, y nos encontramos con dos contradicciones. Primera: obtuvimos la autorización del Comité Olímpico Internacional y la de algunas Federaciones Internacionales: pero — y ésta es la segunda contradicción — otras federaciones nos prohibieron la denominación de « Juegos Africanos » porque, parece, algunas Federaciones africanas no habían sido invitadas a los Juegos.

Ya no sabíamos qué hacer, puesto que no sabíamos quién debía autorizarnos a organizar los Juegos Africanos. Contestamos a esas Federaciones: « Este no es un campeonato africano ». Si hubiese sido un campeonato africano de atlética, habríamos comprendido que la Federación Internacional de Atlética nos prohibiera la denominación de « Campeonato Africano de Atlética », porque había algunas Federaciones que no habían sido invitadas. Pero se trataba de juegos deportivos, teníamos a diez deportes inscritos en el programa. Entonces, nos aconsejaron que adoptáramos el nombre de « Juegos de Brazzaville », « Juegos de la Concordia », « Juegos de la Amistad » ... o cualquier otro, en fin, pero no « Juegos Africanos ».

Creo importante apoyar la declaración del Presidente Onesti, en la que propuso que las Federaciones Internacionales se limitaran a hacer respetar la aplicación de los reglamentos técnicos: para el fútbol, por ejemplo, la Federación debería controlar si el terreno es reglamentario, si los jugadores están vestidos como se debe, si el balón responde a las normas, y basta. Esto, cuando se trate de Juegos Regionales. Y el problema de las invitaciones debería ser afrontado por el Comité Internacional Olímpico, bajo su mismo patronato.

Quisiera aclarar más mis ideas. Es absolutamente necesario definir las atribuciones de las Federaciones Internacionales en los Juegos Regionales. En los campeonatos del mundo o en los campeonatos continentales es necesario y esencial que sean las Federaciones Internacionales quienes decidan sobre las invitaciones, puesto que se trata de campeonatos. Pero cuando se trata de Juegos Regionales, de juegos que reúnen a atletas de todo un continente, y no de un sólo deporte, yo creo que el principio mismo de la invitación, de establecer quién debe ser invitado y quién no, no sea de competencia de las Federaciones Internacionales. Las Federaciones Internacionales deben limitarse al control técnico: ver si por ejemplo la piscina es de 25 × 20 metros, si tiene 3 metros de profundidad, etc... Es un punto absolutamente esencial: en caso contrario, sucede el caos.

Se dice que no nos ocupamos de política. Ahora, el Comité Internacional Olímpico ha suspendido, ha expulsado al Comité Olímpico de Sudáfrica en cuanto a su participación en los Juegos Olímpicos. En cambio, una Federación Internacional nos ha obligado a invitar a Sudáfrica a nuestros Juegos, si queríamos llamarlos « Juegos Africanos ». En suma: ¡Brazzaville habría debido ser más olímpica que Tokio! Es absurdo que hayan tratado de hacernos hacer lo que no se pudo realizar ni en Tokio. En realidad, no sabíamos para qué lado darnos vuelta.

Otro punto que debe ser aclarado es el siguiente: cuando se trata de Juegos amistosos, es decir, cuando un país decide organizar Juegos para algunas naciones de su región, opino que también en ese caso el país tiene el derecho a invitar a quien quiera, y a llamar a los juegos con el nombre que quiera, siempre que se mantenga dentro de los límites de los principios olímpicos, y que en esos juegos se apliquen las reglas de las Federaciones Internacionales. Creo que también esto debería ser aclarado, para evitar confusiones.

Y hay otro problema: las relaciones existentes entre las Federaciones Nacionales afiliadas a las Federaciones Internacionales, y las Federaciones Nacionales no afiliadas. Es muy difícil tomar una posición sobre este punto, puesto que el deporte, ante todo, tiene el deber de enseñar la disciplina a los jóvenes: por lo tanto, es indispensable que nosotros mismos, los dirigentes, seamos disciplinados.

Sin embargo, sucede a veces que en dos naciones limítrofes el equipo de una nación afiliada tenga como adversario directo al equipo de una nación no afiliada, y sólo a éste. En este caso, sería absurdo suspender a la Federación afiliada por haber competido con la Federación no afiliada. Yo opino que los reglamentos de las Federaciones Internacionales no deberían ser aplicados sistemáticamente;

son reglamentos dirigidos a hombres, y deberían ser más dúctiles: también las sanciones deberían depender siempre de las circunstancias.

Quiero concluir, señor Presidente, subrayando la importancia, particularmente para nosotros, de los Juegos continentales, de la necesidad que estos Juegos se realicen bajo el patronato moral del Comité Internacional Olímpico, y que el problema de las invitaciones sea regulado exclusivamente por el Comité Internacional Olímpico. En el caso de los Juegos Regionales, de los Juegos continentales, las Federaciones Internacionales deberían limitar su tarea a la aplicación estricta de los reglamentos técnicos.

He aquí, señor Presidente, lo que yo quería decir: pero pienso que sobre este punto deberemos elaborar una resolución clara y precisa, que ponga en evidencia las contradicciones que he querido señalar.

Gracias.

Manuel Gonzales Guerra

Presidente del Comité Olímpico Cubano

Señor Presidente, amigos: nuestra representación ha estudiado detenidamente la propuesta presentada a esta asamblea sobre el tema que estamos discutiendo. El Comité Olímpico Cubano quiere dejar bien en claro que no puede estar de acuerdo con esta propuesta, por estimar que la misma conlleva el peligro de la discriminación, lo que está perfectamente preservado con el *status quo* actual, al amparo de las reglamentaciones del Comité Olímpico Internacional. No es difícil darse cuenta de lo que hemos expresado. Todos conocemos los problemas que afrontan los Comités Olímpicos Nacionales cuando los gobiernos de sus países se niegan a dar visas a los deportistas de los países con los que no mantienen relaciones diplomáticas. Vivimos en un mundo en convulsión en algunas áreas geográficas. Hay países a los que se está concediendo su independencia, y hay otros que la están consiguiendo por medio de sus Movimientos de Liberación. Todo lo cual crea nuevas condiciones, nuevas relaciones de tipo político. Si desapareciera la manifestación compulsoria de otorgamiento de visas e invitaciones, como lo expresan los reglamentos del C.I.O., esta Asociación que pretendemos crear tendría que afrontar a cada momento problemas de discriminación.

Por ejemplo, si los colegas de la República Democrática Alemana tienen problemas, y reclaman el legítimo reconocimiento de su Comité Olímpico Nacional y su derecho a participar, con su equipo, en los Juegos Olímpicos, es fácil imaginar lo que sucedería si las manifestaciones deportivas internacionales se realizaran condicionadas a invitaciones libres, y se celebraran en países que no mantienen relaciones diplomáticas con ese país.

Pero hasta ahora hemos hablado de cosas reales, pero un poco subjetivas. Sin embargo, en nuestra propia región centroamericana y del Caribe, nuestras Federaciones nacionales han encontrado discriminaciones en fútbol, yudo, béisbol... Y, últimamente, en ocasión de los próximos Juegos Centroamericanos y del Caribe, que deberían celebrarse en Puerto Rico en 1966, ya el gobierno de dicho país ha dicho públicamente que no otorgaría visas a nuestros deportistas. Además, el Comité Olímpico de dicho país también ha manifestado públicamente que no invitaría a Cuba a esos juegos. Esto, contraviniendo no sólamente los reglamentos olímpicos, sino también el acuerdo de otorgamiento de visas a todos los Comités Olímpicos Nacionales de la región en cuestión, en ocasión que les fuera concedida la sede de estos juegos en el año de 1962. Y cuando ya existían las condiciones y las relaciones que hoy todavía subsisten. O sea, que la preocupación por la discriminación a que nos referimos está bien claro que desgraciadamente no es una cosa teórica ni subjetiva, sino concreta y totalmente objetiva.

Alertamos a todos los Comités Olímpicos Nacionales contra esta franca discriminación [illegible]

pretende hacer a nuestros deportistas y a nuestro Comité Olímpico Nacional. Proponemos que esta asamblea haga una recomendación para la reunión de Madrid sobre este particular, para que se cumplan los reglamentos olímpicos vigentes.

Mucha gracias, señor Presidente.

Hussein Omar Gohar

Miembro del Comité Olímpico de la República Arabe Unida

Señor Presidente, señoras y señores: puesto que tenemos a nuestra disposición sólo poco tiempo, puesto que tendremos que ocuparnos también de otros problemas vitales, expresaré muy brevemente nuestro punto de vista.

Estamos convencidos que el C.I.O. y las Federaciones Internacionales trabajan constantemente con el fin de favorecer la difusión del deporte con un radio siempre mayor, así como también para apoyar, coordinar y simplificar la aplicación de las normas olímpicas.

Estamos de acuerdo sobre el principio de la plena libertad de los encuentros regionales, siempre que la supervisión del C.I.O. y de las Federaciones Internacionales se limite exclusivamente a los aspectos técnicos, en conformidad con el código olímpico. Por lo tanto, dejemos que los Comités Nacionales Olímpicos participantes en los varios Juegos Regionales tengan plena autoridad en la organización de sus Juegos.

Gracias.

Heinz Schöbel

Presidente del Comité Olímpico de la República Democrática Alemana

Señor Presidente, señoras y señores: nuestro Comité Olímpico Nacional opina que, para la participación en los Juegos regionales, no se deba seguir el principio de la «invitación libre». Cada uno de los Comités Olímpicos Nacionales comprendidos en el área de los juegos regionales debería tener el derecho de participar en esos Juegos.

Además, nuestro Comité opina que todos los países participantes en los Juegos Regionales deberían comprometerse a respetar las normas y los reglamentos sancionados en la carta olímpica.

Requerimos que esto sea formulado en la propuesta que se está discutiendo.

Gracias.

C. L. Kerdel

Vicepresidente del Comité Olímpico de los Países Bajos

Deseo sólamente subrayar las palabras del representante australiano, con las que el Comité Olímpico Holandés está perfectamente de acuerdo. Señoras y señores: no se deben permitir Juegos Regionales con reglamentos que no coincidan con los de las Federaciones Internacionales. Esto sería absolutamente fuera de la lógica, porque de esa manera los Juegos Olímpicos seguirían las normas de las Federaciones Internacionales, y los Juegos Regionales no las respetarían completamente. Esto podría representar el fin de los Juegos regionales, y los mismos Juegos Olímpicos se encontrarían en peligro. Un peligro constante, porque las Federaciones Internacionales tienen sus propios campeonatos mundiales o continentales.

Para terminar, me parecería inoportuno requerir de las Federaciones Internacionales que acogieran en su seno a organizaciones no miembros de las Federaciones. No debemos olvidar que las Federaciones Internacionales, con una experiencia de medio siglo, han obtenido óptimos resultados con sus normas, sus reglas y su organización. Como Comités Olímpicos Nacionales, nosotros no tenemos el derecho de crear confusiones en argumentos de tanta importancia.

Gracias, señor Presidente.

K. Sandy Duncan

Secretario General del Comité Olímpico Británico

Señor Presidente, señoras y señores: el problema en discusión podría ser tratado con breves palabras. Simplemente, quiero decir que nosotros, los ingleses, estamos de acuerdo, de la manera más total, con las inteligentes observaciones hechas por el delegado australiano, así como con las expuestas por el señor Avery Brundage en sus notas de introducción a este congreso, puesto que están inspiradas en los mismos criterios. Opinamos que las Federaciones Internacionales deben tener completa autoridad en la dirección de sus propios asuntos; si fuere necesario, tienen todo el derecho de imponer sanciones contra aquellas Federaciones Nacionales que, pudiendo formar parte de la organización internacional, se quedan fuera de ella.

Antoine C. Coicou

Presidente del Comité Olímpico de Haití

A propósito de los Juegos regionales, deseo declarar que, en Haití, el Comité Olímpico no es el organismo que decide, en última instancia, sobre la participación o no participación de su país en una competencia, cualquiera que sea. Su tarea es presentar a los atletas a los Juegos deportivos, después de la selección hecha por las Federaciones Nacionales. Si las autoridades de gobierno deciden que los atletas no deben participar en competiciones organizadas por países con los que nuestras relaciones diplomáticas están tensas, el Comité Olímpico de Haití, por disciplina patriótica, no puede sino someterse a esas decisiones, contra las que, por otra parte, no tendría ningún medio de defensa.

Sin embargo, suponiendo que Haití haya decidido encontrarse, sobre terreno neutral, con cualquier otro país, entonces los atletas haitianos se entrenan con seriedad y participan con el máximo sentido de fair play y con toda la voluntad de vencer. Aceptan las derrotas deportivamente, si el adversario es más fuerte, y sin rencores ni animosidades presentan sus felicitaciones al vencedor, más afortunado que ellos. Porque nuestro mayor deseo es podernos encontrar y hermanar con la juventud del mundo entero.

S. Aníbal Illueca

Presidente del Comité Olímpico de Panamá

En verdad, hemos llegado a la discusión del punto más importante e interesante de este Congreso: los Juegos Regionales. La moción propuesta por el CONI significa la desaparición de dichos Juegos parrocinados y auspiciados por el Comité Olímpico Internacional. Como lo expresé en la mañana de hoy, soy vicepresidente de la Organización deportiva Centroamericana y del Caribe, orgullosa

que tiene la responsabilidad de dirigir todo lo relacionado con los Juegos Centroamericanos y del Caribe. Son los Juegos Regionales más antiguos del mundo: se iniciaron en 1926 en la Ciudad de Méjico. El próximo año, deben celebrarse los décimos juegos. Hemos considerado siempre, en nuestra región, que esos juegos constituyen un estímulo y una preparación de nuestros atletas a fin de que puedan presentarse nuevamente en los Juegos Olímpicos. Naturalmente, los Comités Olímpicos de ese circuito se consideran respetuosos y fieles cumplidores de las reglas del Comité Olímpico Internacional. En nuestra región, igual que en otras regiones del mundo, se presentan problemas de distinta índole, principalmente por problemas políticos. Los hemos visto en la región del Mediterráneo: los problemas de Israel y de Egipto, o de la República Arabe Unida. Los hemos visto en el Africa, los problemas que tiene Sudáfrica con los otros países de ese continente. Los hemos visto en los Juegos Asiáticos, los problemas de la China Continental y de la China de Formosa. En fin, siempre habrá problemas de una u otra índole.

Como dijo el Presidente del CONI, el señor Onesti, lo importante para nosotros es que nuestros atletas, nuestros jóvenes, participen en los campos deportivos y no en los campos de batalla.

En nuestra región centroamericana, se ha presentado una situación sumamente difícil, deplorable bajo todo punto de vista, con relación a Cuba. Es una realidad innegable que los diecinueve países que integran el circuito centroamericano y del Caribe, excepto dos o tres, no mantienen relaciones diplomáticas con la República de Cuba. Nuestros organismos regionales de tipo político, como la Organización de Estados Americanos, han tenido algunos pronunciamientos con relación a las situaciones políticas de los países de esa región americana. Como deportistas, lamentamos esto, y quisiéramos que estas cosas no hubiesen ocurrido o que no ocurrieran en el futuro. Porque los atletas y los deportistas no conocen colores políticos, religiosos, de piel ni de ninguna otra clase. Unicamente se establecen las diferencias de habilidad, de competencia, de mayor preparación en el campo deportivo: que triunfe el mejor, el más sabio, el más hábil, el más rápido.

De esta manera, y como lo expresara la digna representante del Comité Olímpico de Venezuela, la señora Flor Isava, ojalá que estas cosas que se presentan, no sólo en la región del Caribe, sino también en el Africa, en el Mediterráneo y en Asia, sean solucionadas; que se encuentre alguna fórmula, algún pacto de caballeros, alguna intervención decidida del Comité Olímpico Internacional, que pueda permitir que los atletas de todos los países correspondientes, en este caso, de los juegos regionales, a una determinada región o sector geográfico, puedan competir. Porque a los atletas no les importa ni les interesan los problemas o las ideologías de sus gobernantes, o de quienes manejan o dirigen el poder público.

En el caso nuestro, sí nos preocupa la suerte de los juegos latinoamericanos y del Caribe. Puerto Rico ha hecho esfuerzos enormes para presentar esos juegos centroamericanos. Los países de la mayoría del circuito se han preparado, pero se presenta un problema en cuanto a las relaciones diplomáticas con la República de Cuba. Más precisamente, el gobierno de Puerto Rico ha expresado que, por razones de seguridad interna, considera peligroso, y que no puede garantizar la integridad física de los atletas cubanos que lleguen a competir en la ciudad de San Juan de Puerto Rico el próximo año. Porque en San Juan se encuentran de 25.000 a 30.000 exiliados cubanos. En la ciudad de Miami, en los Estados Unidos de América, a dos o tres horas escasas de avión, hay más de 60.000 exilados cubanos; y también los hay en Nueva York, y en otras ciudades de los Estados Unidos. Y temen, con razón o no; porque ésa es la situación que ellos alegan: que la presentación de los atletas cubanos podría crear situaciones que el gobierno de Puerto Rico teme no poder controlar. Se podrá decir que esas razones de seguridad pueden ser resueltas mediante la intervención de la fuerza pública, de las fuerzas de policía. Pero como lo expresara hace un momento, yo espero que esta situación inminente o actual que tenemos en el área del Caribe, esta situación que ya se ha presentado en el Mediterráneo, entre Israel y la República Arabe Unida, esta situación que tiene el Africa, en relación con Sudáfrica, esta situación que se ha presentado en Asia, yo espero, repito, que el Comité Olímpico Internacional, que nosotros, los que formamos parte de este Congreso, como miembros del Comité Olímpico Internacional, tratemos de encontrar la fórmula, la solución, para que los atletas

cubanos puedan participar en los Juegos de San Juan, o en cualquier otro lugar. Y ojalá que lo mismo pueda suceder en todos los otros juegos regionales; porque lo importante en los Juegos, como lo decía el Barón Pierre de Coubertin, es participar. Y nosotros debemos seguir ese camino, señor Presidente, y ojalá que de esta reunión pueda salir alguna luz, de manera que aquí, en esta mesa y fuera de esta mesa de reunión, nosotros, los del área del Caribe, nos podamos reunir con los cubanos, porque los deportistas no tenemos problemas políticos de ninguna clase.

Señor Presidente: pido de usted y de los otros miembros del Congreso que se elabore alguna fórmula que podamos proponer al Comité Olímpico Internacional, para que estos casos verdaderamente lamentables, verdaderamente atentatorios del movimiento en sus más puras esencias, no se verifiquen más.

Muchas gracias, señor Presidente.

Oyebola S. Iolaoso

Vicepresidente del Comité Olímpico de Nigeria

Señor Presidente, señores delegados: deseo asociarme a los otros oradores para agradecer al Comité Olímpico Italiano por haber organizado el primer convenio de los Comités Olímpicos Nacionales y por la cordial acogida que se nos ha brindado.

Muchos delegados han hablado de los Juegos Regionales, y se han dicho muchísimas cosas. No creo poder agregar nada nuevo; por lo tanto, me limito a apoyar lo que expusieron sobre las Federaciones Internacionales los delegados de Australia y de Gran Bretaña.

Como todos sabemos, el movimiento olímpico se expresa en tres organizaciones: el Comité Olímpico Internacional, los Comités Olímpicos Nacionales, y las Federaciones Internacionales. Estos tres organismos tienen sus propias funciones, cada uno de ellos, y mi Comité aconseja a esta Asamblea que preste mucha atención para no tocar la esfera de atribuciones de estas organizaciones.

Gracias.

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico del Mali

Señor Presidente, le ruego que me perdone si vuelvo a tomar la palabra sobre este argumento; pero si afrontamos la discusión con espíritu deportivo, creo que la solución será más fácil.

En efecto, me parece que haya una cierta confusión sobre los términos. Hablando de Juegos Regionales, deberíamos distinguir entre los que se refieren a una región claramente delimitada, y los Juegos continentales, que se desarrollan bajo la égida del C.I.O. y de acuerdo con las normas de las Federaciones Internacionales. Por lo tanto, los Juegos continentales exigen el respeto de las reglas olímpicas: de acuerdo con las resoluciones que adoptamos justamente esta mañana, las visas deberán ser acordadas a todos los atletas pertenecientes a los Comités Olímpicos reconocidos, y no deberá hacerse ninguna discriminación. De todos modos, entonces, éste es un argumento aparte, y ya hemos expresado nuestra opinión sobre el problema de los Juegos Africanos.

Pero hay otro aspecto, y, en el fondo, se trata justamente del objeto de la propuesta del Comité Olímpico Italiano, respecto de los Juegos Regionales. Se trata de Juegos que yo llamaría amistosos, entre países que se colocan bajo la égida de un Comité Nacional Olímpico: un Comité Nacional Olímpico que decide organizar Juegos amistosos con otros países... Opino que, para estos tipos de Juegos, las propuestas del Comité Olímpico Italiano son plenamente válidas.

En conclusión, se trata de saber si deseamos poner en acto un dispositivo para dificultar [illegible]

cuentros deportivos entre los jóvenes. Hagamos un ejemplo. Sé de algunos Juegos que han sido objeto de discusiones, o porque no se encontraban bajo el patrocinio del Comité Internacional Olímpico, o porque no respetaban los reglamentos de las Federaciones Internacionales. Yo pienso que esos Juegos deberían desarrollarse de acuerdo con los reglamentos de las Federaciones Internacionales, pero eso no debe ser una condición imprescindibile, para aquellas disciplinas en las que no estén afiliadas todas las Federaciones: porque las Federaciones pueden tener la intención de afiliarse, y es importante ayudarlas.

Pasemos ahora a un ejemplo de Juegos no regionales. Sólo para hacer un nombre, aún existen los Juegos del Commonwealth. Evidentemente, en este caso no se trata de una región, sino de un vínculo que une a un cierto número de países. Hasta el momento, estos Juegos no han dado origen a discusiones, ni de parte de las Federaciones Internacionales, ni de parte del Comité Internacional Olímpico.

Por lo tanto, en mi opinión, los Juegos Regionales de carácter no continental deberían ser considerados como éstos, cuyo ejemplo válido son los Juegos del Commonwealth: países amigos, países que quieren establecer entre sí relaciones cordiales, y que quieren organizar Juegos.

En cuanto al primer problema, de los Juegos continentales, como los Africanos, los Americanos, etc., en cambio, es necesario adoptar todas las disposiciones necesarias para evitar que se verifiquen discriminaciones. Y, recordando las palabras del delegado del Congo Brazzaville, sería oportuno adoptar una resolución para determinar que, en el marco de los Juegos Regionales, las Federaciones Internacionales deben tomar una posición idéntica, y que una sóla Federación no puede absolutamente oponer su veto.

Este es el significado de nuestra intervención: opino que una resolución en este sentido favorecería los encuentros entre la juventud deportiva.

H. Glovinsky

Secretario General Honorario del Comité Olímpico de Israel

Señor Presidente, señoras y señores, sólo un minuto: hablando de Juegos Regionales o de otros Juegos, yo diría que la caridad debe comenzar en casa. Todos los que atacan a la discriminación deberían ante todo luchar para que no hubiera discriminación en sus propios países.

Pero debo agregar otra consideración. Nosotros, aquí reunidos, ciertamente no decidiremos sobre los destinos del mundo; podríamos discutir y hablar por días y días, sin conseguir cambiar nada sobre nuestra tierra.

Tendría una propuesta, señor Presidente: que los Comités Olímpicos Nacionales pidan al Comité Olímpico Internacional que se una a ellos en una invitación a los « grandes poderes » del este y del oeste para firmar un tratado que deje al deporte fuera de la lucha política. Pienso que habríamos debido hacerlo hace mucho tiempo, y que habrá muchos países que apoyarán esta idea. Créanme, señoras y señores: una vez que habremos obtenido un tratado de los « grandes », los menores no actuarán ningún tipo de discriminación.

Basándome sobre el concepto que la caridad comienza en la casa de uno mismo, yo creo que pedir y proponer esta moción podrá ser muy útil.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Puesto que nadie más ha pedido la palabra sobre este argumento, voy a darles una muy breve exposición aclaradora antes de la resolución, que será preparada con la ayuda de ustedes, y que someteremos después a la aprobación o no de la Asamblea.

¿Qué nos proponemos, nosotros, como línea conductora de nuestros trabajos? Nosotros deseamos que, en estos Juegos Regionales, participe la mayor cantidad posible de atletas; y es ésta nuestra intención, amigos de Cuba.

Conociendo, no desde hace años, sino desde hace lustros, el gran espíritu deportivo de los representantes de Gran Bretaña y de Australia, yo estoy seguro que se encontrarán de acuerdo sobre el siguiente punto. Los Juegos regionales, juegos de amistad, deben abrazar al mayor número posible de pueblos. El único impedimento puede ser constituído por desafortunadas limitaciones bélicas, o por vetos insuperables.

Si bien yo haya hecho una precisación, creo que hay alguien que opinó que mis palabras sobre la funcionalidad de las Federaciones Internacionales fueron irreverentes. ¡No es así, señores! Por las exposiciones de muchos Presidentes de Comités Olímpicos, ustedes se darán perfectamente cuenta de cuántos casos distintos se presentan en lo que se refiere a los Juegos Regionales. Pero existen, deben existir, y se deben desarrollar.

Nosotros, Comités Olímpicos, deseamos una sóla cosa: ser asesores del Comité Internacional Olímpico, porque es éste que tiene la función de reconocer a los Juegos Regionales, de propugnarlos y de difundirlos. El Comité Internacional Olímpico, cuya suprema autoridad reconocemos, una vez escuchada la opinión de los Comités Olímpicos, explicará, por medio de coloquios, lo que se debe hacer a las Federaciones Internacionales. Esta es nuestra única intención, aunque no hayamos conseguido exponerlo de manera satisfactoria.

Por lo tanto, paso a leer la resolución propuesta. Ustedes deberán elegir si discutir la solución esta noche — pero pienso que muchos de entre ustedes no aprueben esto — o mañana por la mañana; esto quizás sea mejor, si he conseguido interpretar bien las ideas de la mayoría.

« Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Convenio en Roma, y habiendo examinado la breve historia de los Juegos Regionales,

opinan

que se deba modificar su planteamiento, para permitir que tengan mayor y exitoso desarrollo, sin turbar la armonía en el deporte mundial.

Auspician

que la regla de la invitación universal a todos los países deba ser respetada absolutamente en los Juegos Olímpicos, pero que los llamados Juegos regionales, o de otra naturaleza, puedan ser condicionados, en cambio, a invitaciones libres, en el sentido que el organizador tenga la facultad de invitar a los Comités Olímpicos que más le agrade, independientemente de los nombres y límites territoriales, también en consideración del equilibrio técnico-deportivo de cada manifestación.

Se comprometen

los Comités Olímpicos a coordinar las iniciativas de los Juegos locales, armonizando y equilibrando su tenor agonístico, con el fin de responder al vivo deseo de los jóvenes de todos los pueblos de encontrarse entre sí, más allá de cualquier obstáculo.

Se auspician

también, que las Federaciones Internacionales ayuden y toleren por el momento, y limitadamente a los juegos locales o de grupo, a las Federaciones Nacionales aún no afiliadas, con el fin de facilitar la obra de difusión de la idea deportiva, que es expresada de la manera más eficaz por esos juegos.

Quedando firmes sobre el normal respeto debido por las normas técnicas de las Federaciones Deportivas Internacionales,

invitan

al Comité Internacional Olímpico a estudiar el argumento y a actuar consecuentemente, para volver a establecer en el ámbito mundial una armonía y una confianza entre los Comités Olímpicos que fueron turbadas por ciertos episodios del pasado ».

Esta deliberación les será transmitida en los cuatro idiomas, lo más pronto posible, para que ustedes la puedan examinar, modificar, coordinar; y posiblemente durante el día de mañana podremos someterla a votación.

Tercer argumento: Aficionados *(cont.)*

Tenemos aquí al texto definitivo sobre el problema del aficionado. En la redacción de la resolución han colaborado los representantes de Bélgica y del Malí, que muy amablemente nos ofrecieron su ayuda. La conclusión es la siguiente, y la presento ante ustedes para su aprobación o rechazo:

« Resolución a presentarse al Comité Internacional Olímpico. Aficionados.

Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Convenio en Roma el 1º de octubre de 1965, habiendo escuchado y discutido una completa relación sobre los aficionados afiliados a las Federaciones Internacionales de rango olímpico,

convienen

con que los actuales requisitos de entrenamiento, además de la necesidad de largos viajes para las competencias de mayor importancia, y sobre todo para los Juegos Olímpicos, requieren tiempo y sacrificios mucho mayores de los originales, tiempo y sacrificios que varían según los diversos deportes.

Opinan

que es necesario estudiar una nueva fórmula general, que cada Federación Internacional podrá precisar, deporte por deporte. Y en consecuencia

proponen

al Comité Internacional Olímpico:

1) que adopte la siguiente fórmula general: « Es aficionado quien practica el deporte no con fines de lucro, sino como complemento de otras actividades de estudio o de trabajo. Le podrán ser reembolsados sólamente los gastos relativos a su preparación, gastos justificados y controlables »;

2) que cada Federación Deportiva Internacional de rango olímpico estudie y proponga al Comité Internacional Olímpico, para su ratificación, en términos propios, adecuados a las características de su propio deporte, la definición del aficionado para su deporte;

3) que, en consecuencia, la aplicación de las reglas y el control del status de aficionado sean confiados a cada Federación Deportiva Internacional, a su Comité exclusivamente aficionado, y a los Comités Nacionales Olímpicos, salvo recurso a la Comisión Ejecutiva del Comité Internacional Olímpico contra las decisiones de las Federaciones Deportivas Internacionales, de parte del Comité Olímpico al que pertenezca el atleta sometido a juicio;

4) que los Comités Nacionales Olímpicos se tomen la tarea de la educación de la juventud para salvaguardar al espíritu moderno del aficionado, pedestal del olimpismo.

Los Comités Olímpicos se auspician

a) que se tome una iniciativa para que las Federaciones Olímpicas Internacionales unifiquen sus reglamentos de calificación de los atletas relativos al aficionado, de acuerdo con las exigencias de cada deporte;

b) que el Comité Internacional Olímpico estudie de manera realística una ampliación de los actuales reglamentos, particularmente los referentes a los sueldos no recibidos y al número de los días de viaje ».

Con estas integraciones, creemos haber interpretado el deseo de la gran mayoría de ustedes. Si no hay observaciones, esta deliberación será propuesta en Madrid, ante el Comité Internacional Olímpico.

Por lo tanto, pasemos ahora al quinto punto del orden del día. Afortunadamente, se trata de una cuestión bastante fácil, sobre la que todos estamos de acuerdo.

Quinto argumento: Aumento en el número de los acompañantes

« Propuesta para el aumento de los acompañantes. Se ha constatado repetidamente, particularmente en los Juegos Estivales, que el número de los acompañantes establecido por la regla 36 ya no es adecuado para las exigencias efectivas de los equipos participantes. En efecto, y en práctica, no obstante las prescripciones del artículo 53 de los reglamentos olímpicos, las competencias de algunos deportes ya no se desarrollan dentro del circuito olímpico, sino que a distancias que varían de las decenas a los centenares de quilómetros. Además, hay que tener en cuenta la separación de los hombres de las mujeres. Los acompañantes, en estos casos, no pueden absolver más de una tarea por vez, y no pueden encontrarse por todas partes.

En consecuencia, es necesario que los atletas de cada deporte tengan a sus propios dirigentes, a sus propios técnicos, a sus propios médicos y ayudantes. Por otra parte, el elevado nivel agonista que han alcanzado las competencias olímpicas, y todas las obligaciones que tienen los atletas, requieren que éstos, durante los Juegos, estén asistidos continuamente, sea desde el punto de vista técnico como desde el higiénico-sanitario.

Los Comités Nacionales Olímpicos reunidos en Roma, por lo tanto, opinan que sea oportuno revisar el artículo 36. Los aumentos podrían estar contenidos dentro de los siguientes límites:

a) de 1 a 30 atletas, un acompañante cada tres atletas; de 31 a 150 participantes, uno cada cinco; de 151 en adelante, uno cada siete. Un acompañante extra para cada deporte femenino al que se participe.

Aparte de estos acompañantes, habrá que considerar a: el Presidente, el Secretario General del Comité Nacional Olímpico y el Jefe de Misión.

En cuanto a los otros servicios, se proponen las siguientes modificaciones:

Médicos: un médico cada cincuenta atletas, o fracción de 50, con un máximo de 4 médicos.

Masajeadores y enfermeros: uno cada 25 atletas, hasta los 100 atletas, y uno cada 50 atletas, de 101 en adelante.

Mecánicos para ciclismo: uno para las competencias sobre camino y uno para las competencias sobre pista.

Cocineros: uno cada 100 atletas, con un máximo de dos.

Transporte embarcaciones: uno para la canoa y uno para el remo.

Todo el resto del artículo 36 podrá quedar sin variantes. Todos los mencionados acompañantes deberán poseer la regular tarjeta olímpica, y tener la autorización para alojarse en el barrio olímpico, o en el barrio olímpico de su respectivo deporte si éste será previsto por separado.

Por lo que se refiere a la prensa: el artículo 48 establece que los periodistas podrán ser un número máximo de 1000, además de 150 fotógrafos y 150 empleados de la radio y la televisión.

Los Comités Nacionales Olímpicos creen poder afirmar, por experiencia directa, que estas cifras son consideradas insuficientes. Los Juegos Olímpicos son acontecimientos de la máxima importancia, a los que asisten no sólo las pocas decenas de millares de espectadores del estadio. Los Juegos son observados por decenas de millones de hombres, a través de los servicios de prensa y de radio-televisión. Podría decirse que, después de los atletas, los periodistas son los protagonistas principales de los Juegos.

En consecuencia, los Comités Nacionales Olímpicos proponen que el número de periodistas sea elevado a 1.200, el de radio-telecronistas a 300, y el de fotógrafos como mínimo a 200.

Además, los Comités afirman que los periodistas acreditados de acuerdo con las reglas, y portadores de tarjeta olímpica, deben poder acceder no sólo a las tribunas de prensa preparadas para cada deporte, sino que tienen el derecho de asistir a las ceremonias de apertura y de conclusión y a las manifestaciones de atlética. Además, deben poder tener acceso a los mejores puestos no numerados de cada instalación, en el caso que no posean el billete especial para la tribuna de prensa propiamente dicha.

Este sistema fue adoptado en Roma, en 1960, y obtuvo gran éxito con la prensa ».

La palabra queda a ustedes, señores Presidentes, para expresar sus eventuales observaciones a estas propuestas de modificación.

Harbans Singh

Miembro del Comité Olímpico de Kenia

Señor Presidente: una vez más, creo necesario que quien inicia un discurso, lo haga expresando su gratitud por la maravillosa organización de este Convenio.

Pasando enseguida a nuestro argumento, diré que, al formular la nueva resolución en discusión, no se ha considerado el problema financiero, ya muy grave para los países más pequeños y menos ricos. Los países mayores parten ya de una situación ventajosa sobre elementos decisivos, como el entrenamiento, los equipos, instalaciones, etc... Los numerosos países menores, que han obtenido notables resultados durante los Juegos Olímpicos, y se han demostrado una gran promesa para el futuro, muy a menudo se han debido preparar sin entrenadores profesionales y con instalaciones anticuadas, porque las de nuevo tipo son muy elaboradas y costosas.

En consecuencia, después de haber considerado atentamente la propuesta de aumentar el personal acompañante, hemos llegado a la conclusión que no ayuda los intereses de los países más pequeños. Los países menos privilegiados deben afrontar muchos problemas para obtener los fondos que permitan a sus deportistas participar en los Juegos Olímpicos.

Notaremos que en general son los países más ricos y más grandes los que hacen surgir las dificultades para las cuestiones que se refieren al status de aficionado de los deportistas participantes en las Olimpiadas; en cambio, los países pequeños son los únicos sobre los que se puede contar para un aficionado completo y perfecto: por lo tanto, deberían ser alentados, y no obstaculizados, para que estos países sigan los principios fundamentales de las reglamentaciones olímpicas.

Nos oponemos con todas nuestras fuerzas a esta idea, que daría una ventaja, no debida e injusta, a los países ricos sobre los países menores. Por experiencia directa, no estamos convencidos que sea necesario aumentar el número de los acompañantes; se tiene casi la impresión que los países más ricos hagan presiones simplemente porque, con el apoyo de su dinero, se encontrarían en una mejor posición para ganar las competencias. Y esto no concuerda con el verdadero espíritu olímpico.

Y hay otro aspecto que debemos considerar, señores. Con un número mayor de acompañantes, etc..., los países más afortunados pueden alimentar su ya gran tendencia a suscitar admiración, a crear un marco de fasto y de espectáculo que aumentaría su atracción. Esto tampoco concuerda con las ideas inspiradoras de las Olimpiadas.

Gracias, señor Presidente.

Sten Svensson

Secretario General Honorario del Comité Olímpico Sueco

Señor Presidente, Señoras y señores: opino que muchos de nosotros estén verdaderamente felices de haber encontrado este argumento en el orden del día. Durante los pasados Juegos, para los Secretarios Olímpicos y para los Jefes de misión de muchos países, fue un verdadero problema encontrar la manera de llevar consigo a los acompañantes necesarios para los Juegos. Pienso que la iniciativa de discutir esto aquí sea excelente, no obstante el opuesto parecer del delegado de Kenia. Hablo en nombre de los países nórdicos, que requieren más acompañantes; por ejemplo, también uno para la vela, y no sólo para la canoa y el remo. Además, creo que también los que disputan las competencias de vela deben tener a un hombre que se ocupe de sus embarcaciones.

Además, opinamos que si se envía a un atleta por deporte a los Juegos, se debería enviar también a un hombre que lo asista. Por experiencia personal, recuerdo que en 1956, en Melbourne, teníamos a un velista, pero a nadie que lo asistiera. Hubiera sido mucho mejor haberlo dejado en casa.

La enmienda para las normas sobre los acompañantes, por lo tanto, debería ser la siguiente: tenemos derecho a mandar a un acompañante cada tres atletas, y de todos modos a uno por cada deporte.

En cuanto a los periodistas, creo oportuno que los Comités Olímpicos Nacionales no se ocupen del problema. Sé que el Comité Olímpico Internacional ha más o menos reconocido a la Organización Internacional de Periodistas Deportivos: por lo tanto creo que sea tarea del C.I.O. y de la organización competente — la organización de los periodistas — discutir sobre el número de radiotelecronistas y de periodistas.

Ya que yo mismo soy periodista de profesión, puedo hablar con conocimiento de causa. Sé que muchos grandes periódicos, cuando no pueden obtener todos los billetes que necesitarían para un buen trabajo, están dispuestos a pagarlos; opino que sería algo óptimo si los diarios y las agencias de prensa pudieran tener el derecho — como los Comités Olímpicos Nacionales — de reservarse billetes para su trabajo.

Gracias.

Raoul Mollet

Presidente del Comité Olímpico Belga

Señor Presidente, quiero hablar del artículo 36. Opinamos que el número de autoridades autorizadas a alojarse en el Barrio Olímpico sea ahora totalmente insuficiente en consideración del número de los atletas y de las complicaciones logísticas. En consecuencia, pedimos que se aumente este número. Pero la forma propuesta por el CONI, es decir de aumentar puramente los contingentes previstos por el artículo 36, en sus párrafos *a*), *b*) y *c*), no nos satisface completamente.

Por esta razón, querríamos proponer una nueva definición del artículo 36. Desearíamos que éste reflejara mejor la necesidad y la función, en los Juegos, del personal que guía y asiste a los atletas, y que se hiciera una distinción más clara entre la categoría administrativa, la técnica, la médica y paramédica, y finalmente la de los dirigentes federales.

No deseo leerles el largo proyecto que hemos elaborado, con gran cuidado. Me permito entregarlo al Comité Organizador. En nuestra opinión, existe otro motivo importante para que esta regla sea modificada en su presentación: es decir, que las reglas, nos parece, tienen un aspecto educativo por el hecho que transmiten la idea de los dirigentes a los que las aplicarán. El aumento total para cada delegación sería un máximo de doce personas en relación con las disposiciones vigentes.

Por lo tanto, opinamos que sea importante determinar ahora, después de las experiencias de Tokio y en vista de las nuevas olimpíadas, que ya se perfilan en el horizonte, una nueva formulación de la regla, y, en consecuencia, un adecuado aumento del grupo de acompañantes.

Gracias.

PRESIDENTE: Gracias a usted. Contamos sobre su colaboración para el informe que estamos preparando, y que definiremos para mañana.

K. Sandy Duncan

Secretario General del Comité Olímpico Británico

Señor Presidente, señoras y señores: con estupor y con preocupación he leído el boletín del C.I.O. — que referia sobre la reunión de Tokio — en el que se decía que hay que excluir [illegible] un aumento de los acompañantes. No debería haber ni doctores, ni masajeadores, ni acompañantes más de los que hay. En práctica, para los equipos numerosos esto significa un reducción en [illegible]

mero de casi el 30 por ciento. La cuestión es tanto más grave en cuanto que se verifica en una época en que, en cada Olimpiada, encontramos no sólo a un barrio olímpico, donde es posible prestar asistencia a los equipos sin demasiadas dificultades, sino a muchos sub-barrios.

Esta es la razón por la que tributamos una calurosa acogida a la propuesta presentada por el CONI. Es claro deber de todos los Comités Olímpicos Nacionales — grandes y pequeños — preocuparse que sus atletas sean bien asistidos. Opinamos que el dinero gastado para atletas que no tengan a un número suficiente de acompañantes sea dinero perdido y malgastado.

Por lo tanto, estamos plenamente de acuerdo. Sin embargo, notamos que se ha olvidado un punto: los mozos de cuadra. Todos los países que tienen representaciones numerosas, saben muy bien que los gastos para los acompañantes del equipo hípico alcanzan cifras enormes. No conviene llevar a distancias de millares de kilómetros a caballos de valor, si éstos no están bien cuidados y asistidos.

Además, esperamos que bajo la voz « asistencia médica » se pueda incluir también al asistente médico para los caballos, es decir, al veterinario acompañante. Aparte de estos puntos de menor importancia, apoyamos totalmente la propuesta italiana, y, naturalmente, estamos también de acuerdo con la idea de aumentar el número de periodistas, cuyo trabajo es extremadamente necesario para nosotros.

PRESIDENTE: Gracias por sus excelentes consejos. Cedo la palabra al representante de Alemania Occidental.

Max Danz

Vicepresidente del Comité Olímpico de Alemania Occidental

Señor Presidente: quienquiera hayda tenido la responsabilidad de la organización de equipos olímpicos conoce el problema del transporte de los caballos y de los armamentos de las embarcaciones.

Mi propuesta se refiere al transporte de las embarcaciones: un hombre para la canoa, uno para el remo, y uno para la vela, pero no más que dos. Propondría también otro para el transporte de los caballos.

Gracias.

PRESIDENTE: Tengo el honor de ceder la palabra al vicepresidente del Comité Internacional Olímpico, el señor Massard.

Armand Massard

Vicepresidente del C.I.O. y Presidente del Comité Olímpico Francés

Señor Presidente: recién hace unos minutos lo estaba diciendo a un periodista que me estaba entrevistando: no deseaba hablar hoy. El Comité Olímpico Francés, de todos modos, no habría callado frente al gran esfuerzo que ustedes han cumplido, y a los resultados que ciertamente obtendrán, por haber permitido el encuentro de todos los Comités Nacionales Olímpicos, asegurando de esta manera unas relaciones que eran necesarias y que ustedes han realizado de manera maravillosa.

Sin embargo, me encuentro un poco comprometido por la calificación, que usted ha recordado, de vicepresidente del Comité Internacional Olímpico; en efecto, las mociones que ustedes han discutido ya han sido sometidas al C.I.O., como por ejemplo la última, relativa al aumento en el número de las autoridades. Yo justamente, hace mucho tiempo, presenté la misma moción durante la sesión de Moscú. Fue votada, y repetida en un Congreso sucesivo: es desde entonces que la Comisión Ejecutiva se está ocupando de la cuestión, y se han pedido aumentos substanciales en todos los sectores: autoridades, médicos, periodistas, etc... En consecuencia, repito, la moción ya está siendo considerada por el Comité Internacional Olímpico.

Ustedes saben que son exactamente 61 años que presencio los Juegos Olímpicos. ¡Esto no sirve para rejuvenecerme! Hay algunas señoras, aquí, y me molesta tener que confesarlo. Hace aproximadamente doce años que soy vicepresidente del Comité Internacional Olímpico. Esto, es para decirles que me siento incómodo al actuar como mentor. Los Convenios como éste, de Roma, son siempre importantes y verdaderamente interesantes, y sirven como conexión para llegar al C.I.O. sin que los representantes de los Comités Olímpicos Nacionales se vean obligados a escribir o a desplazarse, sin obtener resultados válidos sobre un plano general.

Quizás volveré a hablar de la cuestión mañana, porque se han sometido al C.I.O. otros pedidos, que ya se están discutiendo.

Gracias.

Edgar Fried

Secretario General Honorario del Comité Olímpico Austríaco

Señor Presidente, estimados amigos: creo que los Comités Olímpicos Nacionales de los países menores no tengan ningún interés en aumentar el número de acompañantes, puesto que, para ellos, ya es difícil encontrar dinero para los equipos y para los acompañantes permitidos hasta ahora. Pero este problema presenta también otro aspecto: hay que considerar la posición del Comité Organizador. Hay siempre muchas dificultades por resolver, en el alojamiento de los acompañantes, porque hay que considerar no sólo al alojamiento, sino también al transporte, etc...

Por lo tanto, diré que apruebo la propuesta de nuestro colega belga, que sugiere que se controlen los efectos que se producirían cambiando las normas, tomando como base la situación de Tokio. En efecto, si se consideran también a los técnicos, se llega a un número de acompañantes que casi iguala al de participantes.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Perdonen, pero quiero precisar al representante del Comité Nacional Olímpico Austríaco, excelente organizador de los Juegos de Innsbruck, que la propuesta que hemos presentado, de aumentar el número de acompañantes, no sería una obligación, sino simplemente una facultad. Todos los Comités Olímpicos saben que existen acompañantes que tienen algo de híbrido: no pueden entrar en el Barrio Olímpico, no poseen tarjetas, y por lo tanto se encuentran en una posición difícil para cumplir con sus tareas.

Tomemos en cuenta la gigantesca manifestación de las Olimpiadas: toma vida de los atletas, que, sin embargo, como ya se ha dicho antes, no pueden desarrollar sus actividades si no están acompañados, cuidados y protegidos. En segundo lugar, toma vida gracias a los periodistas y a la televisión. Señores, sería hora que nos diéramos cuenta que el número de apasionados que observan a las Olimpíadas, manifestación de enorme publicidad para nuestra actividad en el mundo, no está limitado al número risible de cien mil personas. Ahora tenemos a decenas de millones de espectadores: el público presente en los estadios es sólamente un marco integrativo de las Olimpiadas mismas.

Cedo la palabra al representante del Comité Olímpico de los Estados Unidos de Amér-

Kenneth L. Wilson

Presidente del Comité Olímpico de los Estados Unidos

Señor Presidente, deseo agradecerle y felicitarle por la magnífica organización y por el modo superior en que se ha realizado este Convenio.

Y ahora, pasando a la propuesta, mi modesto parecer es que nuestra máxima responsabilidad es el bienestar de los atletas. Puesto que los atletas van a las Olimpiadas en varios grupos, y en varios tiempos, los de la vela, los equipos hípicos, etc., debemos afrontar un gran número de dificultades para darles la mejor asistencia posible, si no se admite que se aumente el número de acompañantes. Creo que este punto deba ser considerado seriamente y con mucha atención, porque es muy importante para los atletas.

Debemos recordar también a los periodistas, porque es nuestra tarea hacer conocer al mundo el número creciente de jóvenes que participan en las olimpiadas, en cada edición sucesiva: la prensa, la radio y la televisión son los medios más válidos para la difusión de nuestro ideal. Por lo tanto, creo que sobre esto debemos tomarnos la más directa responsabilidad.

Gracias.

Aurel Duma

Presidente del Comité Olímpico Rumano

Señor Presidente, señoras y señores: la delegación del Comité Olímpico Rumano está de acuerdo con las propuestas hechas por el CONI sobre el aumento del número de autoridades en los Juegos Olímpicos. Los aumentos sugeridos por el CONI y por el Presidente Onesti justifican la adopción de esta propuesta.

Pero, además de esto, nosotros sugerimos que la asamblea recomiende al Comité Internacional Olímpico lo siguiente: el artículo 35 de los Reglamentos Olímpicos prevé que el número de inscripciones para los Juegos Olímpicos estivales e invernales no supere, para las pruebas individuales, a tres atletas por país, sin reservas. El Comité Olímpico Rumano propone que esta norma sea modificada en el sentido que cada país, para los Juegos Olímpicos estivales e invernales, en las pruebas individuales, pueda inscribir a un máximo de dos atletas, sin reservas.

La reducción en el número de atletas, de tres a dos para cada país, y para las pruebas individuales, ofrecería a los atletas, de muchas naciones, la posibilidad de calificarse para las finales de dichas pruebas. Esto sería un estímulo, y suscitaría el interés hacia una preparación mejor y para participar con más pasión en los Juegos Olímpicos.

Gracias.

PRESIDENTE: El representante de España, el señor Samaranch, tiene el deseo de hacer dos propuestas, que propone a la atención de ustedes. Por favor, señor Samaranch, le agradecería que las expusiera personalmente.

Juan Antonio Samaranch

Vicepresidente del Comité Olímpico Español

Señor Presidente: Si me permite, presentaré las dos propuestas del Comité Olímpico Español cuando termine la discusión sobre este punto concreto. Y ahora quiero referirme a este punto, o sea al número de acompañantes, y al aumento de informadores. En cuanto al número de acompañantes, el Comité Olímpico Español ha estudiado con mucha atención la propuesta del CONI, y cree que es necesario aprobarla. Y en este sentido, yo puedo decir en nombre del Comité Olímpico Español que la posición de España no es parcial ni mucho menos, ya que no puede considerarse un país, ahora, por lo menos, con una gran comitiva o potencia, ni económica ni deportiva. Pero creemos nosotros que los atletas deben ir lo mejor apoyados posible.

Además que, como lo ha dicho muy bien el Presidente del CONI, señor Onesti, esto es completamente voluntario, no es obligatorio. Y no implica un gasto más grande para los países que no quieren llevar más acompañantes.

En cuanto al aumento de personal periodista, de la radio y de la televisión, me parece muy natural que se requiera esto; ya que hoy día, como ha dicho muy bien el señor Onesti, el número de personas que pueden presenciar los Juegos es muy limitado. En cambio, en todo el mundo hay millones de personas que esperan noticias, lo más pronto posible, sobre las Olimpiadas.

Muchas gracias.

Jean Claude Ganga

Secretario General del Comité Olímpico del Congo Brazzaville

Le agradezco, señor Presidente. Los Juegos Olímpicos en nuestro siglo son un acontecimiento grandioso, porque ofrecen a decenas de millares de jóvenes de todo el mundo la ocasión de encontrarse. Estamos discutiendo un punto crucial, un punto importante para el éxito del ideal olímpico.

En lo que se refiere a nosotros, estamos sorprendidos, asombrados, por la importancia que están obteniendo, de año en año, los Juegos Olímpicos. Estamos completamente de acuerdo sobre las propuestas que nos han sido presentadas, porque el atleta debe ser asistido, y precisa todos los cuidados que merece. Pero creo que sea necesario también tener en cuenta este principio: los Juegos Olímpicos no deben ser una especie de industria, reservada únicamente a las grandes potencias.

También es importante pensar en la posibilidad que estos Juegos sean organizados por países pequeños. Para nosotros, en Africa, sería realmente difícil encontrar un país capaz de organizar Juegos con 20.000 participantes y 13.000 acompañantes. En nuestra calidad de Asamblea de Comités Nacionales Olímpicos, debemos estudiar la posibilidad de ayudar de la mejor manera posible a los atletas que participan en los Juegos, pero tampoco debemos perder de vista el hecho que los Juegos Olímpicos son algo que pertenece al mundo entero. Pertenecen a los grandes países así como a los pequeños países. Y es necesario que los pequeños países también encuentren la manera de organizar Olimpiadas.

Para nosotros es realmente difícil unirnos a la propuesta de aumentar el número de atletas, de periodistas, de autoridades, etc... porque opinamos que los Juegos Olímpicos deben quedar también al alcance de los países pequeños.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Si ninguno de ustedes, señores, desea tomar la palabra sobre este argumento, ruego vivamente a los representantes de Comités Olímpicos de autoridad mucho mayor, de tradiciones y poder mucho mayores que los nuestros, que, en base a su experiencia, nos expresen sugerencias, opiniones, que someteremos a la Asamblea durante el día de mañana.

Antes de concluir la reunión de esta tarde, para volver a vernos mañana por la mañana, los representantes de España y de Portugal piden venia para presentar algunas recomendaciones a la Asamblea, recomendaciones de las que hablarán ellos personalmente.

Cedo la palabra al representante de España, el señor Samaranch.

по-русски

Propuestas de los C.N.O. de España y Portugal, no incluidas en el orden del día

Juan Antonio Samaranch

Vicepresidente del Comité Olímpico Español

Señor Presidente, colegas: las propuestas de España, que son dos, quizás sean un poco extensas para someterlas a su lectura en estos momentos; o sea, en favor de todos ustedes, las voy a concretar.

Lo que busca España al someter estas propuestas aquí, es que puedan presentarse en la reunión que tendremos con el C.I.O. el día cuatro en Madrid, en una manera conjunta y con el apoyo de todos. La primera se trata del número de atletas que se pueden inscribir en los Juegos Olímpicos. Nosotros nos hemos visto sorprendidos cuando, últimamente, se ha visto aumentado el número de atletas a tres, en las especialidades de atletismo y natación.

Nosotros creemos que, habiendo unos Juegos Olímpicos, que no son unos campeonatos del mundo, este número, de tres debería reducirse a uno. Pero como creemos que esta reducción es muy drástica y muy fuerte, la proposición de España es que en los próximos Juegos Olímpicos, y en los de Méjico no podrá ser, pero en los del año 1972, en las pruebas de atletismo y natación, se reduzca el número de atletas de tres a dos. Esta es, señores, la primera propuesta de España, y creo que va en favor del mayor número de las naciones que integran el movimiento olímpico.

Y ahora permítanme que pase a la segunda propuesta de mi país al C.I.O. Se trata de que muchos atletas van a los Juegos Olímpicos con grandes ilusiones, y vienen luego desilusionados ya que se han visto sobrepasados por atletas con un poderío mucho mayor, que les permite su mejor preparación. La propuesta de España es que los atletas que asistan a unos Juegos Olímpicos y en estos Juegos por lo menos logren las marcas mínimas que las Federaciones Internacionales piden para que puedan inscribirse, que estos atletas reciban por lo menos un diploma. Un diploma de haber conseguido la marca mínima en estos deportes.

Estas son las dos propuestas de España, propuestas que serán sometidas en Madrid. Lo que nosotros desearíamos es que estas propuestas fuesen incluídas en el orden del día preparado por el CONI, para poder ser presentadas conjuntamente.

Mañana por la mañana repartiremos, y espero conocer el parecer de ustedes sobre esto.

Muchas gracias.

PRESIDENTE: He escuchado con atención las propuestas del señor Samaranch, en nombre de España. Evidentemente, la primera es de competencia esclusiva de las Federaciones Internacionales: de todos modos, si ustedes están de acuerdo, podremos presentarla en Madrid.

En cuanto a la segunda, se trata de una recomendación, que podríamos llamar romántica, y sobre la cual estoy totalmente de acuerdo con la opinión del representante de España. ¡Cuántos atletas han sacrificado largos años de su juventud, con la esperanza de obtener un resultado en las Olimpiadas! Que por lo menos les quede un recuerdo. En general, el recuerdo es dejado a los primeros, a los que obtienen los mejores resultados. Pero demos también a los demás un certificado de mérito: cuesta poco, y da al atleta un incentivo para hacer buena propaganda a su actividad.

Cedo la palabra ahora al representante de Portugal, a quien ruego que ilustre su propuesta.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Miembro del Comité Olímpico Portugués

Señor Presidente, señores congresistas: en nombre del Comité Olímpico Portugués, deseo proponer una idea para presentar al estudio de la Comisión Ejecutiva del C.I.O. Se trata de una propuesta que nosotros, los portugueses, opinamos puede ser útil. No deseo hablar demasiado, pero quisiera decirles que esta propuesta, considerando que Portugal es un país pequeño, y que ciertamente no podrá organizar Juegos Olímpicos, no nos concierne directamente. Quizás, se trate más de una sugerencia que les agradecería si ustedes la aceptaran como recomendación para el C.I.O. Paso a leerla:

« Viendo la imposibilidad de satisfacer a todas las Federaciones Internacionales, que querrían ver a todos sus deportes incluídos en el programa de los Juegos Olímpicos, sea a causa del excesivo número de participantes, incompatible con las pequeñas ciudades, como a causa de las dificultades que presentaría llevar a su término un programa demasiado intenso en el tiempo establecido, que, por otra parte, no sería aconsejable prolongar, y al mismo tiempo, puesto que se debería hacer todo lo posible para satisfacer los deseos y las preferencias de los países organizadores y de los del continente al que pertenece, se propone la siguiente fórmula, que armonizaría mejor, con su elasticidad, a los deportes más dignos de ser considerados obligatorios, fijando su número en diez, y dejando a los otros deportes facultativos, en número de doce ».

Naturalmente, la selección entre deportes obligatorios y deportes facultativos es totalmente personal, y por lo tanto podrá ser variada.

Se trata más que nada de un ejemplo. Para dar un caso, yo quisiera que el pentathlon moderno quedara entre los deportes obligatorios: pero se trata sólo de una indicación que doy yo para que sea sometida al C.I.O.

El criterio para designar a los deportes obligatorios deberá plantearse sobre los siguientes motivos:

1) tradición olímpica; 2) calidades intrínsicas; 3) universalidad de la práctica de ese deporte en el mundo; 4) carácter de individualidad como punto negativo. Habrá que tener en cuenta, además, la contaminación profesional.

Además, deseo agregar una breve explicación. En lo que se refiere a esta propuesta, opinamos que podrá ser de gran utilidad para el país organizador, particularmente en el caso que se tratare de un país pequeño: además de los deportes que considere obligatorios el CIO, éste deberá elegir de 5 a 8 deportes facultativos, o a todos, si lo considerare oportuno. Es decir, que tendríamos la posibilidad, para el país organizador, de elegir entre los deportes facultativos los que creerá ser más favorables.

Gracias.

PRESIDENTE: Perdóneme, señor representante de Portugal. Usted me permitirá que señale, puesto que este argumento no está en el orden de día, que es algo muy difícil hacer una reducción tan drástica de los Juegos, pidiendo que sea aprobada en sede de Asamblea. Por consiguiente, transmitiremos esta recomendación en Madrid, para que la examine el Comité Internacional Olímpico.

Aprovecho de esta ocasión para invitarles a todos a concebir a los Juegos Olímpicos de manera más espontánea, menos colosal. Aún tenemos en la memoria y frente a nuestros ojos la maravillosa organización de las Olimpiadas de Tokio: maravillosa, y al mismo tiempo sencilla. He tenido el honor de participar en las Olimpiadas de Londres, de Hensinki, y de Melbourne: también éstas fueron Olimpiadas excelentes. Ningún país, grande o pequeño que sea, debe asustarse. Si el país organizador sabrá volver a dar a las Olimpiadas las dimensiones de un hecho exquisitamente deportivo, encontrará en todos nosotros una afectuosa comprensión y colaboración.

Ha pedido la palabra el representante de Malta.

Quinto argumento: Aumento en el número de acompañantes *(cont.)*

Alfred P. Briffa

Presidente del Comité Olímpico de Malta

Señor Presidente, señoras y señores: quisiera volver a la cuestión del número de los acompañantes, y de su aumento. Espero no llegar demasiado tarde. He escuchado a los delegados de [illegible] países menores, que afirmaban que este aumento no interesa a los pequeños países. Temo no estar de acuerdo con ellos, porque, por mi experiencia de Juegos precedentes, he llegado a [illegible]

clusión que es necesario tener el número requerido de acompañantes, aun si el equipo no es numeroso. A veces, los grupos de atletas están alojados a kilómetros de distancia el uno del otro, y no se puede tener un equipo eficiente si no se tiene un número suficiente de acompañantes. Equipos eficientes equivale a Juegos eficientes: así que, sin acompañantes, los Juegos serían un fracaso.

Gracias.

PRESIDENTE: Señores Presidentes, antes de levantar la sesión, permítanme no sólo que les agradezca, pero también que les felicite calurosamente por la inteligencia de las intervenciones y por haber sido tan sintéticos, lo que ha contribuido a un desarrollo eficaz de nuestros trabajos.

Ruego a los que desean colaborar en la integración de las resoluciones propuestas para el punto 4 y sobre el informe 5, que se queden aquí por algunos minutos, o que vengan mañana por la mañana antes de la reunión de las 9:30.

Gracias, señores.

Se levanta la Sesión a las 18:10 hs.

Cuarto Argumento: Juegos Regionales *(cont.)*

PRESIDENTE: Señores Presidentes: personalmente, deseo que nos perdonen por este atraso, sea en mi nombre, como en nombre de la secretaría. Ustedes, todos organizadores, comprenden muy bien las dificultades que presenta concretizar un trabajo.

Las últimas propuestas de variaciones para las dos cuestiones de ayer, « Juegos Regionales », y « Acompañantes », llegaron a la Secretaría hace sólo pocos minutos. Para la coordinación del trabajo, la nueva redacción, y las variaciones, tuvimos que perder bastante tiempo, y por lo tanto les ruego nos perdonen.

Hablemos enseguida de la situación de los Juegos regionales. Les ruego que escuchen con atención la propuesta, porque hemos transformado totalmente, siguiendo sus sugerencias, lo que había sido propuesto ayer, tratando, en lo humanamente posible, de adecuarla al mayor número de exigencias. Por lo tanto, la leeré muy lentamente.

« Propuesta de resolución sobre el tema « Juegos Regionales ».

« Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en Convenio en Roma, y habiendo examinado la breve historia de los Juegos territoriales, los locales, y los de agrupación, convienen en que ellos constituyen un importante resorte para el desarrollo del ideal y de la práctica olímpica, y que por lo tanto merecen la máxima atención de parte del Comité Internacional Olímpico, de los Comités Nacionales Olímpicos y de las Federa ciones Deportivas Internacionales. Expresan sus votos para que su reglamentación sea estudiada más profundamente aún por el Comité Internacional Olímpico y por las Federaciones Deportivas Internacionales interesadas en ellos. Proponen al Comité Internacional Olímpico las siguientes líneas generales:

1. Para los Juegos que incluyen la denominación de una región geográficamente definida, se deberán invitar a todos los Comités Olímpicos de la región, siempre que éstos respeten plenamente a las leyes olímpicas. Sólo en este caso el Comité Internacional Olímpico y las Federaciones Deportivas Internacionales deberían conceder su patrocinio y su reconocimiento.

2. Para los Juegos que no tienen carácter de agrupación territorial, y que por lo tanto no llevan esta denominación, es posible la invitación libre, por elección de los organizadores, de acuerdo con los límites y las normas de la Federaciones Deportivas Internacionales.

Y en consecuencia, invitan a las Federaciones Deportivas Internacionales a facilitar, de la mejor manera posible, a todos los Juegos de propaganda deportiva, con el único fin de ayudar la realización de encuentros bilaterales o multilaterales, sobre todo en aquellos países donde las organizaciones deportivas necesitan ayuda, consejos, y la mayor comprensión. Una condición fundamental deberá ser que estos encuentros tengan como primero y único fin el desarrollo del ideal olímpico ».

Señores Presidentes, hemos hecho todo lo humanamente posible para responder a sus pedidos. Ahora son ustedes los que deben decirnos si hemos interpretado sus sugerencias de la manera justa.

¿Hay alguna observación sobre esta propuesta de resolución? Entonces, podemos darla por aprobada.

La palabra al representante del Líbano.

Gabriel Gemayel

Presidente del Comité Olímpico Libanés

Señor Presidente, usted ha dicho que en los Juegos regionales deben participar todos los países de una misma región, de acuerdo con los reglamentos del Comité Internacional Olímpico. Yo quisiera sólo agregar « de acuerdo con los reglamentos del Comité Internacional Olímpico, pero, al mismo tiempo, también de acuerdo con los reglamentos establecidos por cada Comité Internacional Regional ».

PRESIDENTE: Señor Presidente: cuando decimos « dentro del pleno respeto de las Reglas Olímpicas », el término lo incluye todo; de todos modos, bajo su pedido, ésta será la interpretación que daremos a nuestra exposición. La palabra a Israel.

H. Glovinsky

Secretario General Honorario del Comité Olímpico Israelita

Señor Presidente, señoras y señores: el Presidente ha sido muy amable en informarnos que la resolución sobre el tema « Juegos Regionales » ha sido vuelta a redactar, y ha sido formulada de manera distinta. Con todo el respeto debido, quisiera recordar al Presidente que, antes de aprobar una resolución de tanta importancia, deberíamos poder tenerla escrita aquí, frente a nosotros. En efecto, es muy difícil escuchar, a través de una traducción, la resolución sobre un argumento de la importancia de los Juegos Regionales. Por lo tanto, quisiera rogarles que pasaran la discusión o la aprobación de la resolución al momento en que tendremos una exposición escrita y registrada sobre cinta, de manera de poder estudiarla y examinarla a fondo y atentamente.

Gracias.

PRESIDENTE: Señor Presidente, si usted me lo permite, la resolución será leída nuevamente en inglés por el doctor Martucci, que ustedes conocen bien. Por lo tanto, puedo tranquilizar al representante del Comité Olímpico de Israel; cuando el texto habrá sido vuelto a leer, presumo que estará satisfecho.

El doctor MARTUCCI lee el texto de la resolución en inglés.

PRESIDENTE: Espero no haber pecado de presunción si he pensado que usted habría encontrado satisfacción, señor Presidente del Comité Olímpico de Israel, al escuchar nuevamente el texto. Cedo la palabra al señor representante de los Países Bajos.

C. L. Kerdel

Vicepresidente del Comité Olímpico de los Países Bajos

Señor Presidente, señoras y señores: en nombre de la delegación holandesa, deseo apoyar la propuesta del representante de Israel. Reputamos indispensable tener frente a nosotros al texto escrito de la resolución. Hasta ahora, siempre hemos tenido escritas, y sobre nuestra mesa, a todas las propuestas de resolución, y opinamos que es necesario, de acuerdo con el representante de Israel, tener el texto frente a nosotros exactamente como ha sido redactado.

Gracias.

PRESIDENTE: Aceptamos sin más su sugerencia. Hemos leído el texto sólamente por encontrarnos frente a la material imposibilidad de redactarlo. Pasaremos ahora la resolución a nuestras oficinas, y dentro de poco podrá estar a disposición de todos ustedes, como lo hicimos con los otros textos de las deliberaciones.

Entonces, prosigamos: volveremos sobre este argumento apenas tendrán al texto en sus manos, en los varios idiomas.

Quinto argumento: Aumento en el número de los acompañantes *(cont.)*

Señores Presidentes, el penúltimo punto se presenta mucho más sencillo: propuesta para aumentar el número de los acompañantes oficiales, para tener la facultad de aumentar el número de los acompañantes.

Hemos colectado y aceptado todas las sugerencias que nos han sido propuestas. Las ha recogido personalmente el doctor Garroni, y puesto que él mismo ha tomado los apuntes, se los va a comunicar inmediatamente.

GARRONI: Señores Presidentes: sin volver a leer todo el texto que ustedes poseen, me permitiré exponer sólamente lo que hemos agregado y variado.

En la primera página del informe se agrega una propuesta sueca, que dice: « o además una autoridad para cada uno de los deportes en los que se inscribe un Comité Olímpico para los Juegos Olímpicos ». Otra propuesta dice: « además una autoridad, femenina, para cada deporte femenino al que se inscriba un Comité Olímpico ».

En la segunda página, en la que hablamos del personal de servicio para las embarcaciones, se agrega, « además de un hombre para la canoa y un hombre para el remo, también un hombre para el yatching; pero, entre los tres deportes, no más de dos personas; y además, una persona más para el transporte de los caballos ».

El Comité Olímpico del Japón recomienda un aumento en el número de los médicos. El aumento en el número de médicos ya ha sido incluído en el texto que les hemos presentado. Las explicaciones sobre el aumento en el número de médicos serán agregadas en el punto que ustedes ya conocen, para ilustrar y completar la propuesta japonesa.

Gracias.

PRESIDENTE: Señores Presidentes, puesto que hemos acogido todas las modificaciones que nos han sido propuestas, creo que sobre este punto nos encontramos todos de acuerdo. Entonces, volveremos a nuestras discusiones apenas estarán listos los textos sobre los Juegos regionales.

Sexto argumento: Desarrollo conjunto de los C.N.O.

Estoy aquí para hacerles una propuesta relativa el último punto del orden del día: « Desarrollo conjunto de los Comités Nacionales Olímpicos ». La propuesta proviene de los representantes de los Comités Olímpicos de varias naciones: habiendo tenido entre sus manos ya el informe, que es bastante largo, opinan que sea pleonástico volverlo a leer, y querrían pasar inmediatamente a su discusión. Esta es, por lo tanto, la propuesta que les presento: si lo desean así, puedo volver a leerles las siete páginas del informe. Si no, podremos pasar enseguida a la discusión, puesto que ya numerosos oradores que se han inscrito para discutir sobre este problema.

¿Hay alguien que se oponga a la discusión inmediata? Entonces, gracias, y prosigamos.

Cedo la palabra al primer orador. Hasta el momento, están en lista para hablar los representantes de los Comités Olímpicos de Uganda, de Etiopía, de Kenia, de Polonia, de Israel, de Suecia, de los Países Bajos y de Austria. Son sólo los primeros oradores. Los otros se podrán agregar a la lista.

La palabra queda al representante del Comité Olímpico de Uganda.

H. M. Sunderani

Miembro del Comité Olímpico de Uganda

Señor Presidente, señoras y señores: como miembro del Comité Olímpico de Uganda, deseo felicitarle, señor Presidente, juntamente con el Comité Olímpico Italiano, por haber organizado este histórico convenio, que, creo, tendrá consecuencias sobre la organización actual del C.I.O. La iniciativa de formar una Asociación de Comités Olímpicos Nacionales es una idea espléndida, y tendrá gran influencia sobre la política futura del C.I.O. Aunque la propuesta que se refiere a la proyectada Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales podrá no ser vinculante para el C.I.O., sin duda alguna tendrá una gran importancia. Seguramente el C.I.O. no puede permitirse rechazar a propuestas presentadas por un convenio de representantes de los Comités Olímpicos Nacionales de todo el mundo.

Señor Presidente, señoras y señores, es hora ya que miremos a la realidad. Los Comités Olímpicos Nacionales han cumplido con un trabajo extraordinario para mantener en vida al movimiento olímpico y para conservar encendida a la ardiente antorcha de la filosofía olímpica; no obstante ello, los Comités Olímpicos Nacionales no tienen voz directa dentro del C.I.O. Todos ustedes, señoras y señores, participantes en esta histórica reunión, saben perfectamente que los Comités Olímpicos Nacionales no tienen una influencia directa, o quizás diría mejor, no tienen relaciones lo suficientemente legítimas con el C.I.O. ¿Por qué nosotros no deberíamos seguir el ejemplo de otras organizaciones internacionales, y modificar las relaciones existentes entre el Comité Olímpico Internacional y los Comités Olímpicos Nacionales? Porque, como están ahora las cosas, estamos muy alejados de la realidad. Muchos problemas quedarán sin solución hasta que nosotros no haremos algo para actuar una coordinación práctica con el C.I.O.

Durante el primer día de nuestra conferencia, uno de los oradores dijo que la Carta del C.I.O. es anticuada. Estoy plenamente de acuerdo con él. Los Comités Olímpicos Nacionales no tienen representantes ante el C.I.O., ni pueden influenciar las decisiones que éste tome. La actual Carta del C.I.O. no puede satisfacer las demandas y las aspiraciones de la segunda mitad del siglo veinte. Ha llegado el momento de hacer cambios, de terminar con los contrastes. Hoy, el Comité Olímpico Internacional puede elegir a personas que considere calificadas para ser miembros del mismo, y estas personas representan al C.I.O. en sus países, pero no son delegados de esos países ante el C.I.O. Además, son miembros vitalicios. ¡Vitalicios, señoras y señores! Durante los Juegos de Tokio, durante los Juegos de Brazzaville, dirante los Juegos Arabes, en el Cairo, tuve ocasión de encontrarme con muchos miembros de Comités Olímpicos Nacionales que me manifestaron sus sentimientos de impotencia y de frustración frente a la imposibilidad de tener una voz real en seno al C.I.O. ¿Hasta cuándo durará este estado de cosas? Todos convenimos con que el C.I.O. no puede desarrollar sus funciones sin la colaboración de los Comités Olímpicos Nacionales.

Este es el momento para que esta Asamblea inicie con una acción positiva, dirigida a hacer presión sobre el C.I.O., a fin de inducirlo a cambiar su estatuto, siempre que no se olviden los principios fundamentales del orden olímpico. Por lo tanto, apruebo la formación de la Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales, si bien con algunas variantes. El Comité de Coordinación de los Comités Olímpicos Nacionales, propuesto en el artículo 4 del orden del día, debería componerse de 15 miembros, tres por cada continente, y no por diez miembros sólamente. Deberían ser estos quince miembros del Comité de Coordinación quienes deberían elegir al Presidente y a los dos vicepresidentes. Al mismo tiempo, el C.I.O. debería nombrar a una comisión que estudie la organización actual del Comité Olímpico Internacional, y que luego recomiende la reforma del reglamento del C.I.O.

Gracias, señor Presidente.

Idnekatcheou Tessema

Presidente del Comité Olímpico Etiópico

Señor Presidente, señores delegados: en honor del país que nos hospeda, me permito pronunciar mi alocución, también en nombre de los Comités Olímpicos Africanos, en italiano. En primer lugar, deseo, en nombre del Comité Olímpico Etiópico, hacer nuestras sinceras felicitaciones al CONI, y en particular a su Presidente, el señor Onesti, por el esfuerzo que han cumplido y por la tenacidad demostrada con el fin de concebir y realizar esta magnífica y única reunión de los Comités Nacionales Olímpicos. Ya desde los primeros días de nuestra llegada, presentamos al Presidente y a algunos delegados la propuesta etiópica en lo que se refiere a la creación de la Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos y el proyecto de reglamento que nos había sido enviado. Es nuestra humilde opinión que el nacimiento de esta Asociación es de importancia fundamental, y nos maravilla el sólo pensar que una institución así no haya existido hasta ahora. La Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos será una fuerza tremenda en nuestras manos, y su fundación puede marcar la metamórfosis de la estructura de la organización y administrativa del deporte mundial. He aquí porqué, en esta ocasión única que se nos ofrece, sería tonto y signo de ingratitud hacia los organizadores dejar esta sala sin pasar a la creación de esta asociación.

Para la realización de este proyecto, por lo tanto, nosotros proponemos tres puntos, que presentamos en su orden:

1. Aprobar el principio de la constitución de la Asociación.

2. Adoptar los reglamentos propuestos por el CONI, con las modificaciones a algunos artículos, que presentaremos más adelante.

3. Elección del Presidente y de los once miembros continentales, que, antes del congreso del año próximo deberán elaborar y redactar estatutos y reglamentos más extensos y adecuados a la institución.

Por lo tanto, honestamente debemos admitir que el proyecto presentado a nuestra atención no puede sino tener un carácter provisorio, útil, más que nada, para la creación misma de la Asociación. Y he aquí las modificaciones que proponemos para este estatuto provisorio:

Art. 1. Definir exactamente los fines de la Asociación, y establecer su independencia total frente al Comité Internacional Olímpico, y no empeñarse en los estatutos, por ahora por lo menos, a salvaguardar principios espirituales existentes, porque la asociación debe ser el intérprete de nuestras aspiraciones ante el Comité Internacional Olímpico; además, y en el mismo artículo, la Asociación admite que no puede formular sino propuestas, dejando las decisiones para el C.I.O. Sin embargo, la Asociación, siendo creada para tratar de realizar las aspiraciones de los Comités Nacionales Olímpicos, una vez obtenido el derecho de hacer valer sus propósitos ante el Comité Internacional Olímpico, no debe adoptar, desde la partida, una actitud tan pasiva.

Art. 3. En cambio de considerar a la persona del Presidente como un segundo órgano de la Asociación, creemos que sería más razonable substituirlo por un Colegio, compuesto por el Presidente y los Vicepresidentes.

Art. 4. El reglamento especifica que la Asamblea estará formada por los Presidentes de los Comités Nacionales Olímpicos o por sus delegados. En nuestra opinión, sería mejor que la Asamblea

rio-русски

¿Hay alguien que se oponga a la discusión inmediata? Entonces, gracias, y prosigamos.

Cedo la palabra al primer orador. Hasta el momento, están en lista para hablar los representantes de los Comités Olímpicos de Uganda, de Etiopía, de Kenia, de Polonia, de Israel, de Suecia, de los Países Bajos y de Austria. Son sólo los primeros oradores. Los otros se podrán agregar a la lista.

La palabra queda al representante del Comité Olímpico de Uganda.

H. M. Sunderani

Miembro del Comité Olímpico de Uganda

Señor Presidente, señoras y señores: como miembro del Comité Olímpico de Uganda, deseo felicitarle, señor Presidente, juntamente con el Comité Olímpico Italiano, por haber organizado este histórico convenio, que, creo, tendrá consecuencias sobre la organización actual del C.I.O. La iniciativa de formar una Asociación de Comités Olímpicos Nacionales es una idea espléndida, y tendrá gran influencia sobre la política futura del C.I.O. Aunque la propuesta que se refiere a la proyectada Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales podrá no ser vinculante para el C.I.O., sin duda alguna tendrá una gran importancia. Seguramente el C.I.O. no puede permitirse rechazar a propuestas presentadas por un convenio de representantes de los Comités Olímpicos Nacionales de todo el mundo.

Señor Presidente, señoras y señores, es hora ya que miremos a la realidad. Los Comités Olímpicos Nacionales han cumplido con un trabajo extraordinario para mantener en vida al movimiento olímpico y para conservar encendida a la ardiente antorcha de la filosofía olímpica; no obstante ello, los Comités Olímpicos Nacionales no tienen voz directa dentro del C.I.O. Todos ustedes, señoras y señores, participantes en esta histórica reunión, saben perfectamente que los Comités Olímpicos Nacionales no tienen una influencia directa, o quizás diría mejor, no tienen relaciones lo suficientemente legítimas con el C.I.O. ¿Por qué nosotros no deberíamos seguir el ejemplo de otras organizaciones internacionales, y modificar las relaciones existentes entre el Comité Olímpico Internacional y los Comités Olímpicos Nacionales? Porque, como están ahora las cosas, estamos muy alejados de la realidad. Muchos problemas quedarán sin solución hasta que nosotros no haremos algo para actuar una coordinación práctica con el C.I.O.

Durante el primer día de nuestra conferencia, uno de los oradores dijo que la Carta del C.I.O. es anticuada. Estoy plenamente de acuerdo con él. Los Comités Olímpicos Nacionales no tienen representantes ante el C.I.O., ni pueden influenciar las decisiones que éste tome. La actual Carta del C.I.O. no puede satisfacer las demandas y las aspiraciones de la segunda mitad del siglo veinte. Ha llegado el momento de hacer cambios, de terminar con los contrastes. Hoy, el Comité Olímpico Internacional puede elegir a personas que considere calificadas para ser miembros del mismo, y estas personas representan al C.I.O. en sus países, pero no son delegados de esos países ante el C.I.O. Además, son miembros vitalicios. ¡Vitalicios, señoras y señores! Durante los Juegos de Tokio, durante los Juegos de Brazzaville, dirante los Juegos Arabes, en el Cairo, tuve ocasión de encontrarme con muchos miembros de Comités Olímpicos Nacionales que me manifestaron sus sentimientos de impotencia y de frustración frente a la imposibilidad de tener una voz real en seno al C.I.O. ¿Hasta cuándo durará este estado de cosas? Todos convenimos con que el C.I.O. no puede desarrollar sus funciones sin la colaboración de los Comités Olímpicos Nacionales.

Este es el momento para que esta Asamblea inicie con una acción positiva, dirigida a hacer presión sobre el C.I.O., a fin de inducirlo a cambiar su estatuto, siempre que no se olviden los principios fundamentales del orden olímpico. Por lo tanto, apruebo la formación de la Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales, si bien con algunas variantes. El Comité de Coordinación de los Comités Olímpicos Nacionales, propuesto en el artículo 4 del orden del día, debería componerse de 15 miembros, tres por cada continente, y no por diez miembros sólamente. Deberían ser estos quince miembros del Comité de Coordinación quienes deberían elegir al Presidente y a los dos vicepresidentes. Al mismo tiempo, el C.I.O. debería nombrar a una comisión que estudie la organización actual del Comité Olímpico Internacional, y que luego recomiende la reforma del reglamento del C.I.O.

Gracias, señor Presidente.

Idnekatcheou Tessema

Presidente del Comité Olímpico Etiópico

Señor Presidente, señores delegados: en honor del país que nos hospeda, me permito pronunciar mi alocución, también en nombre de los Comités Olímpicos Africanos, en italiano. En primer lugar, deseo, en nombre del Comité Olímpico Etiópico, hacer nuestras sinceras felicitaciones al CONI, y en particular a su Presidente, el señor Onesti, por el esfuerzo que han cumplido y por la tenacidad demostrada con el fin de concebir y realizar esta magnífica y única reunión de los Comités Nacionales Olímpicos. Ya desde los primeros días de nuestra llegada, presentamos al Presidente y a algunos delegados la propuesta etiópica en lo que se refiere a la creación de la Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos y el proyecto de reglamento que nos había sido enviado. Es nuestra humilde opinión que el nacimiento de esta Asociación es de importancia fundamental, y nos maravilla el sólo pensar que una institución así no haya existido hasta ahora. La Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos será una fuerza tremenda en nuestras manos, y su fundación puede marcar la metamórfosis de la estructura de la organización y administrativa del deporte mundial. He aquí porqué, en esta ocasión única que se nos ofrece, sería tonto y signo de ingratitud hacia los organizadores dejar esta sala sin pasar a la creación de esta asociación.

Para la realización de este proyecto, por lo tanto, nosotros proponemos tres puntos, que presentamos en su orden:

1. Aprobar el principio de la constitución de la Asociación.

2. Adoptar los reglamentos propuestos por el CONI, con las modificaciones a algunos artículos, que presentaremos más adelante.

3. Elección del Presidente y de los once miembros continentales, que, antes del congreso del año próximo deberán elaborar y redactar estatutos y reglamentos más extensos y adecuados a la institución.

Por lo tanto, honestamente debemos admitir que el proyecto presentado a nuestra atención no puede sino tener un carácter provisorio, útil, más que nada, para la creación misma de la Asociación. Y he aquí las modificaciones que proponemos para este estatuto provisorio:

Art. 1. Definir exactamente los fines de la Asociación, y establecer su independencia total frente al Comité Internacional Olímpico, y no empeñarse en los estatutos, por ahora por lo menos, a salvaguardar principios espirituales existentes, porque la asociación debe ser el intérprete de nuestras aspiraciones ante el Comité Internacional Olímpico; además, y en el mismo artículo, la Asociación admite que no puede formular sino propuestas, dejando las decisiones para el C.I.O. Sin embargo, la Asociación, siendo creada para tratar de realizar las aspiraciones de los Comités Nacionales Olímpicos, una vez obtenido el derecho de hacer valer sus propósitos ante el Comité Internacional Olímpico, no debe adoptar, desde la partida, una actitud tan pasiva.

Art. 3. En cambio de considerar a la persona del Presidente como un segundo órgano de la Asociación, creemos que sería más razonable substituirlo por un Colegio, compuesto por el Presidente y los Vicepresidentes.

Art. 4. El reglamento especifica que la Asamblea estará formada por los Presidentes de los Comités Nacionales Olímpicos o por sus delegados. En nuestra opinión, sería mejor que la Asamblea

estuviera compuesta por los delegados de los Comités Nacionales Olímpicos, sin especificar que se deba tratar del Presidente; hay que dejar que los Comités Nacionales Olímpicos tengan la libertad de elegir a sus delegados, con la recomendación que los Comités Nacionales Olímpicos se hagan representar por personas que posiblemente no pertenezcan al Comité Internacional Olímpico. Porque éstos, ya reconocidos emba jadores del Comité Internacional Olímpico ante los Comités Nacionales Olímpicos, no podrían ser al mismo tiempo intérpretes convencidos de las demandas de los Comités Nacionales Olímpicos ante el C.I.O.

Siempre en el art. 4, para los miembros del Comité de Coordinación, nosotros proponemos a tres miembros por cada continente, elegidos por los delegados de cada continente presentes en la reunión. Durante su primera sesión, el Comité de Coordinación eligirá por voto secreto al Presidente y a los dos vicepresidentes entre los miembros continentales. De esta manera, un continente no podrá contar con más de tres miembros, mientras que, si se adoptara la propuesta del CONI, un continente tendría la posibilidad matemática de contar con cinco miembros, lo que sería un poco demasiado.

Además, en vez de renovar a todo el Comité una vez cada cuatro años, sería aconsejable hacer una renovación parcial cada dos años, de la mitad de los miembros, para asegurar que haya continuidad en los trabajos, y de manera que los nuevos elegidos puedan beneficiar de la experiencia de los miembros ancianos que quedarán en su cargo. El Presidente y los dos vicepresidentes no deberían pertenecer al mismo continente, y los dos vicepresidentes deberían pertenecer a dos continentes distintos.

Art. 5. El reglamento propuesto acuerda al presidente el poder de convocar a la Asamblea de acuerdo con su discreción. Nosotros proponemos que el texto sea modificado de la manera siguiente:

« El Presidente podrá convocar a la Asamblea cuando, habiendo consultado, por carta certificada, a la mayoría de los miembros del Comité de Coordinación, no haya recibido oposición en los quince días siguientes a la notificación », porque sería algo fuera de lo común y un poco arriesgado dar al presidente únicamente el poder de convocar a una Asamblea extraordinaria, sin siquiera consultar a sus colaboradores más próximos.

El mismo artículo prevé que, en caso de dimisiones o de impedimento del Presidente, la sucesiva Asamblea deberá proceder a la renovación total del Comité de Coordinación. Proponemos que, en caso de defección del Presidente, el más anciano de los Vicepresidentes asegure el interim hasta el siguiente congreso, que elgirá a un nuevo presidente, y únicamente al presidente.

En el Art. 7, habrá que agregar: « dos miembros del mismo Comité Nacional Olímpico no pueden formar parte del Comité de Coordinación », y « un sólo miembro del Comité Internacional Olímpico podrá formar parte del Comité de Coordinación », porque opinamos que una presencia maciza de miembros del Comité Internacional Olímpico en la Asociación detendría a todas las iniciativas no concordes con las ideas del C.I.O. Si no fuera por el temor de perder la obra de hombres competentes como el actual presidente de la reunión, habríamos dicho que los miembros del C.I.O. no deberían absolutamente ser admitidos.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Señor Presidente del Comité Olímpico de Etiopía, estimado amigo mío, le agradezco por su profundo estudio sobre el argumento. Pero, y en particular, deseo agradecerle por una acción que ciertamente toda la Asamblea ha podido percibir: es decir, que el Presidente del Comité Olímpico de Etiopía, si bien conozca cuatro idiomas, ha elegido el idioma italiano para exponer sus ideas. Se lo agradezco mucho.

Sin pasar a comentar sobre el mérito de sus demandas, sin embargo, me permito rogar a los señores oradores que seguirán que limiten sus intervenciones a declarar si están en favor o no de la composición de la Asociación. Me doy perfectamente cuenta que, con infinito sentido de la delicadeza, el representante del Comité Olímpico de Etiopía ha preferido hacer un discurso completo para no volver a hablar del argumento. No se preocupen: se trata de un argumento muy delicado, y es bien conocer bien a fondo sus ideas; pero comencemos ahora por discutir si deseamos o no que surja esta Asociación.

En un segundo momento, los oradores volverán a inscribirse, pero sólo si esta asociación deberá surgir, para discutir sobre la terminología y los conceptos en base a los que la misma deberá ser constituida. Gracias, señor Presidente. Cedo la palabra al representante olímpico de Kenia.

Harbans Singh

Miembro del Comité Olímpico de Kenia

Señor Presidente, deseo expresar al Comité Olímpico Italiano mi gratitud por toda la organización. Quisiera agregar unas pocas palabras. Kenia ha examinado muy atentamente el problema en discusión; hemos previsto algunas dificultades físicas, financieras y geográficas. Sin duda, se trata de una buena idea, en la teoría; pero quisiera rogarles que no llegaran a conclusiones precipitadas, porque es necesario ponderarlo bien. Me he sorprendido mucho cuando oí afirmar, por muchos de los que en los años pasados contribuyeron activamente para la elaboración de un estatuto experimental, que este estatuto es ineficaz. Esto significa anular los esfuerzos cumplidos voluntariamente por estas organizaciones. Opino que, si queremos proteger al movimiento olímpico, debemos respetar lo que se ha hecho hasta ahora, y que todo lo que podemos hacer es reformar y perfeccionar, pero no desconocer y destruir lo que ya ha sido hecho. Si nosotros actuamos como fue propuesto ayer, entonces mañana podrán venir otros para destruir lo que hicimos nosotros; elementos políticos, quizás, estarían propensos a esto: pero si debiera haber entre nosotros elementos políticos, entonces creo que la situación sería realmente infeliz.

Nosotros, los africanos, nos reunimos en Brazzaville y discutimos uno de los más importantes problemas, además de uno de los más difíciles. Señor Presidente, este proyecto es muy bueno: pero, ¿cuántos son los países africanos aquí representados? Muy pocos. Mientras que en Africa hay más de 35 estados, y, me duele decirlo, pero no sé si han formulado por escrito sus ideas al respecto. Nosotros de Kenia pensamos que sería oportuno que nos reuniéramos todos para discutir sobre el problema, y para ver cuál podría ser la mejor solución. Habrá sin duda contrastes: ¿quién será el Presidente del Africa? ¿Tendremos a cinco Presidentes? Probablemente, cada país querrá tener a dos representantes. Ahora, si tomamos a treintaicinco países, y si duplicamos este número, llegaremos a tener a setenta representantes del continente africano. Entonces, la Asociación será inmensa, y no conseguirá ningún fin útil. Deseo subrayar que la idea es buena, ninguna duda sobre esto, pero es necesario estudiarla a fondo, y sólo después podremos volver a hablar de ella: siempre que se respete lo que ya se ha hecho.

Señor Presidente, repito que hemos considerado muy atentamente el argumento propuesto, y que hemos llegado a la conclusión que se trata de un punto muy delicado, que requiere un examen mucho más minucioso. Para apoyar esto, existen muchas tesis: según una de éstas, las propuestas implican la posibilidad que la Asociación se convierta en un peligro para el C.I.O. Un resultado de este tipo sería desastroso. Les aconsejaríamos que, por el momento, se dejara de lado el problema, para poder examinar y discutir más a fondo el entero proyecto.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Señor representante del Comité Olímpico de Kenia: le ruego que vuelva a leer con atención las propuestas que hemos hecho. Y, en el caso que hubiera habido un malentendido, estaría bien aclarar todo: nuestra propuesta no era una propuesta de revolución. Nosotros proponemos sólamente, si ustedes creen poderlo aceptar, una asociación provisoria, que tenga un único objetivo: proponer orgánicamente, en nombre de ustedes, modificaciones al Comité Internacional Olímpico. No hay otros fines.

Cedo la palabra al representante de Polonia.

Wlodzimierz Reczek

Presidente del Comité Olímpico Polaco

Señor Presidente, todos estamos profundamente convencidos que esta primera conferencia de los Comités Nacionales Olímpicos será, no sólo un gran éxito, sino también una gran etapa, una etapa importante, para la actividad de los Comités Nacionales Olímpicos.

El Comité Olímpico Polaco siempre ha apoyado la propuesta tendiente a la organización de esta conferencia, porque el papel que deben desarrollar hoy los Comités Nacionales Olímpicos sobre el plano internacional no es proporcionado a las cargas que soportan en favor del desarrollo del movimiento olímpico y de la realización de los Juegos Olímpicos.

Indudablemente, los Comités Nacionales Olímpicos constituyen la base del movimiento olímpico, y dan la mayor y más amplia contribución por la causa del olimpismo en el mundo. Pero, y al mismo tiempo, siempre hemos constatado que la atención que nos era dada sobre el plano internacional, desgraciadamente, la atención acordada a nuestras propuestas y a nuestras sugerencias relativas a los problemas olímpicos, así como también la autoridad de la que podíamos valernos, eran realmente mínimas, para no decir inexistentes. Sin embargo, sería injusto decir que nunca tuvimos ocasión de encontrarnos y de examinar, en parte, por lo menos, las preocupaciones y los problemas que nos afligían. Hasta ahora, sin embargo, nuestros encuentros con el Comité Internacional Olímpico, en línea general, no han llevado a ningún resultado práctico.

Todo esto nos daba la impresión de estar situados al margen del movimiento olímpico internacional: muy a menudo nos parecía que nos trataban un poco como a niños de escuela. La experiencia obtenida en estos últimos años ha demostrado ampliamente, por fin, lo dañina que era esta posición para la existencia misma de los Comités Nacionales Olímpicos, como ha demostrado las lagunas existentes dentro de la actual organización del movimiento olímpico en el campo internacional.

Para que no haya malentendidos, quiero señalar que nosotros deseamos respetar plenamente al Comité Internacional Olímpico, así como a su sabiduría y autoridad, tantas veces demostradas por sus posiciones y sus decisiones. Pero todo este respeto que nosotros demostramos y que deseamos acordar al Comité Internacional Olímpico requiere e implica una reciprocidad, basada sobre una efectiva colaboración, una colaboración seria y de autoridad entre el Comité Internacional Olímpico y los Comités Nacionales Olímpicos.

Nuestro respeto por los ideales olímpicos, nuestra devoción por el movimiento olímpico, y las tareas que debemos desarrollar por ellos, para mantenerlos y desarrollarlos, nos permiten proponer que se establezcan vínculos de concreta colaboración entre el Comité Internacional Olímpico y los Comités Nacionales Olímpicos. Queremos tener probabilidades y posibilidades reales de participar en las discusiones relativas a los problemas del movimiento olímpico, que conciernen los Comités Nacionales Olímpicos. Querríamos poder señalar y discutir seriamente las preocupaciones y las dificultades implicadas en nuestra actividad, proponer sugerencias y proyectos, seguros, no sólamente de que nos escuchen, sino también seguros de que serán tomadas en cuenta durante las deliberaciones y en las decisiones del Comité Internacional Olímpico.

En efecto, queremos que se atribuya a los Comités Nacionales Olímpicos su papel justo, y en este sentido, y con este espíritu, nosotros apoyamos plenamente la idea presentada por nuestros amigos italianos en lo que se refiere a la creación de una Asociación de Comités Nacionales Olímpicos, llamados a colaborar con el Comité Internacional Olímpico. Opinamos que esta propuesta constituirá un notable progreso para la autoridad internacional de los Comités Nacionales Olímpicos, y les permitirá ocupar el papel que les compite en el campo internacional.

Para terminar, estamos de acuerdo con el Presidente Onesti también en lo que se refiere a la composición del Comité de Coordinación. Se trata de un argumento muy delicado, que, en nuestra opinión, requiere un estudio más cuidadoso y a fondo, puesto que — con todo el respeto por los principios democráticos — nosotros creemos, por ejemplo, que la cuestión de atribuir la misma cantidad de puestos a un continente como Australia y a un continente como Europa es bastante dudosa.

Gracias, señor Presidente.

H. Glovinsky

Secretario General Honorario del Comité Olímpico del Israel

Señor Presidente, señoras y señores: lo lamento, pero no puedo contestar «sí», o «no», como nos lo ha sugerido el señor Onesti. No puedo hacerlo, porque aún no veo muy claro qué actitud tomar.

En cuanto a la indispensable evolución del C.I.O., deseo expresar un parecer: dirijámonos a los miembros del Comité Olímpico Internacional, y volvamos a hacerlo en Madrid, para pedirles que emanen nuevas normas. Estas nuevas reglas deberán sancionar el principio que los países miembros de la familia olímpica tienen el derecho de ser nombrados miembros de la organización honoraria del C.I.O.

Comprendo perfectamente bien que es necesario que pase un notable lapso de tiempo: pero no se puede ignorar el derecho de países que participaron en dos, tres o cuatro olimpíadas, a ser miembros activos del C.I.O. Si el C.I.O. aprobará estas normas, los miembros de la familia olímpica se sentirán en posición de igualdad respecto de los miembros de la familia olímpica honoraria. Y si esto será realidad, yo espero que la Asociación, dentro de veinticinco años, ya no tenga razón de existir, puesto que entonces todos los países, y cada uno de ellos, estarán representados por el C.I.O.

Gracias.

Sten Svensson

Secretario General Honorario del Comité Olímpico Sueco

Señor Presidente, señoras y señores: si bien apreciamos muchísimo la iniciativa tomada por Italia, de reunirnos a todos en Roma, y la ardua tarea desenvuelta por el Presidente Onesti y por sus colegas miembros del Comité Italiano, querríamos rogar a la Asamblea que dejara para más tarde la discusión del problema; si así se decidiera, propondríamos que se eligiera a un Comité de Estudios.

Las razones de nuestra petición son las siguientes: ante todo, no recibimos los reglamentos de esta Asociación antes de nuestra llegada a Roma; por consiguiente, no hemos podido examinarlos. En segundo lugar, juzgamos que este proyecto es tan importante que es necesario hacer una evaluación muy cuidadosa, de parte de los Comités Olímpicos Nacionales de cada país. Además, deseo recordar a los señores congresistas las noticias que están circulando sobre la intención de las Federaciones Internacionales de crear una forma de Comité, o de hacer revivir al viejo Bureau existente antes de la guerra, que tenía su sede en París. Si esto sucediera, nos encontraríamos con tres tipos de Comités Olímpicos: el Comité Olímpico Internacional, la Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales, y una forma de asociación de las Federaciones Internacionales. Estamos absolutamente seguros, como lo ha asegurado nuestro Presidente, que la nuestra no quiere ser una organización de revolución o de lucha contra el C.I.O.: de todos modos, existirán tres organizaciones, y nosotros conocemos el presente, pero no sabemos qué sucederá mañana.

Otra de las razones que nos lleva a pedir que se aplace la cuestión deriva del hecho que los Comités Olímpicos de las variadas naciones no son todos del mismo tipo. Aquí en Italia, que es anfitrión, el CONI, es la máxima autoridad deportiva. En otros países, y lo he sabido ayer, es la misma cosa. Por ejemplo, en México, el Comité Olímpico Nacional es la autoridad máxima en la

que se refiere a los problemas internacionales; en Noruega, el Comité Olímpico no es miembro de la Federación, pero coopera estrechamente con la Federación Deportiva Noruega, que es la máxima autoridad deportiva nacional. En otros países — y aquí tenemos el error — hay otros varios tipos de Comités. Algunos de ellos colaboran con la Federación Deportiva; son libres, y eligen a sus propios miembros sin depender de las Federaciones Deportivas Nacionales. Opino que esto indique claramente la poca oportunidad de crear una Asociación de organizaciones tan diferentes entre sí.

Lo repito una vez más: los Comités Olímpicos de Dinamarca, Finlandia, Noruega y Suecia piden de la Asamblea que aplace el argumento para otro momento.

C. L. Kerdel

Vicepresidente del Comité Olímpico de los Países Bajos

Señor Presidente, ante todo deseo agradecerle a usted y al CONI por la enorme mole de trabajo que han desarrollado sobre este punto tan importante. Seré muy breve, después de lo que ha expresado el delegado sueco en nombre de los países escandinavos. La delegación holandesa está de acuerdo en todo lo que dijo el orador precedente.

El hecho es el siguiente: los Comités Olímpicos Nacionales quieren tener mayor influencia sobre el movimiento olímpico, una mayor influencia sobre el C.I.O., justamente con el fin de perfeccionar a todo el movimiento. No creo que todo esto sea tan urgente, después de ochenta años de movimiento olímpico. No deseamos entrar en competencia con el C.I.O. No deseamos sino que se hagan mejoras y perfeccionamientos, que actuemos juntamente con el C.I.O. y con las Federaciones Deportivas. Apoyo de todo corazón la propuesta de nuestros amigos escandinavos, para que aplacemos la composición de una Asociación de Comités Olímpicos Nacionales, y me baso sobre los mismos argumentos presentados por el delegado sueco.

Ante todo, discutamos aquí sobre la cuestión; volvamos a discutirla en Madrid, la semana próxima; volvamos a discutirla después en patria, con nuestros Comités Olímpicos, como dijo nuestro amigo Svensson. Porque habiendo recibido las propuestas sólo el miércoles por la noche, no ha sido posible hablar sobre ellas con los colegas de nuestro Comité.

Gracias, señor Presidente.

Edgar Fried

Secretario General Honorario del Comité Olímpico Austriaco

Estimado Presidente, amigos: tenemos aquí a un punto del orden del día que realmente reviste la máxima importancia para el futuro del movimiento olímpico. En consecuencia, es necesario que reflexionemos muy atentamente sobre él. En primer lugar, deseo que quede muy claro que esta Asociación no debe ser un instrumento de lucha contra el C.I.O. Al contrario; nuestra intención debe ser trabajar juntamente con el C.I.O., y facilitar su tarea dedicada al desarrollo del movimiento olímpico.

¿Permiten que, por un momento, vuelva al pasado? En el pasado, tuvimos pocas y raras reuniones con el C.I.O. y con el Comité Ejecutivo. Muchas veces, los Comités Olímpicos Nacionales no fueron invitados a los convenios del C.I.O. Ultimamente, muchos buenos amigos — entre los que recordaré sólamente al Secretario del Comité Olímpico Suizo — y yo mismo, hemos escrito al Presidente del C.I.O., para recordarle que los Comités Olímpicos Nacionales son las organizaciones más importantes para reforzar al movimiento olímpico. Así, y por fin, se decidió que el Comité Ejecutivo se encontrara con nosotros dos veces. Sucesivamente, nosotros sostuvimos que no era suficiente una reunión cada dos años; ahora estamos preparando el proyecto de una reunión con el Comité Internacional Olímpico una vez por año. Pero hay un hecho importante: la reunión con el Comité Ejecutivo no es suficiente en lo que se refiere al orden del día, porque — y quizás se trate de algo reservado, pero creo poder decirlo — el orden del día del C.I.O. toca a muchos puntos importantes sobre los que nosotros no estamos informados.

Por lo tanto, debemos rogar al Presidente del C.I.O. que nos dé mayores informaciones sobre las actividades de su organización. Sobre todo en el caso en que los Presidentes de los Comités Olímpicos Nacionales no sean miembros del C.I.O. Hay una enorme diferencia, ven ustedes, entre los países que tienen miembros en el C.I.O., que pueden ir a las reuniones del C.I.O., y los países que no los tienen. Por consiguiente, diría que la idea de constituir una organización particular de los Comités Olímpicos Nacionales es muy buena. Pero, si las relaciones con el C.I.O. se vuelven siempre más estrechas — y todos nosotros lo esperamos — el nacimiento de una nueva organización podría revelarse no necesario.

Mi propuesta sería de nombrar a un Comité de Coordinación y Estudios, que estudie la cuestión conjuntamente con los Comités Olímpicos Nacionales y con el C.I.O.; además, querría proponer que pidiéramos al C.I.O. que, el año próximo, convocara un convenio de los Comités Olímpicos Nacionales igual al de hoy; y en esa ocasión podríamos discutir sobre la fundación o no de una Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales.

Gracias, señor Presidente.

Henry Corenthin

Secretario General del Comité Olímpico del Malí

Señor Presidente: seré relativamente breve sobre un problema de tanta importancia, porque me asocio a las opiniones expresadas por los delegados de Kenia, de Etiopía y de Polonia, entre otros, sobre la base del principio presentado por el Comité Olímpico Nacional Italiano. Era hora que los responsables de los Comités Nacionales Olímpicos, tomado plena conciencia de su responsabilidad dentro del movimiento, buscaran una fórmula que les permitiera pensar mejor sobre los problemas olímpicos, y asociarse a las decisiones a tomar para el desarrollo de nuestro movimiento.

Aquí podríamos recordar las reuniones de la Comisión Ejecutiva del C.I.O. con los Comités Nacionales Olímpicos. Desgraciadamente, sin embargo, volvimos de las reuniones a las que asistimos en Baden-Baden y en Tokio con una sensación muy triste, y las recordamos con amargura. Parecería que el C.I.O. quisiera encerrarse en sí mismo y apropiarse de la idea olímpica, como si se tratara de una reserva de caza: los Comités Nacionales Olímpicos albergan la impresión de no estar asociados en los trabajos del Comité Internacional Olímpico, y que su presencia sea pura y simplemente una formalidad. Viceversa, la idea olímpica no puede progresar, en el mundo de hoy, sin el apoyo constante, perseverante e incansable de los Comités Nacionales Olímpicos.

En consecuencia, la reforma del Comité Internacional Olímpico parece ser uno de los deberes más urgentes. Es necesario que nuestra asociación, sin ser ni la imagen ni la copia del C.I.O., pueda actuar con un papel propio, y con sus perspectivas evolutivas, porque nuestras asambleas generales nos permitirán aprovechar de los contactos y recíprocos puntos de vista; y finalmente, nuestras resoluciones, podrán ser estudiadas por el C.I.O., cuya autoridad reconocemos; tanto es así que nuestra asociación vendrá después, como complemento indispensable del Comité Internacional Olímpico.

Por lo tanto, y en apoyo de la propuesta etiópica, resumamos algunos principios:

1. La Asociación debe ser creada.

2. La misma debe representar a los Comités Nacionales Olímpicos y a los continentes a los que pertenecen éstos, porque la solidariedad debe ser real, y es necesario que exista a todo nivel una subdivisión de las responsabilidades entre las zonas continentales.

3. La Asociación deberá incluir a los siguientes órganos: el Presidente, con su colegio limitado, el Comité de Coordinación, y, finalmente, la Asamblea General.

Y para que la acción de nuestra Asociación sea complementaria, y no contraria, a la del C.I.O., proponemos que un número limitado de miembros del C.I.O. esté presente en seno del Comité de coordinación y en todos los órganos de la asociación, incluso el colegio limitado.

Estas son nuestras propuestas: y, después de tantas intervenciones, entre las que tenemos a la de los países escandinavos, nosotros creemos que la Asamblea desee aceptar el principio de la Asociación, e instituir una comisión de estudios, para los estatutos y reglamentos, con el fin de definir el marco de una acción conjunta con el Comité Internacional Olímpico.

Milan Ercegan

Miembro del Comité Olímpico Yugoslavo

Señor Presidente, señores: tenemos frente a nosotros un proyecto, una propuesta concreta. Se trata de una Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos. Aquí, entre nosotros, se habla de una asociación, de una federación de los Comités, y, a fines de crearla, se ha hablado de una conferencia, de un nuevos congreso. Muy probablemente, la mayor parte de las opiniones expresadas aquí no representan exclusivamente a los deseos de los Comités Nacionales. Se han hecho pasos decisivos para que los deseos, las demandas y las propuestas de los Comités Nacionales Olímpicos tengan toda su influencia; y se trata de sugerencias y decisiones definitivas. Hasta ahora, en reuniones similares a ésta, se ha hablado y discutido mucho, pero no se ha llegado a ninguna solución positiva de parte de los que rigen al movimiento olímpico.

Las opiniones en pro y en contra de la creación y de la existencia de estos órganos representativos son variadas. Debemos considerar al problema entre nosotros. ¿Por qué hemos llegado a la idea de una Asociación? ¿Qué fines tendría la Asociación? Ya tenemos al C.I.O., y a sus conferencias con los Comités Nacionales Olímpicos.

Pero debemos preguntarnos si los Comités Nacionales Olímpicos participan en la solución de cualquier problema, y si su opinión tiene alguna influencia sobre las decisiones tomadas: como, por ejemplo, las listadas en el orden del día.

¿Por qué opinamos necesario encontrarnos dos veces en una sóla semana, antes en Roma, y, pocos días después, en Madrid? Está claro: porque nuestra voz es muy débil. Es preciso que busquemos la manera para que, poco a la vez, nuestros deseos y nuestras necesidades sean tomados en consideración y sean satisfechos. Seamos francos: es por esta razón que necesitamos reunirnos, discutir, tratar de encontrar el camino más eficaz para la realización de los deseos de los Comités Nacionales Olímpicos.

El nombre de este camino, no tiene una gran importancia: Federación, Asociación, Conferencia, Congreso de los Comités Nacionales Olímpicos... En nuestra opinión, esta conferencia ya es, de por sí, la asociación propuesta: y no debe ser considerada algo que substituye a las reuniones del Comité Internacional Olímpicos; y, diferentemente de lo que sucede justamente en esas reuniones, no se debe sólo discutir, sin poder decidir.

La Asociación debería garantizar el futuro, y dar a los Comités Nacionales Olímpicos, como miembros de la familia olímpica, el derecho a actuar: éste es el factor indispensable para el desarrollo de la Asociación. Esta es la Conferencia, ésta es la Asociación que deseamos tener. Renovamos nuestras felicitaciones al señor Onesti por esta idea, que servirá como plataforma para la realización de los poderes de los Comités Nacionales Olímpicos en los términos expresados por la petición presentada hace doce años.

Sabemos muy bien que el camino será largo. Sin embargo, me permito decir algunas palabras más sobre esta meta, desafortunadamente muy lejana aún. No deseamos disminuir el rol del C.I.O. en la dirección de los Juegos Olímpicos: pero creemos que es necesario llamar la atención de los interesados sobre el hecho que el movimiento, animado por un número tan grande de organizaciones deportivas nacionales e internacionales, no puede servir a la idea del progreso humano y de la paz sino en el caso que la solución de los problemas esenciales del movimiento mismo sea encontrada con la participación de todos los interesados, de todo el mundo: es decir, el C.I.O., los representantes de las Federaciones Deportivas Internacionales y los Comités Nacionales Olímpicos.

En nuestra opinión, la integración deportiva de los Comités Nacionales Olímpicos se realizará cuando éstos tomen parte en la preparación del programa olímpico, en la elección de la sede para los Juegos.

Para alcanzar el fin que nos proponemos, es preciso ir hacia adelante, durante las reuniones de nuestra Asociación, libre y unidamente, y tener intercambios de opiniones y de experiencias sobre las cuestiones deportivas internacionales que el Comité Internacional Olímpico toma en consideración sobre la base de las doctrinas olímpicas.

Entre los argumentos a afrontar, hay uno que merece ser incluído en el orden del día de la próxima conferencia: los deberes y los derechos de los Comités Nacionales Olímpicos. Además, aquí deberíamos determinar un programa orientativo, concebido en fases progresivas, cuya realización fuere la meta de la lucha que nuestra asociación deberá realizar año tras año. Deberemos hacer todo lo posible para que nuestra asociación encuentre la fuerza necesaria para realizar las posiciones preestablecidas: en ningún caso deberemos contentarnos con las discusiones y las propuestas. Deberemos llegar a conclusiones y soluciones aprobadas por los Comités Nacionales Olímpicos, sobre cuyas espaldas reposa el movimiento olímpico. Naturalmente, estas soluciones deberán ser aceptadas y consideradas justas por el C.I.O. Las soluciones que encontraremos nosotros, en efecto, representarán a la voluntad de la mayoría, es decir, de los que participan sea en los Juegos Olímpicos, sea en el desarrollo del movimiento olímpico internacional como actores principales.

Estas son las razones por las que nosotros debemos crear a una Asociación, que luche para garantizar frente al C.I.O. los poderes y los derechos de los Comités Nacionales Olímpicos, que ya han expresado sus ideas aquí, y que en estos tres días han afrontado numerosos problemas, para encontrarles soluciones definitivas.

Gracias.

Jean Weymann

Secretario General del Comité Olímpico Suizo

Señor Presidente, señoras y señores: el interés de las discusiones demuestra sin duda alguna la necesidad de que exista nuestra Asociación. Absolutamente, debemos hacer el experimento: ¿pero, en qué forma? Este es el problema.

No debemos olvidar que el fin que nosostros perseguimos es reforzar y, sobre todo, equilibrar al movimiento olímpico; hacer oír al Comité Internacional Olímpico no sólo la voz de las Federaciones Internacionales, sino también la voz de los Comités Nacionales Olímpicos, bajo forma concorde y preparada. Para alcanzar este objetivo, claramente debemos tener una organización similar a la de las Federaciones Internacionales.

¿Es necesario ir más allá, de golpe? Este es el interrogante que se nos presenta. En efecto, el proyecto que estamos discutiendo va mucho más allá de los límites de acción de las Federaciones Internacionales. Me parece un poco demasiado pesado para un organismo que se encuentra en sus principios, y que, por el momento, no tiene poderes deliberantes, sino un simple carácter consultivo.

Por otra parte, una organización similar, creada de repente, no haría sino llevar a las Federaciones Internacionales a actuar de la misma manera. Y entonces, correríamos el riesgo de asistir al [illegible] olimpismo, a la constitución de bloques rivales, siempre más inflexibles en sus organizaciones y en sus estatutos. Todo esto pondría en peligro al movimiento mismo.

Considerando estas condiciones, el Comité Olímpico Suizo opina que el entusiasmo inicial debe ser contenido, y no debe llevarnos a perder nuestra lucidez ni nuestro sentido de la realidad. Por lo tanto, proponemos que se actúe por etapas progresivas, y como primera meta debemos tratar de organizarnos, desde este mismo momento, para llegar al mismo nivel de las Federaciones Internacionales: lo que, hasta hoy, para nosotros no había existido.

Decidamos hoy de volver a vernos todos en la ciudad en la que se realizará la próxima reunión de los Comités Nacionales Olímpicos con la Comisión Ejecutiva del C.I.O., y veámonos antes de esa reunión; designemos hoy a un Presidente, que se encargue de organizar nuestra próxima reunión en conexión con la ciudad que nos hospedará, y de determinar el orden del día, después de haber consultado a los Comités Nacionales Olímpicos. Designemos hoy, de acuerdo con la propuesta de nuestros amigos suecos, a un Comité de estudios, encargado de preparar el terreno y el programa para nuestra próxima reunión. Sólamente entonces, podremos examinar si conviene realmente, si realmente entra dentro de los intereses del movimiento olímpico darnos una organización formal y más amplia, con estatutos, comité y secretaría permanente. En cuanto a la presidencia de nuestra próxima sesión, el Comité Olímpico Suizo sería feliz de verla atribuida hoy a aquél que ha dirigido con tanta habilidad y capacidad a nuestras discusiones: el Presidente del Comité Olímpico Nacional Italiano, el señor Onesti. En este sentido, el Comité Olímpico Suizo desea que la Asamblea adopte una decisión.

Gracias.

(*Aplausos*)

K. Sandy Duncan

Secretario General del Comité Olímpico Británico

Señor Presidente, señoras y señores: éste es un problema extremadamente delicado. Nuestros amigos escandinavos y holandeses han declarado que opinan necesario tener más tiempo para estudiar la cuestión: estoy totalmente de acuerdo con ellos. Nuestro amigo suizo ha afirmado que debemos examinar más a fondo y más atentamente la propuesta, y formar un comité de estudios. También esto puede ser necesario. En fin de cuentas, señor Presidente, hemos recibido esta recomendación y este orden del día hace sólo pocos días. Yo, por ejemplo, no me encuentro en las condiciones de expresar un parecer preciso sobre el argumento, hasta que no lo haya examinado el Consejo de mi Comité Olímpico Nacional. Personalmente, lo confieso, no estoy muy convencido que constituir una Asociación de los Comités Olímpicos Nacionales sea una iniciativa actuable, aspiciable, o sabia: pero es un principio de la mayor importancia, y debe ser examinado a fondo.

De todos modos, señor Presidente, muchos Comités Olímpicos Nacionales — y sin duda, el de mi país — consideran que tener relaciones y tratar directamente con el Comité Olímpico Internacional sea un gran privilegio.

Gracias.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Miembro del Comité Olímpico de Portugal

Señor Presidente: en ocasión de una precedente intervención mía, ya le he agradecido a usted y al CONI por todos los esfuerzos hechos: pero después de estas dos o tres sesiones, me doy cuenta aún más del empeño y del valor representados por lo que han hecho. Les ruego que acepten los agradecimientos de la delegación olímpica portuguesa por el excelente trabajo cumplido.

En lo que se refiere a su propuesta, nosotros la aceptamos, en línea general, porque estamos seguros, como se dice expresamente en el artículo primero, de crear una Asociación que tendrá el fin de estrechar los vínculos entre los Comités Nacionales Olímpicos, y esto sin disminuir de manera alguna la autoridad del C.I.O. Pero puesto que he podido constatar, por los aplausos, que la propuesta del delegado suizo ha acogido la mayoría de los votos, yo también me asocio a esta propuesta: estoy totalmente de acuerdo, es decir, y le felicito, por su nombramiento como Presidente del Comité de estudios, y me alegro que este estudio sea hecho por usted y sus colaboradores, de manera que en la próxima reunión, en la misma ciudad donde se reunirá el C.I.O., todos tengamos la posibilidad de examinar atentamente el trabajo que habrán realizado, afrontando más a fondo todos los detalles del estatuto.

Gracias.

Aurel Duma

Presidente del Comité Olímpico Rumano

Señor Presidente, señoras, señores: en nombre del Comité Olímpico Rumano, querría expresar nuestra opinión sobre el papel y la importancia de las tareas cumplidas por los Comités Nacionales Olímpicos en el movimiento olímpico, y deseo aprovechar de esta ocasión para felicitar al Presidente Onesti y al CONI por haber tomado la iniciativa de crear una Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos. Esto representa un paso más hacia adelante para el movimiento olímpico mundial.

En verdad, los Comités Nacionales Olímpicos, por el aporte que ofrecen a la organización de las Olimpiadas, tienen una función vital, indispensable. Su actividad está enteramente dedicada a la defensa y al desarrollo del Movimiento olímpico, a la expansión de la cultura física y del deporte aficionado entre niveles siempre más extensos de las poblaciones; ampliando los horizontes y estrechando vínculos en los ambientes deportivos de todos los países, desenvuelven una tarea preciosa en servicio de la paz universal.

Gracias al desarrollo del deporte en el mundo entero, y gracias a los esfuerzos de los Comités Nacionales Olímpicos, en las Olimpiadas de Tokio participaron atletas de 94 países: mientras que, como se sabe, sólo cinco ediciones antes, los Juegos Olímpicos habían reunido a atletas de 56 o 59 naciones. Sólo los Comités Nacionales Olímpicos tienen la competencia de inscribir a atletas para los Juegos Olímpicos. Su fin es dar un desarrollo al movimiento olímpico y al deporte aficionado, así como hacer respetar los reglamentos del C.I.O. De la misma manera, los Comités Nacionales Olímpicos organizan y controlan a los representantes de sus países en los Juegos olímpicos, y se ocupan de equiparlos, de su transporte, y de su estadía durante los Juegos Olímpicos.

Sin querer mermar de ninguna manera el papel de coordinación y las iniciativas del C.I.O. en la organización de los Juegos Olímpicos, verdaderamente se puede decir que las mayores dificultades y responsabilidades, en su realización, recaen sobre los Comités Nacionales Olímpicos.

Sin embargo, actualmente los Comités Olímpicos, sin los que no se podrían realizar las Olimpíadas, tienen un rol realmente secundario en la dirección del movimiento olímpico. No sólo no tienen derecho al voto, pero ni siquiera se los consulta sobre la elaboración del programa olímpico, sobre la ubicación de la ciudad donde se realizarán los Juegos, o sobre las modificaciones que se hacen en los reglamentos del C.I.O. No son consultados en lo que se refiere a la repartición de los fondos realizados en los Juegos Olímpicos, ni cuando se establecen reglas relativas a los atletas que participan en los Juegos Olímpicos: aficionados, duración de los entrenamientos colegiales, etc.

Esta situación representa un freno notable contra el desarrollo del movimiento olímpico, y una abierta violación de las normas democráticas, que, en nuestra sociedad contemporánea, [illegible] movidas siempre más ampliamente como una necesidad objetiva.

Es imposible no notar que, también respecto de las Federaciones Internacionales, por [illegible]

deportivas, los Comités Nacionales Olímpicos tienen un papel limitado en el movimiento deportivo y olímpico internacional. Todos sabemos que, durante el Congreso de una Federación Internacional, las Federaciones Nacionales tienen el derecho ilimitado de expresar sus opiniones y de decidir por voto la política y la actividad de la Federación Internacional, además de los problemas de cada deporte individual.

Estimados colegas: yo creo que todos ustedes están de acuerdo conmigo, por lo que se refiere a los reglamentos y a las relaciones entre el C.I.O. y los Comités Nacionales Olímpicos, que los determinados hace algunas decenas de años ya no corresponden a la situación actual, considerando el desarrollo deportivo de hoy día y que hay 118 países interesados en los Juegos Olímpicos.

Una de las condiciones esenciales para el mejoramiento de los Juegos y para el respeto de los principios del movimiento olímpico, y esto ahora es evidente, es cambiar y perfeccionar radicalmente las bases de colaboración entre el C.I.O. y los Comités Nacionales Olímpicos. He aquí porqué estamos de acuerdo sobre la constitución de una asociación de los Comités Nacionales Olímpicos, que se proponga luchar para reforzar el papel de los Comités Nacionales Olímpicos en el movimiento Olímpico mundial. También estamos de acuerdo con la idea de formar un Comité de Coordinación de la asociación, que tome las tareas y las atribuciones mencionadas, bajo la guía de nuestro colega el señor Onesti. Pero también queremos proponer que, en una próxima reunión, se adopte una resolución de acuerdo con la que se recomiende al C.I.O. que anote en el orden del día de su primera sesión la modificación de la Carta, en el sentido de reconocer el rol importante de los Comités Nacionales Olímpicos respecto del movimiento olímpico, y de cambiar las actuales relaciones entre la Oficina y los Comités Nacionales Olímpicos, relaciones que, nos parece, no concuerdan con los principios que deben ser respetados hoy en todas las relaciones internacionales.

Es innegable que, si el C.I.O. escuchara a los Comités Nacionales Olímpicos cuando se trate de resolver problemas relativos al movimiento olímpico, el hecho se resolvería en una ventaja para el movimiento olímpico mismo.

Ante todo, esto puede ser obtenido con un común acuerdo entre el C.I.O. y los Comités Nacionales Olímpicos sobre la elección de la ciudad organizadora de los Juegos. Además, para resolver los problemas más importantes, sería justo que el C.I.O. fundara a una Comisión en la que deberían figurar sea miembros del C.I.O. como responsables de los Comités Nacionales Olímpicos. Las tareas de esta Comisión serían las siguientes: estudiar los problemas respectivos, colectar las opiniones, y elaborar los varios puntos de vista a presentar al C.I.O. y a los Comités Nacionales Olímpicos.

Teniendo en cuenta las numerosas propuestas hechas en esta reunión, referentes al estatuto de la Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos, y a los problemas que se oponen a la realización del nuevo organismo, nos asociamos a las propuestas hechas aquí por otros colegas, y nosotros también proponemos que se cree una comisión formada por cinco a siete representantes de los Comités Nacionales Olímpicos de los variados países. Esta Comisión, tomando en consideración las discusiones que se han desarrollado en nuestra reunión hoy, volverá a estudiar el proyecto de estatuto de la Asociación, y comunicará su fórmula a todos los Comités Nacionales Olímpicos, para permitirle que la examinen con profunda atención. Sucesivamente, podrá acoger sus sugerencias, que deberán a continuación ser aprobadas, o no; perfeccionado de esta manera, el estatuto podrá ser discutido durante nuestra próxima reunión.

De este modo, con la contribución de todos los Comités Nacionales Olímpicos, conseguiremos posar bases realmente sólidas, sobre las que podremos trabajar durante la próxima reunión de los Comités Nacionales Olímpicos.

Espero que nuestras propuestas sean interpretadas como la expresión de nuestro sincero deseo de contribuir para reforzar el movimiento olímpico.

Gracias.

Juan Antonio Samaranch

Vicepresidente del Comité Olímpico Español

Señor Presidente, señores: voy a procurar que la opinión del Comité Olímpico Español sea lo más breve posible. En principio, estamos de acuerdo con la idea de la creación de esta Asociación de Comités Olímpicos Nacionales. Esto puede hacer un gran bien para el deporte, y particularmente si estas reuniones se realizarán periódicamente, lo que ayudará mucho para la solución de nuestros problemas.

PRESIDENTE: Señores, quizás sea aconsejable concedernos un momento de pausa. Si no les molesta, derengámonos por un cuarto de hora, para tomar un café todos juntos.

(*Suspensión de 15 minutos*)

PRESIDENTE: Señores Presidentes, renuevo mis excusas por el atraso. De todos modos, les puedo asegurar que no hemos perdido nuestro tiempo, y pienso que el trabajo de coordinación que hemos cumplido hablando con muchos de ustedes facilitará los trabajos del convenio sobre el último punto, espero con plena satisfacción de parte de todos.

Cuarto argumento: Juegos Regionales *(cont.)*

Antes de pasar nuevamente la palabra al señor Samaranch, representante del Comité Olímpico Español, ahora que tienen entre sus manos al texto de la deliberación para los Juegos Regionales, paso a leerla:

«Los Comités Nacionales Olímpicos, reunidos en convenio en Roma, y habiendo examinado la breve historia de los Juegos Regionales, territoriales o locales o de agrupación, convienen en que los mismos constituyen un importante fomento para el derecho, el ideal y la práctica olímpica, y por consiguiente merecen la mayor atención de parte del Comité Internacional Olímpico, de los Comités Olímpicos Nacionales y de las Federaciones Deportivas Internacionales. Auspician que su reglamentación sea estudiada aún más a fondo por el Comité Internacional Olímpico y por las Federaciones Deportivas Internacionales interesadas en ellos. Proponen al Comité Internacional Olímpico las siguientes direcciones de máxima:

1. En los Juegos que incluyen la denominación de una región geográficamente definida, deben ser invitados todos los Comités Olímpicos de la región, siempre que respeten plenamente las reglas olímpicas. Sólo en ese caso el Comité Internacional Olímpico y las Federaciones Deportivas Internacionales deberían conceder su patrocinio y su reconocimiento.

2. En los Juegos que no tienen el carácter de agrupación territorial, y que por lo tanto no llevan ese nombre, es posible la invitación libre, a elección de los organizadores, de acuerdo con los límites y las normas de las Federaciones Deportivas Internacionales.

Sexto argumento: Desarrollo conjunto de los C.N.O. *(cont.)*

En consecuencia, invitan a las Federaciones Deportivas Internacionales que faciliten de la mejor manera posible estos Juegos de propaganda deportiva, con el único fin de ayudar la realización de encuentros bilaterales o multilaterales, sobre todo en aquellos países donde las organizaciones deportivas necesitan ayuda, consejos y de la máxima comprensión.

ио-русски

Una condición fundamental deberá ser que estos encuentros tengan como primero y único fin el desarrollo del ideal olímpico ».

Creo que hemos interpretado los deseos de todos: por lo tanto, podemos volver a nuestra discusión sobre el último punto del orden del día.

Señores Presidentes: muy amablemente, me han nombrado Presidente de esta Asamblea. No me falta tanto la autocrítica para no haberme dado cuenta de haberme portado como no es mi costumbre: a veces he sido un poco duro, y en algunos casos he forzado los tiempos, para llegar a conclusiones rápidas. Lo lamento sinceramente. Pero no perdamos de vista nuestro objetivo fundamental: todo el mundo deportivo nos observa, y quizás no sólamente el deportivo, y nosotros tenemos el deber de llegar a conclusiones. Al respecto, antes de volver a la discusión sobre el texto del último punto del orden del día, les agradezco profundamente por su colaboración, por las inteligentes observaciones, y por la benévola tolerancia que me han demostrado.

La palabra queda al representante de España, el señor Samaranch, a quien renuevo mis excusas, en nombre de la señorita encargada de la traducción, por haber interrumpido sus palabras. Por favor, señor Samaranch...

Juan Antonio Samaranch

Vicepresidente del Comité Olímpico Español

Señor Presidente, señores delegados: muy brevemente voy a exponer la opinión del Comité Olímpico Español. Esta opinión es favorable en principio a la constitución de la Asociación de Comités Olímpicos Nacionales. Creemos que puede hacer un gran bien al deporte en general, y al olimpismo en particular, si esta asociación está bien orientada. Deberá también facilitar grandemente los trabajos comunes en las reuniones de los Comités Olímpicos Nacionales, que se sostienen periódicamente con la Comisión Ejecutiva del C.I.O. Y por primera vez, podremos presentarnos a dichas asambleas con unidad de criterio, sin perder el tiempo en discusiones entre nosotros.

Pero, por las manifestaciones que he oído de algunos de mis colegas, parece que esta asociación de Comités Olímpicos Nacionales tendría un alcance que no estaba previsto en la propuesta que nos envió, en su día, el CONI. Yo me atrevo a llamar la atención de esta respetable asamblea que, con la llegada esta mañana del país hermano de las Filipinas, reúne a 72 Comités Olímpicos Nacionales, de los 118 Comités Olímpicos Nacionales afiliados y reconocidos por el C.I.O. Este es, a nuestro modo de ver, un momento histórico para el deporte mundial, y debemos aprovecharlo en bien del mismo.

El Comité Olímpico Español no desea que de esta reunión nazca una Asociación de Comités Olímpicos Nacionales para oponerse al Comité Internacional Olímpico. Esta labor debe ser de unión. Debemos organizar una asociación paralela y colaboradora del C.I.O., para trabajar con él en bien de la idea olímpica y del deporte. Sería muy injusto no recordar, en estos momentos, el gran éxito universal de los Juegos Olímpicos, la mayor propaganda para la difusión del deporte, obtenidos gracias al trabajo altruista del Comité Olímpico Internacional con la colaboración de los Comités Olímpicos Nacionales. Debemos seguir sobre este camino, no apartarnos de él. Es por ello que el Comité Olímpico Español propone el siguiente acuerdo, que coincide con algunos Comités Olímpicos Nacionales cuyos representantes me han precedido en el uso de la palabra. Esta proposición es la siguiente:

1) Aprobar, en principio, la idea de la constitución de una Asociación de Comités Olímpicos Nacionales.

2) Postergar para una nueva reunión la aprobación definitiva de sus estatutos.

3) Encargar a una comisión de estudios, bajo la presidencia del eminente presidente, Julio Onesti, la redacción de los trabajos definitivos, que serán sometidos a la próxima asamblea.

El Comité Olímpico Español cree que esto sería lo más sensato, pues nuestro deber, por encima de todo, es procurar la unión de todos los que trabajamos por un mismo ideal: el deporte y el olimpismo. Muchas gracias.

Raoul Mollet

Presidente del Comité Olímpico Belga

Señor Presidente, señores: creemos deber condividir, entre tantos puntos de vista, a una sóla tendencia, la que ha sido sintetizada por Polonia, que ha claramente demostrado las razones de la impaciencia de los Comités Nacionales Olímpicos, y su deseo de tener un papel adecuado en el movimiento olímpico. Las diferencias de opinión han sido expuestas muy bien por Suecia y por Suiza, quienes, si bien favorables, me parece, al principio de nuestra acción, non aconsejan una razonable prudencia y un profundo estudio.

Yo quisiera tratar de hacer un razonamiento que nos lleve a una propuesta concreta. Ante todo, reconocemos plenamente la autoridad y la obra del C.I.O. El éxito de los Juegos y del movimiento olímpico constituyen un crédito notable. El sistema de alistamiento de sus miembros, a veces, puede dejarnos maravillados: pero al mismo tiempo, es una garantía contra las presiones externas, las posibles coaliciones, las intervenciones de todo tipo. Por consiguiente, debe ser conservado.

En segundo lugar: el deporte moderno ha alcanzado dimensiones extraordinarias; se ha convertido en un hecho social, en una ciencia, en una política del tiempo libre. Precisa constantes estudios que se transformen, dentro de nuestro movimiento, en vigorosos impulsos. Obviamente, estos impulsos deben provenir del C.I.O., pero también de los Comités Nacionales Olímpicos.

Debemos preguntarnos: ¿quién puede hacerlo mejor? Nuestra respuesta debe ser: el C.I.O. y los Comités Nacionales Olímpicos. Pero, para actuar, para dar una ayuda eficaz, es necesario que nosotros, Comités Nacionales Olímpicos, tengamos una estructura.

Y es justamente esto lo que nos ha propuesto el CONI: consideremos sobre todo su principio. Digamos que sí a este principio. Nosotros estamos aquí en calidad de miembros constituyentes y el « sí » que daremos durante esta reunión al principio de nuestra Asociación al servicio del C.I.O., atestiguará en Madrid el hecho que hemos llegado a darnos cuenta de la importancia de los Comités Nacionales Olímpicos.

En cuanto al resto, adoptemos la excelente propuesta del Comité Olímpico Suizo: es una propuesta perfecta. Este darnos cuenta debe ser el principio de una nueva etapa. Debemos ir a Madrid con un « sí » de principio.

Invito al señor Presidente que requiera de esta Asamblea, que exprese, levantando la mano, su opinión sobre dos propuestas:

1) el « sí » de principio;

2) el procedimiento propuesto precedentemente por el señor Presidente del Comité Olímpico Suizo.

Gracias.

Hugh Weir

Vicepresidente del Comité Olímpico Australiano

Señor Presidente, señoras y señores: como ha sucedido con muchos otros delegados que han tomado la palabra hoy, también para nosotros este importantísimo argumento del orden del día nos fue desconocido hasta que llegamos a Roma. Me encuentro exactamente en la misma condición de los demás. No he tenido la posibilidad de discutir el problema con mi Comité Olímpico Nacional, y en consecuencia me es imposible referirles su punto de vista.

Una sucesiva observación pidió de los oradores que limitaran sus intervenciones a declarar si estaban en favor o contra la propuesta. No habiendo tenido la posibilidad de hablar de ello con mi Comité, no puedo sino dar mi opinión personal sobre el argumento, opinión que creo coincide con las de ustedes, y con la de mi Comité: me opongo absolutamente a la propuesta, por lo menos considerando el nivel al que ha sido presentada. De todas maneras, estoy de acuerdo con algunos oradores, los de Suecia, Suiza, y de otros países, en aconsejar que el problema sea postergado, para permitir que sea estudiado más a fondo.

Pienso que esta puede ser la decisión más sensata que podamos tomar: porque nos encontramos frente a un problema de amplio alcance. Sería bueno que nos aseguráramos sobre la real necesidad de una organización similar y de su composición. Por el momento, les aconsejo que no insistan sobre la propuesta.

Deseo recordarles que, por casi setenta años, el movimiento olímpico y los Juegos Olímpicos tuvieron una vida tranquila, armoniosa y fructuosa. Desde la sencillísima forma de los primeros Juegos Olímpicos de Atenas, en 1896, hasta los magníficos Juegos de Roma, en 1960, y los suntuosos juegos de Tokio, en 1964, el desarrollo del movimiento olímpico ha tenido un enorme éxito, demostrado por todos los que organizaron Juegos y competencias. Me pregunto qué es lo que puede no andar bien. En el movimiento, así como está constituído hoy, ¿qué hay que no anda?

El deseo de tener más voz dentro de la dirección del movimiento olímpico me parece bastante difuso. No sé, quizás sea así que lo indican los principios democráticos; pero no olviden que en esta sala están presentes algunos delegados de varios países, pero también hay muchos que no están representados.

Por lo tanto, reunir a los delegados de 117 Comités Olímpicos Nacionales significará convocar a una Asamblea mucho más numerosa que la de hoy: y quisiera señalar que entonces, un grupo tan nutrido, compuesto por tantos elementos, podrá crear otras dificultades en la toma de decisiones.

Cuando, hace pocos instantes, dije que dudaba de la necesidad del nuevo organismo, deseaba indicarles los peligros que éste entrañaría. Sin embargo, pueden haber óptimas razones para constituir una Asociación de los Comités Olímpicos, y opino que estos motivos deban ser estudiados y analizados atentamente, para que nos podamos dar cuenta si son buenos o no. El peligro que contiene la idea propuesta consiste en lo siguiente: que fundarán a una organización de Comités Olímpicos Nacionales como un organismo competente que, se supone, deberá expresar una única voluntad. Oso afirmar que, por el contrario, podrían haber opiniones absolutamente opuestas.

Por otra parte, podríamos encontrarnos frente a otra organización similar, formada por la asociación de las Federaciones Deportivas Internacionales. Además, existe siempre el C.I.O. Ahora, considero la posibilidad que los tres organismos tengan opiniones totalmente opuestas. Para ellos, será difícil llegar a un acuerdo. Y, ¿qué sucederá? Se desencadenará una batalla entre las tres organizaciones, y si ustedes, señores, no tendrán mucho cuidado, y si se verificare esta situación, se podría reducir a trizas al magnífico movimiento olímpico, iniciado, como dije, en los ochenta, y, hasta ahora, como hemos visto, aún existente en pleno esplendor.

A esto se podría llegar, si no se tiene cuidado. Estoy imaginando, sólamente, lo que podría acaecer; pero podría suceder realmente. Creo que sería mejor que ustedes consideraran esta eventualidad.

Por consiguiente, señor Presidente, señoras y señores, lo mejor que yo pueda hacer, por el momento, es oponerme a la propuesta: pero, al mismo tiempo, considero que merecca un estudio muy atento, y apoyo al orador que sostuvo la idea de postergarla para otra ocasión.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Si hay alguien más que desea expresar su punto de vista, antes que nosotros mismos presentemos una nueva propuesta, por favor indíquenlo. Ya se han inscrito, en su orden, la Corea y el Japón; por favor, entreguen los nombres de los que quieren hablar aún.

Cedo la palabra al representante del Comité Olímpico de Corea. Por favor, a usted.

Sang Beck Lee

Presidente del Comité Olímpico Coreano

Señor Presidente, delegados: quisiera aconsejar la mayor atención y cautela en su consideración del problema en cuestión. Tengo también una propuesta relativa a la financiación de los viajes de los delegados para las reuniones de esta Asociación.

Nos parece que esta organización podrá tener muchos fines, podrá afrontar y resolver muchos problemas, sentidos en particular por las naciones aún en fase de desarrollo.

De todos modos, es evidente que la función principal de los Comités Olímpicos Nacionales es colaborar con el C.I.O. en la formulación de los programas relativos a los Juegos Olímpicos; al mismo tiempo, podrá ser útil e interesante que los Comités Olímpicos Nacionales se reúnan de vez en cuando para discutir entre nosotros a nuestros propios problemas.

Esto deberá hacerse en estrecha colaboración con el C.I.O.: esta colaboración es auspiciable y necesaria, pero no habrá que ejercer ninguna presión sobre el mismo C.I.O.

Gracias.

Tsuneyoshi Takeda

Presidente del Comité Olímpico Japonés

Antes de hacer mis observaciones sobre la propuesta de composición de una Asociación de Comités Olímpicos, deseo aprovechar de esta ocasión para agradecer a nuestros amigos italianos, al Presidente Onesti, al Secretario General del CONI, por la organización de este histórico e importante convenio de Roma.

Sabemos — por nuestra experiencia hecha con los Juegos de Tokio del año pasado — que ellos han debido desarrollar una enorme mole de trabajo para organizar este inolvidable encuentro.

Pasemos ahora a la propuesta de crear a la Asociación de Comités Olímpicos Nacionales. Basándonos sobre nuestros fuertes vínculos con el movimiento olímpico, y sobre la experiencia adquirida con la organización de los Juegos de Tokio del año pasado, debemos apoyar en pleno las opiniones expresadas aquí por muchos de nuestros amigos, que señalan el continuo progreso de la difusión del movimiento olímpico en el mundo, un progreso que sería aún mayor si se iniciara una estrecha colaboración entre los Comités Olímpicos Nacionales y el C.I.O. y las Federaciones Deportivas Internacionales.

También reconocemos la importancia de crear una organización de los Comités Nacionales, que tenga la tarea de resolver los problemas que debe afrontar el movimiento olímpico. Pero opinamos que no hay que tener apuro en dar vida a una organización tan importante. Una vez instituída una organización de este tipo, debemos ponerla en condiciones de funcionar como un organismo regular: y esto requerirá mucho tiempo, muchas energías, y, a veces, también sacrificios.

Creo que es necesario estudiar muy atentamente el problema, antes de ponerlo en práctica. Deseamos apoyar la moción de nuestro amigo suizo, y proponer la creación, dentro del más breve tiempo posible, de un Comité de estudios.

Gracias.

PRESIDENTE: Gracias a usted, señor Presidente. Cedo la palabra al Presidente del Comité Olímpico de la U.R.S.S.

Igor Kasanskii

Vicepresidente del Comité Olímpico de la U.R.S.S.

Señor Presidente, señores: estamos discutiendo una cuestión de la máxima importancia. Se trata de la posibilidad de encuentros más frecuentes entre los Comités Nacionales Olímpicos, de intercambios de informaciones y de experiencias derivadas de nuestro trabajo, para contribuir a un mayor desarrollo del movimiento olímpico en todo el mundo.

En lo que se refiere a la presente reunión, yo pienso que nuestras opiniones sean unánimes: ha sido organizada en un modo excelente, y dará resultados excepcionales.

Hemos discutido juntos sobre varios problemas:

1. Independencia de los Comités Olímpicos.
2. Interferencias políticas en el deporte.
3. Aficionados.
4. Juegos Regionales y Olímpicos.
5. Número de los acompañantes de los equipos olímpicos,

y para todos estos problemas hemos encontrado opiniones concordes. Nosotros vendremos con ustedes a Madrid, y podremos someter juntos estos problemas al C.I.O. Esta es nuestra opinión. Ahora les pedimos que escuchen nuestras propuestas, que las estudien y acojan, porque tienen el único fin de reforzar siempre más las relaciones entre el C.I.O. y los Comités Olímpicos Nacionales, que son la base del movimiento olímpico en todo el mundo.

Estamos en el curso de una amplia discusión sobre la posibilidad de constituir una Asociación entre los Comités Nacionales Olímpicos, siguiendo el ejemplo de las Federaciones Deportivas Internacionales, que ya han creado su propia asociación, presidida por el Coronel Russell. Ellas discuten y deciden con éxito sobre problemas relativos al aspecto técnico-deportivo de la organización de las varias manifestaciones internacionales, y sobre todo de los Juegos Olímpicos. Por consiguiente, yo pienso que, por analogía, sea perfectamente lógico que se cree también entre nosotros una Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos, que podría, sistemáticamente, una vez por año, convocar una reunión para discutir todos los problemas más arduos que se presentan continuamente.

Opinamos, y creemos que todos estén de acuerdo con nosotros, que la creación de esta Asociación no pueda, de ninguna manera, tratar de alejarnos del C.I.O. Al contrario: se trataría de reforzar nuestros vínculos con el C.I.O.

En el pasado, nosotros nos reuníamos a menudo, sin tener la menor idea de un orden del día, y sin tener, por falta de tiempo, la posibilidad de formular propuestas y de exponer nuestras variadas opiniones: y, después de dos o tres horas, se levantaba la reunión. Ahora, esto ya no se verificará más.

Tenemos resoluciones, documentos, que los miembros del C.I.O. pueden estudiar, ponderar y aprobar. Por lo tanto, la opinión del Comité Olímpico de la U.R.S.S. es que, en línea general, deberíamos apoyar la propuesta de nuestros amigos italianos para la creación de una Asociación. Si en este momento aún no estamos listos para aprobar su estatuto, sin embargo no tenemos nada contra la idea de crear inmediatamente un Comité, presidido por el Presidente Onesti, que, tomando en consideración el intercambio de opiniones que se ha verificado durante la presente conferencia, podría elaborar una propuesta aún más detallada, para que este organismo pueda actuar con provecho.

Gracias por la atención que me han prestado.

Resumen del Sr. Armand Massard sobre todos los argumentos

Armand Massard

Presidente del Comité Olímpico Francés

Señor Presidente, señores delegados: ya dije ayer, en breves palabras, que el Comité Olímpico Francés desea asociarse al coro de ilimitados elogios que han sido tributados aquí al Presidente del Comité Olímpico Italiano, señor Giulio Onesti, y al señor Garroni.

Ayer, he escuchado toda una serie de charlas muy pertinentes, quizás un poco demasiado elocuentes. También los últimos discursos de nuestros colegas, los presidentes del Comité Suizo, Belga, Rumano, y Polaco, me han quedado impresos, así como algunas otras cosas: es decir, se habla un poco demasiado de la influencia de las Federaciones Internacionales y de los Comités Nacionales Olímpicos.

Para el Comité Internacional Olímpico — y ya he tomado la palabra para pronunciarme contra esta paridad, que no existe — los Comités Nacionales Olímpicos son los hijos legítimos del C.I.O., y las Federaciones Deportivas Internacionales son los hijos adulterinos, que han llegado para hacerse reconocer y se han puesto de acuerdo sólo sobre un punto: pedir dinero. Y lo han obtenido, y lo peor es que esto ha sucedido en detrimento de los Comités Nacionales Olímpicos.

Ya he luchado sobre este punto. Y también este grupo, tan fuerte, que ha conseguido formar el Presidente Onesti, y que podía realizarse sólo en Roma, dará un enorme apoyo. Muy bien: estas condiciones serán una ayuda segura para modificar el destino de nuestro viejo C.I.O., que necesita ser sostenido, y ser informado sobre las decisiones recientemente alcanzadas.

Sin embargo, hay muchos países muy poco informados sobre lo que sucede en el C.I.O. Y es culpa nuestra — hablo del C.I.O. —, porque no hemos sabido dar importancia al hecho que muchas de las cuestiones que se han discutido aquí en Roma ya han sido tomadas en consideración por el Comité Internacional Olímpico, y que estamos en vías de encontrar soluciones, osería decir también rápidas soluciones.

Las volveré a examinar sumariamente. La independencia de los Comités Nacionales Olímpicos, por la que estamos luchando, gracias también a la intervención unánime que ha surgido de esta reunión, se encontrará ciertamente en primer plano, y esta vez los Comités Nacionales Olímpicos que están en vías de desarrollo o que se encuentran bajo la amenaza de ser sofocados, sin duda alguna serán tranquilizados y protegidos. Esto es muy importante, y deseo señalarlo.

Segunda cuestión: la financiación de los Comités Nacionales Olímpicos. Camina sobre el mismo camino que la primera. En efecto, haremos notar al C.I.O. que ha dado contribuciones en dinero a las Federaciones Deportivas Internacionales (sin embargo, la última reunión de la Comisión Ejecutiva con las Federaciones Internacionales ha puesto de relieve el hecho que estas contribuciones no eran suficientes: las Federaciones han manifestado mayores exigencias), y que en estos momentos las Federaciones Internacionales no tienen necesidades urgentes, mientras que los Comités Nacionales Olímpicos, que realizan las Olimpíadas, tienen necesidades enormes, particularmente si consideramos a los nuevos Comités, en vías de formación. También sobre este punto estoy totalmente de acuerdo; aún más, estoy dispuesto a reforzar vuestra tesis, sosteniendo la absoluta necesidad de financiar a los Comités Olímpicos en vías de desarrollo, en favor de los cuales mi colega francés ante el C.I.O., el Conde de Beaumont, se ha prodigado en una acción de continuo sostén.

En cuanto a la orientación sobre el deporte aficionado, no me he pronunciado, porque ya hace demasiado tiempo que se habla de ello, desde hace siglos, de Olimpíada en Olimpíada. Nosotros nos habíamos limitado con pedir menos inflexibilidad de lo que pretende el C.I.O., porque es necesario seguir la evolución de los tiempos, y los atletas que tienen un oficio — no podemos hablar de una profesión para el futuro, porque nunca se sabe si una profesión es la justa para el porvenir — y de gente

que tiene un oficio, o una profesión, como decía, debe ser sostenida y ayudada para que pueda hacer deporte. Considerando que conservan su oficio, esto significa que en la vida son algo distinto de los deportistas profesionales. Esto equivale a ampliar en gran medida el problema, y ustedes lo han comprendido, y están de acuerdo en sostener que este hecho será de gran ayuda para la resolución definitiva.

En lo que se refiere a los Juegos regionales, temo que deberemos discutir mucho sobre esto, quizás hasta salir del tema, puesto que se trata de una cuestión que ya está siendo estudiada. A propósito de Juegos regionales: frente a la enormidad de las Olimpíadas esto juegos están obteniendo el significado de Juegos continentales, y representan una especie de eliminatoria para los Juegos olímpicos. En este caso, toman un carácter totalmente distinto, un significado extremadamente apartado de su significado original: la discusión que ha surgido sobre este argumento me parece un poco prematura; en efecto, opino que el gigantismo olímpico nos obligará a reducir el número de los atletas, o el de las Federaciones, o el de los deportes. El día que se llegue a esto, se podrá atribuir oficialmente a los Juegos continentales la función de eliminatorias olímpicas.

En cuanto a los acompañantes oficiales, hace algún tiempo, junto con mi colega Bori Klun, fui presentador de una moción adoptada a la unanimidad por el C.I.O., moción que fue seguidamente revocada en ocasión del Congreso de Moscú. Por consiguiente, nos vimos forzados a reducir el número de los acompañantes oficiales, de los médicos, de los entrenadores.

Por ejemplo, les preguntamos: ¿cuántos médicos debería tener un equipo formado por menos de treinta atletas? Porque los médicos tienen un papel muy importante en los Juegos Olímpicos, considerando el nivel actual del deporte, y el desarrollo que ha obtenido. Nosotros pedíamos un médico más por cada treinta atletas. Y pedíamos un enfermero más por cada veinte atletas. Es decir, que íbamos mucho más allá de las propuestas hechas aquí.

Sexto argumento: Desarrollo conjunto de los C.N.O. *(cont.)*

Les digo esto sólo para hacerles notar que estos problemas han sido considerados por nosotros, y que el Comité Internacional, naturalmente, deberá tener en cuenta esta asamblea, que ha reunido a tantos Comités Olímpicos Nacionales, que hasta ahora no habían tenido la oportunidad de manifestar al C.I.O., de modo tan compacto, sus propias aspiraciones. Quizás, ahora, frente al Comité Internacional Olímpico, ellos tendrán una importancia mucho mayor, y serán escuchados con mayor interés.

En consecuencia, deseo felicitar al Presidente Onesti, ayudado por el señor Garroni, quien ya ha trabajado con su Presidente para los Juegos de Roma: deseo felicitarlo porque aquí se ha hecho una obra considerable, y querría decir que se ha demostrado una fuerza naciente, para usar un término que está de moda. Pero que sea una fuerza naciente para sostener y ayudar al Comité Internacional, y no para sacudirlo y derribarlo, como se podría temer.

Gracias, señor Presidente.

PRESIDENTE: Hasta el momento, están inscritos para hablar los representantes de Canadá, del Irán, de Venezuela, de Mongolia, de Nigeria, de Marruecos, de Portugal, de los Países Bajos, de Irlanda, del Congo-Brazzaville, de Jamaica y de los Estados Unidos de América.

Señores, quisiera someter a la atención de ustedes una propuesta. Muchos de entre ustedes han manifestado la intención, en caso que sea posible, de terminar con nuestros trabajos durante la mañana. Si no les molesta, podríamos continuar con nuestros trabajos, entonces. ¿Están todos favorables para esta propuesta? Entonces, quisiera presentarles otra, señores. Aún estamos discutiendo sobre proyectos que han sido presentados, y yo tengo otro que proponer: pero no lo hago para tomar la palabra en cambio de los otros oradores, sino para someterles algunos nuevos conceptos.

Señores: con un trabajo fructuoso, hemos alcanzado, sobre algunos puntos extremadamente difíciles, acuerdos unánimes. Haber alcanzado acuerdos entre los representantes de 70 naciones, de cinco continentes, sobre argumentos que habían sido afrontados tantas veces, y que nunca habían sido resueltos, representa un éxito enorme. Veamos si podemos alcanzar el mismo acuerdo también sobre el último punto del orden del día. Estoy aquí para proponerles una solución nueva. La leeré:

« Considerando que la orientación de la asamblea es favorable a la realización de un organismo de asociación entre los Comités Olímpicos Nacionales, para una colaboración leal y de hecho con el Comité Internacional Olímpico, de acuerdo con sus reglas, se decide nombrar a un Comité de Coordinación y de Estudios para la formulación de las normas de organización de dicha Asociación. Estas normas serán presentadas, para su estudio, a todos los Comités Olímpicos Nacionales, y serán discutidas y votadas durante la próxima asamblea ».

Cedo la palabra al representante del Comité Olímpico de Canadá.

H. W. Hoppener

Secretario General del Comité Olímpico Canadiense

Señor Presidente: después que tantos oradores han manifestado su gratitud por su trabajo, yo también deseo agradecer al Comité Olímpico Italiano por la organización de la conferencia y por su hospitalidad. Sin embargo, quizás sea más significativo que la hospitalidad de que gozamos — tradicional en este país — el hecho que nos han proporcionado el primer programa para discusiones libres e intercambios de opiniones entre nosotros, los Comités Olímpicos Nacionales del mundo.

Como el representante de la U.R.S.S., reconozco que esta conferencia nos ha dado, por primera vez, la posibilidad de examinar muchos de los problemas hoy discutidos. Estamos de acuerdo sobre el hecho que entre los Comités Olímpicos Nacionales y el C.I.O. es necesario que exista una estrecha colaboración, comprensión y unidad de intenciones.

También estamos de acuerdo sobre la necesidad que el C.I.O. extienda la representación a muchos países importantes que actualmente no están presentes en su ámbito. En mi opinión, el proyecto de una asociación de los Comités Nacionales Olímpicos está estrechamente vinculado con el desarrollo del movimiento olímpico y con su historia. Esta es la razón por que opinamos que esta recomendación deba ser estudiada muy atentamente, en sus principios, así como considerando un eventual futuro desarrollo.

Muchos oradores han mencionado los ideales del movimiento olímpico. Señoras y señores: no olvidemos nunca que somos deportistas, no políticos. Nuestra tarea es promover al deporte aficionado en todos los países del mundo, y encontrarnos en ocasión de los Juegos Olímpicos. Además, convengo con la objeción avanzada sobre esta moción por los representantes de Gran Bretaña y de Australia. Antes de llegar a Roma, nosotros no estábamos al corriente de esta resolución.

Hubo otros oradores que apelaron a los principios de la democracia. El Comité Olímpico Canadiense opera de acuerdo con principios democráticos, y por lo tanto yo, en calidad de su presidente, en este momento no estoy en poseso de ninguna autoridad para aprobar o rechazar la moción, antes de haberla presentada a mi Comité Olímpico para su aprobación.

Y hay otra cosa. En lo que se refiere al proyecto de reuniones continentales, o de representaciones de grupo en la asociación que estamos examinando, deseo indicar que el Comité Olímpico Canadiense siempre ha colaborado — y siempre lo hará — con otros Comités Olímpicos Nacionales, ha debatido con ellos opiniones y puntos de vista, y conviene sobre el principio de tener un intercambio de experiencias e ideas. Pero debemos señalar una cosa: es necesario seguir teniendo un punto de vista in-

ARCHIVO-COE

dependiente. Esta es la razón por la que mi Comité seguirá siempre teniendo contactos directos con el Comité Olímpico Internacional y con las Federaciones Deportivas Internacionales.

Considerando la importancia de la materia, apoyo la propuesta presentada por varios países — siguiendo sobre todo la de la delegación suiza — de dejar la discusión del problema para más adelante, cuando se haya tenido la posibilidad de hacer un estudio profundo del mismo.

Concluyendo: 1) apoyamos la evolución del movimiento olímpico, no la revolución; 2) si debemos formar una organización, antes debemos saber con plena seguridad qué dirección vamos a seguir.

PRESIDENTE: Perdonen, señores: los representantes de los Comités Olímpicos de Portugal y de Túnez presentan una moción de orden, por lo que tienen derecho de precedencia. Cedo la palabra al representante de Portugal.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Miembro del Comité Olímpico Portugués

Señor Presidente, señores: querría presentarles una moción de orden. Puesto que la cuestión de una Asociación de los Comités Nacionales Olímpicos ya ha sido discutida por muchos de los presentes, que nos han hecho conocer su opinión, y puesto que creo que la propuesta suiza y la española sean un resumen bastante exacto de lo que todos han expresado, pido que todos los que tienen aún derecho a tomar la palabra se abstengan de hacerlo, para pasar inmediatamente a la votación. Es decir, votemos sobre la moción española, que más o menos dice: 1) principio de la Asociación; 2) poner a los estatutos bajo el estudio de una comisión, para que puedan ser presentados durante la próxima reunión; 3) que el señor Onesti tome la presidencia de esta Comisión, y, deseo agregar, que sea el señor Onesti quien nombre y designe, para la aprobación de la Asamblea, a los miembros de su comisión.

(*Aplausos*)

PRESIDENTE: Señores, estos aplausos son muy significativos. Muchos tienen intenciones de abreviar las cosas. Democráticamente, no deseo quitarle la palabra a nadie. Propongo para su aprobación el resultado de lo que usted ha dicho. Por lo tanto, me permito pasar a la aprobación, o rechazo, de la resolución, que les voy a volver a leer. La asamblea debe decidir si está favorable a lo siguiente:

« Considerando que la Asamblea está orientada favorablemente hacia la realización de una asociación entre los Comités Olímpicos Nacionales, para una colaboración leal y de hecho con el Comité Olímpico Internacional, siguiendo sus reglas, se decide nombrar a un comité de coordinación y de estudio para la formulación de las normas de organización de dicha asociación. Las normas serán sometidas al estudio de todos los Comités Olímpicos Nacionales y serán discutidas y votadas durante la próxima asamblea ».

Comencemos por quien se opone a esta resolución. Quienquiera se oponga, por favor levante la mano.

Conde De Beaumont

Miembro del Comité Olímpico Francés y del C.I.O.

Esta propuesta, ¿se hace para ayudar al C.I.O.?

PRESIDENTE: Señor conde de Beaumont, voy a volver a leerle sólo las primeras líneas. La propuesta es la siguiente:

« Considerando que la Asamblea está orientada favorablemente hacia la realización de una asociación entre los Comités Olímpicos Nacionales, para una colaboración leal y de hecho con el Comité Olímpico Internacional... », etc.

¿Hay otras observaciones sobre esta propuesta?

(*Aplausos*)

Entonces, señores, la hemos aprobado unánimemente, y les agradezco de todo corazón por la constitución del Comité de coordinación y estudio. Pero este Comité debe tener un Presidente. Por lo tanto, ahora la Asamblea debería proponer el nombre del Presidente del Comité de coordinación y estudio.

The Lord Killanin

Presidente del Comité Olímpico Irlandés

Deseo felicitar al presidente Onesti: estoy convencido que él sea la persona más indicada para formar este comité, que hemos apenas aprobado. Pero, como lo han indicado ya otros delegados, nos encontramos frente a muchos problemas sobre los que no hemos podido consultarnos con nuestros Comités Olímpicos. Por lo tanto, yo propondría que confiáramos al CONI la organización, la coordinación y los estudios sucesivos, en colaboración con otros Comités Olímpicos Nacionales.

Epaminondas Petralias

Miembro del Comité Olímpico Griego

Sólo un instante. Quería decir que la persona mejor calificada para ser elegida Presidente es justamente el señor Onesti. Pero me han precedido con esta propuesta; he llegado tarde. Esto es lo único que deseaba decir.

Sten Svensson

Secretario General Honorario del Comité Olímpico Sueco

Señor Presidente: en términos parlamentarios, por lo que yo sé, se podría decir que el resultado de la discusión es el aplazamiento de la cuestión, que podremos afrontar en otro momento.

PRESIDENTE: ¿Hay otros oradores? Cedo la palabra al señor Ganga, del Comité Olímpico del Congo Brazzaville.

Jean Claude Ganga

Secretario General del Comité Olímpico del Congo Brazzaville

Señor Presidente: tomando en consideración las intervenciones que se han registrado, y la aprobación unánime de la Asamblea sobre la creación de este comité de coordinación, deseo ante todo felicitarle por su elección como presidente de este Comité; además, opino que la Asamblea querría confiarle el encargo de proponer la lista de miembros del Comité encargado de trabajar con usted para la preparación de los estatutos, que serán presentados en la próxima reunión de los Comités Nacionales Olímpicos.

Gracias.

PRESIDENTE: Señores Presidentes, les agradezco infinitamente por la confianza y la estima que me han demostrado, y que no creo merecer. Espero sólo que nuestro sucesivo trabajo no les haga arrepentirse de esta amable designación. Si bien yo, desde hace años, estoy siempre dispuesto a dedicar toda mi actividad y mis escasas capacidades para realizaciones tan grandiosas, ustedes se darán cuenta que, para este último punto, necesitaré la colaboración de todos ustedes, pero particularmente de algunos de entre ustedes. Estoy aquí para pedirles a algunas personas, que me permitiré listar para juicio de la asamblea, si están dispuestas a formar parte de esta comisión que ustedes tan amablemente me han elegido a presidir, para que podamos trabajar juntos. No desearía que mi selección fuese considerada irrespetuosa hacia los demás. Hemos escuchado intervenciones inteligentes, variadas propuestas; les ruego que no crean que esta designación haya sido preparada en base a una evaluación de las personas, porque todos, entre ustedes, están a la altura de ofrecer una colaboración fructuosa. Pero puesto que el número, necesariamente, debe ser limitado, me permito proponer a la Asamblea los siguientes nombres para integrar a la comisión de estudios; los nombres serán leídos por orden alfabético: el señor Andrianov, de la Unión Soviética; el General Clark, de Méjico; el señor Corenthin, de Mali; el señor Duncan, de Gran Bretaña; el señor Gange, del Congo de Brazzaville; el señor Gemayel, del Líbano; el señor Takeda, del Japón; el señor Weir, de Australia; el señor Weymann, de Suiza; y el señor Wilson, de los Estados Unidos de América.

Ahora ustedes deberán juzgar si estas personas pueden, de hecho, colaborar; digan si están favorables o no.

(Aplausos)

Por favor: la palabra a Francia.

Armand Massard

Presidente del Comité Olímpico Francés

Señor Presidente: aprecio la selección hecha por usted; pero, personalmente, yo habría deseado ver excluídos de esta Comisión a los miembros del C.I.O.

PRESIDENTE: Señor Presidente del Comité Olímpico Francés y vicepresidente del C.I.O.: en los precedentes puntos del orden del día nosotros luchamos contra prevenciones de raza y religión, y no veo por qué los miembros del C.I.O. deberían ser considerados una raza aparte, no elegible. Nuestra intención es colaborar con el Comité Internacional Olímpico, y, si la Asamblea está de acuerdo, nos sentimos felices y honrados que también miembros del C.I.O. colaboren con nosotros.

Muchas gracias.

(Aplausos)

Señores Presidentes: permitanme que les agradezca, en nombre de los miembros de la comisión asesora recién nombrados. Les pido que me perdonen si me he permitido usar sus nombres, pero representan a mundos y a ideologías que es bueno poner los unos juntos con los otros para que estudien juntos la solución de los problemas. Les agradezco a todos: hasta pronto... y buen provecho. De nuevo; muchísimas gracias. Hasta más tarde, espero.

Por favor, un momento: una comunicación de servicio. La cena de esta noche...

(Aplausos)

Se levanta la Sesion a la 13.40 hs.

ИТАЛЬЯНСКИЙ НАЦИОНАЛЬНЫЙ ОЛИМПИЙСКИЙ КОМИТЕТ

ВСТРЕЧА ОЛИМПИЙСКИХ КОМИТЕТОВ В РИМЕ

30 сентября, 1 и 2 октября 1965

УЧАСТНИКИ

АВЕРИ БРУНДАЖ, Председатель М.О.К.а.

АВСТРАЛИЯ	Хуг Вейер, Член М.О.К.а - Вице Председатель О.К.А.
АВСТРИЯ	Эдгар Фреед, Почетный Генеральный Секретарь О.К.А.
АЛЖИР	Ларби Силабчен, Вице Председатель О.К.А.
БЕЛЬГИЯ	Рауль Муле, Председатель О.К.Б.
БОЛИВИЯ	Эдмондо Олагуивель Ибанец
БОЛГАРИЯ	Владимир Стойчев, Член М.О.К.а - Председатель О.К.Б. Димитре Харлампиев Иванов
БРАЗИЛИЯ	Сильвио Де Магалхаэ Падила, Член М.О.К.а - Председатель СОБ Антонио Дос Рейс Карнеиро, Генеральный Секретарь О.К.Б.
ВЕЛИКОБРИТАНИЯ	К. Сандн Дункан, Генеральный Секретарь
ВЕНЕСУЭЛА	Фэлор Изана, Член О.К.В.
ВЕНГРИЯ	Гула Эгри, Председатель О.К.В. Арпад Ксанади, Член М.О.К.а - Член О.К.В.
ГАИТИ	Антонио К. Койну, Председатель О.К.Г.
ГАМБИЯ	Георг Д. Арки Кране, Председатель О.К.Г.
ЗАП. ГЕРМАНИЯ	Макс Данц, Вице Председатель О.К.З.Г. Вальтер Трочер, Генеральный Секретарь О.К.З.Г. Вальтер Вульфинг, Вице Председатель О.К.З.Г.
ВОСТ. ГЕРМАНИЯ	Ганц Шобель, Председатель О.К.Г.Д.Р. Хельмут Бекендт, Генеральный Секретарь О.К.Г.Д.Р. Дитер Рехан, Член О.К.Г.Д.Р.
ГОЛЛАНДИЯ	К. Л. Кердель, Вице Председатель О.К.Г. Ч. Е. ван дер Плоег, Почетный Секретарь и Казначей
ГАНА	Джан Охин, Председатель О.К.Г.

ДАНИЯ	Ивар Эмиль Винд, Член М.О.К.а Гудмунд Шак, Председатель О.К.Д. Ахель Лунгвист, Генеральный Секретарь О.К.Д.
ДОМИНИКАНСКАЯ РЕС.	Жуан Улис Горсия Салета, Председатель О.К. Д.Р.
ИЗРАИЛЬ	Салом Цисман, Председатель О.К.И. Г. Гловинский, Почетный Генеоальный Секретарь О.К.И.
ИСПАНИЯ	Жуан Антонио Самарах, Вице Председатель О.К.И. Андре Мэрче Варела
ИРАН	Амир А. Амин, Генеральный Секретарь О.К.И.
ИРАК	Хабиб
ИТАЛИЯ	Джулио Онести, Член М.О.К.а - Председатель И.Н.О.К. Паоло Таон Ди Равель, Почетный Член М.О.К.а Джордзжио де Стефани, Член М.О.К.а Адриано Родзни, Вице Председатель И.Н.О.К. Беппе Кроче, Член И.Н.О.К. Марио Сацци, Генеральный Секретарь И.Н.О.К. Марчелло Гарроии, Вице Генерального Секретари И.Н.О.К. Донато Мартуччи, Член И.Н.О.К.
ИРЛАНДИЯ	Лорд Киллаиин, Член М.О.К.а - Председатель О.К.И. Дезмонд О Сулливан, Член О.К.И.
КАНАДА	Джем Ворралл, Председатель О.К.К. Х. В. Хоппенер, Генеральный Секретарь О.К.К.
КОРЕЯ	Санг Бек Лее, Член М.О.К.а - Председатель О.К.К. Вальтер Юнунг, Генеральный Секретарь О.К.К. Тондзае Чо, Член О.К.К. Вонпинг Лее, Член О.К.К.
КОНГО	Жан Клод Ганга, Генеральный Секретарь О.К.К.
КЕНИЯ	Реджинальд Станей Александр, Член М.О.К.а - Председатель О.К.К. И. М. Касиока, Член О.К.К. Гербан Синг, Член О.К.К.
КУБА	Мануель Гонзалес Гуерра, Председатель О.К.К. Фабцо Руец Виикжера, Член О.К.К. Джорж Горсия Банго, Член О.К.К.
ЛИВАН	Габриэль Джемаел, Член М.О.К.а - Председатель О.К.Л.
ЛИБЕРИЯ	Франк О Робертс
ЛИБИЯ	Кообар, Член О.К.Л. С. Шарнит, Председатель О.К.Л.
ЛЮКСЕМБУРГ	Проспер Линк, Вице Председатель О.К.Л.
МАЛИ	Генри Корентин, Генеральный Секретарь О.К.М. Кулибали, Член О.К.М.

МАЛЬТА	Альфред П. Бриффа, Председатель О.К.М.
МАРОККО	Мжик Алами Абделем, Председатель О.К.М.
МЕКСИКА	Жозе де Кларк Флорес, Член М.О.К.а - Председатель О.К.М. Эдуард Хай Жанье Остос Мануэль Саид
МОНАКО	Жак Де Милло, Вице Председатель О.К.М. Рене Сацдкорджжио, Генеральный Секретарь О.К.М.
МОНГОЛИЯ	Цейндзря, Член О.К.М.
НИГЕРИЯ	Оебола С Иолюсо, Вице Председатель О.К.Н.
НОРВЕГИЯ	Аксель Проетхост, Председатель О.К.Н. И. Ч. Шконхейдер, Вице Председатель О.К.Н.
О.А.Р.	Гуслин Омар Гохар, Член О.К.О.А.Р. Рифат Мостафа Ибрагим, Член О.К.О.А.Р.
ПАНАМА	С. Анибал Иллуека, Председатель О.К.П.
ПЕРУ	Эскардо Гуллермо Гриффиц, Председатель О.К.П.
ПОЛЬША	Влодзимер Рачцек, Член М.О.К.а - Председатель О.К.П. Виендзорек, Член О.К.П.
ПОРТУГАЛИЯ	Гаудепсио Луис Да Сильва Коста, Член О.К.П.
ПУЭРТО-РИКО	Фелично М. Терregросса, Председатель О.К.П.
РУМЫНИЯ	Аурел Дума, Председатель О.К.Р. Григоре Аржюка, Член О.К.Р.
СЕНЕГАЛ	Амаду Барри, Председатель О.К.С. Демба Диоп, Вице Председатель О.К.С. Бакиро Чиссе, Генеральный Секретарь О.К.С.
С.С.С.Р.	Константин Андрианов, Председатель О.К.С.С.С.Р. Игорь Казанский, Вице Председатель Владимир Савин, Генеральный Секретарь
С.Ш.А.	Дуглас Роби, Член М.О.К.а Кеннет Л. Вильсон, Председатель О.К.С.Ш.А.
ТАЙВАНЬ	Петер Канг, Член О.К.Т. Генри Хзу, Член О.К.Т.
ТАЙДАНД	Рориел Луанг Сукум, Вице Председатель О.К.Т. Комаракул, Генеральный Секретарь О.К.Т.
ТУНИС	Мохамед Мдзали, Председатель О.К.Т. Шах Эддирек Бали, Генеральный Секретарь О.К.Т. Кенат
УГАНДА	Х. М. Сундерани, Член О.К.У.
ФИЛИППИНЫ	Джорж Варгас, Член М.О.К.а

ФИНЛЯНДИЯ	И. В. Рашель, Член М.О.К.а - Член О.К.Ф. Эрик фон Френкель, Член М.О.К.а - Член О.К.Ф. Аксели Каскэла, Председатель О.К.Ф. Али Коскинма, Вице Председатель О.К.Ф. А. Русунара, Генеральный Секретарь О.К.Ф.
ФРАНЦИЯ	Арманд Массард, Вице Председатель М.О.К.а - Председатель О.К.Ф. Граф де Бомонт, Член М.О.К.а Алан Дане, Генеральный Секретарь О.К.Ф.
ЦЕЙЛОН	Министр Сугатхадаса, Председатель О.К.Ц.
ЧАД	Осман Гам Андрэ Махамат
ЧЕХОСЛОВАКИЯ	Франтишек Водклон, Председатель О.К.Ч. Франтишек Крутил, Генеральный Секретарь О.К.Ч.
ШВЕЙЦАРИЯ	Раймонд Гафнер, Председатель О.К.Ш. Жан Вейман, Генеральный Секретарь О.К.Ш.
ШВЕЦИЯ	Пер Стромбан, Председатель О.К.Ш. Стен Свенсон, Почетный Генеральный Секретарь О.К.Ш.
ЭФИОПИЯ	Иднекатхо Тесема, Генеральный Директор Н.Э.С.К.
ЮГОСЛАВИЯ	Небоиса Попович, Генеральный Секретарь О.К.Ю. Милан Эрчеган, Член О.К.Ю.
ЯМАЙКА	Тони Бридж, Председатель О.К.я.
ЯПОНИЯ	Цуненоми Такеда, Председатель О.К.Я. Тетсуо Оба, Генеральный Секретарь О.К.Я. Роберт Тсуоки Миякава, Член О.К.Я.

Рим 30 сентября 1965 г.

Вступление

Джулио Онести

Председатель Итальянского Национального Олимпийского Комитета

Открываем работу встречи в которой принимают участие Национальные Олимпийские Комитеты всех континентов и многих стран.

Итальянское Правительство так же поспешило приветствовать столь важное спортивное мероприятие. Я имею честь вам представить депутата Ахилле Корона, министра туризма и зрелищных предприятий, являющегося авторитетным и искренним другом спорта, который и произнесет это приветствие.

Я так же с удовольствием сообщаю вам, что вчера, благодаря как раз поддержки депутата Корона, был разработан новый закон, по которому увеличится денежный фонд в распоряжение спорта в Италии.

Пользуюсь случаем, в этот знаменательный день приветствовать Министра и выразить благодарность настоящему и беспрестрастному сторонниу спорта.

Мы знаем, что для многих из вас путь сюда был длинен и труден, но любовь к спорту, желание встретиться и лучше узнать друг друга-эти чувства позволяют нам преодолевать преграды.

Благодаря вашему присутствию, Рим переживает в эти дни сенсации, периода Олимпиады, всё более удаляющиеся во времени, но останшиеся навсегда в сердцах.

Олимпийские Комитеты всех стран мира являются как бы почетными гражданами Рима. Благодаря вам-нашим собратьям Олимпийским Комитетам-Римская Олимпиада познала столь высокое достижения и незабываемые радости.

Мы собрались здесь, чтобы обсудить на основе Олимпийских идеалов, важные вопросы нашей совместной и каждодневной жизни.

Мы счастливы, что Председатель Международного Олимпийского Комитета, господин Авери Брундаж оказал честь присутствовать на нашей встрече. Он известный всем деятель спорта, он, который всегда поддерживает важное значение Олимпийских Комитетов.

Если мы сегодня собрались на эту встречу, то в этом мы обязаны также во многом и господину Брундаж. Поэтому я призываю вас поблагодарить его аплодисментами.

(*Аплодисменты*)

Авери Брундж

Председатель Международного Олимпийского Комитета

Господин Председатель, Господин Министр, господа,
я думаю, нужно во-первых подчеркнуть тот факт, что в этом зале впервые среди нас сидят делегаты женщины.

Несколько лет тому назад, я имел удовольствие принять женщину в качестве Председателя одной Международной Спортивной Федерации. Это доказывает, что за пятнадцать веков на поприще Олимпийских игр, сделаны большие сдвиги. В те времена, женщинам не разрешалось присутствовать на стадионах даже в качестве зрителей. Сегодни они не только бывают зрителями и участниками игр, но и руководителями. Осторожней, господа, - это может послужить предупреждением, по всей нероятности мы будем вынуждены уступить дорогу!

Я состою в « старой гвардии » Международного Олимпийского Комитета, принадлежу то есть к поколению, связанному ещё с девятнадцатым веком.

Но это не должно нас бесконоить - я присутствую здесь не в качестве участника, а гостя. Я даже счастлив, что нахожусь здесь как гость, т. к. на участниках лежит много ответственности в то время как я, как гость чувствую себя совершенно свободным. Это приятное ощущение.

Я испытываю большое удовольствие, находясь среди вас, как в единой семье т. к. Национальные Олимпийские Комитеты являются не только нашими агентами, но и нашими детьми о здоровье которых мы очень беспокоимся.

Все должны бы поблагодарить Председателя Онести и его коллег из И.Н.О.К.а за гостеприимность. Кто был здесь пять лет назад, хорошо помнит как отлично И.Н.О.К. организовал 17-ые Олимпийские Игры.

Мы хорошо знаем авторитетное положение И.Н.О.К. в жизни Италии-его достижения должны бы послужить примером Национальным Олимпийским Комитетам всего мира.

Господа, несколько недель тому назад, по случаю Первых Африканских Игр, я побывал в Африке где встретился с некоторыми представителями недавно основанных Национальных Олимпийских Комитетов. Недавно основанные Н.О.К.и Африканских и Азиатских стран на пути к развитию, располагают небольшими средствами и не имеют возможности собирать их среди публики. Они зависят от правительств и это естественно создает определенные трудности, в связи с тем, как поступают, как нам известно, политические деятели.

Несмотря на это они решают свои вопросы и я сказал им, что все мы, во всех частях света переживали такой период. Я хотел бы отметить, что Олимпийское движение, которое сегодня, по всей вероятности, является наибольшей и важнейшей социальной силой мира достигло занимаемого положения без денежной помощи. Оно занимает данное положение потому, что пожалолподы великих идеалов-идеи, что в мире не должно быть расовой, религиозной или политической дискриминации, не должно быть коммерческих организаций, соперничества, а нужно работать на благо мира и братства между народами. Олимпийское движение быстро распространилось как раз благодаря этим его принципам. Все религии ирабрали распространены человеком, владеющим великими идеями, но не богатствами. Таким же образом, все крупные социальные интеллектуальные и политические революции были совершены одним человеком или группой людей, владевших великим идеалом.

Мы, господа, владеем этим великим идеалом. Мы должны убедить правительства в том, что строительство спортивных сооружений и подготовка преподавателей спорта для молодежи их стран является их долгом и в том, что они в тоже время не должны именпаться в дела спортивных организаций. Сегодни, к счастью, большая часть правительств поступает так.

В задачи Национальных Олимпийских Комитетов должна входить не только простая организация команд для участия в Олимпийских играх. Барон Кубертен видел в играх средство для достижения определенной цели, средство для реализации целой программы физического воспитания и спортивных встреч, в которой были бы заинтересованы все страны, с тем, чтобы молодежь росла сильной и здоровой а граждане воспитывались на моральных принципах Олимпийского движения.

Это должно было породить интерес к более высоким, чем материализм, идеалом, вызвать любовь к искусству, воспитывать настоящих людей, а не только чемпионов.

Кубертен, конечно, стремился к тому, чтобы развивалось соревнование между странами, но на мирной основе и без какой-либо дискриминации.

В прошлом году Япония, по случаю Олимпийских Игр в Токио, сумела лучше любой другой страны мира претворить в жизнь эти принципы.

Н.О.К. и организационный комитет 17-ых Олимпийских Игр сумели вызвать интерес всего населения их страны. 95 миллионов человек сотрудничествовало в реализации этого мероприятия, как будто оно было их. Кто был в Токио, может быть тому свидетелем. Все это привело к тому, что в настоящее время Японию считают первой среди Олимпийских стран мира.

Ввиду того, что многие делегаты просили меня высказать свое мнение по вопросам, стоящим на повестке дня, Я сделаю несколько замечаний, которые, я думаю, могут быть вам полезны.

Во-первых, я хотел бы подчеркнуть, что принцип независимости Н.О.К.ов является важнейшим и основным. Н.О.К.и не могут полностью развивать свою деятельность если они не независимы. В защиту этого принципа мы должны бороться.

В отношении финансирования Н.О.К.ов, я уже высказал некоторые соображения: я не люблю говорить о деньгах когда речь идет о спорте и на основе пятидесятилетнего опыта отношусь с некоторым недоверием к тем любительским организациям, которые располагают крупными денежными средствами.

Почему так? Потому что деньги притягивают людей, желающих получать, а не людей желающих давать. И в этом большая разница.

Что же касается вопроса о любительстве, то мы из М.О.К.а вот уже 50 лет как бьемся, чтобы его разрешить и поэтому я выражаю мои наилучшие пожелания вашей дискуссии по этому вопросу. Мы много сделали чтобы разработать нормы о любительстве и оставили за Международными Федерациями и Национальными Олимпийскими Комитетами дело проведения в жизнь этих правил. Я убежден, что Международные Федерации никогда не сумеют договориться на основе единой формулировки.

С другой стороны любительство это что-то такое, что не может измениться, даже если погованивают об изменениях, произошедших в социальных условиях. Любительство-это что-то определенное, как белое и черное. Спортсмен-любитель, или нет.

На основе моего опыта, я пришел к следующему заключению: лучший выход состоит в том, чтобы решение о том кого допустить и кого нет к Олимпийским играм принимал Международный Олимпийский Комитет. Почти ежедневно к нам поступают письма со всех концов света затрагивающие этот вопрос. Я советовал М.О.К.у разработать кодекс, на основе которого было бы ясно кого мы желаем допускать на Олимпийские игры и кого нет, и на основе которого исключалось бы все не любители.

Одно должно лежать в основе и об этом указано в принятом вами определении т. е. то, что участник Олимпийских игр должен заниматься какой-либо деятельностью, обеспечивающей ему денежные средства необходимые для его жизни.

Вы должны помнить, что Олимпийские игры не являются простым Международным Чемпионатом, Олимпийские игры являются чем-то особенным и нуждаются по сему в другом регламенте.

В настоящее время много говорят о социальных условиях и о чемпионах. Но в наши задачи не входит воспитание чемпионов. Нашей задачей является воспитание людей. Согласно положений древней Греции, человеком был тот, кто был подготовлен к трудностям жизни.

Заниматься социальными проблемами не наша задача, а задача правительств.

Помните так же и о том, что Олимпиады не являются мероприятием отторванным от реалий

общества, методом убеждения в том, что физическое воспитание и спорт являются средством для достижения благосостояния. Что же относится к региональным играм, то нужно отметить, что этот вид игр был поощрен самим М.О.К.ом и потому нужно надеяться, что он же посоветует как с ними поступить. Если Олимпийские нормы хороши для Олимпийских игр, то они также приемлемы для региональных. Если же различные международные встречи проводились бы на основе разных норм и регламентов, то в этом деле создался бы настоящий хаос. То же самое случилось бы, если бы различным организациям и федерациям, не являющимися членами Национальных Олимпийских Комитетов, разрешили бы принимать участие в играх вместо нас. Все Н.О.К.и и все Международные Спортивные Федерации-открытые организации, т. е. их двери открыты всем тем, ктот готов придерживаться их регламента и норм, и уважать их руководителей. Членами этих организаций могут быть все и, следовательно, кто отказывается войти в них и подчиниться их внутренним распорядкам, не должны иметь права участвовать в их деятельности.

Что же касается предложения об увеличении количества лиц, сопровождающих спортсменов, то Международный Олимпийский Комитет согласится с тем количеством, которое посчитается необходимым. По этому поводу был принят регламент т. к. часто случалось, что кримацу их из пяти спортсменов сопровождало 25 руководителей, что было довольнотаки смешно. Но если вы считаете необходимым пересмотреть этот регламент, то мы согласны.

Естественно, господа, что вам решать желаете ли вы организовать Европу здесь в Риме, но думаю, если такого ваше желание, нужно, что бы оно было принято единогласно. А если половина комитетов будет « за » а половина « против » - результат окажется не совсем положительным.

Помните, что все и любой момент могут обращаться в Международный Олимпийский Комитет и что каждый запрос будет обсуждаться по существу, а не на основе количества подписей.

У вас много общих вопросов и по всей вероятности, ваши встречи окажутся очень полезными в нахождении решений и, кажется, что такие встречи не занимаются политикой.

Международные Федерации на протяжении многих лет обсуждают целесообразность создания организации на высоком уровне, но, естественно ни к чему создавать организацию, если не принимать активного участия в её деятельности, не посещать встречи, не принимая на себя каждой вытекающей ответственности.

Господа, желаю поблагодарить Президента Онести и Итальянский Олимпийский Комитет за то, что они пригласили меня на эту встречу. Желаю вам, чтобы ваша работа закончилась успешно и надеюсь видеть вас в Мадриде на следующей неделе.

Спасибо за внимание.

Депутат Акилле Корона

Министр Туризма и Зрелищных Предприятий Италии

Господин Председатель, господа,

тот факт, что первая встреча Национальных Олимпийских Комитетов Мира собралась в Риме, где уже горел Олимпийский огонь, имеет особое значение, которое Итальянское Правительство глубоко оценило. От имени этого правительства, господа, я приношу вам наше сердечное Добро пожаловать.

Мне приятно воспользоваться случаем и поприветствовать в качестве спортсмена всех членов Международного Олимпийского Комитета и особенно дружественно, его Президента господина Брундаж, который любезно председательствовал в апреле этого года на церимонии, организованной И.Н.О.К.ом в честь спортсменов, внесших наибольший вклад в поднятии престижа итальянского спорта.

Вы позволите мне передать благодарность также моему другу, президенту И.Н.О.К.а адвокату Онести, являющемуся вдохновителем итальянского спорта и столь много сделавшего для того, чтобы вы все здесь встретились.

Ваша встреча, господа, имеет особое значение. Она знаменует новый этап в развитии спорта к которому пришли благодаря совместным стремлениям Олимпийских Комитетов, чьи деятельность все более расширяется и которая заслуживает широкого и демократического обсуждения. Будучи свидетелем Олимпийских Игр в Риме и Токио, я имел возможность оценить годы трудностей и деятельности, позволившие Олимпийским Комитетам привлечь на 4-х годичные соревнования цвет мировой молодежи, воспитанной на основах строгой дисциплины и на чувствах здорового соревнования.

На основе моего опыта и в качестве ответственного в правительстве и за другие секторы, столь связанные со спортивной деятельностью, мне особенно приятно выразить свое удовлетворение по поводу сегодняшнего события. Оно доказывает необходимость в том, чтобы крупные вопросы жизни людей, а следовательно, и спортивные глубоко обсуждались на широких встречах.

Поле, на котором вы, господа, действуете, является одним из наиболее интересных. В поисках решений по интересующих вас вопросам вы, естественно, принимаете по внимание необходимость развития дружественных отношений и взаимопонимания между странами, этим самым помогаете укреплению мирного сосуществования между народами тот есть необходимого условия и для развития спортивной деятельности.

Разрешите мне добавить - Министру Италии по Туризму то есть по деятельности в которой наша страна является одной из первых в мире, что и для спорта предпосылкой является мир и благосостояние народов. Сознание этого дает удовлетворение, но в то же время возрастает тяжесть нашей и нашей ответственности.

Спорт-крупное явление в человеческой и современной жизни. Он поднимает условия жизни, цевилизации народов мира. Правительства, следовательно, желая прогресса своим гражданам, должны проявлять о них ежедневную заботу. Итальянское Правительство, демократический парламент страны-проявляет такую заботу. И и счастлив подтвердить сообщение, высказанное здесь Президентом Онести: вчера Правительство и Парламент приняли закон, благодаря которому спортивные организации Италии будут располагать новыми большими средствами.

Пусть это известие будет пожеланием укрепления спортивной деятельности во всех частях света. Разрешите мне, господа, выразить пожелание-убеждение. Пусть эта первая ваша встреча даст новое и положительное для успеха и славы спорта, для все более мирного взаимопонимания между людьми, а следовательно, между странами.

Господа, я имею честь приветствовать вас в нашей стране от имени Итальянского Правительства и пожелать успехов в вашей работе.

(*Аплодисменты*).

(*Заседание закончилось в 10 час 50 мин*).

Представление и принятие резолюции

Джулио Онести

Председатель Итальянского Олимпийского Комитета

Национальные Олимпийские Комитеты впервые собрались, чтобы широко обсудить практические вопросы спорта. Инициатива, проявленная Итальянским Олимпийским Комитетом, дружно поддержанная другими комитетами в Токио-выразила распространенное желание. Всем нам хотелось встретиться на хорошо подготовленном и скоординированном с чувством ответственности, съезде.

Итальянский Олимпийский Комитет сразу, по возвращению из Токио принялся за работу на благо общих интересов. Выполнив высказанные пожелания, было создано два бюро: одно-по законодательным вопросам в спорте, второе-по вопросам спортивных сооружений. Была запрошена документация и изложение опыта, на что многие из вас откликнулись. Обоим бюро, занимающимся актуальными и полезными для всех вас вопросами, были созданы необходимые условия для их деятельности, которая будет продолжаться и в будущем.

Затем мы отобрали ряд вопросов, которые считали целесообразным поставить на обсуждение данной встречи и сообщили о них вам, выслав циркуляры.

Проинформированные Олимпийские Комитеты смогли ознакомиться с вводными заметками по каждому вопросу, стоящему на повестке дня. Тексты этих заметок были переработаны на основе поправок, добавлений, нам сообщенные многими из вас.

Данная ассамблея, конечно, состоящая из равных имеет авторитет и полное право пересмотреть вопросы и уточнить их в резолюциях. Данные резолюции будут представлены нами в виде рекомендации на встрече, которая состоится 4 ноября, в Мадриде с Исполкомом Международного Олимпийского Комитета.

Впервые в истории нашего движения, мы внесем в зал обсуждений уже обдуманные и принятые большинством или всеми, вопросы и мысли. Мы думаем, что это окажет большую помощь самому Исполкому Международного Олимпийского Комитета в его конкретной работе.

Таковы пожелания. И я, знающий многих из вас, и имеющий честь познакомиться в последнее время с руководителями вновь созданных Олимпийских Комитетов, обращаюсь к вашему общему чувству меры и ответственности с тем, чтобы данная встреча достигла желаемых результатов.

Мы не раз утверждали и подтверждали, что наша позиция не полемична и не идет в противопоставление в отношении Международного Олимпийского Комитета. Многие из нас являются одновременно председателями Олимпийских Комитетов и членами Международного Олимпийского Комитета. Другие являются новыми президентами и несут очень важное и в тоже время приятное поручение так как руководить спортом, деятельность привлекающая каждого современного человека.

Я хочу передать от имени старых, привет и наилучшие пожелания новым председателям Олимпийских Комитетов и уверить их, что мы считаем всех равными и проникнутыми единым мирным духом.

Мы работаем на благо молодежи и на благо наших стран. Мы знаем, что молодежь наиболее ценное богатство, которым располагает какое-либо государство.

Мы горячо желаем, чтоб эта молодежь встречалась на спортивных полях и способствовала образованию взаимного уважения и симпатии между народами.

На нас лежит так же ответственность оказывать помощь и поддержку делу мира и прогресса. И с этим чувством ответственности мы должны действовать, выслушивать и черпать один от другого. Мы должны не строить себе иллюзий, но смотреть в будущее с оптимизмом, присущим деятелям спорта.

Я уверен, что каждый из вас прибыл с этим убеждением и откровенно желаю, чтобы результаты Римской встречи оказались полезными для всех нас.

Извените меня, если я посчитаю единогласным желание итальянской делегации: мы работаем на благо молодежи и любим мир, желаем чтобы мир был нормальным состоянием жизни народов. К сожалению, как раз в эти дни война несет разрушения в древние и цивилизованные страны с которыми мы имеем братские и искренне-дружественные отношения. Нас это глубоко волнует так как мы знакомы с ужасами войны и знаем, что мир нераздели. Призвать к возвращению, к миру-наш долг. Мы не располагаем материальной силой и средствами давления, но у нас есть открытое и откровенное сердце и смелость выразительнаи чувства.

Поэтому, если данное собрание согласно, я представлю на ваше утверждение следующую резолюцию:

Делегаты 71-го Национального Олимпийского Комитета, представляющие миллионы молодых спортсменов, собравшись на братскую встречу в Риме во имя спорта, обращают свои озабоченные мысли к народам, затянутым в конфликты.

Они обращаются по сему к Международным властям и наиболее влиятельным коллективам, с тем, чтобы они направили все возможные усилия на то, чтобы положить конец этим трагическим авантюрам.

Молодежь тянется к жизни, к прогрессу, к счастью. И никакой спор о границах или престиже не может оправдать попирания этих её прав.

Спорт, охватывающий все пожелании молодежи и превращающий их в правила поведения: спорт, преследующий цель братства и взаимопонимания между людьми, требует со всеми людьми доброй воли прекращения конфликтов и возвращения к жизни на земли, испаханных горем ».

Господа председатели, я зачитал резолюцию в пользу, насколько наши возможности позволят, универсального мира. Так как резолюция должна быть принята большинством, я просил бы высказаться тех, кто против. Пусть они поднимут руки.

Если, следовательно, все присутствующие - « за », я, если вы желаете, его перечитаю.

(*Перечитывает резолюцию*)

Все согласны с этой резолюцией? Спасибо. Кто-нибудь хочет выступить по этому вопросу? Спасибо господа. Думаю, что наша встреча не могла начаться лучше.

Резолюция принимается единогласно

Начинаем теперь нашу встречу.

Нужно во-первых избрать председатели. Не желаю пользоваться своим личным положением и тем фактом, что вы наши гости, чтобы напизать свою кандидатуру. Следовательно, как водится между спортсменами будем говорить откровенно. Если кто-нибудь из делегатов желает выдвинуть другую кандидатуру-пусть выскажется.

Благодарю.

(*Аплодисменты*)

Председателем назначается Джулио Онести

Благодарю, вас господа, надеюсь не очень вас разочаровать!

Начинаем с первого пункта повестки дня:

« Принцип независимости Национальных Олимпийских Комитетов ».

Сообщаю, что делегация Кении записалась на выступление, сразу же после изложения клада. Зачитываю доклад:

Первый вопрос: Независимость Н.О.К.ов

« Принцип независимости Национальных Олимпийских Комитетов. В последнее время многие государства начали выделять из своих бюджетов определенные суммы на спортивно-физическое воспитание молодежи.

Национальные Олимпийские Комитеты воспринимают это с удовлетворением и было бы неплохо, чтобы они стимулировали правительства своих стран делать всё больше и этом направлении, так как это ценно для молодежи.

Многие правительства также финансируют постоянно или в определенных случаях дилетантский спорт. Национальные Олимпийские Комитеты считают, что такую экономическую помощь можно принимать и что она положительна. Но Н.О.К.и должны действовать так, чтобы экономическая помощь не обуславливалась зависимостью Олимпийских спортивных игр от политической власти.

Нужно чтобы правительства, финансируя Олимпийские и спортивные игры, оставляли за спортом полную автономию в деле технического и спортивного руководства. Правительствам, в тоже время, Национальные Олимпийские Комитеты должны будут давать отчет об истраченных суммах и о мероприятиях принимаемых и направленных на развитие спортивных игр.

Национальные Олимпийские Комитеты должны воспротивиться и всеми силами избегать того, чтобы спорт превратился в шовинистические манифестации и в средство поднятия престижа.

Национальные Олимпийские Комитеты, следовательно, обращаются с просьбой к Председателю, к членам Исполнительного Комитета и ко всем членам Международного Олимпийского Комитета с простбой в помощи, и если это потребуется поездками и встречами на местах, в выполнении обязательств на них возложенных статьей 25 Олимпийского регламента, в целях содействия во всех странах распространения спокойной, деловой атмосферы и спортивном духе ».

Господа, открываю прения по первому пункту повестки дня. Слово представителю Кении.

Гербан Синг

Член Олимпийского Комитета Кении

Господин Председатель, господа, прежде всего желаю поблагодарить Итальянский Олимпийский Комитет, за то, что он проявил инициативу организации этой встречи. Во-вторых, хочу сказать, что я уверен в том, что каждый из нас прибыл в Рим с тем, чтобы создавать а не рушить деятельность Олимпийского движения.

Господин Председатель, Олимпийская Ассоциация Кении полностью согласна со статьей 25 Олимпийского движения, говорящей о независимости спортивных организаций.

Нам из Кении повезло, так как интеграция уже осуществляется, а правительство поддерживает и помогает развитие спорта. Я счастлив сообщить вам, что делегаты Кении имеют мандат от правительства и любителей спорта, без какого-либо политического вмешательства.

Господин Председатель, мы из Кении, преследуя все ту же цель, считаем, что интеграция всех рас вместе живущих, работающих, обсуждающих вопросы спорта, поведет нас делако в деле развития Олимпийского движения.

Я счастлив, что Президент Олимпийского Комитета Кении, господин Александр, присутствует на этой встрече. Он многое сделал для развития Олимпийской Ассоциации Кении. Мне приятно сказать также, хотя он и является членом Парламента и очень влиятельным человеком Кении, он здесь, отложив в сторону политику, чтобы поддержать спорт не думая даже влиять на нас в политическом смысле.

Я знаю, господин Председатель, что во время Африканских Игр Брадвиля, африканские страны поставили и обсудили вопросы, затрагивающие развитие спорта и возможные политические вмешательства в него. Я хочу напомнить, что у людей есть 3 общих принципа: политика, религия и коммерческая инициатива. У них также 3 общих необходимости : каждый человек, кто бы он не был, *должен* питаться, каждый человек *должен* спать, каждый человек *должен* одеваться. И все политические, религиозные деятели и коммерсанты должны объединиться на основе этих принципов.

Но не все люди интересуются политикой, не все религией, не все также и дельцы-но всем политическим, религиозным деятелям и коммерсантам нравится спорт.

Вот почему я придаю столь важное значение этому пункту повестки дня: мы все должны, как можно больше, поддерживать спорт.

Если же мы позволим политическое вмешательство в дело спорта, три силы, о которых я сейчас говорил-политика, религия и торговля-превратятся в угрозу или по меньшей мере в болезнь спорта. Это было бы смертельной болезнью для Олимпийского движения : нужно её победить искоренить и не завтра а сегодня.

Мы, собравшиеся здесь, в поддержку движения должны вырвать с корнем это скрытое зло, не разрешая никогда и не в коем случае политическое вмешательство.

Могу указать на один факт очень опасного вмешательства. Некоторое время тому назад, в Кении, несколько коммерческих фирм обратились с письмом к Олимпийской Ассоциации, прося разрешения использовать фамилию наших наилучших спортсменов. Цель была ясной, хотя они об этом не писали и то есть рекламировать свою продукцию. Это могло иметь серьезные последствия и я позволю себе предупредить представителей всех стран, чтоб они были осторожно и не разрешали этого. Не разрешали коммерческим фирмам распространять фотографии того или другого спортсмена так как под предлогом желания познакомить с ним население, они рекламируют и желают продавать свою продукцию. Я думаю, что это опасно.

Господин Председатель, я думаю, что Национальные Олимпийские Комитеты должны основывать свою деятельность на очень высоких принципах и их придерживаться.

Естественно, правительства должны оказывать финансовую помощь, но я с гордостью заявляю, что мы в Кении, хотя и получили денежные средства от правительства и получили их для участия в играх в Брадвиле, но все это без того, чтобы на нас ложились какие-либо политические обязанности. Вот что нам было сказано: « Вот деньги, поезжайте и разработайте принцип Олимпийского движения ».

Единственно, что от нас желает правительство, это то, чтобы мы тратили с умом, даваемые нам средства.

Вот почему я придаю столь важное значение нашей совместной и согласованной деятельности на пользу Олимпийского движения. Если мы согласимся на какое-либо политическое условие, мы окажемся в очень тяжелом положении-политическое вмешательство окажется неизбежным.

Я бы желал, Господин Председатель, просить совещание, чтобы оно действовало во избежание этого, оградило от этой опасности и действовало так, чтобы мы хорошо осознавали то, что делаем. Если мы сверяем с этой линии, то окажемся замешенными в политику. Мы не вмешиваемся в политические дела и политика не должна бы вмешиваться в дела нашего движения. Если мы будем шагать все вместе, нам откроется далекий путь. Кения решительно отстаивает эту мысль, если правительство, религия и коммерция не будут мешать нашему движению, я уверен наш путь нас далеко поведет.

Спсибо, Господин Председатель.

Председатель: Кто из вас, господа, хочет выступить по этому вопросу, пусть поднимет руку.

Гауденцио Луис Да Сильва Коста

Член Олимпийского Комитета Португалии

Господин Президент, господа делегаты, разрешите мне прежде всего поблагодарить Итальянский Олимпийский Комитет за организацию этой встречи, которая, несомненно, окажется очень важной для будущего мирового Олимпийского движения.

Я с большим вниманием прослушал выступление Господина делегата Олимпийского Комитета Кении, и в качестве члена Португальского Олимпийского Комитета, рад, что понял его ясные и точные слова.

Я хочу поблагодарить делегата Кении за его выступление.

Спасибо.

Жуан Улис Гарсия Салета

Председатель Олимпийского Комитета Доминиканской Республики

Доминиканский Олимпийский Комитет с глубоким удовольствием принимает участие в этой первой встрече, Национальных Олимпийских Комитетов, она должна обсудить свои вопросы и принять по ним решение, которое будет иметь своей основой Олимпийские принципы.

Доминиканская Республика не так счастлива, как Кения. Она не может сказать что её правительство помогает развитию спорта, она борется за развитие любительского спорта на основе советов, данных генералом Кларк во время его визита у нас. Благодаря его заботам мы разработали Национальный план по организации спорта.

Как вы хорошо знаете, наша страна была вынуждена в последние годы разрешать много трудных положений и на развитие спорта в последние 4 года не было выделено ни одного сентао. Поэтому с ещё большей радостью, мы отмечаем тот факт, что более ста тысяч молодых людей сами строят по всей стране спортивные сооружения. Повсюду организовываются спортивные общества и это значительно усилило национальные федерации, которые оказывают огромную помощь молодежи в строительстве сооружений, придерживаясь уставам, регламентирующим нашу спортивную работу. В тоже время мы хотим подчеркнуть на этой важной встрече необходимость принятия строгой резолюции по поводу фактов, случившихся в нашей и других странах, когда со сменой правительства, был избран новый Олимпийский Комитет.

Перед тем как официально признать этот новый комитет, нужно установить, мы считаем, если он результат желаний новых политических деятелей или назначен спортивными организациями, как это должно быть.

Доминиканский Олимпийский Комитет, к сожалению, ни разу не получал помощи, которую любое правительство должно бы оказывать для здорового развития молодежи и с тем, чтобы без политической рассовой и религиозной дискриминации можно было бы поднять моральное культурное и физическое состояние наших народов.

Я обещаю, что буду продолжать бороться, убежденный, что со временем и благодаря вашей моральной поддержке, мы сумеем добиться того, что желаем и то есть чтобы будущие правительства оказывали материальную помощь в строительстве спортивных сооружений и в организации национальных игр, необходимых для принятия любви к спорту.

Мы не будем рассказывать, как мы досчали на этот съезд, ни как мы сумели принять в нем участие. И если намекаем на это, то только потому, что гордимся быть среди вас, убежденные в том, что идеи де Кубертен с каждым днем будут воплощаться в жизнь.

Генри Корентин

Генеральный секретарь Олимпийского Комитета Мали

Господин Председатель, желаю выступить как Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета.

Господин Председатель, я бы хотел выразить некоторые соображения по этому пункту повестки дня.

Что касается принципа независимости Национальных Олимпийских Комитетов, я думаю, что мы с ним все согласны. Я хотел бы всё же, что бы было уточнено объективно, что подразумевается под словом « независимость ».

Говорится, что Н.О.К.и могут и должны требовать помощи от своих правительств в деле развития спорта. Таким образом, практически, каждое правительство становится всё более ответственным за свою политику, за воспитание молодежи во всех направлениях, включая спорт. Таковa действительность. И престиж игр, как таковой, отражается в национальном плане, а также в индивидуальном. Сегодня мы должны согласиться с тем, что победитель Олимпийских Игр завоевывает огромный престиж. Они герои Олимпиады.

Каждое правительство разрабатывает план развития спорта, так как народ судит о нем также по результатам, достигаемым в этом деле. Это случается, по меньшей мере, в большинстве стран мира.

Какова же задача независимых Национальных Олимпийских Комитетов? Его задача в том, чтобы такое развитие и здоровые соревнования проводились, строго придерживаясь олимпийских норм. Лишь в этом случае, на наш взгляд, независимость Национальных Олимпийских Комитетов выполнила бы три основных функций.

Во-первых, чтобы вся молодежь, независимо от расы, идеологических и религиозных взглядов, могла бы в данной стране заниматься спортом и готовится к Олимпийским играм в лучших условиях. Другими словами, действовать так, чтобы эти нормы уважались в этой стране.

Во-вторых следить за тем, чтобы согласно идеалом нашего движения, в играх принимали участие лишь спортсмены, занимающиеся этим как любители. Это для того, чтобы идеи любительства, распространяемые среди молодежи, должны бы оставаться целыми, а не временным явлением.

В-третьих, способствовать под наблюдением Национальных Олимпийских Комитетов, встречам молодежи приуслови выполнения вышеуказанного. Эти условия, например, содержат в себе необходимость добиваться от правительств выдачи « виз » спортсменам.

На наш взгляд, Олимпийские Комитеты поступающие таким образом в своих странах, доказывают свою независимость так как в их задачу входит гарантировать олимпийский дух. В обратном случае, нельзя говорить о независимости. Я не хочу сказать, что такие комитеты в зависимости от правительств, но подчеены принципам и идеям, не соответствующим Олимпийскому идеалу, и не были бы, по сему, достойны состоять в Олимпийской семье.

Милан Эрчеган

Член Олимпийского Комитета Югославии

Господин Председатель, господа, во-первых хочу поблагодарить Итальянский Национальный Олимпийский Комитет и его Председатели, господина Онести за инициативу в организации этого собрания.

Предложение Итальянского Национального Олимпийского Комитета остановиться на [illegible] о правах и обязанностях независимости Олимпийских Комитетов имеет важное значение [illegible]

должны здесь его обсудить и изучить. В то же время Олимпийский Комитет Югославии считает, что вопрос должен быть изучен со всех сторон. Вы разрешите мне, Господин Председатель, изложить вкратце этот вопрос и то есть значение прав и обязанностей Национальных Олимпийских Комитетов.

Все мы знаем передовые позиции современного Олимпийского движения в деле развития спорта и физической культуры в мире. И все мы желаем, чтобы в будущем Олимпийское движение было силой, способствующей развитию физической культуры, прививающей любовь к жизни, способствующей благосостоянию и прогрессу.

Чтобы сохранить свою прогрессивную позицию, Олимпийское движение должно развиваться. Если мы будем смотреть на наше движение с этой точки зрения, то наша задача, и особенно задача Международного Олимпийского Комитета намного шире и не может ограничиваться традициями или бдительного хранения идей. Если мы желаем, чтобы дело де Кубертена оставалось жизнью и всегда молодым, мы должны его развивать.

И этим мы должны руководствоваться в нашей дискуссии об организации, о роли и позиции Международного Олимпийского Комитета. Мы осознаем, что базой Международного Олимпийского движения являются национальные Олимпийские Комитеты, на которые ложится наибольшая тяжесть. Я не думаю, что будет преувеличением сказать, что в настоящее время сила Олимпийского движения во многом зависит от силы Национальных Олимпийских Комитетов.

Все мы знаем, что Национальные Олимпийские Комитеты должны ежедневно встречаться с действительностью практической жизни спорта. Поэтому они лучше понимают необходимость его. Все таки несмотря на это они участвуют слишком относительно в решении этих вопросов. Если некоторые Олимпийские вопросы сейчас трудно решить, это потому, по моему мнению, что Национальные Олимпийские Комитеты не призваны участвовать в поисках решений этих вопросов.

Сила и важность Национальных Олимпийских Комитетов, как и думаю, независят от неза - висимости и свободы решений, которые они могут принять в своей стране, но так же в одинаковой степени от роли, которую они имеют в Национальном Олимпийском движении то есть от позиции и от прав, которые дает им Международный Олимпийский Комитет. Нам кажется неоспоримичен тот факт, что Международный Олимпийский Комитет требует с одной стороны абсолютной свободы Национальных Олимпийских Комитетов в их странах, а с другой стороны не дают никаких прав в международном плане.

Может быть стоит взять в пример опыт других международных организаций, так же спортивного характера, где все страны участвуют с одинаковым весом в решении более трудных и деликатных вопросах, чем иногда бывает у нас.

Югославский Олимпийский Комитет считает, что пока вопрос Национальных Олимпийских Комитетов не будет полностью изучен то есть до тех пор, пока Международный Олимпийский Комитет не будет говорить не только об обязанностях, но так же о правах, эта задача остается нерешенной и я не знаю, на пользу ли это Олимпийскому движению.

Отношения, которые существуют сегодня между Международным Олимпийским Комитетом и Национальными Олимпийскими Комитетами отдаляют все больше М.О.К. от действительности, и поэтому М.О.К. не сможет решить задачи, поставленной этой действительностью. Мы считаем что Олимпийская семья состоит не только из членов Международного Олимпийского Комитета, но также из всех Национальных Олимпийских Комитетов и Международных Федераций, которые составляют одно целое. Эта Олимпийская семья должна иметь одинаковые права.

Если Международный Олимпийский Комитет заботится о престиже Национальных Олимпийских Комитетов, он должен, по нашему мнению, обязательно пересмотреть свои положения в отношении каждого комитета. Позиция каждого Национального Комитета в Международном Олимпийском Комитете должна походить на ту, которая гарантируется почти во всех Международных организациях так как все страны имеют равные права.

Спасибо

Аксель Проэтхост

Председатель Олимпийского Комитета Норвегии

Господин Председатель, в момент когда нам сообщили повестку для этой встречи, мы не знали ещё её реальное значение. Речь шла о независимости Национальных Олимпийских Комитетов и мы задали себе вопрос о какой независимости говорилось? Независимости от других спортивных организаций своих стран, от правительства, возможно, подразумевалось от Международного Олимпийского Комитета? В последнем случае вопрос чрезвычайно важен.

Олимпийская хартия определяет как должны организовываться Национальные Олимпийские Комитеты. Если намерение в том, чтобы принять тип по которому каждая страна в зависимости от своих особенностей, будет строить организацию, то это не сложно. Но если же требовать, чтобы строго придерживались хартии, то мы ставим вопрос: не имеет ли смысл пересмотреть хартию с тем, чтобы она отвечала новым временам.

Нам же кажется логичным, что Международному Олимпийскому Комитету в котором Национальные Олимпийские Комитеты не имеют силы и не представлены, было предоставлено право определять как в каждой отдельной стране должен быть организован спорт. Если речь идет об этом, то я разделяю мнение Гастона Мейера о сообщении —№ 91 и то есть что настал момент предложить изменение, во избежание банкротства или полного изменения организации Олимпийских игр.

Я думаю, было бы полезным избрать комитет, которому поручить глубокое изучение всех этих вопросов, как и предлагал Мейер.

Многие могут задать вопрос, а Международный Олимпийский Комитет согласится с этим, но с другой стороны, несомненно, решать должны Национальные Олимпийские Комитеты. Без сотрудничества Национальных Олимпийских Комитетов и Международных Федераций нельзя ни организовать, ни провести Олимпийские игры.

Я думаю, Национальные Олимпийские Комитеты приняли с удовольствием предложение Итальянского Олимпийского Комитета, организовать эту встречу: это является первым признаком растущего стремления Национальных Олимпийских Комитетов располагать определенным влиянием на решение по поводу организации и проведения будущих Олимпийских игр. Прекрасным пример, показывающий необходимость в более точных и ясных нормах.

В Норвегии существует единая организация, объединяющая все виды спорта. Все спортивные федерации состоят в единой организации-Норвежской спортивной организации. С 1926 года эта федерация действует и в качестве Олимпийского Комитета Норвегии. Она разбирала все вопросы, относящиеся к Олимпийским играм.

В этом году нашу неожиданно представители Международного Олимпийского Комитета заявили, что наша организация незаконна и предложили нам избрать новую форму организации для Олимпийского Комитета Норвегии. Я же не нижу никакой серьезной причины, обвинять нашу организацию в незаконности. В течение 40 лет наша организация сохраняла определенную форму и к тому же организовала Олимпийские игры в 1952 году. Я думаю, что в тот период нашу организацию считали законной.

Я думаю, что Международный Олимпийский Комитет не вполномочил бы на незаконную организацию ответственность по организации Олимпийских игр. Приведенный пример показывает, на мой взгляд, что нужно установить следующее правило: Олимпийская хартия-типовая установка полезная для стран, не располагающих организацией единой для всех видов спорта, но каждая страна, каждый Национальный Олимпийский Комитет независим и сам решает какую форму придать своей организации. Нужно лишь чтобы придерживались основных положений, которые сами по себе составляют лучшую гарантию экономической, религиозной, политической и расовой независимости. Мне кажется, что это также соответствует демократическому принципу, в котором мы живем.

Я думаю, что нужно, пока не поздно, последовать совету Гастона Мейера.

Спасибо.

Italiano

Председатель: Господин представитель Норвегии, хочу сказать лично от себя. Пользуюсь этим случаем, чтобы глубоко поблагодарить Вас от имени Италии. В далеком 1946 году мы-и прошлом вражеская страна-были братски приняты вашим комитетом, который, мне кажется, сомнительно считать незаконным, и нас считали среди вас друзьями и свободными людьми. Это анахронизм, но в 1946 году вы нас так братски приняли, что не было даже тени неудобства.

Это воспоминание, по всей вероятности, влияет на мое мнение, но я не могу забыть этот эпизод и желаю лично от себя поприветствовать вашу организацию и пожелать ей всего наилучшего.

Слово представителю Восточной Германии.

Ганц Шобел

Председатель Олимпийского Комитета Германской Демократической Республики

Говорит официальный переводчик:

Доктор Ганц Шобел, председатель Национального Олимпийского Комитета Германской Демократической Республики, поручил мне прочитать его выступление.

« Господин Председатель, дамы, господа, Национальный Олимпийский комитет Германской Демократической Республики глубоко оценивает инициативу, взятую на себя Итальянским Национальным Олимпийским Комитетом в организации этой встречи. Наш комитет полностью поддерживает принцип независимости и так как дискриминация часто была направлена против нас, мы с большим вниманием и благодарностью отнеслись к мероприятиям, принятым М.О.К.ом и Международной Федерацией, направленных на то, чтобы спорт оставался свободным и независимым.

Олимпийский Комитет Германской Демократической Республики в течение всех 15-ти лет своего существования последовательно направлял свою деятельность с тем, чтобы Олимпийские идеалы, как того требуют устои Международного Олимпийского Комитета, внедрять в жизнь. На совещании М.О.К.а и сам председатель М.О.К.а Авери Брундаж это признали.

Несмотря на это, М.О.К. до сих пор не предоставил нашему Олимпийскому Комитету всех тех прав, которыми располагают все им признанные Олимпийские Комитеты.

На нам взгляд, независимый Национальный Олимпийский Комитет должен иметь право создавать свою Олимпийскую команду, без вмешательства сил, находящихся за пределами его территории. Каждый Олимпийский Комитет должен иметь право самолично решать стоящие перед ним вопросы.

В нашем же случае принцип независимости до сих пор ограничивался тем, что об участии наших спортсменов в Олимпийских играх, может решать Национальный Олимпийский Комитет Германской Федеративной Республики. Во время образования так называемой « Единой Олимпийской команды » в 1964 году между двумя немецкими Олимпийскими Комитетами встало много дискуссионных и неразрешимых вопросов. Во время преолимпийских тренировок и играх в Инсбурге и Токио, всплыло много противоречий и немало неудобств для спортсменов.

Поэтому наш Олимпийский Комитет пришел к заключению, что нужно положить конец этому нестерпимому положению. Желаю привести лишь один пример-случай с яхтсменом Демель из Германской Демократической Республики и господином Кувейтер из Германской Федеративной Республики. Олимпийский Комитет Западной Германии нарушил в Токио существующую договоренность с нашим Олимпийским Комитетом. Нашему яхтсмену господину Демель, несмотря на то, что он квалифицировался, было отказано в выступлении в Токио.

Наиболее свежий пример политического вмешательства в дела спорта в том, что правительство Западной Германии оказало давление на власти НАТО с тем, чтобы не была предоставлена виза господину Манфред Эвальд, члену нашего Олимпийского Комитета и члену нашей делегации на этом съезде.

Мы знаем, что Итальянское правительство выдало визу господину Эвальд и что Итальянский Олимпийский Комитет и его председатель адвокат Онести сделали все возможное в этом отношении.

Господин Эвальд-председатель Национального Спортивного Союза нашей страны и он был ассистентом главы так называемой « Единой Олимпийской Команды » в Риме. В прошлом году в Токио, господин Эвальд был главой Немецкой Олимпийской Команды. Нужно осудить тот факт, что он не может принять участие на этой встрече.

Наш Олимпийский комитет информирован также и том, что Боиское правительство Западной Германии, и его тенденции политически вмешиваться в Олимпийские игры, доходит до того, что поручает своим послам за границей убеждать членов Международного Олимпийского Комитета голосовать против требования полной независимости нашего Национального Олимпийского Комитета. На повестке дня Мадридской сессии стоит заявление нашего комитета в котором выражено желание, чтобы на Олимпийских играх 1968 года могла принять участие независимая команда Олимпийского Комитета Германской Демократической Республики. Этот запрос полностью соответствует олимпийской хартии и в частности 7-ой статье, в которой ясно указано, что в компетенцию Международного Олимпийского Комитета не входит признание правительств, а Национальных Олимпийских Комитетов и разрешение их командам участвовать в Олимпийских играх.

То, что случилось в разделенной Германии, а особенно после 1960 года, ясно показывает сколь напрасны надежды, что так называемая « Единая немецкая команда » могла бы оказать пользу в деле взаимопонимании и объединении Германии. Сам председатель М.О.К.а неоднократно был вынужден с огорчением признать это.

Как вы знаете, Спортивный Союз Западной Германии и её Олимпийский Комитет порвали в 1961 году, на основе политических мотивов с ними все отношения. С этого момента положение стало ухудшаться до того, что в настоящий момент не существует никакой возможности создать единую Олимпийскую немецкую команду. И наоборот, нужно признать, что лучшие результаты спортсменами обоих Германий, были достигнуты в тех случаях, когда они выступали на Международных или Европейских соревнованиях отдельными и независимыми командами. И все могут подтвердить, что в этих случаях не было никакого политического вмешательства.

Такого было, например, во время первенства Европы по боксу и Международных соревнованиях по современному пятиборью, состоявшихся в этом году в Германской Демократической Республике. То же самое можно сказать о футбольном Европейском турниремолодежи и о кубке Европы « Бруно Дзаули », состоявшиеся в Германской Федеративной Республике.

Таким образом доказано, что лучшим решением является участие в Международных соревнованиях двух немецких команд и что это лучшие отвечает Олимпийским идеалам.

Поэтому мы просим, уверенные, что избрали наиболее честное отношение, всех здесь присутствующих делегатов Н.О.К.ов рекомендовать сессии М.О.К.а в Мадриде (как это уже было сделано в апреле этого года в Лозанне Международной Федерацией), решение немецкого вопроса, удовлетворив просьбу Национального Олимпийского Комитета Германской Демократической Республики его признания и независимости, согласно принципам Олимпийского регламента. Спасибо.

Председатель: Господин представитель Восточной Германии, меня лично тревожит положение, из-за которого вы в настоящий момент находитесь в затруднении, но вопрос не нашей компетенции и не стоит на повестке дня.

Я думаю все же, что Национальные Олимпийские Комитеты согласятся со мной, в том, что нужно просить компетентные органы, Международный Олимпийский Комитет, чтобы вопрос был разрешен в Мадриде, на основе Олимпийских правил. Спасибо.

Слово представителю Советского Союза.

Игорь Казанский

Заместитель Председателя Олимпийского Комитета С.С.С.Р.

Господин Председатель, Дамы, Господа, Дорогие друзья,

Разрешите мне от имени Олимпийского Комитета С.С.С.Р. горячо приветствовать делегатов Встречи Национальных Олимпийских Комитетов и выразить нашу глубокую уверенность, что итоги Встреч Национальных Олимпийских Комитетов явятся значительным вкладом в развитие современного олимпийского движения. Национальные Олимпийские Комитеты неоднократно заявляли о необходимости иметь возможность собраться вместе с тем, чтобы обмениваться информацией, взаимным опытом и выработать совместные рекомендации.

Сегодня мы имеем возможность, и в связи с этим мы выражаем глубокую признательность Олимпийскому Комитету Италии и его Председателю, господину Джулио Онести, за проявленную инициативу и проделанную работу по подготовке и проведению данного совещания.

Международные спортивные связи открывают широкие пути для мирного сотрудничества и сближения народов, как об этом сказал в своей вступительной речи господин Онести, для улучшения взаимопонимания и укрепления дружбы между молодежью и народами всей нашей планеты. Это налагает большую ответственность на практическую деятельность национальных спортивных организаций и Национальных Олимпийских Комитетов признанных руководить спортом в своих странах и представлять своих спортсменов и команды на величайшем международном форуме силы и красоты - Олимпийских играх, где встречаются представители большинства стран мира вне зависимости от политических, идейных и религиозных убеждений.

В то же время, участие в олимпийском движении и в олимпийских соревнованиях не означает отказа от своих убеждений, определенных взглядов и идей. Мы живем в сложных противоречивых условиях современной жизни, и не можем закрыть глаза на те влияния, которые оказывает политическое развитие мира на все сферы человеческой деятельности, в том числе и в области спорта. К сожалению, в ряде стран есть международные группировки, существуют определенные стремления, которые считают своей главной политической линией-поставить спорт на службу своим интересам, не имеющим ничего общего с задачами мирного спорта. Использовать спорт в своих политических целях-так возникла одна из острых проблем современного мирного спорта, политическое вмешательство в спортивную жизнь или другими словами-вторжение реакционных сил в спортивное движение.

Достоен сожаления факт грубой политической дискриминации, который мы наблюдаем сегодня по отношению к делегации Германской Демократической Республики со стороны реакционных сил и в частности НАТО, которые делали и сделали все возможное, чтобы помешать Национальному Олимпийскому Комитету Германской Демократической Республики принять участие в сегодняшнем нашем совещании.

Если обратить взгляд на американский континент, то и здесь мы видим вмешательство в спорт. Взять к примеру - чемпионы мира по бейсболу-кубинские спортсмены были лишены права выступать в этом году на очередной первенстве мира в Колумбии - Футболисты той же страны не смогли участвовать в чемпионате Латинской Америки. В настоящее время создается реальная угроза отказа спортсменам Кубы в их законном праве принять участие в играх Центральной Америки и Карибского моря.

Таким образом, и здесь мы наблюдаем явную дискриминацию по отношению к стране, спортивные организации которой признаются большинством Международных Федераций и Международным Олимпийским Комитетом. В создавшихся условиях международные спортивные спортивные организации и в частности М.О.К. должны принять соответствующие меры.

В своем заявлении правительствам Соединенных Штатов Америки, Великобритании и Франции М.О.К. потребовал прекратить дискриминацию спортсменов Германской Демократической Республики и разрешить им въезд в страны НАТО для участия в официальных международных соревнованиях. В апреле нынешнего года, на совещании 24 международных федераций было вновь потребовано положить конец дискриминационным действиям поборников холодной войны в спорте.

Хотелось бы пожелать, чтобы действия М.О.К., направленные на прекращение дискриминации спортсменов ГДР были бы последовательны.

Мы полагаем, что на очередном заседании сессии в Мадриде, будет решен важный вопрос о самостоятельном участии в Олимпийских играх двух немецких Олимпийских Комитетов. Мы также уверены, что М.О.К. и Национальные Олимпийские Комитеты используют все свое влияние, с тем, чтобы помочь спортсменам Кубы принять участие в играх Центральной Америки и Карибского моря.

Предлагая обсудить на нашем совещании вопрос о политическом вмешательстве в спорт. Олимпийский Комитет СССР имеет в виду, что Национальные Олимпийские Комитеты не могут стоять в стороне от борьбы за соблюдение на практике основного принципа Олимпийской хартии, за предоставление всем национальным организациям равных прав по участию в чемпионатах мира и континентов.

Пользуясь случаем, я хотел бы высказаться по отношению к вопросу о региональных играх. Нам представляется необходимым сохранить для региональных игр правило Международного Олимпийского Комитета.

Региональные игры пользуются заслуженным авторитетом в мировом спорте и занимают видное место в спортивном движении. Примером может служить успешное проведение первых Африканских игр в Конго (Браззавиль) и этом году.

Мы все сбольшим удовольствием отмечаем достижения спортсменов аффиканского континента за последние годы и поздравляем наших коллег из стран Африки с несомненными достижениями в развитии спорта.

Осуществилась идея первого Председателя М.О.К. П. Кубертена о проведении региональных игр в Африке, которую он выдвинул впервые еще в 1912 году. В связи с трудностями, на которые натолкнулся его план проведения игр в Африке, Кубертен писал в своих « Олимпийских мемуарах: « Я уверен, что к этому плану еще вернутся, этот план предусматривает проведение раз и два года спортивных игр на всей территории огромного африканского континента ».

Прогресс социальной жизни подтвердил правильность этих слов. В наши дни значение участия спортсменов Африки в международном спортивном движении возрастает с каждым годом.

Сохранение существующего принципа проведения региональных игр не означает невозможности организации других представительных международных соревнований, которые принято называть соревнованиями по приглашению, организуемых отдельными странами или спортивными организациями. Такие соревнования, безусловно, способствуют расширению спортивных контактов молодежи многих стран и популяризации спорта во всем мире. Национальный Олимпийский Комитет Советского Союза распространил проект резолюции, который предлагается на рассмотрение Национальных Олимпийских Комитетов. В проекте резолюции подчеркивается, что собравшиеся на заседание в сентябре 1965 года в Риме Национальные Олимпийские Комитеты должны поддержать рекомендации М.О.К. и Международных Федераций, принятых в феврале 1963 года, где говорилось о необходимости проведения официальных соревнований только в тех странах, которые гарантируют выдачу виз всем участникам и официальным лицам, и резолюцию Международных Федераций от 11 апреля 1965 года, где обращается внимание на то, что все федерации члены должны иметь возможность со всеми правами и привелегиями участвовать в Олимпийских и региональных играх, в мировых чемпионатах и других первенствах, организуемых международными спортивными объединениями.

Национальные Олимпийские Комитеты считают необходимым в своей практической деятельности принимать настоятельные и эффективные меры, направленные против политического вмешательства в спорт.

Разрешите еще раз поблагодарить Национальный Олимпийский Комитет Италии и г-на Онести

водителей за радушие и гостеприимство, оказанные в городе, история и традиции которого так дороги всему человечеству.

Благодарю Вас за внимание.

Макс Данц

Заместитель Председателя Олимпийского Комитета Западной Германии

Несколько слов от имени Западной Германии. Национальный Олимпийский Комитет Западной Германии горячо протестует против попытки вызвать дискуссию по вопросу, который не имеет отношений к этой встрече. Многое из того, что сказал господин Шобел из Восточной Германии, полностью ложь. Международный Олимпийский Комитет посчитал целесообразным, в своем предыдущем решении, образование единой Олимпийской команды. На конференции в Мадриде будет снова поставлен вопрос о целесообразности и на будущее иметь единую команду. Но решать этот вопрос компетентен лишь М.О.К.

Председатель Брундж просил оба немецких Национальных Олимпийских комитета прийти к соглашению о возможности снова выставить одну единую немецкую команду. Мы осуждаем тот факт, что комитет Восточной Германии до сих пор отказывается начать переговоры с нами по этому вопросу.

Чтобы не помешать решениям М.О.К.а и дискуссии, которая состоится в Мадриде-мы против того, чтобы этот вопрос разбирался на данном съезде. Мы думаем, что у нас много других дел и не должны терять время на обсуждение внутренних немецких вопросов, как это предложил представитель Восточной Германии и её Олимпийский Комитет.

Господин Овести согласится с тем, что на этой встрече не нужно настаивать на разборе данного вопроса, что означало бы уклониться от задач и повестки дня этого собрания.

Спасибо.

Председатель: Кто ещё, господа, желает выступить по вопросу « Независимость Олимпийских Комитетов ».

Гуслин Омар Гохар

Член Олимпийского Комитета Объединенной Арабской Республики

Я Секретарь Олимпийского Комитета Объединенной Арабской Республики. Господин Председатель, дамы, господа, разрешите мне поблагодарить Итальянский Национальный Олимпийский Комитет за любезное гостеприимство, за организацию этой встречи и за предоставленную нам возможность дискутировать по вопросам жизненной важности.

Относительно независимости Национальных Олимпийских Комитетов мы в принципе согласны. Но ввиду полного доверия, существующего между нами, ввиду корректного отношения Международного Олимпийского Комитета по отношению к Национальным Олимпийским Комитетам (если какой-либо Национальный Олимпийский Комитет нарушает Олимпийский кодекс, Международный Олимпийский Комитет выступает в защиту Олимпийских идеалов), мы предлагаем исключить слова первого обзаца, говорящие: « Так же и поездкой на местах ».

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Так как никто больше не желает выступить по этому вопросу, предлагаю вашему вниманию резолюцию, прошу выслушать её со вниманием с тем, чтобы понять отвечает ли она вашим взглядам и пожеланиям. Я зачитаю её, а вы, если того пожелаете, внесете поправки.

Резолюция, которая будет представлена в Мадриде от имени Олимпийских Комитетов:

Национальные Олимпийские Комитеты, собравшиеся на встречу в Риме, 30 сентября, заслушав и обсудив доклад « Принцип независимости Национальных Олимпийских Комитетов »,

подтверждают

прошедшую, настоящую и будущую действенность олимпийского принципа о независимости и автономии Национальных Олимпийских Комитетов от политического, религиозного и коммерческого влияния:

обращаются

с призывом к властям каждой страны быть инициаторами и организаторами физического воспитания молодежи мира и с любовью оказывать моральную и финансовую помощь спортивному движению, ответственность за которое в международных отношениях остается за Н.О.К.ами, и то время, как за каждым государством остается право контроля за целесообразным использованием предоставленных средств:

выражают пожелание

чтобы Международный Олимпийский Комитет в различных формах и если это потребуется выездами его членов, отобранных Исполкомом, независимо от их национальности проводил контроль и в случаях нарушения Олимпийских правил, принимал все необходимые меры в целях восстановления полной независимости каждого Олимпийского Комитета:

предлагают

Международным Спортивным Федерациям не принимать в члены Национальные Спортивные Федерации не получив положительного мнения от соответствующего Национального Олимпийского Комитета ».

На знаю ещё, если эта резолюция отвечает вашим пожеланиям. Если есть другие предложения-выскажите их. Если таковых не будет, прервем заседание на 10 мин., после чего, зачитаем 2-ой пункт на повестке дня.

Генри Корентин

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Мали

Хочу выступить по поводу метода работы так как считаю, что он копирует традиционный метод Международного Олимпийского Комитета. Я предпочитал бы, чтобы о предложенных резолюции нам сообщалось заранее и их принятию было бы посвящено одно из последующих заседаний.

Таким образом, предложения могли бы разбираться делегациями с необходимым вниманием и было бы возможно вносить предложения об изменениях.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Мне кажется, что это предложение очень правильное. Следовательно, вам через несколько минут будет роздан проект резолюции, принятию которой посвятим завтрашний день.

Если вы согласны с этим распорядком, мы можем прервать заседание на 10 минут с тем, чтобы перейти, затем, ко второму пункту повестки дня.

Слово польскому представителю.

Владимир Речцек

Председатель Польского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, дорогие коллеги, я желал бы сделать некоторые замечания по вопросу о роли и задачах Национальных Олимпийских Комитетов, думая, что они всех интересуют.

Распространение в мире Олимпийского движения, рождение новых Национальных Олимпийских Комитетов свидетельствует сколь универсально оно стало. Но нельзя считать Олимпийское движение изолированным фактом. Спортсмен, отобранный для участия в играх, как бы оказывается на вершине пирамиды в основе которой лежит физическое воспитание в самом широком смысле этого слова. Я хочу с настойчивостью подчеркнуть тот факт, что широко развитое физическое воспитание, обеспечивающее молодежи возможность заниматься спортом, составляет основу и условие создания, сохранения и развития выдающихся спортсменов и Олимпийского движения в целом.

Важная и жизненная задача стоит перед Олимпийским движением, заключающаяся по внесение своего вклада в дело сосуществования, сближения и дружбы молодежи всего мира.

Нельзя недооценивать важный вклад, вносимый Олимпийским движением в дело мирного взаимопонимания между народами.

Я понимаю, что бурное развитие Олимпийского движения в последние годы и образование в последнее время новых Олимпийских Комитетов, породило ряд серьезных вопросов, как например, создание, организация, материальное обеспечение этих новых комитетов и возможные влияния на их развитие, которые могут быть решающими для успеха их деятельности.

Мы не должны безразлично относится к этому новому положению. Мне кажется, не желая в то же время делать различие между старыми и новыми комитетами, что на нас лежит моральный долг помогать новым Олимпийским Комитетам и особенно комитетам стран, находящихся на пути к развитию. Мы должны обеспечить им не только наше взаимопонимание, но по возможности, конкретную помощь и сотрудничество.

И наконец, единогласная поддержка, оказываемая новым Олимпийским Комитетам, должна сопровождаться более широким сотрудничеством между Олимпийским Комитетами.

Для этого необходимо создать Международную организацию, которая бы служила не только для обсуждения основных вопросов деятельности Национальных Комитетов и обмену опытом между ними, но и основой для сотрудничества с Международным Олимпийским Комитетом и Международными Спортивными Федерациями.

Я хочу остановиться на вопросе о дискриминации в спорте, пример которого нам подтверждает отсутствие среди нас коллеги Эвальда. Сколь известный в своей стране и в мире, борец за Олимпийское движение не находится среди нас, несмотря на то, что наши Итальянские друзья и в частности коллега Онести, сделали все возможное, чтобы обеспечить, на основе Олимпийских правил, присутствие на этой встрече всех Олимпийских Комитетов и их руководителей.

Каковы выводы?

1. Считаю, что наши действия против дискриминации в спорте, особенно политической дискриминации-случаи, которые часто повторяются, должны быть более решительны:

2. Считаю целесообразным предложить, чтобы наша Встреча высказала свое мнение по поводу дискриминационной меры, направленной против нашего коллеги:

3. Думаю, что этот случай лишний раз подтвердил сколь срочным является необходимость признать полноправную независимость Олимпийского Комитета Германской Демократической Республики со стороны Международного Олимпийского Комитета.

Спасибо за внимание.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Спасибо господа. Согласно желанию некоторых делегатов и особенно наших переводчиков, объявляю перерыв на 10 минут.

Спасибо.

Заседание прерывается на 10 минут.

Второй вопрос: Финансирование Н.О.К.ов

Председатель: Сейчас вам будет роздан проект резолюции на четырех языках о независимости Олимпийских Комитетов. После того, как будут учтены ваши замечания, завтра утром приступим к его принятию.

Переходим ко второму пункту. Перед тем, как начать обсуждение, зачитаю доклад.

« Финансирование Национальных Олимпийских Комитетов и использование доходов от телевидения. Последние Олимпийские Игры дали значительный финансовый доход, благодаря оплате права на съемку от радиотелевидения. По нашему эти суммы преимущественно надлежат М.О.К.у за его потребности как институт и за деятельность, которую он посвящает спорту в общем. В действительности на М.О.К.е лежит опека над Олимпийскими спортивными играми во всем мире, и, следовательно вопросы, которыми он должен заниматься, стали все более многочисленными, важными и дорогостоящими.

(Зачитывает резолюцию, приложенную к документам: « Члены Олимпийского Комитета… »).

Господа делегаты, открываю прения. Слово генералу Стойчеву.

Генерал Владимир Стойчев

Председатель Болгарского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, господа, разрешите мне ещё раз выразить благодарность, как это уже было сделано, Председателем Международного Олимпийского Комитета и всеми участниками встречи, до меня выступавшими, Итальянскому Национальному Олимпийскому Комитету и его Председателю господину Джулио Онести за приглашение принять участие во встрече и за проявленную ими инициативу по её организации. Мы уверены, что эта встреча внесет значительный вклад в дело развития спорта, развития Олимпийской идеи и Международного взаимопонимания и мира.

Желаю привлечь ваше внимание к следующей мысли: Олимпийские игры должны проводиться на всех континентах-один раз на одном, другой на другом. Международный Олимпийский Комитет до сих пор следовал этому принципу: игры имели место в Европе, Америке, Японии и состоятся в Мексике. Желал бы остановить ваше внимание на том, что Олимпийские

Комитеты стран, расположенных далеко от континента, на котором проводятся игры, встречаются с большими трудностями особенно в связи с транспортировкой спортсменов. Я считаю поэтому, что было бы целесообразным использовать поступления от телевидения образуя фонд в распоряжении Международного Олимпийского Комитета для оказания помощи Национальным Олимпийским Комитетам, чьи страны находятся далеко от места, где проводятся игры, облегчая их финансовые затруднения для участия в играх.

Спасибо.

Стен Свенсон

Генеральный Секретарь Шведского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, дамы, господа, я Секретарь Шведского Олимпийского Комитета, но выступаю от имени Северных стран: Дании, Финляндии, Норвегии, Швеции. Мы совместно обсудили вопрос и пришли к заключению, что Международный Олимпийский Комитет оказался бы в сложном положении в решении каким странам оказать финансовую помощь с тем, чтобы они могли принять участие. Мы думаем, что есть лучший способ оказать помощь Национальным Олимпийским Комитетам всем странам-богатым и бедным. Из Швеции мы направили запрос этой встрече о стоимости официальных сопровождающих то есть не сопровождающих команды, а тех кто необходим для проведения соревнований. Расходы на сопровождающих по многим видам спорта как: футбол, хоккей на льду, несут или сами организации или Международные Федерации, по другим видам спорта, расходы на сопровождающих, необходимых для соревнований-несем мы. Например, Международная Федерация по свободной борьбе, решила, что в случае выставления трех борцов, должен направляться один судья приставлении семи борцов-двое и так далее. То же самое и боксе и гимнастике. Я думаю, что если имеются достаточные фонды, превышающие нужды М.О.К.а, нужно было бы оказывать помощь организациям, особенно организациям маленьких стран. Было бы хорошим решением вопроса, если бы странам предоставили право направлять, непосредственно через Международные Федерации и Организационный Комитет, всех необходимых, для проведения соревнований, сопровождающих лиц, не неся связанные с этим расходы.

Спасибо.

Альфред Бриффа

Председатель Олимпийского Комитета Мальты

Господин Председатель, дамы, господа, разрешите мне поблагодарить от глубины сердца, Председателя адвоката Онести за его труд, а так же всех тех, кто своей работой облегчает проведение этой встречи, за столь любезное гостеприимство. После грандиозного зрелища - Рима 1960 года, мы видели Неаполь, после Неаполя - эта встреча, которая, я уверен, будет иметь такой же, если не больший успех.

Мои связи с Олимпийским Комитетом Мальты начались 20 лет назад и в настоящее время я Председатель Олимпийского Комитета самой маленькой и, может быть, самой бедной здесь представленной страны. Я представляю лишь 325 тысяч человек, живущих на 25900 кв. метрах. Мы только год тому назад добились независимости. Мы переживаем переходный период и разбираемый вопрос нас поэтому очень интересует. Без помощи Олимпийский Комитет не может существовать. У нас нет национальных богатств. Мы располагаем лишь доброй волей и гостеприимством для туристов, которые желают посетить Мальту. Очень трудно собирать средства на развитие спорта, как это наверное и в странах, крупнее нашей.

На столь маленьком острове множество благотворительных организаций и каждую субботу и воскресенье проходит сбор средств. И когда я, как Председатель Олимпийского Комитета Мальты, прошу деньги на развитие спорта, то получаю их с большим трудом, так как вынужден обращаться к тем же лицам, к которым в течении года неоднократно обращаются благотворительные организации.

Могу вас заверить, что дух любительства на Мальте очень распространен и было бы обидным не иметь возможности поддержатьего среди Мальтийской молодежи. Достаточно сказать, что во время игр в Риме, Средиземноморских, в Бейруте и Неаполе-Мальта была представлена спортсменами, лично оплатившими форму и более половины расходов не питание и гостиницу, в то время, как сопровождающие лица полностью оплатили за себя расходы за проезд, питание и гостиницу. Могу добавить, что расходы, связанные с моим пребыванием здесь, я лично оплатил так как у нас нет средств и что все расходы Национального Олимпийского Комитета Мальты покрываются нами лично. Нам можно оказать конкретную помощь. На основе этой резолюции, можно будет оказывать помощь таким странам как Мальта, полным энтузиазма, но экономически слабым. И поэтому я поддерживаю данную резолюцию в надежде что все крупные страны поймут точку зрения малых стран.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Спасибо господин Председатель. Я рад воспользоваться случаем, чтобы лично Вас поздравить с избранием Председателем Олимпийского Комитета Мальты.

Слово представителю Румынии.

Аурел Дума

Председатель Олимпийского Комитета Румынии

Желаем горячо поблагодарить господина Джулио Онести и его сотрудников за превосходную организацию этой встречи и за оказанное нам гостеприимство.

Румынский Олимпийский Комитет со вниманием изучил предложение об использовании средств, поступающих от телевидения во время Олимпийских игр. С нашей точки зрения, большая часть этих средств должна бы идти в распоряжение Национальных Олимпийских Комитетов и организационного Комитета игр, так как они несут наибольшие материальные и финансовые издержки для успешного проведения игр.

Как вы знаете, Национальные Олимпийские Комитеты тратят значительные средства на подготовку спортсменов, на формы, транспорт, гостиницы и питание, а так же и на судей и сопровождающих лиц, в то время как организационный комитет несет экономическую тяжесть по подготовке материальной базы олимпиады, подготовку, которая в период последних игр, потребовала таких больших расходов, что никакая продажа билетов не могла покрыть.

Вот почему мы считаем, что поступающие средства от телевидения, должны быть разделены прежде всего между Национальными Олимпийскими Комитетами и Организационным Комитетом, в зависимости от расходов и на основе логического принципа. Такого, господин Председатель и господа делегаты, наше мнение по обсуждаемому вопросу. Мы надеемся, что наши пожелания поняты и будут приняты во внимание на совещании в Мадриде.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин Председатель, не хотелось чтобы мои слова были поняты, как говорится по латыни... читеро про домо суа. Подготовленная нами резолюция (и докладчиком), разрешите мне не полностью согласиться с вашим выступлением) основывается на том факте, что поступления от телевидения не столь велики и во всяком случае, разделенные между всеми Олимпийскими Комитетами ничего бы из себя не представляла.

Вы люди спорта знаете, как дорого стоит подготовка команды, расходы на транспорт и её пребывание. Если мы будем рассчитывать, что поступления от телевидения смогут покрыть эти расходы, то мы будем строить себе иллюзии.

Не принимая во внимание лично себя, последнего члена Международного Олимпийского Комитета, считаю с полной совестью очень важной деятельность Международного Олимпийского Комитета.

Многие Олимпийские Комитеты созданы недавно. Вы, господин Румынский делегат, представляете большую олимпийскую страну, которая может похвастаться значительными достижениями. Но если мы посмотрим вокруг себя, то мы увидим очень много новых маленьких Олимпийских Комитетов, нуждающихся в помощи. Эту помощь, необходимую для их независимости, для стимулирования правительств-уделить большие средства на развитие спорта, они могут получить от авторитетных членов М.О.К.а (себя я исключаю).

Я же говорю в поддержку представленного предложения, а решать принять или не принять резолюцию-будет сам съезд.

Слово представителю Австрии, другу Фреед.

Эдгар Фреед

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Австрии

Господин Председатель, дорогие друзья, во первых желаю поблагодарить адвоката Онести, Председателя И.Н.О.К. за предоставленное нам гостеприимство и за организацию этой встречи.

Во первых хочу заметить, что в последние 4 года поступления от телевидения только частично идут в распоряжение М.О.К.а Когда в 1960 году впервые Организационный Комитет Римских Игр был столь любезен, уступив поступления от телевидения М.О.К.у, последнему стоило много трудов их заполучить. Позже был направлен запрос организационным комитетам регулярно сдавать эти фонды М.О.К.у.

Когда мы организовали Олимпийские игры в Инсбурге, мне был задан вопрос, что вы сделаете с поступлениями от телевидения. На что я ответил, что в Австрии поступления от телевидения идут в распоряжение правительства и, следовательно, мы не могли передать их М.О.К.у. Затем мы вели переговоры с мэром города Инсбург и он согласился уступить часть доходов М.О.К.у. Таким образом наши 30 тысяч швейцарских франков оказались как бы налогом в пользу М.О.К.а.

Я хочу заметить, что организация Олимпийских игр обходится очень дорого. Сами по себе поступления от телевидения могут показаться крупными, но в сравнении с расходами, связанными с организацией игр, они незначительны. В качестве примера могу принести расходы, потребовавшиеся на организацию игр в Инсбурге. Было истрачено около 30 миллионов долларов в то время как получили от телевидения лишь один миллион. Можете, таким образом, подвести итог.

Не вне говорить, правильно или нет представленное предложение, но передача М.О.К.у и Международным Федерациям поступление от телевидения идет вразрез с нашими правилами, так как в них говорится, что доходы должны идти, если таковые есть, Национальному Олимпийскому Комитету страны, где проводятся игры. Во всяком случае, эти доходы должны использоваться на развитие Олимпийского движения. А кто толкает его вперед? - наши Национальные Олимпийские Комитеты.

Но не вселяйте напрасных надежд в Национальные Комитеты так как если вы пожелаете поделить эти доходы между всеми Национальными Олимпийскими Комитетами, им достанется лишь мелочь, если же пожелаете распределить между странами, нуждающимися в деньгах, то помните, что все Национальные Олимпийские Комитеты нуждаются. Наш комитет не из наи-

более бедных, но нам приходится организовывать подписки, чтобы иметь возможность посылать команду на Олимпийские игры.

Если мы будем распределять эти деньги между всеми, то окажемся перед большими, чем сегодня трудностями, не разрешив ничьи вопросы. Что вы думаете, что эти доходы астрономические? Мое предложение сводится к тому, чтобы эти поступления использовались на поддержку Олимпийского движения. Мы все знаем, что Олимпийская академия существует на помощь, оказываемую ей Греческим Олимпийским Комитетом. В течении всего года спортсмены и руководители посещают её, усваивая значение Олимпийского движения, методы организации Олимпийских встреч и т. д. Если мы попросим М.О.К. передавать часть поступления Греческому Олимпийскому Комитету, и если будем приглашать спортсменов и членов Олимпийских комитетов слаборазвитых стран посетить Олимп с тем, чтобы они увидели и поняли значение Олимпийского движения, я думаю Олимпийский дух стал бы действием в поддержку Олимпийского движения.

Спасибо господа.

Жуан Антонио Самаранк

Вице Президент Испанского Олимпийского Комитета

Разрешите мне, прежде всего, выразить коллегам из Национального Олимпийского Комитета Италии и его Председателю Онести, мое удовлетворение за организацию этой встречи, которая важна в связи с обсуждаемыми вопросами, но ещё важнее тем, что 4-го октября мы сможем поехать на совещание М.О.К.а в Мадрид с более ясными мыслями и единым мнением. Это имеет свое значение не только потому, что позволит сэкономить много времени, но и потому, что укрепит наше единство действий.

Я буду короток и конкретен, с тем чтобы не затягивать обсуждение данного вопроса то есть поступление от телевидения. Я разделяю точку зрения Итальянского Национального Олимпийского Комитета. Часть поступления от телевидения должна идти на оказывание помощи наиболее нуждающимся Национальным Олимпийским Комитетам. В настоящее же время этими поступлениями пользуются, например, Международные Федерации, которые намного меньше нуждаются Олимпийских Комитетов. И поэтому Испанский Олимпийский Комитет присоединяется к предложению о том, чтобы поступления от телевидения частично распределялись среди наиболее нуждающихся Национальных Олимпийских Комитетов.

Амаду Барри

Председатель Олимпийского Комитета Сенегала

Господин Председатель, господа делегаты, Сенегаль так же желает выразить свою благодарность Итальянскому Национальному Олимпийскому Комитету за инициативу, проявленную в организации встречи Национальных Олимпийских Комитетов для обсуждения общих вопросов в рамках правил М.О.К.а.

После этой предпосылки, я изложу мнение делегации Сенегаль по второму пункту повестки дня. Как уже было сказано, Олимпийские Комитеты несут большие жертвы. Некоторые из них, за неимением финансовых средств, вынуждены сокращать свои делегации и даже отказываться от участия в 4-х годичном празднике спортивной молодежи мира, несмотря на то, что могли бы выставить хорошо подготовленных спортсменов. Они это делают, как вы можете себе представить, скрепя сердцем. И это большой урон для Олимпийского движения.

Следовательно, любое предложение о помощи Олимпийским Комитетам в любой форме должно приветствоваться. С этой точки зрения, представленный проект очень целесообразен. Теперь нужно лишь сформулировать конкретные предложения М.О.К.у на основе пунктов, которые я позволю себе предложить:

1. Чистые доходы от игр должны передаваться Олимпийскому Комитету страны, в которой проходили игры с тем, чтобы он мог развивать дальше Олимпийское движение и любительство.

2. Статьей 49 нашей хартии установлено, что поступление от телевизионных передач игр, должны идти, после одобрения М.О.К.ом, организационному комитету в то время как другие поступления должны распределяться, согласно указанию того же М.О.К.а.

В представленном нам проекте указывается на целесообразность образования фонда помощи Национальным Олимпийским Комитетам для которых финансовые затруднения являются наибольшим препятствием для участия в играх. На мой взгляд, в случае, если поступления от телевидения были бы представлены в наше распоряжение, нам было бы нелегко определить какой из Олимпийских Комитетов находится в финансовом затруднении. Мне кажется, что в настоящее время большую нужду в помощи испытывают Олимпийские Комитеты бедных и слаборазвитых стран и особенно те из них, которые недавно добились своей независимости.

Но помощь оказывалась бы только этим странам как это логично вытекает из предложения? А в таком случае в какой форме? На основе чего?

Я думаю, что это основной вопрос, если предположить, что Международный Олимпийский Комитет примет наши предложения.

Спасибо.

Жан Клоуд Ганга

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Конго-Браззавиль

Господин Председатель, многие уже выступили по этому вопросу и все что я хотел сказать, было уже сказано. Я, как и другие, хочу во первых сердечно Вас поблагодарить за организацию этой встречи. Хочу так же Вас лично поблагодарить за то, что приняли приглашение на Первые Африканские Игры, во время которых вы встретились с представителями Африканских Олимпийских Комитетов и обсудили вместе вопросы, стоящие на повестке дня этой встречи.

Желаю также поблагодарить всех ораторов, которые подчеркнули важность Первых Африканских Игр в деле развития спорта в Африке и распространения Олимпийских принципов в мире.

Господин Председатель, многие уже выступили по вопросу финансирования. На мой взгляд правильно, чтобы Международный Олимпийский Комитет, имея на то право и долг, оказывал помощь Национальным Олимпийским Комитетам в деле распространения в их странах Олимпийского духа. Важно также дать возможность членам Международного Олимпийского Комитета быть как бы послами Олимпийского движения и также чтобы в странах на пути к развитию, члены Международного Олимпийского Комитета могли предпринятся для установления их нужд не только с финансовой точки зрения, но и моральной и технической.

Когда несколько месяцев тому назад, во время моего пребывания в Лозанне, Международные Федерации обсуждали вопрос-распределение средств от телевидения, я выступил, рассказав, чем были для нас Первые Африканские Игры. Я там сказал так же, что международные Федерации не могли обсуждать вопроса о поступлении от телевидения во время Первых Африканских Игр, так как нам самим пришлось оплачивать телевидение, чтобы оно передавало игры.

Сегодня многие выступающие заявили, что Международному Олимпийскому Комитету было бы трудно определять какая страна нуждается, какая её заслуживает. Я думаю, что с этой точки зрения очень важно, чтобы мы, представители Олимпийских Комитетов, хорошо познакомились друг сдругом. Часто многие думают, что у них ничего нет, и то время как они располагают многим по сравнению с теми, у которых по-настоящему ничего нет. Не надо путать плохо одетого человека с голым.

Мы должны помнить, что Олимпийское движение основывается на взаимной дружбе и что по возможности Национальные Олимпийские Комитеты оказывали помощь другим. Мы же в действительности бедные должны не стесняясь говорить, что у нас ничего нет и таким образом, другие поймут положение в котором мы находимся.

Приведу маленький пример. Наш австрийский друг заявил недавно, что все Олимпийские Комитеты нуждаются в деньгах (ИНОК может быть и нет) и что нет таких, которые нуждаются больше других. Следовательно, он сказал если существует какой-либо фонд, пусть он будет предназначен на развитие Олимпийской Академии. Это очень хорошее дело, но нужно не терять контакта с действительностью нашего мира. Конечно важно, чтобы Олимпийская Академия существовала, но что осталось бы от Академии, если на Олимпийских играх не было бы больше участников? Для Олимпийских игр нужны спортсмены. Не нужно жить одними идеалами, нужно жить реальной действительностью.

Приведу несколько цифр. На Первых Африканских Играх, состоявшихся в Браззавиле, приняло участие около 30 стран. Около трех тысяч спортсменов выступило на них. Нашей стране они обошлись в один миллиард франков то есть 20 миллионов новых франков, равным 4 миллионам долларов. В Конго-Браззавиль население составляет один миллион жителей. Выручка была в 10 миллионов франков то есть одна сотая часть общего бюджета Африканских игр. Если дело и дальше так пойдет, трудно чтоб Африканские игры продолжали свое существование и трудно так же чтобы в Африке Олимпийское движение не погибло. Я говорю об Африке и вы меня извените, но я говорю о том, что знаю.

Я считаю, что поступления от телевидения должны идти частично стране, организующей игры и частично странам в которых Олимпийские Комитеты находятся в затруднении. Как определять в какой стране Олимпийские Комитеты нуждаются в помощи? На мой взгляд, это очень просто. В нашем случае например, имеется комитет по организации Африканских игр. В случае, если Международный Олимпийский Комитет решит предназначить для Африки определенную сумму(денег или какое-то количество оборудования или в какой-либо форме техническую помощь достаточно будет предоставить все это в распоряжение комитета по организации Африканских игр и в свою очередь, члены Африканских игр распределят их между собой в размерах, которые посчитают правильными. Это одно из решений.

Другое решение. В виду того, что Международный Олимпийский Комитет не абстрактное учреждение, а состоит из людей, достаточно будет, чтобы они посетили страны и установили на местах какие страны чем-либо располагают, а у каких ничего нет. Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин Ганга, не останавливаясь по существу на интересных вопросах, Вами поднятых, я желаю лишь указать всем коллегам на Ваши заслуги. Я имел честь организовывать 2 Олимпиады - в Кортине и в Риме и знаю, что значит организовывать игры. Нам помогала традиция - у нас её не было. Я присутствовал на Африканских играх и смог оценить Вам труд. Я увидал там прекрасную страну и замечательных спортсменов. Пусть все те, кто не был на играх в Браззавиле знают и скажут своим спортсменам, что через немного лет им придется встретиться с высоко квалифицированными и хорошо подготовленными спортсменами, руководимые страстными руководителями.

Одно лишь, Господин Председатель, меня огорчило в Браззавиле, в виду своей всем известной ограниченной культуры, я думал, что еду в тропическую зону, где бы меня ждала ужасная жара, но останов Италию при температуре более 35 градусов, я попал в теплую зиму не более 20 градусов. Я хочу выразить свое восхищение по поводу того, что я видел в Браззавиле.

Слово представителю Сан Доминьо.

Жуан Улиссес Гарсия Салета

Председатель Олимпийского Комитета Доминиканской Республики

Господин Председатель, господа делегаты, Олимпийский Комитет Доминиканской Республики смотрит с удовлетворением на то, что часть поступления от телевидения намечается распределить между Олимпийскими Комитетами слаборазвитых стран, располагающих незначительными средствами для их трудной деятельности. Все мы знаем, что задачей Международного Олимпийского Комитета и Национальных Олимпийских Комитетов является поддержка и развитие Олимпийских идеалов. Но нужно подумать и о том, чтобы использование этих поступлений дало положительные результаты.

Незначительный опыт таких стран, как моя, всего несколько лет в Олимпийской семье, показывает, что первые расходы идут на организационные мероприятия. Без соответствующих организаций, могущих развивать любительский спорт, без денег, необходимых на их существование нельзя вести серьезные работы.

Как вы хорошо знаете, Национальный Олимпийский Комитет не рождается, его создают. Нужно создавать федерации, необходимо ездить по областям и районам насаждая общества, необходимо развернуть огромную работу до того, как созвать съезд, предоставивший бы Олимпийскому Комитету моральную силу, необходимую для его деятельности, направленной на развитие Олимпийских идеалов.

Необходимо оказывать экономическую помощь Национальным Комитетам, начинающим свою тяжелую работу и это знаем мы, идущие борьбу в своей стране и вот уже 4 года не получающие ни от кого денежной помощи. Несмотря на это, я горжусь за ряд организаций, нам удалось построить в стране 120 спортивных сооружений. Даже дети, и вы сами могли в этом убедиться, с интересом и энтузиазмом помогают в строительстве своих спортивных сооружений. Они вкладывают свой труд, мы технические знания-таковы на наш взгляд Олимпийские идеалы. Из Мексики мы получили помощь для подготовки преподавателей физического воспитания. Мы глубоко благодарны генералу Кларк, бывшему инициатору этой помощи.

Наиболее развитые страны, с Олимпийской точки зрения, должны оказывать помощь, а не только думать о возможных достижениях на Олимпийских играх. Мы должны сотрудничать с близлежащими странами и лишь начавшими работу, направляя их по правильному пути, поддерживая предоставлением стипендий для молодых людей, желающих специализироваться в физическом воспитании и организации спортивной деятельности.

Денежные средства не должны использоваться исключительно на подготовку Олимпиады, это, мне кажется, неправильно. Во-первых мы должны помочь стране организоваться, создать систему с тем, чтобы был избран демократический Олимпийский Комитет, действующий на всей территории страны. Для того, чтобы достигнуть этого нужно иметь возможность передвигаться по всей стране, из области в область, а без денег этого делать невозможно.

Я бы очень желал, чтобы пришли к выводу, приняли резолюцию, чтобы было принято предложение, согласно которому часть этих поступлений должна бы идти Комитетам лишь начавшим свою деятельность и которые нам всем знакомы. Таким образом, идеалы Кубертена имели бы более широкое распространение.

Так как мы не ограничивались бы лишь подготовкой к Олимпийским играм, а начали бы организовывать национальные игры, лежащие в основе развития спорта. Мы бы имели тогда не только чемпиона, участвующего в соревнованиях каждые 4 года, но спортсмена, отражающего в себе всю молодежь, приыкающую к Олимпийскому движению, молодежь, могущую расти морально, физически и культурно.

Такова должна быть наша цель, согласно этому проекту. Денежные средства должны будут использованы во-первых для оказания помощи начинающим свою деятельность комитетам. Это комитеты стран, в которых ещё не развита Олимпийская идея и чьи правительства не поняли

ещё насколько спорт влияет на развитие молодежи: если бы они это понимали, то сами бы согласились бы стем, что средства, предназначенные в поддержку комитетов-лучшие капиталовложения.

Мы должны организовываться, создавать сильную Олимпийскую структуру, предоставлять стипендии и направлять инструкторов в страны, вставшие на Олимпийский путь.

К. Санди Дункан

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Великобритании

Господин Председатель, дамы, господа, мне кажется, что увеличивающиеся поступления от телевидения, должны идти на развитие Олимпийского движения. Мы совершенно согласны с тем, чтобы часть поступлений шла Комитетам, организующим игры. Естественно также, что другая часть должна идти в распоряжение Международного Олимпийского Комитета, чтобы дать ему возможность выполнить свои задачи. Установив это, мы сейчас все вносим множество проектов использования остающихся средств-на Олимпийскую Академию, на Африканские игры, для Национальных Олимпийских Комитетов и так далее.

Я думаю, что перед нами стоит очень трудная задача. Несомненно, нужно оказывать помощь нуждающимся Национальным Олимпийским Комитетам, но нельзя забывать также, что в этом году многие Международные Федерации были вынуждены отказаться от организации первенства мира, ввиду крупных дефицитов бюджета и что многие из них очень бедны. Я думаю, что Международный Олимпийский Комитет должен разрешить этот сложный вопрос.

Эпаминондас Петралиас

Член Греческого Олимпийского Комитета

Господин Председатель, господа, мое выступление будет неполным. Я желаю лишь напомнить этому квалифицированному собранию, что Греция несет ежегодно большие издержки на содержание и развитие Международной Олимпийской Академии. Если можете, не забывайте это.

Спасибо.

Председатель: В этот вечер последним выступит представитель Франции. Я извиняюсь перед другими ораторами, но мы вынуждены прервать это заседание. Завтра мы начнем утреннее заседание с выступлений представителей Ганы, Мали и Панамской Республики.

Слово представителю Франции.

Аймандо Массард

Вице Президент М.О.К.а, Председатель Французского Олимпийского Комитета

Господа, желаю быть краток и напомнитьтому собранию, что Международный Олимпийский Комитет уже занимался вопросами помощи, по инициативе моего коллеги Романова, господина Андрианова и моей лично. Мы создали комиссию по помощи. Я побывал в Африке, посетил 16 стран. Был в Азии и так же посетил ряд стран.

Я желаю по сему, привлечь ваше внимание на факт, что Международный Олимпийский Комитет уже занимался этим вопросом. И столь серьезно этим занимался, что уже послал

обстоятельный доклад. Но финансовые нужды оказались столь большими и многочисленными, что Международный Комитет начал разбор возможности нахождения фондов для оказания помощи Национальным Олимпийским Комитетам, не располагающими достаточными средствами.

Международный Олимпийский Комитет лишь поэтому не принял пока резолюцию, предложенную моим коллегой Андриановым и мною. Но вопрос обсуждается и будет вновь стоять на повестке дня в Мадриде.

Я прошу, следовательно, это собрание иметь в виду, что Международный Олимпийский Комитет уже интересовался этим вопросом и будем все надеяться, что он будет разрешен, как можно лучше.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Спасибо господа, перед тем как закончить заседание, хочу просить всех быть пунктуальными. Как вы видете выступающих много и, надеюсь, вы согласитесь начать завтра заседание раньше и то есть в 9.30. Советую также тем, кто пожелает внести поправки в резолюцию придти на полчаса раньше и зайти к здесь присутствующему господину Гарроши, которому поручено собрать их, скоординировать и представить на наше рассмотрение.

Заседание закрывается в 19.15.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Заседание открыто. Я должен сделать сообщение, которое вам явно не понравится: на окончание наших работ в вашем распоряжении лишь сегодняшний и завтрашний день. Это может послужить примером организаторам будущих встреч Олимпийских Комитетов-три дня совершенно недостаточны. Затронутые аргументы, серьезность выступающих требовали бы двойного времени. Я выражу пожелание, чтобы в распоряжении следующих встреч, была хотя бы одна неделя.

Мне кажется ясным, что последний пункт повестки дня, 6-ой, потребет больше всего времени. Необходимо, следовательно, чтобы мы сегодня закончили первых 5 пунктов. Я прошу у вас жертв: после утреннего заседания, нужно будет сразу же назначить другое, до встречи с Президентом Республики и если понадобится продолжить работы ночью.

Открываем прения. Записанные выступать по 2-ому пункту, представители следующих стран: Гана, Мали, Панама, Марокко и Куба.

Слово представителю Ганы.

Джан Онеи

Председатель Олимпийского Комитета Ганы

Господин Председатель, из того, что было сказано явствует, что мы все согласны с тем что поступления от телевидения должны идти М.О.К.у стране, организующей игры и недавно образованиям Олимпийским ассоциациям. Об этом уже много говорилось и я лично считаю лишним обсуждать целесообразность того, что эти 3 организации получали эти фонды.

Я желал бы помочь формулировке общего проекта на основе уже выраженных пожеланий. В этих целях предлагаю, чтобы вся сумма вносилась М.О.К.у, который в свою очередь отчислял бы около 30 процентов чистых доходов от телевидения Комитету, организующему игры, в качестве частичного возмещения его расходов.

Если мы согласимся с этим, то я желал бы указать, как М.О.К. должен бы использовать отчисленную сумму. В виду того, что развитие Олимпийского движения-это долг М.О.К.а, на котором лежит за это большая ответственность, предлагаю, чтобы оставшаяся часть, равная [illegible] использовалась М.О.К.ом по своему усмотрению: как на содержание своего аппарата, так и на развитие Олимпийского движения, уделяя особое внимание при том вновь образованиям Олимпийским Комитетам. Если мы согласимся с тем, что ответственность и долг распространения

Олимпийского движения во всем мире лежит на М.О.К.е, мы придем к выводу, что оказывая помощь недавно образовавшимся Олимпийским Комитетам М.О.К. наилучшим образом выполнит свой долг.

Добавлю, что было бы целесообразно, чтобы М.О.К. оказывал особую помощь областям, в которых Олимпийское движение находится ещё в начальной фазе своего развития. Поступая так, будет дан ответ основным пожеланиям, высказанным в процессе прений.

Спасибо.

Генри Корентин

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Мали

Господин Председатель, мы вчера говорили о независимости Национальных Олимпийских Комитетов и увидали, что вопрос о независимости в некоторых аспектах переплетается с вопросом о финансировании, поэтому, когда это возможно, имеющиеся фонды (как например, поступление от телевидения) должны распределяться между комитетом, организующим встречу, М.О.К.ом на определенные его нужды и в широкой степени находящимся на пути к развитию Национальным Олимпийским Комитетам через континентальные органы, лучше М.О.К.а знакомые с настоящим положением Национальных Олимпийских Комитетов их зоны.

От Вашего внимания не может ускользнуть тот факт, Господин Председатель, что многие Африканские Олимпийские Комитеты не в состоянии посылать делегатов на Олимпийские встречи и более того, своих представителей на Олимпийские игры. А кому это удается, то только благодаря экономической помощи, предоставляемой их правительством. Но в случае, если эти правительства не будут более интересоваться спортом, Олимпийские идеалы потухнут за неимением средств. Поэтому мы пользуемся случаем и имеем следующее предложение: Национальные Олимпийские Комитеты должны пригласить М.О.К. восстановить его Комиссию по оказанию помощи.

Ввиду того, что Олимпийское движение охватывает все новые страны и что Н.О.К.и полностью финансируются их правительствами и в тоже время много говорится о независимости Национальных Олимпийских Комитетов, необходимо восстановить деятельность этой Комиссии в целях направления международной помощи, более счастливых стран в страны недавно принятые в Олимпийскую семью.

Выступление Массида меня немного успокоило, но определенная резолюция, принятая на этой встрече, может послужить пунктом отправления для того, чтобы такое решение было принято на Мадридской сессии Международного Олимпийского Комитета.

С. Аníбал Иллуэка

Председатель Олимпийского Комитета Панамы

Господин Председатель, желаю прежде всего выразить Вам и членам И.Н.О.К.а свое восхищение по поводу замечательной организации первого съезда Национальных Олимпийских Комитетов всего мира. Как Председатель Олимпийского Комитета Панамы, как член Исполнительного Комитета Центро — Американской и Карибской организации, как член Исполнительного Комитета Пан — Американской спортивной организации, считаю обсуждаемый вопрос очень важным, по думаю, что невозможно его обсудить в столь короткое время.

Я, господин Председатель, разделяю Ваше мнение и то есть что последующая встреча Олимпийских Комитетов должна длиться хотя бы одну неделю. В тоже время я предлагаю, чтобы для подготовки обсуждаемых вопросов и повестки дня были назначены, по возможности, рабочие группы, которые изучили бы вопросы и о них было бы сообщено заранее с тем, что когда они были бы вынесены на обсуждение съезда большая часть работы была бы уже сделана.

Вопрос о финансировании Национальных Олимпийских Комитетов очень важен. Речь идет не только о том, чтобы решить, что эти поступления должны идти частично Международными Федерациям, частично М.О.К.у, и частично Комитету, организующему игры. Международные Федерации должны бы использовать их для распространения своих правил для того чтобы познакомить лучше с техническими сторонами своего вида спорта и для лучших связей с Национальными федерациями. Они не должны ограничиваться получением этих средств, как делают с поступлениями Национальные Федерации, которые увеличиваются с каждым днем. Я осмелюсь сказать, что Международные Федерации-это по крайней мере впечатление, которое они создают в Америке, интересуются только получением поступлений и мало беспокоятся о развитии каждой Национальной Федерации. То же самое Международный Олимпийский Комитет.

Господин Председатель, я думаю, что на членах М.О.К.а лежит большая ответственность. Они должны в своих собственных странах, как послы, распространять и расширять Олимпийское движение потому, что только таким образом они помогают Национальным Олимпийским Комитетам И помогают им потому, что даже если правительства в большинстве стран помогают спорту, передко эта помощь недостаточна или её совсем нет. Например, если в Африке создалась целая серии Олимпийских Комитетов ввиду образования новых стран, то в Америке есть много стран, которые несмотря на то, что давно добились своей независимости, их процесс развития так слаб, что можно считать их ещё слаборазвитыми странами.

Во моей области, области Центральной Америки, очень много стран не принимают участия в региональных играх и ещё меньше в Олимпийских ввиду того, что их организации очень слабы. Думаю, не стоит говорить об этом, но все-таки по многих из этих стран Олимпийское движение почти неизвестно, это, я повторяю, по вине членов Международного Олимпийского Комитета, которые должны интересоваться и посещать эти страны как послы, как об этом сказано в нашем проекте с тем, чтобы эти страны познали Олимпийское движение.

Когда мы просим у государства деньги и средства для Олимпийских Комитетов, часто представители правительства или политические деятели не понимают значение олимпийского движения и поэтому, повторяю, очень трудно получить необходимые средства.

Следует больше популяризировать, как это делает сейчас Пан-Американская спортивная организация: публикуя, например, на испанском языке бюллетень М.О.К.а и распространяя инструкции по строительству спортивных сооружений и другие издания для глубокого познания спорта в Америке. Тоже самое можно сделать в Африке, в Азии, в Европе и во всех странах мира.

Но все-таки это недостаточно, господин Председатель, я считаю необходимым обмен разных информаций: знать решила ли Италия вопрос о финансировании спорта — мы узнали из печати на этих днях, что Правительство решило отчислять для спорта 6% всех доходов от тотализатор — и как по Италии, так и по другим странам сообщать о законах и декретах, информирующих о предоставлении помощи.

Эти информации могут помогать сотрудничеству, могут дать повод другим Национальным Олимпийским Комитетам дать им идею, потому что я не думаю, что только правительства должны помогать, но так же частные учреждения, так же Олимпийские Комитеты должны делать все возможное.

Поэтому, господин Председатель, я повторяю, что очень важен обмен информациями по поводу финансирования, но важна они также и по другим вопросам. Также как И.Н.О.К. запрашивал у Национальных Олимпийских Комитетов о их спортивных сооружениях, мы бы также запросить у Международных организаций, занимающихся здравоохранением и общественным воспитанием, научную информацию или другие нас интересующие данные. Эти Международные организации могут сотрудничать, облегчая работу группы изучающих вопросы, предлагаемые

средства для того, чтобы страны как Аффиканские, некоторые Американские и из других частей света могли построить необходимые спортивные сооружения.

Этим Олимпийским Комитетам необходима помощь и сотрудничество со стороны остальных комитетов. Если эта ассоциация создается-нас ожидает трудная работа. Ответственность будет большая. И я уже сейчас советую создать необходимые рабочие группы, которые должны изучать со всех сторон наши общие проблемы.

Мы будем их решать с помощью коллег из Олимпийских Национальных Комитетов и друзей из Международного Олимпийского Комитета, которые с полной серьезностью должны будут поехать в города, и делать то, что сейчас часто делает в Америке генерал Кларк и это для того, чтобы Олимпийские Комитеты не чувствовали себя практически брошенными, но постоянно информированными благодаря бюллетеня М.О.К.а.

Большое спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Спасибо Вам, господин Председатель. Разрешите мне сказать два слова по поводу выступления представителя из Панамы. Прежде всего необходимо уточнить вопрос, стоящий на повестке дня. Итальянский Олимпийский Комитет первым передал поступления от телевидения М.О.К.у: 55 тысяч долларов. Стоимость каждого участия Италии в Олимпиадестоит около 300 тысяч долларов. Таковы цифры. Но Вы, господин Председатель, касались разных проблем, и если мы подойдем с принципиальной точки зрения, то Ваши соображения по поводу этого собрания о взаимопомощи, очень интересны. Мы по братски сделали все, что могли, маленькая страна с малыми средствами, но с большой любью и большим сердцем. Многие страны мира могут видеть, как мы организованы с тотокальчо. Вы знаете, что мы были щедры со всеми. Многие страны находятся в положении если не в цветущем, по крайней мере благополучном в экономическом спортивном отношении, благодаря именно тотокальчо.

Что же касается компетентности, то разрешите мне об этом выступить в другом месте. Работа, которую мы только что начали, с тем чтобы другие продолжали её с большим авторитетом, я думаю, входит в задачи Международного Олимпийского Комитета. Например, предложение о создании постоянного бюро для консультации по стоительству спортивных сооружений. На это тратятся в мире миллионы долларов. Каждый квалифицированный архитектор имеет возможность, в ходе своей карьеры, проектировать тысячу дворцов и только одно спортивное здание. Необходимо, чтобы средства были истрачены благоразумно.

Также, что касается постоянного бюро для законодательной консультации в отношении своего комитета, своего правительства и для решении других вопросов, я надеюсь, что более авторитетные, чем я, коллеги предложат и добьются его образования от Международного Олимпийского Комитета, который должен быть всегда братски расположен в отношении лимфы спортивного движения - Национальных Олимпийских Комитетов.

Извените за это краткое замечание.

Слово представителю Марокко.

Мчик Алами Абделем

Председатель Олимпийского Комитета Марокко

Господин Председатель, хотел бы присоединиться к благодарностям в Ваш адрес, выраженной предыдущими уважаемыми коллегами. Спасибо за Вашу инициативу, за эту чудесную возможность встречи, на которой можно сопоставить наши идеи по вопросу Олимпийского движения в мире.

Благодарю И.Н.О.К. за его усилия по организации конгресса.

Относительно вопроса повестки дня, мы все видели, что если средства, которые могли пойти

в распоряжение Национальных Олимпийских Комитетов, были бы разделены между всеми - это не дало бы никакой пользы, именно поэтому не могло дать желаемый результат.

Мое предложение такого: самое важное для нас распространять в мире Олимпийское движение и необходимо поэтому направлять внимание к странам, которые недавно вошли в Олимпийскую семью. Необходимо добыть им средства, чтобы они могли разработать точную программу, вдохновленную методами более прогрессивных стран с тем, чтобы Олимпийские идеалы охватили все народы слаборазвитых стран.

Я считаю, что если каждый комитет возьмет на себя ответственность распространять Олимпийский идеал в своей собственной стране очень скоро внутри страны нашлись бы необходимые средства для развития Олимпийского движения.

Спасибо.

Мануэль Гонзалес Гуэрра

Председатель Кубинского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, господа делегаты, разрешите прежде чем начать выступление, приветствовать и поблагодарить И.Н.О.К. и его Председателя Онеста за все любезности и счастливую мысль - собрать всех нас здесь.

Трудно говорить ещё по этому вопросу повестки дня после того, как много делегатов так блестяще выступили, особенно коллега из Панамы. Мы понимаем, что говорим, исходя из нереальной основы.

Председатель Онести нам объяснил, что И.Н.О.К.ом было получено только 55 тысяч долларов от телевидения и что они были переданы в Международный Олимпийский Комитет. Конечно, эта сумма, разделенная на многие необходимости, является ничтожной.

Мы предлагаем, чтобы в обращении о мире, принятом нами на этом совещании было включено обращение к правительствам, чтобы часть средств, расходуемых на военное оборудование, было использовано на спорт, кроме того предлагаем, чтобы все Национальные Олимпийские Комитеты указывали Международному Олимпийскому Комитету самый подходящий способ помощи Олимпийским Комитетам, находящимся в затруднении. И наконец должны быть уточнены Олимпийские Комитеты, нуждающиеся в помощи.

Это наше предложение. Большое спасибо.

Салом Цизман

Председатель Олимпийского Комитета Израиля

Я, Салом Цизман, Председатель Олимпийского Комитета Израиля, желаю сделать замечание, господин Председатель. Я думаю, настал момент закончить выступления по пункту № 2, иначе того, что было много выступающих и мы сможем лишь их повторять. Если у делегатов есть проекты, предложения или резолюции-пусть представят их Председателю. Прошу перейти к 3-ему пункту.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа делегаты, я тоже думаю, что этот вопрос достаточно [illegible]. Мы позволили себе подготовить проект резолюции. Он будет вам прочитан и распространен на 4-х языках. Вы её изучите и во второй половине дня он будет представлен к утверждению. Пока

помните, мы должны ещё принять резолюцию по 1-ому пункту повестки дня что мы сделаем сейчас же, после чтения повестки дня по 2-ому пункту, который будет сейчас роздан.

Повестка дня, учитывая ваше мнение, такова:

« Национальные Олимпийские Комитеты, собравшиеся в Риме 1 октября 1965 года, заслушав и обсудив обширный доклад по вопросу финансирование Национальных Олимпийских Комитетов,

решают

предложить М.О.К.у, чтобы все доходы, поступающие от телевидения за передачи Олимпийских игр, распределялись следующим образом:

— наибольшая часть М.О.К.у с тем, чтобы обеспечить ему большую автономию выполнения своей деятельности и в деле контроля за придерживание Олимпийских правил, а так же с тем, чтобы усилить Секретариат обеспеченный организационными и действенными бюро:

— другая часть Организационному Комитету Олимпийских игр с тем, чтобы дать ему возможность покрыть расходы, связанные с передвижением всё большего количества представителей Международных Федераций на каждые игры:

— 25% Национальным Олимпийским Комитетам, находящимся в затруднении в подготовке к Олимпийским играм, по запросам, направляемым М.О.К.у самими Национальными Олимпийскими Комитетами ».

Эту резолюцию мы примем, после того, как вы её изучите.

Переходим к принятию проекта резолюции по первому пункту повестки дня. Резолюции три. Мы надеемся, что благодаря работы секретариата удалось удовлетворить мнение всех вас. В первый проект резолюции который был прочитан нам вчера, внесены дополнения, предложенные Олимпийскими Комитетами Мали, Эфиопии, Чехословакии и и заключительной части также Эфиопией и Кенией. Зачитываю резолюцию по первому пункту.

« Национальные Олимпийские Комитеты, собравшиеся на встречу в Риме, 1-го октября 1965 года, заслушав и обсудив доклад о принципе независимости Национальных Олимпийских Комитетов

подтверждают

прошедшую, настоящую и будущую действенность Олимпийского принципа о независимости и автономии Национальных Олимпийских Комитетов от политического, религиозного, социального, рассового и коммерческого влияния,

обращаются

с призывом к властям каждой страны быть инициаторами и организаторами физического воспитания молодежи мира и с любовью оказывать моральную и финансовую помощь спортивному движению, особенно Олимпийскому ответственность за которое в Международных отношениях остается за Национальными Олимпийскими Комитетами, в то время как за каждым государством остается право контроли за целесообразным использованием предоставленных средств:

Чтобы международный Олимпийский Комитет по запросам членов Международного Олимпийского Комитета, Национальных Олимпийских Комитетов и Международных Спортивных Федераций и различных формах и если это потребуется выездами его членов, отобранных Исполкомом независимо от их национальности, проводил контроль и в случаях нарушения Олимпийских правил, принимал все необходимые меры в целях восстановления полной независимости каждого Олимпийского Комитета ».

Думаю, что в этом проекте учтены все ваши предложения. Думаю, что можно считать его принятым.

Первый вопрос: Независимость Н.О.К.ов *(продолжение)*

Резолюция № 1 принимается

Олимпийский Комитет Советского Союза представил другой проект резолюции, который не противоречит, а наоборот усиливает и дополняет первый. Зачитываю его.

Национальные Олимпийские Комитеты собравшись на встрече в Риме в сентябре 1965 года, признают усилия Международного Олимпийского Комитета и Международных Спортивных Федераций, направленные на избежание политического вмешательства в дела спорта, с тем, чтобы предоставить всем Международным Спортивным Федерациям равные права в участии в Международных официальных соревнованиях.

Встречи Национальных Олимпийских Комитетов поддерживает принятые в феврале 1963 года решения Международного Олимпийского Комитета, Международных Олимпийских Федераций, подчеркивающие целесообразность организовывать официальные встречи лишь в странах, гарантирующих визы всем участникам и руководителям, а также решение, принятое 11 апреля Международными Федерациями, привлекающее внимание всех заинтересованных сторон на основной принцип т. е. все Федерации, члены должны иметь возможность, со всеми вытекаемыми привилегиями и правами, участвовать в Олимпийских играх, в чемпионатах и других соревнованиях, а также в любых других спортивных встречах, организуемых Международными Спортивными Федерациями.

Национальные Олимпийские Комитеты считают вышеизложенное необходимым для облегчения проведения в жизнь вышеуказанного принципа ».

Приняв первую резолюцию, думаю, не будет затруднений в принятии этого добавочного предложения.

Слово попросил господин Муле, которому я его предоставляю.

Второй вопрос: Финансирование *(продолжение)*

Рауль Муле

Председатель Олимпийского Комитета Бельгии

Господин Председатель, основываясь исключительно французским текстом резолюции, хочу предложить два маленьких формальных изменений и одно добавление. Во-втором параграфе, там, где говорится « физическое воспитание », предлагаю прибавить « и спортивное ».

Кроме того, считаю уместным измените слова « проверять использование » на « контролировать соответствующее использование средств », лучше « располагаемые », « поставленные в распоряжение Олимпийских Национальных Комитетов », возможно есть и другие средства располагаемые, но не поступающие от правительства.

Наконец, хочу предложить внести новый парагараф, перед тем, который относится к правилам о контроле. Логика требует, что прежде чем говорить о любом контроле, нужно знать как создан и работает Олимпийский Комитет каждой страны. Мы все знаем, что в мире существует множество форм и разнообразных Олимпийских Комитетов. Поэтому очень важно знать эти фо... чтобы иметь возможность их объединить.

Поэтому предлагаю прибавить: « ...и желают, чтобы все Национальные Олимпийские Ко...

митеты старались принять одинаковый устав, в зависимости от того, насколько законы их страны позволяют это ».

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Надеюсь, что все делегаты согласчы с замечаниями господина Муле. Думаю, не будет других замечаний, а если есть-резолюции будет дополнена. Поллуясь случаем, любезно прошу вас принести возможные изменения резолюции в установленный час, чтобы облегчить работу секретариата.

Спасибо, господа.

Генри Корентин

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Мали

Господин Председатель, скажу несколько слов. Я не знаю, зависит ли это от перевода с итальянского на французский язык, но термин « повестка дня » на французском языке не совсем подходящий. Мне кажется, что речь идет о резолюциях, принятых конференцией. Тогда предпочитаем во французском переводе чтобы было бы сказано « резолюция » вместо « повестка дня ».

Мы считаем, как уже сказал Председатель, что оба предложения дополняющих и поэтому обе резолюции, которые были только что здесь прочитаны, могут быть подписаны одновременно нашей конференцией.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: От имени Франции спасибо за прекрасное замечание, которое мы безусловно примем.

Сейчас переходим к третьему предложению. Это предложение Мексиканского Олимпийского Комитета, который дополняет первые два:

« На совещании Национальных Олимпийских Комитетов », члены Олимпийских Комитетов Америки желают представить следующие предложения:

учитывая что

1. На совещании Комитетов, состоявшемся в Афинах в июне 1961 года, Олимпийский Комитет Мексики предложил:

« Международный Олимпийский Комитет на основе Олимпийских правил, выражает надежду, что Национальный Олимпийский Комитет каждой страны проявит заботу о пропаганде и организации Олимпийского движения ».

В Вашем официальном выступлении, Вы, господин Президент, сослались на это предложение. Во время открытия работ Вы заявили, что на формулярах должны стоять три подписи. Первая — спортсмена, вторая — федерации, затем, Национального Олимпийского Комитета.

В отношениях между Федерациями и Олимпийским Комитетом отмечается разрыв, который должен быть ликвидирован, согласно Олимпийских правил Н.О.К.и должны быть представлены своими Национальными Федерациями, признанными Международными Федерациями.

В то время как у Международных Федераций не запрашивается утверждений для их признаний. Не то, чтобы они проконсультировались с Олимпийским Комитетом, который лучше любой иностранной организации знает заслуги делегатов на спортивном поприще своей страны.

РЕШЕНО

чтобы эта организация Национальных Олимпийских Комитетов настаивала на том, чтобы Международный Олимпийский Комитет содействовал согласию между Международными Спортивными Федерациями и Национальными Олимпийскими Комитетами с тем, чтобы Н.О.К.и не признавали никакую Национальную Спортивную Федерацию, если она ранее не была признана Международной Федерацией, чтобы с их стороны Международные Спортивные Федерации признавали лишь тех членов Национальных Федераций, которые пользуются доверием Национальной Олимпийской Федерацией.

2. Эта встреча приняла предложение единогласно.

3. Несмотря на это, не было достигнуто соглашение о практическом выполнении решения.

Следовательно, предлагаем принять следующие положения:

1. Подтверждаются резолюции принятые в Афинах по предложению Мексики и поддержанные Олимпийскими Комитетами Америки.

2. Обращаются спросьбой к Международному Олимпийскому Комитету, чтобы он, как можно скорее, провел их в жизнь с тем, чтобы достигнуть необходимого соглашения с Международными Федерациями ».

Господа, я выступаю от себя лично. Мой опыт вам известен и мне кажется очень логичным вынесенное предложение. В некоторых странах, не исключая нашей, бывают случаи неразберихи, ввиду того, что автономные спортивные федерации схематичны. Международным Федерациям трудно делать различие. Поэтому будет правильным положение, что Международные Федерации могут вдолжны признавать лишь Национальные Федерации, признанные Олимпийским Комитетом.

Это упростит и облегчит работу Национальных Олимпийских Комитетов. Я думаю, что вы все разделяете этот принцип, предложенный уже в свое время Мексиканским Олимпийским Комитетом и представленном сейчас на ваше утверждение.

Все согласны, господа?

Третий вопрос: Любительство

Принимаются вторая и третья резолюции

Господа Председатели, в третьем пункте повестки дня речь идет о любительстве. Этот вопрос безуспешно обсуждается в течении 50 лет. Не обсуждать его, не прийти к какому-либо решению, значило бы оставить вопрос открытым. Ввиду того, что вопрос очень деликатен, предлагаю прервать заседание на 10 минут, чтобы предоставить себе физической и моральный отдых.

(Заседание прерывается на 10 мин).

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа, переходим к 3-ему пункту повестки дня. Перед тем, как открыть прения, зачитываю доклад.

Любительство. Нам кажется, что понятие любительства связано с целым рядом исторических вопросов и определений, на которые сильно оказала влияние эпоха, когда они были сформулированы. Во всяком случае применение строгое соответствующих правил могло бы

занятию спортом многим общественным группам. Спортивные результаты, направленные на повышение качественного уровня, не могут быть достигнуты без серьезной подготовки, которая возможна при существующих принципах.

Не плохо по этому поводу напомнить, что великие спортсмены, победители игр, становятся спортсменами всех народов и пользуются любовью и благодарностью и в самых отдаленных странах, ничем не связанных с их родным краем.

Спорт-это одно из самых действенных средств для установления мира во всем мире и чемпионы спорта служат это высокой и благородной цели.

Национальные Олимпийские Комитеты глубоко уверены, что нужно защищать принцип, согласно которому одни только любители могут участвовать в Олимпийских играх и эти комитеты будут сотрудничать с Международным Олимпийским Комитетом, агентами которого они являются во всех странах, для того, чтобы этот принцип, который принес блеситяще результаты, был сохранен и защищен для будущего.

Все-таки Национальные Олимпийские Комитеты уверены в том, что надо как-то приспособить правила любительства к современной действительности. В самом деле, любой спортсмен не может даже думать стать чемпионом без соответствующей подготовки, которая отнимает у него гораздо больше времени, чем в настоящее время предусмотрено Олимпийскими правилами. В самом деле, статья 26 Олимпийских правил перечисляет целый ряд ограничений, которые если бы придерживались их, наверно любому спортсмену не позволили бы достичь Олимпийского уровня. Средства слишком строгие, чтобы Международный Олимпийский Комитет мог взять на себя ответственность применять их.

Национальные Олимпийские Комитеты считают, со своей стороны, что ясное, искреннее и реалистическое определение любителя предпочтительно добродушному или преднамеренному несоблюдению действующих правил.

Национальные Олимпийские Комитеты желают, чтобы подходили к вопросу о любительстве с ясной волей решить самые двухсмысленные пункты. Поэтому они предлагают, чтобы было предъявлено к утверждению Международным Олимпийским Комитетом новое определение любительства, которое могло бы быть следующим: « Любитель тот, кто занимается спортом не в целях наживы, а как дополнение к трудовой деятельности или учебе ».

Международныи Олимпийский Комитет может запросить каждую Международную Федерацию сформулировать правила о любительстве по своему виду спорта и нормы их применения на играх. В определенный срок Международные Спортивные Федерации должны будут представить на утверждение Международного Олимпийского Комитета их установки по любительству. Поэтому, контроль должен входить в компетенцию Международных Федераций и Национальных Олимпийских Комитетов.

Нужно поэтому освободить Международный Олимпийский Комитет от обязанности постоянного и детального контроля, что находится за пределами его возможностей и, следовательно, плохо влияет на его работу.

Международный Олимпийский Комитет должен был бы ограничиться тем, чтобы разбирать жалобы, предъявляемые отдельными спортсменами, которые не согласны с решениями компетентной Международной Федерадии. В таких случаях Международный Олимпийский Комитет, если он считает это нужным, может передать дело Международной Федерации с просьбой пересмотреть его ».

Первым попросил слово по данному вопросу представитель Олимпийского Комитета Кении, которому я его предоставляю.

Харбан Синг

Член Олимпийского Комитета Кении

Господин Председатель, дамы, господа, определение, как сформулировано в этом параграфе, может быть по разному истолковано Междкнародными Федерациями и Национальными Олимпийскими Комитетами. Результатом этого - будет хаос. Мне не кажется мудрым отходить от первого определения любительства, сформулированного в Олимпийских правилах.

Нормы и права были выражены с огромной прозорливостью и известным предвидением... И мы вполне убеждены, что нужно уважать их, какие они есть, чтобы избежать беспорядка, нарушения и всякие усложнения.

Первое и самое важное правило устанавливает, что игры должны предназначаться для любительства. Игры-это не коммерция и никто ни инициаторы, ни организаторы, ни участники, ни частные лица, ни страны не должны использовать их в целях наживы.

Огромный успех Олимпийского движения в короткий период - 70 лет Т. Е. с того времени, когда барон де Кубертен оживил его, полностью зависит от силы его основных принципов. К сожалению, только немногие люди понимают основные принципы Олимпийского движения, принципы, которые объясняют его универсальную силу и огромный успех.

Нелегко реализовать подобное предприятие. Как и вначале, сегодня тоже встречаются трудности. Спортивные соревнования между странами, одна их которых может быть более сильная или более важная могли бы искажаться во многих случаях, если бы не существовало определенных норм. Эта задача была рещена с образованием Международного Олимпийского Комитета, члены которого не представляют одну отдельную страну или какой-либо вид спорта, но действуют независимо во имя Олимпийского движения. Комитет-самоуправляющийся орган и избирает своих членов. Он был создан бароном де Кубертен, который поручал ему задачу предохранять от всяких коммерческих вмешательств, чистый любительский дух игр: вмешательство, которое дискридитировало бы спорт также, как и всякое критическое вторжение повредило бы.

Нельзя допустить, чтобы профессионализм вторгся в Олимпийские иргы. А было предложено допускать профессиональных спортсменов на Олимпиаду. Одна из причин, на которые они ссылались-это то, что не все участники в прошлом были любители. Если так было-это не по вине Международного Олимпийского Комитета.

Сейчас все знают Олимпийские правила. Каждый участник игр должен подписать бланк, где он заявляет, что он согласно правил-любитель: это заявление должно быть удостоверено его Национальной Федерацией и его Национальным Олимпийским Комитетом. Если кто-нибудь не любитель, участвовал в Олимпийских играх, по крайней мере три человека говорили ложь. Может быть, ввиду того, что в мире существуют обман, преступления и нечестность, - мы должны отменить все законы и вернуться в джунгли? Многие трудности зависят вероятно от того, что не все ясно понимают значение слова « любитель ». И действительно термин непонятен для тех, кто называет любителем начинающего неофита, какого-либо недостаточно подготовленного спортсмена, чтобы быть профессиональным.

Не понимают, что любительство-это философия жизни, это посвящение, подчинение задаче, которую необходимо реализовать и не для обогащения. Это тоже посвящение, руководимое учеными в поисках знаний и прогресса цивилизации. Это посвящение великих патриотов всех стран, которое принесло огромный социальный прогресс обществу. Это посвяление, которым руководились неизвестные скульпторы и архитекторы в создании дворцов и соборов в мире, оставляя свои творения, не оставляя своих имен. Это посвящение, которым руководило Энри Форд и Томас Эдисон в их промышленной деятельности, которую они срздали бы, даже не имея от нее большой прибыли. Это жизненная философия, которая мало чувствуется в нашей материалистической эпохе, в которой все, что любят многие из работающих-это день зарплаты и конец рабочего дня.

В материалистическом мире, в котором мы живем, всё измеряется деньгами. Все-таки в жизни существуют такие чувства как милость, патриотизм, любовь, дружба, которые нельзя измерить деньгами. Любительство-это одно из этих чувств. И мир без него был бы очень убогим.

Философия любителя совершенно отличается от философии профессионального спортсмена, который бесплатно ничего не делает. Исключительная цель профессионистов-это выиграть, потому что, выиграв, больше получат. Любитель тоже стремится к победе, но для него самое важное как добиться успеха. Он хочет совершенствоваться, хочет отдать всё лучшее в более важных случаях, но не хочет жертвовать своей учебой или работой.

Любитель спортсмен знает, что спорт - это развлечение, игры, веселье - не работа, его взгляд устремлен к трудному финишу. Учеба или работа - это основная цель его жизни, он не хочет быть одним из дрессированных лошадей для развлечения публики. Он участвует в соревнованиях для своего собственного развлечения. Он дает все лучшее и приобретает ценный опыт и моральные силы. Человек, который побирался на Меттерхорн или тот, кто в 4мин. пробежал одну милю, на финише он не ожидал вазы полной золота: он не побежал природу, и впоследствии чувствовал удовлетворение и великую радость.

Однажды кто-то сказал, что наука - это непонятная вещь. Это определение может быть применимо и в отношении любительства. Но умные знают, что такое наука и любители знают, что такое любительство. Его лучшее определение таково: « Вивиду того, что любительство - это часть духовного мира, ему нелегко дать определение и поэтому их существует много ». Каждый человек и каждая страна имеют свое определение. Всё-таки Олимпийское определение достаточно ясное и лучшим его хранителем является Международный Олимпийский Комитет.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин представитель Кении. Я, думаю, что здесь есть недопонятие, которое хочу быстро выяснить. От моего лично имени я благодарю за благородное выражение об идеальном мире, о котором Вы говорили. Но все-таки я должен сказать, что Ваши заключения нереальны.

Потому что многие авторитетные члены Международного Олимпийского Комитета не довольны нынешними определениями. Мы намереваемся, и поэтому обращаюсь к коллегам председателям и членам Олимпийских Комитетов, искоренить лицемерие, которое мы считаем злом из худших. Мы глубоко уверены, что любитель должен быть спортсменом, который участвует в играх, в тоже время убежден, что тратит на свою подготовку много часов в день и, следовательно, это не позволяет ему иметь оплачиваемую работу.

Мы хотим, чтобы на Олимпиадах участвовали все люди мира, независимо от их экономических возможностей. Только немногие патриции могут участвовать в Олимпиадах, живя за счет ренты и даже не администрирующих свою собственность.

Мы не должны разрешить, чтобы в Олимпиадах могли участвовать лишь богатые и ко всему неумные люди.

В спортсменах, которые участвуют за Олимпиаде, мы не должны видеть личность, но глубоко социальное явление. Мы близки к спортсменам. Они жертвуют лучшими годами своей молодости для того, чтобы участвовать в соревнованиях и добиваться результатов, которые повышают престиж спортивной деятельности во всем мире. Мы не должны давать возможность им обогащаться, мы должны обеспечить им жизнь.

Мы думаем, на основе нашего опыта, и надеюсь многие из вас согласятся, в том, что любители в футболе отличаются от любителя яхтсмена и игры в гольф.

Мы знаем, что трудно дать конкретное, не лицемерное определение Международному Олимпийскому Комитету, который каждый раз подвергается несправедливой критике. Мы наоборот хотим полностью перевернуть положение-определение спортсмена любителя должны дать Международные Федерации и только когда это определение удовлетворит Международные Федерации, под чьим контролем находятся спортсмены, только тогда эти Международные Федерации должны быть допущены к Олимпиаде.

Чтобы облегчить задачу Международных Федераций, Исполнительный Комитет Международного Олимпийского Комитета должен, по нашему мнению, направить циркуляр, подсказывая определенные пункты от которых нельзя отступать, чтобы быть допущенными к Олимпиаде. Каждый, по своей взможности, согласно своему опыту - должен дать конкретную и не лицемерную формулировку положения, чтобы было возможно его контролировать в действительности.

Этим руководствовались в формулировке предложений. Надеюсь, что Итальянский Олимпийский Комитет, внесший предложения, не будет ошибочно понят и не надо думать, что мы хотим допустить профессионалов на Олимпиаду. Чтобы избежать этого, мы выдвинули предложение о более конкретном определении и более убедительные возможности контроля.

Извините за мое выступление. Но я, надеюсь, что хотя бы частично я внес ясность.

Кто из вас, господа, просит слово по этому вопросу?

Представитель Мали, прошу.

Генри Коретин

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Мали

Господин Председатель, по поводу этого вопроса, такого старого, как Олимпийская идея или почти, необходимо найти определение, в котором заявляется очень ясно, что речь идет только о молодежи, занимающейся спортом ради удовольствия в добавление к их основным занятиям - учебе или работе и во всяком случае, не ради наживы.

Все-таки есть сторона вопроса, которая беспокоит и о которой никогда не говорится несмотря, что это настоящая действительность.

В странах, которые считаются пионерами, Олимпийского идеала, некоторые спортсмены участвуют в Олимпийских играх - в этом крупном празднике молодежи с мыслью перейти в профессионалы по окончанию Олимпиады. Об этом они говорят во время игр - это не секрет.

В таком случае, нужно спросить, есть ли в молодежи любительский дух? Нет. К сожалению, они уже профессионалы в мыслях. И все-таки мы им аплодируем во время игры, как богам стадиона.

Об этом нужно задуматься и я уверен, что определению это задача воспитания и она исключительно в компитенции Национальных Олимпийских Комитетов. Это показывает первостепенную роль, которая лежит на Национальных Олимпийских Комитетах, чтобы охранить прежде всего Олимпийский дух в современном мире.

Поэтому, учитывая современное положение, мы не должны оставаться бездеятельными и сделать так, чтобы Олимпийский дух побеждал на международной арене. Если эта наша забота зависит от желания нового прогресса в спорте, то нужно помогать молодежи не оставлять спорта из-за недостатка средств. Нужно сделать так, чтобы им возмещались реальные расходы, потраченные на спортивное приготовление, расходы оправданные и которые можно проверить.

По моему мнению, это решение учитывает действительность нашего мира, значение спорта в национальной и Международной жизни. В то же время сохраняется дух любительства, который является незаменимой основой Олимпийского движения.

Каждая Международная Федерация прямо или через какой-либо комитет из любителей могла бы дать нужное определение в рамках вышеуказанных общих соображений.

Статьи 26 Олимпийских правил должны быть пересмотрена в этом смысле. Тогда [illegible] будет проводиться в каждой стране, принимая во внимание важную и решающую роль [illegible] они будут играть в утверждении моральных устоев и Олимпийских идеалов.

Аваду Барри

Председатель Олимпийского Комитета Сенегала

Господин Председатель, любительство - это золотое правило Олимпийского движения. Без него современные Олимпийские игры потеряли бы свое значение. Поэтому, ясно, нужно защищать до конца эти принципы.

Статья 26 хартии уточняет: « Любитель это тот, кто посвящает и всегда посвящал себя спорту по наклонности, для развлечения, без получения какого-либо дохода ».

Выдвинутое же предложение гласит: « Любитель тот, кто занимается спортом не в целях наживы, а как дополнение к трудовой деятельности или учебе ».

Я считаю, что формулировка 26-ой статьи отвечает лучше как нашему идеалу, так и сегодняшним требованиям.

На самом деле, мы опасаемся того, что дополнительная деятельность спортсменов могла бы привести к злоупотреблению, так как спортсмен мог бы выполнять работу, которая требует мало времени и таким образом, иметь свободное время для тренировок, и в любой момент принять участие в соревнованиях.

По этой причине, мы склонны подчиняться настоящим правилам, тем более что М.О.К. может делать исключение по разным видам спорта или некоторым людям-лишь бы уважался основной принцип, т. е. чтобы спортсмен не извлекал выгоды от спорта.

Самое главное, на наш взгляд, с самого начала установить равное для всех положение, и поэтому, нельзя больше терпеть, чтобы спортсмены использовали государственные или военные учреждения как прикрытие для занятия спортом за деньги.

Принцип - это принцип. Мы знаем, принцип только для тех, кто его признает. Никакое определение не может решить этого вопроса. И так, нужно предполагать, что все те, кто верит в Олимпийское движение, будут вести себя лойально, спортивно в духе Пьера де Кубертен.

Международные Федерации и Национальные Олимпийские Комитеты должны в этом деле удвоить бдительность, являющейся основой Олимпийского движения.

Спасибо.

Рауль Мулс

Председатель Олимпийского Комитета Бельгии

Господин Председатель, мы собрались здесь, не для того, чтобы теоризировать о любительстве, я думаю, чтобы стараться добиться прогресса в поисках практического решения.

Олимпийский Комитет Бельгии, изучил с большим вниманием Ваше предложение и присоединяется к нему. Но мы хотели внести дополнительные практические предложения.

Мы считаем, что каждый спортсмен должен иметь определенную работу, обеспечивающую ему нормальную жизнь. Мы ещё думаем, что спорт, особенно спорт высокого уровня. должен быть доступен для всех бесплатно, но он не должен давать дохода. Чтобы спорт высокого уровня был всеобщим достоянием, нужны, вы это знаете как и я, длительные тренировки. Мы перешли от одной тренировки в день до трех. Для участия на Международных встречах необходимы частые переезды. Необходимо лечение. И вот перед нами игры в Мексике и будет необходим период для акклиматизации.

Перед теми, и мы среди них, кто намерен уважать Олимпийские правила, предстоят две большие трудности: первая зависит от Международных Федераций, вторая - от М.О.К. и его правил.

О Международных Федерациях. Мы исследовали и широко изучили правила Международных Федераций и мы нашли огромные противоречия. Некоторые Федерации не уважают даже правил, не признают нормы М.О.Ка некоторые позволяют то, что другие Федерации не допускают. Это очень деликатный вопрос.

Второй источник трудностей исходит от М.О.К.а. Чтобы бороться против лицемерия, которое, к сожалению, приносит много вреда, нужно чтобы М.О.К. расширил свои сегодняшние понятия. Олимпийские спортсмены наших Западных стран, выезжая за границу, встречаясь с другими спортсменами в раздевалках — а именно здесь пошается настоящий спорт между спортсменами, а не между руководителями — они сравнивают, судят и возвращаются домой полные огорчения, потому что говорят: « У других есть то, чего у нас нет ».

Действительно, у нас есть привычка, которую можно считать за слабость, уважать правила, которые мы подписали. Мы согласны с М.О.К.ом в его борьбе, направленной на сохранение благородной этике в спорте. Но мы просим его, чтобы он в своей мудрости разрешал всем бороться равным оружием.

Для этого, по нашему мнению, нужно изменить правило, разрешив более длительные, коллегиальные тренировки и уточнив положения о компенсации за потерянный заработок.

Без этого мы будем знать в лицемерии. А страны, которые имеют, как я сказал, слабость, но такое честь уважать правила, вероятно будут иметь лишь только победы моральные. И как говорится по английски, моральная победа « is just kissing your sister ».

Стен Свенсон

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Швеции

Господин Председатель, все северные страны здесь представленные обсудили предложение Итальянского Олимпийского Комитета. Мы только четыре страны, но и мы не достигли соглашения. Вопрос именно в том: нас, обсуждающих этот вопрос — 71 страна, и, конечно, неизбежны разные точки зрения и все же, я думаю, возможно в одном быть согласными. Все мы хотим одного — уважаемого всеми определения любительства.

Найти определение, с которым все согласны, возможно, но я не думаю, что мы можем найти на этой встрече решение этого вопроса. Я убежден, что единственное предложение верное, - это итальянское: тогда предлагаем представить проект Итальянского Олимпийского Комитета Международному Олимпийскому Комитету, чтобы он принял решение по этому вопросу. Если я неплохо информирован, М.О.К. располагает специальной Комиссией по любительству. Думаю она получает много предложений и получит ещё одно от этой ассамблеи. Думаю, что продолжительная дискуссия по этому аргументу, не дала бы здесь никакого результата.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Очень хорошо, господин Председатель. Ваши трудности, те же что и у других. Ваша забота - это наша забота. Мы только предлагаем: мы признаем и уважаем суверинитет Международного Олимпийского Комитета. Мы только хотим дать предложения. И хорошо, что на основе вашего опыта, вы выдвигаете предложения, которые могут быть представлены Международному Олимпийскому Комитету.

Слово представителю Олимпийского Комитета Великобритании.

К. Сэнду Дункан

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Великобритании

Господин Председатель, дамы, господа, лично я согласен с предложением Итальянского Олимпийского Комитета. Для нас оно как дуновение свежего воздуха. Наконец, выражено немного реализма в аргументе чрезвычайно деликатном и так длительно занимает в старых традициях. Олимпийское движение требует много жертв и много труда, а любительство, без сомнения - один из вопросов, который больше всего нас волнует.

Господин Председатель, если мы вспомним, как разрабатывались Олимпийские нормы о любительстве, мы увидим, что в начале и в продолжении многих лет любителем именовался спортсмен, отвечающий правилам Международных Федераций. Впоследствии, подчеркнем все к единой формулировке, а сейчас, господин Председатель, у нас эта книга, как кодекс и, между прочим, её страницы и параграфы не пронумерованы - который содержит правила и определения Международного Олимпийского Комитета.

Мы согласны с этими принципами, но их применения исключительно трудно для Национальных Олимпийских Комитетов.

Мы вполне согласны, господин Председатель, с вашим предложением. Мы должны требовать, чтобы Международный Олимпийский Комитет вел переговоры непосредственно с каждой Международной Федерацией.

Все-таки я советовал бы метод переговоров, что лучше, чем формулировать определения в письменной форме: это может делать только Международный Олимпийский Комитет.

Знаю прекрасно, что это дело будет трудным, знаю, что также переговоры будут чрезвычайно трудными, но дело в том, что сам аргумент труден и, мне кажется, лучший способ решения тот, который я вам изложил. Наконец, сохраним ничто вроде общего определения как то, которое было предложено здесь, но без английского слова « агонизм » в значении которого я не совсем уверен. Я спросил у коллег из Греции много слов нашего языка исходят от их языка, и мне ответили, что это означает приблизительно « соревнующийся ». Во всяком случае, лучше избегать использования этого слова.

Господин Председатель, по моему, моё предложение могло бы быть лучшим решением чрезвычайно деликатной проблемы.

Владимир Рекзек

Председатель Олимпийского Комитета Польши

Господин Председатель, дорогие коллеги, вопрос любительства интересует и увлекает уже много лет весь спортивный мир. Для Международного Олимпийского Комитета настало время дать срочно новое, современное, общее определение любительства, потому что в наши дни мы не можем уважать никакое определение, которое практически исключает от занятий спортом широкие социальные слои или ведет к лицемерию.

На наш взгляд, нужно учитывать в новом определении экономические, социальные условия современного мира: нужно учитывать специфически разное положение между видами спорта и требования, которые имеет сейчас спорт высокого уровня.

Определение любительства, по нашему мнению, должно содержать два важных понятия: спортсмен должен посвятить себя спорту, бескорыстно не извлекая наживы и что спортсмен занимался бы спортом в добавление к своей деятельности: работе или учебе.

Эти положения, на мой взгляд, должны лежать в основе современного любительства. Мы думаем также, что Международный Олимпийский Комитет в контроле за соблюдением правил о любительстве, должен ограничивать свою деятельность, рамками общих положений в то время, как детальная интерпретация в зависимости от видов спорта, должна быть задачей Международных Спортивных Федераций.

Мы считаем также, что на этой основе, должно быть исключительной компитенцией Национальных Олимпийских Комитетов-установление, является любителем или нет определенный спортсмен, отобранный для участия в Олимпийских играх.

Мы бы желали, чтобы предложение Итальянского Национального Олимпийского Комитета было представлено в этом смысле и с этим духом.

В то же время, желаем подчеркнуть, что разделяем описание Международного Олимпийского Комитета по поводу профессионизма и коррупции в спорте. Вся история спорта, к сожалению, полна примеров, подтверждающих это. В некотором смысле, неизбежно то, что стадионы посещаются людьми, смотрящими на спортивные соревнования, как на интересное зрелище, вызывая тем самым, стремление к организации встреч ради наживы и с оплатой спортсменов.

В то же время, есть и другая опасность, заключающаяся в национальной или областной ограниченности или в превращении спортивных встреч в цирковой спектакль, где зрители остаются безразличными.

Мы намерены бороться против всех этих проявлений. Мы считаем, что спорт на высоком уровне должен быть средством для распространения физического воспитания людей, ценным фактором, помогающим делать молодежь лучше и средством для её сближения по всем мире.

Вот почему мы стоим за обязательное уважение правил о любительстве в спорте, но в тоже время желаем, чтоб эти правила отвечали требованиям современности и были сформулированы для нужд современной эпохи.

Спасибо.

Милан Эрджеган

Председатель Олимпийского Комитета Югославии

Господин Председатель, дорогие коллеги, тот факт, что вопросы о любительстве, о профессионизме, о спортивных чемпионах и их экономическом и социальном положении-широко сегодня обсуждается везде; Международным Олимпийским Комитетом, Международными спортивными Федерациями, Международным Советом физического воспитания спорта ЮНЕСКО, доказывает, что вопрос актуален и связан со всем современным спортивным движением.

Я думаю, что выражу мнение всех присутствующих здесь делегатов, если скажу, что мы все энергично защищаемся от профессионализ т. к. этот спорт ни в коем случае не может быть тем спортом, которым бы как мы желаем, занималась молодежь. Конечно, разбираемый нами сегодня вопрос, не затрагивает массового спорта, который будет всегда основной базой любительства.

Заслуживает внимания формулировка о спорте на высоком уровне, данная Итальянским Национальным Олимпийским Комитетом. На наш взгляд, единственно правильным решением вопроса будет состоять в том, что ответственность за него будет возложена на Международные Федерации, которые должны будут в согласии с Национальными Федерациями решать о положении любителя в различных видах спорта.

Олимпийский Комитет Югославии поэтому, рассматривая вопрос реалистически и принимая во внимание требования современного спорта, поддерживает проект И.Н.О.К.а в том виде, в котором его представил его Председатель господин Онести.

Спасибо.

Владимир Стойчев

Председатель Олимпийского Комитета Болгарии

Господин Председатель, Болгарский Олимпийский Комитет считает, что нужно обязательно изменить существующие на сегодняшний день правила. От имени Болгарского Комитета, я полностью и от всего сердца присоединяюсь к тому, что было сказано Председателем Олимпийского Комитета Бельгии.

Спасибо.

Жан Вейман

Генеральный секретарь Швейцарского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, господа, Олимпийский Комитет Швейцарии считает очень интересным предложение, выдвинутое Итальянским Национальным Олимпийским Комитетом, но желало бы, чтобы оно было дополнено в резолюции поправками, внесенными коллегой из Бельгии, которые на наш взгляд очень хорошие. Мы хорошо понимаем соображения, выдвинутые представителями Сенегала и Мали, но перед нами действительность, говорящая о том, что спорт на высоком уровне занимает у спортсменов много времени и что это трудно согласуется с полным посвящением работы по профессии.

Поэтому мы убеждены в том, что не должны позволять спортсмену зарабатывать на жизнь, занимаясь спортом, но в тоже время мы должны сделать так, чтобы он не терял заработка, занимаясь спортом на высоком уровне. И самое главное, мы желаем избежать лицемерия.

Поэтому мы согласны с Итальянским предложением, дополненным коллегой из Бельгии.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Большое спасибо, господин председатель.

Если вы мне разрешите, господа, перед тем, как прервать работы на время обеда, я зачитаю вам подготовленную нами резолюцию. Она будет вам роздана. У вас будет время подумать, внести поправки после чего перейдем к голосованию.

Предложение следующее:

« Национальные Олимпийские Комитеты собравшиеся на встречу в Риме 1-го октября 1965 года, заслушав и обсудив обширный доклад о любительстве в спорте в отношении спортсменов, входящих в Международные Федерации на уровне Олимпийских:

учитывая, что в настоящее время тренировка и необходимость больших переездов, особенно на Олимпийские игры, требуют большего времени и жертв:

считают, что настало время принять новую общую формулировку, которая затем, будет учтена каждой новой Международной Федерацией:

и поэтому предлагают М.О.К.у:

1. принять следующую общую формулировку: « Любитель тот, кто занимается спортом не в целях наживы, а как дополнение к трудовой деятельности или учебе »:

2. чтобы каждая Международная Спортивная Федерация на уровне Олимпийской изучила и предложила М.О.К.у на утверждение формулировку о любительстве по своему виду спорта, отвечающую его характерным особенностям:

3. чтобы, следовательно, применение правил и контроль за положение о любительстве был

поручен самим Международным Спортивным Федерациям, жалобу по решениям Международных Спортивных Федераций со стороны Н.О.К.а, в котором состоит обсуждаемый спортсмен, должны ими направляться в Исполком М.О.К.а. ».

Заседание прерывается в 12.20.

Второй вопрос: Финансирование *(продолжение)*

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Как было объявлено, зачитываю резолюцию, которая должна быть представлена Международному Олимпийскому Комитету по второму пункту повестки дня: Финансирование Национальных Олимпийских Комитетов.

Нами подготовленный текст был дополнен предложениями, внесенными Олимпийскими Комитетами Греции, Австрии, Великобритании, Румынии и Мали.

Зачитываю текст:

« Национальные Олимпийские Комитеты, собравшиеся на встречу в Риме 1-го октября 1965 года, заслушав и обсудив обширный доклад по поводу финансирование Национальных Олимпийских Комитетов,

решают

предложить Международному Олимпийскому Комитету, чтобы все доходы поступающие от телевидения за передачи Олимпийских игр распределялись следующим образом, наибольшая часть Международному Олимпийскому Комитету с тем, чтобы обеспечить ему большую автономию выполнения своей деятельности и в деле контроля за придерживание Олимпийских правил, а также с тем, чтобы усилить секретариат, обеспеченный организованными и действенными бюро и оказывать помощь Олимпийской Академии. Другая часть Организационному Комитету Олимпийских игр с тем, чтобы дать ему возможность покрыть расходы, связанные с передвижением все большего количества сопровождающих лиц (параграф 37, 38 Олимпийских правил) представителей Международных Федераций на каждые игры: 25% Национальным Олимпийским Комитетам, находящимся в затруднении в подготовке к Олимпийским играм по запросам, направляемым Международному Олимпийскому Комитету самими Национальными Олимпийскими Комитетами.

Национальные Олимпийские Комитеты обращаются к Международному Олимпийскому Комитету с тем, чтобы он расширил деятельность своей комиссии по оказанию помощи, чтобы направить международную помощь на развитие спорта в странах, недавно принятых в Олимпийскую семью ».

Мы постарались принять во внимание все ваши дополнения и поэтому эту резолюцию, я думаю, можно считать принятой. Есть ли другие замечания?

Резолюция принимается

Переходим к четвертому пункту повестки дня, т. к. встретились с трудностями в редактировании по третьему пункту повестки дня, и поэтому как только он будет готов- я вам его прочитаю.

Четвертый вопрос: Региональные игры

Переходим, следовательно, к обсуждению четвертого пункта повестки дня: « Региональные игры ».

Большим случаем для спортивной встречи между народами являются четырехгодичные Олимпийские игры. Кроме того, Национальные Олимпийские Комитеты придают большое значение так называемым региональным играм. Несмотря на то, что они были упорядочены посредством целого ряда мер, принятых на 47-ой сессии М.О.К.а (Хельсинки, июль 1952) региональные игры дали повод для серьезных осложнений и конфликтов.

Это беспокоит Национальные Олимпийские Комитеты, которые будучи заинтересованными в развитии и сохранении этих игр, хотели бы взять на себя ответственность устранить все трудности и препятствия до сих пор возникнувшие.

В самом деле, Национальные Олимпийские Комитеты утверждают, что распространять применение спорта - это хорошо, и кроме этого, оправдывает определенное распоряжение Международного Олимпийского Комитетета и также желание тех же Международных Федераций.

1. Национальные Олимпийские Комитеты ещё раз утверждают, что правило всеобщего приглашения всем странам должно абсолютно соблюдаться в Олимпийских играх, но что региональные игры, наоборот, могут проходить по условным свободным приглашениям. Итак, они констатировали, что выражение « Региональные Игры » дало основание для полемики. Обдастное ограничение, само по себе условное, определяет автоматизмы территориальных расширений или исключений, в зависимости от политических причин, может быть и временных, как например, ввиду серьезного напряжения между Государствами.

Желательно бы принять другое наименование, и за словом « Игры » поставить родительный падеж названия города, который объединяет их.

2. Национальные Олимпийские Комитеты имели возможность констатировать, что самые серьезные разногласия были вызваны наказаниями, которыми Международные Федерации подвергли некоторые страны, виновные в том, что они имели связи с спортсменами Национальных Федераций, не являющихся членами Международных Федераций.

Международные Федерации имеют право и долг требовать соблюдения своих правил, но должны также стремиться присоединить все спортивные федерации любой страны, при условии соблюдения ими технических правил, повсеместно принятых.

Спортивную деятельность необходимо поощрять и расширять, надеясь, что спортивные Федерации, ещё не признанные в международных кругах, захотят стать членами и рано или поздно будут приняты как таковые.

Международные Федерации, если подвергают тяжким санкциям каждую Федерацию, виновную в том, что имела спортивные связи с какой нибудь ещё не признанной Федерацией, могут произвести неправильное впечатление, что они проявляют политическую дискриминацию, которая не входит в их обязанности международных технических организаций.

Итак Национальные Олимпийские Комитеты просят, чтобы Международные Федерации помогали и терпели ещё не признанные Национальные Федерации, стараясь избегать слишком строгие санкции, подобные анафемам, которые вызывают резкие реакции с последующими переломами во всемирной спортивной организации.

Новая установка о свободных приглашениях на местные игры, может породить многие инициативы и в тоже время неблагоприятное положение для некоторых Олимпийских Комитетов, которых могли бы систематически игнорировать. Наладить порядок и согласие в этом деле сможет ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов имеющая власть, предоставленную ей добровольно Национальными Олимпийскими Комитетами.

По мнению Национальных Олимпийских Комитетов эти предложения, представленные на рассмотрение Международного Олимпийского Комитета и Международных Федераций, смогут способствовать решению всех проблем, которые до сих пор препятствовали и затрудняли развитие Региональных игр ».

Господа Председатели, прения открыты. Кто желает выступить по этому вопросу?

Арбанс Синг

Член Олимпийского Комитета Кении

Господин Председатель, хочу ещё раз выразить вашему Комитету мою глубокую благодарность за организацию этой встречи. Я благодарю вас не только за организацию конференции, но даже за вашу заботу, чтобы наше пребывание в Риме было счастливым и радостным. Вы нам оказали приятное гостеприимство и, я уверен, что все присутствующие здесь члены, по возвращению в свои страны будут выражать удовлетворение и свои положительные впечатления.

Мы согласны с предложениями о проведении региональных игр в различных странах мира. Эти игры будут стимулом для различных областей и районов, особенно для молодых спортсменов, которые только что начинают 4-х летний опыт приготовления Олимпийских игр.

Господин Председатель, региональные игры будут прекрасной ареной для тренировок наших атлетов. Целесообразно, чтобы члены М.О.К. и члены Н.О.К.ов обязались работать вместе в поддержку региональных игр. Так как именно в региональных играх все страны будут готовиться и испытывать свои силы для последующего участия в Олимпиаде.

Господин Председатель, и думаю, что это очень важный пункт. Мы собрались здесь, чтобы дать подъем спорту и Олимпийскому движению, и должны сделать это с полной сознательностью, чтобы быть уверенным в нашем правильном направлении.

Мы здесь, чтобы поощрять спорт и Олимпийское движение, господин Председатель, и было бы грешно, не поощрять региональные игры, благодаря которым мы все можем иметь представление о возможностях той или иной страны, зная прекрасно, что все желающие участвовать в Олимпийских играх будут иметь эту возможность.

Хочу прибавить, не тратя лишних слов, это вопрос жизненной важности и что мы все должны горячо поддержать региональные игры.

Спасибо.

Петер Канг

Член Олимпийского Комитета Тайвана

Господин Председатель, прежде всего, моя делегация хочет присоединиться к выступлению предыдущего оратора и выразить свою глубокую благодарность за щедрое гостеприимство и за организацию этой встречи.

Переходя к аргументу, мы изучали очень тщательно документ, который нам был роздан, и думаем, что он может иметь очень серьезный и широкий размах и поэтому считаем, вначале нужно взвесить и всесторонне обсудить, прежде чем предстанять наш проект на утверждение М.О.К.а.

Мы считаем, что желательно не иметь двойной меры в любой деятельности, особенно в спорте. Когда вчера, во второй половине дня в этом зале обсуждали первый пункт повестки дня, все выступающие делегаты были против любого типа дискриминации: политической, религиозной или какой-либо другой. Теперь же здесь предлагают чтобы Организационные Комитеты по организации региональных игр, выбирали какие страны приглашать, а какие нет. Легко понять, что это привело бы к дискриминации любого типа и мы, все мы, я уверен, против этого.

Вместо того, чтобы дать свободу Организационному Комитету региональных игр, как предлагает настоящий документ, моя делегация предлагает утвердить нашу поддержку рекомендации М.О.К.а и Международных Федераций-принятых в феврале 1963 года-которые устанавливают необходимость организовывать региональные игры только в тех странах, которые гарантируют участие всех стран членов.

Мы хотели бы кратко комментировать вторую часть предложения, которая стремится смягчить существующие на сегодняшний день правила Международных Федераций, правила которые запрещают спортсменам входящим в Федерации, являющимися членами ассоциации, соревноваться со спортсменами из Федераций не являющихся членами ассоциации.

И так, мы горячо поддерживаем рекомендацию Международных Федераций, помогать пока неприемлемым Национальным ассоциациям, но мы не склонны просить Международные Федерации аннулировать существующее ограничение, создавая тем самым двухсмысленное положение в Международных Спортивных Соревнованиях.

Спасибо, господин Председатель.

Г. Гловинский

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Израиля

Я говорю от имени Олимпийского Комитета Израиля, будучи его Генеральным Секретарем. Желаю присоединиться к благодарностям, направленным в адрес Итальянского Олимпийского Комитета и его Председателя адвоката Онести за гостеприимство и за полезную инициативу в созыве этой встречи. С большим удовольствием, подчеркиваю большую важность этой встречи, т. к. в прошлые годы мы имели в нашем распоряжении мало времени и не могли изучить общие вопросы.

Я думаю, что эта встреча даст хорошие результаты и даст основу для дискуссии с Международным Олимпийским Комитетом и будущей встрече в Мадриде. Надеюсь, что М.О.К. учтет мнения, выраженные здесь членами Национальных Олимпийских Комитетов.

Возвратимся к вопросу: региональные игры. Вчера очень много говорилось против дискриминации — некоторые называли её политической, другие — национальной. Мы всегда сталкивались с вопросами дискриминации. Но я бы хотел — если М.О.К. не возьмет на себя поддержку этих игр — поддержать М.О.К.у и Национальным Олимпийским Комитетам поддержать Международные Спортивные Федерации, которые борются против дискриминации в спорте по всех Международных Спортивных встречах. Должен добавить, что Международные Спортивные Федерации они единственные, которые борются за предотвращение дискриминации.

Однако в сегодняшнем докладе предлагается открыть лазейку, чтобы обойти Международные Федерации. Хотел бы просить членов Национальных Олимпийских Комитетов не изменять свое отношение по этому вопросу, потому что единственные, кто борются за справедливое решение - это Международные Спортивные Федерации. Мы это знаем т. к. в течение некоторого времени, мы были предметом дискриминации, и именно Международные Федерации нас поддержали и защитили. Поэтому, если мы останемся верными всему, что было сказано вчера в отношении дискриминации, я уверен, что результатом этого будет большая сплоченность между всеми народами Олимпийской семьи.

Спасибо.

Генри Корентин

Генеральный секретарь Олимпийского Комитета Мали

Господин Председатель,

Международные организации приняли в последнее время ряд решений по поводу региональных игр, способствующих запечатлению связи между молодежью, не всегда отвечающие нуждам спорта. Сложилось впечатление, что хотя и заявляя о невмешательстве политики, эти органы, отвечая требованиям политики, приняли ряд мер, которые вообщем не способствуют развитию спорта.

Поэтому мы поддерживаем интересное предложение Итальянского Национального Олимпийского Комитета с тем, чтобы местные игры проводились по свободным приглашениям, принимая каждый раз определенное наименование, как например, « Римские Игры », в случаях когда какая-либо страна пожелает организовать встречи с другими странами, согласно его выработанным положением.

Международный Олимпийский Комитет и Международные Федерации не должны препятствовать организации таких игр. Это не входит в их обязанности.

Мы желали бы в то же время, чтобы изложенным предложениям было бы добавлено и то, что континентальные игры могут так называться лишь в том случае, если приглашение принять участие в них было разослано всем странам данного континента и их проведение придерживалось бы Олимпийских норм.

Заключая свое выступление, хочу ещё раз уточнить свое мнение по этому вопросу: желаю лишь принести примеры, так как по первой части мы присоединяемся ко всему что выражено в тексте, представленным Итальянским Олимпийским Комитетом.

Предположим, что в Мали будет принято решение пригласить на встречи какое-то количество стран. Мы сможем наименовать эту встречу « Игры в Бинюке », так как приглашения были направлены по свободному выбору. Возьмем другой, определенный пример, в 1969 году например, должны будут организованы Африканские Континентальные Игры. В случае, если приглашения будут направлены всем африканским странам признающим Олимпийские нормы, мы считаем, было бы логично наименовать эти игры « Африканские Игры ». Такого уточнения, которое мы бы желали внести к тексту, представленному Италией.

По поводу же принципа универсального приглашения всем странам которого должны обязательно придерживаться в отношении Олимпийских Игр, это, Господин Председатель, как Вы правильно заметили, является нормой. Но мы желали бы добавить: при условии, что в каждой стране Олимпийский Комитет придерживался бы Олимпийского духа.

Спасибо.

Франтишек Водслон

Председатель Олимпийского Комитета Чехословакии

Господин Председатель, господа делегаты: Председатель Чехословацкого Олимпийского Комитета присоединяет свою благодарность к благодарности, выраженной предыдущими ораторами в адрес Итальянского Национального Комитета и его Председателя адвоката Онести за проявленную инициативу в созыве этой встречи, за сердечную гостеприимность и за то, что они предоставили благоприятные условия для дискуссии и проведения работ.

Желаем выразить нашим итальянским друзьям свое восхищение по поводу отличной организации встречи, которая будет иметь полный успех и поможет пройти новый этап в работе наших Олимпийских Комитетов.

Что же касается вопроса о « региональных играх », Чехословацкая делегация полностью согласна со второй частью предложений, выдвинутых Италией, в которых выражено пожелание, чтобы Международные Федерации оказывали помощь и терпеливо относились в отношении ещё непризнанных Национальных Федераций, и чтобы они не мешали принятием санкций и других мер, отношениям между федерациями признанными и теми, которые ещё не являются членами Международных федераций.

Такого рода санкции могут вызвать в них, и мы уже имеем доказательство этого, ответные реакции противные Международному спортивному взаимопониманию и дружбе.

Вынесенное предложение может оказаться очень важным, если его проведение в жизнь сможет на будущее оградить от такого рода трудностей.

По поводу же первой части предложений и то есть, об освобождении региональных игр от обязанности направлять приглашения всем Национальным Олимпийским Комитетам данной территории и считать их по « свободным приглашением », считаем, что это могло бы относиться к местным играм, неограниченным определенной территорией, и приглашение на которые не адресовывалось бы Национальным Олимпийским Комитетам.

Но мы считаем, что и региональных играх, как таковых, континентальных или межконтинентальных, как например: Азиатские, Африканские Американские и Центрально-Американские игры должны иметь возможность принять участие все Национальные Олимпийские Комитеты и они должны проводиться под наблюдением Международного Олимпийского Комитета. Это потому, что такого рода игры представляют собой определенный пункт, промежуточный этап, ступень на Олимпийской лестнице и дают возможность вновь образованным Национальным Олимпийским Комитетам выставить спортсменов, которые ещё не в состоянии принять участие в Олимпийских Играх.

Международный Олимпийский Комитет должен был бы уточнить какие игры с этого момента находятся под его наблюдением и что приглашение на них обязательно.

Вы извините нас, господа, за это выступление. Чехословакия не принимает участие в региональных играх и должны были бы Олимпийские Комитеты других континентов высказаться по этим вопросам.

Спасибо.

Господа Флор Изава

Член Олимпийского Комитета Венесуэлы

Желаю поблагодарить адвоката Онести и И.Н.О.К. за предоставленное нам чудесное гостеприимство и за возможность этой встречи, которая несомненно положит начало новому пути в направлении лучшего взаимопонимания в Международном спорте.

Мне приятно так же поблагодарить коллег за сердечное отношение и за любезное внимание с которым они отнеслись к первой женщине среди Олимпийских делегатов.

Впервые слышится голос женщины и он звучит с новым призывом к доброй воле и взаимопониманию, чтобы достигнуть мира и братства к которому мы стремимся.

Вчера здесь выступили многие и это дало мне возможность иметь представление по первому вопросу повестки дня то есть о независимости Национальных Олимпийских Комитетов.

По этому же вопросу ваши выступления, высказанные в той или другой форме, ограничились изложением известных положений, внося ряд предложений, чтобы их разрешить, но ни в одном случае не было указано на средства и на меры, направленные на их избежание. Думаю, что можно уже изучить причины и следствия этих положений и не только для того, чтобы изложить их, но что более важно, найти решение этих вопросов.

Венесуэла придает большое значение наблюдению М.О.К.ом над региональными играми и

за точным выполнением его правил, которые оказались действенными в организации Олимпийских игр.

Ещё большее значение должно было бы иметь это в отношении региональных игр по поводу которых, полностью разделяем мнение, выраженное Чехословакией.

По нашему мнению, было бы нецелесообразным лишить региональные игры наблюдения со стороны М.О.К.а. Соглашаясь с этим принципом, нужно решить. Что является меньшим злом в случаях, которые мы обсуждаем и каких правил должны бы придерживаться страны, перед которыми встают политические вопросы, хотя о них и умалчивается, являются реальностью в настоящее время вовсе.

Мы должны решить, если в случае конфликта имеет смысл не проводить игры, когда в нем замешена страна их организующая и тем самым лишить в них участие большинство стран, или же более целесообразно заключить своего рода соглашение на высоком спортивном уровне, согласно которому страны, находящиеся в конфликте обязуются не требовать их участия в играх, предоставляя таким образом, возможность большинству стран, не замешанных в конфликте, принять участие в играх.

Это, на мой взгляд, наиболее корректная постановка вопроса, которую желательно бы обсудить, исключив возможные, но не действенные компромиссы.

Большое спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа Председатели, разрешите мне перед тем, как предоставить слово представителю Венгрии внести небольшое уточнение. В наших правилах быть ясными: почему этот документ об региональных играх был предоставлен на наше рассмотрение?

Пусть будет ясно : мы относимся с огромным уважением к Международным Федерациям, деятельность которых считаем необходимой в техническом развитии любой спортивной работы. Доказательством того, о чем я сейчас говорю, является решение, принятое по предыдущему пункту повестки дня: столь высоко наше уважение к Международным Федерациям, что мы желаем поручить им сложную задачу формулировки особого определения дилетантизма.

Они технические органы, не политические. Если в спорте должна проводиться какая-либо политика, она должна вестись Международным Олимпийским Комитетом и нашей Ассоциацией Национальных Олимпийских Комитетов.

Мне сообщили и я присутствовал на дискуссиях по вопросу о целесообразности дать разрешение на проведение Меж-Африканских игр, пришли к решению наименовать их « Африканские игры Брадзавиля ». Я уже имел случай сказать и сегодня повторяю, что они имели огромный успех. Правительства в определенный момент могут быть в оружии одно против другого: мы представители Национальных Олимпийских Комитетов преследуем одну цель - чтобы молодежь встречалась лишь на полях соревнований.

И поэтому мы обращаемся к Международным Федерация не в категорической форме, а с просьбой. Пусть Международные Федерации ограничатся контролем за тем, чтобы на организуемых встречах придерживались спортивных правил. А в нужный момент будет решать Международный Олимпийский Комитет и мы все, что предпринять.

Извините за эту реплику, высказанную чтобы внести ясность.

Слово представителю Венгрии.

Арпад Шанади

Член Венгерского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, господа, прежде всего желаю поблагодарить от имени Венгерской делегации наших итальянских друзей за то, что они взяли на себя трудную задачу - организацию этой встречи.

Что же касается региональных игр, Венгерская делегация считает, что нужно сохранить наблюдение за ними со стороны Международного Олимпийского Комитета и по всей вероятности было бы целесообразно это наблюдение усилить.

Нужно проводить в жизнь принцип, согласно которому региональные игры не должны организовываться в странах, где не гарантируется в них въезд и участие всех стран.

Такого рода резолюции предоставила бы возможность исключить любую политическую или другого рода дискриминацию.

Нужно пользоваться такой возможностью, так как, к сожалению, имеются ещё силы, пытающиеся портить международную атмосферу, атмосферу универсальной дружбы. Всем известны, например, трудности с которыми встречаются наши Кубинские друзья в принятии участия в Карибских играх. Я бы мог продолжить список прошедших и настоящих противоречий.

Мы должны, используя решения М.О.К.а, бороться против дискриминации любого вида, а что же касается региональных игр, мы это можем делать лишь строго выполняя решения М.О.К.а. Более того, сам М.О.К. должен был бы при необходимости накладывать строгие и смелые санкции.

Что же касается связи с федерациями, не являющимися членами, мы думаем, что это вопрос компетенции самих Международных Федераций. Мы же по этому вопросу, можем лишь выразить наши мнения и наши пожелания. И на этом поприще можно добиться сдвигов.

Намерение наших итальянских друзей безусловно правильное и указывает путь по которому следует идти. Это доказано тем фактом, что оценив создавшуюся обстановку и интересы спорта, они приняли меры чтоб разрешить всем известный « неясный вопрос », беспокоивший международную и олимпийскую атмосферу. Тем самым федерации позволили свободное и без ограничения участие на ими контролируемых чемпионатах.

Эдгар Фрееда

Почетный Генеральный секретарь Австрийского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, дорогие друзья, многое из того, что я скажу было уже высказано предыдущими ораторами. Но я хотел бы лучше уточнить значение региональных игр. Приведем пример: если В Австрии какая-либо организация решит организовать спортивный фестиваль наименуя его например « Горные игры » и если Австрийский Олимпийский Комитет будет одним из членов данной организации, « Горные игры » будут проводиться согласно взглядов вышеуказанной организации и можно будет разослать приглашение странам, желающим принять участие.

Но дело меняется, если речь пойдет о более высоком уровне, то есть если мы пожелаем назвать такого рода фестиваль например « Игры Центральной Европы » - дело изменится. Даже в этом случае нет наблюдения со стороны М.О.К.а. Могут приниматься любые решения, если приглашенные страны с этим согласны, а Международные Федерации должны дать на это разрешение так как такие встречи являются Международными спортивными соревнованиями.

Но если обратиться к М.О.К.у с просьбой о его наблюдении над ними, то ясно, что должны следовать Олимпийским правилам и только в этом случае М.О.К. может взять на себя наблюдение за такого рода встречами.

Если бы действовали по этому принципу, то я думаю, что в будущем не было бы недоразумений и все стало бы ясное.

Благодарю, Господин Председатель.

Хуг Вейер

Вице Президент Австралийского Олимпийского Комитета

Господин Председатель, господа, я желаю вкратце изложить некоторые соображения, так как по этому вопросу выступило уже много делегатов. Я вот что хочу сказать, то есть напомнить встрече, что нельзя одновременно быть « за » и « против ». Предложение, так как и его понимаю, подчеркивает значение М.О.К.а, рекомендуя, чтобы в Олимпийских играх не было даже тени дискриминации.

Но с другой стороны, разрешают дискриминацию в региональных играх, хотя они проводятся под наблюдением Международного Олимпийского Комитета. Я считаю, что это недопустимо. Правил или придерживаются или же нет. Так как М.О.К. является организацией руководящей и контролирующей Олимпийское движение и к тому же имеет наблюдение над региональными играми, необходимо, чтобы его представители то есть Национальные Олимпийские Комитеты придерживались одних и тех же норм и правил. Недопустимо, чтобы для Олимпийских игр были одного типа нормы и совершенно другого типа для региональных игр, за исключением того случая, когда Международный Олимпийский Комитет откажется от своего права наблюдения над региональными играми, но даже в таком случае оказались бы замешанными заинтересованные Национальные Олимпийские Комитеты.

Что же касается второй части резолюции, советующей федерациям менее строго относиться к примыкающим федерациям, разрешая странам членам участвовать в соревнованиях со странами не членами, с моей точки зрения, - это не логично.

Олимпийское движение состоит из двух частей, и мы должны всегда иметь это в виду, т. к. одна часть не может существовать без другой. Этими частями являются: с одной стороны — Международный Олимпийский Комитет и его Национальные Олимпийские Комитеты, с другой стороны — Международные Спортивные Федерации и без них не было бы Олимпийских игр. Доказательством этого является то, что любое решение, принятое М.О.К.ом об Олимпиаде было бы бесполезным, если бы Международные Спортивные Федерации оказались бездействованными, т. к. не было бы участников.

Международные Федерации, и мы должны это понять, и признать, чтобы мы не думали, являются организациями руководящими спортивной деятельностью, находящейся под их контролем. Через Национальные Федерации они руководят и контролируют соблюдение ими выработанных норм и правил. Это их право. И нельзя требовать, чтобы права и привилегии примыкающей организации предоставлялись не примыкающим организациям, не требуя соблюдения их норм и правил.

С моей точки зрения, следовательно, вторая часть резолюции неуместна. Я уверен, что Международные Федерации смогут решать о приглашении федераций и стран, не являющихся членами, но я прошу вас быть логичными и рассмотрении этого вопроса. Как явствует из первой статьи резолюции, вынесено предложение, которое будет иметь большое значение. Оно означает ликвидацию какого - либо ограничения в спорте и дискриминацию любого типа и, соедовательно, все Олимпийское движение окажется под наблюдением М.О.К.а, даже в том случае когда, как в региональных играх, их организация будет зависеть от одного Национального Олимпийского Комитета.

Поэтому, мы должны быть последовательны и автоматически не должно было быть дискриминации.

Спасибо, господин Председатель.

Жан Клод Ганга

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Конго Браззавиль

Господин Председатель, дамы, господа, многие ораторы меня опередили и самое основное уже было сказано. Я беру слово, главным образом, чтобы поддержать заявление моего коллеги из Мали и выступление уважаемого Председателя И.Н.О.К. господина Онести. Все мы согласны, что региональные игры нужны, я бы сказал необходимы для хорошей подготовки к Олимпийским играм. Это особенно, когда речь идет о континенте, как Африка, на котором проводятся мало соревнований и его спортсмены встречаются редко.

Мы только что вступили в Олимпийский мир, но уже поняли из того, что говорится здесь, что существует много противоречий в самих нормах, но особенно в соблюдении правил.

Во-первых мы не занимаемся политикой. Международные организации, Международный Олимпийский Комитет, Международные Федерации — не занимаются политикой — это один из основных пунктов.

Во-вторых, региональные игры находятся под покровительством Международного Олимпийского Комитета. Но есть большие трудности. Нам поручили трудную задачу - организовать первые Африканские Игры Браззавиля и мы встретились с противоречиями. Первое: мы получили полномочия от Международного Олимпийского Комитета и от некоторых Международных Федераций: но второй фактор, противоречащий первому, заключался в том, что другие федерации нам не разрешили назвать их « Африканские игры », потому что оказывается некоторые Африканские Федерации не были приглашены на игры.

Мы не могли ориентироваться, потому что не знали кто имел право разрешить организацию Африканских игр, и тем Федерациям мы отвечали: « Это не Африканский чемпионат ». Если бы речь шла об Африканском чемпионате по атлетике, мы поняли бы, что Международная Федерация атлетики запретила бы нам назвать их « Африканский чемпионат по атлетике », потому что некоторые Федерации не были приглашены. Но речь шла о спортивных играх. В программе было десять видов спорта. Тогда нам посоветовали назвать их « Игры в Браззавиле », « Игры Согласия », « Дружественные Игры » - любое название, кроме « Африканские игры ».

Считаю важным поддержать заявление Председателя Онести, предлагая, чтобы Международные Федерации ограничивались контролем за проведением и жизнь технических правил. Например, для футбола, Федерация должна следить если поле отвечает регламенту, если спортсмены одеты как полагается, если мяч отвечает нормам и все. Это, когда речь идет о региональных играх. Вопрос о приглашениях-дело Международного Олимпийского Комитета.

Хочу лучше уточнить мое мнение, необходимо определить полномочия Международных Федераций в отношении региональных игр. В отношении чемпионата мира или чемпионата континентального нужно, чтобы вопрос о приглашении решали Международные Федерации потому что дело идет о Чемпионате. Но когда речь идет о региональных играх т. е. играх, которые собирают спортсменов всего континента и не только по одному виду спорта, я думаю, что сам принцип приглашения т. е. кто должен быть приглашен или нет, не касается Международных Федераций. Международные Федерации должны ограничиться техническим контролем: например, если бассейн 25 на 20 м., если глубина 3 метра и так далее... Этот вопрос исключительно важен в обратном случае может быть хаос.

Говорят, что мы не занимаемся политикой. Международный Олимпийский Комитет отстранил Олимпийский Комитет Южной Африки от участия в Олимпийских играх. Наоборот, одна из Международных Федераций заставила нас пригласить Южную Африку на наши игры, иначе мы не могли их назвать « Африканские игры ». В итоге, Браззавиль оказался более Олимпийским, чем Токио. Абсурд, что пытались заставить нас делать то, что не было сделано даже в Токио. Мы не знали действительно, что делать.

Другой вопрос, который нужно выяснить следующий: когда речь идет о дружественных играх, когда т. е. какая-либо страна пожелает организовать игры с участием других стран своей области. Считаю, что даже в этом случае та страна имеет право приглашать кого хочет и назвать эти игры как хочет, лишь бы подчинялась Олимпийским принципам и чтобы в тех играх придерживались правил Международных Федераций. Это тоже нужно выяснить, чтобы не было недоразумений.

Есть ещё один вопрос: отношения между Национальными Федерациями членами Международных Федераций и Национальными Федерациями не членами. Очень трудно занять определенную позицию по этому вопросу, потому что спорт имеет прежде всего задачу воспитания дисциплины в молодежи и необходимо, чтобы мы сами руководители были дисциплинированы.

Бывает все таки, что в двух смежных странах команда одной страны член имеет как прямого противника только команду другой страны не члена. В этом случае было бы абсурдно отстранить Федерацию члена за то, что она участвовала во встрече с Федерацией не членом. Я думаю, что правила Международных Федераций не должны применяться дословно они созданы для людей и должны быть более гибкими. И санкции должны зависеть от обстоятельств.

В заключение, господин Председатель, повторюсь, что особенно для нас континентальные игры очень важны, очень важно, чтобы эти игры проводились под моральной опекой Международного Олимпийского Комитета и что вопрос о приглашении должен быть регулирован исключительно Международным Олимпийским Комитетом. В случаях региональных и континентальных игр, Международные Федерации должны ограничиться проведением в жизнь технических правил.

Вот, господин Председатель, всё что я хотел сказать, но я думаю что по этому вопросу мы должны изложить в письменной форме ясную и точную резолюцию, чтобы были очень ясны противоречия о которых я говорил.

Спасибо.

Мануэль Гонзалес Гуэрра

Председатель Олимпийского Комитета Кубы

Господин Председатель, друзья, наша делегация изучила подробно предложение представленное этой ассамблее по вопросу, который мы здесь обсуждаем. Наш Олимпийский Комитет решил не одобрять это предложение, считая что в нем содержится опасность дискриминации, опасность, которая была устранена в основах правил М.О.К.а. Очень легко проверить, что мы говорим. Все мы знаем вопросы с которыми сталкиваются Национальные Олимпийские Комитеты когда Правительства их отказывают в выдаче виз спортсменам из стран с которыми нет дипломатических отношений. В некоторых частях света является судорожно. Есть такие страны, которые недавно добились своей независимости или добиваются её, благодаря освободительному движению. Все это создает новые условия, порождает тяжелые политические отношения и если мы старались исключать обязательность предоставления виз и приглашений, мы бы каждую минуту сталкивались бы с вопросами дискриминационного характера.

Например, коллеги из Германской Демократической Республики требуют, чтобы был признан их Национальный Олимпийский Комитет и участие в Олимпийских играх их команды. Мы можем легко представить что случилось бы, если Международные соревнования организовывались бы на основе свободных приглашений. В таком же положении оказались бы те страны, которые не имеют дипломатических отношений с другими странами.

Переходя к реальным фактам, мы скажем, что в области Центральной Америки и Карибского моря, Национальные Федерации Кубы потерпели дискриминацию в футболе, в [illegible] и в бейсболе. Недавно, по поводу будущих игр Центральной Америки и Карибских, которые должны состояться в Пуэрто-Рико в 1966 году, Правительство этой страны заявило публично, что

оно не выдаст виз нашим спортсменам. Кроме того, Олимпийский Комитет Пуэрто-Рико заявил, что не пригласит на игры Кубинских спортсменов. Таким образом, нарушаются не только Олимпийские правила, но даже соглашения по выдаче виз всем Национальным Олимпийским Комитетам области, соглашения, достигнутые в то время, когда было решено, что Игры 1966 года будут проводиться в той стране при существовавших уже современных условиях и политических отношениях.

Поэтому, если мы заботились о дискриминации, мы не должны это делать теоретически или субъективно, но конкретно и совсем объективно. Мы должны предостеречь все Национальные Олимпийские Комитеты от такой дискриминации, которую хотят применить в отношении наших спортсменов и нашего Национального Олимпийского Комитета.

Мы предлагаем, чтобы эта ассамблея направила в Мадрид рекомендацию по этому особенному случаю, для того чтобы уважались действующие Олимпийские правила.

Большое спасибо.

Хуссеин Омар Гоар

Член Олимпийского Комитета Объединенной Арабской Республики

Господин Председатель, дамы, господа, ввиду того, что в нашем распоряжении мало времени и оно нужно для обсуждения других жизненных проблем, я кратко выражу нашу точку зрения.

Мы убеждены, что М.О.К. и Международные Федерации заботятся постоянно, помогая распространению спорта в более широких масштабах, по координации и упрощении применения Олимпийских норм.

Мы согласны с принципом предоставления полной свободы в организации региональных встреч с условием, что контроль М.О.К.а и Международных Федераций будет ограничиваться лишь технической стороной, согласно Олимпийскому кодексу. Поэтому, мы должны оставить Национальным Олимпийским Комитетам, участвующим в различных региональных играх полную свободу в организации их игр.

Спасибо.

Ганц Шобель

Председатель Олимпийского Комитета Германской Демократической Республики

Господин Председатель, дамы, господа, наш Национальный Олимпийский Комитет думает, что для участия в региональных играх не должны придерживаться принципа « свободных приглашений ». Каждый Национальный Олимпийский Комитет, расположенный на территории, где организуются региональные игры, должен иметь право участвовать в этих играх.

Кроме того, наш Комитет считает, что все страны, участвующие в региональных играх, должны уважать правила и нормы утвержденные в Олимпийской хартии.

Мы просим, чтобы эта точка зрения была включена в обсуждаемое предложение.

Спасибо.

К. Л. Кердель

Вице председатель Олимпийского Комитета Голландии

Я хочу только подчеркнуть выступление представителя Австралии, с которым Олимпийский Комитет Голландии вполне согласен.

Дамы и господа, нельзя допустить проведение региональных игр с правилами, которые не совпадают с правилами Международных Федераций. Было бы совсем нелогично, потому что в таком случае Олимпийские игры придерживались бы нормам Международных Федераций, а региональные игры не уважали бы их полностью. Это могло бы означать конец региональных игр, а сами Олимпийские игры оказались бы в опасности. Постоянная опасность потому, что Международные Федерации имеют свои собственные чемпионаты мира и континентальные чемпионаты.

Наконец, мне кажется неуместным просить у Международных Федераций принять в свою среду организации не являющихся членами Федерации.

Мы не должны забывать, что Международные Федерации с полувековым опытом добились прекрасных результатов на основе своих норм, своих правил и своей организации. Мы как Национальный Олимпийский Комитет не имеем право создать беспорядок в таком важном деле.

Спасибо, господин Председатель.

К. Санди Дункан

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Великобритании

Господин Председатель, дамы, господа, вопрос, который мы обсуждаем может быть изложен вкратце. Я хочу сказать, что мы англичане вполне согласны с острыми замечаниями австралийского делегата и даже с замечаниями господина Авери Брундаж, высказанными им в его вступительном слове к конгрессу т. к. их суть одна.

Мы считаем, что Международные Федерации должны иметь полный авторитет в руководстве своими делами, они имеют право, если нужно, накладывать санкции на те Национальные Федерации, которые имея возможность входить в Международную Федерацию, находятся вне её.

Антуэн К. Койку

Председатель Олимпийского Комитета Гаити

По поводу региональных игр хочу заявить, что в Гаити Олимпийский Комитет не решает окончательно об участии или нет своей страны в каком-либо соревновании. Его задача представлять спортсменов на спортивные игры, после того как Национальные Федерации сделали отбор. Если правительственные власти решают, что спортсмены не должны участвовать в соревнованиях, организованных в странах с которыми напряженные дипломатические отношения, Олимпийский Комитет Гаити из-за своей патриотической дисциплины не может не подчиняться этим решениям против которых у него нет никакого средства защиты.

Все таки, если Гаити решает встречаться на нейтральной территории с какой-либо страной, спортсмены Гаити серьезно тренируются и участвуют со всем желанием и волей в победу.

Они в спортивном духе воспринимают поражение, если противник сильней, и без зависти поздравляют более счастливого победителя, потому что ваше самое большое желание встречаться и быть в братских отношениях с молодежью всего мира.

С. Ганибал Иллуэка

Председатель Олимпийского Комитета Панамы

Я думаю, что мы подошли к самому важному и интересному пункту этого съезда: региональные игры. Резолюция, предложенная И.Н.О.К. это равносильно исчезновению этих игр, опекаемых и желаемых М.О.К.ом. Как я уже говорил сегодня утром, я вице Председатель ассоциации Центральной Америки и Караибского моря, которые ответственны за организацию Центро-Американских игр. Это самые древние региональные игры всего мира: начались в 1926 году в городе Мексико, а в следдующий год мы будем праздновать их десятый юбилей.

В нашей области мы считали всегда эти игры как стимул и важный этап для наших спортсменов, которые дают им возможность хорошо подготовиться к Олимпийским играм. Конечно, Олимпийские Комитеты нашей области считают себя уважаемыми и верными исполнителями правил М.О.К.а. В Центро-Американской области, как и в других областях каждого континента возникают все таки разного рода вопросы, особенно в зависимости от политического положения. Вопросы уже вставали в период средиземных игр: касающиеся Израиля и Объединенной Арабской Республики: для Африканских игр, касающихся Южной Африки в отношении других стран того же континента: во время Азиатских игр, относительно Китая континентального и Формозы. Вобщем, разного рода вопросы будут всегда. Для нас важно, как сказал Председатель И.Н.О.К. господин Онести, что наши спортсмены, наша молодежь встречалась бы на спортивных полях, но не на полях сражений.

В Центро-Американской области создалось положение действительно трудное, плачевное со всех точек зрения относительно Кубы. Из Девятнадцати стран, которые составляют ядро Центральной Америки и Караибского моря, только три или четыре имеют дипломатические отношения с Республикой Кубы.

Наши региональные политические органы, как-то Организация Американских Штатов, высказались о политическом положении в странах Центральной Америки. Как спортсмены мы сожалели о случившемся и желаем, чтобы подобные случаи не повторились ни сейчас, ни в будущем. Спортсмены не признают никаких различий: ни политических, ни религиозных, ни рассовых и никаких других. Единственное различие которое они признают - это разница в ловкости, умении и лучшей подготовки в спорте в котором вызывают восхищение лучший спортсмен, самый мудрый, ловкий и быстрый. Поэтому как прекрасно высказалась уважаемая представительница Олимпийского Комитета Венесуэлы госпожа Изава, желал бы бог ликвидировать эти проблемы не только в области Караибского моря, но и в Африке, в Средиземноморье и в Азии. Желал бы бог, чтобы не было нужды ни в каком декрете или вмешательства М.О.К.а, ни в каком рыцарском пакте чтобы спортсмены всех стран, без исключения могли встречаться и соревноваться, в этом случае в региональных играх потому, что спортсменов не интересуют проблемы и идеология их Правительств и тех, у кого в руках власть.

В нашем случае нас беспокоит судьба Латино-Американских и Караибских игр. Пуэрто-Рико делает большие усилия, чтобы достойно представить последующие Центро-Американские игры. Большинство стран этой зоны готовится: но все таки предвидится трудное положение, в связи с существующими дипломатическими отношениями с Кубинской Республикой.

Точнее, больше чем о дипломатических отношениях, речь идет об особенном положении. Правительство Пуэрто-Рико, которое по причине внутренней безопасности, считает опасным присутствие Кубинских спортсменов, которые в следущем году должны соревноваться в городе Сан-Хуан в Пуэрто-Рико и не может гарантировать их физическую невридимость. Действительно в Сан-Хуан находятся 25 или 30 тысяч Кубинских переселенцен, в Миами в США отделенных двумя, тремя часами полета самолета, находятся ещё 60 тысяч беженцев. Тоже самое можно сказать про Нью-Йорк и про другие города Соединенных Штатов. Власти Пуэрто-Рико опасаются более или менее правильно. Это во всяком случае причина на которую ссылаются, чтобы исключить участие Кубы и т. е. что присутствие Кубинских спортсменов могло создать такую обстановку, которую Правительство Пуэрто-Рико было бы не в состоянии контролировать.

Можно было бы возразить, что такая безопасность может быть гарантирована полицией. Все таки, как я только что сккзал, считаю, что настоящее положение в области Караибского моря такое же, как было между Израилем и Объединенной Арабской Республикой, между Южно-Африканским Союзом и другими Африканскими странами. Будем надеется, что М.О.К. и мы, участвующие в этой ассамблеи могли найти подходящую форму, правильное решение, чтобы Кубинские спортсмены могли участвовать в играх Сан-Хуан и в любых других Международных соревнованиях и чтобы тоже самое произошло во всех других региональных играх. Потому что, — как сказал де Кубертен, самое главное в играх — это участвовать.

Мы должны следовать по этому пути, господин Председатель, Желаю от всего сердца, чтобы эта встреча принесла разъяснительные идеи, чтобы в региональных играх и в других Международных соревнованиях, мы из Центральной Америки могли бы участвовать бок о бок с нашими Кубинскими друзьями. Мы спортсмены и нас не касаются никакие абсолютно политические вопросы.

Господин Председатель, этот призыв обращаю к Вам и членам конгресса. Я очень хотел бы, чтобы здесь была выработана формулировка для представления её М.О.К.у, с тем, чтобы эти случаи, действительно плачевные, которые посягают Олимпийское движение в своей чистой сущности, больше не повторялись.

Большое спасибо.

Иобола С. Иоласо

Вице Председатель Олимпийского Комитета Нигерии

Господин Председатель, господа делегаты, желаю присоединиться к выступавшим в выражении благодарности Итальянскому Олимпийскому Национальному Комитету за организацию первой встречи Олимпийских Комитетов и за проявленное гостеприимство с первых дней нашего пребывания.

По вопросу о региональных играх выступило уже много делегатов. Я не думаю, что смогу сказать что-либо новое и ограничусь поэтому тем, что поддержу высказывание делегатов Австралии и Великобритании по поводу Международных Федераций.

Как мы все знаем, у Олимпийского движения-три организации: Международный Олимпийский Комитет, Национальные Олимпийские Комитеты и Международные Федерации. Каждая из них выполняет определенные функции и Комитет от имени которого я выступаю, советует этой встрече не переступать поле деятельности этих организаций.

Спасибо.

Генри Корентин

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Мали

Господин Председатель, я извеняюсь за то, что снова попросил слово по этому вопросу, но я считаю, что если мы подойдем к нему в спортивном духе, то будет легче его решать.

Мне кажется, что в определение вносится неразбериха. Говоря о региональных играх, мы должны делать различия между играми, проводимыми в одной определенной области и континентальными, которые проводятся под покровительством М.О.К.а и на основе правил Международных Федераций. В континентальных играх требуется уважение Олимпийских правил.

Согласно резолюции, принятой сегодня утром, визы для участия в них должны выдаваться всем спортсменам признанных Олимпийских Комитетов и не должно быть никакой дискриминации. Это, следовательно, другой вопрос и мы уже выразили наше мнение по поводу Африканских игр.

Но существует другая сторона дела и она как раз является объектом предложения Итальянского Олимпийского Комитета по поводу региональных игр. Речь идет об играх, которые я бы назвал дружественными между странами и по инициативе какого-либо Национального Комитета, т. е. какой-либо Национальный Комитет решает организовать с другими странами дружественные игры. Думаю, что предложения Итальянского Олимпийского Комитета правильны в отношении такого рода игр.

Нужно вообщем, понять желаем ли мы выработать мероприятие, которое уложилось бы организацию спортивных встреч молодежи. Приведу пример: я знаю, что в отношении некоторых игр были выдвинуты критические замечания то ли ввиду того, что они не были под наблюдением Международного Олимпийского Комитета, то ли за то, что на них не уважались правила Международных Федераций. Я считаю, что такого рода игры должны бы проводиться по правилам Международных Федераций, но это не должно быть обязательным условием в отношении тех видов спорта по которым не все федерации являются членами. И это ввиду того, что они могут иметь намерение приняться и им нужно в этом помочь.

Приведу пример по поводу игр не региональных. Ещё существуют, и я их привожу лишь как пример, игры Британского содружества, т. е. дружественных стран, желающих поддерживать сердечные отношения между собой и организовывать игры.

В этом случае речь идет не о какой-то области, а о определенной связи, объединяющий ряд стран. До сих пор, в отношении этих игр не было высказано никаких замечаний ни со стороны Международных Федераций ни Международного Олимпийского Комитета.

На мой взгляд, региональные игры, не носящие характер континентальных, должны рассматриваться как игры этого типа, т. е. как например игры Британского содружества.

По первому вопросу и т. е. об играх континентальных как то Африканских, Американских и т. д. нужно наоборот принять необходимые меры с тем, чтобы избежать дискриминации любого типа. И ссылаясь на выступление делегата Конго-Браззавиль, считаем, что было бы целесообразным принять резолюцию, чтобы решить, что в отношении региональных игр Международные Федерации должны иметь одинаковую позицию и что одна отдельная Федерация не должна иметь права вето.

В этом - значение нашего выступления: считаю, что такого рода резолюция помогла бы организации встреч спортивной молодежи.

Г. Гловинский

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Израиля

Господин Председатель, дамы, господа, говоря о региональных или другого вида играх, хочу сказать, что благотворительность берет начало у себя дома. Все те, кто поступает против дискриминации должны бы прежде всего бороться за ликвидацию дискриминации в своей собственной стране.

Желаю сказать несколько слов и о другом. Мы, собравшиеся здесь, конечно, не решаем судеб мира, мы можем говорить, дискутировать в течение многих дней, но ничего не изменим на земле.

У меня, господин Председатель, есть предложение: Национальные Олимпийские Комитеты обращаются к Международному Олимпийскому Комитету, приглашая его обратиться к « Великим державам » запада и востока с призывом оставить спорт в стороне от политической борьбы. Я думаю, мы должны были бы сделать это давно, что многие страны поддержали бы эту идею.

Добившись соглашения « великих » поверьте мне, господа и дамы, маленькие страны не будут проводить никакого рода дискриминации.

На основе мысли, что благотворительность начинается в собственном доме, я думаю, полезным предложить такого рода резолюцию.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Ввиду того, что нет больше желающих выступить по этому вопросу, постараюсь вкратце внести некоторую ясность в обсуждаемый вопрос, до того как перейти к принятию резолюции, которая с вашей помощью будет дополнена.

Чего мы желаем достигнуть, какова основная нить наших работ? Мы желаем, чтобы в региональных играх принимало участие как можно большее количество спортсменов. Таковы наши намерения, друзья из Кубы.

Я уверен, зная уже давно отношения к спорту представителей Великобритании и Австралии, что по этому вопросу мы будем все согласны. В региональных играх, играх дружбы должно участвовать как можно большее число народов и лишь войны или непреодолимые препятствия могут этому мешать.

Несмотря на мое уточнение, думаю, что некоторым мои слова о деятельности Международных Федераций показались без уважения к ним. Не в этом дело, господа. Из изложений многих Председателей Олимпийских Комитетов, вы можете теперь иметь представление на сколь различны условия проведении региональных игр. Они существуют, должны существовать, должны развиваться.

Мы олимпийские Комитеты желаем лишь одного: быть советниками Международного Олимпийского Комитета, потому что ему поручено признавать региональные игры, распространять их и поддерживать. Пусть Международный Олимпийский Комитет за которым мы признаем высший авторитет, заслушав мнение Олимпийских Комитетов, объяснит Международным Федерациям то, что нужно делать.

В этом и заключается наше намерение, хотя мы не сумели выразить его достаточно ясно.

Зачитываю предложенную резолюцию. Принятие её на ваш выбор может быть обсуждено этой ночью, но думаю, что многие будут против, а следовательно, лучше завтра утром, как несколько я понял, желает большинство.

« Национальные Олимпийские Комитеты, собравшись на встречу в Риме и рассмотрев вкратце историю региональных игр,

считают

что необходимо внести изменения в них с тем, чтобы обеспечить их дальнейшее развитие, не внося разногласий в международный спорт.

Выражают пожелание :

чтобы правило о приглашении всех стран должно сторго соблюдаться в отношении Олимпийских игр, в то время как так называемые региональные или другие игры могут проводиться по свободным приглашениям в том смысле, что их организатор имеет право приглашать на них те Олимпийские Комитеты, которые он желает, независимо от наименования и территориальной принадлежности, и это для того также, чтобы достигнуть на каждой встрече технического и спортивного равновесия.

Обязуют

Олимпийские Комитеты координировать их инициативу по организации региональных игр, уравновешивая их спортивный уровень с тем, чтобы удовлетворить желание молодежи народов встречаться между собой несмотря на любые препятствия.

Выражают пожелание:

также чтобы Международные Федерации временно и лишь в отношении местных игр оказывали помощь и терпели участие ещё не примкнувших Национальных Федераций в целях распространения спортивных идей, которые столь глубоко выражают игры этого рода.

Естественно, что на них должны придерживаться технических правил Международных Спортивных Федераций.

обращаются

к Международному Олимпийскому Комитету с просьбой изучить вопрос и действовать таким образом, чтобы вернуть Международному Спортивному движению тот дух сотрудничества между Олимпийскими Комитетами, который был нарушен в прошлом, вследствие определенных обстоятельств ».

Этот проект будет вам роздан, как только будет возможно, на четырех языках с тем, чтобы вы могли его изучить, изменить и по возможности постараться принять завтра.

Третий вопрос: Любительство *(продолжение)*

Мы располагаем уже окончательным текстом резолюции о любительстве. В его составлении участвовали представители Бельгии и Мали. Текст следующий. И я представляю его на ваше рассмотрение:

« Резолюция, которая будет представлена на рассмотрение Международного Олимпийского Комитета по вопросу: Любительство.

Национальные Олимпийские Комитеты, собравшиеся на встречу в Риме 1-го октября 1965 г. заслушав иобсудив обширный доклад о любительстве в спорте в отношении спортсменов, входящих в Международные Федерации на уровне Олимпийских,

учитывая

что в настоящее время тренировка и необходимость больших переездов особенно на Олимпийские игры, требуют большего времени и жертв.

считают

что настало время принять новую общую формулировку, которая, затем, будет уточнена каждой Международной Федерацией и поэтому

предлагают

Международному Олимпийскому Комитету:

1. Принять следующую общую формулировку: « Любитель тот, кто занимается спортом не в целях наживы, а как дополнение к трудовой деятельности или учебе ». Ему могут возмещать лишь расходы, связанные с подготовкой к играм, которые можно оправдать и проверить:

2. чтобы каждая Международная Спортивная Федерация на уровне Олимпийской изучила и предложила Международному Олимпийскому Комитету на утверждение формулировку о любительстве по своему виду спорта, отвечающую его характерным особенностям:

3. чтобы, следовательно, применение правил и контроль за положением о любительстве был поручен самим Международным Спортивным Федерациям, их Комитетам по любительству и Национальным Олимпийским Комитетам, жалоба по решениям Международных Спортивных Федераций со стороны Олимпийского Комитета в котором состоит обсуждаемый спортсмен, должна им направляться в Исполнительный Комитет Международного Олимпийского Комитета:

4. чтобы Национальные Олимпийские Комитеты взяли на себя обязанность воспитание молодежи с тем, чтобы поддерживать современный любительский дух, основу Олимпийских игр.

Олимпийские Комитеты выражают пожелание

а) чтобы Международные Олимпийские Федерации объединили правила квалификации спортсменов-любителей в зависимости от специфики каждого вида спорта:

б) чтобы Международный Олимпийский Комитет изучил на основе реального состояния, расширение настоящих правил, особенно тех, которые относятся к неполученным заработкам и дням нахождения в отъезде ».

Мы думаем, что резолюция со внесенными поправками удовлетворит большинство. Если нет возражений, эта резолюция будет представлена в Мадриде Международному Олимпийскому Комитету.

Переходим к пятому пункту повестки дня. К счастью это вопрос довольно-таки легкий и всеми приемлемый.

Пятый вопрос: Увеличение количества сопровождающих лиц

« Предложение об увеличении числа лиц сопровождающих спортсменов. Было неоднократно установлено, особенно во время летних игр, что число провожатых, установленное статьей 36, стало недостаточным, учитывая действительные потребности участвующих команд. Несмотря на порядок, предусматриваемый статьей 53, Олимпийских правил, на практике соревнования по некоторым видам спорта, проходят часто далеко за пределами олимпийской зоны и даже за десятки и сотни километров. Кроме этого надо учитывать также, что мужчины живут отдально от женщин. В этих случаях, лица сопровождающие спортсменов, не могут выполнить больше одной нагрузки и находиться одновременно в нескольких местах.

Необходимо, следовательно, чтобы спортсмены по каждому виду спорта имели своих руководителей, своих тренеров, своих врачей и помощников. С другой стороны, высокий спортивный уровень, достигнутый на олимпийских соревнованиях и усилия, которым подвергаются спортсмены требуют, чтобы им во время игр постоянно оказывадась необходимая помощь как техническая, так и санитарно-гигиеническая.

Поэтому Национальные Олимпийские Комитеты, съехавшиеся в Рим, считают уместным пересмотр статьи 36. Увеличения могли бы быть представлены в следующих пределах:

а) от 1 до 30 участников, один сопровождающий на три спортсмена; от 31 до 150 учестников, один на каждые пять; от 151 и выше один на каждые семь. Один добавочный сопровождающий на каждый вид спорта в котором принимает участие женская команда.

Кроме вышеуказанных сопровождающих лиц должны быть также учтены отдельно Председатель, Генеральный Секретарь Национального Олимпийского Комитета и Руководитель делегации.

Что касается других видов обслуживания, предлагаются следующие изменения:

Врачи: один врач на каждые пятьдесят спортсменов или команда в пятьдесят спортсменов с максимальным количеством врачей-четыре.

Массажисты и санитары: один на каждые 25 спортсменов до 100 спортсменов и один на каждые 50 спортсменов от 101 и выше.

Механики для велосипедного спорта: один для велогонки по дорогам, один для велогонки на велотреке.

Повара: один на каждые 100 спортсменов, максимум два.

Транспортировка судов: один для каноэ, один для гребли.

Все остальное в статье 36 может остаться без изменений. Все вышеуказанные сопровождающие лица должны быть снабжены официальным олимпийским пропуском и должны пользоваться правом поселиться в олимпийском городке или в олимпийском городке того вида спорта, который они обслуживают, если этот городок находится отдельно.

Что касается печати, статья 48 устанавливает, что максимальное количество журналистов — 1000, Фотографов — 150, и 150 представителей радио и телевидения.

Национальные Олимпийские Комитеты утверждают на основе непосредственного опыта, что эти лимиты стали недостаточными. Олимпийские игры это грандиозное событие и за ними следят не только несколько десятков тысяч зрителей стадиона. Десятки миллионов людей следят за играми по газетам, журналам и по радио, и телевидению. Можно сказать, что главные действующие лица игр после спортсменов - это журналисты.

Национальные Олимпийские Комитеты предлагают поэтому, чтобы число журналистов возросло до 1200, радио и телерепортеров до 300, а фотографов хотя бы до 200.

Кроме того они считают, что официально аккредитованные журналисты, имеющие олимпийские пропуска, должны иметь не только доступ на трибуны печати, отведенные для спорта, но также должны пользоваться правом присутствовать на открытии и закрытии игр и на соревнованиях по легкой атлетике. Кроме того, они должны иметь доступ на лучшие непронумерованные места отдельных спортивных сооружений, если у них нет специального бюджета на саму трибуну печати.

Такого критерия придерживались во время Олимпиады в Риме, и он имел огромный успех среди представителей печати.

Арбас Синг

Член Олимпийского Комитета Кении

Господин Председатель, ещё раз мне кажется долгом каждого оратора прежде чем начать выступление, выразить благодарность за чудесную организацию этой встречи.

Чтобы сразу перейти к делу, скажу, что формулируя новую резолюцию, не учли финансовую сторону дела, столь тяжелую для малых и менее богатых стран. Крупные страны находятся в выгодном положении в отношении трейпировок, снаряжения и так далее... Многочисленные маленькие страны, которые достигли значительных результатов в Олимпийских играх и показали себя надеждой будущего, часто вынуждены были готовиться без тренеров-профессионалов и со старым оборудованием, ввиду того, что оборудование последнего типа слишком дорогостоящие.

Поэтому, после того, что мы тщательно изучили предложение об увеличении сопровождающих лиц, пришли к выводу, что оно не отвечает интересам маленьких стран. Менее привилегированные страны встречаются с большими трудностями в сборе средств для того, чтобы их спортсмены могли принять участие в Олимпийских играх.

Мы должны отметить, что вообще страны более богатые и крупные создают трудности по вопросам о положении спортсменов любителей, участвующих в Олимпиаде: в маленьких странах наоборот, можно найти любительство настоящее и полное. Поэтому нужно их поощрять и не создавать препятствия, потому что эти страны верны основным принципам Олимпийского Движения.

Мы против этой идеи, которая принесла бы неправильные и ненужные выгоды богатым странам в сравнении с малыми странами. На основе нашего непосредственного опыта, мы не убеждены, что увеличение сопровождающих лиц целесообразно. Почти создается впечатление, что более богатые страны настаивают на этом только потому, что благодаря своим средствам находились бы в лучшем положении, чтобы выигрывать в соревнованиях.

А это не соответствует настоящему олимпийскому духу.

Есть ещё другая строна дела, господа. При увеличении количества сопровождающих лиц, страны более счастливые могут разжигать и без того большую страсть, вызывать восхищение, создать атмосферу роскоши, которые увеличивали бы их очарование и это тоже не соответствует вдохновляющей идеи Олимпийских игр.

Спасибо, господин Председатель.

Стен Свенсон

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Швеции

Господин Председатель, дамы, господа, многие из нас, я думаю, действительно рады, что этот вопрос был включен в повестку дня. Во время последних игр главам миссии и секретарям многих стран трудно было взять с собой на игры необходимое количество сопровождающих лиц. Несмотря на противоположное мнение делегата из Кении, я считаю, что инициатива обсуждать этот вопрос здесь очень правильна. Я говорю от имени Северных стран, которые нуждаются в большем количестве сопровождающих лиц. Например, одного для парусного спорта, а не только для каноэ и гребли. Кроме того, я думаю, спортсмены парусники должны бы располагать помощником, заботящемся о судне.

Мы думаем, если посылают спортсмена на игры, то нужно посылать также и помощника. По моему опыту помню, что в 1956 году в Мельбурне у нас был спортсмен-парусник, но не было помощника. Было бы лучше оставить его дома.

Исправление к нормам о сопровождающих должно быть таким: мы имеем право посылать одного сопровождающего на трех спортсменов, во всяком случае минимум одного на каждый вид спорта.

Относительно журналистов, считаю целесообразным, чтобы Национальные Олимпийские Комитеты не интересовались этим. Мне известно, что Международный Олимпийский Комитет более или менее признал Международную Организацию Спортивных Журналистов.

Поэтому я думаю, что это дело Международного Олимпийского Комитета и соответствующей организации журналистов-обсудить вопрос количества репортеров радио и телевидения и журналистов.

Так как сам журналист по профессии, могу говорить об этом со знанием дела, знаю, что многие известные газеты, не располагая достаточным количеством билетов для проведения своих работ, согласны за них платить. Я думаю, что было бы очень хорошо, если бы газеты и агенства печати могли иметь право - как Национальные Олимпийские Комитеты заборонировать билеты для своей работы.

Спасибо.

Рауль Мулс

Председатель Олимпийского Комитета Бельгии

Господин Председатель, желаю высказаться по статье 36. Мы считаем, что количество офицеров, имеющих право жить в Олимпийском городке стало совершенно недостаточным, ввиду большого количества спортсменов и трудностей расположения. Мы просим, следовательно, увеличить их количество. Но форма, предложенная И.Н.О.К.ом, согласно которой увеличилось бы количество предвиденное параграфами *a*), *б*), *г*) статьи 36 нас не удовлетворяет.

Поэтому, мы хотим предложить новую формулировку статьи 36. Мы желали бы, чтобы в ней лучше отражались функции, выполняемые на играх персоналом руководящим спортсменами и чтобы было четкое различие между административным персоналом, техническим, медико-санитарным и руководителями Федерации.

Не буду зачитывать обширный проект, нами разработанный, а передам его Организационному Комитету. На наш взгляд, имеется и другая причина, толкающая на пересмотрение этих правил. Это заключается в том что эти правила носят воспитательный характер, ввиду того, что выражает мнение руководителей для тех, кто должен проводить их в жизнь. На основе существующих правил, каждая делегация сможет быть увеличена максимум на 12 человек. Поэтому, мы считаем, что необходимо сейчас, на основе опыта Олимпиады в Токио и в предвидении новой Олимпиады, сформулировать по новому правила стем, чтобы увеличить надлежащим образом количество сопровождающих лиц.

Спасибо.

Председатель: Спасибо Вам. Мы расчитываем на Ваше сотрудничество в деле редакции резолюции, которую мы готовим к завтрашнему дню.

К. Санди Дункан

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Великобритании

Господин Председатель, дамы, господа, прочитанное мною в бюллетене М.О.К.а сообщение по поводу встречи в Токио о необходимости не увеличивать количества сопровождающих лиц-вызвало удивление и озабоченность .Не нужно бы увеличивать ни количество врачей, ни массажистов, ни сопровождающих лиц. Для крупных команд это практически означает их сокращение, которое составляет около 30%. Это тем более неправильно, ввиду того, что в наш век на каждой Олимпиаде существует ни один Олимпийский городок в котором можно было бы оказывать без больших трудностей помощь команде, но много второстепенных городков.

В этом причина нашей горячей поддержки предложения, выдвинутого И.Н.О.К.ом. Забота о том, чтобы всем участникам игр оказывалась необходимая поддержка-является прямым долгом всех больших и малых Национальных Олимпийских Комитетов. Мы считаем, что расходы, потраченные на участников игр, будут потерянными, если не будет надлежащего количества сопровождающих лиц.

Поэтому, мы согласны с предложением. Но остыпупление-забыли о конюхах. Каждая страна, выставляющая крупную команду, знает насколько велики расходы на лиц сопровождающих команду с конями. Не имеет смысла везти за тысячу километров конюх коней, если за ними некому будет ухаживать.

Мы надеемся также, что глава о медицинской помощи подразумевает и медицинскую помощь для коней т. е. сопровождающего ветеринарного врача За исключением этих второстепенных замечаний, мы полностью поддерживаем ваше предложение и полностью согласны также по поводу увеличения количества журналистов, чья деятельность нам очень нужна.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Спасибо за отличные советы. Слово представителю Западной Германии.

Макс Данц

Вице Председатель Олимпийского Комитета Западной Германии

Господин Председатель, любой, на ком лежала ответственность за организацию Олимпийских команд, знаком с вопросом транспортировки коней и суден.

Мое предложение затрагивает вопрос транспортировки суден: один человек для каноэ, один для гребли и один по парусному спорту, по общей сложности не более двух. Предложу также, чтобы предусматривался один человек для перевозки коней.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Имею честь представить слово Вице Председателю Международного Олимпийского Комитета, господину Массард.

Арманд Массард

Вице Председатель М.О.К.а и Председатель Олимпийского Комитета Франции

Господин Председатель, я не хотел сегодня выступать и об этом сказал журналисту, который брал у меня интервью. Французский Олимпийский Комитет не обошел бы молчанием все то, что вами сделано и результаты, которых добьетесь, обеспечив встречу между всеми Национальными Олимпийскими Комитетами и разрешив наладить столь нужные связи между ними. В тоже время, мой пост, который Вы назвали-вице Председатель Международного Олимпийского Комитета-мени по многом обязывает. Резолюции, которые вы обсуждаете уже представлены на рассмотрение М.О.К.а, как например, последнее по поводу увеличения числа сопровождающих лиц. Много времени тому назад, я сам её представлял на Московской сессии. Её проголосовали и на последующем съезде подтвердили. С тех пор ею занимается Исполнительная Комиссия: выдвинуты предложения об увеличении количества сопровождающих лиц, врачей, журналистов и т. д. Повторяю, следовательно, что Международный Олимпийский Комитет уже располагает этой резолюцией.

Если вы хотите знать, тоя уже 61 год как посещаю Олимпийские игры. Это не помогает моему ожоложению. И мне не очень приятно говорить здесь в присутствии женщин. Вот уже двенадцать лет как я являюсь вице председателем Международного Олимпийского Комитета и все это я вам говорю, чтобы показать, что я не мог бы лгать.

Встречи, как сегодняшняя в Риме, важны и очень интересны и служат тому, чтобы связать Н.О.К.и с М.О.К.ом и чтобы представители Национальных Олимпийских Комитетов не должны бы писать или ездить в Международный Олимпийский Комитет не добиваясь никаких результатов.

Может быть, я выступлю и завтра ввиду того, что в адрес М.О.К.а выдвинуты другие требования, которые уже обсуждаются.

Спасибо.

Эдгар Фрид

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Австрии

Господин Председатель, дорогие друзья, думаю, что Национальные Олимпийские Комитеты малых стран не заинтересованы в увеличении количества сопровождающих лиц, ввиду того, что им и так трудно находить средства необходимые для направления сопровождающих, согласно существующего положения. Этот вопрос имеет и другую сторону т. е. нужно учитывать положение Организационного Комитета. Устройство сопровождающих лиц всегда связано с трудностями т. к. нужно заботиться не только о месте проживания, но и о транспорте и так далее.

Я поддерживаю предложение Бельгийского коллеги, который посоветовал на основе положения в Токио к чему привело бы изменение существующих норм. Если учитывать и технический персонал, то количество сопровождающих лиц будет почти такое же, как и число участников.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Извините меня, но я хочу уточнить представителю Австрийского Национального Олимпийского Комитета, изумительному организатору игр в Инсбурге, что наше предложение об увеличении количества сопровождающих лиц не носит обязательного характера, а добровольно. Все Олимпийские Комитеты знают, что бывают сопровождающие лица, которые не могут входить в Олимпийский городок, которым не выдают пропуска и они, следовательно, оказываются в трудном положении в выполнении возложенных на них задач.

Нужно всегда помнить о грандиозности Олимпиады: её жизнь зависит от спортсменов, но как уже говорилось, они не могут выполнять то что им положено, не имея сопровождающих лиц и людей заботящихся об их здоровье и т. д. Затем, её успех зависит от журналистов и телевидения. Мы должны дать отчет, господа, в том, что количество любителей, следящих за Олимпиадой-демонстрации, которая широко рекламирует нашу деятельность во всем мире намного больше ста тысяч. Зрителей на сегодняшний день десятки миллионов, в то время как публика, находящаяся непосредственно на стадионах - это лишь обрамление Олимпиады.

Предоставляю слово представителю Олимпийского Комитета Соединенных Штатов.

Кеннет Л. Вильсон

Председатель Олимпийского Комитета Соединенных Штатов

Господин Председатель, желаю поблагодарить Вас и поздравить с замечательной организацией этой встречи.

Переходя к предложению, хочу отметить, что здоровье спортсменов лежит на нас как большая ответственность. Ввиду того, что они едут на Олимпиады группами с конями и с судами мы вынуждены решать много сложных затруднений, чтобы обеспечить им наилучшее пребывание. Если мы не увеличим количество сопровождающих лиц, необходимо чтобы мы серьезно и внимательно рассмотрели этот вопрос, т. к. он важен для спортсменов.

Мы не должны забывать о журналистах, потому что оповещение мира о растущем числе участников Олимпиады входит в наши задачи. Печать, радио и телевидение являются лучшим средством для распространения наших идеалов. Поэтому, и считаю, что мы должны взять на себя ответственность за это.

Спасибо.

Аурел Дума

Председатель Олимпийского Комитета Румынии

Господин Председатель, дамы, господа, делегация Румынского Олимпийского Комитета согласна с предложениями вышеуказанными И.Н.О.К.ом об увеличении количества сопровождающих лиц на Олимпийские игры. Предложение, выдвинутое И.Н.О.К.ом и Председателем Онести - оправдано.

Но кроме этого, мы предлагаем рекомендавать Международному Олимпийскому Комитету следующее: статья 35 Олимпийских правил предпишет, что количество спортсменов, записываемых на летние или зимние Олимпийские игры по личным первенствам, не должно превышать трех, без запасных. Румынский Олимпийский Комитет предлагает, чтобы эта норма была изменена в том смысле, что на летние или зимние Олимпийские игры по личным первенствам могут записываться от каждой страны по два спортсмена, без запасных.

Сокращение участников от трех до двух от каждой страны в личных соревнованиях, дало бы возможность спортсменам многих стран выходить в финал. Это послужило бы стимулом и толкало бы к лучшей подготовке и участию с большей страстью в Олимпийских играх.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Представитель Испании господин Самарах желает изложить вам два своих предложения. Прошу выступить, господин Самарах.

Жуан Антонио Самарах

Вице Председатель Олимпийского Комитета Испании

Господин Председатель, если Вы разрешите, я изложу предложения Испанского Олимпийского Колитета по окончании обсуждения этого пункта повестки дня, а пока выскажусь по этому вопросу т. е. о количестве сопровождающих лиц и журналистах.

Испанский Олимпийский Комитет со вниманием обсудил предложение И.Н.О.К.а об увеличении количества сопровождающих лиц и считает нужным его принять. Я могу решать от имени Олимпийского Комитета Испании в этом направлении, особенно потому что решение Испании не может считаться заинтересованным т. к. наша страна не выдвигает крупных делегаций и не является значительной экономической или спортивной державой. И всё же, мы считаем, что спортсменам должна оказываться по возможности большая поддержка. Кроме того, как сказал Председатель И.Н.О.К.а господин Онести - это дело добровольное и не обязательное т. е. у стран, которая не желает увеличивать количество сопровождающих лиц, не требуют, чтобы они несли большие издержки.

Что же касается увеличения количества радио и теле репортеров и журналистов, мне кажется, естественной необходимостью увеличить их количество также и потому, что в настоящее время, как сказал адвокат Онести, количество людей, следящих за Олимпийскими играми значительно увеличилось. Миллионы и миллионы людей во всем мире надеятся получать как можно больше известий об Олимпиаде.

Большое спасибо.

Жан Клод Ганга

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Конго-Браззавиль

Благодарю Вас, господин Председатель. Олимпийские игры в наш век представляют собой огромное событие, потому что дают возможность встречаться десяткам тысяч молодых людей всего мира. Мы обсуждаем очень важный вопрос от которого зависит успех Олимпийских идеалов.

Нас удивляет или лучше сказать потрясает важность, которую преобретают Олимпийские игры. Мы полностью согласны с выдвинутыми предложениями так как считаем, что спортсмен требует ухода и всех забот, которых он заслуживает. Но в тоже время думаю, что надо учитывать и следующую мысль т. е. что Олимпийские игры не должны быть как определенного рода промышленность, которою владеют только великие державы. Нужно иметь в виду возможность, что эти игры смогут быть организованы и маленькой страной. Нам в Африке было бы очень трудно найти страну в состоянии организовать игры с участием 20-ти тысяч спортсменов и 13-тью тысячью сопровождающих лиц. Мы как Ассамблея Национальных Олимпийских Комитетов должны изучить возможность как можно лучше помогать спортсменам, участвующим в играх, но не должны терять из вида того, что Олимпийские игры принадлежат всему миру, принадлежат т. е. как большим так и малым странам и нужно сделать так, чтобы и маленькие страны имели возможность организовывать Олимпийские игры.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Если никто не желает больше выступить, я прошу представителей наиболее авторитетных и с большими традициями, чем наш Олимпийский Комитет, внести на основе их опыта предложения, которые Ассамблея обсудит завтра.

Перед тем, как закрыть заседание, представители Испании и Португалии желают представить на ваше рассмотрение ряд предложений, которые они сами изложат.

Предоставляю слово представителю Испании, господину Самарах.

Предложения Н.О.К.ов Испании и Португалии по вопросам не стоящим на повестке дня

Жуан Антонио Самарах

Вице Председатель Олимпийского Комитета Испании

Господин Председатель, коллеги, у Испании два предложения. Ввиду того, что зачитать их займет много времени-я изложу вам их вкратце.

Испанию толкнуло представить вам свои предложения тот факт, чта их можно будет внести на рассмотрение М.О.К.а на его следующем заседании 4-го октября в Мадриде. Первое касается количества спортсменов которых можно записывать на Олимпийские игры. Нас удивил тот факт, что в последнее время количество спортсменов, записываемых по легкой атлетике и плаванию было доведено до трех.

Мы считаем, что так как Олимпийские игры не являются ни чемпионатом мира и ничто другое, а встречей молодежи всего мира, что количество записываемых спортсменов должно быть сокращено до одного. Но принимая во внимание, что такое решение было бы слишком резким и плохо принятым некоторыми странами, Испания предлагает, чтобы такое решение не должно бы относиться к играм в Мексике, но с 1972 года по легкой атлетике и плаванию количество записываемых спортсменов должно быть сокращено до двух. Таково, господа, первое предложение Испании. Я думаю, что оно отвечает интересам большинства стран Олимпийского движения.

Теперь разрешите перейти ко второму предложению, которое моя страна предлагает представить М.О.К.у. Многие спортсмены едут на игры с вдохновлением, а возвращаются с горечью, побежденные спортсменами располагающими большими возможностями и по сему лучше подготовленными. Предложение Испании сводится к тому, чтобы спортсменам, участвующим в играх и достигшим минимальных показателей Международных Федераций, выдавался диплом: диплом в том, что они превзошли минимальные показатели Федерации.

Таковы предложения Испании, которые будут представлены М.О.К.у в Мадриде. Мы желали бы, чтобы разбор этих предложений был включен в повестку дня, разработанную И.Н.О.К.ом с тем, чтобы представить их от имени всех.

Завтра утром мы разъедемся. Я желал бы знать ваше мнение по этому вопросу.

Большое спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Я со вниманием прослушал предложения, выдвинутые от имени Испании господином Самарах. Первое из них, явно, не по компитенции Международных Федераций. Во всяком случае, если вы согласны, мы представим их в Мадриде.

Второе-это рекомендация, назовем её рамантичной и лично я разделяю мнение представителя Испании. Сколько молодых людей пожертвовало годами жизни в надежде добться положительных результатов на Олимпиаде! Пусть им останется хотя бы память об участии. Обычно памятку получают победители т. е. те, кто добивается лучших результатов. Но давайте дадим и другим аттестат о заслугах - это недорого стоит и толкает спортсмена пропагандировать свою деятельность.

Слово представителю Португалии, которого прошу изложить свое предложение.

Гауденсио Луис Да Сильва Коста

Член Олимпийского Комитета Португалии

Господин Председатель, господа участники съезда, желаю от имени Олимпийского Комитета Португалии внести предложение, чтобы представить его потом на рассмотрение Исполнительного Комитета М.О.К.а. Речь идет о предложении, которое мы - португальцы считаем целесообразным. Желаю добавить также, так как Португалия маленькая страна и явно не сможет организовать Олимпийские игры, наше предложение её непосредственно не касается. Оно как бы совет, который мы желали бы чтобы вы приняли как рекомендацию М.О.К.у. Зачитываю его:

« Не имея возможности удовлетворить запросы всех Международных Федераций, желающих чтобы все виды спорта были включены в программу Олимпийских игр и это ввиду слишком большого количества участников, несоразмерного возможностям маленьких городов, а также ввиду невозможности с такой программой уложиться в сроки, увеличение которых не имеет смысла, но желая принять и удовлетворить запросы стран, организующих игры и стран расположенных на том же континенте, предлагается следующая формула, которая лучше выражает отбор обязательных видов спорта, устанавливая их количество - десять и количество видов спорта не обязательных - двенадцать ».

Естественно, что выбор между обязательными и необязательными видами спорта личное дело и он может быть изменен.

Я, например, желал бы, чтобы современное многоборье было обязательным видом спорта, но это лишь желание, которое я представляю на рассмотрение М.О.К.а.

Обязательные виды спорта должны бы определяться, учитывая следующие особенности:

1) олимпийские традиции; 2) ему присущие качества; 3) насколько он распространен в мире;

4) как отрицательная сторона его индивидуальный характер. Нужно также учитывать насколько определенный вид спорта зарекомендовал профессионализм.

Вкратце разъясню наше предложение. Мы считаем, что оно может быть полезным для страны, организующей игры, особенно если эта страна маленькая. Она сможет отобрать в добавление к видам спорта, которые М.О.К. считает обязательными от пяти до восьми видов не обязательных или все, если посчитает это целесообразным. Страна, организующая игры имела, таким образом, возможность отбирать среди не обязательных видов спорта те, которые по её мнению наиболее целесообразно выставить.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Извените, господин представитель Португалии. Вы позволите мне заметить, что этот вопрос не стоит на повестке дня, что слишком смело столь сильно сокращать игры и просить у данного собрания принять это предложение.

Мы передадим, следовательно, в Мадрид ваше предложение с тем, чтобы его изучил Международный Олимпийский Комитет.

Подзуюсь этим случаем, обращаюст к вам с призывом — смотреть на Олимпийские игры не как на что — то громоздкое, а на явление более стихийное. Мы помним и перед нами ещё сверкает изумительная организация игр в Токио: изумительная, но в то же время простая.

Я имел честь участвовать в Олимпиадах в Лондоне, В Хельсинки, и в Мельбурне - они так же были изумительными. Никакая страна ни большая, ни малая не должны бояться. Если организующая страна сумеет придать Олимпиаде её спортивный дух, все мы это поймем и окажем ей наше сотрудничество.

Слово просил представитель Мальты. Прошу.

Пятый вопрос: Увеличение количества сопровождающих лиц *(продолжение)*

Альфред П. Бруффа

Председатель Олимпийского Комитета Мальты

Господин Председатель, дамы, господа, я хочу снова остановиться на вопросе об увеличении количества сопровождающих лиц. Надеюсь, что это не слишком поздно. Делегаты некоторых маленьких стран заявили, что этот вопрос их не интересует. Я с этим не согласен так как на основе опыта предыдущих игр, убедился в том, что нужно даже при небольшой команде расположить представленным количеством сопровождающих лиц. Часто группы спортсменов живут в городках за много километров одна от другой, и команда не может быть на уровне, когда не хватает нужного количества сопровождающих лиц. Хорошо налаженные команды обеспечивают успех игр и таким образом, игры без сопровождающих лиц терьят неудачу.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа Председатели, разрешите мне, перед тем как закрыть заседание, не только поблагодарить вас и поздравить с глубиной выступлений, что позволило обеспечить хорошее проведение работ.

Я прошу тех, кто желает сотрудничать в редакции нами подготовленных резолюций по четвертому и пятому пункту повестки дня, задержаться на несколько минут или прийти завтра до начала заседания, назначенного на 9.30 утра

Спасибо, господа.

Заседание закрывается в 18 час. 10 мин.

Четвертый вопрос: Региональные игры *(продолжение)*

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа Председатели, желаю от себя лично и от имени секретариата просить у вас извенение за опоздание. Вы организаторы и знаете как бывает иногда трудно сконцентрировать работу.

Последние поправки к резолюциям по вопросам « Региональные игры » и « Сопровождающие лица » были представлены в секретариат лишь несколько минут тому назад. Нам потребовалось время на их координацию и новое извинение. Прошу вас поэтому нас извенить.

Переходим к вопросу о региональных играх. Я прошу вас внимательно следить за предлагаемой резолюцией так как на основе ваших поправок нам пришлось её изменить, пытаясь по возможности сделать так, чтобы она отвечала всем требованиям. Я прочту её медленно.

« Резолюция предложенная по вопросу „ Региональные игры „.

« Национальные Олимпийские Комитеты, собравшиеся в Риме, рассмотрев вкратце историю территориальных, местных или групповых игр, считают, что они являются важным рычагом, стимулирующим Олимпийские идеалы, следовательно, как Международный Олимпийский Комитет и Национальные Олимпийские Комитеты и Международные Спортивные Федерации должны бы обращать на них особое внимание. Выражают пожелание, чтобы их регламентация была бы ещё более глубоко изучена Международным Олимпийским Комитетом и Международными Спортивными Федерациями. Предлагают Международному Олимпийскому Комитету придерживаться следующих критериев:

1. На игры носящие определенное географическое наименование, должны приглашаться все Олимпийские Комитеты данной области с единственным требованием и т. е. чтобы они строго придерживались Олимпийских правил. Только в этом случае, Международный Олимпийский Комитет и Международные Спортивные Федерации могут их поддержать и признать.

2. На игры, не имеющие характер территориального ограничения и, следовательно, не носящие такого наименования разрешено свободное приглашение по выбору организаторов, но согласно ограничениям и правил Международных Спортивных Федераций.

И, следовательно, обращаются к Международным Спортивным Федерациям с тем, чтобы они содействовали всем играм, пропагандирующим спорт с единственной целью помогать организации двухсторонних или многосторонних встреч, особенно в странах, где спортивные организации нуждаются в помощи, в советах, в понимании. Основным условием остается, чтобы эти встречи ставили перед собой единственную цель развитие Олимпийских идеалов ».

Господа Председатели, мы сделали все возможное, чтобы удовлетворить ваше желание, вы же должны сказать, правильно ли мы учли ваши поправки.

Есть ли другие предложения по этой резолюции? Можно, следовательно сказать, что она принята.

Прошу: слово представителю Ливана

Габриел Джемайел

Председатель Олимпийского Комитета Ливана

Господин Председатель, Вы сказали, что в региональных играх должны участвовать все страны данной области, согласно правил Международного Олимпийского Комитета. Я желал бы лишь добавить « согласно правил Международного Олимпийского Комитета и в тоже время, согласно правил каждого Регионального Олимпийского Комитета ».

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин Председатель, когда мы пишем « строго придерживаться Олимпийских правил » - в этом сказано все. Во всяком случае, такова будет наша интерпретация.

Прошу. Слово попросил представитель Израиля.

Г. Гловинский

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Израиля

Господин Председатель, дамы, господа, Председатель нам любезно сообщил, что резолюция по вопросу « Региональные игры » было переработано и изложено по другому. Я желал бы любезно заметить Председателю перед тем как принять столь важную резолюцию, мы желали бы иметь её в письменной форме. Трудно слушать резолюцию в переводе по столь важному вопросу, как региональные игры. Я прошу перенести обсуждение и принятие резолюции до того, как она будет роздана в письменной форме и с тем, чтобы глубоко и внимательно её изучить.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин Председатель, если Вы разрешите, резолюция будет вновь прочитана на английском языке господином Мартуччи, которого Вы хорошо знаете. Могу, следовательно, успокоить представителя Олимпийского Комитета Израиля, считая, что когда текст будет вновь прочитан, он будет им удовлетворен.

Господин Мартуччи зачитывает текст на английском языке.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Надеюсь, что я не ошибся, считая, что Вас господин Председатель Олимпийского Комитета Израиля, удовлетворил бы новый текст резолюции.

Прошу-слово Вам представителю Нидерландов.

К. Л. Кердель

Вице Председатель Олимпийского Комитета Нидерландов

Господин Председатель, дамы, господа, от имени Голландской делегации поддерживаю предложение представителя Израиля. Считаем необходимым иметь перед собой письменный текст резолюции. До сих пор перед нами всегда был письменный текст предложенных резолюций, и мы разделяем мнение представителя Израиля, желающего иметь точный текст.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Принимаем ваше предложение, мы зачитали текст, не имея возможности его распространить. Сейчас мы передадим резолюцию в техническое бюро и через короткое время она будет в вашем распоряжении, как было с другими текстами.

Переходим к другому вопросу, а к этому вернемся, как только вам будет роздан текст на разных языках.

Пятый вопрос:
Увеличение количества сопровождающих лиц *(продолжение)*

Господа Председатели, предпоследний пункт повестки дня намного легче, т. е. предложение об увеличении количества официально сопровождающих лиц и о праве этого увеличения.

Мы приняли все предложенные поправки. Их собрал господин Гаррони и так как он этим занимался - он нам о них сообщит.

ГАРРОНИ: Господа Председатели, не зачитывая всего текста, который у всех на руках, я изложу вам лишь добавления и изменения.

На первой странице резолюции добавляется по предложению Шведской делегации « и одно сопровождающее лицо на каждый вид спорта, по которому Олимпийский Комитет выдвинул участника ».

Другое предложение гласит: « одна сопровождающая женщина на каждый женский вид спорта по которому Олимпийский Комитет выдвинул участника ».

На второй странице, где говорится о персонале, обслуживающем судно: « одного человека на каноэ, одного для гребли, одного для парусного спорта, но не более двух и одного человека для перевозки коней ».

Олимпийский Комитет Японии предлагает увеличение количества врачей. В розданном тексте это уже предусмотрено. Это предложение будет внесено в пункт, который вы уже знаете, с тем чтобы дополнить предложение Японии.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа Председатели, т. к. были приняты все предложенные поправки, я думаю, что все согласны с этим вопросом. Как только будут готовы тексты, вернемся к вопросу о региональных играх.

Шестой вопрос: Общее развитие Н.О.К.ов

Я хочу внести предложение, касающееся последнего пункта повестки дня « Общее развитие Национальных Олимпийских Комитетов ».

Представители Олимпийских Комитетов многих стран считают, что не имеет смысла зачитывать весь документ ввиду того, что он длинен и его текст у всех на руках и поэтому предлагают перейти непосредственно к прениям. Таково и мое предложение, если вы желаете, и зачитаю семь страниц документа, если нет - переходим к прениям так как записалось выступить уже много делегатов.

Если возражения о том, чтобы перейти к прениям? Хорошо?

Спасибо.

Представляю слово первому оратору. До сих пор записались представители Олимпийских Комитетов Уганды, Эфиопии, Кении, Польши, Израиля, Швеции, Нидерландов и Австрии. Это первые ораторы. Другие запишутся.

Слово представителю Олимпийского Комитета Уганды.

Italiano
Index

Х. М. Сундерани

Член Олимпийского Комитета Уганды

Господин Председатель, дамы, господа, как член Олимпийского Комитета Уганды желаю поздравить Вас, господин Председатель и Итальянский Олимпийский Комитет за организацию этой исторической встречи, которая, я думаю, отразится на организацию М.О.К.а. Идея создать Ассоциацию Олимпийских Комитетов изумительна и окажет большое влияние на будущую деятельность М.О.К.а, хотя и предложенная Ассоциация Национальных Олимпийских Комитетов не будет принимать решения обязательных для М.О.К.а, её вес будет значительным. М.О.К., конечно, не сможет отвергать предложения, выдвинутые встречей представителей Национальных Олимпийских Комитетов всех частей света.

Пора, господин Председатель, дамы, господа, смотреть на вещи реально. Национальные Олимпийские Комитеты провели огромную работу по развитию Олимпийского движения с тем, чтобы держать зажженным пламя олимпийской философии. И все же М.О.К. не прислушивается к голосу Национальных Олимпийских Комитетов. Все вы, дамы и господа, присутствующие на этой исторической встрече, знаете, что Национальные Олимпийские Комитеты не имеют прямого влияния и даже необходимых отношений с М.О.К.ом. Почему бы нам не следовать примеру других международных организаций и не изменить отношения между Международным Олимпийским Комитетом и Национальными Олимпийскими Комитетами? Так как он существует сегодня, он далек от действительности. Пока мы не наладим координацию с М.О.К.ом многие вопросы останутся нерешенными.

В первый день конференции кое-кто из выступающих ораторов сказал, что хартия М.О.К.а устарела. Я с этим полностью согласен. Национальные Олимпийские Комитеты не имеют своих представителей в М.О.К.е и не могут влиять на его решения. Существующая хартия М.О.К.а не отвечает больше требованиям выдвигаемым во второй половине двадцатого века. Настал момент внести изменения и положить конец противоречиям. В настоящее время Международный Олимпийский Комитет имеет право отбирать людей достойных по его мнению быть его членом и эти люди представляют М.О.К. в своих странах, но не являются их делегатами в М.О.К.е. Кроме того, они члены пожизненно. Пожизненно, дамы и господа! На играх в Токио, в Бразавиле на Арабских играх в Каире и встречал много членов Национальных Олимпийских Комитетов, которые выражали свое бессилие, зависящее от того, что у них нет возможности заставить М.О.К. прислушиться к ним. Сколько будет ещё длиться такое положение? Все мы согласны с тем, что М.О.К. не может выполнять лежащих на нем функций, без сотрудничества Национальных Олимпийских Комитетов.

Настал момент для того, чтобы эта Ассамблея оказала давление на М.О.К. с тем, чтобы принудить его изменить свой устав, не забывая при этом основных принципов Олимпийского движения. Поэтому, хотя и считаю нужным некоторые изменения, одобряю образование Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов. Координирующий Комитет Национальных Олимпийских Комитетов о котором говорится в статье 4-ой предложенного документа, должен состоять не из десяти, а из пятнадцати членов, три от каждого континента. Председателя и двух вице председателей должны бы избирать этими 15 членами Координирующего Комитета. В тоже время М.О.К. должен бы назначить комиссию по изучению структуры Международного Олимпийского Комитета, которая, затем, должна бы внести предложения об её изменении.

Благодарю, господин Председатель.

Идискатчоу Тессема

Председатель Олимпийского Комитета Эфиопии

Господин Председатель, господа делегаты, в честь страны, гостеприимно принявший нас, я произнесу свое выступление от имени Африканских Национальных Комитетов, на итальянском языке.

Во-первых я желаю от имени Олимпийского Комитета Эфиопии выразить нашу благодарность И.Н.О.К.у и в частности его Председателю адвокату Онести за идею и реализацию этой единственной в своем роде встрече Национальных Олимпийских Комитетов. В первые же дни нашего приезда, мы ознакомили председателя и некоторых делегатов с предложениями Эфиопии по поводу создания Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов и предлогаемому проекту её устава. На наш взгляд, создание такой Ассоциации имеет огромное значение и мы лишь удивляемся тому, что до сих пор она не существовала. Ассоциация Национальных Олимпийских Комитетов окажется огромной силой в наших руках и её основание может положить начало глубоким организационным и административным изменениям в Международном спорте. Поэтому было бы глупо и не справедливо в отношении организаторов, не воспользоваться данной оказией, без того чтобы приступить к созданию такой Ассоциации.

Чтобы осуществить этот проект, мы предлагаем три пункта в их последовательности:

1. Утвердить в принципе создание Ассоциации.
2. Принять устав, предложенный И.Н.О.К.ом с поправками, которые мы внесем.
3. Избрать Председателя и одиннадцать членов от континентов, которым поручить разработать более детальный устав и регламенты до съезда следующего года.

Нужно честно признать, что предложенный нам проект не может не быть временным и ценным лишь для основания Ассоциации. Переходу к изменениям, предлагаемым нами, по этому временному уставу:

Статья 1. точно определить цели Ассоциации и установить её полную независимость от Международного Олимпийского Комитета. В уставе, хотя бы на первый период, не нужно брать обязательств по защите имеющихся принципов, ввиду того, что Ассоциация должна выражать перед Международным Олимпийским Комитетом наши стремления. Кроме того, в этой же статье говорится, что Ассоциация ограничивается формулировкой предложений и то время как решения остаются за М.О.К.ом. Ассоциация не должна бы занимать столь пассивную позицию так как она создана для того, чтобы претворять в жизнь требования Национальных Олимпийских Комитетов и защищать их перед Международным Олимпийским Комитетом.

Статья 3. вместо того, чтобы считать Председателя как бы вторым органом Ассоциации, думаем, что было бы целесообразно создать коллегию, состоящую из Председателя и двух вице Председателей.

Статья 4. в уставе говорится, что Ассамблея состоит из Председателей Национальных Олимпийских Комитетов или их делегатов. На наш взгляд, было бы лучше, чтобы Ассамблея состояла из делегатов Национальных Олимпийских Комитетов, не указывая ничего о Председателях: нужно т. е. разрешить Национальным Олимпийским Комитетам самим выбирать своих делегатов, рекомендуя им, по возможности, избирать их из числа не членов Международного Олимпийского Комитета и это потому, что они будучи послами Международного Олимпийского Комитета при Национальных Олимпийских Комитетах не смогут в тоже время быть выразителями требований Национальных Олимпийских Комитетов перед М.О.К.ом.

По поводу той же статьи 4. что касается членов координирующего комитета, мы предлагаем, чтобы он состоял из трех членов каждого континента, избранных делегатами каждого континента присутствующих на встрече. Члены Координирующего Комитета изберут на первом своем закрытым голосованием, Председателя и двух Вице Председателей, таким образом, с полным

континента не сможет быть больше трех членов в то время как если будет принято предложение И.Н.О.К.а от одного континента могло бы быть пять членов, а это много.

Кроме того, вместо того, чтобы избирать новый Комитет каждые четыре года, было бы лучше менять каждые два года его половину с тем, чтобы обеспечить последовательность в работе и чтобы новые члены могли использовать опыт оставшихся. Председатель и два Вице Председателя не должны бы быть из одного континента, как и два Вице Председателя должны бы быть из двух различных континентов.

Статья 5. в предложенном уставе предвидится, что Председатель имеет право созвать Ассамблею по своему усмотрению. Мы предлагаем, чтобы текст был изменен следующим образом: « Председатель может созвать Ассамблею, когда проконсультировавшись письменно с членами Координирующего Комитета, большинство их не выразит несогласия в течение пятнадцати дней от получения сообщения о созыве ». И это потому, что было бы неправильно предоставлять лично Председателю право созыва Ассамблеи, не проконсультировавшись заранее со своими ближайшими сотрудниками.

В той же статье предвидется, что в случае, если Председатель подаст в отставку или окажется не в состоянии выполнять свои функции, последующая Ассамблея изберет новый Координирующий Комитет. Мы предлагаем, чтобы в случае, если Председатель окажется не в состоянии выполнять свои функции, до последующего съезда, который изберет нового Председателя и лишь Председателя, эти функции выполнял бы старший из Вице Председателей.

В статье 7. нужно добавить, что в Координирующем Комитете не могут состоять два члена, принадлежащих одному и тому же Национальному Олимпийскому Комитету, « и что в Координирующем Комитете может состоять лишь один член Международного Олимпийского Комитета ». Это потому, вы, считаем, что слишком широкое участие в Ассамблее членов Международного Олимпийского Комитета могло бы тормозить все мероприятия, которые или бы в разрез с желаниями М.О.К.а. Если бы мы не боялись потерять сотрудничество столь компетентных людей, как Председатель данной встречи, то предложили бы, чтобы в него не допускался никто из членов М.О.К.а.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин Председатель Олимпийского Комитета Эфиопии, дорогой друг, благодарю Вас за столь глубокое изучение вопроса, особенно благодарю Вас за то, что как видела вся встреча, Вы, Председатель Олимпийского Комитета Эфиопии, зная четыре языка, избрали итальянский, чтобы выразить Ваши взгляды. Благодарю Вас.

Позволю себе, не рассматривая Ваших замечаний, просить ораторов пока ограничивать свои выступления мнениями « за » или « против » основания Ассоциации. Я понимаю, что представитель Олимпийского Комитета Эфиопии полностью высказался по этому вопросу, чтобы к нему не возвращаться. Не беспокойтесь об этом. Это вопрос очень сложный и нужно глубоко его разобрать, но начнем с того, что обсудим желаем ли мы или нет основать эту Ассоциацию.

Если эта Ассамблея возникнет, то ораторы снова выступят для того, чтобы обсудить основные идеи и формулировки, которые будут в её основе.

Благодарю, господин Председатель. Предоставляю слово представителю Кении.

Арбанс Синг

Член Олимпийского Комитета Кении

Господин Председатель, желаю выразить Итальянскому Олимпийскому Комитету мою признательность за организацию встречи. Я хотел бы прибавить несколько слов. Кения с большим вниманием изучила вопрос, который обсуждаем: мы предвидим некоторые трудности, физические, финансовые и географические. С теоретической точки зрения - это безусловно хорошая идея. Но я хотел бы просить не спешить с выводами, необходимо хорошо обдумать. Я был очень увлечен, когда многие из тех, кто предыдущие годы активно помогал в разработке экспериментального устава, заявили здесь, что этот устав не приемлем. Это означает аннулирование усилий сделанных добровольно этими организациями. Я считаю, что если хочется защитить Олимпийское движение, нужно уважать то, что было сделано до сих пор; мы можем только улучшать и совершенствовать все то, что было сделано, а не игнорировать и уничтожать. Если мы будем действовать так, как было предложено вчера, завтра другие могут прийти и уничтожить все то, что мы сделали. Может быть политические элементы склонны к этому, но, я думаю, что если среди нас будут политические агенты-положение будет очень несчастным.

Мы африканцы собрались в Браззавиль и обсудили одну из наиболее важных и трудных проблем. Этот проект, господин Председатель, очень хороший, но сколько Африканских стран здесь представлены? Очень мало. Между тем, в Африке существует более 35 Государств, к сожалению, не знаю сформулировали ли они в письменной форме свои идеи. Мы из Кении думаем, что было бы целесообразно собраться всем вместе, чтобы обсудить этот вопрос и увидеть какое из решений лучше. Будут разногласия: кто будет Председателем Африки? Может быть будет пять Председателей? Вероятно, каждая страна пожелает иметь двух представителей. Итак, если 35 стран и количество представителей удвоить, то будет 70 представителей от Африканского континента. Ассоциация тогда была бы огромная и не достигла бы полезной цели. Хочу подчеркнуть, что идея безусловно хорошая, но требует глубокого изучения и только тогда можно будет ещё раз её обсудить при условии, чтобы уважалось то, что уже было сделано.

Господин Председатель, повторяю, что мы очень тщательно изучили обсуждаемый вопрос и пришли к заключению, что это очень деликатный пункт, который требует более подробного рассмотрения. В поддержку этого можно привести много доводов. Один из этих доводов следующий: Ассоциация может быть опасностью для М.О.К.а. Такой результат был бы гибельным. Мы советовали бы отложить пока этот вопрос, чтобы было бы возможно изучить более глубоко проект в целом.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин Представитель Олимпийского Комитета Кении, прошу ещё раз внимательно перечитать нами представленные предложения. В случае, если они не поняты, лучше будет уточнить их: наше предложение не было предложением о революции. Мы только предлагали, если вы думаете её принять, основать временную Ассоциацию с единственной целью: предложить от вашего имени изменение Международному Олимпийскому Комитету. Других целей нет.

Слово представителю Польши.

Владимир Рекзек

Председатель Олимпийского Комитета Польши

Господин Председатель, все мы глубоко убеждены, что эта первая конференция Национальных Олимпийских Комитетов будет иметь не только большой успех, но представит собой важный этап в деятельности Национальных Олимпийских Комитетов.

Польский Олимпийский Комитет всегда поддерживал предложение об организации этой конференции, потому что роль, которую играют Национальные Олимпийские Комитеты на Международной арене, действительно не пропорциональна той тяжести, которую они играют для развития Олимпийского движения и в проведении Олимпийских игр.

Национальные Олимпийские Комитеты составляют, без сомнения, основу Олимпийского

движения и дают самый широкий и значительный вклад в дело Олимпийского движения в мире. Но в тоже время, мы констатируем, к большому сожалению, что значение предлагаемое нам на международной арене, наших советам и предложениям относительно вопросов Олимпийского движения, так же как и наш авторитет, были минимальны, чтобы не сказать что их не было совсем. Все-таки было бы неправильно сказать, что у нас не было никогда возможности встречаться и изучать хотя бы частично заботы и вопросы нас волнующие. Но до сих пор наши встречи с Международным Олимпийским Комитетом не дали в общем никакого практически результата.

Все это создало впечатление, что нас оставляли в стороне от Международного Олимпийского движения. Нам часто казалось, что с нами обращались, как со школьниками. Наконец, опыт последних лет широко показал насколько такая позиция вредна для существования самих Национальных Олимпийских Комитетов и что в существующей организации Олимпийского движения на международной арене много недостатков.

Чтобы не быть недопонятым, хочу подчеркнуть, что мы хотим уважать полностью Международный Олимпийский Комитет: его мудрость и авторитет много раз проявленные им в его позициях и в его решениях. Но уважение, которое мы выражаем в отношении Международного Олимпийского Комитета требует взаимности, основанной на настоящем, серьезном и авторитетном сотрудничестве между Международным Олимпийским Комитетом и Национальными Олимпийскими Комитетами.

Наша приверженность к Олимпийским идеалам, наша преданность Олимпийскому движению и наши задачи поддержать и развивать их, позволяют нам предложить чтобы между Международным Олимпийским Комитетом и Национальными Олимпийскими Комитетами наладилось конкретное сотрудничество. Мы желаем иметь реальную возможность участвовать в обсуждении вопросов Олимпийского движения, относящихся к Национальным Олимпийским Комитетам. Мы хотели бы напомнить и серьезно обсудить заботы и трудности нашей деятельность, дать советы и предложить решения и быть уверенными не только в том, что нас выслушат, но и все наши замечания будут учтены в решениях и постановлениях Международного Олимпийского Комитета.

На самом деле, мы хотим, чтобы Национальные Олимпийские Комитеты играли надлежащую роль. В этом смысле и с этим духом, мы полностью поддерживаем идею наших итальянских друзей, относительно основания Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов, которая должна бы сотрудничать с Международным Олимпийским Комитетом.

Мы считаем, что это предложение означает известный прогресс в международном престиже Национальных Олимпийских Комитетов и позволит им занять надлежащее место на международной арене.

Наконец, мы разделяем мнение Председателя Онести относительно состава Координирующего Комитета. Это очень деликатный вопрос, который, по нашему мнению, требует более глубокого изучения, потому что со всем уважением к демократическим принципам, мы считаем, например, сомнительным предоставление равного количества мест такому континенту как Австралия и такому как Европа.

Спасибо, господин Председатель.

Г. Глозинский

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Израиля

Господин Председатель, дамы, господа, мне жаль, но я не могу отвечать «да» или «нет» как нам подсказал адвокат Онести. Не могу потому, что для меня ещё не ясно как вести себя.

Относительно необходимой эволюции М.О.К.а желаю выразить следующее: давайте обратимся к членам Международного Олимпийского Комитета и тоже самое сделаем в Мадриде, с просьбой разработать новые правила. Эти новые правила должны будут утвердить принцип о том, что страны члены Олимпийской семьи имеют право быть избранными в члены почетной организации М.О.К.а.

Я прекрасно понимаю, что на это нужно время: но не может быть игнорировано право быть активным членом М.О.К.а тем странам, которые участвовали два, три и четыре раза в Олимпиаде. Если эти правила будут приняты М.О.К.ом, члены Олимпийской семьи будут чувствовать себя разными с теми, кто входит в почетную Олимпийскую семью. Если это будет сделано, я надеюсь, что через двадцать пять лет Ассоциация потеряет смысл своего существования: к тому времени каждая страна будет представлена в М.О.К.е.

Спасибо.

Стен Свенсон

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Швеции

Господин Председатель, дамы, господа, высоко оценивая инициативу Италии по организации этой встречи в Риме и трудности с которыми столкнулись Председатель и члены Итальянского Комитета, мы все же просим Ассамблею отложить дискуссию по этому вопросу и если будет принято такое решение, избрать Комитет, которому поручить изучить его.

Причины нашего предложения следующие: во первых, мы не получили до нашего прибытия в Рим, документации о предлагаемой Ассоциации. Во-вторых, считаем это предложение столь важным, что оно должно быть внимательно изучено Национальными Олимпийскими Комитетами каждой страны. Кроме того, хочу напомнить делегатам известие о намерениях Международных Федераций создать их Комитет на подобие старого бюро, существовавшего до войны и находившегося в Париже. Если это будет сделано, мы окажемся перед тремя Олимпийскими Комитетами: Международный Олимпийский Комитет, Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов и организации, объединяющая Международные Федерации. Мы глубоко уверены, как сказал наш Председатель, что наша организация не желает быть ни революционной, ни для борьбы с М.О.К.ом. Но все же будет существовать три организации. Мы знаем сегодняшнее положение вещей но не знаем того, что может быть завтра.

Другая причина, толкающая нас просить отложить обсуждение данного вопроса, заключается в том, что Олимпийские Комитеты различных стран не одинаковы. Здесь в Италии, И.Н.О.К. является наиболее авторитетной организацией в области спорта. В других странах, и я узнал об этом вчера, положение другое. В Мексике, например, Национальный Олимпийский Комитет является главнейшим органом лишь по международным вопросам, в Норвегии Олимпийский Комитет не является членом Федерации, а лишь тесно сотрудничает с Норвежской спортивной Федерацией, которая является высшим Национальным спортивным органом. В других странах, и в этом ошибка, существуют Комитеты различного типа. Некоторые из них сотрудничают со спортивными Федерациями, другие свободны и избирают своих членов, независимо от Национальных Спортивных Федераций. Думаю, что такое положение вещей указывает на нецелесообразность образования Ассоциации в которую входили бы столь различные организации.

Ещё раз повторяю: Олимпийские Комитеты Дании, Финляндии, Норвегии и Швеции просят собрание отложить обсуждение этого вопроса.

К. Л. Кердель

Вице Председатель Олимпийского Комитета Нидерландов

Господин Председатель, прежде всего желаю благодарить Вас и И.Н.О.К. за ту огромную работу, которую Вы проделали, готовя этот столь важный вопрос. Я буду очень краток, после выступления делегата из Швеции, выступавшего от имени Скандинавских стран. Голландская делегация полностью разделяет мнение предыдущего оратора.

Дело в том, что Национальные Олимпийские Комитеты желают располагать большим влиянием на Олимпийское движение, на М.О.К., чтобы улучшить все движение. Не думаю в тоже время, что после восьмидесяти лет существования Олимпийского движения было бы необходимым решать всё в спешке. Мы не желаем соперничать с М.О.К.ом, мы желаем лишь внести улучшение вместе с М.О.К.ом и вместе со спортивными Федерациями. От всего сердца поддерживаю предложение Скандинавских друзей о необходимости перенести образование Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов, основываясь на тех же доводах, которые изложил представитель Швеции.

Давайте обсудим этот вопрос здесь, давайте обсудим его на следующей неделе в Мадриде, давайте обсудим его снова каждый в своей стране с Олимпийским Комитетом такие и потому, что получив предложение лишь в среду вечером, мы не имели возможности обсудить их с коллегами из нашего Комитета.

Спасибо, господин Председатель.

Эдгар Фреед

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Австрии

Дорогой Председатель, дорогие друзья, перед нами пункт повестки дня огромной важности для будущего Олимпийского движения и поэтому мы должны глубоко его обдумать. Желаю, во-первых, подчеркнуть, что эта Ассоциация не должна быть орудием борьбы против М.О.К.а, а как раз обратное. Нашим намерением должно быть: работать вместе с М.О.К.ом и помогать ему развивать Олимпийское движение.

Могу на момент обратиться к прошлому? В прошлом было очень редкими наши встречи с М.О.К.ом и Исполнительным Комитетом. Часто Национальные Олимпийские Комитеты не приглашались на заседание М.О.К.а. В последнее время, многие хорошие друзья, среди которых приведу как пример Секретаря Олимпийского Комитета Швеции, обратились к Председателю М.О.К.а с тем, чтобы напомнить ему, что Национальные Олимпийские Комитеты являются важнейшими организациями в деле укрепления Олимпийского движения. Наконец, было принято решение, чтобы Исполнительный Комитет дважды с нами встретился. Позже мы заявили, что было недостаточным созывать совместные совещания один раз в два года. В настоящее время, мы разрабатываем предложение о совместной встрече с Олимпийским Комитетом один раз в год. Но совещание проводимое совместно с Исполнительным Комитетом нас не удовлетворяет потому, что и это может быть секрет, на повестке дня М.О.К.а много важных пунктов о которых нас не информируют.

Мы просим, следовательно, Председателя М.О.К.а шире нас информировать о деятельности этой организации и это особенно в тех случаях, когда Председатели Национальных Олимпийских Комитетов не являются членами М.О.К.а. Существует большая разница между странами, чьи представители являются членами М.О.К.а и могут присутствовать на его совещаниях и другими. Поэтому, на мой взгляд, идея создания особой организации Национальных Олимпийских Комитетов очень хорошая, но если бы отношения с М.О.К.ом стали бы все более тесными, и мы все желаем этого, образование такой новой организации оказалось бы ненужным.

Мое предложение следующее: назначить Координирующий Комитет, которому поручить изучить вопрос совместно с Национальными Олимпийским Комитетами и М.О.К.ом. Предлагаю также просить М.О.К. созвать в будущем году встречу Национальных Олимпийских Комитетов на подобие той, в которой мы сейчас участвуем. И там мы можем решить, основывать или нет Ассоциацию Национальных Олимпийских Комитетов.

Благодарю, господин Председатель.

Генри Корентин

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Мали

Господин Председатель, постараюсь быть кратким по столь важному вопросу, ввиду того, что присоединюсь к мнениям выраженными делегатами Кении, Эфиопии и Польши на основе принципа, выраженного Итальянским Национальным Олимпийским Комитетом. Уже давно настало время, чтобы ответственные деятели Национальных Олимпийских Комитетов осознали свою ответственность за движение и нашли форму, которая позволила бы им лучше обсуждать олимпийские вопросы и принимать совместные решения на благо развития нашего движения.

По этому поводу можно было бы сослаться на встречи Исполнительного Комитета М.О.К.а с Национальными Олимпийскими Комитетами, но, к сожалению, у нас осталось от этих встреч, состоявшихся в Баден Бадене и Токио, жалкие и горькие воспоминания. Создалось впечатление, что М.О.К. желает закрыться в себе и овладеть Олимпийской идеей, как заповедником для охоты. У Национальных Олимпийских Комитетов создалось впечатление, что их не приближают к работе Международного Олимпийского Комитета и что их присутствие является лишь формальным. Но Олимпийская идея не может утвердиться в современном мире без постоянной страстной поддержки Национальных Олимпийских Комитетов.

Поэтому реформа Международного Олимпийского Комитета представляется как одна из наиболее срочных задач. Нужно, чтобы наша Ассоциация, без того, чтобы быть отражением или дубликом М.О.К.а, могла иметь возможность выполнять свою роль т. к. наши встречи позволяют нам использовать наши контакты и совместный опыт. М.О.К. за которым мы признаем его авторитет настолько, что наша Ассоциация будет лишь необходимым добавлением Международного Олимпийского Комитета, сможет изучать наши резолюции.

Поэтому, поддерживая предложение представителя Эфиопии, резумирую некоторые пункты.

1. Ассоциация должна быть основана.

2. Она должна представлять Национальные Олимпийские Комитеты и континенты к которым они принадлежат, ввиду того, что солидарность должна быть реальной и необходимо, чтобы ответственность распределялась между всеми континентами.

3. Ассоциация должна иметь следующие органы: Председателя, небольшую коллегию, Координирующий Комитет и всеобщую ассамблею.

И для того, чтобы деятельность нашей Ассоциации была в дополнение, а не против деятельности М.О.К.а, мы предлагаем, чтобы в Координирующем Комитете и во всех других органах ассоциации, включая коллегию, количество членов М.О.К.а было бы ограниченным.

Таковы наши предложения, и после многих выступлений, среди которых выступление представителя Скандинавских стран, мы думаем, что наше совещание пожелает согласиться в принципе с созданием Ассоциации и назначит комиссию для разработки устава и регламентов с тем, чтобы определить рамки совместной деятельности с Международным Олимпийским Ко-

Милан Эрчеган

Член Олимпийского Комитета Югославии

Господин Председатель, господа, перед нами проект, конкретное предложение. Речь идет об Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов. Мы говорим здесь между собой об Ассоциации, о федерации Комитетов, а так же для её основания о конференции, о новом съезде. По всей вероятности, большинство выраженных здесь мнений, не отражают пожеланий Национальных Олимпийских Комитетов. Было много сделано для того, чтобы желания, запросы и предложения Национальных Олимпийских Комитетов нашли свое отражение: речь идет об окончательных предложениях и решениях. На таких совещаниях до сих пор много говорилось без того, чтобы прийти к положительным результатам с тем, чтобы те, кто руководит Олимпийским движением, к этому прислушивались.

Имеется много мнений за и против основания и существования этих представительных органов. Нужно, чтобы мы обсудили вопрос между собой. Почему у нас возникла идеея основать такую Ассоциацию? Какова её цель? Существует уже М.О.К. и организуются встречи с ним Национальных Олимпийских Комитетов.

Но мы должны задать себе вопрос, участвуют ли Национальные Олимпийские Комитеты в решениях каких-либо вопросов и влияет ли их мнение на принимаемое решение, как например, по вопросам стоящим на повестке дня.

Почему мы считаем нужным встретиться дважды, дважды на неделе, первый раз в Риме, и спустя несколько дней в Мадриде? Ясно почему. Потому, что к нашему голосу не прислушиваются. Мы должны сделать так, чтобы постепенно наши пожелания и наши нужды принимались во внимание и удовлетворялись. Давайте говорить откровенно: нам необходимо встречаться, обсуждать вопросы, искать путь с тем, чтобы проводить в жизнь запросы Национальных Олимпийских Комитетов.

Как мы назовем этот путь - не столь важно: федерация, ассоциация, конференция, съезд Национальных Олимпийских Комитетов...

На наш взгляд, настоящая конференция уже является предложенной Ассоциацией и её не надо считать чем-то заменяющем совещание Международного Олимпийского Комитета. И как бывает на этих совещаниях, мы не должны лишь обсуждать, не имея права решать.

Ассоциация должна бы гарантировать будущее и дать Национальным Олимпийским Комитетам, как членам Олимпийской семьи, право действовать. Это и является основным фактором для развития Ассоциации. Такова конференция, такова Ассоциация которую мы желаем.

Мы ещё раз желаем поздравить господина Онести с идеей основать такую организацию, которая послужит основой для того, чтобы дать Национальным Олимпийским Комитетам власть в рамках требований, выдвинутых двенадцать лет тому назад.

Мы знаем, что путь будет длинен. И все же я желаю ещё кое-что сказать по поводу этой цели, до которой ещё далеко. Мы не желаем принижать роль М.О.К.а в руководстве Олимпийскими играми, но считаем необходимым привлечь внимание заинтересованных на то, что движение, поддерживаемое таким большим количеством Национальных и Международных спортивных организаций, не может служить делу человеческого прогресса и мира, если в решении основных вопросов этого движения, не принимают участия все заинтересованные и со всех частей света т. е. М.О.К., представители Международных Спортивных Федераций и Национальные Олимпийские Комитеты.

На наш взгляд, спортивное пополнение Национальных Олимпийских Комитетов состоится лишь тогда, когда они будут участвовать в разработке программ Олимпиады, и в выборе места, где будут проводиться игры.

Для того, чтобы добиться цели, которую мы ставим перед собой, необходимо на собраниях нашей Ассоциации свободно и совместно обмениваться опытом и выражать наши мнения по

международным вопросам в области спорта, которые Международный Олимпийский Комитет должен учитывать.

Среди вопросов, которые было бы целесообразно включить в повестку дня следующей конференции, мы хотим указать следующее: права и обязанности Национальных Олимпийских Комитетов. Кроме того, мы должны бы разработать ориентировочную программу, осуществление которой стало бы целью борьбы нашей Ассоциации на последующие годы. Нужно предпринять все возможное, чтобы наша Ассоциация нашла силы, необходимые для осуществления задач, поставленных перед собой. Мы ни в коем случае не должны довольствоваться выдвижением предложений и дискуссией, а должны добиваться проведения в жизнь решений, принятых Национальными Олимпийскими Комитетами, на чьих плечах держится олимпийское движение: решения, естественно, которые М.О.К. примет и сочтет правильными. Решения, которые мы примем, будут отражать волю большинства т. е. тех, кто участвует в качестве первых актеров в Олимпийских играх и в развитии Международного Олимпийского движения.

Поэтому мы должны создать Ассоциацию, которая боролась бы в М.О.К.е за права Национальных Олимпийских Комитетов, которые уже высказали свои взгляды и в эти три дня рассмотрели много вопросов с тем, чтобы найти им решение.

Спасибо.

Жан Вейман

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Швейцарии

Господин Председатель, Дамы, господа, интерес, проявленный в прениях, показывает на необходимость основания нашей Ассоциации. Такой опыт должен быть проведен, но в какой форме? В этом вопрос.

Мы не должны забывать того, что цель, которую мы преследуем, направлена на укрепление и урегулирование Олимпийского движения. Мы желаем, чтобы Международный Олимпийский Комитет прислушивался не только к голосу Международных Федераций, но и Национальных Олимпийских Комитетов. Для того, чтобы добиться этой цели, мы явно должны располагать организацией, схожей с той, которая есть у Международных Федераций. Но нужно ли сразу забегать так далеко? В этом вопрос. И действительно, обсуждаемый нами проект идет далеко за пределы деятельности Международных Федераций. Мне он кажется слишком строгим для организации, которая только что зарождается и не имеет решающего слова, а носит лишь совещательный характер.

С другой стороны, созданная так, сразу, организация толкнула бы международные организации поступить таким же образом. В этом случае, мы рискуем быть свидетелями конца олимпийского движения, образования соперничествующих групп все более замкнутых организаций. Всё это поставило бы под угрозу само движение.

Поэтому, Швейцарский Олимпийский Комитет считает, что нужно сдержать энтузиазм и не нужно терять здравого смысла и чувства действительности.

Поэтому, мы предлагаем действовать этапами, и в качестве первого организоваться так же, как организованы Международные Федерации, чего до сих пор не было сделано.

Давайте решим сегодня, что мы вновь все встретимся в городе, где состоится следующая встреча между Национальными Олимпийскими Комитетами и Исполнительным Комитетом М.О.К.а. Давайте увидимся до этой встречи: назначим сегодня Председателя, которому поручим организовать нашу новую встречу в городе, который окажет нам гостеприимство, с обсуждением повестки дня, ранее проконсультировавшись с Национальными Олимпийскими Комитетами.

Назначим сегодня, как предложили наши шведские друзья, комитет, которому поручим

Italimo

подготовить почву и программу нашей следующей встречи. На ней мы обсудим, целесообразно ли и в интересах ли Олимпийского движения основать формально организацию с её уставом и постоянным Комитетом и Секретариатом.

Что же касается Председателя нашей будущей сессии, Швейцарский Олимпийский Комитет был бы рад, если бы сегодня им был избран тот, кто со столь большим умением руководил нашей дискуссией т. е. Председатель Итальянского Национального Олимпийского Комитета, господина Онести. Швейцарский Олимпийский Комитет желает, чтобы по этому поводу совещание приняло резолюцию.

Спасибо.

(аплодисменты)

К. Санди Дункан

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Великобритании

Господин Председатель, дамы, господа, это очень деликатный вопрос. Скандинавские и Голландские друзья заявили, что нужно больше времени для изучения этого вопроса. Я вполне согласен с ними. Наш Швейцарский друг сказал, что мы должны более глубоко и внимательно изучить предложение и создать для этого специальный Комитет. Это тоже может быть целесообразно. Вообще, господин Председатель, мы получили эту рекомендацию и эту повестку дня только несколько дней тому назад. Я, например, не в состоянии высказать определенного суждения по этому аргументу, до тех пор, пока он не будет изучен со стороны моего Национального Олимпийского Комитета. Лично я не очень уверен, что создание Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов дело полезное, желательное мудрое и что его можно осуществить: но этот вопрос очень важный и должен быть глубоко изучен. Все — таки, господин Председатель, многие Национальные Олимпийские Комитеты, и несомненно Комитет моей страны — считают большой привилегией быть в контакте и непосредственно вести переговоры с Международным Олимпийским Комитетом.

Спасибо.

Гауденсио Луис Да Сильва Коста

Член Олимпийского Комитета Португалии

Господин Председатель, в моем предыдущем выступлении, я уже благодарил Вас и И.Н.О.К. за всё, что вы сделали, но после двух или трёх совещаний, я ещё лучше понимаю цену вашего дела. Прошу принять благодарность за изумительную работу от Олимпийского Комитета Португалии.

Относительно вашего предложения, мы в принципе согласны, потому что мы уверены, как ясно сказано в статье первой, мы верим в необходимость создания Ассоциации, целью которой является налаживание более тесных связей между Национальными Олимпийскими Комитетами, не принижая ни в коем случае престижа Международного Олимпийского Комитета. Но по аплодисментам я мог констатировать, что предложение Швейцарского делегата получило большинство голосов, я присоединяюсь также и к этому предложению: т. е. и вполне согласен и поздравляю Вас с избранием в Председатели Комитета, которому поручено изучение вопроса. Я рад, что изучать вопрос будете Вы и Ваши сотрудники, так что на будущем конгрессе в городе, где соберется М.О.К., мы все будем иметь возможность внимательно обсуждать работу, которую вы уже подготовили, рассмотрев детально устав.

Спасибо.

Аурел Дума

Председатель Олимпийского Комитета Румынии

Господин Председатель, дамы, господа, от имени Олимпийского Комитета Румынии хочу выразить наше мнение о роли и важности выполненных задач Национальными Олимпийскими Комитетами и олимпийском движении, и пользуясь этим случаем, чтобы поздравить Председателя Онесторе и И.Н.О.К. за инициативу создания Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов. Это означает шаг вперед в мировом олимпийском движении.

Действительно, Национальные Олимпийские Комитеты благодаря своему вкладу в организацию Олимпиады играют жизненную незаменимую роль: их деятельность полностью направлена на защиту и развитие олимпийского движения, на распространение физической культуры и любительского спорта в более широких слоях населения. Расширяя горизонты, завязывая связи в спортивной среде всех стран - они проводят ценную работу на благо всеобщего мира.

Благодаря развитию спорта во всем мире и усилий Национальных Олимпийских Комитетов, в Олимпиаде в Токио участвовали спортсмены 94-х стран, в то время, как известно, в предыдущих Олимпийских играх участвовали спортсмены 56-ти или 59-ти стран.

Только Национальные Олимпийские Комитеты имеют полномочия записывать спортсменов на олимпийские игры. Их цель развивать Олимпийское движение и любительский спорт и заставить уважать правила Международного Олимпийского Комитета. Национальные Олимпийские Комитеты организуют и контролируют также представительства их стран на олимпийских играх, заботятся о снаряжении, транспорте и пребывании делегаций, участвующих в Олимпиаде.

Не уменьшая ни в коем случае роль М.О.К.а как координирующего органа и организации Олимпийских игр, можно действительно сказать, что самые большие трудности и ответственность за их организацию несут Национальные Олимпийские Комитеты. Все-таки, в настоящее время Олимпийские Комитеты, без которых Олимпиады не могли бы существовать, играют действительно второстепенную роль в руководстве Олимпийским движением. Они не только лишены права голоса, но с ними даже не консультируются в разработке Олимпийской программы и в выборе города, где будут проходить игры, и не консультируются также по вопросу об изменении правил М.О.К.а. Их не консультируют при распределении фондов, получаемых от Олимпийских игр и также, когда утверждаются правила, касающиеся спортсменов участвующих в Олимпийских играх: и т. е. о любительстве, о длительности коллективных тренировок и так далее.

Это положение является известным тормозом для развития олимпийского движения и прямым нарушением демократических правил, которые в современном обществе всё более широко применяются, как обязательные.

Невозможно не заметить, что даже относительно Международных Федераций из-за спортивной дисциплины, Национальные Олимпийские Комитеты играют незначительную роль в международном, олимпийском и спортивном движении. Мы все знаем, что на конгрессе Международных Федераций, Национальные Федерации имеют неограниченное право выражать свое мнение и решать голосованием о политике и деятельности Международных Федераций и также о проблемах каждого вида спорта.

Я думаю, дорогие коллеги, что вы все согласны относительно того, что регламенты и отношения между Международным Олимпийским Комитетом и Национальными Олимпийскими Комитетами, установленные несколько десятков лет тому назад, не соответствуют больше современному положению, когда в Олимпийских играх заинтересованы 118 стран.

Уже сейчас очевидно, что условием для улучшения игр и для уважения принципов олимпийского движения, является изменение и усовершенствование коренным образом системы сотрудничества между Международным Олимпийским Комитетом и Национальными Олимпийскими Комитетами. Вот почему, мы согласны относительно создания Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов, цель которых борьба за укрепление роли Национальных Олимпийских

Комитетов в олимпийском движении всего мира. Мы согласны также с образованием Координирующего Комитета Ассоциации под руководством коллеги Джулио Онести и с тем, чтобы этому Комитету были поручены задачи и обязанности о которых говорилось раньше. Но мы хотим ещё предложить вам чтобы на будущем собрании была принята резолюция, рекомендующая М.О.К.у включить в повестку дня своей очередной сессии изменение хартии, в смысле признать важную роль Национальных Олимпийских Комитетов в отношении олимпийского движения и изменить существующие отношения между бюро и Национальными Олимпийскими Комитетами, отношения, которые, на наш взгляд, не соответствуют принципам которые уважались бы сегодня в международных отношениях. Бесспорно, что если бы М.О.К. прислушивался бы к Национальным Олимпийским Комитетам по вопросам, относящимся к олимпийскому движению, то дело решалось бы с выгодой для самого олимпийского движения. Это может быть достигнуто, прежде всего, благодаря согласованного, между М.О.К.ом и Национальными Олимпийскими Комитетами, выбора города, организующего игры. Кроме того, было бы целесообразным, чтобы для решения важнейших вопросов, М.О.К.ом была бы образована комиссия в которую входили бы члены М.О.К.а и представители Национальных Олимпийских Комитетов. Эта комиссия должна бы изучать вопросы, собирать мнения и обрабатывать разные точки зрения для представления их на рассмотрение М.О.К.а и Национальных Олимпийских Комитетов.

Принимая во внимание выдвинутые здесь предложения относительно устава Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов и вопросов, препятствующих образованию нового органа, мы присоединяемся к предложениям выдвинутым другими коллегами и тоже предлагаем создать комиссию от пяти до семи представителей Национальных Олимпийских Комитетов разных стран. Эта комиссия, учитывая прения которые имели место в настоящем собрании, ещё раз изучит проект устава Ассоциации и сообщит результаты всем Национальным Олимпийским Комитетам с тем, чтобы они могли внимательно его изучить, затем, собрав все дополнения, представит его на утверждение. Устав, таким образом, усовершенствованный будет обсуждён на следующей встрече.

И так, с помощью всех Национальных Олимпийских Комитетов, мы сможем заложить действительно солидную основу на которой можно будет работать в следующей встрече Национальных Олимпийских Комитетов.

Надеюсь, что наши предложения будут поняты, как выражение нашего сердечного желания способствовать усилению олимпийского движения.

Спасибо.

Жуан Антонио Самарах

Вице Председатель Олимпийского Комитета Испании

Господин Председатель, господа, я сделаю все возможное, чтобы изложить мнение Олимпийского Комитета Испании, как можно короче.

В принципе, мы согласны с идеей создания этой Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов. Это может быть положительным началом для спорта: особенно, если эти собрания будут проходить переодически они смогут оказать большую помощь в решении наших вопросов.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа, может быть следует сделать перерыв? Если вы не против, прервем заседание на 15 мин., чтобы всем вместе выпить кофе.

(Перерыв 15 мин.)

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа Председатели, снова прошу извинения за опоздание в возобновлении работ. Во всяком случае, мы можем вас заверить, что не теряли напрасно времени, так как считаю, что работа по координации проведенная нами в беседах со многими из вас, поможет дальнейшим работам встречи по последнему вопросу, удовлетворив, как я думаю, всех.

Четвертый вопрос: Региональные игры *(продолжение)*

Перед тем, как предоставить снова слово представителю Олимпийского Комитета Испании, господину Самарах, зачитаю снова текст резолюции по Региональным играм, который был вам всем роздан.

« Национальные Олимпийские Комитеты собравшиеся в Риме, рассмотрев вкратце историю Региональных Игр, территориальных, местных, групповых считают, что они являются важным рычагом, стимулирующим олимпийские идеалы и, следовательно, как Международный Олимпийский Комитет так и Национальные Олимпийские Комитеты и Международные Спортивные Федерации должны бы обращать на них особое внимание. Выражают пожелание, чтобы их регламентация была бы ещё более глубоко изучена Международным Олимпийским Комитетом и Международными Спортивными Федерациями. Предлагают Международному Олимпийскому Комитету придерживаться следующих критериев:

1. На игры носящие определенное географическое наименование, должны приглашаться все Олимпийские Комитеты данной области с единственным требованием и т. е., чтобы они строго придерживались олимпийских правил. Только в этом случае, Олимпийский Спортивный Комитет и Международные Спортивные Федерации могут поддержать и признавать такие игры.

2. На игры, не имеющие характер территориального ограничения и, следовательно, не носящие такого наименования, разрешено свободное приглашение по выбору организаторов, но согласно ограничениям и правил Международных Спортивных Федераций.

Шестой вопрос: Общее развитие Н.О.К.ов *(продолжение)*

И обращаются, следовательно, к Международным Спортивным Федерациям с тем, чтобы они содействовали всем играм, пропагандирующим спорт с единственной целью помогать организации двухсторонних или многосторонних встреч, особенно в странах, где спортивные организации нуждаются в помощи, в советах, в понимании.

Основным условием остается то, чтобы эти встречи ставили перед собой единственную цель - развитие олимпийских идеалов ».

Думаю, что мы учли все замечания. Переходим, следовательно, к прениям по последнему вопросу повестки дня.

Господа Председатели, очень было любезно с вашей стороны назначить меня Председателем Ассамблеи. Я не настолько не самокритичен, чтобы не понимать, что пел себя не как обычно: был иногда резок и гнал обсуждение вопросов с тем, чтобы поскорее их закончить. Я сожалею об этом. Но не надо терять из виду основной цели. Весь спортивный мир и не только спортивный смотрит на нас и мы должны прийти к каким-либо выводам.

Перед тем, как перейти к обсуждению последнего вопроса повестки дня, я желаю вас сердечно поблагодарить за сотрудничество, за содержательные выступления и за терпение к переводчикам, вы ко мне отнеслись.

Слово представителю Испании, господину Самарах, которому передаю извинение [illegible] переводчицы за то, что его выступление было прервано. Прошу, господин Самарах.

Жуан Антонио Самарах

Вице Председатель Олимпийского Комитета Испании

Господин Председатель, господа делегаты, изложу вам вкратце мнение Испанского Национального Олимпийского Комитета, который в принципе согласен с предложением основать Ассоциацию Национальных Олимпийских Комитетов. Мы думаем, что при хорошей ориентировке, она может оказать большую пользу спорту вообще и олимпийскому в частности. Она также значительно облегчит работу встреч Национальных Олимпийских Комитетов с Исполнительным Комитетом М.О.К.а и следующей весной мы сможем явиться на такую встречу, не теряя времени на прения между собой, а с едиными намерениями.

В тоже время, прослушав выступление некоторых коллег, мне показалось, что этой Ассамблее Национальных Олимпийских Комитетов желают придать другое значение, чем то, которое предвидилось в предложении разослатном нам в свое время И.Н.О.К.ом. Я желаю поэтому, привлечь внимание этого уважаемого собрания, на котором присутствуют представители 72 Национальных Олимпийских Комитетов к сегодняшнему выступлению коллеги из Филиппин. На наш взгляд, располагая 118 Национальными Олимпийскими Комитетами, записанные и признанные М.О.К.ом, мы переживаем исторический момент для судеб мирового спорта и должны этим воспользоваться как можно лучше.

Испанский Олимпийский Комитет не желает, чтобы на нашей встрече была основана Ассоциация Национальных Олимпийских Комитетов в противопоставление М.О.К.у. Наша работа должна быть направлена на единство. Мы должны создать организацию параллельную М.О.К.у и для сотрудничества с ним с тем, чтобы работать на благо олимпийской идеи и спорта. Было бы ошибочно не помнить в этот момент о мировом успехе Олимпийских игр, которые представляют собой лучшую пропаганду делу распространия спорта. И этот успех вытекает из работы М.О.К.а в сотрудничестве с Национальными Олимпийскими Комитетами.

Мы должны следовать по этому пути и не отходить от него. Поэтому Испанский Олимпийский Комитет вносит следующие предложения, сходные с предложениями выдвинутыми ранее некоторыми Национальными Олимпийскими Комитетами:

1. утвердить в общих линиях идею об основании Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов:
2. перенести на одну из последующих встреч принятие её окончательного устава;
3. поручить Комиссии, под руководством Председателя Джулио Онести, подготовить окончательную документацию, предоставив её на рассмотрение очередной встречи.

Испанский Олимпийский Комитет считает, что это самое мудрое решение т. к. нашей основной целью является достижение единства между всеми, кто работает на благо одних и тех же идеалов-спорт и олимпийское движение.

Рауль Муле

Председатель Олимпийского Комитета Бельгии

Господин Председатель, господа, среди многих высказанных точек зрения, мы разделяем лишь одну тенденцию, выраженную Польшей, которая ясно показала причины некоторой спешки, проявленной Национальными Олимпийскими Комитетами, и их желание играть соответствующую роль в олимпийском движении. Представители Швеции и Швейцарии выразили очень хорошо свое несогласие, советуя осторожность и глубокое изучение вопросов, хотя и заявили, как кажется, что они в принципе согласны с нашей деятельностью.

Я попытаюсь изложить мнение, которое позволит, на мой взгляд, выдвинуть конкретное предложение. Давайте, во-первых, признаем авторитет и деятельность М.О.К.а. Успех игр и олимпийского движения представляют собой большой кредит в его пользу. Система пополнения его членов может и удивлять, но в тоже время является гарантией против давления из вне, возможных коалиций, разного рода вмешательств, и она должна быть сохранена.

Второе: современный спорт принял огромные размеры, он стал социальным фактором, наукой, политикой в заполнении свободного времени. Он требует постоянного изучения с тем, чтобы наше движение поощряло его развитие. Это должен делать, естественно, М.О.К., но и Национальные Олимпийские Комитеты.

Мы должны поставить перед собой вопрос, кто может это делать лучше? И дать на это ответ: М.О.К. и Национальные Олимпийские Комитеты. Но чтобы иметь возможность действовать и помогать этом делу, мы Национальные Олимпийские Комитеты должны иметь свою организацию.

И.Н.О.К. предложил нам одну: учтем её в принципе, и скажем этому принципу - « да ». Мы находимся здесь в качестве членов основателей, и « да », которое мы произнесем в отношение нашей Ассоциации на службе М.О.К.а, будет свидетельством в Мадриде достигнутого убеждения в важности Национальных Олимпийских Комитетов.

Что же касается других вопросов, перед нами замечательное предложение Председателя Олимпийского Комитета Швейцарии-оно безупречно. Пусть это наше убеждение ознаменует начало нового этапа. Мы должны явиться в Мадрид с принципиальным « да ».

Предлагаю господину Председателю поставить перед этой Ассамблеей на голосование поднятием руки, следующие предложения:

1. принципиальное « да »,
2. предложение внесенное господином Председателем Олимпийского Комитета Швейцарии.

Благодарю.

Хуг Вейер

Вице Председатель Олимпийского Комитета Австралии

Господин Председатель, дамы, господа, как и другим делегатам, выступившим сегодня этот важный пункт повестки дня был нам сообщен лишь по прибытию в Рим, и поэтому мы находимся в том же положении, что и другие, то есть я также не имел возможности обсудить этот вопрос со своим Олимпийским Комитетом и, следовательно, не в состоянии изложить его точку зрения.

В одном из выступлений, делегатам было предложено высказаться « за » или « против » предложения. Так как у меня не было возможности обсудить вопрос со своим Комитетом, я выскажу лишь свое личное мнение, которое, думаю, соответствует мнению и нашего и моего Комитета - и я против предложения в том контексте, в котором оно выдвинуто. Я разделяю мнение некоторых выступавших и то есть представителей Швеции и Швейцарии и других стран, советуя отложить вопрос для более глубокого его изучения.

Думаю, что это будет наиболее мудрым решением, так как перед нами очень важный вопрос. Было бы неплохо, установить заранее целесообразность основания такого рода организации и ее содержание. Советую, не настаивать пока на этом предложении.

Хочу напомнить, что на протяжении почти семидесяти лет Олимпийское движение и Олимпийские игры жили спокойной, цельной и положительной жизнью. От простых первых Олимпийских игр, состоявшихся в Афинах в 1896 году до изумительных игр, состоявшихся в Риме в 1960 году и до богатых игр в Токио в 1964 году, мы отмечаем огромный успех Олимпийского движения и всех тех, кто организовывал игры и соревнования. Я спрашиваю себя, что будет с нашим движением организованном так как есть?

Мне кажется, что широко распространилось желание иметь все большее влияние на

пийское движение. На знаю, может быть этого желают демократические принципы, но не забывайте, что на этом совещании присутствуют делегаты многих стран, но в тоже время, многие страны на нем не представлены.

Поэтому, собрать делегатов 117 Национальных Олимпийских Комитетов означает создать намного более широкую встречу, чем настоящая. И это может породить новые трудности в принятии решения.

Когда я вначале своего выступления сказал, что сомневаюсь в целесообразности основать новый орган, желал указать также на трудности связанные с ним. Могут быть и важные причины толкающие на основание Ассоциации Олимпийских Комитетов, и я считаю, что их нужно внимательно анализировать и изучить с тем, чтобы разобраться в них. Опасность нашей идеи в следующем: вы создадите организацию Национальных Олимпийских Комитетов как компетентный орган, выражающий общую волю, но я желаю подчеркнуть, что по всей вероятности, вы столкнетесь с очень различными мнениями. С другой стороны, перед нами может возникнуть другая сходная организация, созданная на основе объединения Международных Спортивных Федераций. С другой стороны, существует М.О.К. и я принимаю во внимание тот факт, что их мнения могут быть совершенно различными и что, следовательно, будет очень трудно прийти к соглашению. Что случится в этом случае? Откроется борьба между тремя организациями и если в такой обстановке не будет проявлено достаточной осторожности, замечательное олимпийское движение распалось бы на части - движение которое, как я уже говорил, родилось восемьдесят лет тому назад и переживает сегодня блестящее развитие.

Если вы не будете осторожными, то придете к этому. Я лишь представляю себе, что могло бы произойти, но это могло бы случиться в действительности. Думаю, что вы бы поступили правильно, учитывая это обстоятельство.

Поэтому, господин Председатель, дамы, господа, единственное и лучшее, что я могу сделать пока - это выступить против предложения, в тоже время, я считаю его достойным изучения и поддерживаю тех, кто предложил отложить вопрос.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Если есть ещё желающие выразить свою точку зрения до того, как мы внесем дополнительные предложения, прошу их записаться. Записались выступать Корея и Япония. Прошу сообщить имена тех, кто желает ещё выступить.

Слово представителю Олимпийского Комитета Кореи. Прошу.

Санг Бек Лее

Председатель Олимпийского Комитета Кореи

Господин Председатель, делегаты, советую проявить максимальное внимание и осторожность в рассмотрении этого вопроса. Желаю также внести предложение, связанное с финансированием поездок делегатов на совещание Ассамблеи.

На наш взгляд, такого рода организация будет иметь много целей, сможет ставить и решать много вопросов и которых особенно заинтересованы страны на пути к развитию.

Но ясно, что основная функция Национальных Олимпийских Комитетов состоит в сотрудничестве с М.О.К.ом и разработке программ Олимпийских игр. В тоже время, может быть полезным, чтобы Национальные Олимпийские Комитеты встречались иногда для совместного обсуждения своих вопросов.

Это нужно делать в тесном сотрудничестве с М.О.К.ом Такое сотрудничество необходимо, но не нужно оказывать никакого давления на Международный Олимпийский Комитет.

Спасибо.

Дзунеёши Такеда

Председатель Олимпийского Комитета Японии

Перед тем, как выразить свои замечания о предложении основать Ассоциацию Олимпийских Комитетов, желаю воспользоваться случаем, чтобы поблагодарить Итальянских друзей, Председателя Онести, Генерального Секретаря И.Н.О.К.а за организацию в Риме этой исторической и важной встречи.

Мы знаем, на основе опыта состоявшихся игр в прошлом году в Токио, что для того, чтобы организовать эту незабываемую встречу, им пришлось много поработать.

Перехожу к вопросу об основании Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов. Основываясь на наших крепких связях с олимпийским движением и на опыт, приобретенный во время организации Олимпийских игр в ТОКИО, мы полностью разделяем высказанные здесь многими нашими друзьями мнение, они подчеркнули успехи достигнутые в распространении олимпийского движения во всем мире: успехи которые были бы ещё значительное если бы существовало тесное сотрудничество между Национальными Олимпийскими Комитетами, М.О.К.ом и Международными Спортивными Федерациями.

Мы признаем также важность основания организации Национальных Комитетов с целью разрешать вопросы, стоящие перед олимпийским движением но думаем, что не надо спешить с основанием столь важной организацией. Создав такую организацию, мы должны сделать так, чтобы она могла работать как постоянный орган, на что потребуется много времени, много сил и жертв.

Я думаю, что этот вопрос нужно заранее очень внимательно изучить. Мы поддерживаем предложение нашего Швейцарского друга и предлагаем как можно быстрее создать Комитет и поручить ему изучение вопроса.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Спасибо Вам, господин Председатель. Слово Председателю Олимпийского Комитета СССР.

Игорь Казанский

Вице Председатель Олимпийского Комитета СССР

Господин Председатель, господа, мы в настоящее время обсуждаем чрезвычайной важности вопрос. Речь идет о том, чтобы Национальные Олимпийские Комитеты могли чаще встречаться, могли обмениваться опытом своей работы, могли обмениваться информацией и могли тем самым способствовать ещё более широкому развитию олимпийского движения во всем мире.

Конференция, которая проходит сейчас, я думаю у нас с Вами будет единодушное по этому поводу мнение, организована отлично и она дает уже отличные результаты.

Мы с вами обсудили несколько проблем:

1. О независимости Олимпийских Комитетов.
2. О политическом вмешательстве в спорт.
3. О любительстве.
4. О Региональных и Олимпийских играх.
5. О числе представителей, сопровождающих Олимпийские Команды.

И по всем этим вопросам мы нашли согласованные единые мнения и позиции. Мы [illegible] приедем в Мадрид и можем сказать Международному Олимпийскому Комитету: о Ваших мнения по этим вопросам. Просим к этому мнению прислушиться, просим эти предложения

изучить и принять ». Потому, что они, эти предложения направлены на то, чтобы ещё более укрепить связи Международного Олимпийского Комитета, которые являются основой олимпийского движения во всем мире.

У нас сейчас идет широкая дискуссия, должна ли быть Ассоциация Национальных Олимпийских Комитетов или не должна. Мы должны создать свою Ассоциацию по примеру Международных Спртивных Федераций, которые уже создали свою Ассоциацию под председательством полковника Рассела. Они успешно обсуждают и решают вопросы, связанные со спортивно-технической стороной проведения международных соревнований и прежде всего Олимпийских игр. Я думаю, что по аналогии вполне логично создать и нам Ассоциацию Национальных Олимпийских Комитетов, которая могла бы систематически, раз в год встречаться и обсуждать наболевшие проблемы а таких проблем у нас с вами очень и очень много.

Я думаю, что мы ни в коем случае и ни у кого нет такой мысли, чтобы создание этой Ассоциации преследовало цель разрыва с Международным Олимпийским Комитетом.

Наверное, нас не удовлетворяли те совещания, которые проводились ранее, когда мы собирались, часто не зная заранее повестки дня и не имея возможности ввиду краткости времени, высказать свои предложения свои мнения, и таким образом, в течение двух-трех часов проведя совещание - вновь расходились. Теперь такого положения не будет.

У нас есть резолюция, у нас есть документы, над которыми члены М.О.К.а могут подумать, поразмыслить и принять их. Поэтому, мнение Олимпийского Комитета СССР таково: мы должны в принципе поддержать предложение наших итальянских друзей о создании Ассоциации. И если сию минуту мы не готовы к тому, чтобы утвердить устав, то мы не возражаем против того, чтобы создать сейчас Комитет во главе с президентом Д. Онести, который мог бы выработать, с учетом обмена мнениями на нашей конференции, подробные предложения для того, чтобы эта организация могла продуктивно действовать.

Спасибо за внимание.

Заключения господина Арманд Массард по всем вопросам

Арманд Массард

Председатель Олимпийского Комитета Франции

Господин Председатель, господа делегаты, как я уже говорил вчера, Французский Олимпийский Комитет желает присоединиться к хору похвал в адрес Итальянского Олимпийского Комитета и его Председателя господина Джулио Онести и господина Гаррони.

Меня вчера тронуло ряд очень существенных и, может быть, точных выступлений. Также меня удивили последние выступления наших коллег Председателей Комитетов Швейцарии, Бельгии, Румынии и Польши. Слишком много говорилось о влиянии Международных Федераций и Национальных Олимпийских Комитетов.

Для Международного Олимпийского Комитета — я уже говорил, что не может быть равенства между ними — Национальные Олимпийские Комитеты являются как бы законными детьми, в то время как Международные Спортивные Федерации - незаконнорожденными, требующие признания и договорившиеся лишь об одном и то есть получать деньги в ущерб Национальных Олимпийских Комитетов.

Я уже выступал против этого. И большую поддержку окажет в этом деле группа, созданная Председателем Онести и которую можно было бы основать только в Риме. Это окажет большую помощь в изменении судьбы нашего старого М.О.К.а, нуждающегося в поддержке и которого нужно проинформировать о согласованных и принятых здесь решениях.

Многие страны не знают, что происходит в М.О.К.е. И вина наша, т. е. М.О.К.а в том, что

он не сообщил заранее, что многие вопросы, обсуждаемые здесь в Риме, уже обсуждались Международным Олимпийским Комитетом и что они находятся на пути к быстрому разрешению.

Я их коротко изложу. Независимость Национальных Олимпийских Комитетов за которую мы боремся, встретив полное единогласие присутствующих, будет несомненно на первом плане и на этот раз Национальные Олимпийские Комитеты на пути к развитию и которым угрожает опасность оказаться подавленными, найдут несомненно защиту. Это очень важно, и я желаю подчеркнуть этот факт.

Второй вопрос: финансирование Национальных Олимпийских Комитетов. Он связан с другим. Мы укажем М.О.К.у, что он оказал денежную помощь Международным Спортивным Федерациям (на последнем совещании Исполнительного Комитета с Международными Федерациями выяснилось, что эта помощь была недостаточной и Международные Федерации выдвинули новые требования), в то время, как в данный момент Международные Федерации не имеют срочных нужд, а Национальные Олимпийские Комитеты, особенно вновь основанные, организующие игры испытывают большую нужду. И по этому вопросу я полностью согласен с вами. И я готов поддержать ваш тезис об абсолютной необходимости финансировать Олимпийские Комитеты на пути к развитию, в пользу которых мой французский коллега при М.О.К.е граф Бумонт действовал, оказывая им постоянную поддержку. Что же касается любительского спорта, я не выступил, потому что об этом говорят уже много лет, от Олимпиады к Олимпиаде. Мы ограничили свой запрос просьбой быть не столь строгими, как того требует М.О.К., так как считаем необходимым идти в ногу со временем, и спортсмены, имеющие определенные занятия, мы не можем говорить о профессии гарантирующей будущее, потому что неизвестно, есть ли такая, должны получать помощь для того, чтобы заниматься спортом. Тот факт, что они не бросают свою профессию, отличает их от спортсменов профессионалов. Это расширяет рамки вопроса и вы это поняли, согласившись с тем, что это должно быть отражено в окончательной резолюции.

Что же касается региональных игр, боюсь, что нам придеться об этом ещё много говорить так как этот вопрос уже изучается. Региональные игры в сравнении с Олимпийскими являются как бы континентальными на которых происходит отбор для участия в Олимпийских играх. В этом случае им придается совершенно другой характер и значение, чем это делалось ранее. Развернувшаяся по этому вопросу дискуссия, мне кажется преждевременной, потому что думаю, что огромные размеры современных Олимпиад заставят нас сократить количество спортсменов, Федераций или виды спорта. Когда мы к этому придем, можно будет официально поручить континентальным играм стать отборочными играми в подготовке к Олимпиаде.

Что же касается официальных сопровождающих лиц, вместе со Шведским коллегой Бори Клун, я представил доклад по резолюции, принятой единогласно М.О.К.ом, и затем аннулированной на Московском съезде. Мы были вынуждены, поэтому, сократить число официально сопровождающих лиц, врачей и тренеров.

Например, команда, состоящая из менее чем тридцати спортсменов, сколько врачей должна иметь? Ввиду того, что врачи играют важную роль в Олимпийских играх из-за широкого развития и высокого уровня современного спорта. Желательно иметь одного добавочного врача на каждые тридцать участников игр и одного добавочного санитара на каждые двадцать спортсменов. Наши запросы, как видите, шире чем те, которые были выдвинуты здесь.

Шестой вопрос: Общее развитие Н.О.К.ов *(продолжение)*

Я вам об этом говорю, лишь для того, чтобы показать, что мы занимались этими [illegible] и что Международный Комитет естественно должен будет учесть предложение этой встречи, на которую собрались многие Национальные Олимпийские Комитеты, которые до [illegible]

имели возможности в таком широком согласии выразить М.О.К.у свои пожелания. На этот раз, по всей вероятности, они будут иметь большее влияние на Международный Олимпийский Комитет, который их выслушает с большим интересом.

Я, следовательно, поздравляю Председателя Онести и господина Гаррони, уже работавшего со своим Председателем по организации игр в Риме, с большой работой проведенной здесь в деле основания новой организации. Но пусть она возникнет в поддержку и помощь Международному Олимпийскому Комитету, а не с тем, чтобы подорвать его устои и разрушить, чего некоторые боятся.

Спасибо, господин Председатель.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Пока записались выступать представители: Канады, Ирана, Венесуэлы, Манголии, Нигерии, Марокко, Португалии, Нидерландов, Ирландии, Конго - Браззавиль, Джамайки и Соединенных Штатов.

Господа, желаю представить вашему вниманию одно предложение. Многие из вас высказали пожелание закончить работы, по возможности, сегодня утром. Если вы не возражаете, продолжим работу. Вы согласны? Тогда желаю внести ещё одно предложение. Мы обсуждаем ещё выдвинутое предложение, а я уже желаю представить вам новое, и это не для того, чтобы лишить вас слова, с а тем, чтобы представить на ваше суждение новую точку зрения.

Господа, благодаря кропотливой работе, мы достигли единогласия по очень важным вопросам. Достигнуты соглашения между представителями 70 стран, пяти континентов по вопросам столько раз обсуждавшимся, но ни разу не решенным, является огромным успехом. Давайте посмотрим сможем ли мы этого же достигнуть по последнему вопросу повестки дня. Я предлагею вам новое решение и зачитываю его:

« Установив, что в общем Ассамблея согласна основать орган, объединяющий все Национальные Олимпийские Комитеты для лояльного и действительного сотрудничества с Международным Олимпийским Комитетом на основе его правил, принимается решение назначить Комитет по координации и изучению вопросов, которому поручить разработку организационных устоев такой Ассоциации. Затем, они будут предоставлены на рассмотрение всех Национальных Олимпийских Комитетов и обсуждены и приняты на следующей встрече ».

Слово представителю Олимпийского Комитета Канады.

Х. В. Хоппенер

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Канады

Господин Председатель, всед за многими ораторами, выразивших Вам свою благодарность за проведенную работу, я тоже желаю поблагодарить Итальянский Олимпийский Комитет за организацию встречи и его гостеприимство. Но может быть ещё большее значение, чем проявленное гостеприимство — традициональное в этой стране — имеет тот факт, что вы впервые выдвинули определенную программу на свободное и общее обсуждение между нами, Национальными Олимпийскими Комитетами всего мира.

Наравне с представителем СССР я желаю подчеркнуть, что эта встреча впервые дала нам возможность изучить многие обсуждавшиеся сегодня вопросы. Мы согласны с тем, что между Национальными Олимпийскими Комитетами и М.О.К.ом необходимо тесное сотрудничество, взаимопонимание и единство цели.

Мы согласны также с тем, что необходимо, чтобы в М.О.К.е были представлены многие важные страны, до сих пор не состоящие в нем. На мой взгляд, проект Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов тесно связан с развитием Олимпийского движения и его историей.

И поэтому мы считаем, что нужно внимательно изучить представленное предложение как с принципиальной точки зрения, так и учитывая будущее развитие.

Многие выступающие сослались на идеалы Олимпийского движения. Не надо забывать, дамы и господа, что мы деятели спорта, а не политики. Наша задача - поощрять развитие любительства во всех странах мира и встречаться в Олимпийских играх. Кроме того, я разделяю возражения по проекту резолюции представителей Великобритании и Австралии. До нашего приезда в Рим, нас не ознакомили с обсуждаемой резолюцией.

Другие выступавшие сослались на принципы демократии. Олимпийский Комитет Канады действует на основе демократических принципов, и я его Председатель не имею в данный момент никакой власти принять или отвергнуть резолюцию, не представив её проект на утверждение своего Олимпийского Комитета.

Ещё один вопрос. По поводу континентальных встреч или группового представительства в Ассоциации, желаю уточнить, что Олимпийский Комитет Канады всегда сотрудничал и будет продолжать это сотрудничество и обсуждал взгляды и точки зрения с другими Национальными Олимпийскими Комитетами, и поэтому согласен с необходимостью обмениваться взглядами и опытом. Но мы желаем подчеркнуть, что необходимо иметь в будущем свою независимую точку зрения. В этом причина того, что наш Комитет будет и в будущем поддерживать прямые связи с Международным Олимпийским Комитетом и Международными Спротивными Федерациями.

Учитывая важность вопроса, поддерживаю предложение, выдвинутое представителями многих стран и особенно Швейцарской делегации, отложить обсуждение вопроса до того, как он будет всесторонне изучен.

В заключение:

1. Поддерживаем зволюцию Олимпийского движения, но не резолюцию;

2. Если мы должны основать организацию, то должны, прежде всего, точно знать в каком направлении мы пойдем.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Извените, господа: представители Олимпийских Комитетов Португалии и Туниса предлагают резолюцию и, следовательно, имеют право выступить первыми. Слово представителю Португалии.

Гауденсио Луис Да Сильва Коста

Член Олимпийского Комитета Португалии

Господин Председатель, господа, желаю предложить на ваше рассмотрение резолюцию. Ввиду того, что по вопросу об основании Ассоциации Национальных Олимпийских Комитетов выступили уже многие из присутствующих, высказав свое мнение, и так как предложение Швейцарии и Испании резюмируют достаточно точно выступления, прошу записавшихся воздержаться от выступлений и перейти, следовательно, к голосованию резолюции, представленной Испанией в которой говорится приблизительно следующее:

1. принцип Ассоциации;

2. поручить комиссии изучить устав с тем, чтобы представить его на обсуждение последующей встречи;

3. поручить председательство этого Комитета господину Онести и, добавляю, чтобы сам господин Онести, на мой взгляд, назвал членов этого Комитета с тем, чтобы он был опробирован настоящим собранием.

(*Аплодисменты*)

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа, эти аплодисменты имеют свое значение. Многие желают кончить с этим вопросом. Демократически никого не желаю лишать слова. Предлагаю на ваше

утверждение выдвинутое предложение. Зачитываю снова предложенную резолюцию. Встреча должна решить, согласна ли она с ней:

« Установив, что в общем Ассамблея согласна основать орган, объединяющий все Национальные Олимпийские Комитеты для лояльного и действительного сотрудничества с Международным Олимпийским Комитетом на основе его правил, принимается решение назначить Комитет по координации и изучению вопросов, которому поручить разработку организационных устоев такой ассоциации. Затем, они будут представлены на рассмотрение всех Национальных Олимпийских Комитетов и обсуждены и приняты на следующей встрече ».

Давайте посмотрим, кто из вас, господа, против этой резолюции. Кто против, пусть поднимет руку.

Прошу.

Граф Де Бумонт

Член Олимпийского Комитета Франции и М.О.К.а.

Это предложение в помощь М.О.К.у?

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин граф Де Бумонт, перечитаю лишь первые строки: они звучат так:

« Установив, что в общем Ассамблея согласна основать орган, объединяющий все Национальные Олимпийские Комитеты для лояльного и действительного сотрудничества с Международным Олимпийским Комитетом... » и так далее.

Есть другие замечания по этому предложению?

(Аплодисменты)

Следовательно, господа, резолюция принята единогласно. Я глубоко вас благодарю за образование Комитета по координации и изучению вопроса. Но этот Комитет должен иметь Председателя. Ассамблея, следовательно, должна предложить Председателя Комитета покоординации и изучению вопроса.

Слово делегату Ирландии.

Те Лорд Килланин

Председатель Олимпийского Комитета Ирландии

Желаю поздравить Председателя Онести, и считаю, что он наиболее подходящая личность для образования только что принятого Комитета Но как подчеркнули многие делегаты, перед нами уйма вопросов, по которым мы не смогли проконсультироваться с нашими Олимпийскими Комитетами. Предлагаю, следовательно, поручить И.Н.О.К.у в сотрудничестве с другими Национальными Олимпийскими Комитетами, организацию, координацию и изучение вопроса.

Эпаминондас Петралиас

Член Олимпийского Комитета Греции

Одну минуту. Желаю сказать, что наиболее квалифицированной личностью для избрания в Председатели - это господин Онести, но меня опередили. Я желал сказать лишь это.

Стен Свенсон

Почетный Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Швеции

Господин Председатель, насколько я знаю, если использовать терминологию, которой пользуются в Парламентах, результатом прений является то, что вопрос отложен и мы сможем обсудить его в другой раз.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Кто ещё желает выступить? Слово господину Ганга из Олимпийского Комитета Конго - Браззавиль.

Прошу.

Жан Клод Ганга

Генеральный Секретарь Олимпийского Комитета Конго-Браззавиль

Господин Председатель, принимая во внимание выступления и единогласие встречи об основании Комитета по координации, желаю прежде всего, поздравить Вас с избранием в Председатели этого Комитета и, надеюсь что совещание пожелает поручить Вам предложить список членов Комитета которому будет поручено работать с Вами в редакции устава и который будет представлен на рассмотрение следующей встречи Национальных Олимпийских Комитетов.

Спасибо.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господа Председатели, я бесконечно благодарен вам за уважение и доверие которого, мне кажется, я не заслуживаю в такой мере. Я надеюсь, что последующей работой оправдаю его. Я вот уже на протяжении многих лет готов посвящать всю свою деятельность и свои скромные способности этой работе. Но вы поймете, конечно, что мне будет нужно ваше сотрудничество и особенно некоторых из вас. Я буду сейчас просить некоторых из присутствующих, список которых позволю себе зачитать для утверждения встречи, согласны ли они быть членами комиссии под моим председательством с тем, чтобы вместе в ней работать. Не желал бы, чтобы мой выбор был сочтен неуважением к остальным. Мы заслушали интересные выступления, разные предложения и прошу вас не думать, что мой выбор был сделан на основе оценки людей, потому что все мы были бы в состоянии благотворно сотрудничать.

Но так как количество членов должно быть небольшим, предложу Ассамблее избрать в эту комиссию следующие имена, которые зачитываю в алфавитном порядке:

Господин Андрианов-Советский Союз, генерал Кларк-Мексика, господин Корентин-Мали, господин Дункан-Великобритания, господин Ганга-Конго-Браззавиль, господин Чемаел-Либия, господин Такеда-Япония, господин Вейер-австралия, господин Вайман-Швейцария, господин Вильсон-Соединенные Штаты. Америки.

Вам решать, если эти люди могут оказать нужное сотрудничество, вы должны сказать, согласны ли вы с моим предложением или нет.

(Аплодисменты)

Прошу-Франция.

Арманд Массард

Председатель Олимпийского Комитета Франции

Господин Председатель, оцениваю сделанный Вами выбор, но лично желал бы, чтобы из этого Комитета были исключены члены М.О.К.а.

ПРЕДСЕДАТЕЛЬ: Господин Председатель, Олимпийского Комитета Франции, Вице Председатель М.О.К.а, в предыдущих пунктах повестки дня мы выступили против каких-либо расовых или религиозных ограничений и не понимаем почему нужно считать членов М.О.К.а какой - то особой неизбираемой рассой. Наше намерение - это сотрудничать с Международным Олимпийским Комитетом и если присутствующие желают того, мы счастливы, и для нас дело чести, чтобы сотрудничали с нами также и члены М.О.К.а.

Бесконечное спасибо.

(*Аплодисменты*)

Господа, Председатели, разрешите мне поблагодарить вас от имени членов только что избранного Комитета. Я извеняюсь перед ними за то, что предложил их избрание, но они представляют миры и идеологии, которых нужно усадить рядом с тем, чтобы вместе изучить решение вопросов. Благодарю всех вас. До свидания... и хорошего аппетита. Бесконечное спасибо. До свидания до встречи, надеюсь, сегодня вечером...

Прошу внимания, маленькое сообщение. Вечерний ужин...

(*Аплодисменты*)

Заседание оканчивается в 13 час. 40 мин.

COMITATO OLIMPICO NAZIONALE ITALIANO

CONVEGNO DEI COMITATI OLIMPICI A ROMA

30 settembre, 1 e 2 ottobre 1965

PARTECIPANTI

Mr. AVERY BRUNDAGE, Presidente del C.I.O.

ALGERIA	Larbi SILABCENE, Vice Presidente del C.O.A.
AUSTRALIA	Hugh WEIR, Membro C.I.O. – Vice Presidente C.O.A.
AUSTRIA	Edgar FRIED, Segretario Gen. On. del C.O.A.
BELGIO	Raoul MOLLET, Presidente C.O.B.
BOLIVIA	Edmondo OLAGUIVEL IBANEZ
BRASILE	Sylvio DE MAGALHAES PADILHA, Membro C.I.O. – Presidente COB Antonio DOS REIS CARNEIRO, Segretario Generale C.O.B.
BULGARIA	Vladimir STOYTCHEV, Membro C.I.O. – Presidente C.O.B. Dimitre HARALAMPIEV IVANOV
CANADA	James WORRALL, Presidente C.O.C. H. W. HOPPENER, Segretario Gen. C.O.C.
CECOSLOVACCHIA	Frantisek VODSLON, Presidente C.O.C. Frantisek KROUTIL, Segretario Gen. C.O.C.
CEYLON	Ministro SUGATHADASA, Presidente C.O.C.
CONGO	Jean Claude GANGA, Segretario Gen. C.O.C.
COREA	Sang Beck LEE, Membro C.I.O. – Presidente C.O.C. Walter JHUNG, Segretario Gen. C.O.C. Tongjae CHO, Membro C.O.C. Wonkyung LEE, Membro C.O.C.
CUBA	Manuel GONZALES GUERRA, Presidente C.O.C. Fabio RUIZ VINAJERA, Membro C.O.C. Jorge GARCIA BANGO, Membro C.O.C.
DANIMARCA	Ivar Emil VIND, Membro C.I.O. Gudmund SCHACK, Presidente C.O.D. Axel LUNDQVIST, Segretario Generale C.O.D.

REP. DOMINICANA	Juan Ulises Garcia Saleta, Presidente C.O.R.D.
ETIOPIA	Ydnekatcheou Tessema, Direttore Generale N.E.S.C.
FILIPPINE	Jorge Vargas, Membro C.I.O.
FINLANDIA	J. W. Rangell, Membro C.I.O. – Membro C.O.F. Erik von Frenckell, Membro C.I.O. – Membro C.O.F. Akseli Kaskela, Presidente C.O.F. Ali Koskimaa, Vice Presidente C.O.F. A. Ruusuvaara, Segretario Generale C.O.F.
FRANCIA	Armand Massard, Vice Presidente C.I.O. – Presidente C.O.F. Conte de Beaumont, Membro C.I.O. Alain Danet, Segretario Generale C.O.F.
GERMANIA OCC.	Max Danz, Vice Presidente C.O.G.O. Walter Tröger, Segretario Generale C.O.G.O. Walter Wulfing, Vice Presidente C.O.G.O.
GERMANIA ORIENT.	Heinz Schöbel, Presidente C.O.D.D.R. Helmut Behrendt, Segretario Generale C.O.D.D.R. Dieter Rehahn, Membro C.O.D.D.R.
GHANA	Djan Ohene, Presidente C.O.G.
GIAMAICA	Tony Bridge, Presidente C.O.G.
GIAPPONE	Tsuneyoshi Takeda, Presidente C.O.G. Tetsuo Oba, Segretario Generale C.O.G. Robert Tsuyoshi Miyakawa, Membro C.O.G.
GRAN BRETAGNA	K. Sandy Duncan, Segretario Generale
GRECIA	Pyrros Lappas, Segretario Generale C.O.G. Epaminondas Petralias, Membro C.O.G.
Haiti	Antonio C. Coicou, Presidente C.O.H.
IRAK	Habib
IRAN	Amir A. Amin, Segretario Generale C.O.I.
IRLANDA	The Lord Killanin, Membro C.I.O. – Presidente C.O.I. Desmond O' Sullivan, Membro C.O.I.
ISRAELE	Shalom Zysman, Presidente C.O.I. H. Glovinsky, Segretario Generale On. C.O.I.
ITALIA	Giulio Onesti, Membro C.I.O. – Presidente C.O.N.I. Paolo Thaon Di Revel, Membro On. C.I.O. Giorgio de' Stefani, Membro C.I.O. Adriano Rodoni, Vice Presidente C.O.N.I. Beppe Croce, Membro C.O.N.I. Mario Saini, Segretario Generale C.O.N.I. Marcello Garroni, Vice Segretario Generale del C.O.N.I. Donato Martucci, Membro C.O.N.I.

JUGOSLAVIA	Nebojsa Popovic, Segretario Generale C.O.J. Milan Ercegan, Membro C.O.J.
KENYA	Reginald Stanley Alexander, Membro C.I.O. – Presidente C.O.K. J. M. Kasyoka, Membro C.O.K. Harbans Sing, Membro C.O.K.
LIBANO	Gabriel Gemayel, Membro C.I.O. – Presidente C.O.L.
LIBERIA	Frank O' Roberts
LIBIA	Coobar, Membro C.O.L. S. Sharmit, Presidente C.O.L.
LUSSEMBURGO	Prosper Link, Vice Presidente C.O.L.
MALI	Henry Corenthin, Segretario Generale C.O.M. Coulibaly, Membro C.O.M.
MALTA	Alfred P. Briffa, Presidente C.O.M.
MAROCCO	Mchich Alami Abdeslem, Presidente C.O.M.
MESSICO	José de Clark Flores, Membro C.I.O. – Presidente C.O.M. Eduard Hay Javier Ostos Manuel Seyde
MONACO	Jacques De Millo, Vice Presidente C.O.M. René Sangiorgio, Segretario Generale C.O.M.
MONGOLIA	Tsendorje, Membro C.O.M.
NIGERIA	Oyebola S. Jolaoso, Vice Presidente C.O.N.
NORVEGIA	Axel Proet Host, Presidente C.O.N. J. Ch. Schonheyder, Vice Presidente C.O.N.
PAESI BASSI	C. L. Kerdel, Vice Presidente C.O.P.B. Ch. E. van der Ploeg, Segretario On. Tesoriere
PANAMA	S. Anibal Illueca, Presidente C.O.P.
PERÙ	Escardò Guillermo Griffiths, Presidente C.O.P.
POLONIA	Wlodzimierz Reczek, Membro C.I.O. – Presidente C.O.P. Wieczorek, Membro C.O.P.
PORTOGALLO	Gaudencio Luiz Da Silva Costa, Membro C.O.P.
PORTORICO	Felicio M. Torregrossa, Presidente C.O.P.
R.A.U.	Hussein Omar Gohar, Membro C.O.R. Rifat Mostafa Ibrahim, Membro C.O.R.
ROMANIA	Aurel Duma, Presidente C.O.R. Grigore Arjoca, Membro C.O.R.
SENEGAL	Amadou Barry, Presidente C.O.S. Demba Diop, Vice Presidente C.O.S. Bachirou Cisse, Segretario Generale C.O.S.

SPAGNA	Juan Antonio SAMARANCH, Vice Presidente C.O.S. Andrès Mercè VARELA
STATI UNITI	DOUGLAS ROBY, Membro C.I.O. Kenneth L. WILSON, Presidente C.O.S.U.
SVEZIA	Per STROMBACK, Presidente C.O.S. Sten SVENSSON, Segretario Gen. On. C.O.S.
SVIZZERA	Raymond GAFNER, Presidente C.O.S. Jean WEYMANN, Segretario Generale C.O.S.
TAIWAN	Peter CHANG, Membro C.O.T. Henry HSU, Membro C.O.T.
TCHAD	Ousmane GAM André MAHAMAT
THAILANDIA	Reuriel LUANG SUKHUM, Vice Presidente C.O.T. KOMARAKUL, Segretario Generale C.O.T.
TUNISIA	Mohamed MZALI, Presidente C.O.T. Slah Eddirec BALY, Segretario Generale C.O.T. CHENATH
UGANDA	H. M. SUNDERANI, Membro C.O.U.
UNGHERIA	Gyula EGRI, Presidente C.O.U. Arpad CSANADI, Membro C.I.O. – Membro C.O.U.
U.R.S.S.	Konstantin ANDRIANOV, Presidente C.O.U.R.S.S. Igor KASANSKII, Vice Presidente Vladimir SAVVIN, Segretario Generale
VENEZUELA	M.me FLOR ISAVA, Membro C.O.V.
ZAMBIA	George D'Arcy CRANE, Presidente C.O.Z.

30 settembre 1965

Introduzione

Giulio Onesti

Presidente del Comitato Olimpico Nazionale Italiano

Diamo inizio ai lavori a cui partecipano i Comitati Olimpici Nazionali di tutti i continenti e di tanti paesi. A questo avvenimento sportivo di così vasta portata anche il Governo Italiano ha voluto inviare il suo saluto, che vi sarà porto dall'on. Achille Corona, Ministro per il Turismo e lo Spettacolo, un autorevole e sincero amico dello sport, che io ho l'onore di presentarvi.

Sono anche lieto di poter annunciare che proprio ieri, grazie soprattutto al costante appoggio dell'on. Corona, è stato perfezionato un provvedimento legislativo che concede allo sport italiano un sensibile aumento di mezzi finanziari.

Più fausta che mai è quindi l'occasione odierna, che ci consente di salutare il Ministro e di ringraziare con riconoscenza un vero e disinteressato sostenitore dello sport.

Ben sappiamo quanto il viaggio sia stato lungo e difficile per molti di voi: ma la passione per lo sport, il desiderio di conoscersi meglio e di ritrovarci, sono tutti sentimenti che ci rendono sopportabili anche i sacrifici e le fatiche.

Roma rivive oggi, grazie alla vostra presenza, le sue giornate olimpiche, le sensazioni che il tempo allontana sempre di più, ma che il cuore mantiene costantemente presenti. Vorrei poter dire che qui a Roma i Comitati Olimpici di ogni parte del mondo hanno quasi una loro cittadinanza onoraria. Fu grazie a voi, ai Comitati Olimpici nostri confratelli, che l'Olimpiade romana conobbe tanti fulgori e tante indimenticabili gioie.

Siamo qui uniti dall'idea olimpica, che tutti ci ispira, per discutere questioni importanti della nostra vita comune e quotidiana.

Siamo felici che la nostra riunione sia onorata dalla presenza del Presidente del Comitato Internazionale Olimpico, signor Avery Brundage. Egli è l'eminente sportivo che tutti conoscete, e che, fra l'altro, ha sempre sostenuto i Comitati Olimpici e la loro importanza. A lui dobbiamo, in gran parte, se celebriamo l'odierno Convegno dei Comitati Olimpici Nazionali. È perciò che io vi invito a rivolgergli un grato applauso.

(*Applausi*).

Avery Brundage

Presidente del Comitato Olimpico Internazionale

Signor Presidente, signor Ministro, signore e signori, dire « signore » e signori in questa occasione non è il solito modo per aprire un discorso, poiché veramente abbiamo qui con noi in questa sala, io credo per la prima volta, dei delegati signore. Qualche anno fa avemmo anche il piacere di ricevere una signora quale presidente di una Federazione Sportiva Internazionale. Ciò dimostra che notevoli progressi sono stati fatti nell'olimpismo, da quindici secoli fa ai giorni nostri. Allora, alle donne, non era neanche permesso di entrare negli stadi come spettatrici. Oggi, non solo sono spettatrici e partecipanti ai Giochi, ma anche dirigenti. Fate attenzione, signori, questo potrebbe essere un avvertimento: forse stiamo per cedere il passo!

Io faccio parte della « vecchia guardia » del Comitato Olimpico Internazionale; appartengo cioè a quella generazione che è ancora legata al secolo XIX. Ma questo non vi deve preoccupare: sono qui come ospite, e non come partecipante. Anzi, sono felice di essere solo un ospite, dato che come partecipanti si ha il peso di molte responsabilità, mentre io, in veste di ospite, mi sento abbastanza libero: e questa è una bella sensazione!

È per me un vero piacere essere tra voi, come in una riunione di famiglia, perché i Comitati Nazionali Olimpici non sono solo nostri agenti, ma anche nostri figli, e noi ci interessiamo molto al loro benessere.

Tutti dovrebbero ringraziare il Presidente Onesti ed i suoi colleghi del CONI per la loro ospitalità. Non esiste luogo migliore di Roma per una riunione come quella di oggi. E coloro che erano qui cinque anni fa, ben ricordano in che modo meraviglioso il CONI organizzò i Giochi della XVII Olimpiade.

Ben conosciamo l'autorevole posizione che il CONI occupa nella vita dell'Italia: e le mete che ha raggiunto devono servire da esempio a tutti i Comitati Nazionali Olimpici del mondo.

Ma, signore e signori, qualche settimana fa mi sono recato in Africa, in occasione dei Primi Giochi Africani, e lì ho avuto occasione d'incontrare alcuni rappresentanti dei più recenti Comitati Nazionali Olimpici. La situazione, per loro, non è del tutto uguale. I C.N.O. formati solo da poco tempo nei paesi dell'Africa e dell'Asia in via di sviluppo, hanno ben poche risorse, e naturalmente non hanno alcun modo di raccogliere fondi dal pubblico. Essi dipendono dal Governo, e ciò, naturalmente, a volte presenta delle difficoltà a causa del modo di agire — che del resto voi ben conoscete — degli uomini politici.

Tuttavia, stanno affrontando i loro problemi, ed io ho detto loro che tutti noi, in ogni parte del mondo, siamo passati attraverso una fase simile. E vorrei far notare che il movimento olimpico, che oggi rappresenta probabilmente la più grande forza sociale del mondo e la più importante, ha raggiunto la sua posizione senza alcun aiuto di denaro. Si trova a questo punto perchè ha raccolto i frutti di un grande ideale: l'ideale che non devono esistere discriminazioni tra razze, religioni o forze politiche nel mondo, né eserci organizzazioni commerciali, o rivalità, bensì bisogna lavorare per la pace e la fratellanza tra i popoli.

Se il movimento olimpico si è presto sviluppato, lo si deve a questi suoi principi fondamentali ed infatti tutte le grandi religioni del mondo sono state divulgate da un uomo che aveva un grande ideale e non possedeva ricchezze. Allo stesso modo tutte le grandi rivoluzioni sociali, intellettuali e politiche sono state ideate da un uomo o da un gruppo di persone che possedevano un grande ideale.

E noi, signori, lo abbiamo, questo grande ideale. Noi dobbiamo persuadere i Governi che è loro dovere fornire impianti ed istruttori per i giovani dei propri paesi, senza interferire negli scopi delle organizzazioni sportive. Oggi, per fortuna, la maggior parte dei Governi più illuminati stanno seguendo questa linea. Il compito dei Comitati Nazionali Olimpici deve andare oltre la semplice organizzazione delle squadre partecipanti ai Giochi Olimpici. I Giochi furono ideati dal barone de Coubertin quale mezzo per raggiungere uno scopo, e non come manifestazione fine a se stessa; un mezzo per svolgere un programma di educazione fisica e di sport agonistico che doveva interessare tutti i paesi del mondo, perché i giovani crescessero più forti e più sani, e per formare cittadini migliori attraverso i principi morali del movimento olimpico. Questo doveva far nascere l'interesse per ideali più elevati del materialismo, promuovere l'amore per l'arte, e formare degli uomini perfetti, e non soltanto dei campioni.

Naturalmente, il fine di de Coubertin mirava anche a far raggiungere dei primati tra i vari paesi, ma sul piano pacifico e senza alcuna discriminazione.

L'anno scorso, in occasione dei Giochi Olimpici di Tokyo, il Giappone, meglio di qualsiasi altro paese del mondo, è riuscito a mettere in atto questi principi. Il C.N.O. ed il Comitato Organizzatore dei Giochi della XVIII Olimpiade sono riusciti a suscitare l'interesse dell'intera popolazione del loro paese: novantacinque milioni di persone hanno collaborato a questa iniziativa, come se fosse stata la loro, e quanti furono a Tokyo ne sono testimoni. Tutto ciò ha contribuito a far sì che, attualmente, il Giappone sia considerato il numero uno tra i paesi olimpici del mondo.

Ed ora, signore e signori, poiché molti delegati hanno chiesto il mio parere sulle questioni all'ordine del giorno, farò alcune osservazioni che penso potranno esservi utili.

Prima di tutto vorrei sottolineare che il principio d'indipendenza dei C.N.O. è fondamentale e basilare. I C.N.O. non possono agire con piena efficienza se non sono indipendenti. E questo è un principio per cui dobbiamo batterci.

Circa il finanziamento dei C.N.O., ho già detto qualcosa: detesto parlare di denaro quando si tratta di sport, ed infatti dopo cinquant'anni di esperienza, sono piuttosto sospettoso nei confronti di quelle organizzazioni dilettantistiche che hanno troppo denaro. Perchè? Perchè il denaro attira gente che vuole prendere, e non gente che vuole dare: e in questo c'è una grande differenza.

Per quanto riguarda la questione del dilettantismo, ebbene, noi del C.I.O. ci siamo battuti su questo argomento per cinquant'anni e più, e perciò, riguardo alla discussione in merito, vi faccio i miei migliori auguri. Noi abbiamo lavorato per avere un regolamento dilettantistico, ed abbiamo lasciato che le Federazioni Internazionali ed i Comitati Nazionali Olimpici mettessero in vigore tali norme. Ne è risultata una notevole confusione, poiché una ventina di Federazioni Internazionali e centodiciotto C.N.O. hanno spesso idee diverse in merito. Io sono certo che le Federazioni Internazionali non giungeranno mai ad accordarsi su una definizione uniforme. D'altra parte il dilettantismo è qualcosa che non può cambiare, anche se si parla di cambiamento delle condizioni sociali: il dilettantismo è qualcosa di ben definito, come il bianco e il nero. O uno è dilettante, o non lo è. Attraverso la mia esperienza in questo campo, sono giunto a questa conclusione: la cosa migliore è che sia il Comitato Internazionale Olimpico a decidere chi possa partecipare ai Giochi Olimpici e chi no. Quasi ogni giorno ci giungono da tutte le parti del mondo lettere che si riferiscono a tale questione. Io sto consigliando al C.I.O. di redigere un codice da cui risulti chi vogliamo ai Giochi Olimpici e chi non vogliamo, e che escluda ramificazioni di alcun genere che non siano il dilettantismo.

Una cosa naturalmente rimane essenziale, ed è precisata nella definizione da voi sancita: e cioè che il partecipante ai Giochi Olimpici deve svolgere un'attività che gli garantisca la tranquillità finanziaria per la sua esistenza futura.

Dovete ricordare che i Giochi Olimpici non sono dei semplici campionati mondiali: i Giochi Olimpici sono qualcosa di speciale, e quindi probabilmente richiedono un regolamento diverso.

Oggi si parla molto di condizioni sociali e di campioni, ma non è nostro compito formare dei campioni: il nostro compito è formare degli uomini. Secondo i canoni dell'antica Grecia, ora uomo l'individuo preparato ad affrontare la vita. Il compito di provvedere ai problemi sociali non è nostro; è un problema che spetta ai Governi. Così, ricordatevi che le Olimpiadi non sono una manifestazione fine a se stessa, ma uno strumento per convincere il mondo che l'educazione fisica e lo sport agonistico sono un mezzo efficace per raggiungere il benessere.

Per quanto riguarda il Giochi Regionali, è stato proprio il C.I.O. a ideare questo tipo di [illegible], perciò ci si aspetta che sia lo stesso a fornire consigli e sia di guida in questo particolare [illegible]

il regolamento olimpico è buono per i Giochi Olimpici, lo sarà anche per i Giochi Regionali. Si creerebbe il caos se le varie manifestazioni internazionali fossero condotte secondo regolamenti e norme diverse. E sarebbe ugualmente caotico se le organizzazioni e le Federazioni che non sono membri dei Comitati Nazionali Olimpici, quali Federazioni Internazionali venissero autorizzate a partecipare al nostro posto, perchè tutti i C.N.O. e tutte le F.S.I. sono organizzazioni aperte. Cioè sono aperte a tutti coloro che accettano di seguire le norme e i regolamenti, e che riconoscano i loro dirigenti. Tutti possono far parte di queste organizzazioni, e quindi coloro che si rifiutano di appartenervi e di accettare le responsabilità inerenti non saranno autorizzati a partecipare alle loro attività.

Per quanto riguarda la proposta di aumentare il numero degli accompagnatori, certamente il Comitato Internazionale Olimpico approverà il numero complessivo che si riterrà necessario per prendersi cura delle squadre. Si era stabilita una regola in proposito, poichè spesso accadeva che squadre composte di cinque atleti venissero accompagnate da venticinque dirigenti. Il che era piuttosto ridicolo! Se ritenete necessario rivedere tale regolamento, d'accordo.

Naturalmente, signore e signori, sta a voi decidere se volete organizzare l'Europa, qui a Roma. Penso che se realmente lo vorrete, dovrà essere una decisione unanime, perchè se metà dei Comitati sarà pro e metà contro, il risultato non sarà molto producente. Ricordatevi che tutti possono ricorrere in qualsiasi momento al Comitato Internazionale Olimpico, e che ogni petizione verrà giudicata in base al suo valore, e non in base al numero delle firme. Voi avete molti problemi in comune, e forse gli incontri potranno essere molto utili per giungere a delle soluzioni. Sempre che tali riunioni si astengano dal fare della politica.

Le Federazioni Internazionali hanno discusso per molti anni sulla costituzione di una organizzazione al vertice. Naturalmente è inutile creare una organizzazione se non intendete prendere parte alle riunioni e partecipare in maniera attiva, accettando ognuno le sue responsabilità.

Signore e signori, desidero ringraziare il Presidente Onesti ed il Comitato Olimpico Italiano per avermi invitato. Vi faccio i migliori auguri perchè i vostri lavori siano coronati da successo, e spero rivedervi a Madrid nella prossima settimana.

Grazie.

On. Achille Corona

Ministro italiano del Turismo e dello Spettacolo

Signor Presidente, signore e signori: che il primo Congresso dei Comitati Olimpici Nazionali del mondo abbia luogo a Roma, dove ha già brillato la fiamma olimpica, è un evento che non sfugge alla sensibilità ed all'apprezzamento del Governo italiano, a nome del quale vi esprimo, signore e signori, il più cordiale benvenuto.

Mi è gradita nel contempo l'occasione di porgere il mio saluto di sportivo a tutti i componenti del Comitato Internazionale Olimpico, e in modo particolarmente amichevole al Presidente, signor Brundage, che ha avuto la cortesia di presenziare in questa stessa città, nello scorso aprile, alle cerimonie apprestate dal CONI in onore degli atleti maggiormente distintisi per il contributo arrecato al prestigio dello sport italiano.

E voi consentirete che io estenda questo saluto al Presidente del CONI, il mio amico avvocato Onesti, che è animatore dello sport italiano e così fervente sostenitore dell'iniziativa che vi vede qui riuniti.

Questo vostro Congresso, signore e signori, riveste un significato di singolare portata. Esso ha il valore di una nuova tappa per lo sport, raggiunta dalla volontà concorde e dell'impegno responsabile dei Comitati Olimpici, protagonisti di una attività dalle dimensioni sempre più ampie e meritevoli quindi di più vasti e democratici dibattiti.

Testimone dei Giochi Olimpici di Roma e di Tokyo, ho avuto modo di meditare sugli anni di fatiche e di passione che hanno consentito ai Comitati Olimpici di portare alle grandi competizioni quadriennali il fiore della gioventù mondiale, addestrata alla più severa disciplina, animata dal sentimento del più leale agonismo.

Per tale diretta esperienza e per la mia stessa qualità di responsabile governativo, oltre che di questo, anche di altri settori di amministrazione così collegati con le attività sportive, mi è quindi particolarmente gradito esprimere il più vivo compiacimento per l'avvenimento odierno. Esso costituisce una riprova della necessità che i grandi problemi della vita degli uomini, e quindi anche quelli dello sport, trovino ampio dibattito nelle più vaste assemblee.

Il campo nel quale, signori, voi svolgete la vostra fatica è certo uno dei più suggestivi. Nella ricerca di soluzioni ai problemi che vi interessano, voi tenete costantemente presente la necessità dello sviluppo di rapporti di amicizia e di comprensione fra un paese e l'altro. Contribuite così al rafforzamento della pacifica convivenza dei popoli, di quella condizione insostituibile, cioè, che è alla base anche della prosperità delle attività sportive.

Permettetemi di aggiungere, come Ministro del Turismo italiano, di un settore di attività che vede il nostro paese ai primi posti nel mondo, che — così come per il turismo — anche lo sport presuppone la pace e la diffusione del benessere fra i popoli.

La coscienza dell'assolvimento di questo compito, se dà soddisfazione, accresce nello stesso tempo il peso delle vostre e delle nostre responsabilità.

Lo sport è un grande fatto della vita umana e della vita moderna: eleva la condizione, il costume civile dei popoli del mondo. Ad esso va quindi la cura e la preoccupazione dei Governi per il progresso delle proprie collettività nazionali. Questo impegno, permettetemi di aggiungere, è presente al Governo e al Parlamento democratico italiano, ed io sono lieto di confermare qui l'annuncio già datovi dal Presidente Onesti: proprio ieri Governo e Parlamento hanno approvato una legge che pone nuovi mezzi a disposizione dello sport italiano e della sua organizzazione.

Valga, questa notizia, come auspicio di un sempre maggiore rafforzamento dell'attività sportiva in ogni parte del mondo. E proprio per le benemerenze e le tradizioni dei Comitati Olimpici di vecchia istituzione, e l'ansia generosa di quelli di più recente data, consentitemi, signore e signori, di esprimere un augurio che è anche una certezza: che da questa prima vostra assemblea scaturiscano nuovi positivi fattori per il successo e la gloria dello sport, per l'esaltazione dell'esigenza di sempre più pacifiche intese fra gli uomini, e quindi fra le nazioni.

Mesdames et messieurs, au nom du Gouvernement italien je suis heureux de vous saluer ici, dans notre pays, et je vous souhaite le meilleur succès dans vos travaux.

Ladies and gentlemen, on behalf of the Italian Government I am happy to greet you in our country and I wish to you the best succes in your works.

Meine Damen und Herren, ich freue mich sehr im Namen der italienischen Regierung Sie in unserem Lande begruessen zu koennen, und wuensche Ihnen den besten Erfolg in Ihren Arbeiten.

(*Applausi*).

La seduta viene sospesa alle ore 10.50.

Presentazione e approvazione ordine del giorno

Giulio Onesti

Presidente del Comitato Olimpico Nazionale Italiano

Per la prima volta i Comitati Olimpici Nazionali si accingono a discutere con una certa larghezza i problemi pratici attinenti allo sport. L'iniziativa suggerita dal Comitato Olimpico italiano e suffragata da una così vasta adesione di altri Comitati, a Tokyo, realizzava in effetti un'idea assai diffusa. Era comune a tutti noi il desiderio di un incontro a più largo respiro, preparato e concordato con senso di responsabilità ed ansietà di operare.

Subito dopo il rientro dalle indimenticabili giornate di Tokyo, il Comitato Olimpico italiano si mise al lavoro nell'interesse generale. Dando seguito a quanto era stato suggerito, furono presto costituiti i due Uffici per la legislazione dello sport e per le costruzioni sportive. Vennero sollecitati contributi di documentazioni e di esperienze, che molti di voi ci hanno già offerto. I due Uffici, che trattano materiale attuale ed utile per tutti voi, sono stati posti in grado di funzionare e di intraprendere un'attività che continuerà per il futuro.

Successivamente, scegliemmo una serie di argomenti da sottoporre in questa riunione, e li elencammo in una lettera circolare trasmessa a tutti voi.

I Comitati Olimpici confratelli, informati delle nostre idee, ebbero modo di esaminare anche le esposizioni relative ai singoli ordini del giorno; sulla base dei suggerimenti, delle modifiche, delle aggiunte che molti di voi gentilmente ci fecero pervenire, i testi sono stati aggiornati ed adeguati.

Adesso questa Assemblea, che è un'assemblea di pari, possiede naturalmente l'autorità e il diritto di rivedere i singoli argomenti e di sintetizzarli in ordini del giorno. Tali ordini del giorno dovranno essere portati come raccomandazione nel corso della riunione del 4 ottobre, che noi terremo a Madrid, con l'Esecutivo del Comitato Internazionale Olimpico.

Per la prima volta nella storia del nostro movimento, porteremo nell'aula della discussione argomenti e concetti già meditati e suffragati dal consenso della maggioranza, o della totalità. Noi pensiamo che ciò servirà moltissimo ad alutare lo stesso Esecutivo del Comitato Internazionale Olimpico, ed a realizzare un lavoro concreto.

Questo è nei voti: ed io, che conosco per esperienza moltissimi fra voi, e che negli ultimi tempi ho avuto il piacere e l'onore di avvicinare anche i dirigenti dei Comitati Olimpici di più nuova creazione, so di poter fare appello al comune senso di misura e di responsabilità affinché questa riunione raggiunga il suo scopo.

Abbiamo già detto e confermato che la nostra posizione non è né antitetica né polemica nei confronti del Comitato Internazionale Olimpico. Molti fra noi sono nello stesso tempo Presidenti di Comitati Olimpici e membri del Comitato Internazionale Olimpico. Altri hanno il privilegio di essere nuovi Presidenti e investiti di una funzione assai impegnativa, ma in pari tempo lieta, perchè la direzione dello sport è un incarico davvero appassionante per ogni uomo moderno. Ai nuovi Presidenti dei Comitati Olimpici desidero portare il saluto dei più anziani e l'assicurazione che noi ci consideriamo tutti uguali, tutti animati da un comune spirito benefico e pacifico.

Lavoriamo per il bene della gioventù e dei nostri singoli paesi, sappiamo che la gioventù è il tesoro più prezioso che uno Stato possegga. Desideriamo ardentemente che queste gioventù s'incontrino e si riconoscano sui campi di gara, e contribuiscano alla creazione di una reciproca stima e simpatia fra i popoli.

Noi abbiamo anche la responsabilità di assecondare ed aiutare la causa della pace e del progresso. È in tale spirito di responsabilità che dobbiamo operare, ascoltarci, ed apprendere possibilmente l'uno dall'altro. Il nostro dovere è di stare con i piedi a terra, ma di guardare il futuro con quell'ottimismo che è tipico degli uomini di sport.

Io sono certo che ciascuno di voi ha portato con sé un tale convincimento, e sinceramente auspico che i risultati di questa riunione romana possano essere di estrema utilità per tutti noi.

Ora mi sia perdonata la presunzione di considerare unanime un desiderio della delegazione italiana: noi lavoriamo per il bene della gioventù e amiamo la pace; vorremmo anzi che la pace fosse lo stato normale di vita dei popoli. Purtroppo, invece, proprio in questi giorni, la guerra sconvolge antichi e civili paesi, con i quali abbiamo rapporti di fraterna e sincera amicizia. Ne siamo profondamente turbati, perché conosciamo gli orrori della guerra e perché sappiamo che la pace è indivisibile. Noi abbiamo il dovere d'invocare il ritorno alla pace. Non abbiamo forze materiali né strumenti di pressione, ma possediamo un cuore sincero ed aperto, ed abbiamo il coraggio di esprimere i nostri sentimenti.

Perciò, se questa Assemblea è d'accordo, mi permetto di sottoporre alla vostra approvazione il seguente ordine del giorno:

« I delegati di 71 Comitati Nazionali Olimpici, che rappresentano milioni di giovani atleti, riunendosi in Roma per un fraterno incontro celebrato nel nome dello sport, volgono il loro pensiero angosciato verso i popoli sconvolti dai conflitti.

Essi chiedono perciò che le massime Autorità internazionali, i Governi, le collettività più influenti, compiano ogni possibile sforzo per porre termine a questa tragica avventura.

La gioventù aspira alla vita, al progresso e alla gioia, e nessuna questione di confine o di prestigio può giustificare la soppressione di tali diritti.

Lo sport, che tutte le attese della gioventù raccoglie ed eleva a regole di comportamento; lo sport, che persegue la fratellanza e la comprensione fra gli uomini, invoca, d'accordo con tutte le persone di buona volontà, la sospensione dei conflitti e il ritorno della vita sulle terre arate dal dolore ».

Signori presidenti, ho letto questo ordine del giorno, favorevole — per quelli che sono i nostri limiti e le nostre possibilità — a una pace universale. Poiché l'ordine del giorno dev'essere portato dalla maggioranza, spero dalla totalità, dei congressisti, ci sono, tra lor signori, alcuni contrari ad esso? Sono pregati di alzare la mano.

Allora, se tutto il Congresso è favorevole a quest'ordine del giorno, se lo credete, posso rileggerlo.

(*Rilegge l'ordine del giorno*)

Tutti sono d'accordo su questo ordine del giorno? Grazie. C'è nessuno che chiede la parola in proposito? Grazie, signori; credo che la nostra riunione non avrebbe potuto cominciare meglio.

L'ordine del giorno viene approvato all'unanimità

Allora diamo avvio al nostro Congresso. Bisogna innanzi tutto designare il Presidente dell'Assemblea. Non desidero approfittare della mia situazione personale, del fatto di avervi come graditi ospiti, per imporre il mio nome. Quindi, tra sportivi, parliamoci francamente: se qualcuno dei congressisti ha desiderio di proporre altro nominativo per la presidenza del Congresso, siete invitati a farlo. Vi ringrazio.

(*Applausi*).

Alla presidenza dell'assemblea viene designato Giulio Onesti

Grazie, signori; mi auguro di non deludervi troppo!

Cominciamo col primo argomento all'ordine del giorno: « Principi di indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici ».

Debbo preavvisare che la delegazione del Kenia ha già chiesto di essere iscritta per prendere la parola, subito dopo l'esposizione della relazione stessa. Leggiamo insieme questa relazione.

Primo argomento: Indipendenza dei C.N.O.

« Principio d'indipendenza dei Comitati Olimpici Nazionali. Negli ultimi tempi, molti Stati hanno preso a destinare piccole e grosse cifre di bilancio in favore dell'educazione fisico-sportiva della gioventù. I Comitati Nazionali Olimpici sono lieti che ciò avvenga, ed è bene che sollecitino i Governi dei rispettivi paesi a fare sempre di più a favore di questa attività, che è preziosa per la gioventù.

Accade pure che molti Governi finanzino in maniera costante e ricorrente gli sport dilettantistici. I Comitati Nazionali Olimpici ritengono che un tale aiuto economico sia accettabile e propizio, ma debbano vivamente operare affinché l'aiuto economico non venga condizionato a una dipendenza degli sport olimpici dal potere politico.

Occorre che i Governi, pur finanziando gli sport olimpici, lascino allo sport la più assoluta autonomia di gestione tecnico-sportiva. Ad essi sarà doveroso rendere conto delle somme spese e delle iniziative adottate per la promozione nel settore agonistico e olimpico da parte dei Comitati Nazionali Olimpici.

I Comitati Nazionali Olimpici debbono impegnarsi ad evitare che lo sport diventi una manifestazione sciovinistica o un pretesto per affermazioni di prestigio.

I Comitati Nazionali Olimpici chiedono pertanto al Presidente, ai membri della Commissione Esecutiva, a tutti i componenti del Comitato Internazionale Olimpico, di voler sempre aiutarli, se necessario, nell'assolvere ai doveri associativi previsti dall'articolo 25 delle Regole Olimpiche, anche mediante visite e contatti in loco, al fine di accrescere in tutti i paesi un'atmosfera di tranquillità, di sereno lavoro, di spirito agonistico ».

Signori, la discussione è aperta sul primo comma dell'ordine del giorno. La parola è al rappresentante del Kenia.

Harbans Singh

Membro del Comitato Olimpico del Kenia

Signor Presidente, signore e signori: in primo luogo vorrei ringraziare il Comitato Olimpico Nazionale Italiano per aver assunto l'iniziativa di organizzare questa conferenza.

In secondo luogo, sono sicuro che ognuno di noi giunto a Roma oggi è venuto qui per costruire, non per distruggere l'azione del movimento olimpico.

Signor Presidente, l'Associazione Olimpica del Kenia concorda completamente con l'articolo 25 del movimento olimpico, riguardante l'indipendenza delle organizzazioni sportive. Nel Kenia siamo fortunati, perché l'integrazione è già in atto e perché il governo appoggia ed aiuta lo sport. Sono lieto di annunciarle che i delegati del Kenia hanno il mandato del governo e di quanti sostengono lo sport, e questo senza alcuna ingerenza politica.

Signor Presidente: mirando sempre a tale obbiettivo, noi del Kenia pensiamo che l'integrazione di tutte le razze che vivono insieme, lavorano insieme, discutono insieme i problemi riguardanti lo sport, ci porterà molto lontano nello sviluppo del movimento olimpico.

Sono lieto che il presidente del Comitato Olimpico del Kenia, il signor Alexander, sia qui con noi; egli ha fatto moltissimo per l'Associazione Olimpica del Kenia; sono lieto di dire che, pur essendo egli un membro del Parlamento, una personalità molto influente nel Kenia, è qui con noi, ha accantonato la sua politica, è qui per sostenere lo sport, senza pensare neanche un po' ad influenzarci politicamente.

So, signor Presidente, che ai Giochi Africani di Brazzaville i paesi africani posero e discussero il problema dello sport e di eventuali interferenze politiche. Devo qui ricordare che l'uomo ha tre principi in comune: politica, religione, iniziativa commerciale. Ci sono anche tre necessità comuni: ogni uomo — chiunque esso sia — deve nutrirsi, ogni uomo deve dormire, ogni uomo deve avere vestiti per coprirsi. Ora, tutti, i politici, i religiosi, o i commercianti, devono convenire su questi tre principi.

Soffermandoci su questo aspetto della questione, dirò che non tutti gli uomini s'interessano di politica, non tutti si occupano di religione, né tutti sono uomini di affari: ma a tutti — politici, religiosi e commercianti — piace lo sport.

Ecco perché attribuisco tanta importanza a questo punto: tutti dobbiamo convenirne, dare il nostro appoggio allo sport, e sostenerlo nella maniera più completa. Se, viceversa, permettiamo ingerenze politiche nello sport, le tre entità or ora menzionate — la politica, la religione, il commercio — diverrebbero una minaccia, o, per meglio dire, una malattia. Una malattia mortale per il movimento olimpico: e bisogna sconfiggerla e sradicarla, non domani, bensì oggi stesso. Noi che siamo qui a sostenere il movimento, dobbiamo estirpare questo insidiosissimo male, non permettendo in nessun momento e in nessun caso interferenze politiche.

Posso indicarvi una di tali ingerenze, e molto pericolosa. Nel Kenia — qualche tempo fa — alcune ditte commerciali scrissero all'Associazione Olimpica, chiedendo di poter utilizzare il nome dei nostri migliori atleti. Lo scopo era naturalmente, benché non confessato, di far pubblicità ai loro prodotti. Questo potrebbe essere un fatto molto pericoloso, ed io mi permetto di avvertire i rappresentanti di ciascun paese, di tutti i paesi presenti, di stare molto attenti, e di non permetterlo. Non permettano che le ditte distribuiscano fotografie di questo o di quell'atleta col pretesto di farlo conoscere: in realtà esse si fanno della pubblicità e cercano di vendere i loro prodotti. Penso davvero che questo sia un fatto molto pericoloso.

Signor Presidente, credo che i Comitati Olimpici Nazionali abbiano bisogno di principi molto elevati, e che ci si debba attenere strettamente a questi principi. È cosa naturale che i Governi diano la loro assistenza finanziaria: ma sono fiero di dichiarare che noi del Kenia abbiamo sì ricevuto denaro dal Governo — ne abbiamo ricevuto anche quando ci recammo a Brazzaville — ma che nessun obbligo politico ne era la contropartita. Tutto quello che udimmo fu: « Ecco il denaro, andate, e stabilite i principi del movimento olimpico ». Tutto quanto il Governo desidera è di vederci spendere saggiamente il denaro che ci ha dato.

Questa è la ragione per cui attribuisco tanta importanza alla nostra comune e concorde azione a favore del movimento olimpico. Se permettiamo qualsiasi ingerenza politica, finiremo in una posizione molto pericolosa: e l'interferenza sarà inevitabile.

Vorrei, signor Presidente, pregare questa assemblea di adoprarsi affinché ciò non avvenga, di tener lontano tale pericolo, e di procedere in modo da sapere perfettamente quel che facciamo. Se deroghiamo da questa linea, ci troveremo invischiati nella politica. Noi non interveniamo negli affari politici, la politica non dovrebbe ingerirsi nel nostro movimento. Abbiamo un lungo cammino da percorrere, se camminiamo tutti insieme. Il Kenia sostiene risolutamente questo concetto, e, se il Governo, la Religione e il Commercio non intralceranno il movimento, sono sicuro che la nostra strada ci porterà lontano.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Chi altri, di lor signori, desidera prendere la parola su questo primo comma, è pregato di alzare la mano.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Membro del Comitato Olimpico Portoghese

Signor Presidente, signori delegati: permettetemi innanzi tutto di ringraziare il Comitato Olimpico Nazionale Italiano per aver organizzato questa riunione, che sarà senza alcun dubbio di grande importanza per l'avvenire dell'olimpismo nel mondo.

Ho prestato molta attenzione alle parole del signor delegato del Comitato Olimpico del Kenia, e, nella mia qualità di membro del Comitato Olimpico Portoghese, sono molto lieto di avere inteso le sue chiare e precise parole. Mi congratulo con il delegato del Kenia per averle pronunciate.

Grazie.

Juan Ulises Garcia Saleta

Presidente del Comitato Olimpico della Repubblica Dominicana

Il Comitato Olimpico Dominicano ha aderito con vivo compiacimento a questa prima assemblea dei Comitati Nazionali Olimpici chiamata a discutere i propri problemi ed a raggiungere soluzioni efficaci che avranno sicuramente la loro base nei principi olimpici.

La Repubblica Dominicana non ha la fortuna del Kenia: essa non può dire che il governo aiuta lo sport. La Repubblica Dominicana si sta battendo per sviluppare gli sport dilettantistici secondo i saggi orientamenti che il generale Clark, in occasione di una sua visita, volle suggerirci. Per il suo interessamento, siamo riusciti a varare un piano nazionale per l'organizzazione dello sport.

Come ben saprete, il nostro paese ha dovuto affrontare, in questi ultimi anni, molte situazioni difficili, e lo sport non ha ricevuto, negli ultimi quattro anni, neppure un centavo per il suo sviluppo. Perciò, tanto più grande è la nostra soddisfazione nel constatare che più di centomila giovani, in tutto il paese, stanno costruendo da soli i loro impianti sportivi. Dovunque si stanno organizzando associazioni, e questo ha dato grande vigore alle Federazioni Nazionali, che con il massimo interesse aiutano i giovani a costruire ed a perfezionare gli impianti, nel rispetto degli statuti e dei regolamenti che disciplinano la nostra attività sportiva.

Tuttavia, è nostro dovere sottolineare, in questa grande assemblea, la necessità di prendere una risoluzione ferma e precisa sui fatti che si verificano — nel nostro paese come altrove — quando, per un brusco mutamento di governo, viene eletto un nuovo Comitato Olimpico. È necessario infatti accertarsi, prima che sia dato il riconoscimento ufficiale a questo nuovo Comitato, se esso nasce dall'iniziativa dei nuovi politici, ovvero se è stato nominato dalle Federazioni Sportive, come deve avvenire.

Il Comitato Olimpico Dominicano, purtroppo, non ha mai ricevuto gli aiuti che qualsiasi governo dovrebbe offrire per il sano sviluppo della gioventù, affinché, senza discriminazioni politiche, razziali o religiose, sia possibile elevare moralmente, culturalmente e fisicamente i nostri popoli. Prometto di continuare a lottare, convinto che, col tempo e con il vostro sostegno morale, riusciremo ad ottenere quanto vogliamo: che i futuri governi, cioè, favoriscano con il loro apporto economico la costruzione d'impianti sportivi e l'organizzazione di Giochi nazionali, indispensabili per l'affermazione di una mentalità sportiva.

Nel presentarci a questo Congresso di Roma, non vogliamo ricordare né come ci siamo arrivati né come abbiamo potuto parteciparvi; se vi accenniamo, è perché siamo orgogliosi di essere giunti fra voi, nella convinzione di veder realizzato ogni giorno di più l'ideale di de Coubertin.

Henry Corenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Signor Presidente: prendo la parola nella mia veste di Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali.

Signor Presidente, vorrei esporre alcune osservazioni su questo punto dell'ordine del giorno. Per quanto riguarda il principio della indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici, penso che si sia tutti d'accordo. Solo, vorrei che fosse precisato, obiettivamente e in forma precisa, che cosa si debba intendere per indipendenza.

Si afferma, infatti, che i C.N.O. possono, e debbono, richiedere aiuti ai loro Governi per promuovere lo sviluppo dello sport e dello spirito olimpico. Ne deriva pertanto, in pratica, che ogni Governo diventa sempre più responsabile della sua politica di educazione della gioventù in tutti i campi, compreso lo sport. Questa è una realtà. E il prestigio dei Giochi, se è effettivo, si riflette sul piano nazionale, e meglio ancora sul piano individuale. Oggi siamo costretti ad ammettere che i vincitori olimpici beneficiano di un prestigio sicuro. Sono gli eroi olimpici.

Ogni Governo predispone un piano di sviluppo dello sport, poiché viene giudicato dal popolo in base ai risultati che anche in tale campo si ottengono. Questo, almeno, si verifica nella maggior parte dei paesi.

Quale è, allora, il compito di un Comitato Nazionale Olimpico indipendente? È di fare in modo che questo sviluppo, questa sana emulazione, vengano attuati nel più stretto rispetto delle regole olimpiche. Solo in tal modo, secondo noi, l'indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici potrebbe rispondere a tre condizioni essenziali.

La prima è di fare in modo che tutti i giovani, di qualsiasi ideologia, religione, razza, possano, in una determinata nazione, dedicarsi allo sport e prepararsi agli impegni olimpici nelle migliori condizioni possibili. In altre parole, far sì che queste regole siano rispettate nel proprio paese.

Secondo principio: vigilare affinché, conformemente agli ideali del nostro movimento, partecipino ai Giochi soltanto gli sportivi che svolgono attività agonistiche per il proprio diletto. Perché, in effetti, l'idea del dilettantismo ispirata nei giovani dovrebbe vederci costantemente impegnati a far sì che essa rimanga integra e non soltanto temporanea.

Il terzo principio è infine quello di favorire, con il patrocinio dei Comitati Nazionali Olimpici, gli incontri fra i giovani, quando siano rispettate le condizioni suddette. Da tali condizioni, ad esempio, deriva la necessità di ottenere dai Governi che siano assicurate le formalità dei « visti » agli sportivi.

A parer nostro, i Comitati Olimpici che nei loro paesi agissero in questo senso, facendo rispettare queste tre condizioni essenziali, darebbero prova d'indipendenza, poiché il loro compito è di garantire l'universalità dello spirito olimpico. In caso contrario, l'indipendenza non esisterebbe. E non arrivo a dire che quei Comitati sarebbero dipendenti dai Governi: ma, piuttosto, da principi ed idee non conformi all'ideale olimpico: e sarebbero indegni, perciò, di far parte della famiglia olimpica.

Milan Ercegan

Membro del Comitato Olimpico Jugoslavo

Signor Presidente, signori: voglio per prima cosa ringraziare il Comitato Olimpico Nazionale Italiano ed il suo presidente, signor Onesti, per aver preso l'iniziativa d'organizzare questa riunione.
La proposta del Comitato Olimpico Nazionale Italiano di soffermarci sul problema del diritto e del dovere d'indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici, è a nostro avviso molto importante, e mol

dobbiamo qui discuterla e studiarla in profondità. Il Comitato Olimpico Jugoslavo ritiene che la questione debba essere studiata, però, in ogni sua parte.

Mi consenta, signor Presidente, d'inquadrare rapidamente l'intero problema: e cioè il peso sia dei diritti che dei doveri dei Comitati Nazionali Olimpici.

Tutti conosciamo la posizione d'avanguardia del movimento olimpico moderno nello sviluppo dello sport e della cultura fisica nel mondo. E tutti desideriamo che il movimento olimpico sia, anche in avvenire, la forza che promuove e favorisce la cultura fisica, la gioia di vivere, il benessere e la prosperità.

Per mantenere questa sua posizione progressista, il movimento olimpico deve evolversi. Se consideriamo il movimento da questo angolo di visuale, il nostro compito, e soprattutto quello del Comitato Internazionale Olimpico, non è soltanto quello di vigilare sulle idee e sulle tradizioni, ma deve essere molto più vasto. Noi dobbiamo sviluppare l'opera di de Coubertin perché rimanga sempre giovane e vitale.

Questo è quanto dovrebbe guidarci nelle nostre discussioni sull'organizzazione, sul ruolo e sulla posizione del Comitato Internazionale Olimpico. Ci rendiamo conto che tutti i Comitati Nazionali Olimpici costituiscono la base del movimento olimpico internazionale, e che sopportano il maggior peso dell'olimpismo. Non credo di esagerare affermando che oggi la forza del movimento olimpico dipende molto dalla forza dei Comitati Nazionali Olimpici.

Tutti sappiamo, poi, che sono i Comitati Nazionali Olimpici ad affrontare quotidianamente le realtà della vita pratica dello sport: ed è per questo motivo che essi ne capiscono meglio i bisogni. Tuttavia, i Comitati Olimpici partecipano in maniera molto relativa alla soluzione di questi problemi. Se alcune questioni olimpiche sono attualmente di difficile soluzione, ciò è dovuto, a mio avviso, al fatto che i Comitati Nazionali Olimpici non sono chiamati a partecipare alla ricerca delle soluzioni.

La forza e l'importanza dei Comitati Nazionali Olimpici non dipendono soltanto, io credo, dall'indipendenza e dalla libertà delle decisioni che essi possono prendere nell'ambito del proprio paese, ma anche, e nella stessa misura, dal ruolo che hanno nei confronti del movimento internazionale olimpico, dalla posizione, cioè, e dai diritti che vengono loro conferiti dal Comitato Internazionale Olimpico. Ci sembra illogico che il Comitato Internazionale Olimpico esiga da una parte la libertà assoluta dei Comitati Nazionali Olimpici nei rispettivi paesi, e dall'altra non dia loro alcun diritto sul piano internazionale.

Non sarebbe il caso di rifarci all'esperienza di altre istituzioni internazionali, anche di carattere sportivo, in seno alle quali tutti i paesi partecipano con pari peso alla soluzione di questioni ben altrimenti complicate e delicate di quanto non siano a volte le nostre?

Il Comitato Olimpico Jugoslavo ritiene che, fin quando il problema dei Comitati Nazionali Olimpici non sarà preso in considerazione nella sua interezza, e cioè fin quando il Comitato Internazionale Olimpico non avrà conferito non solo dei doveri, ma anche dei diritti, tale problema rimarrà insoluto: e non so se questo favorirà il movimento olimpico.

Le relazioni che intercorrono oggi fra il Comitato Internazionale Olimpico ed i Comitati Nazionali Olimpici, allontanano sempre più il Comitato Internazionale Olimpico dalla realtà, e lo rendono inidoneo alla soluzione dei problemi che questa realtà incessantemente propone.

Noi riteniamo che la famiglia olimpica non sia formata soltanto dai membri del C.I.O., ma che essa si componga, oltre che del C.I.O., di tutti i Comitati Nazionali Olimpici e delle Federazioni Internazionali, che costituiscono un insieme unico. Questa famiglia olimpica deve essere uniformata ad uno spirito di uguaglianza nei diritti.

Se il Comitato Internazionale Olimpico ha davvero a cuore il prestigio dei Comitati Nazionali Olimpici, deve, a nostro avviso, rivedere assolutamente la sua posizione nei confronti dei singoli comitati. La presenza di un singolo Comitato Nazionale in seno al Comitato Internazionale Olimpico deve essere simile a quella che viene garantita in quasi tutte le istituzioni internazionali, poiché tutti i paesi hanno gli stessi diritti.

Grazie.

Axel Proet Host

Presidente del Comitato Olimpico Norvegese

Signor Presidente: quando ci fu comunicato l'ordine del giorno di questa conferenza e prendemmo in considerazione questo argomento, non fummo sicuri quale ne fosse il significato reale. Si parlava di indipendenza dei Comitati Olimpici Nazionali, e noi ci chiedemmo se, con tale termine, ci si riferisse all'indipendenza da altre organizzazioni sportive del proprio paese, ovvero da Governo, o se infine non si intendesse piuttosto indipendenza dal Comitato Olimpico Internazionale. In quest'ultimo caso, la questione assume estrema importanza.

La Carta Olimpica definisce il modo in cui i Comitato Olimpici Nazionali vanno organizzati. Se s'intende stabilire un modello che può essere variato a seconda di quanto ogni paese considera attuabile, il problema è abbastanza semplice; ma se si vuole interpretare la Carta alla lettera, ci chiediamo se non è il caso di adeguare la Carta ai tempi moderni.

Non ci sembra logico che il Comitato Olimpico Internazionale — in seno al quale i Comitati Olimpici Nazionali non hanno voce né rappresentanza — si attribuisca la facoltà di stabilire il modo in cui ogni paese deve organizzare i suoi sport. Se il punto è questo, io sono d'accordo con Gaston Meyer sul comunicato 91: che sia, cioè, giunto il momento di proporre delle modifiche, prima di correre il rischio di un fallimento o di un completo rivoluzionamento nell'organizzazione dei Giochi Olimpici.

Io credo che sarebbe opportuno designare un Comitato al quale assegnare il compito di esaminare a fondo tutti questi problemi, come è stato giustamente proposto da Meyer.

Molti si chiederanno se il Comitato Olimpico Internazionale sarà d'accordo; non v'è dubbio, d'altra parte, che la decisione spetti ai Comitati Olimpici Nazionali. Senza la collaborazione dei Comitati Olimpici Nazionali e delle Federazioni Internazionali, non si potrebbero né organizzare né disputare i Giochi Olimpici.

Rirengo che i Comitati Olimpici Nazionali abbiano accolto con piacere la proposta del Comitato Olimpico Italiano di tenere questa riunione di Roma: è un primo segno del crescente desiderio dei Comitati Olimpici Nazionali di avere qualche influenza sulle decisioni riguardanti l'organizzazione e l'ordinamento dei futuri Giochi Olimpici.

Darò un esempio pratico della necessità di norme più chiare e precise. In Norvegia abbiamo un'organizzazione comune per tutti gli sport. Tutte le Federazioni Sportive fanno capo ad un'unica organizzazione: la Federazione Sportiva Norvegese. Dal 1926 tale Federazione agisce anche come Comitato Olimpico della Norvegia, ed ha trattato tutti i problemi riguardanti i Giochi Olimpici.

Quest'anno, all'improvviso, ci è stato spiegato, dai rappresentanti del Comitato Olimpico Internazionale in Norvegia, che la nostra organizzazione è illegale; e siamo stati anche invitati a stabilire una nuova forma organizzativa per il Comitato Olimpico Norvegese. Ora, io non vedo alcun motivo valido per accusarci di organizzazione illegale. Abbiamo tenuto la stessa forma di organizzazione per quarant'anni, e, per aver oltretutto organizzato i Giochi Olimpici del 1952, ritengo che in quel periodo la nostra organizzazione fosse considerata legale.

Il Comitato Olimpico Internazionale non avrebbe, io penso, lasciato ad un organismo illegale la responsabilità dei Giochi Olimpici.

Il caso citato, ad ogni modo, mi fa ritenere necessario stabilire questa norma: la Carta Olimpica è un modello utile per i paesi che non hanno un'organizzazione comune di tutti gli sport, ma ogni paese, ogni Comitato Olimpico Nazionale, è indipendente, e decide da solo quale forma dare alla sua organizzazione. Si deve solo aver cura che non vengano trascurati i principi fondamentali, che sono in se stessi la più valida garanzia per l'indipendenza economica, religiosa, politica e comunale. Mi pare evidente che ciò è adeguato ai tempi di democrazia in cui viviamo.

Spero che sia possibile seguire il consiglio di Gaston Meyer, prima che sia troppo tardi.

Grazie.

Archivio Storico

PRESIDENTE: Signor rappresentante della Norvegia: è solo a titolo personale che io parlo. Colgo questa occasione per ringraziarla profondamente a nome dell'Italia. Nel lontano 1946 noi, paese ex nemico, avemmo dal vostro Comitato, che ci pare dubbio non considerare legittimo, una fraterna accoglienza, e fummo considerati, fra tutti voi, amici e liberi. Sono discorsi anacronistici, a venti anni di distanza, ma io c'ero, nel 1946, quando fraternamente ci accoglieste, evitandoci perfino l'ombra di un qualsiasi disagio.

Questo ricordo fa forse velo al mio giudizio: ma non posso dimenticare quell'episodio, per congratularmi, a titolo personale, con la vostra organizzazione, ed augurale ogni bene.

La parola è al rappresentante della Germania dell'est.

Heinz Schöbel

Presidente del Comitato Olimpico delle Repubblica Democratica Tedesca

Parla l'interprete ufficiale:
Il dottor Heinz Schöbel, Presidente del Comitato Olimpico Nazionale della Repubblica Democratica Tedesca, mi ha pregato di leggere il suo discorso.

Signor Presidente, signore e signori: il Comitato Olimpico Nazionale della Repubblica Democratica Tedesca apprezza moltissimo l'iniziativa presa dal Comitato Olimpico Nazionale Italiano di organizzare questo convegno.

Il nostro Comitato sostiene in pieno il principio dell'indipendenza; poiché noi siamo stati colpiti spesso da discriminazioni, abbiamo guardato con grande interesse e gratitudine alle misure prese dall'C.I.O. e dalla Federazione Internazionale per mantenere lo sport libero e indipendente.

Durante i quindici anni della sua esistenza, il Comitato Olimpico della Repubblica Democratica Tedesca ha costantemente diretto i suoi sforzi maggiori a promuovere l'ideale olimpico, come prescritto dalle norme del Comitato Olimpico Internazionale. Questo è stato riconosciuto in varie riunioni dell'C.I.O. e dallo stesso Presidente dell'C.I.O., Avery Brundage.

Nonostante questo nostro buon lavoro olimpico, il Comitato Olimpico Internazionale non ha — fino ad ora — concesso al nostro Comitato Olimpico le stesse prerogative che vantano tutti i Comitati Olimpici da esso riconosciuti.

È nostra opinione che un Comitato Olimpico Nazionale indipendente deve avere il diritto di formare una propria squadra olimpica, libera da ogni ingerenza o forza che sia fuori del suo territorio. Ogni Comitato Olimpico deve avere il diritto esclusivo di provvedere ai propri compiti.

Invece, nel nostro caso, il principio d'indipendenza è stato fino ad ora limitato, perché il C.N.O. della Repubblica Federale Tedesca può decidere della partecipazione o meno di nostri atleti ai Giochi Olimpici. Nel formare la cosiddetta «squadra olimpica unita» per il 1964, sorsero molte discussioni ed insormontabili difficoltà fra i due Comitati Olimpici tedeschi. Nelle prove preolimpiche, e nelle gare di Innsbruck e Tokyo, si verificarono moltissimi inconvenienti e non poche contrarietà per gli atleti.

Pertanto, il nostro Comitato Olimpico è giunto alla conclusione che si debba porre fine a questo intollerabile stato di cose. Voglio soltanto farvi un esempio: il caso dello yacktman Dehmel, della Repubblica Democratica Tedesca, e del signor Kuhweide, della Repubblica Federale della Germania. A Tokyo il Comitato Olimpico della Germania ovest violò l'accordo preso con il nostro Comitato Olimpico. Anche se il nostro yachtman, signor Dehmel, era regolarmente qualificato per la prova, gli fu impedito di gareggiare a Tokyo.

L'esempio più recente d'ingerenza politica nello sport è il fatto che il governo della Germania Occidentale ha fatto pressioni sulle autorità della N.A.T.O. a non concedere il «visto» al signor Manfred Ewald, membro del nostro Comitato Olimpico e della nostra delegazione a questo Congresso.

Siamo a conoscenza che il Governo italiano aveva rilasciato il «visto» al signor Ewald, e che il Comitato Olimpico Nazionale Italiano ed il suo Presidente avvocato Onesti hanno cercato di fare il possibile a questo riguardo.

Il signor Ewald è presidente dell'Unione degli Sport Nazionali del nostro paese, ed è stato assistente capo-missione della cosiddetta «squadra olimpica unita» a Roma. A Tokyo, l'anno scorso, il signor Ewald è stato capo-missione della squadra olimpica tedesca. È da rimpiangere vivamente che egli non possa essere presente a questa Conferenza.

Il nostro Comitato Olimpico è anche informato che il governo tedesco occidentale di Bonn, nella sua tendenza ad interferire politicamente nei Giochi Olimpici, arriva al punto di dare istruzioni agli Ambasciatori affinché essi non perché convincano i membri del Comitato Olimpico Internazionale a votare contro la richiesta di completa indipendenza del nostro Comitato Olimpico Nazionale. All'ordine del giorno della sessione di Madrid è la richiesta del nostro Comitato, che sollecita la partecipazione di una squadra indipendente del Comitato Olimpico della Repubblica Democratica Tedesca ai Giochi Olimpici del 1968. Questa domanda è avanzata in piena aderenza alla Carta Olimpica, in particolare all'articolo 7, il quale stabilisce chiaramente che il Comitato Olimpico Internazionale non ha competenza a decidere il riconoscimento di Governi, bensì di Comitati Olimpici Nazionali, e dell'ammissione delle rispettive squadre ai Giochi Olimpici.

Quanto è accaduto nella Germania divisa, specialmente dopo il 1960, dimostra senza possibilità di equivoco la vanità delle speranze che la cosiddetta «squadra tedesca unita» desse il suo contributo alla comprensione ed alla riunificazione della Germania. Lo stesso Presidente dell'C.I.O. ha dovuto ammetterlo con rincrescimento in più d'una occasione.

Come sapete, l'Unione Sportiva della Germania Occidentale e il suo Comitato Olimpico ruppero le relazioni sportive pangermaniche con noi nel 1961, per motivi politici. La situazione, da allora, è andata peggiorando al punto che oggi non esiste alcuna base reale per la formazione di una squadra olimpica tedesca unita. Al contrario, si deve ammettere che le affermazioni agonistiche e lo spirito sportivo raggiunsero i loro migliori risultati in tutti quei campionati — mondiali ed europei — in cui gli atleti delle due Germanie gareggiarono con squadre indipendenti. Tutte le parti interessate potrebbero verificare che non ci fu ingerenza politica di alcun genere.

Questo è stato — ad esempio — il caso dei campionati europei di pugilato e dei campionati mondiali di pentathlon moderno di quest'anno, tutti e due disputati nella Repubblica Democratica Tedesca. Lo stesso si può dire del torneo europeo di calcio per juniores e della Coppa Europea «Bruno Zauli» per squadre atletiche nazionali, svoltesi nella Repubblica Federale Tedesca.

È dimostrato dunque agli occhi di tutti che la partecipazione di due squadre tedesche ai campionati internazionali è la soluzione più valida, e serve l'ideale olimpico nel migliore dei modi.

Chiediamo pertanto — con la convinzione di aver scelto l'atteggiamento più onesto — a tutti i delegati del C.N.O. qui presenti di raccomandare alla sessione C.I.O. di Madrid (come già è stato fatto dalle Federazioni Internazionali lo scorso aprile a Losanna) la risoluzione del problema tedesco, dando soddisfazione alla richiesta del Comitato Olimpico Nazionale della Repubblica Democratica Tedesca di un pieno riconoscimento e della completa indipendenza, secondo i principi dei regolamenti olimpici.

Grazie.

PRESIDENTE: Signor rappresentante della Germania dell'est: sono personalmente addolorato per la situazione che in questo momento vi tiene in difficoltà: ma l'argomento non è di nostra pertinenza, e non figura all'ordine del giorno.

Io credo, però, che tutti i Comitati Olimpici Nazionali saranno d'accordo con me nel sollecitare l'organismo competente, il Comitato Internazionale Olimpico, affinché la questione tedesca sia risolta a Madrid secondo le regole olimpiche. Grazie.

La parola è al rappresentante dell'Unione Sovietica.

Indice

Igor Kasanskii

Vice Presidente del Comitato Olimpico dell'U.R.S.S.

Signor Presidente, signore, signori, cari amici! Permettetemi, a nome del Comitato Olimpico dell'Unione Sovietica, di salutare calorosamente i delegati al Convegno dei C.N.O., e di esprimere la nostra più profonda convinzione che i risultati del Convegno delle organizzazioni olimpiche nazionali saranno un importante contributo allo sviluppo del movimento olimpico moderno. I C.N.O. hanno dichiarato più di una volta che è indispensabile avere la possibilità d'incontrarsi, allo scopo di scambiare informazioni e reciproche esperienze, e per elaborare raccomandazioni fatte in comune.

Oggi noi abbiamo questa possibilità, e per questo esprimiamo al Comitato Olimpico Italiano ed al suo Presidente signor Giulio Onesti la nostra profonda riconoscenza per l'iniziativa presa, e per il lavoro affrontato per la preparazione e lo svolgimento del presente Convegno.

Le relazioni sportive internazionali aprono ampie possibilità a una pacifica collaborazione ed alla fraternizzazione tra i popoli, come ha già detto il signor Onesti nel suo discorso introduttivo; al miglioramento della comprensione reciproca ed al rafforzamento dell'amicizia fra la gioventù ed i popoli di tutto il nostro pianeta. Tutto ciò comporta una grande responsabilità nell'attività pratica delle organizzazioni sportive e dei C.N.O., chiamati a guidare lo sport nei loro paesi, ed a rappresentare gli sportivi e le nazioni nel grande « Forum » internazionale della forza e della bellezza atletica costituito dai Giochi Olimpici, dove s'incontrano i rappresentanti di quasi tutti i Paesi del mondo, indipendentemente dalle loro convinzioni politiche, ideologiche e religiose.

Nello stesso tempo, la partecipazione al movimento olimpico ed alle competizioni quadriennali non significa una rinuncia alle proprie convinzioni, opinioni ed idee. Noi viviamo nelle condizioni complesse e contraddittorie della vita moderna, e non possiamo chiudere gli occhi agli aspetti che rappresentano il progresso del mondo in tutti i campi dell'attività umana, ivi compreso quello dello sport. Purtroppo, in numerosi paesi esistono organizzazioni internazionali aventi determinate tendenze ed una linea essenzialmente politica, le quali pongono lo sport al servizio dei loro interessi, che non hanno nulla in comune con i compiti dello sport mondiale. Sfruttano lo sport per i propri scopi politici, facendo così sorgere uno dei problemi più difficili dello sport mondiale moderno: l'interferenza politica nella vita sportiva; in altre parole, permettono la penetrazione delle forze reazionarie nel movimento sportivo.

È da deprecare l'episodio di grave discriminazione politica che si è verificato oggi per la delegazione della Repubblica Democratica Tedesca da parte delle forze reazionarie, ed in particolare della NATO, che hanno fatto tutto il possibile per impedire che il Comitato Olimpico Nazionale della Repubblica Democratica Tedesca prendesse parte alla nostra riunione odierna.

Se rivolgiamo lo sguardo al continente americano, vediamo qua e là interferenze dirette nello sport. Per fare un esempio, gli atleti cubani sono stati privati del diritto di partecipare quest'anno al campionato mondiale di baseball svoltosi in Columbia. I calciatori dello stesso paese non hanno potuto partecipare al campionato dell'America latina. In questo momento si sta mettendo in atto una nuova minaccia agli atleti di Cuba, ai quali sembra verrà negato il legittimo diritto di prender parte ai Giochi dell'America Centrale e dei Caraibi.

Noi consideriamo anche questa un'evidente discriminazione nei confronti di un paese, le cui organizzazioni sportive sono riconosciute dalla maggior parte delle Federazioni Internazionali e dal C.I.O.

Per tali condizioni venute a crearsi, le organizzazioni sportive internazionali, ed in particolare il C.I.O., dovranno prendere le opportune misure.

In un suo comunicato ai Comitati Olimpici degli Stati Uniti d'America, della Gran Bretagna e della Francia, il C.I.O. ha già richiesto che si ponga fine alle discriminazioni nei confronti degli atleti della Repubblica Democratica Tedesca, e che venga loro accordato il permesso d'ingresso nei paesi della NATO per la partecipazione a competizioni ufficiali internazionali. Nell'aprile di quest'anno,

alla riunione delle 24 Federazioni internazionali, è stato nuovamente richiesto che cessi ogni azione discriminatoria dei sostenitori della guerra fredda nello sport. Ci auguriamo, di conseguenza, che le misure che il C.I.O. dovrà prendere, per la cessazione delle discriminazioni nei confronti degli atleti della D.D.R., siano coerenti con le precedenti decisioni.

Noi siamo disposti a credere che nella prossima sessione di Madrid sarà decisa l'importante questione della partecipazione indipendente dei due Comitati Olimpici Tedeschi ai Giochi Olimpici. Siamo inoltre convinti che il C.I.O. ed i Comitati Olimpici Nazionali faranno pesare tutta la loro influenza per consentire la partecipazione degli atleti di Cuba ai Giochi dell'America Centrale e dei Caraibi.

Proponga che venga affrontata nella nostra riunione la questione dell'interferenza politica nello sport. Il Comitato Olimpico dell'URSS è fermamente convinto che i Comitati Olimpici Nazionali non possano sottrarsi all'impegno di ottenere l'applicazione del principio fondamentale della Carta Olimpica, e raccomanda ad ognuna delle organizzazioni nazionali di riconoscere a tutti in pari misura il diritto di partecipare a campionati mondiali e continentali.

Approfittando dell'occasione, vorrei pronunciarmi sulla questione dei Giochi Regionali. Ci sembra indispensabile che per i Giochi Regionali sia tenuto in vigore il regolamento del C.I.O. I Giochi Regionali godono di un meritato prestigio nell'ambito dello sport mondiale, e occupano un posto importante nel movimento sportivo. Può servire come esempio il felice svolgimento dei primi Giochi Africani tenuti quest'anno nel Congo, a Brazzaville.

Non possiamo non apprezzare con vivo compiacimento i buoni risultati raggiunti dagli atleti del continente africano negli ultimi anni, e ci congratuliamo con i nostri colleghi dei paesi africani per gli evidenti progressi compiuti in campo sportivo. Ha preso corpo, in tal modo, l'idea del primo Presidente del C.I.O., Pierre de Coubertin, sull'organizzazione dei Giochi Regionali in Africa, che egli aveva proposto per la prima volta già nel 1912. A proposito delle difficoltà che incontrava il suo progetto di organizzare i Giochi Africani, de Coubertin scrisse nelle sue memorie olimpiche: « Sono convinto che si ritornerà su questo progetto, che prevede l'organizzazione, ogni due anni, di giochi sportivi in tutto il territorio dell'immenso continente africano ».

Il progresso della vita sociale ha confermato l'esattezza di queste parole. Ormai, la partecipazione di atleti africani al movimento sportivo internazionale diventa ogni anno più importante.

Aver tenuto fede al principio di organizzare Giochi Regionali non significa impossibilità di effettuare altre manifestazioni agonistiche internazionali che potrebbero chiamarsi « competizioni ad invito », curate da singoli paesi ed organizzazioni sportive. Esse favoriranno senza dubbio l'ampliamento dei contatti fra i giovani di molti paesi ed una maggiore divulgazione dello sport in tutto il mondo. Il Comitato Olimpico Nazionale dell'URSS varò a suo tempo un progetto di risoluzione, che ora sottopone ai C.N.O. In esso si dichiara esplicitamente che i delegati dei C.N.O., riuniti a Roma nel settembre 1965, danno il loro appoggio alle raccomandazioni fatte dal C.I.O. e dalle Federazioni Internazionali nel febbraio 1963, nelle quali era sottolineata la necessità di organizzare competizioni ufficiali unicamente nei paesi che garantiscono il rilascio dei visti a tutti i partecipanti e dirigenti accompagnatori. Danno il loro appoggio inoltre alla risoluzione presa dalle Federazioni Internazionali in data 11 aprile 1965, la quale richiama l'attenzione sul fatto che tutte le Federazioni affiliate debbono avere la possibilità, con relativi diritti e privilegi, di partecipare ai Giochi Olimpici e Regionali, ai campionati mondiali ed agli altri campionati indetti da organizzazioni sportive internazionali.

I C.N.O. ritengono indispensabile, nello svolgimento della loro attività pratica, prendere misure che valgano ad evitare interferenze politiche nello sport.

Permettetemi ancora una volta di ringraziare il Comitato Olimpico Nazionale Italiano ed i suoi dirigenti per la cordiale ospitalità offertaci a Roma, la cui storia e tradizione sono tanto care [illegible] l'umanità.

Vi ringrazio della vostra attenzione.

Max Danz

Vice Presidente del Comitato Olimpico della Germania Ovest

Appena poche parole a nome della Germania Occidentale. Il Comitato Olimpico Nazionale della Germania Ovest protesta vivissimamente contro il tentativo di portare in discussione un argomento che non è di pertinenza di questa seduta. Molto di quanto il signor Schöbel della Germania Est ha detto, è completamente falso. Il Comitato Olimpico Internazionale ritenne opportuna — con una precedente decisione — la formazione di una squadra olimpica unita; nella prossima Conferenza di Madrid verrà riproposta la questione se conservare anche per il futuro questa squadra unita: ma tale decisione è di assoluta competenza del C.I.O.

Il Presidente Brundage ha chiesto ai due Comitati Olimpici Nazionali Tedeschi di arrivare ad un accordo tra loro sul problema dell'eventuale formazione di una squadra tedesca unita, ma deploriamo vivamente che il Comitato della Germania Est si sia rifiutato finora d'intavolare discussioni con noi su tale argomento.

Per non pregiudicare la decisione del C.I.O. e le discussioni che si terranno a Madrid, ci opponiamo ad un dibattito su questo problema nell'odierno Congresso. Crediamo che ci siano moltissime altre cose da fare, e non dovremmo esserne impediti da dibattiti sui problemi interni tedeschi, che sono stati proposti in questa sede dal rappresentante della Germania Est e dal suo Comitato Olimpico. Il signor Onesti converrà che non si debba insistere su tale problema in questa riunione, e che l'insistervi significherebbe evadere dai compiti della nostra Assemblea e dall'ordine del giorno.

Grazie.

PRESIDENTE: Chi altro di lor signori, sull'argomento « indipendenza dei Comitati Olimpici », intende prendere la parola?

Hussein Omar Gohar

Membro del Comitato Olimpico della R.A.U.

Sono il segretario del Comitato Olimpico della Repubblica Araba Unita. Signor Presidente, signore, e signori, permettetemi di ringraziare il Comitato Olimpico Nazionale Italiano per la gentile ospitalità, per l'organizzazione di questo Convegno, e per la possibilità che ci ha offerto di discutere argomenti di vitale importanza.

In riferimento al problema dell'indipendenza dei Comitati Olimpici Nazionali, siamo d'accordo in linea di principio su tale indipendenza: ma, per la completa fiducia che abbiamo l'uno nell'altro, per la correttezza che il Comitato Olimpico Internazionale usa nei confronti dei Comitati Olimpici Nazionali — se qualcuno di tali Comitati Olimpici Nazionali viola il codice olimpico, il Comitato Olimpico Internazionale interviene a salvaguardia degli ideali olimpici — noi suggeriamo e proponiamo di abolire la frase scritta a pie' di pagina del primo comma, che dice: « ... anche con visite sul posto ».

Grazie.

PRESIDENTE: Poiché nessuno di lor signori ha chiesto la parola su questo argomento, ci permettiamo di proporre un ordine del giorno conclusivo che vi prego di ascoltare con attenzione, per constatare se interpreta i vostri pensieri e desideri. Lo leggerò una prima volta, e poi voi stessi proporrete, se del caso, le variazioni.

Ordine del giorno da presentare a Madrid a nome dei Comitati Olimpici:

« I Comitati Nazionali Olimpici, riuniti a Convegno in Roma il 30 settembre 1965, ascoltata e discussa una relazione sul principio di indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici,

confermano

la piena validità passata, presente e futura del principio olimpico sulla indipendenza e autonomia dei Comitati Nazionali Olimpici da ogni influenza politica, confessionale e commerciale;

invitano

le Pubbliche Autorità di ogni paese a promuovere e organizzare con senso di amore l'educazione fisica della gioventù del mondo nonché ad aiutare moralmente e finanziariamente il movimento agonistico di cui i C.N.O. sono i soli responsabili anche nei rapporti internazionali, fermo restando tuttavia il diritto di ciascuno stato di verificare l'utile impiego delle somme disponibili;

fanno voti

affinché il Comitato Internazionale Olimpico attui ogni forma di controllo, anche per mezzo di visite di propri membri, scelti dall'Esecutivo a prescindere dal paese di provenienza, e adottando in caso di accertate violazioni delle Regole Olimpiche, tutti i possibili provvedimenti per ristabilire il pieno rispetto dell'indipendenza di ciascun Comitato Olimpico;

chiedono

alle Federazioni Sportive Internazionali di non affiliare una Federazione Sportiva Nazionale senza aver prima ottenuto il parere favorevole del Comitato Nazionale Olimpico competente ».

Non so se questo ordine del giorno abbia interpretato i vostri desideri. Se ci fosse qualche eccezione, potete naturalmente sollevarla. Se non ce ne fossero, sospenderemmo per dieci minuti la riunione per riprendere subito dopo, con la lettura del secondo punto all'ordine del giorno.

Henry Conrenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Vorrei intervenire sul metodo dei lavori, perché mi sembra che questo metodo ricalchi quello tradizionale del Comitato Internazionale Olimpico. Io preferirei che le proposte di ordini del giorno fossero preventivamente comunicate, e che ci riservassimo poi una seduta per approvarle. In questa maniera le proposte possono essere esaminate con attenzione dalle delegazioni, ed è possibile, eventualmente, modificarle.

PRESIDENTE: Mi pare che la proposta sia molto oculata. Quindi, mi permetterei di distribuire fra qualche minuto l'ordine del giorno che vi ho sottoposto, per passare all'eventuale approvazione nella giornata di domani.

Se siete tutti d'accordo su questo programma, possiamo sospendere la seduta per dieci minuti, e passare poi al secondo comma dell'ordine del giorno.

La parola al rappresentante polacco.

Wlodzimierz Reczek

Presidente del Comitato Olimpico Polacco

Signor Presidente, cari colleghi: scusatemi, debbo fare alcune osservazioni sul ruolo e sui compiti che competono ai Comitati Nazionali Olimpici. Penso che questo argomento interessi vivamente tutti quanti.

L'espansione del movimento olimpico nel mondo, la creazione progressiva di nuovi Comitati Nazionali Olimpici, dimostrano quanto ai nostri giorni il movimento olimpico sia divenuto un fenomeno universale. Tuttavia, non si deve considerare il movimento olimpico come un fatto isolato, a sé stante. Nell'insieme del movimento sportivo, l'atleta destinato a partecipare ai Giochi è al vertice di una piramide la cui base è formata dall'educazione fisica nel senso lato della parola.

Vorrei insistere sul fatto che un'educazione fisica largamente sviluppata, che assicuri alla maggior parte dei giovani l'ingresso alla pratica dello sport, costituisce la base e la condizione sine qua non della creazione, della conservazione e dello sviluppo di un'élite sportiva, e del movimento olimpico in generale.

Un compito importante e vitale spetta al movimento olimpico come contributo alla coesistenza, al riavvicinamento e all'amicizia dei giovani del mondo intero. Non bisogna sottovalutare il servizio efficace e prezioso che il movimento olimpico rende alla causa della comprensione e dell'intesa pacifica fra i popoli.

Mi rendo conto che lo sviluppo così fervido del movimento olimpico in questi ultimi anni, e la costituzione di un così gran numero di nuovi Comitati Nazionali Olimpici, ha fatto sorgere qualche problema serio: ad esempio, l'istituzione, l'organizzazione formale e materiale di questi nuovi Comitati, e le possibili influenze sul loro sviluppo, influenze che determineranno la loro esistenza e il successo della loro attività.

Questa nuova situazione non dovrebbe lasciarci indifferenti. Senza voler tracciare una linea divisoria fra Comitati vecchi e nuovi, mi sembra tuttavia che noi abbiamo l'obbligo morale di aiutare i nuovi Comitati Olimpici, e soprattutto quelli di paesi in via di sviluppo. Non dobbiamo soltanto assicurare ad essi la nostra assistenza, ma anche, nel quadro dei loro bisogni e delle loro richieste, nella misura delle nostre possibilità, fornire una collaborazione e un aiuto concreti.

Infine, l'accordo unanime a sostegno della formazione di nuovi Comitati Olimpici dovrebbe essere congiunto ad una cooperazione sistematica di tutti i Comitati Olimpici.

Per far ciò, è necessario istituire un foro internazionale, non solo per facilitare la discussione di problemi fondamentali relativi alle attività dei Comitati Nazionali, e il continuo scambio di esperienze, ma anche per creare una valida piattaforma di cooperazione con il Comitato Internazionale Olimpico e con le Federazioni Sportive Internazionali.

Ho ancora un'ultima osservazione da fare. Riguarda il problema della discriminazione nello sport, di cui un esempio doloroso è dato dall'assenza fra noi del collega Ewald. Questo animatore del movimento olimpico, ben noto nel suo paese e nel mondo, non è al nostro fianco, per quanto i nostri amici italiani, e in particolar modo l'eminente collega Onesti, si siano adoperati per rimediare a questo spiacevole incidente, onde assicurare alla Conferenza, in conformità alle regole olimpiche, la partecipazione completa di tutti i Comitati Nazionali Olimpici e dei loro dirigenti.

Quali sono le conclusioni?

1) ritengo che occorra rendere efficace la nostra azione contro ogni forma di discriminazione nello sport, specie per quanto riguarda la discriminazione politica, essendo quella a cui siamo esposti il più delle volte;

2) ritengo opportuno proporre che la Conferenza si pronunci su questa misura discriminatoria che ha colpito uno dei nostri colleghi;

3) penso che tutta questa vicenda ci ha offerto una volta di più la prova evidente di quanto sia urgente e indispensabile il riconoscimento, con pieni diritti, dell'indipendenza del Comitato Olimpico della Repubblica Democratica Tedesca da parte del Comitato Internazionale Olimpico.

Grazie per l'attenzione.

PRESIDENTE: Grazie, signori. La seduta, a nome di alcuni congressisti e soprattutto delle nostre interpreti in simultanea, viene sospesa per dieci minuti.

Grazie.

La seduta viene sospesa per dieci minuti.

Secondo argomento: Finanziamento dei C.N.O.

PRESIDENTE: Nel frattempo vi sarà distribuito nelle quattro lingue l'ordine del giorno sull'indipendenza dei Comitati Olimpici. Farete le vostre osservazioni, e domani mattina passeremo all'approvazione dell'ordine del giorno.

Passiamo quindi al secondo comma. Dò lettura della relazione, prima di aprire la discussione.

«Finanziamento dei Comitati Nazionali Olimpici e utilizzazione dei proventi televisivi. Negli ultimi Giochi Olimpici si è avuta una rilevante entrata finanziaria, dovuta al pagamento dei diritti di ripresa da parte della radiodiffusione. Secondo noi, queste somme debbono andare principalmente al Comitato Internazionale Olimpico, per le sue necessità di istituto e per l'opera che esso dedica allo sport in generale. Il Comitato Internazionale Olimpico ha difatti la responsabilità della tutela dello sport olimpico in tutto il mondo, e quindi i suoi compiti sono diventati sempre più numerosi, impegnativi e costosi.

(Dà lettura dell'ordine del giorno agli atti: «I membri del Comitato Olimpico...).

Signori congressisti, la discussione è aperta. La parola è al gen. Stoytchev.

Generale Vladimir Stoytchev

Presidente del Comitato Olimpico Bulgaro

Signor Presidente, signori: permettetemi di rinnovare i ringraziamenti che già sono stati espressi al Comitato Olimpico Nazionale Italiano e al suo Presidente signor Giulio Onesti sia da parte del Presidente del Comitato Internazionale Olimpico sia da tutti i partecipanti al Congresso che hanno finora preso la parola. I nostri ringraziamenti per il gentile invito, e i nostri complimenti per la felice iniziativa. Infatti, siamo certi che questa riunione darà un notevole contributo allo sviluppo dello sport in generale, all'espansione dell'ideale olimpico, e un apporto considerevole all'affermarsi dell'intesa internazionale e della pace.

Permettetemi poi di richiamare la vostra attenzione su quanto sto per dire: i Giochi Olimpici debbono essere organizzati in tutti i continenti, una volta in un continente, la successiva in un altro. Questo principio è stato finora seguito dal Comitato Internazionale Olimpico: abbiamo visto i Giochi aver luogo in Europa, in Australia, in Giappone. Ora si svolgeranno nel Messico. Vorrei attirare la vostra attenzione sul fatto che i Comitati Olimpici lontani dal continente in cui si effettuano i Giochi incontrano notevoli difficoltà, specie per quanto riguarda il trasferimento degli atleti. Ritengo pertanto che sarebbe utile impiegare i proventi televisivi costituendo un fondo a disposizione del Comitato Internazionale Olimpico per aiutare i Comitati Nazionali Olimpici lontani dalla sede dei Giochi, semplificando così i loro problemi economici in vista della partecipazione alle Olimpiadi.

Grazie.

Sten Svensson

Segretario Generale del Comitato Olimpico Svedese

Signor Presidente, signore e signori, sono il Segretario del Comitato Olimpico Svedese, ma parlo anche a nome dei Paesi Nordici: Danimarca, Finlandia, Norvegia, Svezia. Abbiamo discusso il problema insieme, e siamo giunti alla conclusione che il Comitato Olimpico Internazionale si troverebbe di fronte ad una situazione piuttosto delicata nel decidere quali debbano essere le nazioni da aiutare finanziariamente, in modo che possano partecipare ai Giochi. Pertanto, noi pensiamo che esista un modo migliore per dare aiuto ai Comitati Nazionali, aiuto che andrà a tutte le nazioni, ricche o povere che siano. Dalla Svezia abbiamo indirizzato una richiesta a questa Assemblea, nella quale ora stiamo parlando, per conoscere quale sia il costo degli accompagnatori ufficiali. Non gli accompagnatori delle squadre, intendiamo, ma quelli che sono necessari per lo svolgimento delle gare. Per molti sport, come il calcio, l'hockey su ghiaccio, ed altri, le spese per gli accompagnatori sono sostenute o dalle organizzazioni o dalle Federazioni Internazionali. Per altri sport, tuttavia, siamo noi a pagare gli accompagnatori necessari allo svolgimento delle competizioni. Ad esempio: nella lotta libera, la Federazione Internazionale Lotta Libera ha deciso che, partecipando tre lottatori, è obbligatorio inviare anche un ufficiale di gara; partecipandone sette, si devono inviare due ufficiali di gara, e così via. La stessa cosa avviene per il pugilato e la ginnastica. Penso che, se c'è abbastanza denaro — più di quanto occorra al C.I.O. — si dovrebbero aiutare le organizzazioni, particolarmente quelle dei piccoli paesi. Sarebbe ottima soluzione concedere alle nazioni il diritto di mandare tutti gli accompagnatori necessari alle gare, senza sopportarne il peso economico, direttamente tramite le Federazioni Internazionali o il Comitato organizzatore.

Grazie.

Alfred Briffa

Presidente del Comitato Olimpico Maltese

Signor Presidente, signore e signori: lasciatemi ringraziare dal profondo del cuore il Presidente avvocato Onesti per il suo faticoso lavoro, e anche tutti coloro che lavorano dietro le quinte, per la consueta, splendida ospitalità. Dopo il grande spettacolo di Roma 1960 abbiamo avuto Napoli, dopo Napoli abbiamo ora questo Convegno che — ne sono sicuro — avrà un successo altrettanto grande, o, forse, ancora maggiore.

I miei vincoli con il Comitato Olimpico di Malta risalgono a venti anni fa, ed ora sono il Presidente del Comitato Olimpico del più piccolo e forse del più povero paese qui rappresentato. Rappresento soltanto 325.000 anime che vivono in 100 miglia quadrate (25.900 metri quadrati). Abbiamo appena raggiunto l'indipendenza, da un anno soltanto: potrete, dunque, rendervi conto che stiamo attraversando un periodo di transizione, e che questa mozione è di estrema importanza per noi. Senza aiuti, il Comitato Olimpico di Malta non può sopravvivere. Non possediamo ricchezze nazionali: abbiamo soltanto buona volontà ed ospitalità da offrire ai turisti che vengono a Malta. È molto difficile raccogliere fondi a favore dello sport, come probabilmente avviene anche in molti paesi più grandi. Ci sono tante istituzioni di beneficenza, in un'isola così piccola; ogni sabato ed ogni domenica moltissima gente va intorno chiedendo soldi. Quando io, come Presidente del Comitato Olimpico di Malta, chiedo dei mezzi per provvedere allo sport, li ottengo con enorme difficoltà, poiché mi rivolgo alle stesse persone a cui tutte le istituzioni di beneficenza bussano durante tutto l'anno. Posso assicurarvi che a Malta lo spirito dilettantistico è molto forte: e sarebbe un vero peccato non poter aiutare la gioventù maltese a conservare questo spirito. Possono soltanto dirvi che, durante

i Giochi a cui abbiamo assistito a Roma, ai Giochi del Mediterraneo a Beirut e a Napoli, Malta era rappresentata da giovani che hanno pagato di tasca propria le divise ed oltre la metà del vitto e dell'alloggio, mentre gli accompagnatori sostennero per intero le spese per il viaggio, il vitto e l'alloggio.

Desidero aggiungere anche che oggi io sono qui a mie spese, dal momento che non possediamo fondi, e che tutto quanto viene fatto dal Comitato Olimpico di Malta proviene dalle nostre tasche. È possibile aiutarci in maniera concreta. Sono i paesi come Malta, spiritualmente pieni di entusiasmo, ma fisicamente molto deboli, che possono essere aiutati da questa mozione, e pertanto la sottolineo, nella speranza che tutti i grandi paesi comprendano il punto di vista dei paesi più piccoli.

Grazie.

PRESIDENTE: Grazie, signor Presidente. Sono lieto dell'occasione per congratularmi personalmente con lei per la sua recente elezione a Presidente del Comitato Olimpico di Malta.

La parola è al rappresentante della Romania.

Aurel Duma

Presidente del Comitato Olimpico Rumeno

Vogliamo ringraziare vivamente il signor Giulio Onesti ed i suoi collaboratori per gli sforzi compiuti nella perfetta organizzazione di questa assemblea, e per la calorosa ospitalità che ci hanno offerto.

Il Comitato Olimpico Rumeno ha studiato con molta attenzione le proposte relative all'uso delle somme incassate dalla televisione in occasione dei Giochi Olimpici. Secondo il nostro parere, sono i Comitati Nazionali Olimpici ed il Comitato Organizzatore dei Giochi che debbono beneficiare della maggior parte delle somme ricavate con la cessione dei diritti alla televisione, in quanto sono proprio i Comitati Nazionali Olimpici e il Comitato organizzatore che sostengono gli sforzi materiali e finanziari più importanti per il successo dei Giochi.

Come ben sapete, i Comitati Nazionali Olimpici spendono somme notevoli per la preparazione degli atleti, per l'equipaggiamento, i trasporti, l'alloggio e il vitto, oltre che per gli arbitri e gli ufficiali di gara, mentre il Comitato organizzatore sostiene il peso economico per la preparazione della base materiale dell'Olimpiade, preparazione che, nelle ultime edizioni dei Giochi, ha dato luogo a spese tali da non poter essere in alcun modo coperte con la vendita dei biglietti.

Ecco perché riteniamo che le somme incassate dalle società televisive dovrebbero essere suddivise innanzi tutto fra i Comitati Nazionali Olimpici e il Comitato Organizzatore, secondo il logico principio che i benefici vengano attribuiti in rapporto agli oneri. Questa, signor Presidente, signori delegati, è la nostra opinione sull'argomento in discussione; esprimiamo la speranza che le nostre buone intenzioni siano state comprese, e che pertanto vengano tenute in conto nella riunione di Madrid.

PRESIDENTE: Signor Presidente: non vorrei che le mie parole fossero intese, come si dice in latino, nel significato di... *Cicero pro domo sua*. La relazione che abbiamo preparato (e democraticamente mi consenta di avere piccole differenze d'idee su quanto lei ha espresso) ha avuto come base il fatto che questi diritti televisivi non costituiscono una grande somma. Comunque, sarebbe una somma risibile se ripartita fra tutti i Comitati Olimpici.

Io parlo a voi, che siete uomini di sport: voi sapete quanto costi la preparazione di una squadra, quali siano le spese di viaggio e di permanenza. Se calcoliamo che quei diritti televisivi siano tali da coprire questi costi, ci facciamo delle illusioni euforiche.

Esclusa la mia modesta persona, ultimo dei membri del Comitato Internazionale Olimpico, in tutta coscienza vi dico che considero di primaria utilità la funzione del Comitato Internazionale Olimpico attraverso i suoi membri.

Molti Comitati Olimpici sono di recente costituzione. Lei rappresenta, delegato rumeno, una grande nazione olimpica, che vanta notevoli successi agonistici. Ma se noi ci guardiamo intorno, ci sono nuovi, piccoli Comitati Olimpici che hanno bisogno di aiuto. Questo aiuto per la loro indipendenza, per stimolare i Governi a dare maggiori contributi allo sport, non possono averlo che da autorevoli membri del C.I.O., dai quali io mi escludo, e che possono essere veramente utili e determinanti per aiutarli.

Dico questo, solo a giustificazione della relazione presentata. Sarà poi il Consiglio a determinare, con l'ordine del giorno, l'approvazione o meno delle idee che in essa sono contenute.

La parola è al rappresentante dell'Austraia, l'amico Fried.

Edgard Fried

Segretario Generale onorario del Comitato Olimpico Austriaco

Signor Presidente, cari amici: desidero, in primo luogo, ringraziare l'avvocato Onesti, presidente del CONI, per l'ospitalità offertaci e per l'organizzazione di questo Convegno; e vengo subito all'ordine del giorno.

Prima di tutto debbo dire che, da quattro anni a questa parte, le entrate provenienti dalla televisione non vanno che in parte al C.I.O. Quando, nel 1960, per la prima volta, il Comitato organizzatore dei Giochi di Roma fu così generoso da concedere i proventi televisivi al C.I.O., questo ebbe notevoli difficoltà per entrare in possesso di tali proventi. Più tardi fu fatta richiesta ai Comitati Organizzatori di assegnare regolarmente questi fondi al C.I.O.

Quando organizzammo i Giochi Olimpici di Innsbruck, mi fu domandato che cosa avremmo fatto delle entrate televisive. Spiegai che i proventi della televisione, in Austria, competono al Governo, e non potevano essere concessi al C.I.O. Avemmo, in seguito, trattative con il sindaco di Innsbruck, ed egli acconsentì, finalmente, a concedere parte delle entrate al C.I.O., per tener fede all'accordo. Per cui i nostri 30.000 franchi svizzeri dovevano rappresentare una specie di tassa da pagare al C.I.O.

Debbo, però, far notare che l'organizzazione di Giochi Olimpici è tremendamente dispendiosa; le cifre dei proventi televisivi — considerate in sé — possono sembrare piuttosto alte: ma se si rapportano alle spese necessarie per l'organizzazione dei Giochi, diventano irrisorie. Come esempio, posso portarvi le spese sostenute per i Giochi Olimpici di Innsbruck. Furono di circa 30 milioni di dollari: e noi introitammo dalla televisione soltanto un milione di dollari. Potete, dunque, trarne le debite conclusioni.

Non sta a me dire se la cosa è giusta oppure no: ma assegnare i proventi televisivi al C.I.O. ed alle Federazioni Internazionali cóntrasta con le nostre regole, in quanto esse dispongono che, se c'è un profitto, deve andare al Comitato Olimpico Nazionale del paese in cui si svolgono i Giochi. Comunque, tale entrata deve essere utilizzata per incrementare il movimento olimpico: e chi promuove il movimento olimpico? I nostri Comitati Olimpici Nazionali.

Ma non date ai Comitati Nazionali speranze illusorie. Perchè, se intendete distribuire quei proventi a tutti i Comitati Olimpici Nazionali, non darete loro che pochi spiccioli; o se vorrete assegnarli ai paesi che hanno bisogno di soldi, sappiate che tutti i Comitati Olimpici Nazionali hanno bisogno di soldi. Nel mio Comitato non siamo tanto poveri: ma dobbiamo ricorrere a sottoscrizioni di danaro per poter mandare le nostre squadre ai Giochi Olimpici.

Ci troveremmo, dunque, di fronte a difficoltà maggiori di quelle di oggi, qualora distribuissimo questo danaro a tutti, lasciando insoluti i problemi di tutti. Che cosa pensavate: che quella cifra fosse astronomica? La mia proposta, dunque, è che venga utilizzata per sostenere il movimento olimpico; tutti qui sappiamo che l'Accademia Olimpica si regge sui sussidi del Comitato Olimpico Ellenico.

Durante tutto l'anno, studenti sportivi e funzionari olimpici vengono istruiti sul significato del movimento olimpico, sul modo di organizzare incontri olimpici, e via dicendo: se noi chiedessimo al C.I.O. di devolvere una parte dei proventi televisivi al Comitato Olimpico Ellenico, e se invitassimo membri o sportivi di Comitati Olimpici sottosviluppati a visitare Olimpia per vedere e capire che cosa significa il movimento olimpico, io credo che lo spirito olimpico diverrebbe azione operante a sostegno del nostro movimento.

Grazie, signori.

Juan Antonio Samaranch

Vice Presidente del Comitato Olimpico Spagnolo

Permettetemi anzitutto di congratularmi con i colleghi del Comitato Olimpico Nazionale Italiano e con il suo Presidente Giulio Onesti per la felice idea di organizzare questa riunione, che, importante per la portata dei temi che stiamo discutendo, lo è a mio avviso ancora di più per un altro fatto: dopo questo convegno, il 4 ottobre andremo a Madrid alla riunione del C.I.O. con idee chiare e con criteri unitari. Questo fatto ha il suo significato, non solo perchè ci farà guadagnare molto tempo, ma anche perché rafforzerà la nostra unità d'azione.

Sarò concreto e breve per non prolungare ulteriormente le discussioni, e mi riferisco al tema che stiamo discutendo, quello della televisione: i proventi televisivi. Condivido il punto di vista del Comitato Olimpico Nazionale Italiano. Degli introiti televisivi, una parte deve servire ad aiutare i Comitati Nazionali Olimpici più bisognosi. Al contrario, di questi proventi beneficiano, ad esempio, le Federazioni Internazionali, che ne hanno molto meno bisogno dei Comitati Olimpici. Ed è per questo, infine, che il Comitato Olimpico Spagnolo si associa alla proposta che i proventi televisivi siano parzialmente destinati ai Comitati Olimpici Nazionali che hanno maggiori necessità.

Amadou Barry

Presidente del Comitato Olimpico del Senegal

Signor Presidente, signori congressisti: anche il Senegal rivolge i suoi complimenti ed i suoi ringraziamenti al Comitato Olimpico Nazionale Italiano per l'iniziativa di riunire i Comitati Nazionali Olimpici per discutere i comuni criteri nell'ambito delle regole del C.I.O.

Ciò premesso, eccomi ad esporre l'opinione della delegazione senegalese sul punto 2) dell'ordine del giorno. Come si è detto, grandi sono i sacrifici che i Comitati Olimpici devono sostenere. Alcuni sono costretti, per la scarsità di mezzi finanziari, a ridurre l'importanza della loro delegazione, o addirittura a rinunciare alla festa quadriennale della gioventù sportiva mondiale, pur essendo in grado di allineare validi atleti. Non lo fanno — potete immaginarlo — a cuor leggero: ma nulla vale contro l'impossibile. Questo è un grave danno per l'olimpismo.

Qualsiasi proposta per aiutare i Comitati Olimpici, in qualsiasi forma, sarà dunque la benvenuta: ed il progetto che è stato oggi presentato è senza dubbio molto opportuno. Si tratta ora di fare delle proposte concrete al C.I.O., sulla base delle norme che mi permetto di formulare:

1) i benefici netti derivanti dai Giochi dovranno essere versati al Comitato Olimpico del paese in cui si svolgono, per la diffusione del movimento olimpico e per lo sviluppo del dilettantismo;

2) l'articolo 49 della nostra Carta stabilisce che il diritto di trasmissione televisiva dei Giochi sia ceduto dal Comitato Organizzatore, salvo approvazione del C.I.O., mentre gli incassi dovranno essere ripartiti secondo le istruzioni del C.I.O. stesso.

Il progetto che ci è stato sottoposto auspica la costituzione di un fondo per aiutare i Comitati Nazionali Olimpici che trovano nelle difficoltà finanziarie il maggior ostacolo per la partecipazione

Index

ai Giochi. A mio avviso, se una parte dei proventi televisivi fosse posta a nostra disposizione, non sarebbe agevole accertare quali Comitati Olimpici si trovino in difficoltà finanziarie. Mi pare chiaro che, nell'attuale congiuntura, siano i Comitati Olimpici di paesi poveri e sottosviluppati, e, in particolare, di paesi di nuova indipendenza, ad avere per loro propria natura maggior bisogno di aiuto.

Ora, l'aiuto di cui si parla verrebbe offerto soltanto a questi paesi, come si dedurrebbe logicamente dallo spirito della proposta? E in tal caso, sotto quale forma? Secondo quale criterio?

È questo, io credo, il punto-base del problema, ammesso che il Comitato Internazionale Olimpico acconsenta alla nostra proposta.

Grazie.

Jean Claude Ganga

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Congo Brazzaville

Signor Presidente: molti oratori hanno già preso la parola su questo punto, e tutto quanto volevo dire è già stato detto. Farò come gli altri, e in primo luogo vi ringrazierò sinceramente per aver voluto organizzare questa riunione. Voglio anche ringraziare personalmente per aver accettato di venire a Brazzaville per i primi Giochi Africani, durante i quali vi siete messo in contatto con i responsabili dei Comitati Olimpici africani, ed insieme abbiamo discusso sui problemi all'ordine del giorno in questa riunione.

Voglio anche ringraziare tutti gli oratori che hanno sottolineato come i primi Giochi Africani abbiano costituito un avvenimento importante per lo sviluppo dello sport in Africa e per l'espansione dei principi olimpici nel mondo.

Signor Presidente: per quanto riguarda il problema dei finanziamenti, molti oratori hanno già preso la parola. Per conto mio ritengo giusto che, avendo il Comitato Internazionale Olimpico il diritto, e insieme il dovere, di suscitare lo spirito olimpico in tutto il mondo, se è in possesso dei fondi necessari per aiutare i Comitati Nazionali Olimpici a divulgare lo spirito olimpico nei loro paesi, li aiuti. È importante che sia dato il modo ai membri del Comitato Internazionale Olimpico di tornare ad essere gli ambasciatori del movimento olimpico, e che, nei paesi cosiddetti in via di sviluppo, ci siano dei membri del Comitato Internazionale Olimpico in grado di viaggiare per rendersi esattamente conto delle necessità non soltanto finanziarie, ma anche morali e tecniche: molte cose sono ancora ignorate.

Quando, alcuni mesi fa, andai a Losanna, e le Federazioni Internazionali stavano discutendo sulla ripartizione dei proventi televisivi, ebbi l'occasione di prendere la parola per spiegare che cosa fossero i primi Giochi Africani. Ebbene: io dissi che le Federazioni Internazionali non potevano discutere sui diritti televisivi per i primi Giochi Africani, dal momento che eravamo stati costretti a pagare noi la televisione per ottenere la trasmissione dei Giochi.

Oggi, molti oratori hanno affermato che sarebbe difficile per il Comitato Internazionale Olimpico identificare con esattezza i paesi bisognosi, quelli meritevoli di aiuto. Io credo che, su questo punto, sia importante conoscerci fra noi, fra noi rappresentanti di Comitati Olimpici. Molti, spesso, credono di non aver nulla; invece, essi hanno molto. Vi sono di quelli che non hanno niente. Non confondiamo chi è mal vestito con chi è nudo del tutto.

Dobbiamo renderci conto che il movimento olimpico si basa sull'amicizia reciproca, e che, nella misura del possibile, se esistono Comitati Nazionali Olimpici che possono aiutare altri, è opportuno che lo facciano.

Noi, realmente poveri, senza false vergogne dobbiamo dire che non abbiamo niente, così che gli altri comprendano esattamente la situazione.

Su questo punto, vi darò un piccolo esempio. Il nostro amico austriaco ha detto poco fa che tutti i Comitati Olimpici hanno bisogno di denaro — il CONI forse no — e che non esiste chi ha più bisogno degli altri. Pertanto egli ha proposto che tali somme, qualora esistano, siano destinate allo sviluppo dell'Accademia Olimpica. È una gran bella cosa: ma bisogna anche essere a contatto con la realtà del nostro mondo. È importante, naturalmente, far sopravvivere l'Accademia Olimpica: ma che ne sarebbe dell'Accademia, se non ci fossero più partecipanti ai Giochi Olimpici? Occorrono partecipanti ai Giochi Olimpici, occorrono atleti per le Olimpiadi. Non si deve vivere soltanto di ideali: bisogna anche vivere della realtà.

Vi darò qualche cifra. I primi Giochi Africani svoltisi a Brazzaville hanno visto riuniti una trentina di paesi. Circa 3.000 atleti hanno partecipato a questi Giochi. Sono costati al nostro paese un miliardo di franchi, cioè 20 milioni di nuovi franchi, ossia 4 milioni di dollari. Questa cifra rappresenta un decimo del bilancio nazionale del Congo Brazzaville. Il Congo Brazzaville è una nazione di un milione di abitanti. Gli incassi sono stati di 10 milioni di franchi, pari a un centesimo del bilancio generale dei Giochi Africani. Di questo passo, sarà difficile che i Giochi Africani sopravvivano. Sarà difficile, al movimento olimpico, sopravvivere in Africa. Parlo dell'Africa, scusatemi: ma posso parlare di questo continente che conosco, e non degli altri.

Ritengo, da parte mia, che gli introiti della televisione debbano servire ad aiutare il paese organizzatore dei Giochi Olimpici, e in parte i paesi i cui Comitati Olimpici sono in angustie. Come individuare i paesi i cui Comitati Olimpici hanno bisogno di aiuto? È molto semplice, mi sembra. Esiste, per quanto ci riguarda, un Comitato per i Giochi Africani. Se il Comitato Olimpico Internazionale decide di stanziare per l'Africa una certa somma, o una certa quantità di materiale, o un qualche aiuto tecnico, basterà mettere questi aiuti a disposizione del Comitato dei Giochi Africani: e i membri dei Giochi Africani se li distribuiranno fra loro, nelle misure che riterranno giuste. È una soluzione.

Un'altra soluzione: poiché il Comitato Internazionale Olimpico non è un ente astratto, ma è formato da persone che sono membri di questo Comitato Internazionale Olimpico, basterà che tali persone visitino i paesi: potranno così rendersi effettivamente conto quali paesi hanno qualcosa, e quali non hanno niente.

Grazie.

PRESIDENTE: Signor Ganga, senza entrare nel merito delle interessanti questioni da lei esposte, desidero segnalare a tutti i colleghi le sue benemerenze. Io ho avuto l'onore dell'organizzazione di due Olimpiadi: quelle di Cortina e quelle di Roma, e so che cosa vuol dire organizzare dei Giochi. Noi avevamo una tradizione: lei non l'aveva: sono stato presente ai Giochi Africani, ed ho conosciuto i suoi sforzi. Ho visto un bel paese e dei magnifici atleti. Tutti coloro che non sono stati ai Giochi di Brazzaville sappiano, e dicano ai loro atleti, che nel breve volgere di pochi anni dovranno incontrarsi con atleti altamente qualificati, preparati alla perfezione, diretti da appassionati dirigenti.

Le dirò francamente, signor Presidente, che una sola delusione ho avuto a Brazzaville: la mia cultura notoriamente scarsa mi aveva fatto ritenere che, andando in zona tropicale, avrei trovato una stagione calda. È stata l'unica delusione: lasciai l'Italia con una temperatura di oltre 35°, e trovai un delizioso inverno che non superò mai i 25°. Quindi, a parte quest'unica delusione, mi congratulo per tutto quello che ho potuto vedere a Brazzaville.

La parola è al rappresentante di San Domingo.

Juan Ulises García Saleta

Presidente del Comitato Olimpico della Repubblica Dominicana

Signor Presidente, signori delegati: il Comitato Olimpico Dominicano vede con simpatia il fatto che una parte dei proventi televisivi sia suddivisa fra i Comitati Olimpici dei paesi sottosviluppati, che hanno ben povere risorse per il loro difficile lavoro. Tutti sappiamo che il Comitato Internazionale Olimpico ed i Comitati Nazionali Olimpici hanno il dovere di sostenere e sviluppare

olimpico: ma bisogna anche pensare all'utilizzazione di questi proventi, perché il loro investimento sia positivo.

La scarsa esperienza di paesi come il mio, che ha solo pochi anni di storia olimpica, basta a dimostrare che il primo investimento deve essere quello organizzativo. Se non possediamo organizzazioni idonee all'espansione dello sport dilettantistico, se non abbiamo denaro da spendere per costituirle, non potrà esserci un lavoro serio.

Come ben sapete, un Comitato Nazionale Olimpico non nasce: si crea. Si devono creare le Federazioni, si deve viaggiare attraverso stati e province per formare associazioni, c'è da affrontare una gran mole di lavoro prima di giungere ad un congresso che conferisca al Comitato Olimpico la forza morale per operare in tutto il territorio del paese, per promuovere con efficacia l'ideale olimpico.

È necessario, indispensabile, dare un sostegno economico ai Comitati Nazionali che iniziano la loro dura battaglia. Possiamo dirlo noi, per la lotta che sosteniamo nel nostro paese: noi, che da quattro anni non riceviamo denaro da alcuno. Ma, potendo contare su una certa organizzazione, non siamo rimasti paralizzati, ed abbiamo costruito 120 impianti sportivi in tutta la nazione.

Perfino i bambini — voi stessi potreste constatarlo — contribuiscono a costruire con interesse ed entusiasmo le loro installazioni sportive. Essi sono le braccia, noi siamo i tecnici. Così noi intendiamo l'ideale olimpico. Dal Messico abbiamo ricevuto aiuti per la formazione di professori di educazione fisica. Ne siamo profondamente grati al generale Clark, che è stato il promotore di questo aiuto.

I paesi più sviluppati nell'olimpismo debbono fornire il loro aiuto, e non soltanto pensare alle affermazioni nei Giochi Olimpici; devono prestare la loro collaborazione, offrendo delle possibilità ai paesi vicini, ai paesi che stanno appena iniziando il lavoro olimpico, indirizzandoli verso la giusta direzione, sostenendoli con borse di studio per i giovani che intendono specializzarsi nell'educazione fisica e nell'organizzazione sportiva.

Il denaro non deve essere adoperato esclusivamente per partecipare ad una Olimpiade. Agire così non mi sembra giusto. Prima di tutto dobbiamo aiutare un paese ad organizzarsi, dobbiamo creare in esso un sistema in grado di mettere a frutto e sviluppare gli aiuti ricevuti, un sistema perché si formi un Comitato Olimpico democratico, un Comitato Olimpico funzionale in tutto l'ambito della nazione. Per giungere a questo occorre viaggiare, ed occorre denaro, quando non lo si abbia, per spostarsi attraverso lo stato in tutte le province.

Vorrei proprio che si giungesse ad una conclusione, ad una risoluzione, e che fosse definitivamente approvata la proposta di accordare una parte di questo denaro a quei Comitati che stanno iniziando ora il loro lavoro, e che tutti conosciamo. In tal modo l'ideale di de Coubertin avrebbe ampio sviluppo. Perché noi, allora, non ci limiteremmo soltanto ad un allenamento in vista dei Giochi Olimpici, ma cominceremmo a dar vita a quei Giochi nazionali, che sono la base principale per lo sviluppo dello sport. Perché, allora, non avremmo soltanto il campione che gareggia ogni quattro anni, ma l'atleta che sarà l'espressione costante di tutta una gioventù affiliata al movimento olimpico, di una gioventù che in tal modo potrà migliorarsi moralmente, culturalmente e fisicamente.

Questa deve essere la nostra meta, impostata secondo questo progetto. Il denaro dovrà essere in primo luogo utilizzato a favore dei Comitati che sono all'inizio del loro lavoro. Questi Comitati appartengono a paesi che non hanno finora una coscienza olimpica, ed i cui Governi non hanno ancora ben compreso quanto la pratica dello sport influisca sullo sviluppo della gioventù: certo, se lo sapessero, sarebbero i primi a convenire che il denaro destinato a sostenere i Comitati è il migliore investimento.

Dobbiamo organizzarci, costituire strutture olimpiche forti, offrire borse di studio e inviare istruttori in quei paesi che si stanno incamminando lentamente verso la formazione di una coscienza olimpica, per il grande futuro dell'olimpismo.

K. Sandy Duncan

Segretario Generale del Comitato Olimpico Britannico

Signor Presidente, signore e signori: con lo sviluppo della televisione come mezzo di diffusione, mi pare evidente che si debba destinare al movimento olimpico l'aumentato reddito televisivo. Noi saremmo completamente d'accordo, se i Comitati organizzatori ne usufruissero di una parte. Naturalmente, una parte si dovrebbe destinare al Comitato Olimpico Internazionale, per la realizzazione del suo grande compito. Stabilito ciò, tutti ora stiamo suggerendo numerosi nuovi progetti sulla maniera di utilizzare la piccola cifra rimanente: per l'Accademia Olimpica, per i Giochi Africani, per i Comitati Olimpici Nazionali, e per molte altre cose.

Io penso che ci troviamo di fronte ad un problema molto difficile. Senza alcun dubbio si deve dare assistenza ai Comitati Olimpici Nazionali in difficoltà finanziarie: ma non si deve neanche dimenticare — anzi, è bene tenerlo presente — che molte Federazioni Internazionali quest'anno sono state costrette a rinunciare all'organizzazione di campionati del mondo, ed hanno avuto bilanci nettamente passivi, e che alcune di esse sono molto povere. Credo proprio che il Comitato Olimpico Internazionale debba risolvere questo problema, che si presenta irto di difficoltà.

Epaminondas Petralias

Membro del Comitato Olimpico Greco

Signor Presidente, signori: il mio non è un vero e proprio intervento. Voglio soltanto ricordarvi, in questa sede così qualificata, che la Grecia affronta ogni anno gravi difficoltà per il mantenimento e lo sviluppo dell'Accademia Olimpica Internazionale. Se possibile, non dimenticatelo.

Grazie.

PRESIDENTE: L'ultimo oratore di questa sera è il rappresentante della Francia. Mi scuso con gli altri oratori, ma dobbiamo interrompere la seduta. Cominceranno quindi domani mattina il rappresentante del Ghana, del Mali, e della Repubblica di Panama.

La parola è al rappresentante francese.

Armand Massard

Vice Presidente del C.I.O. - Presidente del Comitato Olimpico Francese

Signori: vorrei essere molto breve, e ricordare a questa Assemblea che il Comitato Internazionale Olimpico ha già affrontato questo problema degli aiuti su iniziativa del mio collega Romanoff, del signor Andrianov, e mia personale. Abbiamo creato la Commissione per gli aiuti. Sono stato in Africa, ho visitato sedici paesi. Sono stato in Asia, e ne ho visitati anche lì un certo numero.

Voglio richiamare perciò la vostra attenzione sul fatto che il Comitato Internazionale Olimpico si è già occupato della questione. E l'ha presa tanto a cuore, che è stato già presentato un rapporto, fatto molto scrupolosamente, debbo confessarlo. Ma le necessità finanziarie sono risultate così gravi e numerose, che il Comitato Internazionale si è preoccupato di studiare la maniera per sollecitare dei fondi a favore dei Comitati Nazionali Olimpici che non hanno mezzi sufficienti a loro disposizione.

Proprio per questa preoccupazione e per queste ricerche, il Comitato Internazionale Olimpico

non ha per ora dato seguito alla mozione del mio collega Andrianov e mia: ma la questione è allo studio, verrà nuovamente affrontata, e anzi tornerà all'ordine del giorno a Madrid.

Prego dunque semplicemente questa Assemblea di tener conto che il Comitato Internazionale si è interessato a questo problema; e speriamo tutti che un quesito tanto importante venga risolto nel più breve tempo possibile.

PRESIDENTE: Grazie, signori. Prima di sciogliere la seduta, voglio fare una raccomandazione. Come vedete, gli interventi sono numerosi, e pertanto spero che acconsentirete a cominciare i lavori domani mattina un po' in anticipo, alle 9.30.

Consiglio poi quanti hanno delle proposte da fare su variazioni dell'ordine del giorno, di venire una mezz'ora prima, dal dottor Garroni qui presente, il quale ha l'incarico di raccogliere queste variazioni, di coordinarle, per sottoporle a lor signori.

La seduta viene tolta alle ore 19.15.

1 ottobre 1965

PRESIDENTE: È aperta la riunione. È mio dovere fare una dichiarazione che certamente vi riuscirà sgradita: abbiamo, purtroppo, a nostra disposizione per i lavori del congresso soltanto la giornata di oggi e la giornata di domani. Questo potrà essere utile agli organizzatori delle prossime riunioni dei Comitati Olimpici: tre giorni sono del tutto insufficienti. Gli argomenti affrontati, la serietà degli interventi, richiedono una disponibilità di tempo almeno doppia. Mi auguro che i prossimi Congressi possano estendersi almeno ad una settimana.

Per concludere i lavori, mi pare evidente che l'ultimo argomento all'ordine del giorno, il punto 6), è quello che richiederà maggiori discussioni per chiarimenti: e la Conferenza non può essere strangolata. È quindi necessario che nella giornata di oggi esauriamo i primi cinque argomenti. Vi chiedo perciò un sacrificio: dopo la riunione di questa mattina, bisognerà tenerne un'altra, immediata, al pomeriggio, prima della visita al Presidente della Repubblica; e, se necessario, proseguiremo i lavori nella nottata.

Riprendendo le discussioni, hanno chiesto di parlare sul secondo punto, per ora, i rappresentanti delle seguenti nazioni: Ghana, Mali, Panama, Marocco e Cuba.

Dò la parola al rappresentante del Ghana.

Djan Ohene

Presidente del Comitato Olimpico del Ghana

Signor Presidente: mi sembra — dai discorsi finora pronunciati — che siamo tutti d'accordo sul fatto che i proventi della televisione vadano a beneficio del C.I.O., del paese organizzatore, e delle associazioni olimpiche formatesi di recente. Se n'è tanto parlato, che personalmente ritengo superfluo discutere sull'opportunità che queste tre organizzazioni fruiscano di quei fondi.

Vorrei, dunque, incoraggiare la formulazione di un progetto concreto, basato sugli argomenti esposti. A questo scopo proporrei, se non oso troppo, che l'intera somma venga assegnata al C.I.O., il quale, poi, dovrebbe destinare al Comitato organizzatore dei Giochi, circa il trenta per cento dei proventi televisivi netti, come contributo alle sue notevoli spese.

Una volta d'accordo su questo, suggerirei ora il modo in cui il C.I.O. dovrebbe far uso della cifra assegnatagli. Poiché è un dovere, o un'importante responsabilità, per il C.I.O., la diffusione del movimento olimpico, e poiché s'intende mantenere gli organi del C.I.O., propongo che la [illegible] quota, pari al 70 per cento, venga usata dal C.I.O. a sua discrezione, sia per il mantenimento delle istituzioni, sia per una efficace diffusione del movimento olimpico, rivolta in particolar modo ai Comitati Olimpici di recente costituzione. Infatti, ammessi e accettati l'obbligo e la responsabilità

del C.I.O. a provvedere alla diffusione del movimento olimpico in tutto il mondo, si arriva alla conclusione che, aiutando i Comitati Olimpici di recente costituzione, il C.I.O. avrà adempiuto nel più efficace dei modi al proprio dovere.

A questo proposito, è opportuno che il C.I.O. dia un aiuto particolare alle regioni in cui il movimento olimpico è ancora alla sua fase iniziale. In questa maniera si risponderà ad alcuni punti essenziali suggeriti fin qui nel corso del dibattito.

Grazie.

Henry Corenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Signor Presidente, abbiamo parlato ieri dell'indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici, e si è visto che il problema dell'indipendenza, in uno dei suoi aspetti, interferisce con il problema dei finanziamenti. Per tale motivo, ogni volta che se ne presenta il caso, i fondi disponibili (come ad esempio i proventi televisivi) debbono essere ripartiti, oltre che al Comitato Organizzatore, principale beneficiario, in parte al C.I.O. per determinati suoi compiti, e in larga parte ai Comitati Nazionali Olimpici in via di sviluppo, tramite — eventualmente — organismi continentali che conoscono meglio del C.I.O. la situazione esatta dei Comitati Nazionali Olimpici della loro zona d'influenza.

Non vi sfuggirà, signor Presidente, il fatto che molti Comitati Olimpici africani non possono inviare delegati alle conferenze olimpiche, né tanto meno rappresentanze olimpiche ai Giochi. E quando vi riescono, accade esclusivamente grazie all'intervento economico del loro Governo. Ma se appena questi governi si disinteressano allo sport, gli ideali olimpici si spengono per mancanza di mezzi. È questa dunque, per noi, l'occasione di formulare una proposta: i Comitati Nazionali Olimpici devono invitare il C.I.O. a rimettere in piedi la Commissione Aiuti del C.I.O.

Dal momento che nuovi paesi si affacciano sulla scena olimpica, e che i Comitati Nazionali Olimpici vengono finanziati integralmente dai loro governi, e continuandosi non di meno a parlare molto di indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici, è necessario ristabilire il funzionamento di questa Commissione, al fine di indirizzare gli aiuti internazionali delle nazioni più fortunate allo sviluppo degli sport olimpici nei paesi di recente ammessi nella famiglia olimpica.

L'intervento di Massard mi ha un poco rassicurato: ma una risoluzione esplicita in questa conferenza potrà costituire un punto fermo per attuare tale disposizione già nella sessione di Madrid del Comitato Internazionale Olimpico.

S. Anibal Illueca

Presidente del Comitato Olimpico del Panama

Signor Presidente: tengo, innanzi tutto, a congratularmi con lei e con i membri del CONI per la magnifica realizzazione del primo Congresso di tutti i Comitati Nazionali Olimpici del mondo. Come Presidente del Comitato Olimpico di Panama, come membro del Comitato Esecutivo dell'organizzazione centro-americana e dei Caraibi, come membro della Commissione Esecutiva dell'organizzazione sportiva panamericana, considero di somma importanza il tema in discussione, ma ritengo sia impossibile trattarlo in così breve tempo.

Condivido, signor Presidente, il suo punto di vista: e cioè che la prossima riunione dei Comitati Olimpici debba durare almeno una settimana. Però suggerisco fin d'ora che, nel preparare i temi da discutere o l'ordine del giorno dei lavori, vengano designati — possibilmente — dei gruppi di lavoro che affrontino e mettano a punto gli studi attinenti, e che di essi venga data notizia con il dovuto anticipo, sicché, quando saranno portati al prossimo congresso, la maggior parte del lavoro sarà già stata affrontata.

Questo problema del finanziamento dei Comitati Nazionali Olimpici è di grande importanza. Non si tratta semplicemente di stabilire che questi fondi siano usati in parte dalle Federazioni Internazionali, in parte dal C.I.O. e in parte dal Comitato Organizzatore. Le Federazioni Internazionali dovrebbero utilizzarli per una migliore divulgazione dei loro regolamenti, per una più valida conoscenza dei problemi o degli aspetti tecnici del proprio sport in rapporto a ciascuna Federazione Nazionale. Esse non debbono limitarsi a ricevere questi fondi così come fanno con le quote delle Federazioni nazionali, che di giorno in giorno aumentano. Oso dire che le Federazioni Internazionali — questa almeno è l'impressione che suscitano in America — si preoccupano quasi soltanto di ricevere le quote, e molto poco dell'andamento di ciascuna Federazione Nazionale. E così pure il Comitato Internazionale Olimpico.

Signor Presidente, io credo che i membri del C.I.O. abbiano una pesante responsabilità. Essi debbono adoprarsi, nei loro paesi, come ambasciatori: devono divulgare ed espandere il movimento olimpico, perchè solo in tal modo aiutano i Comitati Olimpici Nazionali. E li aiutano perché, se è vero che i Governi, nella maggior parte dei paesi, forniscono dei contributi per lo sport, non di rado questi aiuti sono insufficienti o addirittura inesistenti. Infatti, se in Africa ad esempio si è costituita tutta una serie di Comitati Olimpici in conseguenza della formazione di nuove nazioni, in America vi sono molti paesi che, pur avendo ottenuto da tempo la loro indipendenza, hanno tuttavia un così scarso processo di sviluppo da essere qualificati ancora come sottosviluppati.

Nella mia regione, la regione del Centro-America, molti sono i paesi che non partecipano ai Giochi regionali, e tanto meno ai Giochi Olimpici, potendo contare su organizzazioni ben poco efficienti. Non credo sia il caso di ricordarlo: però, in molti di questi paesi, il movimento olimpico è pressoché sconosciuto; e se questo accade, lo ripeto grave è la responsabilità dei membri del C.I.O., che dovrebbero interessarsi a visitare tali paesi come ambasciatori, così come si suggerisce nel progetto da noi presentato, affinché questi paesi conoscano il movimento olimpico.

Perché, se noi chiediamo allo Stato denari e fondi per i Comitati Olimpici, accade spesso che i governanti o i litiganti politici non si rendono conto, né hanno coscienza, di quel che rappresenti il movimento olimpico, ed esistono, ripeto, grandi difficoltà per ottenere i fondi necessari.

Occorre una maggiore divulgazione, così come la sta attuando oggi l'organizzazione sportiva panamericana: pubblicando ad esempio in spagnolo il Bollettino del C.I.O., e diffondendo le istruzioni per la realizzazione d'impianti, e altre pubblicazioni destinate a una più profonda conoscenza dello sport in America. Lo stesso si potrebbe fare per l'Africa, l'Asia, l'Europa, e per tutte le regioni del mondo.

Però questo non basta, signor Presidente. Io credo che sia necessario uno scambio d'informazioni sotto tutti gli aspetti: sapere se l'Italia ha risolto il problema del finanziamento dello sport — ed abbiamo appreso dalla stampa, in questi giorni, che il Governo ha concesso a favore dello sport il 50% degli introiti netti del Totocalcio — e, come per l'Italia, così per altri paesi, dando rilievo ad eventuali leggi e decreti, per sapere se hanno ottenuto aiuti per lo sport, se è stata assicurata loro l'assistenza.

Tali informazioni possono essere di aiuto, possono servire come collaborazione, possono fornire argomenti ad altri Comitati Nazionali Olimpici e dar loro delle idee, perché non credo che solo i Governi debbano contribuire. Anche le imprese private, anche gli stessi Comitati Olimpici debbono realizzare le attività che è possibile esercitare.

Insisto, perciò, signor Presidente, sull'utilità di uno scambio d'informazioni sull'argomento dei finanziamenti: ma si potrà parlare anche di altre cose. Così come il CONI ha chiesto informazioni a tutti i Comitati Nazionali Olimpici sulle loro installazioni sportive, potremo chiedere informazioni agli organismi internazionali che si occupano della salute pubblica, dell'educazione, delle informazioni scientifiche e di qualsiasi altra cosa possa interessarci. Questi organismi internazionali sono in grado

di collaborare, agevolando i gruppi di studio, fornendo denaro, distribuendo finanziamenti, affinché paesi come quelli dell'Africa, alcuni dell'America, e di altre parti del mondo, possano realizzare gli impianti sportivi di cui abbisognano.

A quei Comitati Olimpici sono però necessari l'aiuto e la collaborazione di tutti gli altri Comitati. Se questa associazione riesce a costituirsi, ci attende un difficile lavoro. Grande sarà la responsabilità, ed io suggerisco sin d'ora che si formino e si designino opportunamente i gruppi di lavoro che dovranno studiare tutti gli aspetti dei problemi che ci sono comuni e che ci avvicinano.

Risolveremo questi problemi con l'aiuto dei colleghi dei C.N.O. e degli amici del C.I.O., i quali non si limiteranno a far gite di piacere nelle città sedi di riunioni, ma faranno quello che oggi fa con frequenza in America il generale Clark; questo, perché i Comitati Olimpici non si sentano praticamente abbandonati, e vengano costantemente informati dal C.I.O. tramite il suo Bollettino.

Molte grazie.

PRESIDENTE: Grazie a lei, signor Presidente. Mi sia consentito di dire due parole a commento di quanto ha detto il Presidente del Panama.

Intanto, è necessario ridimensionare l'argomento all'ordine del giorno. Noi siamo stati, in Italia, il primo Comitato Olimpico che ha versato i proventi televisivi al Comitato Internazionale Olimpico. La somma era di 55.000 dollari. Il costo della spedizione per la partecipazione dell'Italia a ciascuna Olimpiade oscilla intorno ai 300.000 dollari. Queste sono le cifre.

Ma lei, signor Presidente, ha affrontato vari problemi. Se, per il primo, noi facciamo soltanto una questione di principio, molto interessanti sono state le sue considerazioni sul motivo di questa riunione: cioè il mutuo soccorso. Noi, fraternamente, abbiamo fatto quello che potevamo, piccola nazione con pochi mezzi, con molto affetto e con molto cuore. Molte nazioni nel mondo hanno potuto vedere come noi siamo organizzati attraverso il Totocalcio. Sapete che siamo stati prodighi con tutti. Molti paesi sono in una situazione, se non florida, almeno di decorosa condizione riguardo alle possibilità economiche sportive, proprio grazie al Totocalcio.

Per quanto riguarda le competenze, consentitemi di parlarne in altra sede. Il lavoro che noi abbiamo solo cominciato, perché altri più autorevolmente lo proseguna, credo sia compito del Comitato Internazionale Olimpico. Ad esempio, la proposta di un ufficio permanente che costituisca un organo di consulenza per tutte le costruzioni di impianti sportivi. In questo campo, si spendono nel mondo milioni di dollari. Ogni architetto qualificato ha occasione, nel corso della sua carriera, di progettare mille palazzi ed un solo impianto. Bisogna che i soldi siano spesi nella miglior maniera possibile.

Anche per quanto riguarda un ufficio permanente per la consulenza legislativa nei confronti del proprio Comitato, dei propri Governi, e per altre funzioni, io mi auguro che colleghi più autorevoli di me lo propongano e l'ottengano in sede di Comitato Internazionale Olimpico, il quale deve essere sempre fraternamente disposto nei confronti della linfa vitale del movimento sportivo costituito dai Comitati Olimpici Nazionali.

Scusatemi per questa breve parentesi. Dò la parola al rappresentante del Marocco.

Mchic Alami Abdeslem

Presidente del Comitato Olimpico del Marocco

Signor Presidente: vorrei per prima cosa associarmi ai ringraziamenti che vi hanno rivolto gli onorevoli colleghi che mi hanno preceduto. Grazie per l'iniziativa che avete preso, di questa meravigliosa occasione d'incontro per confrontare le nostre idee sui problemi del movimento olimpico nel mondo.

Esprimo i miei ringraziamenti al CONI anche per la fatica sostenuta nell'organizzazione del Congresso.

Per quanto riguarda la questione in discussione, tutti abbiamo visto che i fondi eventualmente posti a disposizione dei Comitati Nazionali Olimpici, qualora venissero suddivisi fra tutti, sarebbero senza alcuna efficacia, ed appunto per questa insufficienza non potrebbero dare i risultati voluti.

La mia proposta è questa: l'essenziale per noi è di diffondere ovunque nel mondo il movimento olimpico, e occorre dunque orientare gli sforzi verso i paesi ammessi di recente in seno alla famiglia olimpica. Occorre procurare loro i mezzi perché possano svilupparе un programma ben preciso, eventualmente ispirato ai metodi di paesi più progrediti, affinché tutte le popolazioni di questi paesi siano conquistate all'ideale olimpico.

Io ritengo che, se ogni Comitato s'impegnasse alla diffusione dell'ideale olimpico nel proprio paese, ben presto nell'interno del paese stesso si troverebbero i mezzi idonei a favorire il movimento olimpico.

Grazie.

Manuel Gonzales Guerra

Presidente del Comitato Olimpico Cubano

Signor Presidente, signori delegati: permettetemi, prima di entrare nella discussione, di salutare e ringraziare il CONI ed il suo Presidente Onesti per tutte le gentilezze e per la felice idea di riunirci tutti qui.

È difficile parlare ancora sul punto in discussione, dopo che tanti delegati lo hanno fatto brillantemente, in particolare il collega di Panama. Ci rendiamo conto che stiamo argomentando su basi non reali.

Il Presidente Onesti ci ha spiegato che dal CONI furono incassati solo 55.000 dollari per diritti televisivi, e che furono girati al C.I.O. Questa somma, naturalmente, divisa fra tante necessità, diviene irrisoria.

Noi proponiamo che, nell'appello alla pace che abbiamo fatto in questa sede, sia compreso anche un appello ai Governi affinché una parte di quanto viene speso per le attrezzature belliche venga utilizzata a favore dello sport. Inoltre, proponiamo che tutti i Comitati Nazionali Olimpici indichino al Comitato Internazionale Olimpico la maniera più opportuna per aiutare i Comitati Olimpici in difficoltà. E che infine vengano precisati i Comitati Olimpici che hanno bisogno di aiuto.

Questa è la nostra proposta. Molte grazie.

Shalom Zysman

Presidente del Comitato Olimpico d'Israele

Sono il Presidente del Comitato Olimpico d'Israele, Shalom Zysman, e desidero fare un rilievo, signor Presidente. Penso che sia giunto il momento di concludere il dibattito sull'argomento numero 2, poiché tanti congressisti ce lo hanno illustrato, e continuando non faremmo che ripetere gli stessi concetti. Se i delegati hanno progetti, mozioni o risoluzioni, li propongano al Presidente. Chiedo che si passi al punto 3.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Signori delegati, credo anch'io che questo argomento sia stato sufficientemente illustrato. Ci siamo permessi di preparare un ordine del giorno a conclusione. Esso verrà ora distribuito nelle quattro lingue, da voi studiato, e nel pomeriggio lo passeremo all'approvazione. Mer-

tre, ricordate, dobbiamo ancora approvare l'ordine del giorno del numero 1. Cosa che faremo immediatamente, dopo la lettura dell'ordine del giorno del numero 2, che vi sarà distribuito.

L'ordine del giorno, ascoltata la vostra opinione, è così concepito:

« I Comitati Nazionali Olimpici, riuniti a Convegno in Roma il 1° ottobre 1954, ascoltata e discussa un'ampia relazione sul finanziamento dei Comitati Nazionali Olimpici,

decidono

— di proporre al C.I.O. che i proventi dei diritti televisivi per tutte le trasmissioni olimpiche siano ripartiti:

— nella misura massima possibile al C.I.O. per consentirgli una maggiore autonomia nell'esercizio delle sue funzioni anche di controllo del rispetto delle Regole Olimpiche, nonché il rafforzamento di una Segreteria con uffici organizzati e sempre efficienti;

— per un'altra aliquota al Comitato Organizzatore dei singoli Giochi Olimpici, per consentirgli di far fronte anche alle spese di trasferta di un maggior numero di membri operativi delle Federazioni Internazionali interessate a ciascuna edizione dei Giochi;

— per il 25% ai Comitati Nazionali Olimpici che si trovino in difficoltà nella partecipazione ai Giochi Olimpici, secondo proposte al C.I.O. dei Comitati Nazionali Olimpici stessi ».

Passeremo all'approvazione di quest'ordine del giorno, previa discussione, appena abbiate avuto il tempo di esaminarlo e di consultarvi.

Passiamo all'approvazione del primo ordine del giorno. Gli ordini del giorno sono tre. Crediamo che l'apprezzabile opera della segreteria sia riuscita ad esprimere e soddisfare l'opinione di voi tutti. Al primo ordine del giorno che vi è stato letto ieri, sono state fatte delle integrazioni su suggerimento dei Comitati Olimpici del Mali, dell'Etiopia, della Cecoslovacchia, ancora dell'Etiopia nell'ultima parte, e del Kenia. Passo alla lettura del primo ordine del giorno:

« I Comitati Nazionali Olimpici riuniti a Convegno a Roma il 1° ottobre 1965, ascoltata e discussa una relazione sul principio di indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici

confermano

la piena validità passata, presente e futura del principio olimpico sulla indipendenza ed autonomia dei Comitati Nazionali Olimpici da ogni influenza e considerazione politica, confessionale, sociale, raziale e commerciale.

invitano

le pubbliche Autorità di ogni paese a promuovere e organizzare con senso di amore l'educazione fisica della gioventù del mondo, nonché ad aiutare moralmente e finanziariamente il movimento agonistico soprattutto olimpico, di cui i Comitati Nazionali Olimpici sono i primi responsabili, anche nei rapporti internazionali, fermo restando tuttavia il diritto di ciascuno Stato di verificare l'utile impiego delle somme disponibili.

Affinché il Comitato Internazionale Olimpico attui ogni forma di controllo dietro domanda dei Comitati Nazionali Olimpici, concernenti accuse gravi provenienti da membri del Comitato Internazionale Olimpico o dai Comitati Nazionali Olimpici, dalle Federazioni Sportive Internazionali, anche per mezzo di visite di propri membri scelti dall'Esecutivo, a prescindere dal paese di provenienza e adottando in caso di accertamento d'involontarie o deliberate violazioni delle regole olimpiche, tutti i possibili provvedimenti per ristabilire il pieno rispetto dell'indipendenza di ciascun Comitato Olimpico ».

Queste sono tutte le considerazioni che voi avete ritenuto di apportare al primo ordine del giorno. Ritengo quindi di poterlo dare per approvato.

Primo argomento: Indipendenza del C.N.O. (*segue*)

L'ordine del giorno n. 1 viene approvato

È stato presentato dal Comitato Olimpico dell'Unione Sovietica un altro ordine del giorno, che non contrasta con il primo, ma lo integra e lo rafforza. Ne dò lettura:

« Al Convegno di Roma del settembre 1965 i Comitati Nazionali Olimpici riconoscono gli sforzi che il Comitato Olimpico Internazionale e le Federazioni Sportive Internazionali stanno facendo per evitare interferenze politiche nello sport, in modo da dare a tutti i membri delle Federazioni Sportive Internazionali uguali diritti alla partecipazione di competizioni ufficiali internazionali.

Il Convegno dei Comitati Olimpici Nazionali appoggia le deliberazioni del Comitato Olimpico Internazionale e delle Federazioni Internazionali, adottato nel febbraio 1963, che sottolineano la necessità di organizzare competizioni ufficiali solo nei paesi che garantiscono i visti per tutti i concorrenti e dirigenti, nonché la deliberazione, approvata l' 11 aprile dalle Federazioni Internazionali, che richiama l'attenzione di tutte le parti interessate sul principio generale che tutte le Federazioni membre devono avere la possibilità, con tutti i privilegi e diritti, di partecipare ai Giochi Olimpici, Campionati Mondiali e altri campionati organizzati dalle Federazioni Internazionali, o convegni sportivi olimpici e delle F. S. Internazionali.

I Comitati Olimpici Nazionali considerano quanto detto necessario al fine di facilitare la realizzazione del suddetto principio ».

Signori, avendo approvato il primo ordine del giorno, non credo che ci siano difficoltà ad approvare questo ulteriore suggerimento.

Ha chiesto di parlare il signor Mollet, al quale dò la parola.

Secondo argomento: Finanziamento (*segue*)

Raoul Mollet

Presidente del Comitato Olimpico Belga

Signor Presidente: rifacendomi esclusivamente al testo francese dell'ordine del giorno, vorrei proporre due piccole modifiche formali e un'aggiunta.

Al secondo paragrafo, nel punto in cui si dice « l'educazione fisica », propongo di completare « e sportiva ».

Ritengo poi opportuno modificare le parole « verificare l'impiego » con l'espressione: « controllare l'impiego appropriato delle somme », meglio che « disponibili », « messe a disposizione dei Comitati Nazionali Olimpici ». È infatti possibile che altre somme siano disponibili, e che non provengano dal Governo.

Vorrei infine suggerire l'inserimento di un nuovo paragrafo dinanzi a quello che tratta delle norme di controllo. La logica vuole che, prima di parlare di un qualsiasi controllo, si conoscano le forme della costituzione e del funzionamento di un Comitato Olimpico di un paese. Ora noi tutti sappiamo che esistono nel mondo svariate e molteplici forme di Comitati Olimpici. È dunque di grande interesse conoscere queste forme, per poterle unificare.

Propongo perciò di aggiungere: « ... e si augurano che tutti i Comitati Nazionali Olimpici siano ad adottare statuti identici, nella misura in cui ciò è consentito dalle leggi del loro paese.

Grazie.

PRESIDENTE: Credo che tutti i congressisti siano d'accordo sui suggerimenti del signor Mollet. Penso che non ci siano delle osservazioni da fare: e, se non ce ne sono, l'ordine del giorno sarà senz'altro integrato.

Approfittando dell'occasione, vi chiedo la cortesia di far pervenire le eventuali modifiche agli ordini del giorno nell'ora stabilita, per facilitare il compito della segreteria.

Grazie, signori.

Henry Corenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Signor Presidente: è per un'informazione. Non so se dipenda dalla traduzione dall'italiano al francese, ma il termine « ordine del giorno », in francese, non mi sembra molto appropriato. Mi pare che si tratti di risoluzioni prese dalla Conferenza. È preferibile allora che, nella formulazione francese, sia detto « risoluzione » piuttosto che « ordine del giorno ».

Noi riteniamo, peraltro, come ha detto il Presidente, che le due mozioni siano complementari; le due risoluzioni che sono state appena lette, potranno perciò essere sottoscritte contemporaneamente dalla nostra Conferenza.

PRESIDENTE: Grazie, a nome della Francia, per un'interpretazione eccellente, che senz'altro adottiamo.

Passiamo ora alla terza proposta. È quella del Comitato Olimpico Messicano, che integra le prime due:

« Nella riunione dei Comitati Olimpici Nazionali », i membri dei Comitati Olimpici di America desiderano sottoporre le seguenti proposte:

premesso che:

1. Nella riunione dei Comitati svoltasi ad Atene nel giugno 1961 il Comitato Olimpico Messicano ha proposto:

« Secondo le Regole Olimpiche il Comitato Olimpico Internazionale fa assegnamento affinché i Comitati Olimpici Nazionali di ciascun paese curino la propaganda e l'organizzazione del Movimento Olimpico ».

Nelle sue dichiarazioni ufficiali, signor Presidente, lei ha fatto spesso riferimento a questo rapporto. Ieri sera, durante l'apertura dei lavori, ella ha dichiarato che nei moduli di sottoscrizione sono necessarie tre firme: 1ª la firma dell'atleta, 2ª la firma della Federazione, ed infine la firma del Comitato Olimpico Nazionale.

Nelle relazioni tra le Federazioni ed il Comitato Olimpico vi è una scissione che deve essere abolita. Secondo le Regole Olimpiche, i Comitati Olimpici Nazionali devono avere rappresentanti delle loro Federazioni Nazionali riconosciuti dalla Federazione Internazionale.

Tuttavia, alle Federazioni Internazionali non viene richiesta l'autorizzazione per il loro riconoscimento, né di consultarsi con il Comitato Olimpico che meglio di ogni altra organizzazione straniera conosce i meriti ed i requisiti che tali delegati hanno acquisito nel campo sportivo dei rispettivi paesi.

Quindi:

è stato deciso

che questa organizzazione dei Comitati Olimpici Nazionali insista energicamente affinché il Comitato Olimpico Internazionale appoggi con fermezza un comune accordo tra le Federazioni Sportive Internazionali ed i Comitati Olimpici Nazionali in maniera tale che ogni Comitato Olimpico Nazionale non riconosca qualsiasi Federazione sportiva nazionale che non sia stata precedentemente riconosciuta dalla rispettiva Federazione Internazionale, e che a loro volta, le Federazioni Sportive Internazionali debbano riconoscere soltanto quel membro della Federazione nazionale che goda della piena fiducia della Federazione Nazionale Olimpica.

2. Questa riunione ha approvato la proposta all'unanimità.

3. Ciò non di meno la pratica realizzazione di tale accordo non è stata raggiunta.

Di conseguenza vi chiediamo di voler cortesemente adottare le seguenti determinazioni:

1) si confermano le risoluzioni adottate in Atene, su proposta del Messico, ed incoraggiate ed appoggiate dai Comitati Olimpici dell'America.

2) si prega urgentemente il Comitato Olimpico Internazionale, secondo le procedure d'uso, di provvedere alla loro approvazione e pratica attuazione, allo scopo di ottenere il richiesto accordo con le Federazioni Internazionali ».

Signori, io parlo a titolo personale. La mia esperienza è certamente condivisa da voi: mi pare una proposta di estrema logicità. In qualche paese, non escluso il nostro, si verificano delle situazioni di perturbamento, perchè anche lo sport ha delle Federazioni scismatiche autonome. È difficile per la Federazione Internazionale farne una differenziazione, ed è bene che il Comitato Olimpico Nazionale sancisca il principio che le Federazioni Internazionali debbono e possono riconoscere le Federazioni Nazionali da ciascun Comitato Olimpico riconosciute.

Questo, semplifica e facilita il nostro lavoro di Comitati Olimpici Nazionali. Io credo che tutti condividiate questo principio proposto già a suo tempo dal Comitato Olimpico messicano, e in questo momento sottoposto alla vostra approvazione.

Tutti d'accordo, signori?

Terzo argomento: Dilettantismo

Gli ordini del giorno n. 2 e 3 vengono approvati

Signori Presidenti: il terzo punto all'ordine del giorno tratta del dilettantismo. È un argomento dibattuto inutilmente da cinquant'anni. Non discuterlo, non arrivare a qualche conclusione, lascia irrisolto il problema.

Poiché l'argomento è molto delicato, io propongo, per un sollievo fisico e morale, di sospendere la seduta per dieci minuti.

(*La seduta viene sospesa per dieci minuti*).

PRESIDENTE: Signori, passiamo al terzo comma dell'ordine del giorno. Dò lettura della relazione, prima che la discussione sia aperta.

Dilettantismo. Il concetto del dilettantismo ci sembra ancorato a una serie di pregiudiziali ed a definizioni che risentono dell'epoca in cui furono formulate. In ogni caso, la rigida applicazione delle relative norme precluderebbe l'esercizio dello sport agonistico a numerosi gruppi sociali.

I risultati agonistici tendenti ad un'eccellenza qualitativa non possono essere raggiunti senza una seria preparazione, che è inconciliabile con i principi vigenti.

È bene ricordare a questo proposito che i grandi atleti vincitori dei Giochi diventano ...

... tutti i popoli, e godono di stima e di riconoscenza anche nelle terre più lontane ed estranee ... di nascita.

Lo sport è uno dei più efficaci veicoli della pace universale, e i campioni dello sport servono assai utilmente a questo superiore scopo.

I Comitati Nazionali Olimpici sono profondamente convinti della necessità di difendere il concetto che riserva i Giochi Olimpici ai soli atleti dilettanti, e collaboreranno strettamente con il Comitato Internazionale Olimpico, di cui sono in pratica gli agenti in ogni paese, affinché tale principio, che ha dato ottimi risultati, sia custodito e difeso per l'avvenire.

I Comitati Nazionali Olimpici sono tuttavia convinti che le regole del dilettantismo debbano essere adeguate alla realtà odierna. Infatti è impossibile che un atleta possa aspirare al titolo olimpico senza una preparazione adeguata, che sovente lo impegna assai al di là dei limiti attualmente previsti dalle norme olimpiche. Infatti il regolamento di applicazione dell'articolo 26 delle norme olimpiche elenca tutta una serie di discriminazioni che, qualora venissero osservate, impedirebbero probabilmente a qualsiasi atleta di raggiungere i livelli olimpici. Lo strumento è troppo severo, perché il Comitato Olimpico Internazionale possa assumersi la responsabilità di impiegarlo.

I Comitati Nazionali Olimpici, da parte loro, ritengono che una definizione chiara, leale e realistica del dilettante sia preferibile ad una benevola o colpevole inosservanza delle regole vigenti.

I Comitati Nazionali Olimpici auspicano pertanto che il problema del dilettantismo venga affrontato con la chiara volontà di risolverne i punti più equivoci. Essi propongono pertanto che venga presentata ed affermata dal Comitato Olimpico Internazionale una nuova definizione del dilettantismo, che, ad esempio (ma possono esservene cento migliori) potrebbe essere la seguente:

« È dilettante chi pratica lo sport agonistico non per fine di lucro, ma a complemento di altre attività di studio o di lavoro ».

Il Comitato Internazionale Olimpico potrà chiedere ad ogni Federazione Internazionale riconosciuta la formulazione delle norme del dilettantismo per lo sport di competenza, con le norme di applicazione del principio di ammissione ai Giochi. Entro un ragionevole periodo di tempo, le Federazioni Sportive Internazionali faranno pervenire al Comitato Internazionale Olimpico, per un giudizio ed una ratifica, le disposizioni relative al dilettantismo. Pertanto il controllo sull'applicazione delle norme deve diventare di competenza delle Federazioni Internazionali e dei Comitati Nazionali Olimpici.

Il Comitato Internazionale Olimpico deve essere quindi sollevato dall'incarico di un controllo assiduo e sottile, che non rientra nelle sue possibilità e pregiudica il suo lavoro.

Il Comitato Internazionale Olimpico dovrebbe limitarsi a giudicare sui reclami avanzati dai singoli atleti contro le decisioni della Federazione Internazionale competente. In tali circostanze il Comitato Internazionale Olimpico, se ne ravvedesse l'opportunità, potrebbe rinviare il caso alla Federazione Internazionale, invitandola a riesaminarlo ».

Il primo congressista che ha chiesto di parlare sull'argomento è il rappresentante del Comitato Olimpico del Kenia, al quale dò la parola.

Harbans Singh

Membro del Comitato Olimpico del Kenia

Signor Presidente, signore e signori: la definizione, così come viene formulata in questo comma, si presta ad essere variamente interpretata dalle Federazioni Internazionali e dai Comitati Olimpici Nazionali. Risultato di tutto ciò sarà il caos, e non mi sembra saggio allontanarci dalla primitiva definizione di dilettantismo formulata nelle norme olimpiche.

Le norme e le regole furono espresse con grande perspicacia e con notevole previdenza, e noi siamo fermamente convinti che sia necessario rispettarle così come sono, onde prevenire disordini, violazioni, ed ogni ulteriore complicazione.

La prima, e la più importante, di tali norme stabilisce che i Giochi siano riservati ai dilettanti. I Giochi non sono un commercio, ed a nessuno — promotori, organizzatori, allenatori, partecipanti, individui o nazioni — è permesso servirsene a scopo di lucro.

Il clamoroso successo del movimento olimpico nel breve periodo di 70 anni — da quando il barone de Coubertin lo fece rivivere — è dovuto per intero alla validità dei principi fondamentali che gli vennero attribuiti. Sfortunatamente, i principi fondamentali del movimento olimpico, che spiegano il suo valore universale ed il suo enorme successo, sono compresi da poche persone.

Non è compito facile realizzare una simile impresa. Come all'inizio, così anche oggi si frappongono difficoltà e problemi. La naturale emulazione tra gli sport o tra le nazioni — qualcuna più forte o magari più importante di altre — avrebbe potuto benissimo falsare la competizione in molte occasioni, se non si fosse provveduto a porre dei limiti. Il problema fu risolto costituendo il Comitato Olimpico Internazionale, composto di individui che non rappresentano né un paese né uno sport, ma agiscono impersonalmente ed imparzialmente in nome del movimento olimpico. Il Comitato si autogoverna, ed elegge i propri membri. Fu costituito dal barone de Coubertin, che gli affidò il compito di preservare da qualsiasi ingerenza commerciale lo schietto spirito dilettantistico dei Giochi: ingerenza che lo screditerebbe, così come ogni intrusione critica non sarebbe che dannosa.

Non si deve permettere che il professionismo s'insinui nei Giochi Olimpici. È stato, invece, proposto di ammettere atleti professionisti alle Olimpiadi. Uno dei motivi addotti è che, nel passato, non tutti i concorrenti furono dilettanti. Se è stato così, questo non avvenne certo per colpa del Comitato Olimpico Internazionale.

A questo punto, tutti conoscono le regole olimpiche. Ogni partecipante ai Giochi deve firmare un modulo in cui dichiara di essere un dilettante secondo le norme; tale dichiarazione deve essere autenticata dalla sua Federazione Nazionale e dal suo Comitato Olimpico Nazionale. Se qualche non-dilettante ha partecipato ai Giochi Olimpici, almeno tre persone hanno mentito. Poichè nel mondo esistono inganni, delitti e disonestà, dobbiamo forse per questo abolire tutte le leggi e ritornare nella giungla? Molte difficoltà derivano probabilmente dal fatto che non viene chiaramente compreso il significato della parola « dilettante ». Infatti, il termine è completamente frainteso da coloro che definiscono « dilettante » un neofita, un principiante, qualcuno non abbastanza bravo per essere un professionista.

Non si comprende che il dilettantismo è una filosofia della vita, una consacrazione, una dedizione al compito da realizzare anziché al guadagno od al premio. È la stessa dedizione che ha guidato studiosi e scienziati alla ricerca del sapere e al progresso della civiltà. È la stessa dedizione dei grandi patrioti di tutti i paesi, che ha prodotto enormi progressi sociali. È la stessa dedizione che ha sospinto scultori ed architetti sconosciuti a creare palazzi e cattedrali nel mondo, senza neanche firmare le loro opere. È la stessa dedizione che ha guidato Henry Ford e Thomas Edison nelle loro imprese nel mondo dell'industria, imprese che avrebbero compiuto anche se non avessero conquistato una fortuna.

È una filosofia della vita poco sentita in questa nostra epoca materialista, in cui tutto ciò che molti lavoratori amano è il giorno di paga e l'orario di chiusura. Nel mondo materialista in cui viviamo si misura tutto in denaro. Ma esistono, nella vita, alcuni sentimenti, come la carità, il patriottismo, l'amore, l'amicizia, che non si possono misurare in moneta. Il dilettantismo è uno di questi sentimenti, e il mondo sarebbe una ben misera cosa se ne fosse privo.

Il dilettante ha una filosofia completamente diversa da quella dell'atleta professionista, il quale non fa niente se non è pagato. Il professionismo è un lavoro il cui scopo essenziale è vincere, perché più si vince meglio si è pagati. Anche il dilettante vuol vincere, ma per lui, quel che più conta è il modo in cui si conquista la vittoria. Vuole sempre migliorare, vuole dare costantemente il meglio di sé nelle circostanze più importanti, ma non desidera sacrificare il suo studio o il suo lavoro alla [illegible].

Lo sportivo dilettante sa che lo sport è svago, gioco, divertimento: non lavoro; i suoi occhi sono rivolti ad un arduo traguardo. Lo studio o il lavoro sono lo scopo principale della sua vita: non vuole fare parte di uno stuolo di foche ammaestrate per divertire il pubblico. Partecipa alle gare per [illegible]

Index

divertimento. Dà il meglio di sé in ogni circostanza, e acquista molta esperienza preziosa e forza morale. L'uomo che scalò il Matterhorn o che corse un miglio in quattro minuti non si aspettò un vaso pieno d'oro al suo arrivo; non vinse la natura, vinse se stesso, e, in seguito, provò una indimenticabile soddisfazione e una grande gioia.

Una volta qualcuno definì la scienza come qualcosa che non si può comprendere. Tale definizione è forse valida anche per il dilettantismo. Ma gli scenziati sanno che cosa è la scienza, e i dilettanti che cos'è il dilettantismo. La sua migliore definizione è: « il dilettantismo — appartenendo al mondo dello spirito — non è facile a definirsi; e da ciò deriva che ne esistono molte definizioni ». Ogni persona ne ha una propria, come anche ogni paese. Tuttavia, la definizione olimpica è abbastanza chiara, e il suo migliore interprete è il Comitato Olimpico Internazionale.

Grazie, signor Presidente.

Presidente: Signor rappresentante del Kenia: credo che sia sorto un piccolo malinteso che mi premuro di chiarire. A titolo personale mi congratulo per le espressioni nobili, di un mondo ideale, che lei ci ha richiamato alla mente.

Debbo dire, però, che le sue conclusioni sono, come suol dirsi, più realiste del re; perché molti membri autorevoli del Comitato Internazionale Olimpico non sono soddisfatti delle attuali definizioni.

Noi ci proponiamo — e per questo faccio appello ai colleghi Presidenti e componenti dei Comitati Olimpici — di estirpare l'ipocrisia, che consideriamo il male peggiore. Noi siamo profondamente convinti della necessità che dilettante debba essere l'atleta che partecipa alle Olimpiadi; ma siamo altresì convinti che, quando si pretende da un atleta un lavoro di preparazione di molte ore al giorno, ciò non consente all'atleta stesso di avere una prestazione lavorativa remunerata.

Noi vogliamo che possano partecipare alle Olimpiadi tutti gli uomini della terra, senza fare una differenziazione delle possibilità economiche di ciascuno. Solo pochi patrizi possono partecipare alle olimpiadi vivendo di rendita e non amministrando i propri beni. Non lasciamo riservata questa partecipazione a persone ricche ed evidentemente non intelligenti, dal momento che non amministrano il loro patrimonio.

Dobbiamo vedere negli atleti che partecipano alle Olimpiadi non un fenomeno singolo, ma un fenomeno profondamente sociale. Noi siamo a contatto con i nostri atleti: essi sacrificano gli anni migliori della loro gioventù per una prestazione agonistica che dà prestigio all'attività sportiva di tutto il mondo. Non dobbiamo arricchirli; dobbiamo farli sopravvivere.

Noi pensiamo, per esperienza diretta — e mi auguro che molti di voi siano d'accordo — che il dilettante di un'attività sportiva come il calcio è diverso dal dilettante della vela e del golf.

Noi sentiamo la difficoltà di una definizione concreta e non ipocrita del Comitato Internazionale Olimpico, che viene ingiustamente criticato ogni volta. Desideriamo invece rovesciare completamente la situazione: siano le Federazioni Internazionali a definire l'atleta dilettante; e solo quando questa definizione soddisfi le Federazioni Internazionali che hanno il controllo degli atleti, solo allora queste Federazioni Internazionali siano ammesse alle Olimpiadi.

Per facilitare il compito delle Federazioni Internazionali, è bene che il Comitato Esecutivo del Comitato Olimpico Internazionale, a nostro avviso, invii una lettera circolare suggerendo dei punti fissi, dai quali non si può derogare per essere ammessi alle Olimpiadi. Ciascuno, secondo le sue capacità, secondo le sue esigenze, dia una formulazione concreta e non ipocrita della situazione, in modo che la si possa controllare con la coscienza di un'esecuzione senza equivoci.

Questi sono i concetti informatori della proposta. Mi auguro vivamente che il Comitato Olimpico Italiano, proponente, non sia stato frainteso, e non si pensi che noi vogliamo ammettere dei professionisti alle Olimpiadi. Proprio per evitare questo, abbiamo avanzato la proposta di definizioni più concrete, e di possibilità di controllo più valide.

Scusate questo mio intervento, ma spero che sia stato, in parte almeno, chiarificatore.

Chi di lor signori chiede la parola a questo proposito?

il rappresentante del Mali. Prego.

Henry Corenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Signor Presidente: a proposito di questo problema, che è vecchio quanto l'idea olimpica o quasi, è necessario trovare delle definizioni in cui si dichiari in maniera esplicita che si tratta esclusivamente di giovani dediti allo sport per loro piacere, in margine alle loro occupazioni abituali di studio o professionali, ed in nessun caso a scopo di lucro.

C'è, però, un lato della questione che dà fastidio, e di cui non si parla, ma che tuttavia è la realtà odierna.

In paesi che vengono considerati come i pionieri dell'ideale olimpico, alcuni atleti arrivano ai Giochi Olimpici, a questa grande manifestazione della gioventù, con l'idea di diventare professionisti non appena terminata l'ultima prova olimpica. Lo dicono durante i Giochi stessi, e non è un segreto per nessuno.

In tali condizioni, lo spirito dilettantistico ha messo radici in questi giovani? No. Sono, sfortunatamente, dei professionisti in potenza; e tuttavia noi li applaudiamo, durante i Giochi, come degli dei dello Stadio.

Tutto questo fa pensare, e sono persuaso che si tratti, in definitiva, di un compito educativo di esclusiva competenza dei Comitati Nazionali Olimpici. Questo dimostra il ruolo di prim'ordine che devono avere i Comitati Nazionali Olimpici per salvaguardare sopra ogni cosa lo spirito olimpico nel mondo moderno.

È per questo che dobbiamo tener conto della situazione moderna, uscire dall'immobilismo e far prevalere lo spirito dilettantistico di fronte agli effettivi sacrifici sostenuti dagli atleti per eccellere in campo internazionale. Se dal progresso dello sport deriva questa nostra preoccupazione, bisogna aiutare i giovani a non abbandonare lo sport per mancanza di mezzi. Bisogna fare in modo che essi siano risarciti in giusta misura delle spese reali affrontate per la preparazione sportiva, spese giustificate e controllabili.

Questa è, a mio avviso, una soluzione che tiene conto della realtà del nostro mondo, dell'importanza dello sport nella vita nazionale e internazionale; nello stesso tempo è preservato lo spirito dilettantistico, che resta la base insostituibile dell'olimpismo.

Ogni Federazione Internazionale, per via diretta o per il tramite di un Comitato esclusivamente dilettantistico, potrà determinare le modalità pratiche nel quadro della definizione generale così enunciata.

L'articolo 26 delle regole olimpiche deve essere rivisto in tal senso. Il controllo verrà allora eseguito, nell'ambito di ciascuna nazione, nella misura in cui i responsabili saranno compresi dell'ideale olimpico, della dignità morale, e tenendo conto del ruolo importante e decisivo che stiamo assumendo.

Amadou Barry

Presidente del Comitato Olimpico del Senegal

Signor Presidente: il dilettantismo è la regola aurea dell'olimpismo. Senza di essa, i Giochi Olimpici moderni perderebbero il loro significato. Conviene dunque — è evidente — difendere questi principi fino all'ultimo.

L'articolo 26 della Carta precisa: « È dilettante colui che si dedica e si è sempre dedicato alla pratica dello sport per inclinazione, per divertimento, senza trarne alcun profitto materiale quale esso sia ».

La proposta che è stata avanzata è invece così concepita:

« È dilettante colui che pratica gli sport atletici senza alcun fine lucrativo, in quanto compl[illegible] di un'altra attività di studio o di lavoro ».

Per mio conto, ritengo che la formulazione dell'articolo 26 corrisponde meglio sia al nostro ideale sia alle esigenze attuali.

Infatti, temiamo che un'attività complementare ad un'altra possa tradursi in abusi che porterebbero, se non al professionismo, per lo meno ad un neo-dilettantismo, e cioè ad una categoria di atleti pagati per un impiego che richieda poco lavoro, e che sono, così, liberi di allenarsi e di concorrere in qualsiasi momento.

Per tali motivi, siamo favorevoli al mantenimento della regola attuale: tanto più che il C.I.O. ha il potere di fare delle eccezioni a queste regole nel caso di alcuni sport o di alcuni individui, purché, beninteso, venga rispettato il principio-base, cioè che l'atleta non deve trarre profitto dallo sport.

L'essenziale, a parer nostro, è di mettere tutti, in partenza, sullo stesso piano di uguaglianza. Pertanto, non bisogna più tollerare che gli atleti si servano degli uffici governativi o delle forze armate, ad esempio, come di una professione di comodo, per poi dedicarsi esclusivamente alla pratica dello sport dietro compenso.

Un principio, lo sappiamo, è un principio. Vale soltanto per gli uomini che effettivamente lo applicano. Nessuna definizione potrà risolvere da sola questo problema. Bisogna pertanto presupporre che quanti credono nell'olimpismo si comportino lealmente, sportivamente, nello spirito di Pierre de Coubertin.

Le Federazioni Internazionali e i Comitati Nazionali Olimpici dovranno raddoppiare la vigilanza su questo punto, che è l'elemento fondamentale dell'olimpismo.

Grazie.

Raoul Mollet

Presidente del Comitato Olimpico Belga

Signor Presidente: noi siamo venuti qui, ritengo, non per far della teoria sul dilettantismo, ma — credo — per cercar di compiere progressi nella ricerca di soluzioni pratiche.

Il Comitato Olimpico Belga ha studiato con molta attenzione la vostra proposta, e vi si associa: ma noi vorremmo anche andare oltre, e fare delle proposte pratiche.

Noi riteniamo che un mestiere sia necessario ad un atleta per provvedere ai suoi bisogni normali. Pensiamo inoltre che la pratica dello sport, specie ad alto livello, deve essere accessibile a tutti, senza spese: ma non deve dar luogo a nessun guadagno. Perché lo sport ad alto livello sia accessibile a tutti, occorrono — lo sapete quanto me — lunghi allenamenti. Siamo passati da un allenamento quotidiano a un allenamento tre volte al giorno. Si richiedono numerose trasferte per i confronti internazionali. Sono necessarie delle cure. Ed ecco, ora, che si annunciano i Giochi del Messico, e perciò un periodo di ambientamento all'altitudine.

Per coloro — e noi siamo fra quelli — che intendono rispettare le regole olimpiche, si presentano due grandi difficoltà: la prima viene dalle Federazioni Internazionali, la seconda dal C.I.O. e dalle sue regole.

Le Federazioni Internazionali. Abbiamo effettuato un'inchiesta ed uno studio molto esteso, e siamo rimasti sorpresi trovando nelle regole delle Federazioni Internazionali enormi contraddizioni. Alcune Federazioni non rispettano nemmeno le regole, non riconoscono le norme del C.I.O. Alcune consentono cose che altre non ammettono. Questo è un punto veramente delicato.

La seconda sorgente di difficoltà viene dal C.I.O. Per lottare contro l'ipocrisia — la quale, ahimé, procura fin troppi danni — occorre che il C.I.O. estenda le sue concezioni attuali. I giovani atleti dei nostri paesi occidentali, quando vanno all'estero, e s'incontrano con gli altri negli spogliatoi — ed è qui che si conosce il vero sport, fra atleti, e non fra dirigenti — fanno paragoni, giudicano, e ritornano a casa pieni di amarezza, perché dicono: « Gli altri hanno quello che noi non abbiamo ».

Abbiamo infatti l'abitudine, che forse potrà essere considerata debolezza, di rispettare le regole che abbiamo sottoscritto. Noi approviamo il C.I.O. nella sua lotta per conservare allo sport una nobile etica: ma noi gli chiediamo che, nella sua saggezza, voglia consentire a tutti di lottare ad armi pari.

Per questo, secondo noi, occorre modificare le regole, autorizzando un buon numero di allenamenti collegiali e la loro durata prolungata, e formulando in modo pratico la regola del mancato guadagno. Senza di ciò, vivremo nell'ipocrisia, e i paesi che hanno — come dicevo — la debolezza forse, ma anche l'onore, di rispettare le regole, diventeranno probabilmente dei paesi che avranno solo delle vittorie morali. E, come si dice in inglese, una vittoria morale " is just kissing your sister ".

Sten Svensson

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Svedese

Signor Presidente: tutte le nazioni nordiche qui rappresentate hanno discusso la proposta del Comitato Olimpico Italiano. Siamo quattro paesi soltanto: eppure, non siamo riusciti ad arrivare ad un accordo sull'argomento. Il problema è appunto questo: siamo 71 paesi a discuterne, ci saranno senza dubbio molteplici punti di vista. Penso, però, che sia possibile trovare l'accordo su un punto: cioè, che tutti vogliamo una definizione del dilettantismo da poter rispettare.

È possibile formulare una definizione che venga accettata da tutti: ma non credo che la soluzione si possa trovare in questa sede. Sono convinto che la proposta italiana sia la sola e la giusta: proponiamo, allora, di presentare il progetto del Comitato Olimpico Italiano al C.I.O., perché prenda una decisione a questo riguardo. Se non sono male informato, infatti, il C.I.O. ha una Commissione speciale per il dilettantismo; suppongo che essa riceva molte proposte: ne riceverà un'altra da questa assemblea. Penso che un lungo dibattito sull'argomento non porterebbe, qui a nessun risultato.

Grazie.

PRESIDENTE: Molto bene, signor Svensson. Le vostre difficoltà sono le difficoltà di tutto il mondo, la vostra preoccupazione è la nostra. Noi non siamo altro che dei proponenti: riconosciamo e rispettiamo la sovranità del Comitato Olimpico Internazionale a questo proposito. Noi non desideriamo altro che fare delle proposte, ed è bene che la vostra esperienza formuli delle idee, perché possano essere presentate in sede di Comitato Internazionale Olimpico.

La parola è al rappresentante del Comitato Olimpico della Gran Bretagna.

K. Sandy Duncan

Segretario Generale del Comitato Olimpico Britannico

Signor Presidente, signore e signori: personalmente approvo la proposta del Comitato Olimpico Italiano. Per noi, essa giunge come un soffio d'aria pura. Finalmente, ecco un po' di realismo su un argomento estremamente delicato, e così a lungo impastoiato negli idealismi e nelle vecchie tradizioni. Il movimento olimpico richiede molti sacrifici e molte fatiche, e il problema del dilettantismo è senza dubbio tra quelli che maggiormente c'impegnano.

Signor Presidente: se riandiamo con la memoria al processo formulativo delle norme olimpiche sul dilettantismo, noteremo che inizialmente, e per lunghi anni, fu definito dilettante olimpico l'atleta che si trovasse nelle condizioni previste dai regolamenti delle Federazioni Internazionali. Poi, tutto venne racchiuso in una clausola globale, ed ora, signor Presidente, abbiamo come codice questo libro — per inciso, né le pagine né i paragrafi sono numerati — che contiene le [illegible] definizione del Comitato Olimpico Internazionale. Sono principi sui quali noi naturalmente [illegible] niamo: ma la loro applicazione si rivela estremamente difficile per i Comitati Olimpici Nazionali

Index

Siamo completamente d'accordo, signor Presidente, sulla sua proposta. Dobbiamo chiedere ad ogni costo al Comitato Olimpico Internazionale di trattare direttamente con ciascuna Federazione Internazionale. Io consiglierei, tuttavia, delle trattative, piuttosto che un tentativo di formulazione per iscritto: questo, soltanto il Comitato Olimpico Internazionale può farlo.

So bene che l'impresa sarà ardua. So che tali trattative risulteranno estremamente difficili: ma è l'argomento stesso che è difficile in sé, e mi sembra che il miglior modo per tentar di risolverlo sia quello che vi ho esposto.

Manteniamo pure, infine una specie di definizione complessiva, come quella qui suggerita. Senza, però, la parola inglese " agonistic ", del cui significato non sono affatto sicuro. L'ho chiesto ai colleghi greci — molte parole della nostra lingua derivano dalla loro — e mi hanno risposto che significa, più o meno, « competitivo ». Ad ogni modo, cerchiamo di evitare una simile parola.

Signor Presidente, questa potrebbe essere, a mio avviso, la miglior soluzione del delicatissimo problema.

Wlodzimierz Reczek

Presidente del Comitato Olimpico Polacco

Signor Presidente, cari colleghi: il problema del dilettantismo interessa ed appassiona da molti anni tutto il mondo sportivo. È giunta l'ora, per il C.I.O., di dare urgentemente una nuova, moderna e generale definizione del dilettantismo, perché ai tempi nostri non possiamo rispettare nessuna definizione che praticamente elimini a priori larghi strati sociali dalla pratica dello sport, oppure che conduca all'ipocrisia.

Nella nuova definizione occorre, a parer nostro, valutare le condizioni economiche e sociali del mondo contemporaneo; è necessario tener conto delle situazioni specificamente diverse che esistono tra i vari sport, e delle esigenze che hanno attualmente gli sport ad alto livello.

La definizione del dilettantismo, a nostro avviso, deve imporre due condizioni essenziali: che l'atleta si dedichi allo sport in modo disinteressato, senza trarne lucro, e che l'atleta pratichi lo sport in forma complementare alla sua attività professionale o di studio.

Queste sono, mi sembra, unitamente allo spirito di fair play il cui rispetto deve essere imposto più energicamente agli atleti, le basi per una definizione moderna del dilettantismo olimpico. Pensiamo che anche il Comitato Internazionale Olimpico dovrebbe limitare la sua opera, nell'applicazione delle regole del dilettantismo olimpico, alla formulazione della norma generale, mentre dovrebbe esser compito delle Federazioni Sportive Internazionali darne, in accordo con il C.I.O., l'interpretazione in dettaglio, dimensionata sulle esigenze dei vari sport.

Riteniamo infine che, su queste basi, il riconoscimento della qualità di dilettante di un atleta selezionato per le Olimpiadi dovrebbe essere di esclusiva competenza dei Comitati Nazionali Olimpici.

È in questo senso, e con questo spirito, che noi vorremmo fosse avanzata la proposta che è stata fatta in proposito dal Comitato Olimpico Nazionale Italiano.

Vogliamo tuttavia sottolineare che condividiamo le preoccupazioni del Comitato Internazionale Olimpico sul pericolo del professionismo e della corruzione nello sport. Tutta la storia dello sport, sfortunatamente, ce ne fornisce numerosi esempi e conferme. È in un certo senso inevitabile che negli stadi, accanto agli atleti, vi siano degli spettatori che guardano alla manifestazione sportiva come ad uno spettacolo interessante, facendo nascere così il concetto di prestazioni su basi finanziarie, con l'idea di ricompense materiali agli atleti.

Contemporaneamente sorgono altri pericoli: il particolarismo nazionale e regionale nello sport, o anche la tendenza a degradare lo sport al ruolo di spettacolo da circo, e gli spettatori a quello di osservatori passivi.

Intendiamo opporci risolutamente a tutte queste tendenze. Noi riteniamo che lo sport di alta competizione debba essere un mezzo vigoroso ed efficace per diffondere lo sviluppo dell'educazione fisica, un fattore prezioso per il miglioramento dei giovani, per una più profonda conoscenza ed un riavvicinamento della gioventù di tutto il mondo. Ecco le ragioni per cui ci pronunciamo a favore del rispetto obbligatorio delle norme sul dilettantismo sportivo, ma di norme che rispecchino le esigenze del mondo moderno, e che siano formulate per i tempi nostri.

Grazie.

Milan Ercegan

Presidente del Comitato Olimpico Jugoslavo

Signor Presidente, cari colleghi: il fatto che la questione del dilettantismo, del professionismo, e della categoria intermedia dei campioni sportivi, e della loro posizione economica e sociale, sia oggi largamente discussa ovunque, in seno al Comitato Internazionale Olimpico, in seno alle Federazioni Sportive Internazionali, in seno al Consiglio Internazionale di Cultura Fisica e Sport dell'UNESCO, è la prova dell'attualità di questo problema, legato alla complessità del movimento sportivo moderno.

Credo di condividere l'opinione di tutti i delegati qui presenti se dico che quella dei professionisti è una categoria sportiva da cui ci difendiamo energicamente: perché lo sport professionistico non può esser considerato in nessun caso lo sport che intendiamo offrire alla gioventù. Naturalmente, il problema di cui discutiamo oggi non riguarda lo sport di massa, che è e sarà sempre una base essenziale per il dilettantismo.

La formula dello sport di alta competizione, presa largamente in considerazione dal manifesto sullo sport in quanto problema sociale e pratico dei campioni sportivi, così come è concepita dal Comitato Olimpico Nazionale Italiano, vale la pena di essere studiata. A parer nostro, la sola via che conduca ad una soluzione efficace di questo problema sarebbe di affidarne la responsabilità alle Federazioni Internazionali, che dovrebbero, d'accordo con le rispettive Federazioni Nazionali, decidere sullo status del dilettante nei vari sport.

Per tale motivo, il Comitato Olimpico Jugoslavo, guardando il problema realisticamente e prendendo in considerazione le esigenze dello sport moderno, sostiene il progetto del CONI, quale esso è stato presentato dal suo presidente signor Onesti.

Grazie.

Wladimir Stoyttchev

Presidente del Comitato Olimpico Bulgaro

Signor Presidente: il Comitato Olimpico Bulgaro ritiene che occorre assolutamente giungere ad una modifica delle regole fin qui applicate. A nome di questo Comitato, mi associo completamente e di tutto cuore a quanto è stato detto dal presidente del Comitato Olimpico Belga.

Grazie.

Jean Weymann

Segretario Generale del Comitato Olimpico Svizzero

Signor Presidente, signori: il Comitato Olimpico Svizzero ritiene molto interessante la proposta avanzata dal Comitato Olimpico Nazionale Italiano, ma vorrebbe vederla integrata, nella risoluzione, con i precisi suggerimenti fatti dal collega belga, che ci sembrano eccellenti. Comprendiamo perfettamente le riserve avanzate dai colleghi del Senegal e del Mali, ma noi siamo di fronte alla realtà che lo sport di alta competizione richiede all'atleta molto tempo, e che questo tempo difficilmente si concilia con l'esercizio completo di una professione.

Per questo siamo persuasi che non dobbiamo certo permettere a un atleta di guadagnare per mezzo dello sport, ma bisogna consentirgli di non rimetterci di tasca propria praticando lo sport di alta competizione, e desideriamo soprattutto evitare ogni ipocrisia.

Per questo, siamo favorevoli alla proposta italiana, completata dai suggerimenti del nostro collega belga.

PRESIDENTE: Grazie mille, signor Weymann.

Se è consentito, signori, prima d'interrompere i lavori per la colazione, vi leggerò, come per il precedente numero 2, l'ordine del giorno da noi preparato. Vi sarà distribuito, avrete modo di riflettere, di proporre gli emendamenti, e quindi lo passeremo in votazione.

L'ordine del giorno è così concepito:

« I Comitati Nazionali Olimpici riuniti a convegno in Roma il 1° ottobre 1965, ascoltata e discussa una esauriente relazione sul dilettantismo degli atleti affiliati alle Federazioni Internazionali di rango olimpico;

convengono che gli impegni attuali di allenamento, nonché la necessità di lontane trasferte per le maggiori gare e soprattutto per i Giochi Olimpici, richiedono un tempo ed un sacrificio ben maggiore di quello originario, tempo e sacrificio che si diversificano a seconda dello sport;

ritengono che occorra studiare una nuova formula generale precisabile sport per sport da ciascuna Federazione Internazionale;

e pertanto *propongono* al C.I.O.:

1) di adottare la seguente formula generale: « È dilettante chi pratica lo sport non per fine di lucro, ma a complemento di altra attività di studio o di lavoro »;

2) che ciascuna Federazione Sportiva Internazionale di rango olimpico studi e proponga al C.I.O. per la ratifica in termini propri, adattati alle caratteristiche del proprio sport, la definizione di dilettante per il proprio sport;

3) che di conseguenza l'applicazione delle regole ed il controllo dello status di dilettante siano affidati a ciascuna Federazione Sportiva Internazionale, salvo ricorso alla Commissione Esecutiva del C.I.O. attraverso le decisioni delle F.S.I. da parte del Comitato Olimpico di appartenenza dell'atleta sottoposto a giudizio ».

La seduta viene tolta alle 12.30.

Secondo argomento: Finanziamento (*segue*)

PRESIDENTE: Come annunciato, dò lettura della risoluzione da sottoporre al Comitato Internazionale Olimpico sul secondo punto: Finanziamenti dei Comitati Nazionali Olimpici.

Il testo da noi predisposto è stato integrato con i suggerimenti dei Comitati Olimpici della Grecia, dell'Austria, della Gran Bretagna, della Romania e del Mali. Il testo dice:

« I Comitati Nazionali Olimpici, riuniti in Roma il 1° ottobre 1965, ascoltata e discussa un'ampia relazione sul finanziamento dei Comitati Nazionali Olimpici,

decidono

di proporre al Comitato Internazionale Olimpico che i proventi dei diritti derivanti da tutte le trasmissioni olimpiche siano ripartiti nella misura massima possibile al Comitato Internazionale Olimpico per consentirgli una maggiore autonomia nell'esercizio delle sue funzioni, anche del controllo del rispetto delle regoli olimpiche, nonché il rafforzamento di una segreteria con uffici organizzati e sempre efficienti, e aiutare inoltre l'Accademia Olimpica. Un'altra aliquota al Comitato organizzatore dei singoli Giochi Olimpici, per consentirgli di far fronte anche alle spese di trasferta di un maggior numero di membri operativi (par. 37 e 38 delle regole olimpiche) delle Federazioni Internazionali interessate a ciascuna edizione dei Giochi; per il 25% ai Comitati Nazionali Olimpici che si trovino in difficoltà per la partecipazione ai Giochi Olimpici, secondo proposte al Comitato Internazionale Olimpico dei Comitati Nazionali olimpici stessi.

I Comitati Nazionali Olimpici invitano il Comitato Internazionale Olimpico a far funzionare effettivamente la Commissione d'aiuto del Comitato Internazionale Olimpico, al fine d'indirizzare l'aiuto internazionale per lo sviluppo degli sport olimpici nei paesi recentemente ammessi nella famiglia olimpica ».

Abbiamo cercato di accogliere tutti i vostri suggerimenti. Possiamo quindi dare per approvata questa seconda risoluzione. Ci sono osservazioni da fare?

La risoluzione viene approvata

Passiamo allora al quarto punto dell'ordine del giorno. È un po' difficile redigere un testo sintetico per il terzo punto. Vi prego di pazientare: appena sarà redatto, ne verrà data lettura.

Quarto argomento: Giochi Regionali

Veniamo dunque a discutere il quarto punto dell'ordine del giorno: « I Giochi regionali ».

La massima occasione d'incontro sportivo fra i popoli si realizza nei Giochi Olimpici quadrienali. In secondo luogo, i Comitati Nazionali Olimpici attribuiscono notevole importanza ai Giochi cosiddetti regionali. Benché siano stati normalizzati attraverso una serie di misure approvate nella 47. sessione del C.I.O. (Hensinki, luglio 1952), i Giochi Regionali hanno dato luogo a notevoli complicazioni ed a conflitti.

Ciò preoccupa i Comitati Nazionali Olimpici, che, avendo interesse allo sviluppo ed al mantenimento di tali Giochi, vorrebbero impegnarsi a rimuovere le difficoltà e gli ostacoli creatisi fino ad oggi.

Infatti, i Comitati Nazionali Olimpici sostengono che la diffusione della pratica dello sport è un bene, e che essa risponda ad una precisa disposizione del Comitato Olimpico Internazionale, nonché al desiderio delle stesse Federazioni Internazionali.

1. I Comitati Nazionali Olimpici riaffermano che la regola dell'invito universale a tutti i paesi debba essere assolutamente rispettata nei Giochi Olimpici, ma che i Giochi Regionali possono essere invece condizionati ad inviti liberi. Peraltro, essi hanno constatato che l'espressione « Giochi Regionali » ha dato talvolta adito a polemiche. La delimitazione regionale, che è di per se stessa convenzionale, determina automatismi di estensioni e di esclusioni territoriali imposti da motivi politici anche contingenti, come, ad esempio, la situazione di grande tensione fra Stati.

Nel caso in cui la dizione « Giochi Regionali » dovesse causare insanabili dissensi, si potrebbe adottare un'altra terminologia, facendo seguire, ad esempio, alla parola « Giochi » il genitivo della città che li indice.

2. I Comitati Nazionali Olimpici hanno potuto constatare che i maggiori contrasti sono stati determinati dalle condanne che le Federazioni Internazionali hanno emesso contro certe nazioni colpevoli di aver avuto rapporti con atleti di Federazioni Nazionali non affiliate alle Federazioni Internazionali.

Le Federazioni Internazionali hanno il diritto e il dovere di imporre le regole di loro spettanza, ma hanno anche il desiderio di raccogliere nel proprio ambito tutte le Federazioni sportive, di qualsiasi paese, purché rispettino le norme tecniche universalmente accettate.

La pratica dello sport dev'essere incoraggiata ed aiutata, con la speranza che le Federazioni sportive non ancora riconosciute nell'ambito internazionale possano chiedere ed ottenere prima o poi l'affiliazione.

Le Federazioni Internazionali, qualora colpiscano con gravi sanzioni ogni Federazione colpevole di aver avuto rapporti sportivi con una Federazione non ancora riconosciuta, possono dare l'erronea sensazione di esercitare una discriminazione politica che non rientra nelle loro funzioni di enti tecnici internazionali.

I Comitati Nazionali Olimpici chiedono perciò che le Federazioni Internazionali aiutino e tollerino per il momento le Federazioni Nazionali non ancora riconosciute, cercando di evitare provvedimenti assai duri, equivalenti a veri e propri anatemi, che provocano vivaci reazioni e fratture nell'organizzazione sportiva mondiale.

Da un nuovo ordinamento a inviti liberi per i Giochi locali potrebbe nascere una fioritura di iniziative, ovvero una situazione spiacevole per taluni Comitati Olimpici, che potrebbero essere ignorati sistematicamente. A correggere ed armonizzare situazioni di questa natura, potrebbe provvedere l'Associazione dei Comitati Olimpici Nazionali, di cui al successivo argomento all'ordine del giorno, per il suo valore e potere volontario: autogoverno dei Comitati Nazionali Olimpici.

Secondo i Comitati Nazionali Olimpici, queste proposte portate allo studio del Comitato Olimpico Internazionale e delle Federazioni Internazionali potranno essere di ausilio per la soluzione dei problemi che hanno sin qui ostacolato e reso difficile lo svolgimento dei Giochi Regionali ».

Signori Presidenti, la discussione è aperta. Chi desidera prendere la parola su questo argomento?

Harbans Singh

Membro del Comitato Olimpico del Kenia

Signor Presidente: ancora una volta desidero esprimere al suo Comitato i miei sentiti ringraziamenti per l'organizzazione di questo convegno. La ringrazio non solo per l'organizzazione della Conferenza, ma anche perché vi siete preoccupati di rendere piacevole e felice il nostro soggiorno a Roma. Ci avete riservato una bella accoglienza, e sono sicuro che tutti i membri presenti, ritornando ai loro paesi, manifesteranno la loro soddisfazione, esprimendo ovunque le loro positive impressioni.

Siamo favorevoli all'idea dei Giochi Regionali in diverse parti del mondo. Essi saranno di sprone ai vari paesi della Regione, e soprattutto agli atleti giovani, ancora all'inizio dell'esperienza quadriennale proiettata verso i Giochi Olimpici.

Signor Presidente, i Giochi Regionali saranno un ottimo campo di allenamento per i nostri atleti, ed è opportuno formulare l'impegno che i membri del C.I.O. e i membri dei Comitati nazionali lavoreranno insieme per sostenere i Giochi Regionali, poiché sarà questo il luogo in cui tutti i paesi si prepareranno e collauderanno le proprie forze in vista delle Olimpiadi.

Signor Presidente, sono dell'avviso che questo sia un punto importantissimo; essendo noi qui per dare slancio allo sport ed al movimento olimpico, dovremmo farlo con piena consapevolezza, in modo da sapere che la direzione che seguiamo e verso cui tendiamo è quella giusta. Siamo qui per promuovere lo sport e il movimento olimpico, signor Presidente, e sarebbe un peccato non incoraggiare i Giochi Regionali, per mezzo dei quali tutti possiamo renderci conto delle possibilità di questo o di quel paese, sapendo perfettamente che quanti aspirano a prender parte ai Giochi Olimpici vi parteciperanno.

Desidero aggiungere, senza spendere altre parole su questo problema, che esso è di vitale importanza, e che tutti dovremmo sostenere calorosamente i Giochi Regionali.

Grazie.

Peter Chang

Membro del Comitato Olimpico di Taiwan

In primo luogo, signor Presidente, la mia delegazione desidera associarsi all'oratore precedente, ed esprimere i suoi sentiti ringraziamenti per la generosa ospitalità offertaci e per l'organizzazione di questo Convegno.

Passando all'argomento in discussione, abbiamo studiato molto attentamente il documento che ci è stato distribuito, e pensiamo che esso può produrre conseguenze molto serie e di vasta portata; siamo, quindi, dell'avviso che sia necessario vagliare e discutere a fondo questo argomento, prima di sottoporre il nostro progetto al C.I.O.

Crediamo che in nessun campo di attività sia auspicabile l'adozione di un duplice metro di valutazione: in modo particolare, poi, nel campo dello sport. Quando, ieri pomeriggio, è stato discusso in questa aula l'articolo 1 dell'ordine del giorno, tutti i delegati che hanno parlato si sono dichiarati contrari a qualsiasi tipo di discriminazione, sia essa politica, religiosa o di altra natura. Ora stiamo invece proponendo che ai Comitati Organizzatori dei Giochi Regionali sia consentito scegliere quali paesi invitare e quali non invitare. S'intuisce facilmente che ciò darà origine a ogni tipo di discriminazione: e questa è una situazione a cui noi ci opponiamo con tutte le nostre forze, tutti noi, ne sono sicuro.

Pertanto, invece di dare mano libera ai Comitati Organizzatori dei Giochi Regionali, come proposto dal documento che stiamo discutendo, la mia delegazione propone di confermare il nostro appoggio alle raccomandazioni del C.I.O. e delle Federazioni Internazionali — adottate nel febbraio del 1963 — che stabiliscono la necessità di organizzare Giochi Regionali soltanto nei paesi che garantiranno la partecipazione a tutti i paesi membri.

Vorremmo anche commentare brevemente la seconda parte della proposta, che tende a mitigare il regolamento delle Federazioni Internazionali attualmente in vigore, regolamento che vieta agli atleti di associazioni affiliate di gareggiare con quelli di federazioni non affiliate. Ebbene: noi sosteniamo calorosamente la raccomandazione alle Federazioni Internazionali di aiutare le associazioni nazionali non ancora riconosciute, ma non siamo propensi a chiedere alle Federazioni Internazionali di annullare le restrizioni esistenti, creando così una situazione ambigua nelle gare sportive internazionali.

Grazie, signor Presidente.

H. Glovinsky

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Israeliano

Parlo a nome del Comitato Olimpico israeliano, di cui sono segretario generale. Desidero unirmi ai ringraziamenti al Comitato Olimpico Italiano ed al suo presidente, avvocato Onesti, per la loro ospitalità, e per l'utile iniziativa di convocare questa conferenza. È con grande piacere che ne sottolineo l'importanza, perché negli anni passati non abbiamo avuto a disposizione che poche ore, e ci è sempre mancata l'opportunità di discutere problemi e argomenti d'interesse comune.

Io credo che questo incontro sarà ricco di frutti, e che darà una sua impronta alle discussioni con il C.I.O. che si terranno nel prossimo Convegno di Madrid; e spero che il C.I.O. voglia prendere in considerazione i pareri espressi in questa sede dai membri dei Comitati Olimpici Nazionali.

Ma veniamo al punto: i Giochi Regionali. Ieri si è molto parlato contro la discriminazione: alcuni l'hanno definita politica, altri nazionale. Noi abbiamo sempre dovuto affrontare problemi di discriminazione. Ma sarei del parere — se il C.I.O. non assume il patrocinio di tali Giochi — di suggerire allo stesso C.I.O. ed ai Comitati Olimpici Nazionali di sostenere le Federazioni Sportive Internazionali che lottano contro la discriminazione nel campo dello sport, in tutti gli incontri sportivi internazionali. Devo aggiungere che le Federazioni Sportive Internazionali sono le uniche che si battono per prevenire la discriminazione.

Eppure nella relazione di oggi, c'è chi propone di aprire uno spiraglio per evitare di aver a che fare con le Federazioni Internazionali. Vorrei pregare i membri dei Comitati Olimpici Nazionali di non modificare il loro atteggiamento a questo proposito, perché le uniche a battersi per un'equa soluzione del problema sono le Federazioni Sportive Internazionali — noi ne sappiamo qualcosa, dal momento che per un certo periodo siamo stati soggetti a discriminazione — e proprio le Federazioni Internazionali sono state il nostro sostegno e la nostra difesa. Perciò, se noi teniamo fede a quanto abbiamo detto ieri sull'atteggiamento da seguire nei riguardi delle discriminazioni, ne ricaveremo, sono sicuro, maggior compattezza fra tutti i popoli della famiglia olimpica.

Grazie.

Henry Corenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Signor Presidente: i Giochi regionali, che facilitano i contatti fra i giovani, hanno portato in questi ultimi tempi le organizzazioni internazionali a prendere delle decisioni non sempre improntate alla necessaria serenità sportiva. Sembrerebbe, anzi, che, pur dichiarando di non far della politica, questi organismi se ne siano ispirati per adottare delle misure che tutto sommato non favoriscono lo sport.

È per questo che noi approviamo l'interessante proposta del Comitato Olimpico Nazionale Italiano perché i Giochi locali siano realizzati a liberi inviti, prendendo, di volta in volta, un nome determinato — ad esempio, « Giochi di Roma » — allorché un paese decida di organizzare degli incontri con altri paesi secondo criteri da esso definiti.

Il Comitato Internazionale Olimpico e le Federazioni Internazionali non devono ostacolare questi incontri. Non è il loro compito. Soltanto, vorremmo che, alle proposte fatte, venisse aggiunto che i Giochi continentali assumano questo nome ogni volta che gli inviti siano diramati a tutti i paesi del continente interessato, purché siano regolati dalle norme olimpiche.

Concludo precisando il mio pensiero su questo punto: vorrei solo proporre degli esempi, dato che per la prima parte ci associamo a tutte le considerazioni espresse nel testo presentato dal Comitato Olimpico Italiano.

Supponiamo, dunque, che nel Mali si decida d'invitare un certo gruppo di paesi. Potremo chiamare questa manifestazione « Giochi di Bangkok », poiché gli inviti sono liberi. Ma prendiamo un caso ben preciso: nel 1969, ad esempio, si dovranno organizzare per il continente africano i Giochi continentali. Se gli inviti saranno diramati a tutti i paesi africani in regola con le norme olimpiche, noi riteniamo sia logico chiamarli « Giochi Africani ». Questa è la precisazione che noi vogliamo apportare al testo presentato dall'Italia.

Quanto al principio dell'invito universale rivolto a tutti i paesi, che deve essere assolutamente rispettato per i Giochi Olimpici, è vero, signor Presidente, si tratta di una regola. Ma noi vorremmo aggiungere: a condizione che in ogni paese il Comitato Olimpico sia uniformato allo spirito olimpico.

Grazie.

Frantisek Vodslon

Presidente del Comitato Olimpico Cecoslovacco

Signor Presidente, signori delegati: il presidente del Comitato Olimpico Cecoslovacco aggiunge a quelli degli oratori che lo hanno preceduto i suoi ringraziamenti al Comitato Olimpico Nazionale Italiano ed al suo eminente presidente avvocato Onesti per l'iniziativa di aver convocato questa Conferenza, per l'ospitalità cordiale, e per aver creato le condizioni più favorevoli alle discussioni ed ai lavori.

Ci congratuliamo con i nostri amici italiani per l'organizzazione perfetta della Conferenza, che avrà successo pieno ed aiuterà a percorrere una nuova tappa della vita dei nostri Comitati Nazionali Olimpici nel mondo.

Per quanto riguarda il capitolo « Giochi regionali », la delegazione cecoslovacca è pienamente d'accordo sulla seconda parte della proposta italiana, con la quale le Federazioni Internazionali sono invitate ad aiutare e tollerare le Federazioni Nazionali non ancora riconosciute e a non colpire con sanzioni o con misure gravi le relazioni sportive delle Federazioni affiliate con quelle che ancora non lo sono. Infatti, tali sanzioni potrebbero provocare — e ne abbiamo già avuto le prove — in seno ad esse, delle reazioni contro alla comprensione e all'amicizia sportiva internazionale.

Questa proposta sarà molto importante, se la sua realizzazione potrà prevenire tali difficoltà per il futuro.

Per quanto riguarda la prima parte della proposta: sciogliere i Giochi regionali dall'invito obbligatorio a tutti i Comitati Nazionali Olimpici del territorio in questione o condizionarli a « inviti liberi », riteniamo che ciò si potrebbe realizzare per Giochi locali non delimitati da un territorio preciso, e nei quali gli inviti non vengano rivolti ai Comitati Nazionali Olimpici.

Ma riteniamo che i Giochi Regionali veri e propri, i Giochi continentali o sub-continentali, come è il caso dei giochi asiatici, africani, americani e centroamericani, debbano essere aperti a tutti i Comitati Nazionali Olimpici la cui qualifica olimpica non sia dubbia, e debbano rimanere sotto il patronato del Comitato Internazionale Olimpico: perché questi Giochi rappresentano un punto prestabilito, un traguardo intermedio, un gradino sulla scala delle Olimpiadi, e danno ai Comitati Olimpici Nazionali di nuova istituzione la possibilità di sperimentare i loro atleti che non fossero ancora in grado di partecipare ai Giochi Olimpici.

Il Comitato Internazionale Olimpico dovrebbe pertanto precisare quali Giochi d'oro in poi siano sotto il suo patronato, e con invito obbligatorio.

Ci perdonerete questo intervento, signori: la Cecoslovacchia infatti non partecipa a Giochi regionali, e a pronunciarsi sull'argomento dovrebbero essere anzitutto i Comitati Olimpici dei vari continenti.

Grazie.

index

Signora Flor Isava

Membro del Comitato Olimpico Venezuelano

Desidero ringraziare l'avvocato Onesti ed il CONI per la squisita ospitalità che ci hanno offerto, e per l'opportunità di questa Assemblea, che senza dubbio segna l'inizio di un nuovo cammino verso una maggiore intesa fra lo sport internazionale.

Mi è gradito anche ringraziare personalmente i miei colleghi per la cordiale accoglienza riservatami, per il modo davvero gentile con cui è stata trattata la prima donna ammessa tra le file dei delegati olimpici.

La prima volta che si leva una voce femminile, sarà per invocare ancora la buona volontà e la comprensione, per giungere alla pace ed alla fraternità alle quali aspiriamo.

Ieri sera ho ascoltato molte voci che mi hanno dato una visione assai precisa sul primo punto all'ordine del giorno, relativo all'indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici. Sull'attuale argomento, però, i vostri interventi, presentati in una forma o nell'altra, si sono limitati a segnalare situazioni che tutti conosciamo, a raccomandare vari mezzi per risolverle, ma in nessun caso sono stati indicati i mezzi ed i modi per porvi rimedio. Credo che questo sia il momento giusto per studiarne le cause e gli effetti, e non solo per esporre la situazione: ma — quel che più conta — per dare soluzioni funzionali a questi problemi.

Il Venezuela crede nell'importanza del patronato del C.I.O. sui Giochi regionali, e nella precisa applicazione dei suoi regolamenti, che, se si sono rivelati funzionali nella gravosa organizzazione dei Giochi Olimpici, a maggior regione dovrebbero esserlo per i Giochi regionali, a proposito dei quali condividiamo incondizionatamente l'esposizione fatta dalla Cecoslovacchia.

Secondo il nostro punto di vista, non è conveniente sottrarre i Giochi regionali al patronato del Comitato Internazionale Olimpico. Accettato questo principio, bisognerà discutere quale sia il male minore quando si presentano le difficoltà di cui ci stiamo occupando, e quali criteri dovrebbero seguire i paesi che si trovano alle prese con problemi di natura politica: problemi che — per quanto taciuti — sono una realtà latente nello sport attuale.

Dobbiamo stabilire se convenga la sospensione dei Giochi durante un conflitto, quando in esso è implicato il paese organizzatore — sia pur non colpito da alcun veto — privandolo così della partecipazione del maggior numero delle squadre, o se invece sia più utile una specie di patto cavalleresco ad alto livello sportivo, per il quale i paesi in contrasto si promettano a vicenda, qualora fossero in evidente minoranza, di non far pressioni per la loro partecipazione, favorendo in tal modo la partecipazione della maggioranza avversa al conflitto.

È questa l'impostazione più corretta del problema, quella che vorrei fosse discussa in una forma reale, lasciando da parte le possibili, ma inoperanti, forme conciliative.

Molte grazie.

PRESIDENTE: Signori Presidenti, consentitemi, prima di dare la parola al rappresentante dell'Ungheria, di dare qualche piccolo chiarimento. La nostra abitudine è di essere estremamente sinceri: perchè è stato portato alla vostra attenzione questo studio sui Giochi regionali?

Sia ben chiaro: noi abbiamo il massimo rispetto per le Federazioni Internazionali, che riteniamo indispendabili per il funzionamento tecnico di qualsiasi attività sportiva. Ed a sostegno di quanto affermo, la prova è in quel che abbiamo stabilito nel punto precedente: abbiamo tale stima delle Federazioni Internazionali, che desideriamo affidare ad esse il compito delicato di una definizione particolare del dilettantismo.

Organi tecnici, non organi politici. Se politica sportiva ci deve essere, questa deve essere fatta dal Comitato Internazionale Olimpico e dall'Associazione di noi, Comitati Nazionali Olimpici.

Ho avuto notizia, ed ho assistito, a discussioni sorte sull'opportunità di autorizzare l'effettuazione di Giochi Panafricani. Si è convenuto di chiamarli « Giochi Africani di Brazzaville ». Ho avuto occasione di dire, ed oggi ripeto, che essi hanno costituito un grandioso successo. Bisognava insistere in quel momento: e mi congratulo con l'Esecutivo, qui autorevolmente rappresentato, del Comitato Internazionale Olimpico, che ha autorizzato, riconosciuto e patrocinato i Giochi di Brazzaville.

Signori, tutti voi avrete i miei stessi sentimenti. Noi sportivi nutriamo un solo desiderio: che la gioventù di tutto il mondo s'incontri sui campi di gara, e non sui campi di battaglia. I Governi, in alcuni frangenti, possono essere gli uni contro gli altri armati: noi, rappresentanti di Comitati Olimpici Nazionali, abbiamo un'unica finalità: che questi giovani s'incontrino esclusivamente sui campi di gara.

È per questo che noi chiediamo alle Federazioni Internazionali una forma di comprensione, e non di anatema. Le Federazioni Internazionali si assicurino che negli incontri sportivi vengano rispettate le norme sportive. Limitino a questo la loro attenzione. Sarà, come ripeto, il Comitato Internazionale Olimpico a decidere, e, se vorremo, decideremo noi stessi quel che si dovrà fare, al momento opportuno.

Scusate questa interruzione, necessaria per un doveroso chiarimento. La parola al rappresentante ungherese.

Arpad Csanadi

Membro del Comitato Olimpico Ungherese

Signor Presidente, signori: innanzi tutto voglio ringraziare i nostri amici italiani da parte della delegazione ungherese, per aver voluto assumere il difficile compito di preparare questa riunione.

Per quanto riguarda i Giochi regionali, la delegazione ungherese ritiene che sia necessario conservare il patronato del Comitato Internazionale Olimpico. Anzi, bisognerebbe forse ampliarlo. Occorre far valere il principio che i Giochi regionali non possono essere organizzati in nazioni nelle quali non siano garantiti l'ingresso e la partecipazione di tutti i paesi.

Questa risoluzione offrirebbe la possibilità di eliminare qualsiasi discriminazione politica o di altra natura. Bisogna sfruttare questa possibilità, perchè sfortunatamente esistono ancora delle forze che cercano di turbare l'atmosfera internazionale, atmosfera di universale amicizia. Conosciamo, ad esempio, le difficoltà che incontrano i nostri amici cubani per partecipare ai Giochi dei Caraibi, e potrei continuare l'elenco dei contrasti passati e presenti.

Dobbiamo, facendo leva sulle decisioni del C.I.O., lottare contro ogni specie di discriminazione, e per i Giochi regionali possiamo farlo solo rispettando strettamente le deliberazioni del C.I.O. Anzi il C.I.O. stesso, in caso di necessità, dovrebbe applicare sanzioni severe e coraggiose.

Per quanto riguarda i contatti con le Federazioni non affiliate, pensiamo che il problema sia di competenza delle Federazioni Internazionali. Noi possiamo soltanto esprimere la nostra opinione sull'argomento, i nostri desideri. Si potranno fare dei passi avanti anche in questo campo.

L'intenzione dei nostri amici italiani è certamente giusta, e mostra la via da seguire. Le Federazioni Internazionali vogliono tener conto di queste realtà. Ciò è provato dal fatto che, valutando la situazione attuale e gli interessi dello sport, hanno preso delle misure per risolvere il problema noto come la « questione tedesca », che turbava l'atmosfera internazionale ed anche quella olimpica. In tal modo le Federazioni hanno reso possibile la partecipazione libera, senza limitazioni, di tutti i paesi ai Campionati che sono sotto il loro controllo.

Index

Edgard Fried

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Austriaco

Signor Presidente, cari amici: molte delle cose che ora dirò sono state già dette, ma desidero precisare meglio il significato dei Giochi regionali. Facciamo un esempio: se, in Austria, una qualsiasi organizzazione decide di organizzare un festival dello sport, con il nome — poniamo — di « Giochi della Montagna », e se il Comitato Olimpico austriaco è soltanto un membro di questa organizzazione, i « Giochi della Montagna » vengono strutturati secondo le idee dell'organizzazione in questione, ed è possibile mandare inviti ai paesi che vogliono parteciparvi.

Ma la cosa cambia aspetto, quando si raggiunge un livello più alto. Così, se vogliamo chiamare quel festival, ad esempio, « Giochi dell'Europa Centrale », siamo di fronte ad un problema diverso. Neanche in questo caso c'è il patronato del C.I.O. Si possono prendere le decisioni che si vogliono, se i paesi invitati sono d'accordo, e la Federazione Internazionale deve dare il suo permesso, dal momento che queste gare sono delle competizioni sportive internazionali.

Ma se ci si rivolge al C.I.O. e gli si chiede di assumere il patronato, allora è logico che si debbano osservare ed applicare le norme olimpiche: e soltanto in questo caso il C.I.O. è in condizione di assumere il patronato della manifestazione.

Se si seguisse questo principio, credo che non ci sarebbero difficoltà per il futuro, e le cose sarebbero abbastanza chiare.

Grazie, signor Presidente.

Hug Weir

Vice Presidente del Comitato Olimpico Australiano

Signor Presidente, signore e signori: mi propongo di essere molto breve nelle considerazioni che farò, perché su questo argomento ha già parlato un certo numero di oratori. Quel che ho da dire è questo: ricordare all'Assemblea che non si può tenere il piede in due staffe. La proposta — così come la interpreto io — sottolinea l'importanza del C.I.O., raccomandando che nessun'ombra di discriminazione sia ammessa nei Giochi Olimpici. Ma, da un altro lato, suggerisce di permettere la discriminazione per i Giochi regionali, che pure sono sotto il patronato del C.I.O. Ora io affermo che questo non è ammissibile. Le norme, o si osservano o non si osservano.

Poiché il C.I.O. è un ente che dirige e controlla il movimento olimpico ed ha il patronato dei Giochi regionali, è necessario che i suoi agenti — cioè i Comitati Olimpici Nazionali — seguano le stesse norme e le stesse regole. Non sono ammissibili una norma per i Giochi Olimpici ed un tipo di regole completamente diverse per i Giochi regionali: a meno che il Comitato Olimpico Internazionale non rinunci ad accordare il suo patronato ai Giochi regionali. In questo caso, penso che verrebbero coinvolti, tuttavia, anche i Comitati Olimpici Nazionali interessati.

Considerando ora la seconda parte della risoluzione — che consiglia la Federazione di applicare meno rigidamente le norme sulla posizione delle federazioni affiliate, permettendo ai paesi membri di gareggiare con paesi non membri — secondo me è assolutamente priva di logica.

Il movimento olimpico è costituito di due parti — e dobbiamo sempre tenerlo presente, non potendo l'una funzionare senza l'altra — che sono: da una parte il Comitato Olimpico Internazionale ed i suoi Comitati Olimpici Nazionali, dall'altra le Federazioni Sportive Internazionali; altrimenti, non esisterebbero i Giochi Olimpici. E questo è tanto vero che, qualsiasi cosa possa decidere il C.I.O. circa le Olimpiadi, sarebbe completamente inutile se le Federazioni Sportive Internazionali non facessero la loro parte, poiché... non ci sarebbero partecipanti.

Le Federazioni Internazionali — e questo dobbiamo comprenderlo e riconoscerlo sempre, qualunque cosa voi ed io e chiunque altro possiamo pensare — sono gli enti che dirigono gli sport sotto il loro controllo. È un loro pieno diritto. Attraverso le Federazioni Nazionali, esse impartiscono e controllano ed applicano le loro norme e le loro regole. E non si può pretendere che venga concesso il diritto e il privilegio di membro ad una nazione affiliata, o perfino ad una non affiliata, senza che rispetti le norme ed i regolamenti dell'organizzazione, pagando il proprio contributo.

Per me, quindi, la seconda parte della risoluzione non ha ragione di essere. Sono convinto che le Federazioni Internazionali potranno decidere di far partecipare federazioni e paesi non membri, ma vi prego di essere logici nel considerare questo problema. Come si ricava dall'articolo 1 dell'ordine del giorno, abbiamo sottoscritto una proposta di vasta portata: eliminare qualsiasi limitazione nello sport e qualsiasi tipo di discriminazione; dunque, tutto il movimento olimpico sarà senz'altro sotto il patronato del C.I.O., anche quando l'organizzazione, come nei Giochi regionali, dipenderà da un Comitato Olimpico Nazionale. Per questo dobbiamo essere coerenti: automaticamente, non dovrebbe più esservi alcuna discriminazione.

Grazie, signor Presidente.

Jean Claude Ganga

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Congo Brazzaville

Signor Presidente, signore, signori: molti oratori mi hanno già preceduto, e credo che l'essenziale sia stato già detto. Prendo la parola soprattutto per appoggiare la dichiarazione del mio collega del Mali e l'intervento dell'illustre presidente del CONI signor Onesti. Tutti siamo d'accordo che i Giochi regionali siano necessari, indispensabili anzi per una buona preparazione ai Giochi Olimpici. Specie quando si tratti di continenti come l'Africa, che hanno poche competizioni e scarse occasioni di far incontrare i loro atleti.

Noi siamo appena entrati in questo mondo olimpico. Ma ci stiamo già accorgendo, solo da quanto si va dicendo in questa sede, che ci sono molte contraddizioni, nelle stesse norme, ma soprattutto nell'applicazione dei regolamenti.

In primo luogo, noi non facciamo politica. Gli organismi internazionali, il Comitato Internazionale Olimpico, le Federazioni Internazionali, non fanno politica. Questo è un punto base.

In secondo luogo, i Giochi regionali sono sotto il patronato del Comitato Olimpico Internazionale. Ma ci sono gravi difficoltà. Noi abbiamo avuto l'onore gravoso di organizzare i primi Giochi Africani a Brazzaville, e siamo venuti ad urtare in due contraddizioni. Primo: abbiamo ottenuto l'autorizzazione del Comitato Olimpico Internazionale e quella di alcune Federazioni Internazionali: ma — secondo fatto in contraddizione col primo — altre ci hanno vietato la denominazione di « Giochi Africani » perché, pare, alcune Federazioni africane non erano state invitate ai Giochi.

Non eravamo più in grado di orientarci, perché non si sapeva chi dovesse autorizzarci ad organizzare i Giochi Africani. Abbiamo risposto a quelle Federazioni: « Questo non è un campionato africano ». Si fosse trattato di un campionato africano di atletica, avremmo compreso che la Federazione Internazionale di Atletica ci proibisse la denominazione di « Campionato Africano di Atletica », perché alcune Federazioni non erano state invitate. Ma si trattava di Giochi sportivi, avevamo dieci sport iscritti nel programma. Ci consigliarono allora di chiamarli « Giochi di Brazzaville », « Giochi della Concordia », « Giochi dell'Amicizia », in qualsiasi modo insomma, fuorché « Giochi Africani ».

Ritengo che sia importante appoggiare la dichiarazione del Presidente Onesti, proponendo che le Federazioni Internazionali si limitino a far rispettare l'applicazione dei regolamenti tecnici [illegible] calcio, ad esempio, la Federazione dovrà rendersi conto se il terreno è regolamentare, se i giocatori sono vestiti come prescritto, se il pallone è secondo le norme, e basta. Questo, quando si tratta di

Giochi regionali. E il problema degli inviti deve essere affrontato dal Comitato Internazionale Olimpico, sotto il patronato dello stesso C.I.O.

Vorrei precisare meglio il mio pensiero. Bisogna assolutamente definire le attribuzioni delle Federazioni Internazionali nei Giochi regionali. Nei campionati del mondo o nei campionati continentali, è necessario ed essenziale che siano le Federazioni Internazionali a decidere sugli inviti, poiché si tratta di Campionati. Ma quando è il caso di Giochi regionali, di Giochi che radunano atleti di un intero continente e non di un solo sport, io credo che il principio stesso dell'invito, stabilire chi debba essere invitato o meno, non riguardi le Federazioni Internazionali. Le Federazioni Internazionali devono limitarsi al controllo tecnico: se ad esempio la piscina è di m. 25 × 20, se ha 3 metri di profondità, ecc. ... È un punto assolutamente essenziale: altrimenti si cade nel caos.

Si dice che non facciamo politica. Ora, il Comitato Internazionale Olimpico ha sospeso, ha messo al bando il Comitato Olimpico del Sud Africa per quanto riguarda la sua partecipazione ai Giochi Olimpici. Una Federazione Internazionale ci ha invece costretti ad invitare il Sud Africa ai nostri Giochi, altrimenti non avremmo potuto chiamarli « Giochi Africani ». Insomma, Brazzaville avrebbe dovuto essere più olimpica di Tokio! È assurdo che abbiano tentato di farci realizzare quanto non si è potuto fare neanche a Tokio. Non sapevamo, veramente, dove sbattere la testa.

Un altro punto che merita di essere chiarito è il seguente: quando si tratta di Giochi amichevoli, quando cioè un paese decide di organizzare dei Giochi per alcune nazioni della sua regione, ritengo che anche in tal caso quel paese abbia il diritto d'invitare chi vuole e di chiamare quei Giochi come crede, purché si tenga nei limiti dei principi olimpici e che in quei Giochi siano applicate le regole delle Federazioni Internazionali. Credo che bisognerebbe chiarire anche questo per evitare confusioni.

C'è poi il problema delle relazioni esistenti tra le Federazioni Nazionali affiliate alle Federazioni Internazionali, e le Federazioni Nazionali non affiliate. È molto difficile prendere posizione su questo punto, perché lo sport ha innanzi tutto il compito d'insegnare la disciplina ai giovani, ed è indispensabile che noi stessi, noi dirigenti, siamo disciplinati.

Capita, tuttavia, che in due paesi limitrofi la squadra di una nazione affiliata abbia per avversario diretto solo la squadra di una nazione non affiliata. Sarebbe assurdo, in questo caso, sospendere la Federazione affiliata per essersi incontrata con la Federazione non affiliata. Io credo che i regolamenti delle Federazioni Internazionali non debbano essere applicati in modo sistematico; essi sono rivolti ad uomini, e dovrebbero essere più duttili: anche le sanzioni dovrebbero sempre dipendere dalle circostanze.

Concludo, signor Presidente, ribadendo l'importanza, specialmente per noi, dei Giochi continentali, della necessità che questi Giochi abbiano luogo sotto il patronato morale del Comitato Internazionale Olimpico, e che il problema degli inviti sia regolato esclusivamente dal Comitato Internazionale Olimpico. Nel caso dei Giochi regionali, dei Giochi continentali, le Federazioni Internazionali dovrebbero limitare il loro compito alla stretta applicazione dei regolamenti tecnici.

Ecco, signor Presidente, quanto volevo dire: ma penso che su questo punto dovremo stilare una risoluzione chiare e precisa, tale da mettere in evidenza le contraddizioni che ho rilevato.

Grazie.

Manuel Gonzales Guerra

Presidente del Comitato Olimpico Cubano

Signor Presidente, amici: la nostra delegazione ha studiato dettagliatamente la proposta presentata a questa assemblea sul tema che stiamo discutendo. Il nostro Comitato Olimpico è giunto alla conclusione di disapprovare questa proposta, ritenendo che essa tollera il pericolo della discriminazione, pericolo eliminato alla base dalle regole del C.I.O. È abbastanza agevole verificare quel che diciamo. Tutti conosciamo i problemi che affrontano i Comitati Nazionali Olimpici, quando i Governi dei loro paesi negano i visti agli sportivi di paesi che non mantengono relazioni diplomatiche. In alcune aree geografiche, si vive in un mondo convulso. Vi sono paesi che hanno appena conseguito la loro indipendenza, o che la stanno raggiungendo per mezzo dei loro movimenti di liberazione. Tutto ciò crea condizioni nuove, produce relazioni politiche difficili, e se provvedessimo ad eliminare l'obbligatorietà della concessione dei visti o degli inviti, ad ogni momento si presenterebbero problemi di carattere discriminatorio.

Ad esempio, i colleghi della Repubblica Democratica Tedesca esigono il riconoscimento del loro comitato Olimpico Nazionale, e la partecipazione di una loro squadra ai Giochi Olimpici: possiamo facilmente immaginare quel che succederebbe, se le manifestazioni internazionali fossero condizionate da inviti liberi. Le stesse situazioni si verificherebbero per quei paesi che non hanno relazioni diplomatiche con altre nazioni.

Portando il discorso su fatti reali, diremo che, nella regione centroamericana e dei Caraibi, le Federazioni nazionali cubane sono state colpite da discriminazioni nel calcio, nel judo e nel baseball. Recentemente, a proposito dei prossimi Giochi centro-americani e dei Caraibi che dovrebbero svolgersi a Portorico nel 1966, il Governo di questo paese ha affermato pubblicamente che non avrebbe concesso visti ai nostri sportivi. Inoltre, il Comitato Olimpico di Portorico ha dichiarato che non inviterà gli atleti cubani ai Giochi. Vengono violati, in tal modo, non solo i regolamenti olimpici, ma anche gli accordi per l'estensione dei visti a tutti i Comitati Nazionali Olimpici della regione, accordi presi quando furono assegnati a quel paese i Giochi del 1966, esistendo già le condizioni e le relazioni politiche attuali.

Pertanto, se ci preoccupiamo della discriminazione, lo facciamo non in linea teorica o soggettiva, bensì per un fatto concreto e del tutto oggettivo. Mettiamo in guardia tutti i Comitati Nazionali Olimpici contro questa discriminazione che si pretende di applicare nei confronti dei nostri sportivi e del nostro Comitato Olimpico Nazionale. Proponiamo che l'odierna assemblea invii a Madrid una raccomandazione su questo caso particolare, perché vengano rispettati i regolamenti olimpici vigenti.

Molte grazie.

Hussein Omar Gohar

Membro del Comitato Olimpico della Repubblica Araba Unita

Signor Presidente, signore e signori: poiché abbiamo a disposizione solo poco tempo, da impiegare in altri vitali problemi, esprimerò brevemente il nostro punto di vista.

Siamo convinti che il C.I.O. e le Federazioni Internazionali si adoprano costantemente per favorire la diffusione dello sport a raggio sempre più vasto, ed anche per sostenere, coordinare e semplificare l'applicazione delle norme olimpiche.

Conveniamo sul principio della completa libertà degli incontri regionali, a patto che la supervisione del C.I.O. e delle Federazioni Internazionali si limiti esclusivamente ad aspetti tecnici, in conformità con il codice olimpico. Lasciamo pertanto ai Comitati Nazionali Olimpici partecipanti ai vari Giochi regionali completa autorità nella organizzazione dei loro Giochi.

Grazie.

Heinz Schöbel

Presidente del Comitato Olimpico della Repubblica Democratica Tedesca

Signor Presidente, signore e signori: il nostro Comitato Olimpico Nazionale è dell'avviso che, per la partecipazione ai Giochi regionali, non debba essere seguito il principio dei « liberi inviti ». Ogni Comitato Olimpico Nazionale compreso nell'area dei Giochi regionali dovrebbe avere il diritto di partecipare a tali Giochi.

Inoltre, il nostro Comitato ritiene che si debbano impegnare tutti i paesi partecipanti ai Giochi regionali al rispetto delle norme e delle regole sancite nella carta olimpica.

Chiediamo che questo venga formulato nella proposta in discussione.

Grazie.

C. L. Kerdel

Vice Presidente del Comitato Olimpico dei Paesi Bassi

Desidero soltanto sottolineare le parole del rappresentante australiano, con le quali il Comitato Olimpico Olandese concorda per intero. Non si devono permettere, signore e signori, dei Giochi regionali con regole non coincidenti con quelle delle Federazioni Internazionali. Sarebbe del tutto privo di logica, perché in tal modo i Giochi Olimpici seguirebbero le norme delle Federazioni Internazionali, e i Giochi regionali non le rispetterebbero completamente. Questo può rappresentare la fine dei Giochi regionali, e gli stessi Giochi Olimpici sarebbero in pericolo. Un pericolo costante, perché le Federazioni Internazionali hanno dei propri campionati mondiali o continentali.

Mi sembra infine inopportuno chiedere alle Federazioni Internazionali di accogliere nel loro ambito organizzazioni che non siano membri delle Federazioni. Non dobbiamo dimenticare che le Federazioni Internazionali, con un'esperienza di mezzo secolo, hanno tratto ottimi risultati dalle loro norme, dalle loro regole e dalla loro organizzazione. Noi, come Comitati Olimpici Nazionali, non abbiamo il diritto di crear confusione su argomenti così importanti.

Grazie, signor Presidente.

K. Sandy Duncan

Segretario Generale del Comitato Olimpico Britannico

Signor Presidente, signore e signori: il problema in discussione può essere trattato con brevi parole. Desidero semplicemente dire che noi inglesi concordiamo nella maniera più completa con le acute osservazioni fatte dal delegato australiano, ed anche con quelle esposte dal signor Avery Brundage nelle sue note introduttive a questo congresso, poiché sono ispirate agli stessi criteri. Riteniamo che le Federazioni Internazionali debbano avere completa autorità nel dirigere i propri affari; esse hanno il diritto, se occorre, d'imporre sanzioni a quelle Federazioni Nazionali che, potendo far parte dell'organizzazione internazionale, se ne tengono al di fuori.

Antoine C. Coicou

Presidente del Comitato Olimpico di Haiti

A proposito dei Giochi regionali, tengo a dichiarare che, in Haiti, il Comitato Olimpico non è l'organismo che decide, in ultima analisi, della partecipazione o meno del suo paese ad una qualsiasi competizione. Il suo compito è di presentare gli atleti ai Giochi sportivi dopo la selezione effettuata dalle Federazioni Nazionali. Se le autorità governative decidono che gli atleti non debbano partecipare a competizioni organizzate in paesi con i quali le relazioni diplomatiche sono tese, il Comitato Olimpico di Haiti, per disciplina patriottica, non può che sottomettersi a queste decisioni, contro le quali peraltro non ha nessun mezzo di difesa.

Tuttavia, se Haiti ha deciso d'incontrarsi su terreno neutro con qualsiasi altro paese, gli atleti haitiani si allenano con serietà e partecipano con tutto il possibile fair play e con tutta la volontà di vincere. Accettano sportivamente la sconfitta, se l'avversario è più forte, ed è senza rancore o animosità che presentano i loro complimenti al vincitore più fortunato. Perché il nostro più grande desiderio è quello di poterci incontrare ed affratellare con la gioventù di tutto il mondo.

S. Anibal Illueca

Presidente del Comitato Olimpico del Panama

Credo che siamo giunti alla discussione del punto più importante ed interessante di questo congresso: i Giochi regionali. La mozione proposta dal CONI equivale alla scomparsa di questi Giochi patrocinati ed auspicati dal C.I.O. Come ho detto stamattina, lo sono vicepresidente dell'associazione sportiva centro-americana e dei Caraibi, che ha la responsabilità organizzativa dei Giochi centro-americani. Questi sono i Giochi regionali più antichi del mondo: ebbero inizio nel 1926 a Città del Messico, e nel prossimo anno celebreremo la decima edizione.

Nella nostra regione abbiamo sempre considerato questi Giochi come un incentivo e un traguardo importante per i nostri atleti, perché siano in grado di presentarsi ben collaudati per i Giochi Olimpici. Naturalmente, i Comitati Olimpici della nostra regione si considerano rispettosi e fedeli esecutori del regolamento del C.I.O. Nella regione centro-americana, come nelle altre di ogni continente, affiorano però dei problemi di indole varia, specialmente per quanto si riferisce alla situazione politica. Problemi già sorti per i Giochi del Mediterraneo: quelli d'Israele e della Repubblica Araba Unita; problemi per i Giochi Africani: quelli del Sud Africa nei confronti degli altri paesi di quel continente; problemi per i Giochi Asiatici: quelli della Cina continentale e della Cina di Formosa. Insomma, vi saranno sempre dei problemi di natura varia. L'importante per noi, come ha detto il Presidente del CONI signor Onesti, è che i nostri atleti, i nostri giovani, s'incontrino sui campi sportivi, e non sui campi di battaglia.

Nella regione centro-americana si è presentata una situazione veramente difficile, deplorevole sotto ogni punto di vista, in relazione a Cuba. È una realtà innegabile che, dei diciannove paesi che formano il nucleo centro-americano e dei Caraibi, solo tre o quattro hanno relazioni diplomatiche con la Repubblica di Cuba.

I nostri organismi regionali di tipo politico, come l'organizzazione degli Stati Americani, si sono pronunciati sulla situazione politica dei paesi del centro-america. Come sportivi, noi deploriamo l'accaduto, e desideriamo che queste cose non accadano più, né per il presente né per il futuro. Gli atleti e gli sportivi non conoscono colori politici, religiosi, di razza né di alcun'altra specie. Le uniche differenze che ammettono sono quelle derivanti dall'abilità, dalla competenza, dalla migliore preparazione in campo sportivo, nel quale s'impone il migliore, il più saggio, il più abile, il più rapido: sicché, come si è felicemente espressa la degnissima rappresentante del Comitato Olimpico Venezuelano, la signora Flor Isava, volesse il Cielo che questi problemi fossero eliminati non solo nella regione dei Caraibi, ma anche in Africa, nel Mediterraneo, in Asia. Volesse il Cielo che non ci fosse bisogno di alcun decreto o intervento del C.I.O., di alcun patto cavalleresco per consentire agli atleti di tutti i paesi, nessuno escluso, d'incontrarsi e di gareggiare, in questo caso per i Giochi regionali: perché agli atleti non interessano i problemi o le ideologie dei propri governanti, e di quelli che dispongono dei pubblici poteri.

Nel caso nostro, ci preoccupa la sorte dei Giochi latino-americani e dei Caraibi. Portorico sta sostenendo sforzi ingenti per presentare degnamente la nuova edizione dei Giochi centro-americani. La maggior parte dei paesi della zona si sta preparando; si annuncia però una situazione difficile a causa delle relazioni diplomatiche con la Repubblica di Cuba.

Per esser precisi, più che di relazioni diplomatiche si deve parlare di una situazione del tutto particolare che riguarda il governo di Portorico, il quale, per ragioni di sicurezza interna, consid[illegible]

ricolosa la presenza degli atleti cubani, che l'anno prossimo dovrebbero gareggiare nella città di San Juan di Porto Rico, e non può garantirne l'incolumità fisica. Infatti, a San Juan vi sono venticinque o trentamila esuli cubani; a Miami, negli USA, a due o tre ore di aereo, vi sono altri sessantamila profughi. Lo stesso si dica per New York e per altre città degli Stati Uniti. Le autorità di Portorico temono, più o meno a ragione; questa, ad ogni modo, è la ragione che adducono per evitare la partecipazione di Cuba, e cioè che la presenza degli atleti cubani potrebbe creare situazioni che il governo di Portorico non è in grado di controllare.

Si potrà obiettare che tali ragioni di sicurezza potrebbero essere risolte con l'intervento della forza pubblica. Però, come ho detto un momento fa, ritengo che la situazione attuale nella regione dei Caraibi sia la stessa che si presentò fra Israele e la Repubblica Araba Unita, fra il Sud Africa e gli altri paesi africani. Auguriamoci che il C.I.O., e noi che facciamo parte di questa Assemblea, riusciamo a trovare la formula idonea, la soluzione giusta perché gli atleti cubani possano partecipare ai Giochi di San Juan e a qualsiasi altra manifestazione internazionale, e che lo stesso possa verificarsi per tutti gli altri Giochi regionali. Perché — come ha detto de Coubertin — l'importante, nei Giochi, è partecipare.

Noi dobbiamo seguire questa strada, signor Presidente. Mi auguro di tutto cuore che da questa riunione scaturisca un'idea chiarificatrice, perché in sede di Giochi regionali e in qualsiasi altra competizione internazionale noi dell'area centro-americana possiamo ritrovarci fianco a fianco con i nostri amici cubani: giacché, come sportivi, non ci riguardano assolutamente problemi politici di alcun genere.

Signor Presidente: è un'esortazione che rivolgo a lei e ai membri del Congresso. Vorrei proprio che da qui nascesse la formula da proporre al C.I.O., affinché questi casi veramente deplorevoli, che attentano al movimento olimpico nella sua pura essenza, non abbiano più a verificarsi.

Molte grazie.

Oyebola S. Iolaoso

Vice Presidente del Comitato Olimpico della Nigeria

Signor Presidente, signori delegati: desidero unirmi agli altri oratori nel ringraziare il Comitato Olimpico Italiano per avere organizzato il primo Convegno dei Comitati Olimpici Nazionali e per l'accoglienza riservataci fin dal giorno del nostro arrivo.

Molti delegati hanno parlato dei Giochi Regionali, ed hanno detto moltissime cose. Non penso di poter aggiungere nulla di nuovo; mi limito perciò ad appoggiare quanto i delegati dell'Australia e della Gran Bretagna hanno esposto a proposito delle Federazioni Internazionali.

Come tutti sappiamo, il movimento olimpico è espresso da tre organizzazioni: il Comitato Olimpico Internazionale, i Comitati Olimpici Nazionali, e le Federazioni Internazionali. Questi tre organismi hanno funzioni proprie da assolvere, e il mio Comitato consiglia questa assemblea di far attenzione a non invadere la sfera di attribuzioni di queste organizzazioni.

Grazie.

Henry Corenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Signor Presidente, chiedo scusa se prendo nuovamente la parola su questo argomento: ma, se affrontiamo la discussione con spirito sportivo, credo che la soluzione sarà più facile.

Mi sembra infatti che ci sia una certa confusione nella terminologia. Parlando di Giochi regionali, dovremo fare una distinzione fra quelli riguardanti una regione nettamente delimitata, e i Giochi continentali, i quali ultimi si svolgono sotto l'egida del C.I.O. e secondo le norme delle Federazioni Internazionali. I Giochi continentali esigono dunque il rispetto delle regole olimpiche: secondo le risoluzioni che abbiamo preso proprio questa mattina, i visti debbono essere accordati a tutti gli atleti appartenenti ai Comitati Olimpici riconosciuti, e non deve esservi alcuna discriminazione. Questo è dunque un argomento a parte, ed abbiamo già espresso la nostra opinione sul problema dei Giochi Africani.

Ma c'è un altro aspetto, ed è in fondo quello che è stato oggetto della proposta del Comitato Olimpico Italiano, a proposito di Giochi regionali. Si tratta di Giochi che chiamerei amichevoli, fra paesi che si pongono sotto l'egida di un Comitato Nazionale Olimpico: un Comitato Nazionale Olimpico che decida di organizzare dei Giochi amichevoli con altri paesi... Penso che, per questo tipo di Giochi, le proposte del Comitato Olimpico Italiano abbiano la loro validità.

Si tratta di sapere, in conclusione, se s'intende mettere in opera un dispositivo per rendere difficili gli incontri sportivi fra i giovani. Faccio un esempio. So che alcuni Giochi sono stati oggetto di discussioni o perché non erano sotto il patronato del Comitato Internazionale Olimpico, o perché non rispettavano i regolamenti delle Federazioni Internazionali. Io penso che tali Giochi dovrebbero svolgersi secondo i regolamenti delle Federazioni Internazionali, ma ciò non deve costituire una condizione imprescindibile, nelle discipline in cui non tutte le Federazioni siano affiliate: perché le Federazioni possono avere l'intenzione di affiliarsi, ed è importante aiutarle.

Eccoci ora ad un esempio di Giochi non regionali. Esistono ancora, per fare un nome, i Giochi del Commonwealth. In questo caso non si tratta evidentemente di una regione, ma di un legame che unisce un certo numero di paesi. Finora questi Giochi non hanno dato luogo a discussioni né da parte delle Federazioni Internazionali né da parte del Comitato Internazionale Olimpico.

A mio avviso, dunque, i Giochi regionali a carattere non continentale dovrebbero rientrare in questo tipo, di cui ci forniscono un valido esempio i Giochi del Commonwealth: paesi amici, paesi che vogliono stabilire cordiali relazioni fra di loro, e che organizzano dei Giochi.

Sul primo problema, dei Giochi continentali come quelli Africani, Americani, e via dicendo, occorre invece prendere tutte le disposizioni necessarie perché non si abbia a verificare alcuna discriminazione. E, richiamandoci alle argomentazioni del delegato del Congo Brazzaville, sarebbe opportuna una risoluzione per stabilire che, nel quadro dei Giochi regionali, le Federazioni internazionali debbano assumere una posizione identica, e che una sola Federazione non possa porre il suo veto.

Questo è il significato del nostro intervento: ritengo che una risoluzione in tal senso favorirebbe gli incontri fra la gioventù sportiva.

H. Glovinsky

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico d'Israele

Signor Presidente, signore e signori, solo un minuto! Parlando di Giochi Regionali o di altri Giochi, direi che la carità comincia in casa propria. Tutti quelli che si scagliano contro la discriminazione dovrebbero prima di tutto combattere affinché non ci sia alcuna discriminazione dei loro paesi.

Ma devo aggiungere un'altra considerazione. Noi, qui riuniti, non decidiamo certo i destini del mondo; potremmo discutere e parlare per giorni e giorni, ma non cambieremmo nulla sulla nostra terra.

Ho una proposta da fare, signor Presidente: i Comitati Olimpici Nazionali chiedano al Comitato Olimpico Internazionale di unirsi a loro nel rivolgere alle « grandi potenze » dell'ovest e dell'est l'invito a firmare un trattato che lasci lo sport fuori della lotta politica. Penso che avremmo ottenuto da farlo molto tempo fa, e che molti paesi sosterranno questa idea. Una volta ottenuto un trattato

dai « grandi », credetemi, signore e signori, i più piccoli non attueranno nessun tipo di discriminazione.

Basandomi sul concetto che la carità comincia in casa propria, credo che sia utile chiedere e proporre questa mozione.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Poiché nessun altro ha chiesto la parola su questo argomento, mi riprometto di fare una brevissima esposizione chiarificatrice prima dell'ordine del giorno, che sarà integrato con il vostro aiuto, per sottoporlo all'approvazione o meno dell'Assemblea.

Che cosa ci proponiamo noi, come filo conduttore dei nostri lavori? Noi vogliamo che, in questi Giochi regionali, vi sia il maggior numero umanamente possibile di partecipanti. Questo è nella nostra intenzione, amici di Cuba.

Io sono sicuro, conoscendo, non da anni, ma da lustri, la grande sportività dei rappresentanti della Gran Bretagna e dell'Australia, che su questo punto saranno d'accordo. I Giochi regionali, giochi di amicizia, debbono abbracciare il maggior numero di popoli possibile. Solo limitazioni disgraziate di guerra, o veti insormontabili, possono costituire un impedimento.

Per quanto io abbia fatto una precisazione, credo che a taluno siano sembrate irriverenti le mie parole sulla funzionalità delle Federazioni Internazionali. Non è questo, signori! Vi rendete perfettamente conto, dell'esposizione di molti Presidenti di Comitati Olimpici, quanto grande sia la casistica per questi Giochi regionali. Esistono, debbono esistere, e si debbono sviluppare.

Noi, Comitati Olimpici, desideriamo una sola cosa: essere consulenti del Comitato Internazionale Olimpico, perché a lui è demandata la funzione di riconoscere i Giochi regionali, di propugnarli e di diffonderli. Il Comitato Internazionale Olimpico, al quale riconosciamo la suprema autorità, sentito il parere dei Comitati Olimpici, spieghi, con dei colloqui, alle Federazioni Internazionali, quello che si deve fare.

Questo soltanto è il nostro intendimento, anche se non siamo riusciti ad esporlo in maniera soddisfacente.

Leggo quindi l'ordine del giorno proposto. La soluzione, a vostra scelta, potrà essere portata in discussione o questa notte — ma penso che molti siano sfavorevoli — o meglio domani mattina, come mi sembra d'interpretare il pensiero dei più.

« I Comitati Nazionali Olimpici, riuniti a convegno a Roma, esaminata la breve storia dei Giochi Regionali,

ritengono

che essa debba subire una modifica d'impostazione per consentire un felice ulteriore sviluppo, senza turbamenti nell'armonia dello sport mondiale.

fanno voti

che la regola dell'invito universale a tutti i paesi debba essere assolutamente rispettata nei Giochi Olimpici, ma che i Giochi cosiddetti regionali, o di altra natura, possano invece essere condizionati ad inviti liberi, nel senso che l'organizzatore abbia facoltà di invitare i Comitati Olimpici che gradisce, indipendentemente dai nomi e limiti territoriali, anche ai fini dell'equilibrio tecnico-sportivo di ciascuna manifestazione.

si impegnano

i Comitati Olimpici a coordinare le iniziative dei Giochi locali, armonizzandone, equilibrandone il tenore agonistico, al fine di rispondere al caldo desiderio dei giovani di tutti i popoli d'incontrarsi fra loro, oltre ogni ostacolo.

fanno voti

altresì, affinché le Federazioni Internazionali aiutino e tollerino per il momento, limitatamente ai Giochi locali o di raggruppamento, anche le Federazioni Nazionali non ancora affiliate, al fine di facilitare l'opera di diffusione dell'idea sportiva, che siffatti Giochi esprimono nel modo più efficace. Fermo il naturale rispetto delle norme tecniche delle stesse Federazioni Sportive Internazionali

invitano

il Comitato Internazionale Olimpico a voler studiare la materia e ad agire in conseguenza per riportare nell'ambito mondiale un'armonia e un affiatamento fra i Comitati Olimpici, che taluni episodi del passato hanno turbato ».

Questa delibera vi sarà trasmessa nelle quattro lingue, non appena materialmente possibile, perché la possiate esaminare, modificare, coordinare, per sottoporla alla vostra approvazione o meno, possibilmente nella giornata di domani.

Terzo argomento: Dilettantismo (*segue*)

Abbiamo qui il testo definitivo sulla questione del dilettantismo. Hanno collaborato alla stesura della delibera i rappresentanti del Belgio e del Mali, che si sono gentilmente offerti. La conclusione è questa, e la sottopongo alla vostra approvazione o al vostro rifiuto:

« Risoluzione da sottoporre al Comitato Internazionale Olimpico. Dilettantismo.

I Comitati Nazionali Olimpici, riuniti a Convegno in Roma il 1° ottobre 1965, ascoltata e discussa un'esauriente relazione sul dilettantismo degli atleti affiliati alle Federazioni Internazionali di rango olimpico,

convengono

che gli impegni attuali di allenamento nonché la necessità di lontane trasferte per le maggiori gare e soprattutto per i Giochi Olimpici, richiedono un tempo ed un sacrificio ben maggiore di quello originario, tempo e sacrificio che si diversificano a seconda dello sport.

ritengono

che occorra studiare una nuova formula generale, precisabile, sport per sport, da ciascina Federazione Internazionale. E pertanto

propongono

al Comitato Internazionale Olimpico:

1) di adottare la seguente formula generale: È dilettante chi pratica lo sport non per fine di lucro, ma a complemento di altre attività di studio e di lavoro. Gli possono essere rimborsate unicamente le spese riguardanti la sua preparazione, giustificate e controllabili;

2) che ciascuna Federazione Sportiva Internazionale di rango olimpico studi e proponga al Comitato Internazionale Olimpico, per la ratifica in termini propri, adattati alle caratteristiche del proprio spot, la definizione di dilettante per il proprio sport;

3) che di conseguenza l'applicazione delle regole e il controllo dello status di dilettante siano affidati a ciascuna Federazione Sportiva Internazionale, al loro Comitato esclusivamente dilettante, e ai Comitati Nazionali Olimpici, salvo ricorso alla Commissione Esecutiva del Comitato Internazionale Olimpico avverso le decisioni delle Federazioni Sportive Internazionali, da parte del Comitato Olimpico di appartenenza dell'atleta sottoposto a giudizio;

4) che i Comitati Nazionali Olimpici assumano l'incarico dell'educazione della gioventù [illegible] vaguardare lo spirito dilettantistico moderno, piedistallo dell'olimpismo.

a) che sia presa una iniziativa affinché le Federazioni Olimpiche Internazionali unifichino le regole di qualifica degli atleti riguardanti il dilettantismo a seconda delle esigenze di ciascuno sport;

b) che il Comitato Internazionale Olimpico studi in modo realistico un ampliamento delle regole attuali, particolarmente quelle riguardanti gli stipendi non percepiti ed il numero dei giorni di spostamento ».

Crediamo di avere, con queste integrazioni, interpretato il desiderio della grande maggioranza di voi. Se non ci sono osservazioni, questa delibera verrà proposta a Madrid, al Comitato Internazionale Olimpico.

Passiamo allora al quinto comma dell'ordine del giorno. Un punto, fortunatamente, da tutti condiviso, e piuttosto agevole.

Quinto argomento: Aumento del numero degli ufficiali

« Proposta per l'aumento degli accompagnatori. Si è constatato ripetutamente, specialmente nei Giochi Estivi, che il numero degli accompagnatori stabilito dalla regola 36 è divenuto inadeguato alle effettive esigenze delle squadre partecipanti. Difatti, in pratica, nonostante le prescrizioni dell'art. 53 delle regole olimpiche, le gare di alcuni sport non si svolgono più entro la cinta olimpica, ma a distanza di decine o centinaia di chilometri. Bisogna inoltre tener conto della separazione dei maschi dalle femmine. Gli accompagnatori, in questi casi, non possono assolvere a più di un compito e non sono in grado di trovarsi dappertutto.

È necessario quindi che gli atleti di ciascuno sport abbiano i propri dirigenti, i propri tecnici, i propri medici ed aiutanti. D'altra parte, l'alto livello agonistico raggiunto dalle gare olimpiche, e gli impegni a cui sono obbligati gli atleti, richiedono che essi durante i Giochi siano continuamente assistiti, sia dal punto di vista tecnico che da quello igienico-sanitario.

I Comitati Nazionali Olimpici convenuti a Roma ritengono pertanto che sia opportuna una revisione dell'art. 36. Gli aumenti potrebbero essere contenuti entro i seguenti limiti:

a) da 1 a 30 concorrenti, un accompagnatore ogni tre atleti; da 31 a 150 concorrenti, uno ogni cinque; da 151 in poi, uno ogni sette. Un accompagnatore supplementare per ogni sport femminile cui si partecipa.

Dai suddetti accompagnatori debbono essere considerati a parte: il Presidente, il Segretario Generale del Comitato Nazionale Olimpico ed il Capo Missione.

Per quanto riguarda gli altri servizi, si propongono le seguenti modifiche:

Medici: un medico ogni cinquanta atleti, o frazioni di 50, con un massimo di 4 medici.

Massaggiatori ed infermieri: uno ogni 25 atleti fino a 100 atleti, e uno ogni 50 atleti, da 101 in poi.

Meccanici: per il ciclismo: uno per le gare su strada e uno per le gare su pista.

Cuochi: uno ogni 100 atleti, con un massimo di due.

Trasporto imbarcazioni: uno per la canoa e uno per il canottaggio.

Tutto il resto dell'art. 36 può rimanere invariato. Tutti i suddetti accompagnatori debbono essere muniti della regolare tessera olimpica ed avere l'autorizzazione a prendere alloggio al villaggio olimpico o nel villaggio olimpico del loro sport, quando questo sia previsto separatamente.

Quanto alla stampa, l'art. 48 stabilisce che i giornalisti possono essere al massimo 1000, più 150 fotografi e 150 addetti alla radio-televisione.

I Comitati Nazionali Olimpici ritengono di poter affermare, per esperienza diretta, che queste cifre sono ritenute insufficienti. I Giochi Olimpici sono grandi avvenimenti, ai quali non assistono soltanto le poche decine di migliaia di spettatori dello stadio. Essi vengono seguiti da decine di milioni di uomini, attraverso i servizi giornalistici e radio-televisivi. Può darsi che i giornalisti siano, dopo gli atleti, i principali protagonisti dei Giochi.

I Comitati Nazionali Olimpici propongono pertanto che il numero dei giornalisti sia portato a 1.200, quello dei radio-telecronisti a 300, e quello dei fotografi almeno a 200.

Inoltre essi affermano che i giornalisti regolarmente accreditati, portatori di tessera olimpica, debbano avere accesso non soltanto alle tribune-stampa contingentate per sport, ma abbiano il diritto di assistere alle cerimonie di apertura e di chiusura e alle manifestazioni di atletica leggera. Inoltre essi debbono poter accedere ai migliori posti non numerati dei singoli impianti, qualora non abbiano il biglietto speciale per la tribuna stampa vera e propria.

Questo accorgimento venne seguito a Roma, nel 1960, ed ebbe un grande successo presso la stampa ».

La parola è a voi, Presidenti, per eventuali osservazioni su queste proposte di modifica.

Harbans Singh

Membro del Comitato Olimpico del Kenia

Signor Presidente, ancora una volta mi sembra doveroso che, chi inizia un discorso, esprima la sua gratitudine per la meravigliosa organizzazione di questo convegno.

Per entrare subito in argomento, dirò che, nel formulare la nuova risoluzione in discussione, non si è tenuto conto del problema finanziario, già molto grave per i paesi più piccoli e meno ricchi. I paesi più grandi si trovano in partenza in una situazione di vantaggio su elementi decisivi come l'allenamento, l'equipaggiamento, ecc. ... I numerosi paesi minori, che hanno ottenuto risultati notevoli nei Giochi Olimpici e si sono dimostrati una grande promessa per il futuro, si sono spesso dovuti preparare senza allenatori professionisti e con attrezzature arretrate, poiché quelle di ultimo tipo sono molto elaborate e costose.

Dopo aver, quindi, attentamente considerato la proposta di aumentare il personale accompagnatore, siamo giunti alla conclusione che ciò non è nell'interesse dei paesi più piccoli. I paesi meno privilegiati devono affrontare molti problemi per raccogliere fondi che permettano ai loro sportivi di prender parte ai Giochi Olimpici.

Noteremo che in genere sono i paesi più ricchi e più grandi che fanno nascere delle difficoltà per questioni riguardanti lo status di dilettante degli sportivi partecipanti alle Olimpiadi; i paesi piccoli sono invece quelli su cui si può contare per un dilettantismo completo e perfetto: e dunque andrebbero incoraggiati, invece che ostacolati, perché questi paesi seguono i principi fondamentali dell'ordinamento olimpico.

Ci opponiamo con tutte le forze a questa idea, che procurerebbe un non dovuto ed ingiusto vantaggio ai paesi ricchi sui paesi minori. Non siamo convinti, per esperienza diretta, che un aumento del numero degli accompagnatori sia necessario; si ha quasi l'impressione che i paesi più ricchi facciano pressioni semplicemente perché, con il sostegno dei loro soldi, verrebbero a trovarsi in una posizione migliore per vincere le gare. E ciò non è conforme al vero spirito olimpico.

C'è anche un altro aspetto da considerare, signori. Con un maggior numero di accompagnatori, ecc. ..., i paesi più fortunati possono alimentare la loro già grande tendenza a suscitare ammirazione, a creare una cornice di fasto e di spettacolo che accrescerebbe il loro fascino. Ed anche questo non è conforme alle idee ispiratrici delle Olimpiadi.

Grazie, signor Presidente.

Steven Svensson

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Svedese

Signor Presidente, signore e signori: molti di noi sono veramente lieti, ritengo, che sia stato posto all'ordine del giorno questo argomento. Durante gli ultimi Giochi, per i Segretari Olimpici ed i Capi missione di molti paesi, è stato un vero problema trovare il modo di portare al seguito gli accompagnatori necessari per i Giochi. L'iniziativa di discuterne qui penso sia eccellente, nonostante l'opposto parere del delegato del Kenia. Parlo a nome dei paesi nordici, che richiedono più accompagnatori; ad esempio, anche uno per la vela, e non solo per la canoa ed il canottaggio. Penso, inoltre, che anche i velici debbano avere un uomo che si occupi delle barche.

Siamo dell'avviso, poi, che se si manda un atleta per sport ai Giochi, si debba inviare anche un uomo che lo assista. Per mia esperienza personale ricordo che nel 1956, a Melbourne, avevamo un velista, ma nessuno che lo assistesse. Avremmo fatto molto meglio a lasciarlo a casa.

L'emendamento alle norme sugli accompagnatori, dunque, dovrebbe essere il seguente: abbiamo diritto a mandarne uno ogni tre atleti, ma comunque sempre uno per ogni sport.

Quanto ai giornalisti, ritengo opportuno che i Comitati Olimpici Nazionali non se ne occupino. So che il Comitato Olimpico Internazionale ha più o meno riconosciuto l'Organizzazione Internazionale Giornalisti Sportivi: penso perciò che sia compito del C.I.O. e dell'Organizzazione competente — l'organizzazione dei giornalisti — discutere il numero di radiotelecronisti e giornalisti.

Essendo io stesso giornalista di professione, posso parlare con cognizione di causa. So che molti grandi giornali, non potendo avere tanti biglietti quanti ne occorrono per svolgere un buon lavoro, sono disposti a pagarli; penso che sarebbe un'ottima cosa se giornali ed agenzie di stampa potessero avere il diritto — come i Comitati Olimpici Nazionali — di riservarsi dei biglietti per il loro lavoro.

Grazie.

Raoul Mollet

Presidente del Comitato Olimpico Belga

Signor Presidente, porto il discorso sull'art. 36. Riteniamo che il numero degli ufficiali autorizzati ad alloggiare nel Villaggio Olimpico sia divenuto del tutto insufficiente in considerazione del numero degli atleti e delle complicazioni logistiche. Di conseguenza chiediamo che questo numero venga aumentato. Ma la forma proposta dal CONI, di aumentare puramente e semplicemente i contingenti previsti dall'art. 36 ai paragrafi *a*), *b*) e *c*), non ci soddisfa interamente.

Per tale motivo, noi vorremmo proporre una nuova definizione dell'art. 36. Vorremmo che esso rispecchiasse meglio la necessità e la funzione, nei Giochi, del personale che guida ed assiste gli atleti, e che venissero nettamente distinte la categoria amministrativa, quella tecnica, quella medica e para-medica, ed infine quella dei dirigenti federali.

Non voglio leggervi tutto il lungo progetto che abbiamo redatto con molta accuratezza. Mi permetto di consegnarlo al Comitato Organizzatore. Secondo noi, vi è un altro motivo importante perché questa regola venga modificata nella sua presenzazione: ed è che le regole, a nostro parere, hanno un aspetto educativo per il fatto che trasmettono il pensiero dei dirigenti a quanti le applicheranno. L'aumento totale per ogni delegazione sarebbe al massimo di dodici persone in rapporto alle disposizioni vigenti.

Riteniamo pertanto che sia importante determinare ora, dopo l'esperienza di Tokio e in vista delle nuove Olimpiadi che sono già all'orizzonte, una nuova formulazione della regola, e, di conseguenza, un aumento adeguato del quadro degli accompagnatori.

Grazie.

PRESIDENTE: Grazie a lei. Contiamo sulla sua collaborazione per la relazione che stiamo preparando, e che definiremo per domani.

K. Sandy Duncan

Segretario Generale del Comitato Olimpico Britannico

Signor Presidente, signore e signori: è stato con stupore e con preoccupazione che ho letto sul bollettino del C.I.O. — riportante la riunione di Tokyo — che bisogna escludere drasticamente un aumento di accompagnatori. Non dovrebbero esservi né dottori, né massaggiatori, né accompagnatori in più. Per le squadre numerose questo, in pratica, significa una riduzione del loro numero pari quasi al 30 per cento. La cosa è tanto più grave in quanto si verifica in un'epoca in cui, ad ogni Olimpiade, troviamo non un solo villaggio olimpico, dove è possibile prestare assistenza alle squadre senza molta difficoltà, ma tanti sotto-villaggi.

Questa è la ragione per cui tributiamo una calorosa accoglienza alla proposta presentata dal CONI. È preciso dovere di tutti i Comitati Olimpici Nazionali — piccoli e grandi — di preoccuparsi che i loro concorrenti ai Giochi vengano bene assistiti. Riteniamo perduto e sprecato il denaro speso per concorrenti che non abbiano un numero sufficiente di accompagnatori.

Siamo, dunque, pienamente d'accordo. Notiamo, però, che un punto è stato tralasciato: gli stallieri per i cavalli. Ogni paese che abbia una rappresentativa numerosa sa bene che la spesa per gli accompagnatori della squadra equestre raggiunge cifre astronomiche. Non conviene portare a distanze di migliaia di chilometri dei cavalli di valore, se non vengono bene accuditi.

Vogliamo inoltre sperare che, nella voce « assistenza medica », si possa comprendere anche l'assistente medico dei cavalli, ossia il veterinario accompagnatore. A parte questi punti minori, condividiamo completamente la vostra proposta, e, naturalmente, conveniamo anche sull'aumento del numero dei giornalisti, della cui opera abbiamo estremo bisogno.

PRESIDENTE: Grazie per gli ottimi consigli. La parola è al rappresentante della Germania Occidentale.

Max Danz

Vice Presidente del Comitato Olimpico della Germania Ovest

Signor Presidente: chiunque abbia avuto la responsabilità della organizzazione di squadre olimpiche conosce il problema del trasporto dei cavalli e degli armamenti delle barche.

La proposta che avanzo riguarda il trasporto delle imbarcazioni: un uomo per la canoa, uno per il canottaggio ed uno per la vela, ma non più di due. Ne proporrei anche un altro per il trasporto dei cavalli.

Grazie.

PRESIDENTE: Ho l'onore di dare la parola al Vice Presidente del Comitato Internazionale Olimpico, il signor Massard.

Armand Massard

Vice Presidente del C.I.O. e Presidente del C.O. Francese

Signor Presidente, non tenevo — e l'ho detto or ora a un giornalista che mi intervistava — non tenevo a parlare oggi. Il Comitato Olimpico Francese non sarebbe comunque rimasto muto di fronte al grande sforzo che avete compiuto, ed ai risultati che otterrete, per aver consentito l'incontro di tutti i Comitati Nazionali Olimpici, assicurando un collegamento che era necessario e che è stato realizzato meravigliosamente.

Tuttavia, sono un po' impegnato dalla qualifica, che avete ora ricordato, di vice-presidente del Comitato Internazionale Olimpico; infatti, le motioni che avete discusso sono già sottoposte al C.I.O., come ad esempio l'ultima, relativa all'aumento del numero degli ufficiali. Proprio io, molto tempo fa, la presentai nella sessione di Mosca. È stata votata, ed è stata ribadita in un Congresso successivo: da allora la Commissione Esecutiva se ne sta interessando, e sono stati richiesti aumenti sostanziali per tutti i settori: ufficiali, medici, giornalisti, ecc. ... Di conseguenza, ripeto, la mozione è già presso il Comitato Internazionali Olimpico.

Sapete che sono esattamente 61 anni che frequento i Giochi Olimpici. Questo non serve a ringiovanirmi! Vi sono delle signore, qui, e mi dà molto fastidio doverlo confessare. Sono circa dodici anni che sono vicepresidente del Comitato Internazionale Olimpico. Questo, per dire che sono imbarazzato nel fare il mentore. Convegni come questo di Roma sono ad ogni modo molto importanti e veramente interessanti, e servono di collegamento per giungere fino al C.I.O. senza che i rappresentanti dei Comitati Olimpici Nazionali siano costretti a scrivere o a spostarsi, senza ottenere risultati validi su un piano generale.

Forse tornerò sulla questione domani, perché al C.I.O. sono state sottoposte altre richieste, che sono già in discussione.

Grazie.

Edgar Fried

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Austriaco

Signor Presidente, cari amici: credo che i Comitati Olimpici Nazionali dei paesi minori non abbiano interesse ad aumentare il numero degli accompagnatori, perché, per loro, è già molto difficile trovare il denaro per le squadre e per gli accompagnatori consentiti. Ma questo problema ha anche un altro aspetto: dovete considerare la posizione del Comitato Organizzatore. Vi sono sempre grandi difficoltà da risolvere, per la sistemazione degli accompagnatori, perché ci si deve preoccupare non solo dell'alloggiamento, ma anche del trasporto, ecc...

Dirò allora che approvo la proposta del collega belga, che suggerisce di controllare quali effetti questo cambiamento delle norme produrrebbe, ponendo come base la situazione di Tokyo. Infatti, se si considerano anche i tecnici, si arriva a un numero di accompagnatori quasi uguale a quello dei partecipanti.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Vogliate scusarmi, ma tengo a precisare al rappresentante del Comitato Nazionale Olimpico Austriaco, eccellente organizzatore dei Giochi di Innsbruck, che la proposta da noi avanzata, di aumentare il numero degli accompagnatori, non costituisce un obbligo, ma solo una facoltà. Tutti i Comitati Olimpici sanno che esistono degli accompagnatori di forma ibrida: non possono entrare nel villaggio Olimpico, non hanno tessere, e si trovano quindi in una posizione difficile per espletare il loro compito.

Teniamo presente la gigantesca manifestazione delle Olimpiadi: essa prende vita dagli atleti, che però, come è stato detto in precedenza, non possono svolgere la loro attività se non sono accompagnati, curati e protetti. Prende vita, poi, dai giornalisti e dalla televisione. Signori, rendiamoci conto, ormai, che il numero degli appassionati che seguono le Olimpiadi, manifestazione di enorme pubblicità per la nostra attività nel mondo, non è circoscritto nel numero risibile di centomila persone. Ormai sono decine di milioni di spettatori; il pubblico che assiste negli stadi è soltanto una cornice integrativa delle Olimpiadi stesse.

Dò la parola al rappresentante del Comitato Olimpico degli Stati Uniti.

Kenneth L. Wilson

Presidente del Comitato Olimpico degli Stati Uniti

Signor Presidente, voglio ringraziarla e congratularmi con lei e con la sua magnifica organizzazione per il modo superbo in cui è stato realizzato questo convegno.

Venendo, ora, alla proposta, il mio modesto parere è che la nostra maggiore responsabilità sia il benessere degli atleti. Poiché essi si recano alle Olimpiadi in gruppi vari e scaglionati, con i velici, con le squadre equestri, dobbiamo affrontare un gran numero di difficoltà per dare loro la migliore assistenza, se non viene aumentato il numero delle persone ammesse al seguito. Penso che questo sia un punto da considerare molto seriamente ed attentamente, perché è molto importante per gli atleti.

Dobbiamo anche ricordarci dei giornalisti, perché è nostro compito far conoscere al mondo il crescente numero di giovani che partecipano alle Olimpiadi, ad ogni successiva edizione: la stampa e la radiotelevisione sono il mezzo più valido per la diffusione del nostro ideale. Penso che, perciò, dobbiamo assumercene la responsabilità diretta.

Grazie.

Aurel Duma

Presidente del Comitato Olimpico Rumeno

Signor Presidente, signore e signori: la delegazione del Comitato Olimpico Rumeno è d'accordo con le proposte fatte dal CONI sull'aumento del numero degli ufficiali ai Giochi Olimpici. Gli aumenti suggeriti dal CONI e dal Presidente Onesti giustificano l'adozione di questa proposta.

Ma, oltre ad essa, noi suggeriamo all'assemblea di raccomandare al Comitato Internazionale Olimpico quanto segue: l'art. 35 delle Regole olimpiche prevede che il numero di iscrizioni ai Giochi olimpici estivi ed invernali non superi, per le prove individuali, tre concorrenti per ogni paese, senza riserve. Il Comitato Olimpico rumeno propone che questa norma venga modificata nel senso che ai Giochi Olimpici estivi e invernali, nelle prove individuali, ogni paese possa iscrivere un massimo di due concorrenti, senza riserve.

La riduzione del numero di concorrenti da tre a due per ogni paese, nelle prove individuali, darebbe la possibilità agli atleti di molte nazioni di qualificarsi per le finali di quelle prove. Ciò servirebbe di stimolo, e susciterebbe interesse per una migliore preparazione e per partecipare con passione ai Giochi Olimpici.

Grazie.

PRESIDENTE: Il rappresentante della Spagna, il signor Samaranch, ha intenzione di fare due proposte, che sottopone alla vostra attenzione. Prego il signor Samaranch di esporle personalmente.

Juan Antonio Samaranch

Vice Presidente del Comitato Olimpico Spagnolo

Signor Presidente: se me lo consente, presenterò le due proposte del Comitato Olimpico Spagnolo dopo la discussione su questo punto concreto. Ed ora mi rifaccio all'argomento, e cioè al numero degli accompagnatori e dei giornalisti.

In riferimento al numero degli accompagnatori, il Comitato Olimpico Spagnolo ha studiato

con molta attenzione la proposta del CONI, e crede necessario approvarla. In questo senso posso decidere a nome del Comitato Olimpico Spagnolo, tanto più che la posizione della Spagna non può considerarsi interessata, in quanto il nostro non è un paese, per ora almeno, che abbia una grande rappresentativa o una notevole potenza economica e sportiva. Riteniamo tuttavia che gli atleti debbano avere il maggior sostegno possibile. Inoltre, come ha detto il Presidente del CONI, signor Onesti, è un fatto assolutamente volontario e non obbligatorio: non si richiede una spesa maggiore per quei paesi che non intendono accrescere il numero dei loro accompagnatori.

Quanto all'aumento dei radio-telecronisti e dei giornalisti, mi sembra naturale che ne sia elevato il numero; anche perché oggi, come ha ben detto l'avv. Onesti, il numero delle persone che possono seguire i Giochi si è moltiplicato. Vi sono oggi milioni e milioni di persone in tutto il mondo che sperano di ricevere il maggior numero possibile di notizie sulle Olimpiadi.

Molte grazie.

Jean Claude Ganga

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Congo Brazzaville

La ringrazio, signor Presidente. I Giochi Olimpici costituiscono nel nostro secolo un grandissimo avvenimento, poiché offrono a decine di migliaia di giovani di tutto il mondo l'occasione d'incontrarsi. Stiamo discutendo un punto cruciale, un punto importante per il successo dell'ideale olimpico.

Per quanto ci riguarda, siamo sorpresi, direi sbalorditi dell'importanza che vanno man mano assumendo i Giochi Olimpici. Noi siamo completamente d'accordo sulle proposte che sono state avanzate, perché l'atleta deve essere assistito, ed ha bisogno di tutte le cure che merita. Ma credo che occorra anche tener conto di questo principio: i Giochi olimpici non devono essere una specie d'industria, riservata unicamente alle grandi potenze.

È importante anche pensare all'eventualità che questi Giochi siano organizzati da piccoli paesi. Per noi, in Africa, sarebbe veramente difficile trovare un paese in grado di organizzare Giochi con 20.000 partecipanti e 13.000 accompagnatori. Nella nostra qualità di Assemblea di Comitati Nazionali Olimpici, dobbiamo studiare le possibilità di aiutare nel miglior modo possibile gli atleti che partecipano ai Giochi, ma non dobbiamo neanche perdere di vista che i Giochi Olimpici appartengono al mondo intero; appartengono sia ai grandi che ai piccoli paesi. Ed è necessario che i piccoli paesi abbiano anch'essi il modo di organizzare delle Olimpiadi.

Per noi è davvero difficile unirci alla proposta di aumentare il numero degli atleti, dei giornalisti, degli ufficiali ecc... perché pensiamo che i Giochi Olimpici devono rimanere anche alla portata dei piccoli paesi.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Se su questo argomento nessuno di lor signori intende prendere la parola, io prego caldamente i rappresentanti di Comitati Olimpici di ben maggiore autorità, tradizione e potenza del nostro, alla luce della loro esperienza, di dare dei suggerimenti da sottoporre all'assemblea nella giornata di domani.

Prima di chiudere la seduta di questa sera per rinviarla a domani mattina, i rappresentanti della Spagna e del Portogallo chiedono di sottoporre a questa Assemblea determinate raccomandazioni, che loro stessi vi esporranno.

Dò la parola al rappresentante della Spagna, signor Samaranch.

Juan Antonio Samaranch

Vice Presidente del Comitato Olimpico Spagnolo

Signor Presidente, colleghi: le proposte della Spagna, che sono due, richiederebbero qualche tempo per sottoporle alla vostra lettura in questo momento; perciò, per praticità, le riassumerò brevemente.

Quel che ha spinto la Spagna a sottoporvi queste proposte è che esse potranno essere presentate, alla riunione del C.I.O. che si svolgerà dal 4 ottobre prossimo a Madrid, in modo congiunto e con l'appoggio di tutti. La prima riguarda il numero degli atleti che si possono iscrivere ai Giochi Olimpici. Siamo rimasti sorpresi quando, ultimamente, abbiamo visto elevato a tre il numero degli atleti nelle specialità dell'atletica e del nuoto.

Noi riteniamo che, non essendo i Giochi Olimpici né un campionato del mondo né molto meno, ma una riunione della gioventù di tutto il mondo, questo numero di tre dovrebbe essere ridotto a uno. Però, considerando che questa soluzione sarebbe molto drastica e molto poco gradita da qualche paese, la proposta della Spagna è che nei prossimi Giochi, quelli del Messico, ciò non si abbia a verificare: ma per quelli dell'anno 1972, nell'atletica e nel nuoto, bisognerà ridurre il numero degli atleti a due... Questa, signori, è la prima proposta della Spagna, e credo che favorisca la maggior parte dei paesi che attuano il movimento olimpico.

Ed ora permettetemi di passare alla seconda proposta del mio paese al C.I.O. Molti atleti vanno ai Giochi con grandi illusioni, e ne ritornano amareggiati, perché si sono visti superare da atleti che hanno disponibilità molto maggiori, e che pertanto si possono permettere una più accurata preparazione. La proposta della Spagna è che, agli atleti che partecipano ai Giochi e che raggiungano i limiti minimi richiesti dalle Federazioni Internazionali per essere iscritti, venga dato un diploma: il diploma di aver raggiunto i limiti minimi richiesti dalla Federazione.

Queste sono le due proposte della Spagna che saranno sottoposte a Madrid. Quel che noi gradiremmo è che fossero inserite nella agenda preparata dal CONI, per essere presentate congiuntamente.

Domattina ripartiremo, e spero di conoscere il vostro parere in proposito.

Molte grazie.

PRESIDENTE: Ho ascoltato con attenzione le proposte del signor Samaranch per la Spagna. La prima di esse è evidentemente di competenza delle Federazioni Internazionali: comunque, se siete d'accordo, la porteremo a Madrid.

La seconda è una raccomandazione, chiamiamola romantica, e personalmente condivido l'opinione del rappresentante della Spagna. Quanti atleti hanno sacrificato lunghi anni della loro gioventù, nella speranza di avere un risultato alle Olimpiadi! Che resti almeno un ricordo. Il ricordo di solito viene lasciato ai primissimi, a coloro che ottengono i risultati migliori. Ma diamo agli altri un attestato di merito: costa poco, e dà un incentivo all'atleta a fare buona propaganda per la sua attività.

La parola è ora al rappresentante del Portogallo, che prego di voler illustrare la sua proposta.

Gaudencio Luiz da Silva Costa

Membro del Comitato Olimpico Portoghese

Signor Presidente, signori congressisti: a nome del Comitato Olimpico Portoghese desidero proporre un'idea da portare allo studio della Commissione Esecutiva del C.I.O. Si tratta di una proposta che noi portoghesi riteniamo possa essere utile. Non voglio dilungarmi, ma vorrei dire che questa proposta, essendo il Portogallo un piccolo paese che non potrà certo organizzare i Giochi

Olimpici, non ci riguarda direttamente. È, forse, piuttosto un suggerimento che mi sarebbe gradito vedere accettato come raccomandazione al C.I.O. Ve la leggerò:

« Nell'impossibilità di soddisfare tutte le Federazioni Internazionali che vorrebbero vedere tutti i loro sport inclusi nel programma dei Giochi Olimpici, sia per il numero eccessivo di concorrenti, incompatibile con le piccole città, sia per la difficoltà di portare a termine un programma troppo intenso nel tempo stabilito, che d'altra parte non è consigliabile prolungare, ma dovendosi fare il possibile per accontentare i desideri e le preferenze dei paesi organizzatori e di quelli del continente al quale appartiene, si propone la seguente formula che armonizzerebbe meglio, nella sua elasticità, gli sport più degni di essere considerati obbligatori, fissandone in dieci il numero, e lasciando facoltativi gli altri, in numero di dodici ».

Naturalmente, la scelta fra sport obbligatori e sport facoltativi è assolutamente personale, e pertanto può esser cambiata.

È più un esempio che altro. Io, per fare un caso, vorrei che il pentathlon moderno rimanesse fra gli sport obbligatori: ma è solo una indicazione che dò perchè sia sottoposta al C.I.O.

Il criterio per designare gli sport obbligatori dovrà essere impostato su questi motivi:

1) tradizione olimpica; 2) qualità intrinseche; 3) universalità della pratica di tale sport nel mondo; 4) carattere individualistico come punto negativo. Bisognerà tener conto anche della contaminazione professionistica.

Aggiungo a tutto ciò una piccola spiegazione. A proposito di questa proposta, riteniamo che essa possa essere di grande utilità per il paese organizzatore, specie se si trattasse di un paese piccolo: esso dovrà scegliere, oltre agli sport che il C.I.O. considera obbligatori, da 5 a 8 sport facoltativi, o anche tutti, se lo ritiene opportuno. Vi sarebbe cioè la possibilità, per il paese organizzatore, di scegliere fra gli sport facoltativi quelli che riterrà più favorevoli.

Grazie.

PRESIDENTE: Perdoni, signor rappresentante del Portogallo. Lei mi consentirà di rilevare, poiché questo argomento non è all'ordine del giorno, che è molto arduo fare una così drastica riduzione dei Giochi, chiedendone un'approvazione in sede assembleare. Trasmetteremo quindi a Madrid questa sua raccomandazione, perché il Comitato Internazionale Olimpico l'esamini.

Colgo questa occasione per invitare voi tutti a una concezione più spontanea, meno colossale, dei Giochi Olimpici. Noi abbiamo ancora nella mente e dinanzi agli occhi la meravigliosa organizzazione delle Olimpiadi di Tokyo: meravigliosa, eppure semplice. Ho avuto l'onore di partecipare alle Olimpiadi di Londra, di Helsinki e di Melbourne: furono anche quelle delle eccellenti Olimpiadi. Nessun paese, grande o piccolo, si spaventi. Se il paese organizzatore saprà restituire alle Olimpiadi le dimensioni di un fatto squisitamente sportivo, troverà in tutti noi affettuosa comprensione e collaborazione.

Ha chiesto la parola il rappresentante di Malta. Prego.

Quinto argomento: Aumento del numero degli ufficiali (*segue*)

Alfred P. Briffa

Presidente del Comitato Olimpico di Malta

Signor Presidente, signore e signori: vorrei ancora trattare la questione dell'aumento del numero degli accompagnatori. Spero di non arrivare troppo in ritardo! Ho sentito i delegati di alcuni paesi minori affermare che tale aumento non interessa i piccoli paesi. Temo di non poter essere d'accordo, perché dall'esperienza di Giochi precedenti ho tratto la conclusione che è necessario avere il numero richiesto di accompagnatori, anche se si ha una squadra non numerosa. I gruppi di atleti sono, a volte, alloggiati chilometri e chilometri lontani gli uni dagli altri, e non si può avere una squadra efficiente se non si ha un numero sufficiente di accompagnatori. Squadre efficienti significano Giochi efficienti: sicché, senza accompagnatori, i Giochi sarebbero un fallimento.

Grazie.

PRESIDENTE: Signori Presidenti, prima di sciogliere la seduta consentitemi non solo di ringraziarvi, ma anche di congratularmi vivamente con voi per l'oculatezza degli interventi e la sinteticità, che ha contribuito a un efficace svolgimento dei lavori.

Io prego coloro che intendono collaborare all'integrazione degli ordini del giorno da noi proposti sul punto 4 e sulla relazione del 5, di trattenersi qualche minuto, o di venire domani mattina prima della riunione delle 9.30.

Grazie, signori.

La seduta viene tolta alle ore 18.10.

2 ottobre 1965

Quarto argomento: Giochi Regionali (*segue*)

PRESIDENTE: Signori Presidenti: desidero, a titolo personale, chiedervi scusa di questo ritardo, sia a nome mio, sia a nome della segreteria. Voi che siete degli organizzatori, sapete perfettamente quanto sia difficile concretare un lavoro.

Le ultime proposte di variazioni per i due quesiti di ieri, « Giochi Regionali » e « Accompagnatori », sono pervenute alla Segreteria soltanto qualche minuto fa. Per il coordinamento del lavoro, la stesura nuova, e le variazioni, abbiamo dovuto perdere tempo, e vi prego quindi di scusarci.

Parliamo subito della situazione dei Giochi regionali. Vi prego di seguire con attenzione l'ordine del giorno, perché abbiamo trasformato completamente, dietro vostro suggerimento, quello che era stato proposto ieri, cercando, per quanto era umanamente possibile, di adeguarlo al maggior numero di esigenze. Lo leggerò quindi lentamente.

« Proposta di risoluzione sul tema " Giochi Regionali ".

« I Comitati Nazionali Olimpici, riuniti a convegno a Roma, esaminata la breve storia dei Giochi territoriali, locali e di raggruppamento, convengono che essi costituiscono una importante molla di sviluppo dell'ideale e della pratica olimpica e quindi meritano ogni più grande attenzione da parte del Comitato Internazionale Olimpico, dei Comitati Nazionali Olimpici e delle Federazioni Sportive Internazionali. Fanno voti perché la loro regolamentazione sia ancora più profondamente studiata dal Comitato Internazionale Olimpico e dalle Federazioni Sportive Internazionali ad essi interessate. Propongono al Comitato Internazionale Olimpico i seguenti indirizzi di massima:

1. Ai Giochi che includono la denominazione di una regione geograficamente definita, debbono essere invitati tutti i Comitati Olimpici della regione, purché essi siano nel pieno rispetto delle leggi olimpiche. Solo in tale caso il Comitato Internazionale Olimpico e le Federazioni Sportive Internazionali dovrebbero concedere il loro patrocinio e riconoscimento.

2. Ai Giochi che non hanno carattere di raggruppamento territoriale e quindi non ne hanno la denominazione, è possibile il libero invito a scelta degli organizzatori, secondo i limiti e le norme delle Federazioni Sportive Internazionali.

È di conseguenza invitano le Federazioni Sportive Internazionali a facilitare nel miglior modo possibile tutti i Giochi di propaganda sportiva, al solo scopo di aiutare la realizzazione di incontri bilaterali o multilaterali, soprattutto nei paesi in cui le organizzazioni sportive hanno bisogno di aiuto, di consigli e della massima comprensione. Condizione fondamentale è che questi incontri abbiano come scopo primo ed ultimo lo sviluppo dell'ideale olimpico ».

Signori Presidenti, noi abbiamo fatto tutto quello che ci è stato umanamente possibile per assecondare le vostre richieste. Sta a voi dirci se abbiamo interpretato giustamente i vostri suggerimenti.

Ci sono osservazioni da fare a quest'ordine del giorno così proposto? Possiamo quindi darlo tranquillamente per approvato.

Prego: la parola è al rappresentante del Libano.

Gabriel Gemayel

Presidente del Comitato Olimpico Libanese

Signor Presidente, avete detto che devono partecipare ai Giochi regionali tutti i paesi di una stessa regione, secondo i regolamenti del Comitato Internazionale Olimpico. Vorrei solo aggiungere « secondo i regolamenti del Comitato Internazionale Olimpico, ma, in pari tempo, anche secondo i regolamenti stabiliti da ciascun Comitato Internazionale Regionale ».

PRESIDENTE: Signor Presidente: quando diciamo « nel pieno rispetto delle Regole Olimpiche », il termine è comprensivo di tutto; comunque, sarà questa, dietro sua sollecitazione, l'interpretazione che noi daremo al nostro esposto. Prego: ha chiesto la parola Israele.

H. Glovinsky

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Israeliano

Signor Presidente, signore e signori: il Presidente è stato così gentile da informarci che la risoluzione sul tema « Giochi Regionali » è stata riscritta, formulata in maniera diversa. Vorrei cortesemente far notare al Presidente che, prima di approvare una risoluzione così importante, dovremmo averne la stesura scritta qui, davanti a noi. Infatti, è molto difficile ascoltare attraverso una traduzione la risoluzione riguardante un argomento così importante come i Giochi Regionali. Vorrei, quindi, pregarvi di rimandare la discussione o l'approvazione della risoluzione al momento in cui avremo un esposto scritto ed inciso su nastro, in modo da poterlo esaminare a fondo e studiarlo attentamente.

Grazie.

PRESIDENTE: Signor Presidente, se mi consentite, la risoluzione sarà letta nuovamente in lingua inglese dal dottor Martucci, che voi ben conoscete. Posso quindi tranquillizzare il rappresentante del Comitato Olimpico d'Israele che, quando il testo sarà riletto, egli sarà presumibilmente soddisfatto.

Il dottor MARTUCCI legge il testo della risoluzione in inglese.

PRESIDENTE: Spero di non aver peccato di presunzione nel ritenere che lei sarebbe soddisfatto, signor Presidente del Comitato Olimpico di Israele, della nuova stesura del testo. Prego: la parola è a lei, parli pure, signor rappresentante dei Paesi Bassi.

C. L. Kerdel

Vice Presidente del Comitato Olimpico dei Paesi Bassi

Signor Presidente, signore e signori: a nome della delegazione olandese desidero appoggiare la proposta del rappresentante d'Israele. Reputiamo indispensabile avere davanti a noi il testo scritto della risoluzione. Fino ad ora abbiamo sempre avuto scritte e sul nostro tavolo le proposte di risoluzioni, e crediamo necessario, con il rappresentante d'Israele, avere nella sua esatta stesura il testo davanti a noi.

Grazie.

PRESIDENTE: Accettiamo senz'altro il suo suggerimento. Se abbiamo soltanto letto il testo, è stato per l'impossibilità materiale della stesura. Adesso daremo questa risoluzione ai nostri uffici, e fra poco essa sarà a vostra disposizione, come per gli altri testi delle delibere.

Passiamo oltre, dunque: torneremo su questo argomento non appena avrete il testo [illegible] nostre mani, nelle varie lingue.

Quinto argomento: Aumento del numero degli ufficiali (*segue*)

Signori Presidenti, molto più facile si presenta il penultimo comma: proposta per aumentare il numero degli accompagnatori ufficiali, per aver la facoltà di aumentare il numero degli accompagnatori.

Abbiamo raccolto ed accettato tutti i suggerimenti che ci sono stati sottoposti. Li ha raccolti personalmente il dottor Garroni, e dal momento che lui stesso ha preso gli appunti, ve li comunicherà immediatamente.

GARRONI: Signori presidenti: senza rileggere tutto il testo che hanno nelle mani, mi permetterei di esporre soltanto le aggiunte e le varianti.

Nella prima pagina della relazione viene ad aggiungersi una proposta svedese che dice: « od in più un ufficiale per ciascuno degli sport in cui un Comitato Olimpico si iscrive ai Giochi Olimpici ». Un'altra proposta dice: « in più una ufficiale, donna, per ogni sport femminile in cui un Comitato Olimpico si iscrive ».

Nella seconda pagina, dove si parla di personale di servizio per le imbarcazioni, si viene ad aggiungere, « oltre ad un uomo per la canoa ed un uomo per il canottaggio, anche un uomo per lo yachting; però, fra tutti e tre gli sport, non più di due persone; ed ancora una persona in più per il trasporto dei cavalli ».

Il Comitato Olimpico del Giappone raccomanda un aumento del numero dei dottori. L'aumento del numero dei medici è già incluso nel testo presentato a lor signori. Le spiegazioni sull'aumento del numero dei medici saranno aggiunte nel punto che loro conoscono, per illustrare e completare la proposta giapponese.

Grazie.

PRESIDENTE: Signori presidenti: poiché abbiamo accolto tutte le modifiche che sono state proposte, credo che su questo punto siate tutti d'accordo. Torneremo, allora, appena pronti i testi, sui Giochi Regionali.

Sesto argomento: Sviluppo comune dei C.N.O.

Sono qui per farvi una proposta sull'ultimo comma dell'ordine del giorno: « Sviluppo comune dei Comitati Nazionali Olimpici ». La proposta viene dai rappresentanti dei Comitati Olimpici di varie nazioni, i quali dicono che, avendo tra le mani la relazione, piuttosto lunga, ritengono pleonastico rileggerla, e vorrebbero passare subito alla discussione. È quindi questa la proposta che faccio: se lo desiderate, rileggerò per esteso tutte e sette le pagine del testo; altrimenti, passeremo subito alla discussione, perché numerosi sono gli oratori che si sono iscritti per discutere questo problema.

Ci sono delle difficoltà per passare subito alla discussione? Va bene? Grazie.

Allora dò la parola al primo oratore. Si sono iscritti per parlare, fino ad ora, i rappresentanti dei Comitati Olimpici dell'Uganda, dell'Etiopia, del Kenia, della Polonia, di Israele, della Svezia, dei Paesi Bassi e dell'Australia. Sono solo i primi oratori; gli altri si metteranno in nota.

La parola è al rappresentante del Comitato Olimpico dell'Uganda.

H. M. Sunderani

Membro del Comitato Olimpico dell'Uganda

Signor Presidente, signore e signori: come membro del Comitato Olimpico dell'Uganda, desidero congratularmi con lei, signor Presidente, e con il Comitato Olimpico Italiano, per avere organizzato questo storico convegno, che, lo credo, avrà delle conseguenze sull'attuale organizzazione del C.I.O. L'iniziativa di riunire una Associazione di Comitati Olimpici Nazionali è una splendida idea, ed avrà grande influenza sulla politica futura del C.I.O. Anche se la proposta riguardante la progettata Associazione dei Comitati Olimpici Nazionali non sarà vincolante per il C.I.O., avrà certamente un peso notevole. Il C.I.O. non può assolutamente permettersi di respingere proposte avanzate da un convegno di rappresentanti dei Comitati Olimpici Nazionali di ogni parte del mondo.

È tempo di guardare la realtà, signor Presidente, signore e signori. I Comitati Olimpici Nazionali hanno compiuto un lavoro straordinario per tener vivo il movimento olimpico e accesa l'ardente fiaccola della filosofia olimpica. Eppure i Comitati Olimpici Nazionali non hanno voce diretta in seno al C.I.O. Tutti voi, signore e signori, che partecipate a questa storica riunione, sapete perfettamente che i Comitati Olimpici Nazionali non hanno influenza diretta, o forse, direi meglio, un più legittimo rapporto con il I.O.C. Perché non dovremmo seguire l'esempio di altre organizzazioni internazionali, e modificare il rapporto esistente tra il Comitato Olimpico Internazionale e i Comitati Olimpici Nazionali? Perché, così come è ora, è molto lontano dalla realtà. Molti problemi rimarranno insoluti, finché noi non faremo qualcosa per attuare un coordinamento pratico con il C.I.O.

Il primo giorno della conferenza qualcuno degli oratori ha detto che la Carta del C.I.O. è antiquata. Sono pienamente d'accordo con lui. I Comitati Olimpici Nazionali non hanno rappresentanti al C.I.O. né possono influire sulle decisioni da esso prese. La Carta attuale del C.I.O. non può soddisfare le richieste e le aspirazioni della seconda metà del ventesimo secolo. È giunto il momento di fare dei cambiamenti, di finirla con i contrasti. Oggi il Comitato Olimpico Internazionale può scegliere persone che ritiene qualificate ad essere suoi membri, e queste persone rappresentano il C.I.O. nei loro paesi, ma non sono delegati dei propri paesi al C.I.O. Inoltre sono membri a vita. A vita, signore e signori! Ai Giochi di Tokyo, ai Giochi di Brazzaville, ai Giochi Arabi al Cairo, mi è capitato d'incontrare molti membri di Comitati Olimpici Nazionali che mi hanno manifestato il loro senso d'impotenza e di frustrazione, che derivava dall'impossibilità di avere una voce reale in seno al C.I.O. Quanto durerà ancora questo stato di cose? Tutti noi conveniamo che il C.I.O. non può svolgere le sue funzioni senza la collaborazione dei Comitati Olimpici Nazionali.

È il momento giusto perché questa assemblea intraprenda un'azione positiva diretta a far pressioni sul C.I.O. per indurlo a cambiare il suo statuto, purché non vengano dimenticati i principi fondamentali dell'ordinamento olimpico. Pertanto, approvo la composizione dell'Associazione dei Comitati Olimpici Nazionali, anche se con alcune varianti. Il Comitato di coordinamento dei Comitati Olimpici Nazionali proposto all'art. 4 dell'ordine del giorno dovrebbe essere composto da quindici membri, tre per ciascun continente, invece che da dieci membri. Dovrebbero essere questi quindici membri del Comitato di Coordinamento ad eleggere il presidente ed i due vice-presidenti. Nello stesso tempo, il C.I.O. dovrebbe nominare una commissione che studi l'attuale organizzazione del Comitato Olimpico Internazionale e poi raccomandi la riforma del regolamento del C.I.O.

Grazie, signor Presidente.

Idnekatcheou Tessema

Presidente del Comitato Olimpico Etiopico

Signor Presidente, signori delegati: in onore del Paese che ci ospita, mi permetto di pronunciare la mia allocuzione, anche a nome dei Comitati Nazionali Olimpici Africani, in italiano. In primo luogo desidero, a nome del Comitato Olimpico Etiopico, porgere le nostre sincere felicitazioni al CONI, e particolarmente al suo Presidente, avv. Giulio Onesti, per lo sforzo che è stato fatto e la tenacia dimostrata allo scopo di concepire e di realizzare questa magnifica ed unica riunione dei Comitati Nazionali Olimpici. Già dai primi giorni del nostro arrivo, abbiamo sottomesso al Presidente e ad alcuni delegati la proposta etiopica per quanto concerne la creazione dell'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici e il progetto di regolamento che ci era stato mandato. A nostro umile avviso, la nascita di questa Associazione è d'importanza fondamentale, e ci meravigliamo al solo pensare che tale istituzione non sia esistita sino ad ora. L'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici sarà una forza tremenda nelle nostre mani, e la sua fondazione può essere il segnale della metamorfosi della struttura organizzativa ed amministrativa dello sport mondiale. Ecco perché, in questa unica occasione che ci è offerta, sarebbe un atto sciocco e un segno d'ingratitudine verso gli organizzatori se noi lasciassimo questa sala senza procedere alla creazione di questa associazione.

Per la realizzazione di questo progetto noi proponiamo dunque tre punti che presentiamo nell'ordine:

1. Approvare il principio della Costituzione dell'Associazione.

2. Adottare i regolamenti proposti dal CONI, con le modifiche ad alcuni articoli che presenteremo di seguito.

3. Elezione del Presidente e degli undici membri continentali, che prima del Congresso del prossimo anno dovranno elaborare e redigere degli statuti e dei regolamenti più estesi e adatti all'istituzione.

Perciò, bisogna onestamente ammettere che il progetto sottoposto alla nostra attenzione non può avere che un carattere provvisorio, tutt'al più utile alla creazione dell'Associazione. Ed ecco le modifiche che proponiamo a questo statuto provvisorio:

Art. 1. Definire esattamente gli scopi dell'Associazione, e stabilire la sua indipendenza totale nei confronti del Comitato Internazionale Olimpico, e non impegnarsi negli Statuti, almeno per ora, a salvaguardare principi spirituali esistenti, perché l'associazione deve essere l'interprete delle nostre aspirazioni presso il Comitato Internazionale Olimpico, e inoltre, nello stesso Articolo, l'Associazione ammette che non può che formulare delle proposte, lasciando la decisione al C.I.O. L'Associazione, tuttavia, essendo creata per cercar di realizzare le aspirazioni dei Comitati Nazionali Olimpici, una volta ottenuto il diritto di far valere i suoi propositi presso il Comitato Internazionale Olimpico, non deve in partenza adottare un atteggiamento così passivo.

Art. 3. Invece di considerare la persona del Presidente come un secondo organo dell'Associazione, crediamo più ragionevole sostituirlo con un collegio composto dal Presidente e dai Vice Presidenti.

Art. 4. Il regolamento specifica che l'Assemblea è formata dai Presidenti dei Comitati Nazionali Olimpici o da loro delegati. Secondo noi, sarebbe meglio che l'Assemblea fosse composta da delegati dei Comitati Nazionali Olimpici, senza specificare la qualifica di Presidente; bisogna lasciar mano libera ai Comitati Nazionali Olimpici per scegliere i loro delegati, con la raccomandazione che i Comitati Nazionali Olimpici si facciano rappresentare da persone possibilmente non appartenenti al Comitato Internazionale Olimpico. Perché questi, già riconosciuti ambasciatori del Comitato Internazionale Olimpico presso i Comitati Nazionali Olimpici, non potranno essere allo stesso tempo gli interpreti convinti delle richieste dei Comitati Nazionali Olimpici presso il C.I.O.

Allo stesso art. 4, per i membri del Comitato di Coordinazione, noi proponiamo tre membri per ogni continente, eletti dai delegati di ogni continente presenti alla riunione. Il Comitato di Coordinazione, alla sua prima seduta, eleggerà a scrutinio segreto il Presidente e i due vice-presidenti fra i membri continentali. In questa maniera, un continente non potrà contare più di tre membri, mentre, se si adottasse la proposta del CONI, un continente avrebbe la possibilità matematica di contare cinque membri, cioè troppi.

Inoltre, invece di rinnovare tutto il Comitato una volta ogni quattro anni, è consigliabile procedere ad un rinnovamento a metà ogni due anni, per assicurare una certa continuità ai lavori, in modo che i nuovi eletti possano beneficiare dell'esperienza dei membri anziani rimasti in carica. Il Presidente e i due vice-presidenti non dovrebbero appartenere allo stesso continente, e i due vice-presidenti dovrebbero appartenere a due continenti diversi.

Art. 5. Il regolamento proposto accorda al Presidente il potere di convocare l'Assemblea a sua propria discrezione. Noi proponiamo che il testo sia modificato come segue:

« Il Presidente può convocare l'Assemblea quando, consultata con lettera raccomandata, la maggioranza dei membri del Comitato di Coordinazione non avrà avanzato opposizione nei quindici giorni che seguono la notifica », perché sarebbe fuori del comune e un po' azzardato accordare al solo Presidente il potere di convocare un'Assemblea straordinaria, senza neanche consultare i suoi prossimi collaboratori.

Lo stesso articolo prevede che, in caso di dimissioni o d'impedimento del presidente, la successiva assemblea preceda al rinnovo totale del Comitato di Coordinazione. Noi proponiamo che, in caso di defezione del Presidente, il più anziano dei Vice-presidenti assicuri l'interim fino al prossimo congresso, il quale eleggerà un altro presidente, ed unicamente il presidente.

All'art. 7 bisognerà aggiungere: « due membri dello stesso Comitato Nazionale Olimpico non possono far parte del Comitato di Coordinazione », e « un solo membro del Comitato Internazionale Olimpico può far parte del Comitato di Coordinazione », perché riteniamo che una presenza massiccia di membri del Comitato Internazionale Olimpico nell'Associazione frenerebbe tutte le iniziative non concordi con l'idea del C.I.O. Se non fosse per il timore di perdere l'opera di uomini competenti come l'attuale Presidente della riunione, avremmo detto che i membri del C.I.O. non dovrebbero essere assolutamente ammessi.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Signor Presidente del Comitato Olimpico di Etiopia, caro amico, la ringrazio per lo studio così approfondito che ha fatto sull'argomento. Ma, in maniera particolare, la ringrazio per un atto che non sarà sfuggito all'assemblea tutta: e cioè che il Presidente del Comitato Olimpico di Etiopia, pur conoscendo quattro lingue, abbia scelto la lingua italiana per esporre i suoi concetti. La ringrazio.

Mi permetto però, senza entrare in merito alle sue richieste, di pregare i signori oratori che seguiranno di limitare il loro intervento a favore o contro la composizione dell'Associazione. Mi rendo conto che, con infinito senso di delicatezza, il rappresentante del Comitato Olimpico d'Etiopia ha preferito fare un discorso completo per non tornare sull'argomento. Non vi preoccupate: è un argomento delicato, è bene conoscere profondamente il vostro sentimento, cominciamo solo a discutere se vogliamo far sorgere o no questa associazione.

In un secondo tempo gli oratori torneranno ad iscriversi, ma solo se questa Associazione dovrà sorgere, per discutere la terminologia e i concetti sulla base dei quali essa si dovrà costituire. Grazie, signor Presidente. Dò la parola al rappresentante olimpico del Kenia.

Harbans Singh

Membro del Comitato Olimpico del Kenia

Signor Presidente, desidero esprimere al Comitato Olimpico Italiano la mia gratitudine per tutta l'organizzazione. Vorrei aggiungere alcune parole. Il Kenia ha esaminato molto attentamente il problema in discussione; noi prevediamo alcune difficoltà fisiche, finanziarie e geografiche. Ma, senz'altro una buona idea, ma vorrei pregarvi di non precipitare le conclusioni, perché bisogna pur

sarci bene. Mi ha molto stupito sentir affermare, da molti di coloro che negli anni scorsi hanno contribuito attivamente all'elaborazione di uno statuto sperimentato, che questo statuto è inefficace. Ciò significa annullare gli sforzi compiuti volontariamente da queste organizzazioni. Ritengo che, se si vuol proteggere il movimento olimpico, si deve rispettare quanto è stato fatto finora, e che tutto quello che possiamo fare è di riformare e perfezionare, ma non disconoscere e distruggere quanto è stato già fatto. Se noi agiamo nel modo proposto ieri, allora domani potranno venire altri a distruggere quanto abbiamo fatto noi; elementi politici, forse, saranno propensi a questo: ma se ci saranno fra noi degli agenti politici, credo che sarebbe una situazione molto infelice.

Noi africani ci siamo riuniti a Brazzaville e abbiamo discusso uno dei problemi di maggior importanza e difficoltà. Questo progetto, signor Presidente, è molto buono: ma quanti sono i paesi africani qui rappresentati? Molto pochi. Mentre in Africa esistono più di 35 stati, e, sono dolente, ma non so se abbiano formulato per iscritto le loro idee a questo riguardo. Noi del Kenia pensiamo che sarebbe opportuno riunirsi tutti per discutere il problema, e vedere quale ne possa essere la soluzione migliore. Si avranno dei contrasti: chi sarà il Presidente dell'Africa? Ci saranno cinque Presidenti? Probabilmente ogni paese vorrà avere due rappresentanti. Ora, se si hanno trentacinque paesi, e si raddoppia questo numero, si avranno settanta rappresentanti del continente africano. L'Associazione sarà, allora, immensa, e non raggiungerà nessuno scopo utile. Desidero sottolineare che l'idea è senz'altro buona, ma che richiede uno studio approfondito, e soltanto allora se ne potrà riparlare: a patto che venga rispettato quanto è stato già fatto.

Signor Presidente, ripeto che abbiamo considerato molto attentamente l'argomento proposto, e siamo giunti alla conclusione che è un punto molto delicato, e che richiede un esame molto più minurioso. A sostegno di ciò esistono molte tesi: secondo una di queste, le proposte contengono la possibilità che l'Associazione diventi un pericolo per il C.I.O. Un simile risultato sarebbe disastroso. Consiglieremmo di rimandare, per il momento, il problema, in modo che si possa esaminare e discutere più a fondo tutto il progetto.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Signor rappresentante del Comitato Olimpico del Kenia, la prego di rileggere con attenzione le proposte da noi fatte. E nell'eventualità che fossimo stati frainteși, sarà bene chiarire: la nostra non era una proposta di rivoluzione. Noi proponiamo soltanto, se credete di poterla accettare, un'associazione provvisoria che abbia un'unica finalità: proporre organicamente, a vostro nome, delle modifiche al Comitato Internazionale Olimpico. Non vi sono altre finalità.

Dò la parola al rappresentante della Polonia.

Wlodzimierz Reczek

Presidente del Comitato Olimpico Polacco

Signor Presidente, siamo tutti profondamente convinti che questa prima conferenza dei Comitati Nazionali Olimpici costituirà non solo un grande successo, ma rappresenterà anche una tappa importante per l'attività dei Comitati Nazionali Olimpici.

Il Comitato Olimpico Polacco ha sempre sostenuto la proposta tendente all'organizzazione di questa conferenza, poiché il ruolo che sono attualmente chiamati a svolgere i Comitati Nazionali Olimpici sul piano internazionale non è davvero proporzionato agli oneri che essi sopportano per lo sviluppo del movimento olimpico e nello svolgimento dei Giochi Olimpici.

I Comitati Nazionali Olimpici costituiscono indubbiamente la base del movimento olimpico, e portano il più largo e considerevole contributo alla causa dell'olimpismo nel mondo. Ma, nello stesso tempo, abbiamo sempre dovuto constatare con vivo rammarico che l'attenzione che ci veniva accordata sul piano internazionale, che veniva accordata alle nostre proposte ed ai nostri suggerimenti

riguardo ai problemi olimpici, e così pure l'autorità di cui potevamo avvalerci, erano veramente minime, per non dire inesistenti. Sarebbe tuttavia ingiusto dire che non abbiamo mai avuto l'occasione d'incontrarci e di esaminare almeno in parte le preoccupazioni ed i problemi che ci affliggevano. Ma, finora, i nostri incontri con il Comitato Internazionale Olimpico non hanno in linea di massima dato alcun risultato pratico.

Tutto questo ci dava l'impressione di essere situati ai margini del movimento olimpico internazionale: spesso ci sembrava di esser trattati un po' come scolari. L'esperienza di questi ultimi anni ha largamente dimostrato, infine, quanto una posizione di tal genere fosse dannosa alla esistenza stessa dei Comitati Nazionali Olimpici, e quali lacune esistano in seno all'attuale organizzazione del movimento olimpico in campo internazionale.

Per non essere frainteso, tengo a sottolineare che noi vogliamo rispettare in pieno il Comitato Internazionale Olimpico, la saggezza e l'autorità più volte provate delle sue posizioni e delle sue decisioni. Ma tutto il rispetto che noi dimostriamo e che vogliamo accordare al Comitato Internazionale Olimpico richiede ed implica una reciprocità, basata su una collaborazione effettiva, seria e autorevole del Comitato Internazionale Olimpico con i Comitati Nazionali Olimpici.

Il nostro attaccamento agli ideali olimpici, la nostra devozione al movimento olimpico, ed i compiti, che a noi ne derivano per il loro mantenimento ed il suo sviluppo, ci consentono di proporre che vengano stabiliti dei legami di collaborazione concreta fra il Comitato Internazionale Olimpico e i Comitati Nazionali Olimpici. Vogliamo avere delle probabilità e delle possibilità reali di partecipare alle discussioni di problemi del movimento olimpico relativi ai Comitati Nazionali Olimpici. Vorremmo poter far presenti e discutere seriamente le preoccupazioni e le difficoltà della nostra attività, proporre suggerimenti e progetti, sicuri non soltanto di essere ascoltati, ma anche che ne sarà tenuto conto nelle deliberazioni e nelle decisioni del Comitato Internazionale Olimpico.

Noi vogliamo infatti che sia attribuito ai Comitati Nazionali Olimpici il ruolo giusto, ed è in questo senso e con questo spirito che noi appoggiamo pienamente l'idea presentata dai nostri amici italiani per quanto riguarda la creazione di una Associazione di Comitati Nazionali Olimpici chiamati a collaborare con il Comitato Internazionale Olimpico. Riteniamo che questa proposta costituirà un notevole progresso per l'autorità internazionale dei Comitati Nazionali Olimpici, e consentirà ad essi di occupare in campo internazionale il ruolo che loro compete.

Noi condividiamo infine le opinioni del Presidente Onesti anche per quanto riguarda la composizione del Comitato di coordinamento. Si tratta di un argomento molto delicato, che richiede a parer nostro uno studio più approfondito, poiché — con tutto il rispetto dei principi democratici — noi riteniamo ad esempio che sia dubbia la questione di attribuire una stessa quantità di posti a un continente come l'Australia e ad un continente come l'Europa.

Grazie, signor Presidente.

H. Glovinsky

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico d'Israele

Signor Presidente, signore e signori: mi dispiace, ma non posso rispondere « sì » o « no », come ci è stato suggerito dall'avvocato Onesti. Non posso farlo, perché non mi è ancora chiaro l'atteggiamento da prendere.

Riguardo alla indispensabile evoluzione del C.I.O., desidero esprimere un parere: rivolgiamoci ai membri del Comitato Olimpico Internazionale, e torniamo a farlo a Madrid, per chieder loro di emanare delle nuove norme. Queste nuove regole dovranno sancire il principio che i paesi membri della famiglia olimpica hanno il diritto di esser nominati membri della organizzazione [illegible] del C.I.O.

Comprendo benissimo che è necessario un notevole lasso di tempo: ma non può esser ignorato

il diritto di paesi che hanno partecipato due, tre, quattro volte alle Olimpiadi, ad esser membri attivi del C.I.O. Se queste norme saranno varate dal C.I.O., i membri della famiglia olimpica si sentiranno pari a quelli della famiglia olimpica onoraria. E se questo avverrà, io spero che l'Associazione, tra venticinque anni, non abbia più ragione di esistere, dal momento che ogni paese sarà allora rappresentato dal C.I.O.

Grazie.

Sten Svensson

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Svedese

Signor Presidente, signore e signori: sebbene apprezziamo moltissimo l'iniziativa presa dall'Italia di riunirci tutti a Roma, e l'arduo compito del Presidente e dei suoi colleghi membri del Comitato Italiano, vorremmo pregare l'assemblea di rinviare la discussione del problema, e, se si decide in questo senso, di eleggere un Comitato di studio.

Le ragioni della richiesta sono le seguenti: prima di tutto non abbiamo ricevuto i regolamenti di questa Associazione prima del nostro arrivo a Roma; non abbiamo quindi potuto esaminarli. In secondo luogo giudichiamo che questo sia un progetto di tale portata da rendere necessaria una attenta valutazione da parte dei Comitati Olimpici Nazionali di ciascun paese. Desidero, inoltre, ricordare ai congressisti le notizie circolanti sull'intenzione delle Federazioni Internazionali di creare una forma di Comitato o di far rivivere il vecchio Bureau esistente prima della guerra e che aveva la sua sede a Parigi. Se questo avverrà, ci troveremo con tre tipi di Comitati Olimpici: il Comitato Olimpico Internazionale, l'Associazione dei Comitati Olimpici Nazionali, e una qualche forma associativa delle Federazioni Internazionali. Siamo assolutamente sicuri, come ha assicurato il nostro Presidente, che la nostra non intende essere un'organizzazione di rivoluzione e di lotta contro il C.I.O.: ma esisteranno comunque tre organizzazioni, e noi conosciamo il presente, ma non sappiamo quel che avverrà domani.

Un'altra ragione che ci spinge a domandare un rinvio deriva dal fatto che i Comitati Olimpici delle varie nazioni non sono dello stesso tipo. Qui in Italia, il nostro antitrione, il CONI, è la più alta autorità sportiva. In altri paesi, l'ho saputo ieri, non è così. Per esempio, in Messico, il Comitato Olimpico Nazionale è la massima autorità per questioni riguardanti problemi internazionali; in Norvegia il Comitato Olimpico non è membro della Federazione, ma coopera strettamente con la Federazione Sportiva Norvegese che è la massima autorità sportiva nazionale. In altri paesi — e questo è l'errore — ci sono vari tipi di Comitati. Alcuni di essi collaborano con la Federazione Sportiva; sono liberi ed eleggono i propri membri senza dipendere dalle Federazioni Sportive Nazionali. Ritengo che ciò indichi chiaramente l'inopportunità di creare un'Associazione di organizzazioni così dissimili.

Ripeto ancora una volta: i Comitati Olimpici della Danimarca, Finlandia, Norvegia e Svezia chiedono all'assemblea di rinviare questo argomento.

C. L. Kerdel

Vice Presidente del Comitato Olimpico dei Paesi Bassi

Signor Presidente, prima di tutto desidero ringraziare lei e il CONI per l'enorme mole di lavoro da loro svolto su questo importantissimo punto. Sarò molto breve dopo quanto il delegato svedese ha detto a nome dei paesi scandinavi. La delegazione olandese concorda al cento per cento con il precedente oratore.

Il fatto è che i Comitati Olimpici Nazionali vogliono avere maggiore influenza sul movimento olimpico, maggiore influenza sul C.I.O., proprio per perfezionare tutto il movimento. Non penso che ci sia poi tanta fretta, dopo ottant'anni di movimento olimpico. Non vogliamo competere con il C.I.O. Non desideriamo che miglioramenti e perfezionamenti, da attuare insieme al C.I.O., insieme alle Federazioni Sportive. Appoggio con tutto il cuore la proposta degli amici scandinavi di rimandare la composizione di una Associazione di Comitati Olimpici Nazionali, basandomi sugli stessi argomenti portati dal delegato svedese.

Prima di tutto discutiamone qui, discutiamone la prossima settimana a Madrid, e poi discuterne ancora una volta con i nostri Comitati Olimpici in patria, come ha detto il nostro amico Svensson. Perché, avendo ricevuto le proposte soltanto mercoledì sera, non ci è stato possibile parlarne con i colleghi del nostro Comitato.

Grazie, signor Presidente.

Edgar Fried

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Austriaco

Caro Presidente, cari amici: ecco un punto dell'Ordine del giorno che è veramente della massima importanza per il futuro del movimento olimpico. Dobbiamo allora riflettervi molto attentamente. Desidero in primo luogo, mettere bene in evidenza che questa Associazione non deve essere uno strumento di lotta contro il C.I.O. Deve, anzi, essere l'opposto. Sia nostra intenzione di lavorare insieme al C.I.O. e di facilitargli il compito di sviluppare il movimento olimpico.

Posso riandare al passato, per un attimo? Nel passato abbiamo avuto poche e rare riunioni con il C.I.O. e con il Comitato Esecutivo. Molte volte i Comitati Olimpici nazionali non vennero invitati ai convegni del C.I.O. Ultimamente molti buoni amici — tra cui ricorderò soltanto il Segretario del Comitato Olimpico Svizzero — ed io stesso, abbiamo scritto al Presidente del C.I.O. per rammentargli che i Comitati Olimpici Nazionali sono le più importanti organizzazioni per il rafforzamento del movimento olimpico. Così fu deciso finalmente che il Comitato Esecutivo s'incontrasse due volte con noi. Successivamente, noi sostenemmo che non era sufficiente tenere una riunione ogni due anni; ora stiamo formando il progetto di una riunione con il Comitato Olimpico ogni anno. Ma c'è un fatto: la riunione che si tiene con il Comitato Esecutivo non è sufficiente riguardo all'ordine del giorno, perché — è forse un fatto riservato, ma diciamolo pure — l'ordine del giorno del C.I.O. riguarda molti punti importanti di cui noi non siamo al corrente.

Dobbiamo, dunque, pregare il Presidente del C.I.O. di darci maggiori informazioni sull'attività della sua organizzazione. Soprattutto nel caso in cui i Presidenti dei Comitati Olimpici Nazionali non siano membri del C.I.O. C'è un'enorme differenza, vedete, tra i paesi che hanno membri nel C.I.O., che possono andare alle riunioni del C.I.O., e quelli che non ne hanno. Direi, quindi, che l'idea di costituire un'organizzazione particolare dei Comitati Olimpici Nazionali è molto buona. Ma, se i rapporti con il C.I.O. diventano sempre più stretti — e tutti noi lo speriamo — la nascita di una nuova organizzazione potrebbe rivelarsi non necessaria.

La mia proposta sarebbe di nominare un Comitato di coordinamento che studi la questione congiuntamente ai Comitati Olimpici Nazionali e al C.I.O.; proporrei, inoltre, di chiedere al C.I.O. di tenere, l'anno venturo, un convegno dei Comitati Olimpici Nazionali come quello che teniamo oggi; in tale occasione potremmo discutere se costituire o meno l'Associazione dei Comitati Olimpici Nazionali.

Grazie, signor Presidente.

Henry Corenthin

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Mali

Signor Presidente: su un problema di tale importanza sarò relativamente breve, perché mi associo alle opinioni espresse dai delegati del Kenia, dell'Etiopia e della Polonia, fra gli altri, sulla base del principio posto dal Comitato Olimpico Nazionale Italiano. Era ora che i responsabili dei Comitati Nazionali Olimpici, prendendo coscienza della loro responsabilità nel movimento, cercassero una formula che consentisse loro di pensare meglio ai problemi olimpici, di associarsi alle decisioni da prendersi allo sviluppo del nostro movimento.

A questo punto potremmo ricordare le riunioni della Commissione Esecutiva del C.I.O. con i Comitati Nazionali Olimpici. Ma, ahimé, delle riunioni alle quali abbiamo assistito a Baden Baden ed a Tokyo, abbiamo riportato una sensazione ben triste e serbiamo un amaro ricordo. Sembra che il C.I.O. voglia rinchiudersi in se stesso ed appropriarsi della idea olimpica come di una riserva di caccia: i Comitati Nazionali Olimpici hanno l'impressione di non essere associati ai lavori del Comitato Internazionale Olimpico, e che la loro presenza sia una pura e semplice formalità L'idea olimpica, viceversa, non può progredire nel mondo moderno senza l'appoggio costante, perseverante e instancabile dei Comitati Nazionali Olimpici.

Pertanto, la riforma del Comitato Internazionale Olimpico appare come uno dei compiti più urgenti. Occorre che la nostra associazione, senza essere né l'immagine né il doppione del C.I.O., possa agire con un suo ruolo e con le sue prospettive evolutive, perché le nostre assemblee generali ci consentiranno di mettere a profitto i contatti e i reciproci punti di vista; le nostre risoluzioni, infine, potranno essere studiate dal C.I.O., di cui riconosciamo l'autorità, tanto che la nostra associazione verrà dopo, come complemento indispensabile del Comitato Internazionale Olimpico.

Pertanto, appoggiando la proposta etiopica, riassumiamo alcuni principi:

1. L'Associazione deve essere creata;

2. Essa deve rappresentare i Comitati Nazionali Olimpici ed i continenti cui essi appartengono, perché la solidarietà deve essere reale, ed è necessario che esista a tutti i livelli un'equa suddivisione delle responsabilità fra le zone continentali;

3. Deve comprendere i seguenti organi: il Presidente, con il suo collegio ristretto, il Comitato di coordinamento, e infine l'Assemblea generale.

E perché l'azione della nostra Associazione sia complementare, e non contraria, a quella del C.I.O., noi proponiamo che un limitato numero di membri del C.I.O. sia presente in seno al Comitato di coordinamento e in tutti gli organi dell'associazione, ivi compreso il collegio ristretto.

Sono queste le nostre proposte: e, dopo tanti interventi, fra cui quello dei paesi scandinavi, noi crediamo che l'assemblea voglia accettare il principio dell'Associazione, e istituire una Commissione di studio degli statuti e dei regolamenti, per definire il quadro di un'azione congiunta con il Comitato Internazionale Olimpico.

Milan Ercegan

Membro del Comitato Olimpico Jugoslavo

Signor Presidente, signori: avete dinanzi a voi un progetto, una proposta concreta. Si tratta di una Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici. Si parla qui, fra noi, di una associazione, di una federazione dei Comitati, e si è parlato, per la sua creazione, di una conferenza, anzi di un nuovo congresso. Molto probabilmente, la maggior parte delle opinioni qui espresse non rappresentano solo i desideri dei Comitati Nazionali. Sono stati fatti dei passi decisivi perché i desideri, le richieste

e le proposte dei Comitati Nazionali Olimpici abbiano il loro peso: e si tratta di suggerimenti e decisioni definitive. Finora, si è molto parlato e discusso, in simili riunioni, ma senza giungere ad alcuna soluzione positiva presso coloro che reggono il movimento olimpico.

Varie sono le opinioni pro e contro la creazione e l'esistenza di questi organi rappresentativi. Bisogna considerare la questione fra noi. Perché siamo giunti all'idea di una tale Associazione? Qual è lo scopo di questa associazione? Già abbiamo il C.I.O. e le sue conferenze con i Comitati Nazionali Olimpici.

Dobbiamo però chiederci se i Comitati Nazionali Olimpici partecipano alla soluzione di qualsiasi problema, e se la loro opinione influenza in qualche modo le decisioni: come, ad esempio, quelle poste all'ordine del giorno.

Perché riteniamo di aver bisogno d'incontrarci due volte in una settimana, prima a Roma e pochi giorni dopo a Madrid? È chiaro: perché la nostra voce è molto debole. Dobbiamo cercare il modo perché, un poco alla volta, i nostri desideri ed i nostri bisogni siano presi in considerazione e soddisfatti. Parliamoci francamente: è per questo che abbiamo bisogno di riunirci, di discutere, di cercare la strada più efficace per la realizzazione dei desideri dei Comitati Nazionali Olimpici.

Quale nome abbia questa strada, non ha grande importanza: Federazione, Associazione, Conferenza, Congresso dei Comitati Nazionali Olimpici... Secondo noi, questa conferenza è già l'Associazione proposta: e non deve essere ritenuta un qualcosa in sostituzione delle riunioni del Comitato Internazionale Olimpico, e, come si verifica appunto in quelle riunioni, non si deve discutere soltanto, senza poter decidere.

L'Associazione dovrebbe garantire l'avvenire, e dare ai Comitati Nazionali Olimpici, in quanto membri della famiglia olimpica, il diritto di agire: questo è il fattore indispensabile per lo sviluppo dell'Associazione. Questa è la Conferenza, questa è l'Associazione che desideriamo avere. Rinnoviamo i nostri complimenti al signor Onesti per questa idea, che servirà da piattaforma per la realizzazione dei poteri dei Comitati Nazionali Olimpici nei termini espressi dalla richiesta avanzata dodici anni fa.

Sappiamo che la strada sarà lunga. Tuttavia, mi permetto di dire qualche ulteriore parola su questo traguardo sfortunatamente ancora lontano. Non vogliamo diminuire il ruolo del C.I.O. nella direzione dei Giochi Olimpici: ma riteniamo necessario attirare l'attenzione degli interessati sul fatto che il movimento animato da un così gran numero di organizzazioni sportive nazionali ed internazionali non può servire all'idea del progresso umano e della pace se non nel caso in cui partecipino alla soluzione dei problemi essenziali del movimento stesso tutti gli interessati, di ogni parte del mondo: vale a dire il C.I.O., i rappresentanti delle Federazioni Sportive Internazionali ed i Comitati Nazionali Olimpici.

A parer nostro, l'integrazione sportiva dei Comitati Nazionali Olimpici avrà luogo quando questi prenderanno parte alla stesura del programma olimpico, alla scelta della sede dei Giochi.

Per raggiungere lo scopo che ci proponiamo, occorre procedere, nelle riunioni della nostra associazione, liberamente ed uniti, ad uno scambio di esperienze e di punti di vista sulle questioni sportive internazionali che il Comitato Internazionale Olimpico prende in considerazione in base alle dottrine olimpiche.

Fra gli argomenti da affrontare, ve n'è uno che merita di essere incluso all'ordine del giorno della prossima conferenza: sono i doveri e i diritti dei Comitati Nazionali Olimpici. Inoltre, dovremmo qui stabilire un programma orientativo concepito in fasi progressive, e la cui realizzazione sarebbe lo scopo della lotta che la nostra associazione deve perseguire anno dopo anno. Dovremo fare il possibile perché la nostra associazione trovi la forza necessaria per realizzare le posizioni prestabilite: perché in nessun caso dovremo contentarci delle discussioni e delle proposte, ma si dovrà giungere a soluzioni approvate dai Comitati Nazionali Olimpici, sulle cui spalle posa il movimento olimpico: soluzioni, naturalmente, accettate e ritenute giuste in seno al C.I.O. Le soluzioni che noi [illegible] rappresenteranno infatti la volontà della maggioranza, ossia di quelli che partecipano sia al [illegible] Olimpici sia allo sviluppo del movimento olimpico internazionale in quanto attori principali.

Index

Queste sono le ragioni per cui noi dobbiamo creare un'Associazione che lotti per garantire in seno al C.I.O. i poteri e i diritti dei Comitati Nazionali Olimpici che qui già hanno espresso le loro idee, e che in questi tre giorni hanno affrontato numerosi problemi per portarli ad una soluzione definitiva.

Grazie.

Jean Weymann

Segretario Generale del Comitato Olimpico Svizzero

Signor Presidente, signore e signori: l'interesse delle discussioni dimostra senza alcun dubbio la necessità della nostra associazione. L'esperimento deve essere assolutamente eseguito: ma sotto quale forma? Il problema è questo.

Non dobbiamo dimenticare che il fine da noi perseguito è di rinforzare e soprattutto di equilibrare il movimento olimpico; di fare intendere al Comitato Internazionale Olimpico non soltanto la voce delle Federazioni Internazionali, ma anche quella dei Comitati Nazionali Olimpici, sotto una forma concordata e preparata. Per raggiungere questo scopo, è chiaro, dobbiamo avere un'organizzazione simile a quella delle Federazioni Internazionali.

È necessario andare di colpo più lontano? Questo è l'interrogativo che si pone. Infatti, il progetto che stiamo discutendo va ben oltre i limiti di azione delle Federazioni Internazionali. Mi sembra troppo pesante per un organismo che è ai suoi inizi, e che per il momento non ha poteri deliberanti, ma un semplice carattere consultivo.

D'altra parte, una simile organizzazione, creata di colpo, non farebbe altro che spingere le Federazioni Internazionali ad agire allo stesso modo. Correremo allora il rischio di assistere alla fine dell'olimpismo, alla costituzione di blocchi rivali e sempre più irrigiditi nelle loro organizzazioni e nei loro statuti. Tutto ciò metterebbe in pericolo il movimento stesso.

In queste condizioni, il Comitato Olimpico Svizzero ritiene che l'entusiasmo iniziale debba essere contenuto, e non deve farci perdere la nostra lucidità e il senso della realtà. Proponiamo pertanto di agire a tappe progressive, e come primo traguardo dobbiamo provvedere ad organizzarci fin d'ora allo stesso livello delle Federazioni Internazionali: cosa che, fino ad oggi, per noi non era esistita.

Decidiamo oggi di rivederci tutti di nuovo nella città in cui avrà luogo la prossima riunione dei Comitati Nazionali Olimpici con la Commissione Esecutiva del C.I.O., e rivediamoci prima di questa riunione; designamo oggi un Presidente che s'incarichi di organizzare la nostra prossima riunione in collegamento con la città che ci ospiterà, e di fissare l'ordine del giorno dopo aver consultato i comitati Nazionali Olimpici. Designamo oggi, secondo la proposta dei nostri amici svedesi, un Comitato di studi incaricato di preparare il terreno e il programma per la nostra prossima riunione. Soltanto allora esamineremo se conviene realmente, se è davvero nell'interesse del movimento olimpico, darci un'organizzazione formale e più ampia, con statuti, comitato e segretariato permanente. Quanto alla Presidenza della nostra prossima sessione, il Comitato Olimpico Svizzero sarebbe felice di vederla attribuita oggi a colui che ha diretto con così grande capacità le nostre discussioni: il Presidente del Comitato Olimpico Nazionale Italiano, signor Onesti. In tal senso, il Comitato Olimpico Svizzero desidera che dall'Assemblea venga adottata una risoluzione.

Grazie.

(*Applausi*)

K. Sandy Duncan

Segretario Generale del Comitato Olimpico Britannico

Signor Presidente, signore e signori: questo è un problema assai delicato. Gli amici scandinavi ed olandesi hanno dichiarato di ritener necessario maggior tempo per esaminare la questione: sono completamente d'accordo con loro. Il nostro amico svizzero ha affermato che dobbiamo approfondire, esaminare più attentamente la proposta e costituire un Comitato di studi. Anche questo può esser necessario. In fin dei conti, signor Presidente, abbiamo ricevuto questa raccomandazione e quest'ordine del giorno soltanto pochi giorni fa. Io, ad esempio, non sono in condizioni di esprimere nessun parere preciso sull'argomento, fino a quando il Consiglio del mio Comitato Olimpico Nazionale non l'abbia esaminato. Personalmente, lo confesso, non sono molto convinto che costituire un'Associazione dei Comitati Olimpici Nazionali sia un'iniziativa attuabile, desiderabile, o perfino saggia: ma è un principio di grande importanza, e deve essere approfondito.

Comunque, signor Presidente, molti Comitati Olimpici Nazionali — senza dubbio, quello del mio paese — considerano un gran privilegio il diritto di aver rapporti e di trattare direttamente con il Comitato Olimpico Internazionale.

Grazie.

Gaudencio Luis Da Silva Costa

Membro del Comitato Olimpico Portoghese

Signor Presidente: in occasione di un mio precedente intervento, ho già ringraziato voi ed il CONI per tutte le fatiche affrontate: ma dopo queste due o tre sedute, mi rendo conto ancor meglio dell'impegno e del valore di quanto avete fatto. Vogliate accettare i ringraziamenti della delegazione olimpica portoghese per l'eccellente lavoro.

Per quanto riguarda la vostra proposta, noi in linea di massima l'accettiamo, perché siamo sicuri, come è espressamente detto nell'articolo primo, di creare un'Associazione che avrà lo scopo di creare più stretti legami fra i Comitati Nazionali Olimpici, e ciò senza sminuire in alcun modo l'autorità del C.I.O. Ma poiché ho potuto constatare, dagli applausi, che la proposta del delegato svizzero ha raccolto la maggioranza dei voti, mi associo anche a questa proposta: sono perfettamente d'accordo, cioè, e mi congratulo, per la vostra nomina a Presidente del Comitato di studi, e sono lieto che questo studio sia fatto da voi e dai vostri collaboratori, in maniera che alla prossima riunione, nella città dove si riunirà il C.I.O., noi abbiamo tutti la possibilità di esaminare attentamente il lavoro che avrete realizzato nell'affrontare più a fondo tutti i dettagli dello statuto.

Grazie.

Aurel Duma

Presidente del Comitato Olimpico Rumeno

Signor Presidente, signore, signori: a nome del Comitato Olimpico Rumeno, vorrei esprimere il nostro parere sul ruolo e sull'importanza dei compiti assolti dai Comitati Nazionali Olimpici nel movimento olimpico, e approfitto di questa occasione per congratularmi con il Presidente Onesti e con il CONI per l'iniziativa di creare un'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici. Ciò rappresenta un passo avanti, per il movimento olimpico mondiale.

In verità i Comitati Nazionali Olimpici, per l'apporto che offrono nell'organizzazione delle Olimpiadi, hanno una funzione vitale, indispensabile: la loro attività è interamente rivolta alla [illegible]

allo sviluppo del movimento olimpico, all'espansione della cultura fisica e dello sport dilettantistico in sempre più larghi strati delle popolazioni; ampliando gli orizzonti e stringendo legami negli ambienti sportivi di tutti i paesi, svolgono un lavoro prezioso al servizio della pace universale.

Grazie allo sviluppo dello sport nel mondo intero, ed agli sforzi dei Comitati Nazionali Olimpici, alle Olimpiadi di Tokyo hanno preso parte atleti di 94 paesi: mentre, come è noto, solo cinque edizioni prima, i Giochi Olimpici avevano riunito atleti di 56 o di 59 nazioni.

Solo i Comitati Nazionali Olimpici hanno la competenza di iscrivere atleti ai Giochi Olimpici. Il loro scopo è di dare sviluppo al movimento olimpico e allo sport dilettantistico, come pure di far rispettare i regolamenti del C.I.O. Parimenti, i Comitati Nazionali Olimpici organizzano e controllano le rappresentanze del loro paesi ai Giochi Olimpici, e si occupano dell'equipaggiamento, del trasporto e del soggiorno delle delegazioni che partecipano alle Olimpiadi.

Senza voler svalutare in alcun modo il ruolo di coordinamento e le iniziative del C.I.O. nell'organizzazione dei Giochi Olimpici, si può dire veramente che le maggiori difficoltà e responsabilità, nella loro realizzazione, ricadono sui Comitati Nazionali Olimpici.

Attualmente, tuttavia, i Comitati Olimpici, senza i quali le Olimpiadi non potrebbero aver luogo, hanno un ruolo veramente secondario nella direzione del movimento olimpico. Non soltanto sono privi del diritto di voto, ma non vengono neppure consultati per l'elaborazione del programma olimpico, per l'ubicazione della città dove avranno luogo i Giochi, e allorché vengono apportate le modifiche ai regolamenti del C.I.O. Non sono consultati nella ripartizione dei fondi realizzati nei Giochi Olimpici, né quando vengono stabilite delle regole relative agli atleti che partecipano ai Giochi Olimpici: dilettantismo, durata degli allenamenti collegiali, ecc...

Questa situazione rappresenta un freno notevole allo sviluppo del movimento olimpico, e un'aperta contravvenzione alle norme democratiche, che nella società contemporanea vengono promosse sempre più largamente come un bisogno oggettivo.

È impossibile non notare che, anche rispetto alle Federazioni Internazionali, per disciplina sportiva, i Comitati Nazionali Olimpici hanno nel movimento olimpico e sportivo internazionale un ruolo ridotto. Sappiamo tutti che al Congresso di una Federazione Internazionale le Federazioni Nazionali hanno il diritto illimitato di esprimere la loro opinione e di decidere con il voto la politica e l'attività della Federazione Internazionale, nonché i problemi di ogni singolo sport.

Credo che siate tutti d'accordo, cari colleghi, per quanto riguarda i regolamenti e le relazioni fra il C.I.O. e i Comitati Nazionali Olimpici, che quelli stabiliti qualche decina di anni fa non corrispondono più alla situazione attuale, con l'odierno sviluppo sportivo e con 118 paesi interessati ai Giochi Olimpici.

Una delle condizioni essenziali per il miglioramento dei Giochi e per il rispetto dei principi del movimento olimpico, ormai è evidente, è il mutamento ed il perfezionamento radicale delle basi di collaborazione fra il C.I.O. e i Comitati Nazionali Olimpici. Ecco perché siamo d'accordo sulla costituzione di un'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici, che si proponga di lottare per rafforzare il ruolo dei Comitati Nazionali Olimpici nel movimento olimpico mondiale. Siamo anche d'accordo sulla formazione di un Comitato di coordinamento dell'Associazione, che assuma i compiti e le attribuzioni suddette sotto la guida del collega signor Giulio Onesti. Ma vogliamo anche proporvi che, in una prossima riunione, si adotti una risoluzione secondo la quale venga raccomandato al C.I.O. di iscrivere nell'agenda della sua prima sessione, la modifica della Carta, nel senso di riconoscere il ruolo importante dei Comitati Nazionali Olimpici nei riguardi del movimento olimpico, e di cambiare i rapporti attuali fra l'Ufficio e i Comitati Nazionali Olimpici, rapporti che, a nostro avviso, non concordano con i principi che devono essere rispettati oggi nelle relazioni internazionali.

È innegabile che, se il C.I.O. ascoltasse i Comitati Nazionali Olimpici quando si tratta di risolvere problemi che riguardano il movimento olimpico, il fatto si risolverebbe in un vantaggio per il movimento olimpico stesso.

Ciò può essere ottenuto, prima di tutto, con il comune accordo fra il C.I.O. ed i Comitati Nazionali Olimpici per la scelta della città organizzatrice dei Giochi. Inoltre, per risolvere i problemi più importanti, sarebbe giusto che il C.I.O. costituisse una Commissione nella quale dovrebbero figurare sia dei membri del C.I.O. sia dei responsabili dei Comitati Nazionali Olimpici. I compiti di questa Commissione sarebbero di studiare i rispettivi problemi, di raccogliere le opinioni e di elaborare i vari punti di vista da sottoporre al C.I.O. ed ai Comitati Nazionali Olimpici.

Tenuto conto delle numerose proposte fatte in questa sede a proposito dello statuto dell'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici, e dei problemi che si frappongono alla realizzazione del nuovo organismo, ci associamo alle proposte fatte qui da altri colleghi, e proponiamo noi pure una commissione formata da cinque a sette rappresentanti dei Comitati Nazionali Olimpici di vari paesi. Questa commissione, tenendo presenti le discussioni che sono state fatte nella riunione odierna, ristudierà il progetto di statuto dell'Associazione e ne renderà nota la formula a tutti i Comitati Nazionali Olimpici, onde consentir loro di farne un attentissimo esame; raccoglierà quindi i loro suggerimenti, che saranno successivamente sottoposti all'approvazione: e, così perfezionato, lo statuto verrà discusso alla prossima riunione.

In tal modo, con il contributo di tutti i Comitati Nazionali Olimpici, riusciremo a porre delle basi veramente solide, sulle quali lavorare alla prossima riunione dei Comitati Nazionali Olimpici.

Spero che le nostre proposte siano interpretate come l'espressione del nostro sincero desiderio di contribuire al rafforzamento del movimento olimpico.

Grazie.

Juan Antonio Samaranch

Vice Presidente del Comitato Olimpico Spagnolo

Signor Presidente, signori: farò il possibile perché il parere del Comitato Olimpico Spagnolo sia espresso nella maniera più breve possibile. In linea di principio siamo d'accordo con l'idea della creazione di questa Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici. Da essa può derivare un gran bene per lo sport; specie se queste riunioni si svolgeranno periodicamente, potranno essere di grande aiuto per la risoluzione dei nostri problemi.

PRESIDENTE: Signori, è forse il caso di concederci un momento di sosta. Se non vi dispiace, sospendiamo per un quarto d'ora la seduta per prendere un caffè tutti insieme.

(*Sospensione di 15 minuti*)

PRESIDENTE: Signori Presidenti, rinnovo le mie scuse per il ritardo con il quale riprendiamo questi lavori. Comunque, vi possiamo assicurare di non avere oziato, e ritengo che il lavoro di coordinamento che abbiamo fatto parlando con molti di voi faciliterà i lavori del congresso sull'ultimo punto, mi auguro con piena soddisfazione di tutti.

Quarto argomento: Giochi Regionali (*segue*)

Prima di passare nuovamente la parola al signor Samaranch, rappresentante del Comitato Olimpico Spagnolo, ora che avete fra le mani il testo della delibera per i Giochi Regionali, passo a leggerla nuovamente.

« I Comitati Nazionali Olimpici riuniti a convegno a Roma, esaminata la breve storia dei Giochi Regionali, territoriali o locali o di raggruppamento, convengono che essi costituiscono una fondamentale molla del diritto, dell'ideale e della pratica olimpica, e quindi meritano ogni più grande assistenza

da parte del Comitato Internazionale Olimpico, dei Comitati Olimpici Nazionali e delle Federazioni Sportive Internazionali. Fanno voti, perché la loro regolamentazione sia ancora più profondamente studiata dal Comitato Internazionale Olimpico e dalle Federazioni Sportive Internazionali ad essi interessate. Propongono al Comitato Internazionale Olimpico i seguenti indirizzi di massima:

1. Ai Giochi che includono la denominazione di una regione geograficamente definita, debbono essere invitati tutti i Comitati Olimpici della regione, purché essi siano nel pieno rispetto delle regole olimpiche. Solo in tal caso il Comitato Internazionale Olimpico e le Federazioni Sportive Internazionali dovrebbero concedere il loro patrocinio e riconoscimento.

2. Ai Giochi che non hanno carattere di raggruppamento territoriale, e quindi non ne hanno la denominazione, è possibile il libero invito a scelta degli organizzatori, secondo i limiti e le norme delle Federazioni Sportive Internazionali.

Sesto argomento: Sviluppo comune dei C.N.O. (*segue*)

E di conseguenza, invitano le Federazioni Sportive Internazionali a facilitare nel miglior modo possibile questi Giochi di propaganda sportiva al solo scopo di aiutare la realizzazione di incontri bilaterali o multilaterali, soprattutto nei paesi in cui le organizzazioni sportive hanno bisogno di aiuto, di consigli e della massima comprensione.

Condizione fondamentale è che questi incontri abbiano come scopo primo ed ultimo lo sviluppo dell'ideale olimpico ».

Credo che sia stato interpretato il desiderio di tutti: possiamo quindi riprendere la discussione sull'ultimo comma dell'ordine del giorno.

Signori Presidenti, molto gentilmente mi avete nominato Presidente dell'Assemblea. Non sono così privo di autocritica da non essermi reso conto di avere avuto una conduzione che non mi è abituale: sono stato talvolta un po' duro, ed in qualche caso ho forzato i tempi per arrivare a rapide conclusioni. Sono veramente addolorato di questo. Ma non perdiamo di vista lo scopo fondamentale: tutto il mondo sportivo ci guarda, e forse non solamente quello sportivo, e noi abbiamo il dovere di uscire con delle conclusioni. A questo proposito, prima di riprendere la discussione sul testo dell'ultimo comma dell'ordine del giorno, vi ringrazio profondamente della vostra collaborazione, degli acuti interventi, e della benevola tolleranza che avete dimostrato nei miei confronti.

La parola è al rappresentante della Spagna, signor Samaranch, al quale rinnovo le scuse a nome della signorina incaricata della traduzione, per avere interrotto le sue parole. Prego, signor Samaranch.

Juan Antonio Samaranch

Vice Presidente del Comitato Olimpico Spagnolo

Signor Presidente, signori delegati: molto brevemente vi esporrò l'opinione del Comitato Olimpico Spagnolo. Questa opinione è favorevole in linea di principio alla formazione di una Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici. Se essa sarà bene orientata, crediamo che possa portare un gran bene allo sport in generale, e in particolare all'olimpismo. Dovrebbe anche facilitare in misura considerevole il lavoro delle riunioni che i Comitati Nazionali Olimpici hanno in comune con la Commissione Esecutiva del C.I.O., e per la prossima primavera potremo presentarci a queste assemblee con unità di criteri, senza perder tempo in discussioni fra di noi.

Tuttavia, dalle interpretazioni che sono state date da alcuni colleghi mi par di dedurre che a questa Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici si voglia dare una portata che non era prevista nella proposta che ci inviò a suo tempo il CONI. Voglio pertanto richiamare l'attenzione di questa spettabile assemblea, che riunisce 72 Comitati Nazionali Olimpici, su quanto esposto stamattina dal collega filippino. Con 118 Comitati Nazionali Olimpici affiliati e riconosciuti dal C.I.O., questo è, a nostro modo di vedere, un momento storico per lo sport mondiale, e dobbiamo approfittarne nel modo migliore.

Il Comitato Olimpico Spagnolo non desidera che da questa riunione nasca un'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici da contrapporre al C.I.O. Il nostro deve essere un lavoro di unione. Dobbiamo costruire un'organizzazione parallela e in collaborazione con il C.I.O., per lavorare a favore dell'idea olimpica e dello sport. Sarebbe ingiusto non ricordare, in questo momento, il successo universale dei Giochi Olimpici, che rappresentano la maggior propaganda per la diffusione dello sport: e questo successo nasce dal lavoro del C.I.O. in collaborazione con i Comitati Nazionali Olimpici.

Dobbiamo seguire questo cammino, e non deviare da esso. È per questo che il Comitato Olimpico Spagnolo avanza la seguente proposta, che coincide con quelle di alcuni Comitati Nazionali Olimpici che mi hanno preceduto nel prendere la parola:

1) approvare in linea di massima l'idea della costituzione di una Associazione di Comitati Nazionali Olimpici;

2) rinviare ad una prossima riunione l'approvazione definitiva del suo statuto;

3) incaricare una Commissione di studio, presieduta dall'eminente Presidente Giulio Onesti, della redazione dei lavori definitivi che saranno sottoposti alla prossima assemblea.

Il Comitato Olimpico Spagnolo ritiene che questa sarebbe la cosa più sensata, perché il nostro principale dovere è di raggiungere l'unione di quanti lavorano per un medesimo ideale: lo sport e l'olimpismo.

Raoul Mollet

Presidente del Comitato Olimpico Belga

Signor Presidente, signori: crediamo di dover condividere, fra i tanti punti di vista, una sola tendenza, quella sintetizzata dalla Polonia, che ha chiaramente dimostrato le ragioni di una certa impazienza dei Comitati Nazionali Olimpici, ed il loro desiderio di avere un ruolo nel movimento olimpico. I dissensi sono stati esposti molto bene dalla Svezia e dalla Svizzera, che, pur dicendosi favorevoli, a quel che pare, al principio della nostra azione, consigliano una ragionevole prudenza e uno studio approfondito.

Io vorrei tentare un ragionamento che conduca ad una proposta concreta. Innanzi tutto, riconosciamo pienamente l'autorità e l'opera del C.I.O. Il successo dei Giochi e del movimento olimpico costituisce un notevole credito. Il sistema di reclutamento dei suoi membri può a volte meravigliare: ma è in pari tempo una garanzia contro le pressioni esterne, le possibili coalizioni, gli interventi di qualsiasi genere. Deve pertanto essere mantenuto.

Secondo: lo sport moderno ha assunto dimensioni straordinarie: è diventato un fatto sociale, una scienza, una politica del tempo libero. Ha bisogno di studi costanti che si trasformino, in seno al nostro movimento, in impulsi vigorosi. Questi impulsi devono venire dal C.I.O., naturalmente, ma anche dai Comitati Nazionali Olimpici.

Dobbiamo chiederci: chi può farlo meglio? La nostra risposta deve essere: il C.I.O. ed i Comitati Nazionali Olimpici. Ma per agire, per essere di aiuto efficace, noi Comitati Nazionali Olimpici abbiamo bisogno di una struttura.

Il CONI ce ne ha proposto una: teniamone presente soprattutto il principio; diciamo di sì a questo principio. Noi siamo qui in qualità di membri costituenti, e il « sì », che diremo in questa riunione, al principio della nostra Associazione al servizio del C.I.O. testimonierà a Madrid la raggiunta consapevolezza dell'importanza dei Comitati Nazionali Olimpici.

Indice

Per il resto, adottiamo l'eccellente proposta del Presidente del Comitato Olimpico Svizzero: è perfetta. Questa nostra consapevolezza sia l'inizio di una nuova tappa. Noi dobbiamo andare a Madrid con un « sì » di principio.

Invito il signor Presidente a chiedere a questa Assemblea, per alzata di mano, la sua opinione su due proposte:

1) il « sì » di principio;

2) la procedura proposta in precedenza dal signor Presidente del Comitato Olimpico Svizzero.

Grazie.

Hugh Weir

Vice Presidente del Comitato Olimpico Australiano

Signor Presidente, signore e signori: come è avvenuto per molti altri delegati ascoltati oggi, anche a noi questo importantissimo argomento dell'ordine del giorno non è stato comunicato prima del nostro arrivo a Roma. Mi trovo esattamente nella stessa condizione degli altri. Non ho quindi avuto la possibilità di discutere il problema con il mio Comitato Olimpico Nazionale, e di conseguenza sono nell'impossibilità di riferire il suo punto di vista.

Con una osservazione successiva è stato chiesto agli oratori di limitare il loro intervento a favore o contro la proposta. Non avendo avuto la possibilità di parlarne al mio Comitato, sull'argomento non posso che dare la mia opinione personale, che credo coinciderà con le vostre e con quella del mio Comitato: mi oppongo assolutamente alla proposta, almeno al livello a cui è stata avanzata. Comunque concordo con alcuni oratori, quelli della Svezia, della Svizzera e di altri paesi, nel consigliare il rinvio della questione per uno studio più approfondito.

Penso che questa possa essere la decisione più saggia da prendere: poiché ci troviamo di fronte ad un problema di vasta portata. Sarebbe bene accertarsi della reale necessità di una simile organizzazione e della sua composizione. Consiglio di non insistere, per il momento, sulla proposta.

Desidero ricordarvi che, per quasi settant'anni, il movimento olimpico e i Giochi Olimpici hanno avuto una vita tranquilla, armoniosa e fruttuosa. Dalla forma semplicissima dei primi Giochi Olimpici di Atene nel 1896 fino ai magnifici Giochi di Roma nel 1960 e a quelli sontuosi di Tokyo nel 1964, c'è stato un enorme successo nello sviluppo del movimento olimpico, successo dimostrato da tutti coloro che hanno organizzato Giochi e gare. Mi chiedo che cosa ci possa essere di sbagliato. Che cosa c'è di sbagliato, nel movimento, così come è costituito oggi?

Mi sembra piuttosto diffuso il desiderio di avere più voce nella direzione del movimento olimpico. Non so, forse così vogliono i principi democratici; non dimenticate però che in questa aula è presente un certo numero di delegati di vari paesi, ma molti altri non sono rappresentati.

Perciò, riunire i delegati di 117 Comitati Olimpici Nazionali significherà convocare un'Assemblea molto più numerosa di quella di oggi: e vorrei allora far presente che un così folto gruppo, composto da tanti elementi, può creare altre difficoltà nel prendere decisioni.

Quando, pochi istanti fa, ho detto che dubitavo della necessità del nuovo organismo, desideravo indicarvi i pericoli ad esso connessi. Possono esservi tuttavia degli ottimi motivi per la composizione di una Associazione dei Comitati Olimpici, e ritengo che si debba studiare ed analizzare attentamente questi motivi, per rendersi conto se sono buoni oppure no. Il pericolo contenuto nella vostra idea consiste in questo: che fonderete una organizzazione di Comitati Olimpici Nazionali come un ente competente che si suppone esprima un'unica volontà: ma oso affermare che potrebbero esservi opinioni molto disparate.

D'altra parte, potremmo trovarci di fronte ad un'altra organizzazione simile a questa, formata dall'associazione delle Federazioni Sportive Internazionali. Inoltre, esiste sempre il C.I.O. Considero,

ora, la possibilità che i tre enti abbiano opinioni interamente diverse. Sarà loro difficile arrivare ad un accordo. Che cosa accadrà? Si scatenerà una battaglia fra le tre organizzazioni, e se voi, signori, non farete attenzione, verificandosi questa situazione, potrebbe essere ridotto in pezzi il magnifico movimento olimpico, iniziato, come ho detto, negli anni ottanta, e giunto fino ad oggi, come si è visto, in pieno splendore.

Potreste giungere a tanto, se non state attenti. Sto soltanto immaginando che cosa possa succedere, ma potrebbe accadere realmente. Penso che fareste meglio a considerare una simile eventualità.

Perciò, signor Presidente, signore e signori, la cosa migliore che io possa fare, per il momento, è di oppormi alla proposta: ma, nello stesso tempo, la ritengo meritevole di attento esame, e appoggio l'oratore che ha sostenuto la tesi di rinviarla ad altra occasione.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Se vi sono altri che desiderano esprimere il loro punto di vista, prima che noi stessi facciamo un'ulteriore proposta, li prego di iscriversi a parlare. Si sono iscritti, nell'ordine, la Corea ed il Giappone; per cortesia, date agli uscieri i nominativi di coloro che vogliono ancora iscriversi.

Dò la parola al rappresentante del Comitato Olimpico della Corea. Prego.

Sang Beck Lee

Presidente del Comitato Olimpico Coreano

Signor Presidente, delegati: vorrei consigliare la massima attenzione e cautela nel considerare il problema in questione. Ho anche una proposta collegata al finanziamento dei viaggi dei delegati alle riunioni di questa Associazione.

A nostro avviso, una tale organizzazione potrà avere molti fini, potrà affrontare e risolvere molti problemi, particolarmente sentiti dalle nazioni ancora in fase di sviluppo.

È comunque evidente che la funzione principale dei Comitati Olimpici Nazionali sia di collaborare con il I.O.C. nel formulare i programmi relativi ai Giochi Olimpici; in pari tempo, può essere utile e interessante che i Comitati Olimpici Nazionali si riuniscano di quando in quando per discutere fra noi i nostri problemi.

Questo dovrà essere fatto in stretta collaborazione con il C.I.O.: tale collaborazione è auspicabile e necessaria, ma non bisognerà esercitare alcuna pressione sul C.I.O.

Grazie.

Tsuneyoshi Takeda

Presidente del Comitato Olimpico Giapponese

Prima di fare le mie osservazioni sulla proposta di composizione di una Associazione di Comitati Olimpici, desidero cogliere l'occasione per ringraziare gli amici italiani, il Presidente Onesti, il Segretario Generale del CONI, per l'organizzazione di questo storico e importante convegno di Roma.

Sappiamo — per l'esperienza fatta durante i Giochi di Tokyo dell'anno scorso — che hanno dovuto svolgere una gran mole di lavoro per organizzare questo indimenticabile incontro.

Veniamo ora alla proposta di creare l'Associazione dei Comitati Olimpici Nazionali. Basandoci sul nostro saldo legame col movimento olimpico, e sull'esperienza acquisita con l'organizzazione dei Giochi Olimpici di Tokyo dell'anno scorso, dobbiamo condividere in pieno le opinioni [illegible] espresse da molti nostri amici, che sottolineano il continuo progresso della diffusione del [illegible]

olimpico nel mondo, progresso che sarebbe ancor più sensibile se si instaurasse una stretta collaborazione tra i Comitati Olimpici Nazionali, il C.I.O. e le Federazioni Sportive Internazionali.

Riconosciamo anche l'importanza di creare un'organizzazione dei Comitati Nazionali, con il compito di risolvere i problemi che il movimento olimpico ha da affrontare. Ma pensiamo che non si debba aver fretta, nel dar vita ad una organizzazione così importante. Una volta istituita una simile organizzazione, dobbiamo metterla in condizione di funzionare come un organismo regolare: e questo richiederà molto tempo, molte energie, e qualche volta anche dei sacrifici.

Penso che sia necessario studiare questo problema molto attentamente, prima. Desideriamo appoggiare la mozione del nostro amico svizzero, e proporre la creazione, nel più breve tempo possibile, di un Comitato di studi.

Grazie.

PRESIDENTE: Grazie a lei, signor Presidente. La parola è al Presidente del Comitato Olimpico dell'U.R.S.S.

Igor Kasanskii

Vice Presidente del Comitato Olimpico dell'U.R.S.S.

Signor Presidente, signori: stiamo discutendo una questione di grandissima importanza. Si tratta della possibilità d'incontri più frequenti fra i Comitati Nazionali Olimpici, di scambi d'informazioni e di esperienze derivanti dal rispettivo lavoro, per contribuire ad un maggiore sviluppo del movimento olimpico in tutto il mondo.

Per quanto riguarda la presente riunione, io penso che la vostra e la nostra opinione sia unanime: è organizzata in maniera eccellente, e darà ottimi risultati.

Abbiamo discusso insieme alcuni problemi:

1. Indipendenza dei Comitati Olimpici.
2. Interferenza politica nello sport.
3. Dilettantismo.
4. Giochi Regionali e Olimpici.
5. Numero degli accompagnatori delle squadre olimpiche,

e per tutti abbiamo trovato opinioni concordi. Noi verremo con voi a Madrid, ed insieme potremo sottoporre questi problemi al C.I.O. Questa è la nostra opinione. Chiediamo ora che vengano ascoltate le nostre proposte, e che siano studiate ed accolte, perchè hanno lo scopo di rafforzare sempre di più i rapporti fra il C.I.O. ed i Comitati Olimpici Nazionali che sono la base del movimento olimpico in tutto il mondo.

Noi abbiamo ora in corso un'ampia discussione sulla costituzione o meno di un'Associazione fra i Comitati Nazionali Olimpici, sull'esempio delle Federazioni Sportive Internazionali che hanno già creato una loro Associazione presieduta dal col. Russell. Esse discutono e decidono felicemente questioni riguardanti il lato tecnico-sportivo dell'organizzazione di varie manifestazioni internazionali, e soprattutto dei Giochi Olimpici. Penso quindi che, per analogia, sia del tutto logico che anche fra noi venga creata un'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici, che potrebbe sistematicamente, una volta all'anno, indire una riunione per discutere tutti i problemi più ardui che continuamente si presentano.

Noi pensiamo, e crediamo che tutti siano di questo avviso, che in nessun modo la creazione di questa Associazione possa mirare ad un distacco dal C.I.O. Si tratta, al contrario, di rafforzare i nostri legami con il C.I.O.

Nel passato noi ci riunivamo spesso senza neppure conoscere l'ordine del giorno, e senza avere,

per mancanza di tempo, la possibilità di formulare le proposte e di esporre le varie opinioni: e, dopo due o tre ore, la riunione si scioglieva. Ora una cosa simile non si verificherà più.

Abbiamo delle risoluzioni, dei documenti che i membri del C.I.O. possono studiare, ponderare ed approvare. Pertanto l'opinione del Comitato Olimpico dell'U.R.S.S. è che in linea di massima dobbiamo appoggiare la proposta dei nostri amici italiani per la creazione di un'Associazione. Se in questo momento non siamo ancora pronti ad approvare lo statuto, non abbiamo però nulla in contrario per la creazione immediata di un Comitato, con a capo il Presidente Onesti, il quale, tenendo conto dello scambio di opinioni avvenuto durante l'attuale conferenza, potrebbe elaborare una proposta ancora più dettagliata affinchè questo organismo possa agire proficuamente.

Grazie per la vostra attenzione.

Riepilogo del sig. Armand Massard su tutti gli argomenti

Armand Massard

Presidente del Comitato Olimpico Francese

Signor Presidente, signori delegati: ho già detto ieri con brevi parole che il Comitato Olimpico Francese vuole associarsi al coro di elogi illimitati che sono stati tributati qui al Presidente del Comitato Olimpico Italiano signor Giulio Onesti, e al signor Garroni.

Sono rimasto colpito, ieri, da tutta una serie di discorsi molto pertinenti, forse un po' troppo eloquenti. Anche gli ultimi discorsi dei nostri colleghi presidenti del Comitato Svizzero, Belga, Rumeno, e della Polonia, mi hanno colpito, ed anche alcune altre cose: e cioè che si tiri un po' troppo in ballo l'influenza delle Federazioni Internazionali e dei Comitati Nazionali Olimpici.

Per il Comitato Internazionale Olimpico — ed ho già preso la parola per pronunciarmi contro questa parità che non esiste — i Comitati Nazionali Olimpici sono i figli legittimi del C.I.O., e le Federazioni Sportive Internazionali sono i figli adulterini che sono venuti a farsi riconoscere e si sono messi d'accordo solo su un punto: chiedere dei soldi, che hanno ottenuto, peraltro a detrimento dei Comitati Nazionali Olimpici.

Mi sono già battuto su questo punto. E grande appoggio darà anche questo fortissimo gruppo che il Presidente Onesti è riuscito a formare, e che solo a Roma poteva essere realizzato. Bene: queste condizioni saranno di sicuro aiuto per modificare il destino del nostro vecchio C.I.O., che ha bisogno di essere sostenuto, e di essere informato delle decisioni concordate e raggiunte recentemente.

Molti paesi, peraltro, sono poco al corrente di quanto avviene nel C.I.O. Ed è colpa nostra — parlo del C.I.O. — che non ha saputo dar rilievo al fatto che molte delle questioni che si sono discusse qui a Roma sono state già prese in considerazione dal Comitato Internazionale Olimpico e sono sulla via di trovare una soluzione, oserei dire anche rapida.

Adesso le riesaminerò sommariamente. L'indipendenza dei Comitati Nazionali Olimpici, per la quale ci stiamo battendo, grazie anche all'intervento unanime che è scaturito da questa riunione, sicuramente sarà in primo piano, e questa volta i Comitati Nazionali Olimpici che sono in via di sviluppo o che sono minacciati di essere soffocati, saranno senza alcun dubbio posti al sicuro. Questo è molto importante, e voglio sottolinearlo.

Seconda questione: il finanziamento dei Comitati Nazionali Olimpici. Essa va di pari passo con l'altra. Infatti, ci rivolgeremo al C.I.O. facendogli notare di aver dato dei contributi in denaro alle Federazioni Sportive Internazionali (l'ultima riunione della Commissione Esecutiva con le Federazioni Internazionali ha messo in rilievo, tuttavia, che questi contributi non erano sufficienti: le Federazioni hanno manifestato ulteriori esigenze), e che in questo momento le Federazioni Internazionali non hanno bisogni impellenti, mentre i Comitati Nazionali Olimpici, che realizzano le Olimpiadi, hanno delle enormi necessità, specie i nuovi Comitati in via di formazione. Anche su questo punto

pienamente d'accordo, e sono disposto anzi a rafforzare la vostra tesi, sostenendo l'assoluta necessità di finanziare i Comitati Olimpici in via di sviluppo, per i quali il mio collega francese presso il C.I.O., il conte di Beaumont, si è prodigato in un'azione di continuo sostegno.

Per quanto riguarda l'orientamento sullo sport dilettantistico, non ho aperto bocca, perché già da troppo tempo se ne parla, da secoli, da Olimpiade ad Olimpiade. Noi ci eravamo limitati a chiedere di non essere così ligi come pretenderebbe il C.I.O., poiché occorre seguire l'evoluzione dei tempi, e gli atleti che hanno un mestiere — non possiamo parlare di una professione per l'avvenire, perché non si sa mai se una professione sia quella giusta per l'avvenire — la gente che ha un mestiere, dicevo, deve essere sostenuta ed aiutata per fare dello sport. Dal momento che conservano il loro mestiere, vuol dire che nella vita sono qualcosa di diverso dagli sportivi professionisti. Questo equivale ad ampliare in grande misura il problema, e voi lo avete capito, e siete d'accordo nel ritenere che il fatto sarà di grande aiuto per la definitiva risoluzione.

Circa i Giochi regionali, temo che dovremmo discuterne a lungo, uscendo forse fuori tema, perché è una questione che è già allo studio. A proposito di Giochi regionali: di fronte al gigantismo delle Olimpiadi, essi stanno assumendo il significato di Giochi continentali, e rappresentano una specie di eliminatoria per i Giochi olimpici. In questo caso, essi vengono ad assumere un carattere interamente diverso, un significato assai lontano da quello originale: la discussione che è nata su questo argomento mi sembra un poco prematura, perché credo infatti che il gigantismo olimpico ci costringerà a ridurre il numero degli atleti, o quello delle Federazioni, o quello degli sport. Il giorno che si arriverà a questo, si potrebbe attribuire ufficialmente ai Giochi continentali la funzione di eliminatorie olimpiche.

Per quanto riguarda gli accompagnatori ufficiali, tempo fa fui relatore, insieme al collega svedese Bori Klun, di una mozione adottata all'unanimità dal C.I.O. ed in seguito revocata in occasione del Congresso di Mosca. Siamo stati costretti, perciò, a ridurre il numero degli accompagnatori ufficiali, dei medici, degli allenatori.

Vi chiediamo, ad esempio: una squadra formata da meno di trenta atleti, quanti medici dovrebbe avere? Perché i medici hanno un ruolo molto importante nei Giochi olimpici, col livello attuale dello sport e con lo sviluppo che esso ha avuto. Noi chiedevamo un medico in più per ogni trenta concorrenti. E chiedevamo un infermiere in più per ogni venti atleti. Siamo, cioè, molto oltre le richieste avanzate qui.

Sesto argomento: Sviluppo comune dei C.N.O. (*segue*)

Vi dico ciò solo per farvi notare che questi problemi non ci sono sfuggiti, e che il Comitato Internazionale dovrà tenere naturalmente conto di questa assemblea che ha riunito tanti Comitati Olimpici Nazionali, i quali finora non avevano avuto occasione di manifestare al C.I.O., con tanta compattezza, le proprie aspirazioni. Forse ora, di fronte al Comitato Internazionale Olimpico, essi avranno molta più importanza, e saranno ascoltati con maggiore interesse.

Mi rallegro, di conseguenza, con il Presidente Onesti, aiutato dal signor Garroni, che ha già lavorato con il suo Presidente per i Giochi di Roma: mi rallegro, perché è stata fatta, qui, un'opera considerevole, e vorrei dire che si è palesata una forza nascente, per usare un termine alla moda. Ma che sia una forza nascente per sostenere ed aiutare il Comitato Internazionale, e non per scuoterlo e per farlo crollare, come si potrebbe temere.

Grazie, signor Presidente.

PRESIDENTE: Si sono iscritti per parlare, fino a questo momento, i rappresentanti del Canada, dell'Iran, del Venezuela, della Mongolia, della Nigeria, del Marocco, del Portogallo, dei Paesi Bassi, dell'Irlanda, del Congo-Brazzaville, della Giamaica e degli Stati Uniti.

Signori, vorrei sottoporre alla vostra attenzione una proposta. Molti di voi hanno manifestato l'intenzione, se possibile, di terminare i lavori in mattinata. Se non vi dispiace, potremmo continuare i lavori. Siete favorevoli alla continuazione? Allora vorrei fare un'altra proposta, signori. Stiamo ancora discutendo sui progetti che sono stati avanzati, ed io ho qui da proporre una nuova progettazione: non è, tuttavia, per togliere la parola agli altri oratori, ma per sottoporvi nuovi concetti.

Signori: con un lavoro fattivo abbiamo raggiunto, su punti estremamente difficili, accordi all'unanimità. Aver raggiunto accordi fra rappresentanti di 70 nazioni, di cinque continenti, su argomenti che erano stati tante volte affrontati e mai risolti, rappresenta un enorme successo. Vediamo se possiamo raggiungere lo stesso accordo anche sull'ultimo punto dell'ordine del giorno. Sono qui a proporvi una nuova soluzione. Ora ve la leggo.

« Premesso che l'orientamento dell'assemblea è favorevole alla realizzazione di un organismo associativo fra i Comitati Olimpici Nazionali per una leale e fattiva collaborazione con il Comitato Internazionale Olimpico, secondo le sue regole, viene stabilito di nominare un Comitato di coordinamento e di studi per la formulazione delle norme organizzative di tale Associazione. Le norme stesse saranno sottoposte all'esame di tutti i Comitati Olimpici Nazionali e verranno discusse ed approvate alla prossima assemblea ».

La parola è al rappresentante del Comitato Olimpico del Canada.

H. W. Hoppener

Segretario Generale del Comitato Olimpico Canadese

Signor Presidente: dopo che tanti oratori le hanno manifestato la loro gratitudine per il lavoro da lei svolto, anch'io desidero ringraziare il Comitato Olimpico Italiano per l'organizzazione della conferenza e per la sua ospitalità; ma, forse, più significativo dell'ospitalità da noi goduta — tradizionale in questo paese — è il fatto che avete fornito il primo programma per libere discussioni e scambi di opinioni a noi, Comitati Olimpici Nazionali del mondo.

Con il rappresentante dell'U.R.S.S. riconosco che questa conferenza ci ha dato, per la prima volta, la possibilità di esaminare molti dei problemi discussi oggi. Conveniamo che tra i Comitati Olimpici Nazionali e il C.I.O. sono necessarie stretta collaborazione, comprensione e unità d'intenti.

Siamo anche d'accordo sulla necessità che il C.I.O. estenda la rappresentanza a molti paesi importanti che non sono attualmente presenti nel suo ambito. A mio parere, il progetto di un'associazione dei Comitati Nazionali Olimpici è strettamente legato allo sviluppo del movimento olimpico ed alla sua storia. Questa è la ragione per cui riteniamo che si debba studiare molto attentamente la raccomandazione, sia nei suoi principi, sia considerando un suo eventuale sviluppo futuro.

Molti oratori hanno chiamato in causa gli ideali del movimento olimpico. Non dimentichiamo, signore e signori, che siamo degli sportivi, non dei politici. Nostro compito è di promuovere il dilettantismo in tutti i paesi del mondo, e d'incontrarci in occasione dei Giochi Olimpici. Inoltre, concordo con l'obiezione avanzata su questa mozione dai rappresentanti della Gran Bretagna e dell'Australia. Prima di arrivare a Roma, non eravamo al corrente della risoluzione in questione.

Altri oratori hanno fatto appello ai principi della democrazia. Il Comitato Olimpico Canadese opera secondo principi democratici e dunque io, come suo presidente, non ho in questo momento alcuna autorità di approvare o di respingere la mozione, senza aver prima sottoposto il progetto all'approvazione del mio Comitato Olimpico.

Ancora un punto. A proposito del progetto di riunioni continentali, o di rappresentanze di gruppo nell'associazione in esame, voglio precisare che il Comitato Olimpico Canadese ha sempre collaborato — e continuerà a farlo sempre — e discusso opinioni e punti di vista con altri Comitati Olimpici Nazionali, e conviene sul principio di scambiarsi esperienze ed idee. Ma una cosa dobbiamo ribadire: è necessario continuare ad avere un punto di vista indipendente. Questo è il motivo per cui il mio

Index

Comitato continuerà sempre a mantenere contatti diretti con il Comitato Olimpico Internazionale e con le Federazioni Sportive Internazionali.

Data l'importanza della materia, appoggio la proposta avanzata da vari paesi — seguendo soprattutto quella della delegazione svizzera — di rimandare la discussione del problema fino a quando non venga compiuto un esame approfondito.

Per concludere: 1) appoggiamo l'evoluzione del movimento olimpico, non la rivoluzione; 2) se dobbiamo formare un'organizzazione, dobbiamo prima sapere con assoluta sicurezza verso quale direzione c'incamminiamo.

PRESIDENTE: Scusate, signori: i rappresentanti dei Comitati Olimpici del Portogallo e della Tunisia presentano una mozione d'ordine, e quindi hanno un diritto di precedenza. La parola al rappresentante del Portogallo.

Gaudencio Luiz Da Silva Costa

Membro del Comitato Olimpico Portoghese

Signor Presidente, signori, vorrei presentarvi una mozione d'ordine. Poiché la questione di un'Associazione dei Comitati Nazionali Olimpici è già stata discussa da molte persone qui presenti, che hanno fatto conoscere la loro opinione, e poiché la proposta svizzera e quella spagnola... credo siano un riassunto abbastanza preciso di quanto tutti hanno detto, chiedo a quanti hanno ancora il diritto a prendere la parola di volersene astenere, e di passare immediatamente ai voti. Votate, cioè, la mozione spagnola, che dice press'a poco: 1) principio dell'Associazione; 2) porre allo studio di una commissione gli statuti, in modo che possano essere presentati nel corso di una prossima riunione; 3) che sia il signor Onesti ad assumere la presidenza di questo Comitato, e, aggiungo, che sia il signor Onesti, a mio parere, a nominare e designare, per l'approvazione dell'Assemblea, i membri del suo Comitato.

(*Applausi*).

PRESIDENTE: Signori, questi applausi sono significativi. L'intenzione di molti è di stringere. Non desidero, democraticamente, togliere la parola a nessuno. Propongo all'approvazione quello che è il risultato da voi stesso avanzato. Mi permetto quindi di passare all'approvazione o meno dell'ordine del giorno che vi rileggo. L'assemblea deve quindi decidere se è favorevole a quest'ordine del giorno:

« Premesso che l'orientamento dell'assemblea è favorevole alla realizzazione di un organismo associativo fra i Comitati Olimpici Nazionali per una leale e fattiva collaborazione al Comitato Internazionale Olimpico seguendo le sue regole, viene stabilito di nominare un Comitato di coordinamento e di studi per la formulazione delle norme organizzative di tale associazione. Le norme stesse saranno sottoposte all'esame di tutti i Comitati Olimpici Nazionali e verranno discusse ed approvate alla prossima assemblea ».

Cominciamo col vedere chi di lor signori è contrario a questo ordine del giorno. Coloro che sono contrari, sono pregati di alzare la mano. Prego.

Conte De Beaumont

Membro del Comitato Olimpico Francese e del C.I.O.

Questa proposta è fatta per aiutare il C.I.O. ?

PRESIDENTE: Signor conte di Beaumont, le rileggo soltanto le prime righe. La proposta è questa:

« Premesso che l'orientamento dell'assemblea è favorevole alla realizzazione di un organismo associativo fra i Comitati Olimpici Nazionali per una leale e fattiva collaborazione con il Comitato Internazionale Olimpico... », e quel che segue.

Ci sono altre osservazioni da fare a questa proposta?

(*Applausi*).

Allora, signori, è stata approvata all'unanimità, e vi ringrazio profondamente per la costituzione del Comitato di coordinamento e di studi. Soltanto, questo Comitato deve avere un Presidente. Sta quindi all'Assemblea proporre il nome del Presidente del Comitato di coordinamento e di studio. La parola al delegato irlandese.

The Lord Killanin

Presidente del Comitato Olimpico Irlandese

Desidero fare le mie congratulazioni al Presidente Onesti: sono sicuro che egli è la persona più indicata a formare questo comitato, appena approvato. Ma, come altri delegati hanno già sottolineato, ci troviamo di fronte a molti problemi sui quali non abbiamo potuto consultarci con i nostri Comitati Olimpici. Proporrei quindi di affidare al CONI l'organizzazione, il coordinamento ed i successivi studi, in collaborazione con altri Comitati Olimpici Nazionali.

Epaminondas Petralias

Membro del Comitato Olimpico Greco

Un istante solo. Volevo dire che la persona più qualificata per essere eletta Presidente è proprio il signor Onesti: ma mi hanno già preceduto, e sono arrivato in ritardo. Volevo dire soltanto questo.

Sten Svensson

Segretario Generale Onorario del Comitato Olimpico Svedese

Signor Presidente: in termini parlamentari, per quel che io ne so, si potrebbe dire che il risultato della discussione è il rinvio della questione, che potremo affrontare in un secondo tempo.

PRESIDENTE: Vi sono altri oratori? Vuol prendere la parola il signor Ganga del Comitato del Congo Brazzaville. Prego.

Jean Claude Ganga

Segretario Generale del Comitato Olimpico del Congo Brazzaville

Signor Presidente: tenuto conto degli interventi che si sono registrati e dell'approvazione unanime dell'Assemblea per la creazione di questo comitato di coordinamento, voglio prima di tutto felicitarmi per la sua elezione alla presidenza di questo Comitato, e ritengo poi che l'assemblea vorrà accordare l'incarico di proporre la lista dei membri del Comitato incaricato di lavorare con lei per la stesura degli statuti, che saranno presentati alla prossima riunione dei Comitati Nazionali Olimpici.

Grazie.

PRESIDENTE: Signori Presidenti, vi ringrazio infinitamente per un atto di fiducia e di stima che non credo così meritato. Mi auguro solo che il lavoro successivo non vi faccia ricredere su questa gentile designazione. Per quanto io sia disposto, e da anni, a dare tutta la mia attività e le mie scarse capacità per realizzazioni così grandiose, vi rendete ben conto che per quest'ultimo punto avrò bisogno della collaborazione di voi tutti, ma particolarmente della collaborazione di alcuni tra voi. Io sono qui a chiedere a un certo numero di persone, che mi permetterò di elencare per sottoporle al giudizio della stessa assemblea, se sono disposte a far parte di questa commissione che voi gentilmente avete desiderato da me presieduta, affinché possiamo svolgere insieme i relativi lavori. Non vorrei che la mia scelta fosse ritenuta irriguardosa per gli altri. Abbiamo sentito interventi intelligenti, proposte varie; vi prego di non pensare che questa designazione sia fatta valutando le persone, perché tutti, fra voi, sarebbero all'altezza di dare una collaborazione fattiva. Ma poiché il numero deve essere necessariamente ristretto, io mi permetto di proporre all'assemblea, per questa commissione di studio, i seguenti nominativi, che verranno letti secondo l'ordine alfabetico:

il signor Andrianov dell'Unione Sovietica; il generale Clark, del Messico; il signor Corenthin del Mali; il signor Duncan della Gran Bretagna; il signor Ganga, del Congo di Brazzaville; il signor Gemayel, del Libano; il signor Takeda, del Giappone; il signor Weir dell'Australia; il signor Weymann, della Svizzera; e il signor Wilson, degli Stati Uniti di America.

Sta a voi giudicare se queste persone possono fattivamente collaborare; dite se siete favorevoli, oppure no.

(*Applausi*).

Prego: la Francia.

Armand Massard

Presidente del Comitato Olimpico Francese

Signor Presidente, apprezzo la scelta che avete fatta: ma personalmente avrei voluto che da questa Commissione fossero esclusi i membri del C.I.O.

PRESIDENTE: Signor Presidente del Comitato Olimpico Francese e vice presidente del C.I.O.: ai precedenti commi dell'ordine del giorno noi ci siamo battuti contro prevenzioni di razza e di religione, e non vediamo perché i membri del C.I.O. siano una razza a parte, non eleggibile; nostra intenzione è di collaborare con il Comitato Internazionale Olimpico, e, se l'assemblea è favorevole, siamo lieti e onorati che collaborino con noi anche dei membri del C.I.O.

Grazie infinite.

(*Applausi*).

Signori Presidenti, consentitemi di ringraziarvi a nome dei membri della Commissione consultiva appena nominati. Chiedo scusa ad essi se mi sono permesso di fare il loro nome, ma rappresentano mondi e ideologie che è bene mettere fianco a fianco per studiare insieme la soluzione dei problemi. Vi ringrazio tutti: arrivederci... e buon appetito. Grazie infinite; arrivederci, spero, a questa sera.

Per cortesia, una comunicazione di servizio. Il pranzo di questa sera...

(*Applausi*).

(*La seduta è tolta alle ore 13.40*)

Index

Index

5 Participants
109 Participants
215 Participantes
325 Участники
435 Partecipanti

9 Introduction
113 Introduction
219 Introducción
329 Вступление
439 Introduzione

14 Présentation et approbation de l'ordre du jour
118 Presentation and Approval of the Agenda
224 Presentación y aprobación del orden del día
334 Представление и принятие резолюции
444 Presentazione e approvazione ordine del giorno

16 Premier sujet: Indépendance des C.N.O.
120 First Subject: Independence of N.O.Cs.
226 Primer argumento: Independencia de los C.N.O.
336 Первый вопрос: Независимость Н.О.К.ов
446 Primo argomento: Indipendenza dei C.N.O.

28 Deuxième sujet: Financement des C.N.O.
132 Second Subject: Financing of N.O.Cs.
239 Segundo argumento: Financiación de los C.N.O.
349 Второй вопрос: Финансирование Н.О.К.ов
459 Secondo argomento: Finanziamento dei C.N.O.

43 Premier sujet: Indépendance des C.N.O. (*suite*)
148 First Subject: Independence of N.O.Cs. (*cont.*)
255 Primer argumento: Independencia de los C.N.O. (*cont.*)
365 Первый вопрос: Независимость Н.О.К.ов (*продолжение*)
475 Primo argomento: Indipendenza del C.N.O. (*segue*)

44 Deuxième sujet: Financement des C.N.O. (*suite*)
148 Second Subject: Financing (*cont.*)
255 Segundo argumento: Financiación (*cont.*)
365 Второй вопрос: Финансирование (*продолжение*)
475 Secondo argomento: Finanziamento (*segue*)

45 Troisième sujet: l'Amateurisme
150 Third Subject: Amateurism
257 Tercer argumento: Aficionados
367 Третий вопрос: Любительство
477 Terzo argomento: Dilettantismo

55 Deuxième sujet: Financement des C.N.O. (*suite*)
160 Second Subject: Financing (*cont.*)
267 Segundo argumento: Financiación (*cont.*)
377 Второй вопрос: Финансирование (*продолжение*)
487 Secondo argomento: Finanziamento (*segue*)

55 Quatrième sujet: Jeux Régionaux
160 Fourth Subject: Regional Games
267 Cuarto argumento: Juegos Regionales
378 Четвертый вопрос: Региональные игры
487 Quarto argomento: Giochi Regionali

70 Troisième sujet: l'Amateurisme (*suite*)
176 Third Subject: Amateurism (*cont.*)
284 Tercer argumento: Aficionados (*cont.*)
394 Третий вопрос: Любительство (*продолжение*)
503 Terzo argomento: Dilettantismo (*segue*)

71 Cinquième sujet: Augmentation du nombre d'officiels
177 Fifth Subject: Increase in accompanying personnel
285 Quinto Argumento: Aumento en el número de los acompañantes
395 Пятый вопрос: Увеличение количества сопровождающих лиц
504 Quinto argomento: Aumento del numero degli ufficiali

77 Propositions des C.N.O. de l'Espagne et du Portugal non inscrites à l'ordre du jour
183 Proposals of the N.O.Cs. of Spain and Portugal not on the agenda
292 Propuestas de los C.N.O. de España y Portugal, no incluidas en el orden del día
402 Предложения Н.О.К.ов Испании и Португалии по вопросам не стоящим на повестке дня
511 Proposte dei C.N.O. di Spagna e Portogallo non all'ordine del giorno

79 Cinquième sujet: Augmentation du nombre d'officiels (*suite*)
185 Fifth Subject: Increase in accompanying personnel (*cont.*)
293 Quinto argumento: Aumento en el número de acompañantes (*cont.*)
404 Пятый вопрос: Увеличение количества сопровождающих лиц (*продолжение*)
512 Quinto argomento: Aumento del numero degli ufficiali (*segue*)

80 Quatrième sujet: Jeux Régionaux (*suite*)
186 Fouth Subject: Regional Games (*cont.*)
295 Cuarto Argumento: Juegos Regionales (*cont.*)
405 Четвертый вопрос: Региональные игры (*продолжение*)
514 Quarto argomento: Giochi Regionali (*segue*)

82 Cinquième sujet: Augmentation du nombre d'officiels (*suite*)
188 Fifth Subject: Increase in accompanying personnel (*cont.*)
297 Quinto argumento: aumento en el número de los acompañantes (*cont.*)
407 Пятый вопрос: Увеличение количества сопровождающих лиц (*продолжение*)
516 Quinto argomento: Aumento del numero degli ufficiali (*segue*)

82 Sixième sujet: Développement en commun des C.N.O.
188 Sixth Subject: Development in common of N.O.Cs.
297 Sexto argumento: Desarrollo conjunto de los C.N.O.
407 Шестой вопрос: Общее развитие Н.О.К.ов
516 Sesto argomento: Sviluppo comune dei C.N.O.

96 Quatrième sujet: Jeux Régionaux (*suite*)
201 Fourth Subject: Regional Games (*cont.*)
311 Cuarto argumento: Juegos Regionales (*cont.*)
421 Четвертый вопрос: Региональные игры (*продолжение*)
529 Quarto argomento: Giochi Regionali (*segue*)

97 Sixième sujet: Développement en commun des C.N.O. (*suite*)
201 Sixth Subject: Development in common of N.O.Cs. (*cont.*)
311 Sexto argumento: Desarrollo conjunto de los C.N.O. (*cont.*)
421 Шестой вопрос: Общее развитие Н.О.К.ов (*продолжение*)
530 Sesto argomento: Sviluppo comune dei C.N.O. (*segue*)

101 Récapitulation de M. Armand Massard sur tous les sujets
206 Summary by Mr. Armand Massard on all the subjects discussed
317 Resumen del Sr. Armand Massard sobre todos los argumentos
426 Заключения господина Арманд Массард по всем вопросам
535 Riepilogo del sig. Armand Massard su tutti gli argomenti

102 Sixième sujet: Développement en commun des C.N.O. (*suite*)
208 Sixth Subject: Development in common of N.O.Cs. (*cont.*)
318 Sexto argumento: Desarrollo conjunto de los C.N.O. (*cont.*)
427 Шестой вопрос: Общее развитие Н.О.К.ов (*продолжение*)
536 Sesto argomento: Sviluppo comune dei C.N.O. (*segue*)